CONGO BELGE

BULLETIN OFFICIEL

1re PARTIE

BELGISCH-CONGO

AMBTELIJK BLAD

1ste DEEL

21834

CONGO BELGE

BULLETIN OFFICIEL

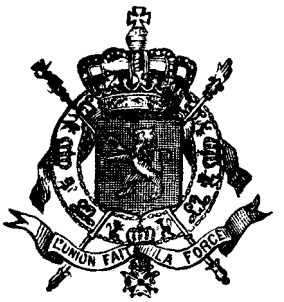
1ère PARTIE

BELGISCH-CONGO

AMBTELIJK BLAD

1ste DEEL

1929



S. A. ANCt VANDERPOORTEN & Co, RUE DE LA CUILLER, 18, GAND.

22.4.30.

22e ANNÉE, N° 1
15 Janvier. 1929 22e JAARGANG, Nr 1
15 Januari.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates. Pages.

Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924. — Adhésion du Commonwealth d'Australie 17

Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924. — Ratification par l'Italie. 17

13 octobre 1926. — A. R. — Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, Ministère de la Défense Nationale et Ministères des Finances et des Colonies. — Modifications aux statuts de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne 3

16 août 1927. — L. — Loi autorisant la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena) à augmenter son capital et à modifier ses statuts 5

INHOUD

Dagteekeningen. Bladz

Internationale schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1en December 1924. — Toetreding van het Commonwealth of Australia 17

Internationale schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1en December 1924. — Bekrachtiging door Italië 17

13 October 1926. — K. B. — Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, Ministerie van Landsverdediging en Ministeriën van Financiën en van Koloniën. — Wijzigingen aan de statuten der Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer 3

16 Augustus 1927. — W. — Wet houdende machtiging voor de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (Sabena) om haar maatschappelijk kapitaal te verhoogen en hare statuten te wijzigen . 5

0 0 9 93

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
8 novembre 1928. — O. — Droits de sortie.	23	8 November 1928. — V. — Uitgaande rechten	23
21 novembre 1928. — D. — Impôt indigène. — Modification à l'article 2 du décret du 17 juillet 1914.	20	21 November 1928. — D. — Inlandsche belasting. — Wijziging aan artikel 2 uit het decreet van 17 Juli 1914.	20
15 décembre 1928. — Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence, modifiant l'article 2 du décret du 17 juillet 1914 sur l'impôt indigène. .	18	15 December 1928. — Verslag van den Kolonialen Raad over een bij dringendheid genomen decreet tot wijziging van artikel 2 uit het decreet van 17 Juli 1914 op de inlandsche belasting. . .	18
18 décembre 1928. — A. M. — Successions. — Liquidation des successions des marins autres que les marins congolais. . . .	22	18 December 1928. — M. B. — Nalatenschappen. — Vereffening der nalatenschappen van zeelieden andere dan de Congoleesche zeelieden	22
21 décembre 1928. — A. M. — Délivrance d'expéditions et extraits des actes de l'état civil, de certificats de vie, de passeports, de déclarations pour le transit des armes et munitions, d'extraits du casier judiciaire. — Légalisation. — Délégation	24	21 December 1928. — M. B. — Aflevering van uitgiften en uittreksels der akten van den burgerlijken stand, van levensgetuigschriften, pasporten, verklaringen voor den doorvoer van wapens en schietvoorraad, van uittreksels uit het strafregister. — Echtverklaring. — Afvaardiging	24
27 décembre 1928. — A. R. — Budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929. — Crédits provisoires.	25	27 December 1928. — K. B. — Gewone begrootingen van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929. — Voorloopige kredieten. . . .	25
28 décembre 1928. — A. R. — Ministère des Colonies et Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique. — Petits paquets postaux pour le Congo Belge.	21	28 December 1928. — K. B. — Ministerie van Koloniën en Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart. — Kleine postpakketten voor Belgisch Congo .	21

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES ET AÉRONAUTIQUE, MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE ET MINISTÈRE DES FINANCES ET DES COLONIES.

—

Modifications aux statuts de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.

—

Par arrêté royal du 13 octobre 1926, nº 22002, la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne est autorisée à apporter à ses statuts, annexés à la loi du 26 avril 1923, les modifications ci-après :

1º Libeller le deuxième alinéa de l'article 11 comme suit :

« Un des administrateurs sera nommé par l'assemblée sur la proposition du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, un deuxième sur celle du Ministre de la Défense Nationale, un troisième sur celle du Ministre des Colonies et un quatrième sur celle du Ministre des Finances. Les autres administrateurs seront nommés par l'assemblée sur proposition des actionnaires autres que l'Etat et la Colonie. La nomination de ces derniers administrateurs devra toutefois être agréée par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique. »

2º Libeller la dernière phrase du dernier alinéa de l'article 11 comme suit :

« Mainlevée de ce veto ne pourra être donnée que par l'Etat ou par la Colonie

MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN, TELEGRAFEN, TELEFONEN EN LUCHTVAART, MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING EN MINISTERIE VAN FINANCIËN EN VAN KOLONIËN.

—

Wijzigingen aan de statuten der Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het Luchtverkeer.

—

Bij koninklijk besluit van 13 October 1926, nr 22002, is de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer gemachtigd aan hare bij de wet van 26 April 1923 gevoegde statuten, volgende wijzigingen te brengen :

1º Het tweede lid van artikel 11 moet luiden aldus :

« Un des administrateurs sera nommé par l'assemblée sur la proposition du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, un deuxième sur celle du Ministre de la Défense Nationale, un troisième sur celle du Ministre des Colonies et un quatrième sur celle du Ministre des Finances. Les autres administrateurs seront nommés par l'assemblée sur proposition des actionnaires autres que l'Etat et la Colonie. La nomination de ces derniers administrateurs devra être toutefois agréée par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique. »

2º De laatste zin van het laatste lid van artikel 11 moet luiden aldus :

« Mainlevée de ce veto ne pourra être donnée que par l'Etat ou par la Colonie,

représenté par le Ministre ou les Ministres, sur la proposition duquel ou desquels la nomination de l'administrateur ou des administrateurs ayant opposé ce veto, aura été faite. »

3° Libeller le début de l'article 12 comme suit :

« Indépendamment des administrateurs nommés sur la proposition de l'Etat ou de la Colonie, des délégués pourront être nommés, savoir : un par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, un par le Ministre de la Défense Nationale, deux par le Ministre des Colonies. Ces délégués sont convoqués et admis... »

4° Remplacer le texte du quatrième alinéa de l'article 13 par le suivant :

« Le conseil peut nommer dans son sein un comité permanent composé des administrateurs nommés sur la proposition du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et du Ministre des Colonies et de trois des administrateurs nommés sur la proposition des actionnaires autres que l'Etat et la Colonie. »

5° Remplacer les deux fois dans le texte de l'article 33 les mots :

« Ministre de la Défense Nationale », par ceux : « Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique ».

Pour extrait conforme :

Le Directeur général, Administrateur civil,

représenté par le Ministre ou les Ministres, sur la proposition duquel ou desquels la nomination de l'administrateur ou des administrateurs ayant opposé ce veto aura été faite.

3° De aanhef van artikel 12 moet luiden aldus :

« Indépendamment des administrateurs nommés sur la proposition de l'Etat ou de la Colonie, des délégués pourront être nommés, savoir : un par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, un par le Ministre de la Défense Nationale, deux par le Ministre des Colonies. Ces délégués seront convoqués et admis... »

4° Den tekst van het vierde lid van artikel 13 vervangen door hetgeen volgt :

« Le conseil peut nommer dans son sein un comité permanent composé des administrateurs nommés sur la proposition du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et du Ministre des Colonies et de trois des administrateurs nommés sur la proposition des actionnaires autres que l'Etat et la Colonie. »

5° De tweemaal in den tekst van artikel 33 voorkomende woorden :

« Ministre de la Défense Nationale », vervangen door : « Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique ».

Voor echt uittreksel :

De Algemeen Bestuurder, Burgerlijk Administrateur.

MARSILY.

Loi autorisant la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena) à augmenter son capital et à modifier ses statuts. (1)

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne est autorisée à apporter à ses statuts, tels qu'ils ont été approuvés par la loi du 26 avril 1923, et modifiés conformément à l'arrêté royal nº 22002 du 13 octobre 1926, les modifications énoncées dans le texte ci-annexé.

ART. 2.

La Société est autorisée à porter son capital social de 6 à 10 millions de francs par l'émission de huit mille (8.000) actions privilégiées nouvelles de cinq cents (500)

Wet houdende machtiging voor de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (Sabena) om haar maatschappelijk kapitaal te verhoogen en hare statuten te wijzigen. (1)

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer wordt er toe gemachtigd de in bijgaanden tekst opgegeven wijzigingen aan te brengen in hare statuten, zooals deze bij de wet van 26 April 1923 goedgekeurd en overeenkomstig het Koninklijk besluit nr 22002 van 13 October 1926, gewijzigd worden.

ART. 2.

De Vennootschap wordt er toe gemachtigd door uitgifte van acht duizend (8,000) nieuwe bevoorrechte aandeelen van vijfhonderd (500) frank elk, het maat-

(1) Session de 1926-1927.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi nº 218. — Rapport nº 249.

Annales parlementaires. — Séance des 8 et 13 juillet 1927.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport nº 216.

Annales parlementaires. — Séance du 20 juillet 1927.

(1) Zittijd 1926-1927.

KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Bescheiden. — Wetsontwerp nr 218. — Verslag, nr 249.

Handelingen. — Zittingen van 8 en 13 Juli 1927.

SENAAT.

Bescheiden. — Verslag, nr 216.

Handelingen. — Zitting van 20 Juli 1927.

francs chacune et à créer huit mille (8,000) actions de dividende nouvelles sans désignation de valeur attribuées, titre pour titre, aux souscripteurs des actions privilégiées nouvelles. La Société est autorisée à modifier ses statuts en conséquence de l'augmentation de capital prévue ci-dessus.

ART. 3.

La Colonie est autorisée à souscrire la moitié de l'augmentation du capital prévue à l'article 2 en usant, par application de l'article 8 des statuts de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne, du droit de préférence attribué aux actions privilégiées anciennes possédées tant par l'Etat que par la Colonie.

ART. 4.

Par dérogation à l'article 10 des statuts primitifs de la Société, les obligations émises ou à émettre par la Société avant le 1er janvier 1928, pour le paiement ou l'acquisition du matériel volant et des rechanges initiaux affectés aux exploitations d'Afrique, porteront la garantie solidaire de la Colonie en lieu et place de la garantie de l'Etat.

Toutefois, les charges éventuelles résultant de cette garantie continueront à être supportées par l'Etat jusqu'au 1er janvier 1928.

ART. 5.

Les crédits qui, d'après les statuts modifiés, devront être mis à la disposi-

schappelijk kapitaal van 6 op 10 millioen frank te brengen en acht duizend (8,000) nieuwe dividendaandeelen zonder waardebepaling uit te geven, welke titel voor titel zullen toegekend worden aan de inschrijvers der nieuwe bevoorrechte aandeelen. De Vennootschap wordt er toe gemachtigd haar statuten te wijzigen naar aanleiding van de hiervoren voorziene kapitaalsverhooging.

ART. 3.

De Kolonie wordt er toe gemachtigd voor de helft van de bij artikel 2 voorziene kapitaalsverhooging in te schrijven, door, bij toepassing van artikel 8 van de statuten van de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer, gebruik te maken van het recht van voorkeur toegekend aan de oude bevoorrechte aandeelen die in het bezit zijn zoo van den Staat als van de Kolonie.

ART. 4.

In afwijking van artikel 10 van de oorspronkelijke statuten van de Vennootschap staat op de obligaties door de Vennootschap vóór 1 Januari 1928, uitgegeven of uit te geven tot betaling of voor den aankoop van vliegmaterieel en van de eerste losse stukken ten behoeve van de luchtdiensten in Afrika, de solidaire waarborg van de Kolonie in de plaats van dien van den Staat.

De gebeurlijke kosten welke uit dezen waarborg voortvloeien, blijven echter, tot 1 Januari 1928 ten laste van den Staat.

ART. 5.

De kredieten die overeenkomstig de gewijzigde statuten ter beschikking moe-

tion de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne, seront inscrits aux budgets du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes Téléphones et Aéronautique et du Ministère des Colonies, chacun pour ce qui le concerne.

ten gesteld worden van de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer, worden ingeschreven op de begrootingen van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, en van het Ministerie van Koloniën ieder voor zoover het hem aangaat.

Donné à Bruxelles, le 16 août 1927.

Gegeven te Brussel, den 16n Augustus 1927.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Bon M. HOUTART.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,

E. ANSEELE.

(Annexe à la loi du 16 août 1927.)

(Bijlage tot de wet van 16 Augustus 1927.)

—

A. — Ajouter le texte suivant après le deuxième alinéa du § A, 2° de l'article 6 :

« Les administrations respectives de l'Etat et de la Colonie pourront faire avec la Société des conventions d'une durée pouvant atteindre cinq années pour les transports les intéressant, entre autres pour le transport du courrier postal, sur toute la ligne que la Société

A. — Volgenden tekst bijvoegen achter het tweede lid van paragraaf *A* 2° van artikel 6 :

« De betrokken beheeren van den Staat en van de Kolonie mogen voor een termijn van ten hoogste vijf jaar met de Vennootschap overeenkomsten sluiten betreffende het vervoer waarbij zij belang hebben, onder andere het vervoer van de brievenpost over elke lijn die de

exploiterait en territoire étranger ou non et notamment en vue de la liaison Belgique-Congo. »

B. — Supprimer à l'alinéa 8 de l'article 6 commençant par les mots : « La Colonie charge la Société d'établir au Congo.. » les mots : « à concurrence de trois millions de francs ».

C. — Ajouter les mots « d'Europe » à la fin de l'alinéa 12 de l'article 6 commençant par les mots : « 4° l'Etat consent à assister la Société. »

D. — Remplacer l'article 10 par le texte suivant :

ART. 10.

« *a)* La Société pourra émettre, avec l'autorisation de M. le Ministre des Finances, des obligations hypothécaires ou autres dont les services d'intérêt et de remboursement seront garantis solidairement par l'Etat.

» Le produit de l'émission des obligations faisant l'objet de cette garantie sera réservé à l'acquisition des appareils à propulsion aérienne nécessaires aux exploitations d'Europe ainsi que des approvisionnements initiaux habituels en pièces de rechange pour ces appareils.

» *b)* La Société pourra émettre, avec l'autorisation de M. le Ministre des Colonies, des obligations hypothécaires ou autres dont les services d'intérêt et de remboursement seront garantis solidairement par la Colonie.

» Le produit de l'émission des obligations faisant l'objet de cette garantie sera

Vennootschap op vreemd grondgebied of daarbuiten mocht in bedrijf hebben en, inzonderheid, met het oog op den luchtdienst België-Congo. »

B. — In het 8e lid van artikel 6 beginnende met de woorden : « De Kolonie gelast de Vennootschap er mede in Congo... » doorhalen : de woorden : « tot beloop van 3 millioen frank. »

C. — Aan het einde van lid 12 van artikel 6 beginnende met de woorden : « 4° De Staat stemt er in toe de Vennootschap... » tusschen « exploitaties » en « vereischte » invoegen : de woorden « in Europa ».

D. — Den tekst van artikel 10 vervangen door den volgenden :

ART. 10.

« *a*) De Vennootschap mag, met toestemming van den Heer Minister van Financiën, hijpotheekobligaties of andere obligaties uitgeven met door den Staat solidair gewaarborgde renteuitkeering en aflossing.

» De opbrengst van de uitgifte der aldus gewaarborgde obligaties dient uitsluitend tot den aankoop van vliegtoestellen ten behoeve van de luchtdiensten in Europa, alsmede van de gebruikelijke eerste voorraden losse stukken voor die toestellen.

» *b)* De Vennootschap mag, met toestemming van den Heer Minister van Koloniën, hypotheekobligaties of andere obligaties uitgeven met door de Koloniën solidair gewaarborgde renteuitkeering en aflossing.

» De opbrengst van de uitgifte der aldus gewaarborgde obligaties dient uitsluitend

réservé à l'acquisition des appareils à propulsion aérienne nécessaires aux exploitations d'Afrique ainsi que des approvisionnements initiaux habituels en pièces de rechange pour ces appareils.

» La garantie de la Colonie n'aura à intervenir que si les charges obligataires correspondantes n'ont pu être entièrement couvertes par l'excédent des recettes sur les dépenses des exploitations d'Afrique.

» *c)* Le type, le prix, le taux d'intérêt, le mode et l'époque de remboursement ainsi que toutes autres conditions d'émission d'obligations garanties par l'Etat ou la Colonie seront déterminés par le conseil d'administration d'accord avec le Ministre des Finances ou le Ministre des Colonies selon le cas.

» Le matériel de la Société acquis au moyen du produit des obligations garanties respectivement par l'Etat et par la Colonie sera affecté par privilège au profit de ceux-ci.

» La créance de l'Etat ou de la Colonie prendra rang après celles prévues par le 1° de l'article 19 de la loi hypothécaire du seize décembre mil huit cent cinquante et un.

» *d)* Les appareils, moteurs et approvisionnements nécessaires aux exploitations de la Société, tant en Europe qu'en Afrique, seront acquis aux conditions les plus favorables résultant d'appels à la concurence et seront de fabrication belge sauf exceptions autorisées par l'Etat ou par la Colonie pour le matériel qui les concerne. La préférence sera donnée, à conditions égales, aux appareils et moteurs de conception belge. Les modèles

tot den aankoop van vliegtoestellen ten behoeve van de luchtdiensten in Afrika, alsmede van de gebruikelijke eerste voorraden losse stukken voor die toestellen.

» De waarborg van de Kolonie wordt enkel ingeroepen wanneer de daarvoor in aanmerking komende obligatielasten niet volkomen kunnen gedekt worden uit het batig verschil tusschen ontvangsten en uitgaven van de luchtdiensten in Afrika.

» *c)* Type, prijs, rentevoet, wijze en datum van aflossing, alsmede alle andere voorwaarden van uitgifte van door den Staat of de Kolonie gewaarborgde obligaties, worden door den Beheerraad vastgesteld, in overleg met den Minister van Financiën of den Minister van Koloniën, volgens het geval.

» Het materieel van de Vennootschap, aangekocht uit de opbrengst van de onderscheidenlijk door den Staat en door de Kolonie gewaarborgde obligaties, is bij voorrecht te hunnen bate verbonden.

» De schuldvordering van den Staat of van de Kolonie neemt rang na die voorzien bij den 1° van artikel 19 van de Hypotheekwet van zestien December achttienhonderd een en vijftig.

» *d)* De toestellen, motoren en voorradenartikelen voor de luchtdiensten van de Vennootschap, zoo in Europa als in Afrika, worden door middel van oproepen tot de mededinging, tegen de gunstigste voorwaarden aangekocht ; zij moeten van Belgisch maaksel zijn, behoudens uitzonderingen toegestaan door den Staat of door de Kolonie voor het materieel waarbij zij belang hebben. Bij gelijke voorwaarden wordt de voorkeur gegeven

devront être agréés par l'Administration de l'Aéronautique.

« *e)* Le conseil d'administration détermine le type, le prix, le taux d'intérêt, le mode et l'époque de remboursement, ainsi que toutes autres conditions d'émission d'obligations ne jouissant pas de la garantie de l'Etat ou de la Colonie ».

E. — A l'article 11, alinéa 2 : *a)* remplacer les mots « l'administrateur » qui commencent l'alinéa par « deux administrateurs »; *b)* biffer les mots « un deuxième sur celle du Ministre de la Défense Nationale ».

Alinéa 5, commençant par les mots « les administrateurs nommés sur la proposition de l'Etat », supprimer les mots « ou aux nécessités d'ordre militaire ».

F. — A l'article 12, alinéa 1 :

a) Remplacer les mots : « un par le Ministre des Chemins de fer, etc. » par « deux par le Ministre des Chemins de fer, etc. ».

b) Biffer les mots : « un par le Ministre de la Défense Nationale ».

G. — Remplacer les alinéas 1 à 10 de l'article 33 par les textes suivants :

« La Société assurera par priorité, sur les lignes régulières qu'elle exploitera au Congo Belge, les transports du Gouvernement et des diverses administrations de la Colonie à concurrence des huit dixièmes de la capacité disponible par voyage régulier d'appareil à propulsion aérienne dans chaque sens pendant chacune des

aan toestellen en motoren van Belgische vinding. De modellen moeten door het Beheer van de Luchtvaart aangenomen zijn.

» *e)* De Beheerraad bepaalt type, prijs, rentevoet, wijze en datum van aflossing, alsmede alle andere voorwaarden van uitgifte van de niet door den Staat of de Kolonie gewaarborgde obligaties ».

E. — In artikel 11, lid 2 : *a)* de woorden « een beheerder » vervangen door « twee beheerders » ; *b)* de woorden « een tweede op voorstel van den Minister van Landsverdediging » doorhalen.

Lid 5, beginnende met de woorden : « de op voorstel beheerders... » doorhalen de woorden « met de militaire noodwendigheden of ».

F. — Lid 1 van artikel 12 :

a) De woorden : « een door den Minister van IJzerenwegen, enz. » vervangen door « twee door den Minister van IJzerenwegen, enz. ».

b) De woorden uitschrabben : « een door den Minister van Landsverdediging ».

G. — Den tekst van het 1e tot het 10e lid van artikel 33 vervangen door de volgenden :

« Voor ieder van de jaren negentienhonderd acht en twintig tot en met negentienhonderd twee en dertig moet de Vennootschap op de door haar in Belgisch-Congo geexploiteerde regelmatige lijnen, het vervoer voor rekening van de Regeering en van de verschillende besturen van de Kolonie bij voorrang

années mil neuf cent vingt-huit à mil neuf cent trente-deux inclusivement.

» La Société sera, d'autre part, tenue d'effectuer un nombre minimum annuel de voyages d'appareils à propulsion aérienne dans chaque sens. Ce minimum sera fixé par la Colonie pour chacune des lignes régulières exploitées par la société et la répartition de ces voyages au cours de l'année sera déterminée, pour chacune des lignes exploitées, d'un commun accord entre la Colonie et la Société.

» La capacité disponible des appareils à propulsion aérienne à mettre en service sur ces lignes sera fixée d'un commun accord entre la Colonie et la Société.

» Pour chaque voyage d'appareil à propulsion aérienne imposé par la Colonie à la Société, par application de l'alinéa qui précède, et pour chaque voyage supplémentaire d'appareil demandé par la Colonie au delà du minimum imposé par elle, la Colonie garantira à la Société la recette, calculée d'après les tarifs en vigueur, correspondant aux huit dixièmes de la capacité disponible par voyage d'appareil dans chaque sens. Cette recette garantie sera toutefois diminuée de la recette procurée par les tiers qui se substitueraient à la Colonie en utilisant effectivement, en tout ou en partie, le tonnage disponible réservé par priorité à la Colonie.

» La Colonie paiera mensuellement à la Société le prix des transports du Gouvernement et des diverses administrations

verzekeren tot beloop van acht tiende van het laadvermogen beschikbaar bij iedere regelmatige reis per vliegtuig in elke richting.

» De Vennootschap is, van den anderen kant gehouden een jaarlijksch minimum aantal reizen per vliegtuig in elke richting af te leggen. Dit minimum wordt door de Kolonie vastgesteld voor ieder van de regelmatige lijnen door de Vennootschap geëxploiteerd en de verdeeling van die reizen in den loop van het jaar wordt voor ieder van de geëxploiteerde lijnen in gemeen overleg tusschen de Kolonie en de Vennootschap bepaald.

» Het beschikbaar laadvermogen van de op die lijnen in dienst te stellen vliegtuigen wordt in gemeen overleg tusschen de Kolonie en de Vennootschap vastgesteld.

» Voor iedere reis per vliegtuig, bij toepassing van vorenstaand lid door de Kolonie aan de Vennootschap opgelegd en voor iedere bijkomende reis per vliegtuig, door de Kolonie aangevraagd boven het door haar opgelegde minimum, waarborgt de Kolonie aan de Vennootschap de ontvangst, berekend volgens de van kracht zijnde tarieven en overeenkomende met de achttienden van het laadvermogen, beschikbaar bij elke reis per vliegtuig in iedere richting. Deze gewaarborgde ontvangst wordt nochtans verminderd met het bedrag, betaald door derden die in de plaats van de Kolonie treden door de beschikbare tonnenmaat, welke bij voorrang voor de Kolonie is bestemd, werkelijk geheel of ten deele te gebruiken.

» Om de maand betaalt de Kolonie aan de Vennootschap den prijs van het vervoer voor rekening van de Regeering

de la Colonie compte étant éventuellement tenu des garanties fixées par l'alinéa qui précède, sur la base des tarifs applicables aux particuliers.

» Ces tarifs seront fixés et modifiés chaque fois qu'il sera nécessaire, d'un commun accord entre la Société et la Colonie, de telle façon que les recettes, provenant tant du Gouvernement que des particuliers, couvrent au minimum toutes les dépenses quelconques incombant aux exploitations de la Société au Congo Belge, y compris les charges obligataires incombant éventuellement à la Colonie par application de l'article 10 des statuts et les amortissements normaux du matériel affecté à ces exploitations ainsi qu'une rémunération de six pour cent (6 %) de la partie du capital social investi dans ces exploitations.

» Si la Colonie imposait à la Société une réduction des tarifs que celle-ci aurait proposés sur les bases indiquées ci-dessus, le déficit éventuel, compte tenu de la rémunération de six pour cent (6 %) de la partie du capital social investi dans les exploitations de la Société au Congo Belge et résultant en fin d'exercice social de cette réduction, sera couvert par la Colonie. La Colonie en versera le montant à la Société dans les trente jours de la demande de celle-ci. Le montant sera porté au bilan à titre de simple écriture d'ordre, sous la rubrique «Compte statutaire Colonie ». Ce compte sera amorti au moyen des bénéfices ultérieurs comme il est dit à l'article 34 ».

en van de verschillende besturen van de Kolonie op den voet van de voor particulieren geldende tarieven, hierbij in voorkomend geval rekening houdend met de bij vorenstaand lid vastgestelde waarborgen.

» Die tarieven worden in gemeen overleg tusschen de Vennootschap en de Kolonie vastgesteld en, telkenmale als dit noodig is, gewijzigd zoodat de ontvangsten voortkomend zoowel van de Regeering als van particulieren ten minste alle om het even welke kosten dekken die ten laste komen van de luchtdiensten der Vennootschap in Belgisch-Congo, waaronder begrepen de obligatielasten welke, in voorkomend geval, bij toepassing van artikel 10 van de statuten, door de Kolonie worden gedragen en van de normale afschrijvingen op het voor die diensten gebezigde materieel, alsmede van een interest van zes ten honderd (6 t. h.) voor het maatschappelijk kapitaal dat in die diensten is vastgesteld.

» In geval de Kolonie aan de Vennootschap eene vermindering oplegde van de tarieven welke laastgenoemde zou voorgesteld hebben op de hiervoren aangewezen grondslagen, wordt het eventueel tekort dat, tengevolge van deze vermindering bij het einde van het maatschappelijk dienstjaar zou bestaan, rekening houdende met den uit te keeren interest van zes ten honderd (6 t. h.) op het gedeelte kapitaal in de ondernemingen der Vennootschap in Belgisch-Congo belegd, door de Kolonie gedekt. Deze stort het bedrag ervan ten bate van de Vennootschap binnen dertig dagen na dezer aanvraag. Dit bedrag zal op de balans geboekt staan ten titel van eenvoudige ordeinschrijving, onder hoofding

» L'Etat, représenté par M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, alloue à la Société, pour chacun des exercices sociaux du quinquennat 1928-1932, un subside qui ne pourra dépasser annuellement 6.300.000 francs, y compris les charges obligataires incombant éventuellement à l'Etat par application de l'article 10 des présents statuts.

» Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique fixera par arrêté avant la fin du mois de novembre de chaque année, pour l'exercice suivant et, pour la première fois, en 1927 pour l'exercice 1928, sur la base des programmes d'exploitation diurne et nocturne proposé pour cet exercice par la Société, les subsides alloués par l'Etat par tonne-kilomètre mise à la disposition des chargeurs tant en service diurne qu'en service nocturne. Ces subsides seront calculés en vue de couvrir le déficit par tonne-kilomètre de transport diurne et nocturne, compte étant tenu des résultats des exercices précédents, des programmes prévus et du subside maximum annuel de 6.300.000 francs réduit du montant des charges obligataires incombant éventuellement à l'Etat par application de l'article 10 des présents statuts.

» Au cas où le programme d'une année ayant été fixé et les subsides par tonne-

« Statutaire Rekening Kolonie ». Deze rekening zal bij middel van de latere winsten gedelgd worden, zooals voorzien bij artikel 34 ».

» De Staat, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, verleent aan de Vennootschap, voor elk maatschappelijk dienstjaar van het vijfjarig tijdperk 1928-1932, een toelage welke per jaar niet meer mag bedragen dan 6.300.000 frank, daaronder begrepen de obligatielasten die de Staat, bij toepassing van artikel 10 van deze statuten in voorkomend geval te dragen heeft.

» Voor het einde van de maand November van ieder jaar bepaalt de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, bij besluit voor het daaraanvolgend dienstjaar en, voor de eerste maal in 1927, voor het dienstjaar 1928, op grondslag van de programma's voor dag- en nachtdienst, door de Vennootschap voor dat dienstjaar voorgesteld, de toelagen door den Staat verleend per kilometer-ton die zoowel bij dag als bij nacht ter beschikking van de laders werd gesteld. Die toelagen worden vastgesteld met het oog op het dekken van het tekort per kilometer-ton dag- en nachtvervoer, en rekening gehouden met de uitkomsten van de vorige dienstjaren, de voorziene programma's en de jaarlijksche maximumtoelage van 6.300.000 frank verminderd met het bedrag van de obligatielasten die de Staat, bij toepassing van artikel 10 van deze statuten, in voorkomend geval te dragen heeft.

» Indien, na opmaking van het programma voor een jaar en vaststelling

kilomètre ayant été déterminés, le subside annuel de 6.300.000 francs, déduction faite des charges obligataires de l'exercice, laisserait un excédent disponible, celui-ci, éventuellement, accumulé d'année en année, pourrait être utilisé, par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, soit au développement des lignes aériennes exploitées par la Société en Europe, soit à la couverture, en cas de circonstances exceptionnelles, de tout ou partie du déficit éventuel des diverses exploitations de la Société.

» Les programmes annuels et les subsides alloués par tonne-kilomètre ne pourront être modifiés au cours d'un exercice social qu'en cas de circonstances exceptionnelles et par arrêté du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.

» Le subside annuel, dont le maximum est fixé à 6.300.000 francs devant être, en principe, consacré uniquement aux exploitations d'Europe de la Société, il sera établi par la Société une comptabilité distincte pour ses diverses exploitations, les dépenses communes, telles que les frais généraux d'administration centrale, étant réparties entre les diverses exploitations au prorata des nombres de tonnes-kilomètres disponibles.

» Il sera établi chaque mois par la Société un décompte des subsides lui revenant sur la base des allocations prévues ci-dessus et des tonnes-kilomètres disponibles au cours du mois en service tant diurne que nocturne, dans les exploitations d'Europe ainsi qu'un

van de toelagen per kilometer-ton, op de jaarlijksche toelage van 6.300.000 frank na aftrek van de obligatielasten van het dienstjaar, een overschot beschikbaar blijft, mag dit, in voorkomend geval van jaar tot jaar bijeengevoegd door den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart worden aangewend, hetzij tot uitbreiding van de door de Vennootschap in Europa geëxploiteerde luchtlijnen, hetzij in buitengewone omstandigheden, tot geheele of gedeeltelijke dekking van het eventueel tekort van de verschillende diensten der Vennootschap.

» De jaarlijksche « programma's » en de toelagen, per kilometer-ton verleend, mogen in den loop van een maatschappelijk dienstjaar enkel gewijzigd worden in de buitengewone omstandigheden en alsdan bij besluit van den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart.

» Wijl de jaarlijksche toelage waarvan het maximum op 6.300.000 frank is bepaald, in beginsel uitsluitend voor de diensten van de Vennootschap in Europa moet worden aangewend, wordt door de Vennootschap een afzonderlijke boekhouding voor haar verschillende diensten ingericht en worden de gemeenschappelijke uitgaven, zooals de algemeene kosten van algemeen beheer, onder de verschillende diensten verdeeld naar prorata van het getal beschikbare kilometer-tonnen.

» Iedere maand maakt de Vennootschap een afrekening op van de toelagen, welke haar toekomen op den voet van de hierboven voorziene bedragen en van de kilometer-tonnen, in den loop van de maand beschikbaar in de exploitatiediensten van Europa voor het vervoer

décompte des charges obligataires supportées par la Société au cours du mois et garanties par l'Etat par application de l'article 10 des présents statuts. L'Etat, représenté par M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, en versera les montants dans les trente jours à la Société dans la limite du maximum annuel total de 6.300.000 fr.

» On procèdera, en fin d'exercice, à un redressement. Les sommes qui auront été versées par l'Etat en excédent du déficit réel des exploitations d'Europe et qui constitueront ainsi une économie sur les prévisions de l'exercice seront partagées entre l'Etat et la Société, dans les proportions suivantes :

» Un tiers sera immédiatement remboursé à l'Etat ;

» Un tiers sera conservé par la Société et affecté par elle soit au fonds d'assurance, soit à des amortissements supplémentaires du matériel volant, en vue de son remplacement par du matériel plus perfectionné ;

» Un tiers restera acquis à la Société à titre de prime de bonne exploitation.

» Dans le cas où, pour une cause quelconque, le nombre de tonnes-kilomètres prévues au programme annuel n'aurait pas pu être atteint, le reliquat qui en résulterait éventuellement sur le subside total annuel affecté à la réalisation de ce programme pourrait être utilisé par M. le

zoo bij dag als bij nacht, alsmede een afrekening van de obligatielasten in den loop van de maand door de Vennootschap gedragen, en, bij toepassing van artikel 10 van deze statuten, door den Staat gewaarborgd. De Staat, vertegenwoordigd door den Heer Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, stort binnen dertig dagen ten bate van de Vennootschap, het bedrag van elke afrekening, voor zoover het gezamenlijk jaarlijks maximum van 6.300.000 frank niet wordt overschreden.

» Bij het einde van elk dienstjaar, wordt een nieuw verrekening gemaakt. De sommen welke de Staat gestort heeft boven het werkelijke tekort van de diensten in Europa en die aldus een besparing uitmaken op de voor het dienstjaar uitgetrokken bedragen, worden tusschen den Staat en de Vennootschap verdeeld als volgt :

» Een derde wordt onmiddellijk aan den Staat terugbetaald ;

» Een derde blijft voor de Vennootschap en wordt door haar besteed hetzij voor het verzekeringsfonds, hetzij voor bijkomende afschrijvingen op het vliegmaterieel met het oog op de vervanging van door meer geperfectionneerd materieel .

» Een derde blijft ten bate van de Vennootschap als premie voor goede exploitatie.

» Wanneer, om de een of andere reden het bij het jaarlijksch programma voorzien getal kilometer-tonnen niet is kunnen bereikt worden, mag het in voorkomend geval daaruit voortvloeiend overschot van de jaarlijksche gezamenlijke toelagen tot verwezenlijking van dit programma, door

Ministre des chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, dans les mêmes conditions et aux mêmes fins que celles prévues pour l'excédent disponible dont il est question plus haut et provenant de la non-affectation éventuelle, lors de la fixation du programme annuel, de la totalité du subside de 6.300.000 francs réduit des charges obligataires ».

H. — Modifier comme suit le commencement du dernier alinéa de l'article 34 :

« Le solde est versé à l'Etat Belge à concurrence des sommes portées au compte statutaire Etat, et à la Colonie, à concurrence des sommes portées au compte statutaire Colonie, selon l'article 33. Le versement sera, chaque année, partagé entre l'Etat et la Colonie, proportionnellement aux montants de leurs comptes statutaires respectifs apparaissant au dernier bilan. Après amortissement de ces deux comptes, le solde..., etc. ».

I. — Supprimer le § 2° de l'article 36 et remplacer « 3° » par « 2° » en tête du paragraphe suivant.

J. — Remplacer à l'article 37 les mots « Dans les cas de dissolution anticipative prévue par le 1° et le 2° de l'article 36 » par les mots « Dans le cas de dissolution anticipative prévue par le 1° de l'article 36 ».

den heer Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart in dezelfde voorwaarden aangewend worden tot dezelfde doeleinden als voorzien voor het beschikbaar overschot waarvan hierboven sprake is en dat bekomen wordt, wanneer gebeurlijk, bij de vaststelling van het jaarlijksche programma, niet de volle toelage van 6.300.000 frank min de obligatielasten wordt besteed ».

H. — Het begin van het laatste *ad lineam* van artikel 34 is te wijzigen als volgt :

« Het saldo wordt volgens artikel 33 gestort ten bate van den Belgischen Staat, ten beloope der sommen door de wettelijke Staatsrekening bepaald, en ten bate van de Kolonie, ten beloope der sommen bepaald door de wettelijke rekening der Kolonie. Elk jaar zal de storting verdeeld worden tusschen den Staat en de Kolonie, in verhouding met het bedrag hunner wederzijdsche wettelijke rekeningen in de laatste balans voorkomende. Na vereffening dezer twee rekeningen zal het saldo..., enz. ».

I. — § 2° van artikel 36 doorhalen en aan het begin van volgende paragraaf, « 3° » vervangen door « 2° ».

J. — In artikel 37 de woorden « In de bij het 1° en 2° van artikel 36 voorziene gevallen van vervroegde ontbinding » vervangen door de volgende : « In het bij den 1° van artikel 36 voorziene geval van vervroegde ontbinding ».

Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924. — Adhésion du Commonwealth d'Australie.

—

Par une lettre en date du 23 août 1928, l'ambassade de Grande-Bretagne à Bruxelles, a notifié au Ministère des Affaires Étrangères, l'adhésion du Commonwealth d'Australie à l'Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924.

Internationale Schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel den 1en December 1924. — Toetreding van het Commonwealth of Australia.

—

Door een brief gedagteekend van 23 Augustus 1928, heeft de Ambassade van Groot-Brittannië te Brussel aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken kennis gegeven van de toetreding van het Commonwealth of Australia tot de Internationale Schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1n December 1924.

Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes signé à Bruxelles le 1er décembre 1924. — Ratification par l'Italie.

—

Le 1er septembre 1928, Son Excellence M. l'Ambassadeur d'Italie à Bruxelles, a déposé au Ministère des Affaires Étrangères l'instrument des ratifications du Gouvernement italien sur l'Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce, pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924.

Internationale Schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten geteekend te Brussel den 1en December 1924. — Bekrachtiging door Italië.

—

Den 1en September 1928, heeft zijne Excellentie de heer Ambassadeur van Italië te Brussel op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken het bewijsschrift nedergegelegd der bekrachtigingen van de Italiaansche Regeering op de Internationale Schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1en December 1924.

Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence modifiant l'article 2 du décret du 17 juillet 1914 sur l'impôt indigène.

Ce décret, pris d'urgence le 21 novembre 1928, a été examiné par le Conseil Colonial, le 1er décembre suivant.

La discussion a porté tout d'abord sur les causes de l'urgence. Aux termes de l'exposé des motifs, la seule considération des dates justifie l'urgence : le Gouverneur Général, en effet, devait être avisé en temps voulu pour qu'il pût encore déterminer, avant le 30 novembre, le taux de l'impôt pour 1929 en tenant compte de la majoration autorisée.

Certains membres ont estimé que ce motif ne justifiait pas l'urgence au sens juridique que le législateur de 1908 avait certainement voulu donner à ce mot. Ainsi entendus, l'urgence est le cas où tout retard (et certains disent même : le moindre retard) entraînerait un préjudice irréparable. Mais il faut naturellement que cette situation se soit imposée. S'agissant de l'application de l'article 25 de la Charte Coloniale, il n'y a pas urgence si le Gouvernement a créé lui-même la situation qu'il invoque. C'est d'ailleurs ainsi que, en fait, le terme avait été interprété jusqu'à présent.

M. le président répond que la notion de l'urgence est malaisée à définir et que le législateur a eu de bonnes raisons pour ne pas s'y essayer. En tout cas, elle est certainement indépendante de la cause qui l'a provoquée. Il suffit de constater en ce qui concerne le décret proposé aux délibérations du Conseil, que l'Administration a été contrainte d'agir comme elle l'a fait. Un examen récent de la situation de la Colonie avait montré la nécessité de développer certains services au cours même de l'exercice de 1929 et les crédits indispensables à cette fin ne pouvaient être trouvés que dans une majoration de l'impôt indigène.

***

Quant au fond, les observations ne portèrent que sur l'élévation du taux maximum de l'impôt de 50 à 75 francs.

D'après l'exposé des motifs et les explications qui ont été données au Conseil pendant la séance, cette augmentation se justifie par la nécessité d'adapter plus exactement le taux de l'impôt à la baisse de notre devise et au progrès économique des populations. Cette mesure n'entraînera d'ailleurs pas un relèvement général de l'impôt de capitation. Les autorités locales en proportionneront le taux à la situation de chaque région. D'autre part, le décret du 20 décembre 1927 permet au Gouverneur Général de la réduire en faveur de certaines catégories de contribuables aux ressources plus limitées. Il ne s'agit pas, en fait, de majorer le taux de l'impôt, mais d'en empêcher la réduction, par un rajustement plus exact des prix et des valeurs.

Pour certains membres, la situation se présente sous un autre aspect. Les conditions d'existence des indigènes restent difficiles. Pour apprécier leur capacité en matière purement fiscale, il faut tenir compte de l'ensemble des prestations auxquelles ils sont astreints directement et indirectement. Le taux maximum de l'impôt de capitation fixé à 75 francs par le nouveau décret pourra sans doute être payé facilement par certaines classes de contribuables et même il ne constituera pour certaines qu'une contribution insuffisante, mais ce n'est pas en augmentant le maximum de l'impôt qu'il faut chercher à atteindre ces contribuables privilégiés ; c'est en modifiant le décret du 17 juillet 1914 sur l'impôt indigène de telle sorte qu'ils puissent être taxés proportionnellement à leurs ressources sans que la grande masse des autres en pâtisse.

D'après une autre opinion, l'augmentation de l'impôt présente le double inconvénient de frapper plus fortement les indigènes qui vivent au village, au bénéfice de ceux qui se sont engagés comme simples travailleurs et de favoriser, d'autre part, le maintien des salaires insuffisants alloués à ces derniers.

Tout en admettant l'augmentation décrétée, un autre membre remarque que l'impôt constitue en général pour l'indigène une charge incomparablement plus lourde que celle qui dans la métropole frappe les citoyens de revenus modestes. La participation des indigènes aux charges de la Colonie devrait être étudiée de près. Le décret qui l'organise ne permet pas actuellement de la régler en tenant un compte suffisant de leur capacité personnelle de paiement. Le système fiscal appliqué aux indigènes se trouverait grandement amélioré par la création d'un fonds alimenté par une partie de l'impôt et affecté, notamment pour l'amélioration des cultures indigènes, aux besoins de la communauté à laquelle le contribuable appartient.

M. le président reconnaît que le système actuel de l'impôt indigène est susceptible d'être amélioré, mais rappelle que l'objet du décret ne touche en rien à cette question. Il s'agit seulement d'un rajustement du taux de l'impôt.

Ce rajustement, de l'avis d'un autre membre, sera très bien compris des populations que la dévaluation n'a jamais surprises. Quant au système même de l'impôt, ce membre estime qu'on ne peut encore appliquer dans la Colonie une autre formule que celle de l'impôt de capitation. Aux yeux des indigènes, cette formule est claire et respecte l'égalité. Toute autre créerait des inégalités qui ne seraient ni comprises, ni acceptées.

Aprés ces observations, le décret fut approuvé à l'unanimité, moins deux abstentions.

MM. Bertrand et Dubois, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 15 décembre 1928.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
J. L. GRENADE.

Impôt indigène. — Modifications à l'article 2 du décret du 17 juillet 1914.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'urgence :

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Article unique.

Le premier paragraphe de l'article 2 du décret du 17 juillet 1914 sur l'impôt indigène est remplacé par la disposition suivante :

« Un mois avant l'ouverture de l'exercice fixé au 1er janvier, le Gouverneur Général détermine, pour chaque région, le taux de l'impôt de capitation et de l'impôt supplémentaire. »

Le paragraphe second du même article est modifié comme suit :

« Le taux de l'impôt de capitation est établi, dans les limites de 2 à 75 francs, d'après les ressources et le degré de développement économique des populations. »

Donné à Bruxelles, le 21 novembre 1928.

Inlandsche belasting. — Wijzigingen aan artikel 2 uit het decreet van 17 Juli 1914.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien de dringendheid :

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Eenig artikel.

Paragraaf één van artikel 2 uit het decreet van 17 Juli 1914 op de inlandsche belasting is door volgende schikking vervangen :

« Eene maand vóór de opening van het dienstjaar vastgesteld op één Januari, bepaalt de Algemeen Gouverneur, voor iedere streek, het bedrag der hoofdelijke belasting en der bijkomende belasting. »

Paragraaf twee van hetzelfde artikel is gewijzigd als volgt :

« Het bedrag der hoofdelijke belasting wordt vastgesteld binnen de palen van 2 tot 75 frank, naar gelang der middelen van bestaan en der economische ontwikkeling der bevolking. »

Gegeven te Brussel, den 21n November 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Henri Jaspar.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

MINISTÈRE DES COLONIES ET MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES ET AÉRONAUTIQUE.

—

Petits paquets postaux pour le Congo belge.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 mai 1926 autorisant le Gouvernement à modifier les conditions des transports postaux ;

Vu Notre arrêté du 29 mai 1928 créant un service de petits paquets postaux recommandés dans les relations entre la Belgique et la colonie du Congo Belge et vice versa, par la voie d'Anvers-Matadi ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, et de Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique.

A partir du 1er janvier 1929, l'échange des petits paquets postaux recommandés dans les relations entre la Belgique et la colonie du Congo Belge et vice versa, s'effectuera par toutes les voies utiles.

Notre Premier Ministre, Ministre des

MINISTERIE VAN KOLONIEN EN MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN, TELEGRAFEN, TELEFOON EN LUCHTVAART.

—

Kleine postpakken voor Belgisch-Congo.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien de wet van 10 Mei 1926, waarbij de Regeering gemachtigd is de bepalingen betreffende het postvervoer te wijzigen ;

Gezien Ons besluit van 29 Mei 1928, tot oprichting van een dienst voor aangeteekende kleine postpakken in het verkeer tusschen België en de kolonie Belgisch-Congo en omgekeerd over Antwerpen-Matadi ;

Op voorstel van Onzen Eerste Minister, Minister van Koloniën, en van Onzen Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Eenig artikel.

Met ingang van 1 Januari 1929 geschiedt de uitwisseling van aangeteekende kleine postpakken, in het verkeer tusschen België en de kolonie Belgisch-Congo en omgekeerd, over alle dienstige verzendingswegen.

Onze Eerste Minister, Minister van

Colonies et Notre Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 décembre 1928.

Koloniën, en Onze Minister van Spoorwegen Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 28n December 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

MAURICE LIPPENS.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen, en Luchtvaart,

---

Successions. — Liquidation des successions des marins autres que les marins congolais.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 28 décembre 1888, relatif aux successions de personnes qui ne ressortissent pas à la loi congolaise ;

Vu l'arrêté du 31 juillet 1891, déterminant les règles à suivre pour la liquidation de ces successions lorsqu'il ne se trouve sur les lieux aucun héritier connu ou aucun exécuteur testamentaire ;

Arrête :

Nalatenschappen. — Vereffening der nalatenschappen van zeelieden andere dan de Congoleesche zeelieden.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het decreet van 28 December 1888, betrekkelijk de nalatenschappen van personen die niet van de Congoleesche wet afhangen ;

Gezien het besluit van 31 Juli 1891, waarbij de regelen worden vastgesteld voor de vereffening dezer nalatenschappen wanneer geen gekende erfgenaam of geen uiterste wilsuitvoerder te plaatse aanwezig is ;

Besluit :

ARTICLE UNIQUE.

Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 31 juillet 1891, sur les successions, les biens des marins, autres que les marins congolais, faisant partie de l'équipage d'un navire de haute mer, décédés sur terre ou dans les eaux territoriales, peuvent, par décision du procureur du Roi, près le tribunal de 1re instance de Boma, être laissés ou remis aux mains du capitaine de navire dont ces marins relèvent, pour être soumis par lui aux mesures que prescrit en l'occurence la loi de son pavillon.

Bruxelles, le 18 décembre 1928.

EENIG ARTIKEL.

Bij afwijking van de schikkingen uit het Besluit van 31 Juli 1891 op de nalatenschappen, kunnen de goederen der zeelieden, andere dan de Congoleesche zeelieden, die deel uitmaken van de bemanning van een schip ter hooge zeevaart en op vasten grond of in de territoriale wateren overleden, bij beslissing van den Procureur des Konings bij de Rechtbank van 1en aanleg van Boma, in de handen gelaten of gesteld worden van den scheepskapitein, van wie deze zeelieden afhangen om door hem te worden onderworpen aan de in zulke omstandigheden door de wet zijner vlag voorgeschreven maatregelen.

Brussel, den 18n December 1928.

HENRI JASPAR.

Droits de sortie.

—

Par ordonnance du 8 novembre 1928, entrée en vigueur le jour de son affichage, les valeurs de base pour la perception des droits de sortie sur l'étain ont été modifiées et fixées comme suit :

Par 100 kilos indivisibles :

Etain en lingots	2.500 fr.
Minerai d'étain	1.750 »

Uitgaande rechten.

—

Bij verordening van 8 November 1928, den dag harer aanplakking in voege getreden, werden de grondslagwaarden tot het effen der uitgaande rechten op het tin gewijzigd en vastgesteld als volgt :

Per onverdeelbare 100 kilogram :

Tin in staven	2.500 fr.
Tinerts (cassiteriet)	1.750 »

Délivrance d'expéditions et extraits des actes de l'état civil (de certificats de vie) de passeports, de déclarations pour le transit des armes et munitions, d'extraits du casier judiciaire. — Légalisation. — Délégation.

—

Par un arrêté ministériel en date du 21 décembre 1928, délégation est donnée au directeur général et aux directeurs de la 1re direction générale de l'administration centrale pour la signature des expéditions et extraits certifiés conformes des actes de l'état civil, celle des certificats de vie, des passeports, des déclarations pour le transit des armes et des munitions en territoire étranger, des extraits du casier judiciaire et des attestations s'y rapportant.

Par le même arrêté, les mêmes fonctionnaires, les sous-directeurs qui les assistent et le chef de bureau du 2e bureau de la 1re direction reçoivent qualité pour légaliser les signatures des documents et pièces présentés à cette fin.

L'arrêté abroge tous arrêtés ministériels antérieurs qui désignent nommément des fonctionnaires de l'administration métropolitaine pour délivrer des expéditions ou extraits d'actes de l'état civil, des certificats de vie, des passeports ou pour légaliser les signatures des documents et pièces présentés à cette fin.

Aflevering van uitgiften en uittreksels der akten van den burgerlijken stand (levensgetuigschriften), pasporten, verklaringen voor den doorvoer van wapens en schietvoorraad, van uittreksels uit het strafregister. — Echtverklaring. — Afvaardiging.

—

Bij een op 21 December 1928 gedagteekend Ministerieel besluit wordt aan den Algemeen Bestuurder, evenals aan de Bestuurders van het 1ste algemeen bestuur van het hoofdbeheer het onderteekenen overgedragen van alle voor echt gewaarmerkte uitgifte en uittreksels der akten van den burgerlijken stand, alsmede van de levensgetuigschriften, van de pasporten, van de verklaringen voor den doorvoer van wapens en schietvoorraad naar een vreemd grondgebied, van de uittreksels uit het strafregister en van de daarop betrekking hebbende bevestigingen.

Bij hetzelfde besluit worden dezelfde ambtenaren, de onderbestuurders die hen bijstaan en de bureeloverste van het 2e bureel van het 1ste bestuur bevoegd verklaard om de handteekeningen der oorkonden en stukken welke te dien einde worden voorgelegd, echt te verklaren.

Het besluit schaft alle vroegere ministerieele besluiten af waarbij ambtenaren van het moederlandsch beheer met naam worden aangesteld om uitgiften of uittreksels van akten van den burgerlijken stand, levensgetuigschriften en pasporten af te leveren of om de handteekeningen echt te verklaren van de te dien einde voorgelegde oorkonden en stukken.

Budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929. — Crédits provisoires.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 12 de la loi du 18 octobre 1928, sur le gouvernement du Congo Belge ;

Considérant qu'en raison de diverses circonstances, les Chambres législatives n'ont pu voter avant le 27 décembre 1928, les budgets ordinaires du Congo Belge et du Vice Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Budget du Congo Belge.

Article premier.

Les recettes ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1929, sont évaluées à la somme de cinq cent septante-cinq millions six cent dix-neuf mille francs (frs. 575.619.000) conformément au tableau I ci-annexé.

Art. 2.

Il est ouvert au Ministère des Colonies, pour le gouvernement du Congo Belge, des crédits provisoires à concurrence de cent quarante-trois millions cinq cent mille francs (Frs. 143,500.000) à valoir

Gewone begrootingen van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929. — Voorloopige kredieten.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien artikel 12 uit de wet van 18 October 1928, op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Overwegende dat om reden van verscheidene omstandigheden, de wetgevende Kamers niet voor 27 December 1928 de gewone begrootingen van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1929 hebben kunnen stemmen ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Begrooting van Belgisch-Congo.

Artikel één.

De gewone ontvangsten van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1929, worden geraamd op de som van vijfhonderd vijf- en zeventig millioen zeshonderd negentien duizend frank (Frs. 575.619.000) overeenkomstig de hierbijhoorende tabel I.

Art. 2.

Er worden aan het Ministerie van Koloniën voor het beheer van Belgisch-Congo voorloopige kredieten verleend tot een beloop van honderd drie-en-veertig millioen vijfhonderd duizend frank

sur les dépenses ordinaires inscrites au Budget du Congo Belge pour 1929.

Budget du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi.

ART. 3.

Les recettes ordinaires du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1929, sont évaluées à la somme de vingt-deux millions cent septante et un mille trois cent dix-neuf francs. (Frs. 22.171.319) conformément au tableau II ci annexé.

ART. 4

Il est ouvert au Ministère des Colonies pour le Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi des crédits provisoires à concurrence de cinq millions cinq cent mille francs (Frs. 5.500.000) à valoir sur les dépenses ordinaires inscrites au Budget du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour 1929.

ART. 5.

Le présent arrêté sera obligatoire en Belgique et en Afrique, le 1er janvier 1929.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 décembre 1928.

(Fr. 143.500.000) op rekening der gewone uitgaven ingeschreven op de Belgische Congo begrooting van 1929.

Begrooting van het Onderalgemeen Beheer van Ruanda-Urundi.

ART. 3.

De gewone ontvangsten van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929, worden geraamd op de som van twee-en-twintig millioen honderd een en zeventig duizend driehonderd negentien frank (Frs. 22.171.319) overeenkomstig de hierbijhoorende tabel II.

ART. 4.

Er worden aan het Ministerie van Koloniën, voor het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voorloopige kredieten verleend tot een beloop van vijf millioen vijfhonderd duizend frank (Frs. 5.500.000) op rekening der gewone uitgaven ingeschreven op de onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi begrooting van 1929.

ART. 5.

Het tegenwoordig besluit zal in België en in Afrika op 1 Januari 1929 verbindend zijn.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 27n December 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1929.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1929.

TABLEAU I.

—

Budget des voies et moyens du Congo Belge pour l'exercice 1929.

—

RECETTES ORDINAIRES.

Articles	DÉSIGNATION DES PRODUITS	Montant des évaluations de recettes par article	Totaux par chapitre
	CHAPITRE PREMIER.		
	Impositions et taxes.		
1	Impôts sur les quatre bases	24.000.000,–	
2	Impôt indigène	84.600.000,–	
3	Impôt sur les revenus des professions et sociétés commerciales	60.000.000,–	
4	Patente des trafiquants	2.600.000,–	
5	Taxes de navigation	2.200.000,–	
6	Service des Douanes, Accises et Entrepôts .	196.600.000,–	
7	Taxe de statistique	2.100.000–	
8	Permis de chasse, permis de port d'armes et permis de vente d'armes à feu et de munitions.	4.100.000,–	
9	Permis de récolte	650.000,–	
10	Permis de coupe de bois.	1.675.000,–	
11	Recrutement des travailleurs et louage de services.	100.000,–	
12	Licences pour recherches minières	50.000,–	
13	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	1.100.000,–	
14	Taxes de licence pour l'achat de coton. . .	1.225.000,–	
15	Taxes d'enregistrement et recettes cadastrales.	3.760.000,–	
16	Autres impôts et taxes.	5.000.000,–	
			389.760.000,–

TABEL I.

—

Begrooting der Middelen van Belgisch Congo voor het Dienstjaar 1929.

—

GEWONE ONTVANGSTEN.

ARTIKELEN	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN	Bedrag van de ramingen der ontvangsten per artikel	TOTALEN PER HOOFDSTUK
	EERSTE HOOFDSTUK.		
	Belastingen en taksen.		
1	Belasting naar de vier basissen	24.000.000,–	
2	Inlandsche belasting	84.600.000,–	
3	Belasting op de winsten der beroepen en der handelsmaatschappijen	60.000.000,–	
4	Patent der handelaars	2.600.000,–	
5	Scheepvaarttaks	2.200.000,–	
6	Dienst van het Tolwezen, van de Accijnsen en van de Stapelplaatsen	196.600.000,–	
7	Statistiektaks	2.100.000,–	
8	Jachtverloven, verloven om wapens te dragen en om vuurwapens en munitie te verkoopen.	4.100.000,–	
9	Verloven tot inoogsting	650.000,–	
10	Verloven tot houthakking.	1.675.000,–	
11	Aanwerving van arbeiders en dienstovereenkomst.	100.000,–	
12	Vergunningen tot delfstoffenopzoekingen .	50.000,–	
13	Invoervergunningen en vergunningen tot het verkoopen van alcoholhoudende dranken	1.100.000,–	
14	Vergunningstaksen tot het aankoopen van katoen	1.225.000,–	
15	Taksen van registratie en kadastraal inkomen	3.760.000,–	
16	Andere belastingen en taksen.	5.000.000,–	
			389.760.000,–

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE *(Suite)*

Articles	DÉSIGNATION DES PRODUITS	Montant des évaluations de recettes par article	Totaux par chapitre
	CHAPITRE II.		
	Recettes domaniales et administratives.		
17	Location de terrains domaniaux, d'immeubles et de fermes	3.500.000,–	
18	Vente d'ivoire acquis à l'État en exécution des dispositions du décret du 26 juillet 1910 et des mesures d'exécution. Taxe d'enregistrement	14.500.000,–	
19	Taxe domaniale sur l'ivoire exporté . .	80.000,–	
20	Recettes diverses et accidentelles du Service de l'Hygiène	3.200.000,–	
21	Recettes diverses et accidentelles du Service judiciaire	4.350.000,–	
22	Recettes diverses et accidentelles des Services administratifs de la Justice . .	1.700.000,–	
23	Recettes diverses du Service des Travaux publics et de la T. S. F.	8.650.000,–	
24	Recettes des Services de Transports . .	2.550.000,–	
25	Recettes diverses et accidentelles du Services de l'Hydrographie	1.300.000,–	
26	Recettes du Service de l'Agriculture . .	1.800.000,–	
27	Recettes diverses du Service de la Trésorerie et des Finances	5.200.000,–	
28	Recettes du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones	21.500.000,–	
29	Produits de services divers	3.000.000,–	
			71.630.000,–
	CHAPITRE III.		
	Capitaux et revenus.		
30	Produit net des stations agricoles exploitées en régie	2.229.000,–	
31	Produit net de l'exploitation de la régie du chemin de fer du Mayumbe	Mémoire.	

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH CONGO *(Vervolg)*,

ARTIKELEN	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN	Bedrag van de ramingen der ontvangsten per artikel	TOTALEN PER HOOFDSTUK
	HOOFDSTUK II.		
	Ontvangsten van domeinen en beheer.		
17	Verhuring van domeingronden, van onroerende goederen en van hoeven	3.500.000,–	
18	Verkoop van ivoor door den Staat aangekocht ter uitvoering van de schikkingen uit het decreet van 26 Juli 1910 en van uitvoeringsmaatregelen. Registratietaks.	14.500.000,–	
19	Domeinrechten op het uitgevoerd ivoor .	80.000,–	
20	Verscheiden of toevallige ontvangsten van den Gezondheidsdienst	3.200.000,–	
21	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Gerechtsdienst	4.350.000,–	
22	Verscheiden en toevallige inkomsten der Beheerdiensten van het gerecht . . .	1.700.000,–	
23	Verscheiden ontvangsten van den Dienst der Openbare Werken en der D. T. . .	8.650.000,–	
24	Ontvangsten der Vervoerdiensten . . .	2.550.000,–	
25	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Hydrographischen Dienst	1.300.000,–	
26	Ontvangsten van den Landbouwdienst . .	1.800.000,–	
27	Verscheidene ontvangsten van den Dienst der Schatkist en der Financiën	5.200.000,–	
28	Ontvangsten van den Dienst der Posterijen, Telegrafen en Telefonen		
29	Opbrengst van verscheiden diensten . .	3.000.000,–	
			71.630.000,–
	HOOFDSTUK III.		
	Kapitalen en inkomsten.		
30	Netto-opbrengst der in eigen beheer uitgebate landbouw-standplaatsen	2.229.000,–	
31	Netto-opbrengst van de uitbating der regie van den Mayumbe-spoorweg	Memorie.	

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE *(Suite)*

ARTICLES	DÉSIGNATION DES PRODUITS	Montant des évaluations de recettes par article	TOTAUX PAR CHAPITRE
32	Revenus nets des titres et valeurs du Portefeuille de la Colonie, des intérêts sur prêts ou avances à des sociétés coloniales et participations financières nettes assurées par des conventions particulières entre la Colonie et des organismes coloniaux	112.000.000,–	
			114.229.000,–
	Total des recettes ordinaires. . . . . Frs.		575.619.000,–

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 27 décembre 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

TABLEAU. II.

Budget des Voies et Moyens du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'Exercice 1929.

RECETTES ORDINAIRES.

ARTICLES	DÉSIGNATION DES PRODUITS	Montant des évaluations de recettes par article
1	Recettes douanières	6.036.125,–
2	Recettes des Bases de Daressalam et Kigoma.	141.794,–
3	Impôt sur les quatre bases	120.000,–
4	Impôts sur le revenu des professions et des sociétés commerciales	500.000,–
5	Patentes de trafiquants	125.000,–

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH CONGO *(Vervolg)*

ARTIKELEN	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN	Bedrag van de ramingen der ontvangsten per artikel	TOTALEN PER HOOFDSTUK
32	Netto-opbrengsten der titels en waarden van de Portefeuille der Kolonie, van de interesten op leeningen of voorschotten aan kolonialen vennootschappen en netto-geldelijke deelnemingen door bijzondere tusschen de Kolonie en kolonialen organismen gewaarborgde overeenkomsten	112.000.000,–	
			114.229.000,–
	Totaal der gewone ontvangsten . . . . . Fr.		575.619.000,–

Gezien en goedgekeurd om gehecht te worden bij Ons besluit van 27 December 1928.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

TABEL II.

Begrooting der Middelen van het Onderalgemeen Bewind van Ruanda-Urundi voor het Dienstjaar 1929.

GEWONE INKOMSTEN.

ARTIKELEN	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN	Bedrag van de ramingen der ontvangsten per artikel
1	Inkomsten der douanen	6.036.125,–
2	Inkomsten der steunpunten Daressalem en Kigoma. . .	141.794,–
3	Belastingen op de vier basissen.	120.000,–
4	Belasting op het inkomen der beroepen en der handelsvennootschappen	500.000,–
5	Handelaarspatenten	125.000,–

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI *(Suite)*

Articles	DÉSIGNATION DES PRODUITS	Montant des évaluations de recettes par article
6	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	15.000,–
7	Patentes de marchands de bétail	35.000,–
8	Impôt par tête de bétail abattue sur les marchés coutumiers indigènes	60.000,–
9	Impôt sur la polygamie	21.000,–
10	Taxe sur les chiens	2.000,–
11	Impôt indigène : { impôt de capitation : 8.000.000 ; impôt sur le bétail : 4.350.000. . . .	12.350.000,–
12	Recettes postales et télégraphiques	892.400,–
13	Vente et location de terres et d'immeubles.	332.000,–
14	Permis de chasse, de port d'armes, et permis de vente d'armes à feu et de munitions.	50.000,–
15	Recettes judiciaires	160.000,–
16	Droits de chancellerie, droits de succession, droits de 4% sur les ventes publiques, permis de circulation, etc. . .	64.000,–
17	Vente de peaux et produits de l'agriculture	20.000,–
18	Recettes du laboratoire vétérinaire de Kisenyi.	150.000,–
19	Produit de l'ivoire trouvé	30.000,–
20	Produits divers et accidentels.	400.000,–
21	Recettes de l'imprimerie	30.000,–
22	Quote-part du Gouvernement du Congo Belge dans les dépenses du Ruanda-Urundi.	121.000,–
23	Vente de matières et objets fabriqués provenant des écoles professionnelles et laiteries	351.000,–
24	Recettes diverses du service de la Trésorerie	35.000,–
25	Bonification du Budget des Dépenses extraordinaires . . .	Mémoire
26	Permis de coupe de bois.	10.000,–
27	Recettes d'enregistrement et du cadastre.	45.000,–
28	Taxe de licence de recherches minières.	75.000,–
	Total des recettes ordinaires . . . . . Fr.	22.171.319,–

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 27 décembre 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI *(Vervolg)*

Artikelen	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN	Bedrag van de ramingen der ontvangsten per artikel
6	Vergunningen tot invoer en verkoop van alcoholhoudende dranken	15.000,–
7	Patenten der veekooplieden	35.000,–
8	Belasting bij stuks vee geslacht op de gewoontelijk inlandsche markten	60.000,–
9	Belasting op de veelwijverij	21.000,–
10	Taks op de honden	2.000,–
11	Inlandsche belasting : hoofdgeld belasting : 8.000.000 en belasting op het vee: 350.000	12.350.000,–
12	Inkomsten der Posterijen en Telegrafen	392.400,–
13	Verkoop en verhuring van gronden en onroerende goederen	332.000,–
14	Jachtverloven, verloven tot het dragen van wapens, en verloven tot het verkoopen van vuurwapens en ammunitie.	50.000,–
15	Gerechtelijke inkomsten	160.000,–
16	Kanselarijrechten, erfenisrechten, recht van 4 t. h. op de openbare verkoopingen, verkeerbrieven, enz.	64.000,–
17	Verkoop van vellen en opbrengsten van den landbouw	20.000,–
18	Inkomsten van het veeartsenijlaboratorium van Kisenyi	150.000,–
19	Opbrengst van het gevonden ivoor	30.000,–
20	Verscheiden of toevallige opbrengsten	400.000,–
21	Inkomsten van de drukkerij	30.000,–
22	Aandeel van het Beheer van Belgisch-Congo in de uitgaven van Ruanda-Urundi	121.000,–
23	Verkoop van ruwe stoffen en vervaardigde voorwerpen van de nijverheidsscholen en de melkerijen	351.000,–
24	Verscheiden inkomsten van den dienst der Schatkamer	35.000,–
25	Tegoedkoming van de Begrooting der Buitengewone uitgaven	Memorie
26	Verlof tot houthakking	10.000,–
27	Inkomsten van registratie en kadaster	45.000,–
28	Taks voor vergunning tot mijnopzoekingen	75.000,–
	Totaal der gewone inkomsten . . . . Fr.	22.171.319,–

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons besluit van 27 December 1928.

ALBERT.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

22e ANNÉE, No 2
15 Février. 1929

22e JAARGANG, Nr 2
15 Februari.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.		Pages.
Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg. (Article 13 de la Convention). — Revision de Bruxelles (1928)	. . . . .	39
Convention télégraphique Internationale, signée à Saint-Pétersbourg, les 10-22 juillet 1875. — Adhésion de l'Irak	. . .	149
Ministère des Affaires Etrangères. — Arrangement commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne	. . . . .	150
Ministère des Affaires Etrangères. — Consulats étrangers au Congo Belge	. . . .	149
22 décembre 1928. — A. R. — Statut des magistrats. — Frais de représentation.		152
29 décembre 1928. — D. — Statut des magistrats.	. . . . .	167
19 janvier 1929. — A. M. — Postes. — Machines à affranchir les correspondances	. . . . .	159

INHOUD

Dagteekeningen.		Bladz.
Reglement voor internationalen dienst behoorend bij de Internationale Telegraafovereenkomst van Sint-Petersburg. (Artikel 13 der Overeenkomst). Herziening van Brussel (1928).	. .	39
Internationale Telegrafische Overeenkomst, geteekend te Sint-Petersburg, den 10-22 Juli 1875. — Toetreding van Irak	. . . . .	149
Ministerie van Buitenlandsche Zaken. — Commercieele schikking tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Spanje.	. . . . .	150
Ministerie van Buitenlandsche Zaken. — Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo.		149
22 December 1928. — K. B. — Standregelen der magistraten. — Kosten voor vertegenwoordiging	. . . . .	152
29 December 1928. — D. — Statuut der magistraten	. . . . .	167
19 Januari 1929. — M. B. — Posterijen. — Machines voor het frankeeren der poststukken.	. . . . .	159

Dates.	Pages	Dagteekeningen.	Bladz.
19 janvier 1929. — A. M. — Postes. — Dépôt d'imprimés sans adresse ni figurines d'affranchissement	165	19 Januari 1929. — M. B. — Posterijen. — Nederlegging van drukwerken zonder adres noch frankeerteekens	165
21 janvier 1929. — A. R. — Pensions coloniales. — Commission médicale. . .	153	21 Januari 1929. — K. B. — Koloniale Pensioenen. — Geneeskundige Commissie.	153
21 janvier 1929. — A. R. — Caisse d'Epargne. — Intérêt à bonifier pour l'année 1929	158	21 Januari 1929. — K. B. — Spaarkas. — Ten goede te komen interest voor het jaar 1929.	158
23 janvier 1929. — A. R. — Monnaies. . .	158	23 Januari 1929. — Munten.	158
25 janvier 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au statut des magistrats	167	25 Januari 1929. — Verslag van den Koloniale Raad over een ontwerp van decreet betreffende de standregelen der magistraten.	167
5 février 1929. — A. R. — Modifications au statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Barême des traitements au 1er janvier 1928. (Arrêté royal du 5 février 1929)	169	5 Februari 1929. — K. B. — Wijzigingen aan het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Barema der wedden op 1 Januari 1928. (Koninklijk besluit van 5 Februari 1929).	169
5 février 1929. — A. R. — Modification au statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Classe de voyage et pouvoirs de nomination. — (Arrêté royal du 5 février 1929)	180	5 Februari 1929. — K. B. — Wijziging aan het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Reisklas en benoemingsmacht. — (Koninklijk besluit van 5 Februari 1929). . . .	180

RÈGLEMENT DE SERVICE INTERNATIONAL ANNEXÉ A LA CONVENTION TÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE DE SAINT-PÉTERSBOURG. (1)

(Article 13 de la Convention.)

Revision de Bruxelles (1928).

ARTICLE PREMIER.

En tant que ce Règlement n'en dispose pas autrement, les prescriptions applicables aux communications par fil le sont aussi aux communications par sans fil.

CHAPITRE I.

RÉSEAU INTERNATIONAL.

(Article 4 de la Convention.)

ARTICLE 2.

Constitution du réseau.

Les bureaux entre lesquels l'échange des télégrammes est continu ou très actif sont, autant que possible, reliés par des voies de communications directes présentant les garanties mécaniques, électriques et techniques suffisantes.

ARTICLE 3.

Constitution du réseau. Fonctionnement des voies de communication.

§ 1. Les voies de communication internationales sont établies en nombre suffisant pour satisfaire à tous les besoins du service de transmission entre les bureaux reliés directement.

§ 2. L'exploitation de ces voies de communication fait l'objet d'un accord entre les Administrations intéressées.

§ 3. (1) En cas de dérangement, les fils internationaux peuvent être détournés de leur affectation spéciale, mais ils doivent être ramenés à cette affectation dès que le dérangement a cessé.

(1) Voir Bulletin officiel 1914, page 45.

(2) Chacune des Administrations intéressées s'engage à remplacer, dans la mesure du possible et dans le plus bref délai, la section défectueuse qui se trouve sur son territoire.

(3) Les sections nationales des fils internationaux non employées peuvent être utilisées par les Administrations, à la condition de les rendre à leur affectation normale dès que la demande en est faite.

§ 4. Les transmissions par les fils internationaux ne sont effectuées, en règle générale, que par les bureaux tête de ligne. Les Administrations prennent, chacune en ce qui la concerne, des dispositions pour que, sur chaque fil international important, un ou plusieurs bureaux du parcours puissent se substituer au bureau désigné comme point extrême, lorsque le travail direct entre les deux bureaux tête de ligne devient impossible.

ARTICLE 4.

Entretien des voies de communication.

§ 1. Les Administrations concourent, dans les limites de leur action respective, à la sauvegarde des voies de communication internationales (fils, câbles, bureaux, stations de télégraphie sans fil) ; elles combinent, pour chacune de ces voies, les dispositions qui permettent d'en tirer le meilleur parti.

§ 2. En cas de dérangement des voies de communication internationales, les bureaux intéressés se communiquent les résultats de leurs recherches, en vue de déterminer la nature du dérangement et de faire disparaître celui-ci dans le moindre délai.

§ 3. Les bureaux tête de ligne des fils internationaux à grand trafic mesurent l'état électrique (isolement, résistance, etc.) de ces fils chaque fois qu'ils le jugent utile. Ils s'entendent sur le jour et l'heure de ces mesures, se communiquent les résultats de celles-ci et font procéder le plus promptement possible à l'élimination des défauts constatés.

CHAPITRE II.

DURÉE DU SERVICE. OUVERTURE DES BUREAUX.

ARTICLE 5.

Ouverture et clôture du service.

§ 1. Entre bureaux correspondants importants, le service est, autant que possible, permanent le jour et la nuit, sans interruption.

§ 2. Chaque Administration fixe les heures pendant lesquelles les bureaux doivent rester ouverts au public.

§ 3. Les bureaux dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir transmis tous leurs télégrammes internationaux à un bureau dont le service est plus prolongé.

§ 4. Entre deux bureaux d'Etats différents communiquant directement, la clôture est demandée par celui qui se ferme à celui qui demeure ouvert et donnée par ce dernier. Lorsque les deux bureaux en relation se ferment au même moment, la clôture est demandée par celui qui appartient à l'Etat dont la capitale a la position la plus orientale et donnée par l'autre bureau.

§ 5. Dans les bureaux à service permanent, les séances journalières vont de minuit à minuit, sauf autre arrangement établi par les Administrations intéressées.

§ 6. La même heure est adoptée par tous les bureaux d'un même Pays. L'heure légale adoptée par une Administration est notifiée aux autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

ARTICLE 6.

Notations indiquant la nature de l'étendue du service des bureaux.

(1) Les notations suivantes sont adoptées pour indiquer la nature du service et les heures d'ouverture des bureaux :

N bureau à service permanent (de jour et de nuit) ;

$\frac{N}{2}$ bureau à service de jour prolongé ;

C bureau à service de jour complet ;

F station de chemin de fer ouverte à la correspondance des particuliers ;

P bureau appartenant à un particulier ;

R station radiotélégraphique sur terre ferme ou à bord d'un navire ancré à demeure ;

S bureau sémaphorique ;

T bureau téléphonique ouvert à la correspondance télégraphique privée ;

K bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie et qui n'accepte à l'arrivée que ceux à remettre « télégraphe restant » ou à distribuer dans l'enceinte d'une gare ;

VK bureau qui admet au départ les télégrammes de toute catégorie ou seulement ceux des voyageurs ou du personnel résidant dans la gare et qui n'accepte aucun télégramme à l'arrivée ;

E bureau ouvert seulement pendant le séjour du Chef de l'Etat ou de la Cour ;

B bureau ouvert seulement pendant la saison des bains ;

H bureau ouvert seulement pendant la saison d'hiver ;
* bureau fermé.

(2) Les notations qui précèdent peuvent se combiner entre elles.

(3) Les notations B et H sont complétées, autant que possible, par l'indication des dates d'ouverture et de fermeture des bureaux temporaires dont il s'agit.

CHAPITRE III.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES A LA CORRESPONDANCE.

(Articles 1, 2, 3, 5, 7 et 8 de la Convention.)

CHAPITRE IV.

RÉDACTION ET DÉPOT DES TÉLÉGRAMMES.

(Articles 5 et 6 de la Convention.)

ARTICLE 7.

Langage clair et langage secret. Acceptation de ces langages.

§ 1. Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou en langage secret, ce dernier se distinguant en langage convenu et en langage chiffré. Sauf l'exception prévue à l'Article 9, § 2, *Catégorie* B, chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

§ 2. Toutes les Administrations acceptent, dans toutes leurs relations, les tèlégrammes en langage clair. Elles peuvent n'admettre ni au départ ni à l'arrivée les télégrammes privés rédigés totalement ou partiellement en langage secret, mais elles doivent laisser ces télégrammes circuler en transit, sauf le cas de suspension défini à l'Article 8 de la Convention.

ARTICLE 8.

Langage clair.

§ 1. Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale, chaque mot et chaque expression ayant la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.

§ 2. On entend par télégrammes en langage clair, ceux dont le texte est entièrement rédigé en langage clair. Toutefois, la présence d'adresses conventionnelles, de marques de commerce, de cours de bourse, de lettres représentant les signaux

du Code international de signaux, employées dans les télégrammes maritimes, d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme fob, cif, caf, svp ou toute autre analogue, dont l'appréciation appartient au Pays qui expédie le télégramme, d'un mot de contrôle placé en tête du texte dans les télégrammes de banque et ceux analogues, ne change pas le caractère d'un télégramme en langage clair.

§ 3. Chaque Administration désigne, parmi les langues usitées sur le territoire de l'Etat auquel elle appartient, celles dont elle autorise l'emploi dans la correspondance télégraphique internationale en langage clair. L'usage du latin et de l'esperanto est également autorisé.

ARTICLE 9.

Langage convenu.

§ 1. Le langage convenu est celui qui se compose soit de mots artificiels, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et, de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit enfin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.

§ 2. On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient des mots appartenant à ce langage. Ils se répartissent en deux catégories :

Catégorie A. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus formés de 10 lettres au plus et dans lesquels figurent au moins une voyelle s'ils sont de 5 lettres au plus, deux voyelles au moins s'ils sont de 6, 7 ou 8 lettres et trois voyelles au moins s'ils sont de 9 ou 10 lettres. Dans les mots de plus de 5 lettres, une voyelle au moins doit se trouver dans les cinq premières lettres et une voyelle au moins dans le reste du mot, étant entendu que les mots de 9 ou de 10 lettres doivent contenir au moins trois voyelles au total. Les voyelles sont a, e, i, o, u, y. Les réunions de deux ou plusieurs mots du langage clair contraires à l'usage de la langue à laquelle ces mots appartiennent sont interdites.

Catégorie B. Télégrammes dont le texte contient des mots convenus ne comprenant pas plus de 5 lettres, sans condition ni restriction quant à la construction de ces mots. Les chiffres et groupes de chiffres ne sont pas admis ; toutefois, les marques de commerce constituées par un mélange de chiffres et de lettres sont acceptées si l'expéditeur peut démontrer qu'il s'agit réellement de marques de commerce.

L'agent qui accepte un télégramme de la catégorie B inscrit sur la minute la mention de service = CDE = qui est transmise en tête du préambule du télégramme, jusqu'à destination.

§ 3. Dans les deux catégories de télégrammes, A et B, les mots convenus ne peuvent pas contenir les lettres accentuées ä, á, å, é, ñ, ö, ü et les combinaisons ae, aa, ao, oe, ue, ch sont comptées chacune pour deux lettres.

§ 4. Les télégrammes de la catégorie A sont soumis au plein tarif ; ceux de la catégorie B sont taxés aux 2/3 du tarif plein s'il s'agit du régime extra-européen et aux 3/4 du tarif plein s'il s'agit du régime européen (Art. 23, §§ 2 et 3).

§ 5. Pour la taxation, un télégramme en langage convenu ne peut pas être considéré comme appartenant en partie à la catégorie A et en partie à la catégorie B. A ce point de vue, il doit se classer dans l'une des deux catégories à l'exclusion de l'autre.

§ 6. Pour les télégrammes convenus ou mixtes de la catégorie A, l'expéditeur est tenu de présenter le code d'après lequel le texte du télégramme a été rédigé, si le bureau d'origine ou l'Administration dont ce bureau relève lui en font la demande.

ARTICLE 10.

Langage chiffré.

§ 1. Le langage chiffré est celui qui est formé :

1° de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète ;

2° de mots, noms, expressions ou réunions de lettres ne remplissant pas les conditions du langage clair (Art. 8) ou du langage convenu (Art. 9).

§ 2. Le mélange, dans un même groupe, de chiffres et de lettres ayant une signification secrète n'est pas admis.

§ 3. Ne sont pas considérés comme ayant une signification secrète les groupes visés à l'Article 8, § 2.

ARTICLE 11.

Rédaction des télégrammes. Caractères pouvant être employés.

§ 1. La minute du télégramme doit être écrite lisiblement en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau ci-dessous des signaux télégraphiques et qui sont en usage dans le Pays où le télégramme est présenté.

§ 2. Ces caractères sont les suivants :

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z. Ä, Á, Å, É, Ñ, Ö, Ü.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point (.), virgule (,), point et virgule (;), deux points (:), point d'interrogation (?), point d'exclamation (!), apostrophe ('), trait d'union ou tiret (—), parenthèses (), guillemets (»), barre de fraction (/), souligné.

Indications de service taxées et leurs abréviations.

Urgent	D
Partiellement urgent	PU
Réponse payée x	RPx
Collationnement	TC
Accusé de réception télégraphique (télégramme avec)	PC
Accusé de réception télégraphique urgent (télégramme avec)	PCD
Accusé de réception postal (télégramme avec)	PCP
Faire suivre	FS
Poste	—
Poste recommandée	PR
Poste restante	GP
Poste restante recommandée	GPR
Poste avion	PAV
Télégraphe restant	TR
Exprès	—
Exprès payé	XP
Mains propres	MP
Ouvert	—
Jour	—
Nuit	—
x adresses	TMx
Communiquer toutes adresses	CTA
x jours	Jx
Presse	—
Télégramme différé en langue française	LCF
Télégramme différé en langue du Pays d'origine ou désigné par ce Pays	LCO
Télégramme différé en langue du Pays de destination ou désignée par ce Pays	LCD
Télégramme sémaphorique	SEM

3. Tout renvoi, interligne, rature ou surcharge doit être approuvé par l'expéditeur ou par son représentant.

§ 4. (1) Les chiffres romains sont admis tels quels, mais ils sont transmis en chiffres arabes.

(2) Le signe de multiplication (×), quoique n'ayant pas son équivalent dans le tableau réglementaire, est admis. La lettre X le remplace dans la transmission ; elle est comptée pour un mot.

(3) Les expressions telles que 30^{a}, 30^{me}, 30^{ne}, 1°, 2°, ⟨B⟩, etc., ne peuvent être reproduites par les appareils ; les expéditeurs doivent leur substituer un équivalent pouvant être télégraphié, soit, par exemple, pour les expressions citées ci-dessus : 30 exposant a (ou 30 a), trentième, trentaine, primo, secundo B dans losange, etc.

(4) Toutefois, les expressions 30^{a}, 30^{b}, etc., 30*bis*, 30*ter*, etc., 30^{I}, 30^{II}, etc., 30^{1}, 30^{2}, etc., indiquant le numéro d'habitation dans une adresse, même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'un télégramme, sont acceptées telles quelles, mais elles sont transmises en séparant le numéro de son exposant ou des lettres ou chiffres qui l'accompagnent par une barre de fraction. La même règle est appliquée dans la transmission des numéros d'habitation tels que 30 A, 30 B, etc. Au point de vue du compte des mots suivant les règles de taxation, la barre de fraction n'est pas comptée pour un caractère dans le groupe de chiffres ou de chiffres et de lettres constituant le numéro d'habitation en question alors même que l'expéditeur l'aurait écrite sur sa minute. Les expressions envisagées seront, par conséquent, transmises sous la forme ci-après : 30/A, 30/B, etc., 30/*bis*, 30/*ter*, etc., 30/1, 30/2, etc., 30/I, 30/2, etc., 30/A, 30B, etc.

ARTICLE 12.

Ordre de rangement des diverses parties d'un télégramme.

Les diverses parties qu'un télégramme peut comporter doivent être libellées dans l'ordre suivant : 1° les indications de service taxées ; 2° l'adresse ; 3° le texte; 4° la signature.

ARTICLE 13.

Libellé des indications de service taxées.

§ 1. (1) Toute indication de service taxée prévue par le Règlement dont l'expéditeur désire faire usage doit être écrite sur la minute, immédiatement avant l'adresse.

(2) En ce qui concerne les télégrammes multiples, l'expéditeur doit inscrire ces indications avant l'adresse de chaque destinataire qu'elles peuvent concerner. Toutefois, s'il s'agit d'un télégramme multiple urgent, d'un télégramme multiple différé ou d'un télégramme multiple avec collationnement, il suffit que les indications correspondantes soient inscrites une seule fois et avant la première adresse.

§ 2. Les indications de service taxées peuvent être écrites dans une forme

quelconque admise par le Règlement, mais elles ne sont taxées et transmises que dans la forme abrégée prévue par le dit Règlement. Eventuellement, l'agent taxateur biffe l'indication inscrite par l'expéditeur et la remplace par l'abréviation correspondante, mise entre deux doubles traits (*exemple* : = TC =).

§ 3. L'expéditeur peut donner des instructions pour l'acheminement de son télégramme, en observant les prescriptions des Articles 26, § 6, 27, § 2, et 43.

ARTICLE 14.

Libellé de l'adresse.

§ 1. (1) Toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots : le premier désignant le destinataire, le second indiquant le nom du bureau télégraphique de destination.

(2) Pour les télégrammes à destination de la Chine, l'emploi de groupes de quatre chiffres est admis pour désigner le nom et le domicile du destinataire.

§ 2. (1) L'adresse doit comprendre toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme au destinataire, sans recherches ni demandes de renseignements.

(2) Elle doit, pour les grandes villes, faire mention de la rue et du numéro ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession du destinataire ou donner tous autres renseignements utiles.

(3) Même pour les petites localités, le nom du destinataire doit être, autant que possible, accompagné d'une indication complémentaire capable de guider le bureau d'arrivée en cas d'altération du nom du destinataire.

§ 3. Les indications de l'adresse doivent être écrites dans la langue du Pays de destination ou en français ; toutefois, le nom, les prénoms, la raison sociale et le lieu de remise sont acceptés tels que l'expéditeur les a libellés.

§ 4. (1) L'adresse peut être formée par le nom du destinataire suivi du mot « téléphone » et de l'indicatif d'appel de son raccordement téléphonique, ce qui n'implique pas nécessairement la transmission téléphonique du télégramme au destinataire. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme suit : « Pauli téléphone Passy 5074 Paris ».

(2) L'adresse peut aussi être formée par le nom du destinataire et le numéro de sa boîte postale. Dans ce cas, l'adresse est libellée comme suit : « Pauli boîte postale 275 Paris ».

§ 5. Lorsqu'un télégramme est adressé à une personne chez une autre, l'adresse doit comprendre, immédiatement après la désignation du véritable destinataire, l'une des mentions « chez », « aux soins de » ou toute autre équivalente.

§ 6. Le nom du bureau télégraphique de destination doit être placé à la suite des indications de l'adresse qui servent à désigner le destinataire et, le cas échéant, son domicile ; il doit être écrit tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux. Ce nom ne peut être suivi que du nom de la subdivision territoriale ou de celui du Pays, ou bien de ces deux noms. Dans ce dernier cas, c'est le nom de la subdivision territoriale qui doit suivre immédiatement celui du bureau destinataire.

§ 7. (1) Lorsque le nom de la localité donnée comme destination n'est pas mentionné dans la Nomenclature officielle, l'expéditeur doit obligatoirement écrire à la suite de ce nom, soit le nom de la subdivision territoriale, soit celui du Pays de destination ou toute autre indication qu'il juge suffisante pour l'acheminement de son télégramme. Il en est de même lorsqu'il existe plusieurs bureaux du nom indiqué et que l'expéditeur n'est pas en mesure de donner des renseignements positifs permettant de définir la désignation officielle de la localité.

(2) Dans l'un comme dans l'autre cas, le télégramme n'est accepté qu'aux risques et périls de l'expéditeur.

§ 8. L'adresse peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée. Toutefois, la faculté pour un destinataire de se faire remettre un télégramme dont l'adresse est ainsi formée est subordonnée à un arrangement entre ce destinataire et le bureau télégraphique d'arrivée.

§ 9. L'adresse des télégrammes adressés « poste restante » ou « télégraphe restant » doit indiquer le nom du destinataire ; l'emploi d'initiales, de chiffres, de simples prénoms, de noms supposés n'est pas admis pour ces correspondances.

§ 10. Les télégrammes dont l'adresse ne satisfait pas aux conditions prévues dans les §§ 1, 7 et 9 de cet Article sont refusés.

§ 11. Dans tous les cas d'insuffisance de l'adresse, les télégrammes ne sont acceptés qu'aux risques et périls de l'expéditeur si celui-ci persiste à en demander l'expédition.

§ 12. Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance de l'adresse.

ARTICLE 15.

Libellé du texte et de la signature. Constatation de l'identité de l'expéditeur. Légalisation de la signature.

§ 1. Les télégrammes sans texte ne sont pas admis.

§ 2. La signature n'est pas obligatoire ; elle peut être libellée par l'expéditeur

sous une forme abrégée conforme à l'usage ou être remplacée par une adresse enregistrée.

§ 3. L'expéditeur d'un télégramme privé est tenu d'établir son identité lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine.

§ 4. Il a, de son côté, la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, ainsi que le comporte la législation du Pays d'origine. Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement, soit sous la formule : « signature légalisée par... ».

§ 5. Le bureau vérifie l'authenticité de la légalisation. Hormis le cas où elle lui est connue, il ne peut considérer comme authentique la signature de l'Autorité qui a légalisé que si elle est appuyée du sceau ou du cachet de cette Autorité. Dans le cas contraire, il doit refuser l'acceptation et la transmission de la légalisation.

§ 6. La légalisation, telle qu'elle est transmise, entre dans le compte des mots taxés ; elle prend place après la signature du télégramme.

§ 7. Lors de l'acceptation d'un télégramme de plus de cent mots, l'agent taxateur marque d'une croix le dernier mot de chaque tranche de cent mots, les mots de l'adresse étant compris dans la première tranche.

CHAPITRE V.

TÉLÉGRAMMES D'ÉTAT.

(Articles 5 et 6 de la Convention).

ARTICLE 16.

Quelques paragraphes concernant les télégrammes d'État.

§ 1. Les télégrammes d'Etat doivent être revêtus du sceau ou du cachet de l'Autorité qui les expédie. Cette formalité n'est pas exigible lorsque l'authenticité du télégramme ne peut soulever aucun doute.

§ 2. Le droit d'émettre une réponse comme télégramme d'Etat est établi par la production du télégramme d'Etat primitif.

§ 3. (1) Les télégrammes des Agents consulaires qui exercent le commerce ne sont considérés comme télégrammes d'Etat que lorsqu'ils sont adressés à un personnage officiel et qu'ils traitent d'affaires de service. Toutefois, les télégrammes qui ne remplissent pas ces dernières conditions sont acceptés par les bureaux et transmis comme télégrammes d'Etat ; mais ces bureaux les signalent immédiatement à l'Administration dont ils relèvent.

(2) Les télégrammes d'Etat portent la mention de service « Etat » ; cette mention est insérée d'office par le bureau d'origine à la fin du préambule.

§ 4. Les télégrammes d'Etat peuvent être rédigés en langage secret dans toutes les relations.

§ 5. Les télégrammes d'Etat qui ne remplissent pas les conditions visées aux Articles 8, 9 et 10 ne sont pas refusés, mais ils sont signalés, par le bureau qui constate les irrégularités, à l'Administration dont ce bureau relève.

§ 6. Les télégrammes d'Etat rédigés en langage clair donnent lieu à une répétition partielle obligatoire ; ceux qui sont rédigés totalement ou partiellement en langage secret doivent être répétés intégralement et d'office par le bureau récepteur, ou par le bureau transmetteur, suivant le système de transmission employé (Art. 40).

§ 7. L'expéditeur d'un télégramme d'Etat peut renoncer à la priorité de transmission établie par l'Article 5 de la Convention ; dans ce cas, la minute du télégramme doit porter la mention « sans priorité » inscrite par l'expéditeur, et ce télégramme est traité, dans l'ordre de transmission, comme un télégramme privé ordinaire.

ARTICLE 17.

Télégrammes émanant du Secrétaire Général de la Société des Nations.

Le régime des télégrammes d'Etat s'étend aux télégrammes qui émanent du Secrétaire Général de la Société des Nations, ainsi qu'aux réponses à ces mêmes télégrammes.

CHAPITRE VI.

TÉLÉGRAMMES DE SERVICE.

(Articles 5 et 11 de la Convention).

ARTICLE 18.

Télégrammes de service et avis de service.

§ 1. Les télégrammes de service se distinguent en télégrammes de service proprement dits et en avis de service.

§ 2. Ils sont transmis en franchise dans toutes les relations, hormis les cas spécifiés dans l'Article ci-après.

§ 3. Ils sont rédigés en français lorsque les Administrations en cause ne se sont

pas entendues pour l'usage d'une autre langue. Il en est de même des notes de service qui accompagnent la transmission des télégrammes.

§ 4. Ils doivent être limités aux cas qui présentent un caractère d'urgence et être libellés dans la forme la plus concise. Les Administrations et les bureaux télégraphiques prennent les mesures nécessaires pour en diminuer, autant que possible, le nombre et l'étendue.

§ 5. (1) Les télégrammes de service proprement dits sont échangés entre les Administrations et les fonctionnaires qui y sont autorisés.

(2) Ces télégrammes mentionnent en préambule la date de dépôt et ne comportent pas de signature. L'adresse affecte la forme ci-après : « ..... (expéditeur) à ..... (destinataire et destination) ; *exemple* : Postelfoon à Burinterna Berne ».

(3) Les Administrations télégraphiques doivent employer une adresse abrégée pour les télégrammes de service échangés entre elles.

(4) Le texte des télégrammes de service peut être rédigé en langage secret dans toutes les relations. Les télégrammes de service rédigés totalement ou partiellement en langage secret sont répétés intégralement et d'office soit par le bureau récepteur, soit par le bureau transmetteur, selon les appareils de transmission (Art. 40, § 1).

§ 6. (1) Les avis de service se rapportent à des incidents de service ou sont relatifs au service des lignes, des stations radioélectriques et des transmissions. Ils sont échangés entre les bureaux télégraphiques et ils ne comportent ni adresse, ni signature.

(2) Ils sont urgents ou ordinaires, selon le caractère de la communication.

(3) Les avis de service concernant le service des voies de communication ont la priorité sur les autres avis; ils portent au commencement du préambule la mention = ADG =.

(4) La destination et l'origine de ces avis sont indiquées uniquement dans le préambule ; celui-ci est rédigé comme suit : « A Lyon Lilienfeld 15 10.45 m (date et heure de dépôt) ; suit le texte du bureau expéditeur ».

(5) Les bureaux importants peuvent ajouter, sous une forme abrégée, au nom du lieu d'origine celui du service d'où émane l'avis, *par exemple* : « A Paris Berlin Nf (Nachforschungsstelle — Service des recherches) 15 10.45 m (date et heure de dépôt) ». Cette adjonction doit figurer dans la réponse, *exemple* : « A Berlin Nf Paris 15 13.45 ».

§ 7. (1) Les avis de service relatifs à un télégramme précédemment transmis reproduisent toutes les indications propres à faciliter la recherche de celui-ci, notamment le numéro de dépôt, la date écrite en toutes lettres (le nom du mois n'est indiqué que s'il y a doute), la voie d'acheminement contenue dans le télé-

gramme primitif, le nom du destinataire et, au besoin, l'adresse complète. Si le télégramme primitif comportait un numéro de série, celui-ci doit également être mentionné dans l'avis de service.

(2) S'il existe plusieurs voies de communication directes entre deux bureaux télégraphiques, il y a lieu d'indiquer, autant que possible, quand et par quelle voie le télégramme primitif a été transmis et les avis de service seront dirigés, autant que possible, par la même voie.

(3) Si des dérangements de ligne sont survenus sur le parcours emprunté par le télégramme primitif, le bureau de réexpédition inscrit sur l'avis de service la mention « dévié ».

(4) Si les bureaux intermédiaires ne peuvent se procurer sans retard les éléments nécessaires pour donner suite aux avis de service, ils ont à les transmettre plus loin, immédiatement.

(5) Toutefois, les bureaux intermédiaires sont tenus, après retransmission immédiate de ces avis, de procéder aux recherches utiles et de faire le nécessaire, s'il y a lieu.

§ 8. Lorsqu'un bureau de transit peut, sans qu'il en résulte ni inconvénient, ni retard, réunir les éléments nécessaires pour donner suite à un avis de service, il prend les mesures propres à en éviter une retransmission inutile ; dans tout autre cas, il dirige l'avis sur sa destination.

§ 9. En cas d'absolue nécessité, les télégrammes ou avis de service peuvent être transmis par téléphone.

§ 10. Les dispositions de cet Article ne doivent pas être considérées comme autorisant la transmission gratuite, par les stations radiotélégraphiques mobiles, de télégrammes de service exclusivement relatifs au service télégraphique, ni la transmission gratuite par le réseau télégraphique des télégrammes de service exclusivement relatifs au service des stations mobiles, ni la transmission gratuite par toute entreprise télégraphique quelconque, de télégrammes de service intéressant une entreprise concurrente.

ARTICLE 19.

Avis de service taxés.

§ 1. (1) Pendant la durée minimum de conservation des archives telle qu'elle est fixée par l'Article 73, l'expéditeur et le destinataire de tout télégramme transmis ou en cours de transmission, ou le fondé de pouvoirs de l'un d'eux peuvent faire demander des renseignements ou donner des instructions par voie télégraphique au sujet de ce télégramme, après avoir préalablement justifié, s'il est nécessaire, de leur qualité et de leur indentité.

(2) Ils doivent déposer les sommes suivantes :

1° Le prix du télégramme qui formule la demande ;

2° S'il y a lieu (voir § 3 ci-après) le prix d'un télégramme pour la réponse.

(3) Ils peuvent aussi, en vue d'une rectification, faire répéter intégralement ou partiellement, soit par le bureau de destination ou d'origine, soit par un bureau de transit, un télégramme qu'ils ont expédié ou reçu.

(4) Lorsqu'il s'agit d'une répétition demandée par le destinataire, celui-ci ne doit acquitter la taxe réglementaire que pour chaque mot à répéter. Rentrent dans cette taxe les frais totaux pour la demande et la réponse. Dans le régime européen, le minimum de perception est de un franc cinquante centimes (1 fr. 50).

§ 2. Les télégrammes rectificatifs, complétifs ou annulatifs et toutes les autres communications relatives à des télégrammes déjà transmis ou en cours de transmission, lorsqu'ils sont adressés à un bureau télégraphique, doivent être échangés exclusivement entre les bureaux, sous forme d'avis de service taxés au compte de l'expéditeur ou du destinataire.

§ 3. (1) Les avis de service taxés sont désignés par l'indice ST. Ceux qui sont émis à la demande du destinataire pour obtenir la répétition d'une transmission supposée erronée impliquent toujours une réponse télégraphique, sans qu'il ait lieu de faire figurer l'indice = RPx =. Dans les autres cas où une réponse télégraphique est demandée, cet indice doit être employé.

(2) Si l'expéditeur demande que la réponse soit expédiée par la poste, l'avis de service doit porter, au lieu de = RPx =, la mention « Lettre ». Il est perçu une taxe de quarante centimes (0 fr. 40) pour la réponse.

§ 4. (1) Ces avis de service taxés affectent, par exemple, la forme suivante :

a) S'il s'agit de rectifier ou de compléter l'adresse :

« ST Paris Bruxelles 365 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) 17 (date) = 315 douze François (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme primitif) remettez (ou lisez) ... (indiquer la rectification) ».

b) S'il s'agit de rectifier ou de compléter le texte :

« ST Paris Vienne 26 (numéro de l'avis de service taxé) 8 (nombre de mots) 17 (date) = 235 treize Kriechbaum(numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme à rectifier). Remplacez troisième (mot du texte) 20 par 2000 ».

c) S'il s'agit d'une demande de répétition partielle ou totale du texte :

« ST Calcutta Londres 86 (numéro de l'avis de service taxé) 7 (nombre de mots) 17 (date) = 439 vingtsix Brown (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme à répéter partiellement ou totalement). Répétez premier, quatrième, neuvième (mots du texte du télégramme primitif à répéter) ou : « Répétez mot (ou ... mots) après ... » ou encore « Répétez texte ».

d) S'il s'agit d'annuler un télégramme et si une réponse télégraphique a été demandée :

« ST Paris Berlin 126 (numéro de l'avis de service taxé) 5 (nombre de mots) 17 (date) = RPx = 285 seize Grunewald (numéro, date en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) annulez ».

e) S'il s'agit d'une demande de renseignements devant être donnés télégraphiquement :

« ST Londres Berlin Nf 40 (numéro de l'avis de service taxé) 7 (nombre de mots) 17 (date) = RPx = 750 vingtsix Robinson (numéro, date de dépôt en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) donnez nom expéditeur ».

f) S'il s'agit d'une demande de renseignements devant être donnés par lettre :

« ST Londres Lisbonne 50 (numéro de l'avis de service taxé) 6 (nombre de mots) 17 (date) = Lettre = 645 treize Emile (numéro, date de dépôt en toutes lettres, nom du destinataire du télégramme en cause) confirmez remise ».

(2) Le texte de la réponse, quand l'avis de service taxé en comporte une, comprend : la mention « RST », le numéro de l'avis de service taxé demande, le nom du destinataire du télégramme primitif, suivi de la communication à lui adresser. Par exemple, la réponse à l'avis de service taxé visé dans l'exemple *e)* affecterait la forme suivante :

« ST Londres Calcutta 40 (numéro de l'avis de service taxé réponse) 6 (nombre de mots) 17 (date) = RST 86 (numéro de l'avis de service taxé demande) Brown (nom du destinataire) Albatros, scrutiny, commune (les trois mots du télégramme primitif dont la répétition est demandée) ».

§ 5. Les mots à répéter ou à rectifier dans un télégramme sont désignés par le rang qu'ils occupent dans le texte de ce télégramme, abstraction faite des règles de la taxation.

§ 6. Les taxes des avis de service qui font l'objet de cet Article sont remboursées dans les conditions fixées par l'Article 75.

§ 7. (1) Lorsque les mots dont la répétition est demandée sont écrits d'une manière douteuse, le bureau de départ consulte, au préalable, l'expéditeur. Si ce dernier ne peut être trouvé, le bureau de départ joint à la répétition une note ainsi conçue : « Ecriture douteuse ».

(2) Lorsque la répétition concerne un télégramme parvenu au bureau d'origine par la voie téléphonique ou par un fil télégraphique privé, ce bureau demande, d'abord, à l'expéditeur, la répétition des mots en litige.

(3) Dans ce dernier cas, si l'un ou plusieurs des mots ainsi répétés ne sont pas tels qu'ils figurent dans le télégramme, le bureau donne la répétition demandée en tenant compte des corrections effectuées, mais il fait suivre le texte de l'avis de service de la mention CTP (conserver taxe payée), accompagnée de l'indication en toutes lettres du nombre des mots rectifiés par l'expéditeur et dont la taxe ne doit pas être restituée. *Exemples* : CTP un, CTP deux, etc.

§ 8. (1) Les diverses communications relatives à des télégrammes déjà transmis, dont il est question dans cet Article, peuvent se faire par la voie postale et par l'intermédiaire des bureaux télégraphiques de dépôt ou d'arrivée.

(2) Ces communications sont toujours revêtues du cachet du bureau qui les a rédigées. Elles sont envoyées sous pli recommandé aux frais du demandeur qui doit, en outre, acquitter les frais de réponse postale lorsqu'il en demande une ; dans ce cas, l'Administration destinataire affranchit la réponse.

CHAPITRE VII.

COMPTE DES MOTS.

ARTICLE 20.

Compte des mots (indications générales).

§ 1. (1) Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour être transmis à son correspondant est taxé et en conséquence compris dans le nombre de mots.

(2) Toutefois, les tirets qui ne servent qu'à séparer sur la minute les différents mots ou groupes d'un télégramme ne sont ni taxés, ni transmis, et les signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union ne sont transmis et, par suite, taxés que sur la demande formelle de l'expéditeur.

(3) Lorsque des signes de ponctuation, au lieu d'être employés isolément, sont répétés à la suite les uns des autres, ils sont taxés comme des groupes de chiffres (Art. 21, § 7).

(4) L'indication de la voie, quoique écrite par l'expéditeur, n'est pas taxée.

§ 2. Le nom du bureau de départ, le numéro du télégramme, la date et l'heure du dépôt, les indications de voie et les mots, nombres ou signes qui constituent le préambule ne sont pas taxés. Ceux de ces renseignements qui parviennent au bureau d'arrivée et dans tous les cas la date et l'heure de dépôt (Art. 38) figurent sur la copie remise au destinataire.

§ 3. L'expéditeur peut insérer ces mêmes indications, en tout ou en partie, dans le texte de son télégramme. Elles entrent alors dans le compte des mots taxés.

ARTICLE 21.

Compte des mots (règles détaillés).

§ 1. Sont comptés pour un mot dans tous les langages :

1° chacune des indications de service taxées telles qu'elles figurent sous la forme abrégée admise par le Règlement (Art. 11) ;

2° en adresse :

a) le nom du bureau télégraphique ou de la station mobile de destination écrit

tel qu'il figure dans la colonne appropriée des Nomenclatures officielles et complété par toutes les indications qui figurent dans cette colonne ;

b) le nom du bureau télégraphique de destination complété par la désignation du Pays ou de la subdivision territoriale, lorsque ce nom n'est pas encore publié dans les Nomenclatures officielles (Art. 14, § 7) ;

c) respectivement les noms de subdivisions territoriales ou de Pays s'ils sont écrits en conformité des indications desdites Nomenclatures ou de leurs autres dénominations telles quelles sont données dans leurs préfaces :

3° dans les télégrammes-mandats, le nom du bureau postal d'émission, le nom du bureau postal payeur et celui de la localité où réside le bénéficiaire ;

4° tout caractère, toute lettre, tout chiffre isolé, ainsi que tout signe de ponctuation, apostrophe ou trait d'union, transmis à la demande de l'expéditeur (Art. 20. § 1) ;

5° le souligné ;

6° la parenthèse (les deux signes servant à la former) ;

7° les guillemets (les deux signes placés au commencement et à la fin d'un seul et même passage).

§ 2. Lorsque les différentes parties de chacune des expressions taxées pour un mot et désignant :

1° le bureau destinataire ou la station côtière ;

2° la station de bord ;

3° la subdivision territoriale ;

4° le Pays de destination ;

5° les noms visés ci-dessus figurant dans les télégrammes-mandats, ne sont pas groupées, l'agent taxateur les réunit entre elles.

§ 3. (1) Dans les télégrammes dont le texte est rédigé exclusivement en langage clair, chaque mot simple et chaque groupement autorisé sont comptés respectivement pour autant de mots qu'ils contiennent de fois quinze caractères selon l'alphabet Morse, plus un mot pour l'excédent, s'il y a lieu.

(2) Sont traités de la même manière, les télégrammes de banque et ceux analogues dont le texte, rédigé en langage clair, comprend un mot de contrôle placé en tête du texte. Toutefois, la longueur de ce mot ne peut excéder dix caractères.

§ 4. (1) Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à 10 lettres pour les télégrammes de la catégorie A et à 5 lettres pour les télégrammes de la catégorie B (Art. 9, § 2).

(2) Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte, composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu de la catégorie A, sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de dix lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de dix lettres. Lorsque le télégramme se range dans la catégorie B, ces mots en langage clair sont comptés pour un mot jusqu'à con-

currence de cinq lettres, l'excédent étant compté pour un mot par série indivisible de cinq lettres.

Si le télégramme mixte de la catégorie A comprend, en outre, un texte en langage chiffré, les passages en langages chiffré sont comptés conformément aux prescriptions du § 7 ci-après.

(3) Si le télégramme mixte ne comprend que des passages en langage clair et des passages en langage chiffré, les passages en langage clair sont comptés suivant les prescriptions du § 3 de cet Article, et ceux en langage chiffré suivant les prescriptions du § 7 ci-après.

§ 5. L'adresse des télégrammes dont le texte est totalement ou partiellement rédigé en langage convenu est taxée d'après les prescriptions de cet Article, §§ 1 et 3. La signature est taxée selon ces mêmes prescriptions, celles du 2° du § 1 exceptées.

§ 6. Les mots séparés par une apostrophe ou réunis par un trait d'union, sont respectivement comptés comme des mots isolés.

§ 7. (1) Les groupes de chiffres ou de lettres, les marques de commerce composées de chiffres et de lettres, sont comptés comme autant de mots qu'ils contiennent de fois cinq chiffres ou lettres, plus un mot pour l'excédent. Chacune des combinaisons ae, aa, ao, oe, ue et ch est comptée pour deux lettres.

(2) Sont comptés pour un chiffre ou une lettre, dans le groupe où ils figurent, les points, les virgules, les deux points, les tirets et les barres de fraction. Il en est de même des lettres ou des chiffres ajoutés à un numéro d'habitation dans une adresse, même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'un télégramme.

§ 8. Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises dans les télégrammes en langage clair, dans les télégrammes en langage convenu de la catégorie A et dans les télégrammes mixtes clair-chiffré, c'est-à-dire ceux dont le texte contient à la fois des mots en langage clair et des groupes de chiffres ; il en est de même lorsque les réunions ou altérations sont dissimulées au moyen du renversement de l'ordre des lettres ou des syllabes. Toutefois, les noms de villes et de Pays, les noms patronymiques appartenant à une même personne, les désignations complètes de lieux, places, boulevards, rues et autres voies publiques, les noms de navires, les mots composés admis à ce titre dans les langues anglaise et française dont il peut être justifié au besoin, les nombres entiers, les fractions, les nombres décimaux ou fractionnaires écrits en toutes lettres peuvent être groupés en un seul mot qui est compté conformément aux prescriptions de cet Article, §§ 3 et 4. Les nombres écrits en toutes lettres, dans lesquels les chiffres sont indiqués isolément ou par groupes, par exemple : trentetrente au lieu de troismilletrente ou sixquatresix au lieu de sixcent-

quarantesix, sont également admis et comptés à raison de 5 lettres (convenu B), 10 lettres (convenu A) ou 15 lettres (clair).

§ 9. Le compte des mots du bureau d'origine est décisif, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux.

§ 10. (1) Toutefois, lorsqu'un télégramme en langage clair ou un télégramme mixte clair-chiffré contient des réunions ou des altérations de mots d'une langue autre que celle du Pays d'origine, contraires à l'usage de cette langue, les Administrations ont le droit de prescrire que le bureau d'arrivée recouvre sur le destinataire le montant de la taxe perçue en moins. Lorsqu'il est fait usage de ce droit, le bureau d'arrivée peut refuser de remettre le télégramme si le destinataire refuse de payer.

(2) Les Administrations qui font usage de la disposition ci-dessus en informent les autres Administrations par l'intermédiaire du Bureau international.

(3) Dans le cas de refus de payement, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau de départ « Wien Paris 18 17.10 (date et heure de dépôt) = N° ... (nom du destinataire) ... (reproduire les mots réunis abusivement ou altérés) ... mots (indiquer pour combien de mots on aurait dû taxer) ». Si l'expéditeur, dûment avisé du motif de non remise, consent à payer le complément, un avis de service ainsi conçu est adressé au bureau destinataire : « Paris Wien 18 17.40 s = N° ... (nom du destinataire) complément perçu ». Dès la réception de cet avis de service, le bureau d'arrivée remet le télégramme, si celui-ci a été retenu.

(4) Pour l'application de cet Article, un navire est considéré comme faisant partie du territoire du Gouvernement duquel il relève.

§ 11. (1) Lorsque l'Administration d'origine constate qu'une taxe insuffisante a été perçue pour un télégramme en langage clair ou en langage mixte clair-chiffré, elle peut recouvrer le complément sur l'expéditeur, et elle opère de même lorsque les irrégularités lui sont signalées par une Administration de transit ou par celle d'arrivée. Dans ce dernier cas, et si la perception des taxes peut avoir lieu, les quotes-parts de taxes sont dues aux différentes Administrations intéressées.

(2) Toutefois, aucun bureau de transit ou de destination ne peut surseoir à l'acheminement ou à la remise du télégramme, sauf dans les cas prévus au § 10.

§ 12. Les Administrations dont dépend le bureau de destination ou de transit d'un télégramme contenant des mots du langage convenu de la catégorie A ne répondant pas aux règles de construction imposées ont le droit de débiter, au besoin d'office à office, l'Administration d'origine du montant de la taxe supplémentaire due.

ARTICLE 22.

Exemples de compte des mots.

Les exemples suivants déterminent l'interprétation des règles à suivre pour compter les mots :

	Nombre de mots	
	dans l'adresse	dans le texte et dans la signature
New York[1]	1	2
Newyork	1	1
Frankfurt Main [1]	1	2
Frankfurtmain	1	1
Sanct Poelten [1]	1	2
Sanctpoelten	1	1
Emmingen Kr Soltau [1] [2]	1	3
Emmingenkrsoltau (16 caractères)	1	2
Emmingen Wurtt [1] [2]	1	2
Emmingenwurtt	1	1
New South Wales [1]	1	3
Newsouthwales	1	1
Rp 2,50 (indication de service taxée)	1	—

	Nombre de mots
Van de Brande	3
Van debrande	2
Vandebrande	1
Du Bois	2
Dubois (nom de personne)	1
Belgrave square	2
Belgravesquare	1
Hyde Park	2
Hydepark	1
Hydepark square	2
Hydeparksquare	1
Saint James street	3
Saintjames street	2
Saintjamesstreet (16 caractères)	2
Stjamesstreet	1
Rue de la paix	4

1) Dans l'adresse, ces diverses expressions sont groupées par l'agent taxateur.

2) Noms de bureaux, conformes aux indications de la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques.

	Nombre de mots
Rue dela paix	3
Rue de lapaix	3
Rue delapaix	2
Ruedelapaix	1
Boulevarditaliens (17 caractères)	2
Boulevarddesitaliens (20 caractères)	2
Bditaliens	1

Numéros d'habitation.

Au point de vue de la taxation, les barres de fraction ne sont pas comptées

	Nombre de mots
5 bis (transmettre 5/bis)	1
15 A ou 15ª (transmettre 15/a)	1
15-3 ou 15³ (transmettre 15/3)	1
15 bpr (transmettre 15/bpr) (5 caractères)	1
15/3 h 1 (transmettre 15/3/h/1) (5 caractères)	1
15 bis/4 (transmettre 15/bis/4) (6 caractères)	2
A 15 (transmettre a/15)	1
1021 A/5 (transmettre 1021/a/5) (6 caractères)	2
19 B/4 ög (transmettre 19/b/4/og) (6 caractères)	2

	Nombre de mots
Two hundred and thirty four	5
Twohundredandthirtyfour (23 caractères)	2
Trois deuxtiers	2
Troisdeuxtiers	1
Troisneufdixièmes (17 caractères)	2
Sixfoursix (au lieu de 646)	1
Quatorzevingt (au lieu de 1420)	1
Eentweezes (au lieu de 126)	1
Einzweivier (au lieu de 124)	1
Un deux quatre (trois chiffres différents)	3
Deux mille cent quatre-vingt-quatorze	6
Deuxmillecentquatrevingtquatorze (32 caractères)	3
Responsabilité (14 caractères)	1
Kriegsgeschichten (15 caractères)	1
Incompréhensible (16 caractères)	2

	Nombre de mots
Wie geht's [1]	4
Wie geht's	3
Wie gehts [2]	2
a-t-il [1]	5
a-t-il	3
c'est-à-dire [1]	7
c'est-à-dire	4
aujourd'hui	2
aujourdhui	1
porte-monnaie	2
portemonnaie	1
Prince of Wales	3
Princeofwales (navire)	1
3/4 8 (un groupe, 4 caractères)	1
44 1/2 (5 caractères)	1
444 1/2 (6 caractères)	2
444,5 (5 caractères)	1
444,55 (6 caractères)	2
44/2 (4 caractères)	1
44/ (3 caractères)	1
2 % (4 caractères)	1
2 p %	3
Deux pourcent	2
Deuxpourcent	1
2 ‰ (5 caractères)	1
2 p ‰	3
Deuxpourmille	1
54-58 (5 caractères)	1
10 francs 50 centimes (ou) 10 fr. 50 c.	4
10 fr. 50	3
fr. 10,50	2
dixcinquante	1
11 h. 30	3
11,30	1
huit/10	2
5/douzièmes	2
May/August	3

---

1) L'agent taxateur souligne d'un petit trait le ou les signes de ponctuation, etc., dont la transmission est demandée, afin d'attirer l'attention de l'agent transmetteur.

2) Liaison consacrée par l'usage.

	Nombre de mots
15 × 6 (transmettre 15 x 6)	3
E	1
Emvthf (marque de commerce ou groupe de lettres)	2
Emvchf (marque de commerce ou groupe de lettres)	2
GHF	1
G H F	3
G. H. F. (trois groupes de 2 caractères)	3
$\frac{\text{AP}}{\text{M}}$ (4 caractères)	1
GHF45 (marque de commerce) [5 caractères]	1
G H F 45	4
G. H. F. 45	4
$\frac{197^{\text{a}}}{199^{\text{a}}}$ (marque de commerce) (9 caractères)	2
$\frac{3}{\text{M}}$ (marque de commerce)	1
L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots, 2 soulignés)	9
L'affaire est urgente, partir sans retard (7 mots, 2 soulignés, 1 signe)	10
Reçu indirectement de vos nouvelles (assez mauvaises) télégraphiez directement (9 mots, 1 parenthèse)	10
Répondre « oui » (2 mots, 1 guillemet)	3

CHAPITRE VIII.

TARIFS ET TAXATION.

(Article 10 de la Convention.)

ARTICLE 23.

Régime européen et régime extra-européen.

§ 1. Les télégrammes sont, en ce qui concerne l'application des taxes et de certaines règles de service, soumis, soit au régime européen, soit au régime extra-européen.

§ 2. Le régime européen comprend tous les Pays d'Europe, ainsi que l'Algérie, et les contrées situées hors de l'Europe qui sont déclarées, par les Administrations respectives, comme appartenant à ce régime.

§ 3. Le régime extra-européen comprend tous les Pays autres que ceux visés au paragraphe précédent.

§ 4. Un télégramme est soumis aux règles du régime européen lorsqu'il emprunte exclusivement les voies de communication de Pays appartenant à ce régime.

ARTICLE 24.

Franc-or.

Le franc, unité monétaire employée comme base des tarifs internationaux dans le Règlement et dans les tableaux qui y sont annexés [1]), est le franc-or à 100 centimes, d'un poids de 10/31 de gramme et d'un titre de 0,900.

ARTICLE 25.

Composition du tarif.

§ 1. Le tarif pour la transmission télégraphique ou radioélectrique des correspondances internationales se compose :

a) des taxes terminales des Administrations d'origine et de destination ;

b) des taxes de transit des Administrations intermédiaires dans le cas où les territoires, les installations ou les voies de communication de ces Administrations sont empruntés pour la transmission des correspondances ;

c) le cas échéant, de la ou des taxes radioélectriques spéciales qui pourront être établies, dans chaque cas particulier, pour le parcours entre les stations correspondantes ;

d) le cas échéant, des taxes spéciales de transit qui pourront être établies dans chaque cas particulier, pour le parcours des câbles sous-marins.

§ 2. Le tarif est établi par mot pur et simple. Toutefois :

a) pour les télégrammes en langage convenu de la catégorie B (Art. 9, § 2), il est obligatoirement perçu un minimum de taxe de quatre mots ;

b) pour la correspondance du régime européen, chaque Administration a la faculté d'imposer un minimum de taxe qui ne devra pas dépasser un franc cinquante (1 fr. 50) par télégramme et, en se conformant à l'Article 29 du Règlement, percevoir la taxe dans la forme qui lui conviendra.

ARTICLE 26.

Fixation des taxes élémentaires du régime européen.

§ 1. (1) Dans la correspondance du régime européen, les taxes sont fixées conformément au Tableau A [2]) annexé à ce Règlement. Toutefois, ces taxes ne doivent pas être supérieures à :

a) douze centimes (0 fr. 12), taxe terminale, et sept centimes (0 fr. 07), taxe

1) Note du Bureau international : Ces tableaux sont publiés séparément par le Bureau international.

2) Note du Bureau international : Ce tableau est publié séparément par le Bureau international.

de transit, pour les États suivants : Allemagne, Espagne, France, Grande-Bretagne, Italie ;

b) trente-cinq centimes (0 fr. 35), taxe terminale, et trente centimes (0 fr. 30), taxe de transit, pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes ;

c) trente centimes (0 fr. 30), taxe terminale, et vingt-quatre centimes (0 fr. 24), taxe de transit, pour la Turquie ;

d) neuf centimes (0 fr. 09), taxe terminale, et sept centimes (0 fr. 07), taxe de transit, pour les autres États d'Europe.

(2) Exceptionnellement et transitoirement, pour l'Islande, la Norvège, la Pologne et la Suède, la taxe terminale est fixée à dix centimes (0 fr. 10). La taxe de transit de ces États est fixée à sept centimes (0 fr. 07).

§ 2. (1) Pour le trafic échangé radioélectriquement entre des Pays du régime européen, la taxe radioélectrique visée à l'Article 25. § 1. *c)*, ne peut être inférieure au montant des taxes télégraphiques qui seraient dues aux Administrations de transit pour le même trafic échangé par la voie télégraphique la moins coûteuse.

(2) Quand les relations ont lieu entre deux stations radioélectriques d'État, l'ensemble des taxes de transit est partagé entre elles par moitié. Quand une ou plusieurs stations radioélectriques d'État intermédiaires, situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, interviennent, les taxes de transit sont partagées de la même manière pour chaque section.

§ 3. Quand les stations intermédiaires empruntées ne sont pas situées sur la voie télégraphique la moins coûteuse, la taxe à percevoir sur l'expéditeur, laquelle ne peut être inférieure à la taxe perçue par la voie télégraphique la moins coûteuse, est fixée et partagée d'accord entre les Administrations intéressées, étant entendu que les taxes terminales restent égales à celles de la voie télégraphique la moins coûteuse.

§ 4. (1) Dans le régime européen, toutes les Administrations ont la faculté de réduire leurs taxes terminales ou de transit. Toutefois, ces modifications doivent avoir pour but et pour effet, non point de créer une concurrence de taxes entre les voies existantes, mais bien d'ouvrir au public, à taxes égales, autant de voies que possible.

(2) Les combinaisons de taxes doivent être réglées de façon que la taxe terminale de départ soit toujours la même, quelle que soit la voie suivie et qu'il en soit de même pour la taxe terminale d'arrivée.

(3) Les tarifs résultant de ces modifications devront être notifiés au Bureau international en vue de leur insertion dans le Tableau A.

§ 5. La taxe à percevoir entre deux Pays du régime européen est toujours et par toutes les voies la taxe de la voie existante qui, par l'application des taxes élémentaires, et, le cas échéant, des taxes des parcours des câbles ou des taxes

radioélectriques, résultant du Tableau A, a donné le chiffre le moins élevé, sauf le cas prévu au § 3.

§ 6. Toutefois, si l'expéditeur, profitant de la faculté qui lui est attribuée par l'Article 43, a indiqué la voie à suivre, il doit payer la taxe correspondant à cette voie.

§ 7. Les taxes indiquées dans cet Article seront mises en application à partir du 1er avril 1926 [1]).

ARTICLE 27.

Fixation des taxes élémentaires du régime extra-européen.

§ 1. Dans la correspondance du régime extra-européen, les taxes terminales et de transit sont fixées conformément au Tableau B [2]) annexé à ce Règlement. Toutefois, les taxes des Pays compris dans le régime européen, à l'exception de la Turquie et de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, ne doivent pas être supérieures à :

a) vingt centimes (0 fr. 20), taxe terminale, et quinze centimes (0 fr. 15), taxe de transit, pour l'Allemagne, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie[3]);

b) quinze centimes (0 fr. 15), taxe terminale, et douze centimes (0 fr. 12), taxe de transit, pour tous les autres États.

§ 2. (1) Dans le régime extra-européen, chaque Administration désigne à ses propres bureaux les voies dont les taxes sont applicables aux télégrammes déposés par les expéditeurs sans aucune indication de voie. Lorsque la voie désignée par l'Administration n'est pas la moins coûteuse, l'Administration de départ a l'obligation de faire mentionner l'indication de cette voie dans le préambule des télégrammes quand c'est nécessaire pour assurer l'acheminement régulier de ces télégrammes.

(2) Pour les télégrammes avec indication de voie, on applique les dispositions de l'Article 26, § 6.

§ 3. Dans le régime extra-européen, toutes les Administrations européennes ont le droit de modifier, dans les limites des maxima autorisés, et toutes les Administrations extra-européennes ont le droit de modifier leurs taxes terminales et de transit pour tout ou partie de leurs relations, à condition que les taxes terminales ainsi fixées soient applicables à toutes les voies à suivre entre deux mêmes Pays.

---

1) Note du Bureau international. Texte reproduit tel qu'il a été adopté par la Conférence de Paris, 1925.

2) Note du Bureau international : Ce tableau est publié séparément par le Bureau international.

3) Il a été entendu que l'Allemagne et la France pourraient, provisoirement et transitoirement, élever jusqu'à vingt-deux centimes (0 fr. 22) leur taxe terminale et que l'Allemagne, l'Espagne et la France sont autorisées, à titre provisoire, à maintenir leurs taxes de transit actuelles (Note du Bureau international : c'est-à-dire les taxes de transit en vigueur au 29 octobre 1925).

§ 4. Les taxes indiquées dans cet Article seront mises en application à partir du 1er avril 1926 [1]).

ARTICLE 28.

Délai d'application des taxes nouvelles.

Toute taxe nouvelle, toutes modifications d'ensemble ou de détail concernant les tarifs ne seront exécutoires que 20 jours après leur notification par le Bureau international, jour de dépôt non compris.

ARTICLE 29.

Faculté d'arrondir les taxes. Fixation d'équivalents monétaires.

§ 1. Les taxes à percevoir en vertu des Articles 23 à 28 peuvent être arrondies en plus ou en moins, soit après application des taxes normales par mot fixées d'après les tableaux [2]) annexés à ce Règlement, soit en augmentant ou en diminuant ces taxes normales d'après les convenances monétaires ou autres du Pays d'origine.

§ 2. Les modifications opérées en exécution du paragraphe précédent ne s'appliquent qu'à la taxe perçue par le bureau d'origine et ne portent point altération à la répartition des taxes revenant aux autres Administrations intéressées. Elles doivent être réglées de telle manière que l'écart entre la taxe à percevoir pour un télégramme de quinze mots et la taxe exactement calculée d'après les tableaux au moyen des équivalents du franc, fixés en conformité des dispositions du § 3 ci-après, ne dépasse pas le quinzième de cette dernière taxe, c'est-à-dire la taxe réglementaire d'un mot.

§ 3. A l'effet d'assurer l'uniformité de taxe prescrite par la Convention, les Pays de l'Union fixent, pour la perception de leurs taxes, un équivalent dans leur monnaie respective, se rapprochant aussi près que possible de la valeur du franc.

§ 4. Chaque Pays notifie directement au Bureau international l'équivalent qu'il a choisi. Le Bureau international dresse un tableau des équivalents et le transmet à toutes les Administrations de l'Union.

§ 5. L'équivalent du franc peut subir dans chaque Pays des modifications correspondant à la hausse ou à la baisse de la valeur de la monnaie de ce Pays. L'Administration qui modifie son équivalent fixe le jour à partir duquel elle percevra les taxes d'après son nouvel équivalent ; elle en donne avis au Bureau international, qui en informe toutes les Administrations de l'Union.

---

1) Note du Bureau international: Texte reproduit tel qu'il a été adopté par la Conférence de Paris 1925.

2) Note du Bureau international: Ces tableaux sont publiés séparément par le Bureau international.

CHAPITRE IX.

PERCEPTION DES TAXES.

ARTICLE 30.

Perception au départ : perception à l'arrivée.

§ 1. La perception des taxes a lieu au départ, sauf les exceptions prévues pour les télégrammes à faire suivre (Art. 57, § 7), les frais d'exprès (Art. 61, § 2), les télégrammes sémaphoriques (Art. 64, § 6), les télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil (Art. 70) et les altérations ou réunions abusives des mots constatées par le bureau d'arrivée (Art. 21, § 10), qui donnent lieu à une perception sur le destinataire.

§ 2. L'expéditeur d'un télégramme international a le droit d'en demander reçu avec mention de la taxe perçue. L'Administration d'origine à la faculté de percevoir de ce chef, une rétribution à son profit dans les limites de cinquante centimes (0 fr. 50).

§ 3. Lorsqu'il doit y avoir perception à l'arrivée, le télégramme n'est délivré au destinataire que contre payement de la taxe due, sauf quand le Règlement en dispose autrement (Art. 57, 58 et 62).

§ 4. Si la taxe à percevoir à l'arrivée n'est pas recouvrée, la perte est supportée par l'Administration d'arrivée, à moins d'arrangements spéciaux conclus conformément à l'Article 17 de la Convention.

§ 5. Les Administrations télégraphiques prennent toutefois, autant que possible, les mesures nécessaires en faisant au besoin verser des arrhes par l'expéditeur pour que les taxes à percevoir à l'arrivée et qui n'auraient pas été acquittées par le destinataire par suite de son refus ou de l'impossibilité de le trouver, soient recouvrées sur l'expéditeur, sauf quand le Règlement en dispose autrement (Art. 58, § 4).

ARTICLE 31.

Erreurs de perception.

§ 1. Les taxes perçues en moins par erreur doivent être complétées par l'expéditeur.

§ 2. Les taxes perçues en trop par erreur ainsi que la valeur des timbres d'affranchissement appliqués en trop sur les télégrammes sont remboursées d'office à l'ayant droit si le montant en est au moins égal à deux francs (2 fr.). Le remboursement d'une somme inférieure à deux francs (2 fr.) n'est pas obligatoire si l'expéditeur ne l'a pas réclamé.

CHAPITRE X.

TRANSMISSION DES TÉLÉGRAMMES.

ARTICLE 32.

Signaux de transmission du code Morse, de l'appareil Hughes, de l'appareil Baudot et de l'appareil Siemens.

Les tableaux ci-dessous indiquent les signaux employés dans le service aux appareils utilisant le code Morse et aux appareils Hughes, Baudot et Siemens.

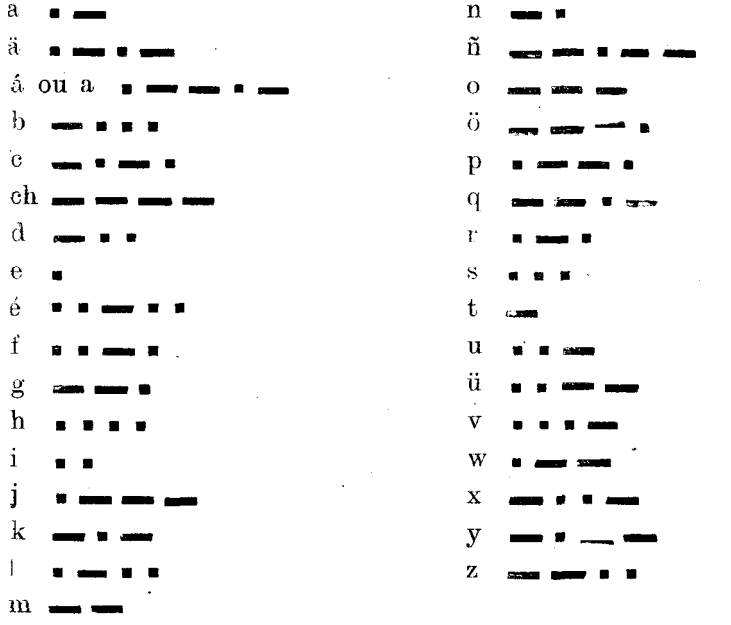
Section A.

Signaux du code Morse.

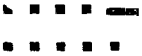
Espacement et longueur des signes :

1. Une barre est égale à trois points.
2. L'espace entre les signaux d'une même lettre est égal à un point.
3. L'espace entre deux lettres est égal à trois points.
4. L'espace entre deux mots est égal à cinq points.
5. A l'appareil Wheatstone, lorsqu'il est fait usage de perforateurs à trois touches, l'espace entre deux lettres est égal à un blanc et l'espace entre deux mots est égal à trois blancs.

Lettres.



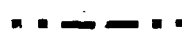
Chiffres

1
2
3 
4
5 
6 
7 
8
9
0

Dans les répétitions d'office et dans le préambule des télégrammes, les chiffres doivent être rendus au moyen des signaux suivants, dont il peut aussi être fait usage dans le texte des télégrammes ne comportant que des chiffres. Les télégrammes doivent, dans ce cas, porter la mention de service « en chiffres » :

1 
2 
3 
4
5
6 
7 
8
9
0

Signes de ponctuation et autres.

Point . . . . . (.)
Point et virgule . . . . . (;)
Virgule . . . . . (,)
Deux points . . . . . (:)
Point d'interrogation ou demande de répétition d'une transmission non comprise . . . . . (?)
Point d'exclamation . . . . . (!)
Apostrophe . . . . . (')
Trait d'union ou tiret . . . . . (—)
Barre de fraction . . . . . (/)
Parenthèses (avant et après les mots) . . . . . ( )
Guillemets (avant et après chaque mot ou chaque passage mis entre guillemets) . . . . . (« »)
Souligné (avant et après les mots ou le membre de phrase) . . . . .
Double trait . . . . . (=) 
Compris (ce signal est utilisé en télégraphie sans fil comme signe de commencement) . . . . .
Erreur . . . . . 
Croix ou signal de fin de transmission . . . . . (+) 
Invitation à transmettre . . . . .
Attente . . . . .

Fin de travail . . . . .

Signal de commencement (commencement de toute transmission) . . . . . 

Signal indiquant le numéro de dépôt ou de série d'un télégramme . . . . . 

Signal séparatif pour la transmission des nombres fractionnaires (entre la fraction ordinaire et le nombre entier à transmettre) . . . . .

Signal employé pour identifier un groupe ou un mot dans un télégramme . . . . .

Signal : est-ce exact ? (utilisé seulement en télégraphie sans fil) . . . . . 

Pour transmettre les nombres dans lesquels entre une fraction on doit, afin d'éviter toute confusion possible, transmettre la fraction en la faisant précéder ou suivre, selon le cas, du signal séparatif.

Exemples : Pour 1 1/16, on transmettra 1  1/16, afin qu'on ne lise pas 11/16 ; pour 3/4 8, on transmettra 3/4  8, afin qu'on ne lise pas 3/48 ; pour 2 1/2 2, on transmettra 2  1/2 2, afin qu'on ne lise pas 21/22.

Section B.

Signaux de l'appareil Hughes.

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

Point . . . . . (.)
Point et virgule . . . . . (;)
Virgule . . . . . (,)
Deux points . . . . . (:)
Point d'interrogation . . . . . (?)
Point d'exclamation . . . . . (!)
Apostrophe . . . . . (')
Croix . . . . . (+)
Trait d'union ou tiret . . . . . (—)

Barre de fraction . . . . . (/)
Double trait . . . . . (=)
Parenthèse de gauche . . . . . (
Parenthèse de droite . . . . .)
Guillemet . . . . . (»)
et . . . . . (&)

dans quelques Pays, E accentué (É) ou le signe §.

L'espace entre deux nombres ou entre un nombre et un signe qui n'a aucun rapport avec ce nombre est marqué par un « blanc ». Un groupe formé de chiffres et de lettres doit être séparé par deux « blancs » de l'expression (mot ou nombre) qui le précède et de celle qui le suit. Dans la transmission d'un nombre dans lequel entre une fraction, on sépare la fraction par un «blanc» du nombre entier qui précède ou qui suit.

Exemples : 1 3/4 et non 13/4 ; 3/4 8 et non 3/48.

Les mots et passages soulignés sont précédés et suivis de deux traits d'union (*exemple* : - - sans retard - -) et soulignés à la main par l'employé du bureau d'arrivée.

Pour appeler le poste avec lequel on est en communication ou pour lui répondre : le blanc et N répétés alternativement un petit nombre de fois.

Pour demander la répétition prolongée du même signal en vue de régler le synchronisme : une combinaison composée du blanc des lettres, de l'I et du T, reproduite autant de fois qu'il est nécessaire.

Pour demander ou permettre le réglage de l'electro-aimant : une combinaison formée des quatre signaux suivants : le blanc des lettres, l'I, l'N et le T, répétés autant de fois qu'il est nécessaire.

Pour donner attente : la combinaison ATT, suivie d'un nombre donnant en minutes la durée probable de l'attente.

Pour indiquer une erreur: deux N consécutifs, sans aucun signe de ponctuation.

Pour interrompre la transmission du bureau correspondant : deux ou trois lettres quelconques, convenablement espacées.

Pour indiquer la fin d'un télégramme : la croix précédée d'un blanc (celui des chiffres).

Pour indiquer la fin d'une transmission : un point d'interrogation, à la suite de la croix.

Pour indiquer la fin d'un travail : deux blancs.

Les accents sur E sont tracés à la main à la fin des mots (avec ou sans *s*) et lorsqu'ils sont essentiels au sens (*exemple* : achète, acheté). Dans ce dernier cas, le transmetteur répète le mot après la signature, en y faisant figurer l'E accentué entre deux blancs, pour appeler l'attention du poste qui reçoit. Pour ä, á, å, ñ, ö et ü, on transmet respectivement ae, aa, ao, n, oe et ue.

Section C.

Signaux de l'appareil Baudot.

Lettres.

A, B, C, D, E, É, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

. , ; : ? ! ' — / = ( ) % & + ╳

Les dispositions concernant la transmission des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres ä, á, å, ñ, ö et ü, qui sont applicables à l'appareil Hughes, le sont également à l'appareil Baudot.

Pour appeler le bureau on transmet le mot : ohé ... suivi de l'indicatif du bureau appelé et l'on termine par plusieurs inversions (maniement alternatif des 4e et 5e touches).

Pour indiquer une erreur, le signal ╳ ; pour interrompre la transmission du bureau correspondant, les signaux PPP ou %%% aussi longtemps qu'il est nécessaire; après chaque télégramme ou chaque transmission, le signal +.

Section D.

Signaux de l'appareil Siemens.

Lettres.

A, B, C, D, E, F, G, H, I, J, K, L, M, N, O, P, Q, R, S, T, U, V, W, X, Y, Z.

Chiffres.

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 0.

Signes de ponctuation et autres.

. , ; : ? ! ' + — / = ( ) & » § ╳

Les dispositions relatives à la transmission des nombres entiers, des nombres fractionnaires, des mots ou passages soulignés et des lettres é, ä, á, å, ñ, ö et ü qui sont applicables à l'appareil Hughes le sont également à l'appareil Siemens.

Pour indiquer une erreur, on donne le signal ╳.

ARTICLE 33 [1]).

Equilibrage des lignes artificielles et réglage des appareils.

Quand il s'agit d'une ligne dans laquelle interviennent un ou plusieurs postes de translation, l'équilibrage des lignes artificielles s'effectue en même temps, autant que possible, sur les diverses sections de la communication.

L'hypothèse d'une ligne de ce genre est envisagée ci-après ; la méthode d'opérer à adopter lorsque la communication ne comprend aucun poste de translation se déduit aisément des indications qui vont suivre.

Soit un fil A ..... B ..... C ..... D avec deux postes de translation, B et C, entre les postes extrêmes A et D.

Lors de la mise en duplex, les postes prennent tous les quatre le Morse, B et C se plaçant dans la position de coupure.

Le poste A appelle le poste B (pareillement, le poste D appelle le poste C) et lui dit : «Donnez R». Si la communication est exploitée au simple courant, B répond : « Voici R » et veille à ce que son manipulateur demeure au repos. Lorsque le travail se fait par double courant, B répond encore : «Voici R », de plus, il substitue à sa batterie de repos la liaison de terre avec résistance intercalée, prévue à cette fin.

Aussitôt A procède à l'établissement de l'équilibre entre les lignes artificielle et réelle.

B observe son galvanomètre pendant quelques instants, afin de s'assurer de ce que l'intensité du courant reçu est suffisante et de ce que, dans le cas du travail par double courant, cette intensité est la même pour les deux sens de courant. Si, sous ce rapport, il constate une situation irrégulière, il en informe immédiatement le poste A en lui fournissant toutes indications utiles.

Dès que A a obtenu l'équilibre, il appelle B — qui, à la réception de cet appel, remet éventuellement sa batterie de repos en relation avec le manipulateur — lui dit : « Voici R » et agit comme il a été dit plus haut, à propos de B donnant R à A.

B établit maintenant l'équilibre des lignes artificielle et réelle (dans la direction de A) et A observe à son tour l'aiguille de son galvanomètre pour se rendre compte de l'intensité du courant reçu et, éventuellement, de l'égalité de cette intensité pour les deux sens du courant.

Quand B a terminé l'équilibrage, il appelle A — qui remet en usage, le cas échéant, sa batterie de repos — et lui transmet le signal ▪ ▬ ▪ ▪ ▪ pour s'occuper de la section vers C, si cette section n'a pas déjà été équilibrée pendant que A opérait.

Lorsque les deux postes de translation ont fini l'équilibrage dans les deux directions, ils se donnent l'un à l'autre et aussi au poste extrême qui leur est voisin le signal « D F » et prennent la position de « communication directe établie ». En obser-

---

1) Note du Bureau international : Cet Article a été introduit dans le règlement à la suite de l'enquête effectuée par Circulaires nos 814. 850 et 847 du Bureau international.

vant ensuite le passage des signaux s'échangeant entre les deux postes extrêmes, ils s'inspirent des instructions spéciales qui leur sont données par leur Administration, notamment quant à l'interprétation des indications que leur fournissent les galvanomètres et aux opérations et manœuvres à effectuer, éventuellement, comme suite à ces indications.

Les postes extrêmes placent alors le fil sur les appareils de travail (Hughes, Baudot, Siemens, Wheatstone, etc.) afin de passer aux opérations préliminaires à leur mise en service pour l'écoulement du trafic.

Tout d'abord, lorsque le travail se fait au Baudot, au Siemens, au Wheatstone ou à l'aide d'un système similaire, les postes extrêmes transmettent, premièrement l'un après l'autre et ensuite tous deux ensemble, durant une couple de minutes chaque fois, des « alternances », afin de se rendre compte et de permettre aux postes de translation de se rendre compte s'il n'y a pas lieu de parfaire le réglage du jeu de l'armature du ou des relais ou s'il ne convient pas de modifier quelque peu la valeur de l'une ou l'autre ligne artificielle.

Après cela, les deux postes extrêmes, dans le cas du travail par Baudot ou par Siemens, transmettent simultanément pendant une ou deux minutes un ensemble de signaux qui, reproduit dans le récepteur de contrôle (Morse ou Sounder) des postes de translation, forme la répétition d'une lettre ou d'un petit groupe de lettres en signaux de l'alphabet Morse.

Ensuite commencent les opérations préliminaires proprement dites, entre postes extrêmes. Elles s'effectuent en deux phases : savoir :

1re phase : Les appareils sont mis en correspondance et réglés pour des émissions dans un sens puis dans l'autre sens, c'est-à-dire sans qu'il y ait transmission simultanée.

Il est évident que les imperfections qui se révèlent alors sont imputables aux appareils ou aux batteries des postes extrêmes ou intermédiaires et que les équilibrages sont tout à fait hors de cause.

2e phase : Tout étant en ordre de ce côté, c'est à-dire les deux postes extrêmes recevant bien l'un de l'autre quand ils transmettent à tour de rôle, ceux-ci font, l'un après l'autre, intervenir leur transmission pendant que fonctionne leur réception.

Si cette intervention trouble leur réception, c'est la preuve que, au poste qui procède à l'essai ou dans l'un des postes de translation — côté vers l'autre poste extrême — l'équilibrage est insuffisant. Les appareils mêmes des divers postes ne peuvent pas être mis en suspicion, attendu que la réception est régulière quand la transmission n'intervient pas.

Les postes extrêmes sont amenés parfois à demander aux postes de translation de favoriser légèrement le déplacement de l'armature du relais qui leur retransmet les signaux soit vers son butoir de travail, soit vers son butoir de repos. Ils le font à l'aide du manipulateur Morse substitué, pour un instant, s'il le faut, au transmetteur du système utilisé au travail, et ce sous une forme concise. Par exemple : la lettre

« P » (p'us) précédée de l'indicatif du poste auquel la demande s'adresse, pour dire : « Favorisez vers le butoir de travail » et la lettre « M » (moins) précédée de ce même indicatif pour dire : « Favorisez vers le butoir de repos ». Il va de soi que, quand il n'y a qu'un seul poste translateur sur la ligne, la transmission de l'indicatif de celui-ci est inutile.

Particularités :

1° Les communications et notes de service s'intercalant entre les télégrammes sont, lorsque le travail se fait par séries, séparées des télégrammes de la manière suivante :

a) Morse et Wheatstone. Deux fois les lettres « A L » avant et après la communication ou la note. *Exemple* :

A L A L en 187 répétez ..... A L A L.

b) Appareils imprimeurs. Double parenthèse avant et après la communication ou la note. *Exemple* :

((en 187 répétez .....)).

2° En cas de nécessité d'arrêter la transmission d'un correspondant ou, au Baudot, la transmission au secteur en conjugaison, il est opéré comme il suit :

a) Morse duplex et Wheatsione duplex. Transmettre les lettres « S T P », jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

b) Hughes duplex. Transmettre les signaux « blanc des chiffres », « point d'interrogation » en alternance, jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

c) Baudot simplex et duplex. Transmettre une sucession de lettres « P », jusqu'à ce que l'arrêt soit obtenu.

ARTICLE 34.

Ordre de transmission.

§ 1. La transmission des télégrammes a lieu dans l'ordre suivant :

a) Télégrammes d'État ;

b) Télégrammes de service urgents ;

c) Télégrammes météorologiques ;

d) Avis de service urgents et avis de service se rapportant aux dérangements des voies de communication ;

e) Télégrammes privés urgents ;

f) Télégrammes et avis de service non urgents ;

g) Télégrammes d'État pour lesquels l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission et télégrammes privés non urgents ;

h) Télégrammes différés.

§ 2. Les Administrations de l'Union sont d'accord pour admettre la priorité absolue pour les télégrammes relatifs à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne [1]).

§ 3. Tout bureau qui reçoit par une voie de communication internationale un télégramme présenté comme télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne, comme télégramme d'État, comme télégramme de service, ou comme télégramme météorologique, le réexpédie comme tel.

ARTICLE 35.

Règles de transmission. Transmission par série.

§ 1. Une transmission commencée ne peut être interrompue pour faire place à une communication d'un rang supérieur qu'en cas d'urgence absolue.

§ 2. Les télégrammes de même rang sont transmis par les bureaux de départ dans l'ordre de leur dépôt et par les bureaux intermédiaires dans l'ordre de leur réception.

§ 3. Dans les bureaux intermédiaires, les télégrammes de départ et les télégrammes de passage qui doivent emprunter les mêmes voies de communication sont confondus et transmis en suivant l'heure de dépôt ou de réception et en tenant compte de l'ordre établi à l'Article 34.

§ 4. Deux bureaux en relation directe par appareil Morse ou par appareil à réception auditive échangent les télégrammes dans l'ordre alternatif, en tenant compte des prescriptions de l'Article 34.

§ 5. (1) Aux appareils à grand rendement, les échanges se font par séries quand les postes en raltion ont plusieurs télégrammes à transmettre. Cette règle est applicable aux transmissions par l'appareil Morse et par les appareils à réception auditive quand le trafic le justifie et après entente entre les bureaux correspondants.

(2) Les télégrammes d'une même série sont considérés comme formant une seule transmission. Toutefois, les télégrammes reçus ne sont pas conservés à l'appareil jusqu'à la fin de la série et il est donné cours à chaque télégramme régulier dès que le deuxième télégramme venant après lui est commencé ou après un temps équivalant à la durée de transmission d'un télégramme de longueur moyenne.

§ 6. (1) Dans le cas où deux bureaux sont en relation par deux communications affectées l'une à la transmission, l'autre à la réception ou lorsque les bureaux emploient le service simultané, la transmission se fait d'une manière continue, mais les séries sont marquées de dix en dix télégrammes, à moins que les bureaux

---

[1]) Note du Bureau international: Voir exemples de télégrammes de l'espèce à l'appendice, page 160.

intéressés n'utilisent un numérotage particulier et continu pour les échanges effectués à chaque poste.

(2) Si le bureau récepteur reconnaît qu'un numéro de la série continue est manquant, il en avise aussitôt le bureau transmetteur.

ARTICLE 36.

Transmission par série.

§ 1. Chaque série comprend, au plus, cinq télégrammes si les transmissions ont lieu par l'appareil Morse ou par les appareils à réception auditive et, au plus, dix télégrammes si elles sont effectuées par des appareils à grand rendement. Lorsque le travail est alternatif, tout télégramme contenant plus de 100 mots à l'appareil Morse, plus de 150 mots aux appareils à réception auditive ou plus de 200 mots aux appareils à grand rendement, compte pour une série ou met fin à une série en cours.

§ 2. Dans le travail alternatif, télégramme par télégramme, un télégramme de rang supérieur comme ordre de transmission ne compte pas dans l'alternat.

§ 3. Le bureau qui vient d'effectuer une transmission est en droit de continuer lorsqu'il survient un télégramme auquel la priorité est accordée sur ceux que le correspondant a à transmettre, à moins que ce dernier n'ait déjà commencé sa transmission.

§ 4. Dans le cas où les transmissions ont lieu alternativement, lorsqu'un bureau a terminé sa transmission, le bureau qui vient de recevoir transmet à son tour ; s'il n'a rien à transmettre, l'autre continue. Si, de part et d'autre, il n'y a rien à transmettre, les bureaux donnent le signal de fin de travail.

ARTICLE 37.

Appel du bureau correspondant. Défense de retarder un télégramme irrégulier.

§ 1. Toute correspondance entre deux bureaux commence par l'appel.

§ 2. Le bureau appelé doit répondre immédiatement. S'il est empêché de recevoir, il donne le signal « attente » suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si la durée probable de l'attente exède dix minutes, elle doit être motivée.

§ 3. A l'exception des stations radioélectriques mobiles, aucun bureau ne peut refuser de recevoir les télégrammes qu'on lui présente, quelle qu'en soit la destination. Toutefois, en cas d'erreur de direction évidente ou d'autres irrégularités manifestes, l'agent qui reçoit en fait l'observation au bureau transmetteur. Si celui-

ci ne tient pas compte de l'observation, un avis de service lui est transmit après la réception du télégramme et il est alors tenu de rectifier, également par avis de service, l'erreur commise.

§ 4. On ne doit ni refuser ni retarder un télégramme si les mentions de service, les indications de service taxées ou certaines parties de l'adresse ou du texte ne sont pas régulières. Il faut le recevoir et puis en demander, au besoin, la régularisation au bureau d'origine par un avis de service, conformément aux dispositions de l'Article 18.

ARTICLE 38.

Règles de transmission.

§ 1. Lorsque le bureau appelé a répondu, le bureau appelant transmet, dans l'ordre suivant, les mentions de service constituant le préambule du télégramme :

a) (1) Nature du télégramme, au moyen de l'une des abréviations indiquées ci-après :

SVH Télégramme relatif à la sécurité de la vie humaine dans la navigation maritime ou aérienne.
S Télégramme d'État.
F Télégramme d'État pour lequel l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission.
A Télégramme ou avis de service ordinaire.
AD Télégramme de service urgent.
ADG Avis de service relatif à un dérangement des voies de communication.
ST Avis de service taxé.
MDT Télégramme-mandat.
OBS Télégramme météorologique.
D Télégramme privé urgent.
CR Accusé de réception ordinaire.
CRD Accusé de réception urgent.
CRS Accusé de réception d'un télégramme d'État.
CDE Télégramme en langage convenu de la catégorie B.
CRF Accusé de réception d'un télégramme d'État pour lequel l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission.
RADIO Radiotélégramme.

(2) La nature du télégramme n'est pas indiquée dans la transmission des télégrammes privés ordinaires et des télégrammes différés ;

b) La lettre B, mais seulement dans les échanges à l'appareil Morse et aux appareils à réception auditive et lorsque le bureau transmetteur correspond directement avec le bureau destinataire ;

c) nom du bureau de destination, mais seulement s'il s'agit d'un avis de service, d'un avis de service taxé ou d'un accusé de réception ;

d) (1) nom du bureau d'origine suivi, le cas échéant, des adjonctions destinées à le distinguer d'autres bureaux de la même localité (*par exemple* : Bruxelles, Berlin Fd. etc.). Le nom du bureau doit être transmis comme il figure dans la première colonne de la Nomenclature officielle des bureaux ouverts au service international et ne peut être abrégé. Lorsqu'il est composé de plusieurs mots, ceux-ci ne peuvent être réunis que dans le cas où cette réunion ne produit pas la défiguration du nom. *Exemple* : La Union et pas Launion. S. Albans d'Ay et pas Salbansday.

(2) Lorsque le bureau d'origine est indiqué, en sus du nom du lieu, par un nombre, par exemple : Berlin 66, le nom du bureau est, dans la transmission, séparé de ce nombre par une barre de fraction. (*Exemple* : Berlin/66).

(3) Lorsque l'ouverture du bureau d'origine n'a pas encore été publiée par le Bureau international, il y a lieu d'indiquer à la suite du nom de ce bureau celui de la subdivision territoriale et celui du Pays dans lesquels il se trouve.

(4) A la réexpédition sur le réseau télégraphique, la station côtière inscrit, comme indication du bureau d'origine, le nom de la station mobile d'origine tel qu'il figure à la Nomenclature des stations radio-télégraphiques et aussi, le cas échéant, celui de la dernière station mobile qui a servi d'intermédiaire. Ces indications sont suivies du nom de la station côtière ;

e) Numéro du télégramme (numéro de dépôt ou de série) ;

f) (1) Nombre de mots. En cas de différence entre le nombre des mots établi suivant les règles de la taxation et celui des mots réels, on emploie, sauf en ce qui concerne les télégrammes de service et les avis de service non taxés, une fraction dont le numérateur indique le nombre des mots établis suivant les règles de la taxation et le dénominateur celui des mots réels.

(2) Cette disposition s'applique notamment :

1° au cas où un télégramme en langage clair contient des mots de plus de 15 caractères ;

2° au cas où un télégramme dont le texte est en langage convenu comprend des mots clairs de plus de 5 lettres (catégorie B) ou de plus de 10 lettres (catégorie A);

3° aux groupes de chiffres ou de lettres comportant plus de 5 caractères ;

g) (1) dépôt du télégramme (par deux groupes de chiffres indiquant, le premier le quantième du mois et, le second, l'heure et les minutes suivies de lettres *m* ou *s* [matin ou soir]).

(2) Les heures peuvent être transmises au moyen des chiffres 0 à 24 ; dans ce cas, les indications *m* ou *s* sont omises ;

h) voie à suivre si elle est indiquée. Toutefois, pour les télégrammes reçus, la transmission de cette mention est facultative dans les réexpéditions à l'intérieur du Pays de destination ;

i) autres mentions de service.

§ 2. A la suite du préambule spécifié ci-dessus on transmet successivement les indications de service taxées, l'adresse, le texte et la signature du télégramme.

Les expressions taxées pour un mot et groupées par l'agent taxateur (Art. 21, § 2) doivent être transmises en un mot.

§ 3. Le double trait (▬ ▪ ▪ ▪ ▬ à l'appareil Morse et = aux appareils imprimeurs) est transmis pour séparer le préambule des indications de service taxées, les indications de service taxées entre elles, les indications de service taxées de l'adresse, les différentes adresses d'un télégramme multiple entre elles, l'adresse du texte et le texte de la signature. On termine chaque télégramme ou transmission par la croix (▪ ▬ ▪ ▬ ▪ à l'appareil Morse ou aux appareils à réception auditive et + aux appareils imprimeurs). Aux appareils imprimeurs, la croix doit toujours être précédée d'un blanc.

§ 4. Si l'agent qui transmet s'aperçoit qu'il s'est trompé, il s'interrompt par le signal « erreur », répète le dernier mot bien transmis et continue la transmission rectifiée.

§ 5. Lorsque l'agent qui reçoit constate que la réception devient incompréhensible, il interrompt ou fait interrompre son correspondant et répète ou fait répéter le dernier mot bien reçu. Le correspondant reprend alors la transmission à partir de ce mot.

§ 6. Tout télégramme doit être transmis tel que l'expéditeur l'a écrit et d'après sa minute (sauf les exceptions prévues aux Articles 11, 13 et 20). Hormis les indications de service taxées qui doivent toujours être transmises sous la forme abrégée et les cas déterminés d'un commun accord entre les diverses Administrations, il est interdit d'employer une abréviation quelconque en transmettant un télégramme ou de modifier celui-ci de quelque manière que ce soit.

§ 7. (1) Lorsqu'un bureau a à transmettre au même correspondant plusieurs télégrammes ayant un même texte et comprenant plus de 50 mots, il est autorisé à ne transmettre ce texte qu'une fois. Dans ce cas, la transmission du texte n'a lieu que dans le premier télégramme et le texte, dans tous les télégrammes avec même texte qui suivent, est remplacé par les mots : texte n°...

(2) Ce mode de procéder comporte la transmission, en ordre successif, de tous les télégrammes ayant même texte.

(3) Lorsqu'au bureau correspondant la réception peut se faire sur bande perforée, ce bureau doit être prévenu en temps utile de la transmission de télégrammes avec même texte, afin qu'il puisse les recevoir en perforations.

§ 8. (1) Dans la transmission ou la réexpédition d'un télégramme de plus de 100 mots, la croix désignant le dernier mot de chaque tranche de 100 mots est transmise après ce mot (+ aux appareils imprimeurs ; ▪ ▬ ▪ ▬ ▪ au Morse et aux appareils à réception auditive).

(2) Au Morse et aux appareils à réception auditive, l'agent récepteur reproduit la croix (• — • — •), s'il s'agit d'un télégramme de passage, et marque simplement d'un petit trait de repère le centième mot de la tranche, lorsque le télégramme est reçu au bureau de destination.

(3) Aux appareils imprimeurs, l'agent récepteur du bureau de passage maintient la croix ; celui du bureau de destination l'élimine et marque d'un petit trait de repère le centième mot de la tranche.

(4) La croix ne doit pas se trouver sur la copie remise au destinataire.

ARTICLE 39.

Réception et contrôle par l'agent réceptionnaire.

§ 1. (1) Aussitôt après la transmission, l'agent qui a reçu compare, pour chaque télégramme, le nombre des mots reçus au nombre annoncé. Quand le nombre de mots est donné sous forme de fraction, cette comparaison ne porte, à moins d'erreur évidente, que sur le nombre de mots ou de groupes existant réellement.

(2) Si l'agent constate une différence entre le nombre de mots qui lui est annoncé et celui qu'il reçoit, il la signale à son correspondant en indiquant le nombre de mots reçus, et répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre. (*Exemple* : 17 j *c r b* 2 *d*..., etc.). Si l'agent transmetteur s'est simplement trompé dans l'annonce du nombre de mots, il répond : « Admis » et indique le nombre réel de mots (*Exemple* : 17 admis) ; sinon, il rectifie le passage reconnu erroné d'après les initiales reçues. Dans les deux cas, il interrompt au besoin son correspondant dans la transmission des initiales, dès qu'il est à même de rectifier ou de confirmer le nombre de mots.

§ 2. Lorsque cette différence ne provient pas d'une erreur de transmission, la rectification du nombre de mots annoncé ne peut se faire que d'un commun accord, établi au besoin par avis de service, entre le bureau d'origine et le bureau correspondant. Faute de cet accord, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine est admis et, en attendant, le télégramme est acheminé avec la mention de service « Rectification suivra » transmise sous la forme abrégée = CTF =, dont la signification est indiquée par le bureau de destination sur la copie remise au destinataire.

§ 3. Les répétitions sont demandées et données sous une forme brève et claire.

ARTICLE 40.

Répétition d'office (collationnement).

§ 1. (1) Les agents peuvent, quand ils ont des doutes sur l'exactitude de la réception, donner ou exiger la répétition partielle ou intégrale des télégrammes qu'ils ont transmis ou reçus. La répétition partielle est obligatoire pour les télégrammes

d'État en langage clair et les télégrammes-mandats ; elle comprend, pour ces télégrammes, tous les nombres ainsi que les noms propres et. le cas échéant, les mots douteux.

(2) A l'appareil Morse et aux appareils à réception auditive, lorsque le travail est alternatif. télégramme par télégramme, la répétition d'office, de même que, éventuellement, le collationnement se font par l'agent qui a reçu. L'agent qui donne cette répétition doit, s'il y a rectification, reproduire les mots ou nombres rectifiés. En cas d'omission, cette seconde répétition est exigée par l'employé qui a transmis. Lorsque, à ces appareils, le travail se fait par séries, de même que dans le travail aux appareils à grand rendement, la répétition d'office ou le collationnement est donné par l'agent qui a transmis, immédiatement à la suite du télégramme. Quand la transmission se fait par bandes perforées, le collationnement doit faire l'objet d'un second travail de perforation.

(3) Dans le travail par Morse ou aux appareils à réception auditive, la répétition d'office comprend obligatoirement tous les chiffres de l'adresse, du texte et de la signature. Lorsque la répétition d'office n'a pas été donnée par l'agent transmetteur, dans le cas où cette répétition lui incombe, elle peut être donnée à la fin du télégramme ou de la série de télégrammes, par l'agent récepteur, si celui-ci a des doutes sur la régularité de la réception.

§ 2. Quand on donne la répétition des nombres dans lesquels entre une fraction, on doit, afin d'éviter toute possibilité de confusion, répéter la fraction en la faisant précéder ou suivre du signal spécial (. — . . —) à l'appareil Morse ou du double trait (=) aux appareils imprimeurs.

Exemples: pour 1 1/16, on donnera 1 . — . . — 1/16 ou 1 = 1/16, afin qu'on ne lise pas 11/16 ; pour 3/4 8, on donnera 3/4 . — . . — 8 ou 3/4 = 8, afin qu'on ne lise pas 3/48 ; pour 2 1/2 2, on transmettra2 . — . . — 1/2 . — . . — 2 ou 2 = 1/2 = 2 afin qu'on ne lise pas 21/22.

§ 3. La répétition d'office ne peut être retardée ni interrompue sous aucun prétexte.

ARTICLE 41.

Accusé de réception.

(1) Après la vérification du nombre de mots, la rectification d'erreurs éventuelles, et, le cas échéant, la répétition d'office, le bureau qui a reçu donne à celui qui a transmis, l'accusé de réception du ou des télégrammes constituant la série. Cet accusé de réception est donné, pour un seul télégramme, par R suivi du numéro du télégramme reçu, *par exemple* : « R 436 ».

(2) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme-mandat, l'accusé de réception est donné sous la forme : « R 436 mandat ».

(3) Pour une série de télégrammes, on donne R avec l'indication du nombre des télégrammes reçus, ainsi que du premier et du dernier numéro de la série, *par exemple* : « R 5 157 980 ».

(4) Si dans la série sont compris des télégrammes-mandats, l'accusé de réception est complété par l'indication des numéros des télégrammes-mandats, savoir : R 5 157 980 y compris 13 mandat 290 mandat.

(5) Si le trafic est écoulé par le moyen d'appareils à grand rendement, avec utilisation d'une série de numéros particulière et continue, des avis remplaçant les accusés de réception sont échangés toutes les demi-heures entre les bureaux intéressés, après entente préalable. Ces avis donnent au bureau correspondant le numéro de série du dernier télégramme reçu et liquidé ainsi que les numéros de série qui manquent encore ou qui ne sont pas liquidés (*exemple* : « Reçu 4.30 s : 583/3012 manque 580 en dépôt 576 »). A la clôture du service, un accusé de réception final est à adresser sous la forme d'un avis de service (*par exemple* : AWien Berlin Si 11 12.15 m. — accusé de réception final pour 10/5. Reçu 1-683,3001-3022).

ARTICLE 42.

Procédure concernant les télégrammes altérés.

§ 1. Les rectifications et les demandes de renseignements relatives à des télégrammes auxquels le bureau correspondant a déjà donné cours sont faites par avis de service.

§ 2. (1) Les télégrammes contenant des altérations manifestes ne peuvent être retenus au cas où la rectification ne pourrait se faire à bref délai. Ils doivent être réexpédiés sans retard avec la mention de service = CTF = à la fin du préambule. Aussitôt après la réexpédition du télégramme, la rectification en est demandée par avis de service non taxé.

(2) Les rectifications différées doivent être expressément désignées comme avis de service non taxé (A).

§ 3. S'il arrive que, par suite d'interruption ou pour toute autre cause, on ne puisse donner ou recevoir la répétition ou l'accusé de réception, cette circonstance n'empêche pas le bureau qui a reçu les télégrammes de leur donner cours, sauf à les faire suivre ultérieurement d'une rectification, s'il y a lieu.

§ 4. (1) En cas d'interruption, le bureau récepteur donne immédiatement l'accusé de réception et, le cas échéant, demande le complément d'un télégramme non achevé, soit par un autre fil direct, s'il y en a en service, soit, dans le cas contraire, par un avis de service acheminé par la meilleure voie disponible.

(2) La demande d'annulation d'un télégramme commencé doit toujours se faire par avis de service.

§ 5. (1) Lorsque la transmission d'un télégramme n'a pu être complétée ou qu'un accusé de réception n'est pas reçu dans un délai raisonnable, le télégramme est transmis de nouveau avec la mention de service « Ampliation ».

(2) Dans le cas où cette deuxième transmission est effectuée par une autre voie que celle utilisée primitivement pour l'acheminement du télégramme, seule la transmission par ampliation doit entrer dans les comptes internationaux. Le bureau transmetteur fait alors le nécessaire auprès des bureaux intéressés, par avis de service, en vue de l'annulation, dans les comptes internationnaux, du télégramme primitif.

CHAPITRE XI.

ACHEMINEMENT DES TÉLÉGRAMMES.

ARTICLE 43.

Détermination de la voie à suivre par les télégrammes. Acheminement des télégrammes par « fil » et par « sans fil ».

§ 1. Les différentes voies que peuvent suivre les télégrammes sont indiquées par des formules concises ou abrégées, arrêtées d'un commun accord, par les Administrations intéressées. Seules les formules ainsi arrêtées peuvent être employées ; des abréviations arbitraires ne sont pas admises.

§ 2. L'expéditeur qui veut prescrire la voie à suivre indique sur sa minute la formule correspondante. Il peut n'indiquer qu'une partie du parcours à suivre.

§ 3. Lorsque l'expéditeur a prescrit la voie à suivre, les bureaux respectifs sont tenus de se conformer à ses indications, à moins que la voie indiquée ne soit interrompue ou ne soit notoirement encombrée, auxquels cas l'expéditeur ne peut élever aucune réclamation contre l'emploi d'une autre voie.

§ 4. Si, au contraire, l'expéditeur n'a prescrit aucune voie à suivre, chacun des bureaux à partir desquels les voies se divisent reste juge de la direction à donner au télégramme.

§ 5. Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré à taxe égale par plusieurs voies exploitées par une même Administration, celle-ci reste juge de la direction à donner aux correspondances privées, au mieux de l'intérêt des expéditeurs qui ne peuvent, dans ce cas, demander spécialement l'emploi de l'une de ces voies.

§ 6. (1) Quand l'acheminement d'un télégramme peut être assuré par fil ou par sans fil, que les voies employées à cet effet soient ou non exploitées par la même Administration, l'expéditeur a le droit de demander que le télégramme soit transmis

par « fil » ou par « sans fil » en inscrivant sur la minute une mention explicite à ce sujet. Cette mention est considérée par le service télégraphique comme étant une indication de voie à suivre (voir Art. 38, § 1, litt. *h*). Elle est transmise par l'une des expressions ci-après :

« Fil », quand l'expéditeur demande la transmission par la voie « fil ».

« Anten », quand l'expéditeur demande la transmission par la voie « sans fil », que l'agent taxateur écrit sur la minute du télégramme.

(2) En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par la voie « fil » ne sont transmis par la voie « sans fil », sauf si l'expéditeur dûment consulté en a autorisé la transmission par la voie « sans fil ». En aucun cas, les télégrammes d'Etat dont la transmission est demandée par la voie « sans fil » ne sont transmis par la voie « fil », sauf si l'expéditeur dûment consulté en a autorisé la transmission par la voie « fil ».

(3) Les autres télégrammes dont la transmission est demandée par la voie « fil » ne sont transmis par la voie « sans fil » que lorsque la voie « fil » est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain. Inversement, les autres télégrammes dont la transmission est demandée par la voie « sans fil » ne sont transmis par la voie « fil » que lorsque la voie radioélectrique est interrompue sans prévision d'un rétablissement prochain.

CHAPITRE XII.

INTERRUPTION DES COMMUNICATIONS TÉLÉGRAPHIQUES. TRANSMISSION PAR AMPLIATION.

ARTICLE 44.

Procédure à suivre en cas d'interruption des communications.

§ 1. (1) Lorsqu'il se produit, au cours de la transmission d'un télégramme, une interruption dans les communications télégraphiques régulières, le bureau à partir duquel l'interruption s'est produite ou un bureau situé plus en arrière et disposant d'une voie télégraphique détournée expédie immédiatement le télégramme par cette voie (Art. 80, §§ 4 (2), 5 et 6) ou à défaut par la poste (autant que possible par lettre recommandée) ou par exprès. Les frais de réexpédition autres que ceux de la transmission télégraphique sont supportés par le bureau qui fait cette réexpédition. La lettre expédiée par la poste doit porter l'annotation « Télégramme-exprès ».

(2) Les télégrammes acheminés par télégraphe dans les conditions prévues au présent paragraphe sont revêtus de la mention « dévié », accompagnée du nom du bureau qui effectue la déviation. Cette mention est transmise à la fin du préambule, à la suite de l'indication de la voie, s'il en existe une.

§ 2. (1) Toutefois, les télégrammes ne sont réexpédiés par une voie plus coû-

teuse que s'ils sont présentés au bureau chargé de les réexpédier dans le délai maximum de 24 heures qui suit la notification de l'interruption.

(2) La présentation du premier télégramme portant la mention « dévié » (Art. 80, § 4) sera considérée comme tenant lieu de la notification officielle de l'interruption.

(3) Dans le cas d'interruptions réitérées des lignes de la même Administration, aucune autre Administration n'est tenue d'appliquer les dispositions de ce paragraphe plus de trois fois dans le même mois, à moins d'un arrangement spécial entre les Administrations intéressées.

§ 3. Le bureau qui recourt à un mode de réexpédition autre que le télégraphe, adresse le télégramme, suivant les circonstances, soit au premier bureau télégraphique en mesure de le réexpédier, soit au bureau de destination, soit au destinataire même, lorsque cette réexpédition se fait dans les limites du Pays de destination. Dès que la communication est rétablie, le télégramme est de nouveau transmis par la voie télégraphique, à moins qu'il n'en ait été précédemment accusé réception ou que, par suite d'encombrement exceptionnel, cette réexpédition ne doive être manifestement nuisible à l'ensemble du service.

ARTICLE 45.

Acheminement des télégrammes par poste en cas d'interruption.

§ 1. Les télégrammes qui, pour un motif quelconque, sont adressés par la poste à un bureau télégraphique, sont accompagnés d'un bordereau numéroté. En même temps, le bureau qui fait cette réexpédition en avertit le bureau auquel il l'adresse, si les communications télégraphiques le permettent, par un avis de service indiquant le nombre des télégrammes expédiés et l'heure du courrier.

§ 2. A l'arrivée du courrier, le bureau correspondant vérifie si le nombre des télégrammes reçus est conforme au nombre des télégrammes annoncés. Dans ce cas, il en accuse réception sur le bordereau, qu'il renvoie immédiatement au bureau expéditeur. Après le rétablissement des communications télégraphiques, le bureau renouvelle cet accusé de réception par un avis de service dans la forme suivante : « Reçu 63 télégrammes conformément au bordereau nº 18 du 30 mars ».

§ 3. Les dispositions du paragraphe précédent s'appliquent également au cas où un bureau télégraphique reçoit par la poste un envoi de télégrammes sans en être averti.

§ 4. Lorsqu'un envoi de télégrammes annoncé ne parvient pas par le courrier indiqué, le bureau expéditeur doit en être averti immédiatement. Celui-ci doit, selon les circonstances, soit transmettre immédiatement les télégrammes si la

communication télégraphique est rétablie, soit effectuer un nouvel envoi par un mode de transport quelconque.

§ 5. Quand un télégramme est envoyé directement au destinataire dans le cas prévu à l'Article 44. § 3. il est accompagné d'un avis indiquant l'interruption des lignes.

§ 6. Le bureau qui réexpédie par télégraphe des télégrammes déjà transmis par la poste en informe le bureau sur lequel les télégrammes ont été dirigés, par un avis de service rédigé dans la forme suivante :

« Berlin Paris 15 10.45 (date et heure) Télégrammes nos .... réexpédiés par ampliation ».

§ 7. La réexpédition télégraphique par ampliation, visée par les Articles 44, § 3, et 45, § 6, doit être signalée par la mention de service « Ampliation », transmise à la fin du préambule.

§ 8. La même mention de service est inscrite dans le préambule des télégrammes transmis une seconde fois.

CHAPITRE XIII.

ANNULATION D'UN TÉLÉGRAMME SUR LA DEMANDE DE L'EXPÉDITEUR.

Article 46.

Procédure à suivre.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme ou son fondé de pouvoirs peut, en justifiant de sa qualité, en arrêter la transmission, s'il en est encore temps.

§ 2. Lorsqu'un expéditeur annule son télégramme avant que la transmission en ait été commencée, la taxe est remboursée, sous déduction d'un droit de cinquante centimes (0 fr. 50), au maximum, au profit de l'Administration d'origine.

§ 3. (1) Si le télégramme a été transmis par le bureau d'origine, l'expéditeur ne peut en demander l'annulation que par un avis de service taxé émis dans les conditions prévues à l'Article 19, et adressé au bureau destinataire. L'expéditeur doit acquitter, à son choix, le prix d'une réponse télégraphique ou d'une réponse postale à l'avis d'annulation. Autant que possible, cet avis de service est sucessivement transmis aux bureaux par lesquels le télégramme primitif a transité, jusqu'à ce qu'il ait rejoint ce dernier. Sauf indication contraire dans le ST, si le télégramme a été remis au destinataire, celui-ci est informé de l'annulation du télégramme.

(2) Le bureau qui annule le télégramme ou qui remet l'avis d'annulation au destinataire en informe le bureau d'origine. Cette information a lieu par télégraphe si l'expéditeur a payé une réponse télégraphique à l'avis d'annulation ; dans le cas contraire, elle est envoyée par la poste comme lettre affranchie.

(3) Si le télégramme est annulé avant d'avoir atteint le bureau destinataire, le bureau d'origine rembourse à l'expéditeur les taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique payée, après déduction des taxes du télégramme primitif, de l'avis de service d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique pour le parcours effectué.

CHAPITRE XIV.

ARRÊT DES TÉLÉGRAMMES.

(Articles 7 et 8 de la Convention.)

ARTICLE 47.

Procédure à suivre.

§ 1. Il ne doit être fait usage de la faculté réservée par les Articles 7 et 8 de la Convention, d'arrêter la transmission de tout télégramme privé, qu'à charge d'en avertir immédiatement le bureau d'origine, sauf dans les cas où l'avis peut paraitre dangereux pour la sécurité de l'Etat.

§ 2. Le contrôle prévu par l'Article 7 de la Convention est exercé par les bureaux télégraphiques extrêmes ou intermédiaires, sauf recours à l'Administration centrale, qui prononce sans appel.

§ 3. La transmission des télégrammes d'Etat, des télégrammes concernant la sécurité de la vie humaine et des télégrammes de service se fait de droit. Les bureaux télégraphiques n'ont aucun contrôle à exercer sur ces télégrammes.

§ 4. Peuvent être arrêtés par le bureau d'arrivée, avec obligation toutefois d'en informer immédiatement le bureau d'origine, les télégrammes à destination d'une agence télégraphique de réexpédition notoirement organisée dans le but de soustraire les correspondances des tiers au payement intégral des taxes dues pour leur transmission, sans réexpédition intermédiaire entre le bureau de départ et celui de la destination définitive.

CHAPITRE XV.

REMISE A DESTINATION.

ARTICLE 48.

Procédure à suivre dans différents cas de remise.

§ 1. Les télégrammes sont remis, suivant leur adresse, soit à domicile, soit poste restante, soit télégraphe restant. Ils peuvent aussi être expédiés au destina-

taire par téléphone ou par des fils télégraphiques privés aux conditions fixées par les Administrations qui admettent ces modes de transmission.

§ 2. Ils sont, dans tous les cas, remis ou expédiés à destination dans l'ordre de leur réception et de leur priorité.

§ 3. Les télégrammes adressés à domicile dans la localité que le bureau télégraphique dessert sont immédiatement portés à leur adresse. Toutefois, les télégrammes portant la mention « Jour » ne sont pas distribués la nuit ; ceux qui sont reçus pendant la nuit ne sont obligatoirement distribués immédiatement que lorsqu'ils portent la mention « Nuit ». Les Administrations sont tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes d'Etat ; elles sont également tenues de faire distribuer immédiatement les télégrammes privés ne portant pas la mention « Nuit » si le caractère d'urgence est reconnu par le bureau d'arrivée.

§ 4. Les télégrammes qui doivent être déposés « poste restante » ou expédiés par poste sont remis immédiatement à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée dans les conditions fixées par l'Article 62.

§ 5. Les télégrammes à remettre aux passagers d'un navire dès son arrivée dans le port sont délivrés, autant que possible, avant le débarquement. Si cela n'est pas possible, ou si cette remise donne lieu à des frais (d'embarquement par exemple), ils sont délivrés au représentant de l'armateur du navire.

ARTICLE 49.

Procédure à suivre dans différents cas de remise.

§ 1. (1) Un télégramme porté à domicile peut être remis, soit au destinataire, aux membres adultes de sa famille, à toute personne à son service, à ses locataires ou hôtes, soit au concierge de l'hôtel ou de la maison, à moins que le destinataire n'ait désigné, par écrit, un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé, en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « Mains propres » ou = MP = que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

(2) L'expéditeur peut demander aussi que le télégramme soit remis ouvert en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « Ouvert ». Ces deux derniers modes de remise ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas les accepter.

§ 2. L'indication « Mains propres » est reproduite en toutes lettres sur la suscription par le bureau d'arrivée, qui donne au porteur les indications nécessaires.

§ 3. (1) Lorsqu'un télégramme ne peut pas être remis, le bureau d'arrivée envoie, à bref délai, au bureau d'origine un avis de service faisant connaître la cause de la non remise et dont le texte est rédigé sous la forme suivante : = 425 quinze

Delorme 212 rue Nain (numéro, date en toutes lettres et adresse du télégramme textuellement conformes aux indications reçues) refusé, destinataire inconnu, parti (avec l'adjonction éventuelle « réexpédié poste » [Article 58, § 3]), décédé, pas arrivé, adresse plus enregistrée (ou adresse non enregistrée), etc. Le cas échéant, cet avis est complété par l'indication du motif de refus (Art. 21) ou des frais dont le recouvrement doit être tenté sur l'expéditeur (Art. 57 et 61).

(2) Pour les télégrammes grevés d'une taxe à percevoir, adressés « poste restante » ou « télégraphe restant », et qui n'ont pas été retirés par le destinataire, l'avis de service de non remise est expédié, par lettre ordinaire affranchie, à l'expiration du délai de conservation de ces correspondances.

§ 4. (1) Le bureau d'origine vérifie l'exactitude de l'adresse et, si cette dernière a été dénaturée, il la rectifie sur-le-champ par avis de service affectant la forme suivante : « 425 quinze (numéro, et date en toutes lettres du télégramme) pour.... (adresse rectifiée) ».

(2) Suivant les cas, cet avis de service contient les indications propres à redresser les erreurs commises telles que : « faites suivre à destination », « annulez télégramme », etc. Dans ce dernier cas, le bureau qui a prescrit l'annulation doit lui-même transmettre le télégramme vers sa destination exacte.

§ 5. (1) Si l'adresse n'a pas été dénaturée, le bureau d'origine communique, autant que possible, à l'expéditeur, l'avis de non remise. Un avis de non remise n'est réexpédié par télégramme que si l'expéditeur du télégramme primitif a demandé que ses télégrammes lui soient réexpédiés par télégraphe (Art. 58). Dans tous les autres cas, la réexpédition s'effectue par poste, sous forme de lettre affranchie, si l'expéditeur est connu.

(2) La transmission de l'avis de non remise à l'expéditeur peut également avoir lieu par poste lorsque la remise par un mode spécial de transport (lorsqu'il s'agit de la remise à la campagne, par exemple) entraînerait des frais dont le recouvrement n'est pas assuré.

(3) Le destinataire d'un avis de non remise ne peut compléter, rectifier ou confirmer l'adresse du télégramme primitif que dans les conditions prévues par l'Article 19.

§ 6. (1) Si, après l'envoi de l'avis de non remise, le télégramme est réclamé par le destinataire, ou si le bureau de destination peut remettre le télégramme sans avoir reçu l'un des avis rectificatifs prévus par les §§ 4 et 5 ci-dessus, il transmet au bureau d'origine un second avis de service rédigé dans la forme suivante : « 29 onze (numéro, et date en toutes lettres), Mirane (nom du destinataire) réclamé ou remis ».

(2) Ce second avis n'est pas transmis lorsque la remise est notifiée au moyen d'un accusé de réception télégraphique.

(3) L'avis de remise est communiqué à l'expéditeur si ce dernier a reçu notification de la non remise.

§ 7. Si la porte n'est pas ouverte à l'adresse indiquée ou si le porteur ne trouve personne qui consente à recevoir le télégramme pour le destinataire, un avis est laissé au domicile indiqué et le télégramme est rapporté au bureau pour être délivré au destinataire ou à son délégué sur la réclamation de l'un ou l'autre. Toutefois, les télégrammes dont la remise n'est pas subordonnée à des précautions spéciales sont déposés dans la boîte aux lettres du destinataire quand il n'y a d'ailleurs aucun doute sur le domicile de ce dernier.

§ 8. Lorsque le destinataire, avisé dans les conditions du § 7 de l'arrivée d'un télégramme, n'en prend pas livraison dans un délai normal, il est procédé conformément aux dispositions de cet Article, § 3.

§ 9. Lorsqu'un télégramme est adressé télégraphe restant, il est remis, au guichet télégraphique, au destinataire ou à son représentant dûment autorisé, lesquels sont tenus d'établir leur identité s'ils en sont requis.

§ 10. Les télégrammes adressés poste restante ou remis par poste sont, au point de vue de la délivrance et des délais de conservation, soumis aux mêmes règles que les correspondances postales.

§ 11. Tout télégramme qui n'a pu être délivré au destinataire dans un délai de 42 jours qui suit la date de sa réception au bureau d'arrivée est détruit, sous réserve des dispositions du § 10 qui précède et de l'Article 64, §§ 9 et 10.

CHAPITRE XVI.

TÉLÉGRAMMES SPÉCIAUX.

(Article 9 de la Convention.)

ARTICLE 50.

Dispositions générales.

§ 1. Les dispositions qui font l'objet des autres Chapitres du Règlement s'appliquent intégralement aux télégrammes spéciaux, sous réserve des modifications qui sont prévues dans ce Chapitre.

§ 2. Dans l'application des Articles de ce Chapitre, on peut combiner les facilités données au public pour les télégrammes urgents, les réponses payées, les télégrammes avec collationnement, les accusés de réception, les télégrammes à faire suivre, les télégrammes multiples et les télégrammes à remettre au delà des lignes.

ARTICLE 51.

Télégrammes privés urgents.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir la priorité de transmission et de remise à destination en inscrivant l'indication de service taxée « Urgent »

ou = D = avant l'adresse et en payant le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour le même parcours.

§ 2. Les télégrammes privés urgents ont la priorité sur les autres télégrammes privés et leur priorité entre eux est réglée dans les conditions prévues par l'Article 35, § 2.

§ 3. Les dispositions des paragraphes précédents ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, soit à une partie, soit à la totalité des télégrammes qui empruntent leurs voies de communication.

§ 4. (1) Les Administrations qui n'acceptent les télégrammes urgents qu'en transit doivent les admettre soit sur les fils où la transmission est directe à travers leurs territoires, soit dans leurs bureaux de réexpédition, entre les télégrammes de même provenance et de même destination. La taxe de transit qui leur revient est triplée comme pour les autres parties du trajet.

(2) La transmission de télégrammes urgents sur des parcours partiels est admise, si les Administrations intéressées se sont spécialement entendues à cet égard. L'expéditeur qui veut faire usage de cette faculté inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée = PU = et, pour le parcours sur lequel le télégramme doit être transmis comme urgent, paie la taxe triple.

ARTICLE 52.

Télégrammes avec réponse payée. Procédure au départ.

L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant en écrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « Réponse payée» ou = RP =, complétée par la mention du montant payé en francs et centimes pour la réponse : « Réponse payée x .... » ou = RPx = (*exemples* : RP 3,00 — RP 3,05 — RP 3,40).

ARTICLE 53.

Télégrammes avec réponse payée. Procédure à l'arrivée. Affranchissement du télégramme-réponse. Remboursement du bon.

§ 1. Au lieu de destination, le bureau d'arrivée remet au destinataire un bon d'une valeur égale à celle indiquée dans le télégramme-demande. Ce bon donne la faculté d'expédier, dans la limite de sa valeur, un télégramme à une destination quelconque, à partir d'un bureau quelconque de l'Administration dont relève le bureau qui a émis le bon ou, dans le cas d'un radiotélégramme adressé à une station mobile, à partir de la station qui a émis le bon.

§ 2. (1) Lorsque la taxe d'un télégramme affranchi par un bon excède le montant

de la valeur de ce bon, l'excédent de la taxe doit être payé par l'expéditeur qui utilise le bon. Dans le cas contraire, la différence entre la valeur du bon et le montant de la taxe réellement due est remboursée à l'expéditeur du télégramme primitif lorsque la demande en est faite dans le délai de six mois à partir de la date d'émission du bon et que cette différence est au moins égale à deux francs (2 fr.).

(2) Ce remboursement est effectué pour le compte de l'Administration de destination du télégramme primitif, à moins qu'un procédé simplifié ne puisse être appliqué en vertu de l'Article 77.

§ 3. Le bon ne peut être utilisé pour l'affranchissement d'un télégramme que pendant le délai de six mois qui suit la date de son émission.

§ 4. Lorsque le destinataire a refusé le bon ou n'en a pas fait fusage pour une cause quelconque, le montant de ce bon est remboursé à l'expéditeur du télégramme si la demande en est faite soit par cet expéditeur, soit par le destinataire, pendant la période de validité du bon.

§ 5. Lorsque le bon n'a pu être délivré au destinataire, par suite de l'impossibilité de trouver celui-ci, le montant en est remboursé à l'expéditeur s'il en fait la demande avant l'expiration du délai de validité. Dans ce cas, le bureau de destination annule le bon, et le télégramme, annoté à cet effet, est conservé pendant le délai prescrit.

ARTICLE 54.

Télégrammes avec collationnement.

Le collationnement a pour but de renforcer les garanties d'exactitude de la transmission. Il consiste dans la répétition intégrale du télégramme (y compris le préambule) et dans la comparaison de cette répétition avec le préambule et la teneur du dit télégramme.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement. A cet effet, il paie une surtaxe égale à la moitié de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur pour la même destination et par la même voie et il écrit avant l'adresse l'indication de service taxée « Collationnement » ou = TC =.

§ 2. Les télégrammes d'Etat et les télégrammes de service rédigés en langage secret sont collationnés d'office et gratuitement (Art. 16, § 6).

§ 3. (1) Le collationnement est donné par le bureau récepteur ou par le bureau transmetteur, suivant le système de transmission employé (Art. 40, § 1).

(2) Le collationnement ne compte pas dans l'alternat des transmissions.

ARTICLE 55.

Télégrammes avec accusé de réception. Procédure au départ.

§ 1. (1) L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la

date et de l'heure auxquelles son télégramme aura été remis à son correspondant lui soit notifiée. par télégraphe ou par poste, aussitôt après la remise.

(2) Lorsque le télégramme est acheminé sur sa destination définitive par la voie postale, déposé poste restante ou remis aux soins d'un intermédiaire quelconque, la notification susvisée indique la date et l'heure de cet acheminement, dépôt ou remise.

(3) S'il s'agit d'un télégramme à destination d'une station mobile, la notification susvisée est expédiée par la station côtière ou le sémaphore et indique la date et l'heure de transmission du télégramme à la station mobile.

§ 2. (1) Si l'expéditeur demande que la notification lui soit faite par télégraphe, il doit acquitter à cet effet une taxe égale à celle d'un télégramme ordinaire de cinq mots pour la même destination et par la même voie. Il inscrit alors avant l'adresse l'indication de service taxée « Accusé de réception » ou = PC =.

(2) Si l'expéditeur demande que cette notification lui soit faite par la poste, il paie une taxe de quarante centimes (0 fr. 40) et inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée « Accusé de réception postal » ou = PCP =.

§ 3. Dans les relations où les télégrammes urgents sont admis, la priorité de transmission et de remise à destination peut être demandée pour l'accusé de réception télégraphique. A cet effet, l'expéditeur acquitte la taxe d'un télégramme urgent de cinq mots pour la même destination, par la même voie ; il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée « Accusé de réception urgent » ou = PCD =.

ARTICLE 56.

Télégrammes avec accusé de réception. Procédure à l'arrivée.

§ 1. (1) L'accusé de réception doit être émis sans délai ; l'accusé de réception télégraphique est annoncé par les indices CR, CRS, CRF ou CRD suivant qu'il s'agit d'un accusé de réception à un télégramme ordinaire, à un télégramme d'Etat, à un télégramme d'Etat pour lequel l'expéditeur a renoncé à la priorité de transmission ou d'un accusé de réception urgent.

(2) Le préambule ne comporte pas l'indication du numéro de dépôt, du nombre de mots et de l'heure de dépôt. L'accusé de réception est transmis dans la forme suivante :

CR Paris Berne 469 vingtdeux Brown (numéro, date en toutes lettres du télégramme primitif, nom du destinataire de ce télégramme) remis vingtcinq 10.25 m (date en toutes lettres, heure et minutes).

(3) Lorsque le télégramme a été confié à la poste ou aux soins d'un intermédiaire quelconque, en dehors des personnes se trouvant au domicile ordinaire du destinataire, l'accusé de réception en fait mention, *exemple* :

« Remis poste, ou hôtel, ou gare, etc., vingtcinq 10.25 m ».

(4) Lorsqu'il s'agit d'un télégramme maritime, la station côtière ou sémaphorique émet l'accusé de réception et utilise la mention : « transmis navire vingtcinq 10.25 m ».

§ 2. L'accusé de réception télégraphique prend rang pour la transmission parmi les télégrammes privés. Toutefois, les accusés de réception se rapportant à des télégrammes d'Etat et les accusés de réception urgents sont acheminés dans les conditions de priorité fixées pour ces catégories de télégrammes.

§ 3. (1) Lorsqu'un télégramme avec accusé de réception n'a pu être remis, un avis de service de non remise est envoyé au bureau d'origine, comme s'il s'agissait d'un télégramme ordinaire, et l'accusé de réception n'est pas établi.

(2) Si, ultérieurement, pendant le délai de conservation du télégramme (42 jours, Art. 49, § 11) le télégramme peut être délivré au destinataire, l'accusé de réception est immédiatement établi et mis en transmission.

(3) A l'expiration du délai susvisé, si le télégramme n'a pas été remis, la taxe de l'accusé de réception télégraphique peut être remboursée à l'expéditeur sur sa demande.

(4) La taxe de l'accusé de réception postal n'est jamais remboursée.

§ 4. L'accusé de réception postal contient les mêmes renseignements que l'accusé de réception télégraphique. Il est envoyé par le bureau d'arrivée du télégramme à celui d'origine sous pli affranchi portant la suscription « Accusé de réception ».

§ 5. (1) L'accusé de réception, télégraphique ou postal, dès qu'il est parvenu au bureau d'origine du télégramme, est porté à la connaissance de l'expéditeur de ce télégramme.

(2) Ce bureau, lorsqu'il s'agit d'un accusé de réception concernant un télégramme qui a été réexpédié, recouvre, le cas échéant, sur l'expéditeur la différence entre la taxe perçue primitivement pour l'accusé de réception et la taxe due en raison du parcours réellement effectué par celui-ci.

(3) Lorsque cette dernière taxe est inférieure d'au moins deux francs (2 fr.) à celle qui a été perçue, la différence est remboursée à l'expéditeur sur sa demande.

ARTICLE 57.

Télégrammes à faire suivre sur l'ordre de l'expéditeur. Procédure au départ et à l'arrivée.

§ 1. Tout expéditeur peut demander en inscrivant, avant l'adresse, l'indication de service taxée « Faire suivre » ou = FS = que le bureau d'arrivée fasse suivre son télégramme.

§ 2. (1) L'expéditeur d'un télégramme à faire suivre qui demande un accusé

de réception télégraphique doit être prévenu que, si le télégramme est réexpédié en dehors des limites du Pays de destination, il devra, le cas échéant, verser la somme nécessaire pour compléter le prix de l'accusé de réception d'après le parcours réel que celui-ci aura effectué, indépendamment des taxes de réexpédition qui n'auraient pas été recouvrées à l'arrivée.

(2) Lorsqu'un télégramme à faire suivre comportant l'une des mentions = RPx = ou = PC = doit être réexpédié en dehors des limites du Pays de destination, le bureau réexpéditeur applique les dispositions de l'Article 58, § 5.

§ 3. Lorsqu'un télégramme porte l'indication de service taxée = FS = sans autre mention, le bureau de destination inscrit, le cas échéant, la nouvelle adresse qui lui est indiquée au domicile du destinataire dans les conditions prévues au § 6 et fait suivre le télégramme sur la nouvelle destination. On opère de même jusqu'à ce que le télégramme soit remis ou qu'aucune nouvelle adresse ne soit fournie.

§ 4. (1) Lorsque la remise ne peut être effectuée et qu'aucune nouvelle adresse n'est indiquée, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de service de non remise prévu par l'Article 49, § 3. Cet avis doit faire connaître le montant des frais de réexpédition qui n'ont pu être recouvrés sur le destinataire. Il affecte la forme suivante : « 435 vingtneuf Paris Julien (numéro, date en toutes lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié à... (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir ... (montant de la taxe non recouvrée) ».

(2) Cet avis est dressé au bureau qui a fait la dernière réexpédition afin qu'il puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires. Si la transmission est correcte, ce bureau transmet l'avis de service au bureau d'origine qui recouvre le montant des taxes de réexpédition sur l'expéditeur du télégramme et lui communique l'avis de non remise.

(3) D'autre part, le dernier bureau d'arrivée conserve le télégramme en dépôt, conformément aux dispositions de l'Article 49, § 11.

§ 5. Si l'indication de service taxée = FS = est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est transmis à chacune des destinations indiquées, jusqu'à la dernière, s'il y a lieu, et le dernier bureau se conforme, le cas échéant, aux dispositions du paragraphe précédent.

§ 6. (1) Le lieu d'origine, la date et l'heure de dépot à indiquer dans le préambule des télégrammes réexpédiés sont le lieu d'origine, la date et l'heure de dépôt primitifs ; le lieu de destination est celui auquel le télégramme doit être d'abord expédié.

(2) Dans l'adresse, les indications de remise à domicile s'appliquant aux acheminements déjà effectués, sont supprimées et l'on maintient seulement, à la suite de l'indication = FS =, le nom de chacune des destinations par lesquelles le télégramme a déjà transité.

Par exemple, l'adresse d'un télégramme, libellée au départ :

= FS = Haggis chez Dekeysers Londres
= Hôtel Tarbet Tarbet =
North British Hotel Edimbourg,

serait rédigée à partir de Tarbet, lieu de la seconde réexpédition, sous la forme :

= FS = de Londres, Tarbet = Haggis North British Hotel Edimbourg.

(3) A chaque réexpédition, le nombre de mots est compté à nouveau et le préambule modifié en conséquence.

§ 7. (1) La taxe à percevoir au départ pour les télégrammes à faire suivre est simplement la taxe afférente au premier parcours, l'adresse complète entrant dans le nombre des mots. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire. Elle est calculée en tenant compte du nombre de mots transmis lors de chaque réexpédition.

(2) Lorsque le destinataire refuse le payement des frais de réexpédition, le télégramme est néanmoins remis. Un avis de service signale au bureau d'origine le refus de payement et fait connaître le montant des frais à recouvrer sur l'expéditeur.

§ 8. A partir du premier bureau indiqué dans l'adresse, les taxes à percevoir sur le destinataire, pour les parcours ultérieurs, doivent, à chaque réexpédition, être ajoutées. Leur total est indiqué d'office dans le préambule.

§ 9. Cette indication est formulée comme il suit : « Percevoir ... » . Si les réexpéditions ont lieu dans les limites de l'Etat auquel appartient le bureau d'arrivée, la taxte complémentaire à percevoir sur le destinataire est calculée, pour chaque réexpédition, suivant le tarif intérieur de cet Etat. Si les réexpéditions ont lieu hors de ces limites, la taxe complémentaire est calculée en considérant comme autant de télégrammes séparés chaque réexpédition internationale. Le tarif pour chaque réexpédition est le tarif applicable aux correspondances échangées entre l'Etat qui réexpédie et celui auquel le télégramme est réexpédié.

ARTICLE 58.

Télégrammes à réexpédier sur l'ordre du destinataire.

§ 1. Toute personne peut demander, en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes parvenant à son adresse à un bureau télégraphique lui soient réexpédiés télégraphiquement à une nouvelle adresse qu'elle indique. Dans ce cas, il est procédé conformément aux dispisitions de l'Article précédent, mais au lieu d'inscrire avant l'adresse l'indication = FS =, on inscrit l'indication de service taxée « Réexpédié de... » (nom du ou des bureaux réexpéditeurs).

§ 2. Les demandes de réexpédition doivent se faire par écrit, par avis de service taxé ou par la voie postale (Art. 19, § 8). Elles sont formulées soit par le destinataire

lui-même, soit en son nom par l'une des personnes mentionnées à l'Article 49, § 1, comme pouvant recevoir les télégrammes aux lieu et place du destinataire. Celui qui formule une semblable demande s'engage à acquitter les taxes qui ne pourraient être recouvrées par le bureau de distribution.

§ 3. (1) Chaque Administration se réserve la faculté de réexpédier télégraphiquement, d'après les indications données au domicile du destinataire, les télégrammes pour lesquels aucune indication spéciale n'aura d'ailleurs été fournie.

(2) Si, au domicile du destinataire d'un télégramme ne portant pas l'indication =FS =, on indique la nouvelle adresse sans donner l'ordre de réexpédier par la voie télégraphique, les Administrations sont tenues de faire suivre par la voie postale une copie de ce télégramme, à moins qu'elles n'aient été invitées à le conserver en instance ou qu'elles n'effectuent d'office la réexpédition télégraphique.

(3) La réexpédition par la poste se fait d'après les prescriptions de l'Article 62. Les télégrammes dont on fait suivre une copie par la poste doivent faire l'objet d'un avis de non remise ordinaire (Art. 49). La mention « Réexpédié poste » est dans ce cas ajoutée à l'avis télégraphique de non remise.

§ 4. (1) Lorsqu'un télégramme réexpédié télégraphiquement ne peut être remis, le dernier bureau d'arrivée envoie l'avis de non remise prévu par l'Article 49, § 3. Cet avis affecte la forme suivante :

« 435 vingtneuf Paris Julien (numéro, date en toutes lettres, nom du bureau d'origine primitif, nom du destinataire) réexpédié à ... (nouvelle adresse), inconnu, refusé, etc. (motif de la non remise), percevoir ... (montant de la taxe non recouvrée) ».

(2) Cet avis est adressé d'abord au bureau qui a fait la dernière réexpédition, puis au précédent et ainsi de suite successivement à chaque bureau réexpéditeur, afin que chacun de ces bureaux puisse éventuellement opérer les rectifications nécessaires et ajouter l'adresse sous laquelle il a reçu le télégramme.

(3) Le cas échéant, les bureaux intéressés devront percevoir les taxes non recouvrées sur les personnes qui ont donné l'ordre de réexpédier et qui sont respectivement responsables.

(4) L'avis est enfin transmis au bureau d'origine pour être communiqué à l'expéditeur, auquel il n'est pas réclamé de frais de réexpédition.

§ 5. (1) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier télégraphiquement un télégramme avec réponse payée, il maintient, avant l'adresse, l'indication = RPx = telle qu'il l'a reçue et il annule le bon, s'il en a créé un.

(2) La taxe payée pour la réponse est portée, par l'Administration réexpéditrice, au crédit de l'Administration à laquelle le télégramme est réexpédié.

(3) Lorsqu'un bureau de destination doit réexpédier par poste un télégramme avec réponse payée, il annexe le bon au télégramme.

(4) Dans le régime européen, l'accusé de réception d'un télégramme réexpédié sur une nouvelle destination est rédigé par le dernier bureau destinataire sous la forme suivante :

« CR Etretat Zermatt = 524 onze Regel Londres réexpédié Zermatt remis douze 8.40 m ».

(5) Dans le cas d'un accusé de réception visant un télégramme réexpédié en dehors des limites du régime européen, le montant de la taxe payée d'avance est appliqué à un accusé de réception donnant avis de la réexpédition du télégramme.

§ 6. Dans les cas prévus à cet Article, §§ 1 et 2, ainsi qu'au § 7 (2), la personne qui fait suivre un télégramme a la faculté d'acquitter elle-même la taxe de réexpédition, pourvu qu'il s'agisse de diriger le télégramme sur une seule localité, sans indication de rentransmissions éventuelles à d'autres localités.

§ 7. (1) Lorsqu'il s'agit de réexpédier le télégramme sur une destination déterminée sans indication de retransmissions éventuelles à d'autres localités, la personne qui donne l'ordre de faire suivre ce télégramme peut même demander que la réexpédition soit faite d'urgence, mais elle est tenue alors d'acquitter elle-même la triple taxe. Le bureau qui défère à cette demande ajoute dans l'adresse du télégramme à faire suivre l'indication de service taxée = D =.

(2) D'autre part, les télégrammes urgents peuvent être, sur demande du destinataire ou de son représentant, réexpédiés comme télégrammes ordinaires après radiation de l'indication = D =.

§ 8. Dans le cas de l'alinéa (1) du paragraphe qui précède, et aussi lorsqu'il est fait usage de la faculté mentionnée dans le § 6 ci-dessus, l'indication « Percevoir ... » formulée dans l'Article précédent, § 9, est remplacée par l'indication « Taxe perçue ».

ARTICLE 59.

Télégrammes multiples.

§ 1. (1) Tout télégramme peut être adressé soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique. A cet effet, l'expéditeur inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée : « x adresses » ou = TMx =. Le nom du bureau de destination ne figure qu'une fois, à la fin de l'adresse.

(2) Dans les télégrammes adressés à plusieurs destinataires, les indications concernant le lieu de la remise, telles que bourse, gare, marché, etc., doivent figurer après le nom de chaque destinataire. De même, dans les télégrammes adressés à un seul et même destinataire à plusieurs domiciles, le nom du destinataire doit figurer avant chaque indication de lieu de remise.

§ 2. L'emploi des indications de service taxées est réglé conformément aux prescriptions de l'Article 13, § 1.

§ 3. (1) Le télégramme multiple est taxé comme un télégramme unique, toutes les adresses entrant dans le compte des mots.

(2) Il est en outre perçu pour les télégrammes multiples, en sus de la taxe par mot, un droit de cinquante centimes (0 fr. 50) pour l'établissement de chaque copie ne comprenant pas plus de cinquante mots taxés. Le nombre de copies est égal au nombre des adresses moins une.

(3) Pour les copies comportant plus de cinquante mots taxés, le droit est de cinquante centimes (0 fr. 50) par cinquante mots ou fraction de cinquante mots. La taxe pour chaque copie est calculée séparément, en tenant compte du nombre de mots qu'elle doit contenir.

(4) Pour les télégrammes urgents, le droit de cinquante centimes (0 fr. 50) par copie et par cinquante mots est porté à un franc (1 fr.).

§ 4. (1) Chaque exemplaire d'un télégramme multiple ne doit porter que l'adresse qui lui est propre, et l'indication de service = TMx = n'y doit pas figurer, à moins que l'expéditeur n'ait demandé le contraire. Cette demande doit être comprise dans le nombre des mots taxés et être formulée comme suit : = CTA =.

(2) Dans les copies, le nombre des mots figurant dans le préambule du télégramme est modifié en tenant compte du nombre des mots figurant sur chacune d'elles.

ARTICLE 60.

Télégrammes à remettre par exprès ou par poste.

§ 1. Les télégrammes adressés à des localités non desservies par les télégraphes internationaux peuvent être remis à destination, suivant la demande de l'expéditeur, soit par exprès, soit par poste. Toutefois, l'envoi par exprès ne peut être demandé que pour les États qui, conformément à l'Article 9 de la Convention, ont organisé, pour la remise des télégrammes, un mode de transport plus rapide que la poste et ont notifié aux autres États les dispositions prises à cet égard.

§ 2. (1) L'expéditeur peut aussi demander que son télégramme soit transmis par télégraphe jusqu'au bureau qu'il indique et, de là, par la poste, jusqu'à destination.

(2) L'emploi de la voie postale aérienne peut également être demandé lorsqu'il existe un service de transports postaux par avion entre le Pays où se trouve le bureau télégraphique d'arrivée et le Pays de destination.

(3) Le nom du bureau télégraphique à partir duquel le télégramme doit être transporté par la poste (ordinaire ou aérienne) doit être placé immédiatement après le nom de la localité de dernière destination, par exemple, l'adresse : « Poste (ou PAV) Brown 34 High Street Belize New-orleans » indiquerait que le télégramme est à réexpédier par la poste de New-Orleans au destinataire à Belize.

§ 3. L'adresse des télégrammes à transporter au delà des lignes doit être précédée de l'indication de service taxée relative au mode de transport à employer : exprès, poste ou poste-avion.

ARTICLE 61.

Télégrammes à remettre par exprès.

L'exprès s'entend de tout mode de remise plus rapide que la poste lorsque cette remise a lieu en dehors des limites de distribution gratuite des télégrammes.

§ 1. Les Administrations qui ont organisé un service de transport par exprès pour la remise des télégrammes notifient, par l'intermédiaire du Bureau international, le montant des frais de transport à payer au départ. Ce montant doit être une taxe fixe et uniforme pour chaque Pays. Toutefois, pour les Administrations qui en font la demande, des taxes spéciales d'exprès peuvent, pour certains bureaux, être indiquées dans la Nomenclature officielle du Bureau international, en regard du nom des bureaux intéressés.

§ 2. (1) L'expéditeur qui désire payer la taxe fixe notifiée pour le transport par exprès inscrit, avant l'adresse du télégramme, l'indication de service taxée « Exprès payé » ou = XP =.

(2) S'il désire que la perception des frais d'exprès ait lieu sur le destinataire, il porte sur son télégramme d'indication de service taxée « Exprès ».

§ 3. Lorsqu'un télégramme portant l'indication de service taxée « Exprès » et ayant donné lieu à une course n'est pas remis, le bureau de destination ajoute à l'avis de non remise prévu par l'Article 49, § 3, la mention « Percevoir XP » (montant fixe des frais d'exprès notifié par l'Administration intéressée).

ARTICLE 62.

Télégrammes à remettre par poste.

§ 1. Les télégrammes à remettre par poste sont soumis aux taxes supplémentaires ci-après :

a) Télégrammes à distribuer dans les limites du Pays de destination : ceux qui portent l'indication de service taxée = PR = acquittent seuls une taxe fixée à quarante centimes (0 fr. 40) ; ceux qui portent l'indication de service taxée = PAV= acquittent la surtaxe afférente au parcours par avion.

b) Télégrammes à réexpédier à un autre Pays que les Pays de destination télégraphique : la taxe à percevoir est de quarante (0 fr. 40) ou de quatre-vingts centimes (0 fr. 80) selon que l'adresse contient l'indication de service taxée « Poste » ou = PR =. A cette taxe doit s'ajouter pour les télégrammes portant l'indication de service taxée = PAV = la surtaxe afférente au parcours par avion.

§ 2. Le bureau télégraphique d'arrivée est en droit d'employer la poste :

a) à défaut d'indication, dans le télégramme, du moyen de transport à employer ;

b) lorsque le moyen indiqué diffère du mode adopté et notifié par l'Administration d'arrivée ;

c) lorsqu'il s'agit d'un transport par exprès à payer par un destinataire qui aurait refusé antérieurement d'acquitter des frais de même nature.

§ 3. L'emploi de la poste est obligatoire pour le bureau de destination :

a) (1) lorsque telle a été la demande faite expressément, soit par l'expéditeur (Art. 60, § 1), soit par le destinataire (Art. 58).

(2) Le bureau d'arrivée peut toutefois employer l'exprès, même pour un télégramme portant l'indication « Poste », si le destinataire a exprimé la volonté de recevoir ses télégrammes par exprès ;

b) lorsque le bureau de destination ne dispose pas d'un moyen plus rapide.

§ 4. Les télégrammes qui doivent être acheminés à destination par la voie postale et qui sont remis à la poste par le bureau télégraphique d'arrivée sont traités suivant les dispositions ci-après :

a) Télégrammes à distribuer dans les limites du Pays de destination :

1° ceux qui portent la mention « Poste » ou = GP = ou qui ne portent aucune mention relative à l'envoi par poste sont mis à la poste comme lettres ordinaires sans frais pour l'expéditeur ni pour le destinataire ;

2° ceux qui parviennent avec la mention = PR = sont déposés à la poste comme lettres recommandées dûment affranchies s'il y a lieu ;

3° ceux qui parviennent avec la mention = PAV = sont remis au service postal aérien après avoir été revêtus des timbres-poste représentant le montant de la surtaxe applicable à une lettre ordinaire devant être transportée par avion.

b) Télégrammes à réexpédier par poste à un Pays autre que le Pays de destination télégraphique :

1° Si les frais de poste ont été dûment perçus au préalable, les télégrammes sont mis à la poste comme lettres affranchies, ordinaires ou recommandées, suivant le cas, l'affranchissement devant, pour les télégrammes portant la mention = PAV =, comprendre la surtaxe afférente au transport par avion.

2° Dans le cas où il n'y a pas eu perception des frais de poste, les télégrammes sont mis à la poste comme lettres ordinaires non affranchies, le port étant à la charge du destinataire.

§ 5. Lorsqu'un télégramme à expédier par lettre recommandée ne peut être soumis immédiatement à la formalité de la recommandation, tout en pouvant profiter d'un départ postal, il est mis d'abord à la poste comme lettre ordinaire ; une ampliation est adressée, comme lettre recommandée, aussitôt qu'il est possible.

CHAPITRE XVII.

TÉLÉGRAMMES MARITIMES.

ARTICLE 63.

Définition des télégrammes sémaphoriques et des radiotélégrammes.

(1) Les télégrammes maritimes sont les télégrammes échangés avec les navires en mer, par l'intermédiaire des sémaphores ou des stations radiotélégraphiques établies sur terre ferme ou à bord de navires ancrés à demeure (stations côtières).

(2) Les télégrammes échangés au moyen des sémaphores portent le nom de télégrammes sémaphoriques ; les télégrammes échangés par l'intermédiaire des stations côtières sont désignés sous le nom de radiotélégrammes.

CHAPITRE XVIII.

TÉLÉGRAMMES SÉMAPHORIQUES.

ARTICLE 64.

Télégrammes sémaphoriques.

§ 1. Les télégrammes sémaphoriques doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée « SEM ».

§ 2. L'adresse des télégrammes sémaphoriques destinés à des navires en mer doit contenir :

a) le nom du destinataire avec indication complémentaire, s'il y a lieu ;

b) le nom du navire, complété par la nationalité et, au besoin, par le signal distinctif du Code international de signaux, en cas d'homonymie ;

c) le nom du poste sémaphorique, tel qu'il figure à la Nomenclature officielle des bureaux.

§ 3. Les télégrammes sémaphoriques doivent être rédigés soit dans la langue du Pays où est situé le sémaphore chargé de les signaler, soit au moyen de groupes de lettres du Code international de signaux.

§ 4. Pour les télégrammes d'Etat sémaphoriques expédiés d'un navire en mer, le sceau est remplacé par le signe distinctif du commandement.

§ 5. Pour les télégrammes sémaphoriques originaires des navires en mer, l'indication du bureau d'origine, en préambule, se compose du nom du poste récepteur, suivi du nom du navire. L'heure de dépôt est l'heure de réception du télégramme par le poste récepteur en relation avec le navire.

§ 6. La taxe des télégrammes à échanger avec les navires en mer par l'intermédiaire des sémaphores est fixée à vingt centimes (0 fr. 20) par mot. Cette taxe s'ajoute au prix du parcours électrique calculé d'après les règles générales. La totalité est perçue sur l'expéditeur pour les télégrammes adressés aux navires en mer et sur le destinataire pour les télégrammes provenant des bâtiments (Art. 30, § 1). Dans ce dernier cas, le préambule doit contenir la mention « Percevoir ... ».

§ 7. Les télégrammes provenant d'un navire en mer sont transmis à destination en signaux du Code international de signaux lorsque le navire expéditeur l'a demandé.

§ 8. Dans le cas où cette demande n'a pas été faite, ils sont traduits en langage ordinaire par le préposé du poste sémaphorique et transmis à destination.

§ 9. (1) L'expéditeur d'un télégramme sémaphorique à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce télégramme doit être tenu à la disposition du navire par le sémaphore.

(2) Dans ce cas, il inscrit, avant l'adresse, l'indication de service taxée « x jours » ou = Jx = spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme.

§ 10. (1) Si un télégramme à destination d'un navire en mer n'a pu être transmis à ce navire dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du 29e jour suivant celui du dépôt, le sémaphore en donne avis au bureau d'origine, qui communique cet avis à l'expéditeur.

(2) Celui-ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé au sémaphore, que son télégramme soit retenu pendant une nouvelle période de trente jours, pour être transmis au navire, et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le télégramme est mis au rebut à la fin du 30e jour (jour de dépôt non compris).

(3) Toutefois, si le sémaphore a l'assurance que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'il ait pu lui transmettre le télégramme, le bureau d'origine est avisé de ce fait et celui-ci en informe l'expéditeur.

§ 11. Ne sont pas admis comme télégrammes sémaphoriques :

a) les télégrammes avec réponse payée, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer ;

b) les télégrammes mandats ;

c) les télégrammes avec collationnement ;

d) les télégrammes avec accusé de réception télégraphique ou postal, sauf pour les télégrammes à destination des navires en mer et sur le parcours des voies de communication du réseau télégraphique ;

e) les télégrammes à faire suivre ;

f) les télégrammes de service taxés, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique ;

g) les télégrammes urgents, sauf en ce qui concerne le parcours sur les voies de communication du réseau télégraphique ;

h) les télégrammes à remettre par exprès ou par poste ;

i) les télégrammes différés.

CHAPITRE XIX.

RADIOTÉLÉGRAMMES.

ARTICLE 65.

Radiotélégrammes.

§ 1. Une nomenclature spéciale donne les indications utiles pour la correspondance radiotélégraphique avec les navires en mer, notamment la désignation des stations et les taxes radiotélégraphiques.

§ 2. Les radiotélégrammes portent, comme premier mot du préambule, la mention de service « Radio ».

§ 3. (1) Les radiotélégrammes sont rédigés conformément aux règles du Chapitre IV. L'emploi de groupes de lettres du Code international de signaux est permis.

(2) L'adresse des radiotélégrammes destinés aux navires doit être aussi complète que possible. Elle est obligatoirement libellée comme suit :

a) nom ou qualité du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu ;

b) nom du navire, tel qu'il figure dans la première colonne de la Nomenclature ;

c) nom de la station côtière, tel qu'il figure à la Nomenclature.

(3) Toutefois, le nom du navire peut être remplacé, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par ce navire et déterminé par les noms des ports d'origine et de destination ou par toute autre mention équivalente.

§ 4. (1) La taxe d'un radiotélégramme comprend, selon le cas :

1° *a)* la taxe côtière qui appartient à la station côtière ;

b) la taxe de bord qui appartient à la station de bord ;

2° la taxe pour la transmission sur les voies de communication du réseau télégraphique calculée d'après les règles ordinaires ;

3° les taxes de transit des stations côtières ou de bord intermédiaires et les taxes afférentes aux services spéciaux demandés par l'expéditeur.

(2) La taxe totale des radiotélégrammes est perçue sur l'expéditeur, à l'exception : 1° des frais d'exprès à percevoir à l'arrivée (Art. 61, § 2) ; 2° des taxes applicables aux réunions ou altérations de mots non admises, constatées par le bureau ou la station de bord de destination (Art. 21, § 10) ; ces taxes sont perçues sur le destinataire.

(3) Le compte des mots du bureau d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes à destination de navires et celui de la station de bord d'origine est décisif au sujet des radiotélégrammes originaires des navires, tant pour la transmission que pour les comptes internationaux. Toutefois, quand le radiotélégramme est rédigé totalement ou partiellement soit dans une des langues du Pays de destination, en cas de radiotélégrammes originaires de navires, soit dans une des langues du Pays dont dépend le navire, s'il s'agit de radiotélégrammes à destination de navires, et que le radiotélégramme contient des réunions ou des altérations de mots contraires à l'usage de cette langue, le bureau ou la station de bord de destination, suivant le cas, a la faculté de recouvrer sur le destinataire le montant de la taxe non perçue. En cas de refus de payement, le radiotélégramme peut être arrêté.

§ 5. Lorsqu'un radiotélégramme originaire d'un navire et à destination de la terre ferme transite par une ou deux stations de bord, la taxe comprend, outre celle de la station de bord d'origine, de la station côtière et des voies de communication du réseau télégraphique, la taxe de bord de chacun des navires ayant participé à la transmission.

§ 6. (1) L'expéditeur d'un radiotélégramme originaire de la terre ferme et destiné à un navire peut demander qu'il soit transmis par l'intermédiaire d'une ou de deux stations de bord ; il dépose à cet effet le montant des taxes radiotélégraphiques et télégraphiques et, en outre, à titre d'arrhes, une somme à fixer par le bureau d'origine en vue du payement aux stations de bord intermédiaires de leurs taxes de transit ; il doit encore verser, à son choix, la taxe d'un télégramme de 5 mots ou la somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement d'une lettre à expédier par la station côtière au bureau d'origine pour donner les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes déposées.

(2) Le radiotélégramme est alors accepté aux risques et périls de l'expéditeur ; il porte avant l'adresse l'indication de service taxée « X retransmissions télégraphe » ou « X retransmissions lettre » (X représentant le nombre des retransmissions demandées par l'expéditeur), selon que l'expéditeur désire que les renseignements nécessaires à la liquidation des arrhes soient fournis par télégraphe ou par poste. L'indication de service en question est comptée pour 3 mots.

§ 7. (1) La taxe des radiotélégrammes originaires d'un navire à destination d'un autre navire et acheminés par l'intermédiaire d'une ou de deux stations côtières comprend :

Les taxes de bord des deux navires, la taxe de la station côtière ou des deux stations côtières, selon le cas, et éventuellement la taxe télégraphique applicable au parcours entre les deux stations côtières. Les taxes côtières et de bord dues aux stations de transit sont les mêmes que celles fixées pour ces stations lorsque ces dernières sont stations d'origine ou de destination. Dans tous les cas, elles ne sont perçues qu'une fois.

(2) Pour toute station côtière intermédiaire, la taxe à percevoir pour le service de transit est la plus élevée des taxes côtières afférentes à l'échange direct avec les deux navires en cause.

§ 8. Dans la transmission de radiotélégrammes originaires d'un navire en mer, la date et l'heure du dépôt à la station de bord sont indiquées dans le préambule. L'origine est, à la réexpédition sur le réseau télégraphique, transmise sous la forme indiquée à l'Article 38, § 1 *d)*.

§ 9. Si la station réceptrice juge que, malgré une réception defectueuse, le radiotélégramme peut être remis, elle inscrit à la fin du préambule la mention de service « réception douteuse » et donne cours au radiotélégramme.

§ 10. (1) Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à un navire en vue d'une réexpédition par la voie postale à effectuer à partir d'un port d'atterrissage du navire récepteur.

(2) Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission radiotélégraphique.

(3) L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée ainsi qu'il suit :

1° indication de service taxée « poste » suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste ;

2° nom et adresse complète du destinataire ;

3° nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste ;

4° nom de la station côtière. *Exemple* : = Poste Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Lizard.

(4) La taxe comprend, outre les taxes radiotélégraphiques et télégraphiques, une somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement postal du radiotélégramme.

§ 11. (1) L'expéditeur d'un radiotélégramme à destination d'un navire en mer peut préciser le nombre de jours pendant lesquels ce télégramme doit être tenu à la disposition du navire par la station côtière.

(2) Dans ce cas, il inscrit avant l'adresse l'indication de service taxée « x jours » ou = Jx = spécifiant ce nombre de jours, y compris celui du dépôt du télégramme.

§ 12. (1) Si le navire auquel est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station côtière dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du 8e jour suivant, cette station côtière en donne avis au bureau d'origine, qui en informe l'expéditeur.

(2) Celui-ci a la faculté de demander par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station côtière, que son radiotélégramme soit retenu pendant une nouvelle période de neuf jours pour être transmis au navire et ainsi de suite. A défaut d'une telle demande, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du 9e jour (jour de dépôt non compris).

(3) Cependant, si la station côtière a la certitude que le navire est sorti de son rayon d'action avant qu'elle ait pu lui transmettre le radiotélégramme, elle en informe immédiatement le bureau d'origine, qui avise sans retard l'expéditeur de l'annulation du télégramme. Toutefois, l'expéditeur peut, par avis de service taxé, demander à la station côtière de transmettre le radiotélégramme au plus prochain passage du navire.

§ 13. (1) Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme provenant d'un navire en mer et destiné à la terre ferme ne peut être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise. Cet avis est transmis à la station côtière qui a reçu le radiotélégramme primitif. Cette dernière, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis au navire, s'il est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une autre station côtière du même Pays ou d'un Pays voisin.

(2) Lorsqu'un radiotélégramme parvenu à une station de bord ne peut être remis, cette station en fait part au bureau d'origine par avis de service. Cet avis est transmis, autant que possible, à la station côtière par laquelle a transité le radiotélégramme, ou, le cas échéant, à une autre station côtière du même Pays ou d'un Pays voisin.

§ 14. Sont seuls admis :

1° (1) les radiotélégrammes avec réponse payée.

(2) Le bon de réponse émis à bord d'un navire donne la faculté d'expédier dans la limite de sa valeur un radiotélégramme à une destination quelconque, mais seulement à partir de la station de bord qui a émis ce bon ;

2° les radiotélégrammes avec collationnement ;

3° les radiotélégrammes à remettre par exprès ;

4° les radiotélégrammes à remettre par poste ;

5° les radiotélégrammes multiples ;

6° les radiotélégrammes avec accusé de réception, mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure auxquelles la station côtière a transmis à la station de bord le radiotélégramme adressé à cette dernière ;

7° les avis de service taxés, sauf ceux qui demandent une répétition ou un renseignement. Toutefois, tous les avis de service taxés sont admis sur le parcours des voies de communication télégraphiques ;

8° les radiotélégrammes urgents, mais seulement sur le parcours des voies de communication télégraphiques et sous réserve de l'application de ce Règlement.

§ 15. (1) Les taxes côtière et de bord n'entrent pas dans les comptes prévus par ce Règlement.

(2) Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des Pays intéressés. Ils sont établis par les Administrations dont dépendent les stations côtières et communiqués par elles aux Administrations intéressées. Dans le cas où l'exploitation des stations côtières est indépendante de l'Administration du Pays,

l'exploitant de ces stations peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce Pays.

(3) Pour la transmission sur les voies de communication télégraphiques, le radiotélégramme est traité, au point de vue des comptes, conformément à ce Règlement.

§ 16. (1) Pour les radiotélégrammes originaires des navires, l'Administration dont dépend la station côtière débite l'Administration dont dépend la station de bord d'origine des taxes côtières et télégraphiques, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes côtières et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès ou par poste et de celles perçues pour les copies supplémentaires (TM). L'Administration dont dépend la station côtière crédite, le cas échéant, par la voie des comptes télégraphiques et par l'intermédiaire des Administrations ayant participé à la transmission des radiotélégrammes, l'Administration dont dépend le bureau de destination, des taxes totales relatives aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par exprès ou par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément à ce Règlement, la station côtière étant considérée comme bureau télégraphique d'origine.

(2) Pour les radiotélégrammes à destination d'un Pays situé au delà de celui auquel appartient la station côtière, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent, soit des Tableaux « A » et « B » [1]) annexés à ce Règlement, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de Pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues d'après les dispositions particulières des Articles 25, § 2, et 29, § 1, de ce Règlement.

(3) Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés à destination des navires, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement par celle dont dépend la station côtière des taxes côtière et de bord. Toutefois, les taxes totales afférentes aux réponses payées sont créditées, s'il y a lieu, de Pays à Pays, par la voie des comptes télégraphiques, jusqu'à l'Administration dont dépend la station côtière. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste et aux copies supplémentaires, il est procédé conformément à ce Règlement. L'Administration dont dépend la station côtière crédite celle dont dépend le navire destinataire de la taxe de bord, s'il y a lieu, des taxes revenant aux stations de bord intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, ainsi que des taxes perçues pour l'établissement de copies supplémentaires et pour la remise par poste.

(4) Les avis de service taxés et les réponses payées elles-mêmes sont traités dans les comptes radiotélégraphiques, sous tous les rapports, comme les autres radiotélégrammes.

---

[1]) Note du Bureau international : Ces Tableaux sont publiés séparément par le Bureau international.

(5) Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes sont établis radiotélégramme par radiotélégramme avec toutes les indications utiles et dans un délai de six mois à partir du mois auquel ils se rapportent.

§ 17. Si le parcours d'un radiotélégramme s'effectue en partie sur des voies de communication télégraphiques ou par des stations radiotélégraphiques relevant d'un Gouvernement non contractant, il peut être donné cours à ce radiotélégramme, sous la réserve, tout au moins, que les Administrations dont dépendent ces voies ou ces stations aient déclaré vouloir appliquer, le cas échéant, les dispositions de la Convention et du Règlement radiotélégraphiques qui sont indispensables pour l'acheminement régulier des radiotélégrammes et que la comptabilité soit assurée. Cette déclaration est faite au Bureau international et portée à la connaissance des Administrations de l'Union télégraphique.

§ 18. (1) Les dispositions de ce Règlement sont applicables, par analogie, aux radiotélégrammes en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du Règlement radiotélégraphique.

(2) Sont applicables, en particulier, aux radiotélégrammes, les prescriptions relatives à la perception des taxes, à l'indication de la voie à suivre et à l'établissement des comptes. Toutefois, 1° le délai de six mois prévu par l'Article 82, § 2, de ce Règlement pour la vérification des comptes est porté à neuf mois en ce qui concerne les radiotélégrammes ; 2° les dispositions de l'Article 82, § 3, ne sont pas applicables à la comptabilité radiotélégraphique. En vue de l'application des dispositions de ce Règlement, les stations côtières sont considérées comme bureau de transit, sauf quand le Règlement radiotélégraphique stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureau d'origine ou de destination.

§ 19. Les modifications des dispositions de ce Règlement relatives aux radiotélégrammes ainsi qu'aux télégrammes à multiples destinations (Art. 70) qui seraient rendues nécessaires par suite des décisions des Conférences radiotélégraphiques ultérieures, seront mises en vigueur à la date fixée pour l'application des dispositions arrêtées par chacune de ces dernières Conférences.

CHAPITRE XX.

TÉLÉGRAMMES-MANDATS.

ARTICLE 66.

Télégrammes-mandats.

§ 1. L'émission, la rédaction du texte et le payement des télégrammes-mandats sont réglés par des conventions spéciales internationales.

§ 2. La transmission des télégrammes-mandats, lorsque cette transmission est admise entre les Administrations en correspondance, est soumise aux mêmes règles que les autres catégories de télégrammes, sous réserve des prescriptions qui font l'objet des Articles 40, § 1, et 41 (4).

CHAPITRE XXI.

TÉLÉGRAMMES DE PRESSE.

ARTICLE 67.

Conditions d'admission des télégrammes de presse.

§ 1. Sont admis comme télégrammes de presse à tarif réduit ceux dont le texte est constitué par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., destinées à être publiées dans les journaux et autres publications périodiques. Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée « Presse » inscrite par l'expéditeur.

§ 2. Les taxes terminales et de transit applicables aux télégrammes de presse échangés entre les Administrations de l'Union sont réduites de 50 p. 100 dans le régime européen et d'au moins 50 p. 100 dans les autres relations.

§ 3. Les Administrations qui perçoivent un minimum de taxe pour les télégrammes ordinaires (Art. 25, § 2) perçoivent le même minimum pour les correspondances de presse.

§ 4. Les Pays qui n'admettent pas les télégrammes de presse au tarif réduit doivent les accepter en transit dans la forme ordinaire, à condition qu'ils acquittent les même taxes de transit que les télégrammes ordinaires.

§ 5. Les télégrammes de presse sont acceptés et transmis à toute heure de jour et de nuit.

§ 6. (1) Les télégrammes de presse ne sont acceptés au départ que sur la présentation de cartes spéciales que l'Administration du Pays où ces cartes sont utilisées fait établir et délivrer aux correspondants de journaux, publications périodiques ou agences autorisées. Toutefois, la présentation de cartes n'est pas obligatoire si l'Admininistration de départ en décide autrement.

(2) Les télégrammes de presse doivent être adressés à des journaux, publications périodiques ou agences de publicité et seulement au nom du journal, de la publication ou de l'agence et non pas au nom d'une personne attachée à un titre quelconque à la direction du journal, de la publication ou de l'agence. Ils doivent contenir seulement des matières destinées à être publiées et des instructions relatives à la publica-

tion du télégramme. Tout passage de cette dernière catégorie doit être mis entre parenthèses et écrit soit au commencement, soit à la fin du texte. Le nombre de mots contenus dans la totalité des instructions relatives à un seul télégramme peut s'élever jusqu'à 5 p. 100 du nombre des mots taxés du texte sous condition qu'il ne dépasse pas dix mots. Les parenthèses sont à taxer. Les Administrations qui ont dressé une liste des journaux, publications ou agences autorisés à recevoir des télégrammes de presse, après s'être engagés à se conformer à toutes les conditions fixées par le Règlement, doivent communiquer cette liste aux autres Administrations, par l'intermédiaire du Bureau international.

§ 7. L'usage d'adresses abrégées et enregistrées est autorisé.

ARTICLE 68.

Rédaction des télégrammes de presse. Obligation de publier les télégrammes de presse.

§ 1. (1) Les télégrammes de presse doivent être rédigés dans la langue française ou dans une des langues désignées par le Pays d'origine ou de destination et autorisées pour la correspondance télégraphique internationale en langage clair ou dans la langue dans laquelle le journal destinataire est rédigé, pourvu que cette langue soit admise pour la correspondance télégraphique internationale.

(2) Les langues mentionnées au § 1 (1) ci-dessus peuvent être employées à titre de citations conjointement avec celle dans laquelle est rédigé le télégramme.

(3) Dans tous les cas, les télégrammes de presse doivent être rédigés d'après l'orthographe usuelle de la langue employée.

(4) Sous réserve de l'exception prévue par l'Article 67, § 6, les télégrammes de presse ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant le caractère de correspondance privée ni aucune annonce ou communication dont l'insertion est faite à titre onéreux.

(5) Les cours de bourse et de marché, avec ou sans texte explicatif, sont admis dans les télégrammes de presse à tarif réduit. Les bureaux d'origine doivent, en cas de doute, s'assurer auprès de l'expéditeur, qui est tenu d'en justifier, si les groupes de chiffres figurant dans les télégrammes représentent bien des cours de bourse.

§ 2. (1) Lorsque les télégrammes présentés comme télégrammes de presse ne remplissent pas les conditions indiquées par le paragraphe précédent, l'indication « Presse » est biffée et ces télégrammes sont taxés d'après le tarif ordinaire.

(2) Le tarif normal des correspondances privées est également applicable à tout télégramme de presse dont il est fait usage dans un but autre que celui de son insertion dans les colonnes du journal ou de la publication périodique destinataire, c'est-à-dire :

a) aux télégrammes qui ne sont pas publiés par le journal ou la publication pério-

dique destinataire (à moins d'une explication satisfaisante) ou que le destinataire a communiqués avant publication, soit à des particuliers, soit à des établissements tels que clubs, cafés, hôtels, bourses, etc. ;

b) aux télégrammes non encore publiés que le journal ou la publication périodique destinataire a vendus, distribués ou communiqués, avant de les publier, à d'autres journaux en vue de leur insertion dans leurs propres colonnes : les télégrammes de presse peuvent, toutefois, être vendus, distribués ou communiqués pour publication simultanée ;

c) aux télégrammes adressés aux agences qui ne sont pas publiés dans un journal (à moins d'une explication satisfaisante) ou qui sont communiqués à des tiers avant d'être publiés par la presse.

(3) Dans les cas prévus aux trois alinéas précédents, le complément de taxe est perçu sur le destinataire au profit de l'Administration d'arrivée.

§ 3. En dehors de l'indication de service taxée « Presse », les télégrammes de presse ne peuvent porter d'autre indication de service taxée que celle relative aux télégrammes multiples. La taxe à percevoir pour les copies à établir à l'arrivée est la même que pour les télégrammes privés ordinaires multiples.

ARTICLE 69.

Dispositions générales concernant les télégrammes de presse.

§ 1. Les télégrammes de presse prennent rang tant pour la transmission que pour la remise parmi les télégrammes privés ordinaires.

§ 2. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les Articles 67, 68 et dans le présent Article, les télégrammes de presse sont soumis aux dispositions du Règlement et des conventions particulières conclues entre Administrations.

§ 3. (1) Les dispositions visant les télégrammes de presse sont applicables à l'ensemble des deux régimes ou à l'un des deux seulement.

(2) Ces dispositions ne sont obligatoires, pour les Administrations qui déclarent ne pas pouvoir les appliquer, qu'en ce qui concerne l'acceptation des télégrammes de presse en transit (Art. 67, § 4). Les conditions de transmission peuvent être modifiées d'un commun accord par les Administrations intéressées.

CHAPITRE XXII.

TÉLÉGRAMMES A MULTIPLES DESTINATIONS TRANSMIS PAR TÉLÉGRAPHIE SANS FIL.

ARTICLE 70.

Télégrammes à multiples destinations transmis par télégraphie sans fil.

§ 1. (1) Les Administrations se réservent la faculté d'organiser des services spéciaux taxés pour la transmission par télégraphie sans fil des télégrammes à

multiples destinations. Ces télégrammes doivent être constitués par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., et ne doivent contenir aucun passage, annonce ou communication ayant un caractère privé. L'expéditeur est tenu de communiquer les adresses des destinataires à l'Administration du Pays d'émission.

(2) Lesdits services sont mis à la disposition de tout expéditeur ou destinataire qui satisfait aux prescriptions et conditions spécialement établies par les Administrations respectives.

§ 2. (1) L'Administration du Pays d'émission communique aux autres Administrations l'adresse des destinataires qui sont établis sur leur territoire. Elle notifie, en outre, pour chacun de ces destinataires, la date fixée pour la première réception, ainsi que le nom de la station d'émission et l'adresse de l'expéditeur. Les Administrations se notifient mutuellement les changements intervenus dans le nombre et les adresses des expéditeurs et des destinataires.

(2) Il appartient à l'Administration du Pays de réception d'autoriser ou non les destinataires désignés par l'expéditeur à recevoir les télégrammes.

(3) Chaque Administration prend, autant que possible, les mesures appropriées en vue de s'assurer que seules les stations autorisées pour ce service spécial de communication font usage des télégrammes en question et uniquement de ceux qui leur sont destinés.

§ 3. Ces télégrammes sont transmis à heures fixes et comportent comme adresse un mot conventionnel placé immédiatement avant le texte. Ils peuvent être rédigés soit en langage clair, soit en langage secret. Sauf arrangements spéciaux entre les Administrations intéressées, les seules langues autorisées pour le langage clair sont le français, l'une des langues désignées par le Pays d'origine ou l'une des langues d'un des Pays de destination. Les Administrations d'origine et de destination se réservent le droit de demander le dépôt des codes utilisés.

§ 4. (1) La taxe à percevoir sur l'expéditeur est fixée par l'Administration du Pays d'origine.

(2) Les destinataires de ces télégrammes peuvent être grevés par l'Administration de leur Pays, en dehors des charges prévues pour l'établissement et l'exploitation éventuels des stations privées réceptrices, d'une taxe télégraphique dont le montant et les modalités sont déterminés par cette Administration.

(3) Les taxes de ces télégrammes n'entrent pas dans les comptes internationaux.

—

CHAPITRE XXIII.

TÉLÉGRAMMES DIFFÉRÉS.

ARTICLE 71.

Télégrammes différés.

§ 1. L'expéditeur d'un télégramme privé peut obtenir, dans les relations entre les Pays du régime européen, d'une part, et les Pays du régime extra-européen, d'autre part, le bénéfice d'une réduction de 50 p. 100 sous réserve que ce télégramme ne soit transmis qu'après les télégrammes à plein tarif et les télégrammes de presse. Le même bénéfice, à la même condition, est concédé aux télégrammes échangés entre deux Pays du régime extra-européen, si la taxe des télégrammes ordinaires n'est pas inférieure à un franc (1 fr.) par mot.

§ 2. (1) Le texte des télégrammes différés doit être entièrement rédigé en langage clair (Art. 8), dans une seule et même langue choisie parmi les langues suivantes admises dans le langage clair :

a) la langue française,

b) la ou les langues du Pays d'origine ou du Pays de destination, désignées par les Administrations intéressées,

c) une ou deux langues désignées éventuellement par l'Administration du Pays d'origine ou par l'Administration du Pays de destination, en plus des langues indiquées au littera *b)*.

(2) Tout télégramme comprenant des nombres, des noms ou des mots sans signification suivie et, d'une manière générale, tout télégramme qui n'offre pas par lui-même un sens intelligible pour le service télégraphique n'est pas admis au bénéfice de la taxe réduite. Les adresses convenues sont acceptées lorsqu'elles sont accompagnées d'un texte qui en fait ressortir nettement le caractère.

§ 3. (1) Si des nombres écrits en lettres ou en chiffres, des marques de commerce ou des expressions abrégées (Art. 8, § 2) sont employés, le nombre de ces mots et groupes ne doit pas dépasser le tiers du nombre des mots taxés du texte.

(2) Exceptionnellement, dans les télégrammes différés originaires ou à destination de la Chine, le texte peut être entièrement rédigé au moyen de groupes de quatre chiffres, empruntés au Dictionnaire télégraphique officiel de l'Administration chinoise, qui fournira à toutes les Administrations d'Etat et entreprises privées des exemplaires du dit Dictionnaire dans lequel, en regard de chaque groupe de chiffres, il y aura la signification correspondante en langue française.

§ 4. (1) Les télégrammes différés peuvent comporter toutes les indications de service taxées, sauf celle relative à l'urgence.

(2) Les taxes applicables aux divers services spéciaux demandés par l'expéditeur au sujet d'un télégramme différé (avis de service taxé, conditions de remise, RP, TC, etc.) sont les mêmes que pour un télégramme ordinaire : cependant, les télégrammes à faire suivre peuvent être réexpédiés au tarif réduit des télégrammes différés si ces télégrammes sont admis entre l'Administration qui réexpédie et celle de la nouvelle destination. Les indications de service taxées correspondantes sont taxées au tarif réduit. Les télégrammes maritimes ne sont pas admis comme différés.

§ 5. L'expéditeur doit signer sur la minute du télégramme une déclaration spécifiant formellement que le texte est entièrement rédigé en langage clair et ne comporte pas une signification différente de celle qui ressort de son libellé. La déclaration doit indiquer la langue dans laquelle le télégramme est rédigé.

§ 6. Suivant que la langue employée est le français ou l'une des langues désignées par l'Administration de destination ou l'une des langues désignées par l'Administration d'origine, l'expéditeur doit inscrire, avant l'adresse, l'une des indications de service taxées LCF ou LCD ou LCO.

§ 7. Les télégrammes différés ne sont transmis qu'après les télégrammes privés non urgents et les télégrammes de presse.

§ 8. Les télégrammes différés sont remis concurremment avec les télégrammes à plein tarif.

§ 9. Lorsque le bureau d'arrivée constate qu'un télégramme portant l'une des indications de service taxées LCF ou LCD ne remplit pas les conditions fixées aux §§ 2 et 3 de cet Article, il peut percevoir sur le destinataire un complément de taxe égal à la différence entre les télégrammes à plein tarif et les télégrammes différés.

§ 10. Le retard minimum qui donne droit au remboursement de la taxe d'un télégramme différé est fixé à quatre fois vingt-quatre heures (Art. 75. § 1).

§ 11. Les taxes de toutes les Administrations d'Etat et entreprises privées (départ, transit et arrivée) qui concourent à la transmission des télégrammes différés, sont réduites uniformément de 50 p. 100.

§ 12. Le service des télégrammes différés est facultatif. Les Administrations d'Etat et entreprises privées qui déclarent admettre les télégrammes différés doivent appliquer toutes les dispositions précédentes dans l'échange de ces télégrammes avec toutes les autres Administrations d'Etat et entreprises privées qui ont fait une déclaration semblable.

CHAPITRE XXIV.

SERVICE TÉLÉPHONIQUE.

ARTICLE 72.

Section A.

Réseau international.

§ 1. (1) Les Administrations intéressées constituent, le cas échéant, après entente avec la ou les Administrations intermédiaires, les voies de communication[1]) nécessaires pour assurer l'échange du trafic téléphonique international.

(2) Chaque Administration intermédiaire fournit les sections de voies de communication qui doivent traverser son territoire.

(3) Chaque section à construire sur le territoire d'une Administration intermédiaire est établie, autant que possible, compte tenu des difficultés de toute nature, par l'itinéraire le plus court entre les points d'entrée et de sortie de la voie de communication internationale.

§ 2. (1) Les voies de communication destinées à l'échange du trafic téléphonique international et les installations techniques sont constituées, entretenues et exploitées de manière à assurer un service sûr et rapide, ainsi qu'une bonne audition.

(2) A cet égard, les Administrations se conforment, autant que possible, aux avis émis par le Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance en ce qui concerne l'équipement, l'appareillage, les relais, l'appropriation, la pupinisation, les combinaisons, les équivalents de transmission, les points de coupure, etc. (voir section S).

§ 3. (1) Les Administrations intéressées déterminent, d'un commun accord, les relations à ouvrir et la ou les voies à employer pour chacune de ces relations.

(2) Chaque Administration publie les noms des réseaux et des postes publics des Pays avec lesquels des communications téléphoniques peuvent être établies.

§ 4. A moins d'une décision contraire, prise d'un commun accord par les Administrations intéressées, les voies de communication internationales sont réservées exclusivement aux relations téléphoniques internationales pour lesquelles elles ont été établies.

§ 5. (1) Lorsque les voies de communication du service intérieur doivent servir à des communications internationales, celles-ci ont la priorité sur les correspondances intérieures de même catégorie (voir Section O).

---

[1]) Fils, câbles, bureaux, stations de T. S. F.

(2) Pour les communications empruntant des voies de communication reliant des réseaux voisins de la frontière, les Administrations des Pays limitrophes peuvent déroger à cette priorité.

§ 6. (1) Les Administrations intéressées se communiquent la composition des voies de communication sur leurs territoires respectifs et se font part de tout changement important dans cette composition.

(2) En cas de dérangement d'une voie de communication importante pour le trafic international à grande distance, toute section défectueuse de cette voie doit être remplacée, dans la mesure du possible, et avec toute la célérité désirable, par une voie ou partie de voie de communication affectée au service intérieur ou par une voie ou partie de voie de communication moins importante des mêmes relations internationales. Les voies ou parties de voies de communication de remplacement sont, si possible, désignées d'avance.

§ 7. (1) Quotidiennement, à une heure fixée d'un commun accord, les bureaux centraux en relation directe, c'est-à-dire ceux qui forment tête de ligne des voies de communication internationales, s'assurent, par des essais d'appel et d'audition, de l'état des voies de communication. Il est tenu note des dérangements.

(2) Des mesures sont faites, selon les besoins, par les bureaux tête de ligne ou par les stations d'amplificateurs les plus voisines de la frontière. Les bureaux tête de ligne ou les stations intéressées s'entendent sur le jour et l'heure de ces mesures. Les résultats de celles-ci sont échangés entre les services intéressés.

(3) Les dispositions propres à remédier aux dérangements et défauts doivent être prises immédiatement.

Section B.

Durée du service.

§ 1. Chaque Administration détermine les jours et les heures de fonctionnement de ses bureaux.

§ 2. Les bureaux qui ne sont pas ouverts en permanence sont tenus de prolonger le service de six minutes au delà des heures réglementaires, en faveur des conversations en cours et des communications déjà préparées.

§ 3. Les bureaux en relation directe s'asurent, aussi souvent qu'il est nécessaire et au moins une fois par jour, de la concordance des heures; il ne doit pas exister d'écart supérieur à une minute entre l'heure des bureaux et l'heure légale de leur Pays.

Section C.

Liste des abonnés et des postes publics.

§ 1. (1) Chaque Administration publie, par réseaux, les listes officielles des abonnés et des postes publics.

(2) Les jours et heures d'ouverture et de fermeture des bureaux centraux et des postes publics sont indiqués dans ces listes.

§ 2. Les bureaux centraux importants et les principaux postes publics reçoivent les listes officielles des abonnés des réseaux étrangers avec lesquels ils sont en relation.

§ 3. A cet effet, chaque Administration remet gratuitement aux Administrations des Pays avec lesquels la correspondance téléphonique est ouverte, un nombre suffisant d'exemplaires de ses listes officielles.

§ 4. Les Administrations prennent les mesures nécessaires pour que le public puisse acheter les listes officielles étrangères.

Section D.

Conversations privées ordinaires.

On entend par conversations privées ordinaires les conversations taxées qui ne jouissent d'aucune priorité.

Section E.

Conversations privées urgentes.

§ 1. Des conversations privées urgentes, ayant priorité sur les conversations privées ordinaires, peuvent être admises par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées.

§ 2. Les communications urgentes sont annoncées par le demandeur et, ensuite, de bureau à bureau, par le mot « urgent ».

§ 3. La taxe d'une conversation urgente est fixée au triple de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

Section F.

Conversations « Eclairs ».

§ 1. Des conversations « éclairs », ayant priorité sur toutes les autres conversations privées, peuvent être admises par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées.

§ 2. Les conversations « éclairs » sont annoncées par le demandeur et ensuite de bureau à bureau par le mot « Eclair ».

§ 3. La taxe d'une conversation « éclair » est fixée au décuple au moins de la taxe afférente à une conversation privée ordinaire échangée durant la même période de taxe.

Section G.

Conversations d'Etat.

§ 1. (1) Les conversations d'Etat sont celles qui sont demandées comme telles par :

a) les Chefs d'Etat, les Ministres, les Commandants en chef des Forces de terre, de mer et d'air, les Agents diplomatiques (Ambassadeurs, Ministres plénipotentiaires, Chargés d'affaires) et les Agents consulaires de carrière ;

b) les Agents consulaires autres que ceux visés ci-dessus, mais seulement avec les autorités spécifiées au litt. *a)*.

(2) Ces conversations comprennent : les conversations d'Etat urgentes et les conversations d'Etat ordinaires.

(3) Dans les relations où les conversations privées urgentes ne sont pas admises, il peut exister des conversations d'Etat urgentes.

(4) Les conversations demandées comme conversations d'Etat par le Secrétaire Général de la Société des Nations sont assimilées à celles demandées par les Autorités mentionnées au litt. *a)*.

§ 2. (1) Les conversations d'Etat sont annoncées, par le demandeur, et ensuite, de bureau à bureau, selon le cas, par les mots « Etat urgent » ou par le mot « Etat ».

(2) Les conversations d'Etat urgentes jouissent de la priorité sur toutes les autres communications.

(3) Les conversations d'Etat ordinaires jouissent de la priorité seulement sur les conversations privées ordinaires et sur les conversations de service non urgentes.

(4) Dans les relations directes où les conversations privées urgentes ne sont pas admises, les conversations d'Etat jouissent de la priorité sur toutes les autres conversations.

(5) La durée des conversations d'Etat n'est pas limitée. Toutefois, les Administrations de transit ont le droit de limiter à six minutes la durée des conversations d'Etat, lorsque ces communications sont établies par l'intermédiaire d'un de leurs bureaux.

§ 3. Le demandeur d'une conversation d'Etat est tenu, s'il y est invité, de déclarer son nom et sa qualité et, dans le cas visé au § 1, litt. *b)*, le nom et la qualité du demandé.

§ 4. Les conversations d'Etat urgentes et les conversations d'Etat ordinaires sont soumises aux taxes applicables, respectivement, aux conversations privées urgentes et aux conversations privées ordinaires échangées durant la même période de taxe.

Section H.

Conversations par abonnement.

§ 1. (1) Par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées, des conversations peuvent être autorisées, par voie d'abonnement, à heures fixes, s'il n'en résulte aucun inconvénient pour le service en général.

(2) Ces communications doivent concerner, exclusivement, les affaires personnelles des correspondants ou celles de leurs établissements.

(3) Des intervalles suffisants sont réservés entre les conversations par abonnement pour permettre l'échange des autres conversations.

(4) Les conversations par abonnement sont soumises aux taxes suivantes :

a) pendant les périodes de faible trafic : à la moitié de l'unité de taxe, au minimum ;

b) pendant les autres périodes : au triple de l'unité de taxe, au maximum.

§ 2. (1) Les conversations par abonnement sont celles qui ont lieu journellement entre les mêmes postes, à la même heure convenue d'avance, et qui sont retenues pour un mois entier au moins.

(2) L'abonnement se prolonge de mois en mois, à moins qu'il n'ait été résilié par écrit, de part ou d'autre, au moins huit jours avant l'expiration de la période d'abonnement en cours.

§ 3. En règle générale, la durée maximum d'une séance d'abonnement est de six minutes; toutefois, des séances d'une durée supérieure peuvent être consenties après entente entre les Administrations intéressées.

§ 4. L'abonnement peut être contracté à partir d'une date quelconque, mais la période mensuelle ne prend cours que le premier de chaque mois. Le montant de l'abonnement afférent à la première période mensuelle est augmenté, s'il y a lieu, de la partie du montant de cet abonnement correspondant à la période comprise entre la date de l'entrée en vigueur et celle du commencement de la période mensuelle.

§ 5. Le montant de l'abonnement est calculé sur une durée moyenne de trente jours ; il est perçu par anticipation.

§ 6. (1) La communication par abonnement est établie d'office entre les deux postes à l'heure fixée à moins qu'une autre conversation ne soit engagée ou qu'une demande de communication d'Etat urgente ne soit en instance.

(2) Elle est rompue d'office à l'expiration du temps concédé pour chaque séance, si les correspondants n'ont pas déjà donné le signal de fin de conversation. Toutefois, les correspondants peuvent continuer leur conversation s'il n'y a aucune autre demande en instance ; la conversation supplémentaire est soumise aux règles générales des conversations privées ordinaires.

§ 7. (1) Aucune compensation n'est donnée et aucun remboursement n'est effectué si, du fait des correspondants, une séance n'a pu avoir lieu ou n'a pas eu la durée prévue. La taxe afférente à cette séance est portée dans les comptes internationaux.

(2) Une conversation par abonnement qui, du fait du service téléphonique, n'a pu avoir lieu ou n'a pas eu la durée concédée, est, si possible avant la fin de la période à taxe égale, remplacée ou compensée par une conversation d'une durée équivalente à la période inutilisée. Si la séance n'a pu être remplacée ou si la compensation de temps n'a pu être donnée, la taxe correspondante n'est pas portée dans les comptes internationaux. L'Administration d'origine procède au remboursement sur demande du titulaire de l'abonnement.

(3) Le remboursement est fixé : dans le premier cas, au trentième du montant mensuel de l'abonnement ; dans le second cas, à la partie du trentième du montant de l'abonnement correspondant au temps perdu.

§ 8. (1) Les abonnements doivent, en règle générale, être demandés par écrit au bureau de départ. Les demandes reçoivent satisfaction suivant leur ordre de dépôt.

(2) Les heures et les durées des conversations, après avoir été arrêtées d'accord entre les bureaux intéressés, sont confirmées par écrit.

(3) Les abonnements font l'objet d'engagements qui sont conclus entre le bureau chargé d'opérer l'encaissement de la taxe et le demandeur.

Section I.

Conversations de service.

§ 1. (1) Des conversations exclusivement relatives aux services téléphonique ou télégraphique internationaux peuvent être échangées en exemption de taxe, entre les fonctionnaires des Administrations autorisés à cette fin.

(2) En réclamant l'exercice de cette faculté, ces fonctionnaires sont tenus de déclarer leur nom et leur qualité.

(3) Les conversations de service sont limitées aux cas où l'emploi de la voie téléphonique est justifié. Elles sont écoulées aux heures de faible trafic. Cependant, dans les cas importants et urgents, elles sont échangées dès qu'il est nécessaire ; elles sont alors considérées comme des « conversations de service urgentes ».

§ 2. Les conversations de service sont annoncées par le demandeur et ensuite,

de bureau à bureau, selon le cas, par les mots « service urgent » ou par le mot « service ».

§ 3. En cas de besoin, la voie télégraphique est employée pour les communications relatives à l'exécution du service téléphonique.

Section K.

Tarifs. — Perception des taxes.

§ 1. (1) L'unité de taxe, pour chaque relation, est celle afférente à une conversation privée ordinaire d'une durée de trois minutes échangée pendant la période de fort trafic.

(2) Le montant de l'unité de taxe est déterminé par voie d'arrangements entre les Administrations intéressées, sur la base du franc (voir Art. 24).

§ 2. Les taxes des conversations se composent des taxes terminales et, s'il y a lieu, de la ou des taxes de transit.

§ 3. (1) Pour la détermination des taxes terminales, le territoire des Administrations peut être divisé en zones.

(2) Une taxe uniforme est adoptée pour une même zone.

(3) Chaque Administration fixe le nombre et l'étendue des zones pour ses relations avec chacune des autres Administrations.

§ 4. Chaque Administration de transit fixe sa taxe de transit. Dans les mêmes conditions de transit, une même Administration applique les mêmes taxes de transit.

§ 5. Chaque Administration qui fournit une voie de communication directe de transit a le droit d'exiger des Administrations extrêmes la garantie d'un revenu minimum.

§ 6. Le montant de l'unité de taxe peut être réduit pendant les heures de faible trafic. Les Administrations intéressées fixent, d'un commun accord, ces heures et le montent de la ou des taxes réduites.

§ 7. La taxe est perçue, selon le cas, sur le titulaire du poste d'abonné à partir duquel la communication a été demandée ou sur la personne qui a demandé la communication à partir d'un poste public.

§ 8. Toute conversation est taxée d'après le tarif applicable dans l'Administration d'origine au moment où cette conversation commence, alors même qu'elle se termine à une heure où un autre tarif est en vigueur

—

Section L.

Mode d'application des tarifs. — Durée des conversations.

§ 1. (1) Toute conversation d'une durée égale ou inférieure à trois minutes est taxée pour trois minutes.

(2) Lorsque la durée d'une conversation dépasse trois minutes, la taxation a lieu par minute pour la période excédant les trois premières minutes.

(3) Toutefois, dans les relations entre réseaux voisins de la frontière, les taxes sont perçues par périodes indivisibles de trois minutes. Les Administrations intéressées déterminent ces relations d'un commun accord. La taxe par minute est le tiers de la taxe appliquée pour trois minutes.

§ 2. La taxe des conversations entre abonnés s'applique à partir du moment où la communication est établie entre le poste demandeur et le poste demandé, après que ces deux postes ont répondu à l'appel.

§ 3. Lorsque la communication est demandée par un poste public à destination d'un poste d'abonné, la taxe s'applique à partir du moment où, le poste d'abonné ayant répondu à l'appel, le demandeur est mis en relation avec ce dernier poste.

§ 4. Si la communication est à destination d'un poste public, la taxe s'applique à partir du moment où, les deux postes intéressés ayant répondu à l'appel, le demandeur dans le poste public ou le poste de l'abonné demandeur, selon le cas, est mis en relation avec la personne demandée.

§ 5. Dans tous les cas où, après l'établissement correct de la communication, il est répondu (d'un poste d'abonné) à l'appel, la taxe est due quelle que soit la personne qui répond à l'appel.

§ 6. Une demande de communication peut être annulée, sans perception de la taxe afférente à la conversation, jusqu'au moment où le demandeur est appelé par son bureau. L'Administration d'origine peut percevoir, sur le demandeur, une taxe spéciale pour la rémunérer du travail d'enregistrement, d'annulation, etc., de la demande de communication. Cette taxe reste intégralement acquise à l'Administration d'origine.

§ 7. (1) Lorsque le demandeur ou le demandé refuse la conversation, la taxe, pour une conversation d'une durée de trois minutes de la catégorie de la conversation demandée, est appliquée.

(2) En cas de refus du demandé, le demandeur en est avisé.

§ 8. (1) Au moment où il formule sa demande, le demandeur d'une communication a la faculté de spécifier que la communication ne soit pas établie après un certain délai qu'il indique.

(2) Les Administrations peuvent s'entendre pour que, en cas de non réponse du demandeur ou du demandé, il soit perçu sur le demandeur une taxe spéciale qui entre dans les comptes internationaux.

(3) Les Administrations intéressées fixent, d'un commun accord, le montant et les heures d'application de cette taxe.

§ 9. (1) Le temps de l'appel d'un abonné est, de même que celui nécessaire pour appeler, dans un poste public, un correspondant en attente, limité à une minute de 7 heures à 21 heures [1]) et à trois minutes pendant les autres heures (temps légal du Pays de destination).

(2) Ce temps d'appel passé, que la non réponse provienne du demandeur et du demandé ou de l'un d'eux, la demande de communication est annulée d'office.

§ 10. Des modifications aux dispositions faisant l'objet des §§ 4 et 9 ci-dessus peuvent être apportées, d'un commun accord, entre les Administrations intéressées en ce qui concerne les conversations originaires ou à destination de bourses commerciales, financières ou autres.

§ 11. Sauf pour les conversations d'Etat et les conversations par abonnement, les correspondants n'ont pas le droit de prolonger la conversation, au delà de six minutes, lorsqu'une demande de communication est en instance sur la ou les voies de communication utilisées.

Section M.

Demandes de communication.

§ 1. Dans la demande de communication, le poste de l'abonné demandé est désigné par le nom du réseau destinataire et, si possible, par son indicatif d'appel (numéro ou lettre d'appel) précédé, le cas échéant, du nom de son bureau central. Les postes publics demandés doivent être désignés par le nom du bureau central et leur numéro ou par leur dénomination.

§ 2. La validité des demandes de communication inscrites pour une journée et non établies expire au moment de la clôture du service de jour dans les bureaux où le service n'est pas permanent.

§ 3. Le nombre des demandes de communication émanant du même correspondant, à destination du même réseau, peut être limité, d'un commun accord, entre les Administrations intéressées.

---

[1]) De 7 heures du matin à 9 heures du soir pour les Pays qui n'ont pas adopté le cadran de 24 heures.

Section N.

Avis d'appel et préavis téléphoniques.

§ 1. (1) Une demande de communication peut être accompagnée d'un avis d'appel ou d'un préavis.

(2) Un avis d'appel a pour objet de faire convoquer un correspondant par un poste public à l'effet d'échanger une conversation.

(3) Un préavis a pour objet de faire prévenir un poste d'abonné que le demandeur d'une communication désire échanger sa conversation soit avec une personne désignée, soit avec un poste supplémentaire déterminé.

(4) Les avis d'appel et les préavis peuvent être admis par arrangement spécial conclu entre les Administrations intéressées.

§ 2. Les avis d'appel et les préavis sont soumis à une taxe qui est fixée au tiers (1/3) de l'unité de taxe, avec taxe minimum de cinquante centimes (0 fr. 50). Cette taxe est répartie entre les Administrations intéressées suivant la même proportion que les taxes des conversations.

§ 3. (1) Les avis d'appel et les préavis ne contiennent que les indications suivantes:

1° nom du demandeur et, le cas échéant, son indicatif d'appel;

2° nom et adresse complète du destinataire (cas de l'avis d'appel) ou la désignation suffisante de la personne ou du poste supplémentaire demandé (cas du préavis);

3° dans le cas de la disposition de la Section L, § 8, l'heure à partir de laquelle la demande sera annulée.

(2) Ces indications sont seules transmises du bureau d'origine au bureau destinataire.

(3) Les avis d'appel et préavis sont transmis aussi vite que possible de bureau à bureau.

(4) Ils sont annoncés, respectivement, par les mots « avis d'appel » et par le mot « préavis ».

(5) La remise à domicile des avis d'appel a lieu dans les conditions fixées par l'Administration destinataire. Il appartient au demandeur d'apprécier, au préalable, en tenant compte de ces conditions, si l'avis d'appel pourra être remis au destinataire.

(6) Les préavis sont communiqués par téléphone à l'abonné destinataire.

(7) Si, pour une raison quelconque, la remise de l'avis d'appel n'a pu avoir lieu, le bureau d'origine en est informé. Le demandeur est, à son tour, avisé par le bureau d'origine. Il en est de même, en cas de préavis, si le bureau d'arrivée est informé que la personne désignée est absente ou que la communication ne peut être établie avec le poste supplémentaire indiqué. Dans ces deux cas, la taxe de l'avis d'appel ou du préavis n'est pas remboursée. La demande de communication est annulée d'office.

§ 4. Les conversations qui font suite aux avis d'appel et aux préavis sont soumises à toutes les règles de la correspondance téléphonique internationale.

Section O.

Etablissement et rupture des communications.

§ 1. Les conversations soumises à une taxe sont échangées dans l'ordre suivant :

a) conversations d'Etat urgentes,
b) conversations « éclairs »,
c) conversations privées urgentes,
d) conversations d'Etat ordinaires,
e) conversations privées ordinaires.

§ 2. (1) Les demandes de communication (le cas échéant avec avis d'appel ou préavis) et les avis d'annulation n'émanant pas du bureau tête de ligne de la voie de communication internationale sont transmis le plus rapidement possible jusqu'au bureau tête de ligne — côté demandeur — de la voie de communication internationale. Ce dernier bureau les classe avec ceux originaires du réseau qu'il dessert, en tenant compte de la catégorie à laquelle ils appartiennent et de leur heure de réception.

(2) Le bureau tête de ligne — côté demandeur — de la voie de communication internationale transmet immédiatement au bureau étranger correspondant les avis d'appel, les préavis et les avis d'annulation.

(3) Les bureaux tête de ligne s'entendent pour que les communications soient échangées dans l'ordre réglementaire.

(4) Les demandes de communication comprenant les noms des bureaux d'origine et de destination et la désignation du correspondant demandé, les avis d'appel, les préavis et les avis d'annulation doivent être collationnés par les bureaux.

§ 3. Les conversations de même catégorie sont établies en alternat. Toutefois, les bureaux tête de ligne, reliés entre eux par plusieurs voies de communication internationales, peuvent, d'un commun accord, spécialiser certaines de ces voies pour l'établissement de communications de transit ou pour l'écoulement du trafic dans un sens unique.

§ 4. (1) Une communication, au moins, doit être préparée avant la fin de la conversation en cours.

(2) La préparation consiste à effectuer toutes les opérations nécessaires pour que les deux correspondants (demandeur et demandé) communiquent entre eux sans occasionner aucune perte de temps.

(3) Lorsque les conditions techniques le permettent, les conversations locales en cours sont rompues d'office au profit des communications internationales.

(4) Les communications déjà préparées ne doivent pas être retardées au bénéfice de communications de rang supérieur.

(5) L'écoulement du trafic, sur les voies de communication internationales, doit être assuré dans les bureaux correspondants de telle manière qu'il ne puisse pas être retardé, notamment à raison du travail que les opératrices ont à effectuer.

(6) La désignation, entre opératrices, de chaque communication s'effectue au moyen d'un numéro d'ordre attribué à cette communication.

§ 5. Les communications téléphoniques sont établies par la voie convenue. En cas de dérangement ou d'encombrement, elles peuvent, selon les arrangements pris à cet égard, être établies par une autre voie, moyennant les taxes prévues par ces arrangements.

§ 6. Il doit être répondu immédiatement aux appels sur les voies de communication internationales. Si le bureau appelé ne donne pas de réponse, après un temps d'attente convenable, il est invité par une autre voie téléphonique ou, s'il n'en existe pas, par télégraphe, à reprendre le service sur la voie en question.

§ 7. (1) Les bureaux tête de ligne vérifient si l'audition entre les correspondants est satisfaisante ; ils notent les heures de mise en communication et de fin de conversation et, en outre, le cas échéant, la période durant laquelle l'audition a été insuffisante.

(2) Le signal de fin de conversation doit être donné par les correspondants. Chacun des bureaux extrêmes en fait part immédiatement à son bureau tête de ligne. Le bureau tête de ligne avisé le premier fait rompre la communication.

§ 8. Les bureaux ont le droit de couper d'office une conversation privée dès que sa durée atteint 6 minutes et qu'une autre demande est en préparation. Les correspondants sont avisés.

§ 9. (1) Les bureaux tête de ligne de la voie de communication internationale prennent note des éléments nécessaires à l'établissement des comptes internationaux et des incidents de service.

(2) Les bureaux tête de ligne fixent, d'un commun accord, la durée de toute conversation dont la durée est supérieure à 3 minutes. Ils s'entendent sur la durée à porter en compte lorsque la conversation a été difficile.

(3) En cas de divergence entre les bureaux tête de ligne, l'avis du bureau tête de ligne — côté demandeur — prévaut.

(4) Les bureaux tête de ligne fixent journellement, par téléphone, aux heures de faible trafic, le nombre des minutes dont la taxe doit entrer dans les comptes internationaux.

(5) Pour déterminer ce nombre, il est tenu compte des coëfficients correspondant à chaque catégorie de communication (éclair, urgente, avis d'appel, préavis, etc.).

Les minutes sont, pour chaque période à tarif égal, groupées par zones de destination.

§ 10. Pour la préparation, l'établissement et la rupture des communications, la langue française est utilisée entre Administrations de langues différentes, à moins d'accords particuliers entre elles pour l'emploi d'autres langues.

Section P.

Détaxes et remboursements.

§ 1. Lorsque, du fait du service téléphonique, une demande de conversation n'est pas suivie de la mise en communication avec le poste demandé, la taxe n'est pas appliquée. Si le montant de la taxe a été versé, il est remboursé.

§ 2. (1) Lorsque, dès le commencement d'une communication, les conditions d'audition ne sont pas suffisantes, la taxe n'est pas perçue.

(2) Lorsque, au cours d'une conversation, les corrsepondants éprouvent, du fait du service téléphonique, des difficultés, une compensation est, autant que possible, accordée immédiatement.

(3) Quand la compensation n'a pu être donnée, la taxe peut ne pas être appliquée si la durée de l'audition suffisante n'a pas atteint trois minutes ; elle peut être réduite à la taxe correspondant à la durée de l'audition suffisante si celle-ci a été d'au moins trois minutes.

(4) Le demandeur d'une communication ne peut exiger l'application des dispositions (2) et (3) ci-dessus que si les bureaux centraux ou, le cas échéant, les postes publics intéressés ont été invités à constater l'insuffisance de l'audition ou les difficultés survenues pendant la conversation. Il est pris note de ces incidents.

(5) Lorsque, dès le commencement d'une communication, les bureaux centraux constatent que les conditions d'audition, ne pourront pas être suffisantes, la communication est rompue afin d'éviter tout retard dans l'établissement des autres communications.

§ 3. Toute réclamation faite après rupture de la communication est instruite par le bureau d'origine. Les bureaux tête de ligne correspondent directement entre eux à l'effet de recueillir les renseignements qui peuvent être nécessaires à l'enquête. Les dégrèvements sont accordés par l'Administration d'origine et sont à sa charge.

Section Q.

Comptabilité.

(1) Les taxes téléphoniques font, de la part de chaque Administration, l'objet d'un compte spécial indépendant du compte télégraphique.

(2) Le règlement des comptes téléphoniques est effectué suivant les dispositions appliquées pour les comptes télégraphiques (voir Chapitre XXVII).

Section R.

Archives.

Les bordereaux qui ont servi à l'établissement des comptes téléphoniques internationaux sont conservés pendant douze mois.

Section S.

Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance.

(1) Il est constitué un Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance, chargé de l'étude des dispositions-types réglant les questions techniques et d'exploitation de la téléphonie internationale à grande distance. Ce Comité est formé d'experts des Administrations téléphoniques qui déclarent vouloir y participer. Cette déclaration est adressée à l'Administration du Pays où a été tenue la dernière Conférence télégraphique internationale.

(2) Ce Comité centralise tous les renseignements qui lui sont nécessaires pour l'étude de la téléphonie à grande distance et émet des avis sur les questions concernant la téléphonie internationale.

(3) Le Comité consultatif international des communications téléphoniques à grande distance choisit son bureau, établit lui-même son règlement intérieur et ses méthodes de travail.

(4) Les frais du Comité consultatif international sont supportés par les Administrations participantes, d'après le mode de répartition fixé dans le règlement intérieur du dit Comité.

(5) Le Comité consultatif international correspond directement avec toutes les Administrations qui participent à ses travaux.

(6) Il communique tous les avis qu'il émet au Bureau international, qui les publie dans le Journal télégraphique.

Section T.

Dispositions générales.

Les dispositions du Règlement qui ne sont pas contraires aux stipulations de ce Chapitre et qui se rapportent aux mêmes objets que celui-ci sont applicables au service téléphonique.

CHAPITRE XXV.

ARCHIVES.

ARTICLE 73.

Délais de conservation des archives.

Les originaux des télégrammes et les documents y relatifs, retenus par les Administrations, sont conservés jusqu'à la liquidation des comptes qui s'y rapportent,

et, en tout cas, au moins pendant dix mois, à compter du mois qui suit le mois de dépôt du télégramme, avec toutes les précautions nécessaires au point de vue du secret. Ce délai minimum est fixé à 15 mois pour les radiotélégrammes.

ARTICLE 74.

Communication des originaux. Délivrance de copies des télégrammes.

§ 1. (1) Les originaux ou les copies des télégrammes ne peuvent être communiqués qu'à l'expéditeur ou au destinataire, après constation de leur identité, ou bien au fondé de pouvoirs de l'un d'eux.

(2) Une taxe maximum de un franc (1 fr.) peut être perçue pour cette communication.

§ 2. Dans le délai minimum fixé pour la conservation des archives, l'expéditeur et le destinataire d'un télégramme ou leurs fondés de pouvoirs ont le droit de se faire délivrer des copies, certifiées conformes, ou des photographies :

a) de ce télégramme ;

b) de la copie d'arrivée si cette copie ou un double de celle-ci a été conservée par l'Administration de destination.

§ 3. (1) Il est perçu, pour toute copie délivrée conformément à cet Article, un droit fixe de cinquante centimes (0 fr. 50) par télégramme ne dépassant pas 50 mots. Au delà de 50 mots, ce droit est augmenté de cinquante centimes (0 fr. 50) par série ou fraction de série de 50 mots. Le minimum de perception est de un franc cinquante centimes (1 fr. 50).

(2) Le prix des photographies d'originaux ou de copies est fixé par l'Administration qui délivre ces photographies.

§ 4. Les Administrations télégraphiques ne sont tenues de donner communication, copie ou photographie des pièces désignées ci-dessus que si les expéditeurs, les destinataires ou leurs ayants droit fournissent les indications nécessaires pour trouver les télégrammes auxquels se rapportent leurs demandes.

CHAPITRE XXVI.

DÉTAXES ET REMBOURSEMENTS.

ARTICLE 75.

Détermination des cas de remboursement de taxes.

§ 1. Sont remboursés à ceux qui les ont versés, à la suite d'une demande de remboursement ou d'une réclamation visant l'exécution du service :

a) la taxe intégrale de tout télégramme qui, par le fait du service télégraphique, n'est pas parvenu à destination ;

b) la taxe intégrale de tout télégramme arrêté en cours de transmission par suite de l'interruption d'une voie et dont l'expéditeur a, pour ce fait, demandé l'annulation ;

c) (1) la taxe intégrale de tout télégramme qui, par la faute du service télégraphique, est parvenu plus tard qu'il ne serait parvenu par la poste, ou dans tous les cas s'il n'a été remis au destinataire qu'après un délai de :

1° 12 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux Pays d'Europe limitrophes ou reliés par une voie de communication directe ;

2° 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux autres Pays d'Europe, y compris l'Algérie et les contrées qui se seront rangées dans le régime européen ;

3° 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux Pays hors d'Europe limitrophes ou reliés par une voie de communication directe, en ce qui concerne les télégrammes à plein tarif ;

4° quatre fois 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme différé ;

5° deux fois 24 heures dans tous les autres cas.

(2) La durée de fermeture des bureaux, quand elle est la cause du retard, la durée du transport par exprès, le temps employé pour la transmission maritime des télégrammes maritimes ainsi que la durée du séjour de ces télégrammes dans un sémaphore, dans une station côtière ou à bord d'un navire ne sont pas comptés dans les délais indiqués ci-dessus.

(3) Les délais mentionnés aux 2°, 3° et 5° ci-dessus sont réduits de moitié pour les télégrammes d'État pour lesquels il n'a pas été renoncé au bénéfice des dispositions de l'Article 5 de la Convention, les télégrammes urgents et les avis de service taxés ;

d) la taxe de toute partie du texte d'un télégramme en langage secret avec collationnement ou d'un télégramme en langage clair qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que les erreurs n'aient été rectifiées par avis de service taxé ;

e) la taxe accessoire applicable à un service spécial qui n'a pas été rendu, ainsi que la taxe de l'indication de service taxée correspondante.

f) (1) les sommes versées pour les avis de service taxés demandant la répétition d'un passage supposé erroné si la répétition n'est pas conforme à la première transmission, mais sous la réserve que, dans le cas où quelques mots auraient été correctement et les autres incorrectement reproduits dans le télégramme primitif, la taxe des mots correctement transmis la première fois n'est pas remboursée.

(2) Toutefois, la taxe des mots correctement transmis doit être remboursée quel que soit le langage dans lequel est rédigé le télégramme si l'Administration intéressée reconnaît que les altérations commises empêchaient de saisir le sens des mots qui n'avaient pas été dénaturés ;

g) la taxe intégrale de tout autre avis de service taxé télégraphique ou postal, dont l'envoi a été motivé par une erreur de service ;

h) le montant intégral de toute somme versée d'avance en vue d'une réponse

lorsque le destinataire n'a pu faire usage du bon ou l'a refusé et que ce bon se trouve entre les mains du service qui l'a délivré ou est restitué à ce service avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de sa date d'émission ;

i) la taxe afférente au parcours électrique non effectué lorsque, par suite de l'interruption d'une voie télégraphique, le télégramme a été acheminé sur sa destination par la voie postale ou par un autre moyen. Toutefois, les frais déboursés pour remplacer la voie télégraphique primitive par un moyen de transport quelconque sont déduits de la somme à rembourser ;

j) la taxe intégrale de tout télégramme avec réponse payée qui manifestement n'a pu remplir son objet par suite d'une irrégularité de service qui justifie le remboursement de la taxe versée pour la réponse, ainsi que la taxe intégrale de toute réponse payée d'avance qui manifestement n'a pu remplir son objet par suite d'une irrégularité de service qui justifie le remboursement de la taxe du télégramme-demande ;

k) la taxe du ou des mots omis dans la transmission d'un télégramme lorsqu'elle est égale ou supérieure à deux francs (2 fr.), à moins que l'erreur n'ait été réparée au moyen d'un avis de service taxé ;

l) la différence entre la valeur d'un bon de réponse et le montant de la taxe du télégramme affranchi au moyen de ce bon, si cette différence est au moins égale à deux francs (2 fr.) (Art. 53, § 2) ;

m) la taxe intégrale de tout télégramme arrêté par application des dispositions des Articles 7 et 8 de la Convention ;

n) la part de taxe due pour tout télégramme annulé (Art. 46, §§ 2 et 3).

§ 2. (1) Lorsqu'une station côtière fait connaître au bureau d'origine qu'un radiotélégramme ne peut être transmis au navire destinataire, l'Administration du Pays d'origine provoque aussitôt le remboursement à l'expéditeur des taxes côtières et de bord relatives à ce radiotélégramme. Dans ce cas, les taxes remboursées n'entrent pas dans les comptes radiotélégraphiques (Art. 65, §§ 15 et 16), mais le radiotélégramme y est mentionné pour mémoire.

(2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme n'est pas parvenu à la station qui a transmis le radiotélégramme, la taxe n'est remboursée que lorsqu'il a été établi que le radiotélégramme donne lieu à remboursement.

§ 3. Dans le cas de remboursement partiel d'un télégramme multiple, le quotient obtenu en divisant la taxe totale perçue par le nombre des adresses détermine la taxe afférente à chaque copie.

§ 4. Dans le cas prévus par les alinéas *a)*, *b)*, *c)*, *d)*, *i)* et *k)* du § 1 de cet Article, le remboursement ne s'applique qu'aux télégrammes mêmes qui ne sont pas parvenus ou qui ont été annulés, retardés ou dénaturés, y compris les taxes accessoires non utilisées, mais non aux correspondances qui auraient été motivées ou rendues inutiles par la non remise, le retard ou l'altération.

§ 5. Lorsque les erreurs imputables au service télégraphique ont été réparées par avis de service taxés dans les délais résultant de l'application du § 1, litt. *c)* et comptant à partir de l'heure de dépôt du télégramme primitif, le remboursement ne porte que sur les taxes de ces avis de service. Aucun remboursement n'est dû pour les télégrammes auxquels ces avis se rapportent.

§ 6. Aucun remboursement n'est accordé pour les télégrammes rectificatifs qui, au lieu d'être échangés de bureau à bureau sous forme d'avis de service taxé (Art. 19), ont été échangés directement entre l'expéditeur et le destinataire.

§ 7. (1) Les dispositions de cet Article ne sont pas applicables aux télégrammes empruntant les lignes d'une Administration non adhérente qui refuserait de se soumettre à l'obligation du remboursement.

(2) Toutefois, les Administrations adhérentes ayant participé à la transmission abandonnent leur part de taxe quand le droit au remboursement se trouve établi, sauf les cas prévus à l'Art. 77, § 1 (1).

ARTICLE 76.

Procédure applicable aux remboursements.

§ 1. Toute réclamation en remboursement de taxe doit être formée, sous peine de déchéance, avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date de dépôt du télégramme.

§ 2. (1) Toute réclamation doit être présentée à l'Administration d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir : une déclaration écrite du bureau de destination ou du destinataire, si le télégramme a été retardé ou s'il n'est pas parvenu ; la copie remise au destinataire, s'il s'agit d'altération ou d'omission.

(2) Toutefois, la réclamation peut être présentée par le destinataire à l'Administration de destination, qui juge si elle doit y donner suite ou la faire présenter à l'Administration d'origine.

§ 3. Lors de la présentation d'une demande de remboursement, il peut être perçu sur le réclamant une taxe uniforme de réclamation s'élevant à un franc (1 fr.) au maximum.

§ 4. Lorsqu'une réclamation a été reconnue fondée par les Administrations intéressées, la taxe du télégramme est remboursée par l'Administration d'origine et la taxe de réclamation, s'il en a été perçu une, est restituée au réclamant.

§ 5. Le droit au remboursement est prescrit après un délai de six mois à partir de la date de la lettre par laquelle l'expéditeur est informé que le remboursement lui a été accordé.

§ 6. L'expéditeur qui ne réside pas dans le Pays où il a déposé son télégramme peut faire présenter sa réclamation à l'Administration d'origine par l'intermédiaire d'une autre Administration. Dans ce cas, l'Administration qui l'a reçue est, s'il y a lieu, chargée d'effectuer le remboursement.

§ 7. Les réclamations communiquées d'Administration à Administration sont transmises avec un dossier complet, c'est-à-dire qu'elles contiennent (en original, en extrait ou en copie) toutes les pièces ou lettres qui les concernent. Ces pièces doivent être analysées en français lorsqu'elles ne sont pas rédigées dans cette langue ou dans une langue comprise de toutes les Administrations intéressées.

§ 8. L'Administration qui reçoit une demande en remboursement de la taxe payée pour une réponse peut la transmettre directement à l'Administration qui a émis le bon. Cette dernière Administration provoque le remboursement de cette taxe, soit en donnant l'autorisation de porter le montant à son débit par la voie des différentes Administrations intermédiaires, soit en faisant parvenir en mandat-poste, directement à l'Administration d'origine, le montant à rembourser.

ARTICLE 77.

Détermination de l'Administration qui, dans chaque cas, doit supporter le remboursement.

§ 1. (1) Toutes les fois que le remboursement de taxes est la conséquence d une erreur du service télégraphique il est supporté par l'Administration d'origine lorsque la somme à rembourser n'excède pas cinq francs (5 fr.) pour les télégrammes à plein tarif et deux francs (2 fr.) pour les télégrammes à tarif réduit.

(2) Dans tous les cas où la somme à rembourser dépasse cinq francs (5 fr.) ou deux francs (2 fr.), suivant le cas, le remboursement est supporté par les différentes Administrations ayant participé à l'acheminement du télégramme, chacune d'elles abandonnant les taxes ou part des taxes qui lui avaient été attribuées.

§ 2. (1) L'Administration d'origine rembourse les taxes sans enquête préalable, si :

a) en cas de non remise, l'expéditeur présente une déclaration du bureau destinataire, attestant que le télégramme n'est pas arrivé ;

b) en cas de retard ou d'altération, l'expéditeur prouve irrécusablement ce retard ou cette altération en présentant la copie d'arrivée du télégramme ;

c) en cas de non emploi du bon de réponse, l'expéditeur présente ledit bon.

(2) La décision de l'Administration qui rembourse est sans appel lorsque le remboursement a été fait conformément au Règlement.

§ 3. Lorsque le remboursement doit être supporté par les différentes Administrations intervenues dans la transmission, l'Administration d'origine faite suivre la

réclamation aux Administrations en cause en vue de l'application du § 1 (2). D'autre part, l'Administration d'origine se réserve la faculté de faire suivre toutes réclamations lorsque, dans l'intérêt du service, elle juge une enquête nécessaire.

§ 4. Le remboursement de la taxe accessoire applicable à un service spécial non effectué est à la charge de l'Administration au profit de laquelle cette taxe accessoire a été dévolue, sauf le cas prévu au § 1 (1).

§ 5. Dans les cas envisagés au § 1 (2), lorsqu'une réclamation a été présentée et mise en circulation dans les délais fixés par l'Article 76, § 1, et que la solution n'a point été notifiée dans le délai minimum fixé pour la conservation des archives, l'Administration qui a reçu la réclamation rembourse la taxe réclamée et le remboursement est mis à la charge de l'Administration qui a retardé l'instruction.

§ 6. Les remboursements de taxes d'avis de service taxés sont supportés par l'Administration qui a perçu ces taxes.

ARTICLE 78.

Détermination de l'Administration qui doit supporter le remboursement en cas d'arrêt des télégrammes.

(1) Le remboursement de la taxe de tout télégramme arrêté en vertu des Articles 7 et 8 de la Convention est à la charge de l'Administration qui a arrêté le télégramme.

(2) Toutefois, lorsque cette Administration a notifié, conformément à l'Article 8 de la Convention, la suspension de certaines catégories de correspondances, le remboursement des taxes des télégrammes de cette catégorie est supporté par l'Administration d'origine à partir du lendemain du jour où la notification lui est parvenue.

CHAPITRE XXVII.

COMPTABILITÉ.

(Article 12 de la Convention.)

ARTICLE 79.

Indication des Administrations qui établissent des comptes.

§ 1. Le franc, tel qu'il est défini par l'Article 24, sert d'unité monétaire dans l'établissement des comptes internationaux.

§ 2. (1) Sauf entente contraire, chaque Administration porte les parts de taxes qui lui reviennent, au débit de l'Administration avec laquelle elle correspond directement et, le cas échéant, les parts de taxes afférentes aux parcours à effectuer

au delà de son territoire, pour tous les télégrammes qu'elle a reçus de cette Administration, sans tenir compte des réductions accordées aux télégrammes d'Etat sur certaines lignes ; ces réductions font l'objet d'un règlement spécial entre les Administrations intéressées.

(2) En ce qui concerne les communications par fils directs entre deux Pays non limitrophes, l'Administration qui a reçu les télégrammes dresse le compte des taxes dues, pour tout le parcours jusqu'à destination, en indiquant séparément la part qui revient à chaque Administration intéressée. Après acceptation de son compte par l'Administration qui a transmis les télégrammes, l'Administration qui l'a établi en envoie une copie à chacune des Administrations intermédiaires.

(3) Chaque Administration débite celle qui la précède des parts de taxes qui lui reviennent à elle-même et des parts de taxes afférentes au parcours au delà de son territoire.

§ 3. Les taxes terminales peuvent être liquidées directement entre les Administrations extrêmes, après entente entre ces dernières et les Administrations intermédiaires.

§ 4. Dans le cas d'application de l'Article 93, l'Administration contractante en relation directe avec l'Administration non adhérente est chargée de régler les comptes entre celle-ci et les autres contractants auxquels elle a servi d'intermédiaire pour la transmission.

ARTICLE 80.

Etablissement des comptes.

§ 1. Les comptes sont établis d'après le nombre de mots transmis pendant le mois, distinction faite des diverses catégories de télégrammes et, éventuellement, compte tenu de certaines taxes accessoires. Toutefois, pour les télégrammes du régime extra-européen, il est tenu compte du minimum de perception appliqué aux télégrammes en langage convenu de la catégorie B (Article 25, § 2, *a)*).

§ 2. Les taxes accessoires, à l'exception de celles qui font l'objet de l'alinéa suivant, sont exclues des comptes ainsi que les taxes non recouvrées par le bureau d'arrivée et perçues par un autre bureau. Sont également exclues des comptes les taxes relatives aux avis de service taxés et aux télégrammes dont la taxe, conformément aux dispositions du Règlement, n'a pas été encaissée par le bureau de départ ou le bureau de réexpédition. Cette règle comporte les exceptions suivantes, dans les deux régimes

a) La taxe spéciale afférente au collationnement des télégrammes est portée dans les comptes et répartie entre les Administrations intéressées proportionnellement à leurs parts normales ;

b) la taxe perçue d'avance pour une réponse payée est portée dans les comptes et appartient intégralement à l'Administration destinataire du télégramme avec réponse payée, sous réserve de l'application des dispositions des Articles 75, § 1 et 76, § 8, visant le remboursement éventuel de tout ou partie de cette somme ; quant à la taxe du télégramme payée, en totalité ou en partie au moyen d'un bon de réponse, elle est comprise dans les comptes et répartie entre les Administrations intéressées comme si cette taxe était payée en numéraire ;

c) les taxes afférentes aux transports par exprès et aux transports par avion sont portées dans les comptes et ces taxes reviennent intégralement à l'Administration à laquelle appartient le bureau télégraphique d'arrivée.

§ 3. Les taxes qui n'entrent pas dans les comptes sont conservées par l'Administration qui les a encaissées.

§ 4. (1) Dans les correspondances entre Pays d'Europe (y compris l'Algérie et les contrées hors d'Europe qui se seront rangées dans le régime européen), lorsque la transmission s'écarte de la voie qui a servi de base à l'établissement du tarif, la taxe restant disponible à partir du point où cette voie a été abandonnée est répartie entre les Administrations qui ont concouru à la transmission du télégramme, y compris celle qui a effectué la déviation et les Compagnies de câbles sous-marins et de télégraphie sans fil intéressées. Cette répartition s'effectue au prorata des taxes élémentaires normales.

(2) Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux télégrammes transmis par une voie plus coûteuse dans les conditions indiquées à l'Article 44, § 2.

(3) Dans ce dernier cas, aucune Administration ne peut, du fait de la déviation, recevoir une taxe supérieure à celle qu'elle aurait reçue si le télégramme avait été transmis par la voie interrompue. Si la taxe de la voie réellement suivie est plus élevée, c'est la taxe qui aurait été perçue normalement qui doit entrer dans le total des taxes à partager au prorata, comme il est dit ci-dessus.

§ 5. Lorsque les télégrammes échangés entre Pays limitrophes empruntent une voie détournée, l'Administration qui reçoit les télégrammes débite celle qui les lui transmet du montant des taxes normales dans les conditions prévues par l'Article 79, sauf arrangements spéciaux.

§ 6. Sauf dans le cas visé au § 4 (2), dans la correspondance originaire ou à destination des Pays hors d'Europe (à l'exception de l'Algérie et des contrées hors d'Europe qui se seront rangées dans le régime européen), lorsqu'un télégramme, quel qu'il soit, a été transmis par une voie plus coûteuse que celle qui a servi de base à la taxe, la différence de taxe est supportée par l'Administration qui a dévié le télégramme, sauf recours contre l'Administration à qui cette déviation est imputable.

§ 7. La taxe qui sert de base à la répartition entre Administrations est celle qui résulte de l'application régulière des tarifs établis entre les Administrations intéressées, sans qu'il soit tenu compte des erreurs de taxation qui ont pu se produire.

§ 8. Toutefois, le nombre de mots annoncé par le bureau d'origine sert de base à l'application de la taxe, sauf le cas où, par suite d'une erreur de transmission, il aurait été rectifié d'un commun accord entre le bureau d'origine et le bureau correspondant.

ARTICLE 81.

Dans le régime européen, les comptes peuvent être établis d'après des moyennes.

§ 1. Dans le régime européen, les Administrations peuvent, d'un commun accord, régler les comptes d'après le nombre de télégrammes qui ont franchi la frontière, chaque télégramme étant considéré comme comprenant le nombre moyen de mots résultants des statistiques établies contradictoirement.

§ 2. Dans le cas prévu au paragraphe précédent, il n'est tenu compte que des télégrammes ordinaires, des télégrammes urgents (chaque télégramme urgent comptant pour trois télégrammes) et des réponses payées.

§ 3. Les statistiques destinées à déterminer le nombre moyen de mots par télégramme portent sur une durée de deux fois vingt-huit jours, savoir : les vingt-huit premiers jours du mois de février et les vingt-huit premiers jours du mois d'août. En cas d'événement exceptionnel survenu dans une des deux périodes précitées, les Administrations intéressées peuvent s'entendre pour opérer un nouveau comptage à une époque différente.

§ 4. (1) Pour déterminer la moyenne du nombre des mots par télégramme, on divise le nombre total des mots échangés dans chaque relation par le nombre des télégrammes échangés pendant la période précitée et dans la même relation. On procède de même pour déterminer la valeur moyenne des réponses payées.

(2) Ces moyennes sont arrondies à deux décimales. Elles peuvent être établies pour les télégrammes échangés dans les deux sens ou dans chaque sens séparément.

§ 5. Les moyennes ainsi obtenues servent à l'établissement des comptes jusqu'à revision ; celle-ci ne doit pas être faite avant deux années au moins.

§ 6. Les bureaux en relation directe portent en compte, chaque jour, le nombre des télégrammes échangés, en divisant le trafic suivant les différents Pays.

§ 7. En multipliant le nombre des télégrammes par le chiffre moyen du nombre

de mots, on obtient, pour le mois considéré, le nombre total des mots, lequel doit alors être multiplié par le chiffre de la part de taxe terminale ou de transit correspondante. Il est procédé de même pour déterminer le montant des taxes pour réponses payées à créditer

§ 8. Le cas échéant, les bureaux d'échange se communiquent chaque jour, par catégories, le nombre des télégrammes expédiés la veille, en indiquant également le nombre de télégrammes portant la mention = RPx =

§ 9. Doivent seules faire l'objet de vérifications, les différences supérieures à un maximum fixé d'accord entre les deux Administrations intéressées. Ce maximum est déterminé d'après le nombre habituel des télégrammes échangés pendant un mois.

ARTICLE 82.

Echange des comptes, vérification des comptes, payement des soldes.

§ 1. Les comptes réciproques sont dressés mensuellement et les comptes d'un mois doivent être échangés avant l'expiration du troisième mois qui suit celui auquel ces comptes se rapportent.

§ 2. La vérification des comptes mensuels, ainsi que la notification de leur acceptation et des observations y relatives, ont lieu dans un délai maximum de six mois à dater de l'envoi de ces comptes. L'Administration qui n'a reçu, dans cet intervalle, aucune observation rectificative, considère le compte mensuel comme admis de plein droit. Cette disposition est aussi applicable aux observations faites par une Administration sur les comptes établis par une autre.

§ 3. (1) Les comptes mensuels sont admis sans revision quand la différence entre les comptes dressés par les deux Administrations intéressées ne dépasse pas 1 p. 100 du compte de l'Administration créditrice, pourvu que le montant de ce compte ne soit pas supérieur à cent mille francs (100.000 fr.) ; lorsque le montant du compte dressé par l'Administration créditrice est supérieur à cent mille francs (100.000 fr.), la différence ne doit pas dépasser une somme totale comprenant :

1° 1 p. 100 des premiers cent mille francs (100.000 fr.)

2° 0,5 p. 100 du surplus du montant du compte.

(2) Une revision commencée est arrêtée dès que, à la suite d'échanges d'observations entre les deux Administrations intéressées, la différence a été ramenée au maximum fixé par le premier alinéa de ce paragraphe

§ 4. (1) Immédiatement après l'acceptation des comptes afférents au dernier mois d'un trimestre, un compte trimistriel, faisant ressortir le solde pour l'ensemble des trois mois du trimestre, est, sauf arrangement contraire entre les deux Administrations intéressées, dressé par l'Administration créditrice et transmis en deux

exemplaires à l'Administration débitrice, qui, après vérification, renvoie l'un des deux exemplaires revêtu de son acceptation.

(2) A défaut d'acceptation de l'un ou l'autre des comptes mensuels d'un même trimestre avant l'expiration du trimestre qui suit, le compte trimestriel peut, néanmoins, être dressé par l'Administration créditrice en vue d'une liquidation provisoire qui devient obligatoire pour l'Administration débitrice dans les conditions fixées par le § 5 ci-après. Les rectifications reconnues ultérieurement nécessaires sont comprises dans une liquidation trimestrielle subséquente.

§ 5. Le compte trimestriel doit être vérifié et le montant doit en être payé dans un délai de six semaines à dater du jour où l'Administration débitrice l'a reçu. Passé ce délai, les sommes dues à une Administration par une autre sont productives d'intérêts à raison de 7 p. 100 par an, à dater du lendemain du jour d'expiration du dit délai.

§ 6. (1) Sauf entente contraire, le solde du compte trimestriel est payé par l'Administration débitrice à l'Administration créditrice en or ou au moyen de traites établies pour un montant équivalent à la valeur du solde exprimé en francs.

(2) En cas de payement au moyen de traites, celles-ci sont exprimées en monnaie d'un Pays où les billets de banque sont échangeables à vue contre de l'or et où l'importation et l'exportation de l'or sont libres, et elles sont tirées sur une banque de ce Pays. Si les monnaies de plusieurs Pays répondent à ces conditions, il appartient à l'Administration créditrice de désigner la monnaie qui lui convient. La conversion est faite au pair des monnaies d'or.

(3) Les traites peuvent aussi être exprimées en monnaie du Pays créditeur si les deux Pays se sont mis d'accord à ce sujet. Dans ce cas, le solde est converti au pair des monnaies d'or, en monnaie d'un Pays où les billets de banque sont échangeables à vue contre de l'or et où l'importation et l'exportation de l'or sont libres. Le résultat obtenu est ensuite converti dans la monnaie du Pays débiteur, et de celle-ci dans la monnaie du Pays créditeur, au cours de la bourse de la Capitale, ou d'une place commerciale du Pays débiteur au jour de la remise de l'ordre d'achat de la traite.

§ 7. Les frais de payement sont supportés par l'Administration débitrice.

CHAPITRE XXVIII.

RÉSERVES.

(Article 17 de la Convention.)

Article 83.

Enumération des points sur lesquels peuvent porter les réserves.

Les points du service sur lesquels porte la réserve prévue à l'Article 17 de la Convention sont notamment :

l'établissement des tarifs d'Administration à Administration ;

le règlement des comptes ;

l'adoption d'appareils ou de vocabulaires spéciaux entre des points et dans des cas déterminés ;

l'application du système de timbres-télégraphe ;

la transmission des mandats de poste par le télégraphe ;

la perception des taxes à l'arrivée ;

le service de la remise des télégrammes à destination ;

la faculté de transmettre, à prix réduit, des correspondances de presse, ou de louer des fils spéciaux moyennant abonnement ;

l'extension du droit de franchise aux télégrammes de service qui concernent la météorologie et tous autres objets d'intérêt public.

CHAPITRE XXIX.

BUREAU INTERNATIONAL. — COMMUNICATIONS RÉCIPROQUES.

(Arti le 14 de la Convention.)

Article 84.

Dispositions générales.

§ 1. L'organe central prévu par l'Article 14 de la Convention reçoit le titre de Bureau international de l'Union télégraphique.

§ 2. Le Bureau international est l'organe central pour les services de la télégraphie et de la téléphonie internationales ; il est aussi autorisé à servir d'organe central pour le service de la radiotélégraphie internationale. Les frais résultant du fonctionnement du Bureau international, en ce qui concerne la radiotélégraphie, sont supportés par tous les Etats adhérent à la Convention radiotélégraphique internationale.

§ 3. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser le Bureau international dans les conditions déterminées par les Articles 85 à 87 suivants.

Article 85.

Fixation du budget du Bureau international et répartition des dépenses.

§ 1. (1) Les frais communs du Bureau international de l'Union télégraphique ne doivent pas dépasser, par année, la somme de deux cent mille francs (200.000 fr.), non compris : *a)* les frais afférents aux travaux des Conférences ; *b)* les frais affé-

rents aux travaux des Comités, quand ces frais sont à supporter, suivant une décision d'une Conférence, par toutes les Administrations de l'Union.

(2) La somme de deux cent mille francs (200.000 fr.) pourra être modifiée ultérieurement du consentement de toutes les Parties contractantes.

§ 2. L'Administration désignée, en vertu de l'Article 14 de la Convention, pour la direction du Bureau international, en surveille les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel qui est communiqué à toutes les autres Administrations intéressées.

§ 3. Pour la répartition des frais, les Etats de l'Union sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1re classe	25	unités.
2e classe	20	»
3e classe	15	»
4e classe	10	»
5e classe	5	»
6e classe	3	»

§ 4. Ces coefficients sont multipliés par le nombre d'Etats de chaque classe et la somme des produits ainsi obtenus fournit le nombre d'unités par lequel la dépense totale doit être divisée. Le quotient donne le montant de l'unité de dépense.

§ 5. Les Administrations des États de l'Union sont, pour la contribution aux frais, réparties ainsi qu'il suit dans les six classes dont il est fait mention au paragraphe précédent :

1re classe : Union de l'Afrique du Sud, Allemagne, République argentine, Fédération australienne, Brésil, Chili, Chine, France, Grande-Bretagne, Indes britanniques, Italie, Japon, Turquie, Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

2e classe : Espagne, Pologne.

3e classe : Belgique, Finlande, Grèce, Indes néerlandaises, État libre d'Irlande, Norvège, Pays-Bas, Roumanie, Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, Suède, Tchécoslovaquie.

4e classe : Autriche, Bolivie, Danemark, Egypte, Hongrie, Indochine française, Maroc, Nouvelle-Zélande, Suisse, Uruguay.

5e classe : Albanie, Bulgarie, Estonie, Lettonie, Lithuanie, Madagascar, Portugal, Sénégal, Siam, Tunisie, Venezuela.

6e classe : Angola, Ceylan, Colonies portugaises en Afrique (à l'exception de l'Angola et de Mozambique), Colonies portugaises de l'Asie et de l'Océanie, Congo Belge, Côte française des Somalis, Cyrénaïque, Ville libre de Dantzig, Erythrée, Islande, État du Grand Liban, Luxembourg, Mozambique, Nouvelle-Calédonie, Perse, Territoire de la Sarre, Somalie italienne, État de Syrie, Tripolitaine [1]).

---

[1]) Note du Bureau international : Texte reproduit tel qu'il a été adopté par la Conférence de Paris, 1925.

ARTICLE 86.

Relations des Administrations avec le Bureau international.

§ 1. Les Administrations des États de l'Union se transmettent réciproquement tous les documents relatifs à leur organisation intérieure et se communiquent tout perfectionnement qu'elles viendraient à y introduire.

§ 2. En règle générale, le Bureau international sert d'intermédiaire à ces notifications.

§ 3. Les dites Administrations envoient par la poste, par lettre affranchie, au Bureau international, la notification de toutes les mesures relatives à la composition et aux changements de tarifs intérieurs et internationaux, à l'ouverture de voies de communication nouvelles et à la suppression de voies existantes en tant que ces voies intéressent le service international, enfin aux ouvertures, suppressions et modifications de service des bureaux. Les documents imprimés ou autographiés à ce sujet par les Administrations sont expédiés au Bureau international, soit à la date de leur distribution, soit, au plus tard, le premier jour du mois qui suit cette date.

§ 4. Lesdites Administrations lui envoient, en outre, par télégraphe, avis de toutes les interruptions ou rétablissements des communications qui affectent la correspondance internationale.

§ 5. Elles lui font parvenir au commencement de chaque année, et aussi complètement qu'il leur est possible, des tableaux statistiques du mouvement des correspondances, de la situation des voies de communication, du nombre des appareils et des bureaux, etc. Ces tableaux sont dressés d'après les indications du Bureau international qui distribue, à cet effet, des formulaires tout préparés.

§ 6. Elles adressent également à ce Bureau deux exemplaires des publications diverses qu'elles font paraître.

§ 7. Le Bureau international reçoit, en outre, communication de tous les renseignements relatifs aux expériences auxquelles chaque Administration a pu procéder sur les différentes parties du service et qu'elle juge susceptibles d'intéresser les autres Administrations de l'Union.

ARTICLE 87.

Travaux du Bureau.

§ 1. Le Bureau international coordonne et publie le tarif. Il communique aux Administrations, en temps utile, tous les renseignements y relatifs, en particulier ceux qui sont spécifiés à l'Article 86, § 3. S'il y a urgence, ces communications sont

transmises par la voie télégraphique, notamment dans les cas prévus par l'Article 86, § 4. Dans les notifications relatives aux changements de tarifs, il donne à ces communications la forme voulue pour que ces changements puissent être immédiatement introduits dans le texte des tableaux des taxes annexés à la Convention.

§ 2. Le Bureau international dresse une statistique générale.

§ 3. Il rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, un journal télégraphique en langue française.

§ 4. Il dresse, publie et revise périodiquement des cartes officielles des voies de communication télégraphiques et radiotélégraphiques.

§ 5. (1) Il établit et publie une Nomenclature des bureaux télégraphiques ouverts au service international, y compris les stations côtières radiotélégraphiques, ainsi que des annexes périodiques à ce document faisant connaître les additions et modifications qui doivent y être apportées.

(2) Il établit et publie une Nomenclature des stations radiotélégraphiques.

§ 6. Il doit, d'ailleurs, se tenir en tout temps à la disposition des Administrations contractantes pour leur fournir, sur les questions qui intéressent la télégraphie et la téléphonie internationales, les renseignements spéciaux de tous genres dont elles pourraient avoir besoin.

§ 7. Les documents imprimés par le Bureau international sont distribués aux Administrations des États de l'Union dans la proportion du nombre d'unités contributives, d'après l'Article 85. Les documents supplémentaires que réclameraient les Administrations sont payés à part d'après leur prix de revient. Il en est de même des documents demandés par les Administrations des États ne faisant pas partie de l'Union et par des exploitations privées.

§ 8. Les demandes de cette nature doivent être formulées une fois pour toutes, jusqu'à nouvel avis, et de manière à donner au Bureau international le temps de régler le tirage en conséquence.

§ 9. (1) Les Administrations des États de l'Union peuvent proposer, par l'intermédiaire du Bureau international, des modifications au Tarif et au Règlement prévus par les Articles 10 et 13 de la Convention.

(2) Le Bureau international soumet les propositions à l'examen des Administrations des États de l'Union, qui doivent lui faire parvenir, dans un délai de quatre mois, leurs observations, amendements ou contre propositions, sans caractère définitif. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations des États de l'Union avec l'invitation de se prononcer pour ou contre les propositions et, le cas échéant, les contre-propositions qui se sont produites. Celles qui n'ont point fait parvenir leur réponse dans le délai de

quatre mois, à compter de la date de la seconde circulaire du Bureau internationa leur notifiant les observations apportées, sont considérées comme s'abstenant.

(3) Pour être adoptées, les propositions doivent obtenir, savoir :

1° l'assentiment unanime des Administrations des Etats de l'Union qui ont émis un vote, s'il s'agit de modifications à apporter aux dispositions du Règlement ;

2° l'assentiment des Administrations intéressées, s'il s'agit de modifications de tarifs ;

3° l'assentiment de la majorité des Administrations des Etats de l'Union qui ont émis un vote, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du Règlement.

§ 10. Le Bureau international est chargé de notifier, en temps utile, aux Administrations toutes les modifications ou résolutions adoptées conformément au précédent paragraphe et la date de leur mise en vigueur. Cette notification ne sera exécutoire qu'après un délai de deux mois, au moins, pour les modifications ou résolutions concernant le Règlement et de vingt jours, au moins, pour les modifications de tarifs.

§ 11. Le Bureau international prépare les travaux des Conférences télégraphiques. Il pourvoit aux copies et impressions nécessaires, à la rédaction et à la distribution des amendements, procès-verbaux et autres renseignements.

§ 12. Le Directeur de ce Bureau assiste aux séances de la Conférence et prend part aux discussions, sans voix délibérative.

§ 13. Le Bureau international fait, sur sa gestion, un rapport annuel qui est communiqué à toutes les Administrations des Etats de l'Union.

§ 14. Sa gestion est également soumise à l'examen et à l'appréciation des Conférences prévues par l'Article 15 de la Convention.

ARTICLE 88.

Comité consultatif international des communications télégraphiques.

(1) Un Comité consultatif international des communications télégraphiques est chargé d'étudier les questions techniques et d'exploitation qui intéressent la télégraphie internationale, notamment en ce qui concerne la télégraphie à grande distance et les mesures propres à assurer le meilleur rendement des installations.

(2) Le Comité consultatif international des communications télégraphiques est formé, pour chaque réunion, des experts des Administrations qui veulent participer à ses travaux et qui s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de cette réunion du Comité. Les dépenses personnelles des experts de chaque Administration sont supportées par celle-ci.

(3) La Conférence désigne l'Administration qui est chargée d'organiser la première réunion du Comité et de fixer le programme des travaux de cette réunion.

(4) Les Administrations qui se seront fait représenter à une réunion du Comité s'entendent pour désigner l'Administration qui convoquera la réunion suivante.

(5) A cette Administration ainsi désignée, devront être envoyées les questions à examiner par le Comité consultatif et c'est cette Administration qui fixe la date et le programme de la réunion du Comité.

(6) Le Comité consultatif international des communications télégraphiques transmet les avis qu'il émet au Bureau international en vue de leur communication aux Administrations de l'Union.

CHAPITRE XXX.

CONFÉRENCES.

(Articles 15 et 16 de la Convention.)

ARTICLE 89.

Réunion des Conférences.

L'époque fixée pour la réunion des Conférences prévues par l'Article 15, § 3, de la Convention est avancée si la demande en est faite par dix, au moins, des Etats contractants.

ARTICLE 90.

Frais afférents aux Conférences.

Les frais afférents aux travaux des Conférences sont à la charge de l'Union télégraphique.

CHAPITRE XXXI.

ADHÉSIONS. RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS NON ADHÉRENTES.

(Articles 18 et 19 de la Convention).

ARTICLE 91.

Refus d'appliquer les tarifs conventionnels. Choix du régime européen ou extra-européen.

§ 1. Dans le cas des adhésions prévues par l'Article 18 de la Convention, les Administrations des Etats contractants peuvent refuser le bénéfice de leurs tarifs conventionnels aux Administrations qui demanderaient à adhérer sans conformer elles-mêmes leurs tarifs à ceux des Etats intéressés.

§ 2. Les Administrations qui ont, en dehors de l'Europe, des voies de communication pour lesquelles elles ont adhéré à la Convention, déclarent quel est, du régime européen ou extra-européen, celui qu'elles entendent leur appliquer. Cette déclaration résulte de l'inscription dans les tableaux des taxes ou est notifié ultérieurement par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique.

ARTICLE 92.

Stipulations concernant les exploitations privés.

§ 1. Les exploitations télégraphiques privées qui fonctionnent dans les limites d'un ou de plusieurs Etats contractants, avec participation au service international, sont considérées, au point de vue de ce service, comme faisant partie intégrante du réseau télégraphique de ces Etats.

§ 2. Les autres exploitations télégraphiques privées sont admises aux avantages stipulés par la Convention et par ce Règlement moyennant accession à toutes leurs clauses obligatoires et sur la notification de l'Etat qui a concédé ou autorisé l'exploitation. Cette notification a lieu conformément à l'Article 18, § 2, de la Convention.

§ 3. Cette accession doit être imposée aux exploitations qui relient entre eux deux ou plusieurs des Etats contractants, pour autant qu'elles soient engagées par leur contrat de concession à se soumettre, sous ce rapport, aux obligations prescrites par l'Etat qui a accordé la concession.

§ 4. Les exploitations télégraphiques privées qui demandent à l'un quelconque des Etats contractants l'autorisation de réunir leurs câbles au réseau de cet Etat, ne l'obtiennent que sur l'engagement formel de soumettre le taux de leurs tarifs à l'approbation de l'Etat accordant la concession, de n'appliquer aucune modification, ni du tarif, ni des dispositions réglementaires, qu'à la suite d'une notification du Bureau international de l'Union télégraphique, laquelle n'est exécutoire qu'après le délai prévu à l'Article 87, § 10. Il peut être dérogé à cette disposition en faveur des exploitations qui se trouveraient en concurrence avec d'autres non soumises aux dites formalités.

§ 5. La réserve qui fait l'objet de l'Article 91, § 1, est applicable aussi aux exploitations susmentionnées.

ARTICLE 93.

Relations avec les Etats non adhérents.

§ 1. Lorsque les relations télégraphiques sont ouvertes avec des Etats non adhérents ou avec des exploitations privées qui n'auraient point accédé aux dispositions obligatoires de ce Règlement, ces dispositions sont invariablement appliquées

aux correspondances dans la partie de leur parcours qui emprunte le territoire des Etats contractants ou adhérents.

§ 2. Les Administrations intéressées fixent la taxe applicable à cette partie du parcours. Cette taxe, déterminée dans les limites de l'Article 27, est ajoutée à celle des Administrations non participantes.

Note du Bureau international : Conformément au Protocole signé à Bruxelles le 22 septembre 1928; ce Règlement entrera en vigueur le 1er octobre 1929.

Convention télégraphique internationale, signée à Saint-Petersbourg, 10-22 juillet 1875 (1). — Adhésion de l'Irak.

—

Il résulte d'une communication de l'Ambassade de France à Bruxelles, que le Gouvernement de l'Irak a adhéré à la Convention télégraphique internationale, signée à Saint-Petersbourg, les 10-22 juillet 1875.

Cette adhésion doit sortir son plein effet à dater du 12 novembre 1928.

Internationale Telegrafische Overeenkomst, geteekend te Sint-Petersburg, den 10-22n Juli 1875 (1). — Toetreding van Irak.

—

Uit eene mededeeling der Ambassade van Frankrijk te Brussel blijkt, dat de Regeering van Irak toegetreden is tot de Internationale telegrafische Overeenkomst, geteekend te Sint-Petersburg, den 10-22n Juli 1875.

Deze toetreding moet te rekenen van 12 November 1928 hare volle uitwerking hebben.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

—

Consulats étrangers au Congo belge.

A la date du 5 décembre 1928, M. Luigi Drago a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de vice-consul d'Italie à Elisabethville.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

—

Vreemde consulaten in Belgisch-Congo.

Op datum van 5 December 1928 heeft de heer Luigi Drago het noodige exequatur ontvangen om het ambt van viceconsul van Italië te Elisabethville uit te oefenen.

---

(1) Voir Bulletin Officiel, 1914, pages 40 et 46.

(1) Zie Ambtelijk Blad, 1914, bladz. 40 en 46.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Arrangement commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne.

Le Gouvernement belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Gouvernement luxembourgeois, en vertu d'accords existants, et le Gouvernement espagnol ont convenu de substituer au *modus vivendi* du 26 octobre 1925, les dispositions suivantes, qui entreront en vigueur le 1er janvier 1929 :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 1er, 4, 5, 6 er 7 du *modus vivendi* du 26 octobre 1925 demeureront en vigueur.

ART. 2.

L'article 2 du *modus vivendi* du 26 octobre 1925 sera rédigé comme suit :

« Les marchandises originaires et en provenance d'Espagne (territoire péninsulaire, Iles Baléares, Iles Canaries et Possessions espagnoles) bénéficieront, en général, du traitement de la nation la plus favorisée, à leur importation dans les territoires de l'Union économique belgo-luxembourgeoise. »

ART. 3.

L'article 3 du *modus vivendi* du 26 octobre 1925 sera rédigé comme suit :

« Les marchandises originaires et en provenance des territoires de l'Union

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Commercieele schikking tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Spanje.

De Belgische Regeering, handelend zoowel in haar eigen naam als in naam der Luxemburgsche Regeering, krachtens bestaande akkoorden, en de Spaansche Regeering, zijn overeengekomen het *modus vivendi* van 26 October 1925 te vervangen door de volgende beschikkingen die op 1 Januari 1929 van kracht zullen worden :

ARTIKEL ÉÉN.

De artikels 1, 4, 5, 6 en 7 van het *modus vivendi* van 26 October 1925 zullen van kracht blijven.

ART. 2.

Artikel 2 van het *modus vivendi* van 26 October 1925 zal luiden als volgt :

« De waren afkomstig en komende van Spanje (grondgebied van het Schiereiland, Balearen, Canarische Eilanden en Spaansche bezittingen) zullen, over het algemeen, bij hun invoer in de grondgebieden der Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie, het voordeel der behandeling van meestbegunstiging genieten. »

ART. 3.

Artikel 3 van het *modus vivendi* van 26 October 1925 zal luiden als volgt :

« De waren afkomstig en komende van de grondgebieden der Belgisch-Luxem-

économique belgo-luxembourgeoise et de la Colonie belge du Congo bénéficieront, également, d'une manière générale, du traitement de la nation la plus favorisée, à leur importation dans les territoires espagnols susnommés. »

ART. 4.

Les listes *A*, *B*, *C* et *D* du *modus vivendi* du 26 octobre 1925 sont supprimées.

Fait à Bruxelles, le 15 décembre 1928.

(S.) HYMANS.
(S.) EMILIO DE PALACIOS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Au moment de signer le présent arrangement, le Gouvernement espagnol tient à déclarer qu'il a décidé de surseoir à la mise en vigueur de son nouveau tarif douanier, conformément à l'arrêté royal du 29 novembre 1928.

De son côté, le Gouvernement belge déclare qu'il continuera à appliquer les droits et coefficients prévus à la liste *B* du *modus vivendi* du 26 octobre 1925.

Toutefois, à dater du moment de la mise en vigueur du nouveau tarif espagnol, ou dans le cas de majoration des droits du tarif actuel sur les marchandises inscrites à la liste *D* du *modus vivendi* précité, le Gouvernement belge pourra, s'il estime qu'il en résulte un grave préjudice pour les exportations de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, dé-

burgsche Economische Unie en van de Belgische Congo-Kolonie zullen eveneens, over het algemeen, bij hun invoer in de voornoemde Spaansche grondgebieden, het voordeel der behandeling van meestbegunstiging genieten. »

ART. 4.

De lijsten *A*, *B*, *C* en *D* van het *modus vivendi* van 26 October 1925 zijn afgeschaft.

Gedaan te Brussel, den 15n December 1928.

(Get.) HYMANS.
(Get.) EMILIO DE PALACIOS.

AANVULLEND PROTOCOL.

Bij het onderteekenen dezer schikking, houdt de Spaansche Regeering er aan te verklaren dat zij besloten heeft de inwerkingstelling van haar nieuw douanetarief uit te stellen, overeenkomstig het koninklijk besluit van 9 November 1928.

Van haren kant verklaart de Belgische Regeering dat zij zal voortgaan de rechten en coëfficienten voorzien op de lijst *B* van het *modus vivendi* van 26 October 1925, toe te passen.

Van het oogenblik af der inwerkingstelling van het nieuwe Spaansche tarief, of in geval van verhooging der rechten van het huidige tarief op de waren ingeschreven op de lijst *D* van voornoemd *modus vivendi*, zal de Belgische Regeering evenwel, indien zij van oordeel is dat de uitvoer der Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie daardoor erg benadeeld

noncer le présent arrangement moyennant un préavis d'un mois.

De son côté, le Gouvernement espagnol pourra dénoncer le présent arrangement dans le même délai, s'il estime que les exportations espagnoles sont gravement lésées par une majoration des droits de l'Union économique belgo-luxembourgeoise afférents aux produits espagnols ci-dessus mentionnés.

(S.) HYMANS.
(Sceau.)
(S.) EMILIO DE PALACIOS.
(Sceau.)

wordt, de onderhavige schikking kunnen opzeggen, mits één maand op voorhand daarvan kennis te geven.

Van haren kant zal de Spaansche Regeering deze schikking binnen denzelfden termijn kunnen opzeggen, indien zij van meening is dat de Spaansche uitvoer zwaar benadeeld wordt door eene verhooging van de rechten der Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie op de hierboven vermelde Spaansche producten.

(Get.) HYMANS.
(Zegel.)
(Get.) EMILIO DE PALACIOS.
(Zegel.)

Statut des magistrats. — Frais de représentation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 20 juillet 1924, signé en exécution de l'article 31 du décret de même date formant statut des magistrats de la Colonie, tel que cet arrêté a été modifié par celui du 20 mars 1928 :

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de Notre arrêté du 7 juillet 1924, tel qu'il a été modifié par celui du 20 mars 1928, est complété par

Standregelen der magistraten. — Kosten voor tegenwoordiging.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 20 Juli 1924, geteekend ter uitvoering van artikel 31 uit het decreet van denzelfden datum dat het statuut uitmaakt voor de magistraten der Kolonie, zooals dit besluit gewijzigd werd bij dit van 20 Maart 1928 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel één uit Ons besluit van 7 Juli 1924, zooals het gewijzigd werd door dit van 20 Maart 1928, is door volgende

les dispositions suivantes qui en formeront les alinéas 2 et 3 ;

« Tout magistrat à qui des frais extra-» ordinaires et anormalement élevés de » représentation auraient été occasionnés, » est autorisé à produire un mémoire » justificatif pour obtenir le rembourse-» ment éventuel de ces frais.

« Le Gouverneur Général décide dans » quelle mesure ce remboursement peut » être accordé. »

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à partir du 1er janvier 1928.

Donné à Bruxelles, le 22 décembre 1928.

schikkingen aangevuld welke er alinea's 2 en 3 zullen van uitmaken :

« Iedere magistraat die buitengewone » en abnormaal hooge kosten voor ver-» tegenwoordiging zou te dragen gehad » hebben, is gerechtigd ten einde de ge-» beurlijke terugbetaling der kosten te » bekomen, eene rechtvaardigende me-» morie in te brengen.

« De Algemeen Gouverneur besluit in » welke mate deze terugbetaling mag » worden toegestaan. »

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit dat op 1 Januari 1928 zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 22n December 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Pensions coloniales. — Commission médicale.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 40 du décret du 7 juillet 1924 formant statut des magistrats de la Colonie ;

Koloniale pensioenen. — Geneeskundige Commissie.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien artikel 40 uit het decreet van 7 Juli 1924 dat het statuut uitmaakt voor de magistraten der Kolonie ;

Vu l'article 12 du décret du 19 décembre 1923 sur les pensions d'invalidité des fonctionnaires et agents administratifs et militaires et des agents de l'ordre judiciaire de la Colonie ;

Gezien artikel 12 uit het decreet van 19 December 1923, betrekkelijk de invaliditeitspensioenen voor de administratieve en militaire ambtenaren en beambten evenals voor de beambten van den rechterlijken stand der Kolonie ;

Vu l'article 16 du décret du 7 juillet 1924 sur la pension des magistrats de carrière de la Colonie ;

Gezien artikel 16 uit het decreet van 7 Juli 1924, op het pensioen der eigenlijke magistraten van de Kolonie ;

Revu Notre arrêté du 7 juillet 1924 relatif à l'examen au point de vue médical des magistrats en congé ;

Herzien Ons besluit van 7 Juli 1924, aangaande het onderzoek op geneeskundig oogpunt van de met verlof zijnde magistraten ;

Revu Nos arrêtés des 7 juillet 1924 et 28 janvier 1925 réglant la composition et le fonctionnement des Commissions médicales en matière de pensions d'invalidité ;

Herzien Onze op 7 Juli 1924 en 28 Januari 1925 gedagteekende besluiten tot regeling der samenstelling en der werking van de geneeskundige commissies in zake invaliditeitspensioenen ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

ARTIKEL ÉÉN.

Une commission médicale ayant son siège au Ministère des Colonies, est chargée :

Eene in het Ministerie van Koloniën haren zetel hebbende geneeskundige commissie is gelast :

1° de donner son avis sur l'état de santé des magistrats en congé, dans les cas prévus aux articles 4, 5 et 6 in fine de l'arrêté royal du 7 juillet 1924, relatif à l'examen au point de vue médical, des magistrats en congé ;

1° haar advies te geven over den gezondheidstoestand der met verlof zijnde magistraten, in de gevallen voorzien bij artikelen 4, 5 en 6 in fine uit het koninklijk besluit van 7 Juli 1924, betrekkelijk het onderzoek op geneeskundig oogpunt van de met verlof zijnde magistraten ;

2° de donner son avis sur l'inaptitude au service colonial des magistrats de carrière qui, étant rentrés en Europe, pourraient devoir être relevés de leurs

2° haar advies te geven over de ongeschiktheid tot den kolonialen dienst der eigenlijke magistraten die in Europa teruggekomen zijnde, in het geval zouden

fonctions pour cause de maladie ou d'infirmités graves et permanentes.

Cet avis est donné sous forme de conclusions motivées quant à l'incapacité éventuelle de l'intéressé de continuer pour raison de santé sa carrière coloniale et sur la permanence de cette incapacité.

3° de constater l'inaptitude au service d'Afrique pour raison de santé, de constater le caractère de permanence et de fixer le degré de l'invalidité physique en Europe, des magistrats, des fonctionnaires administratifs et militaires, et des agents de l'ordre judiciaire de la Colonie admis à faire valoir leurs droits à la pension.

La commission formule à cet égard des conclusions motivées, sur la réalité et la nature des maladies, blessures ou infirmités, sur leur imputabilité au service colonial et sur la permanence de l'incapacité à continuer ou reprendre des fonctions dans la colonie ainsi que sur le caractère de permanence de l'invalidité physique éventuelle d'Europe ; elle fixe le degré définitif ou provisoire de cette invalidité.

ART. 2.

La commission est composée de trois médecins. Un ou plusieurs médecins spécialistes peuvent lui être adjoints dans le cas où la chose est estimée utile.

verkeeren, uit oorzaak van ziekte of van zware en bijblijvende ziekelijkheden, uit hun ambt te moeten ontheven worden.

Dit advies wordt gegeven onder den vorm van met redenen omkleede besluiten voor wat betreft de gebeurlijke ongeschiktheid wegens gezondheidsreden van den betrokkene om zijne koloniale loopbaan voort te zetten en voor wat betreft het bijblijven dezer ongeschiktheid.

3° de ongeschiktheid om gezondheidsreden tot den koloniale dienst vast te stellen, het bijblijvend karakter vast te stellen en den lichamelijken invaliditeitsgraad in Europa te bepalen van de magistraten, van de administratieve en militaire ambtenaren evenals van de beambten uit den rechterlijken stand der Kolonie die het recht hebben hunne aanspraak op pensioen te doen gelden.

De commissie brengt dienaangaande met redenen omkleede besluitselen uit nopens de werkelijkheid en den aard der ziekten, verwondingen of gebrekkelijkheden, aangaande hunne toerekenbaarheid aan den kolonialen dienst en over de bijblijvendheid der ongeschiktheid om in de Kolonie het ambt te hernemen of voort te zetten evenals over het bijblijvend karakter der gebeurlijke lichamelijke invaliditeit in Europa ; zij stelt den bepaalden of voorloopigen graad dezer invaliditeit vast.

ART. 2.

De commissie is samengesteld uit drie geneesheeren. Een of meerdere geneesheeren specialisten kunnen haar worden toegevoegd in de gevallen wanneer zulks nuttig wordt geacht.

ART. 3.

Sont nommés membres de la commission :

MM. Julien, A. F. M., Van Campenhout, J. E. et Zerbini, U., docteurs en médecine, chirurgie et accouchements.

En cas d'absence ou d'empêchement, M. le docteur Jullien ou M. le docteur Zerbini sont remplacés par M. le docteur Devalkeneer, O. J. L. ; M. le docteur Van Campenhout, par M. le docteur Hennaux, J. V. — Le Ministre des Colonies désigne les médecins spécialistes éventuellement adjoints à la commission.

ART. 4.

La commission se réunit chaque fois que les nécessités l'exigent et sur convocation du président de la Commission des Pensions.

ART. 5.

Dans le cas où le magistrat, le fonctionnaire ou l'agent par suite de son état de santé, ne peut se présenter devant la commission médicale, celle-ci peut être appelée à se transporter auprès de l'intéressé pour procéder à l'examen médical.

Le Ministre peut aussi désigner un ou plusieurs autres médecins pour procéder à cet examen.

Si le magistrat, le fonctionnaire ou l'agent, qu'il puisse ou non se déplacer, réside hors de Belgique, le Ministre peut désigner pour procéder à cet examen, un ou plusieurs médecins, exerçant dans le pays étranger.

Dans les cas envisagés par les alinéas

ART. 3.

Zijn benoemd tot leden der commissie :

De heeren : Jullien, A. F. M., Van Campenhout, J. E. en Zerbini, U., doctors in genees-, heel- en verloskunde.

In geval van afwezigheid of bij verhindering, wordt de heer doctor Jullien of de heer doctor Zerbini door den heer doctor Devalkeneer, O. J. L. ; de heer doctor Van Campenhout, door den heer doctor Hennaux, J. V. vervangen. De Minister van Koloniën duidt de gebeurlijk tot de commissie gevoegde geneesheeren-specialisten aan.

ART. 4.

De commissie vergadert telkenmale de noodwendigheden het eischen en bij oproeping door den voorzitter van de Commissie der Pensioenen.

ART. 5.

Zoo de magistraat, de ambtenaar of beambte wegens zijnen gezondheidstoestand in de onmogelijkheid verkeert zich voor de geneeskundige commissie aan te bieden, kan deze geroepen worden zich bij den betrokkene te begeven om tot het geneeskundig onderzoek over te gaan.

De Minister kan, eveneens, eenen of meerdere andere geneesheeren aanduiden om tot dit onderzoek over te gaan.

Zoo de magistraat, de ambtenaar of de beambte buiten België verblijft, hij weze, al dan niet, in de mogelijkheid zich te verplaatsen, kan de Minister eenen of meerdere in het vreemd land practiseerende geneesheeren aanduiden om tot dit onderzoek over te gaan.

In de bij lid 2 en 3 uit dit artikel

pour les pièces d'un franc et de 70 millions de francs pour les pièces de 50 centimes ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La frappe des monnaies spéciales de la Colonie pourra atteindre une valeur nominale de 140 millions de francs pour les pièces d'un franc et de 80 millions de francs pour les pièces de 50 centimes.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 janvier 1929.

lioen frank voor de stukken van één frank en van 70 millioen frank voor de stukken van 50 centiem, te slaan ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het slaan van de bijzondere munten der Kolonie zal eene nominale waarde mogen bereiken van 140 millioen frank voor de stukken van één frank en van 80 millioen frank voor de stukken van 50 centiem.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 23ⁿ Januari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Postes — Machines à affranchir les correspondances.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 et spécialement l'article 2 ;

Posterijen. — Machines voor het frankeeren der poststukken.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921, inzonderheid in diens artikel 2 ;

Vu la Convention Postale Universelle conclue à Stockholm le 26 août 1924.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Sont considérées comme valables pour l'affranchissement des correspondances les empreintes des machines à affranchir dont l'Administration des postes autorise la mise en service.

ART. 2.

Sont désignés sous le nom de machines à affranchir, les appareils servant à imprimer sur les objets de correspondance des marques d'affranchissement dont le modèle est arrêté par l'Administration des postes ; ces marques peuvent être de différentes valeurs.

ART. 3.

Indépendamment de la marque d'affranchissement, les machines peuvent comporter un cliché indiquant le nom du bureau d'origine et la date du dépôt des objets de correspondance.

ART. 4.

L'Administration des postes n'encourt aucune responsabilité du fait du non fonctionnement ou du fonctionnement irrégulier des machines à affranchir.

ART. 5.

Toute machine à affranchir doit être agréée par l'Administration des postes ; cette agréation est ratifiée par une convention à intervenir entre la dite Administration et les firmes concessionnaires.

Gezien het Wereldpostverdrag dat op 26 Augustus 1924, te Stockholm gesloten werd ;

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden, voor de frankeering der poststukken, als geldig beschouwd, de afdrukken van de frankeermachines, die met de machtiging van het Beheer der posterijen, in dienst worden gesteld.

ART. 2.

Worden onder den naam van frankeermachines aangeduid, de toestellen die dienen om op de poststukken frankeermerken af te drukken, waarvan het beheer van posterijen het model heeft vastgesteld ; die merken kunnen van verschillende waarde zijn.

ART. 3.

Buiten het frankeermerk kan bij de machines een cliché voorzien zijn waarmede de naam van het kantoor van herkomst en de datum van afgifte der poststukken wordt aangewezen.

ART. 4.

Het Beheer der posterijen is geenszins verantwoordelijk wegens het feit dat de frankeermachines niet of onregelmatig werken.

ART. 5.

Elke frankeermachine moet aangenomen zijn door het postbeheer ; deze aanneming wordt bekrachtigd door eene tusschen dit beheer en de vergunninghoudende firma's te sluiten overeenkomst.

ART. 6.

Les firmes concessionnaires vendent leurs appareils ou éventuellement les donnent en location sans l'intervention de l'Administration des postes.

Cette Administration se réserve expressément la faculté d'accorder aux sociétés, banques, maisons de commerce et particuliers l'autorisation de faire usage de machines à affranchir.

ART. 7.

L'installation de machines achetées ou louées ne peut avoir lieu qu'en présence d'un représentant de l'Administration des postes, après que celle-ci s'est assurée de leur fonctionnement régulier.

Il en est de même en ce qui concerne les machines de rechange et celles qui sont remises en service après réparation.

ART. 8.

Sauf autorisation de l'Administration, il est interdit aux firmes agréées :

1° de livrer des machines ou des pièces détachées, y compris les clichés, en remplacement ou non d'une pièce déjà fournie ;

2° d'effectuer ou éventuellement de tolérer que soient effectuées chez l'usager des réparations intéressant le mécanisme des compteurs ou celui des empreintes à imprimer ;

3° de modifier d'une façon quelconque l'une des parties du mécanisme des machines en service.

ART. 9.

Chaque machine doit porter un numéro

ART. 6.

De vergunninghoudende firma's verkoopen of, in voorkomend geval, verhuren hunne toestellen, zonder de tusschenkomst van het postbeheer.

Dit beheer behoudt zich uitdrukkelijk de bevoegdheid voor om vennootschappen, banken, handelshuizen en particulieren te machtigen zich van frankeermachines te bedienen.

ART. 7.

Het plaatsen van gekochte of gehuurde machines mag slechts geschieden in tegenwoordigheid van eenen vertegenwoordiger van het postbeheer, nadat dit zich heeft vergewist dat de toestellen regelmatig werken.

Hetzelfde geldt voor de wisselmachines en voor de machines welke na herstelling terug in dienst genomen worden.

ART. 8.

Behoudens machtiging van het beheer, is het aan de aangenomen firma's verboden :

1° machines of losse stukken, daaronder begrepen de cliché's, te leveren in vervanging of niet van een reeds geleverd stuk ;

2° herstellingen van het mechanisme der meters of van dat der afdrukken bij den gebruiker uit te voeren of, in voorkomend geval, toe te laten dat zij er worden uitgevoerd ;

3° om het even welke wijziging aan te brengen in eene van de onderdeelen van het mechanisme der in dienst gestelde machines.

ART. 9.

Elke machine moet een reeksnummer

de série qui est reproduit sur le cliché de la marque d'affranchissement.

Le cliché porte aussi la lettre distinctive des firmes concessionnaires.

Celles-ci fournissent les clichés.

ART. 10.

L'autorisation d'utiliser des machines à affranchir n'est accordée qu'aux usagers présentant toutes garanties d'honorabilité et de solvabilité et qui s'engagent :

1° à ne pas rétrocéder à des tiers les machines qu'ils ont achetées ou louées ;

2° à se conformer strictement aux règles édictées par l'Administration des postes.

ART. 11.

Les machines peuvent être employées pour l'affranchissement de toutes les catégories d'objets de correspondance ordinaires, recommandés ou avec valeur déclarée du régime intérieur ou du régime international.

Les affranchissements formés d'empreintes de machines complétés par des timbres-poste sont admis.

ART. 12.

Les envois postaux revêtus d'empreintes de machines à affranchir, doivent porter extérieurement la désignation ou la raison sociale de l'expéditeur, c'est-à-dire de l'usager détenteur de la machine. D'accord avec l'Administration, l'expéditeur peut être désigné sous une abréviation.

dragen, dat eveneens voorkomt op het cliché van het frankeermerk.

Bovendien draagt het cliché de onderscheidingsletter van de vergunninghoudende firma's.

Deze firma's leveren de cliché's.

ART. 10.

De machtiging tot het gebruiken van frankeermachines wordt slechts verleend aan de gebruikers die in het opzicht van achtbaarheid en solvabiliteit allen waarborg bieden en zich er toe verbinden :

1° de door hen gekochte of gehuurde machines niet verder aan derden af te staan ;

2° zich strikt te gedragen naar de voorschriften van het postbeheer.

ART. 11.

De machines mogen gebezigd worden voor het frankeeren van al de categorieën van poststukken, gewone, aangeteekende, met aangegeven waarde in binnenverkeer of in internationalen dienst.

Frankeering door middel van machineafdrukken en ter aanvulling bijgevoegde postzegels is toegelaten.

ART. 12.

De postzendingen met afdrukken van frankeermachines moeten uitwendig de aanwijzing of de firma van den afzender dragen, dat is : van den gebruiker, die de machine in bezit heeft. In overleg met het beheer, mag de afzender door middel van eene afkorting worden aangewezen.

ART. 13.

Les empreintes valant affranchissement sont imprimées en couleur rouge vif ; elles doivent être nettes et apposées en haut et à droite du recto de l'enveloppe, la carte postale, la bande ou l'étiquette portant l'adresse.

Il est formellement interdit de coller sur les objets de correspondance des empreintes d'affranchissement frappées sur des feuilles détachées ou découpées d'enveloppes, cartes, etc...

Les empreintes peuvent être apposées sur les enveloppes et bandes comportant un transparant réglementaire.

ART. 14.

L'empreinte du cachet d'origine doit indiquer très lisiblement la date exacte du dépôt des objets; l'indication de l'heure du dépôt est facultative. La flamme de cette empreinte peut contenir une réclame au profit de l'usager.

ART. 15.

Tout envoi postal portant une empreinte de machine à affranchir ne répondant pas aux prescriptions énoncées ci-dessus est considéré comme non affranchi.

Il en est de même des envois déposés dans d'autres conditions que celles qui sont fixées par l'Administration.

ART. 16.

Les dispositions de l'article 7 (2° et 3°) s'appliquent également aux usagers eux-mêmes.

ART. 13.

De voor frankeering geldende afdrukken zijn helrood van kleur ; zij moeten zuiver afgeteekend zijn en geplaatst worden rechts aan den bovenkant van de voorzijde op den omslag, de postkaart, den kaartbrief, den band of de etiket met het adres.

Het is uitdrukkelijk verboden op de poststukken frankeerafdrukken te plakken, die op losse bladen zijn aangebracht of uit omslagen, kaarten, enz... zijn geknipt.

De afdrukken mogen aangebracht worden op omslagen en banden met een doorschijnend vlak als bij de reglementen voorzien.

ART. 14.

De stempel van herkomst moet zeer leesbaar den juisten datum van de afgifte der stukken aangeven ; aanwijzing van het uur der afgifte is niet verplicht. Tusschen de gegolfde lijnen van dien afdruk mag eene reclame van den gebruiker geplaatst worden.

ART. 15.

Elke postzending, door middel van eene frankeermachine, voorzien van eenen afdruk, die aan vorenstaande voorschriften niet voldoet, wordt geacht niet gefrankeerd te zijn.

Hetzelfde geldt voor de zendingen, afgegeven in andere voorwaarden dan door het beheer bepaald.

ART. 16.

De bepalingen van artikel 7 (2° en 3°) zijn insgelijks van toepassing op de gebruikers zelf.

Toute machine dont le fonctionnement est défectueux doit être immédiatement mise hors de service ; le fait est signalé aussitôt au bureau de poste où la machine est immatriculée.

ART. 17.

L'usager est responsable, vis-à-vis de l'Administration des postes, du montant des affranchissements non comptabilisés par suite de la marche défectueuse des compteurs ou d'une manipulation irrégulière ou abusive de la machine.

ART. 18.

Les autorisations accordées aux firmes agréées peuvent être révoquées en tout temps sans préavis et sans indemnité.

Les autorisations accordées aux usagers sont également révocables de plein droit et sans indemnité :

1° dans le cas où des modifications apportées à la législation postale obligeraient l'Administration à supprimer l'usage des machines à affranchir ;

2° dans le cas de manquement grave à l'une des obligations imposées aux intéressés ;

3° dans le cas de non fonctionnement ou de fonctionnemnt irrégulier des machines utilisées ;

4° dans le cas où il serait fait un emploi frauduleux de machines à affranchir, ce sans préjudice à l'action judiciaire que pourrait intenter l'Administration des postes.

ART. 19.

Le Gouverneur Général est chargé de

Elke machine met gebrekkige werking moet onmiddellijk buiten dienst gesteld worden ; aan het postkantoor, waar de machine is ingeschreven, wordt aanstonds van een en ander kennis gegeven.

ART. 17.

De gebruiker is tegenover het postbeheer aansprakelijk voor het bedrag van de frankeerwaarden, welke niet geboekt zijn ten gevolge van de gebrekkige werking der meters of van een onregelmatige of verkeerde behandeling der machine.

ART. 18.

De aan de aangenomen firma's verleende machtigingen kunnen te allen tijde zonder opzegging en zonder vergoeding worden herroepen.

De aan de gebruikers verleende machtigingen zijn eveneens rechtens herroepbaar zonder vergoeding :

1° in geval wijzigingen in de postwetgeving het beheer zouden verplichten het gebruik van frankeermachines af te schaffen ;

2° in geval van ernstige tekortkoming in het naleven van eene der aan de belanghebbende opgelegde verhouding ;

3° in geval de gebruikte machines niet of onregelmatig werken ;

4° in geval van bedrieglijk gebruik der frankeermachines, zulks onverminderd de gerechtelijke vervolging, welke het postbeheer zou kunnen inspannen.

ART. 19.

De algemeen gouverneur is belast met

l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1er mars 1929.

Bruxelles, le 19 janvier 1929.

de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat op 1 Maart 1929 in voege zal treden.

Brussel, den 19n Januari 1929.

HENRI JASPAR.

Postes. — Dépôt d'imprimés sans adresse ni figurines d'affranchissement.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret postal du 20 janvier 1921, spécialement en son article 2 ;

Revu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1923 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER.

Par dérogation aux articles 4 et 6 de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1923, les imprimés non pourvus de l'adresse des destinataires ni de figurines d'affranchissement, déposés par un même expéditeur au nombre minimum de cent exemplaires, sont admis au transport par la poste s'ils sont à distribuer par un ou plusieurs bureaux à tous les abonnés à des boîtes particulières pour le retrait des correspondances ou à des dépêches postales privées.

ART. 2.

Les imprimés sans adresse ni figurines d'affranchissement sont passibles des taxes ordinaires applicables aux imprimés. Le montant des affranchissements est perçu

Posterijen. — Nederlegging van drukwerken zonder adres noch frankeerteekens.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921, inzonderheid in diens artikel 2 ;

Herzien het ministerieel besluit van 20 Januari 1923 ;

BESLUIT :

ARTIKEL ÉÉN.

Bij afwijking aan artikelen 4 en 6 uit het ministerieel besluit van 20 Januari 1923, zijn de drukwerken welke niet voorzien zijn van de adressen der bestemmelingen noch van frankeerteekens, door eenzelfden verzender nedergelegd ten getale van minstens honderd exemplaren, tot het vervoer per post toegelaten indien zij door één of meer kantoren uit te reiken zijn aan al de abonnenten op particuliere bussen voor het afhalen der briefwissellingen of private postdepechen.

ART. 2.

De drukwerken zonder adres noch frankeerteekens zijn onderworpen aan de gewone op de drukwerken toepasselijke taksen. Het frankeerbedrag wordt tegen

en espèces et contre quittance au moment du dépôt des envois.

ART. 3.

Les imprimés sans adresse ni figurines d'affranchissement doivent être groupés par bureau destinataire et déposés au guichet d'un bureau de poste.

Le dépôt est effectué à l'appui d'un bordereau récapitulatif mentionnant, par bureau destinataire et dans l'ordre alphabétique, le nombre d'exemplaires à expédier. Ce bordereau doit être daté et signé par le déposant.

Les imprimés à destination d'un même bureau sont placés, par les soins de l'expéditeur, sous un emballage muni d'une étiquette portant le nom de la firme expéditrice, celui du bureau destinataire ainsi que le nombre d'imprimés compris dans le paquet.

ART. 4.

Le Gouverneur Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 janvier 1929.

muntspecie en tegen kwijtbrief op het oogenblik van het nederleggen der verzendingen, geïnd.

ART. 3.

De drukwerken zonder adres noch frankeerteekens moeten per bestemmingskantoor gerangschikt en aan het winket van een postkantoor nedergelegd worden.

De nederlegging is vergezeld van een samenvattend borderel dat, per bestemmingskantoor en in de alphabetische orde, het getal der te verzenden exemplaren vermeldt. Dit borderel moet door den afgever gedag- en genaamteekend worden.

De voor eenzelfde kantoor bestemde drukwerken worden, door de zorgen van den verzender, onder eene met een etiket voorziene verpakking geplaatst welke den naam der verzendende firma dezen van het bestemmingskantoor, alsmede het getal der drukwerken welke in het pakje vervat zijn, vermeldt.

ART. 4.

De algemeen gouverneur is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel, den 19n Januari 1929.

HENRI JASPAR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au statut des magistrats.

—

Le Conseil Colonial a examiné le projet dans sa séance du 15 décembre 1928.

Aucune observation n'a été présentée.

Le projet a été adopté à l'unanimité des membres présents.

M. Bertrand, absent, s'était excusé.

Bruxelles, le 25 janvier 1929.

L'Auditeur-Adjoint,
M. Van Hecke.

Le Conseiller-Rapporteur,
Henri Rolin.

Statut des magistrats.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 15 décembre 1928,

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier.

L'alinéa 2 de l'article 30 du décret du 7 juillet 1924 formant statut des magistrats de la colonie, est remplacé par la disposition ci-après :

« Il prend à sa charge les frais de voyage de retour ;

Statuut der magistraten.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 15 December 1928,

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Artikel één.

Lid 2 van artikel 30 uit het decreet van 7 Juli 1924, dat het statuut uitmaakt van de magistraten der Kolonie, wordt vervangen door de schikking hierna :

« Hij neemt te zijnen laste de kosten » der terugreis ;

« du magistrat nommé à titre provi-
» soire, sauf si, étant en service effectif,
» le magistrat a demandé et obtenu sa
» mise en disponibilité pour convenances
» personnelles ou sa démission ;

« du magistrat nommé à titre définitif
» lorsque ce dernier rentre en Europe en
» congé régulier ou lorsqu'il cesse ses
» fonctions par expiration de son terme
» et pour autant qu'il ait effectué au moins
» un an de services effectifs depuis son
» dernier congé. »

ART. 2.

Les deux derniers alinéas de l'article 32 du décret du 7 juillet 1924, tel que cet article a été modifié par le décret du 28 décembre 1925, sont remplacés par les dispositions ci-après, qui sortiront leurs effets à partir du 1er octobre 1928 :

« La prolongation de service effectuée
» dans l'intérêt du service ou à la demande
» du magistrat lui donne droit à une
» indemnité annuelle calculée sur les bases
» suivantes et au prorata du nombre de
» mois complets de prolongation effectués;

« 5.500 francs par an pour les magis-
» trats dont le traitement est inférieur à
» 80.000 francs ;

« 7.500 francs par an pour les magis-
» trats dont le traitement est supérieur
» à 80.000 francs et inférieur à 106.000
» francs.

« Pour les magistrats dont le traitement
» est égal ou supérieur à 106.000 francs,
» l'indemnité annuelle de prolongation est
» équivalente à un mois de traitement.

« van den te voorloopigen titel benoem-
» den magistraat, behalve zoo deze, in
» werkelijken dienst zijnde, zijne in be-
» schikbaarheidstelling om reden van per-
» soonlijke welvoeglijkheid of zijn ont-
» slag aangevraagd en bekomen heeft ;

« Van den voorgoed benoemden magis-
» traat, zoo deze laatste met regelmatig
» verlof naar Europa terugkomt, of zoo
» hij zijne diensten eindigt bij verstrijken
» van zijn termijn en voor zooverre hij
» minstens één jaar werkelijke diensten,
» sedert zijn laatste verlof, hebbe vol-
» trokken. »

ART. 2.

Beide laatste alineas van artikel 32 uit het decreet van 7 Juli 1924, zooals dit artikel gewijzigd werd bij het op 28 December 1925 gedagteekend decreet, worden vervangen door de schikkingen hierna welke op 1 October 1928 hunne uitwerksels zullen hebben :

« De in het belang van den dienst of op
» verzoek van den magistraat gedane
» dienstverlenging geeft aan deze recht
» op eene jaarlijksche vergoeding welke
» op de volgende basissen en in evenre-
» digheid met het getal der volledig vol-
» trokken verlengingsmaanden berekend
» wordt ;

« 5.500 frank 's jaars voor de magis-
» traten wier wedde beneden 80.000
» frank is ;

« 7.500 frank 's jaars voor de magistra-
» ten wier wedde meer dan 80.000 frank
» en minder dan 106.000 frank bedraagt.

« Voor de magistraten wier wedde
» 106.000 frank evenaart of overtreft,
» stemt de jaarlijksche verlengingsver-
» goeding overeen met ééne maand wedde.

« L'indemnité est toujours calculée » sur le traitement dont le magistrat » bénéficie à l'expiration de sa prolon- » gation.

« L'indemnité de prolongation n'entre » pas en ligne de compte pour le calcul » de la pension, de la réserve ni du traite- » ment de congé. »

Donné à Bruxelles, le 29 décembre 1928.

« De vergoeding wordt steeds berekend » volgens de wedde waarvan de magistraat » bij het verstrijken zijner verlenging » geniet.

« De verlengingsvergoeding komt niet » in rekening voor het bepalen van het » pensioen of het voorbehoud, noch voor » de verlofwedde. »

Gegeven te Brussel, den 29n December 1928.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege:

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Modifications au statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Barème des traitements au 1er janvier 1928. (Arrêté royal du 5 février 1929.)

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir SALUT.

Vu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire et les modifications y apportées ;

Vu le décret du 10 mai 1919, organique de la Force Publique, en son article 13 ;

Revu Notre arrêté du 2 juin 1928,

Wijzigingen aan het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Barema der wedden op 1 Januari 1928. (Koninklijk besluit van 5 Februari 1929.)

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand en de aan dit statuut toegebrachte wijzigingen ;

Gezien het Decreet van 10 Mei 1919, houdende inrichting der landmacht, in diens artikel 13.

Herzien Ons besluit van 2 Juni 1928,

modifiant les traitements des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'ordre hiérarchique des grades dans chaque service et le traitement initial pour chaque grade, sont fixés suivant le tableau annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Dispositions transitoires.

Le traitement des fonctionnaires et agents dans les cadres au 1er janvier 1928, ou depuis, est relevé d'office au taux initial des traitements prévus à l'article premier ci-dessus et cela à partir du 1er janvier 1928 ou de la date à laquelle ces fonctionnaires et agents ont droit au traitement, si cette date est postérieure au 1er janvier 1928.

Le bénéfice des augmentations de traitement obtenues dans le grade reste acquis ; toutefois, leur taux sera calculé sur la base des traitements initiaux nouveaux.

ART. 3.

Notre arrêté du 2 juin 1928 prérappelé, sortant ses effets au 1er janvier 1928, est abrogé.

ART. 4.

Notre Premier Ministre, Ministre des

houdende wijziging aan de wedden der ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De rangorde der graden in elken dienst en de wedden voor elken graad, worden vastgesteld volgens bij tegenwoordig besluit behoorende tabel.

ART. 2.

Overgangsbepaling.

De wedde der ambtenaren en beambten die op 1 Januari 1928 in de kaders waren of er sedertdien deel van uitmaken, is van rechtswege verhoogd op het aanvankelijk bedrag der bij artikel één hierboven voorziene wedden, en dit te rekenen van 1 Januari 1928, of vanaf den datum waarop deze ambtenaren en beambten op de wedde recht hebben, zoo deze dagteekening zich na 1 Januari 1928 voordeed.

Het voordeel der in den graad bekomen weddeverhoogingen blijft verworven; hun bedrag zal evenwel berekend worden op de basis der nieuwe aanvangswedden.

ART. 3.

Ons voormeld besluit van 2 Juni 1928, dat op 1 Januari 1928 zijne uitwerksels had, is afgeschaft.

ART. 4.

Onze Eerste Minister, Minister van

Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sort ses effets à la date du 1er janvier 1928.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1929.

Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf 1 Januari 1928 zijne uitwerksels heeft.

Gegeven te Brussel, den 5n Februari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL. — *ALGEMEEN BEHEER.*

Gouverneur général. — *Algemeen Gouverneur.*	Fr.	300.000
Vice-Gouverneur général, assistant du Gouverneur général. — *Onderalgemeen Gouverneur, helper van den Algemeen Gouverneur*	»	240.000
Secrétaire général, assistant du Gouverneur général. — *Algemeen secretaris, helper van den Algemeen Gouverneur*	»	150.000
Médecin en chef, directeur du service de l'Hygiène. — *Oppergeneesheer, bestuurder van den gezondheidsdienst*	»	150.000
Ingénieur en chef. — *Hoofdingenieur*	»	150.000
Secrétaire général-adjoint. — *Toegevoegd algemeen secretaris* . . .	»	140.000
Médecin en chef-adjoint. — *Toegevoegd oppergeneesheer*	»	140.000
Ingénieur en chef-adjoint. — *Toegevoegd hoofdingenieur*	»	140.000
Directeur général. — *Algemeen bestuurder*	»	135.000
Inspecteur général. — *Algemeen opzichter*	»	135.000
Directeur d'administration. — *Bestuurder van beheer*	»	120.000
Inspecteur général-adjoint. — *Toegevoegd algemeen opzichter* . . .	»	120.000
Directeur. — *Bestuurder*	»	110.000

CONSEILLERS JURIDIQUES. — *GERECHTELIJKE RAADSHEEREN.*

Conseiller juridique en chef. — *Hoofdgerechtelijk raadsheer*	Fr.	150.000
Conseiller juridique en chef-adjoint. — *Toegevoegd hoofdgerechtelijk raadsheer*	»	140.000
Conseiller juridique principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-1e klasse*	»	120.000
Conseiller juridique principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-2e klasse*	»	110.000
Conseiller juridique de 1re classe. — *Gerechtelijk raadsheer-1e klasse.*	»	95.000
Conseiller juridique de 2e classe. — *Gerechtelijk raadsheer-2e klasse.*	»	80.000

GOUVERNEMENT DES PROVINCES. — *PROVINCIEBEHEEREN.*

Vice-Gouverneur général, Gouverneur de province. — *Onder-algemeen Gouverneur, Provincie-gouverneur*	Fr.	240.000
Commissaire général, assistant du Gouverneur de province. — *Algemeen commissaris, helper van den Provincie-gouverneur*	»	150.000
Médecin provincial. — *Provincie-geneesheer*	»	135.000
Ingénieur provincial. — *Provincie-ingenieur*	»	135.000
Directeur d'administration. — *Bestuurder van beheer*	»	120.000
Conservateur de 1re classe des titres fonciers. — *Bewaarder-1e klasse-der grondtitels*	»	120.000
Directeur de laboratoire. — *Bestuurder van een laboratorium*	»	120.000
Directeur. — *Bestuurder*	»	110.000
Conservateur de 2e classe des titres fonciers. — *Bewaarder-2e klasse-der grondtitels*	»	110.000
Inspecteur provincial. — *Provincie-opzichter*	»	110.000

SERVICE TERRITORIAL. — *GEWESTDIENST.*

Commissaire de district de 1re classe. — *Districtcommissaris-1e klasse*	Fr.	120.000
Commissaire de district de 2e classe. — *Districtcommissaris-2e klasse*	»	110.000
Commissaire de district-adjoint. — *Toegevoegd districtcommissaris.*	»	95.000
Administrateur territorial principal. — *Eerstaanwezend gewest-beheerder*	»	85.000
Administrateur territorial de 1re classe. — *Gewestbeheerder-1e klasse*	»	75.000
Administrateur territorial de 2e classe. — *Gewestbeheerder-2e klasse*	»	64.000
Agent territorial de 1re classe. — *Gewestbeambte-1e klasse.*	»	60.000
Agent territorial de 2e classe. — *Gewestbeambte-2e klasse.*	»	56.000
Agent territorial de 3e classe. — *Gewestbeambte-3e klasse.*	»	50.000
Agent territorial-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd gewest-beambte-1e klasse*	»	47.000
Agent territorial-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd gewestbe-ambte-2e klasse*	»	40.000

POLICE MUNICIPALE. — *GEMEENTELIJKE POLITIE.*

Commissaire de police en chef. — *Hoofdpolitiecommissaris.*	Fr.	85.000
Commissaire de police principal. — *Eerstaanwezend politiecom-missaris*	»	75.000
Commissaire de police de 1re classe. — *Politiecommissaris-1e klasse.*	»	64.000
Commissaire de police de 2e classe. — *Politiecommissaris-2e klasse.*	»	60.000
Sous-commissaire de police de 1re classe. — *Onderpolitiecommis-saris-1e klasse*	»	56.000

Sous-commissaire de police de 2e classe. — *Onderpolitiecommissaris-2e klasse*	Fr.	50.000
Sous-commissaire de police de 3e classe. — *Onderpolitiecommissaris-3e klasse*	»	47.000

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT. — *DIENST VAN HET ONDERWIJS.*

Inspecteur principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend opzichter-1e klasse*	Fr.	105.000
Inspecteur principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend opzichter-2e klasse*	»	95.000
Inspecteur de 1re classe. — *Opzichter-1e klasse*	»	85.000
Inspecteur de 2e classe. — *Opzichter-2e klasse*	»	75.000

SERVICE DES SECRÉTARIATS. — *DIENST DER SECRETARIATEN.*

Sous-directeur. — *Onderbestuurder*	Fr.	95.000
Chef de division. — *Afdeelingsoverste*	»	80.000
Chef de bureau de 1re classe. — *Bureeloverste-1e klasse*	»	70.000
Chef de bureau de 2e classe. — *Bureeloverste-2e klasse*	»	64.000
Sous-chef de bureau. — *Bureelonderoverste*	»	60.000
Commis-chef. — *Hoofdklerk*	»	53.000
Commis de 1re classe. — *Klerk-1e klasse*	»	47.000
Commis de 2e classe. — *Klerk-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DE L'IMPRIMERIE. — *DIENST DER DRUKKERIJ.*

Chef d'atelier de l'imprimerie. — *Werkmeester van de drukkerij*	Fr.	64.000
Sous-chef d'atelier de 1re classe de l'imprimerie. — *Onderwerkmeester-1e klasse-van de drukkerij*	»	62.000
Sous-chef d'atelier de 2e classe de l'imprimerie. — *Onderwerkmeester-2e klasse-van de drukkerij*	»	58.000
Agent de 1re classe. — *Beambte-1e klasse*	»	53.000
Agent de 2e classe. — *Beambte-2e klasse*	»	47.000
Agent de 3e classe. — *Beambte-3e klasse*	»	40.000

SERVICE DES FINANCES. — *DIENST DER FINANCIËN.*

Contrôleur de 1re classe. — *Controleur -1e klasse*	Fr.	95.000
Contrôleur de 2e classe. — *Controleur-2e klasse*	»	85.000
Chef de division. — *Afdeelingsoverste*	»	80.000
Chef de bureau de 1re classe. — *Bureeloverste-1e klasse*	»	70.000
Chef de bureau de 2e classe. — *Bureeloverste-2e klasse*	»	64.000
Sous-chef de bureau. — *Bureelonderoverste*	»	60.000
Commis-chef. — *Hoofdklerk*	»	53.000

Commis de 1re classe. — *Klerk-1e klasse*	Fr,	47.000
Commis de 2e classe. — *Klerk-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DES DOUANES. — *DIENST DER DOUANEN.*

Inspecteur principal des douanes. — *Eerstaanwezend opzichter der douanen*	Fr.	105.000
Inspecteur des douanes. — *Opzichter der douanen*	»	95.000
Contrôleur principal des douanes. — *Eerstaanwezend controleur der douanen*	»	80.000
Contrôleur de 1re classe des douanes. — *Controleur-1e klasse-der douanen*	»	75.000
Contrôleur de 2e classe des douanes. — *Controleur-2e klasse-der douanen*	»	70.000
Receveur de 1re classe des douanes. — *Ontvanger-1e klasse-der douanen*	»	75.000
Receveur de 2e classe des douanes. — *Ontvanger-2e klasse-der douanen*	»	70.000
Vérificateur de 1re classe des douanes. — *Verificator-1e klasse-der douanen*	»	64.000
Vérificateur de 2e classe des douanes. — *Verificator-2e klasse-der douanen*	»	60.000
Vérificateur-adjoint de 1re classe des douanes. — *Toegevoegd verificator-1e klasse-der douanen*	»	53.000
Vérificateur-adjoint de 2e classe des douanes. — *Toegevoegd verificator-2e klasse-der douanen*	»	47.000
Vérificateur-adjoint de 3e classe des douanes. — *Toegevoegd verificator -3e klasse-der douanen*	»	40.000

SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. —*DIENST DER POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.*

Contrôleur de 1re classe des postes et télégraphes.— *Controleur-1e klasse-der posterijen en telegrafen*	Fr,	105.000
Contrôleur de 2e classe des postes et télégraphes. — *Controleur-2e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	95.000
Percepteur principal de 1re classe des postes et télégraphes. — *Eerstaanwezend ontvanger-1e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	80.000
Percepteur principal de 2e classe des postes et télégraphes. — *Eerstaanwezend ontvanger-2e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	75.000
Percepteur de 1re classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-1e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	70.000
Percepteur de 2e classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-2e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	64.000
Percepteur de 3e classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-3e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	60.000

Percepteur de 4e classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-4e klasse der posterijen en telegrafen*	Fr.	56.000
Commis de 1re classe des postes et télégraphes. — *Klerk-1e klasse der posterijen en telegrafen*	»	47.000
Commis de 2e classe des postes et télégraphes. — *Klerk-2e klasse der posterijen en telegrafen*	»	40.000

SERVICE DE LA FORCE PUBLIQUE. — *DIENST DER LANDMACHT.*

Général. — *Generaal*	Fr.	180.000
Colonel. — *Kolonel*	»	150.000
Lieutenant-colonel. — *Luitenant-kolonel*	»	125.000
Major. — *Majoor*	»	110.000
Capitaine-commandant. — *Kapitein-bevelhebber*	»	85.000
Capitaine. — *Kapitein*	»	80.000
Lieutenant. — *Luitenant*	»	75.000
Sous-lieutenant. — *Onderluitenant*	»	64.000
Adjudant-chef. — *Hoofdadjudant*	»	60.000
Maître-armurier. — *Meester-wapenmaker*	»	60.000
Adjudant. — *Adjudant*	»	53.000
Armurier. — *Wapenmaker*	»	53.000
Aspirant de 1re classe. — *Kadet-1e klasse*	»	47.000
Aspirant de 2e classe. — *Kadet-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DE L'AGRICULTURE. — *LANDBOUWDIENST.*

Inspecteur vétérinaire principal. — *Eerstaanwezend veearts-opzichter*	Fr.	125.000
Inspecteur vétérinaire. — *Veearts-opzichter*	»	120.000
Vétérinaire principal. — *Eerstaanwezend veearts*	»	110.000
Inspecteur principal de l'agriculture. — *Eerstaanwezend landbouw-opzichter*	»	105.000
Agronome provincial. — *Provincie-landbouwkundige*	»	95.000
Vétérinaire de 1re classe. — *Veearts-1e klasse*	»	95.000
Inspecteur de l'agriculture. — *Landbouw-opzichter*	»	85.000
Directeur de station expérimentale. — *Bestuurder eener proef-nemingstandplaats*	»	85.000
Vétérinaire de 2e classe. — *Veearts-2e klasse*	»	80.000
Agronome de 1re classe. — *Landbouwkundige-1e klasse*	»	75.000
Agronome de 2e classe. — *Landbouwkundige-2e klasse*	»	64.000
Agronome-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd landbouwkundige-1e klasse*	»	60.000
Agronome-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd landbouwkundige-2e klasse*	»	56.000
Agronome-adjoint de 3e classe. — *Toegevoegd landbouwkundige-3e klasse*	»	50.000

Agronome-adjoint de 4e classe. — *Toegevoegd landbouwkundige-4e klasse*	Fr.	47.000
Surveillant de cultures. — *Teelt-toezichter*	»	40.000
Eleveur de bétail. — *Veekweeker*	»	40.000

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS. — *DIENST DER OPENBARE WERKEN.*

A. Ponts et Chaussées. — *A. Bruggen en Wegen.*

Ingénieur principal. — *Eerstaanwezend ingenieur*	Fr.	120.000
Ingénieur de 1re classe. — *Ingenieur-1e klasse*	»	110.000
Ingénieur de 2e classe. — *Ingenieur-2e klasse*	»	95.000
Ingénieur-adjoint. — *Toegevoegd ingenieur*	»	80.000
Chef de section principal. — *Eerstaanwezend sectie-overste*	»	105.00
Chef de section. — *Sectie-overste*	»	95.000
Sous-chef de section. — *Sectie-onderoverste*	»	85.000
Conducteur principal. — *Eerstaanwezend geleider der werken*	»	75.000
Conducteur de 1re classe. — *Geleider der werken-1e klasse*	»	70.000
Conducteur de 2e classe. — *Geleider der werken-2e klasse*	»	64.000
Conducteur-adjoint. — *Toegevoegd geleider der werken*	»	60.000
Cantonnier principal. — *Eerstaanwezend baanwachter*	»	60.000
Cantonnier de 1re classe. — *Baanwachter-1e klasse*	»	56.000
Cantonnier de 2e classe. — *Baanwachter-2e klasse*	»	50.000
Cantonnier-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd baanwachter-1e klasse*	»	47.000
Cantonnier-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd baanwachter-2e klasse*	»	40.000

B. Bâtiments Civils. — *B. Burgerlijke gebouwen.*

Architecte principal. — *Eerstaanwezend bouwkundige*	»	105.000
Architecte de 1re classe. — *Bouwkundige-1e klasse*	»	95.000
Architecte de 2e classe. — *Bouwkundige-2e klasse*	»	80.000
Architecte de 3e classe. — *Bouwkundige-3e klasse*	»	70.000
Architecte-adjoint. — *Toegevoegd bouwkundige*	»	60.000
Surveillant principal. — *Eerstaanwezend toezichter*	»	64.000
Surveillant de 1re classe. — *Toezichter-1e klasse*	»	60.000
Surveillant de 2e classe. — *Toezichter-2e klasse*	»	56.000
Surveillant-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd toezichter-1e klasse*	»	50.000
Surveillant-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd toezichter-2e klasse*	»	47.000

C. Ateliers. — *C. Werkplaatsen.*

Inspecteur-mécanicien. — *Opzichter-werktuigkundige*	»	80.000
Inspecteur-mécanicien-adjoint. — *Toegevoegd opzichter-werktuigkundige*	»	70.000

Chef d'atelier. — *Werkmeester*	Fr.	64.000
Chef poseur-appareilleur. — *Hoofdaanlegger-optuiger*	»	64.000
Sous-chef d'atelier. — *Onderwerkmeester*	»	60.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur de 1re classe. — *Werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-1e klasse*	»	60.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur de 2e classe. — *Werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-2e klasse*	»	58.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur de 3e classe. — *Werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-3e klasse*	»	53.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-1e klasse*	»	47.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-2e klasse*	»	40.000
Contremaître. — *Meestergast*	»	56.000
Artisan de 1re classe. — *Ambachtsman-1e klasse*	»	47.000
Artisan de 2e classe. — *Ambachtsman-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DES TERRES. — *DIENST DER GRONDEN.*

Conservateur-adjoint des titres fonciers. — *Toegevoegd bewaarder der grondtitels*	Fr.	95.000
Géomètre principal. — *Eerstaanwezend landmeter*	»	80.000
Géomètre principal-adjoint. — *Toegevoegd eerstaanwezend landmeter*	»	75.000
Géomètre de 1re classe. — *Landmeter-1e klasse*	»	70.000
Géomètre de 2e classe. — *Landmeter-2e klasse*		64.000
Géomètre de 3e classe. — *Landmeter-3e klasse*	»	60.000
Géomètre de 4e classe. — *Landmeter-4e klasse*	»	53.000
Géomètre de 5e classe. — *Landmeter-5e klasse*	»	50.000

SERVICE DE LA MARINE. — *DIENST VAN HET ZEEWEZEN.*

Inspecteur de la navigation. — *Opzichter der scheepvaart*	Fr.	110.000
Commandant de la marine. — *Bevelhebber bij het zeewezen*	»	95.000
Capitaine de la marine. — *Kapitein bij het zeewezen*	»	85.000
Premier lieutenant de la marine. — *Eerste luitenant bij het zeewezen*	»	75.000
Second lieutenant de la marine. — *Tweede luitenant bij het zeewezen*	»	64.000
Aspirant de 1re classe de la marine. — *Adelborst-1e klasse*	»	56.000
Aspirant de 2e classe de la marine. — *Adelborst-2e klasse*	»	53.000

SERVICE DE L'HYDROGRAPHIE. — *DIENST DER HYDROGRAFIE.*

Hydrographe en chef. — *Hoofd-hydrograaf*	Fr.	120.000
Hydrographe principal. — *Eerstaanwezend hydrograaf*	»	110.000

Hydrographe de 1re classe. — *Hydrograaf-1e klasse*	Fr.	100.000
Hydrographe de 2e classe. — *Hydrograaf-2e klasse*	»	85.000
Hydrographe-adjoint. — *Toegevoegd-hydrograaf*	»	75.000
Hydrographe à l'essai. — *Hydrograaf op proef*	»	64.000

SERVICE DE L'HYGIÈNE. — *GEZONDHEIDSDIENST.*

MÉDECINS. — *Geneesheeren.*

Catégorie A. Médecins dirigeants. — *Categorie A. Besturende geneesheeren.*

Médecin-inspecteur. — *Geneesheer-opzichter*	Fr.	125.000

Catégorie B. — *Categorie B.*

Médecin-inspecteur des laboratoires. — *Geneesheer-opzichter der laboratoria*	»	140.000
Médecin-hygiéniste inspecteur. — *Geneesheer-hygiënist opzichter*	»	140.000
Médecin-directeur de 1re classe de laboratoire. — *Geneesheer-bestuurder-1e klasse-van een laboratorium*	»	135.000
Médecin-hygiéniste-inspecteur-adjoint. — *Geneesheer-hygiënist toegevoegd-opzichter*	»	135.000
Médecin-directeur de 2e classe de laboratoire. — *Geneesheer-bestuurder-2e klasse van een laboratorium*	»	125.000
Médecin hygiéniste principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-1e klasse*	»	125.000
Médecin-directeur-adjoint de laboratoire. — *Geneesheer-toegevoegd-bestuurder van een laboratorium*	»	120.000
Médecin-hygiéniste principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-2e klasse*	»	120.000
Médecin de laboratoire. — *Laboratoriumgeneesheer*	»	110.000
Médecin hygiéniste. — *Geneesheer-hygiënist*	»	110.000
Médecin-adjoint de laboratoire. — *Toegevoegd-laboratoriumgeneesheer*	»	100.000
Médecin-hygiéniste-adjoint. — *Toegevoegd geneesheer-hygiënist*	»	100.000

Catégorie C. — Médecins résidants ou itinérants. — *Categorie C. — Inwonende of reizende geneesheeren.*

Médecin principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-1e kl.*	»	120.000
Médecin principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-2e kl.*	»	110.000
Médecin de 1re classe. — *Geneesheer-1e klasse*	»	100.000
Médecin de 2e classe. — *Geneesheer-2e klasse*	»	84.000

PHARMACIENS. — *APOTHEKERS.*

Pharmacien en chef. — *Opper-apotheker*	Fr.	120.000
Pharmacien provincial. — *Provincie-apotheker*	»	110.000

Pharmacien principal. — *Eerstaanwezend apotheker*	Fr.	96.000
Pharmacien de 1re classe. — *Apotheker-1e klasse*.	»	85.000
Pharmacien de 2e classe. — *Apotheker-2e klasse*.	»	75.000

AUXILIAIRES MÉDICAUX. — *GENEESKUNDIGE HELPERS.*

Auxiliaire principal. — *Eerstaanwezend helper*.	Fr.	85.000
Auxiliaire de 1re classe. — *Helper-1e klasse*.	»	75.000
Agent sanitaire de 1re classe. — *Gezondheidsbeambte-1e klasse*. . .	»	64.000
Agent sanitaire de 2e classe. — *Gezondheidsbeambte-2e klasse*. . .	»	58.000
Agent sanitaire de 3e classe. — *Gezondheidsbeambte-3e klasse*. . .	»	53.000
Agent sanitaire de 4e classe. — *Gezondheidsbeambte-4e klasse*. . .	»	50.000

SERVICE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *DIENST VAN NIJVERHEID EN HANDEL.*

Inspecteur principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend opzichter-1e klasse*	Fr.	105.000
Inspecteur principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend opzichter-2e klasse*	»	95.000
Inspecteur de 1re classe. — *Opzichter-1e klasse*.	»	85.000
Inspecteur de 2e classe. — *Opzichter-2e klasse*.	»	75.000
Inspecteur de 3e classe. — *Opzichter-3e klasse*.	»	64.000

SERVICE DE LA TELÉGRAPHIE SANS FIL. — *DIENST DER DRAADLOOZE TELEGRAFIE.*

Ingénieur principal. — *Eerstaanwezend ingenieur*.	Fr.	120.000
Ingénieur de 1re classe. — *Ingenieur-1e klasse*.	»	110.000
Ingénieur de 2e classe. — *Ingenieur-2e klasse*.	»	95.000
Ingénieur-adjoint. — *Toegevoegd ingenieur*.	»	80.000
Chef de section principal. — *Eerstaanwezend sectie-overste*. . . .	»	105.000
Chef de section. — *Sectie-overste*.	»	95.000
Sous-chef de section. — *Sectie-onderoverste*.	»	85.000
Contrôleur. — *Controleur*	»	95.000
Sous-contrôleur. — *Ondercontroleur*.	»	80.000
Opérateur principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend operator-1e klasse*	»	75.000
Opérateur principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend operator-2e klasse*	»	70.000
Opérateur de 1re classe. — *Operator-1e klasse*.	»	64.000
Opérateur de 2e classe. — *Operator-2e klasse*.	»	60.000
Opérateur-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd-operator-1e klasse* .	»	56.000
Opérateur-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd-operator-2e klasse* .	»	50.000

Inspecteur-mécanicien. — *Opzichter-werktuigkundige*	Fr.	80.000
Inspecteur-mécanicien-adjoint. — *Toegevoegd-opzichter-werktuigkundige*	»	70.000
Chef monteur. — *Hoofdmonteerder*	»	64.000
Monteur de 1re classe. — *Monteerder-1e klasse*.	»	60.000
Monteur de 2e classe. — *Monteerder-2e klasse*.	»	58.000
Monteur de 3e classe. — *Monteerder-3e klasse*.	»	53.000
Artisan de 1re classe. — *Ambachtsman-1e klasse*	»	47,000
Artisan de 2e classe. — *Ambachtsman-2e klasse*.	»	40.000

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté du 5 février 1929.

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons besluit van 5 Februari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Modification au statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Classe de voyage et pouvoirs de nomination. (Arrêté royal du 5 février 1929.)

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire et les modifications y apportées ;

Revu Notre arrêté du 2 juin 1928, fixant la classe dans laquelle voyagent les fonctionnaires et agents autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Wijziging aan het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Reisklas en benoemingsmacht. (Koninklijk besluit van 5 Februari 1929.)

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand en de aan dit statuut toegebrachte wijzigingen ;

Herzien Ons besluit van 2 Juni 1928, houdende vaststelling van de klasse in dewelke de ambtenaren en beambten, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand, reizen ;

Revu Notre arrêté du 15 mai 1928, modifiant les articles 3, 36, 38 et 39 du statut prérappelé ;

Vu Notre arrêté de ce jour, relevant les traitements des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La disposition reprise à l'article premier de Notre arrêté du 2 juin 1928, susvisé, est modifiée comme suit :

« Les fonctionnaires et agents de la » Colonie, autres que les magistrats et » agents de l'ordre judiciaire, dont le grade » comporte un traitement initial de 64.000 » francs au moins, voyagent en 1re classe ; » les autres agents voyagent en 2e classe ».

ART. 2.

Le premier alinéa de l'article 3 du statut prérappelé, est remplacé par la disposition suivante :

« Les fonctionnaires et agents dont le » grade comporte un traitement initial » égal ou supérieur à 75.000 francs et les » officiers de la Force Publique de tout » grade, sont nommés par le Roi ; les » autres fonctionnaires et agents sont » nommés par le Ministre des Colonies ».

ART. 3.

Notre arrêté du 2 juin 1928, prérappelé, est abrogé.

Herzien Ons besluit van 15 Mei 1928, waarbij artikelen 3, 36, 38 en 39 uit voormeld statuut gewijzigd worden ;

Gezien Ons besluit van heden, waarbij de wedden van de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand verhoogd worden ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De schikking welke vervat is in artikel één uit Ons voormeld besluit van 2 Juni 1928, wordt gewijzigd als volgt :

« De ambtenaren en beambten der » Kolonie, met uitzondering van de magis- » traten en beambten van den rechterlij- » ken stand, wier graad eene aanvanke- » lijke wedde van minstens 64.000 frank » bedraagt, reizen in 1e klas ; de andere » beambten reizen in 2e klas ».

ART. 2.

Lid één van artikel 3 uit voormeld statuut wordt door volgende schikking vervangen :

« De ambtenaren en beambten tot » wier graad eene aanvankelijke wedde » behoort gelijk aan of hooger dan 75.000 » frank, evenals de officieren der Land- » macht van allen graad, worden door » den Koning benoemd ; de andere amb- » tenaren en beambten worden door den » Minister van Koloniën benoemd ».

ART. 3.

Ons voormeld besluit van 2 Juni 1928, is afgeschaft.

ART. 4.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 février 1929.

ART. 4.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 5n Februari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

22e ANNÉE, No 3
15 Mars. 1929

22e JAARGANG, Nr 3
15 Maart.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
Consulats étrangers au Congo Belge.	186
21 janvier 1929. — A. R. — Médaille Commémorative du Congo. — Création.	184
25 janvier 1929. — A. M. Ecole Coloniale.	207
1 février 1929. — D. — Consolidation des pensions de la Colonie.	208
4 février 1929. — A. R. — Donation Simon Daniel Barman	189
8 février 1929. — A. R. — Statut du Service de l'Hygiène. — Modification à l'article 11	187
12 février 1929. — A. M. — Postes. — Service des chèques et virements postaux.	195
2 mars 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au rajustement des pensions de la Colonie . .	207
2 mars 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au droit à payer pour le dépôt des actes de société au Congo.	212
14 mars 1929. —D. — Droit à payer pour le dépôt des actes de société.	213
Rectification	215

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
Vreemde consulaten in Belgisch-Congo. . .	186
21 Januari 1929. — K. B. — Herinneringsmedalle van Congo. — Instelling	184
25 Januari 1929. — M.B. — Koloniale School.	207
1 Februari 1929. — D. — Consolideering der pensioenen van de Kolonie	208
4 Februari 1929. — K. B. — Schenking Simon Daniel Barman	189
8 Februari 1929. — K. B. — Statuut van den Gezondheidsdienst. — Wijziging aan artikel 11.	187
12 Februari 1929 . — M. B. — Posterijen. — Dienst voor postcheks en overschrijvingen	195
2 Maart 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de heraanpassing der pensioenen van de Kolonie	207
2 Maart 1929.— Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het recht te betalen voor het neerleggen der Vennootschapsakten in Congo	212
14 Maart 1929.— D. — Recht te betalen voor het neerleggen der Vennootschapsakten.	213
Terechtwijzing	215

Médaille Commémorative du Congo.— Création.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

Il est créé sous le nom de « Médaille Commémorative du Congo », une distinction honorifique destinée à reconnaître les mérites et le dévouement des agents de l'Association Internationale du Congo, de l'Etat Indépendant du Congo, des Sociétés, des missionnaires, commerçants et colons, qui, durant la période de 1879 au 18 octobre 1908, ont, avec une foi vaillante, contribué, sous l'impulsion du Fondateur de Notre Colonie, à ouvrir largement le Centre de l'Afrique à la civilisation.

Art. 2.

La Médaille Commémorative sera accordée à ceux qui, pendant cette période, ont séjourné sans interruption pendant au moins deux années complètes au Congo, s'ils y ont travaillé avec honneur, zèle et dévouement, et si, depuis, ils ne s'en sont pas montrés indignes.

La condition minimum de séjour n'est pas exigée pour ceux rapatriés prématu-

Herinneringsmedaille van Congo. — Instelling.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Onder den naam van « Herinneringsmedaille van Congo », wordt een eereteeken ingesteld dat voor doel heeft de verdiensten en de opoffering te erkennen van de agenten der « Association Internationale du Congo », van den Onafhankelijken Congostaat, van de Vennootschappen, de missionnarissen, handelaars en kolonisten die, gedurende het tijdperk van 1879 tot 18 October 1908, met manhaftig vertrouwen, bijdroegen, onder de aandrijving van den Stichter der Kolonie, Centraal Afrika wijd voor de beschaving te openen.

Art. 2.

De Herinneringsmedaille zal worden verleend aan allen die in den loop van voormeld tijdperk, gedurende ten minste twee ononderbroken jaren in Congo verbleven, zoo zij er hebben gewerkt met achting, ijver en opoffering en zoo zij er zich, sedertdien, niet onwaardig van toonden.

De voorwaarde van minimum-verblijf wordt niet vereischt voor hen die vroeg-

rément pour raison de santé et qui en fourniront la preuve.

ART. 3.

Le bijou consistera en une médaille en bronze doré, son diamètre sera de 32 m/m. A l'avers, elle portera l'effigie de S. M. Léopold II, entourée de deux guirlandes de laurier de 5 m/m. de largeur.

Au revers : en exergue, l'inscription : « Travail et Progrès » ; au centre, deux L entrelacés ; au bas, les dates 1879-1908.

ART. 4.

La médaille sera suspendue par un anneau à un ruban moiré de 36 m/m bleu outremer avec, au centre, l'étoile congolaise jaune soufre. La dimension du centre de l'étoile à la pointe est de 5 m/m.

Le ruban ne pourra être porté détaché de la Médaille.

ART. 5.

La Médaille ne sera décernée qu'aux intéressés qui en feront la demande avant le 31 décembre 1930.

Toute demande, pour être valable, devra être accompagnée d'un certificat de bonne conduite, vie et mœurs, délivré par l'Administration Communale, d'un relevé des services rendus et d'un certificat du ou des employeurs — exception faite pour les agents de l'Etat Indépendant du Congo — attestant la durée

tijdig, om gezondheidsreden, naar hunne geboortestreek werden teruggezonden en die er het bewijs zullen van leveren.

ART. 3.

Het juweel zal bestaan uit eene vergulde bronzen medaille ; hare doorsnede zal 32 m/m bedragen. Aan de zijde van den beeldenaar zal zij het beeld van Z. M. Leopold II dragen, omkranst door twee lauwerslingers, hebbende 5 m/m breedte.

Aan de keerzijde, in buitenwerk, het opschrift : « Travail et Progrès », in het midden, twee ineengevlochten L ; beneden, de jaartallen 1879-1908.

ART. 4.

De medaille zal bij middel van eenen ring aan een azuurblauw gemoireerd lint van 36 m/m hangen dat, in het midden, de solfergele Congoster voert. De afmeting van het midden der ster tot aan het punt bedraagt 5 m/m.

Het lint zal niet zonder de Medaille mogen worden gedragen.

ART. 5.

De Medaille zal slechts worden verleend aan de belanghebbenden die er vóór 31 December 1930 de aanvraag zullen van doen.

Alle aanvraag zal, om geldig te zijn, moeten vergezeld zijn van een door het Gemeentebestuur afgeleverd getuigschrift van goed gedrag, levenswijze en zeden, van eene opgave der bewezen diensten en van een getuigschrift van den of van dew erkgevers — uitzondering wordt gedaan voor de agenten van den

des services et la bonne conduite de l'intéressé durant ce laps de temps.

Pour les commerçants et colons, ce document sera fourni par l'autorité locale.

ART. 6.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 janvier 1929.

Onafhankelijken Congostaat — houdende verklaring van den duur der diensten en van het goed gedrag van den betrokkene gedurende dezen tijd.

Voor de handelslieden en kolonisten, zal dit stuk door de plaatselijke overheid afgeleverd worden.

ART. 6.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 21n Januari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Consulats étrangers au Congo Belge.

—

A la date du 20 janvier 1929, M. Caumeau (L.-G.-C.) a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de consul de France à Léopoldville avec juridiction sur le Congo Belge et sur les territoires sous mandat belge du Ruanda et de l'Urundi.

A la date du 25 janvier 1929, M. Issels (H.-G.) a reçu l'exequatur nécessaire pour exercer les fonctions de consul des Pays-Bas dans la province du Katanga avec résidence à Bulawayo.

Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo.

—

Op datum van 20 Januari 1929 heeft de heer Caumeau (L.-G.-C.) het noodige exequatur ontvangen om het ambt van consul van Frankrijk te Léopoldville uit te oefenen met rechtsmacht over Belgisch-Congo en over de onder Belgisch mandaat staande grondgebieden Ruanda en Urundi.

Op datum van 25 Januari 1929, heeft de heer Issels (H.-G.) het noodige exequatur ontvangen om het ambt van consul van Nederland uit te oefenen in de provincie Katanga met standplaats te Bulawayo.

Statut du Service de l'Hygiène. — Modification à l'article 11.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Revu Notre arrêté du 27 septembre 1927, modifiant et coordonnant le statut du service de l'hygiène ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

L'article 11 de Notre arrêté du 27 septembre 1927, prérappelé, est modifié comme suit :

« Pour être nommé médecin de la » Colonie, il faut avoir subi, avec succès, » l'examen qui termine les cours de » l'Ecole de médecine tropicale ou pos- » séder un diplôme d'une Ecole de méde- » cine tropicale dont l'équivalence est » admise par Notre Ministre des Colo- » nies.

» Pour être nommé médecin principal » de 1re classe dans la catégorie C., » médecin-directeur-adjoint de labora- » toire, médecin hygiéniste principal de » 2e classe, ou à tout autre grade supé-

Statuut van den Gezondheidsdienst. — Wijziging aan artikel 11.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Herzien Ons besluit van 27 September 1927, waarbij het statuut voor den Gezondheidsdienst gewijzigd en samengeordend wordt ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Artikel 11 uit Ons voormeld besluit van 27 September 1927, is als volgt gewijzigd :

« Om tot geneesheer der Kolonie be- » noemd te worden, moet men met » goeden uitslag het eindexamen door- » staan hebben der leergangen van de » School voor Tropische geneeskunde » of een diploma bezitten van eene » School voor tropische geneeskunde » waarvan de gelijkwaardigheid door » Onzen Minister van Koloniën aange- » nomen is.

» Om tot eerstaanwezend geneesheer- » 1e klasse- in de categorie C., tot » geneesheer-toegevoegd bestuurder van » een laboratorium, tot eerstaanwezend » geneesheer-hygiënist-2e klasse- of tot

» rieur dans la catégorie B., ou à un » grade dans la catégorie A., il faut » avoir subi, avec succès, dans les conditions à déterminer par Notre Ministre » des Colonies, un examen dont le programme est arrêté par lui et qui comprend notamment la présentation et » la défense de rapports rédigés à l'Ecole » de médecine tropicale et à domicile, sur » des questions d'hygiène tropicale, l'une » imposée, l'autre laissée au choix du » candidat.

» Les médecins des catégories A et B » sont promus exclusivement au choix » et les médecins principaux de 1re » classe sont promus, au moins pour le » quart, au choix. »

ART. 2.

Disposition transitoire.

Les médecins qui, à ce jour, ont subi, avec succès, l'examen requis pour l'obtention du grade de médecin principal de 2e classe ou de tout autre grade équivalent dans la catégorie B, sont dispensés de subir l'épreuve mentionnée à l'article premier.

ART. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 février 1929.

» allen hoogeren graad in de categorie B., » of tot eenen graad in de categorie A., » bencemd te worden, moet men, met » goeden uislag, onder de door Onzen » Minister van Koloniën vast te stellen » voorwaarden, een examen afgelegd hebben waarvan het programma door hem » bepaald is en dat namelijk het voorstellen en verdedigen behelst van verslagen in de School voor tropische geneeskunde of ten huize opgemaakt, » en handelende over vraagstukken van » tropische hygiëne, waarvan het eene » opgelegd, het andere aan de keus van » den candidaat overgelaten wordt.

» De geneesheeren uit categorieën A » en B, worden uitsluitend ter keuze » bevorderd en de eerstaanwezende geneesheeren-1e klasse worden, voor één » vierde ten minste, ter keuze bevorderd.»

ART. 2.

Overgangsbepaling.

De geneesheeren die, tot nog toe, met goeden uitslag, het examen aflegden dat vereischt wordt voor het bekomen van den graad van eerstaanwezend geneesheer-2e klasse of van allen anderen gelijkwaardigen graad in de categorie B, zijn ontslagen van het afleggen der bij artikel één vermelde proef.

ART. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 8n Februari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Donation Simon Daniel Barman.

—

ALBERT, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'expédition de l'acte de donation, en date du 14 décembre 1928, passé devant Me Delporte, C., R., notaire à Bruxelles, contenant les dispositions suivantes :

Schenking Simon Daniel Barman.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien de uitgifte der schenkingsakte, ter dagteekening van 14n December 1928, verleden vóór Mer Delporte, K. R., notaris te Brussel, houdende volgende schikkingen :

L'an mil neuf cent vingt-huit, le quatorze décembre, par devant nous, Charles Robert Delporte, notaire, résidant à Bruxelles, soussigné :

A comparu :

Monsieur Simon Daniel Barman, administrateur de société, demeurant à Anvers, avenue Della Faille, no 56.

Lequel comparant a par ces présentes déclaré faire donation en faveur de la Colonie du Congo Belge d'un capital nominal de deux cent cinquante mille francs en neuf cent quarante obligations Régions Dévastées de deux cent cinquante francs chacune, cinq pour cent, mil neuf cent vingt-deux et en trente obligations Régions Dévastées de cinq cents francs chacune, cinq pour cent, mil neuf cent vingt-trois, portant les séries et numéros suivants :

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES POUR DOMMAGES DE GUERRE.

Emprunt cinq pour cent, mil neuf cent vingt-deux.

Séries	Numéros	Nombre		Séries	Numéros	Nombre	
3114	10 à 13	quatre	4	5207	1 à 5	cinq	5
3389	1	un	1	6401	9 à 18	dix	10
3903	16	un	1	6709	13	un	1
3914	10	un	1	6889	13	un	1
4151	2	un	1	6890	3	un	1
4719	3 à 6	quatre	4	7006	4	un	1
5205	2 à 7	six	6	7022	1 à 5	cinq	5
5206	10 à 19	dix	10	7504	14 à 20	sept	7
7505	1	un	1	16479	5 à 7	trois	3
7539	18 à 19	deux	2	16988	9	un	1
8249	1 à 20	vingt	20	16989	15	un	1

Séries	Numéros	Nombre		Séries	Numéros	Nombre	
8616	14	un	1	17104	15 à 16	deux	2
8645	1	un	1	17175	3	un	1
8954	10 à 19	dix	10	17259	1 à 2	deux	2
9154	6	un	1	17572	7	un	1
9321	18	un	1	17804	7	un	1
9613	17	un	1	17927	4	un	1
9838	6	un	1	18330	11	un	1
9796	12	un	1	18443	15 à 19	cinq	5
11216	18	un	1	18507	4	un	1
11614	7	un	1	18511	20	un	1
11865	6 à 11	six	6	18514	1 à 4	quatre	4
13006	18	un	1	18609	4 à 8	cinq	5
13312	1 à 14	quatorze	14	19105	5 à 9	cinq	5
13478	4 à 6	trois	3	19314	6 à 9	quatre	4
14244	12 à 18	deux	2	19805	2 à 12	onze	11
14299	14	un	1	19912	16	un	1
14442	5	un	1	19973	2	un	1
14678	2 à 4	trois	3	20037	18 à 20	deux	2
14846	19 à 20	deux	2	20613	4 à 6	trois	3
14847	5	un	1	20636	5	un	1
15305	2 à 4	trois	3	20711	13	un	1
15470	18 à 19	deux	2	20995	12 à 13	deux	2
21457	11 à 14	quatre	4	58081	1 à 2	deux	2
22008	17 à 18	deux	2	58081	4 à 20	dix-sept	17
22982	13 à 14	deux	2	60604	18 à 20	trois	3
26191	1 à 3	trois	3	60607	12	un	1
26195	9 à 10	deux	2	60844	18	un	1
28336	14	un	1	60944	15 à 20	six	6
29851	12 à 18	sept	7	61305	6	un	1
30342	13 à 17	cinq	5	61486	2	un	1
32453	17	un	1	61555	1 à 7	sept	1
35775	3	un	1	61555	10 à 19	dix	10
38510	9 à 18	dix	10	61925	20	un	1
39373	2 à 6	cinq	5	62253	4 à 5	deux	2
40198	14 à 20	sept	7	62718	3 à 4	deux	2
40199	1 à 8	huit	8	63027	4 à 8	cinq	5
43421	4 à 5	deux	2	63085	1 à 3	trois	3
46691	11	un	1	63362	8 à 10	trois	3
47003	15 à 17	trois	3	63542	13	un	1
50390	6 à 20	quinze	15	63671	11 à 15	cinq	5
50391	1 à 3	trois	3	63736	12	un	1
50394	14 à 15	deux	2	64649	19	un	1
50396	1 à 15	quinze	15	64957	1	un	1
53612	5	un	1	64974	1	un	1
53768	3 à 5	trois	3	65047	19	un	1
57038	9 à 10	deux	2	66046	7 à 8	deux	2

Séries	Numéros	Nombre		Séries	Numéros	Nombre	
58061	11 à 15	cinq	5	67732	12	un	1
69969	2	un	1	97061	9 à 10	deux	2
73131	1 à 20	vingt	20	97062	1 à 4	quatre	4
76764	10 à 14	cinq	5	97585	1	un	1
82950	6	un	1	97586	1 à 2	deux	2
87443	11	un	1	97590	6 à 7	deux	2
89843	4 à 11	huit	8	97753	12	un	1
90164	8	un	1	97925	10 à 12	trois	3
90165	10 et 12	deux	2	98275	10	un	1
90446	13	un	1	98280	14 à 15	deux	2
90449	16 à 20	cinq	5	98307	10	un	1
90450	1 à 10	dix	10	98792	11 à 15	cinq	5
91114	11 à 17	sept	7	98792	20	un	1
93601	1 à 20	vingt	20	98793	1 à 16	seize	16
95137	13 à 20	huit	8	99040	5, 6 et 17	trois	3
95138	1 à 14	quatorze	14	99283	2	un	1
96144	5 à 6	deux	2	99501	15	un	1
96523	17 à 18	deux	2	99564	17 à 18	deux	2
96597	13 à 15	trois	3	99574	20	un	1
96617	12	un	1	99885	13	un	1
97058	10 à 11	deux	2	99992	5	un	1
97059	1 à 2	deux	2	100136	12 à 16	cinq	5
97059	18	un	1	100731	16	un	1
97060	3 à 4	deux	2	100885	6 à 7	deux	2
97060	10 à 12	trois	3	100940	11 à 20	dix	10
97060	17 à 18	deux	2	100942	1 à 8	huit	8
101280	5 à 6	deux	2	142066	16	un	1
101428	8	un	1	142267	20	un	1
105855	1 à 20	vingt	20	142385	2	un	1
108894	16 à 20	cinq	5	142405	5 à 6	deux	2
108895	1 à 3	trois	3	142536	12 à 15	quatre	4
113756	12 à 20	neuf	9	142715	13	un	1
116003	5 à 12	huit	8	142752	4	un	1
116036	20	un	1	142863	20	un	1
116251	1	un	1	142899	2	un	1
116252	16	un	1	142972	11	un	1
118400	13 à 16	quatre	4	143094	9	un	1
119175	12	un	1	143388	3, 5 & 9	trois	3
119877	14	un	1	143438	15	un	1
120467	9	un	1	143463	1 à 10	dix	10
120686	2 à 6	cinq	5	143611	18	un	1
124519	20	un	1	143625	6 à 15	dix	10
124520	18 à 20	trois	3	143646	13	un	1
124523	1	un	1	143658	20	un	1
129769	20	un	1	143726	15 à 20	six	6
133685	5	un	1	143812	7	un	1

Séries	Numéros	Nombre		Séries	Numéros	Nombre	
133685	16 à 17	deux	2	144162	1 à 4	quatre	4
135482	1 à 8	huit	8	144451	13 à 14	deux	2
137721	7	un	1	145231	12 à 13	deux	2
141785	14 à 20	sept	7	145262	19	un	1
141941	17 à 18	deux	2	145294	2 à 3	deux	2
145371	6	un	1	148946	2	un	1
145379	1	un	1	149346	8 à 10	trois	3
145448	3	un	1	152424	17 à 20	quatre	4
145579	3 à 4	deux	2	153207	17 à 18	deux	2
145653	7	un	1	154685	11	un	1
145861	1 à 7 & 9	huit	8	155820	11 à 15	cinq	5
145943	18 à 20	trois	3	156082	15	un	1
145946	1	un	1	159414	20	un	1
145983	3 à 6	quatre	4	160019	9 à 10	deux	2
146166	18 à 20	trois	3	160090	1 à 8	huit	8
146432	1	un	1	160249	11	un	1
146508	20	un	1	163281	10 à 15	six	6
146602	6	un	1	163281	17	un	1
147115	16	un	1	163392	9	un	1
147116	4	un	1	164144	11 à 14	quatre	4
147376	4	un	1	164552	14 à 17	quatre	4
147471	1 à 20	vingt	20	166168	5	un	1
147472	13 à 16	quatre	4	167471	15 à 20	six	6
147682	17	un	1	167472	1	un	1
147700	10 à 11	deux	2	167668	18	un	1
147756	20	un	1	169455	14	un	1
147933	11	un	1	169610	18 à 20	trois	3
147986	7	un	1	169611	1 à 2	deux	2
148411	16 à 19	quatre	4	169611	7 à 12	six	6
148784	5 à 8	deux	2	169776	8 à 9	deux	2
172638	7	un	1	186371	16	un	1
172674	20	un	1	186423	8	un	1
173069	5 à 6	deux	2	186451	9 à 20	douze	12
177458	17	un	1	187794	4	un	1
178408	16 à 19	quatre	4	187919	2	un	1
179534	11 à 20	dix	10	188592	3 à 6	quatre	4
179573	10 à 14	cinq	5	188997	4	un	1
179645	11 à 12	deux	2	189141	10	un	1
182284	5	un	1	189903	1 à 4 & 15	cinq	5
183191	4 à 5	deux	2	192712	16 à 17	deux	2
183605	3	un	1	196591	4	un	1
185185	5	un	1	196940	5	un	1
185453	2	un	1	199511	13	un	1

Total : neuf cent quarante.

FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES POUR DOMMAGES DE GUERRE.

Emprunt cinq pour cent mil neuf cent vingt-trois.

Séries	Numéros	Nombre		Séries	Numéros	Nombre	
2	2 à 5	quatre	4	30519	1 à 5	cinq	5
3	2 à 5	quatre	4	30520	1 à 5	cinq	5
4	2 à 5	quatre	4	126861	5	un	1
5	2 à 4	trois	3	132510	5	un	1
13364	4 à 5	deux	2	250646	4	un	1

Total : trente.

Cette donation est faite sous les conditions suivantes :

1° Il sera au moyen du revenu du dit capital créé par le gouvernement de la Colonie du Congo Belge une fondation perpétuelle dénommée « Prix Simon-Daniel Barman. »

2° Tous les deux ans dans le courant du mois d'octobre et pour la première fois au mois d'octobre mil neuf cent trente les intérêts des dites obligations seront affectés à l'attribution d'un prix de vingt-cinq mille francs, à la personne de nationalité Belge, se trouvant en Belgique ou dans la Colonie du Congo Belge, en récompense du meilleur travail ou de la meilleure découverte originale utile à l'agriculture coloniale.

La qualité plutôt que le volume du travail devra être prise en considération.

Ces travaux ou ces découvertes pourront avoir pour objet aussi bien des questions de médecine vétérinaire, de phytopathologie ou d'entomologie que celles d'agriculture ou de chimie agricole, à cet égard le prix pourra aller aussi bien à un médecin qu'à un vétérinaire ou à un ingénieur agricole.

La préférence serait encore accordée au candidat ayant effectué un travail original sur la prévention de l'East Coast Fever ou sur la prévention et le traitement de la trypanosomiase du bétail ou la découverte en entomologie des parasites susceptibles de limiter la multiplication des espèces entomologiques nuisibles.

En matière d'agriculture proprement dite la préférence serait donnée à la création d'une variété de froment adaptée parfaitement aux conditions de l'Ituri ou du Kivu et dont la résistance à la rouille soit parfaitement établie.

3° Les candidats au prix Simon-Daniel Barman devront déposer leur requête accompagnée des pièces justificatives de leur travail ou de leur découverte au Ministère des Colonies à Bruxelles au plus tard dans le courant du mois de mai de l'année au cours de laquelle le prix est attribué.

4° Le jury devra être composé de trois fonctionnaires supérieurs au moins du Ministère des Colonies belge dont l'un sera le directeur général de l'agriculture ou

son suppléant et de trois professeurs d'Universités et d'autres institutions d'enseignement supérieur de nationalité belge professant au moins ces genres de matières.

Il sera présidé par Monsieur le Ministre des Colonies ou son chef de Cabinet ou tel fonctionnaire de son département délégué par lui.

Le soin de la désignation des membres du jury appartiendra exclusivement à Monsieur le Ministre des Colonies.

La décision du Jury est sans aucun recours pour les candidats.

Si le jury est divisé sur le choix du candidat primé et si aucune majorité ne parvient à se former la voix de Monsieur le Ministre ou de son représentant sera prépondérante.

5° Il sera tenu au Ministère des Colonies un Livre d'Or dans lequel sera inscrit chaque fois le nom du lauréat avec un résumé des éléments qui ont motivé sa citation. Les membres du jury signeront ce rapport.

6° Si une ou plusieurs obligations étaient remboursables par suite de tirage ou autrement le montant du remboursement devra servir à l'acquisition d'obligations nouvelles de même nature ou équivalentes dont les intérêts viendront éventuellement augmenter le prix ci-dessus institué.

Toutefois lorsque le supplément ainsi alloué dépassera la somme de dix mille francs, il en sera formé un prix nouveau dont le montant pourra s'élever à vingt-cinq mille francs.

En cas de nouvel accroissement de revenus, les mêmes règles seront appliquées les excédents d'intérêts se partageant entre les prix existants aussi longtemps qu'une nouvelle somme de dix mille francs ne sera constituée permettant la création d'un nouveau prix.

FRAIS.

Tous les frais droits et honoraires sont à charge du donateur. Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles au Cabinet et en la présence de Monsieur le Premier Ministre Jaspar, en présence aussi de Messieurs l'Ecuyer Adolphe de Meulemeester, demeurant à Etterbeek, avenue de Tervueren et Amand Deldique, demeurant à Etterbeek, rue de la Tourelle, 37, témoins instrumentaires.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La donation de neuf cent quarante obligations, chacune de deux cent cinquante francs valeur nominale, des dommages de guerre 1922 et de trente obli-

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De schenking van negen honderd veertig obligatiën, elk van twee honderd vijftig frank nominale waarde, der oorlogschade 1922 en van dertig obligatiën,

gations, chacune de cinq cents francs, valeur nominale des dommages de guerre 1923, faite en faveur de la Colonie par Monsieur Simon Daniel Barman, est acceptée sous les conditions fixées par le donateur.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 février 1929.

elk van vijf honderd frank nominale waarde, der oorlogschade 1923, ten voordeele der Kolonie gedaan door den heer Simon Daniel Barman, is onder de hierboven door de schenker bepaalde voorwaarden, aanvaard.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 4n Februari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Postes. — Service des chèques et virements postaux.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret du 31 octobre 1928 ;

Revu les arrêtés ministériels du 14 décembre 1912 et du 30 avril 1914 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé, au Congo Belge, un service de chèques et virements postaux.

Posterijen. — Dienst voor postcheks- en -overschrijvingen.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het decreet van 31 October 1928 ;

Herzien de ministerieele besluiten van 14 December 1912 en 30 April 1914 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

In Belgisch-Congo is een dienst voor postchecks- en -overschrijvingen ingericht.

ART. 2.

Tous les bureaux de poste ayant rang de perception sont offices des chèques postaux

ART. 3.

Sont admis à se faire ouvrir un compte les particuliers, les services publics, les firmes et sociétés commerciales ainsi que les associations, institutions et établissements quelconques.

Il peut être ouvert un compte particulier et un compte commercial à la même personne et plusieurs comptes aux commerçants ayant une maison principale et des succursales.

ART. 4.

Les demandes d'ouverture de compte doivent être adressées à l'office des chèques postaux appelé à tenir le compte.

L'Administration statue sur l'acceptation ou le rejet de ces demandes.

ART. 5.

Le requérant est tenu de signer sa demande d'affiliation.

Il donne sur sa personne, sa raison de commerce, etc ; des indications suffisamment précises pour éviter toute confusion et remet, lorsque sa demande a été agréée, un double spécimen de sa signature et, éventuellement, de la signature des personnes autorisées à disposer de son avoir.

ART. 6.

Le titulaire d'un compte est tenu

ART. 2.

Al de postkantoren welke rang hebben van ontvangerij, zijn aangeduid als bureelen voor de postchecks.

ART. 3.

Mogen zich een rekening doen openen : bijzonderen, openbare besturen, handelsfirma's en handelsmaatschappijen, alsook alle andere vereenigingen, inrichtingen en gestichten.

Een en dezelfde persoon mag een bijzonder rekening en een handelsrekening hebben, en de handelaars die een hoofdhuis en hulphuizen openhouden, mogen verscheiden rekeningen hebben.

ART. 4.

De aanvragen tot het openen van een rekening moeten gezonden worden naar het Bureel der Postchecks dat met het houden der rekening belast is.

HetBeheer doet uitspraak over het aannemen of verwerpen van deze aanvragen.

ART. 5.

De aanvrager moet zijn aanvraag tot aansluiting onderteekenen.

Omtrent zijn persoon, zijn handelsfirma, enz., geeft hij voldoende nauwkeurige inlichtingen om alle vergissing te vermijden en, wanneer zijne aanvraag aanvaard is, geeft hij een model in tweevoud af van zijn handteekening en, desvoorkomend, van de handteekeningen der personen, die over zijn tegoed mogen beschikken.

ART. 6.

De titularis eener rekening is verplicht

d'informer par lettre recommandée le bureau des chèques où ce compte est ouvert de tout changement de ses mandataires. Il ne peut adresser à l'Administration aucune réclamation du chef des dommages résultant de l'absence de notification d'un changement de l'espèce.

ART. 7.

Un dépôt de garantie de cent francs doit être versé sur chaque compte dans le délai d'un mois à dater de l'acceptation de la demande d'affiliation.

ART. 8.

Aucun intérêt n'est alloué aux affiliés du service des chèques et virements postaux du chef de leur avoir en compte.

ART. 9.

L'Administration publie périodiquement la liste des titulaires de compte, dans une forme qu'elle détermine. Elle fixe également les conditions de la délivrance de cette liste au public.

ART. 10.

Les opérations se rapportant tant au débit qu'au crédit d'un compte, ne peuvent être effectuées qu'au moyen des formules fournies par l'Administration ; le titulaire est responsable de toutes les conséquences de l'emploi abusif, de la perte ou de la soustraction des imprimés qui lui ont été délivrés.

het Bureel der checks waar deze rekening geopend werd, bij aangeteekenden brief te verwittigen, wanneer zijn gevolmachtigden veranderen. Hij mag bij het Beheer geen bezwaren indienen voor de schade die uit de niet-mededeeling zulker veranderingen voortspruit.

ART. 7.

Op elke rekening moet, binnen den termijn van één maand — te rekenen van de aanvaarding der aanvraag tot aansluiting — een waarborg-inlage van honderd frank worden gestort.

ART. 8.

Aan de aangeslotenen van den dienst der postchecks en -overschrijvingen wordt, uit hoofde van het tegoed eener rekening, geen enkelen interest toegekend.

ART. 9.

Het Beheer geeft, op vast bepaalde tijdstippen, de lijst der aangeslotenen uit, in den door hem vast te stellen vorm. Het bepaalt eveneens de voorwaarden van de aflevering dezer lijst aan het publiek.

ART. 10.

De verrichtingen, om het even of zij het krediet of het debiet eener rekening betreffen, mogen alleen door middel van door het Beheer te leveren formulieren gedaan worden ; de titularis is verantwoordelijk voor al de gevolgen van het wederrechtelijk gebruik, het verlies of de ontvreemding van de hem afgeleverde formulieren.

ART. 11.

L'avoir d'un titulaire de compte peut être constitué par des versements effectués comme il suit :

a) au moyen de bulletins de versement ;

b) par mandats-poste ou chèques postaux au profit du titulaire adressés par celui-ci à l'office des chèques chargé de la tenue du compte ;

c) par transfert d'un autre compte.

Il n'est pas fixé de limite pour l'avoir en compte.

ART. 12.

Toute personne, qu'elle soit ou non titulaire d'un compte de chèques postaux, peut verser des fonds par bulletins de versement au profit d'un affilié au service des chèques postaux.

Les bulletins de versement sont acceptés dans tous les bureaux de poste, y compris les sous-perceptions et les bureaux auxiliaires, ils peuvent également être acceptés par les comptables de la Colonie fonctionnant dans les localités où il n'existe pas de bureau de poste.

Les formules de bulletin de versement sont vendues dans tous les offices postaux, au prix de 5 centimes pièce.

Le déposant est tenu de remplir lui-même les trois parties du bulletin de versement, soit à l'encre, soit par un moyen quelconque d'impression (machine à écrire, etc...) le verso du coupon latéral peut être utilisé gratuitement pour une communication particulière à l'adresse du titulaire du compte bénéficiaire.

ART. 11.

Het tegoed van den titularis eener rekening wordt verkregen door stortingen, gedaan als volgt :

a) door middel van stortingsbulletijns ;

b) door middel van postmandaten of postchecks welke ten bate van den titularis door dezen gericht worden tot het Bureel der checks dat met het houden der rekening belast is ;

c) door overdracht van een andere rekening.

Voor het tegoed eener rekening is geen maximum bepaald.

ART. 12.

Elke persoon, al of niet titularis eener postcheckrekening, mag fondsen storten door middel van stortingsbulletijns ten bate van eenen aangeslotene bij den dienst der postcheks.

De stortingsbulletijns worden aanvaard in al de postkantoren, met inbegrip van de onderontvangerijen en de hulpkantoren ; zij kunnen eveneens aanvaard worden door de rekenplichtigen der Kolonie die werkzaam zijn in de plaatsen waar geen postkantoor bestaat.

De formulieren van het stortingsbulletijn worden in al de postbureelen, tegen 5 centiem per stuk, verkocht.

De storter moet zelf de drie deelen van het stortingsbulletijn invullen, hetzij met pen en inkt, hetzij door middel van welkdanig drukmiddel (schrijfmachine, enz...); de keerzijde van de zijstrook mag kosteloos gebruikt worden voor een bijzondere mededeeling aan het adres van den bestemmeling.

Le montant du versement est porté au crédit du compte indiqué sur le bulletin de versement ; l'office des chèques fait parvenir, sans frais, au destinataire le coupon de ce bulletin.

Il peut être donné au déposant avis de la date d'inscription au crédit du compte bénéficiaire moyennant paiement d'une taxe d'un franc.

Si l'inscription en compte ne peut avoir lieu par suite d'insuffisance d'adresse ou parce qu'il n'existe pas de compte sous la dénomination indiquée, l'office des chèques intéressé en informe le bureau d'origine qui rembourse le montant du titre au déposant contre restitution du récépissé de versement.

ART. 13.

Sauf dans les bureaux auxiliaires, la transmission par télégraphe, du montant d'un bulletin de versement peut être obtenue moyennant paiement par le déposant de la taxe du télégramme et d'une commission de 1/4 % sur le montant du titre arrondi à la centaine supérieure et avec maximum de deux francs.

En pareil cas, le déposant doit inscrire et signer au recto du bulletin de versement la mention « par télégraphe ». Un bulletin de versement télégraphique peut faire l'objet d'une demande d'avis d'inscription en compte à transmettre par télégraphe, moyennant paiement d'une taxe spéciale de dix francs.

ART. 14.

Les titulaires de comptes de chèques

Het bedrag der storting wordt ingeschreven op het krediet der rekening, aangewezen op het stortingsbulletin ; het Bureel der checks laat den bestemmeling de zijstrook van dit bulletijn, kosteloos, geworden.

Mits betaling eener taks van èèn frank, kan aan den afgever bericht van den datum der inschrijving op het krediet der bestemmingsrekening gegeven worden

Indien de inschrijving op de rekening niet kan geschieden omdat het adres onvoldoende is of omdat er geen rekening bestaat onder de opgegeven benaming, zal het belanghebbend bureel daarvan het bureel van herkomst verwittigen, dat het bedrag van den titel terugbetaalt aan den afgever tegen teruggave van het stortingsbewijs.

ART. 13.

Behalve in de hulpkantoren, kan het bedrag van een stortingsbulletijn per telegrafische overseining overgemaakt worden, mits betaling, door den afgever, van de telegramtaks en van een commissieloon van 1/4 t. h. op het bedrag van den titel dat op het volgend honderdtal wordt gebracht, en waarvan de maximum-taks op twee frank bepaald wordt.

In dergelijk geval, moet de afgever de vermelding « per telegraaf » op de voorzijde van het stortingsbulletijn, schrijven en onderteekenen. Een telegrafisch stortingsbulletijn kan mits betaling eener bijzondere taks van tien frank het voorwerp uitmaken van eene vraag tot bericht van inschrijving op de rekening welke telegrafisch moet worden overgeseind.

ART. 14.

De titularissen van postchekrekeningen

postaux ont la faculté de faire présenter des bulletins de versement à domicile par la poste dans toutes les localités sièges d'un office des chèques postaux. Ils utilisent à cette fin des formules spéciales avec carte-récépissé adhérente et les déposent ou les adressent à l'office des chèques chargé de la tenue de leur compte, à l'appui d'un bordereau conforme au modèle arrêté par l'Administration.

Les titres ne sont présentés qu'une seule fois à domicile.

En échange du montant, la carte-récépissé est remise à la partie versante.

Une communication particulière peut être portée au dos de ladite carte et de son coupon.

Les formules de bulletin de versement avec carte-récépissé et les bordereaux de dépôt de ces bulletins sont vendus par les offices de chèques postaux au prix de 10 centimes pièce.

ART. 15.

Les titulaires de comptes chèques postaux peuvent transmettre à l'office des chèques les mandats-poste internes et internationaux et les chèques postaux à leur adresse pour en faire inscrire le montant à leur crédit. Ils doivent, au préalable, barrer ces titres et inscrire entre les deux barres la mention « Compte Chèques Postaux, Série... n°... ».

ART. 16.

Le titulaire d'un compte peut disposer en tout temps du montant de son avoir, à l'exclusion de la garantie :

kunnen door de post stortingsbulletijns ten huize laten aanbieden in al de plaatsen waar een bureel der postchecks gevestigd is. Te dien einde bezigen zij bijzondere formulieren met aanhangende ontvangkaart en leggen ze neder in of richten ze tot het bureel der postchecks dat met het houden hunner rekening belast is, samen met een borderel overeenkomende met het door het Beheer vast gesteld model.

De titels worden slechts eenmaal aan huis aangeboden.

In ruiling van het bedrag, wordt de ontvangkaart aan den storter afgeleverd.

Een persoonlijke mededeeling mag kosteloos worden geschreven op de keerzijde van voormelde kaart en van haar coupon.

De formulieren van stortingsbulletijns met ontvangkaart en de borderellen tot nederlegging dezer bulletijns, worden verkocht door de Bureelen des Postchecks tegen den prijs van 10 centiem het stuk

ART. 15.

De titularissen van postcheckrekeningen kunnen aan het bureel der checks de binnenlandsche en buitenlandsche postmandaten evenals de postchecks aan hun adres, overmaken, opdat het bedrag er van op hun krediet worde gebracht. Zij moeten, op voorhand, deze titels doorhalen en tusschen de doorhaling de vermelding « Postcheckrekening, Reeks... nr... », schrijven

ART. 16.

De titularis eener rekening mag te allen tijde over zijn tegoed beschikken, met uitzondering van den waarborg :

a) au moyen de chèques, pour en encaisser ou faire toucher le montant ;

b) au moyen de formules de virement pour en faire transférer le montant au crédit d'un autre compte de chèques postaux.

Les formules de chèques sont délivrées aux titulaires de comptes au prix de trois francs par carnet de 50 pièces ; les formules de virement leur sont délivrées gratuitement.

ART. 17.

Les chèques ne sont pas susceptibles d'endossement. Une correspondance particulière peut être inscrite gratuitement au verso des coupons des titres nominatifs. Les chèques nominatifs sont payables dans tous les bureaux de poste de la Colonie ; ils peuvent également être payés par les comptables de l'Etat fonctionnant dans les localités où il n'existe pas de bureau de poste.

ART. 18.

Il peut être émis des chèques au porteur, mais les titres de l'espèce ne peuvent être touchés dans un bureau autre que l'office des chèques qui tient le compte du tireur.

Si le détenteur est lui-même titulaire d'un compte, il peut demander que le montant soit inscrit à son crédit.

ART. 19.

Tout chèque nominatif payable par un bureau autre que l'office des chèques chargé de la tenue du compte du tireur

a) door middel van checks om het bedrag ervan zelf te incasseeren of te laten ontvangen ;

b) door middel van overschrijvingsformulieren, om het bedrag ervan op het krediet eener andere postcheckrekening te doen overschrijven.

De checkformulieren worden den titularissen van een rekening bezorgd tegen drie frank het boekje van 50 stuks ; de overschrijvingsformulieren worden hun kosteloos afgeleverd.

ART. 17.

De checks kunnen niet geendosseerd worden. Op de keerzijde van de coupons der titels op naam, mag een bijzondere mededeeling geschreven worden. De checks op naam zijn in al de postkantoren der Kolonie betaalbaar ; zij kunnen eveneens betaald worden door de staatsrekenplichtigen die werkzaam zijn in de plaatsen waar geen postkantoor bestaat.

ART. 18.

Er kunnen checks aan toonder uitgegeven worden ; dergelijke titels kunnen, echter, slechts opgetrokken worden in een ander kantoor dan het bureel der checks dat de rekening van den trekker houdt.

Indien de houder zelf titularis eener rekening is, kan hij vragen dat het bedrag op zijn krediet ingeschreven worde.

ART. 19.

Elke check op naam welke betaalbaar is door een ander kantoor dan het bureel der checks dat met het houden van de

doit être envoyé à cet office qui le fait parvenir sans frais au bénéficiaire.

Si le bénéficiaire d'un chèque réside à l'étranger, le montant du chèque peut lui être transmis par mandat-poste ; la taxe afférente à ce dernier titre est à charge du requérant.

ART. 20.

Les chèques à faire suivre sur un autre bureau sont soumis, pour la distribution et pour le paiement, aux règles déterminées par l'Administration.

Les dispositions relatives aux mandats-poste leur sont applicables en ce qui concerne le délai de validité, les formalités d'acquit et de remplacement.

Les avis de paiement et les demandes de renseignements en tenant lieu, les visas pour date et les autorisations de paiement supportent une taxe équivalente à celle du port d'une lettre simple en service intérieur.

Le visa pour date d'un chèque périmé peut être remplacé par une autorisation de payer demandée et donnée par la voie télégraphique moyennant paiement d'une taxe de 10 francs.

ART. 21.

Le montant d'un chèque peut être transmis par télégraphe si la demande en est faite au recto du titre dans la forme indiquée par l'article 13. Le

rekening van den trekker belast is, moet gericht worden, tot dit bureel, hetwelk bedoelde check kosteloos aan den bestemmeling doet geworden

Indien de bestemmeling van een check in den vreemde verblijft, kan het bedrag van de check hem per postwissel overgemaakt worden ; de op dezen laatste titel te heffen rechten vallen ten laste van den aanvrager.

ART. 20.

De checks welke naar een ander kantoor moeten gericht worden, zijn, voor wat de uitreiking en de betaling betreft, aan de door het Beheer bepaalde regelen onderworpen.

De schikkingen welke betrekking hebben op de postmandaten zijn op deze toepasselijk, voor wat den geldigheidsduur, de kwijtingsformaliteiten en de vervanging betreft.

De berichten van betaling en de deze vervangende navragen tot inlichtingen, de visa's voor dagteekening en de toelatingen tot betaling, betalen een recht dat overeenstemt met dit van het port voor een gewonen brief in binnenlandschen dienst.

Het visa voor dagteekening van een verjaard check, kan vervangen worden door eene toelating tot betaling welke mits betaling eener taks van 10 frank, langs telegrafischen weg aangevraagd en verleend wordt

ART. 21.

Het bedrag van een check kan per telegrafische overseining overgemaakt worden, indien de aanvraag er van gedaan wordt op de voorzijde van den

compte du tireur est débité de la taxe du télégramme et d'une commission de 1/4 % sur le montant du chèque arrondi éventuellement à la centaine supérieure.

Les chèques télégraphiques à payer par un bureau auxiliaire ne sont pas admis.

Un chèque télégraphique peut faire l'objet d'un avis de paiement transmis par télégraphe moyennant paiement d'une taxe spéciale de dix francs.

ART. 22.

L'ordre de virement peut être donné par la voie télégraphique, sur demande du tireur introduite dans la formule prévue à l'article 13, moyennant paiement de la taxe du télégramme et d'un droit fixe supplémentaire de deux francs.

Ces frais supplémentaires sont portés au débit du compte du tireur.

L'avis télégraphique d'inscription au crédit du compte bénéficiaire peut être obtenu sous les conditions fixées à l'article 13 pour un avis de l'espèce.

ART. 24.

Les taxes à percevoir dans le service des chèques et virements postaux sont fixées comme suit :

1° pour chaque versement par bulletin de versement, 60 centimes ;

2° pour chaque encaissement au moyen de carte-récépissé, 20 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs, avec minimum de 60 centimes ;

titel, en in den bij artikel 13 aangeduiden vorm. De rekening van den trekker wordt gedebiteerd met de taks, van het telegram en van eene commissie van 1/4 t. h. op het bedrag van den check, dat gebeurlijk tot het volgend honderdtal wordt gebracht

De door een hulpkantoor te betalen telegrafische checks worden niet aanvaard

Een telegrafische check kan het voorwerp uitmaken van een bericht van betaling dat, mits betaling eener bijzondere taks van tien frank, langs telegrafischen weg dient overgeseind.

ART. 22.

Het bevel tot overschrijving kan langs telegrafischen weg geschieden, op aanvraag van den trekker ingediend in den bij artikel 13 voorzienen vorm, mits betaling der telegram-taks en van een vast bijkomend recht van twee frank. Deze bijkomende onkosten worden op het debet der rekening van den trekker gebracht.

Het telegrafisch bericht tot inschrijving op het krediet der belanghebbende rekening kan worden bekomen onder de bij artikel 13, voor dergelijke berichten, vastegestelde voorwaarden.

ART. 24.

De rechten, te heffen in den dienst der postchecks en-overschrijvingen, zijn vastgesteld als volgt :

1° Voor elke storting per stortingsbulletijn, 60 centiem.

2° Voor elke incasseering bij middel eener ontvangkaart : 20 centiem per honderd frank of deel van 100 frank, met een minimum van 60 centiem.

3° pour chaque prélèvement en espèces, au moyen d'un chèque, 10 centimes par 100 francs ou fraction de 100 francs avec minimum de 25 centimes.

Les transferts ordinaires d'un compte à un autre et les opérations prévues à l'article 15 sont effectuées sans frais.

Les taxes indiquées sous le 1° et 2° sont dues par le déposant et représentées par lui, en timbres-poste, sur les formules utilisées.

La taxe sub 3° incombe au titulaire du compte à débiter. Cette taxe ainsi que les sommes dues pour fournitures de carnets de chèques, cartes récépissés et autres formulaires, sont portées au débit du titulaire intéressé.

Il en est de même des taxes dues pour les opérations spéciales d'avis de paiement, de transmission télégraphique, etc. se rapportant à des chèques ou à des virements.

Le non encaissement d'un titre n'entraîne pas le remboursement de la taxe payée.

ART. 25.

En cas de changement de résidence, le titulaire d'un compte peut faire transférer son avoir sur un autre office des chèques.

En pareille occurrence, le compte primitif est supprimé et il est ouvert d'office à l'intéressé un autre compte au bureau des chèques postaux qui dessert sa nouvelle résidence. Cette opération est effectuée sans frais pour le titulaire qui devra toutefois se pourvoir de nouvel-

3° voor elke afneming in geld door middel van een check, 10 centiem per 100 frank of deel van 100 frank, met een minimum van 25 centiem.

De gewone overdrachten van eene rekening op eene andere en de bij artikel 15 voorziene verrichtingen, geschieden kosteloos.

De bij 1° en 2° voorziene rechten zijn door den afgever verschuldigd en worden door hem, in postzegels uitgedrukt op de gebruikte formules.

De rechten vermeld onder 3° komen ten laste van den titularis der te debiteeren rekening. Dit recht, alsmede de verschuldigde sommen voor het leveren van checkboekjes, ontvangkaarten en andere formulieren, worden op het debet der rekening van den betrokken titularis ingeschreven. Hetzelfde geldt voor de rechten welke verschuldigd zijn voor de bijzondere verrichtingen van betalingsbericht, van telegrafische overseining, enz., welke betrekking hebben op checks of op overschrijvingen.

De niet-incasseering van een titel heeft niet de terugbetaling der betaalde taks voor gevolg.

ART. 25.

In geval van woonstverandering, kan de titularis van eene rekening zijn tegoed op een ander checks -bureel doen overdragen.

In dergelijk geval, wordt de eerste rekening afgeschaft en eene andere rekening wordt, van ambtswege, op naam van den belanghebbende, geopend in het kantoor der post-checks dat zijne nieuwe verblijfplaats bedient. Deze verrichting geschiedt zonder kosten voor den titularis, die

les formules de chèques et de virements auprès de ce dernier office.

ART. 26.

Les correspondances adressées à un office des chèques postaux ainsi que celles expédiées par ces offices sont transportées en franchise de port par la poste.

Sur leur demande, l'Administration délivre aux titulaires de compte des enveloppes portant l'adresse imprimée de l'office des chèques postaux, en paquets de 50 pièces au prix de trois francs le paquet.

ART. 27.

L'Administration peut supprimer un compte en tout temps lorsque le titulaire en a fait un emploi abusif, ou qu'il a enfreint, à plusieurs reprises, les prescriptions réglementaires. La mesure est notifiée par lettre recommandée avec indication de la date à laquelle le compte sera clôturé.

D'autre part, le titulaire d'un compte peut y renoncer moyennant préavis de huit jours. La renonciation doit être faite également par lettre recommandée adressée à l'office des chèques.

ART. 28.

Dès notification de la suppression du compte, ou après renonciation, le titulaire ne peut plus disposer de son avoir.

En conséquence, il n'est plus donné suite aux chèques ni aux virements émis postérieurement.

zich evenwel van nieuwe formules van checks en overschrijvingen bij dit nieuw bureel zal moeten voorzien.

ART. 26.

De tot een bureel der post-checks gerichte briefwisselingen en deze welke van deze bureelen uitgaan, worden zegelvrij door de post verzonden.

Op hunne aanvraag, levert het Beheer aan de titularissen eener rekening, briefomslagen af, welke het gedrukt adres van het bureel der post-checks vermelden ; deze briefomslagen in pakjes van 50 stuks worden tegen den prijs van drie frank verkocht.

ART. 27.

Het Beheer mag, ten allen tijde, een rekening opzeggen, wanneer de titularis er wederrechtelijk gebruik heeft van gemaakt of wanneer hij verscheiden malen de dienstvoorschriften heeft overtreden. De maatregel wordt per aangeteekenden brief bekendgemaakt, met opgaven van den datum waarop de rekening werd afgesloten.

Van den anderen kant mag de titularis eener rekening deze opzeggen mits acht dagen van te voren te verwittigen. De opzegging moet ook bij aangeteekenden brief geschieden, te zenden naar het Bureel der checks.

ART. 28.

Na bericht van het tenietdoen der rekening of na opzegging, mag de titularis niet meer over zijn tegoed beschikken.

Bijgevolg wordt noch aan de checks, noch aan de overschrijvingen, die daarna worden uitgegeven, gevolg gegeven.

Quant aux versements effectués au profit du titulaire, ils sont remboursés aux déposants.

Lors de la suppression du compte ou à l'expiration du délai de renonciation, l'office des chèques clôture le compte et met l'avoir, y compris le dépôt de garantie, à la disposition de l'ayant-droit.

ART. 29.

En cas de modification du présent arrêté, les nouvelles dispositions seront applicables aux comptes existant au moment de la mise en vigueur de ces changements.

ART. 30.

L'Administration n'assume aucune responsabilité du chef de retard dans le paiement d'un chèque par suite de manque de fonds ou pour toute autre cause, ni en général pour tout retard dans l'exécution d'une opération quelconque du service des chèques postaux.

ART. 31.

Les opérations financières du service des chèques et virements postaux sont consignées dans la comptabilité générale de la Colonie.

ART. 32.

Les arrêtés ministériels du 14 décembre 1912 et du 30 avril 1914 sont abrogés.

ART. 33.

Le présent arrêté entrera en vigueur

Wat de stortingen betreft, ten voordeele van den titularis gedaan, deze worden aan de storters terugbetaald.

Bij het tenietdoen van de rekening of na verloop van den termijn van opzegging, zal het check-bureel de rekening sluiten en het tegoed — met inbegrip der waarborginlage, — ter beschikking van den rechthebbende stellen.

ART. 29.

In geval dit besluit wordt gewijzigd, zijn de nieuwe bepalingen van toepassing op de rekeningen, welke bestaan op het oogenblik dat deze veranderingen in voege treden.

ART. 30.

Het Beheer neemt op zich geene welkdanige verantwoordelijkheid ook, uit hoofde van vertraging in het betalen van een check tengevolge van gebrek aan fondsen of om het even welke andere reden, noch over het algemeen voor alle vertraging in de uitvoering van eenige verrichting in den dienst der post-checks.

ART. 31.

De geldelijke verrichtingen van den dienst der postchecks en -overschrijvingen worden opgenomen in de algemeene rekenplichtigheid der Kolonie.

ART. 32.

De ministerieele besluiten van 14 December 1912 en 30 April 1914 zijn ingetrokken.

ART. 33.

Het tegenwoordig besluit zal in werking

à la date qui sera déterminée par le Gouverneur Général au Congo.

Bruxelles, le 12 février 1929.

treden op de dagteekening welke door den Algemeen Gouverneur in Congo zal bepaald worden.

Brussel, den 12 Februari 1929.

HENRI JASPAR.

Ecole coloniale.

—

Par arrêté ministériel du 25 janvier 1929, le deuxième paragraphe de l'art. 2 de l'arrêté ministériel du 7 septembre 1928, fixant le programme des cours de l'Ecole Coloniale, a été modifié comme suit :

Pour être admis à la section supérieure, les candidats doivent être porteurs d'un diplôme universitaire de doctorat, comportant au moins quatre années d'études, soit d'un diplôme ou certificat d'enseignement supérieur, comportant au moins deux années d'études universitaires ou jugées équivalentes, soit d'un diplôme de sous-lieutenant, issu de l'école militaire (armes simples) ou de l'école d'appli-d'application (armes spéciales) ou avoir fait l'objet d'une nomination dans les cadres actifs de l'armée métropolitaine.

Koloniale school.

—

Bij ministerieel besluit van 25n Januari 1929, werd paragraaf 2 uit artikel 2 van het ministerieel besluit, van 7 September 1928, waarbij het programma der leergangen van de Koloniale School vastgesteld werd, gewijzigd als volgt :

Om in de hoogere afdeeling te worden aangenomen, moeten de kandidaten dragers zijn van een universitair diploma van het doctoraat dat minstens vier studiejaren behelst, hetzij van een diploma of getuigschrift van hooger onderwijs dat minstens twee jaar universitaire studiejaren behelst of evenwaardig geacht, hetzij van een diploma van onderluitenant komend uit de militaire school (gewone wapens) of van oefenschool (bijzondere wapens) of het voorwerp hebben uitgemaakt eener benoeming in de actieve kaders van het moederlandsch leger.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au rajustement des pensions de la Colonie.

—

Ce projet préparé par l'Administration coloniale avec le concours d'anciens coloniaux a été examiné par le Conseil Colonial en sa séance du 25 janvier 1929 et approuvé sans observations à l'unanimité des membres présents, moins trois abstentions dictées par des motifs d'ordre personnel.

Un membre, tout en approuvant le projet de décret, désire toutefois poser certaines questions à M. le Ministre. Il demande d'abord si les dispositions de ce décret ont, de même que celles de la loi métropolitaine du 13 septembre 1928, un caractère provisoire et transitoire.

Sur réponse affirmative de M. le Président, le même membre appelle à nouveau l'attention sur les revendications qu'il a déjà défendues antérieurement quant à l'ouverture du droit à la pension civique pour les coloniaux qui à l'origine n'ont pas obtenu cette pension parce que la retenue pour allocation de retraite absorbait l'annuité initiale de cette pension et quant à l'application du décret du 19 décembre 1923 aux pensions d'invalidité. Il demande s'il est bien entendu que les articles 3 et 4 du présent décret ne seront pas considérés comme une solution définitive de ces questions, qui doivent faire l'objet d'un nouvel examen.

M. le Ministre répond qu'il désire vivement améliorer la situation des pensionnés coloniaux dans la mesure des possibilités budgétaires et qu'il reprend volontiers la promesse de son prédécesseur, M. Pécher, d'examiner ces questions avec une bienveillance toute particulière.

MM. Bertrand, Grenade, Louwers et Rutten avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 2 mars 1929.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
E. DUBOIS.

Consolidation des pensions de la Colonie.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 25 janvier 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Consolideering der pensioenen van de Kolonie.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 25 Januari 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTICLE PREMIER.

Sont consolidées et majorées de la manière et dans la mesure ci-après déterminées :

1° Les pensions civiques.

2° les pensions accordées par application des décrets des 2 mai 1910, 31 juillet et 20 août 1912, aux fonctionnaires et agents administratifs et militaires, aux agents de l'ordre judiciaire et aux magistrats de carrière ;

3° les pensions de retraite, les pensions d'invalidité et les allocations provisoires d'invalidité, accordées par application des décrets des 2 mars 1921, 19 décembre 1923 et 7 juillet 1924 aux fonctionnaires et agents administratifs et militaires, aux agents de l'ordre judiciaire et aux magistrats de carrière.

ART. 2.

A partir du 1er janvier 1928 ou à partir de la date à laquelle elles ont pris cours, si cette date est postérieure au 1er janvier 1928, les pensions et les allocations visées à l'article précédent sont réputées former un tout indivisible pour le payement. Dans la détermination des sommes à payer, la partie mobile et la majoration de 25 % accordée par le décret du 2 juin 1928 n'entrent plus en compte, mais le taux fixé est majoré à concurrence de 140 %.

ART. 3.

Le taux nouveau des pensions civiques, des pensions coloniales et des allocations provisoires d'invalidité des magistrats, fonctionnaires et agents qui ont reçu des

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn in de hiernabepaalde wijze en mate geconsolideerd en verhoogd :

1° de burgerlijke pensioenen ;

2° De bij toepassing der decreten van 2 Mei 1910, 31 Juli en 20 Augustus 1912 aan de beheers -en militaire ambtenaren en beambten, aan de beambten van den rechterlijken stand en aan de eigenlijke magistraten verleende pensioenen ;

3° de bij toepassing der decreten van 2 Maart 1921, 19 December 1923 en 7 Juli 1924 aan de beheers- en militaire ambtenaren en beambten, aan de beambten van den rechterlijken stand en aan de eigenlijke magistraten verleende rustpensioenen, invaliditeitspensioenen en voorloopige invaliditeitsbewilligingen.

ART. 2.

Vanaf 1 Januari 1928 of vanaf de dagteekening op dewelke zij ingingen, zoo deze dagteekening later is dan 1 Januari 1928, zijn de bij voorgaand artikel bedoelde pensioenen en bewilligingen aanzien als een onverdeelbaar geheel uitmakende voor de betaling. In de vaststelling der te betalen sommen worden het veranderlijk gedeelte en de bij het decreet van 2 Juni 1928 toegestane verhooging van 25 t. h. niet meer medegerekend, maar het vastgesteld bedrag wordt tot beloop van 140 t. h. verhoogd.

ART. 3.

Het nieuw bedrag der burgerlijke pensioenen, der koloniale pensioenen en der voorloopige invaliditeitsbewilligingen van de magistraten, ambtenaren en

allocations de retraits ou des indemnités analogues, se calcule sur la partie fixe des pensions ou allocations provisoires d'invalidité, telle qu'elle résulte de l'application des décrets des 17 janvier et 14 novembre 1927 et 24 mai 1928. Ce calcul se fait avant réduction du chef des allocations de retraite ou indemnités. La réduction se fait dans la proportion de 50 francs par 1.000 francs d'allocations de retraite ou d'indemnités, pour les services qui entrent en ligne pour le calcul de la pension. Elle n'est opérée que pour les années ayant donné lieu aux allocations de retraite et indemnités.

Sans préjudice aux règles tracées ci-dessus, relativement à la réduction des pensions du chef des allocations de retraite, le nouveau taux des pensions civiques est calculé sur la partie fixe qui a subi, s'il y a lieu, les majorations résultant des dispositions ci-après. La durée des services accomplis avant le 1er juillet 1885 est majorée à raison d'une demi-année par année de service effectif.

Le taux de base de la pension, pour les services rendus avant le 1er juillet 1898 est augmenté de 10 % si le pensionné a accompli plus de 3 ans, jusqu'à 4 ans de services avant cette date ; 15 % si le pensionné a accompli plus de 4 ans de services, jusqu'à 5 ans de services avant cette date ; 20 % si le pensionné a accompli plus de 5 ans de services, jusqu'à 6 ans de services avant cette date et 25 % si le pensionné a accompli plus de 6 ans de services avant cette date.

beambten die rustgelden of dergelijke vergoedingen ontvingen, wordt berekend naar het vast gedeelte der pensioenen of voorloopige invaliditeitsbewilligingen, zooals dit ontstaat uit de toepassing der decreten van 17 Januari en 14 November 1927 en 24 Mei 1928. Deze berekening wordt gedaan vóór vermindering uit hoofde der rustgelden of vergoedingen. De vermindering wordt toegepast in de verhouding van 50 frank voor 1.000 frank rustgelden of vergoedingen voor de diensten welke in aanmerking komen bij het berekenen van het pensioen. Zij wordt slechts toegepast voor de jaren welke tot de rustgelden en vergoedingen aanleiding geven.

Ongeminderd de bovenvermelde regelen betrekkelijk de vermindering der pensioenen uit hoofde der rustgelden, wordt het nieuw bedrag der burgerlijke pensioenen berekend naar het vast gedeelte, dat, desvoorkomend, de uit de schikkingen hierna voortvloeiende verhoogingen heeft ondergaan. De duur der diensten volbracht vóór 1 Juli 1885 wordt verhoogd op den voet van een half jaar per jaar werkelijke diensten.

Het basisbedrag van het pensioen voor de diensten bewezen vóór 1 Juli 1898 wordt met 10 t. h. verhoogd zoo de gepensioneerde vóór deze dagteekening meer dan 3, tot 4 jaar werkelijke diensten heeft volbracht ; met 15 t. h. zoo de gepensioneerde meer dan 4 jaren dienst, tot 5 jaren dienst vóór deze dagteekening heeft volbracht ; met 20 t. h. zoo de gepensioneerde vóór den datum meer dan 5 jaren dienst, tot 6 jaren dienst heeft volbracht en met 25 t. h. zoo de gepensioneerde meer dan 5 jaren dienst vóór dezen datum heeft volbracht.

Les majorations ci-dessus sont calculées séparément, par trimestre ; les jours qui, dans le total ne forment pas un trimestre sont négligés.

De verhoogingen hierboven worden, afzonderlijk, per kwartaal berekend ; de dagen welke in het totaal geen trimester uitmaken, worden weggelaten.

ART. 4.

Les articles 2 et 3 sont applicables aux pensions et aux allocations provisoires d'invalidité à accorder en vertu des décrets visés aux 2° et 3° de l'article premier.

ART. 4.

Artikelen 2 en 3 zijn toepasselijk op de pensioenen en voorloopige invaliditeitsbewilligingen te verleenen luidens de bij 2° en 3° uit artikel één van bedoelde decreten.

ART. 5.

Le chiffre de 25.000 frs représentant le maximum absolu de l'allocation de capital susceptible d'être payée à titre de pension, prévue à l'article 3 du décret du 19 décembre 1923 et à l'article 11 du décret du 7 juillet 1924, est porté à 50.000 frs. Cette disposition rétroagit à la date du 1er juillet 1927.

ART. 5.

Het bedrag van 25.000 fr. dat het volstrekt maximum vertegenwoordigt van de bewilliging in kapitaal welke kan worden betaald ten titel van het bij artikel 3 uit het decreet van 19 December 1923 en artikel 11 uit het decreet van 7 Juli 1924 voorzien pensioen, wordt op 50.000 fr. gebracht. Deze schikking heeft terugwerkende kracht tot op de dagteekening van 1 Juli 1927.

Donné à Bruxelles, le 1er février 1929.

Gegeven te Brussel, den 1n Februari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au droit à payer pour le dépôt des actes de société au Congo.

Le Conseil Colonial a examiné le projet dans sa séance du 2 mars 1929.

Un membre a proposé de remplacer, à l'article premier, alinéa *quatre* du projet, sous la lettre *b)*, les mots « adhésion de nouveaux associés ou modification des statuts avec augmentation de capital », par les mots : « augmentation de capital avec ou sans adhésion de nouveaux associés ».

M. le Président du Conseil a proposé de simplifier encore davantage le texte sous la lettre *b)* en le réduisant aux mots : « augmentation de capital » et en omettant les mots « avec ou sans adhésion de nouveaux associés », qui sont inutiles.

Cette proposition a recueilli l'adhésion du Conseil.

Un membre a demandé que soit précisée la portée de l'alinéa *six*. Il renvoie, a-t-il été répondu, aux articles 2 et 3 du décret du 27 février 1887.

Enfin, M. le Président a proposé, en vue d'empêcher que le délai qui s'écoulera jusqu'à l'entrée en vigueur du décret ne soit mis à profit pour échapper à la majoration de droit qu'il consacre, de remplacer l'article 2 du projet par la disposition suivante : « Le dépôt des actes qui auront été constatés authentiquement avant le 2 mars 1929 ne donnera lieu qu'au paiement du droit fixe ».

Cette proposition a également rencontré l'adhésion du Conseil et le projet a été approuvé à l'unanimité des voix.

MM. Bertrand, le R. P. Le Grand et Rutten, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 2 mars 1929.

L'Auditeur
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
HENRI ROLIN.

Droit à payer pour le dépôt des actes de société.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial, en sa séance du 2 mars 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier.

L'article 13 du décret du 27 février 1887 sur les sociétés commerciales, modifié par le décret du 20 décembre 1927, est remplacé comme suit :

Indépendamment des frais de publication au Bulletin Officiel, qui sont déterminés par Notre Ministre des Colonies, le dépôt des actes de sociétés donnera lieu au paiement d'un droit fixe de 500 francs pour les sociétés à responsabilité limitée et d'un droit de 100 francs pour toutes les autres sociétés.

Ces droits seront respectivement ramenés à 100 francs et à 25 francs pour le dépôt des actes modificatifs.

Le droit sera triplé pour les sociétés qui ne se soumettraient pas, dans les six mois, aux prescriptions des articles 2 et 9.

Recht te betalen voor het neerleggen der Vennootschapsakten.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 2 Maart 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en decreteeren.

Artikel één.

Artikel 13 uit het decreet van 27 Februari 1887, betrekkelijk de handelsvennootschappen, gewijzigd bij decreet van 20 December 1927, wordt vervangen als volgt :

Buiten de kosten der bekendmaking in het Ambtelijk Blad, welke zijn bepaald door Onzen Minister van Koloniën, zal het neerleggen der akten van vennootschappen aanleiding geven tot de betaling van een vast recht van 500 frank voor de vennootschappen met beperkte verantwoordelijkheid, en van een recht van 100 frank voor alle andere vennootschappen

Deze rechten zullen respectievelijk op 100 frank en op 25 frank worden gebracht voor het neerleggen der wijzigingsakten.

Het recht zal verdriedubbeld worden voor de vennootschappen welke zich, binnen de zes maand niet zouden onderwerpen aan de voorschriften van artikelen 2 en 9.

Donnera lieu au paiement d'un droit proportionnel de 1.20 p. c., à l'exclusion du paiement du droit fixe, le dépôt des actes de sociétés par actions à responsabilité limitée dont la fondation au Congo a été autorisée par arrêté royal, portant :

a) constitution de sociétés ;

b) augmentation de capital ;

c) prorogation de sociétés.

Le droit sera perçu, dans le cas du littera *a)* sur le capital social ; dans le cas du littera *b)* sur le montant de l'augmentation du capital social ; *c)* sur le montant du capital social au jour de la décision de la prorogation augmenté, le cas échéant, des apports nouveaux constatés ou prévus dans l'acte de prorogation.

Le droit sera triplé pour les sociétés qui ne se soumettraient pas, dans les six mois, aux prescriptions des articles 2 et 3.

Le dépôt des actes n'entraînant pas l'application du droit proportionnel restera soumis au paiement du droit fixe.

ART. 2.

Le dépôt des actes qui auront été constatés authentiquement avant le 2 mars 1929, ne donnera lieu qu'au paiement du droit fixe.

Zal, buiten de betaling van het vast recht, aanleiding geven tot de betaling van een evenredig recht van 1.20 t. h., het neerleggen van de akten der vennootschappen bij aandeelen met beperkte verantwoordelijkheid waarvan de stichting in Congo bij koninklijk besluit toegelaten werd, akten welke betrekking hebben op :

a) de stichting van vennootschappen ;

b) kapitaalsvermeerdering ;

c) den verlengingsduur van vennootschappen.

Het recht zal worden geheven, in het bij littera *a)* voorziene geval : op het maatschappelijk kapitaal ; in het bij littera *b)* voorziene geval, op het bedrag der verhooging van het maatschappelijk kapitaal ; *c)* op het bedrag van het maatschappelijk kapitaal op den dag waarop de beslissing tot verlenging getroffen werd, bedrag dat, in voorkomend geval verhoogd wordt met de in de verlengingsakte vastgestelde of voorziene nieuwe aanbrengsten.

Het recht zal verdriedubbeld worden voor de vennootschappen welke zich, binnen de zes maand, niet zouden onderwerpen aan de voorschriften van artikelen 2 en 3.

De nederlegging der akten welke niet tot de toepassing van het evenredig recht aanleiding geeft, blijft onderworpen aan de betaling van het vast recht.

ART. 2.

De nederlegging der akten welke vôôr 2 Maart 1929 authentiek zullen vastgesteld geweest zijn, zal slechts tot de betaling van het vast recht aanleiding geven.

ART. 3.

Le présent décret entrera en vigueur le trentième jour qui suivra celui de sa publication au Bulletin Officiel.

Donné à Bruxelles ,le 14 mars 1929.

ART. 3.

Het tegenwoordig decreet zal in voege treden den dertigsten dag welke zal volgen op dezen zijner bekendmaking in het Ambtelijk Blad.

Gegeven te Brussel, den 14 Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Rectification.

—

Bulletin Officiel N°12 (1re partie) du 15 décembre 1928, p. 1588, 7e ligne, lire 1887, au lieu de 1886.

Terechtwijzing.

—

Ambtelijk Blad Nr12 (1ste deel) van 15 December 1928, bl. 1588, 7ste lijn, leze men 1887, in plaats van 1886.

22e ANNÉE, No 4
15 Avril. 1929

22e JAARGANG, Nr 4
15 April.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates. — Pages.

Convention radiotélégraphique internationale ainsi que règlement général et règlement additionnel y annexés. — Washington, 1927. 219

Union postale universelle. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, signé à Stockholm le 28 août 1924. — Dénonciation par la Rhodésie du Sud 300

18 février 1929. — O. — Droits de sortie . . 388

8 mars 1929. — A. M. — Délégation de signature 370

11 mars 1929. — A. R. — Limites de la Province de l'Equateur 372

16 mars 1929. — D. — Droits d'entrée sur les produits chimiques. — Modifications. 387

16 mars 1929. — A. M. — Droits d'entrée sur les produits chimiques. — Modifications 388

16 mars 1929. — A. R. — Régie des Plantations de la Colonie 380

INHOUD

Dagteekeningen. — Bladz.

Internationale Radio-telegrafische overeenkomst alsmede algemeen reglement en daarbij behoorend aanvullend reglement. — Washington, 1927 219

Wereldpostvereeniging. — Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, geteekend te Stockholm den 28n Augustus 1924. — Opzegging door Zuid-Rhodesia 300

18 Februari 1929. — V. — Uitgaande rechten. 388

8 Maart 1929. — M.B. — Afvaardiging van handteekening 370

11 Maart 1929. — K. B. — Grenzen der Evenaars-provincie. 372

16 Maart 1929. — D. — Inkomende rechten op de scheikundige producten. — Wijzigingen 387

16 Maart 1929. — M. B. — Inkomende rechten op de scheikundige producten. — Wijzigingen. 388

16 Maart 1929. — K. B. — Regie van de Beplantingen der Kolonie 380

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
9 mars 1929. — A. M. — Statut des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets. — Modifications	377	9 Maart 1929. — M. B. — Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten. — Wijzigingen	377
16 mars 1929. — A. M. — Postes. — Création du service des petits paquets postaux en service intérieur	378	16 Maart 1929. — M. B. — Posterijen. — Inrichting van den dienst van kleine postpaketten in binnenlandsch verkeer	378
18 mars 1929. — Loi approuvant un arrêté royal du 12 juillet 1927 ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927 et ordonnant un transfert de crédit.	301	18 Maart 1929. — Wet houdende goedkeuring van een op 12 Juli 1927 gedagteekend koninklijk besluit, waarbij bijkomende kredieten op de begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927 geopend en een kredietoverdracht bevolen wordt	301
18 mars 1929. — Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927.	310	18 Maart 1929. — Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927.	310
18 mars 1929. — Loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927	324	18 Maart 1929. — Wet houdende toelating tot inregelstellingen en toekenning van aanvullende kredieten aan de gewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927	324
23 mars 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant les droits d'entrée sur les produits chimiques	386	23 Maart 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot wijziging der inkomende rechten op de scheikundige producten. . . .	386
23 mars 1929. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnités de prolongation	375	23 Maart 1929. — K. B. — Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Verlengingsvergoedingen	375

Convention radiotélégraphique internationale

conclue entre

les Gouvernements de :

l'Union de l'Afrique du Sud, l'Afrique équatoriale française et autres Colonies, l'Afrique occidentale française, l'Afrique occidentale portugaise, l'Afrique orientale portugaise et les Possessions portugaises asiatiques, l'Allemagne, la République Argentine, la Fédération Australienne, l'Autriche, la Belgique, la Bolivie, le Brésil, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Chine, la République de Colombie, la Colonie espagnole du Golfe de Guinée, le Congo Belge Costa-Rica, Cuba, Curaçao, la Cyrénaïque, le Danemark, la République Dominicaine, l'Egypte, la République de El Salvador, l'Erythrée, l'Espagne, l'Estonie, les Etats-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Guatémala, la République d'Haïti, la République de Honduras, la Hongrie, les Indes britanniques, les Indes néerlandaises, l'Indochine française, l'Etat libre d'Irlande, l'Italie, le Japon, Chosen, Taiwan, Sakhalin japonais, le Territoire à bail du Kouangtoung et le Territoire des Iles des Mers du Sud sous mandat japonais, la République de Libéria, Madagascar, le Maroc (à l'exception de la Zone espagnole), le Mexique, le Nicaragua, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République de Panama, le Paraguay, les Pays-Bas, le Pérou, la Perse, la Pologne, le Portugal, la Roumanie, le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, le Siam, la Somalie italienne, la Suède, la Suisse, Surinam, les Territoires Syro-Libanais, la République de Saint-Marin, la Tchécoslovaquie, la Tripolitaine, la Tunisie, la Turquie, l'Uruguay et le Vénézuéla.

—

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays ci-dessus énumérés, s'étant réunis en Conférence à Washington, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté la Convention suivante :

ARTICLE PREMIER.

Définitions.

Dans la présente Convention :

le terme « communication radioélectrique » ou « radiocommunication » s'applique à la transmission sans fil d'écrits, de signes, de signaux, d'images et de sons de toute nature, à l'aide des ondes hertziennes ;

le terme « station de radiocommunication » ou simplement « station » désigne une station outillée pour effectuer une radiocommunication ;

le terme « station fixe » désigne une station établie à demeure et communiquant avec une ou plusieurs stations établies de la même manière ;

le terme « station mobile » désigne une station susceptible de se déplacer et qui habituellement se déplace ;

le terme « station terrestre » désigne une station autre qu'une station mobile et utilisée pour la radiocommunication avec des stations mobiles ;

le terme « service mobile » désigne le service de radiocommunication exécuté

entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles ;

le terme « service international » désigne un service de radiocommunication entre une station dans un Pays et une station dans un autre Pays, ou entre une station terrestre et une station mobile qui se trouve au delà des limites du Pays dans lequel est située la station terrestre, ou entre deux ou plusieurs stations mobiles sur ou au-dessus des hautes mers. Un service de radiocommunication intérieur ou national, qui est susceptible de causer des brouillages avec d'autres services au delà des limites du Pays dans lequel il opère, est considéré comme service international au point de vue de brouillage ;

le terme « réseau général des voies de communication » désigne l'ensemble des voies de communication télégraphiques et téléphoniques existantes, ouvertes au service public, avec fils et sans fil, à l'exclusion des voies de radiocommunication du service mobile ;

le terme « service public » désigne un service à l'usage du public en général ;

le terme « service restreint » désigne un service ne pouvant être utilisé que par des personnes spécifiées ou dans des buts particuliers ;

le terme « correspondance publique » désigne toute communication radioélectrique qu'une station, par le fait de sa mise à la disposition du service public, doit accepter du public pour transmission ;

le terme « entreprise privée » désigne tout particulier et toute Compagnie ou Corporation qui exploite une ou plusieurs stations pour des communications radioélectriques ;

le terme « radiotélégramme » désigne un télégramme originaire ou à destination d'une station mobile, transmis, sur tout ou partie de son parcours, par des moyens radioélectriques.

ARTICLE 2.

Etendue de la Convention.

§ 1. Les Gouvernements contractants s'engagent à appliquer les dispositions de la présente Convention dans toutes les stations de radiocommunication établies ou exploitées par les Gouvernements contractants et ouvertes au service international de la correspondance publique. Ils s'engagent également à appliquer lesdites dispositions aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention.

§ 2. Ils s'engagent, en outre, à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires pour imposer l'observation des dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, aux particuliers et entreprises privées autorisés à établir et à exploiter des stations de radiocommunication du service international ouvertes ou non à la correspondance publique.

§ 3. Les Gouvernements contractants reconnaissent le droit à deux Gouverne-

ments contractants d'organiser entre eux des communications radioélectriques, à la seule condition de se conformer à toutes les dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

ARTICLE 3.

Intercommunication.

§ 1. (1) En ce qui concerne les communications internationales entre stations fixes, la liberté de chaque Gouvernement contractant reste entière, relativement à l'organisation du service et à la détermination des correspondances à échanger par les stations assurant ces communications.

(2) Toutefois, lorsque ces stations fixes effectuent un service international de correspondance publique, soit de Pays à Pays, soit avec des stations du service mobile, elles doivent se conformer, respectivement pour chacune de ces deux catégories de communications, aux prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés.

§ 2. En ce qui regarde les communications entre stations participant au service mobile, les stations assurant ces communications sont tenues, dans les limites de leur affectation normale, d'échanger réciproquement les radiotélégrammes, sans distinction du système radioélectrique adopté par elles.

§ 3. Toutefois, afin de ne pas entraver les progrès scientifiques, les dispositions du paragraphe précédent n'empêchent pas l'emploi éventuel d'un système radioélectrique incapable de communiquer avec d'autres systèmes, pourvu que cette incapacité soit due à la nature spécifique de ce système et qu'elle ne soit pas l'effet de dispositifs adoptés uniquement en vue d'empêcher l'intercommunication.

ARTICLE 4.

Service restreint.

Nonobstant les dispositions de l'Article 3, une station de radiocommunication peut être affectée à un service international restreint de correspondance publique, déterminé par le but de la correspondance ou par d'autres circonstances, indépendantes du système employé.

ARTICLE 5.

Secret des correspondances. Signaux faux ou trompeurs.

Les Gouvernements contractants s'engagent à prendre ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures utiles pour réprimer :

a) la transmission et la réception, sans autorisation, à l'aide d'installations radioélectriques, de correspondances ayant un caractère privé ;

b) la divulgation du contenu ou simplement de l'existence de correspondances qui auraient pu être captées à l'aide d'installations radioélectriques ;

c) la publication ou l'usage, sans autorisation, de correspondances reçues à l'aide d'installations radioélectriques ;

d) la transmission ou la mise en circulation de signaux de détresse ou d'appels de détresse, faux ou trompeurs.

ARTICLE 6.

Instruction des contraventions.

Les Gouvernements contractants s'engagent à s'entr'aider dans l'instruction des contraventions aux dispositions de la présente Convention et des Règlements y annexés, ainsi que, éventuellement, dans la poursuite des personnes contrevenant à ces dispositions.

ARTICLE 7.

Connexion avec le réseau général des voies de communication.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à prendre les mesures utiles pour que les stations terrestres établies sur son territoire et ouvertes au service international de la correspondance publique soient reliées au réseau général des voies de communication ou tout au moins à prendre des dispositions en vue d'assurer les échanges rapides et directs entre ces stations et le réseau général des voies de communication.

ARTICLE 8.

Echange d'informations relatives aux stations et au service.

Les Gouvernements contractants se donnent mutuellement connaissance, par l'intermédiaire du Bureau international de l'Union télégraphique, des noms des stations ouvertes au service international de la correspondance publique et des stations assurant des services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, ainsi que de toutes les indications propres à faciliter et à accélérer les échanges radioélectriques.

ARTICLE 9.

Dispositifs spéciaux.

Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de prescrire ou d'admettre que, dans les stations visées à l'Article 8, indépendamment de l'installation dont les indications sont publiées par application de cet Article, d'autres dispositifs soient établis et exploités en vue d'une transmission radioélectrique spéciale, sans que les détails de ces dispositifs soient publiés.

ARTICLE 10.

Conditions imposées aux stations. Interférences.

§ 1. Les stations visées à l'Article 2 doivent, autant que possible, être établies et exploitées dans les meilleures conditions que la pratique du service aura fait connaître et être maintenues au niveau des progrès scientifiques et techniques.

§ 2. Toutes les stations, quel que soit leur objet, doivent, autant que possible, être établies et exploitées de manière à ne pas troubler les communications ou services radioélectriques des autres Gouvernements contractants et des particuliers ou des entreprises privées autorisés par ces Gouvernements contractants à effectuer un service public de radiocommunication.

ARTICLE 11.

Priorité pour les appels de détresse.

Les stations participant au service mobile sont obligées d'accepter par priorité absolue les appels de détresse, quelle qu'en soit la provenance, de répondre de même à ces appels et d'y donner la suite qu'ils comportent.

ARTICLE 12.

Taxes.

Les taxes applicables aux radiotélégrammes et les divers cas dans lesquels ceux-ci bénéficient de la franchise radioélectrique sont établis conformément aux dispositions des Règlements annexés à la présente Convention.

ARTICLE 13.

Règlements. Conférences.

§ 1. Les dispositions de la présente Convention sont complétées par :

1° un Règlement général qui a la même valeur et entre en vigueur en même temps que la Convention ;

2° un Règlement additionnel qui engage seulement les Gouvernements qui l'ont signé.

§ 2. Les prescriptions de la présente Convention et des Règlements y annexés sont revisées par des Conférences de Plénipotentiaires des Gouvernements contractants, chaque Conférence fixant elle-même le lieu et l'époque de la réunion suivante.

§ 3. Avant toute délibération, chaque Conférence établit un Règlement intérieur, indiquant dans quelles conditions sont organisés et conduits les débats.

ARTICLE 14.

Arrangements particuliers.

Les Gouvernements contractants se réservent, pour eux-mêmes et pour les entreprises privées dûment autorisées à cet effet, par eux, la faculté de conclure des arrangements particuliers, sur les points du service qui n'intéressent pas la généralité des Gouvernements. Toutefois, ces arrangements devront rester dans les limites de la Convention et des Règlements y annexés, pour ce qui concerne les brouillages que leur mise à exécution serait susceptible de produire dans les services des autres Pays.

ARTICLE 15.

Suspension du service.

Chaque Gouvernement se réserve la faculté de suspendre le service international de radiocommunication pour un temps indéterminé, s'il le juge nécessaire, soit d'une manière générale, soit seulement pour certaines relations et ou pour certaines natures de radiocommunications, à charge pour lui d'en aviser immédiatement chacun des autres Gouvernements contractants par l'intermédiaire du Bureau International de l'Union Télégraphique.

ARTICLE 16.

Bureau international.

§ 1. Le Bureau International de l'Union Télégraphique est chargé de réunir, de coordonner et de publier les renseignements de toute nature relatifs aux services radioélectriques, d'instruire les demandes de modification à la Convention et aux Règlements y annexés, de faire promulguer les changements adoptés et, en général, de procéder à tous les travaux administratifs dont il serait saisi dans l'intérêt des services radioélectriques internationaux.

§ 2. Les frais résultant de ces attributions sont supportés par tous les Gouvernements contractants, dans la proportion fixée par le Règlement général.

ARTICLE 17.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Un Comité consultatif international technique des communications radioélectriques est institué en vue d'étudier les questions techniques et connexes, afférentes à ces communications.

§ 2. Sa composition, ses attributions et son fonctionnement sont définis dans le Règlement général annexé à la présente Convention.

ARTICLE 18.

Relations avec les stations des Pays non-contractants.

§ 1. Chacun des Gouvernements contractants se réserve la faculté de fixer les conditions dans lesquelles il admet les télégrammes ou radiotélégrammes en provenance ou à destination d'une station qui n'est pas soumise aux dispositions de la présente Convention.

§ 2. Si un télégramme ou un radiotélégramme est admis il doit être transmis, et les taxes ordinaires doivent lui être appliquées.

ARTICLE 19.

Adhésions.

§ 1. (1) Les Gouvernements qui n'ont point pris part à la présente Convention sont admis à y adhérer sur leur demande.

(2) Cette adhésion est notifiée par la voie diplomatique à celui des Gouvernements contractants au sein duquel la dernière Conférence a été tenue et par celui-ci à tous les autres.

(3) Elle emporte de plein droit accession à toutes les clauses de la présente Convention et admission à tous les avantages y stipulés.

§ 2. (1) L'adhésion à la Convention du Gouvernement d'un Pays ayant des Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat ne comporte pas l'adhésion de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, à moins d'une déclaration à cet effet de la part du dit Gouvernement.

(2) L'ensemble de ces Colonies, Protectorats ou Territoires sous souveraineté ou mandat, ou chacun d'eux séparément, peut faire l'objet d'une adhésion distincte ou d'une dénonciation distincte dans les conditions prévues au présent Article et à l'Article 23.

ARTICLE 20.

Arbitrage.

§ 1. En cas de dissentiment entre deux Gouvernements contractants, relativement à l'interprétation ou à l'exécution soit de la présente Convention, soit des Règlements prévus par l'Article 13, la question doit, à la demande de l'un de ces Gouvernements, être soumise à un jugement arbitral. A cet effet, chacun des Gouvernements en cause en choisit un autre, non intéressé dans la question.

§ 2. Si l'accord entre les deux arbitres ne peut être obtenu, ceux-ci s'adjoignent un autre Gouvernement contractant également désintéressé dans le différend. A défaut, pour les deux arbitres, de s'entendre concernant le choix de ce troisième Gouvernement, chaque arbitre propose un Gouvernement contractant désintéressé dans le conflit ; il est tiré au sort entre les Gouvernements proposés. Le tirage au

sort appartient au Gouvernement sur le territoire duquel fonctionne le Bureau International mentionné à l'Article 16. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

ARTICLE 21.

Echange de lois et de textes réglementaires.

Les Gouvernements contractants se communiquent, s'ils le jugent utile, par l'intermédiaire du Bureau International de l'Union Télégraphique, les lois et les textes réglementaires qui auraient déjà été promulgués ou qui viendraient à l'être, dans leurs Pays, relativement à l'objet de la présente Convention.

ARTICLE 22.

Installations navales et militaires.

§ 1. Les Gouvernements contractants conservent leur entière liberté relativement aux installations radioélectriques non prévues à l'Article deux et, notamment, aux installations navales et militaires.

§ 2. Toutes ces installations et stations doivent, autant que possible, observer les dispositions réglementaires relatives aux secours à prêter en cas de détresse et aux mesures à prendre pour empêcher le brouillage. Elles doivent aussi, autant que possible, observer les dispositions réglementaires en ce qui concerne les types d'ondes et les fréquences à utiliser, selon le genre de service que lesdites stations assurent.

§ 3. Toutefois, lorsque ces installations et stations font un échange de correspondance publique ou participent aux services spéciaux régis par les Règlements annexés à la présente Convention, elles doivent se conformer, en général, aux prescriptions réglementaires pour l'exécution de ces services.

ARTICLE 23.

Mis à exécution, durée et dénonciation.

§ 1. La présente Convention sera mise à exécution à partir du 1er janvier 1929 ; elle demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé et jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où la dénonciation en sera faite.

§ 2. La dénonciation ne produit son effet qu'à l'égard du Gouvernement au nom duquel elle a été faite. Pour les autres Gouvernements contractants, la Convention reste en vigueur.

ARTICLE 24.

Ratification.

§ 1. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à Washington dans le plus bref délai possible.

§ 2. Dans le cas où un ou plusieurs des Gouvernements contractants ne ratifieraient pas la Convention, celle-ci n'en sera pas moins valable pour les Gouvernements qui l'auront ratifiée.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la Convention en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 novembre 1927.

(Suivent les signatures.)

Règlement général annexé à la Convention radiotélégraphique internationale.

Article premier.

Définitions.

Dans le présent Règlement, complémentairement aux définitions mentionnées à l'Article premier de la Convention :

le terme « station mobile » désigne une station mobile quelconque ;

le terme « stations mobiles » désigne l'ensemble des stations mobiles, quel que soit leur emplacement ;

le terme « station de bord » désigne une station placée à bord d'un navire qui n'est pas amarré en permanence ;

le terme « station d'aéronef » désigne une station placée à bord d'un aéronef ;

le terme « station côtière » désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations de bord. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations de bord ; elle n'est alors considérée comme station côtière que pendant la durée de son service avec les stations de bord ;

le terme « station aéronautique » désigne une station terrestre affectée aux communications avec les stations d'aéronef. Ce peut être une station fixe affectée aussi aux communications avec les stations d'aéronef ; elle n'est alors considérée comme station aéronautique que pendant la durée de son service avec les stations d'aéronef ;

le terme « station » désigne une station quelconque, sans égard pour son affectation ;

le terme « station terrestre » a une signification générale ; il est utilisé quand les relations envisagées portent en même temps sur les communications avec les stations de bord, sur les communications avec les stations d'aéronef et sur les communications avec d'autres stations mobiles quelconques. Il désigne alors tout à la fois une station côtière pour ce qui est des communications avec les stations de bord, une

station aéronautique pour ce qui est des communications avec les stations d'aéronef, et une station sur terre ferme quelconque destinée aux communications avec les autres stations mobiles quelconques ;

le terme « service de radiodiffusion » désigne un service assurant la diffusion de communications radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public, directement ou par l'intermédiaire de stations-relais ;

le terme « service fixe » désigne un service assurant des communications radioélectriques de toute nature entre points fixes, à l'exclusion du service de radiodiffusion et des services spéciaux ;

le terme « service mobile » désigne un service de radiocommunication exécuté entre stations mobiles et stations terrestres et par les stations mobiles communiquant entre elles, à l'exclusion des services spéciaux ;

le terme « services spéciaux » désigne les services de radiophares, de radiogoniométrie, les émissions de signaux horaires, d'avis aux navigateurs, d'ondes étalonnées, les émissions destinées à des buts scientifiques, etc. ;

le terme « radiophare » désigne une station spéciale dont les émissions sont destinées à permettre à une station de réception de déterminer son relèvement, ou une direction, par rapport au radiophare ;

le terme « station radiogoniométrique » désigne une station pourvue d'appareils spéciaux, destinés à déterminer la direction des émissions d'autres stations ;

le terme « station de radiodiffusion » désigne une station utilisée pour la diffusion des émissions radiotéléphoniques destinées à être reçues par le public ;

le terme « station expérimentale privée » désigne 1° une station privée destinée à des expériences en vue du développement de la technique ou de la science radioélectrique, 2° une station utilisée par un « amateur », c'est-à-dire par une personne dûment autorisée, s'intéressant à la technique radioélectrique dans un but uniquement personnel et sans intérêt pécuniaire ;

le terme « Administration » désigne une Administration gouvernementale.

Article 2.

Licence.

§ 1. Aucune station radioélectrique émettrice ne pourra être établie ou exploitée par un particulier ou par une entreprise privée, sans licence spéciale délivrée par le Gouvernement du Pays dont relève la station en question.

§ 2. Le titulaire d'une licence doit s'engager à garder le secret des correspondances, tant au point de vue télégraphique que téléphonique. En outre, il doit résulter de la licence qu'il est interdit de capter les correspondances radioélectriques autres que celles que la station est autorisée à recevoir et que, dans le cas où de telles correspondances sont involontairement reçues, elles ne doivent être ni reproduites par écrit, ni communiquées à des tiers, ni utilisées dans un but quelconque.

§ 3. Afin de faciliter la vérification des licences, il est recommandé d'ajouter,

s'il y a lieu, au texte rédigé dans la langue nationale, une traduction de ce texte en une langue dont l'usage est très répandu dans les relations internationales.

ARTICLE 3.

Choix et étalonnage des appareils.

§ 1. Le choix des appareils et des dispositifs radioélectriques à employer par une station est libre, à condition que les ondes émises soient conformes aux stipulations de ce Règlement.

§ 2. (1) Les Administrations doivent prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les fréquencemètres (ondemètres) employés pour le réglage des appareils de transmission soient étalonnés d'une façon aussi précise que possible, par comparaison avec leurs instruments-étalons nationaux.

(2) En cas de contestation internationale, les comparaisons sont faites par une méthode de mesure absolue des fréquences.

ARTICLE 4.

Classification et emploi des émission radioélectriques.

§ 1. (1) Les émissions radioélectriques sont réparties en deux classes :

A. Ondes entretenues,

B. Ondes amorties,

définies comme suit :

Classe A : Ondes dont les oscillations successives sont identiques en régime permanent.

Classe B : Ondes composées de trains successifs dans lesquels l'amplitude des oscillations, après avoir atteint un maximum, décroît ensuite graduellement.

(2) Les ondes de la Classe A comprennent les types ci-après, qui sont définis comme suit :

Type A 1 : Ondes entretenues non modulées. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie sous l'effet d'une manipulation télégraphique.

Type A 2 : Ondes entretenues modulées à fréquence audible. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant une loi périodique de fréquence audible combinée avec une manipulation télégraphique.

Type A 3 : Ondes entretenues modulées par la parole ou par la musique. Ondes entretenues dont l'amplitude ou la fréquence varie suivant les vibrations caractéristiques de la parole ou de la musique.

(3) La classification qui précède, en ondes A 1, A 2 et A 3, n'empêche pas l'emploi, dans des conditions fixées par les Administrations intéressées, d'ondes modulées et/ou manipulées, par des procédés ne rentrant pas dans les définitions des types A 1, A 2 et A 3.

(4) Ces définitions ne sont pas relatives aux systèmes des appareils d'émission.

(5) Les ondes seront désignées en premier lieu par leur fréquence en kilocycles par seconde (kc/s). A la suite de cette désignation sera indiquée, entre paranthèses, la longueur approximative en mètres. Dans le présent Règlement, la valeur approximative de la longueur d'onde en mètres est le quotient de la division du nombre 300000 par la fréquence exprimée en kilocycles par seconde.

§ 2. Les ondes émises par une station doivent être maintenues à la fréquence autorisée, aussi exactement que le permet l'état de la technique, et leur rayonnement doit être aussi exempt qu'il est pratiquement possible de toute émission qui n'est pas essentielle au type de la communication effectuée.

§ 3. Les Administrations intéressées fixent la tolérance admissible pour l'écart entre la fréquence moyenne des émissions et la fréquence notifiée ; elles s'efforcent de profiter des progrès de la technique, pour réduire progressivement cette tolérance.

§ 4. La largeur d'une bande de fréquences occupée par l'émission d'une station doit répondre raisonnablement aux progrès techniques, pour le type de communication dont il s'agit.

§ 5. Dans le cas où des bandes de fréquences sont attribuées à un service déterminé, les stations de ce service doivent employer des fréquences suffisamment éloignées des limites de ces bandes, pour ne pas produire de brouillage nuisible dans le travail des stations appartenant aux services auxquels sont attribuées les bandes de fréquences immédiatement voisines.

Article 5.

Distribution et emploi des fréquences (longueurs d'onde) et des types d'émission.

§ 1. Les Administrations des Pays contractants peuvent attribuer une fréquence quelconque et un type d'ondes quelconque à toute station radioélectrique sous leur autorité, à la seule condition qu'il n'en résulte pas de brouillages avec un service quelconque d'un autre Pays.

§ 2. Toutefois, ces Administrations sont d'accord pour attribuer, aux stations qui, en raison de leur nature même, sont supposées capables de causer de sérieux brouillages internationaux, des fréquences et des types d'ondes en conformité avec les règles de répartition et d'emploi des ondes, telles qu'elles sont indiquées ci-dessous.

§ 3. Les Administrations sont aussi d'accord pour considérer le tableau de répartition des bandes de fréquences (voir § 7) comme un guide donnant, pour les différents services, les limites devant être respectées pour toutes les stations nouvelles et auxquelles devront être adaptées toutes les stations existantes, dans un délai aussi court qu'il sera pratiquement possible de l'obtenir, sans diminuer la qualité du service que ces stations existantes assurent, et compte tenu de l'état actuel de leurs installations.

§ 4. Cependant, les fréquences de toutes les stations de radiodiffusion travaillant

Fréquences en kilocycles-seconde (kc/s)	Longueurs d'onde approximatives en mètres (m)	SERVICES
10–100	30000–3000	Services fixes.
100–110	3000–2725	Services fixes et services mobiles.
110–125	2725–2400	Services mobiles.
125–150[1])	2400–2000[1])	Services mobiles maritimes *ouverts à la correspondance publique exclusivement.*
150–160	2000–1875	Services mobiles.
160–194	1875–1550	*a)* Radiodiffusion. *b)* Services fixes. *c)* Services mobiles. Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants : Toutes les régions où existent déjà des stations de radiodiffusion travaillant sur des fréquences inférieures à 300 kc/s (supérieures à 1000 m). } radiodiffusion. Autres régions { Services fixes. / Services mobiles. Les arrangements régionaux respecteront les droits des autres régions dans cette bande.
194–285	1550–1050	*a)* Services mobiles. *b)* Services fixes. *c)* Radiodiffusion. Les conditions d'utilisation de cette bande sont soumises aux arrangements régionaux suivants: Europe { *a)* Services mobiles *aériens exclusivement.* / *b)* Services fixes *aériens exclusivement.* / *c)* Dans la bande 250–285 kc/s (1200–1050m) Services fixes *non ouverts à la correspondance publique.* / *d)* Radiodiffusion dans la bande 194–224 kc/s (1550–1340 m).

[1]) L'onde de 143 kc/s (2100 m) est l'onde d'appel des stations mobiles utilisant des ondes longues entretenues.

Note. Il est reconnu que les ondes courtes (fréquences de 6000 à 23000 kc/s approximativement — longueurs d'onde de 50 à 13 m environ) ont une grande efficacité pour les communications à grande distance. Il est recommandé de réserver, en règle générale, cette bande d'ondes pour cet objet, dans les services entre points fixes.

Fréquences en kilocycles seconde (kc/s)	Longueurs d'onde approximatives en mètres (m)	SERVICES
		Autres régions : *a)* Services mobiles, à l'exclusion des stations commerciales de bord. *b)* Services fixes *aériens exclusivement.* *c)* Services fixes *non ouverts à la correspondance publique.*
285–315	1050–950	Radiophares.
315–350[2])	950–850[2])	Services mobiles *aériens exclusivement.*
350–360	850–830	Services mobiles *non ouverts à la correspondance publique.*
360–390	830–770	*a)* Radiogoniométrie. *b)* Services mobiles, à condition de ne pas brouiller la radiogoniométrie.
390–460	770–650	Services mobiles.
460–485	650–620	Services mobiles *(à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).*
485–515[3])	620–580[3])	Services mobiles (Détresse, appel, etc.).
515–550	580–545	Services mobiles *non ouverts à la correspondance publique (à l'exclusion des ondes amorties et de la radiotéléphonie).*
550–1300[4])	545–230[4])	Radiodiffusion.
1300–1500	230–200	*a)* Radiodiffusion. *b)* Services mobiles maritimes, ondes de 1365 kc/s (220 m) exclusivement.
1500–1715	200–175	Services mobiles.
1715–2000	175–150	Services mobiles. Services fixes. Amateurs.
2000–2250	150–133	Services mobiles et services fixes.
2250–2750	133–109	Services mobiles.
2750–2850	109–105	Services fixes.
2850–3500	105–85	Services mobiles et services fixes.
3500–4000	85–75	Services mobiles. Services fixes. Amateurs.
4000–5500	75–54	Services mobiles et services fixes.

[2]) L'onde de 333 kc/s (900 m) est l'onde internationale d'appel des services aériens.

[3]) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être employée pour d'autres usages à condition de ne pas brouiller les signaux d'appel et de détresse.

[4]) Les services mobiles peuvent utiliser la bande 550-1300 kc/s (545-230 m) à condition de ne pas brouiller les services d'un Pays qui utilise cette même bande exclusivement pour la radiodiffusion.

Fréquences en kilocycles-seconde (kc/s	Longueurs d'onde approximatives en mètres (m)	Services
5500–5700	54–52,7	Services mobiles.
5700–6000	52,7–50	Services fixes.
6000–6150	50–48,8	Radiodiffusion.
6150–6675	48,8–45	Services mobiles.
6675–7000	45–42,8	Services fixes.
7000–7300	42,8–41	Amateurs.
7300–8200	41–36,6	Services fixes.
8200–8550	36,6–35,1	Services mobiles.
8550–8900	35,1–33,7	Services mobiles et services fixes.
8900–9500	33,7–31,6	Services fixes.
9500–9600	31,6–31,2	Radiodiffusion.
9600–11000	31,2–27,3	Services fixes.
11000–11400	27,3–26,3	Services mobiles.
11400–11700	26,3–25,6	Services fixes.
11700–11900	25,6–25,2	Radiodiffusion.
11900–12300	25,2–24,4	Services fixes.
12300–12825	24,4–23,4	Services mobiles.
12825–13350	23,4–22,4	Services mobiles et services fixes.
13350–14000	22,4–21,4	Services fixes.
14000–14400	21,4–20,8	Amateurs.
14400–15100	20,8–19,85	Services fixes.
15100–15350	19,85–19,55	Radiodiffusion.
15350–16400	19,55–18,3	Services fixes.
16400–17100	18,3–17,5	Services mobiles.
17100–17750	17,5–16,9	Services mobiles et services fixes.
17750–17800	16,9–16,85	Radiodiffusion.
17800–21450	16,85–14	Services fixes.
21450–21550	14–13,9	Radiodiffusion.
21550–22300	13,9–13,45	Services mobiles.
22300–23000	13,45–13,1	Services mobiles et services fixes.
23000–28000	13,1–10,7	Non réservé.
28000-30000	10,7–10	Amateurs et expériences.
30000–56000	10–5,35	Non réservé.
56000–60000	5,35-5	Amateurs et expériences.
au-dessus de 60000	au-dessous de 5	Non réservé.

actuellement avec des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) devront, en principe, être ramenées, au plus tard un an après la mise en vigueur du présent Règlement, soit dans la bande comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m) soit dans la bande comprise entre 550 et 1500 kc/s (longueurs d'onde 545 à 200 m).

§ 5. Aucune nouvelle station de radiodiffusion ne sera autorisée à travailler dans la bande de fréquence comprise entre 160 et 224 kc/s (longueurs d'onde 1875 à 1340 m), à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants, y compris les services de radiodiffusion effectués par les stations qui utilisent déjà des fréquences entrant dans la dite bande, et les stations dont les fréquences seraient ramenées à l'intérieur de cette même bande, par application des dispositions du § 4 ci-dessus.

§ 6. La puissance des stations de radiodiffusion existantes qui utilisent des fréquences inférieures à 300 kc/s (longueurs d'onde supérieures à 1000 m) ne doit pas être augmentée, à moins qu'il n'en résulte pas d'inconvénient pour les services de radiocommunication existants.

§ 7. Le tableau ci-contre donne la répartition des fréquences (longueurs d'onde approximatives) entre les divers services.

§ 8. (1) L'usage des ondes du type B d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1er janvier 1930, sous réserve des dispositions du § 1 du présent Article, et sauf pour les stations terrestres existantes.

(2) Aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite sur des navires ou des aéronefs à partir du 1er janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) L'usage des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les conditions de puissance indiquées en (2) ci-dessus.

(4) Aucune nouvelle installation d'émetteurs du type B ne pourra être faite désormais dans une station terrestre ou fixe. Les ondes de ce type seront interdites dans toutes les stations terrestres à partir du 1er janvier 1935.

§ 9. L'emploi du type d'ondes A 3 n'est pas autorisé entre 100 et 160 kc/s (3000 et 1875 m).

§ 10. L'emploi du type d'ondes A 2 n'est pas autorisé entre 100 et 150 kc/s (3000 et 2000 m), sauf dans la bande 100 à 125 kc/s (3000 à 2400 m) pour les signaux horaires exclusivement.

§ 11. Dans la bande 460 à 550 kc/s (650 à 545 m) aucun type d'émission susceptible de rendre inopérants les signaux de détresse, d'alarme, de sécurité ou d'urgence, émis sur 500 kc/s (600 m), n'est autorisé.

§ 12. En principe, toute station qui assure un service entre points fixes sur une

onde de fréquence inférieure à 110 kc/s (longueur d'onde supérieure à 2725 m) doit employer une seule fréquence, choisie parmi les bandes attribuées audit service (§ 7 ci-dessus), pour chacun des émetteurs qu'elle comporte, susceptibles de fonctionner simultanément. Il n'est pas permis à une station de faire usage, pour un service entre points fixes, d'une fréquence autre que celle attribuée comme il est dit ci-dessus.

§ 13. En principe, les stations emploient les mêmes fréquences et les mêmes types d'émission pour les transmissions de messages par la méthode unilatérale que pour leur service normal. Toutefois, des arrangements régionaux peuvent être réalisés, en vue de dispenser les stations intéressées de se soumettre à cette règle.

§ 14. Afin de faciliter l'échange des messages météorologiques synoptiques, dans les régions européennes, deux fréquences entre 37,5 et 100 kc/s (longueurs d'onde entre 8000 et 3000 m) seront attribuées à ce service par des arrangements régionaux.

§ 15. Pour faciliter la transmission et la distribution rapides des renseignements utiles à la découverte des crimes et à la poursuite des criminels, une fréquence entre 37,5 et 100 kc/s (longueur d'onde entre 8000 et 3000 m) sera réservée, pour cet objet, par des arrangements régionaux.

§ 16. (1) Les fréquences assignées par les Administrations à toutes nouvelles stations fixes, terrestres ou de radiodiffusion dont elles ont autorisé ou entrepris l'installation doivent être choisies de manière à éviter, autant qu'il est possible, de brouiller les services internationaux effectués par les stations existantes, dont les fréquences ont déjà été notifiées au Bureau international. Dans le cas d'un changement de la fréquence d'une station existante fixe, terrestre ou de radiodiffusion, la nouvelle fréquence assignée à cette station doit satisfaire à la condition mentionnée ci-dessus.

(2) Les Gouvernements intéressés s'entendent, en cas de besoin, pour la fixation des ondes à attribuer aux stations dont il s'agit ainsi que pour la détermination des conditions d'emploi des ondes ainsi atrribuées. Si aucun arrangement en vue d'éviter les brouillages ne peut être réalisé, les prescriptions de l'Article 20 de la Convention peuvent être appliquées.

§ 17. (1) Chaque Administration avise promptement le Bureau International, lorsqu'elle décide ou autorise l'établissement d'une station de radiocommunication dont l'exploitation nécessite l'attribution, en vue d'un service régulier, d'une fréquence déterminée, inférieure à 37,5 kc/s (d'une longueur d'onde supérieure à 8000 m), dans le cas où l'emploi de cette fréquence pourrait causer des brouillages internationaux sur des régions étendues. Cet avis doit parvenir au Bureau International quatre mois avant la construction de la station envisagée, de manière à permettre de régler les objections qu'une quelconque des Administrations pourrait soulever contre l'adoption de la fréquence proposée.

(2) Dans le cas d'une station fixe à ondes courtes, destinée à effectuer un service régulier et dont le rayonnement serait susceptible de causer des brouillages internationaux, l'Administration intéressée doit, en règle générale, avant l'achèvement

de la station et en tout cas avant qu'elle soit ouverte au service, notifier au Bureau international la fréquence assignée à cette station.

(3) Une telle notification n'est faite, toutefois, que lorsque l'Administration intéressée a acquis la certitude que le service dont il s'agit pourra être établi dans un délai raisonnable.

§ 18. (1) Chaque Administration peut attribuer aux stations d'amateurs des fréquences choisies dans les bandes allouées aux amateurs, dans le tableau de répartition (§ 7 ci-dessus).

(2) La puissance maximum que ces stations peuvent utiliser est fixée par les Administrations intéresssées, en tenant compte des qualités techniques des opérateurs et des conditions dans lesquelles lesdites stations doivent travailler.

(3) Toutes les règles générales fixées dans la Convention et dans ce Règlement s'appliquent aux stations d'amateurs. En particulier, la fréquence des ondes émises doit être aussi constante et aussi exempte d'harmoniques que l'état de la technique le permet.

(4) Au cours de leurs émissions, ces stations doivent transmettre leur indicatif d'appel à de courts intervalles.

ARTICLE 6.

Service des stations expérimentales privées.

§ 1. L'échange de communications entre stations expérimentales privées, de Pays différents, est interdit, si l'Administration de l'un des Pays intéressés a notifié son opposition à cet échange.

§ 2. Lorsque cet échange est permis, les communications doivent, à moins que les Pays intéressés n'aient pris d'autres arrangements entre eux, s'effectuer en langage clair et se limiter aux messages ayant trait aux expériences et à des remarques d'un caractère personnel pour lesquelles, en raison de leur manque d'importance, le recours au service télégraphique public ne saurait entrer en considération.

§ 3. Dans une station expérimentale privée, autorisée à effectuer des émissions, toute personne manœuvrant les appareils, pour son propre compte ou pour celui de tiers, doit avoir prouvé qu'elle est apte à transmettre les textes en signaux du Code Morse et à lire, à la réception radioélectrique auditive, les textes ainsi transmis. Elle ne peut se faire remplacer que par des personnes autorisées, possédant les mêmes aptitudes.

§ 4. Les Administrations prennent telles mesures qu'elles jugent nécessaires pour vérifier les capacités, au point de vue technique, de toute personne manœuvrant les appareils.

ARTICLE 7.

Certificats des opérateurs.

§ 1. (1) Le service de toute station mobile, radiotélégraphique ou radiotéléphonique, doit être assuré par un opérateur radiotélégraphiste, possesseur d'un

certificat délivré par le Gouvernement dont dépend cette station. Toutefois, dans les stations mobiles pourvues d'une installation de radiotéléphonie de faible puissance (d'une puissance ne dépassant pas 300 watts alimentation), utilisable seulement pour la téléphonie, le service peut être assuré par un opérateur titulaire du seul certificat de radiotéléphoniste.

(2) Dans le cas d'indisponibilité absolue de l'opérateur, au cours d'une traversée, d'un vol ou d'un voyage, le Commandant ou la personne responsable de la station mobile peut autoriser, mais à titre temporaire seulement, un opérateur possédant un certificat délivré par un autre Gouvernement contractant, à assurer le service radioélectrique. Lorsqu'il devra être fait appel, comme opérateur provisoire, à une personne ne possédant pas de certificat suffisant, son intervention devra se limiter aux cas d'urgence. De toutes façons, l'opérateur ou la personne susvisés devront être remplacés, aussitôt que possible, par un opérateur en possession du certificat prévu au § 1 (1) ci-dessus.

§ 2. Il y a deux classes de certificats et des certificats spéciaux pour les opérateurs radiotélégraphistes et une classe de certificat pour les opérateurs radiotéléphonistes.

Certificats de radiotélégraphiste.

§ 3. (1) Chaque Gouvernement reste libre de fixer le nombre des examens jugés nécessaires pour accéder au certificat de 1re classe.

(2) Le certificat de 1re classe constate obligatoirement que l'opérateur possède les aptitudes requises pour l'obtention du certificat de radiotéléphoniste. Chaque Gouvernement demeure libre d'exiger ou non ces mêmes aptitudes pour le certificat de 2e classe.

(3) Les conditions minima à imposer pour l'obtention de ces certificats sont les suivantes :

A. Première classe.

Le certificat de 1re classe constate la valeur professionnelle et technique de l'opérateur en ce qui concerne :

a) La connaissance des principes généraux d'électricité et de la théorie de la radiotélégraphie et de la radiotéléphonie, ainsi que la connaissance du fonctionnement pratique de tous les appareils utilisés dans le service mobile.

b) La connaissance théorique et pratique du fonctionnement des appareils accessoires, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils indiqués au littera a).

c) Les connaissances pratiques nécessaires pour effectuer, par les moyens du bord, les réparations d'avaries pouvant survenir aux appareils, en cours de voyage.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 20 (vingt) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse

de 25 (vingt-cinq) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.

e) La connaissance détaillée des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.

f) La connaissance de la géographie générale des cinq parties du monde, notamment des principales liaisons électriques par fil et « sans fil ».

B. Deuxième classe.

Le certificat de 2e classe constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne :

a) La connaissance théorique et pratique élémentaire de l'électricité et de la radiotélégraphie, ainsi que la connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils utilisés dans le service mobile

b) La connaissance théorique et pratique élémentaire du fonctionnement des appareils, tels que groupes électrogènes, accumulateurs, etc., utilisés pour la mise en œuvre et le réglage des appareils mentionnés au littera a).

c) Les connaissances pratiques suffisantes pour pouvoir effectuer les petites réparations, en cas d'avaries survenant aux appareils.

d) La transmission correcte et la réception auditive correcte de groupes de code (mélange de lettres, de chiffres et de signes de ponctuation), à une vitesse de 16 (seize) groupes par minute, et d'un texte en langage clair maternel, à une vitesse de 20 (vingt) mots par minute. Chaque groupe de code doit comprendre cinq caractères, chaque chiffre ou signe de ponctuation comptant pour deux caractères. Le mot moyen du texte en langage clair maternel doit comporter cinq caractères.

e) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radioélectriques, la connaissance des documents relatifs à la taxation des radiotélégrammes, la connaissance de la partie des Règlements sur la sécurité de la vie humaine en mer se rapportant à la radiotélégraphie, et, pour la navigation aérienne, la connaissance des dispositions spéciales régissant le service radioélectrique de la navigation aérienne.

f) La connaissance des notions de géographie générale s'appliquant aux communications par fil et « sans fil ».

C. Certificat spécial.

(1) Le service radiotélégraphique des petits navires (auxquels la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer n'est pas applicable) peut être assuré

par des opérateurs pourvus d'un certificat spécial répondant aux conditions suivantes :

a) Les opérateurs de celles de ces stations mobiles qui participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles, doivent être capables d'assurer les communications radioélectriques à la vitesse de transmission et de réception prévue pour l'obtention du certificat de 2e classe

b) Lorsque ces stations ne participent pas au dit service, mais agissent naturellement en cas de détresse, et qu'elles travaillent sur une onde particulière, en ne gênant pas les autres services radioélectriques, il appartient à chaque Gouvernement intéressé de fixer les conditions d'obtention du certificat.

(2) A titre exceptionnel, il est concédé provisoirement au Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accorder un certificat spécial, dont il fixe les conditions d'obtention, aux opérateurs de petits bâtiments de sa nationalité, qui ne s'éloignent pas des côtes du dit Pays, et ne participent au service international de la correspondance publique et au travail général des stations mobiles que d'une manière restreinte.

§ 4. (1) Avant de devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la première catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1re classe doit avoir au moins une année d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(2) Pour devenir chef de poste d'une station mobile à bord d'un navire de la deuxième catégorie (Art. 20, § 2), un opérateur de 1re classe doit avoir au moins six mois d'expérience comme opérateur à bord d'un navire ou dans une station côtière.

(3) Pour assurer le service comme opérateur de 1re classe sur un aéronef, l'opérateur doit justifier d'un nombre d'heures de vol dans le service radioélectrique, fixé par l'Administration qui délivre le certificat.

§ 5. Les opérateurs qui ont passé avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2e classe reçoivent de leur Gouvernement un certificat provisoire qui les autorise à embarquer comme chef de poste sur les bâtiments de la troisième catégorie (Art. 20, § 2). Après avoir justifié d'un service de six mois à bord d'un navire, ils peuvent recevoir le certificat définitif de 2e classe, les autorisant à exercer les mêmes fonctions sur des bâtiments de la deuxième catégorie.

Certificat de radiotéléphoniste.

§ 6. (1) Il n'y a qu'une classe de certificat pour les opérateurs de la radiotéléphonie.

(2) Ce certificat constate la valeur professionnelle de l'opérateur en ce qui concerne :

a) La connaissance du réglage et du fonctionnement des appareils de radiotéléphonie.

b) L'aptitude à la transmission et à la réception, d'une façon claire, de la conversation par l'appareil téléphonique.

c) La connaissance des Règlements s'appliquant à l'échange des communications radiotéléphoniques et de la partie des Règlements radiotélégraphiques concernant la sécurité de la vie humaine.

(3) Les titulaires du certificat de radiotéléphoniste ne peuvent être utilisés que sur les navires, aéronefs, etc., pourvus d'une installation de radiotéléphonie à faible puissance (300 watts alimentation, au maximum) et seulement pour le service téléphonique.

(4) Les opérateurs radiotéléphonistes du service aéronautique doivent justifier d'un minimum d'heures de vol à bord d'un aéronef, fixé par les Administrations intéressées.

(5) Le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 1re classe, ainsi que le titulaire d'un certificat de radiotélégraphiste de 2e classe pourvu du certificat de radiotéléphoniste, peuvent assurer le service radiotéléphonique sur toute station mobile.

§ 7. Chaque Administration prend les mesures nécessaires pour soumettre les opérateurs à l'obligation du secret des correspondances et pour éviter, dans la plus grande mesure possible, l'emploi frauduleux des certificats.

§ 8. Les Gouvernements intéressés prendront les dispositions nécessaires pour que le bénéfice des certificats délivrés sous le précédent régime soit maintenu aux titulaires de ces certificats, susceptibles de satisfaire, d'une manière générale, au nouvelles conditions de délivrance.

§ 9. Les dispositions du présent Article deviendront obligatoires dans un délai maximum de trois ans après la mise en vigueur du présent Règlement.

ARTICLE 8.

Autorité du Commandant.

§ 1. Le service radioélectrique d'une station mobile est placé sous l'autorité supérieure du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 2. Le Commandant ou la personne responsable, ainsi que toutes les personnes qui peuvent avoir connaissance du texte ou simplement de l'existence des radiotélégrammes, ou de tout renseignement quelconque obtenu au moyen du service radioélectrique, sont soumis à l'obligation de garder et d'assurer le secret des correspondances.

ARTICLE 9.

Procédure générale dans le service mobile.

§ 1. Dans le service mobile, la procédure détaillée ci-après est obligatoire, sauf

le cas d'appel de détresse ou de correspondance de détresse, auquel sont applicables les dispositions de l'Article 19.

§ 2. (1) Avant de procéder à toute transmission, la station émettrice doit s'assurer qu'il ne se produira pas de brouillage excessif avec d'autres communications s'effectuant dans son rayon d'action, sur l'onde qu'elle va employer ; s'il y a probabilité qu'un tel brouillage sera occasionné, elle attend le premier arrêt dans la transmission qu'elle pourrait troubler.

(2) Si, malgré cette précaution, une transmission radioélectrique en cours est entravée par l'appel, celui-ci doit cesser à la première demande d'une station terrestre ouverte au service international de la correspondance publique ou d'une station aéronautique quelconque. La station qui demande cette cessation doit indiquer la durée approximative de l'attente imposée à la station dont elle arrête l'appel.

§ 3. Dans les relations radiotélégraphiques du service mobile, la marche ci-après est suivie pour appeler une station :

(1) *a*) La station appelante effectue l'appel en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelée et le mot DE suivi de trois fois, au plus, son propre indicatif d'appel.

b) Pour produire cet appel, la station appelante utilise l'onde sur laquelle veille la station appelée.

(2) La station appelée répond en transmettant, au plus, trois fois l'indicatif d'appel de la station appelante, le mot DE, son propre indicatif d'appel, et, si elle est prête à recevoir le trafic, la lettre K (invitation à transmettre), suivie, si elle le juge utile, de l'abréviation appropriée et d'un chiffre indiquant la force des signaux reçus.

(3) Si la station appelée est empêchée de recevoir, elle remplace, dans la formule de réponse, la lettre K par le signal ▪ ▬ ▪ ▪ ▪ (attente), suivi d'un nombre indiquant en minutes la durée probable de l'attente. Si cette durée probable excède 10 minutes, l'attente doit être motivée.

(4) Lorsqu'il y a plusieurs radiotélégrammes à transmettre dans le même sens, ils peuvent être transmis par séries, avec le consentement de la station qui doit les recevoir.

(5) Cette dernière station, en donnant son assentiment, indique le nombre de radiotélégrammes qu'elle est prête à recevoir en une série et fait suivre cette indication de la lettre K.

(6) En principe, tout radiotélégramme contenant plus de 100 mots est considéré comme formant une série, ou met fin à une série en cours.

(7) En règle générale, les longs radiotélégrammes, tant ceux en langage clair que ceux en langage convenu ou chiffré, sont transmis par tranches, chaque tranche contenant 50 mots dans le cas du langage clair et 20 mots ou groupes lorsqu'il s'agit de langage convenu ou chiffré.

(8) A la fin de chaque tranche, le signal ▪ ▪ ▬ ▬ ▪ ▪ (?), signifiant : « Avez-vous bien reçu le radiotélégramme jusqu'ici ? » est transmis. Si la tranche a été correctement reçue, la station réceptrice donne la lettre K et la transmission du radiotélégramme est poursuivie.

(9) *a*) La transmission d'un radiotélégramme se termine par le signal ▪▬ ▪ ▬ ▪ (fin de transmission), suivi de l'indicatif d'appel de la station transmettrice et de la lettre K.

b) Dans le cas de la transmission par série, l'indicatif d'appel de la station transmettrice et la lettre K ne sont donnés qu'à la fin de la série

(10) *a*) L'accusé de réception d'un télégramme est donné au moyen de la lettre R suivie du numéro du radiotélégramme ; cet accusé de réception est précédé de la formule ci-après : indicatif d'appel de la station qui a transmis, mot DE, indicatif d'appel de la station qui a reçu.

b) L'accusé de réception d'une série de radiotélégrammes est donné au moyen de la lettre R suivie du nombre des radiotélégrammes reçus, ainsi que des numéros du premier et du dernier télégramme composant la série. Cet accusé de réception est précédé de la formule définie ci-dessus.

(11) La fin du travail entre deux stations est indiquée par chacune d'elles, au moyen du signal ▪ ▪ ▪ ▬ ▪ ▬ (fin de travail) suivi de son propre indicatif d'appel.

§ 4. (1) Si la station appelante a l'intention de transmettre son trafic avec un type d'onde ou /et sur une fréquence autres que ceux employés pour effectuer l'appel, elle fait suivre son propre indicatif d'appel des indications de service définissant le type d'onde ou /et la fréquence qu'elle se propose d'utiliser pour sa transmission. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle n'a pas l'intention de changer de type d'onde ni de fréquence.

(2) Si la station appelée désire que la station appelante transmette avec un type d'onde ou /et sur une fréquence autres que ceux utilisés pour l'appel, elle ajoute à la formule de réponse les indications de service définissant le type d'onde ou, et la fréquence dont elle demande l'emploi. L'absence de ces indications de service signifie qu'elle ne désire pas que le type d'onde ou /et la fréquence utilisés pour l'appel soient changés.

(3) Si la station appelante a indiqué qu'elle va utiliser pour la transmission un type d'onde ou /et une fréquence autres que ceux avec lesquels elle a effectué l'appel, la station appelée, dans la formule de réponse, fait précéder la lettre K des abréviations permettant d'indiquer qu'à partir de ce moment, elle écoute sur le type d'onde ou /et la fréquence annoncés et qu'elle emploiera elle-même lesdits type d'onde ou /et fréquence pour toute la durée de la communication.

(4) Si la station appelante est une station terrestre pouvant, conformément aux dispositions du présent Règlement, employer une onde autre que celles qu'il est possible à la station mobile d'émettre, elle peut, après avoir établi le contact, utiliser

cette onde pour transmettre son trafic. Dans ce cas, la marche à suivre est celle définie ci-après :

a) La station terrestre appelle la station mobile en employant l'onde sur laquelle celle-ci veille et, après avoir obtenu réponse, l'informe au moyen de l'abréviation appropriée d'avoir à l'écouter par la suite sur l'onde qu'elle compte utiliser.

b) Si la station mobile peut recevoir l'onde annoncée, elle donne la lettre K. Dans le cas contraire, elle informe la station terrestre, à l'aide de l'abréviation appropriée, de ce qu'il ne lui est pas possible de recevoir l'onde proposée et les deux stations s'entendent pour adopter une autre onde de travail.

(5) La station terrestre conserve l'onde qu'elle a employée jusqu'après la transmission du signal ▪ ▪ ▪ ▬ ▪ ▬ (fin de travail), suivi de son indicatif d'appel. Ce signal, suivi de l'indicatif d'appel, est répété par la station mobile sur l'onde internationale d'appel attribuée à son service.

(6) Lorsque la station terrestre qui reçoit une demande de changer le type d'onde ou /et la fréquence ne peut pas ou ne désire pas donner suite à cette demande, elle ne transmet pas le signal K, mais propose, en employant les abréviations appropriées, l'emploi d'un autre type d'onde ou /et d'une autre fréquence.

§ 5. (1) Sur l'onde de 500 kc/s (600 m) (ou sur une onde autorisée, dans le cas de communications avec une station d'aéronef), les périodes de travail continu entre deux stations ne doivent pas dépasser dix minutes environ ; après chacune de ces périodes, un temps d'arrêt doit être observé, afin de permettre, éventuellement, à une autre station de lancer un appel de priorité ou de transmettre un message de priorité.

(2) Sur les autres ondes affectées au service mobile maritime, la durée des périodes de travail continu est sous le contrôle de la station côtière. Dans le cas de communications entre deux stations de bord, c'est la station réceptrice qui détermine la durée des périodes de travail continu

(3) Dans les communications entre stations d'aéronef, la durée des périodes de travail continu est soumise au contrôle de la station d'aéronef qui reçoit, sous réserve de l'intervention, pour cet objet, de la station aéronautique. Dans les relations entre stations aéronautiques et stations d'aéronefs, c'est la station aéronautique qui contrôle la durée des périodes de travail continu.

§ 6. Lorsqu'une station reçoit un appel sans être certaine que cet appel lui est destiné, elle ne doit pas répondre avant que l'appel n'ait été répété et compris. Lorsque, d'un autre côté, une station reçoit un appel qui lui est destiné, mais a des doutes sur l'indicatif d'appel de la station appelante, elle doit répondre immédiatement en utilisant le signal ▪ ▪ ▬ ▬ ▪ ▪ en lieu et place de l'indicatif d'appel de cette dernière station.

§ 7. (1) Lorsqu'il est nécessaire de faire des signaux d'essai, aux fins de régler l'appareil avant de procéder à l'appel ou à la transmission, ces signaux ne doivent pas être produits pendant plus de 10 secondes environ, et ils doivent être constitués par une série de V, suivie de l'indicatif d'appel de la station qui opère.

(2) Si une station émet des signaux d'essai à la demande d'une autre station, pour permettre à celle-ci de régler son appareil récepteur, ces signaux doivent également être constitués par une série de V, dans laquelle s'intercale plusieurs fois l'indicatif d'appel de la station émettrice.

ARTICLE 10.

Appel général à toutes les stations mobiles.

§ 1. Les stations qui désirent entrer en communication avec des stations mobiles, sans toutefois connaître les noms des stations mobiles qui sont dans leur rayon d'action, peuvent employer le signal de recherche CQ, remplaçant l'indicatif de la station appelée dans la formule d'appel, cette formule étant suivie de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, avec demande de réponse).

§ 2. Dans les régions où le trafic est intense, l'emploi de l'appel CQ suivi de la lettre K est interdit, sauf en combinaison avec des signaux d'urgence.

§ 3. L'appel CQ non suivi de la lettre K (appel général à toutes les stations mobiles, sans demande de réponse) est employé pour les radiotélégrammes d'information générale, pour les signaux horaires, pour les informations météorologiques régulières, pour les avis généraux de sécurité et pour les informations de toute nature destinés à être lus par quiconque peut les recevoir.

ARTICLE 11.

Brouillage.

§ 1. (1) L'échange de signaux superflus est interdit aux stations mobiles. Des essais et des expériences ne sont tolérés, dans ces stations, qu'autant qu'ils ne troublent point le service d'autres stations.

(2) Chaque Administration apprécie, en vue de leur autorisation, si les essais ou les expériences proposés sont susceptibles de troubler le service des autres stations.

§ 2. Les essais et réglages, dans une station quelconque, doivent être conduits de façon à ne pas troubler le service des autres stations engagées dans une correspondance autorisée. Les signaux d'essai et de réglage doivent être choisis de telle manière qu'aucune confusion ne puisse se produire avec un signal, une abréviation, etc,. d'une signification particulière, définie par le Règlement.

§ 3. Une station quelconque effectuant des émissions pour des essais, des réglages ou des expériences doit transmettre son indicatif d'appel à de fréquents intervalles, au cours de ces émissions.

§ 4. L'Administration ou l'exploitation privée qui formule une plainte en matière de brouillage doit, pour étayer et justifier celle-ci, déclarer qu'elle emploie régulièrement des appareils de réception d'un type équivalant au type le meilleur, utilisé dans la pratique courante du service dont il s'agit.

ARTICLE 12.

Rapport sur les infractions.

§ 1. Si une Administration a connaissance d'une infraction à la Convention ou à ce Règlement, commise dans une des stations du service mobile qu'elle a autorisées, elle constate les faits, fixe les responsabilités, et prend les mesures nécessaires.

§ 2. Les infractions aux règles du service mobile sont signalées, par les stations qui les constatent, à l'Administration dont elles-mêmes relèvent, et ce au moyen d'états conformes au modèle reproduit à l'Appendice 2.

§ 3. Dans le cas d'infractions réitérées de la part d'une même station, des représentations doivent être faites à l'Administration du Pays dont dépend cette station.

ARTICLE 13.

Publication de documents de service.

§ 1. Le Bureau international dresse et publie les documents de service suivants :

a) un tableau et une carte destinés à être annexés à la Nomenclature des stations de bord, et indiquant les zones et les heures de service à bord des navires classés dans la deuxième catégorie (voir Appendices 5 et 6) ;

b) une Liste alphabétique des indicatifs d'appel de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles pourvues d'un indicatif d'appel de la série internationale. Cette liste est dressée sans considération de nationalité ; elle est précédée d'un tableau de répartition des indicatifs d'appel, mentionnant les Pays auxquels une ou plusieurs séries d'indicatifs d'appel sont attribuées, dans les conditions fixées à l'Article 14 ;

c) des Nomenclatures de toutes les stations fixes, terrestres et mobiles ayant un indicatif d'appel de la série internationale et ouvertes ou non à la correspondance publique, et une Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 2. La Nomenclature relative à chaque catégorie de stations est publiée en fascicules séparés, comme suit :

I. Stations fixes et terrestres.

(1) Nomenclature des stations par Pays, les noms des Pays étant rangés par ordre alphabétique et les noms des stations d'un même Pays étant, à leur tour, rangés par ordre alphabétique sous le nom de ce Pays. Cette Nomenclature est précédée d'un index alphabétique indiquant les noms des stations, les indicatifs d'appel, les indices caractéristiques et les numéros des pages où se trouvent les détails relatifs à ces stations.

(2) Le mot RADIO est imprimé séparément après le nom de chaque station côtière.

II. Stations effectuant des services spéciaux.

(1) Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui du fascicule précédent. Les stations mentionnées dans cette Nomenclature sont celles qui assurent des services spéciaux à l'usage de la navigation maritime et aérienne (radiogoniométrie, radiophares, signaux horaires, avis aux navigateurs, informations météorologiques régulières, informations de presse adressées à tous, etc.).

(2) Les mots GONIO et PHARE sont inscrits respectivement à la suite du nom des stations radiogoniométriques et des stations radiophares.

III. Stations de bord.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

IV. Stations d'aéronef.

Nomenclature des stations rangées par ordre alphabétique, sans considération de nationalité, et mentionnant, sous une forme abrégée, le nom du Pays auquel appartient chaque station.

V. Stations de radiodiffusion.

Nomenclature des stations par Pays, avec index alphabétique analogue à celui des fascicules I et II.

§ 3. Les suppléments à la liste des indicatifs d'appel et aux Nomenclatures respectives contiennent les additions, modifications et suppressions, publiées dans un ordre alphabétique. Ces suppléments sont mensuels et récapitulatifs.

Nomenclature des stations fixes et terrestres.

§ 4. (1) L'état signalétique des stations fixes et terrestres doit comporter les renseignements suivants :

a) nom de la station ;

b) indicatif d'appel ;

c) position géographique exacte de l'antenne émettrice indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich ;

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée ;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci ;

f) nature des services effectués ;

g) heures de service (temps moyen de Greenwich) ;

h) le cas échéant, pour les stations terrestres, nom de l'entreprise privée qui établit les comptes de taxes ;

i) taxe ou taxes de la station terrestre ;

j) renseignements particuliers concernant les heures d'appel pour la transmission des listes de trafic ou pour la transmission des radiotélégrammes sans accusé de réception ou avec accusé de réception différé.

(2) La taxe télégraphique intérieure du Pays dont dépend la station terrestre et la taxe appliquée par ce Pays aux télégrammes à destination des Pays limitrophes sont indiquées dans la Nomenclature.

Nomenclature des stations effectuant des services spéciaux.

§ 5. En plus des indications concernant les stations fixes et terrestres, les renseignements publiés doivent mentionner :

A. Pour les stations radiogoniométriques :

a) si la station est dotée d'un émetteur ou non et, dans ce dernier cas, la station transmettrice conjuguée ;

b) l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique doit être appelée, l'onde sur laquelle les stations mobiles doivent émettre les signaux prévus pour la prise des relèvements, l'onde sur laquelle la station radiogoniométrique (ou la station transmettrice conjuguée) doit transmettre les relèvements vrais obtenus et les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement exacts ;

c) éventuellement, le pouvoir normal de rayonnement, exprimé en mètres-ampères, de la station transmettrice conjuguée (ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci).

B. Pour les stations radiophares :

a) les signaux caractéristiques de la station ;

b) si, en plus de son émission de radiophare, la station peut transmettre ou recevoir des communications normales ;

c) éventuellement, le nom des stations avec lesquelles il faut se mettre en communication pour correspondre avec le radiophare, si ce dernier ne peut pas transmettre ou recevoir des communications ;

d) les secteurs dans lesquels les émissions du radiophare donnent lieu à des relèvements normalement exacts.

C. Pour les stations transmettant des signaux horaires :

le schéma des signaux employés et les heures d'émission.

D. Pour les stations transmettant des avis aux navigateurs ou des observations météorologiques régulières :

les heures d'émission et, s'il y a lieu, la désignation du ou des documents où se trouvent les détails concernant ces émissions.

Nomenclature des stations de bord.

§ 6. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants :

a) nom du navire, suivi de l'indicatif d'appel en cas d'homonymie ;

b) indicatif d'appel ;

c) Pays dont relève la station (indication abrégée) ;

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée ;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères ou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci ;

f) nature des services assurés (si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer) et heures de service ;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée à laquelle les comptes de taxes doivent être adressés ;

h) taxe de bord.

§ 7. En cas d'homonymie entre deux stations de bord de même nationalité, ainsi que dans les cas où les comptes de taxes doivent être adressés directement au propriétaire du navire, il est fait mention du nom de la Compagnie de navigation ou de l'armateur auquel appartient le navire.

Nomenclature des stations d'aéronef.

§ 8. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants :

a) indicatif d'appel de la station et éventuellement nom de l'aéronef ;

b) nom du Pays dont dépend la station (indication abrégée) ;

c) marque et type de l'aéronef ;

d) types et fréquences (longueurs d'onde) d'émission pour lesquels les réglages sont faits, l'onde normale de transmission étant soulignée ;

e) parcours habituel ou port d'attache de l'aéronef ;

f) nature des services assurés et heures de service ; si la station est munie d'un radiogoniomètre, il y a lieu de l'indiquer ;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée avec laquelle les comptes de taxes doivent être échangés ;

h) le cas échéant, taxe de la station d'aéronef.

Nomenclature des stations de radiodiffusion.

§ 9. L'état signalétique doit comporter les renseignements suivants :

a) nom de la station ;

b) le cas échéant, indicatif d'appel ;

c) position géographique exacte de l'antenne émettrice, indiquée par la subdivision territoriale et par la longitude et la latitude en degrés, minutes et secondes, la longitude étant calculée par rapport au méridien de Greenwich ;

d) fréquence (longueur d'onde) d'émission ;

e) pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampèresou, à défaut, hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base de celle-ci ;

f) facultativement, jours et heures d'émission ; les heures sont indiquées en temps moyen de Greenwich, et les pays utilisant une heure d'été font connaître l'heure pour chacune des deux périodes de l'année ;

g) nom de l'Administration ou de l'entreprise privée qui effectue l'émission.

Notations indiquant la nature et l'étendue du service des stations.

§ 10. Les notations suivantes sont employées dans les documents de service :

PG station ouverte à la correspondance publique ;

PR station ouverte à la correspondance publique restreinte ;

N station ayant un service permanent, de jour et de nuit ;

Y station ouverte du lever au coucher du soleil ;

X station n'ayant pas de vacations déterminées ;

Z 1 station de bord de 2e catégorie, à 8 heures de services ;

Z2 station de bord de 2e catégorie, à 16 heures de service ;

FA station aéronautique ;

FC station côtière ;

FS station terrestre établie dans le seul but de la sécurité de la vie humaine ;

FX station effectuant un service de communications entre points fixes ;

RF station de radiophare fixe ;

RG station radiogoniométrique ;

RS station réceptrice seulement, reliée au réseau général des voies de communication ;

RW station de radiophare tournant.

§ 11. La forme générale à donner aux diverses nomenclatures est indiquée à l'Appendice 3. Les Administrations ou entreprises privées doivent adopter des formules identiques, pour les états signalétiques à transmettre au Bureau international.

ARTICLE 14.

Indications d'appel.

§ 1. Les stations fixes, terrestres et mobiles visées au § 1 de l'Article 2 de la Convention, ainsi que les stations expérimentales privées, doivent posséder un indicatif d'appel de la série internationale attribuée à chaque Pays dans le tableau de répartition ci-dessous. Dans ce tableau, la première lettre ou les premières lettres prévues pour les indicatifs d'appel distinguent la nationalité des stations.

Tableau de répartition des indicatifs d'appel.

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Chili	CAA–CEZ	Etats-Unis d'Amérique	N
Canada	CFA–CKZ	Pérou	OAA–OBZ
Cuba	CLA–CMZ	Finlande	OHA–OHZ
Maroc	CNA–CNZ	Tchécoslovaquie	OKA–OKZ
Bolivie	CPA–CPZ	Belgique et Colonies	ONA–OTZ
Colonies portugaises	CRA–CRZ		
Portugal	CSA–CUZ	Danemark	OUA–OZZ
Roumanie	CVA–CVZ	Pays-Bas	PAA–PIZ
Uruguay	CWA–CXZ	Curaçao	PJA–PJZ
Monaco	CZA–CZZ	Indes néerlandaises	PKA–POZ
Allemagne	D	Brésil	PPA–PYZ
Espagne	EAA–EHZ	Surinam	PZA–PZZ
Etat libre d'Irlande	EIA–EIZ	(Abréviations)	Q
		URSS	RAA–RQZ
République de Libéria	ELA–ELZ	Perse	RVA–RVZ
Estonie	ESA–ESZ	République de Panama	RXA–RXZ
Ethiopie	ETA–ETZ	Lithuanie	RYA–RYZ
France et Colonies et Protectorats	F	Suède	SAA–SMZ
Grande-Bretagne	G	Pologne	SPA–SRZ
Hongrie	HAA–HAZ	Egypte	SUA–SUZ
Suisse	HBA–HBZ	Grèce	SVA–SZZ
Equateur	HCA–HCZ	Turquie	TAA–TCZ
République d'Haïti	HHA–HHZ	Islande	TFA–TFZ
République Dominicaine	HIA–HIZ	Guatémala	TGA–TGZ
		Costa-Rica	TIA–TIZ
République de Colombie	HJA–HKZ	Territoire de la Sarre	TSA–TSZ
		Hedjaz	UHA–UHZ
République de Honduras	HRA–HRZ	Indes néerlandaises	UIA–UKZ
Siam	HSA–HSZ		
Italie et Colonies	I	Luxembourg	ULA–ULZ
Japon	J		
Etats-Unis d'Amérique	K	Royaume des Serbes, Croates et Slovènes	UNA–UNZ
Norvège	LAA–LNZ	Autriche	UOA–UOZ
		Canada	VAA–VGZ
République Argentine	LOA–LVZ	Fédération Australienne	VHA–VMZ
Bulgarie	LZA–LZZ	Terre-Neuve	VOA–VOZ
Grande-Bretagne	M		

Pays	Indicatifs	Pays	Indicatifs
Colonies et Protectorats britanniques	VPA–VSZ	Ville libre de Dantzig	YMA–YMZ
Indes britanniques.	VTA–VWZ	Nicaragua	YNA–YNZ
Etats-Unis d'Amérique	W	République de El Salvador	YSA–YSZ
Mexique	XAA–XFZ	Vénézuéla	YVA–YVZ
Chine	XGA–XUZ	Albanie	ZAA–ZAZ
Afghanistan . . .	YAA–YAZ	Nouvelle-Zélande .	ZKA–ZMZ
Nouvelles-Hébrides	YHA–YHZ	Paraguay	ZPA–ZPZ
Iraq	YIA–YIZ	Union de l'Afrique du Sud	ZSA–ZUZ
Lettonie	YLA–YLZ		

§ 2. Les indicatifs d'appel sont formés de :

a) trois lettres, dans le cas de stations fixes et de stations terrestres ;

b) quatre lettres, dans le cas de stations de bord ;

c) cinq lettres, dans le cas de stations d'aéronef ;

d) la lettre ou des lettres indiquant la nationalité, et d'un seul chiffre suivi d'un groupe de trois lettres au plus, pour les stations expérimentales privées.

§ 3. Dans le service radioaérien, après que la communication a été établie au moyen de l'indicatif d'appel de cinq lettres, la station d'aéronef peut employer un indicatif abrégé constitué :

a) en radiotélégraphie, par les première et dernière lettres de l'indicatif complet de cinq lettres ;

b) en radiotéléphonie, par tout ou partie du nom du propriétaire de l'aéronef (Compagnie ou particulier), suivi des deux dernières lettres de la marque d'immatriculation.

§ 4. (1) Les 26 lettres de l'alphabet peuvent être employées pour former les indicatifs d'appel ; les lettres accentuées sont exclues.

(2) Toutefois, les combinaisons suivantes de lettres ne peuvent être employées comme indicatifs d'appel :

a) combinaisons commençant par A ou par B, ces deux lettres étant réservées pour la partie géographique du Code international de signaux ;

b) combinaisons qui pourraient être confondues avec les signaux de détresse ou avec d'autres signaux de même nature ;

c) combinaisons réservées pour les abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques ;

d) en ce qui concerne les stations d'aéronef, combinaisons comportant la lettre W comme deuxième lettre.

§ 5. (1) Chaque Pays choisit les indicatifs d'appel de ses stations dans la série

internationale qui lui est allouée et notifie au Bureau international l'indicatif d'appel attribué à chacune d'elles.

(2) Le Bureau international veille à ce qu'un même indicatif d'appel ne soit pas attribué à plus d'une station, et à ce que les indicatifs d'appel qui pourraient être confondus avec les signaux de détresse ou d'autres signaux de même nature ne soient attribués à aucune station.

ARTICLE 15.

Inspection des stations.

§ 1. Les stations mobiles ayant leur port d'attache dans une Colonie, une Possession ou un Protectorat peuvent être considérées comme dépendant de l'Autorité de cette Colonie, de cette Possession ou de ce Protectorat, en ce qui concerne l'octroi des licences.

§ 2. Les Administrations compétentes des Pays où une station mobile fait escale peuvent exiger la production de la licence ; celle-ci doit être conservée de telle façon qu'elle puisse être fournie sans délai. Lorsque la licence n'est pas produite ou que des anomalies manifestes sont constatées, ces Administrations peuvent procéder à l'inspection des installations radioélectriques, en vue de s'assurer qu'elles répondent aux conditions imposées par le présent Règlement.

§ 3. (1) Lorsqu'une Administration s'est trouvée dans l'obligation de recourir à la mesure prévue au § 2 ci-dessus, elle en informe immédiatement l'Administration dont dépend la station mobile en cause. Pour le surplus, il est procédé, le cas échéant, ainsi que le prescrit l'Article 12.

(2) Le délégué de l'Administration qui a inspecté la station doit, avant de quitter celle-ci, faire part de ses constatations au Commandant ou à la personne responsable (Article 8) ou à leur remplaçant.

§ 4. En ce qui concerne les conditions techniques et d'exploitation auxquelles doivent satisfaire, pour le service radioélectrique international, les stations mobiles titulaires d'une licence, les Gouvernements contractants s'engagent à ne pas imposer aux stations mobiles étrangères qui se trouvent temporairement dans leurs eaux territoriales ou s'arrêtent temporairement sur leur territoire, des conditions plus rigoureuses que celles qui sont prévues dans le présent Règlement. Ces prescriptions n'affectent en rien les dispositions qui, étant du ressort de la Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer, ne sont pas déterminées dans le présent Règlement.

ARTICLE 16.

Conditions à remplir par les stations mobiles.

§ 1. (1) Les stations mobiles doivent être établies de manière à se conformer, en ce qui concerne les fréquences et les types d'ondes, aux dispositions générales

faisant l'objet de l'Article 5. Suivant ces dispositions, l'emploi, par les stations mobiles, des ondes amorties (type B), d'une fréquence inférieure à 375 kc/s (longueur d'onde supérieure à 800 m) sera interdit à partir du 1er janvier 1930.

(2) En outre, aucune nouvelle installation d'émetteurs d'ondes du type B ne pourra être faite dans les stations mobiles à partir du 1er janvier 1930, sauf quand ces émetteurs, travaillant à pleine puissance, dépenseront moins de 300 watts mesurés à l'entrée du transformateur d'alimentation à fréquence audible.

(3) Enfin, l'emploi des ondes du type B de toutes fréquences sera interdit à partir du 1er janvier 1940, sauf pour les émetteurs remplissant les mêmes conditions de puissance que ci-dessus.

§ 2. (1) Toute station installée à bord d'un navire ou d'un aéronef effectuant un parcours maritime, navire ou aéronef obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques à la suite d'un accord international, doit pouvoir émettre et recevoir sur l'onde de 500 kc/s (600 m), types A 2 ou B. Les stations de bord doivent, en outre, pouvoir utiliser l'onde de 375 kc/s (800 m), type A 2 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

(2) Les stations d'aéronef doivent pouvoir émettre et recevoir l'onde de 333 kc/s (900 m) types A 2 ou A 3 (ou B, sous réserve des dispositions du § 1 ci-dessus).

§ 3. (1) En plus des ondes fixes visées ci-dessus, les stations mobiles équipées pour émettre des ondes des types A 1, A 2 ou A 3 peuvent employer toutes les ondes autorisées à l'Article 5.

(2) L'emploi des ondes du type B n'est autorisé que pour les fréquences (longueurs d'onde) ci-après :

k/cs	mètres	k/cs	mètres
375	800	500	600
410	730	665	450
425	705	1000	300
454	660	1364	220

(3) L'usage de l'onde du type B de 665 kc/s (450 m) est interdit dès maintenant dans les régions où cette onde peut gêner la radiodiffusion.

(4) L'emploi de l'onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pour le trafic est interdit, dès maintenant, entre 18 h 00 et 00 h 00, heure locale, et sera complètement interdit, à toutes heures, à partir du 1er janvier 1930, au plus tard. Toutefois, cette même onde du type B de 1000 kc/s (300 m) pourra continuer indéfiniment et sans restrictions horaires, à être utilisée par les stations à bord des bateaux de pêche, pour les relèvements radiogoniométriques entre elles, à condition de ne pas gêner la radiodiffusion.

§ 4. Tous les appareils de stations mobiles établis pour la transmission d'ondes du type A 1, entre 125 et 150 kc/s (2400—2000 m), doivent permettre l'emploi de trois fréquences au minimum, choisies dans cette bande, et pouvoir assurer le passage rapide de l'une à l'autre de ces fréquences.

§ 5. (1) Toutes les stations à bord des navires obligatoirement pourvus d'appareils radioélectriques, doivent être à même de recevoir l'onde de 500 kc/s (600 m) et, en outre, toutes les ondes nécessaires à l'accomplissement du service qu'elles effectuent.

(2) A partir du 1er janvier 1932, elles devront être à même de recevoir facilement et efficacement, sur les mêmes fréquences, les ondes des types A 1 et A 2.

§ 6. Les appareils d'émission utilisés dans le service mobile doivent être pourvus de dispositifs permettant d'en réduire la puissance. Cette disposition ne s'applique pas aux émetteurs dont la puissance d'alimentation ne dépasse pas 300 watts.

§ 7. Les appareils récepteurs doivent être tels, que le courant qu'ils induisent dans l'antenne soit aussi réduit que possible et n'incommode pas les stations du voisinage.

§ 8. Les changements de fréquence dans les appareils émetteurs et récepteurs de toute station mobile doivent pouvoir être effectués aussi rapidement que possible. Toutes les installations doivent être telles, que, la communication étant établie, le temps nécessaire au passage de l'émission à la réception et vice versa soit aussi réduit que possible.

ARTICLE 17.

Ondes d'appel et d'écoute.

§ 1. (1) Dans la bande comprise entre 360 et 515 kc/s (830—580 m), les seules ondes admises en type B sont les suivantes : 375, 410, 425, 454 et 500 kc/s (800, 730, 705, 660 et 600 m).

(2) L'onde générale d'appel, qui doit être employée par toute station mobile portée par un navire obligatoirement équipé, et par les stations côtières, est l'onde de 500 kc/s (600 m) (A 1, A 2 ou B).

(3) En dehors de l'onde de 500 kc/s (600 m), l'usage des ondes de tous types comprises entre 485 et 515 kc/s (620—580 m) est interdit.

(4) L'onde de 500 kc/s (600 m) est l'onde internationale d'appel et de détresse. Elle peut être utilisée, mais avec discrétion, pour d'autres buts, si elle ne trouble pas les signaux de détresse, d'urgence, de sécurité ou d'appel.

(5) Les stations côtières doivent être en mesure de faire usage au moins d'une onde en plus de celle de 500 kc/s (600 m). Cette onde additionnelle est soulignée dans la Nomenclature, pour indiquer qu'elle est l'onde normale de travail de la station. Les ondes additionnelles ainsi choisies peuvent être les mêmes que celles des stations de bord, ou peuvent être différentes. En tous cas, les ondes de travail des stations côtières doivent être choisies de manière à éviter les brouillages avec les stations voisines.

(6) En dehors des ondes normales de travail soulignées dans la Nomenclature, les stations côtières et de bord peuvent employer, dans la bande autorisée, les ondes

supplémentiares qu'elles jugent convenables. Ces ondes sont mentionnées dans la Nomenclature, sans être soulignées.

§ 2. (1) En vue d'augmenter la sécurité de la vie humaine sur mer (navires) et au-dessus de la mer (aéronefs), toutes les stations du service mobile *maritime* doivent, pendant la durée de leurs vacations, prendre les mesures utiles pour assurer l'écoute sur l'onde de détresse (500 kc/s = 600 m) deux fois par heure, pendant trois minutes commençant à la 15e minute et à la 45e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich.

(2) Les stations qui assurent un service de correspondance radiotélégraphique, de presse, etc., avec les navires en mer doivent observer le silence pendant les intervalles indiqués ci-dessus. Seules les émissions envisagées à l'Article 19, §§ 25 à 27, peuvent être effectuées pendant ces intervalles.

(3) Toutefois, et à titre exceptionnel, les stations terrestres et de bord équipées pour correspondre à l'aide d'ondes entretenues peuvent continuer le travail pendant ces intervalles, si elles sont en mesure de maintenir en même temps une écoute satisfaisante sur l'onde de détresse, ainsi qu'il est prévu à l'alinéa (1) du présent paragraphe.

§ 3. Les règles ci-après doivent être suivies dans l'exploitation des stations du service mobile employant des ondes du type A 1 de la bande de 100 à 160 kc/s (3000—1875 m), laquelle est attribuée au service mobile :

a) Toute station côtière assurant une communication sur une onde longue entretenue doit faire l'écoute sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. La station côtière transmet tout son trafic sur l'onde ou sur les ondes qui lui sont spécialement attribuées.

b) Lorsqu'une station mobile désire établir la communication sur une onde longue entretenue, avec une autre station du service mobile, elle doit employer l'onde de 143 kc/s (2100 m), à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans la Nomenclature. Cette onde, désignée comme onde de communication générale, doit être employée :

1° pour la production des appels et des réponses aux appels ;

2° pour la transmission des signaux préalables à la transmission du trafic.

c) Une station mobile, après avoir établi la communication avec une autre station du service mobile, sur l'onde de communication générale, peut transmettre son trafic sur une onde quelconque de la bande autorisée, à condition de ne pas troubler le travail d'une station côtière ou un travail en cours sur l'onde d'appel.

d) En règle générale, toute station mobile équipée pour le service sur ondes longues entretenues et qui n'est pas engagée dans une communication sur une autre onde doit, en vue de permettre l'échange du trafic avec d'autres stations du service mobile, revenir sur l'onde de 143 kc/s (2100 m) pendant 10 minutes, du commencement de la 35e au commencement de la 45e minute de chaque heure, temps moyen de Greenwich, durant les heures prévues, selon la catégorie à laquelle appartient la station envisagée.

e) (1) Les stations côtières transmettent leurs listes de trafic à des heures déterminées, publiées dans la Nomenclature, sur l'onde ou sur les ondes qui leur sont attribuées.

(2) En dehors des heures ainsi fixées pour cette transmission de leurs listes de trafic, les stations côtières peuvent appeler individuellement les stations mobiles, à toute autre heure, selon les circonstances ou le travail qu'elles ont à effectuer. Ces appels individuels peuvent être émis sur l'onde de 143 kc/s (2100 m), dans les régions où il n'y a pas congestion de trafic.

f) Les dispositions particulières relatives au service assuré par les stations terrestres équipées en ondes longues entretenues sont précisées dans la Nomenclature par un renvoi spécial.

ARTICLE 18.

Installations de secours.

§ 1. La Convention sur la sauvegarde de la vie humaine en mer détermine quels sont les navires qui doivent être pourvus d'une installation de secours, et définit les conditions à remplir par les installations de cette catégorie.

§ 2. Pour l'utilisation des installations de secours, toutes les prescriptions du présent Règlement doivent être observées.

ARTICLE 19.

Signaux de détresse, d'alarme, d'urgence et de sécurité.

Signal de détresse.

§ 1. Le signal de détresse consiste dans le groupe ▪ ▪ ▪ ▬ ▬ ▬ ▪ ▪ ▪ par lequel il est annoncé que le navire ou l'aéronef ou tout autre véhicule portant la station qui l'envoie est sous la menace d'un danger grave et imminent, et demande une assistance immédiate.

Appel de détresse.

§ 2. (1) L'appel de détresse comprend le signal de détresse transmis trois fois, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station mobile en détresse, transmis trois fois. Cet appel a priorité absolue sur toutes autres transmissions. Toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent cesser immédiatement toute transmission susceptible de troubler les appels ou les messages de détresse, et écouter sur l'onde d'émission de l'appel de détresse. Cet appel ne doit pas être adressé à une station déterminée.

(2) Les mêmes règles s'appliquent à l'appel de détresse radiotéléphonique, qui consiste dans l'expression parlée MAYDAY (correspondant à la prononciation française de l'expression « m'aider »).

Message de détresse.

§ 3. Le message de détresse comprend l'appel de détresse, suivi du nom du navire, de l'aéronef ou du véhicule en détresse, et des indications relatives à la position de celui-ci, à la nature de la détresse et à la nature du secours demandé.

§ 4. En règle générale, et quand il s'agit d'un navire ou d'un aéronef au-dessus de ou sur la mer, la position doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich), en employant des chiffres pour les degrés et les minutes, accompagnés de l'un des mots NORTH ou SOUTH et de l'un des mots EAST ou WEST. Un point sépare les degrés des minutes. Eventuellement, le vrai relèvement et la distance en milles marins par rapport à un point géographique connu peuvent être donnés.

§ 5. L'appel et le message de détresse ne sont émis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

§ 6. Une station à bord d'un navire en détresse doit transmettre l'appel de détresse sur l'onde de 500 kc/s (600 m), de préférence du type A 2 ou B. Cet appel doit être suivi aussitôt que possible du message de détresse.

§ 7. L'appel de détresse et le message de détresse doivent être répétés par intervalles, jusqu'à ce qu'une réponse soit reçue, et notamment pendant les périodes de silence prévues à l'Article 17, § 2. Les intervalles doivent, toutefois, être suffisamment longs, pour que les stations qui se préparent à répondre à l'appel aient le temps de mettre leurs appareils émetteurs en marche. Dans le cas où la station de bord en détresse ne reçoit pas de réponse à un appel de détresse ou à un message de détresse transmis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), l'appel et le message peuvent être répétés sur toute autre onde disponible, à l'aide de laquelle l'attention pourrait être attirée.

§ 8. De plus, une station mobile qui constate qu'une autre station mobile est en détresse peut transmettre le message de détresse, à condition que :

a) la station en détresse ne soit pas à même de le transmettre elle-même ;

b) le Commandant (ou son remplaçant) du navire, aéronef ou autre véhicule portant la station intervenante juge que d'autres secours sont nécessaires.

§ 9. (1) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile se trouvant, sans doute possible, dans leur voisinage doivent en accuser réception immédiatement (voir §§ 15 et 16 ci-dessous), en prenant soin de ne pas troubler la transmission de l'accusé de réception dudit message effectuée par d'autres stations.

(2) Les stations qui reçoivent un message de détresse d'une station mobile qui, sans doute possible, n'est pas dans leur voisinage doivent laisser s'écouler un court laps de temps avant d'en accuser réception, afin de permettre à des stations plus proches de la station mobile en détresse de répondre et d'accuser réception sans brouillage.

Trafic de détresse.

§ 10. Le trafic de détresse comprend tous les messages relatifs au secours immédiat nécessaire à la station mobile en détresse.

§ 11. Tout trafic de détresse doit comprendre le signal de détresse, transmis avant l'heure de dépôt.

§ 12. La direction du travail de détresse appartient à la station mobile en détresse ou à la station mobile qui, par application des dispositions du § 8, littera a), a produit l'appel de détresse. Ces stations peuvent céder la direction du travail de détresse à une autre station.

§ 13. Toutes les stations qui sont dans la zone des communications de détresse, mais qui ne prennent pas part à ces communications, doivent s'abstenir d'utiliser l'onde de détresse, jusqu'à ce que le travail de détresse soit terminé. Aussitôt ce travail établi sur l'onde de détresse, les stations mobiles qui n'y participent pas peuvent continuer leur service normal sur les autres ondes autorisées du type A 1, si, en opérant ainsi, rien ne les empêche de bien percevoir le trafic de détresse.

§ 14. (1) Lorsque le travail de détresse est terminé et que l'observation du silence n'est plus nécessaire, la station qui a eu la direction de ce travail transmet, sur l'onde de détresse, un message adressé à CQ, indiquant que le travail de détresse est terminé. Ce message affecte la forme suivante :

Indicatif d'appel CQ (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui transmet le message, signal de détresse, heure de dépôt du message, nom et indicatif d'appel de la station mobile qui était en détresse, mots « trafic détresse terminé ».

(2) Ce message est répété, s'il y a lieu, sur les autres ondes sur lesquelles le travail de détresse a eu lieu.

Accusé de réception d'un message de détresse.

Répétition d'un appel ou d'un message de détresse.

§ 15. L'accusé de réception d'un message de détresse est donné sous la forme suivante :

Indicatif d'appel de la station mobile en détresse (trois fois), mot DE, indicatif d'appel de la station qui accuse réception (trois fois), groupe RRR, signal de détresse.

§ 16. Toute station mobile qui donne l'accusé de réception d'un message de détresse doit faire connaître aussitôt que possible son nom et sa position (sous la forme indiquée au § 4), en prenant soin de ne pas troubler d'autres stations mieux placées pour apporter un secours immédiat à la station en détresse.

§ 17. Si une station mobile employant des ondes entretenues, non comprises dans la bande de 485 à 515 kc/s (620—580 m), entend un message de détresse émis sur l'onde de 500 kc/s (600 m), en dehors des périodes de silence imposées sur l'onde de 500 kc/s (600 m) et si le navire, aéronef ou autre véhicule portant cette station

n'est pas à même de fournir du secours, ladite station doit prendre toutes les dispositions possibles pour attirer l'attention d'autres stations mobiles dans le voisinage, qui travaillent sur des ondes non comprises dans la bande susmentionnée.

§ 18. Des répétitions de l'appel de détresse ou du message de détresse, par des stations mobiles autres que la station en détresse, ne sont permises que sur l'autorisation du Commandant (ou de son remplaçant) desdites stations, tout en prenant soin de ne pas produire du brouillage, par des répétitions inutiles.

§ 19. Une station qui répète un appel de détresse ou un message de détresse y ajoute, à la fin, le mot DE suivi de son propre indicatif d'appel, transmis trois fois.

§ 20. Dans le cas où une station reçoit un appel de détresse ou un message de détresse, mais n'est pas en mesure de fournir du secours et est portée à croire qu'il n'a pas été accusé réception du message de détresse, elle doit répéter ce message à toute puissance, sur l'onde de détresse, et prendre toutes les dispositions nécessaires pour aviser les autorités qui peuvent intervenir utilement.

Signal d'alarme automatique.

§ 21. La composition du signal d'alarme automatique doit répondre aux conditions suivantes :

a) Ce signal doit pouvoir être émis à la main ou par un appareil automatique, sans difficulté, avec une précision, quant à la mesure du temps, qui ne doit pas être plus grande que celle d'une montre ou d'une horloge indiquant les secondes.

b) Sa composition doit être nettement distincte et facilement reconnue par une personne ignorant le Code Morse, et elle doit pouvoir se prêter à la création facile et à bon marché d'un récepteur automatique qui :

1° répond au signal d'alarme, même lorsque de nombreux postes travaillent, et aussi quand il y a du brouillage atmosphérique ;

2° n'est pas mis en action par des signaux puissants ou des atmosphériques, lorsque ceux-ci ne sont pas accompagnés du signal d'alarme ;

3° possède une sensibilité égale à celle d'un récepteur détecteur-cristal relié à la même antenne ;

4° avertit quand son fonctionnement cesse d'être normal.

c) Ladite composition doit être différente du signal employé pour le réglage et le fonctionnement du variomètre.

d) Avant qu'un récepteur automatique d'alarme soit approuvé pour l'usage des vaisseaux se trouvant sous la dépendance d'une Administration, celle-ci doit être convaincue, par des expériences pratiques faites dans des conditions de brouillage convenables, que l'appareil satisfait aux prescriptions de ce Règlement.

e) Le signal d'alarme suivant est dès maintenant reconnu : une série de douze traits transmis en une minute, la durée de chaque trait étant de quatre secondes et la durée de l'intervalle entre deux traits, de une seconde.

f) Ce signal spécial doit avoir pour seul but de faire fonctionner les appareils

utilisés pour donner l'alarme. Il doit être uniquement employé pour annoncer que le signal de détresse va suivre.

g) L'adoption du type de signal d'alarme mentionné en *e*) n'empêche pas une Administration d'autoriser l'emploi d'un appareil automatique qui répondrait aux conditions fixées ci-dessus et qui serait actionné par le signal réglementaire de détresse (▪ ▪ ▪ ▬ ▬ ▬ ▪ ▪ ▪).

Signal d'urgence.

§ 22. (1) Le signal d'urgence consiste en plusieurs répétitions du groupe XXX, transmis en séparant bien les lettres de chaque groupe et les groupes successifs ; il est émis avant un appel. Ce signal indique que la station appelante a un message très urgent à transmettre, concernant la sécurité du navire, de l'aéronef ou du véhicule qui la porte, d'un navire, aéronef ou autre véhicule en vue, ou encore la sécurité d'une personne quelconque se trouvant à bord ou en vue du bord. Dans le service radioaérien, l'expression PAN est utilisée comme signal d'urgence, en radiotéléphonie et en radiotélégraphie, lorsqu'une station d'aéronef veut signaler une avarie qui oblige l'aéronef à atterrir, sans nécessiter un secours immédiat. Dans le cas de la radiotélégraphie, les trois lettres doivent être bien séparées, afin que les signaux AN ne se transforment pas en signal P.

(2) Le signal d'urgence a la priorité sur toutes autres communications, sauf celles de détresse, et toutes les stations mobiles ou terrestres qui l'entendent doivent prendre soin de ne pas brouiller la transmission du trafic d'urgence.

(3) En règle générale, le signal d'urgence ne peut être employé que si la station mobile qui l'émet s'adresse à une station déterminée.

§ 23. (1) Les stations mobiles qui entendent le signal d'urgence doivent rester sur écoute pendant trois minutes, au moins. Passé ce délai, et si aucun message d'urgence n'a été entendu, elles peuvent reprendre leur service normal.

(2) Toutefois, les stations terrestres et de bord qui sont en communication sur des ondes autorisées autres que celle utilisée pour la transmission du signal d'urgence et de l'appel qui le suit peuvent continuer sans arrêt leur travail normal.

§ 24. Le signal d'urgence ne peut être transmis qu'avec l'autorisation du Commandant ou de la personne responsable du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile.

Signal de sécurité.

§ 25. Le signal de sécurité consiste en la transmission du groupe TTT, en lettres bien séparées, suivi du mot DE et de l'indicatif d'appel de la station qui l'émet. Il annonce que cette station va transmettre un message concernant la sécurité de la navigation ou donnant d'importantes informations relatives aux messages d'avertissements météorologiques.

§ 26. Le signal de sécurité et le message de sécurité sont transmis sur l'onde de

500 kc/s (600 m) et, selon le cas, sur l'onde normale de veille des stations de bord et d'aéronef.

§ 27. Le signal de sécurité est transmis, une seule fois, pendant la première période de silence qui se présente (Article 17, § 2) et cela vers la fin de cette période. Toutes les stations qui le perçoivent doivent rester sur écoute sur l'onde normale d'appel (stations de bord) ou sur l'onde autorisée (stations d'aéronef), jusqu'à ce que le message annoncé par le signal de sécurité soit terminé. La transmission de ce message commence immédiatement après la fin de la période de silence.

ARTICLE 20.

Vacations des stations du service mobile.

Stations terrestres.

§ 1. (1) Le service des stations terrestres est, autant que possible, permanent (de jour et de nuit). Toutefois, certaines stations terrestres peuvent avoir un service de durée limitée. Chaque Administration ou entreprise privée autorisée, à laquelle entreprise le droit en est reconnu par les lois de son Pays, fixe les heures de service des stations terrestres placées sous son autorité.

(2) Les stations terrestres dont le service n'est point permanent ne peuvent prendre clôture avant d'avoir :

1° terminé toutes les opérations motivées par un appel de détresse ;

2° échangé tous les radiotélégrammes originaires ou à destination des stations mobiles qui se trouvent dans leur rayon d'action et ont signalé leur présence avant la cessation effective du travail.

(3) Le service des stations aéronautiques est continu pendant toute la durée du vol dans le ou les secteurs du ou des parcours, dont la station considérée assure le service des communications radioélectriques.

Stations de bord.

§ 2. (1) Au point de vue du service international de la correspondance publique, les stations de bord sont classées en trois catégories :

1re catégorie : stations ayant un service permanent ;

2e catégorie : stations ayant un service déterminé, de durée limitée ;

3e catégorie : stations dont la durée du service est inférieure à celle qui est prévue pour les stations classées dans la 2e catégorie et stations dont la durée du service n'est pas déterminée.

(2) Les dispositions du § 1, alinéa (2), du présent Article s'appliquent aux stations de bord, strictement en ce qui concerne le service de détresse, et, autant que possible, en conformité avec l'esprit de ce qui est dit sous 2° dudit alinéa.

(3) Il appartient à chacun des Gouvernements contractants d'assurer l'efficacité du service dans les stations de bord de sa nationalité en exigeant la présence, dans

ces stations, du nombre d'opérateurs nécessaire, compte tenu de sa législation en cette matière.

(4) Pendant leur navigation, les stations de bord classées dans la 2e catégorie doivent assurer le service comme suit :

a) dans le cas de courtes traversées, pendant les heures fixées par l'Administration dont elles dépendent ;

b) dans les autres cas, au moins pendant la durée qui leur est attribuée dans l'Appendice 5. Il est fait mention de cette durée dans la licence.

Stations d'aéronef.

§ 3. Les stations d'aéronef sont classées en deux catégories :

1re catégorie : stations assurant le service pendant toute la durée du vol ;

2e catégorie : stations dont les vacations ne sont pas déterminées.

§ 4. En ce qui concerne le service international de la correspondance publique des stations mobiles, le personnel de ces stations devra comporter, au moins :

a) pour les stations mobiles de la 1re catégorie : un opérateur possesseur d'un certificat de 1re classe ;

b) pour les stations mobiles de la 2e catégorie : un opérateur possesseur d'un certificat de 1re ou de 2e classe ;

c) pour les stations mobiles de la 3e catégorie : un opérateur ayant subi avec succès l'examen pour l'obtention du certificat de 2e classe.

ARTICLE 21.

Renseignements à faire figurer dans la licence.

Le Gouvernement qui délivre la licence à une station de bord ou d'aéronef y mentionne la catégorie dans laquelle cette station est classée. Lorsqu'il s'agit d'une station de bord classée dans la 2e catégorie, la licence porte aussi la mention de la durée de service assignée à la station, conformément aux indications de l'Appendice 5.

ARTICLE 22.

Adresse des radiotélégrammes.

§ 1. (1) L'adresse des radiotélégrammes à destination des stations mobiles doit être aussi complète que possible ; elle est obligatoirement libellée comme suit :

a) nom ou désignation du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu ;

b) nom du navire ou, dans le cas d'un aéronef, indicatif d'appel, tels qu'ils figurent dans la première colonne de la Nomenclature ;

c) nom de la station terrestre chargée de la transmission, tel qu'il figure à la Nomenclature.

(2) Toutefois, le nom et l'indicatif d'appel prévus au § 1 (1) b) peuvent être remplacés, aux risques et périls de l'expéditeur, par l'indication du parcours effectué par la station mobile, ce parcours étant déterminé par le nom des ports de départ et d'arrivée ou par toute autre mention équivalente.

(3) Lors de la réexpédition, sur les voies de communication du réseau général, d'un radiotélégramme reçu d'une station mobile, la station terrestre transmet comme origine le nom de la station mobile d'où émane le radiotélégramme, tel que ce nom figure à la Nomenclature, suivi du nom de ladite station terrestre.

§ 2. (1) Les stations mobiles autorisées à ne pas être pourvues de la Nomenclature officielle des bureaux télégraphiques peuvent faire suivre le nom du bureau télégraphique de destination du nom de la subdivision territoriale et, éventuellement, du nom du Pays de destination, si elles doutent que, sans cette adjonction, l'acheminement puisse être assuré sans hésitation.

(2) Le nom du bureau télégraphique et les indications complémentiares ne sont, dans ce cas, comptés et taxés que pour un seul mot. L'agent de la station terrestre qui reçoit le radiotélégramme maintient ou supprime ces indications, ou encore modifie le nom du bureau de destination, selon qu'il est nécessaire ou suffisant pour diriger le radiotélégramme sur sa véritable destination.

ARTICLE 23.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant :

1° appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse ;

2° communications précédées d'un signal d'urgence ;

3° communications précédées du signal de sécurité ;

4° communications relatives aux relèvements radiogoniométriques ;

5° toutes les autres communications.

ARTICLE 24.

Appels.

§ 1. (1) En règle générale, il incombe à la station mobile d'établir la communication avec la station terrestre ; elle ne peut appeler la station terrestre, dans ce but, qu'après être arrivée dans le rayon d'action de celle-ci.

(2) En principe, une station terrestre ayant du trafic pour une station mobile qui ne lui a pas signalé sa présence, ne doit appeler cette station que si elle est en droit de supposer que ladite station mobile est à sa portée et assure l'écoute.

§ 2. (1) Toutefois, les stations terrestres peuvent transmettre leur liste d'appels, formée des indicatifs d'appel de toutes les stations mobiles pour lesquelles elles ont du trafic en instance, à des intervalles déterminés, ayant fait l'objet d'accords

conclus entre les Gouvernements intéressés. Les stations terrestres qui émettent leurs appels sur l'onde de 500 kc/s (600 m) transmettent les indicatifs d'appel de leur liste, par ordre alphabétique ; les stations terrestres qui utilisent les ondes entretenues transmettent ces indicatifs d'appel dans l'ordre qui leur paraît convenir le mieux.

(2) En tous cas, les stations mobiles qui, dans cette transmission, perçoivent leur indicatif d'appel, doivent répondre aussitôt qu'elles le peuvent, en se conformant aux prescriptions du § 1 ci-dessus et en observant entre elles, autant que possible, l'ordre dans lequel elles ont été appelées. L'heure à laquelle les stations terrestres transmettent leur liste d'appels ainsi que les fréquences et les types d'ondes qu'elles utilisent à cette fin sont mentionnés dans la Nomenclature.

(3) La station terrestre fait connaître à chaque station mobile intéressée la fréquence et le type d'onde qui seront utilisés pour le travail avec elle, de même que l'heure approximative à laquelle ce travail pourra commencer.

§ 3. Quand une station terrestre reçoit, pratiquement en même temps, des appels de plusieurs stations mobiles, elle décide de l'ordre dans lequel ces stations pourront lui transmettre leur trafic, sa décision s'inspirant uniquement de la nécessité de permettre à chacune des stations appelantes d'échanger avec elle le plus grand nombre possible de radiotélégrammes.

§ 4. (1) Lorsqu'une station terrestre répond à l'appel d'une station mobile, elle peut, si elle le juge nécessaire, lui demander, à l'aide des abréviations appropriées, d'indiquer le nombre de radiotélégrammes en instance.

(2) Si des renseignements concernant la position, l'itinéraire, la vitesse ou les escales du navire, de l'aéronef ou de tout autre véhicule portant la station mobile, paraissent nécessaires à la station terrestre, celle-ci les demande par un avis de service gratuit adressé au Commandant ou à la personne responsable du navire, de l'aéronef ou du véhicule portant la station mobile, qui les fournit ou non, sous sa responsabilité. La station mobile ne doit donner des renseignements de cet ordre à la station terrestre qu'après qu'ils auront été demandés et fournis comme il est dit ci-dessus.

§ 5. Dans les communications entre stations côtières et stations mobiles, la station mobile se conforme aux instructions données par la station côtière, dans toutes les questions relatives à l'ordre de transmission, à l'heure de transmission et à la suspension du travail. Cette prescription ne s'applique pas aux cas de détresse.

§ 6. Dans les échanges entre les stations mobiles et sauf dans le cas de détresse, la station appelée a le contrôle du travail, comme il est indiqué au § 5 ci-dessus.

§ 7. (1) Lorsqu'une station appelée ne répond pas à l'appel émis trois fois, à des intervalles de deux minutes, l'appel doit cesser et il ne peut être repris que 15 minutes plus tard. La station appelante, avant de recommencer l'appel, doit s'assurer que la station appelée n'est pas, à ce moment, en communication avec une autre station.

(2) L'appel peut être répété à des intervalles moins longs, s'ils n'est pas à craindre qu'il vienne brouiller des communications en cours.

§ 8. Lorsque le nom et l'adresse de l'exploitant d'une station mobile ne sont pas mentionnés dans la Nomenclature ou ne sont plus en concordance avec les indications de celle-ci, il appartient à la station mobile de donner d'office à la station terrestre à laquelle elle transmet du trafic, tous les renseignements nécessaires, sous ce rapport, en utilisant, à cette fin, les abréviations appropriées.

ARTICLE 25.

Heure de dépôt des radiotélégrammes.

§ 1. Pour indiquer l'heure de dépôt des radiotélégrammes acceptés dans les stations mobiles, le préposé se base sur le temps moyen de Greenwich, et utilise la notation suivant le cadran de 24 heures. Cette heure est toujours exprimée et transmise à l'aide de quatre chiffres (0000 à 2359).

§ 2. Toutefois, les Administrations des Pays situés en dehors de la Zone « A » (Appendice 6) peuvent autoriser les stations des navires longeant les côtes de leur Pays à utiliser le temps du fuseau pour l'indication, en un groupe de quatre chiffres, de l'heure de dépôt, et dans ce cas, le groupe doit être suivi de la lettre F.

ARTICLE 26.

Direction à donner aux radiotélégrammes.

§ 1. (1) En principe, la station mobile qui fait usage d'ondes du type A 2, A 3 ou B transmet ses radiotélégrammes à la station terrestre la plus proche.

(2) Toutefois, lorsque la station mobile peut choisir entre plusieurs stations terrestres se trouvant approximativement à la même distance, elle donne la préférence à celle qui est située sur le territoire du Pays de destination ou de transit normal des radiotélégrammes à transmettre. Quand la station choisie n'est pas la plus proche, la station mobile doit cesser le travail ou changer de type ou de fréquence d'émission à la première demande faite par la station terrestre du service intéressé qui est réellement la plus proche, demande motivée par le brouillage que ledit travail cause à celle-ci.

§ 2. La station mobile qui emploie des ondes du type A 1, comprises dans la bande autorisée, peut transmettre ses radiotélégrammes à une station terrestre qui n'est pas la plus proche. Il est, toutefois, recommandé, en ce cas, de donner la préférence à la station terrestre établie sur le territoire du Pays de destination ou du Pays qui paraît devoir assurer le plus rationnellement le transit des radiotélégrammes à transmettre.

§ 3. (1) Une station côtière, à laquelle une ou plusieurs ondes comprises dans la bande de 125 à 150 kc/s (2400—2000 m) sont allouées, possède sur cette ou sur ces ondes un droit de préférence.

(2) Toute autre station du service mobile transmettant un trafic public sur cette ou sur ces ondes, et causant ainsi du brouillage à ladite station côtière, doit suspendre son travail à la demande de cette dernière.

§ 4. Sauf dans les cas de détresse, les communications entre stations de bord ne doivent pas troubler le travail des stations côtières. Lorsque ce travail est ainsi troublé, les stations de bord qui en sont la cause doivent cesser leurs transmissions ou changer d'onde, à la première demande de la station côtière qu'elles gênent.

§ 5. Si l'expéditeur d'un radiotélégramme déposé dans une station mobile a désigné la station terrestre à laquelle il désire que son radiotélégramme soit transmis, la station mobile doit, pour effectuer cette transmission à la station terrestre indiquée, attendre éventuellement que les conditions prévues aux paragraphes précédents soient remplies.

§ 6. (1) Une station mobile qui n'a pas de vacations déterminées doit communiquer à la station terrestre avec laquelle elle est entrée en relation l'heure de clôture et l'heure de réouverture de son service.

(2) Toute station mobile dont le service est sur le point de fermer pour cause d'arrivée dans un port doit en avertir la station terrestre la plus proche.

ARTICLE 27.

Onde à employer en cas de détresse.

En cas de détresse, l'onde de 500 kc/s (600 m) doit être, de préférence, utilisée en type A 2 ou B. Lorsqu'il n'est pas possible d'employer un de ces types d'ondes, le type A 1 ou A 3 peut être utilisé. Aucune disposition du présent Règlement ne peut faire obstacle à l'emploi, par une station mobile en détresse, de tous les moyens dont elle dispose pour attirer l'attention, signaler sa situation et obtenir du secours.

ARTICLE 28.

Mesures propres à réduire les interférences.

§ 1. Dans le cas où des ondes autres que l'onde normale peuvent être employées, la station de bord suit les instructions de la station côtière avec laquelle elle est en correspondance. En principe, l'onde normale de 500 kc/s (600 m) ne doit pas être utilisée pour la transmission de longs radiotélégrammes dans les régions où le travail radioélectrique est intense

§ 2. Pendant leurs heures de service, les stations utilisant, pour leur travail, des ondes du type A 2, A 3 ou B et ouvertes au service international de la correspondance publique doivent rester en écoute sur l'onde de 500 kc/s (600 m), sauf pendant qu'elles échangent du trafic sur d'autres ondes.

§ 3. En règle générale, il est recommandé de transmettre le trafic se rapportant à la correspondance publique sur des ondes du type A 1, plutôt que sur des ondes du type A 2 ou B.

§ 4. Toutes les stations du service mobile tenues d'échanger le trafic avec le minimum d'énergie rayonnée, nécessaire pour assurer une bonne communication.

ARTICLE 29.

Avis de non remise.

§ 1. Lorsque, pour une cause quelconque, un radiotélégramme originaire d'une station mobile et destiné à la terre ferme ne peut pas être remis au destinataire, il est émis un avis de non remise adressé à la station terrestre qui a reçu le radiotélégramme de la station mobile. Cette station terrestre, après vérification de l'adresse, réexpédie l'avis à la station mobile, si cela est possible, au besoin par l'intermédiaire d'une station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

§ 2. Quand un radiotélégramme parvenu à une station mobile ne peut pas être remis, cette station en informe le bureau ou la station mobile d'origine, par un avis de service. Dans le cas d'un radiotélégramme émanant de la terre ferme, cet avis de service est transmis, autant que possible, à la station terrestre par laquelle le radiotélégramme a transité ou, le cas échéant, à une autre station terrestre du même Pays ou d'un Pays voisin, pour autant que la situation existante ou, éventuellement, des accords particuliers le permettent.

ARTICLE 30.

Délai de séjour des radiotélégrammes dans les stations terrestres.

§ 1. (1) Lorsque la station mobile à laquelle est destiné un radiotélégramme n'a pas signalé sa présence à la station terrestre dans le délai indiqué par l'expéditeur ou, à défaut d'une telle indication, jusqu'au matin du cinquième jour qui suit le jour du dépôt, la station terrestre en informe le bureau d'origine, qui prévient l'expéditeur. Celui-ci peut demander, par avis de service taxé, télégraphique ou postal, adressé à la station terrestre, que son télégramme soit retenu jusqu'à l'expiration du quatorzième jour à compter du jour de dépôt ; en l'absence d'un tel avis, le radiotélégramme est mis au rebut à la fin du septième jour.

(2) Toutefois, il n'est pas tenu compte de l'expiration de l'un quelconque des délais visés ci-dessus, quand la station terrestre a la certitude que la station mobile entrera prochainement dans son rayon d'action.

§ 2. D'autre part, l'expiration des délais n'est pas attendue quand la station terrestre a la certitude que la station mobile est sortie définitivement de son rayon d'action. Si elle présume qu'aucune autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle dépend n'est en liaison avec la station mobile, la station terrestre annule le radiotélégramme en ce qui concerne son parcours entre elle et la station mobile, et informe du fait le bureau d'origine, qui prévient l'expé-

diteur. Dans le cas contraire, elle le dirige sur la station terrestre présumée en liaison avec la station mobile, à condition toutefois qu'aucune taxe additionnelle n'en résulte.

§ 3. Lorsqu'un radiotélégramme ne peut pas être transmis à une station mobile, par suite de l'arrivée de celle-ci dans un port voisin de la station terrestre, cette dernière station peut, éventuellement, faire parvenir le radiotélégramme à la station mobile par d'autres moyens de communication.

ARTICLE 31.

Services spéciaux.

A. Services météorologiques. Signaux horaires. Avis aux navigateurs.

§ 1. Les messages météorologiques synoptiques, les messages de prévision et/ou de situation météorologique générale, et les signaux horaires doivent être transmis, en principe, conformément à un horaire déterminé. Les radiotélégrammes de cette classe, destinés aux stations mobiles, doivent être émis, autant que possible, aux heures où leur réception peut se faire par celles de ces stations n'ayant qu'un seul opérateur (voir Appendice 5) ; la vitesse de transmission doit être choisie de telle manière que la lecture des signaux soit possible à un opérateur ne possédant que le certificat de 2e classe.

§ 2. Pendant les transmissions « à tous » des signaux horaires et des messages météorologiques destinés aux stations du service mobile, toutes les stations de ce service, dont les transmissions brouilleraient la réception des signaux et messages en question, doivent observer le silence, afin de permettre à toutes les stations qui le désirent, de recevoir lesdits signaux et messages.

§ 3. Les messages d'avertissements météorologiques et les avis intéressant la sécurité de la navigation présentant un caractère d'urgence pour les services mobiles sont transmis immédiatement et doivent être répétés à la fin de la première période de silence qui se présente (voir Article 17, § 2). Ces messages et avis doivent être émis sur les fréquences attribuées au service mobile auquel ils sont destinés ; leur transmission est précédée du signal de sécurité TTT.

§ 4. En plus des services réguliers d'information prévus dans les paragraphes précédents, les Administrations prennent les mesures nécessaires pour que certaines stations soient chargées de communiquer, sur demande, des messages météorologiques aux stations du service mobile.

§ 5. Dans un intérêt de brièveté et de bonne utilisation par les stations mobiles, les observations météorologiques transmises par les stations du service mobile doivent, en principe, être rédigées suivant un code météorologique international.

B. Service des stations radiogoniométriques.

§ 6. Les Administrations sous l'autorité desquelles sont placées les stations

radiogoniométriques n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences d'un relèvement inexact.

§ 7. Ces Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque station radiogoniométrique, en indiquant, pour chacune d'elles, les secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs. Tout changement en ce qui concerne ces renseignements, doit être publié sans retard; si le changement est d'une nature permanente, il doit être communiqué au Bureau international.

§ 8. (1) En service normal, les stations radiogoniométriques côtières doivent être à même de prendre et de fournir des relèvements aux stations de bord, soit sur la fréquence de 500 kc/s (600 m) seulement, soit sur la fréquence de 375 kc/s (800 m) seulement, soit indifféremment sur l'une et l'autre de ces deux fréquences.

(2) Une station d'aéronef désirant avoir un relèvement doit, pour le demander, appeler sur l'onde de 333 kc/s (900 m) ou sur une onde affectée à la route aérienne sur laquelle vole l'aéronef. Dans tous les cas où une station d'aéronef, étant à proximité de stations côtières, s'adresse à celles-ci pour obtenir un relèvement, elle doit faire usage de la fréquence de ces stations côtières.

§ 9. La procédure à suivre dans le service radiogoniométrique est donnée à l'Appendice 8.

C. Service des radiophares.

§ 10. (1) Lorsqu'une Administration juge utile, dans l'intérêt de la navigation maritime et aérienne, d'organiser un service de radiophares, elle peut employer pour ce but :

a) des radiophares proprement dits, établis sur terre ferme ou sur des navires amarrés d'une façon permanente ; ils sont à émission circulaire ou à émission directionnelle ;

b) des stations fixes, des stations côtières ou des stations aéronautiques désignées pour fonctionner aussi comme radiophares, à la demande des stations mobiles.

(2) Les radiophares proprement dits emploient des ondes de 285 à 315 kc/s (1050—950 m) des types A 1 et A 2, exclusivement.

(3) Les autres stations notifiées comme radiophares utilisent leur fréquence normale et leur type normal d'émission.

§ 11. Les signaux émis par les radiophares doivent permettre d'effectuer une bonne mesure au radiogoniomètre ; ils doivent être choisis de manière à éviter tout doute, lorsqu'il s'agit de distinguer entre deux ou plusieurs radiophares.

§ 12. Les Administrations qui ont organisé un service de radiophares n'acceptent aucune responsabilité quant aux conséquences de relèvements inexacts obtenus au moyen des radiophares de ce service.

§ 13. (1) Les Administrations notifient, pour être insérées dans la Nomenclature des stations radiotélégraphiques, les caractéristiques de chaque radiophare propre-

ment dit et de chaque station désignée pour fonctionner comme radiophare, y compris, s'il est nécessaire, l'indication des secteurs dans lesquels les relèvements sont normalement sûrs.

(2) Toute modification ou toute irrégularité de fonctionnement survenant dans le service des radiophares doit être publiée sans délai ; si la modification ou l'irrégularité de fonctionnement est d'une nature permanente, elle doit être notifiée au Bureau international.

ARTICLE 32.

Comptabilité.

§ 1. (1) Les taxes terrestres et de bord n'entrent pas dans les comptes télégraphiques internationaux.

(2) Les comptes concernant ces taxes sont liquidés par les Administrations des Pays intéressés. Ils sont établis mensuellement par les Administrations dont dépendent les stations terrestres, et communiqués par elles aux Administrations intéressées.

§ 2. Dans le cas où l'exploitant des stations terrestres n'est pas l'Administration du Pays, cet exploitant peut être substitué, en ce qui concerne les comptes, à l'Administration de ce Pays.

§ 3. Pour les radiotélégrammes originaires des stations mobiles, l'Administration dont dépend la station terrestre débite l'Administration dont dépend la station mobile d'origine des taxes terrestres, des taxes afférentes aux parcours sur le réseau général des voies de communication — qui seront dorénavant appelées taxes télégraphiques —, des taxes totales perçues pour les réponses payées, des taxes terrestres et télégraphiques perçues pour le collationnement, des taxes afférentes à la remise par exprès, par poste ou par poste-avion et des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples. Les radiotélégrammes sont traités au point de vue de la comptabilité entre la station terrestre et le bureau de destination comme des télégrammes originaires du Pays où est établie la station terrestre.

§ 4. Pour les radiotélégrammes à destination d'un Pays situé au delà de celui auquel appartient la station terrestre, les taxes télégraphiques à liquider conformément aux dispositions ci-dessus sont celles qui résultent, soit des tableaux des tarifs afférents à la correspondance télégraphique internationale, soit d'arrangements spéciaux conclus entre les Administrations de Pays limitrophes et publiés par ces Administrations, et non les taxes qui pourraient être perçues en appliquant des minima par télégramme ou des méthodes d'arrondir les prix par télégramme de quelque manière que ce soit.

§ 5. Pour les radiotélégrammes et les avis de service taxés, à destination des stations mobiles, l'Administration dont dépend le bureau d'origine est débitée directement, par celle dont dépend la station terrestre, des taxes terrestres et de bord plus les taxes terrestres et de bord (des radiotélégrammes) applicables au colla-

tionnement, mais seulement dans le cas où le télégramme a été transmis à la station mobile. L'Administration dont dépend le bureau d'origine est toujours débitée, de Pays à Pays, s'il y a lieu, par la voie des comptes télégraphiques, et par l'Administration dont dépend la station terrestre, des taxes totales afférentes aux réponses payées. En ce qui concerne les taxes télégraphiques et les taxes relatives à la remise par poste ou par poste-avion et aux copies supplémentaires, il est opéré, pour ce qui regarde les comptes télégraphiques, conformément à la procédure télégraphique normale. L'Administration dont dépend la station terrestre crédite, pour autant que le radiotélégramme ait été transmis, celle dont dépend la station mobile destinataire : de la taxe de bord, s'il y a lieu, des taxes revenant aux stations mobiles intermédiaires, de la taxe totale perçue pour les réponses payées, de la taxe de bord relative au collationnement, des taxes perçues pour les copies supplémentaires des télégrammes multiples et des taxes perçues pour la remise par poste ou par poste-avion.

§ 6. Les avis de service taxés et les réponses aux télégrammes avec réponse payée sont traités, dans les comptes radiotélégraphiques, c'est-à-dire les comptes portant sur l'acheminement dans le service mobile, sous tous les rapports comme les autres radiotélégrammes.

§ 7. Pour les radiotélégrammes échangés entre stations mobiles

a) par l'intermédiaire d'une seule station terrestre :

L'Administration dont dépend la station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine : de la taxe terrestre, de la taxe télégraphique territoriale, s'il y a lieu, et de la taxe de la station mobile de destination. Elle crédite l'Administration dont dépend la station mobile de destination de la taxe de bord revenant à cette station.

b) par l'intermédiaire de deux stations terrestres :

L'Administration dont dépend la première station terrestre débite celle dont dépend la station mobile d'origine de toutes les taxes perçues, déduction faite des taxes revenant à cette station mobile. L'Administration dont dépend la seconde station terrestre — qui est celle chargée de transmettre le radiotélégramme à la station mobile destinataire — débite directement l'Administration dont dépend la première station terrestre des taxes afférentes à cette transmission, mais seulement dans le cas où le radiotélégramme a été transmis à la station mobile.

§ 8. Pour les radiotélégrammes qui sont acheminés, à la demande de l'expéditeur, en recourant à une ou deux stations mobiles intermédiaires, chacune de celles-ci débite la station mobile de destination, s'il s'agit d'un radiotélégramme destiné à une station mobile, ou la station mobile d'origine, quand le radiotélégramme provient d'une station mobile, de la taxe de bord lui revenant pour le transit.

§ 9. En principe, la liquidation des comptes afférents aux échanges entre stations mobiles se fait directement entre les exploitants de ces stations, l'exploitant dont dépend la station d'origine étant débité par celui dont dépend la station de destination.

§ 10. (1) Les comptes mensuels servant de base à la comptabilité spéciale des radiotélégrammes, visés aux paragraphes qui précèdent, sont établis radiotélégramme par radiotélégramme, avec toutes les indications utiles et dans un délai de trois mois à partir du mois auquel ils se rapportent. Le délai peut dépasser trois mois, quand des difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport postal des documents entre les stations radioélectriques et les Administrations dont elles dépendent.

(2) Sauf entente contraire, les comptes mensuels servent de décompte et leur vérification, leur acceptation et leur liquidation doivent être opérées dans un délai de six mois prenant cours à la date de leur envoi, sauf quand les difficultés exceptionnelles se présentent dans le transport des documents, par suite de la très longue durée des voyages.

(3) Lorsque la constatation de différences s'oppose à l'acceptation d'un compte, le solde en est néanmoins payé dans le délai de six mois mentionné ci-dessus et les rectifications reconnues nécessaires ultérieurement sont comprises dans un compte mensuel subséquent. Les soldes des comptes qui n'ont pas été payés dans ledit délai, éventuellement augmenté du délai résultant des difficultés exceptionnelles de transport envisagées plus haut, sont productifs d'intérêts, à raison de sept pour cent (7 %) par an, à dater du lendemain du jour de l'expiration du délai de six mois, prolongé, le cas échéant, comme il est dit ci-dessus.

(4) La liquidation et le règlement des comptes présentés plus de deux ans après la date de dépôt des radiotélégrammes auxquels ces comptes se rapportent peuvent être refusés par l'Administration débitrice.

§ 11. Les Gouvernements se réservent la faculté de prendre entre eux et avec les exploitations privées intéressées des arrangements spéciaux, en vue de l'adoption d'autres dispositions concernant la comptabilité.

ARTICLE 33.

Comité consultatif international technique des communications radioélectriques.

§ 1. Le Comité consultatif international technique des communications radioélectriques, institué par l'Article 17 de la Convention, est chargé d'étudier les questions techniques et connexes qui intéressent les radiocommunications internationales et qui lui sont soumises par les Administrations ou entreprises privées participantes. Son rôle se limite à émettre des avis sur les questions qu'il aura étudiées. Il transmet ces avis au Bureau international, en vue de leur communication aux Administrations et entreprises privées intéressées.

§ 2. (1) Ce Comité est formé, pour chaque réunion, des experts des Administrations et entreprises privées autorisées, d'exploitation radioélectrique, qui veulent participer à ses travaux et s'engagent à contribuer, par parts égales, aux frais communs de la réunion envisagée. Les dépenses personnelles des experts sont supportées par l'Administration ou l'entreprise privée qui a délégué ces derniers.

(2) Les experts des dites entreprises privées autorisées participent aux travaux avec voix consultative. Toutefois, lorsqu'un Pays n'est pas représenté par une Administration, les experts des entreprises privées autorisées de ce Pays disposent, pour leur ensemble et quel que soit leur nombre, d'une seule voix délibérative.

§ 3. L'Administration des Pays-Bas est chargée d'organiser la première réunion du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques et d'établir le programme des travaux de cette réunion.

§ 4. Les Administrations qui se seront fait représenter à une réunion du Comité s'entendent pour désigner l'Administration qui convoquera la réunion suivante. Les questions à examiner par le Comité sont envoyées à l'Administration organisatrice de la première réunion à venir, et c'est cette Administration qui fixe la date et le programme de ladite réunion.

§ 5. En principe, les réunions du Comité consultatif international technique des communications radioélectriques ont lieu de deux en deux ans.

ARTICLE 34.

Bureau international.

§ 1. (1) Les dépenses supplémentaires résultant du fonctionnement du Bureau international de l'Union télégraphique, pour les besoins des services radioélectriques, ne doivent pas dépasser deux cent mille francs par an, non compris : a) les frais afférents aux travaux des Conférences, *b)* les frais afférents aux travaux de Comités régulièrement créés, lorsque, suivant les dispositions du Règlement général ou la décision d'une Conférence, ces frais sont à supporter par tous les Pays contractants.

(2) La somme de deux cent mille francs pourra être modifiée ultérieurement, du consentement unanime des Gouvernements contractants.

§ 2. L'Administration supérieure de la Confédération suisse est désignée pour organiser la Division des services radioélectriques du Bureau International de l'Union Télégraphique mentionné à l'Article 16 de la Convention ; elle en a la haute surveillance, contrôle les dépenses, fait les avances nécessaires et établit le compte annuel. Ce compte est communiqué à toutes les autres Administrations.

§ 3. Les sommes avancées par l'Administration qui contrôle le Bureau international, pour les besoins des services radioélectriques, doivent être remboursées par les Administrations débitrices, dans le plus bref délai et, au plus tard, dans les trois mois qui suivent la date de la réception du compte. Passé ce délai de trois mois, les sommes dues sont productives d'intérêts, au profit de l'Administration créditrice, à raison de sept pour cent (7 %) l'an, à compter du jour de l'expiration du délai susmentionné.

§ 4. (1) Pour la répartition des frais, les Etats contractants sont divisés en six classes, contribuant chacune dans la proportion d'un certain nombre d'unités, savoir :

1re classe	25 unités	4e classe	10 unités
2e »	20 »	5e »	5 »
3e »	15 »	6e »	3 »

(2) Les Administrations font connaître au Bureau International dans quelle classe elles désirent que leur Pays soit rangé.

(3) Les coefficients ci-dessus sont multipliés, pour chaque classe, par le nombre des Etats qui en font partie, et la somme des produits ainsi obtenue fournit le nombre par lequel la dépense totale doit être divisée, pour déterminer le montant de l'unité de dépense.

Conformément aux dispositions de l'Article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement général entrera en vigueur le 1er janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention.)

La signature du Délégué polonais est précédée de la réserve suivante : « *Pour la Pologne, avec la réserve concernant le paragraphe* 4 *de l'Article* 5 *figurant dans le procès-verbal de la huitième séance plénière du* 22 *novembre* 1927 *de la Conférence de Washington.* »

Appendice 1.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques.

(Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

CODE Q[1]).

I. Abréviations utilisables dans tous les services.

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QRA	Quel est le nom de votre station?	Le nom de ma station est ...
QRB	A quelle distance approximative vous trouvez-vous de ma station ?	La distance approximative entre nos stations est de ... milles marins (*ou* ... kilomètres).
QRC	Par quelle entreprise privée (*ou* Administration d'Etat) sont liquidés les comptes de taxes de votre station ?	Les comptes de taxes de ma station sont liquidés par l'entreprise privée ... (*ou* par l'Administration de l'Etat ...).
QRD	Où allez-vous ?	Je vais à ...
QRE	Quelle est la nationalité de votre station ?	Ma station est de nationalité ...
QRF	D'où venez-vous ?	Je viens de ...
QRG	Voulez-vous m'indiquer ma longueur d'onde (ma fréquence) exacte en mètres (*ou* en kilocycl.)?	Votre longueur d'onde exacte est de ... mètres (*ou* ... kilocycles).
QRH	Quelle est votre longueur d'onde (votre fréquence) exacte en mètres (*ou* en kilocycles) ?	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) exacte est de ... mètres (*ou* ... kilocycles).
QRI	La tonalité de mon émission est-elle mauvaise ?	La tonalité de votre émission est mauvaise.
QRJ	Me recevez-vous mal ? Mes signaux sont-ils faibles ?	Je ne peux pas vous recevoir. Vos signaux sont trop faibles.
QRK	Me recevez-vous bien ? Mes signaux sont-ils bons ?	Je vous reçois bien. Vos signaux sont bons.
QRL	Êtes-vous occupé ?	Je suis occupé (*ou* Je suis occupé avec ...). Prière de ne pas brouiller.
QRM	Êtes-vous brouillé ?	Je suis brouillé.
QRN	Etes-vous troublé par les atmosphériques ?	Je suis troublé par les atmosphériques.
QRO	Dois-je augmenter l'énergie ?	Augmentez l'énergie.
QRP	Dois-je diminuer l'énergie ?	Diminuez l'énergie.
QRQ	Dois-je transmettre plus vite ?	Transmettez plus vite (... mots par minute).

[1]) Les abréviations prennent la forme de questions quand elles sont suivies d'un point d'interrogation.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QRS	Dois-je transmettre plus lentement ?	Transmettez plus lentement (... mots par minute).
QRT	Dois-je cesser la transmission ?	Cessez la transmission.
QRU	Avez-vous quelque chose pour moi ?	Je n'ai rien pour vous.
QRV	Dois-je transmettre une série de VVV ... ?	Transmettez une série de VVV ....
QRW	Dois-je aviser ... que vous l'appelez ?	Prière d'aviser ... que je l'appelle.
QRX	Dois-je attendre ? A quel moment me rappellerez-vous ?	Attendez jusqu'à ce que j'aie fini de communiquer avec ... Je vous rappellerai aussitôt (*ou* à ... [heure]).
QRY	Quel est mon tour ?	Votre tour est numéro ... (*ou d'après toute autre indication*).
QRZ	Par qui suis-je appelé ?	Vous êtes appelé par ....
QSA	Quelle est la force de mes signaux *(1 à 5)* ?	La force de vos signaux est *(1 à 5)*.
QSB	La force de mes signaux varie-t-elle ?	La force de vos signaux varie.
QSC	Mes signaux disparaissent-ils totalement par intervalles ?	Vos signaux disparaissent totalement par intervalles.
QSD	Ma manipulation est-elle mauvaise ?	Votre manipulation est mauvaise. Vos signaux sont illisibles.
QSE	Mes signaux sortent-ils nettement ?	Vos signaux collent.
QSF	Ma transmission automatique est-elle bonne ?	Votre transmission automatique disparaît.
QSG	Dois-je transmettre les télégrammes par série de cinq, dix *(ou d'après de toute autre indication)* ?	Transmettez les télégrammes par séries de cinq, dix *(ou d'après toute autre indication)*.
QSH	Dois-je transmettre un télégramme à la fois en le répétant deux fois ?	Transmettez un télégramme à la fois en le répétant deux fois.
QSI	Dois-je transmettre les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition ?	Transmettez les télégrammes dans l'ordre alternatif, sans répétition.
QSJ	Quelle est la taxe à percevoir par mot pour ... y compris votre taxe télégraphique intérieure ?	La taxe à percevoir par mot pour ... est de ... francs, y compris ma taxe télégraphique intérieure.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QSK	Dois-je suspendre le trafic ? A quelle heure me rappellerez-vous ?	Suspendez le trafic. Je vous rappellerai à ... (heure).
QSL	Pouvez-vous me donner accusé de réception ?	Je vous donne accusé de réception.
QSM	Avez-vous reçu mon accusé de réception ?	Je n'ai pas reçu votre accusé de réception.
QSN	Pouvez-vous me recevoir en ce moment ? Dois-je rester sur écoute ?	Je ne puis vous recevoir en ce moment. Restez sur écoute.
QSO	Pouvez-vous communiquer avec ... directement (*ou* par l'intermédiaire de ...) ?	Je puis communiquer avec ... directement (*ou* par l'intermédiaire de ...).
QSP	Voulez-vous retransmettre à ... gratuitement ?	Je retransmettrai à ... gratuitement.
QSQ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe une seule fois ?	Transmettez chaque mot ou groupe une seule fois.
QSR	L'appel de détresse reçu de ... a-t-il été réglé ?	L'appel de détresse reçu de ... a été réglé par ...
QSU	Dois-je transmettre sur ... mètres (*ou* sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3, ou B ?	Transmettez sur ... mètres (*ou* sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3, ou B. Je vous écoute.
QSV	Dois-je passer sur l'onde de ... mètres (*ou* de ... kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuer après avoir émis quelques VVV ?	Passez sur l'onde de ... mètres (*ou* de ... kilocycles), pour la suite de nos communications, et continuez après avoir émis quelques VVV.
QSW	Voulez-vous transmettre sur ... mètres (*ou* sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3 ou B ?	Je vais transmettre sur ... mètres (*ou* sur ... kilocycles), ondes du type A 1, A 2, A 3 ou B. Restez sur écoute.
QSX	Ma longueur d'onde (Ma fréquence) varie-t-elle ?	Votre longueur d'onde (Votre fréquence) varie.
QSY	Dois-je transmettre sur l'onde de ... mètres (*ou* de ... kilocycles), sans changer de type d'onde ?	Transmettez sur l'onde de ... mètres (*ou* de ... kilocycles), sans changer de type d'onde.
QSZ	Dois-je transmettre chaque mot ou groupe deux fois ?	Transmettez chaque mot ou groupe deux fois.
QTA	Dois-je annuler le télégramme N° ... comme s'il n'avait pas été transmis ?	Annulez le télégramme N° ... comme s'il n'avait pas été transmis.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QTB	Êtes-vous d'accord avec mon compte de mots ?	Je ne suis pas d'accord avec votre compte de mots ; je répète la première lettre de chaque mot et le premier chiffre de chaque nombre.
QTC	Combien avez-vous de télégrammes à transmettre ?	J'ai ... télégrammes pour vous (*ou* pour ...).
QTD	Le compte de mots que je vous confirme est-il admis ?	Le compte de mots que vous me confirmez et admis.
QTE	Quel est mon relèvement vrai ? *ou* Quel est mon relèvement vrai relativement à ... ?	Votre relèvement vrai est de ... degrés *ou* Votre relèvement vrai relativement à ... est de ... degrés à ... (heure).
QTF	Voulez-vous m'indiquer la position de ma station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que vous contrôlez ?	La position de votre station sur la base des relèvements pris par les postes radiogoniométriques que je contrôle est ... latitude ... longitude.
QTG	Voulez-vous transmettre votre indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de... mètres (*ou* de ... kilocycles) pour que je puisse prendre votre relèvement radiogoniométrique ?	Je transmets mon indicatif d'appel pendant une minute sur l'onde de ... mètres (*ou* de ... kilocycles) pour que vous puissiez prendre mon relèvement radiogoniométrique.
QTH	Quelle est votre position en latitude et en longitude *(oud'après toute autre indication)* ?	Ma position est ... latitude ... longitude *(ou d'après toute autre indication)*.
QTI	Quelle est votre route vraie ?	Ma route vraie est de ... degrés.
QTJ	Quelle est votre vitesse de marche ?	Ma vitesse de marche est de ... nœuds (*ou* de ... kilomètres) à l'heure.
QTK	Quel est le relèvement vrai de ... relativement à vous ?	Le relèvement vrai de ... relativement à moi est de ... degrés à ... (heure).
QTL	Transmettez des signaux radioélectriques pour me permettre de déterminer mon relèvement par rapport au radiophare ?	Je transmets des signaux radioélectriques pour vous permettre de déterminer votre relèvement par rapport au radiophare.
QTM	Transmettez des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour me	Je transmets des signaux radioélectriques et des signaux acoustiques sous-marins pour

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
	permettre de déterminer mon relèvement et ma distance ?	vous permettre de déterminer votre relèvement et votre distance.
QTN	Pouvez-vous prendre le relèvement de ma station (*ou* de ...) relativement à vous ?	Je ne puis pas prendre le relèvement de votre station (*ou* de ...) relativement à moi.
QTP	Allez-vous entrer dans le bassin (*ou* dans le port) ?	Je vais entrer dans le bassin (*ou* dans le port).
QTR	Quelle est l'heure exacte ?	L'heure exacte est ...
QTS	Quel est le relèvement vrai de votre station relativement à moi ?	Le relèvement vrai de ma station relativement à vous est de ... à ... (heure).
QTU	Quelles sont les heures d'ouverture de votre station ?	Les heures d'ouvertures de ma station sont de ... à ...
	II. Abréviations utilisables plus spécialement dans le service radioaérien.	
QAA	A quelle heure comptez-vous arriver à ... ?	Je compte arriver à ... à ... (heure).
QAB	Êtes-vous en route pour ... ?	Je suis en route pour ... *ou* Faites route pour ...
QAC	Retournez-vous à ... ?	Je retourne à ... *ou* Retournez à ...
QAD	A quelle heure avez-vous quitté ... *(lieu du départ)* ?	J'ai quitté ... *(lieu du départ)* à ... (heure).
QAE	Avez-vous des nouvelles de ... *(indicatif d'appel de la station de l'aéronef)* ?	Je n'ai pas de nouvelles de ... *(indicatif d'appel de la station de l'aéronef).*
QAF	A quelle heure avez-vous passé à ... ?	J'ai passé à ... à ... (heure).
QAH	Quelle est votre hauteur ?	Ma hauteur est ... mètres *(ou d'après toute autre indication).*
QAI	Y a-t-il quelque aéronef signalé dans mon voisinage ?	Il n'y a aucun aéronef signalé dans votre voisinage.
QAJ	Dois-je rechercher un autre aéronef dans mon voisinage ?	Rechercher un autre aéronef dans votre voisinage *ou* Recherchez ... *(indicatif d'appel de la station de l'aéronef) qui* volait près de ... (*ou* en direction de ...) à ... (heure).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
QAK	Sur quelle onde allez-vous transmettre les messages d'avertissements météorologiques ?	Je vais transmettre les messages d'avertissements météorologiques sur l'onde de ... mètres (*ou* de ... kilocycles).
QAL	Allez-vous atterrir à ... ?	Je vais atterrir à ... *ou* Atterrissez à ...
QAM	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du temps pour ... *(lieu d'observation)* ?	Voici le dernier message météorologique du temps pour ... *(lieu d'observation)*.
QAN	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent de surface pour ... *(lieu d'observation)* ?	Voici le dernier message météorologique du vent de surface pour ... *(lieu d'observation)*.
QAO	Pouvez-vous me donner le dernier message météorologique du vent supérieur pour ... *(lieu d'observation)* ?	Voici le dernier message météorologique du vent supérieur pour ... *(lieu d'observation)*.
QAP	Dois-je rester sur écoute pour vous (*ou* pour ...) sur ... mètres (*ou* sur ... kilocycles) ?	Restez sur écoute pour moi (*ou* pour ...) sur ... mètres (*ou* sur ... kilocycles).
QAQ	Voulez-vous faire hâter la réponse au message N° ... *(ou d après toute autre indication)* ?	Je fais hâter la réponse au message N° ... *(ou d après toute autre indication)*.
QAR	Dois-je répondre à ... pour vous?	Répondez à ... pour moi.
QAS	Dois-je transmettre le message N° ... *(ou d après toute autre indication)* à ... ?	Transmettez le message N° ... *(ou d après toute autre indication)* à ...
QAT	Dois-je continuer à transmettre ?	Ecoutez avant de transmettre ; vous brouillez *ou* Ecoutez avant de transmettre ; vous transmettez en même temps que ...
QAU	Quel est le dernier message reçu par vous de ... ?	Le dernier message reçu par moi de ... est ...
QAV	M'appelez-vous ? *ou* Appelez-vous.. *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)* ?	Je vous appelle *ou* J'appelle ... *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)*.
QAW	Dois-je cesser l'écoute jusqu'à ... (heure) ?	Cessez l'écoute jusqu'à... (heure).
QAX	Avez-vous reçu le signal d'urgence fait par ... *(indicatif*	J'ai reçu le signal d'urgence fait par ... *(indicatif d'appel de*

Liste des abréviations à employer dans les transmisstons radioélectriques (suite).

Abréviation	Question	Réponse ou avis
	d'appel de la station d'aéronef) ?	*la station d'aéronef)* à ... (heure).
QAY	Avez-vous reçu le signal de détresse fait par ... *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)* ?	J'ai reçu le signal de détresse fait par ... *(indicatif d'appel de la station d'aéronef)* à ... (heure).
QAZ	Pouvez-vous recevoir malgré l'orage ?	Je ne puis plus recevoir. Je cesse l'écoute pour cause d'orage.

III. Abréviations diverses.

Abréviation	Signification
C	Oui
N	Non.
P	Annonce de télégramme privé dans le service mobile *(à employer en préfixe).*
W	Mot *ou* mots.
AA	Tout après ... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
AB	Tout avant ... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
AL	Tout ce qui vient d'être transmis *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
BN	Tout entre ... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
BQ	Annonce de réponse à une demande de rectification.
CL	Je ferme ma station.
CS	Indicatif d'appel *(à employer pour demander ou faire répéter un indicatif d'appel).*
DB	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, vous n'êtes pas dans le secteur vérifié de cette station.
DC	Le minimum de votre signal convient pour le relèvement.
DF	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés, dans le secteur douteux de cette station, avec une erreur possible de deux degrés.
DG	Veuillez m'aviser si vous constatez une erreur dans le relèvement donné.
DI	Relèvement douteux par suite de la mauvaise qualité de votre signal.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Signification
DJ	Relèvement douteux par suite du brouillage.
DL	Votre relèvement à ... (heure) était de ... degrés dans le secteur incertain de cette station.
DO	Relèvement douteux. Demandez un autre relèvement plus tard ou à ... (heure).
DP	Au delà de 50 milles, l'erreur possible de relèvement peut atteindre deux degrés.
DS	Réglez votre transmetteur, le minimum de votre signal est trop étendu.
DT	Je ne puis pas vous fournir de relèvement, le minimum de votre signal est trop étendu.
DY	Cette station est bilatérale, quelle est votre direction approximative en degrés relativement à cette station ?
DZ	Votre relèvement est réciproque *(à utiliser seulement par la station de contrôle d'un groupe de stations radiogoniométriques lorsqu'elle s'adresse à d'autres stations du même groupe).*
ER	Ici ... *(à employer avant le nom de la station mobile dans la transmission des indications de route).*
GA	Reprenez la transmission *(à employer plus spécialement dans le service fixe).*
JM	Si je puis transmettre, faites une série de traits. Pour arrêter ma transmission, faites une série de points *(à ne pas utiliser sur 600 mètres [500 kilocycles]).*
MN	Minute *ou* minutes *(à employer pour marquer la durée d'une attente).*
NW	Je reprends la transmission *(à employer plus spécialement dans le service fixe).*
OK	Nous sommes d'accord.
RQ	Annonce d'une demande de rectification.
SA	Annonce du nom d'une station d'aéronef *(à employer dans la transmission des indications de passage).*
SF	Annonce du nom d'une station aéronautique.
SN	Annonce du nom d'une station côtière.
SS	Annonce du nom d'une station de bord *(à employer dans la transmission des indications de passage).*
TR	Annonce de la demande ou de l'envoi d'indications concernant une station mobile.
UA	Sommes-nous d'accord ?
WA	Mot après ... *(à employer aprés un point d'interrogation pour demander une répétition).*
WB	Mot avant ... *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
XS	Parasites atmosphériques.
YS	Voyez votre avis de service.

Liste des abréviations à employer dans les transmissions radioélectriques (suite).

Abréviation	Signification
ABV	Abrégez le trafic en employant les abréviations internationales *ou* Répétez (*ou* Je répète) les chiffres en abrégé.
ADR	Adresse *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
CFM	Confirmez *ou* Je confirme.
COL	Collationnez *ou* Je collationne.
ITP	La ponctuation compte.
MSG	Annonce de télégramme concernant le service du bord *(à employer en préfixe).*
PBL	Préambule *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
REF	Référence à ... *ou* Référez-vous à ...
RPT	Répétez *ou* Je répète *(à employer pour demander ou pour donner répétition de tout ou partie du trafic, en faisant suivre l'abréviation des indications correspondantes).*
SIG	Signature *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*
SVC	Annonce de télégramme de service concernant le trafic privé *(à employer en préfixe).*
TFC	Trafic.
TXT	Texte *(à employer après un point d'interrogation pour demander une répétition).*

Appendice 2.

Rapport sur une infraction à la Convention radiotélégraphique ou aux Règlements de service.

(Voir l'Art. 12 du Règlement général.)

Détails relatifs à la station transgressant le Règlement.	
1. Nom, s'il est connu (en caractères d'imprimerie) *(Remarque a)*	.....
2. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	.....
3. Nationalité, si elle est connue	.....
4. Onde employée (kc/s ou m)	.....
5. Système *(Remarque b)*	.....

Détails relatifs à la station signalant l'irrégularité.	
6. Nom (en caractères d'imprimerie)....	.....
7. Indicatif d'appel (en caractères d'imprimerie)	.....
8. Nationalité	.....
9. Position approximative *(Remarque c)*.	.....
Détails de l'irrégularité.	
10. Nom *(Remarque d) de la station en communication* avec celle qui commet l'infraction	.....
11. Indicatif d'appel de la station en communication avec celle qui commet l'infraction	.....
12. Heure *(Remarque e)* et date	.....
13. Nature de l'irrégularité *(Remarque f)*.	.....

14. *Extraits du journal de bord et autres documents à l'appui du rapport* (*à continuer au verso, si nécessaire*) *Heure.*

15. *Certificat.*

Je certifie que le rapport ci-dessus donne, autant que je sache, le compte rendu complet et exact de ce qui a eu lieu.

Date : le ..... 19.... (*) .....

(*) Ce rapport doit être signé par l'opérateur qui a relevé l'infraction, et contresigné par le Commandant du navire ou de l'aéronef, ou le chef de la station terrestre.

INDICATIONS POUR REMPLIR CETTE FORMULE.

Remarque *a*. Chaque rapport ne fera mention que d'un seul navire ou d'une seule station, voir Remarque *d*.

Remarque *b*. Type A 1, A 2, A 3 ou B.

Remarque *c*. Applicable seulement aux navires et aéronefs, doit être exprimée en latitude et longitude (Greenwich) ou par un relèvement vrai et distance en milles marins ou en kilomètres de quelque endroit bien connu.

Remarque *d*. Si les deux stations en communication enfreignent le Règlement, un rapport sera fait séparément pour chacune de ces stations.

Remarque *e*. Doit être exprimée par un groupe de quatre chiffres (0000 à 2359), temps moyen de Greenwich. Si l'infraction porte sur une période considérable, les heures devront être indiquées dans la marge du N° 14.

Remarque *f*. Un rapport séparé est requis pour chacune des irrégularités, à moins que les erreurs n'aient évidemment été faites par la même personne et n'aient eu lieu que dans une courte période de temps. Tous les rapports doivent être envoyés en deux exemplaires et être établis dans la mesure du possible à la machine à écrire. (L'emploi du crayon indélébile et du papier carbone est autorisé.)

POUR L'USAGE EXCLUSIF DE L'ADMINISTRATION.

1. Compagnie ayant le contrôle de l'installation radiotélégraphique de la station contre laquelle plainte est portée.....	.....
2. Nom de l'opérateur de la station tenu responsable de l'infraction au Règlement.	.....
3. Mesure prise	.....

—

Appendice 3.

Documents de service.

(Voir l'Art. 13 du Règlement général.)

Tome I. Stations fixes et terrestres.

Partie A. *Index alphabétique des stations.*

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

Partie B. *Etat signalétique des stations.*

(Nom du Pays.....)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Onde		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Service		Taxes	Observations
			Type	Fréquence (longueur)			Nature	Heures d'ouverture		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11

Tome II. Stations effectuant des services spéciaux.

A. Stations radiogoniométriques.

(Nom du pays.....)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de la station	Ondes types — fréquences (longueurs)			Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle la communication doit être établie si la situation n'est pas dotée d'un émetteur	Observations (secteur de relèvement, heures d'ouverture, taxe, etc.)
			Pour l'appel de la station radiogoniométrique	Pour les signaux requis pour faire les relèvements	Pour la transmission des relèvements				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

B. Stations radiophares.

(Nom du pays.....)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Ondes types — fréquences (longueurs)		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Signal caractéristique émis par la station	Nom et indicatif d'appel de la station avec laquelle on doit se mettre en communication si la station ne peut pas émettre et recevoir des communications	Observations
			Pour la demande de l'émission	Pour l'émission					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

C. Stations émettant des signaux horaires.

(Nom du Pays.....)

(Instructions générales concernant les signaux horaires.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde — Type	Onde — Fréquence (longueur)	Heures d'émission	Méthode
1	2	3	4	5	6

D. Stations émettant des bulletins météorologiques réguliers.

(Nom du Pays.....)

(Instructions générales concernant les bulletins météorologiques.)

Nom de la station	Indicatif d'appel	Onde		Heures d'émission	Observations
		Type	Fréquence (longueur)		
1	2	3	4	5	6

E. Stations émettant des avis aux navigateurs.

(Noms des stations par Pays avec les indications nécessaires).

F. Stations émettant des messages de presse adressés à tous (CQ).

(Nom du Pays.....)

(Nom de la station avec les indications nécessaires).

Tome III. Stations de bord.

Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Pays	Onde		Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne e intensité du courant à la base	Service		Taxes	Administration ou entreprise privée à laquelle doivent être adressés les comptes de taxes	Observations
			Type	Fréquence (longueur)			Nature	Heures d'ouvertures			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

Tome IV. Stations d'aéronef.

Etat signalétique des stations.

Nom de la station	Indicatif d'appel	Pays	Onde		Service		Observations
			Type	Fréquence (longueur)	Nature	Heures d'ouverture	
1	2	3	4	5	6	7	8

Tome V. Stations de radiodiffusion.

Partie A. *Index alphabétique des stations.*

Nom de la station	Indicatif d'appel	Page dans la partie B
1	2	3

Partie B. *Etat signalétique des stations.*

Nom de la station	Indicatif d'appel	Position géographique exacte de l'antenne émettrice	Fréquence (longueur d'onde)	Pouvoir normal de rayonnement exprimé en mètres-ampères	Hauteur de l'antenne et intensité du courant à la base	Nom de l'Administration ou de l'entreprise privée effectuant l'émission	Observations
1	2	3	4	5	6	7	8

Appendice 4.

Echelle employée pour exprimer la force des signaux.

(Voir l'Art. 9 du Règlement général.)

1 = à peine perceptible ; illisible.
2 = faible ; lisible par instants.
3 = assez bon ; lisible, mais difficilement.
4 = bon ; lisible.
5 = très bon ; parfaitement lisible.

Appendice 5.

Heures de service des navires classés dans la deuxième catégorie.

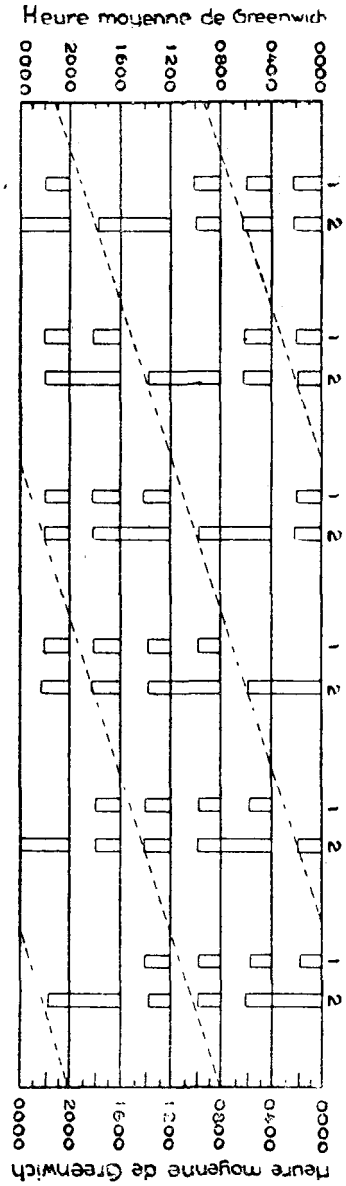
(Voir tableau et carte Appendice 6, ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)

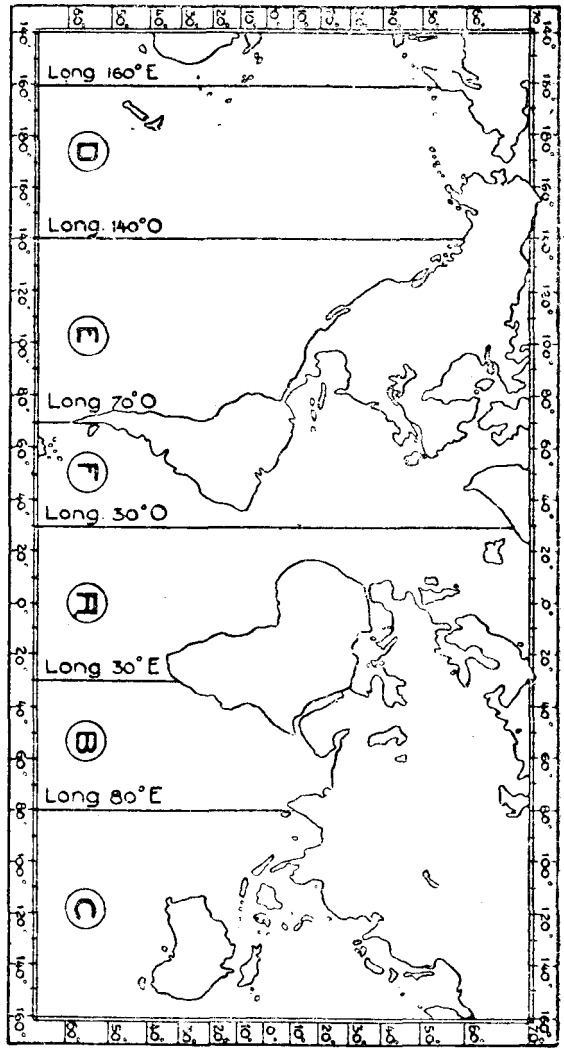
Zones	Limites Ouest	Limites Est	Durée des heures de service (temps moyen de Greenwich).	
			8 heures	16 heures
A				
Océan Atlantique Est, Méditerranée, Mer du Nord, Baltique.	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	Méridien 30° E. au sud de la côte d'Afrique. Limites Est de la Méditerranée, de la Mer Noire et de la Baltique, Méridien 30° E. au Nord de la Norvège.	de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h
B				
Océan Indien, Océan Arctique Est.	Limite Est de la Zone A.	Méridien 80° E.. Côte Ouest de Ceylan au Pont d'Adam, de là à l'Ouest, le long des Côtes de l'Inde.	de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 18 h de 20 h à 24 h
C				
Mer de Chine, Océan Pacifique Ouest.	Limite Est de la Zone B.	Méridien 160° E.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h	de 0 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 14 h de 16 h à 22 h
D				
Océan Pacifique Central.	Limite Est de la Zone C.	Méridien 140° W.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 24 h
E				
Océan Pacifique Est.	Limite Est de la Zone D.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Ouest d'Amérique.	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 16 h à 18 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 6 h de 8 h à 14 h de 16 h à 22 h
F				
Océan Atlantique Ouest et Golfe du Mexique.	Méridien 70° W. au Sud de la Côte américaine, Côte Est	Méridien 30° W. Côte du Groenland.	de 0 h à 2 h de 12 h à 14 h de 16 h à 1 h de 20 h à 22 h	de 0 h à 2 h de 4 h à 10 h de 12 h à 18 h de 20 h à 22 h

Appendice 6

Heures de service internationales pour les navires ayant moin de 3 opérateurs de t. s. f.

(Voir l'Appendice 5 ainsi que les Art. 13 et 20 du Règlement général.)





Appendice 7.

(Voir les Art. 2, 15, 13, 7 du Règlement général et l'Appendice 3.)

Documents dont les stations de bord doivent être pourvues.

La licence radioélectrique.

La Nomenclature des stations de bord.

La Nomenclature des stations fixes et terrestres.

La Nomenclature des stations d'aéronef.

La Convention et les Règlements y annexés.

Les tarifs télégraphiques des Pays à destination desquels la station accepte le plus fréquemment des radiotélégrammes.

Le certificat du ou des opérateurs.

Documents dont les stations d'aéronef doivent être pourvues.

La licence radioélectrique.

Le certificat du ou des opérateurs.

Tels documents que les Organismes compétents de l'Aéronautique du Pays intéressé jugeront, éventuellement, nécessaires à la station pour l'exécution de son service.

Appendice 8.

Obtention des relèvements radiogoniométriques.

(Voir l'Art. 31 du Règlement général.)

I. Instructions générales.

A. Avant d'appeler une ou plusieurs stations radiogoniométriques, la station mobile, pour demander son relèvement, doit rechercher dans la Nomenclature :

1° Les indicatifs d'appel des stations à appeler pour obtenir les relèvements radiogoniométriques qui l'intéressent.

2° L'onde sur laquelle les stations radiogoniométriques veillent, et l'onde ou les ondes sur lesquelles elles prennent les relèvements.

3° Les stations radiogoniométriques qui, grâce à des liaisons par fils spéciaux, peuvent être groupées avec la station radiogoniométrique à appeler.

B. La procédure à suivre par la station mobile dépend de diverses circonstances. D'une façon générale, elle doit tenir compte de ce qui suit :

1° Si les stations radiogoniométriques ne veillent pas sur la même onde, que ce soit l'onde pour l'opération du relèvement ou une autre onde, les relèvements doivent être demandés séparément à chaque station ou groupe de stations utilisant une onde donnée.

2° Si toutes les stations radiogoniométriques intéressées veillent sur une même

onde, et si elles sont en mesure de prendre des relèvements sur une onde commune — qui peut être une autre onde que l'onde de veille — il y a lieu de les appeler ensemble, afin que les relèvements soient pris par toutes ces stations à la fois, sur une seule et même émission.

3° Si plusieurs stations radiogoniométriques sont groupées à l'aide de fils spéciaux, une seule d'entre elles doit être appelée, même si toutes sont munies d'appareils émetteurs. Dans ce cas, la station mobile doit cependant, s'il est nécessaire, mentionner dans l'appel, au moyen des indicatifs d'appel, les stations radiogoniométriques dont elle désire obtenir des relèvements.

II. Règles de procédure.

A. La station mobile appelle la ou les stations radiogoniométriques sur l'onde indiquée à la Nomenclature comme étant leur onde de veille. Elle transmet l'abréviation QTE, qui signifie :

« Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la station radiogoniométrique à laquelle je m'adresse »

ou

« Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport à la ou les stations dont les indicatifs d'appel suivent »

ou

« Je désire connaître mon relèvement radiogoniométrique par rapport aux stations radiogoniométriques groupées sous votre contrôle »,

le ou les indicatifs d'appel nécessaires, et finit en indiquant, si besoin est, l'onde qu'elle va employer pour faire établir son relèvement. Après cela, elle attend des instructions.

B. La ou les stations radiogoniométriques appelées se préparent à prendre le relèvement ; elles avertissent, si nécessaire, les stations radiogoniométriques avec lesquelles elles sont conjuguées. Aussitôt que les stations radiogoniométriques sont prêtes, celles parmi ces stations qui sont pourvues d'appareils émetteurs répondent à l'adresse de la station mobile, dans l'ordre alphabétique de leurs indicatifs d'appel, en donnant leur indicatif d'appel suivi de la lettre K.

Dans le cas où il s'agit de stations radiogoniométriques groupées, la station appelée prévient les autres stations du groupement et informe la station mobile dès que les stations du groupement sont prêtes à prendre le relèvement.

C. Après avoir, si nécessaire, préparé sa nouvelle onde de transmission, la station mobile répond en transmettant son indicatif d'appel, combiné éventuellement avec un autre signal, pendant un temps suffisamment prolongé pour permettre le relèvement.

D. La ou les stations radiogoniométriques qui sont satisfaites de l'opération transmettent le signal QTE (« Votre relèvement par rapport à moi était de ... degrés »), précédé de l'heure de l'observation, et suivi d'un groupe de trois chiffres

(000 à 359) indiquant, en degrés, le relèvement vrai de la station mobile par rapport à la station radiogoniométrique.

Si une station radiogoniométrique n'est pas satisfaite de l'opération, elle demande à la station mobile de répéter l'émission indiquée en C.

E. Dès que la station mobile a reçu le résultat de l'observation, elle répète le message à la station radiogoniométrique qui, alors, annonce que la répétition est exacte ou, le cas échéant, rectifie en répétant le message. Quand la station radiogoniométrique a la certitude que la station mobile a correctement reçu le message, elle transmet le signal « fin de travail ». Ce signal est alors répété par la station mobile, comme indication que l'opération est terminée.

F. Les indications relatives : *a*) au signal à employer pour obtenir le relèvement; *b*) à la durée des émissions à faire par la station mobile et *c*) à l'heure utilisée par la station radiogoniométrique considérée, sont données dans la Nomenclature.

Règlement additionnel annexé à la Convention radiotélégraphique internationale.

Les prescriptions imprimées en petits caractères sont également reproduites dans le Règlement général.

ARTICLE PREMIER.

Procédure radiotéléphonique dans le service mobile.

La procédure à suivre dans l'appel et l'établissement des communications entre deux stations radiotéléphoniques du service mobile est donnée dans l'Appendice 1. Les opérations, dans la station mobile, doivent être effectuées par un opérateur en possession du certificat réglementaire.

ARTICLE 2.

Taxes.

§ 1. La taxe d'un radiotélégramme originaire ou à destination d'une station mobile ou échangé entre stations mobiles comprend, selon le cas :

a) la taxe de bord, revenant à la station mobile d'origine ou de destination, ou à ces deux stations ;

b) la taxe terrestre, revenant à la station terrestre ou aux stations terrestres qui participent à la transmission ;

c) la taxe pour la transmission sur le réseau général des voies de communication, calculée d'après les règles ordinaires ;

d) la taxe afférente aux opérations accessoires demandées par l'expéditeur.

§ 2. (1) La taxe terrestre et celle de bord sont fixées suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

(2) La taxe maximum terrestre est de soixante centimes (0 fr. 60) par mot ; la taxe maximum de bord est de quarante centimes (0 fr. 40) par mot.

(3) Toutefois, chaque Administration se réserve la faculté de fixer et d'autoriser des taxes terrestres supérieures au maximum indiqué ci-dessus, dans le cas de stations terrestres exceptionnellement onéreuses, du fait de l'installation ou de l'exploitation.

§ 3. Lorsqu'une station terrestre est utilisée comme intermédiaire entre des stations mobiles, il n'est perçu qu'une seule taxe terrestre. Si la taxe terrestre applicable aux échanges avec la station mobile transmet est différente de celle applicable aux échanges avec la station mobile qui reçoit, c'est la plus élevée de ces deux taxes qui est perçue. Il peut être perçu, en outre, une taxe territoriale télégraphique, égale à celle qui, au § 5 ci-après, est indiquée comme étant applicable à la transmission sur les voies de communication.

§ 4. Le service des retransmissions est réglé par l'article 6 du présent Règlement, compte tenu de ce qui est dit au § 9 ci-après.

§ 5. (1) Dans le cas où des radiotélégrammes originaires ou à destination d'un pays sont échangés directement par ou avec les stations terrestres de ce pays, la taxe télégraphique applicable à la transmission sur les voies intérieures de communication de ce pays est, en principe, calculée suivant le tarif par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Cette taxe est notifiée en francs, par l'Administration dont relèvent les stations terrestres.

(2) Lorsqu'un pays se trouve dans l'obligation d'imposer un minimum de perception, en raison du fait que son système de communications électriques intérieures n'est pas exploité par le Gouvernement, il doit en informer le Bureau international, qui mentionne dans la Nomenclature le montant de ce minimum de perception à la suite de l'indication de la taxe par mot. A défaut d'une pareille mention, la taxe à appliquer est celle par mot pur et simple, sans perception d'un minimum.

§ 6. Aucune taxe afférente au parcours radioélectrique, dans le service mobile, n'est perçue pour les radiotélégrammes d'un intérêt général immédiat, rentrant dans les catégories suivantes :

a) messages de détresse et réponses à ces messages ;

b) avis originaires des stations mobiles sur la présence de glaces, épaves et mines, ou annonçant des cyclones et tempêtes ;

c) avis annonçant des phénomènes brusques menaçant la navigation aérienne ou la survenue soudaine d'obstacles dans les aérodromes ;

d) avis originaires des stations mobiles, notifiant des changements soudains dans la position des bouées, le fonctionnement des phares, appareils de balisage, etc. ;

e) avis de service relatifs aux services mobiles.

§ 7. Les stations mobiles doivent avoir connaissance des tarifs nécessaires pour opérer la taxation des radiotélégrammes. Toutefois, elles sont autorisées, le cas échéant, à se renseigner auprès des stations terrestres ; les montants des tarifs que celles-ci indiquent sont donnés en francs.

§ 8. Pour les stations mobiles, les modifications aux tarifs ne sont applicables que 45 jours après la date de la notification transmise par le Bureau international.

§ 9. (1) La station terrestre qui ne peut pas atteindre la station mobile de destination d'un radiotélégramme pour lequel aucune taxe de retransmission n'a été déposée par l'expéditeur (voir article 6, § 1, du présent Règlement) peut, pour faire parvenir le radiotélégramme à destination, avoir recours à l'intervention d'une autre station mobile, pourvu que celle-ci y consente. Le radiotélégramme est alors transmis à cette autre station mobile, et l'intervention de cette dernière a lieu gratuitement.

(2) La même disposition est aussi applicable dans le sens station mobile vers station terrestre, en cas de nécessité.

(3) Pour qu'un radiotélégramme ainsi acheminé puisse être considéré comme arrivé à destination, il faut que la station qui a eu recours à la voie indirecte ait reçu l'accusé de réception réglementaire, soit directement, soit par une voie indirecte, de la station mobile à laquelle le radiotélégramme était destiné ou de la station terrestre sur laquelle il devait être acheminé, selon le cas.

ARTICLE 3.

Ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile.

§ 1. L'ordre de priorité dans l'établissement des communications dans le service mobile est le suivant :

1° appels de détresse, messages de détresse et trafic de détresse ;

2° communications précédées d'un signal d'urgence ;

3° communications précédées du signal de sécurité ;

4° communications relatives aux relèvements radiogoniométriques ;

5° toutes les autres communications.

§ 2. Pour la transmission des radiotélégrammes envisagés sous le chiffre 5, l'ordre de priorité est, en principe, comme ci-après :

1° radiotélégrammes d'Etat ;

2° radiotélégrammes relatifs à la navigation, aux mouvements et aux besoins de navires, à la sécurité et à la régularité des services aériens, et radiotélégrammes contenant des observations du temps destinées à un service officiel de météorologie ;

3° radiotélégrammes de service relatifs au fonctionnement du service radioélectrique ou à des radiotélégrammes précédemment échangés ;

4° radiotélégrammes de la correspondance publique.

ARTICLE 4.

Réception douteuse. Transmission par « ampliation ». Radiocommunication à grande distance.

§ 1. (1) Quand, dans le service mobile, la communication devient difficile, les deux stations en correspondance s'efforcent d'assurer l'échange du radiotélégramme en cours de transmission. La station réceptrice peut demander jusque deux fois la répétition d'un radiotélégramme dont la réception est douteuse. Si cette triple transmission demeure sans résultat, le radiotélégramme est conservé en instance, en vue d'une occasion favorable de le terminer pouvant survenir.

(2) Si la station transmettrice juge qu'il ne lui sera pas possible de rétablir la communication avec la station réceptrice dans les 24 heures, elle agit comme suit :

a) *La station transmettrice est une station mobile.*

Elle fait connaître, immédiatement, à l'expéditeur, la cause de la non transmission de son radiotélégramme. L'expéditeur peut alors demander :

1° que le radiotélégramme soit transmis par l'intermédiaire d'une autre station terrestre ou par l'intermédiaire d'autres stations mobiles ;

2° que le radiotélégramme soit retenu jusqu'à ce qu'il puisse être transmis sans augmentation de la taxe ;

3° que le radiotélégramme soit annulé.

b) *La station transmettrice est une station terrestre.*

Elle applique au radiotélégramme les dispositions de l'Article 30 du Règlement général.

§ 2. Lorsqu'une station mobile transmet ultérieurement le radiotélégramme qu'elle a ainsi retenu, à la station terrestre qui l'a reçu incomplètement ou à une autre station terrestre de la même Administration ou de la même entreprise privée, cette nouvelle transmission doit comporter la mention de service « ampliation » dans le préambule du radiotélégramme, et ladite Administration ou entreprise privée ne peut réclamer que les taxes afférentes à une seule transmission. Les frais supplémentaires pouvant résulter, éventuellement, du chef du parcours sur les voies de communication du réseau général entre cette « autre station terrestre », par l'intermédiaire de laquelle le radiotélégramme a été acheminé, et le bureau de destination peuvent être réclamés par ladite autre station terrestre à la station mobile d'origine.

§ 3. Lorsque la station terrestre chargée, d'après le libellé de l'adresse du radiotélégramme, d'effectuer la transmission de celui-ci ne peut pas atteindre la station mobile de destination, et qu'elle a des raisons de supposer que cette station mobile se trouve dans le rayon d'action d'une autre station terrestre de l'Administration ou de l'entreprise privée dont elle-même dépend, elle peut, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, diriger le radiotélégramme sur cette autre station terrestre.

§ 4. (1) Une station du service mobile qui a reçu un radiotélégramme sans avoir pu en accuser la réception dans des conditions normales doit saisir la première occasion favorable pour le faire.

(2) Lorsque l'accusé de réception d'un radiotélégramme échangé entre une station mobile et une station terrestre ne peut pas être donné directement, il est acheminé, si aucune perception de taxe supplémentaire ne doit en résulter, par l'intermédiaire d'une autre station terrestre, de la même Administration ou entreprise privée, ou appartenant à une autre Administration ou entreprise privée avec lesquelles un accord particulier aurait été conclu à cet effet.

§ 5. (1) Les Administrations se réservent la faculté d'organiser un service de radiocommunications à grande distance entre stations terrestres et stations mobiles, avec accusé de réception différé ou sans accusé de réception.

(2) Quand il y a doute sur l'exactitude d'une partie quelconque d'un radiotélégramme transmis selon l'un ou l'autre de ces systèmes, la mention « réception douteuse » est inscrite sur le feuillet de réception remis au destinataire, et les mots ou groupes de mots douteux sont soulignés. Si des mots manquent, des blanc sont laissés aux endroits où ces mots devraient se trouver.

(3) Lorsque, dans le service des radiocommunications à grande distance avec accusé de réception différé, la station terrestre transmettrice n'a pas reçu, dans un délai de 10 jours, l'accusé de réception d'un radiotélégramme qu'elle a transmis, elle en informe l'expéditeur dudit radiotélégramme.

ARTICLE 5.

Radiotélégrammes à réexpédier par voie postale ordinaire ou aérienne.

§ 1. (1) Les radiotélégrammes peuvent être transmis par une station côtière à une station de bord, ou par une station de bord à une autre station de bord, en vue d'une réexpédition par la voie postale ordinaire ou aérienne, à effectuer à partir d'une escale de la station réceptrice.

(2) Ces radiotélégrammes ne comportent aucune retransmission entre stations de bord.

§ 2. Les dispositions qui précèdent ne sont pas obligatoires pour les Administrations qui déclarent ne pas les admettre.

§ 3. L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée comme suit :

1° indication de service taxée « Poste » ou « PAV », suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste ;

2° nom et adresse complète du destinataire ;

3° nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste ;

4° le cas échéant, nom de la station côtière.

Exemple : = Poste (ou PAV) Buenosaires = Martinez 14 Calle Prat Valparaiso Avon Landsendradio.

§ 4. Outre les taxes radiotélégraphiques fixées à l'Article 2, § 1, du présent Règlement, il est perçu une somme de quarante centimes (0 fr. 40) pour l'affranchissement postal ordinaire du radiotélégramme ou de un franc vingt-cinq centimes (1 fr. 25) pour couvrir les frais de remise par poste aérienne.

ARTICLE 6.

Retransmission par les stations de bord.

§ 1. Les stations de bord doivent, si la demande en est faite par l'expéditeur, servir d'intermédiaires pour l'échange des radiotélégrammes originaires ou à destination d'autres stations de bord ; toutefois, le nombre des stations de bord intermédiaires est limité à deux (voir aussi article 2, § 9, du présent Règlement).

§ 2. La taxe afférente au transit, aussi bien quand deux stations intermédiaires interviennent que quand une seule station assure le transit, est uniformément fixée à quarante centimes (0 fr. 40) par mot pur et simple, sans perception d'un minimum. Lorsque deux stations de bord sont intervenues, cette taxe est partagé entre elles, par moitié.

§ 3. Les radiotélégrammes acheminés comme il est dit ci-dessus doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = RM = (retransmission).

ARTICLE 7.

Application de la Convention Télégraphique Internationale et du Règlement de service y annexé aux radiotélégrammes.

§ 1. Les dispositions de la Convention télégraphique internationale et du Règlement de service y annexé sont applicables aux radiotélégrammes, en tant que les prescriptions de la Convention radiotélégraphique internationale et des Règlements y annexés ne s'y opposent pas.

§ 2. Les dispositions du § 3 de l'article 81 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale ne sont pas applicables à la comptabilité des radiotélégrammes.

§ 3. En vue de l'application de ce même Règlement de service, les stations terrestres sont considérées comme bureaux de transit, sauf quand l'un ou l'autre des Règlements radiotélégraphiques stipule expressément que ces stations doivent être considérées comme bureaux d'origine ou de destination.

§ 4. L'article 69 du Règlement de service annexé à la Convention télégraphique internationale relatif aux télégrammes à multiples destinations, transmis par télégraphie sans fil, s'applique aux télégrammes de cette catégorie transmis par radiotéléphonie aussi bien qu'à ceux transmis par radiotélégraphie.

§ 5. Le mot RADIO étant toujours ajouté, dans la Nomenclature, au nom de la station côtière mentionnée dans l'adresse des radiotélégrammes, ce mot ne doit pas être donné, comme indication de service, en tête du préambule dans la transmission d'un radiotélégramme.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement additionnel aura la même valeur que celle-ci et entrera en vigueur le 1er janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention et le Règlement général à l'exception du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Honduras).

Appendice 1.

Procédure radiotéléphonique internationale.

(Voir l'Art. 1 du Règlement additionnel.)

§ 1. (1) *Indicatifs d'appel.* Pour les stations terrestres, le nom géographique même du lieu doit être employé.

(2) Pour les stations d'aéronef et autres stations mobiles, les indicatifs d'appel radiotélégraphiques doivent, en principe, être employés, soit pour les stations de bord, un groupe de quatre lettres et, pour les stations d'aéronef, un groupe de cinq lettres, conformément à ce qui est prévu dans la Convention Internationale de Navigation Aérienne. L'indicatif d'appel doit, pour les stations mobiles, portées par des navires ou des aéronefs commerciaux, être précédé du nom de la Compagnie propriétaire, par exemple : « Handley Page » ou le mot « Particulier » pour les stations mobiles appartenant à des particuliers.

§ 2. *Epellation des indicatifs d'appel, des abréviations de service et des mots.* Pour cette épellation, les noms très connus qui suivent doivent être employés :

A=Amsterdam	J=Jérusalem	S=Santiago
B=Baltimore	K=Kimberley	T=Tokio
C=Canada	L=Liverpool	U=Uruguay
D=Danemark	M=Madagascar	V=Victoria
E=Eddiston	N=Neuchâtel	W=Washington
F=Francisco	O=Ontario	X=Xanthippe
G=Gibraltar	P=Portugal	Y=Yokohama
H=Hanovre	Q=Québec	Z=Zoulouland
I=Italie	R=Rivoli	

§ 3. La procédure suivante est donnée à titre d'exemple :

1° *A appelle* :

Allo B, allo B, A appelle, A appelle, message pour vous, message pour vous, over.

Loi contenant le Budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927. (1)

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927.

Article premier.

Dépenses extraordinaires.

Il est ouvert, pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1927, énumérées au tableau I ci-annexé, des crédits s'élevant ensemble à la somme de neuf cent trente-trois millions sept

Wet houdende de buitengewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927. (1)

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil,

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE TITEL.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927.

Eerste artikel.

Buitengewone uitgaven.

Er worden, voor de buitengewone uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1927, bij hierbij behoorende tabel I opgesomd, kredieten geopend tot een gezamenlijk bedrag van negenhon-

---

Sénat.

(1) *Sessions de* 1926-1927 *et de* 1927-1928.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi, n° 190. — Rapport n° 28. — Amendement n° 6.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séance du 19 janvier 1928.

Chambre des représentants.

Sessions de 1927-1928 *et de* 1928-1929.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 72. — Rapports n^{os} 236 et 283.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 21, 27 et 28 février, 6, 7 et 13 mars 1929.

Senaat.

Zittijden van 1926-1927 *en* 1927-1928.

Senaatbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp n^{r} 190. — Verslag n^{r} 28. — Amendement n^{r} 6.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. Zitting van 19 Januari 1928.

Kamer der volksvertegenwoordigers.

Zittijden van 1927-1928 *en* 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Wetsontwerp n^{r} 72. — Verslagen n^{rs} 236 en 283.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 21, 27 en 28 Februari, 6, 7 en 13 Maart 1929.

Conformément aux dispositions de l'article 13 de la Convention de Washington, le présent Règlement additionnel aura la même valeur que celle-ci et entrera en vigueur le 1er janvier 1929.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé ce Règlement additionnel en un exemplaire qui restera déposé aux archives du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et dont une copie sera remise à chaque Gouvernement.

Fait à Washington, le 25 novembre 1927.

(Suivent les mêmes signatures que pour la Convention et le Règlement général à l'exception du Canada, des Etats-Unis d'Amérique et de la République de Honduras).

Appendice 1.

Procédure radiotéléphonique internationale.

(Voir l'Art. 1 du Règlement additionnel.)

§ 1. (1) *Indicatifs d'appel.* Pour les stations terrestres, le nom géographique même du lieu doit être employé.

(2) Pour les stations d'aéronef et autres stations mobiles, les indicatifs d'appel radiotélégraphiques doivent, en principe, être employés, soit pour les stations de bord, un groupe de quatre lettres et, pour les stations d'aéronef, un groupe de cinq lettres, conformément à ce qui est prévu dans la Convention Internationale de Navigation Aérienne. L'indicatif d'appel doit, pour les stations mobiles, portées par des navires ou des aéronefs commerciaux, être précédé du nom de la Compagnie propriétaire, par exemple : « Handley Page » ou le mot « Particulier » pour les stations mobiles appartenant à des particuliers.

§ 2. *Epellation des indicatifs d'appel, des abréviations de service et des mots.* Pour cette épellation, les noms très connus qui suivent doivent être employés :

A=Amsterdam	J=Jérusalem	S=Santiago
B=Baltimore	K=Kimberley	T=Tokio
C=Canada	L=Liverpool	U=Uruguay
D=Danemark	M=Madagascar	V=Victoria
E=Eddiston	N=Neuchâtel	W=Washington
F=Francisco	O=Ontario	X=Xanthippe
G=Gibraltar	P=Portugal	Y=Yokohama
H=Hanovre	Q=Québec	Z=Zoulouland
I=Italie	R=Rivoli	

§ 3. La procédure suivante est donnée à titre d'exemple :

1° *A appelle* :

Allo B, allo B, A appelle, A appelle, message pour vous, message pour vous, over.

2° *B répond* :

Allo A, allo A, B répond, B répond, envoyez votre message, envoyez votre message, over.

3° *A répond* :

Allo B, A répond, message commence, à ..... (destinataire)
de ..... (expéditeur)
transmission du message
message terminé, je répète, message commence, à.....
de .....
répétition du message
message terminé, over.

4° *B répond* :

Allo A, B répond, votre message commence, à .....
de .....
répétition du message
votre message terminé, over.

5° *A répond* :

Allo B, A répond, exact, exact, coupant.

6° A coupe ensuite la communication et les deux stations reprennent l'écoute normale.

Remarque : Au commencement d'une communication, la formule d'appel est prononcée deux fois, et par la station appelante et par la station appelée. Une fois la communication établie, elle est prononcée une fois seulement.

Union Postale Universelle. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, signé à Stockholm le 28 août 1924 (1). — Dénonciation par la Rhodésie du Sud.

—

Il résulte d'une communication de la légation de Suisse à Bruxelles que, par note du 10 janvier dernier, la légation de Grande-Bretagne à Berne a notifié au Conseil fédéral Suisse la dénonciation

Wereldpostvereeniging. — Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, geteekend te Stockholm den 28n Augustus 1924(1). — Opzegging door Zuid-Rhodesia.

—

Uit eene mededeeling van het gezantschap van Zwitserland te Brussel blijkt, dat het gezantschap van Groot-Britannië te Bern door eene nota van 10 Januari ll., aan den Zwitserschen Bondsraad ken-

(1) Voir Bulletin Officiel 1925, page 532.

(1) Zie Ambtelijk Blad 1925, bladz. 532.

par la Rhodésie du Sud, de l'Arrangement concernant les lettres et les boites avec valeur déclarée, signé à Stockholm, le 28 août 1924.

Cette dénonciation déploiera ses effets à partir du 1er février 1930.

nis gegeven heeft van de opzegging door Zuid-Rhodesia van de schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde, geteekend te Stockholm, den 28n Augustus 1924.

Deze opzegging zal te rekenen van 1 Februari 1930 hare uitwerksels hebben.

Loi approuvant un Arrêté Royal du 12 juillet 1927 ouvrant des crédits supplémentaires au Budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927 et ordonnant un transfert de crédit. (1)

Wet houdende goedkeuring van een op 12 Juli 1927 gedagteekend Koninklijk Besluit, waarbij bijkomende kredieten worden geopend op de Begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927 en een kredietoverdracht bevolen wordt. (1)

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article premier.

L'arrêté royal en date du 12 juillet

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel één.

Het Koninklijk besluit ter dagteeke-

Sénat.

(1) *Sessions de* 1926-1927 *et de* 1927-1928.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 217. — Rapport n° 29.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. — Séance du 19 janvier 1928.

Chambre des représentants.

Sessions de 1927-1928 *et de* 1928-1929.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 73. — Rapport n° 99.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 21, 27 et 28 février, 6, 7 et 13 mars 1929.

Senaat.

(1) *Zittijden van* 1926-1927 *en* 1927-1928.

Senaatbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp nr 217. — Verslag nr 29.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. Zitting van 19 Januari 1928.

Kamer der volksvertegenwoordigers.

Zittijden van 1927-1928 *en* 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Wetsontwerp nr 73. — Verslag nr 99.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 21, 27 en 28 Februari, 6, 7 en 13 Maart 1929.

1927 ouvrant au Ministère des Colonies des crédits supplémentaires à concurrence de six millions trois cent douze mille deux cents francs (6,312,200 fr.), à rattacher au Budget des Dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927 et ordonnant le transfert d'un crédit de un million sept cent mille francs de l'article 7 du budget ordinaire de 1926 à l'article 7 du budget ordinaire de 1927 est approuvé.

ning van 12 Juli 1927, dat bij het Ministerie van Koloniën tot een beloop van zes millioen driehonderd twaalf duizend tweehonderd frank (6,312,200 frank) aanvullende kredieten opent, over te brengen op de begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1927, en dat de overschrijving beveelt van een krediet van één millioen zevenhonderd duizend frank van artikel 7 der gewone begrooting voor 1926 naar artikel 7 uit de gewone begrooting voor 1927, is goedgekeurd.

ART. 2.

Les dépenses supplémentaires autorisées par l'article 1er seront couvertes par les ressources ordinaires du Trésor de la Colonie.

ART. 2.

De bij artikel 1 gerechtigde aanvullende uitgaven zullen door de gewone middelen der Schatkist van de Kolonie gedekt worden.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Kondigen de tegenwoordigen wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1929.

Gegeven te Brussel, den 18n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Vu et scellé du Sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 juin 1927, contenant le Budget des voies et moyens et des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1926, applicable à l'exercice 1927 ;

Attendu que les crédits accordés pour l'exercice 1927, étant les mêmes que ceux octroyés pour l'exercice précédent, se révèlent insuffisants à raison des augmentations de barème de traitement du personnel et du relèvement des prix des matières en général, constatées depuis l'élaboration du budget de 1926 ;

Attendu que les crédits supplémentaires nécessaires pour l'exercice 1927 n'ont pu être demandés avant le vote de la loi du budget de 1926, applicable à 1927, et que par suite du vote tardif de cette loi ces crédits supplémentaires ne pourront être soumis au Parlement avant la clôture de la présente session parlementaire ;

Attendu qu'il est indispensable et urgent d'organiser des missions d'études et de contrôle dans la Colonie pour lesquelles les crédits accordés en 1926 sont insuffisants en 1927 ;

Attendu que les crédits prévus en 1926 pour allouer les subventions forfaitaires pour les écoles des missions nationales avaient été réduits, par amendement, réduction qui ne devait se rapporter

ALBERT, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien de wet van 21 Juni 1927, houdende de Begrooting der middelen, alsmede der gewone uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1926 op het dienstjaar 1927 toepasselijk ;

Aangezien de voor het dienstjaar 1927 verleende kredieten welke dezelfde zijn als deze voor het vorig dienstjaar toegestaan, ontoereikend blijken uit hoofde der verhoogingen van het loonrooster en de wedde van het personeel alsook om reden van het stijgen der prijzen van de waren in 't algemeen, hetwelk men sedert het opmaken der begrooting voor 1926 heeft vastgesteld ;

Aangezien de voor het dienstjaar 1927 noodige aanvullende kredieten niet konden worden aangevraagd vóór de stemming der op 1927 toepasselijke begrootingswet voor 1926 en dat, ingevolge het laattijdig stemmen dezer wet, deze aanvullende kredieten bij het Parlement vóór de sluiting van den tegenwoordigen parlementairen zittijd niet kunnen worden voorgelegd ;

Aangezien dat het onontbeerlijk en dringend is in de Kolonie studie- en toezichtscommissies in te richten, waarvoor de in 1926 verleende kredieten, in 1927, ontoereikend zijn ;

Aangezien dat de voor 1926 voorziene kredieten met het oog op het verleenen der forfaitaire tegemoetkomingen voor de scholen der nationale zendingen bij amendement werden verminderd, vermin-

qu'à l'exercice 1926 mais qui, par suite du caractère biennal du budget, atteint les crédits correspondants de 1927 qui sont devenus insuffisants ;

Attendu qu'il convient d'ouvrir au Gouvernement les crédits supplémentaires nécessaires pour l'engagement des dépenses urgentes afin de ne pas interrompre la marche normale des services ;

Attendu que le décret du 17 janvier 1927, portant péréquation des pensions coloniales met à charge de l'exercice 1927 des dépenses qui avaient été prévues partiellement à l'article 7 du budget ordinaire de 1926, qui laissera de ce fait un disponible évalué à 1.700.000 francs ;

Attendu qu'il convient, pour permettre le payement des charges que ce crédit était destiné à couvrir de virer ce solde à l'article correspondant de 1927 ;

Vu l'article 12 de la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Budget des Dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927 des crédits supplémentaires pour un montant de six millions trois cent douze mille deux cents francs

dering welke slechts op het dienstjaar 1926 moest betrekking hebben, doch welke uit hoofde van den tweejaarlijkschen aard der begrooting de daarmede overeenkomende kredieten voor 1927 treft dewelke ontoereikend geworden zijn;

Aangezien aan de Regeering de aanvullende kredieten dienen geopend welke noodig zijn tot het aangaan der dringende uitgaven ten einde den normalen gang der diensten niet te onderbreken ;

Aangezien dat het decreet van 17 Januari 1927, houdende perequatie der koloniale pensioenen ten laste van het dienstjaar 1927 uitgaven stelt welke gedeeltelijk werden voorzien in artikel 7 uit de gewone begrooting voor 1926, hetwelk uit dien hoofde eene op één millioen 700.000 frank geraamde beschikbare som zal overlaten.

Aangezien dat dit saldo op het overeenstemmend artikel voor 1927 dient overgeschreven om de betaling toe te laten van de lasten welke dit krediet bestemd was, te dekken ;

Gezien artikel 12 uit de wet van 18 October 1908 op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Op de Begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1927, worden aanvullende kredieten geopend voor een bedrag van zes millioen driehonderd twaalf duizend tweehonderd

(6,312,200 francs) à répartir comme suit sur les articles du dit budget :

CHAPITRE PREMIER.

Gouvernement général.

Art. 3. — Matériel et mobilier en général, fournitures, livres, reliures du Gouvernement général et de ses services, y compris les frais accessoires d'emballage, de transport, droits d'entrée et de transit, etc. Impression de documents divers : cahiers de charges, devis, plans, etc. . . . . fr. 70,000

Art. 5. — Subsides et subventions diverses . . . . . fr. 370,000

Art. 10. — Frais de recrutement et d'enseignement professionnel. Traitements des officiers et indemnités allouées aux fonctionnaires métropolitains qui suivent les cours de l'Ecole coloniale ou de l'Ecole de médecine tropicale, en vue de leur admission au service de la Colonie . . . . . fr. 235,000

Art. 11. — Frais d'hospitalisation d'agents de la Colonie en Europe, soins médicaux, médicaments. fr. 54,000

Art. 12. — Dépenses diverses. Fr. 30,000

Art. 13. — Missions d'études et d'inspection dans la Colonie, dans la métropole ou à l'étranger ; frais de voyage et de déplacement : dépenses diverses. Fr. 250,000

Art. 14. — Frais de publication, subsides, subventions et dépenses diverses. Fr. 88,000

frank (6.312,200 frank), te verdeelen zooals volgt over de artikelen uit gezegde begrooting.

EERSTE HOOFDSTUK.

Algemeen Bewind.

Art. 3. — Materieel en meubelen in het algemeen, benoodigdheden, boeken, inbinding derzelve voor het Algemeen Bewind en zijne diensten, met inbegrip der bijkomende kosten voor verpakking, vervoer, in- en doorvoerrechten, enz. Drukken van verscheidene oorkonden : lastkohier, bestekken, plans, enz. Fr. 70,000

Art. 5. — Verscheidene toelagen en bijdragen . . . . . Fr. 370,000

Art. 10. — Kosten van aanwerving en van beroepsonderricht. Wedden der officieren en vergoedingen verleend aan de ambtenaren van het Moederland die de leergangen volgen der Koloniale School of der School voor tropische geneeskunde, met het oog op hunne aanvaarding in den dienst der Kolonie. Fr. 235.000

Art. 11. — Gasthuiskosten voor koloniale agenten in Europa, geneeskundige zorgen, geneesmiddelen Fr. 54.000

Art. 12. — Verscheidene uitgaven. Fr. 30,000

Art. 13. — Studie- en inspectiezendingen in de Kolonie, in het Moederland of in den vreemde ; reis- en verplaatsingskosten ; verscheidene uitgaven. Fr. 250,000

Art. 14. — Kosten van bekendmaking ; toelagen, bijdragen en verscheidene uitgaven . . . . . Fr. 88,000

DÉPENSES DES ÉTABLISSEMENTS SCIENTIFIQUES FONCTIONNANT EN BELGIQUE.

Art. 25. — Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au Budget métropolitain du Ministère des Colonies pour le Musée de Tervueren, Laboratoire de recherches chimiques et onialogiques, Ecole coloniale, Ecole de médecine tropicale et Jardin colonial de Laeken . . . . . fr. 186,000

Art. 26. — *Musée de Tervueren.* — Dépenses diverses :

Frais de route et de séjour du personnel, des membres des commissions et des savants appelés au musée. Missions à l'étranger. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèque. Fournitures de bureau, frais de télégramme et de correspondance. Achat de collections et d'œuvres d'art. Entretien et transport des collections. Subsides pour achat de collections.. Photographies, annales et publications du Musée. Frais de réception à Tervueren de personnalités belges ou étrangères . . . . . fr. 68,900

Art. 27. — *Laboratoire de recherches chimiques et onialogiques à Tervueren.* — Dépenses diverses :

Frais de route et de séjour du personnel. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux, fournitures de bureau, frais de télégram-

UITGAVEN DER IN BELGIË WERKZAAM ZIJNDE WETENSCHAPPELIJKE INSTELLINGEN.

Art. 25. — Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van uitgaven voor personeel op de Begrooting van het Moederland voor het Ministerie van Koloniën ingeschreven ten voordeele van het Museum van Tervueren, het Laboratorium van scheikundige en onialogische onderzoekingen, de Koloniale School, de School voor tropische geneeskunde en den Kolonialen Tuin te Laeken.

Fr. 186,000

Art. 26. — *Museum van Tervueren.* — Verscheidene uitgaven :

Reis- en verblijfkosten van het personeel, van de leden der Commissie en van de naar het museum geroepen geleerden. Zendingen in den vreemde. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Kantoorbehoeften, telegram- en briefwisselingskosten. Aankoop van verzamelingen en kunststukken. Onderhoud en vervoer der verzamelingen. Toelagen voor het aankoopen van verzamelingen. Photographiën, annalen en bekendmakingen van het Museum. Receptiekosten van Belgische of vreemde personen te Tervueren. Fr. 68,900

Art. 27. — *Laboratorium voor scheikundige en onialogische onderzoekingen te Tervueren.* — Verscheidene uitgaven :

Reis- en verblijfkosten van het personeel. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubeleering. Onderhoud der lokalen, kantoorbehoeften,

mes et de correspondance. Produits de laboratoire . . . . fr. 6,700

Art. 28. — *Ecole coloniale.* — Dépenses diverses :

Matériel en général et mobilier. Fournitures de bureau et matériel classique. Frais de télégrammes et de correspondance. Bibliothèque . . fr. 3,600

Art. 29. — *Ecole de médecine tropicale.* — Dépenses diverses :

Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèque. Laboratoire. Fournitures de bureau et matériel classique. Frais de télégrammes et de correspondance . . . . fr. 5,000

DÉPENSES DES SERVICES D'EXÉCUTION DU BUDGET COLONIAL FONCTIONNANT EN BELGIQUE.

Art. 31bis — Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au Budget métropolitain du Ministère des Colonies pour les services d'exécution du Budget colonial fonctionnant en Belgique . . . fr. 390,000

Art. 31ter. — *Service d'exécution du Budget colonial.* — Dépenses diverses :

Frais de route et de séjour du personnel. Missions à l'étranger. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel et mobilier. Entretien des bureaux. Abonnements télégraphiques en vue de renseigner les gouverneurs de province sur les nouvelles importantes et les prix des produits africains. Frais de télégrammes et de correspondance.

Fr. 60,000

telegram- en briefwisselingskosten. Laboratorium-producten . . . Fr. 6,700

Art. 28. — *Koloniale School.* — Verscheidene uitgaven :

Materieel in het algemeen en meubileering. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten. Boekerij . . . . Tr. 3,600

Art. 29. — *School voor tropische geneeskunde.* — Verscheidene uitgaven :

Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Laboratorium. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten . . . . . Fr. 5,000

UITGAVEN DER IN BELGIË HANDELENDE UITVOERINGSDIENSTEN DER KOLONIALE BEGROOTING.

Art. 31bis. — Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van de uitgaven voor personeel welke ingeschreven zijn op de Moederlandsche Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor de in België handelende uitvoeringsdiensten der koloniale begrooting. . . . Fr. 390,000

Art. 31ter. — *Uitvoeringsdienst der koloniale begrooting.* — Verscheidene uitgaven :

Reis- en verblijfkosten van het personeel. Zendingen in den vreemde. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewone werken. Materieel en meubileering. Onderhoud der bureelen. Abonnementen aan den telegraaf om de provinciegouverneurs in te lichten in zake belangrijke nieuwstijdingen en nopens de prijzen der Afrikaansche voortbrengselen. Telegram- en briefwisselingskosten . . . . . Fr. 60,000

CHAPITRE V.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Art. 46. — Enseignement subsudié. Fr. 3,370,000

CHAPITRE VII.

CULTES ET MISSIONS.

Art. 51. — Subsides aux missions et divers. Indemnités aux desservants des cures du Katanga. Frais de voyage et de nourriture des missionnaires voyageant à bord des vapeurs naviguant sur le Congo. Frais de transport de marchandises destinées aux missions. Fr. 1,000,000

CHAPITRE XI.

SERVICE DES DOUANES.

Art. 86. — Office douanier colonial d'Anvers : personnel, frais de gestion et indemnités aux membres de la Commission mixte . . . . . fr. 125,000

Total . . . fr. 6,312,000

ART. 2.

Les dépenses inscrites à l'article premier du présent arrêté, pour un montant global de six millions trois cent douze mille deux cents francs (6 millions 312,200 francs) seront couvertes par les ressources ordinaires du Trésor de la Colonie.

ART. 3.

La somme de un million sept cent mille francs, disponible sur le crédit prévu à

HOOFDSTUK V.

OPENBAAR ONDERWIJS.

Art. 46. — Gesubsidieerd onderwijs. Fr. 3,370,000

HOOFDSTUK VII.

EEREDIENSTEN EN ZENDINGEN.

Art. 51. — Toelagen aan de zendingen en verscheiden. Vergoedingen aan de pastorijbedienders van Katanga. Reis- en voedingskosten der missionarissen die aan boord der booten reizen welke op den Congostroom varen. Vervoerkosten der tot de zendingen bestemde goederen . . . . . Fr. 1,000,000

HOOFDSTUK XI.

DIENSTEN VAN HET TOLWEZEN.

Art. 86. — Koloniaal tolambt van Antwerpen, personeel, beleidskosten, en vergoedingen aan de leden der Gemengde Commissie . . . . . fr. 125,000

Totaal . . Fr. 6,312,000

ART. 2.

De in artikel één uit het tegenwoordig besluit voor een algeheel bedrag van zes millioen drie honderd twaalf duizend tweehonderd frank (16,312,200 frank) ingeschreven uitgaven zullen door de gewone middelen van de Schatkist der Kolonie worden gedekt.

ART. 3.

De som van één millioen zevenhonderd duizend frank, beschikbaar op het

l'article 7 du budget ordinaire du Congo belge pour 1926, est transférée au crédit prévu à l'article 7 du budget ordinaire de 1927.

in artikel 7 voorzien krediet uit de gewone begrooting van Belgisch-Congo voor 1926, wordt overgeschreven op het in artikel 7 der begrooting voor 1927 voorzien krediet.

ART. 4.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ART. 4.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Donné à Bruxelles, le 12 juillet 1927.

Gegeven te Brussel, den 12n Juli 1927.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Loi contenant le Budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927. (1)

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

—

TITRE PREMIER.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927.

ARTICLE PREMIER.

Dépenses extraordinaires.

Il est ouvert, pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1927, énumérées au tableau I ci-annexé, des crédits s'élevant ensemble à la somme de neuf cent trente-trois millions sept

Wet houdende de buitengewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927. (1)

—

ALBERT, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil,

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

—

EERSTE TITEL.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927.

EERSTE ARTIKEL.

Buitengewone uitgaven.

Er worden, voor de buitengewone uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1927, bij hierbij behoorende tabel I opgesomd, kredieten geopend tot een gezamenlijk bedrag van negenhon-

---

Sénat.

(1) *Sessions de* 1926-1927 *et de* 1927-1928.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi, n° 190. — Rapport n° 28. — Amendement n° 6.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séance du 19 janvier 1928.

Chambre des représentants.

Sessions de 1927-1928 *et de* 1928-1929.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 72. — Rapports n°s 236 et 283.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 21, 27 et 28 février, 6, 7 et 13 mars 1929.

Senaat.

Zittijden van 1926-1927 *en* 1927-1928.

Senaatbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp nr 190. — Verslag nr 28. — Amendement nr 6.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. Zitting van 19 Januari 1928.

Kamer der volksvertegenwoordigers.

Zittijden van 1927-1928 *en* 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Wetsontwerp nr 72. — Verslagen nrs 236 en 283.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 21, 27 en 28 Februari, 6, 7 en 13 Maart 1929.

cent soixante-six mille deux cent quarante-sept francs (933,766,247 fr.).

ART. 2.

Recettes extraordinaires.

Les recettes extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927, sont évaluées à la somme de cinq cent soixante-deux millions dix mille francs. Fr. 562,010,000 conformément au tableau II ci-annexé.

ART. 3.

Ressources extraordinaires d'emprunt.

L'excédent des dépenses autorisées par la présente loi à l'article 1er sur les recettes extraordinaires prévues à l'article 2, sera couvert au moyen d'emprunt.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer, à concurrence de l'emprunt à contracter, des bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo Belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

TITRE II.

Budjet des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927.

ART. 5.

Dépenses extraordinaires.

Il est ouvert, pour les dépenses extraordinaires de l'exercice 1927, du Vice-

derd drie en dertig millioen zevenhonderd zeven en zestig duizend tweehonderd zeven en veertig frank (933,766,247 fr.).

ART. 2.

Buitengewone ontvangsten.

De buitengewone ontvangsten van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927, worden geraamd op de som van vijfhonderd twee en zestig millioen tien duizend frank, 562,010,000 fr. overeenkomstig hierbij behoorende tabel II.

ART. 3.

Buitengewone leenmiddelen.

Het overschot der bij artikel 1 dezer wet toegelaten uitgaven op de bij artikel 2 voorziene buitengewone ontvangsten, zal bij wijze van leening worden gedekt.

ART. 4.

De Minister van Koloniën is, bij deze wet, gerechtigd tot beloop der te sluiten leening, Schatkistbons of leeningstitels voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, overeenkomstig de bij Koninklijk besluit bepaalde modaliteiten.

TITEL II.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927.

ART. 5.

Buitengewone uitgaven.

Er worden, voor de buitengewone uitgaven voor het dienstjaar 1927, van het

Gouvernement général du Ruanda-Urundi, énumérées au tableau III ci-annexé, des crédits pour un montant de quatre millions trois cent mille francs (4,300,000 francs).

ART. 6.

Recettes extraordinaires.

Les dépenses autorisées par l'article 5 de la présente loi seront couvertes à due concurrence au moyen de l'avance du Trésor belge prévue à l'article 128 du Budget des dépenses extraordinaires de la Belgique pour l'exercice 1927 et reprise au tableau IV ci-annexé.

TITRE III.

Dispositions diverses.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est autorisé à consentir des avances en numéraire aux Sociétés envers lesquelles le Gouvernement du Congo Belge s'est engagé en vertu de contrats, dûment approuvés par la Législature, soit à souscrire des obligations, soit à garantir l'intérêt et l'amortissement des actions ou obligations émises par elles.

ART. 8.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi, à créer, à concurrence du montant des avances autorisées par l'article 7 ci-dessus, des bons de Trésor pour compte du Congo Belge portant intérêt et payables à une échéance ne pouvant dépasser cinq ans.

Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, bij hierbijbehoorende tabel III opgesomd, kredieten geopend tot een bedrag van vier millioen driehonderd duizend frank (4,300,000 fr.)

ART. 6.

Buitengewone ontvangsten.

De bij artikel 5 dezer wet toegelaten uitgaven worden, tot hun volle bedrag, gedekt bij middel van het voorschot van Belgisch-Congo, voorzien bij artikel 128 van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven van België voor het dienstjaar 1927 en in hierbijbehoorende tabel IV aangehaald.

TITEL III.

Verscheidene schikkingen.

ART. 7.

De Minister van Koloniën is gerechtigd voorschotten in muntspeciën toe te staan aan de Vennootschappen jegens dewelke het Beheer van Belgisch-Congo de verbintenis heeft aangegaan, krachtens door de Wetgeving behoorlijk goedgekeurde contracten, hetzij op schuldbrieven in te schrijven, hetzij den interest of de uitdelging der door hen uitgeschreven aandeelen of schuldbrieven te waarborgen.

ART. 8.

De Minister van Koloniën is, bij onderhavige wet, gerechtigd, tot beloop der bij artikel 7 hierboven toegelaten voorschotten, Schatkistbons voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, welke interest opbrengen en betaalbaar zijn op een vervaldag welke vijf jaar niet mag te boven gaan.

ART. 9.

Il pourra être fait des imputations pendant cinq ans à compter du 1er janvier 1927 sur les crédits ouverts par les articles 1er et 5 de la présente loi aux tableaux I et III pour les dépenses extraordinaires. Les excédents disponibles à la fin de chaque exercice seront reportés à l'année suivante.

ART. 9.

Aanrekeningen zullen mogen geschieden, gedurende vijf jaar, te rekenen vanaf 1 Januari 1927, op de bij artikelen 1 en 5 dezer wet bij de tabellen I en III voor buitengewone uitgaven geopende kredieten. De op het einde van elk dienstjaar beschikbare overschotten zullen op het volgend jaar worden overgedragen.

ART. 10.

La présente loi sera exécutoire en Belgique et en Afrique le jour de sa publication au *Moniteur* et au *Bulletin officiel du Congo Belge*. Elle sortira ses effets, en ce qui regarde l'ouverture des crédits, à la date du 1er janvier 1927.

ART. 10.

Onderhavige wet zal, in België en in Afrika, uitvoerbaar zijn vanaf den dag harer bekendmaking in den *Moniteur* en in het *Ambtelijk Blad van Belgisch-Congo*. Zij zal, voor wat de kredietopeningen betreft, te rekenen van 1 Januari 1927, hare uitwerksels hebben.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1929.

Gegeven te Brussel, den 18n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

TABLEAU I.

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1927.

Articles	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.		MONTANT DES CRÉDITS par article.
	CHAPITRE Ier. — DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DE LA COLONIE AUTRES QUE CELLES VISÉES AUX CHAPITRES SUIVANTS.		
1	Augmentation du portefeuille . . . . . fr.		593,000,000 »
	Participation de la colonie dans le capital :		
	A. De la Société des Messageries Automobiles du Congo :		
	1° Souscription à 20,000 actions de 100 francs, série *A* . . . . . fr	2,000,000 »	
	2° Remise à la colonie d'obligations à 7 p. c. de la dite société	6,500,000 »	
	fr.	8,500,000 »	
	(Dépense compensée par une recette correspondante figurant au tableau II).		
	B. De la nouvelle société, chargée de poursuivre la construction du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et du tronçon du chemin de fer du Benguella, en territoire congolais . . . . . fr.	550,000,000 »	
	(Dépense compensée par une recette correspondante figurant au tableau II).		
	C. Augmentation du capital de la Régie des plantations de la colonie : versements de la colonie . . . . . fr.	2,500,000 »	
	D. Augmentation du capital de la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) . . . . . fr.	2,000,000 »	
	E. Souscription de bons de caisse émis par la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto. .	30,000,000 »	
	fr.	593,000,000	

	Force publique	4,214,750 »
	Armement : fusils et carabines « Mauser », fusils mitrailleurs, mitrailleuses, munitions, Bicyclettes et accessoires. Matériel d'artillerie. Matériel sanitaire. Matériel de T. S. F.	
3	Travaux et délimitation de frontière. Travaux de missions cartographiques.	1,611,000 »
	Mission de délimitation cadastrale le long de la frontière Congo-Rhodésie du Nord. Travaux de levés de la région du Bas-Congo et du Stanley-Pool. Délimitation des territoires sous mandat : travaux de raccordement.	
	CHAPITRE II. — Dépenses extraordinaires des gouvernements provinciaux de la colonie.	
4	Travaux publics divers dans les provinces.	57,142,498 »
	Construction de bâtiments destinés aux divers services, hôpitaux, casernes, camps, habitations pour les agents blancs, habitations pour les noirs, ateliers, magasins, écoles. Travaux de voirie. Lignes télégraphiques et téléphoniques ; télégraphie et téléphonie sans fil. Travaux d'assainissement ; distribution d'eau. Mesures sanitaires. Acquisition de matériel agricole mécanique. Matériel de transport mécanique sur routes et sur rails. Navigation aérienne. Matériaux, matériel, mobilier et fournitures diverses destinés à l'exécution de ces travaux et à l'aménagement des constructions, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Main-d'œuvre en général affectée à ces travaux :	
	a) Province du Congo-Kasaï. . . . . fr.	22,633,888 »
	b) Province de l'Equateur.	4,653,175 »
	c) Province Orientale	6,561,718 »
	d) Province du Katanga.	12,359,217 »
	e) Service de la T. S. F.	7,884,500 »
	f) Navigation aérienne	3,050,000 »
	CHAPITRE III. — Travaux d'utilité publique autorisés par les lois des 21 août 1921 et 8 janvier 1926.	
5	Continuation des grands travaux d'utilité générale : chemins de fer, voies navigables, balisage, ports, routes, travaux divers dans les centres urbains.	277,797,999 »
	Total du budget des dépenses extraordinaires. . . . . fr.	933,766,247 »

TABEL I.

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1927

Artikelen	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.		BEDRAG DER KREDIETEN per artikel.
	HOOFDSTUK I. — BUITENGEWONE UITGAVEN DER KOLONIE MET UITZONDERING VAN DEZE ONDER VOLGENDE HOOFDSTUKKEN VOORZIEN.		
1	Vermeerdering der portefeuille . . . . . fr.		593,000,000 »
	Bijdrage der kolonie in het kapitaal :		
	A. Van de « Société des Messageries Automobiles du Congo » :		
	1° Inteekening op 20,000 acties van 100 frank, reeks *A* . . . . . fr.	2,000,000 »	
	2° Afgifte aan de kolonie van aandeelen van 7 t. h. aan gezegde vennootschap. .	6,500,000 »	
	fr.	8,500,000 »	
	(Uitgave vergoed door eene gelijkwaardige ontvangst welke voorkomt op tabel II).		
	B. Van de nieuwe vennootschap welke belast is met het doorvoeren van den aanleg der spoorlijn Neder-Congo Katanga en met het vak der spoorlijn van Benguella, op Congoleesch grondgebied	550,000,000 »	
	(Uitgave vergoed door eene gelijkwaardige ontvangst welke voorkomt op tabel II).		
	C. Kapitaalvermeerdering der « Regie » der beplantingen van de kolonie : stortingen der kolonie.	2,500,000 »	
	D. Kapitaalsvermeerdering der « Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne (Sabena) ».	2,000,000 »	
	E. Inteekening op door de « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto » uitgegeven kasbons	30,000,000 »	
	fr.	593,000,000 »	

2	Landmacht	4,214,750 »
	Bewapening : Mauser-geweren en -musketten, machinegeweren, schietvoorraad. Fietsen en toebehoorten. Artilleriematerieel. Gezondheidsmaterieel. Materieel voor D. T.	
3	Werken tot grensbepaling. Werken van cartographische zendingen	1,611,000 »
	Zending tot cadastrale afbakening langs de grens Congo-Noord Rhodesia. Werken der opnemingen van de streek Neder-Congo en Stanley-Pool. Grensbepaling der onder mandaat geplaatste gebieden : verbindingswerken.	
	HOOFDSTUK II. — Buitengewone uitgaven van de provincie-beheeren der kolonie.	
4	Verscheidene openbare werken der provinciën	57,142,498 »
	Opbouw van de tot verscheidene diensten der kolonie bestemde gebouwen : hospitalen, kazernen, kampen, woningen voor de blanke beambten, woningen voor negers, werkhuizen, magazijnen, scholen. Wegeniswerken. Telegraaf- en telefoonlijnen ; draadlooze telegrafie en telefonie. Waterleiding. Gezondsheidsmaatregelen. Aankoop van mechanisch landbouwmaterieel. Mechanisch vervoermaterieel op baan en op spoor. Luchtvaart. Materialen. Materieel, meubelen en verscheidene benoodigdheden bestemd tot de uitvoering dier werken en de toerusting der gebouwen, met inbegrip der vervoer-, douane- en verscheidene kosten. — Algemeen tot deze werken bestemde werkkrachten :	
	a) Provincie Congo-Kasaï . . . . . .fr. 22,633,888 »	
	b) Provincie van den Evenaar . . . . . 4,653,175 »	
	c) Oostprovincie . . . . . 6.561,718 »	
	d) Provincie Katanga . . . . . 12,359,217 »	
	e) Dienst der draadlooze telegrafie en telefonie . . . . . 7,884,500 »	
	f) Luchtvaart . . . . . 3,050,000 »	
	HOOFDSTUK III. — Werken van openbaar nut toegelaten door de wetten van 21 augustus 1921 en 8 januari 1926.	
5	Voortzetting der groote werken van algemeen nut : spoorwegen, bevaarbare wegen, betonning, havens, banen, verscheidene werken in de stedelijke centra	277,797,999 »
	Totaal van de begrooting der buitengewone uitgaven . .fr.	933,766,247 »

TABLEAU II.

BUDGET DES RECETTES EXTRAORDINAIRES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1927.

Recettes extraordinaires.

Articles	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des évaluations des recettes par article
1	Vente de propriétés, de terrains et d'immeubles . . . . . fr.	2,500,000 »
2	Produit d'amendes infligées à des fournisseurs chargés d'exécuter des commandes à charge de de crédits ouverts au budget extraordinaire.	2,500 »
3	Annulation d'ordonnances émises à charge de crédits ouverts au budget des dépenses extraordinaires	Mémoire.
4	Produit net de la vente de valeurs du portefeuille	1,000,000 »
5	Produit des apports de la colonie à la Société des Messageries automobiles du Congo, conformément à l'article 4 de la convention approuvée par l'arrêté royal du 17 janvier 1927 :	
	a) En espèces . . . . . fr. 2,000,000 »	
	b) En obligations de la société . . . . . 6,500,000 »	
		8,500,000 »
6	Produit des apports de la colonie à la nouvelle société, chargée de poursuivre la construction du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga et du tronçon du chemin de fer de Benguella, en territoire congolais, conformément à l'article 13 de la convention du 13 avril 1927.	550,000,000 »
7	Recettes extraordinaires diverses	7,500 »
	Total des recettes extraordinaires . . . . . fr.	562,010,000 »

TABLEAU III.

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1927.

Articles	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS par article
1	Travaux publics divers : construction de bâtiments destinés aux divers services, habitations pour le personnel européen, camps militaires, prisons, écoles, ferme modèle, stations d'élevage, achat de bétail amélioré, voies de communication, distributions d'eau, installations techniques diverses, équipement de laboratoires, écoles et ateliers, etc.	3,600,000 »
2	Travaux de la mission cartographique	700,000 »
	Total du budget des dépenses extraordinaires . . . fr.	4,300,000 »

TABLEAU IV.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1927.

Recettes extraordinaires.

Articles	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des recettes.
Article unique	Avance du Trésor belge pour couvrir les dépenses d'outillage économique des territoires du Ruanda-Urundi (troisième tranche d'une avance totale de 20,000,000 de francs).	4,300,000 »
	Total des recettes extraordinaires . . . . fr.	4,300,000 »

TABEL II.

BEGROOTING DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1927.

Buitengewone ontvangsten.

Artikelen	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	BEDRAG der ontvangsten per artikel
1	Verkoop van eigendommen, gronden en onroerende goederen . . . . . fr.	2,500,000 »
2	Opbrengst van boeten opgelegd aan leveranciers belast met de uitvoering van bestellingen ten laste der op de buitengewone begrooting geopende kredieten gedaan.	2,500 »
3	Vernietiging van betalingsbevelen uitgegeven ten laste van op de begrootingen der buitengewone uitgaven geopende kredieten.	Memorie.
4	Netto-opbrengst van den verkoop der portefeuille-waarden	1,000,000 »
5	Opbrengst van den inbreng der kolonie bij de « Société des Messageries automobiles du Congo », overeenkomstig artikel 4 uit de overeenkomst goedgekeurd bij koninklijk besluit van 17 Januari 1927 :	
	a) In speciën . . . . . fr. 2,000,000 »	
	b) In aandeelen der vennootschap . . . . . 6,500,000 »	
		8,500,000 »
6	Opbrengst van den inbreng der kolonie bij de nieuwe vennootschap welke belast is met het doorvoeren van den aanleg der spoorlijn Neder-Congo-Katanga en met het vak der spoorlijn van Benguella op Congoleesch grondgebied, overeenkomstig artikel 13 uit de overeenkomst van 18 April 1927.	550,000,000 »
7	Verscheidene buitengewone ontvangsten	7,500 »
	Totaal der buitengewone ontvangsten . . fr.	562,010,000 »

TABEL III.

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1927.

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN	BEDRAG der uitgaven.
1	Verscheiden openbare werken : oprichting van voor de verscheiden diensten bestemde gebouwen, woningen voor het Europeesch personeel, militaire kampen, gevangenissen, scholen, model-hoeve, veekweekstandplaatsen, aankoop van verbeterd vee, verbindingswegen, waterleidingen, verscheiden technische instellingen, toerusting van laboratoria, scholen en werkplaatsen, enz.	3,600,000 »
2	Werken der cartographische zending	700,000 »
	Totaal van de begrooting der buitengewone uitgaven. .fr.	4,300,000 »

TABEL IV.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1927.

Buitengewone ontvangsten.

Artikelen.	AANWIJZINGEN	BEDRAG der ontvangsten
Eenig artikel.	Voorschot der Belgische Schatkist tot dekking der uitgaven voor de economische toerusting der Ruanda-Urundi-gebieden (derde snede van een algeheel voorschot van 20,000,000 fr.)	4,300,000 »
	Totaal der buitengewone ontvangsten . . . fr.	4,300,000 »

Loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au Budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927. (1)

ALBERT, Roi des Belges.

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Budget du Congo Belge.

I. — *Régularisations.*

ARTICLE PREMIER.

En vue de permettre la régularisation de dépenses se rapportant à des exercices antérieurs à 1927, payées en trésorerie, autorisation est donnée au Ministre des Colonies d'imputer sur le budget du Congo Belge pour l'exercice 1927 :

Wet houdende toelating tot inregelstellingen en toekenning van aanvullende kredieten aan de Gewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruandi-Urundi voor het dienstjaar 1927. (1)

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL ÉÉN.

Begrooting van Belgisch-Congo.

I. — *Regularisaties.*

EERSTE ARTIKEL.

Om de regeling mogelijk te maken van door de thesaurie betaalde uitgaven welke betrekking hebben op de boekjaren die 1927 voorafgaan, wordt den Minister van Koloniën machtiging verleend om op de begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927 toerekenbaar te maken :

Sénat.

(1) *Session* 1927-1928.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 38. — Rapport n° 75. — Amendement n° 64.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séances des 7 et 13 mars 1928.

Chambre des représentants.

Sessions 1927-1928 *et* 1928-1929.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 148. — Rapport n° 99.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 21, 27 et 28 février, 6, 7 et 13 mars 1929.

Senaat.

(1) *Zittijd* 1927-1928.

Senaatbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp nr 38. — Verslag nr 75. — Amendement nr 64.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 7 en 13 Maart 1928.

Kamer der volksvertegenwoordigers.

Zittijden van 1927-1928 *en* 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Wetsontwerp nr 148. — Verslag nr 99.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 21, 27 en 28 Februari, 6, 7 en 13 Maart 1929.

1° A charge de l'article 5 (Subsides et subventions diverses), une somme de neuf mille neuf cents francs (9,900 fr.).

2° A charge de l'article 16 (Dépenses imprévues), une somme de cent et treize mille neuf cent nonante-neuf francs quatre centimes (fr. 113.999,04).

3° A charge de l'article 26 (Musée de Tervueren. — Frais de route et de séjour du personnel, des membres des commissions et des savants appelés au Musée. Missions à l'étranger. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèque. Fournitures de bureau, frais de télégramme et de correspondance. Achat de collections et d'œuvres d'art. Entretien et transport des collections. Subsides pour achat de collections. Photographies. Annales et publications du Musée. Frais de réception à Tervueren de personnalités belges ou étrangères), une somme de vingt-cinq mille neuf cent cinquante-six francs quinze centimes (fr. 25.956,15).

4° A charge de l'article 29 (Ecole de médecine tropicale. — Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèque. Laboratoire. Fournitures de bureau et matériel classique. Frais de télégrammes et de correspondance), une somme de mille neuf cent cinquante et un francs septante-huit centimes (fr. 1.951,78).

5° A charge de l'article 86 (Office douanier colonial d'Anvers : personnel, frais de gestion et indemnités aux mem-

1° Ten laste van artikel 5 (Hulpgelden en verscheidene toelagen), eene som van negen duizend negenhonderd frank (9,900 frank).

2° Ten laste van artikel 16 (Onvoorziene uitgaven), eene som van honderd dertien duizend negenhonderd negen en negentig frank vier centiem (fr. 113,999.04).

3° Ten laste van artikel 26 (Museum van Tervueren. — Reis- en verblijfskosten van het personeel, van de leden der commissies en van de geleerden tot het Museum geroepen. Zendingen in den vreemde. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Kantoorbehoeften, telegram- en briefwisselingskosten. Aankoop van verzamelingen en kunstwerken. Onderhoud en vervoer der verzamelingen. Hulpgelden voor den aankoop van verzamelingen. Photo's. Annalen en bekendmakingen van het Museum. Receptiekosten te Tervueren van Belgische of vreemde personnages), eene som van vijf en twintig duizend negenhonderd zes en vijftig frank vijftien centiem (fr. 25.956,15).

4° Ten laste van artikel 29 (School voor tropische geneeskunde. — Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Laboratorium. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten), eene som van duizend negen honderd een en vijftig frank acht en zeventig centiem (fr. 1.951.78).

5° Ten laste van artikel 86 (Koloniaal tolambt van Antwerpen, personeel, beleidskosten en vergoedingen aan de leden

bres de la Commission mixte), une somme de quinze mille francs (15,000 francs).

6° A charge de l'article 128 (Matériel et fournitures spéciaux du service. Ameublement des bâtiments civils. Location de bâtiments. Matières de consommation pour moyens de locomotion mécaniques. Outillage des ateliers, rechanges, garages d'automobiles. Eclairage public. Frais de transport, droits de douane et frais divers), une somme de nonante-six mille neuf cent quinze francs quarante-quatre centimes (fr. 96.915,44).

II. — *Crédits supplémentaires. Exercice* 1927.

ART. 2.

Il est ouvert, pour être rattachés au Budget des Dépenses ordinaires du Congo belge de l'exercice 1927, tableau II, des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à septante-huit millions trois cent quatre-vingt quatre mille trois cent soixante-sept francs quarante et un centimes (fr. 78.384.367,41), se répartissant conformément au tableau *A* ci-annexé.

ART. 3.

Les crédits ouverts par l'article 2 ci-dessus seront couverts par les ressources générales du Trésor.

ART. 4.

L'excédent des dépenses autorisées par la présente loi sur les recettes générales de l'exercice 1927, prévues au tableau I annexé à la loi du 21 juin 1927 contenant

der Gemengde Commissie), eene som van vijftien duizend frank (15,000 frank).

6° Ten laste van artikel 128 (Materieel en bijzondere benoodigdheden van den dienst, meubileering der burgerlijke gebouwen. Voortbewegingsmiddelen, onderhouds- en verbruikstoffen. Toerusting der werkhuizen, voorraadstukken, bergplaatsen der automobielen. Openbare verlichting. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten), eene som van zes en negentig duizend negenhonderd vijftien frank vier en veertig centiem (frank 96.915.44).

II. — *Aanvullende kredieten. Dienstjaar* 1927.

ART. 2.

Om aan de Begrooting der Gewone Uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1927, tabel II, te worden gehecht, worden aanvullende kredieten geopend welke een algeheel bedrag bereiken van acht en zeventig millioen drie honderd vier en tachtig duizend drie honderd zeven en zestig frank en een en veertig centiem (fr. 78.384.367,41), welke verdeeld worden overeenkomstig de hierbijgevoegde tabel *A*.

ART. 3.

De bij artikel 2 hierboven geopende kredieten zullen worden gedekt door de gewone middelen der Schatkist.

ART. 4.

Het overschot der bij tegenwoordige wet toegelaten uitgaven op de algemeene ontvangsten van het dienstjaar 1927, voorzien bij tabel I, gevoegd bij de wet

le Budget du Congo belge de cet exercice, sera couvert au moyen d'un emprunt.

ART. 5.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer à concurrence de l'emprunt à contracter, des Bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo Belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

TITRE II.

Budget du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi.

ART. 6.

Il est ouvert pour être rattachés au budget des dépenses ordinaires du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927, tableau V, des crédits supplémentaires s'élevant ensemble à six millions vingt-six mille quatre cent quarante-deux francs (6.026,442 fr.), se répartissant conformément au tableau *B* ci-annexé.

ART. 7.

Les crédits ouverts par l'article 6 ci-dessus seront couverts par les ressources générales du Trésor du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi et éventuellement par une avance du Trésor Belge.

TITRE III.

Dispositions diverses.

ART. 8.

La présente loi sera exécutoire en

van 21 Juni 1927, inhoudende de Begrooting van Belgisch-Congo voor dit dienstjaar, zal door middel eener leening worden gedekt.

ART. 5.

De Minister van Koloniën wordt door tegenwoordige wet gemachtigd, ten beloope van de aan te gane leening, schatkistbons of leeningstitels voor rekening van Belgisch-Congo, uit te geven, volgens de bij Koninklijk besluit vastgestelde modaliteiten.

TITEL II.

Begrooting van het Onderalgemeen Bewind Ruanda-Urundi.

ART. 6.

Om aan de begrooting der gewone uitgaven van Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1927 te worden gehecht, worden op tabel V, aanvullende kredieten geopend voor een algeheel bedrag van zes millioen zes en twintig duizend vier honderd twee en veertig frank (6.026,442 frank), welke worden verdeeld overeenkomstig de hierbijgevoegde tabel *B*.

ART. 7.

De bij artikel 6 hierboven geopende kredieten zullen worden gedekt door de algemeene geldmiddelen der Schatkist van het Onderalgemeen Bewind Ruanda-Urundi, en gebeurlijk door middel van een voorschot der Belgische Schatkist.

TITEL III.

Verscheidene schikkingen.

ART. 8.

Tegenwoordige wet zal uitvoerbaar zijn

Belgique et en Afrique le jour de sa publication au *Moniteur* et au *Bulletin Officiel du Congo Belge.*

Elle sortira ses effets, en ce qui regarde l'ouverture des crédits, au 1er janvier 1927,

in België en in Afrika op den dag hare bekendmaking in den *Moniteur* en in he *Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo*

Voor wat betreft het openen der kre dieten, zal zij op 1 Januari 1927 har uitwerkselen hebben.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publié par le Moniteur.

Kondigen de tegenwoordigen wet af bevelen dat zij met 's Lands zegel beklee en door den Moniteur bekendgemaak worde.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1929.

Gegeven te Brussel, den 18n Maart 1929

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën

HENRI JASPAR.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld

De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

TABLEAU *A*.

Crédits supplémentaires au tableau II du budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927.

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
	CHAPITRE I. — GOUVERNEMENT GÉNÉRAL.			
1	Traitements d'activité et de congé et indemnités diverses du gouverneur général, du vice-gouverneur général attaché au gouvernement général et des fonctionnaires et agents des services rattachés au gouvernement général : cabinet du gouverneur général, secrétariat général et contentieux. Frais de voyage à l'intérieur. Frais de déplacement des particuliers, membres du conseil du gouvernement ou des comités régionaux.	»	251,800 »	251,800 »
5	Subsides et subventions diverses	9,900 »	6,250 »	16,150 »
6	Conseils et institutions coloniales en Belgique	»	39,000 »	39,000 »
7	Indemnités et allocations spéciales : Remboursement au trésor belge ou paiement des pensions civiques et coloniales de toutes natures. Pensions et premier terme de pensions à accorder aux fonctionnaires et agents de la colonie prenant cours en 1926 ou antérieurement au 1er janvier de la même année. Allocations en capital tenant lieu de	»	1,700,000 »	1,700,000 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
	pension. Part d'intervention de la colonie dans le fonctionnement de la caisse des veuves et orphelins des fonctionnaires et agents d'Afrique. Indemnités pour l'actuaire ; frais de visites médicales et frais divers.			
13	Missions d'études et d'inspection dans la colonie, dans la métropole ou à l'étranger ; frais de voyage et de déplacement ; dépenses diverses.	»	25,000 »	25,000 »
14	Frais de publication, subsides, subventions et dépenses diverses . . .		85,000 »	85,000 »
16	Dépenses imprévues	113,999.04	»	113,999.04
19	Traitements et indemnités familiales du personnel en congé, autre que celui des parquets et tribunaux, des services des douanes, des postes, télégraphes et téléphones, de la T. S. F., de l'hydrographie, de la force publique, des transports, de l'imprimerie de Boma et du district urbain de Léopoldville.		4,940,000 »	4,940,000 »
20	Frais de voyage vers la colonie et vice versa du personnel, prévu à l'article 19.	»	7,639,200 »	7,639,200 »
21	Indemnités d'équipement du personnel visé à l'article 19.	»	300,000 »	300,000 »
22	Traitements d'attente du personnel placé en disponibilité par réorganisation, par suppression d'emploi ou fin de carrière. Traitements d'attente des agents stagiaires démis de leurs fonctions pour inaptitude physique. Traitements et frais de déplacement, indemnités d'agents des services d'Afrique ou autres détachés temporairement dans les bureaux du gouvernement de la colonie, à Bruxelles.	»	100,000 »	100,000 »
23	Subventions et avances aux districts urbains	»	1,674,649 »	1,674,649 »

	Musée de Tervueren, laboratoire de recherches chimiques et onialogiques à Tervueren. Ecole coloniale. Ecole de médecine tropicale. Jardin colonial de Laeken :				
25	Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au budget métropolitain du ministère des colonies pour le Musée de Tervueren, Laboratoire de recherches chimiques et onialogiques, Ecole coloniale Ecole de médecine tropicale et Jardin colonial de Laeken.	»	75,000 »	75,000 »	
26	Musée de Tervueren. — Dépenses diverses :				
	Frais de route et de séjour du personnel, des membres des commissions et des savants appelés au musée. Missions à l'étranger. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèques. Fournitures de bureau, frais de télégrammes et de correspondance. Achat de collections et d'œuvres d'art. Entretien et transport des collections. Subsides pour achat de collections. Photographies. Annales et publications du musée. Frais de réception à Tervueren de personnalités belges ou étrangères.	25.956.15	»	25.956.15	
29	Ecole de médecine tropicale. — Dépenses diverses :				
	Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèque. Laboratoire. Fournitures de bureau et matériel classique. Frais de de télégrammes et de correspondance.	1.951.78	»	1.951.78	
	Jardin colonial de Laeken. — Dépenses diverses :				
30	Indemnités pour travaux extraordinaires. Matériel général et mobilier.	»	5,000 »	5,000 »	

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
	Entretien des serres, bâtiments, jardins et collections botaniques. Fournitures de bureau. Frais de télégrammes et de correspondance. Transports.			
31bis	Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au budget métropolitain du ministère des colonies pour les services d'exécution du budget colonial fonctionnant en Belgique.	»	300,000 »	300,000 »
	Service d'exécution du budget colonial. — Dépenses diverses :			
31ter	Frais de route et de séjour du personnel. Missions à l'étranger. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel et mobilier. Entretien des bureaux. Abonnements télégraphiques en vue de renseigner les gouverneurs de province sur les nouvelles importantes et les prix des produits africains. Frais de télégrammes et de correspondance.	»	15,000 »	15,000 »
	CHAPITRE II. — Imprimerie de Boma.			
32	Traitements et indemnités du personnel. Frais de voyage . . . . .fr.	»	191,800 »	191,800 »
33	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir de l'imprimerie.	»	11,300 »	11,300 »

CHAPITRE III.

SERVICE DES CONFÉRENCES POPULAIRES ET INFORMATIONS.

35	Traitements, indemnités et frais de déplacement du personnel. Frais de route, séjour, indemnités aux conférenciers chargés de missions temporaires et au personnel chargé de l'organisation des expositions. Indemnités au personnel temporaire pour participation à une caisse de pensions.		27,000 »	27,000 »

CHAPITRE IV. — SERVICES JUDICIAIRES.

Parquets et tribunaux :

38	Traitements d'activité et de congé du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur. et indemnités de déplacement.	»	287,500 »	287,500 »
39	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	10,600 »	10,600 »
40	Matériel et fournitures destinés aux services judiciaires, y compris frais de transport, droits de douanes et frais divers. Bibliothèque des services judiciaires, toges, écharpes, etc.	»	118,725 »	118,725 »

CHAPITRE V. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

43	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel européen. Frais de voyage à intérieur.	»	229,400 »	229,400 »
44	Allocations et entretien, frais de recrutement, de déplacement et de rapatriement des instituteurs et élèves de couleur. Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	216,200 »	216,200 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
45	Matériel spécial au service de l'instruction publique, fournitures classiques, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Bibliothèque du service.	»	37.500 »	37.500 »
47	Enseignement technique donné en dehors des écoles permanentes de l'Etat régulièrement organisées, agréées ou subsidiées ; formation des moniteurs agricoles et chauffeurs d'automobiles. Cours professionnels dans les prisons et les ateliers de l'Etat.	»	433.700 »	433.700 »
	CHAPITRE VI. — TÉLÉGRAPHIE SANS FIL.			
48	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses du personnel. Indemnités aux conseillers techniques. Frais de voyage.	»	1.290.000 »	1.290.000 »
49	Salaires, frais d'entretien, de recrutement, de rapatriement et de déplacement du personnel noir.	»	87.500 »	87.500 »
	CHAPITRE VIII. — BIENFAISANCE PUBLIQUE.			
52	Bienfaisance publique au Congo belge	»	74.000 »	74.000 »
	CHAPITRE IX. — ETAT CIVIL ET SUCCESSIONS.			
54	Matériel, registres et imprimés spéciaux du service de l'état civil et des successions. Caisses et autres emballages, frais de transport, timbres,	»	24.400 »	24.400 »

	CHAPITRE X. — SERVICE DE L'AGRICULTURE.			
55	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel du service de l'agriculture. Frais de voyage à l'intérieur.	»	410,700 »	410,700 »
57	Matériel et fourniture spéciaux au service. Bibliothèque du service, outillage, instruments de chirurgie vétérinaire, produits pharmaceutiques et antiseptiques, matériel et produits pour collections, frais d'analyse et d'expertise de produits agricoles, instruments de précision, etc., y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	13,200 »	13,200 »
	Jardin d'expérimentation d'Eala.			
58	Traitements d'activité du personnel et indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur.	»	113,500 »	113,500 »
59	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	136,600 »	136,600 »
	Stations de domestication des éléphants de l'Uele.			
61	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur.	»	5,500 »	5,500 »
62	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	16,100 »	16,100 »
63	Matériel et fournitures spéciaux aux stations de domestication des éléphants, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	1,000 »	1,000 »
	II. — *Cultures autres que le coton.*			
66	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur.	»	87,700 »	87,700 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
67	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des moniteurs.	»	54,400 »	54,400 »
68	Achat de semences, y compris frais de transport et frais divers . . .	»	85,900 »	85,900 »
	III. — *Stations expérimentales de Sanghaie, Bambeza, du Maniema, de Dili, Wamba et Nyangwe.*			
69	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur.	»	74.700 »	74.700 »
70	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	118,000 »	118,000 »
71	Matériel et fournitures spéciaux de ces stations; y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	122,000 »	122,000 »
	IV. — *Stations de Nioka, Katentania, la Munama, Kulu et Zande.*			
72	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur.	»	10,000 »	10,000 »
	V. — *Station expérimentale de quinquina.*			
75	Traitements d'activité et de congé et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage.	»	4,000 »	4,000 »

	DIVERS.			
79	Subside au laboratoire vétérinaire de Kisenyi (Ruanda)	»	53,550 »	53,550 »
	CHAPITRE XI. — SERVICES DES DOUANES.			
80	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses du personnel. Frais de voyage.	»	406,025 »	406,025 »
81	Préposés du cadre indigène. Traitements et indemnités diverses. Frais de voyage et équipement.	»	77,925 »	77,925 »
82	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	44,700 »	44,700 »
83	Matériel, fournitures, y compris frais de transports, droits de douane et frais divers. Location d'embarcations pour surveillance douanière et frais d'entretien du bateau D. I.	»	8,500 »	8,500 »
86	Office douanier colonial d'Anvers : personnel, frais de gestion et indemnités aux membres de la commission mixte.	15,000 »	»	15,000 »
87	Part de la colonie dans les dépenses du service douanier de Kigoma, supportées par la gestion des territoires du Ruanda-Urundi.	»	258,250 »	258,250 »
	CHAPITRE XII. — SERVICES DES POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.			
89	Traitements d'activité et de congé et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage.	»	2,189,700 »	2,189,700 »
90	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	60,000 »	60,000 »
93	Frais de transport de courriers et de colis postaux	»	963,200 »	963,200 »
94	Redevance à des organismes privés pour l'entretien des postes et des lignes ou pour services divers.	»	81,700 »	81,700 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
95	Bonification aux services postaux et télégraphiques étrangers et quote-part de la colonie dans la gestion des bureaux internationaux de Berne. (*Crédit non limitatif.*)	»	1,395,000 »	1,395,000 »
96	Non-valeurs et indemnités pour pertes d'envois assurés ou recommandés et de colis postaux. (*Crédit non limitatif.*)	»	13,000 »	13,000 »
	CHAPITRE XIII. — SERVICE DE L'HYDROGRAPHIE.			
97	Traitements et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage. .	»	2,202,200 »	2,202,200 »
98	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	358,500 »	358,500 »
	CHAPITRE XIV. — GOUVERNEMENTS PROVINCIAUX. ADMINISTRATION DES PROVINCES.			
100	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur des gouverneurs, des commissaires généraux et du personnel des secrétariats et des gouvernements provinciaux.	»	1,576,900 »	1,576,900 »
101	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir des gouvernements provinciaux et de leurs secrétariats.	»	23,400 »	23,400 »
103	Bibliothèques publiques : achat de livres, journaux, périodiques et frais divers.	»	24,300 »	24,300 »
104	Gratifications et indemnités spéciales.	»	373,500 »	373,500 »

	CHAPITRE XV. — SERVICE TERRITORIAL.			
105	Traitements d'activité, frais de voyage à l'intérieur, frais de représentation et indemnités du personnel.	»	4,918,700 »	4,918,700 »
106	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir du service territorial.	»	1,100 »	1,100 »
107	Matériel et fournitures spéciaux au service territorial, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	40,000 »	40 000 »
	CHAPITRE XVI. — SERVICE DES AFFAIRES INDIGÈNES ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE.			
108	Traitements d'activité, indemnités diverses du personnel, frais de voyage à l'intérieur, frais de déplacement. Traitements des chefs et sous-chefs indigènes ; salaires des messagers attachés aux chefferies. Rémunérations aux chefferies pour l'exécution de travaux d'intérêt général, soit par application des décrets, soit en vertu de conventions. Dots pour femmes de polygames à libérer. Entretien, frais de déplacement des relégués politiques.	»	666,930 »	666,930 »
	CHAPITRE XVII. — SERVICE DE LA POLICE ET DES PRISONS.			
110	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses et frais de voyage à l'intérieur.	»	593,900 »	593,900 »
111	Soldes et allocations diverses, frais d'entretien, de déplacement et de rapatriement des agents noirs de la police et des prisons. Nourriture et entretien des détenus. Rémunération aux prisonniers pour travaux effectués dans les prisons. Constitution d'un pécule au profit des détenus libérés ayant été affectés aux travaux de chemins de fer.	»	2,064,500 »	2,064,500 »
112	Matériel et fournitures spéciaux des services de la police et des prisons, y compris frais de transport, droits de douane et divers.	»	607,200 »	607,200 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
	CHAPITRE XVIII. — SERVICE DES FINANCES ET DE TRÉSORERIE.			
113	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel.	»	2,232 750 »	2,232,750 »
114	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	18,500 »	18,500 »
	CHAPITRE XIX. — SERVICE DES TERRES.			
119	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel.	»	480,000 »	480,000 »
120	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	62,300 »	62,300 »
121	Matériel, fournitures et instruments spéciaux, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	57,600 »	57,600 »
	CHAPITRE XX. — SERVICE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES.			
122	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel.	»	606,000 »	606,000 »
123	Salaires, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir. . .	»	8,600 »	8,600 »

	CHAPITRE XXI. — Service des travaux publics.			
126	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et frais de déplacement du personnel.	»	2,046,600 »	2,046,600 »
127	Salaires, entretien, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	1,568,800 »	1,568,800 »
128	Matériel et fournitures spéciaux du service. Ameublement des bâtiments civils. Location de bâtiments. Matières de consommation pour moyens de locomotion mécaniques. Outillage des ateliers, rechanges, garages d'automobiles. Eclairage public. Frais de transport, droits de douane et frais divers.	96,915 44	150,000 »	246,915 44
	CHAPITRE XXII. — Transports.			
	A. — *Marine du Bas-Congo.*			
129	Traitements, indemnités diverses et frais de voyage du personnel . fr.	»	193,150 »	193,150 »
130	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»	93,400 »	93,400 »
131	Matériel, fournitures de bureau, mobilier, matières d'entretien, de consommation, de combustible, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Taxes maritimes.	»	245,550 »	245,550 »
	C. — *Divers.*			
136	Frais de transport par porteurs et pagayeurs pour compte de particuliers.	»	458,100 »	458,100 »
138	Redevance à la Société de Navigation aérienne pour transports effectués pour compte de la colonie.	»	900,000 »	900,000 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
	CHAPITRE XXIII. — SERVICE DE L'HYGIÈNE.			
139	Personnel européen engagé sous le régime du Statut : Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur.	»	1,945,000 »	1,945,000 »
140	Personnel noir engagé sous le régime du statut : Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur, frais d'habillement.	»	348,800 »	348,800 »
141	Personnel noir engagé par contrat, sauf celui mis à la disposition d'organismes religieux comme personnel particulier suivant clauses de convention. Salaires, nourriture, habillement et couchage. Frais de voyage à l'intérieur. Lutte contre la maladie du sommeil et la malaria.	»	1,906,800 »	1,906,800 »
142	Dépenses des écoles d'assistants médicaux indigènes.	»	760,300 »	760,300 »
143	Personnel européen non engagé sous le régime du statut. Honoraires à des médecins ou dentistes étrangers. Allocations au personnel religieux. Frais d'entretien et frais de voyage à l'intérieur.	»	749,800 »	749,800 »
144	Subsides aux membres de l'Assistance médicale indigène. Rémunération aux membres des missions religieuses exerçant la médecine. Indemnité de stage au laboratoire. Frais de voyage à l'intérieur.	»	428,400 »	428,400 »
145	Frais d'entretien des hospitalisés européens. Médical-confort. Frais d'hospitalisation dans les hôpitaux privés.	»	869,100 »	869,100 »

146	Frais d'entretien des hospitalisés noirs dans les hôpitaux et les lazarets de la colonie. Médical-confort. Frais d'entretien des hospitalisés noirs dans les établissements primaires et hôpitaux des sociétés ou privés. Subsides aux lazarets tenus par des missionnaires.	»	1,117,600 »	1,117,600 »
147	Matériel quelconque non scientifique destiné au service de l'hygiène. Frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	1,752,300 »	1,752,300 »
148	Matériel scientifique et médical. Produits. Frais de transport, droits de douane et frais divers.	»	7,410,500 »	7,410,500 »
	CHAPITRE XXIV. — DETTE PUBLIQUE.			
	Service de la Caisse d'Epargne, des intérêts, des emprunts et des capitaux garantis.			
153	Garantie de payement des intérêts et de l'amortissement d'actions et d'obligations de sociétés coloniales en conformité avec les conventions existantes.	»	1,042,036 »	1,042,036 »
	CHAPITRE XXVI. — DÉPENSES DE SOUVERAINETÉ.			
157	Force publique : Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et indemnités de déplacement du personnel.	»	2,344,350 »	2,344,350 »
158	Force publique : Soldes et allocations diverses, dots pour femmes de miliciens, etc., frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	»»	5,357,030 »	5,357,030 »
159	Force publique : Matériel, fournitures de bureau, fournitures classiques ; armement, munitions, équipement, mobilier des camps militaires, moyens de locomotion, outillage, pièces de rechange, matières d'entretien et	»	625,670 »	625,670 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		TOTAL des crédits supplémentaires demandés pour l'exercice 1927.
		destinés à couvrir des dépenses appartenant à des exercices antérieurs à 1927.	destinés à couvrir des dépenses de l'exercice 1927.	
	de consommation ; publications, documentation. service de renseignements, sépultures militaires, etc., frais de transport, droits de douane et frais divers.			
161	Entretien et nourriture des équidés de la force publique	»	31,605 »	31,605 »
162	Achats de moyen de locomotion mécaniques en général. Matières d'entretien et de réparation.	»	1,857,900 »	1,857,900 »
	Dépenses ordinaires : Total des crédits supplémentaires . fr.	263 722 41	78,120,645 »	78,384,36741

Crédits supplémentaires au tableau V du budget des dépenses ordinaires du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927.

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES	MONTANT des crédits supplémentaires se rapportant à des dépenses de l'exercice 1927.
	Gouvernement local.	
4	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, de représentation, etc., du personnel européen.	193,250 »
5	Salaires, frais d'entretien et divers du personnel noir	25,000 »
6	Matériel, mobilier, fournitures et divers, frais de transport, droits d'entrée et de transit . .	62,000 »
7	Bibliothèques publiques : achat de livres, journaux, périodiques et frais divers.	5,000 »
8	Subsides divers et frais de propagande commerciale.	30,000 »
9	Dépenses imprévues.	50,000 »
	Enseignement.	
10	Traitement et indemnités diverses du personnel européen	97,600 »
11	Salaires et entretien des instituteurs noirs, des clercs et des élèves	30,000 »
12	Matériel et fournitures scolaires, outillage des écoles professionnelles, frais de transport, de douane, etc.	27,000 »
14	Ecole des assistants médicaux indigènes : salaires, matériel classique et divers	25,000 »
15	Ecoles professionnelles : traitements, indemnités diverses et frais de voyage des Frères de la Charité. Salaires et entretien du personnel noir. Matériel, mobilier, divers.	175,000 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES	MONTANT des crédits supplémentaires se rapportant à des dépenses de l'exercice 1927.
	Bienfaisance publique.	
17	Rapatriement de personnes abandonnées sans ressource et des expulsés indigents, entretien des enfants abandonnés.	13,000 »
	Service des douanes.	
19	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, etc., du personnel européen.	188,700 »
21	Salaires et frais d'entretien du personnel noir	41,200 »
22	Matériel pour la douane et frais d'entretien des installations de Kigoma.	101,500 »
23	Redevance à l'Agence commerciale belge de Dar-Es-Salam	75,000 »
	Service des postes et télégraphes.	
25	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, etc., du personnel européen.	108,100 »
26	Salaires et frais d'entretien du personnel noir ; frais de transport de courriers	18,500 »
28	Redevance à la T. S. F.	25,000 »
	Service des finances et de trésorerie.	
31	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, etc., du personnel européen.	116,000 »
32	Salaires et entretien du personnel noir	2,600 »
34	Trésorerie : commissions de banque, frais de transfert, etc.	170,000 »

	Service territorial.	
38	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de représentation, frais de voyage, etc., du personnel européen.	1,220,000 »
39	Salaires et frais d'entretien du personnel noir	81,000 »
40	Matériel, mobilier, fournitures, frais de transport, droits d'entrée et de transit, indemnités de bicyclette, de machine à écrire, etc.	313,000 »
41	Ristournes accordées aux chefferies indigènes sur les produits de l'impôt de capitation. . .	31,000 »
	Service de la police et des prisons.	
42	Soldes et allocations, frais d'entretien et divers des policiers et détenus.	134,200 »
43	Matériel et fournitures spéciales, frais de transport et divers	11,800 »
	Service de l'agriculture.	
44	Traitement, indemnités, frais de voyage et divers d'un agronome de 1re classe	17,500 »
	Stations agricole et d'élevage.	
45	Traitements, indemnités, frais de voyage et divers du personnel européen	150,000 »
	Laboratoire vétérinaire.	
48	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement, etc., du personnel européen.	48,000 »
49	Salaires et entretien du personnel noir	11,300 »
50	Matériel, mobilier, fournitures, frais de transport et divers	23,000 »
	Service vétérinaire.	
51	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement etc., du personnel européen.	79,500 »

Articles	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES	MONTANT des crédits supplémentaires se rapportant à des dépenses de l'exercice 1927
52	Salaires et entretien du personnel noir du service vétérinaire et de l'abattoir	22,600 »
53	Matériel, mobilier, frais de transport et de douane, etc., du service vétérinaire et de l'abattoir.	20,000 »
	Service des travaux publics.	
54	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et divers du personnel européen.	300,000 »
55	Salaires et entretien du personnel noir	164,000 »
56	Matériel, outillage, fournitures diverses, frais de transport, de douane, etc.	332,000 »
	Service de l'hygiène.	
57	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et divers du personnel européen.	472,000 »
58	Salaires et entretien du personnel noir	31,000 »
59	Matériel, fournitures, produits pharmaceutiques, appareils et divers, équipement, frais de transport, de douane, etc.	100,000 »
63	Subsides aux membres de l'assistance médicale	210,000 »
	Force publique.	
64	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur, etc., du personnel européen.	246,900 »
65	Soldes et allocations diverses, frais d'entretien et de rapatriement du personnel de couleur.	131,000 »
66	Matériel, fournitures, armement, munitions, équipements, mobilier, outillage. Frais de transport, droits de douanes et divers.	116,000 »
	Dépenses ordinaires. — Total des crédits supplémentaires. . . . . fr.	6,026,442 »

Bijkomende kredieten aan tabel II van de begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927.

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
	HOOFDSTUK I. — ALGEMEEN BEWIND.			
1	Wedde onder werkelijken dienst en verlofgeld, evenals verscheidene vergoedingen van den algemeen gouverneur, van den aan het algemeen bewind gehechten onderalgemeen gouverneur en van de ambtenaren en beambten uit de diensten, bij het algemeen bewind gevoegd : kabinet van den algemeen gouverneur, algemeen secretariaat en dienst der betwiste zaken. Reiskosten in het binnenland. Verplaatsingskosten der bijzonderen, leden van den regeeringsraad of van de gewestelijke comiteiten.	»	251,800 »	251,800 »
5	Verscheidene toelagen en bijdragen	9,900 »	6,250 »	16,150 »
6	Raden en koloniale inrichtingen in België	»	39,000 »	39,000 »
7	Bijzondere vergoedingen en bewilligingen : Terugbetaling aan de Belgische Schatkist of betaling der burgerlijke en koloniale pensioenen van allen aard. Aan de ambtenaren en beambten der kolonie te verleenen pensioenen of eerste pensioenstermijn met aanvang in 1926 of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar. Bewilligingen in kapitaal geldende als pensioen. Bijdrage van tusschenkomst der kolonie in de	»	1,700,000 »	1,700,000 »

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
	werking der weduwen-en weezenkas van de ambtenaren en beambten van Afrika. Vergoedingen voor den actuaris : kosten voor geneeskundig onderzoek en verscheidene kosten.			
13	Studie- en inspectiezendingen in de kolonie, in het moederland of in den vreemde ; reis- en verplaatsingskosten ; verscheidene uitgaven.	»	25,000 »	25,000 »
14	Kosten van bekendmaking ; toelagen, bijdragen en verscheidene uitgaven.	»	85,000 »	85,000 »
16	Onvoorziene uitgaven	113,999.04		113,999.04
19	Wedden en familievergoedingen van het met verlof zijnde personeel, met uitzondering van dit der parketten en rechtbanken, van het tolwezen, van den dienst der posterijen, telegrafen en telefonen, der D. T., der hydrografie, der landmacht, der vervoerdiensten, der drukkerij van Boma en van het stedelijk district van Leopoldville.	»	4,940,000 »	4,940,000 »
20	Reiskosten naar de kolonie en vice-versa, van het bij artikel 19 voorzien personeel.	»	7,639,200 »	7,639,200 »
21	Kosten voor uitrusting van het bij artikel 19 bedoeld personeel . . .	»	300,000 »	300,000 »
22	Wachtgeld van het door herinrichting, ambtsafschaffing evenals voor loopbaanseinde in beschikbaarheid gesteld personeel. Wachtgeld der wegens lichamelijke ongeschiktheid uit hun ambt ontheven stagiarissen. Wedden en verplaatsingskosten, vergoedingen aan beambten van de Afrikaansche diensten of andere tijdelijke in de bureelen van het beheer der kolonie te Brussel afgezonden.	»	100,000 »	100,000 »
23	Toelagen en voorschotten aan de stedelijke omschrijvingen	»	1,674,640	

	UITGAVEN DER IN BELGIË WERKZAAM ZIJNDE WETENSCHAPPELIJKE INSTELLINGEN.			
	Museum van Tervueren, laboratorium voor scheikundige en onialogische onderzoekingen te Tervueren. Koloniale school. School van tropische geneeskunde. Koloniale tuin van Laeken :			
25	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van uitgaven voor personeel op de begrooting van het moederland voor het ministerie van koloniën ingeschreven ten voordeele van het Museum van Tervueren, het Laboratorium van scheikundige en onialogische onderzoekingen, de Koloniale school, de School voor tropische geneeskunde en de Koloniale tuin van Laeken.	»	75,000 »	75,000 »
	Museum van Tervueren. — Verscheidene uitgaven :			
26	Reis- en verblijfkosten van het personeel, van de leden der commissies en van de naar het museum geroepen geleerden. Zendingen in den vreemde. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Kantoorbehoeften, telegram- en briefwisselingskosten. Aankoop van verzamelingen en kunststukken. Onderhoud en vervoer der verzamelingen. Toelagen voor het aankoopen van verzamelingen. Photographiën. Annalen en bekendmakingen van het museum. Receptiekosten van Belgische of vreemde personen te Tervueren.	25,956.15	»	25,956.15
	School voor tropische geneeskunde. — Verscheidene uitgaven :			
29	Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Laboratorium. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten.	1,951.78	»	1,951.78

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
	Koloniale tuin van Laeken. — Verscheidene uitgaven :			
30	Vergoedingen voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud van broeikassen, gebouwen, tuinen en botanische verzamelingen. Kantoorbehoeften. Telegram- en briefwisselingskosten. Vervoer.	»	5,000 »	5,000 »
31bis	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van de uitgaven voor personeel welke ingeschreven zijn op de moederlandsche begrooting van het ministerie van koloniën voor de in België handelende uitvoeringsdiensten der koloniale begrooting.	»	300,000 »	300,000 »
	Uitvoeringsdienst der koloniale begrooting. Verscheidene uitgaven:			
31ter	Reis- en verblijfkosten van het personeel. Zendingen in den vreemde. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewone werken. Materieel en meubileering. Onderhoud der bureelen. Abonnementen aan den telegraaf om de provincie-gouverneurs in te lichten in zake belangrijke nieuwstijdingen en nopens de prijzen der Afrikaansche voortbrengselen. Telegram- en briefwisselingskosten.	»	15,000 »	15,000 »
	HOOFDSTUK II. — Drukkerij van Boma.			
32	Wedden en vergoedingen van het personeel. Reiskosten	»	191,800 »	191,800 »
33	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwervingen en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der drukkerij.	»	11,300 »	11,300 »

	HOOFDSTUK III. — Dienst van volksvoordrachten en inlichtingen.			
35	Wedden, vergoedingen en verplaatsingskosten van het personeel. Reiskosten, verblijf, vergoedingen aan de met tijdelijke zendingen belaste voordrachthouders en aan het personeel belast met het inrichten van tentoonstellingen. Vergoedingen aan het tijdelijke personeel voor deelname in eene pensioenkas.	»	27,000 »	27,000 »
	HOOFDSTUK IV. — Gerechtsdiensten.			
	Parketten en rechtbanken :			
38	Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland en in het buitenland en verplaatsingsvergoedingen.	»	287,500 »	287,500 »
39	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending der negers naar de geboortestreek.	»	10,600 »	10,600 »
40	Materieel en tot de gerechtsdiensten bestemde benoodigdheden met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij der gerechtsdiensten, toga's, sjerpen, enz.	»	118,725 »	118,725 »
	HOOFDSTUK V. — Openbaar onderwijs.			
43	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het Europeesch personeel. Reiskosten in het binnenland.	»	229,400 »	229,400 »
44	Bewilligingen en onderhoud, kosten van aanwerving, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der neger-onderwijzers en-leerlingen. Dagloonen en kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	216,200 »	216,200 »
45	Bijzonder materieel voor den dienst van het openbaar onderwijs, schoolbenoodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij van den dienst.	»	37,500 »	37,500 »

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behoorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
47	Technisch onderwijs buiten de bestendige Staatsscholen, regelmatig ingericht, aangenomen of gesubsidieerd ; vorming van aankomende landbouwonderwijzers en automobielgeleiders. Beroepsleergangen in de gevangenissen en de Staatswerkhuizen.	»	433,700 »	433,700 »
	HOOFDSTUK VI. — DRAADLOOZE TELEGRAFIE.			
48	Wedden onder werkelijken dienst en verlofgeld, verscheidene vergoedingen aan het personeel. Vergoedingen aan de technische raadgevers. Reiskosten.	»	1,290,000 »	1,290,000 »
49	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving, van terugzending naar de geboortestreek en van verplaatsing van het negerpersoneel.	»	87,500 »	87,500 »
	HOOFDSTUK VIII. — OPENBARE WELDADIGHEID.			
52	Openbare weldadigheid in Belgisch-Congo	»	74,000 »	74,000 »
	HOOFDSTUK IX. — BURGERLIJKE STAND EN NALATENSCHAPPEN.			
54	Materieel, bijzondere registers en druksels voor den dienst van den burgerlijken stand en der nalatenschappen. Kisten en andere verpakmiddelen, vervoerkosten, zegels, enz.	»	24,400 »	24,400 »

	HOOFDSTUK X. — LANDBOUWDIENST.				
55	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel van den landbouwdienst. Reiskosten in het binnenland.	»	410,700 »	410,700 »	
57	Materieel en voor den dienst bijzondere benoodigdheden. Boekerij van den dienst, toerusting, heelkundige toestellen voor de veeartsenij, pharmaceutische en antiseptische producten : materieel en producten voor verzamelingen, kosten voor landbouwontleding en deskundig onderzoek, juiste waarnemingstuigen, enz., met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	»	13,200 »	13,200 »	
	Proeftuin van Eala.				
58	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel en verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland.	»	113,500 »	113,500 »	
59	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	136,600 »	136,600 »	
	Temmingsstandplaatsen der olifanten van Uele.				
61	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland.	»	5,500 »	5,500 »	
62	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	16,100 »	16,100 »	
63	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor de temmingsstandplaats der olifanten, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene uitgaven.	»	1,000 »	1,000 »	
	II. — *Andere teelten dan het katoen.*				
66	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland.	»	87,700 »	87,700 »	

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
67	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek der onderrichters.	»	54,400 »	54,400 »
68	Aankoop van zaden met inbegrip der vervoerkosten en verscheidene onkosten.	»	85,900 »	85,900 »
	III. — *Proefstandplaatsen van Sanghaie, Bambeza, Maniema, Dili, Wamba en Nyangwe.*			
69	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland.	»	74,700 »	74,700 »
70	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	118,000 »	118,000 »
71	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor deze standplaatsen, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	»	122,000 »	122,000 »
	IV. — *Standplaatsen van Nioka, Katentania, de Munama, Kulu en Zande.*			
72	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland.	»	10,000 »	10,000 »
	V. — *Quinquina-proefstandplaats.*			
75	Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten.	»	4,000 »	4,000 »

	VERSCHEIDENE.			
79	Toelage aan het veeartsenij-laboratorium van Kisenyi (Ruanda).	»	53,550 »	53,550 »
	HOOFDSTUK XI. — DIENSTEN VAN HET TOLWEZEN.			
80	Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten.	»	406,025 »	406,025 »
81	Aangestelden van het inlandsch kader. Wedden en verscheidene vergoedingen. Reis- en uitrustingskosten.	»	77,925 »	77,925 »
82	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	44,700 »	44,700 »
83	Materieel, benoodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Huring van inschepingstuigen voor de tolbewaking en onderhoudskosten der boot D. I.	»	8,500 »	8,500 »
86	Koloniaal tolambt van Antwerpen, personeel, beleidskosten en vergoedingen aan de leden der gemengde commissie.	15,000 »	»	15.000 »
87	Aandeel der kolonie in de uitgaven van den toldienst te Kigoma, ten laste van de gestie der grondgebieden Ruanda-Urundi	»	258,250 »	258,250 »
	HOOFDSTUK XII. — DIENSTEN DER POSTERIJEN, TELEGRAFEN EN TELEFONEN.			
89	Wedden onder werkelijken dienst, verlofgeld en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten.	»	2,189,700 »	2,189,700 »
90	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	60,000 »	60,000 »
93	Vervoerkosten van brievenpostverzendingen en postcolli	»	963,200 »	963,200 »
94	Cijnsen aan particuliere instellingen voor het onderhoud der posten en der lijnen of voor verscheidene diensten.	»	81,700 »	81,700 »
95	Tegemoetkoming aan vreemde post- en telegraafdiensten en aandeel der kolonie in de gestie der wederlandsche kantoren van Berne. *(Onbegrensd krediet.)*	»	1,395,000 »	1,395,000 »

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
96	Onwaarden en vergoedingen voor het zoekgeraken van verzekerde of aangeteekende verzendingen en postcolli. (*Onbegrensd krediet.*)	»	13,000 »	13,000 »
	HOOFDSTUK XIII. — HYDROGRAFISCHE DIENST			
97	Wedden en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten.	»	2,202,200 »	2,202,200 »
98	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	358,500 »	358,500 »
	HOOFDSTUK XIV. — PROVINCIEBEWINDEN. — BEHEER DER PROVINCIËN.			
100	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland voor de gouverneurs, de algemeen-commissarissen en het personeel der secretariaten en der provinciebewinden.	»	1,576,900 »	1,576,900 »
101	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der provinciebewinden en van hunne secretariaten.	»	23,400 »	23,400 »
103	Volksboekerijen : aankoop van boeken, dagbladen, tijdschriften en verscheidene onkosten.	»	24,300 »	24,300 »
104	Extra-toelagen en bijzondere vergoedingen	»	373,500 »	373,500 »

	HOOFDSTUK XV. — Gewestdienst.			
105	Wedden onder werkelijken dienst, reiskosten in het binnenland, kosten van vertegenwoordiging en vergoedingen aan het personeel.	»	4,918,700 »	4,918,700 »
106	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel uit den gewestdienst.	»	1,100 »	1,100 »
107	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor den gewestdienst, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	»	40,000 »	40,000 »
	HOOFDSTUK XVI. — Dienst van de inlandsche zaken en de werkkrachten.			
108	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen aan het personeel, reiskosten in het binnenland. Verplaatsingskosten. Wedden der inlandsche hoofden en der onderhoofden. Dagloonen der boden aan de hoofdijen gehecht. Vergelding aan de hoofdijen voor het uitvoeren van werken van algemeen belang, hetzij bij toepassing der decreten, hetzij krachtens de overeenkomsten. Huwelijksgiften voor te bevrijden vrouwen van veelwijvers. Onderhoud en verplaatsingskosten der politieke ontvoerden.	»	666,930 »	666,930 »
	HOOFDSTUK XVII. — Dienst der politie en der gevangenissen.			
110	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen en reiskosten in het binnenland.	»	593,900 »	593,900 »
111	Soldijen en verscheidene bewilligingen, kosten van onderhoud, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der negeragenten bij de politie en bij de gevangenissen. Voeding en onderhoud der gevangenen. Vergeldingen aan de gevangenen voor in het gevang uitgevoerde werken. Samenstellen van spaarfonds ten voordeele der losgelaten gevangenen welke aan spoorwerken gebezigd werden.	»	2,064,500 »	2,064,500 »

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
112	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor de diensten der politie en der gevangenissen, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene.	»	607,200 »	607,200 »
	HOOFDSTUK XVIII. — DIENST DER FINANCIËN EN DER SCHATKAMER.			
113	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoedingen van het personeel.	»	2,232,750 »	2,232,750 »
114	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	18,500 »	18,500 »
	HOOFDSTUK XIX. — DIENST DER GRONDEN.			
119	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel.	»	480,000 »	480,000 »
120	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	62,300 »	62,300 »
121	Materieel, bijzondere benoodigdheden en tuigen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	»	57,600 »	57,600 »
	HOOFDSTUK XX. — DIENST DER STAATHUISHOUDKUNDIGE ZAKEN.			
122	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoeding van het personeel.	»	606,000 »	606,000 »

123	Dagloonen, kosten van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	8,600 »	8,600 »
	HOOFDSTUK XXI. — Dienst der openbare werken.			
126	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel.	»	2,046,600 »	2,046,600 »
127	Dagloonen, onderhoud, kosten voor aanwerving en terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	1,568,800 »	1,568,800 »
128	Materieel en bijzondere benoodigdheden van den dienst, meubileering der burgerlijke gebouwen. Verhuring van gebouwen. Verbruikstoffen voor mechanische voortbewegingsmiddelen. Toerusting der werkhuizen, voorraadstukken, bergplaatsen der automobielen. Openbare verlichting. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	96,915 44	150,000 »	246,915,44
	HOOFDSTUK XXII. — Vervoermiddelen.			
	A. — *Marine van den Beneden-Congo.*			
129	Wedden, verscheidene vergoedingen en reiskosten van het personeel	»	193,150 »	193,150 »
130	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	93,400 »	93,400 »
131	Materieel, kantoorbehoeften, meubelen. Onderhouds-, verbruiks- en brandstoffen, met inbegrip van vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Zeevaarttaksen.	»	245,550 »	245,550 »
	C. — *Verscheidene.*		245,550 »	245,550 »
136	Kosten van vervoer per dragers en prauwers voor rekening van bijzonderen.	»	458,100 »	458,100 »
138	Vergelding aan de « Société de navigation aérienne » voor op rekening der kolonie gedaan vervoer.	»	900,000 »	900,000 »

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN. bestemd tot het dekken der uitgaven behorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN. bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
	HOOFDSTUK XXIII. — GEZONDHEIDSDIENST.			
139	Onder het stelsel van de standregelen aangeworven Europeesch personeel : Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland.	»	1,945,000 »	1,945,000 »
140	Onder het stelsel van de standregelen aangeworven negerpersoneel : Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland, kleedingskosten	»	348,800 »	348,800 »
141	Per contract aangeworven negerpersoneel, met uitzondering van dit ter beschikking van godsdienstige instellingen gesteld als bijzonder personeel luidens overeenkomstbepalingen : Dagloon, voeding, kleeding en slaapgelegenheid. Reiskosten in het binnenland. Strijd tegen slaapziekte en malaria.	»	1,906,800 »	1,906,800 »
142	Uitgaven der scholen voor inlandsche geneeskundige helpers	»	760 300 »	760 300 »
143	Niet onder het stelsel der standregelen aangeworven personeel. Honoraria aan vreemde geneesheeren of -tandartsen. Tegemoetkomingen aan het geestelijk personeel. Onderhoudskosten en reiskosten in het binnenland.	»	749.800 »	749,800 »
144	Toelagen aan de leden der « Assistance médicale indigène ». Vergeldingen aan de leden der godsdienstige zendingen welke geneeskunde uitoefenen. Vergoedingen voor proeftijd in het laboratorium. Reiskosten in het binnenland.	»	428,400 »	428,400 »
145	Onderhoudskosten der Europeesche gehospitaliseerden. « Medical-comfort ». Hospitaalkosten in de private hospitalen.	»	869,100 »	869,100 »

146	Onderhoudskosten der neger-gehospitaliseerden in de hospitalen en lazaretten der Kolonie. « Médical-comfort. » Onderhoudskosten der neger-gehospitaliseerden in de lagere instellingen en hospitalen van vennootschappen of bijzonderen. Toelagen aan de door missionarissen gehouden lazaretten.	»	1,117,600 »	1.117,600 »	
147	Alle niet-wetenschappelijk materieel voor den gezondheidsdienst bestemd. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	»	1,752,300 »	1,752,300 »	
148	Wetenschappelijk en geneeskundig materieel. Producten. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	»	7.410,500 »	7,410,500 »	
	HOOFDSTUK XXIV. — Openbare schuld.				
	Dienst der Spaarkas, der interesten, der leeningen en der gewaarborgde kapitalen.				
153	Waarborg ter betaling der interesten en ter uitdelging van aandeelen en schuldbrieven van koloniale vennootschappen in overeenstemming met de bestaande overeenkomsten	»	1.042,036 »	1,042,036 »	
	HOOFDSTUK XXVI. — Souvereiniteitsuitgaven.				
157	Landmacht : Wedden onder werkelijken dienst en verlofgelden, verscheidene vergoedingen, reiskosten én verplaatsingsvergoedingen van het personeel.	»	2.344.350 »	2 344.350 »	
158	Landmacht : Soldijen en verscheidene tegemoetkomingen, huwelijksgiften voor vrouwen van dienstplichtigen, enz., kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	»	5,357,030 »	5,357,030 »	
159	Landmacht : Materieel, kantoor- en schoolbehoeften : bewapening, munities, uitrusting, meubileering der militaire kampen, voortbewegingsmidde-	»	625,670 »	625,670 »	

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG DER BIJKOMENDE KREDIETEN		TOTAAL der voor 1927 aangevraagde aanvullende kredieten.
		bestemd tot het dekken der uitgaven behorende tot dienstjaren welke 1927 voorafgaan.	bestemd om uitgaven te dekken van het dienstjaar 1927.	
	len, toerusting, voorraadstukken, onderhouds- en verbruikstoffen, bekendmaking, documenteering, inlichtingsdienst, militaire graven enz., vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.			
161	Onderhoud en voeding van den stapel der paardsoortigen van de landmacht.	»	31,605 »	31.605 »
162	Aankoop van mechanische vervoermiddelen in het algemeen. Onderhouds- en herstellingstoffen.	»	1,857,900 »	1,857.900 »
	Totaal der gewone uitgaven . . . . . fr.	263,722 41	78.120.645 »	78,384.367 41

Bijkomende kredieten aan tabel V van de begrooting der gewone uitgaven van het Onderalgemeen Bewind Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927.

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	BEDRAG der bijkomende kredieten betrekking hebbende op uitgaven van het dienstjaar 1927.
	Plaatselijk bewind.	
4	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reis- en vertegenwoordigingskosten, enz., van het Europeesch personeel.	193,250 »
5	Dagloonen, onderhouds- en verscheiden kosten van het negerpersoneel	25,000 »
6	Materieel, meubelen, benoodigdheden en verscheiden vervoerkosten, in- en doorvoerrechten	62,000 »
7	Openbare bibliotheken : aankoop van boeken, dagbladen, tijdschriften en verscheiden kosten.	5,000 »
8	Verscheiden hulpgelden en kosten voor handelspropaganda	30,000 »
9	Onvoorziene uitgaven	50,000 »
	Onderwijs.	
10	Wedde en verscheiden vergoedingen van het Europeesch personeel	97,600 »
11	Dagloonen en onderhoud der negeronderwijzers, der klerken en der leerlingen	30,000 »
12	Schoolmaterieel en benoodigdheden, toerusting der beroepsscholen, kosten van vervoer, van douane, enz.	27,000 »
14	School der inlandsche geneeskundige helpers : dagloonen, schoolmaterieel en verscheiden,	25,000 »

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	BEDRAG der bijkomende kredieten betrekking hebbende op uitgaven van het dienstjaar 1927
15	Beroepsscholen : wedden, verscheiden, vergoedingen en reiskosten van de Broeders van Liefde ; dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel, materieel, meubelen, verscheiden.	175,000 »
	Openbare weldadigheid.	
17	Terugzending naar hun vaderland van personen die zonder hulpmiddelen werden verlaten, en der noodlijdende uitgedrevenen : onderhoud der verlaten kinderen.	13,000 »
	Dienst der douanen.	
19	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz., van het Europeesch personeel.	188,700 »
21	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel	41,200 »
22	Materieel voor de douanen en onderhoudskosten der instellingen van Kigoma	101,500 »
23	Vergelding aan het « Agence commerciale belge » van Dar-Es-Salam	75,000 »
	Dienst der posterijën en telegrafen.	
25	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz., van het Europeesch personeel.	108,100 »
26	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel : vervoerkosten van koeriers . . .	18,500 »
28	Vergelding aan de draadlooze telegrafie	25,000 »

	Dienst der financiën en der schatkamer.	
31	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz., van het Europeesch personeel.	116,000 »
32	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	2,600 »
34	Schatkamer : commissieloon aan bank, overdrachtkosten, enz.	170,000 »
35	Interest en aflossing der door het Belgisch beheer gedane voorschotten	181,192 »
	Gewestelijke dienst.	
38	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, vertegenwoordigingskosten, reiskosten, enz., van het Europeesch personeel.	1,220,000 »
39	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel	81,000 »
40	Materieel, meubelen, benoodigdheden, vervoerkosten, in- en doorvoerrechten, vergoedingen voor fiets, schrijfmachine, enz.	313,000 »
41	Teruggaven aan de inlandsche hoofdijen op de opbrengst der hoofdelijke belasting	31,000 »
	Dienst van de politie en van de gevangenissen.	
42	Soldijen, tegemoetkomingen, onderhoudskosten en verscheiden van de politieagenten en gevangenen.	134,200 »
43	Bijzonder materieel en benoodigdheden, vervoerkosten en verscheiden	11,800 »
	Landbouwdienst.	
44	Wedde, vergoedingen, reiskosten en verscheiden van een landbouwkundige-1ste klasse . .	17,500 »
	Standplaatsen voor landbouw en veeteelt.	
45	Wedden, vergoedingen, reiskosten en verscheiden van het Europeesch personeel	150,000 »

Artikelen	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN	BEDRAG der bijkomende kredieten betrekking hebbende op uitgaven van het dienstjaar 1927
	Veeartsenijlaboratorium.	
48	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten, enz., van het Europeesch personeel	48,000 »
49	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel	11,300 »
50	Materieel, meubelen, benoodigdheden, vervoerkosten en verscheiden	23,000 »
	Veeartsenijdienst.	
51	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingkosten, enz., van het Europeesch personeel.	79,500 »
52	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel van den veeartsenijdienst en van het slachthuis.	22,600 »
53	Materieel, meubelen, vervoer- en tolkosten, enz., van den veeartsenijdienst en van het slachthuis.	20,000 »
	Dienst der openbare werken.	
54	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, reiskosten en verscheiden van het Europeesch personeel.	300,000 »
55	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	164,000 »
56	Materieel, uitrusting, verscheiden benoodigdheden, vervoer- en tolkosten, enz.	332,000 »

	Gezondheidsdienst.	
57	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, reiskosten en verscheiden van het Europeesch personeel.	472.000 »
58	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	31,000 »
59	Materieel, benoodigdheden, apotheekartikelen, toestellen en verscheiden, toerusting, kosten van vervoer, van tol, enz.	100,000 »
63	Toelagen aan de leden van de geneeskundige hulp	210,000 »
	Landmacht.	
64	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingkosten in het binnenland, enz. van het Europeesch personeel.	246,900 »
65	Soldijen en verscheiden tegemoetkomingen, kosten van onderhoud en van terugzending naar de streek van herkomst van het kleurpersoneel.	131,000 »
66	Materieel, behoeften, bewapening, ammunitie, kleedij, meubelen, benoodigdheden. Vervoerkosten, tolrechten en verscheiden.	116,000 »
	Gewone uitgaven. — Totaal der aanvullende kredieten . . . . . fr.	6,026,442 »

Délégation de signature.

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret du 29 octobre 1886 et l'arrêté d'exécution du 30 octobre 1886 sur les brevets ;

Vu l'arrêté du 27 avril 1888 relatif aux marques de fabrique ou de commerce;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1922 relatif aux dessins et modèles industriels ;

Vu l'arrêté royal du 31 mai 1928 portant règlement organique du Ministère des Colonies, spécialement en son article 27 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Le Directeur Général de la 4e Direction Générale, ou, à son défaut, le Directeur de la 3e Direction de la 4e Direction Générale est délégué pour la signature :

1° des titres de brevets et de leurs expéditions conformes ;

2° des expéditions de procès-verbaux de dépôt des marques de fabrique ou de commerce, ainsi que des mentions de cession ou jugement d'annulation et des copies conformes ;

3° des expéditions de procès-verbaux de dépôt de dessins ou modèles industriels

Afvaardiging van handteekening.

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het decreet van 29 October 1886 en het uitvoerbesluit van 30 October 1886, op de brevetten ;

Gezien het besluit van 27 April 1888, betrekkelijk de fabrieks- en handelsmerken ;

Gezien het koninklijk besluit van 24 April 1922, betrekkelijk de nijverheidsteekeningen- en modellen ;

Gezien het koninklijk besluit van 31 Mei 1928, houdende het reglement tot inrichting van het Ministerie van Koloniën inzonderheid in diens artikel 27 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De Algemeen Bestuurder van het 4e Algemeen Bestuur of, bij diens ontstentenis, de Bestuurder van het 3e Bestuur van het 4e Algemeen Bestuur, wordt afgevaardigd voor het naamteeken van :

1° de brevetstitels en hunne echtverklaarde uitgiften ;

2° de uitgiften der processen-verbaal van de nederlegging der fabrieks- of handelsmerken, alsmede van de vermeldingen tot afstand of der vonnissen tot nietigverklaring, en van de echtverklaarde afschriften ;

3° de uitgiften der processen-verbaal van de nederlegging der nijverheidstee-

ainsi que des mentions de cession, de prorogation ou de jugement prononçant la nullité, et des copies conformes.

ART. 2.

L'arrêté ministériel du 30 mars 1927 est abrogé.

Bruxelles, le 8 mars 1929.

HENRI JASPAR.

keningen of- modellen, alsmede van de vermeldingen tot afstand, tot verlenging of der vonnissen welke de nietigverklaring uitspreken en van de echtverklaarde afschriften.

ART. 2.

Het ministerieel besluit van 30 Maart 1927 is afgeschaft.

Brussel, den 8n Maart 1929.

Limites de la Province de l'Equateur.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo belge,

Revu Nos arrêtés du 28 août 1926 et du 20 avril 1928 sur l'organisation territoriale de la Colonie ;

Sur la proposition de notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les limites de la Province de l'Equateur sont modifiées et fixées comme suit :

A l'Ouest et au Nord : la limite entre le Congo Belge et l'Afrique Equatoriale

Grenzen der Evenaarsprovincie.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien de wet op het Beheer van Belgisch-Congo ;

Gezien Onze besluiten van 28 Augustus 1926 en van 20 April 1928, betrekkelijk de territoriale inrichting der Kolonie ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De grenzen der Evenaarsprovincie zijn gewijzigd en vastgesteld als volgt :

Ten Westen en ten Noorden : de grens tusschen Belgisch-Congo en Fransch Equa-

Française depuis l'embouchure du Kwa dans le Congo jusqu'au confluent de l'Uele et du Bomu ;

A l'Est : du confluent du Bomu et de l'Uele une droite aboutissant à la crête de partage des eaux de l'Uele et de la Bili ; cette crête de partage jusqu'au point le plus rapproché de la source de la rivière Pemu, une droite joignant cette source à ce point ; la rivière Pemu jusqu'à son embouchure dans l'Uele : le cours de l'Uele vers l'amont jusqu'à sa rencontre avec le 23° 30' de longitude Est de Greenwich ; ce méridien entre la rivière Uele et la ligne de partage des eaux des rivières Uele et Likati ; cette crête de partage, vers l'Ouest, jusqu'à sa jonction avec la crête de partage des eaux de la Mongala et de la Likati ; la crête de partage des eaux de la Mongala et de la Likati jusqu'au point où se soude la ligne de faîte entre la Likati et la Tshimbi ; de ce point, une droite aboutissant à la source de la Tshimbi ; cette rivière jusqu'à l'embouchure de l'Abunga ; cette rivière jusqu'à sa source ; une droite joignant cette source à celle de la Pweleke ; cette rivière jusqu'à son confluent avec la Pwengwe ; une droite joignant ce confluent à celui des rivières Bilenge et Ebobolo ; une droite joignant ce confluent à la source de l'Ekama ; cette rivière jusqu'à son embouchure dans l'Itimbiri ; l'Itimbiri vers l'amont jusqu'à l'embouchure de l'Ekoko ; cette rivière jusqu'à sa source ; le méridien partant de la source de la rivière Ekoko jusqu'à sa rencontre avec la rivière Lese ; cette rivière jusqu'à son confluent avec l'Itimbiri ; cette rivière jusqu'à son confluent avec le fleuve Congo ; le parallèle de ce confluent jusqu'à son intersection avec

toriaal Afrika vanaf de monding der Kwa in den Congostroom tot aan de samenvloeiing der Uele en der Bomu ;

Ten Oosten : vanaf de samenvloeiing der Bomu en der Uele, eene rechte lijn uitloopende op de scheidingslijn der wateren van de Uele en van de Bili ; deze scheidingslijn tot aan het punt het dichtst nabij de bron der Pemurivier gelegen ; eene rechte lijn welke deze bron met dit punt verbindt ; de Pemurivier tot aan hare monding in de Uele ; de loop der Uele stroomopwaarts tot aan haar raakpunt met den 23° 30' oosterlengte van Greenwich ; deze middaglijn tusschen de Uele-rivier en de waterscheidingslijn der rivieren Uele en Likati ; deze scheidingslijn, westwaarts, tot aan haar raakpunt met de scheidingslijn van de wateren der Mongala en der Likati ; de scheidingslijn van de wateren der Mongala en der Likati tot aan het punt waar de scheidingslijn zich tusschen de Likati en de Tshimbi versmelt, vanaf dit punt eene rechte lijn uitloopende op de bron der Tshimbi, deze rivier tot aan de monding der Abunga ; deze rivier tot aan hare bron ; eene rechte lijn welke deze bron met die der Pweleke verbindt ; deze rivier tot aan hare samenvloeiing met de Pwengwe ; eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met die der rivieren Bilenge en Ebobolo verbindt ; eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met de bron der Ekama verbindt, deze rivier tot aan hare monding in de Itimbiri ; de Itimbiri, stroomopwaarts, tot aan de monding der Ekoko ; deze rivier tot aan hare bron ; de middaglijn uitgaande uit de bron der Ekokorivier tot aan haar raakpunt met de Lese-rivier ; deze rivier tot aan hare samenvloeiing met de Itim-

le thalweg du fleuve Congo ; ce thalweg vers l'aval jusqu'à son intersection avec le méridien de l'embouchure de la rivière Litoi ; ce méridien jusqu'à cette embouchure ; la rivière Litoi jusqu'à l'embouchure de l'Ifwafondo ; l'Ifwafondo jusqu'à sa source ; une ligne joignant cette source à celle de la Losali ; cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Lopori ; la Lopori jusqu'à sa source ; une droite joignant cette source à celle de la rivière Mokombe ; cette rivière jusqu'à l'embouchure de la rivière Sasandja ; cette rivière jusqu'à l'embouchure de la rivière Osadja ; une droite joignant cette embouchure au confluent des rivières Losalia et Lute ; la rivière Losalia jusqu'à sa source ; une ligne brisée reliant cette source à celle des rivières Lute. Sengeye et Botaye pour atteindre celle de la rivière Wambiaka ; cette rivière jusqu'à son embouchure dans la rivière Lofombe ; cette rivière jusqu'à son confluent avec la rivière Lofombe-Moke ; une droite joignant ce confluent à la source de la rivière Momboli ; cette rivière jusqu'à son embouchure dans la rivière Lokendo ; une droite joignant cette embouchure au confluent de la rivière Tololongo dans la Lua ; de ce confluent une droite jusqu'à la source de la rivière Makindu ; cette rivière jusqu'à son embouchure dans la Lokela ; cette rivière vers l'aval jusqu'à l'embouchure de la Momponde ; la Momponde jusqu'à sa source, une droite joignant cette source à celle de la Menenge ; la Manenge jusqu'à son embouchure dans la Mompela ; la Mompela, en aval, jusqu'à son confluent avec la Suluato ; cette rivière jusqu'à sa source ; une droite joignant cette source à celle de l'Ikembe ; cette rivière jusqu'à son embouchure dans

biri ; deze rivier tot aan hare samenvloeiing met den Congostroom ; de parallel dezer samenvloeiing tot aan haar kruispunt met den thalweg van den Congostroom ; deze thalweg, stroomafwaarts ; tot aan diens kruispunt met de middaglijn van de monding der Litoirivier ; deze middaglijn tot aan deze monding ; de Litoirivier tot aan de monding der Ifwafondo ; de Ifwafondo tot aan hare bron ; eene lijn welke deze bron met die der Losali verbindt ; deze rivier tot aan hare monding in de Lopori ; de Lopori tot aan hare bron ; eene rechte lijn welke deze bron met die der Mokomberivier verbindt ; deze rivier tot aan de monding der Sasandjarivier ; deze rivier tot aan de monding der Osadjarivier ; eene rechte lijn welke deze monding met de samenvloeiing der rivieren Losalia en Lute verbindt ; de Losaliarivier tot aan hare bron ; eene gebroken lijn welke deze bron verbindt met die der rivieren Lute. Sengeye en Botaye om deze der Wambiakarivier te bereiken ; deze rivier tot aan hare monding in de Lofombe-rivier ; deze rivier tot aan hare samenvloeiing met de rivier Lofombe-Moke ; eene rechte lijn welke deze samenvloeiing met de bron der Momboli-rivier verbindt ; deze rivier tot aan hare monding in de Lokendorivier ; eene rechte lijn welke deze monding verbindt met de samenvloeiing der rivier Tololongo in de Lua ; vanaf deze samenvloeiing eene rechte lijn tot aan de bron der Makindu-rivier ; deze rivier tot aan hare monding in de Lokela ; deze rivier, stroomopwaarts, tot aan de monding der Momponde ; de Momponde tot aan hare bron ; eene rechte lijn welke deze bron met die der Menenge verbindt ; de Menenge tot aan hare monding in de

la rivière Yafa ; cette rivière vers l'amont jusqu'au confluent de la Londondo ; cette rivière jusqu'à sa source ; une droite reliant cette source au point le plus rapproché de la crête de partage des eaux des rivières Tshuapa et Lomami ; cette crête vers le Sud jusqu'au parallèle passant par la source de l'Ifaye ;

Mompela ; de Mompela, stroomafwaarts, tot aan hare samenvloeiing met de Suluato ; deze rivier tot aan hare bron ; eene rechte lijn welke deze bron met die der Ikembe verbindt ; deze rivier tot aan hare monding in de Yafarivier ; deze rivier, stroomopwaarts, tot aan de samenvloeiing der Londondo ; deze rivier tot aan hare bron ; eene rechte lijn welke deze bron verbindt met het punt het dichtst nabij de waterscheidingslijn der rivieren Tshuapa en Lomami gelegen ; deze scheidingslijn, zuidwaarts, tot aan de parallel loopende door de bron der Ifaye.

Au Sud : la province du Congo-Kasai.

Ten Zuiden : de provincie Congo-Kasai.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Donné à Bruxelles, le 11 mars 1929.

Gegeven te Brussel, den 11e Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnités de prolongation.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 27 mars 1912, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire ;

Revu Notre arrêté du 13 octobre 1928, modifiant l'article 15 du statut précité et déterminant le montant des indemnités de prolongation ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies.

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions formant les alinéas 8 et suivants de l'article premier de Notre arrêté du 13 octobre 1928 prérappelé sont remplacées par les dispositions ci-après :

« Les fonctionnaires ou agents dont le » départ en congé est différé, soit à leur « demande, soit d'office, reçoivent, sauf » le cas où la durée de la prolongation est » inférieure à trente jours, une indemnité » calculée sur les bases suivantes et au » prorata de la prolongation effectuée :

» Frs 4.000 par an, pour les agents dont » le traitement initial du grade est infé- » rieur à 64.000 Frs ;

» Frs 6.000 par an, pour les fonction- » naires dont le traitement initial du

Statuut voor de Ambtenaren en beambten der Kolonie. — Verlengingsvergoedingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 27 Maart 1912, tot vaststelling van het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand :

Herzien Ons besluit van 13 October 1928 waarbij artikel 15 uit voormeld statuut gewijzigd en het bedrag der verlengingsvergoeding bepaald wordt ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De schikkingen welke alinea's 8 en volgende van artikel één uit Ons voormeld besluit van 13 October 1928 uitmaken, zijn door volgende schikkingen vervangen :

« De ambtenaren en beambten wier » vertrek met verlof, hetzij op hun eigen » verzoek, hetzij van ambtswege, werd » uitgesteld, ontvangen, behoudens wan- » neer de verlengingsduur minder dan » dertig dagen bedraagt, eene vergoeding » welke op de volgende basissen en in » evenredigheid de gedane verlenging, » berekend wordt :

» 4.000 frank 's jaars voor de beambten » wier aanvankelijke aan den graad ver- » bonden wedde beneden 64.000 frank is ;

» 6.000 frank 's jaars voor de ambtena- » ren wier aanvankelijke aan den graad

» grade est égal ou supérieur à Frs 64.000 » et inférieur à Frs 95.000 ;

» Frs 9.000 par an, pour les fonctionnaires dont le traitement initial du grade » est égal ou supérieur à Frs 95.000 et » inférieur à Frs 125.000 ;

» Pour les fonctionnaires revêtus d'un » grade dont le traitement initial est égal » ou supérieur à Frs. 125.000, l'indemnité » annuelle de prolongation est équivalente à un mois du traitement initial du » grade.

» L'indemnité est toujours celle afférente au grade dont le bénéficiaire est » revêtu, à l'expiration de sa prolongation.

» En ce qui concerne le Gouverneur » Général et les Vice-Gouverneurs Généraux, le Ministre des Colonies détermine, dans chaque cas particulier, le » montant de l'indemnité.

» L'indemnité de prolongation n'entre » pas en ligne de compte pour le calcul de » la pension, de la réserve ni du traitement » de congé ».

» verbonden wedde 64.000 frank evenaart » of te boven gaat doch minder dan 95.000 » frank bedraagt ;

» 9.000 frank 's jaars voor de ambtenaren wier aanvankelijke aan den graad » verbonden wedde 95.000 frank evenaart » of te boven gaat, doch minder dan » 125.000 frank bedraagt ;

» Voor de ambtenaren die bekleed zijn » met eenen graad waarvan de aanvankelijke wedde 125.000 frank evenaart of » overtreft, stemt de jaarlijksche verlengingsvergoeding overeen met ééne » maand aan den graad verbonden aanvangswedde.

» De vergoeding is steeds deze welke » verbonden is aan den graad waarmede » de beneficiaris, bij het verstrijken zijner » verlenging, bekleed is.

» Wat den Algemeen Gouverneur en de » Onderalgemeen Gouverneurs betreft, » bepaalt de Minister van Koloniën, in » elk afzonderlijk geval, het bedrag der » vergoeding.

» De verlengingsvergoeding komt niet » in rekening voor het bepalen van het » pensioen of het voorbehoud, noch voor » de verlofwedde ».

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets le 1er octobre 1928.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1929.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat op 1 October 1928 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 23n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Statut des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets. — Modifications.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 5 avril 1919, relatif aux agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets ;

Revu les arrêtés ministériels des 5 avril 1919, 23 mai 1921 et 24 mars 1926, pris en exécution de l'arrêté royal précité ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les grades et les traitements des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets sont fixés comme suit :

Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Greffies en der Parketten. — Wijzigingen.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het koninklijk besluit van 5 April 1919, betrekkelijk de hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten ;

Herzien de ministerieele besluiten van 5 April 1919, 23 Mei 1921 en 24 Maart 1926, genomen ter uitvoering van voormeld koninklijk besluit ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De graden en wedden der hulpbeambten, toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten, zijn vastgesteld als volgt :

Agent auxiliaire principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend hulpbeambte-1ste klasse*	Frs	13.800,—
Agent auxiliaire principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend hulpbeambte-2de klasse*	»	12.000,—
Agent auxiliaire de 1re classe. — *Hulpbeambte-1ste klasse*	»	10.200,—
Agent auxiliaire de 2e classe. — *Hulpbeambte-2de klasse* . . .	»	9.000,—
Agent surnuméraire de 1re classe. — *Boventallig beambte 1ste klasse*.	»	7.800,—
Agent surnuméraire de 2e classe. — *Boventallig beambte-2de klasse*.	»	6.900,—
Agent surnuméraire de 3e classe. — *Boventallig beambte-3de klasse*.	»	6.000,—
Clerc de 1re classe. — *Klerk-1ste klasse*	»	5.100,—
Clerc de 2e classe. — *Klerk-2de klasse*	»	4.200,—
Interprète de 1re classe. — *Tolk-1ste klasse*	»	6.000,—
Interprète de 2e classe. — *Tolk-2de klasse*	»	5.100,—
Interprète de 3e classe. — *Tolk-3de klasse*	»	4.200,—

ART. 2.

Les traitements sont relevés d'office aux taux des traitements nouveaux.

Les augmentations obtenues sur la base des traitements initials anciens restent acquises.

ART. 3.

Les dispositions du présent arrêté sortiront leurs effets à partir du 1er octobre 1928.

Bruxelles, le 9 mars 1929.

ART. 2.

De wedden worden, van ambtswege, tot het bedrag der nieuwe wedden verhoogd.

De op den wet der oude aanvankelijke wedden bekomen verhoogingen blijven verworven.

ART. 3.

De schikkingen uit het tegenwoordig besluit zullen hunne uitwerksels hebben vanaf 1 October 1928.

Brussel, den 9n Maart 1929.

HENRI JASPAR.

Postes. — Création du service des petits paquets postaux en service intérieur.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 et spécialement l'article 2 ;

Arrête.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé, dans les relations internes de la Colonie, un service de petits paquets postaux recommandés, d'un poids maximum de 1 kilogramme.

Ce service peut être utilisé pour l'expédition de menues quantités de marchandises.

Posterijen. — Inrichting van den dienst van kleine postpaketten in binnenlandsch verkeer.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921, inzonderheid in diens artikel 2 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

In het binnenlandsch verkeer der Kolonie, is een dienst van aangeteekende kleine postpaketten, met een maximumgewicht van 1 kilogram, opgericht.

Van dien dienst kan gebruik gemaakt worden voor het verzenden van geringe hoeveelheden goederen.

ART. 2.

Les paquets ne peuvent être scellés, ils doivent être conditionnés de manière à permettre une vérification facile.

Ils sont soumis aux mêmes règles que les échantillons de marchandises en ce qui concerne les dimensions, l'emballage, les annotations autorisées et les interdictions. Une facture peut, toutefois, être jointe à chaque envoi sans donner ouverture à perception d'une redevance supplémentaire.

ART. 3.

L'affranchissement comprend :

1° une taxe de 35 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes avec minimum de 2 francs ;

2° le droit fixe de recommandation.

ART. 4.

Le Gouverneur Général du Congo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1er juillet 1929.

Bruxelles, le 16 mars 1929.

ART. 2.

De pakken mogen niet verzegeld zijn ; zij moeten op zulke wijze zijn opgemaakt dat zij gemakkelijk kunnen nagezien worden.

Zij zijn onderworpen aan dezelfde regelen als de monsters van koopwaren, voor wat de afmetingen, de verpakking, de toegelaten aanteekeningen en de verbodsbepalingen, betreft. Nochtans mag bij elke zending eene factuur worden gevoegd, zonder dat daarvoor een bijkomend recht kan worden geïnd.

ART. 3.

De frankeering behelst :

1° eene taks van 35 centiem per 50 gram of gedeelte van 50 gram, met een minimum van 2 frank ;

2° het vast aanteekenrecht.

ART. 4.

De Algemeen Gouverneur in Congo is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat op 1 Juli 1929 in werking zal treden.

Brussel, den 16n Maart 1929.

HENRI JASPAR.

Régie des Plantations de la Colonie.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

La Régie des Plantations de la Colonie, dotée de la personnalité civile, par notre arrêté du 19 décembre 1927, est chargée d'exploiter au moyen des ressources qu'elle en retire les entreprises agricoles sylvestres et d'élevage, faisant partie du domaine privé de la Colonie, dont la gestion lui est confiée par Notre Ministre des Colonies.

Elle peut également être chargée par Notre Ministre des Colonies de gérer les stations expérimentales ou scientifiques de caractère agricole, sylvestre ou d'élevage, qu'il détermine.

Elle gère ces stations au moyen des subventions qui lui sont annuellement accordées par les lois budgétaires, ainsi qu'au moyen des ressources qu'elle retire de la vente des produits de ces stations.

Art. 2.

La régie est administrée par un Comité dont le président et les membres sont

Regie van de Beplantingen der Kolonie.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien de wet van 18 October 1908 op het Beheer van Belgisch-Congo.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

De Regie van de Beplantingen der Kolonie, voorzien van de burgelijke rechtspersoonlijkheid bij ons besluit van 19 December 1927, is gelast de landbouw-, bosch en kweekerijondernemingen te exploiteeren met behulp der middelen die zij er uithaalt welke deel uitmaken van het privaat domein der Kolonie, waarvan het beheer haar door Onzen Minister van Koloniën wordt toevertrouwd.

Zij kan insgelijks door Onzen Minister van Koloniën gelast worden de door hem aangeduide proefstandplaatsen of wetenschappelijke van landbouw-, bosch- en kweekkundigen aard te beheeren.

Zij beheert deze standplaatsen door middel van dewelke haar jaarlijks door de begrootingswetten verleende bewilligingen zooals met behulp der inkomsten door den verkoop der producten dezer standplaatsen bekomen.

Art. 2.

De Regie wordt door een Comiteit beheerd, waarvan de voorzitter en de leden

nommés par Nous, pour un terme de six ans, et dont les mandats sont renouvelables.

Le Comité statuera à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Le Comité choisit dans son sein un ou plusieurs administrateurs-délégués dont il détermine les pouvoirs.

ART. 3.

Les pouvoirs du Comité de la Régie sont ceux de simple administration.

Il ne peut toutefois contracter d'emprunt que dans la limite des autorisations qui lui sont données par Notre Ministre des Colonies.

Lorsqu'il s'agira d'acquérir des immeubles ou de faire des actes de disposition, le Comité ne pourra agir qu'en vertu d'un mandat exprès de Notre Ministre des Colonies.

ART. 4.

La Régie est représentée vis-à-vis des tiers, en Europe, par son président et par un administrateur-délégué signant collectivement. A défaut du président, un autre membre du Comité, désigné par Notre Ministre des Colonies peut le remplacer.

Toutefois, les actes de gestion journalière, peuvent être effectués par un administrateur-délégué agissant isolément, mais dans la limite des délégations qui lui sont données par le Comité de la Régie.

En Afrique, les Gouverneurs de province, dans leur province respective,

door Ons, voor eenen termijn van zes jaar worden benoemd, hun mandaat is hernieuwbaar.

Het Comiteit zal met meerderheid van stemmen beslissen.

In geval van staking, is de stem van den voorzitter overwegend.

Het Comiteit kiest in zijn midden één of meer beheerders afgevaardigden waarvan het de machten bepaalt.

ART. 3.

De machten van het Comiteit der Regie zijn deze van louter beheer.

Het mag evenwel geen leeningen aangaan dan binnen de perken, der hem door Onzen Minister van Koloniën gegevene toelatingen.

Wanneer het verkrijgen onroerende goederen betreft of het stellen van beschikkingsdaden, mag het Comiteit niet handelen dan krachtens een buitengewoon mandaat van Onzen Minister van Koloniën.

ART. 4.

De Regie is vertegenwoordigd tegenover derden, in Europa, door haren Voorzitter en eenen afgevaardigden-beheerder die gezamenlijk teekenen. Bij afwezigheid van den voorzitter mag, eenen door Onzen Minister van Koloniën aangeduiden persoon, hem vervangen.

Evenwel, mogen de daden van dagelijksch beheer door eenen afgevaardigde-beheerder, die afzonderlijk handelt, binnen de grenzen der hem door het Comiteit der Regie gegevene afgevaardigingen, worden uitgevoerd.

In Afrika, vertegenwoordigen de Provincie-Gouverneurs, in hunne respectie-

représentent la Régie dans la mesure déterminée par le Comité de la Régie. Ils peuvent subdéléguer leurs pouvoirs, en tout ou en partie, à des fonctionnaires de la Régie désignés par elle, et à défaut de cette désignation, à des fonctionnaires de la Colonie.

Ils transmettent annuellement au Gouverneur Général, à Notre Ministre des Colonies et au Comité de la Régie, leurs avis et suggestions relatifs au fonctionnement de la Régie des Plantations.

ART. 5.

La Régie exploite commercialement les entreprises et stations dont la gestion lui est confiée.

Les opérations de la Régie seront comptabilisées suivant les méthodes de la comptabilité industrielle en partie double, adoptées par les sociétés spécialisées dans ces genres d'entreprises.

La comptabilité est contrôlée par le Comité de la Régie qui peut s'adjoindre à cet effet des spécialistes en cette matière.

ART. 6.

La Régie est comptable, vis-à-vis de la Colonie, des biens et valeurs dont elle a la gestion.

Au fur et à mesure que des entreprises ou stations sont confiées à sa gestion, la Régie fait dresser un inventaire de reprise contenant la description et l'évaluation des biens et valeurs en dépendant.

La Régie délivre à la Colonie reconnaissance sous forme de script de ces évalua-

velijke provincie, de Regie in de door het Comiteit der Regie vastgestelde mate. Zij mogen gedeeltelijk of gansch hunne machten aan ambtenaren der Regie door deze laatste aangeduid, onderaanstellen en bij gebrek aan deze afgevaardiging, aan ambtenaren der Kolonie.

Zij maken jaarlijks aan den Algemeen Gouverneur, aan Onzen Minister van Koloniën en aan het Comiteit der Regie, hunne meeningen en voorstellen over, betrekkelijk den gang van de Regie der Beplantingen.

ART. 5.

De Regie exploiteert op handelswijze de ondernemingen en standplaatsen waarvan het beheer haar wordt toevertrouwd.

De verrichtingen der Regie zullen geboekt worden volgens de door de in dezen aard van ondernemingen gespecialiseerde vennootschappen, aangenomen methoden van dubbele nijverheidsboekhouding.

De boekhouding wordt door het Comiteit der Regie nagezien dat zich te dien einde door specialisten in de zaak mag doen bijstaan.

ART. 6.

De Regie is rekenplichtig, tegenover de de Kolonie, der goederen en waarden waarvan zij het beheer heeft.

Naarmate dat de ondernemingen en standplaatsen aan haar beheer toevertrouwd worden, doet die Regie een inventaris tot overname opstellen, behelzende de beschrijving en de beraming der goederen en waarden die ervan afhangen.

De Regie geeft aan de Kolonie, onder vorm van schrift, herkenning dezer waar-

tions, comme aussi de toutes sommes versées par celle-ci en vue d'accroître le patrimoine géré par la Régie.

Ne donnent pas lieu à la délivrance de script les subventions accordées par la Colonie pour l'entretien des stations expérimentales.

ART. 7.

L'exercice de la Régie comprend toutes les opérations réalisées du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

A cette date, les écritures comptables sont arrêtées et il est dressé un inventaire général des valeurs actives et passives de la Régie. Avant le premier octobre, le Comité de la Régie soumet à l'approbation de Notre Ministre des Colonies le bilan et le compte de profits et pertes de la Régie, faisant apparaître la situation et les résultats de l'exploitation de chacune des entreprises et des stations.

Le bilan et le compte de profits et pertes accompagnés d'un rapport sur la gestion de l'exercice écoulé, sont publiés en annexe au rapport général de la Colonie.

ART. 8.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux et autres charges, y compris les tantièmes réservés au personnel sur les bénéfices réalisés par chacune des entreprises et des stations et qui ne pourront excéder 10 p. c. de ce montant, ainsi que des amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net de la Régie, qui est versé au Trésor Colonial, dès approbation du bilan et du compte

den, alsook van de door haar gestorte sommen, ten einde het door de Regie beheerd erf te vermeerderen.

Geven geen aanleiding tot het afleveren van een schrift, de door de Kolonie voor het onderhoud der proefstandplaatsen afgeleverde bewilligingen.

ART. 7.

Het boekjaar der Regie behelst al de vanaf 1 Januari tot 31 December van elk jaar gedane verrichtingen.

Op dien datum, worden de boekschriften afgesloten in een algemeen-inventaris der actieve en passieve waarden der Regie opgesteld. Voor den eersten October, onderwerpt het Comiteit der Regie aan de goedkeuring van Onzen Minister van Koloniën, het bilan en de rekening winsten en verliezen der Regie, doende uitschijnen den toestand en de uitslagen der exploitatie voor iedere onderneming en standplaats.

Het bilan en de rekening van winsten en verliezen vergezeld van een verslag over het beheer van het afgeloopen boekjaar, verschijnen in de bijlage van het algemeen verslag der Kolonie.

ART. 8.

Het batig overschot van het bilan, met afrekening van de Algemeene onkosten en andere lasten, er inbegrepen de aan het personeel voorbehoudene aandeelen in de door iedere onderneming en standplaats verwezenlijkte winsten welke geenzins 10 t. h. van dat bedrag zullen mogen overschrijden, alsook de noodige uitdelgingen, bevat de netto-winst der Regie, die onmiddellijk na goedkeuring van het

de profits et pertes par Notre Ministr des Colonies.

Cette approbation vaut décharge de leur gestion pour les membres du Comité.

Les résultats défavorables accusés par le bilan de la Régie, seront inscrits parmi les dépenses ordinaires de la Colonie.

ART. 9.

Un arrêté ministériel fixe le règlement d'ordre intérieur de la Régie des Plantations ainsi que les tantièmes et indemnités attribués au personnel et aux membres du Comité.

ART. 10.

La Régie des Plantations assume l'exploitation des plantations de Yangambi, Gazi, Lula et Barumbu, à partir du premier janvier 1926.

Les opérations qui ont été faites depuis cette date par la Colonie du Congo Belge pour ces plantations sont rattachées au bilan de la Régie pour l'exercice 1926.

ART. 11.

En vue de donner à la gestion de ces entreprises un caractère industriel, la comptabilité de la Régie des Plantations est basée sur un capital initial de 3 millions de francs, se répartissant comme suit :

Pour Yangambi . . .	fr.	849.667,50
» Gazi	»	770.876,—
» Lula	»	407.713,50
» Barumbu	»	971.743,—
	fr.	3.000.000,—

bilan en de rekening winsten en verliezen door Onzen Minister van Koloniën, in de Koloniale schatkist wordt gestort.

De goedkeuring geldt voor de leden van het Comiteit als ontlasting van hun beheer.

De onbatige uitslagen door het bilan der Regie vermeld, zullen onder de gewone uitgaven der Kolonie ingeschreven worden.

ART. 9.

Een ministerieël besluit stelt de regeling van inwendige orde van de Regie der Beplantingen vast, alsook de aan het personeel en de leden van het Comiteit toegekende aandeelen en vergoedingen.

ART. 10.

De Regie der Beplantingen neemt vanaf den eersten Januari 1926, het exploiteeren aan der beplantingen van Yangambi, Gazi, Lula en Barumbu.

De door de Kolonie Belgisch-Congo vanaf dezen datum voor deze beplantingen gedane verrichtingen worden op het bilan der Regie voor boekjaar 1926, teruggedragen.

ART. 11.

Ten einde aan het Beheer eenen industrieelen aard te geven, wordt de rekenplichtigheid der Regie gegrond op een aanvankelijk kapitaal van 3 millioen frank, hetwelk zich als volgt verdeelt :

Voor Yangambi . . .	fr.	849.667,50
» Gazi	»	770.876,—
» Lula	»	407.713,50
» Barumbu	»	971.743,—
	fr.	3.000.000,—

Ce capital est porté à quatre millions de francs au premier janvier 1927, se répartissant comme suit :

Evaluation forfaitaire du matériel, mobilier, et autres biens meubles commandés par la Colonie pour ces entreprises sur les budgets de la Colonie jusqu'au 31 décembre 1926 :

fr. 850.000,—

Fonds de roulement mis par la Colonie à la disposition de la Régie » 150.000,—

Le capital de 4 millions de francs pourra être augmenté dans l'avenir par arrêtés ministériels qui fixeront les valeurs et les capitaux nouveaux confiés à la gestion de la Régie.

ART. 12.

Sont abrogés les arrêtés du 9 juin 1926 et du 14 novembre 1928.

ART. 13.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 1929.

Dat kapitaal wordt op den eersten Januari 1927, op vier millioen frank gebracht, zich verdeelend als volgt :

Forfaitaire beraming van het materieel, mobilair en alle andere op de begrootingen der Kolonie tot op 31 December 1926, voor deze onderneming aanbestede mobilaire goederen.

fr. 850.000,—

Fondsen in omloop, door de Kolonie ter beschikking der Regie gesteld 150.000,—

Het kapitaal van 4 millioen frank zal in de toekomst bij ministerieële besluiten vermeerderd worden, welke de aan het beheer der Regie toevertrouwde nieuwe waarden en kapitalen, zullen vaststellen.

ART. 12.

De besluiten van 9 Juni 1926 en van 14 November 1928 zijn afgeschaft.

ART. 13.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 16n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant les droits d'entrée sur les Produits chimiques.

—

Ce décret modifie la rubrique 85 du tarif annexé au décret du 3 décembre 1923 par la création de deux sous-rubriques et permet au Ministre des Colonies de déterminer les produits qui seront admis dans la première de celles-ci.

Un membre a fait observer qu'il est de la plus haute importance d'établir la distinction très précise entre les matières à taxer. En effet, l'industrie des produits chimiques est en train de se créer au Congo. Cette industrie qui joue un rôle fondamental dans l'agriculture spécialement et dans l'industrie mérite les encouragements du Gouvernement. Il importe donc de dégrever au minimum le prix de revient des produits de première nécessité. Il signale notamment que le sel et le soufre, qui sont, le premier, à la base de l'industrie de la soude, et le second, le produit fondamental de toute l'industrie chimique, doivent être taxés au minimum, en tant que matières premières nécessaires à l'exploitation des usines chimiques et des fabrications d'engrais chimiques.

Il est à noter que l'entrée des engrais, actuellement, se fait en franchise de droits. Il est donc logique que le Gouvernement ne taxe pas ou ne taxe qu'au minimum l'importation des matières premières destinées à ces fins.

Il doit évidemment être entendu que les sociétés doivent prouver à l'administration des douanes que les produits importés doivent être consommés par la fabrication des produits chimiques industriels.

Le même membre suggère accessoirement que le matériel destiné à la création d'installations industrielles et les matières nécessaires à l'équipement de ces installations soient assimilés aux « machines, mécaniques et outils à l'usage industriel ou agricole » et taxés au minimum de 3 p. c.

Le représentant de l'administration répond qu'en effet la question a été étudiée et que les conclusions de ces études sont favorables aux suggestions émises par ce Conseiller.

Le projet de décret est approuvé sans autres observations par le Conseil Colonial à l'unanimité.

MM. Bertrand, Rutten et le R. P. le Grand, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 23 mars 1929.

L'auditeur-adjoint,
M. Van Hecke.

Le Conseiller-Rapporteur,
E. Deladrier.

Droits d'entrée sur les produits chimiques. — Modifications.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 2 mars 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier.

La position n° 85 du Tarif des droits d'entrée annexé à Notre Décret du 3 décembre 1923, est modifiée ainsi qu'il suit :

85. — *Produits chimiques de toute espèce, à l'exception des produits pharmaceutiques* :	
a) Spécialement dénommés (1) .	5 p. c. ad valorem.
b) Autres	10 p. c. ad valorem.

(1) Notre Ministre des Colonies désigne les produits qui sont admis dans cette catégorie.

Art. 2.

Le présent décret entrera en vigueur le 15 février 1929.

Donné à Bruxelles, le 16 mars 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,
Henri Jaspar.

Inkomende rechten op de scheikundige voortbrengselen. — Wijzigingen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 2 Maart 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Artikel één.

De stelling nr 85 van het bij Ons decreet van 3 December 1923 gevoegd Tarief der inkomende rechten, wordt gewijzigd als volgt :

85. — *Scheikundige voortbrengselen van allen aard, met uitzondering der artsenijkundige producten* :	
a) Bijzonder vermeld (1) . . .	5 p. h. ad valorem.
b) Andere	10 p. h. ad valorem.

(1) Onze Minister van Koloniën duidt de producten aan welke in deze categorie worden aanvaard.

Art. 2.

Het tegenwoordig decreet zal op 15 Februari 1929 in werking treden.

Gegeven te Brussel, den 16n Maart 1929.

ALBERT.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,
Henri Jaspar.

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret du 16 mars 1929 portant modification de la position n° 85 du tarif des droits d'entrée relative aux « Produits chimiques de toute espèce » ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les produits ci-après sont admis au régime des « Produits chimiques, etc., spécialement dénommés » :

1° l'acide oléique ;
2° le « silicagel platiné » (silice poreuse, granulée et platinée).

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 15 février 1929.

Bruxelles, le 16 mars 1929.

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het decreet van 16 Maart 1929 houdende wijziging van de positie nr 85 uit het tarief der inkomende rechten betrekkelijk de « Scheikundige voortbrengselen van allen aard » ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De voortbrengselen hierna worden aanvaard onder het stelsel der « Scheikundige voortbrengselen, enz., bijzonderlijk vermeld » :

1° oliezuur ;
2° « geplatineerde silicagel » (poreus korrelachtig en geplatineerd kiezelzuur).

ART. 2.

Het tegenwoordig besluit zal op 15 Februari 1929 in werking treden.

Brussel, den 16 Maart 1929.

HENRI JASPAR.

Droits de sortie.

Par ordonnance du 18 février 1929, n° 17/Dou, entrée en vigueur le même jour, les valeurs de base pour la perception des droits de sortie sur le caoutchouc ont été modifiées et fixées comme suit :

Uitgaanderechten.

Bij verordening van 18 Februari 1929, nr 17/Dou., denzelfden dag in werking getreden, werden de basiswaarden voor het heffen der uitgaande rechten op het caoutchouc zooals volgt gewijzigd :

Par kilogramme indivisible :

Caoutchouc des plantations ainsi que les crêpes et feuilles fumées . Fr. 14.50

Caoutchouc des arbres et lianes n'ayant pas subi de préparation spéciale. Fr. 8.75

Caoutchouc des herbes . . . Fr. 6.25

Per ondeelbaar kilogram :

Caoutchouc der beplantingen gerookte koeken en bladeren . . . . Fr. 14.50

Boom- en lianen caoutchouc hebbende geene bijzondere voorbereiding ondergaan . . . . . Fr. 8.75

Caoutchouc der grasvlakten . Fr. 6.25

22e ANNÉE, No 5
15 Mai. 1929

22e JAARGANG, Nr 5
15 Mei.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.		Pages.
1 janvier 1929.	A. R. — Régie Industrielle de Stanleyville. — Constitution . . .	624
1 janvier 1929.	A. R. — Régie Industrielle de Stanleyville. — Nomination des membres du Comité	630
2 janvier 1929.	A. M. — Régie Industrielle de Stanleyville. — Mise en exécution de l'arrêté royal du 1er janvier 1929 .	631
18 février 1929.	A. R. — Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Traitements. — Modifications	620
1 mars 1929.	A. R. — Régie des Travaux des Ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Constitution	635
2 mars 1929.	A. R. — Régie des Travaux des Ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Nominations	637
2 mars 1929.	A. M. — Régie des Travaux des ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Fonctionnement	639
23 mars 1929.	Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant les traitements des magistrats de la Colonie	588

INHOUD

Dagteekeningen.		Bladz.
1 Januari 1929.	K. B. — Nijverheidsregie van Stanleyville. — Stichting . .	624
1 Januari 1929.	K. B. — Nijverheidsregie van Stanleyville. — Benoeming der leden van het Comiteit	630
2 Januari 1929.	K. B. — Nijverheidsregie van Stanleyville. — Tenuitvoerlegging van het koninklijk besluit van 1 Januari 1929.	631
18 Februari 1929.	K. B. — Standregelen voor de beambten van den rechterlijken stand. — Wedden. — Wijzigingen.	620
1 Maart 1929.	K. B. — Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Stichting.	635
2 Maart 1929.	K. B. — Regie der Havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Benoemingen	637
2 Maart 1929.	M. B. — Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Werking	639
23 Maart 1929.	Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende de wedden der magistraten van de Kolonie	588

26. 6. 29.

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
23 mars 1929. — A. R. — Règlement de service international annexé à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg revisée à Bruxelles le 22 septembre 1928. — Approbation.	641	23 Maart 1929. — K. B. — Reglement van internationalen dienst behoorende bij de op 22 September 1928 te Brussel herziene internationale telegrafische overeenkomst van St-Petersburg. — Goedkeuring	641
27 mars 1929. — L. — Loi contenant le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1929	393	27 Maart 1929. — W. — Wet inhoudende de begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het dienstjaar 1929	393
27 mars 1929. — L. — Loi contenant le budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928	402	27 Maart 1929. — W. — Wet houdende de begrooting der ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928	402
27 mars 1929. — L. — Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928 .	478	27 Maart 1929. — W. — Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928	478
27 mars 1929. — L. — Loi contenant le budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929	492	27 Maart 1929. — W. — Wet houdende de begrooting der gewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929 . . .	492
27 mars 1929. — L. — Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929 .	576	27 Maart 1929. — W. — Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929	576
29 mars 1929. — A. R. — Organisation judiciaire. — Grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux	623	29 Maart 1929. — K. B. — Gerechtelijke inrichting. — Graad van ambtenaar ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken	623
2 avril 1929. — D. — Statut des magistrats. — Traitements. — Modifications . .	588	2 April 1929. — D. — Standregelen voor de magistraten. — Wedden. — Wijzigingen	588
16 avril 1929. — A.R. — Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications .	622	16 April 1929. — K. B. — Standregelen voor de beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen	622
20 avril 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant les statuts de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu	591	20 April 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van derceet tot goedkeuring der standregelen van de « Société Auxiliaire Agricole du Kivu ».	591
23 avril 1929. — D. — Terres. — Société Auxiliaire Agricole du Kivu (Saak). — Statuts. — Autorisation	592	23 April 1929. — D. — Gronden. — « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (Saak). — Standregelen. — Machtiging	592
Rectification.	641	Terechtwijzing.	641

Loi contenant le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1929 (1).

ALBERT, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons, ce qui suit :

Article unique.

Le Budget métropolitain du Ministère des Colonies (Dépenses métropolitaines) pour l'exercice 1929 est fixé à la somme de . . . . . fr. 10,366,000 » conformément au tableau ci-annexé.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtu du sceau de l'État et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,
Henri Jaspar.

Le Ministre des Finances
Bon M. Houtart.

Vu et scellé du sceau de l'État.
Le Ministre de la Justice,
P. E. Janson.

(1) Chambre des Représentantes.

Session 1928-1929.

Documents parlementaires : Projet de loi n° 4-XI. — Rapport n° 98.

Annales parlementaires : Discussion et adoption. — Séances des 21, 27, 28 février ; 6, 7 et 13 mars 1929.

Sénat.

Session 1928—1929.

Documents parlementaires : Rapport n° 123.

Annales du Sénat : Discussion et adoption : Séance du 27 mars 1929.

Wet inhoudende de begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het dienstjaar 1929 (1).

ALBERT, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Eenig artikel.

De Begrooting van het Ministerie van Koloniën (Uitgaven van het Moederland) voor het dienstjaar 1929 is vastgesteld op de som van. . . fr. 10,366,000 » overeenkomstig de hierbij gevoegde tabel.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 27n Maart 1929.

ALBERT.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,
Henri Jaspar.

De Minister van Financiën,
Bon M. Houtart.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,
P. E. Janson.

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Zittijd 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Wetsontwerp nr 4-XI. — Verslag nr 98.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. — Zittingen van 21, 27, 28 Februari 6, 7 et 13 Maart 1929.

Senaat.

Zittijd 1928-1929.

Senaatbescheiden. — Verslag nr 123.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking e aanneming. — Zitting van 27 Maart 1929.

BUDGET DU MIN. DES COLONIES (DÉP. MÉTROPOLITAINES) (suite).

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICE ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits par article. — bedrag de kredieten per artikel
	A. — *Dépenses à charge de la Belgique.*	
	CHAPITRE PREMIER.	
	Administration centrale.	
	a) Traitement du Premier Ministre, Ministre des Colonies . . . . . fr. 100,000 » *b*) Frais de représentation du Premier Ministre 18,000 »	118,000 »
	Service d'études et de direction :	
2	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements et indemnités des fonctionnaires détachés à l'Administration centrale. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité	5,389,700 »
3	Frais de route et de séjour et missions à l'étranger	5,000 »
4	Indemnités pour travaux extraordinaires	5,000 »
5	Mobilier, éclairage, chauffage, matériel et frais d'entretien et d'aménagement des locaux de l'hôtel ministériel et du Ministère des Colonies	360,000 »
6	Premier terme des pensions à accorder à des fonctionnaires et employés et prenant cours en 1929 ou antérieurement au 1er janvier de la même année	60,000 »
7	Secours à accorder à d'anciens fonctionnaires, employés ou agents payés sur salaires, à leurs veuves ou aux membres de leurs famille dont ils étaient les soutiens, qui se trouvent dans une positon malheureuse. — Secours à accorder exceptionnellement à des personnes autres que celles désignées ci-avant	5,000 »

Total par chapitre. — Totaal per hoofdstuk	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Artikelen.
	A. — *Uitgaven ten laste van België.*	
	EERSTE HOOFDSTUK. **Hoofdbeheer.**	
	a) Jaarwedde van den Eersten Minister, Minister van Koloniën	1
	b) Kosten voor vertegenwoordiging van den Eersten Minister.	
	Diensten van studiën en van beheer :	
	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren die aan het Hoofdbeheer zijn werkzaam gesteld. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel.	2
	Reis- en verblijfkosten en zendingen naar het buitenland . .	3
	Vergoedingen voor buitengewone werken	4
	Meubileering, verlichting, verwarming, materieel en kosten van onderhoud en toerusting der lokalen van het Ministerieel hotel en van het Ministerie van Koloniën.	5
5,990,000 »	Eerste termijn der pensioenen te verleenen aan ambtenaren en beambten en aanvang nemende in 1929 of vóór 1 Januari van hetzelfde jaar.	6
	Te verleenen hulp aan voormalige ambtenaren, beambten of loontrekkende agenten, aan hunne weduwen of verwanten wier steun zij waren en die in ongelukkige omstandigheden verkeeren. — Hulpgelden bij uitzondering te verleenen aan personen die niet onder de bovengenoemden kunnen gerangschikt worden.	7

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICE ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits par article. bedrag de kredieten per artikel
8	Abonnement de l'avocat du Département. Honoraires des avocats et des avoués. Frais de procédure, déboursés, amendes, etc.	18,000 »
9	Dépenses imprévues non libellées au Budget	2,000 »
10	Quote-part du Ministère des Colonies dans les dépenses du Comité supérieur de contrôle	16,500 »
11	Redevance à payer à l'Administration des Postes pour le transport des correspondances de services	10,800 »
	Total des dépenses à charge de la Belgique . . .fr.	. . . . .
	B. — *Dépenses remboursées à la Belgique par le Trésor colonial.*	
	—	
	CHAPITRE II.	
	Agence générale de la colonie.	
12	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité	2,334,470 »
	CHAPITRE III.	
	Office colonial.	
13	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité	250,400 »

Total par chapitre. — Totaal per hoofdstuk	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Artikelen.
	Abonnement van den advocaat van het Departement. Honoraria der advocaten en pleitbezorgers. Proceskosten, uitgaven, boeten, enz.	8
	Onvoorziene uitgaven niet vermeld in de Begrooting . . .	9
	Deel van het Ministerie van Koloniën in de uitgaven van het Hooger Comiteit van toezicht.	10
	Aan het Beheer der Posterijen te betalen sommen voor het vervoer der dienststukken.	11
5,990,000 »	**Totaal der uitgaven ten laste van België.**	
	B. — *Uitgaven door de Koloniale Schatkist aan België terugbetaald.*	
	—	
	HOOFDSTUK II.	
	Algemeen agentschap der kolonie.	
2,334,470 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel.	12
	HOOFDSTUK III.	
	Koloniaal ambt.	
250,400 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel.	3

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits par article. — bedrag der kredieten per artikel
	CHAPITRE IV.	
	Musée du Congo Belge à Tervueren.	
14	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service du Musée du Congo Belge à Tervueren. Indemnités des membres des Commissions de surveillance et de géologie et des savants appelés au Musée. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité. Salaires d'ouvriers Honoraires du médecin agréé	941,550 »
	CHAPITRE V.	
	Laboratoire de recherches chimiques et onialogiques à Tervueren.	
15	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service du Laboratoire de recherches chimiques et onialogiques à Tervueren. Traitements et indemnités du personnel en disponiblité. Honoraires du médecin agréé	180,700 »
	CHAPITRE VI.	
	École coloniale.	
16	Traitements et indemnités des professeurs et chargés de cours, employés et gens de service de l'École coloniale de Bruxelles. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité	230,550 »

Total par chapitre. — Totaal per hoofdstuk	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Artikelen.
	HOOFDSTUK IV.	
	Museum van Belgisch-Congo te Tervueren.	
941,550 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden van het Museum van Belgisch-Congo te Tervueren. Vergoedingen der leden van de Commissie van toezicht en van aardkunde en van de geleerden naar het Museum geroepen. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel. Loonen der werklieden. Honoraria van den aangenomen geneesheer.	14
	HOOFDSTUK V.	
	Laboratorium voor schei- en handelskundige opzoekingen te Tervueren.	
180,700 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden van het Laboratorium voor schei- en handelskundige opzoekingen te Tervueren. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel. Honoraria van den aangenomen geneesheer.	15
	HOOFDSTUK VI.	
	Koloniale school.	
230,550 »	Jaarwedden en vergoedingen van de leeraren en docenten, beambten en bedienden van de Koloniale School van Brussel. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel	16

BUDGET DU MIN. DES COLONIES (DÉP. MÉTROPOLITAINES) (suite).

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits par article. bedrag der kredieten per artikel
	CHAPITRE VII.	
	École de médecine tropicale.	
17	Traitements et indemnités des professeurs et chargés de cours employés et gens de service. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité. Etudes et travaux	230,960 »
	CHAPITRE VIII.	
	Jardin colonial de Laeken.	
18	Traitements et indemnités des fonctionnaires, employés et gens de service. Traitements et indemnités du personnel en disponibilité	167,370 »
	CHAPITRE IX.	
	Pensions.	
19	Premier terme des pensions à accorder à des fonctionnaires et employés de l'Agence générale de la Colonie, de l'Office colonial, du Musée du Congo Belge et du Laboratoire de Tervueren, de l'Ecole coloniale, de l'Ecole de médecine tropicale et du Jardin colonial de Laeken, prenant cours en 1929 ou à dater du 1er juillet 1928	40,000 »
	Total des dépenses remboursées à la Belgique par le Trésor colonial . . . . . fr.	. . . . .
	Total du Budget du Ministère des Colonies (Dépenses métropolitaines) . . . . . fr.	. . . . .
	(Les crédits repris aux articles 2, 12 et 13 pourront donner lieu à des transferts de l'un à l'autre, si par suite de mutations de personnel entre les services qui y sont repris, l'un de ces articles faisait apparaître une insuffisance de crédit.)	

Total par chapitre. — Totaal per hoofdstuk	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Artikelen.
	HOOFDSTUK VII.	
	School voor tropische geneeskunde.	
230,960 »	Jaarwedden en vergoedingen der leeraren en docenten, beambten en bedienden. Jaarwedden en vergoedingen van het in beschikbaarheid zijnde personeel. Studiën en werken.	17
	HOOFDSTUK VIII.	
	Koloniale tuin van Laeken.	
167,370 »	Jaarwedden en vergoedingen der ambtenaren, beambten en bedienden. Jaarwedden van het in beschikbaarheid zijnde personeel.	18
	HOOFDSTUK IX.	
	Pensioenen.	
40,000 »	Eerste termijn der pensioenen te verleenen aan ambtenaren en beambten van het Algemeen agentschap der Kolonie. van het Koloniaal ambt, van het Museum van Belgisch-Congo en het Laboratorium te Tervueren, van de Koloniale school, van de School voor tropische geneeskunde en van de Kolonialen tuin van Laeken, aanvang nemende in 1929, of te rekenen van 1 Juli 1928.	19
4,376,000 »	**Totaal** der uitgaven door de Koloniale Schatkist aan België terugbetaald.	
10,366,000 »	**Totaal** van de Begrooting van het Ministerie van Koloniën. (Uitgaven van het Moederland.)	
	(De bij artikelen 2, 12 en13 vermelde kredieten zullen tot wederzijdsche overdrachten aanleiding kunnen geven zoo ten gevolge van personeel-wijzigingen in de diensten welke er bepaald zijn, een dezer artikelen eene ontoereikendheid van krediet deed uitschijnen.)	

Loi contenant le Budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928 (1).

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Budget du Congo Belge.

ARTICLE PREMIER.

Les recettes ordinaires du Congo Belge, pour l'exercice 1928, sont évaluées à la somme de 521,563,585 francs (cinq cent vingt et un millions cinq cent soixante-trois mille cinq cent quatre vingt-cinq francs), conformément au tableau I ci-annexé.

(1) CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Sessions 1927-1928 et 1928-1929.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 45. — Rapports n^{os} 236 et 283 ; amendements n^{os} 190 (1927-1928) et 106 (1928-1929).

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. — Séances des 21, 27 et 28 février ; 6, 7 et 13 mars 1929.

SÉNAT.

Session 1928-1929.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 109. — Rapport n° 123.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. Séance du 27 mars 1929.

Wet houdende de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928 (1).

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL ÉÉN.

Begrooting van Belgisch-Congo.

ARTIKEL ÉÉN.

De gewone ontvangsten van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1928, worden geraamd op de som van 521,563,585 frank (vijfhonderd een-en-twintig millioen, vijfhonderd drie-en-zestig duizend vijfhonderd vijf-en-tachtig frank), overeenkomstig hierbij behoorende tabel I.

(1) KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Zittijden 1927-1928 en 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp n^{r} 45 ; verslagen n^{rs} 236 en 283 ; amdendementen n^{r} 190 (1927-1928) en 106 (1928-1929).

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 21, 27 en 28 Februari ; 6, 7 en 13 Maart 1929.

SENAAT.

Zittijd 1928-1929.

Senaatsbescheiden. — Wetsontwerp n^{r} 109. Verslag n^{r} 123.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 27 Maart 1929.

ART. 2.

Il est ouvert pour les dépenses ordinaires du Congo Belge de l'exercice 1928, des crédits pour un montant total de 521,241, 955 francs (cinq cent vingt et un millions deux cent quarante et un mille neuf cent cinquante-cinq fr.), se répartissant conformément au tableau II ci-annexé.

ART. 3.

L'excédent éventuel des dépenses autorisées par la présente loi sur les recettes qui y sont prévues sera couvert au moyen d'un emprunt.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est autorisé, par la présente loi, à créer à concurrence de l'emprunt à contracter, des bons du Trésor ou des titres de l'emprunt pour compte du Congo Belge, ou à accorder la garantie de la Colonie à des titres émis par d'autres organismes, le tout suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

ART. 5.

Les opérations relatives à l'ordonnancement et à la liquidation des dépenses ordinaires et au recouvrement des produits pourront se prolonger jusqu'au 31 octobre 1929.

ART. 6.

Les Recettes et Dépenses pour Ordre de l'exercice 1928 sont évaluées respectivement à la somme de 190,748,000 fr. (cent nonante-millions sept cent quarante-huit mille francs), conformément au

ART. 2.

Er worden, voor de gewone uitgaven van Belgisch-Congo van het dienstjaar 1928, kredieten geopend voor een totaal bedrag van 521,241,955 frank (vijf honderd een-en-twintig millioen, twee honderd een-en-veertig duizend negenhonderd vij-en-vijftig frank), verdeeld overeenkomstig hierbij behoorende tabel II.

ART. 3.

Het gebeurlijk overschot der bij tegenwoordige wet toegestane uitgaven op de daarbij voorziene ontvangsten, zal door middel van leening worden gedekt.

ART. 4.

De Minister van Koloniën is, door tegenwoordige wet, gerechtigd, tot beloop der aan te gane leening, Schatkistbons of titels der leening voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, of den waarborg der Kolonie te verleenen aan door ander organismen uitgegeven titels, dit alles volgens bij Koninklijk besluit bepaalde modaliteiten.

ART. 5.

De verrichtingen betrekkelijk de machtiging tot betaling en de vereffening der gewone uitgaven, alsmede de invordering der sommen, zullen tot 31 October 1929 kunnen geschieden.

ART. 6.

De Ontvangsten en Uitgaven voor Order van het dienstjaar 1928 worden onderscheidenlijk geraamd op de som van 190,748,000 frank (honderd negentig millioen zevenhonderd acht-en-veertig

tableau III annexé à la présente loi.

TITRE II.

Budget du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi.

ART. 7

Les Recettes ordinaires du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1928, sont évaluées à la somme de 20,065,000 francs (vingt million soixante-cinq mille fr.), conformément au tableau IV ci-annexé.

ART. 8.

Il est ouvert pour les dépenses ordinaires du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi de l'exercice 1928 des crédits pour un montant total de 21.465.000 francs (vingt et un millions quatre cent soixante-cinq mille francs) conformément au tableau V ci-annexé.

ART. 9.

Si le service du Trésor du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi l'exigeait, le Roi pourrait, sans autorisation préalable, créer ou renouveler des bons du Trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne dépassera pas cinq ans.

Les bons du Trésor en circulation ne pourront excéder 5 millions de francs, et leur produit ne pourra être affecté qu'au payement de dépenses régulièrement votées.

duizend frank) overeenkomstig de bij tegenwoordige wet behoorende tabel III.

TITEL II.

Begrooting van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi.

ART. 7.

De Gewone Ontvangsten van het onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1928, worden geraamd op de som van 20,065,000 frank (twintig millioen, vijf-en-zestig duizend frank) overeenkomstig de hierbij behoorende tabel IV.

ART. 8.

Er worden, voor de gewone uitgaven van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928, kredieten geopend voor een totaal bedrag van 21.465.000 frank (een-en-twintig millioen vierhonderd vijf-en-zestig duizend frank) overeenkomstig de hierbij behoorende tabel V.

ART. 9.

Zoo de dienst der Schatkist van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi zulks vergde, zou de Koning, zonder voorafgaandelijke toelating, kunnen overgaan tot de uitgifte of de hernieuwing van interest opbrengende en op eenen vijf jaar niet te boven gaanden vervaldag betaalbare Schatkistbons.

De in omloop zijnde Schatkistbons zullen 5 millioen frank niet mogen overtreffen, en hunne opbrengst zal slechts tot het betalen van regelmatig gestemde uitgaven mogen worden aangewend.

ART. 10.

Les opérations relatives à l'ordonnancement et à la liquidation des dépenses ordinaires et au recouvrement des produits, pourront se prolonguer jusqu'au 31 mars 1929.

ART. 11.

Les Recettes et Dépenses pour Ordre de l'exercice 1928 sont évalués respectivement à la somme de 950,000 francs (neuf cent cinquante mille francs), conformément au tableau VI annexé à la présente loi.

TITRE III.

Dispositions diverses.

ART. 12.

La présente loi est obligatoire en Belgique et en Afrique, le 1er janvier 1928.

Promulguons la présente loi. ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur.

Donnée à Bruxelles, le 27 mars 1929.

ART. 10.

De verrichting betrekkelijk de machtiging tot betaling en de vereffening der gewone uitgaven, alsmede de invordering der sommen, zullen tot 31 Maart 1929 kunnen geschieden.

ART. 11.

De ontvangsten en uitgaven voor Order van het dienstjaar 1928 worden onderscheidenlijk geraamd op de som van 950,000 frank (negenhonderd vijftig duizend frank) overeenkomstig de bij tegenwoordige wet behoorende tabel VI.

TITEL III.

Verscheidene beschikkingen.

ART. 12.

De tegenwoordige wet is den 1n Januari 1928 in België en in Afrika verplichtend.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed er door den Moniteur bekend gemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 27n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Vu et scellé du sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,

P. E. JANSON.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

TABLEAU I.

—

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1928.

—

RECETTES ORDINAIRES.

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des évaluations de recettes par article.	TOTAUX par CHAPITRE.
	CHAPITRE PREMIER.		
	Impositions et taxes.		
1	Impôts sur les quatre bases.	7,076,000 »	
2	Impôt indigène	58,403,790 »	
3	Impôt sur les revenus des professions et sociétés commerciales	48,000,000 »	
4	Patente des trafiquants	2,500,000 »	
5	Taxes de navigation	1.800.000 »	
6	Taxe de statistique	2,000,000 »	
7	Permis de chasse, permis de port d'armes et permis de vente d'armes à feu et de munitions	2,695,800 »	
8	Permis de récolte	579,250 »	
9	Permis de coupe de bois	1.675,000 »	
10	Recrutement des travailleurs et louage de services.	128,800 »	
11	Licences pour recherches minières	15,000 »	
12	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	858,000 »	
13	Taxes de licence pour l'achat de coton	566,000 »	
14	Taxes d'enregistrement et recettes cadastales . .	2,767,550 »	
15	Taxe sur les chiens	28,700 »	
			129,093,890 »
	CHAPITRE II.		
	Recettes domaniales et administratives.		
16	Location de terrains domaniaux, d'immeubles et de fermes	2,783,000 »	

TABEL I.

—

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1928.

—

GEWONE ONTVANGSTEN.

AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	BEDRAG der ontvangsten per artikel.	TOTALEN per HOOFDSTUK.
EERSTE HOOFDSTUK.		
Belastingen en taksen.		
Belastingen naar de vier basissen	7,076,000 »	
Inlandsche belasting	58,403,790 »	
Belasting op de winsten der beroepen en der handelsmaatschappijen	48,000,000 »	
Patent der handelaars	2,500,000 »	
Scheepvaarttaks	1,800,000 »	
Statistiektaks	2,000,000 »	
Jachtverloven, verloven om wapens te dragen en om vuurwapens en munitie te verkoopen	2,695,800 »	
Verloven tot inoogsting	579,250 »	
Verloven tot houthakking	1,675,000 »	
Aanwerving van arbeiders en dienstovereenkomst .	128,800 »	
Vergunningen tot delfstoffenopzoekingen	15,000 »	
Invoervergunningen en vergunningen tot het verkoopen van alcoholhoudende dranken	858,000 »	
Vergunningstaksen tot het aankoopen van katoen. .	566,000 »	
Taksen van registratie en kadastraal inkomen . . .	2,767,550 »	
Taks op de honden	28,700 »	
		129,093,890 »
HOOFDSTUK II.		
Ontvangsten van Domeinen en Beheer.		
Verhuring van domeingronden, van onroerende goederen en van hoeven	2,783,000 »	

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DI CONGO BELGE (SUITE).

17	Vente d'ivoire acquis à l'Etat en exécution des dispositions du décret du 26 juillet 1910 et des mesures d'exécutions. Taxe d'enregistrement	14,500,000	
18	Taxe domaniale sur l'ivoire exporté	150,000 »	
19	Recettes diverses et accidentelles du Service de l'Hygiène	3,481,600 »	
20	Recettes diverses et accidentelles du Service judiciaire	3.406,250 »	
21	Recettes diverses et accidentelles du Service du Contentieux	544,975 »	
22	Recettes diverses du Service des Travaux publics et de la T. S. F	6,439,135 »	
23	Recettes des Services de Transports	3,769,100	
24	Recettes diverses et accidentelles du Service de l'Hydrographie	1,120,000 »	
25	Recettes du Service de l'Agriculture	1,616,325 »	
26	Recettes diverses du Service de la Trésorerie et des Finances	13,683,600»	
27	Service des Douanes. Accises et Entrepôts	192,845,000 »	
28	Recettes du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones	18,558,000 »	
29	Produits de services divers	1,923,710 »	
			264,820,695
	CHAPITRE III.		
	Capitaux et revenus.		
30	Produit net des stations agricoles exploitées en régie.	2,229,000 »	
31	Produit net de l'exploitation de la régie du chemin de fer du Mayumbe	Mémoire.	
32	Revenus nets des titres et valeurs du Portefeuille de la Colonie, des intérêts sur prêts ou avances à des sociétés coloniales et participations financières nettes assurées par des conventions particulières entre la Colonie et des organismes coloniaux . . .	125,420,000 »	
			127,649,000
	Total des recettes ordinaires . . fr.	. . . . .	521,563,585

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

17	Verkoop van ivoor door den Staat aangekocht ter uitvoering van de schikkingen uit het decreet van 26 Juli 1910 en van uitvoeringsmaatregelen. Registratietaks	14.500,000 »	
18	Domeinrechten op het uitgevoerd ivoor	150,000 »	
19	Verscheiden of toevallige ontvangsten van den Gezondheidsdienst	3,481,600 »	
20	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Gerechtsdienst	3,406,250 »	
21	Verscheiden en toevallige inkomsten van den Dienst der betwiste Zaken	544,975 »	
22	Verscheiden ontvangsten van den Dienst der Openbare Werken en der D. T.	6,439,135 »	
23	Ontvangsten der Vervoerdiensten	3,769,100 »	
24	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Hydrographischen Dienst	1,120,000 »	
25	Ontvangsten van den Landbouwdienst	1,616,325 »	
26	Verscheidene ontvangsten van den Dienst der Schatkist en der Financien	13.683,600 »	
27	Dienst van het Tolwezen, van de Accijnsen en van de Stapelplaatsen	192,845,000 »	
28	Ontvangsten van den Dienst der Posterijen, Telegrafen en Telefonen	18,558,000 »	
29	Opbrengst van verscheiden diensten	1,923,710 »	
			264,820,695 »
	HOOFDSTUK III.		
	Kapitalen en inkomsten.		
30	Netto-opbrengst der in eigen beheer uitgebate landbouw-standplaatsen	2,229,000 »	
31	Netto-opbrengst van de uitbating der regie van den Mayumbe-spoorweg.	Memorie.	
32	Netto-opbrengsten der titels en waarden van de Portefeuille der Kolonie, van de interesten op leeningen of voorschotten aan kolonialen Vennootschappen en netto-geldelijke deelnemingen gewaarborgd door bijzondere overeenkomsten tusschen de Kolonie en koloniale organismen. . . .	125,420,000 »	
			127,649,000 »
	Totaal der gewone ontvangsten . fr.		521,563,585 »

TABLEAU II.

—

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1928.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT DES CRÉDITS par article.	TOTAL par chapitre.
	PREMIÈRE SECTION.		
	—		
	Institutions et services fonctionnant en Belgique.		
	——		
	CHAPITRE PREMIER.		
	Institutions.		
1	Dépenses du Conseil supérieur, du Conseil colonial et du Conseil d'hygiène	248,000	
			248,000
	CHAPITRE II.		
	Dépenses des établissements scientifiques.		
2	Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au Budget Métropolitain du Ministère des Colonies pour le Musée de Tervueren, le Laboratoire de recherches chimiques et onialogiques, l'Ecole coloniale, l'Ecole de médecine tropicale et le Jardin colonial de Laeken.	1,233,646	
3	Dépenses diverses du Musée de Tervueren : Frais de route et de séjour du personnel, des membres des Commissions et des savants appelés au Musée. Missions à l'étranger. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèques.		

TABEL II.

—

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1928.

Artikelen.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	BEDRAG de KREDIETEN per artikel.	TOTAAL per hoofdstuk.
	EERSTE SECTIE.		
	—		
	In België werkzaam zijnde instellingen en diensten.		
	—		
	EERSTE HOOFDSTUK.		
	Instellingen.		
1	Uitgaven van den Hoogeren Raad, van den Kolonialen Raad en van den Raad voor Hygiëne	248,000	248,000
	HOOFDSTUK II.		
	Uitgaven der wetenschappelijke instellingen.		
2	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van uitgaven voor personeel op de Begrooting van het Moederland voor het Ministerie van Koloniën ingeschreven ten voordeele van het Museum van Tervueren, het Laboratorium van scheikundige en onialogische onderzoekingen, de Koloniale school, de School van tropische geneeskunde en de Koloniale tuin te Laeken	1,233,646	
3	Verscheidene uitgaven van het Museum van Tervueren : Reis- en verblijfkosten van het personeel, van de leden der Commissies en van de naar het Museum geroepen geleerden. Zendingen in den vreemde. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen		

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	Fournitures de bureau, frais de télégrammes et de correspondances. Achat de collections et d'œuvres d'art. Entretien et transport des collections. Subsides pour achat de collections. Photographies. Annales et publications du Musée	378,400	
4	Dépenses diverses du laboratoire de recherches chimiques et onialogiques à Tervueren. Frais de route et de séjour du personnel. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux, fournitures de bureau, frais de télégrammes et de correspondance. Produits de laboratoire	44.600	
5	Dépenses diverses de l'Ecole coloniale : Matériel en général et mobilier. Fournitures classiques de bureau. Frais de télégrammes et de correspondance. Bibliothèque. Frais de route et de séjour du personnel	35,000	
6	Dépenses diverses de l'Ecole de Médecine tropicale : Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèque. Laboratoire. Fournitures de bureau et matériel classique. Frais de télégrammes et de correspondance. Frais de route et de séjour du personnel	170.000	
7	Dépenses diverses du jardin colonial de Laeken : Indemnités pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des serres, bâtiments, jardins et collections botaniques. Fournitures de bureau. Frais de télégrammes et de correspondance. Transports. Frais de route et de séjour du personnel	69,985	
			1,931,631

EGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Kantoorbehoeften, telegram- en briefwisselingskosten. Aankoop van verzamelingen en kunststukken. Onderhoud en vervoer der verzamelingen. Toelagen voor het aankoopen van verzamelingen. Photographieën, Annalen en bekendmakingen van het Museum	,378,400	
4	Verscheidene uitgaven van het laboratorium voor scheikundige en onialogische onderzoekingen te Tervueren. Reis- en verblijfkosten van het personeel. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen, kantoorbehoeften, telegram- en briefwisselingskosten. Laboratoriumproducten	44,600	
5	Verscheidene uitgaven van de Koloniale School : Materieel in het algemeen en meubileering. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten. Boekerij. Reis- en verblijfkosten van het personeel	35,000	
6	Verscheidene uitgaven van de School voor Tropische geneeskunde : Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Laboratorium. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten. Reis- en verblijfkosten van het personeel	170,000	
7	Verscheidene uitgaven van den Kolonialen Tuin te Laeken : Vergoedingen voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud van broeikassen, gebouw, tuinen en botanische verzamelingen. Kantoorbehoeften. Telegram- en briefwisselingskosten. Vervoer. Reis- en verblijfkosten van het personeel.	69,985	
			1,931,631

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE)

	CHAPITRE III.		
	Service d'exécution du Budget colonial à Bruxelles.		
8	Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au Budget métropolitain du Ministère des Colonies pour les services d'exécution du Budget colonial fonctionnant en Belgique. Traitements et indemnités d'agents des services d'Afrique ou autres détachés temporairement dans les bureaux du Gouvernement de la Colonie, à Bruxelles. Indemnités pour travaux extraordinaires	3.042,000	
9	Dépenses diverses des services d'exécution du Budget colonial à Bruxelles : frais de route et de séjour du personnel. Missions à l'étranger. Matériel et mobilier. Entretien des bureaux, abonnements télégraphiques en vue de renseigner les Gouverneurs de province. Frais de télégrammes et de correspondance. Frais de réception et d'analyse des marchandises destinées à la Colonie	310,000	
10	Dépenses diverses de l'Office d'Emballages à Anvers, chargé des opérations d'expédition des colis destinés au Gouvernement de la Colonie et frais divers du service des licences d'importation	130,000	
			3,482,000
	CHAPITRE IV.		
	Service du personnel colonial.		
11	Frais de recrutement du personnel colonial et d'enseignement professionnel. Traitements des officiers et indemnités allouées aux fonctionnaires métropolitains qui suivent les cours de l'Ecole coloniale et de l'Ecole de Médecine tropicale en vue de leur admission au service de la Colonie. Frais de fonctionnement des commissions médicales d'examen du personnel colonial et honoraires de médecins agréés d'Europe	875,000	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	HOOFDSTUK III.		
	Uitvoeringsdiensten der Koloniale Begrooting te Brussel.		
8	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van de uitgaven voor personeel welke ingeschreven zijn op de Moederlandsche Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor de in België handelende uitvoeringsdiensten der Koloniale begrooting. Wedden en vergoedingen aan beambten van de Afrikaansche diensten en andere tijdelijk in de bureelen van het beheer der Kolonie, te Brussel afgezonden. Vergoedingen voor buitengewoon werk	3,042,000	
9	Verscheiden uitgaven voor uitvoeringsdienst der Koloniale begrooting te Brussel. Reis- en verblijfkosten van het personeel. Zendingen in den vreemde. Materieel en meubileering. Onderhoud der bureelen, abonnementen aan den telegraaf om de provincie-Gouverneurs in te lichten. Telegram- en briefwisselingskosten. Ontvangst- en ontledingskosten van tot de Kolonie bestemde goederen	310,000	
10	Verscheidene uitgaven van het verpakkingsambt te Antwerpen, dat belast is met de verrichtingen der verzendingen van de colli tot het Beheer der Kolonie bestemd en verscheidene onkosten van den dienst der invoerverleeningen	130,000	
			3,482,000
	HOOFDSTUK IV.		
	Dienst van het Koloniaal personeel.		
11	Kosten van aanwerving van het koloniaal personeel en van het beroepsonderwijs. Wedden der officieren en vergoedingen aan de ambtenaren uit het moederland toegekend, die de lezingen volgen der Koloniale School en der School voor tropische geneeskunde met het oog op hun aanvaarden in den dienst der Kolonie. Onkosten voor de werking der geneeskundige onderzoekscommissies van het Koloniaal personeel en eereloonen der aanvaarde geneesheeren uit Europa	875,000	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

12	Indemnités d'équipement du personnel colonial, autre que celui du district urbain de Léopoldville .	800.000	
13	Frais de voyage vers la Colonie et vice-versa du personnel colonial, autre que celui du district urbain de Léopoldville	15.895,281	
14	Traitements et indemnités familiales du personnel colonial en congé autre que celui du district urbain de Léopoldville. — Traitements d'attente du personnel colonial ou des agents stagiaires placés en disponibilité ou démis de leurs fonctions pour quelque cause que ce soit	13.680.000	
15	Frais d'hospitalisation d'agents de la Colonie en Europe. — Soins médicaux, médicaments. — Subsides aux établissements médicaux et dépenses diverses s'y rapportant	125.000	
16	Pensions, indemnités et allocations spéciales : Charges à liquider du 1er janvier au 31 décembre 1928 se rapportant à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs	8.856.700	
			40.231,981
	CHAPITRE V.		
	Service des Conférences et des informations.		
17	Traitements, indemnités du personnel, contribution à la Caisse des Pensions, indemnités diverses . .	82.000	
18	Dépenses diverses de la propagande coloniale scolaire et des expositions et foires commerciales . .	345.700	
19	Subsides divers du Service des Conférences et des Informations	41.000	
			468,700
	CHAPITRE VI.		
	Service de l'Office colonial.		
20	Remboursement au Trésor belge ou payement des traitements, indemnités diverses, frais de déplacement et de séjour du personnel de l'Office colonial.	282.000	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

12	Vergoedingen voor toerusting van het koloniaal personeel met uitzondering van dit der stedelijke omschrijving van Leopoldville	800,000	
13	Reiskosten naar de Kolonie en terug, van het koloniaal personeel, met uitzondering van dit der stedelijke omschrijving van Leopoldville	15,895,281	
14	Wedden en familievergoedingen van het met verlof zijnde personeel, met uitzondering van dit der stedelijke omschrijving van Leopoldville. — Wachtgeld van het koloniaal personeel of aan de stagiarissen in beschikbaarheid gesteld of uit hun ambt om welke reden ook ontheven	13,680,000	
15	Hospitalisatiekosten van koloniale agenten in Europa. — Geneeskundige zorgen, geneesmiddelen. — Toelagen aan de geneeskundige inrichtingen en verscheidene uitgaven die er op betrekking hebben . .	125.000	
16	Pensioenen, vergoedingen en bijzondere bewilligingen. Lasten te vereffenen van 1 Januari tot 31 December 1928, betrekkelijk het in gang zijnde dienstjaar of vroegere dienstjaren	8,856,700	
			40,231,981
	HOOFDSTUK V.		
	Dienst van Voordrachten en inlichtingen.		
17	Wedden, vergoedingen van het personeel, bijdrage aan de Pensioenkas, verscheidene vergoedingen .	82,000	
18	Verscheidene uitgaven der Koloniale Schoolpropaganda en der Tentoonstellingen en Handelsforen.	345,700	
19	Verscheidene toelagen van den Dienst der Voordrachten en Inlichtingen	41,000	
			4 68,700
	HOOFDSTUK VI.		
	Dienst van het Koloniaal Ambt.		
20	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist of betaling der wedden, verscheidene vergoedingen, verplaatsings- en reiskosten van het personeel van het Koloniaal Ambt	282,000	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

21	Dépenses diverses de l'Office colonial : matériel, fournitures de bureau, échantillons, aménagement des bureaux, abonnements aux journaux et périodiques, achat de publications, frais d'impression, de transport, quote-part dans les frais généraux de chauffage, d'éclairage, etc.	205,000	
			487,000
	CHAPITRE VII.		
	Dépenses de services divers.		
22	Missions d'études et d'inspection dans la Colonie, dans la Métropole ou à l'étranger. Frais de voyage, de déplacement et dépenses diverses	475,000	
23	Frais de fonctionnement de commissions coloniales diverses siégeant à l'administration centrale non prévues aux autres chapitres	50,000	
24	Frais de publication et dépenses diverses y relatives.	626,000	
25	Subsides, subventions et dépenses diverses	07,600	
26	Dépenses diverses de bienfaisance en faveur de noirs ou mulâtres originaires de la Colonie	56,000	
			1,614,600
	SECTION II.		
	Dépenses des services d'Afrique.		
	CHAPITRE VIII.		
	Gouvernement général.		
27	Traitements d'activité et indemnités diverses du Gouverneur général, du Vice-Gouverneur général attaché au Gouvernement général et des fonctionnaires et agents des services rattachés au Gouvernement général : Cabinet du Gouverneur général, Secrétariat général, Direction générale du personnel et Contentieux. Frais de voyage à l'intérieur. Frais de déplacement des particuliers, membres du Conseil du Gouvernement ou des Comités régionaux	1,854.522	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

21	Verscheidene uitgaven van het Koloniaal Ambt : materieel, kantoorbehoeften, stalen, toerusting der bureelen, inteekeningen op de dagbladen en tijdschriften, aankoop van vlugschriften. drukkosten, vervoerkosten, aandeel in de algemeene kosten voor verwarming, verlichting, enz. . . .	205,000	
			487,000
	HOOFDSTUK VII.		
	Uitgaven der verscheidene diensten.		
22	Zendingen voor studie en onderzoek in de Kolonie, in het Moederland of in den vreemde. Reis- en verplaatsingskosten en verscheinene onkosten.	475,000	
23	Onkosten voor de werking der verscheidene koloniale commissies welke op het hoofdbeheer zetelen en in de andere hoofdstukken niet voorzien zijn . . .	50,000	
24	Kosten van bekendmaking en verscheiden hierop betrekking hebbende onkosten	626,000	
25	Subsidies, toelagen en verscheidene uitgaven . . .	407,600	
26	Verscheidene uitgaven voor weldadigheid ten voordeele van negers en mulatten die uit de Kolonie herkomstig zijn	56,000	
			1,614,600
	SECTIE II.		
	Uitgaven der diensten van Afrika.		
	HOOFDSTUK VIII.		
	Algemeen bewind.		
27	Wedde onder werkelijken dienst, evenals verscheidene vergoedingen van den Algemeen Gouverneur, van den aan het Algemeen Bewind gehechten Onderalgemeen Gouverneur, en van de ambtenaren en beambten uit de diensten, bij het Algemeen Bewind gevoegd : Kabinet van den Algemeen Gouverneur, Algemeen Secretariaat. Algemcen Bestuur van het personeel en der Betwiste Zaken, Reiskosten in het binnenland. Verplaatsingskosten der bijzonderen, leden van den Regeeringsraad of van de Gewestelijke Comiteiten	1,854,522	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

28	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir du Gouvernement général, du Secrétariat général, de la Direction générale du personnel et du Contentieux	37.000	
29	Matériel et mobilier en général, fournitures, reliures du Gouvernement général, du Secrétariat général, de la Direction générale du personnel et du Contentieux, y compris les frais accessoires d'emballage, de transport, droits d'entrée et de transit .	80.057	
30	Dépenses relatives au fonctionnement de la Commission pour la protection des indigènes	20.000	
31	Dépenses diverses relatives à la chasse et à la faune du Congo	185,300	
32	Subsides et subventions à des organismes d'intérêt général et à des cercles d'agrément.	6,041,671	
33	Frais de procédure, déboursés, amendes et divers. Indemnités ou dommages-intérêts, intérêts moratoires compris, dus par la Colonie à raison de sa responsabilité ou de celle de ses préposés et non prévus aux autres chapitres. (*Crédit non limitatif.*).	50,000	
34	Dépenses imprévues	50,000	
			8,318,550
	CHAPITRE IX.		
	Imprimerie de Boma.		
35	Traitements et indemnités du personnel	447,413	
36	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir de l'imprimerie . . .	33,738	
37	Matériel et fournitures destinés à l'imprimerie, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	261,982	
			743,133

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

28	Dagloonen en kosten van onderhoud van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel van het Algemeen Bewind, van het Algemeen Secretariaat, van het Algemeen bestuur van het personeel en der Betwiste Zaken .	37,000	
29	Materieel en meubelen in het algemeen, benoodigdheden, inbindingen van het Algemeen Bewind, van het Algemeen Secretariaat, van het Algemeen bestuur van het personeel en der Betwiste Zaken, met inbegrip der bijkomende kosten voor verpakking, vervoer, in- en doorvoerrechten	80,057	
30	Uitgaven betrekkelijk de werking van de Commissie voor de bescherming der inboorlingen	20,000	
31	Verscheidene uitgaven betrekkelijk de jacht en de fauna van Congo	185,300	
32	Toelagen en tegenoetkomingen aan organismen van algemeen belang en aan vermaakkringen . . .	6,041,671	
33	Kosten en rechtspleging, uitgaven, boeten en verscheidene Vergoedingen of schadevergoedingen, erbij begrepen moratorische interesten aan de Kolonie verschuldigd uit hoofde van hare verantwoordelijkheid of van deze harer aangestelden en welke in de andere hoofdstukken niet voorzien zijn. (*Onbegrensd krediet*)	50,000	
34	Verscheiden uitgaven	50,000	
			8,318,550
	HOOFDSTUK IX.		
	Drukkerij in Boma.		
35	Wedden en vergoedingen van het personeel	447,413	
36	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der drukkerij	33,738	
37	Materieel en tot de drukkerij bestemde benoodigdheden met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene kosten	261,982	
			743,133

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	CHAPITRE X.		
	Services judiciaires.		
	Parquets et Tribunaux :		
38	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement	10,207,444	
39	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	144,931	
40	Matériel et fournitures destinés aux services judiciaires. Objets de campement, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Bibliothèque des services judiciaires, toges, écharpes, etc. . .	350,000	
41	Frais de justice. (*Crédit non limitatif.*)	1,148,676	
42	Frais de police : « Mesures de sûreté publique ». (Ces dépenses peuvent s'effectuer au moyen d'avances de fonds ne dépassant pas 5,000 francs par agent comptable dont les états de dépenses seront approuvés par le Gouverneur général du Congo Belge ou par un délégué désigné spécialement par lui pour cet objet)	25,000	
			11,876,051
	CHAPITRE XI.		
	Instruction publique.		
43	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	5,998,284	
44	Allocations et entretien, frais de recrutement, de déplacement et de rapatriement des instituteurs et des élèves de couleur. Salaires et frais d'entretien de recrutement et de rapatriement du personnel noir	2,082,792	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	HOOFDSTUK X.		
	Gerechtsdiensten.		
	Parketten en Rechtbanken :		
38	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoedingen . . .	10,207,444	
39	Dagloonen; kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	144,931	
40	Materieel en tot de gerechtsdiensten bestemde benoodigdheden. Voorwerpen van veldlegeringen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij der gerechtsdiensten, toga's, sjerpen, enz.	350,000	
41	Gerechtskosten. (*Onbegrensd krediet*)	1,148,676	
42	Politiekosten « Maatregelen van openbare veiligheid»: (Deze uitgaven zullen kunnen gedaan worden bij middel van voorschotten van fondsen welke 5,000 frank niet zullen te boven gaan per rekenplichtige wier staten van uitgaven zullen worden goedgekeurd door den algemeen Gouverneur van Belgisch-Congo of door eenen door dezen, te dien einde, bijzonder aangestelden afgevaardigde	25,000	
			11,876,051
	HOOFDSTUK XI.		
	Openbaar Onderwijs.		
43	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland	5,998,284	
44	Bewilliging en onderhoud, kosten van aanwerving, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der neger- onderwijzers en -leerlingen. Dagloonen en kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	2,082,792	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

45	Matériel spécial au service de l'instruction publique, fournitures classiques, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Bibliothèque du service	685,395	
46	Enseignement subsidié	7,285,908	
47	Enseignement technique donné en dehors des écoles permanentes de l'Etat, régulièrement organisées, agréées ou subsidiées. Formation des moniteurs agricoles. Cours professionnels dans les prisons et dans les ateliers de l'État.	950,130	
			17,002,509
	CHAPITRE XII.		
	Télégraphie sans fil.		
48	Traitement d'activité, indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	4,011,370	
49	Salaires, frais d'entretien, de recrutement, de rapatriement et de déplacement du personnel noir . .	278,340	
50	Matériel et fournitures du service, rechanges, combustible, matières premières, réparations et consommations, objets de campement, abonnements aux publications techniques, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers . . .	695,000	
			4,984,710
	CHAPITRE XIII.		
	Cultes et Missions.		
51	Subsides aux missions et divers. Indemnités aux desservants des cures du Katanga. Frais de voyage et de nourriture des missionnaires voyageant à bord des vapeurs naviguant sur le Congo. Frais de transport de marchandises destinées aux missions	2,198,692	
			2,198,692

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

45	Bijzonder materieel voor den dienst van het Openbare Onderwijs, schoolbenoodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij van den dienst. . .	685,395	
46	Gesubsidieerd onderwijs	7,285,908	
47	Technisch onderwijs, gegeven buiten de bestendige staatsscholen, regelmatig ingericht, aangenomen of gesubsidieerd, vorming van aankomende landbouwonderwijzers. Beroepsleergangen in de gevangenissen en de staatswerkhuizen	950,130	
			17,002,509
	HOOFDSTUK XII.		
	Draadlooze Telegrafie.		
48	Wedde onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen aan het personeel. Reiskosten in het binnenland.	4,011,370	
49	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving, van terugzending naar de geboortestreek en van verplaatsing van het negerpersoneel	278,340	
50	Materieel en benoodigdheden van den dienst, wisselstukken, brandstof, grondstoffen, herstellingen en verbruik, kampeeringsvoorwerpen, inteekening op technische tijdschriften, daarbijbegrepen vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	695,000	
			4,984,710
	HOOFDSTUK XIII.		
	Eerediensten en Zendingen.		
51	Toelagen aan de zendingen en verscheiden. Vergoedingen aan de pastorijbedienders van Katanga. Reis- en voedingskosten der missionarissen die aan boord der booten reizen welke op den Congostroom varen. Vervoerkosten der tot de zendingen bestemde goederen	2,198,692	
			2,198,692

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	CHAPITRE XIV.		
	Bienfaisance publique.		
52	Bienfaisance publique au Congo belge	206.500	
53	Rapatriement de personnes abandonnées sans ressources dans la Colonie et des expulsés indigents. (*Crédit non limitatif.*)	200,000	
			406,500
	CHAPITRE XV.		
	Etat civil et successions.		
54	Matériel, registres et imprimés spéciaux du Service de l'Etat civil. Caisses et autres emballages, frais, de transport, timbres, etc.	60,299	
			60,299
	CHAPITRE XVI.		
	Services de l'agriculture.		
55	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel du Service de l'agriculture. Frais de voyage à l'intérieur	2,996,650	
56	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	697,658	
57	Matériel et fournitures spéciaux au Service. Bibliothèque du Service, outillage, instruments de chirurgie vétérinaire, produits pharmaceutiques et antiseptiques, matériel et produits pour collcetions, frais d'analyse et d'expertise de produits agricoles, instruments de précision, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	723,025	
	Jardin d'expérimentation d'Eala.		
58	Traitement d'activité du personnel et indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur	301,159	

EGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	HOOFDSTUK XIV.		
	Openbare Weldadigheid.		
52	Openbare Weldadigheid in Belgisch-Congo	206,500	
53	Terugzending naar de geboortestreek van behoeftige in de Kolonie achtergelaten personen en van behoeftige uitgedrevenen. (*Onbegrensd krediet.*) .	200,000	
			406,500
	HOOFDSTUK XV.		
	Burgerlijke Stand en Nalatenschappen.		
54	Materieel, bijzondere registers en druksels voor den Dienst van den Burgerlijken Stand, Kisten en andere verpakmiddelen, vervoerkosten, zegels, enz.	60,299	
			60,299
	HOOFDSTUK XVI.		
	Landbouwdienst.		
55	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel van den Landbouwdienst. Reiskosten in het binnenland . . .	2,996,650	
56	Dagloonen, kosten voor onderhoud, aanwerving en terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	697,658	
57	Materieel en voor den dienst bijzondere benoodigdheden. Boekerij van den dienst, toerusting, heelkundige toestellen voor de veeartsenij, pharmaceutische en antiseptische producten ; materieel en producten voor verzamelingen, kosten voor landbouwontleding en deskundig onderzoek, juiste waarnemingstuigen, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. . .	723,025	
	Proeftuin van Eala.		
58	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel en verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland	301,159	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

59	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	438,000
60	Matériel et fournitures spéciaux de cette station expérimentale, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	49,000
	Stations de domestication des éléphants de l'Uele.	
61	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	260,740
62	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	350,000
63	Matériel et fournitures spéciaux aux stations de domestication des éléphants y compris frais de transport, droits de douane et frais divers . . .	100,000
	Stations agricoles.	
	I. — *Propagande cotonnière.*	
64	Traitement d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur	Mémoire.
65	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir. Achat de semences, y compris frais de transport	Mémoire.
	II. — *Cultures autres que le coton.*	
66	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur	1,819,588
67	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des moniteurs	354,286

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

59	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	438,000
60	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor deze proefnemingsstandplaats met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	49,000
	Temmingsstandplaatsen der olifanten van Uele.	
61	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland	260,740
62	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	350,000
63	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor de temmingsstandplaats der olifanten met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene uitgaven	100,000
	Landbouwstandplaatsen.	
	I. — *Katoenpropaganda.*	
64	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland	Memorie
65	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel. Aankoop van zaden met inbegrip der vervoerkosten	Memorie.
	II. — *Andere teelten dan het katoen.*	
66	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland	1,819,588
67	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek der onderrichters	354,286

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

68	Achat de semences y compris frais de transport et frais divers	134,050
	III. — *Stations expérimentales de Sanghaie, du Maniema et de l'Ubangi.*	
69	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur	210,000
70	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	125,000
71	Matériel et fournitures spéciaux de ces stations y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	65,000
	IV. — *Station de Nioka.*	
72	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	171,481
73	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	113,400
74	Matériel et fournitures spéciaux de cette station y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	121,200
	V. — *Station expérimentale de culture de quinquina.* (Tshibinda.)	
75	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	Mémoire.
76	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	Mémoire.
77	Matériel et fournitures spéciaux, y compris frais de transports, droits de douane et frais divers . . .	Mémoire.

68	Aankoop van zaden met inbegrip der vervoerkosten en verscheidene onkosten	134,050
	III. — *Proefstandplaatsen van Sanghaie, Manie-ma en Ubangi.*	
69	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland	210,000
70	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	125,000
71	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor deze standplaatsen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	65,000
	IV. — *Standplaats van Nioka.*	
72	Wedde onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland	171,481
73	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	113,400
74	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor deze standplaatsen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	121,200
	V. — *Kina-kweek, proefstandplaats.* (Tshibinda.)	
75	Wedden onder werkelijken dienst. Verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland	Memorie.
76	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	Memorie
77	Materieel en bijzondere benoodigdheden, vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten erbij begrepen	Memorie

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	Colonisation agricole.		
78	Achat de plantes, semences, outils, bétail, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Assistance et subsides aux colons agricoles. Frais de propagande et de vulgarisation. Augmentation du fonds de remploi destiné à consentir des prêts aux agriculteurs méritants, pour achat de matériel et de bétail. Subsides aux agriculteurs pour ristourne en matière de main-d'oeuvre	1,266,000	
	Divers.		
79	Subsides aux organismes intéressant l'agriculture .	142,000	
			10,451,744
	CHAPITRE XVII.		
	Services des Douanes.		
80	Traitements d'activité, indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur.	3,573,060	
81	Préposés au cadre indigène. Traitements et indemnités diverses. Frais de voyage et d'équipement. . .	469,180	
82	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	39,860	
83	Matériel, fournitures, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Location d'embarcations pour surveillance douanière et frais d'entretien du bateau D. I.	145,298	
84	Indemnités à accorder par les Conseils d'appel aux ayants-droit. Jetons de présence à allouer aux membres des Conseils d'appel. (*Crédit non limitatif*).	5,000	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	Landbouwkolonisatie.		
78	Aankoop van planten, zaden, werktuigen, vee, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene kosten. Onderstand en toelagen aan landbouwkolonisten. Propaganda- en vulgarisatiekosten. Vergrooting van het wederbeleggingsfonds bestemd tot het toestaan van geldleeningen aan de verdienstelijke landbouwers, voor het aankoopen van materieel en vee. Toelagen aan de landbouwers aangaande de terugbetaling van het maakloon .	1,266,000	
	Verscheidene.		
79	Toelagen aan de organismen welke den landbouw aanbelangen	142,000	
			10,451,744
	HOOFDSTUK XVII.		
	Diensten van het Tolwezen.		
80	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland	3,573,060	
81	Aangestelden van het kader der inboorlingen. Wedden en verscheidene vergoedingen. Reis- en uitrustingskosten	469,180	
82	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	39,860	
83	Materieel, benoodigdheden met inbegrip der vervoerkosten. Tolrechten en verscheidene onkosten. Huring van inschepingstuigen voor de tolbewaking en onderhoudskosten der boot D. I.	145,298	
84	Vergoeding door de Beroepsraden aan de rechthebbenden te verleenen. Aanwezigheidspenningen aan de leden van de Beroepsraden te verleenen. (*Onbegrensd krediet.*)	5,000	

85	Primes pour prises et contraventions. Rémunération spéciale pour travaux exécutés en dehors des heures de service (*Crédit non limitatif.*)	65,000	
86	Office douanier colonial d'Anvers : personnel. Frais de gestion et indemnités aux membres de la Commission pour l'étude et la réorganisation des services douaniers et de la Commission mixte . . .	681,000	
87	Part de la Colonie dans les dépenses du service douanier de Kigoma, supportées par la gestion des territoires du Ruanda-Urundi et dans les frais du bureau international des tarifs douaniers . . .	372,660	
88	Déficits en matière de préemption (*Crédit non limitatif*)	Mémoire	
			5,351,058
	CHAPITRE XVIII.		
	Services des Postes, Téléphones et Télégraphes.		
89	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	6,914,467	
90	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	975,375	
91	Matériel, fournitures de bureau, bilbiothèque du service, impression de valeurs postales, etc, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	682,000	
92	Subvention à la Compagnie belge Maritime du Congo.	400,000	
93	Frais de transport de courriers et de colis postaux .	1,620,000	
94	Redevance à des organismes privés pour l'entretien des postes et des lignes ou pour services divers .	481,000	

85	Premiën voor bezitnemingen en overtredingen. Bijzondere vergelding voor werken buiten de werkuren gedaan. (*Onbegrensd krediet.*)	65,000	
86	Koloniaal tolambt van Antwerpen : personeel. Beleidskosten en vergoedingen aan de leden der Commissie voor het overwegen en de herinrichting der toldiensten en der gemengde Commissie	681,000	
87	Aandeel der Kolonie in de uitgaven van den toldienst te Kigoma, ten laste van de gestie der Grondgebieden Ruanda-Urundi en in de kosten van het wederlands kantoor der toltarieven	372,660	
88	Tekorten in zake benaderingsrecht. (*Onbegrensd krediet*)	Mémorie	
			5,351,058
	HOOFDSTUK XVIII.		
	Diensten der Posterijen, Telefonen en Telegrafen.		
89	Wedden onder werkelijken dienst, en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland	6,914,467	
90	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	975,375	
91	Materieel, kantoorbehoeften, boekerij van den dienst, drukkosten van de postwaarden, enz. met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	682,000	
92	Tegemoetkoming aan de « Compagnie Belge Maritime du Congo ».	400,000	
93	Vervoerkosten van brievenpostverzendingen en postcolli	1,620,000	
94	Cijnsen aan particuliere instellingen voor het onderhoud der posten en der lijnen of voor verscheidene diensten	481,000	

95	Bonification aux serices postaux et télégraphiques étrangers et quote-part de la Colonie dans la gestion des bureaux internationaux de Berne. Participation aux frais du bureau international de Berne et du bureau international de l'Union télégraphique et radiotélégraphique (*Crédit non limitatif*). . . .	2,000,000	
96	Non-valeurs et indemnités pour pertes d'envois assurés ou recommandés et de colis postaux. (*Crédit non limitatif.*)	60.000	
			13,132,842
	CHAPITRE XIX.		
	Service de l'Hydrographie.		
97	Traitements et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur	5,109,557	
98	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	1,062,859	
99	Matériel, fournitures de bureau, bilbiothèque, combustible, matières et fournitures diverses, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Frais de mise en cale sèche, location de vapeurs	4,099,107	
			10,271,523
	CHAPITRE XX.		
	Gouvernements provinciaux. — Administration des provinces.		
100	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur des Gouverneurs, des Commissaires généraux et du personnel des Secrétariats et des Gouvernements provinciaux	5,985,723	
101	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir des Gouvernements provinciaux et de leurs secrétariats	82,668	

95	Tegemoetkoming aan vreemde post- en telegraafdiensten en aandeel der Kolonie in de gestie der wederlandsche kantoren van Berne. Deelneming in de kosten van het wederlandsch kantoor van Berne en het wederlandsch kantoor van telegraaf en draadloozetelegraaf Vereeniging. (*Onbegrensd krediet.*)	2,000,000	
96	Onwaarden en vergoedingen voor het zoekgeraken van verzekerde of aangeteekende verzendingen en van postcolli. (*Onbegrensd krediet.*).	60,000	
			13,132,842
	HOOFDSTUK IX.		
	Hydrografische Dienst.		
97	Wedden en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland.	5,109,557	
98	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	1,062,859	
99	Materieel, kantoorbehoeften, boekerij, brandstof, stoffen en verscheidene benoodigdheden met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten, en verscheidene onkosten. Droogedokkosten, verhuring van stoomschepen	4,099,107	
			10,271,523
	HOOFDSTUK XX.		
	Provinciebewinden. — Beheer der Provinciën.		
100	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland voor de Gouverneurs, de Algemeene-Commissarissen en het personeel der Secretariaten en der Provinciebewinden	5,985,723	
101	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der provinciebewinden en van hunne secretariaten	82,668	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

102	Matériel et fournitures pouvant être utilisés par tous les services dépendant des Gouvernements provinciaux et des districts, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	2,322,483	
103	Bibliothèques publiques : achat de livres, journaux, périodiques et frais divers	112,318	
104	Gratifications et indemnités spéciales	353,300	
			8,856,492
	CHAPITRE XXI.		
	Service territorial.		
105	Traitements d'activité, frais de voyage à l'intérieur, frais de représentation et indemnités du personnel.	42,110,964	
106	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir du service territorial.	803,331	
107	Matériel et fournitures spéciaux au service territorial, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	137,448	
			43,051,743
	CHAPITRE XXII.		
	Service des Affaires indigènes et de la main-d'oeuvre.		
108	Traitements d'activité, indemnités diverses du personnel, frais de voyage à l'intérieur, frais de déplacement. Traitements de chefs et sous-chefs indigènes ; salaires des messagers indigènes attachés aux chefferies. Rémunérations aux chefferies pour l'exécution de travaux d'intérêt général, soit par application des décrets, soit en vertu de conventions. Dots pour femmes de polygames à libérer. Entretien et frais de déplacement des relegués politiques	5,249,425	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

102	Materieel en benoodigdheden welke door al de van de provinciebewinden en de districten afhangende diensten kunnen benuttigd worden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	2,322,483	
103	Volksboekerijen : aankoop van boeken, dagbladen, tijdschriften en verscheidene onkosten	112,318	
104	Extra-toelagen en bijzondere vergoedingen	353,300	
			8,856,492
	HOOFDSTUK XXI.		
	Gewestdienst.		
105	Wedden onder werkelijken dienst, onkosten in het binnenland, kosten van vertegenwoordiging en vergoeding en aan het personeel.	42,110,964	
106	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel uit den Gewestdienst . . .	803,331	
107	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor den Gewestdienst met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	137,448	
			43,051,743
	HOOFDSTUK XXII.		
	Dienst van de Inlandsche Zaken en de werkkrachten.		
108	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen aan het personeel, reiskosten in het binnenland, verplaatsingskosten. Wedden der Inlandsche hoofden en der onderhoofden. Dagloonen der inlandsche boden aan de hoofdijen gehecht. Vergelding aan de hoofdijen voor het uitvoeren van werken van algemeen belang, hetzij bij toepassing der decreten, hetzij krachtens de overeenkomsten. Huwelijksgiften voor te bevrijden vrouwen van veelwijvers. Onderhoud en verplaatsingskosten der politieke ontvoerden	5,249,425	

109	Matériel et fournitures spéciaux à l'administration des Affaires indigènes : registres, livrets, malles spéciales, médailles, etc.	470,142	
			5,719,567
	CHAPITRE XXIII.		
	Service de la Police municipale et des Prisons.		
110	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses et frais de voyage à l'intérieur	2,974,112	
111	Soldes et allocations diverses, frais d'entretien, de déplacement et de rapatriement des agents noirs de la police et des prisons. Nourriture et entretien des détenus. Rémunérations aux prisonniers pour travaux effectués dans les prisons. Constitution d'un pécule au profit des détenus libérés ayant été affectés aux travaux de chemins de fer . . .	6,612,025	
112	Matériel et fournitures spéciaux du service de la police et des prisons, y compris frais de transport, droits de douane et divers	828,887	
			10,415,024
	CHAPITRE XXIV.		
	Service des Finances et de Trésorerie.		
113	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel	9,381,711	
114	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	118,920	
115	Matériel et fournitures spéciaux au service, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers.	748,482	
116	Matériel et fournitures du service spécial de comptabilité générale	25,000	

109	Materieel en benoodigdheden eigen aan den dienst der Inlandsche Zaken : registers, boekjes, bijzondere koffers, penningen, enz.	470,142	
			5,719,567
	HOOFDSTUK XXIII.		
	Dienst der Politie en der Gevangenissen.		
110	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen en reiskosten in het binnenland	2,974,112	
111	Soldijen en verscheidene bewilligingen, kosten van onderhoud, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der negeragenten der Politie en der Gevangenissen. Voeding en onderhoud der gevangenen. Vergelding aan de gevangenen voor in het gevang uitgevoerde werken. Samenstellen van spaarfonds ten voordeele der losgelaten gevangenen, welke aan spoorwerken gebezigd werden.	6,612,025	
112	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor den Dienst der Politie en der Gevangenissen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidenen	828,887	
			10,415,024
	HOOFDSTUK XXIV.		
	Dienst der Financiën en der Schatkamer.		
113	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoedingen van het personeel.	9,381,711	
114	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	118,920	
115	Materieel, bijzondere benoodigdheden voor den dienst met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	748,482	
116	Materieel en benoodigdheden van den bijzonderen dienst van het Algemeen boekhouden.	25,000	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

117	Travaux de comptabilité générale	285,000	
118	Trésorerie. (*Credit non limitatif.*)	650,000	11,209,113
	CHAPITRE XXV.		
	Service des terres.		
119	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel	5,288,190	
120	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	251,724	
121	Matériel, fournitures et instruments spéciaux, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	265,403	5,805,317
	CHAPITRE XXVI.		
	Service des Affaires Economiques.		
122	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel	2,513,616	
123	Salaires, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir	52,872	
124	Matériel et fournitures spéciaux, poids et mesures, étalons, outillage et produits de laboratoire, achat d'échantillons, frais d'expertise commerciale, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	381,092	
125	Indemnités et primes pour favoriser les marchés indigènes. Subsides pour favoriser les industries indigènes	69,500	3,017,080

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

117	Werken van het algemeen boekhouden	285,000	
118	Schatkamer. (*Onbegrenst krediet*)	650,000	
			11.209,113
	HOOFDSTUK XXV.		
	Dienst der gronden.		
119	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personneel	5,288,190	
120	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	251,724	
121	Materieel, bijzondere benoodigdheden en tuigen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	265,403	
			5,805,317
	HOOFDSTUK XXVI.		
	Dienst der Staathuishoudkundige Zaken.		
122	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoeding van het personeel	2,513,616	
123	Dagloonen, kosten van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	52,872	
124	Materieel, bijzondere benoodigdheden, gewichten en maten, gereedschap en laboratoriumsvoortbrengselen. Aankoop van stalen, kosten van handelsdeskundigonderzoek met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten . . .	381,092	
125	Vergoedingen en premiën om de inlandsche markten te bevoordeeligen. Toelagen om de inlandsche nijverheidstakken te bevoordeeligen	69,500	
			3 017,080

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	CHAPITRE XXVII.		
	Service des Travaux Publics.		
126	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et frais de déplacement du personnel	11,668,736	
127	Salaires, entretien, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir	8,557,500	
128	Matériel et fournitures spéciaux du service. Ameublement des bâtiments civils. Location de bâtiments. Outillage des ateliers des Travaux publics et pièces de rechanges. Eclairage public. Frais de transport, droits de douane et frais divers . . .	8,860,957	
			29,087,193
	CHAPITRE XXVIII.		
	Transports.		
	A. — *Marine du Bas-Congo.*		
129	Traitements et indemnités du personnel	717,112	
130	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	219,355	
131	Matériel, fournitures de bureau, Matières et matériel d'entretien, de consommation, combustible, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers Frais d'agences et taxes diverses dans les ports étrangers	2,048,175	
132	Indemnité du chef de la responsabilité de la Marine .	2,000	
	B. — *Messageries indigènes de la Province Orientale.*		
133	Traitements d'activité et indemnités diverses . .	127,500	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	HOOFDSTUK XXVII.		
	Dienst der Openbare Werken.		
126	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel	11,668,736	
127	Dagloonen, onderhoud, kosten voor aanwerving en terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	8,557,500	
128	Materieel en bijzondere benoodigdheden van den dienst, meubileering der burgerlijke gebouwen. Verhuring van gebouwen. Toerusting der werkhuizen der openbare werken en voorraadstukken. Openbare verlichting. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	8,860,957	
			29,087,193
	HOOFDSTUK XXVIII.		
	Vervoermiddelen.		
	A. — *Marine van den Beneden-Congo.*		
129	Wedden, verscheidene vergoedingen van het personeel	717,112	
130	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	219,355	
131	Materieel, kantoorbehoeften, meubelen en onderhouds-, verbruiks- en brandstoffen, met inbegrip van vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Agentschappen onkosten en verscheidene taksen in de vreemde haven	2,048,175	
132	Vergoeding uit hoofde der verantwoordelijkheid van de Marine	2,000	
	B. — *Inlandsche buurten der Oostprovincie.*		
133	Wedden, onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen	127,500	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

134	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	409,600	
135	Matériel et fournitures diverses, matières d'entretien et de consommation, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	100,310	
	C. — *Divers.*		
136	Frais de transport par porteurs et pagayeurs pour compte de particuliers	Mémoire.	
137	Subside pour couvrir le déficit éventuel de la Régie du chemin der fer du Mayumbe.	Mémoire.	
138	Redevance à la Société de Navigation aérienne pour transports effectués pour compte de la Colonie . .	5,000,000	
			8,624,052
	CHAPITRE XXIX.		
	Service de l'Hygiène.		
139	Personnel européen engagé sous le régime du Statut. Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur	20,087,721	
140	Personnel européen non engagé sous le régime du Statut. Honoraires à des médecins ou dentistes étrangers. Allocations au personnel religieux. Frais d'entretien et frais de voyage à l'intérieur.	7,106,663	
141	Personnel noir engagé sous le régime du Statut. Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur, frais d'habillement	1,615,240	
142	Dépenses des écoles d'assistants médicaux indigènes.	1,021,115	

34	Dagloonen, kosten van onderhoud. van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	409,600	
35	Materieel, en verscheidene benoodigdheden, onderhouds-, en verbruikstoffen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten .	100,310	
	C. — *Verscheidene.*		
36	Kosten van vervoer per dragers en prauwers voor rekening van bijzonderen	Memorie.	
37	Toelage om het gebeurlijk tekort te dekken der Regie van den Mayumbespoorweg	Memorie.	
38	Vergelding aan de « Société de Navigation aérienne » voor op rekening der Kolonie gedaan vervoer . .	5,000,000	
			8.624,052
	HOOFDSTUK XXIX.		
	Gezondheidsdienst.		
39	Onder het stelsel van de standregelen aangeworven Europeesch personeel. Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland.	20,087,721	
40	Niet onder het stelsel der standregelen aangeworven personeel. Honoraria aan vreemde geneesheeren of tandartsen. Tegemoetkomingen aan het geestelijk personeel. Onderhoudskosten en reiskosten in het binnenland	7,106,663	
41	Onder het stelsel van de standregelen aangeworven negerpersoneel. Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland, kleedingskosten	1,615,240	
42	Uitgaven der scholen voor inlandsche geneeskundige helpers	1,021,115	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

143	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir engagé par contrat, sauf celui mis à la disposition d'organismes religieux comme personnel particulier suivant clauses de convention	5,083,219	
144	Subsides aux membres d' l'Assistance médicale indigène. Indemnité de stage au laboratoire. Frais de voyage à l'intérieur	541,600	
145	Médical-confort pour hospitalisés européens et noirs. Frais d'entretien et d'hospitalisation. Subsides aux lazarets tenus par des missionnaires . . .	6,085,375	
146	Frais d'exploitation du bateau-hôpital « Belgique » .	350,000	
147	Matériel quelconque non scientifique destiné au service de l'hygiène. Frais de transport, droits de douane et frais divers	4,565,725	
148	Matériel scientifique et médical. Produits. Frais de de transport, droits de douane et frais divers . .	24,158,925	
			70,615,583
	CHAPITRE XXX.		
	Dette Publique.		
	Service de la Caisse d'Epargne, des Intérêts, des Emprunts et des capitaux garantis.		
149	Intérêts des capitaux de la Caisse d'Épargne (*Crédit non limitatif*)	100,000	
150	Intérêts de cautionnements déposés en numéraires (*Crédit non limitatif*)	10,000	
151	Intérêts et amortissements de la Dette consolidée (*Crédit non limitatif*)	111,789,854	
152	Intérêts, amortissements et charges diverses de la Dette flottante. (*Crédit non limitatif*)	4,000,000	

Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het per contract aangeworven negerpersoneel, met uitzondering van dit ter beschikking van godsdienstige instellingen gesteld als bijzonder personeel, luidens overeenkomsten en bepalingen . .	5,083,219	
Toelagen aan de leden der « Assistance Médicale indigène. » Vergoedingen voor proeftijd in het laboratorium. Reiskosten in het binnenland. . .	541,600	
« Medicalconfort » voor Europeesche gehospitaliseerden en negerpersoneel. Onderhouds- en hospitaalkosten. Toelagen aan den door missionarissen gehouden lazaretten.	6,085,375	
Exploitatiekosten der hospitaal-boot « Belgique» . .	350,000	
Alle niet-wetenschappelijk materieel voor den gezondheidsdienst bestemd. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	4,565,725	
Wetenschappelijk en geneeskundig materieel. Producten. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	24,158,925	
		70,615,583
HOOFDSTUK XXX.		
Openbare Schuld.		
Dienst der Spaarkas, der interesten, der leeningen en der gewaarborgde kapitalen.		
Interesten der kapitalen van de Spaarkas. (*Onbegrensd krediet.*)	100,000	
Interesten van in speciën neergelegde borgtochten. (*Onbegrensd krediet.*)	10,000	
Interesten en uitdelgingen der gedekte schuld. (*Onbegrensd krediet*)	111,789,854	
Interesten, uitdelgingen en verscheidene lasten der Vlottende Schuld. (*Onbegrensd krediet*)	4,000,000	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE.)

153	Garantie de payement des intérêts et de l'amortissement d'actions et d'obligations de sociétés coloniales en conformité avec les conventions existantes. (*Crédit non limitatif*)	6,222,297	
154	Frais généraux relatifs au Service de la Dette Publique et du Portefeuille. Comité du Portefeuille de la Colonie. (*Crédit non limitatif*)	100,000	
			122,222,15
	CHAPITRE XXXI.		
	Non-valeurs et Remboursements.		
155	Restitution de droits, d'impôts et taxes indûment perçus. Remboursement d'amendes. Remboursement de sommes reconnues appartenir à des tiers (*Crédit non limitatif*)	2,500,000	
156	Déficits de comptables. Régularisations. Déficits des magasins. Régularisation des avances sur traitements consenties au cours de l'exercice courant et des exercices antérieurs et non remboursées par les intéressés. (*Crédit non limitatif*)	400,000	
			2,900,00
	CHAPITRE XXXII.		
	Dépenses de souveraineté.		
157	Force publique :		
	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel. Frais de rappel des officiers et sous-officiers de réserve	30,251,615	
158	Force Publique :		
	Soldes et allocations diverses, dots pour femmes de miliciens, etc.; frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	20,707,150	

Waarborg ter betaling der interesten en ter uitdelging van aandeelen en schuldbrieven van koloniale vennootschappen in overeenstemming met de bestaande overeenkomsten. (*Onbegrensd krediet.*).	6,222,297	
Algemeene onkosten betrekkelijk den Dienst der Openbare Schuld en der Portefeuille, Comiteit van de Portefeuille der Kolonie (*Onbegrensd krediet*).	100,000	
		122,222,151
HOOFDSTUK XXXI.		
Onwaarden en Terugbetalingen.		
Terugbetaling van ten onrechte geïnde rechten betalingen en taksen. Terugbetaling van boeten. Terugbetaling van sommen welke herkend worden aan derden toe te behooren. (*Onbegrensd krediet*).	2,500,000	
Tekorten van rekenplichtige. Regelingen. Tekorten van magazijn. Regeling der voorschotten op wedden in den loop van dit dienstjaar en der vorige dienstjaren toegestaan en door de belanghebbenden niet terugbetaald. (*Onbegrensd krediet*).	400,000	
		2,900,000
HOODSTUK XXXII.		
Souvereiniteitsuitgaven.		
Landmacht :		
Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel. Kosten voor terugoproeping voor de reserve-officieren en -onderofficieren	30,251,615	
Landmacht :		
Soldijen en verscheidene tegemoetkomingen huwelijksgiften voor vrouwen van dienstplichtigen, enz., kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	20,707,150	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

159	Force Publique :		
	Matériel, fournitures de bureau, fournitures classiques ; armement, munitions, équipement, molier des camps militaires. Publications, documentation, service de renseignements, sépultures militaires, etc., frais de transport, droits de douane et frais divers	6,724,802	
160	Force Publique : Service cartographique.		
	Crédit destiné notamment à alimenter le Fonds spécial du service cartographique.	50,000	
161	Entretien et nourriture des équidés de la Force Publique	148,550	
162	Achat de moyens de locomotion mécaniques en général. Matières d'entretien et de réparation. Pièces de rechanges, outillage de garage. Indemnités pour usage en service de moyens de locomotion mécanique.	8,575,000	
			66,457,11
	TOTAL des dépenses ordinaires . . fr.	. . . . .	521,241,95

)	Landmacht :		
	Materieel, kantoor- en schoolbehoeften : bewapening, munities, uitrusting, meubileering der militaire kampen. Bekendmakingen. Documenteering, inlichtingsdienst, militaire graven, enz., vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	6,724,802	
)	Landmacht : Kaartenmakingsdienst.		
	Krediet namelijk bestemd tot de bevoorrading van het bijzonder Fonds van den Kaartenmakingsdienst	50,000	
l	Onderhoud en voeding van den stapel der paardsoortigen van de Landmacht	148,550	
2	Aankoop van mechanische vervoermiddelen in het algemeen. Onderhoud en herstellingstoffen. Voorraadstukken ; tuigen voor berging. Vergoedingen voor gebruik onder dienst van mechanische voertuigen	8,575,000	
			66,457,117
	TOTAAL der gewone uitgaven . . . fr.	. . . . .	521,241,955

TABLEAU III.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE POUR L'EXERCICE 1928

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Prévisions des recettes et des dépenses.
	CHAPITRE PREMIER.	
	Fonds de Tiers.	
1	Cautionnements en matière fiscale	50,000
2	Cautionnements en matière judiciaire	200,000
3	Cautionnements d'adjudicataires, soumisionnaires et concessionnaires	200,000
4	Cautionnements des recruteurs de main d'oeuvre . . .	100,000
5	Cautionnements des comptables et sous-comptables . . .	20,000
6	Sommes frappées de saisies-arrêts et oppositions . . .	200,000
7	Liquidation des successions	2,000,000
8	Vente de marchandises non déclarées ou délaissées en douane	10,000
9	Sommes non touchées par les bénéficiaires	50,000
10	Fonds appartenant à des tiers, remboursables par les ordonnateurs-délégués à Bruxelles ou dans la Colonie	5,000,000
11	Mandats-poste	11,000,000
12	Droits de douane et frais de statistique des colis-postaux.	20,000
13	Encaissement et paiement de quittances	500,000
14	Encaissement d'abonnements à des publications diverses.	10,000
15	Vente de colis-postaux tombés en rebut	1,000
16	Caisse d'Epargne de la Colonie	2,000,000
17	Réserves des militaires et des travailleurs	100,000
18	Retenues en vue de la création d'une caisse de pensions des veuves et orphelins (Arrêté royal du 21 avril 1923).	3,000,000
19	Liquidation de biens allemands. (Exécution du décret du 9 juillet 1923.)	2,000,000
20	Prix de littérature coloniale. (Arrêtés royaux des 8 octobre 1922 et 2 avril 1923).	5,000
21	Fondation » Mussiri-Kanda ». (Arrêté royal du 18 octobre 1923).	2,000
22	Souscription aux timbres commémoratifs	50,000

TABEL III.

BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER VOOR HET DIENSTJAAR 1928.

Artikelen.	AANWIJZING DER DIENSTEN.	Ramingen der ontvangsten en der uitgaven.
	EERSTE HOOFDSTUK.	
	Gelden van Derden.	
1	Borgtochten in zake fiscus	50,000 »
2	Borgtochten in zake gerecht	200,000 »
3	Borgtochten der aannemers, inschrijvers en concessionnarissen	200,000 »
4	Borgtochten der aanwervers van werkkrachten . . .	100,000 »
5	Borgtochten van rekenplichtigen en ondergeschikte rekenplichtigen	20,000 »
6	Met beslag en verboddoeningen geslagen sommen . .	200,000 »
7	Vereffening der nalatenschappen	2,000,000 »
8	Verkoop van niet-verklaarde of op het tolambt verlaten goederen	10,000 »
9	Door de beneficiarissen niet geïnde sommen	50,000 »
10	Aan derden behoorende fondsen terugbetaalbaar door afgevaardigde verordenaars te Brussel, of in de Kolonie.	5,000,000 »
11	Post-mandaten	11,000,000 »
12	Tolrechten en statistiekkosten der postcolli	20,000 »
13	Innen en betalen van kwijtbrieven	500,000 »
14	Ontvangsten van inschrijvingen op verscheidene tijdschriften	10,000 »
15	Verkoop van als onbestelbaar verklaarde postcolli . .	1,000 »
16	Spaarkas der Kolonie	2,000,000 »
17	Voorbehoud der militairen en arbeiders	100,000 »
18	Afhouding met het oog op de stichting van eene pensioenkas der weduwen en weezen. (Koninklijk besluit van 21 April 1923.)	3,000,000 »
19	Vereffening van Duitsche goederen. (Uitvoering van het decreet van 9 Juli 1923.)	2,000,000 »
20	Prijs van Koloniale Letterkunde. (Koninklijk besluit van 8 October 1922 en 2 April 1923).	5,000 »
21	Stichting » Mussiri-Kanda ». (Koninklijk besluit van 18 October 1923)	2,000 »
22	Inteekening op de herinneringspostzegels	50,000 »

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE (SUITE).

23	Versements pour assurance et employés temporaires en vue de la vieillesse et du décès prématuré. (Loi du 10 mars 1925.)	30,000 »
	CHAPITRE II.	
	Dépenses sur ressources spéciales.	
24	Avances sur traitements	300,000 »
25	Fonds spécial de pensions de retraite créé en exécution de l'article 14 du décret du 2 mai 1910, relatif à la pension des fonctionnaires et agents de la Colonie . . .	7,000,000 »
26	*a*) Reliquat des ristournes effectuées par le Fonds spécial du Roi pour liquider les arrérages des pensions civiques créées par le décret du 25 avril 1910	100,000 »
	b) Majoration des dites pensions civiques. (Loi du 12 mars 1923.)	
27	Arrérages de la Rente belge acquise avec le reliquat des annuités du Fonds spécial du Roi disponible au 1er janvier 1924. (Arrêté royal du 8 décembre 1924.).	300,000 »
28	Reliquat du Fonds spécial du Roi	100,000 »
29	Donations pour la lutte contre la maladie du sommeil. .	50,000 »
30	Produit de la vente de la fleur de la Reine	50.000 »
31	Clinique Léopold II	800,000 »
32	Avances en matériel aux chefs indigènes	500,000 »
33	Avances en bétail aux chefs indigènes	20,000 »
34	Avances à des colons agricoles méritants	400,000 »
35	Fonds destiné à l'achat, au traitement, à la manipulation et au transport de produits indigènes divers : riz, coton, divers	50,000 »
36	Fonds de prévision monétaire et fonds spécial de réserve .	150,000,000 »
37	Alimentation en marchandises des cantines de la troupe.	600,000 »
38	Fonds spécial du Service cartographique	230,000 »
39	Office du Travail de Léopoldville	3,000,000 »
40	Taxe cotonnière (article 10 de la loi de Budget du Congo belge pour 1924).	600,000 »
41	Achat de lait pour nourrissons	100,000 »
42	Propagande coloniale	Mémoire
	Total du budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre	190,748,000 »

BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER (VERVOLG).

23	Storting voor verzekering der tijdelijke bedienden met het oog op den gevorderden ouderdom en het vroegtijdig overlijden. (Wet van 10 Maart 1925)	30,000 »
	IIe HOOFDSTUK.	
	Uitgaven op bijzondere inkomsten.	
24	Voorschotten op wedden	300,000 »
25	Bijzonder fonds der rustgelden gesticht ter uitvoering van artikel 14 uit het decreet van 2 Mei 1910, betrekkelijk het pensioen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie	7,000,000 »
26	*a*) Overschot der door het Bijzondere Fonds van den Koning aangewende terugbetalingen om de achterstallen der bij het decreet van 25 April 1910 gestichte burgerlijke pensioenen te vereffenen . . . . . *b*) Vermeerdering van gezegde burgerlijke pensioenen (wet van 12 Maart 1923).	100,000 »
27	Achterstallen der Belgische Rent aangekocht met het overschot der annuïteiten van het op 1 Januari 1924 beschikbaar Bijzonder Fonds des Konings (K. B. van 8 December 1924).	300,000 »
28	Overschot van het Bijzonder Fonds des Konings . . .	100,000 »
29	Begiftigingen in de bestrijding der slaapziekte	50,000 »
30	Opbrengst van den verkoop der Koninginnebloem . .	50,000 »
31	Ziekenhuis Leopold II	800,000 »
32	Voorschotten in materieel aan de inlandsche hoofden . .	500,000 »
33	Voorschotten in vee aan de inlandsche hoofden	20,000 »
34	Voorschotten aan verdienstelijke landbouw-kolonisten .	400,000 »
35	Fonds bestemd voor het koopen, verwerken, hanteeren en vervoeren van verscheidene inlandsche voortbrengselen : rijst, katoen, verscheidenen	50,000 »
36	Fonds van muntvooruitzicht en bijzonder voorbehoudsfonds	150,000,000 »
37	Bevoorrading in goederen der troepenkantienen . . .	600,000 »
38	Bijzonder fonds van den Kaartenmakingsdienst . . .	230,000 »
38	Werkbeurs van Leopoldville	3,000,000 »
40	Katoentaks (artikel 10 uit de Begrooting van Belgisch-Congo voor 1924)	600,000 »
41	Aankoop van melk voor de zuigelingen	100,000 »
42	Koloniale Propaganda	Memorie.
	Totaal van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor Order	190,748,000 »

TABLEAU IV.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1928.

RECETTES ORDINAIRES.

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations de recettes par article.
1	Recettes douanières	6,000,000 »
2	Recettes des Bases de Daressalam et Kigoma	1,352,500 »
3	Impôts sur les quatre bases	120,000 »
4	Impôt sur le revenu des professions et des sociétés commerciales	400,000 »
5	Patentes de trafiquants	25,000 »
6	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	30,000 »
7	Patentes de marchands de bétail	60,000 »
8	Impôt par tête de bétail abattue sur les marchés coutumiers indigènes	100,000 »
9	Impôt sur la polygamie	30,000 »
10	Taxe sur les chiens	1,500 »
11	Impôt indigène et impôt sur le bétail	8,565,000 »
12	Recettes postales et télégraphiques	450,000 »
13	Vente et location de terres et d'immeubles	170,000 »
14	Permis de chasse, de port d'armes, et permis de vente d'armes à feu et de munitions	50,000 »
15	Recettes judiciaires	110,000 »
16	Droits de chancellerie, droits de succession, droits de 4 % sur les ventes publiques, permis de circulation, etc.	30,000 »
17	Vente de peaux et produits de l'agriculture	40,000 »
18	Recettes du laboratoire vétérinaire de Kisenyi	5,000 »
19	Produits de l'ivoire trouvé	15,000 »
20	Produits divers et accidentels	400,000 »
21	Recettes de l'Imprimerie	20,000 »

TABEL IV.

BEGROOTING DES MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1928.

GEWONE ONTVANGSTEN.

Artikelen.	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	Bedrag der ontvangsten per artikel.
1	Inkomsten der douanen	6,000,000 »
2	Inkomsten der steunpunten Daressalam en Kigoma . .	1,352,500 »
3	Belastingen op de vier basissen	120,000 »
4	Belasting op het inkomen der beroepen en der handelsvennootschappen.	400,000 »
5	Handelaarspatenten	25,000 »
6	Vergunningen tot invoer en verkoop van alcoholhoudende dranken	30,000 »
7	Patenten der veekooplieden	60,000 »
8	Belasting bij stuks vee geslacht op de gewoontelijke inlandsche markten	100,000 »
9	Belasting op de veelwijverij	30,000 »
10	Taks op de honden	1,500 »
11	Inlandsche belasting en belasting op het vee	8,565,000 »
12	Inkomsten der Posterijen en Telegrafen	450,000 »
13	Verkoop en verhuring van gronden en onroerende goederen	170,000 »
14	Jachtverloven. verloven tot het dragen van wapens, en verloven tot het verkoopen van vuurwapens en ammunitie	50,000 »
15	Gerechtelijke inkomsten	110,000 »
16	Kanselarijrechten, erfenisrechten, recht van 4 t. h. op de openbare verkoopingen, verkeerbrieven, enz. . . .	30,000 »
17	Verkoop van vellen en opbrengsten van den landbouw. .	40,000 »
18	Inkomsten van het veeartsenijlaboratium van Kissenyi.	5,000 »
19	Opbrengst van het gevonden ivoor	15,000 »
20	Verscheiden of toevallige opbrengsten	400,000 »
21	Inkomsten van de drukkerij	20,000 »

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

22	Quote-part du Gouvernement du Congo belge dans les dépenses du Ruanda-Urundi	491,000 »
23	Vente de matières et objets fabriqués provenant des écoles professionnelles et laiteries	210,000 »
24	Recettes diverses du service de la Trésorerie	10,000 »
25	Bonification du Budget des Dépenses extraordinaires . .	800,000 »
26	Permis de coupe de bois	10,000 »
27	Recettes d'enregistrement et du cadastre	40,000 »
28	Taxe de licence de recherches minières	30,000 »
29	Taxe sur l'émigration	500,000 »
	Total des recettes ordinaires . . . . . fr.	20,065,000 »

TABLEAU V.

—

BUDGETS DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1928.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	Montant des crédits par article.
	Administration centrale.	
1	Traitements, indemnités et partie mobile des traitements du personnel	Mémoire.
2	Matériel et fournitures de bureau	10,000 »
3	Frais de déplacement, frais de propagande, d'expositions et divers. Frais d'impression et d'expédition du rapport annuel	60,000 »
	Gouvernement local.	
4	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, de représentation, etc. du personnel européen	526,000 »

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

22	Aandeel van het Beheer van Belgisch-Congo in de uitgaven van Ruanda-Urundi	491,000 »
23	Verkoop van ruwe stoffen en vervaardigde voorwerpen van de nijverheidsscholen en de melkerijen	210,000 »
24	Verscheiden inkomsten van den dienst der Schatkamer .	10,000 »
25	Tegoedkoming van de Begrooting der Buitengewone uitgaven	800,000 »
26	Verlof tot houthakking.	10,000 »
27	Inkomsten van registratie en kadaster	40,000 »
28	Taks voor vergunning tot mijnopzoekingen	30,000 »
29	Taks op de uitwijking	500,000 »
	Totaal der gewone inkomsten . . . . . fr.	20,065,000 »

TABEL V.

—

BEGROOTING VAN DE GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1928.

Artikelen.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	Bedrag der ontvangsten per artikel.
	Hoofdbeheer.	
1	Wedden, vergoedingen en veranderlijk gedeelte der wedden van het personeel	Memorie.
2	Materieel en kantoorbehoeften	10,000 »
3	Verplaatsing-, propaganda- en tentoonstellingkosten, en allerlei druk- en verzendingskosten van het jaarlijks verslag	60,000 »
	Plaatselijk-bewind.	
4	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reis- en vertegenwoordigingskosten, enz. van het Europeesch personeel	526,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

5	Salaires, frais d'entretien et divers des commis du cadre indigène et du personnel noir	35,000 »
6	Matériel, mobilier, fournitures et divers, frais de transport, droits d'entrée et de transit, etc.	85,000 »
7	Bibliothèques publiques : achat de livres, journaux, périodiques et frais divers	10,000 »
8	Subsides divers et frais de propagande commerciale . .	63,000 »
9	Dépenses imprévues	50,000 »
	Enseignement.	
10	Traitement et indemnités diverses du personnel européen.	198,000 »
11	Salaires et entretien des instituteurs noirs, des clercs et des élèves (y compris l'école de charpenterie)	80,000 »
12	Matériel et fournitures scolaires, outillage des écoles professionnelles, frais de transport, de douane, etc. . . .	70,000 »
13	Écoles industrielles : matières et fournitures diverses .	230,000 »
14	École des assistants médicaux et infirmiers indigènes : salaires, matériel classique et divers	150,000 »
15	Écoles professionnelles : traitements, indemnités diverses et frais de voyage des Frères de la Charité. Salaires et entretien du personnel noir. Matériel, mobilier divers.	100,000 »
16	Subsides aux Missions	550,000 »
	Bienfaisance publique.	
17	Rapatriement de personnes abandonnées sans ressources et des expulsés indigents, entretien des enfants abandonnés	25,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

5	Dagloonen, onderhouds- en verscheiden kosten der klerken van het inlandsch kader en van het negerpersoneel .	35,000 »
6	Materieel, meubelen, benoodigdheden en verscheiden, vervoerkosten, in- en doorvoerrechten	85,000 »
7	Openbare bibliotheken : aankoop van boeken, dagbladen, tijdschriften en verscheiden kosten, enz.	10,000 »
8	Verscheiden hulpgelden en kosten voor handelspropaganda	63,000 »
9	Onvoorziene uitgaven	50,000 »
	Onderwijs.	
10	Wedden en verscheiden vergoedingen van het Europeesch personneel	198,000 »
11	Dagloonen en onderhoud der neger-onderwijzers, der klerken en der leerlingen (de timmerschool erbij begrepen)	80,000 »
12	Schoolmaterieel en benoodigdheden, toerusting der beroepscholen, kosten van vervoer, van douane, enz.	70,000 »
13	Nijverheidscholen : verscheiden benoodigdheden . . .	230,000 »
14	School der inlandsche geneeskundige helpers en ziekenverplegers : dagloonen, schoolmaterieel en verscheiden.	150,000 »
15	Beroepscholen : wedden, verscheiden vergoedingen en reiskosten van de Broeders van Liefde ; dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel, materieel, meubelen, verscheiden	100,000 »
16	Hulpgelden aan de zendingen	550,000 »
	Openbare Weldadigheid.	
17	Terugzending naar hun vaderland van personen, die zonder hulpmiddelen werden verlaten, en der noodlijdende uitgedrevenen ; onderhoud der verlaten kinderen . .	25,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

18	Crédit pour parer à la famine dans le Ruanda et l'Urundi.	1,500,000 »
	Service des Douanes.	
19	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, etc., du personnel européen	429,000 »
20	Traitement et indemnités diverses des préposés du cadre indigène	45,000 »
21	Salaires et frais d'entretien du personnel noir	100,000 »
22	Matériel pour la douane et frais d'entretien des installations de Kigoma et Daressalam	260,000 »
23	Redevance à l'Agence commerciale belge de Daressalam.	50,000 »
24	Primes pour prises et contraventions ; rémunération spéciale pour travaux supplémentaires effectués en dehors des heures réglementaires de service	20,000 »
	Service des Postes et Télégraphes.	
25	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, etc., du personnel européen.	168,500 »
26	Salaires et frais d'entretien du personnel noir : frais de transport de courriers	30,000 »
27	Matériel, fournitures de bureau, équipements, frais de transport et divers	8,000 »
28	Redevance à la T. S. F.	225,000 »
29	Bonification aux services postaux et télégraphiques étrangers (*crédit non limitatif*).	145,000 »
30	Non-valeurs et indemnités pour pertes d'envois assurés ou recommandés ou de colis postaux (*crédit non limitatif*)	300 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI (VERVOLG).1

18	Krediet tot het bestrijden van den hongersnood in Ruanda en in Urundi.	1,500,000 »
	Dienst der Douanen.	
19	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz. van het Europeesch personeel . . .	429,000 »
20	Wedden en verscheiden vergoedingen van de aangestelden van het inlandsch kader.	45,000 »
21	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel.	100,000 »
22	Materieel voor de douanen en onderhoudskosten der instellingen van Kigoma en Daressalam.	260,000 »
23	Vergelding aan het « Agence Commerciale Belge » van Daressalam	50.000 »
24	Premiën voor het vatten en de vaststelling der overtredingen ; bijzondere vergelding voor buiten de regelmatige diensturen geleverd overwerk	20,000 »
	Dienst der Posterijen en Telegrafen.	
25	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz. van het Europeesch personeel . . .	168,500 »
26	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel ; vervoerkosten van koeriers	30,000 »
27	Materieel, kantoorbehoeften, uitrustingen, vervoerkosten en verscheiden	8,000 »
28	Vergelding aan de Draadlooze Telegrafie	225,000 »
29	Tegoedkoming aan de vreemde post- en telegraafdiensten (*onbegrensd krediet*)	145,000 »
30	Oninvorderbare schulden en vergoedingen voor verlies van verzekerde of aangeteekende verzendingen of van postcolli (*onbegrensd krediet*)	300 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

	Service des Finances et de Trésorerie.	
31	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage, etc., du personne européen, ...	518,000 »
32	Salaires et entretien du personnel noir	2,700 »
33	Matériel, fournitures, frais de transport, droits de douane, indemnités de bicyclette et de machine à écrire . . .	8,200 »
34	Trésorerie : commission de banque, frais de transfert, transport de numéraire	110,000 »
35	Intérêt et amortissement des avances faites par le Gouvernement belge.	1,300,000 »
36	Restitution de droits, d'impôts et taxes indûment perçus. Remboursement d'amendes. Remboursement de sommes reconnues appartenir à des tiers (*crédit non limitatif*)	20,000 »
37	Déficits des sous comptables. Régularisations (*crédit non limitatif*)	3,000 »
	Service territorial.	
38	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de représentation, frais de voyage, etc., du personnel européen	3,307,000 »
39	Salaires et frais d'entretien du personnel noir	170,000 »
40	Matériel, mobilier, fournitures, frais de transports, droit d'entrée et de transit, indemnités de bicyclette, de machine à écrire, etc. Achat et transport de jetons d'impôt	450,000 »
41	Ristournes accordées aux chefferies indigènes sur le produit de l'impôt de capitation et gratifications aux sultans Musinga et Mwambutsa	900,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

	Dienst der Financiën en der Schatkamer.	
31	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz., van het Europeesch personeel . . .	518,000 »
32	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel . . .	2.700 »
33	Materieel, benoodigdheden, vervoerkosten, tolrechten, vergoedingen voor fiets en schrijfmachine	8,200 »
34	Schatkamer : commissieloon aan bank, overdrachtkosten, vervoer van muntspeciën	110.000 »
35	Interest en aflossing der door het Belgisch Beheer gedane voorschotten	1.300.000 »
36	Teruggave van rechten, belastingen en taksen ten onrechte geïnd. Terugbetaling van boeten. Terugbetaling van sommen, die bleken aan derden te behooren. (*Onbegrensd krediet*)	20,000 »
37	Tekort in kassen der onder-rekenplichtigen. Reguleering. (*Onbegrensd krediet.*)	3,000 »
	Gewestelijke dienst.	
38	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, vertegenwoordigingskosten, reiskosten, enz., van het Europeesch personeel	3,307.000 »
39	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel.	170,000 »
40	Materieel, meubelen, benoodigdheden, vervoerkosten, in- en doorvoerrechten, vergoedingen voor fiets, schrijfmachine, enz. Aankoop en vervoer van belastingspenningen.	450.000 »
41	Teruggaven aan de inlandsche hoofdijen op de opbrengst der hoofdelijke belasting en gratificaties aan de sultanen Musinga en Mwambutsa	900,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

	Service de la Police et des Prisons.	
42	Soldes et allocations, frais d'entretien et divers de policiers et détenus	600,000 »
43	Matériel et fournitures spéciales, frais de transport et divers	35,000 »
	Service de l'Agriculture.	
44	Traitement, indemnités, frais de voyage et divers du personnel européen	158,000 »
	Stations agricoles et d'élevage.	
45	Traitements, indemnités, frais de voyage et divers du personnel européen	220,000 »
46	Salaires et entretien du personnel noir	200,000 »
47	Matériel, fournitures, entretien du bétail, etc. . . .	300,000 »
	Laboratoire vétérinaire.	
48	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement, etc., du personnel européen.	185,000 »
49	Salaires et entretien du personnel noir	27,000 »
50	Matériel, mobilier, fournitures, frais de transport, etc.	30,000 »
	Service vétérinaire.	
51	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement, etc. du personnel européen.	382,000 »
52	Salaires et entretien du personnel noir	21,000 »
53	Matériel, mobilier, frais de transport et de douane, etc.	23,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

	Dienst van de politie en van de Gevangenissen.	
42	Soldijen, tegemoetkomingen, onderhoudskosten en verscheiden van de politieagenten en gevangenen . . .	600,000 »
43	Bijzonder materieel en benoodigdheden, vervoerkosten en verscheiden	35,000 »
	Landbouwdienst.	
44	Wedden, vergoedingen, reiskosten, en verscheidenen voor het Europeesch personeel	158,000 »
	Standplaatsen voor Landbouw en veeteelt.	
45	Wedden, vergoedingen, reiskosten en verscheiden van het Europeesch personeel.	220,000 »
46	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel . . .	200,000 »
47	Materieel, benoodigdheden, onderhoud van het vee, enz.	300,000 »
	Veeartsenijlaboratorium.	
48	Activiteits- en verlofwedde, verscheidene vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten, enz. van het Europeesch personeel	185,000 »
49	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel.	27,000 »
50	Materieel, meubelen, benoodigdheden, vervoerkosten,enz.	30,000 »
	Veeartsenijdienst.	
51	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten, enz. van het Europeesch personeel	382,000 »
52	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel . . .	21,000 »
53	Materieel, meubelen, vervoer- en tolkosten, enz. . . .	23,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

	Service des Travaux publics.	
54	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur, etc., du personnel européen	864,000 »
55	Salaires et entretien du personnel noir. Rémunération aux chefferies indigènes pour travaux exécutés dans l'intérêt général	700,000 »
56	Matériel, outillage, fournitures diverses, frais de transport, de douane, indemnités de moto, etc.	400,000 »
	Service de l'Hygiène.	
57	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et divers du personnel européen. . . .	1109,000 »
58	Salaires, entretien et équipement du personnel noir . .	150,000 »
59	Matériel, fournitures, produits pharmaceutiques, appareils et divers, frais de transport, de douane, indemnités de moto, etc.	900,000 »
60	Honoraires à des médecins étrangers à l'administration.	12,000 »
61	Frais d'entretien des malades dans les hôpitaux et dispensaires	172,000 »
62	Brigades sanitaires	30,000 »
63	Subsides aux membres de l'assistance médicale. Formation d'accoucheuses. Rétribution des Soeurs hospitalières et divers	200,000 »
	Force publique.	
64	Traitement d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur, etc. du personnel européen	696,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI(VERVOLG).

	Dienst der Openbare Werken .	
54	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen, reiskosten en verplaatsingskosten in het binnenland, enz., van het Europeesch personeel	864,000 »
55	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel. Vergelding aan de inheemsche hoofdijen voor in het algemeen belang uitgevoerde werken	700,000 »
56	Materieel, uitrusting, verscheiden benoodigdheden, vervoer- en tolkosten, moto-vergoedingen, enz.	400,000 »
	Gezondheidsdienst.	
57	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, reiskosten en verscheiden van het Europeesch personeel	1,109,000 »
58	Dagloonen, onderhoud en uitrusting van het negerpersoneel	150,000 »
59	Materieel, benoodigdheden, apotheekartikelen, toestellen en verscheiden, toerusting, kosten van vervoer, van tol, moto-vergoedingen, enz.	900,000 »
60	Eereloon aan niet tot het Beheer behoorende geneesheeren.	12,000 »
61	Onderhoudskosten der zieken in de gasthuizen en verpleeghuizen.	172,000 »
62	Gezondheidsbrigaden	30,000 »
63	Toelagen aan de leden van de geneeskundige hulp. Opleiding van vroedvrouwen. Vergelding aan de hospitaalzusters en verscheidenen.	200,000 »
	Landmacht.	
64	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland, enz. enz. van het Europeesch personeel.	696,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

65	Soldes et allocations diverses, frais d'entretien et de rapatriement du personnel de couleur	550,000 »
66	Matériel, fournitures, armement, munitions, équipements, mobilier, outillage. Frais de transport, droits de douane et divers	400,000 »
67	Bonification au Gouvernement de la Colonie pour l'armement spécial des troupes détachées dans la Ruanda-Urundi	100,000 »
	Service judiciaire.	
68	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur du personnel européen	165,000 »
69	Salaires et entretien du personnel noir	2,500 »
70	Matériel, fournitures diverses, frais de transport, droits de douanes, etc.	7,000 »
71	Frais de justice. (*Crédit non limitatif.*)	11,000 »
	Service des Terres.	
72	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur du personnel européen	185,000 »
73	Salaire et entretien du personnel noir.	3,500 »
74	Matériel, fournitures diverses, frais de transport, droits de douane, indemnités de bicyclettes, etc.	15,000 »
	Service de l'Industrie et du Commerce.	
75	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur du personnel européen.	96,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

65	Soldijen en verscheiden tegemoetkomingen, kosten van onderhoud en van terugzending naar de streek van herkomst van het kleurpersoneel	550,000 »
66	Materieel, behoeften, bewapening, ammunitie, kleedij, meubelen, benoodigdheden. Vervoerkosten, tolrechten en verscheiden	400,000 »
67	Tegemoetkoming aan het Beheer van de Kolonie voor de bijzondere bewapening der naar Ruanda-Urundi uitgezonden troepen	100,000 »
	Gerechtsdienst.	
68	Activiteits- en verlofwedden, verscheidene vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland voor het Europeesch personeel	165,000 »
69	Dagloon en onderhoud van het negerpersoneel.	2,500 »
70	Materieel, verscheidene benoodigdheden, vervoerkosten, tolrechten, enz.	7,000 »
71	Gerechtskosten. (*Onbegrensd krediet*)	11,000 »
	Dienst der Gronden.	
72	Activiteits- en verlofwedden, verscheidene vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland van het Europeesch personeel	185,000 »
73	Dagloon en onderhoud van het negerpersoneel	3,500 »
74	Materieel, verscheidene benoodigdheden, vervoerkosten, tolrechten, fietsvergoedingen, enz.	15,000 »
	Dienst voor Nijverheid en Handel.	
75	Activiteits- en verlofwedden, verscheidene vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland van het Europeesch personeel	96,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

76	Salaire et entretien du personnel noir.	1,500 »
77	Matériel, fournitures diverses, frais de transport et de douane	2,800 »
	Divers.	
78	Versement au fonds créé par le décret du 19 juillet 1926 sur l'émigration des indigènes	500,000 »
	Total des Dépenses ordinaires . . . . fr.	21,465,000 »

TABLEAU VI.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1928.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.		Prévisions des recettes et des dépenses
	Fonds de Tiers.		
1	Cautionnements		50,000 »
2	Consignations :		
	A. — Sommes frappées de saisies-arrêts, cessions de traitements	30,000 »	
	B. — Reliquats de successions à la disposition des ayants-droit	50,000 »	
	C. — Produit net des marchandises non déclarées ou délaissées, à la disposition des ayants-droit	30,000 »	

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

76	Dagloon en onderhoud van het negerpersoneel	1,500 »
77	Materieel, verscheidene benoodigdheden, vervoer en tolkosten	2,800 »
	Verschillende.	
78	Storting in het bij het decreet van 19 Juli 1926 op de uitwijking der inboorlingen gesticht fonds	500,000 »
	Totaal der Gewone uitgaven. . . . . fr.	21,465,000 »

TABEL VI.

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND VAN RUANDA URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1928.

Artikelen.	AANDUIDING DER DIENSTEN.		Voorziene ontvangsten en uitgaven.
	Fondsen van derden.		
1	Borggelden		50,000 »
2	Consignaties :		
	A. — Sommen belast met beslag onder derden, afstand van wedden	30,000 »	
	B. — Overschotten van nalatenschappen ter beschikking der rechthebbenden	50,000 »	
	C. — Netto-opbrengst van niet-verklaarde of verlaten goederen, ter beschikking der rechthebbenden	30,000 »	

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE (SUITE).

	D. — Consignations diverses remboursables à Bruxelles ou dans les territoires	200,000 »	
			310,000 »
3	Fonds confiés à la Caisse d'épargne		30,000 »
4	Fonds provenant de la retenue opérée sur les traitements des fonctionnaires et agents, en vue de la création d'une caisse de pensions des veuves et orphelins		250,000 »
	Dépenses sur ressources spéciales.		
5	Fonds spécial d'avances sur traitement		250,000 »
6	Fonds spécial destiné à la création des cantines pour la troupe		60,000 »
	Total du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre fr.		950,000 »

BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER (VERVOLG).

	D. — Verscheiden consignaties, te Brussel of in de grondgebieden terugbetaalbaar	200,000 »	310,000 »
3	Aan de Spaarkas toevertrouwde fondsen		30,000 »
4	Fondsen voortkomende van de afhoudingen gedaan op de wedden der ambtenaren en beambten, met het oog op het stichten eener pensioenkas voor de weduwen en weezen		250,000 »
	Uitgaven op bijzondere geldmiddelen.		
5	Bijzonder fonds van voorschotten op wedde		250,000 »
6	Bijzonder fonds bestemd tot het oprichten van kantienen voor de troepen		60,000 »
	Totaal van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order. . . . . fr.		950,000 »

Loi contenant le Budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928 (1).

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1928.

Article premier.

Dépenses extraordinaires.

Il est ouvert, pour les Dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1928, énumérées au tableau I ci-annexé, des crédits s'élevant ensemble à la somme de 330.930.735 francs.

Art. 2.

Recettes extraordinaires.

Les Recettes extraordinaires du Congo

(1) Chambre des Représentants.

Sessions 1927-1928 en 1928-1929.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 232. — Amendement n° 107. — Rapports n^{os} 98 et 101.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. — Séances des 21, 27, 28 février ; 6, 7 et 13 mars 1929.

Sénat.

Session 1928-1929.

Documents parlementaires. — Projet de loi n° 110 ; rapport n° 123.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption : séance du 27 mars 1929.

Wet houdende de Buitengewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929 (1).

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE TITEL.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1928.

Artikel één.

Buitengewone Uitgaven.

Er worden, voor de Buitengewone Uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1928, bij hierbijhoorende tabel I opgesomd, kredieten geopend tot een gezamenlijk bedrag van 330.930.735 frank.

Art. 2.

Buitengewone Ontvangsten.

De buitengewone Ontvangsten van

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Zittijden 1927-1928 en 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Memorie van toeliehting en wetsontwerp n^{r} 232. — Amendement n^{r} 107. — Verslagen n^{rs} 98 en 101.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. — Zittingen van 21, 27, 28 Februari ; 6, 7 en 13 Maart 1929.

Senaat.

Zittijd 1928-1929.

Senaatbescheiden. — Wetsontwerp n^{r} 110. — Verslag n^{r} 123.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 27 Maart 1929.

Belge pour l'exercice 1928 sont évaluées à la somme de 304.375.000 francs, conformément au tableau II ci-annexé.

ART. 3.

Ressources extraordinaires d'emprunt.

L'excédent des dépenses autorisées par la présente loi à l'article premier sur les Recettes extraordinaire, prévues à l'article 2, sera couvert au moyen d'emprunt.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer, à concurrence de l'emprunt à contracter, des Bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo Belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

TITRE II.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928.

ART. 5.

Dépenses extraordinaires.

Il est ouvert, pour les Dépenses extraordinaires de l'exercice 1928, du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi, énumérées au tableau III ci-annexé, des crédits pour un montant de 4.000.000 de francs (quatre millions).

ART. 6.

Recettes extraordinaires.

Les dépenses autorisées par l'article 5 de la présente loi seront couvertes, à

Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1928 zijn geraamd op de som van 304.375.000 frank, overeenkomstig de hierbijbehoorende tabel II.

ART. 3.

Buitengewone leenmiddelen.

Het overschot der bij artikel 1 dezer wet toegelaten uitgaven op de bij artikel 2 voorziene buitengewone ontvangsten, zal bij wijze van leening worden gedekt.

ART. 4.

De Minister van Koloniën is, bij deze wet gerechtigd, tot beloop der te sluiten leening, Schatkistbons of leeningstitels voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, overeenkomstig de bij koninklijk besluit bepaalde modaliteiten.

TITEL II.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928.

ART. 5.

Buitengewone uitgaven.

Er worden, voor de Buitengewone uitgaven voor het dienstjaar 1928, van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, bij hierbijbehoorende tabel II opgesomd, kredieten geopend tot een bedrag van vier millioen frank (4,000,000 frank).

ART. 6.

Buitengewone ontvangsten.

De bij artikel 5 dezer wet toegelaten uitgaven worden, tot hun volle bedrag,

due concurrence, au moyen de prêt du Trésor belge, prévu à l'article 160 du Budget des Dépenses extraordinaires de la Belgique pour l'exercice 1928, et repris au tableau IV ci-annexé.

gedekt bij middel van de leening der Belgische Schatkist, voorzien bij artikel 128 uit de Begrooting der Buitengewone uitgaven van Belgie voor het dienstjaar 1928 en in hierbijbehoorende tabel IV aangehaald.

TITRE III.

Dispositions diverses.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est autorisé à consentir des prêts en numéraire aux Sociétés envers lesquelles le Gouvernement du Congo Belge s'est engagé, en vertu de contrats dûment approuvés par la Législature, soit à souscrire des obligations, soit à garantir l'intérêt et l'amortissement des actions ou obligations émises par elles.

TITEL III.

Verscheidene schikkingen.

ART. 7.

De Minister van Kolonien is gerechtigd leeningen in muntspeciën toe te staan aan de Vennootschappen jegens dewelke het Beheer van Belgisch-Congo de verbintenis heeft aangegaan, krachtens door de Wetgeving behoorlijk goedgekeurde contracten, hetzij op schuldbrieven in te schrijven, hetzij den interest of de uitdelging der door hen uitgeschreven aandeelen of schuldbrieven te waarborgen.

ART. 8.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer à concurrence du montant des prêts autorisés par l'article 7 ci-dessus, des bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo Belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

ART. 8.

De Minister van Koloniën is, bij tegenwoordige wet, gerechtigd, tot beloop der bij artikel 7 hierboven toegelaten leeningen, Schatkistbons of leeningstitels voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven volgens de bij koninklijk besluit vastgestelde modaliteiten.

ART. 9.

Le Ministre des Colonies est autorisé à donner la garantie de la Colonie du Congo Belge au service de l'intérêt fixe et de l'amortissement d'emprunts à émettre :

1° Par la Compagnie du chemin de fer du Congo, à concurrence d'un capital nominal de 350 millions de francs ;

ART. 9.

De Minister van Koloniën is gerechtigd den waarborg der Kolonie van Belgisch Congo te verleenen aan den dienst van den vasten interest en van de uitdelging van uit te schrijven leeningen :

1° Door de » Compagnie du Chemin de fer du Congo », ten beloope van een nominaal kapitaal van 350 millioen frank;

2° Par la Société des Mines d'Or de Kilo-Moto, à concurrence d'un capital nominal de 100 millions de francs.

Les modalités de ces garanties seront déterminées par arrêtés royaux qui pourront limiter à 2 % les impôts coloniaux ou belges à prélever sur les coupons de ces titres.

ART. 10.

Il pourra être fait des imputations pendant cinq ans, à compter du 1er janvier 1928, sur les crédits ouverts par les articles 1 et 5 de la présente loi, aux tableaux I et III pour dépenses extraordinaires. Les excédents disponibles à la fin de chaque exercice seront reportés à l'année suivante.

ART. 11.

La présente loi sera exécutoire en Belgique et en Afrique le jour de sa publication au *Moniteur* et au *Bulletin officiel du Congo Belge*. Elle sortira ses effets, en ce qui regarde l'ouverture des crédits, à la date du 1er janvier 1928.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 1929.

2° Door de « Société des Mines d'Or de Kilo-Moto », ten beloope van een nominaal kapitaal van 100 millioen frank.

De modaliteiten van deze waarborgen zullen worden vastgesteld door koninklijke besluiten welke de op de koepons dezer titels te heffen koloniale of Belgische belastingen op 2 t. h. zullen mogen beperken.

ART. 10.

Te rekenen vanaf 1 Januari 1928 zullen, vijf jaar lang, aanrekeningen kunnen worden gedaan op de kredieten welke bij artikelen 1 en 5 uit de tegenwoordige wet op de tabellen I en III voor Buitengewone Uitgaven werden geopend. De op het einde van elk boekjaar vrij blijvende overschotten zullen op het volgend jaar overgedragen worden.

ART. 11.

De tegenwoordige wet zal, in Belgie en in Afrika uitvoerbaar zijn vanaf den dag harer bekendmaking door den Moniteur en door het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo. Zij zal, voor wat de kredietopeningen betreft, te rekenen van 1 Januari 1928, hare uitwerksels hebben.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekend gemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 27n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,
HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,
P. E. JANSON.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

EXERCICE 1928.

TABLEAU I.

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO BELGE.

Articles.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	Montant des crédits par article.
	CHAPITRE PREMIER.	
	Dépenses extraordinaires de la Colonie autres que celles visées aux chapitres suivants.	
1	*Portefeuille de la Colonie.* — Souscription de titres et valeurs, participations, appels de fonds. — Augmentation du capital des Régies	41,857,084 »
2	*Force publique.* — Armement : fusils, carabines, fusils-mitrailleurs, mitrailleuses, munitions. — Bicyclettes et motocyclettes. — Matériel sanitaire, d'artillerie, du génie, de T. S.F. et de transport	7,108,000 »
3	*Travaux de délimitation de frontières*	1,530,000 »
4	*Remboursement ou restitution de sommes reconnues revenir à des tiers et prises antérieurement en recette aux Budgets extraordinaires*	100,000 »
	CHAPITRE II.	
	Dépenses extraordinaires des gouvernements provinciaux de la Colonie.	
5	*Travaux publics divers des provinces.* . . . . . Construction de bâtiments destinés aux divers services; hôpitaux, casernes, camps, habitations pour les agents blancs, habitations pour les noirs, ateliers, magasins, écoles. — Travaux de voirie. — Lignes télégraphiques et téléphoniques ; télégraphie et téléphonie sans fil. — Travaux d'assainissement ; distribution d'eau. — Mesures sanitaires. — Acquisition de matériel agricole	80,854,666 »

DIENSTJAAR 1928.

TABEL I.

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO.

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.	Bedrag der kredieten per artikel.
	EERSTE HOOFDSTUK.	
	Buitengewone uitgaven der Kolonie, met uitzondering van deze onder volgende hoofdstukken bedoeld.	
1	*Portefeuille der Kolonie.* — Inteekening op titels en waarden, deelhebbingen, inroepingen van gelden, kapitaalsvermeerdering der Regiën	41,857,084 »
2	*Landmacht.* — Bewapening : geweren, karabijnen, machiengeweren, mitrailleuzen, schietvoorraad. — Fietsen en motor-rijwielen. — Gezondheidsmaterieel. — Materieel voor de artillerie, de genie, de D. T. en het vervoer . .	7,108,000 »
3	*Werken tot grensbepaling*	1,530,000 »
4	*Terugbetaling en teruggave van sommen welke erkend werden aan derden te behooren en vroeger op de Buitengewone Begrootingen als ontvangst werden bijgeschreven* . . .	100,000 »
	HOOFDSTUK II.	
	Buitengewone uitgaven van de provincie-beheeren der Kolonie.	
5	*Verscheiden openbare werken der provinciën* . . . . . Opbouw van tot de verscheiden diensten der Kolonie bestemde gebouwen : hospitalen, kazernen, kampen, huisvestingen voor de blanke beambten, woningen voor de negers, werkhuizen, magazijnen, scholen. — Wegeniswerken. — Telegraaf- en telefoonlijnen ; draadlooze telegrafie en telefonie. — Saneerwerken ; waterleiding. — Gezondheidsmaatregelen. — Aanwerving van mecha-	80,854,666 »

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	mécanique. — Matériel de transport mécanique sur routes et sur rails. — Navigation aérienne. — Matériaux. — Matériel, mobilier et fournitures diverses destinés à l'exécution de ces travaux et à l'aménagement des constructions, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. — Main-d'oeuvre en général affectée à ces travaux.	
	CHAPITRE III.	
	Travaux d'utilité publique autorisés par les lois des 21 aout 1921 et 8 janvier 1926.	
6	*Continuation des grands travaux d'utilité publique*	199,480,985 »
	Construction de chemins de fer.	
	Réseau fluvial.	
	Programme routier.	
	Travaux dans les centres urbains.	
	Total du Budget des Dépenses extraordinaires . . . fr.	330,930,735 »

	nisch landbouwmaterieel. — Materieel voor mecanisch vervoer op baan en op spoor. — Luchtvaart. — Materialen, materieel, meubelen en verscheidene benoodigdheden voor het uitvoeren dezer werken of het toerusten der gebouwen, erbij begrepen de vervoerkosten, douanerechten en verscheiden onkosten. — Algemeene tot deze werken bestemde werkkrachten.	
	HOOFDSTUK III.	
	Werken van openbaar nut, toegelaten door de wetten van 21 Augustus 1921 en 8 Januari 1926.	
6	*Voortzetting der groote werken van algemeen nut.*	199,480,985 »
	Aanleggen van spoorwegen.	
	Stroomnet.	
	Baanprogramma.	
	Werken in stedelijke centra.	
	Totaal van de Begrooting der Buitengewone Uitgaven . fr.	330,930,735 »

EXERCICE 1928.

TABLEAU II.

BUDGET EXTRAORDINAIRE DU CONGO BELGE.

RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations des recettes par article.	TOTAL
1	Produit net de la vente ou du remboursement de valeurs et de créances du Portefeuille . . . . . fr.	300,875,000 »	
2	Ventes d'autres valeurs capitales du domaine	3,498,000 »	
3	Recettes extraordinaires diverses	2,000 »	
	Total des Recettes extraordinaires . fr.	. . . . .	304,375,000 »

DIENSTJAAR 1928.

TABEL II.

BEGROOTING DER BUITENGEWONE ONTVANGSTEN VAN BELGISCH-CONGO

BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

Artikelen.	AANDUIDING DER VOORTBRENGSTEN.	Bedrag van de raming der ontvangsten per artikel.	TOTAAL.
1	Netto-opbrengst van den verkoop of van de terugbetaling van waarden en van schuldvorderingen der Portefeuille . .	300,875,000 »	
2	Verkoop van andere kapitale waarden van het domein	3,498,000 »	
3	Verscheidene buitengewone ontvangsten .	2,000 »	
	Totaal der Buitengewone ontvangsten. fr.	. . . . .	304,375,000 »

EXERCICE 1928.

TABLEAU III.

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI.

Articles.	DÉ IGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	Montant des crédits par article.
1	*Travaux publics divers.* — Construction de bâtiments destinés aux divers services, habitations pour le personnel européen, camps militaires, prisons, écoles, ferme modèle, stations d'élevage, achat de bétail amélioré, voies de communication, distributions d'eau, installations techniques diverses, équipement de laboratoires, écoles et ateliers, etc.	3,700,000 »
2	Travaux de la Mission cartographique	300,000 »
	Total du Budget des Dépenses extraordinaires . . . . fr.	4.000,000 »

DIENSTJAAR 1928.

TABEL III.

TABEL DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI.

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.	Bedrag der kredieten per artikel.
1	*Verscheidene openbare werken.* — Optrekken van gebouwen tot de verscheiden diensten bestemd, huisvestingen voor het Europeesch personeel, militaire kampen, gevangenissen, scholen, model-hoeve. veekweekstandplaatsen, aankoop van verbeterd vee, verbindingswegen, waterleiding, verscheidene technische inrichtingen, toerusting der laboratoria, scholen en werkhuizen, enz.	3,700,000 »
2	Werken der Cartographische Zending	300,000 »
	Totaal van de Begrooting der Buitengewone uitgaven . fr.	4,000,000 »

EXERCICE 1928.

TABLEAU IV.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI.

RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Article.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations de recettes
Article unique.	Prêt du Trésor belge pour couvrir les dépenses d'outillage économique des territoires du Ruanda-Urundi (quatrième tranche d'un prêt total de 20,000,000 de francs)	4,000,000 »
	Total des Recettes extraordinaires . . . . . fr.	4,000,000 »

DIENSTJAAR 1928.

TABEL IV.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI.

BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

Artikel.	AANDUIDING DER VOORTBRENGSELEN.	Bedrag der ontvangsten.
Eenig artikel.	Leening der Belgische Schatkist ten einde de kosten te dekken voor economische toerusting der gebieden Ruanda-Urundi (vierde indeeling van eene leening ten totale van 20,000,000 frank) . . . . . fr.	4,000,000 »
	Totaal der Buitengewone ontvangsten . . . . . fr.	4,000,000 »

Loi contenant le Budget des Recettes et des Dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929 (1).

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Budget du Congo Belge.

Article premier.

Les recettes ordinaires du Congo belge, pour l'exercice 1929, sont évaluées à la somme de cinq cent septante-cinq millions six cent dix-neuf mille francs (575,619,000 fr.), conformément au tableau I ci-annexé.

Art. 2.

Il est ouvert, pour les dépenses ordinaires du Congo belge de l'exercice 1929,

(1) Chambre des Représentants.

Session 1928-1929.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 26. — Rapports n°s 98 et 100.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. — Séances des 21, 27, 28 février ; 6, 7 et 13 mars 1929.

Sénat.

Session 1928-1929.

Documents parlementaires. — Rapport n° 123.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. — Séance du 27 mars 1929.

Wet houdende de Begrooting der Gewone Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929 (1).

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL ÉÉN.

Begrooting van Belgisch-Congo.

Artikel één.

De gewone ontvangsten van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1929, worden geraamd op de som van vijfhonderd vijf en zeventig millioen zeshonderd negentien duizend frank (575,619,000 fr.), overeenkomstig hierbij behoorende tabel I.

Art. 2.

Er worden, voor de gewone uitgaven van Belgisch-Congo van het dienstjaar-

(1) Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Zittijd 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp n° 26. — Verslagen n°s 98 en 100.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. — Zittingen van 21, 27 en 28 Februari ; 6, 7 en 13 Maart 1929.

Senaat.

Zittijd 1928-1929.

Senaatbescheiden. — Verslag n° 123.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 27 Maart 1929.

des crédits pour un montant total de cinq cent septante-quatre millions huit cent dix mille quatre cent nonante deux francs (574,810,492 fr.), se répartissant conformément au tableau II ci-annexé.

ART. 3.

L'excédent éventuel des dépenses autorisées par la présente loi sur les recettes qui y sont prévues sera couvert au moyen d'un emprunt.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est autorisé, par la présente loi, à créer à concurrence de l'emprunt à contracter, des bons du Trésor ou des titres de l'emprunt pour compte du Congo belge, ou à accorder la garantie de la Colonie à des titres émis par d'autres organismes, le tout suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

ART. 5.

Les opérations relatives à l'ordonnancement et à la liquidation des dépenses ordinaires et au recouvrement des produits pourront se prolonger jusqu'au 31 octobre 1930.

ART. 6.

Les Recettes et Dépenses pour ordre de l'exercice 1929 sont évaluées respectivement à la somme de cent nonante sept millions sept cent dix-huit mille cinq cents francs (197,718,500 fr.), conformément au tableau III ci-annexé.

1929, kredieten geopend voor een totaal bedrag van vijfhonderd vier en zeventig millioen achthonderd tien duizend vierhonderd twee en negentig frank (574,810,492 fr.), verdeeld overeenkomstig hierbij behoorende tabel II.

ART. 3.

Het gebeurlijk overschot der bij tegenwoordige wet toegestane uitgaven op de daarbij voorziene ontvangsten zal, door middel van leening, worden gedekt.

ART. 4.

De Minister van Kolonien is, door tegenwoordige wet, gerechtigd tot beloop der aan te gane leening, schatkistbons der leening voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, of den waarborg der Kolonie te verleenen aan door andere organismen uitgegeven titels, dit alles volgens bij koninklijk besluit bepaalde modaliteiten.

ART. 5.

De verrichtingen betrekkelijk de machtiging tot betaling en de vereffening der gewone uitgaven, alsmede de invordering der sommen, zullen tot 31 October 1930 kunnen geschieden.

ART. 6.

De ontvangsten en uitgaven voor order van het dienstjaar 1929 worden onderscheidenlijk geraamd op de som van honderd negen-en-zeventig millioen zeven honderd achttien duizend vijf honderd frank (197,718,500 fr.), overeenkomstig de hierbij behoorende tabel III.

TITRE II.

Budget du Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi.

ART. 7.

Les Recettes ordinaires du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, pour l'exercice 1929, sont évaluées à la somme de vingt-deux millions cent septante et un mille trois cent dix-neuf francs (22,171,319 fr.), conformément au tableau IV ci-annexé.

ART. 8.

Il est ouvert pour les Dépenses ordinaires du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi de l'exercice 1929 des crédits pour un montant total de vingt-deux millions soixante-quatre mille deux cent quatre-vingt-huit francs (22,064,288 fr.), conformément au tableau V ci-annexé.

ART. 9.

Si le Service du Trésor du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi l'exigeait, le Roi pourrait, sans autorisation préalable, créer ou renouveler des bons du Trésor portant intérêt et payables à une échéance qui ne dépassera pas cinq ans.

Les bons du Trésor en circulation ne pourront excéder 5 millions de francs et leur produit ne pourra être affecté qu'au payement de dépenses régulièrement votées.

ART. 10.

Les opérations relatives à l'ordonnancement et à la liquidation des dépenses

TITEL II.

Begrooting van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi.

ART. 7.

De gewone ontvangsten van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, worden geraamd op de som van twee-en-twintig millioen honderd een-en-zeventig duizend driehonderd negentien frank (22,171.319 fr.), overeenkomstig de hierbij behoorende tabel IV.

ART. 8.

Er worden, voor de gewone uitgaven van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929, kredieten geopend voor een totaal bedrag van twee-en-twintig millioen vier en zestig duizend tweehonderd acht-en-tachtig frank (22,064,288 fr.), overeenkomstig de hierbij behoorende tabel V.

ART. 9.

Zoo de dienst der Schatkist van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi zulks vergde, zou de Koning, zonder voorafgaandelijke toelating, kunnen overgaan tot de uitgifte of de hernieuwing van interest opbrengende en op eenen vijf jaar niet te boven gaanden vervaldag betaalbare Schatkistbons.

De in omloop zijnde Schatkistbons zullen 5 millioen frank niet mogen overtreffen, en hunne opbrengst zal slechts tot het betalen van regelmatig gestemde uitgaven mogen worden aangewend.

ART. 10.

De verrichting betrekkelijk de machtiging tot betaling en de vereffening der

ordinaires et au recouvrement des produits, pourront se prolonger jusqu'au 31 mars 1930.

ART. 11.

Les Recettes et Dépenses pour ordre de l'exercice 1929 sont évaluées respectivement à la somme de un million trois cent quarante mille francs (1.340,000 fr.), conformément au tableau VI ci-annexé.

TITRE III.

Dispositions diverses.

ART. 12.

La présente loi est obligatoire en Belgique et en Afrique, le 1er janvier 1929.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'État et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 1929.

gewone uitgaven, alsmede de invordering der sommen, zullen tot 31 Maart 1930 kunnen geschieden.

ART. 11.

De Ontvangsten en Uitgaven voor order van het dienstjaar 1929 worden onderscheidenlijk geraamd op de som van een millioen driehonderd veertig duizend frank (1,340,000 fr.), overeenkomstig de hierbij behoorende tabel VI.

TITEL III.

Verscheiden beschikkingen.

ART. 12.

De tegenwoordige wet is den 1n Januari 1929 in België en in Afrika verplichtend.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den « Moniteur » bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 27n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

TABLEAU I.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1929.

RECETTES ORDINAIRES.

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des évaluations de recettes par article.	TOTAUX par CHAPITRE.
	CHAPITRE PREMIER.		
	Impositions et taxes.		
1	Impôts sur les quatre bases	24,000,000 »	
2	Impôt indigène	84,600,000 »	
3	Impôt sur les revenus des professions et sociétés commerciales.	60,000,000 »	
4	Patente des trafiquants	2,600,000 »	
5	Taxes de navigation	2,200,000 »	
6	Service des Douanes, Accises et Entrepôts . . .	196,600,000 »	
7	Taxe de statistique	2,100,000 »	
8	Permis de chasse, permis de port d'armes et permis de vente d'armes à feu et de munitions. .	4,100,000 »	
9	Permis de récolte	650,000 »	
10	Permis de coupe de bois	1,675,000 »	
11	Recrutement des travailleurs et louage de services	100,000 »	

TABEL I.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1929.

GEWONE ONTVANGSTEN.

Artikelen.	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	BEDRAG de ontvangsten per artikel.	TOTALEN per HOOFDSTUK.
	EERSTE HOOFDSTUK.		
	Belastingen en taksen.		
1	Belasting naar de vier basissen	24,000,000 »	
2	Inlandsche belasting	84,600,000 »	
3	Belasting op de winsten der beroepen en der handelsmaatschappijen	60,000,000 »	
4	Patent der handelaars	2,600,000 »	
5	Scheepvaarttaks	2,200,000 »	
6	Dienst van het Tolwezen, van de Accijnsen en van de Stapelplaatsen	196,600,000 »	
7	Statistiektaks	2,100,000 »	
8	Jachtverloven, verloven om wapens te dragen en om vuurwapens en munitie te verkoopen.	4,100,000 »	
9	Verloven tot inoogsting	650,000 »	
10	Verloven tot houthakking	1,675,000 »	
11	Aanwerving van arbeiders en dienstovereenkomst	100,000 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

12	Licences pour recherches minières	50,000 »	
13	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	1,100,000 »	
14	Taxes de licence pour l'achat de coton	1,225,000 »	
15	Taxes d'enregistrement et recettes cadastrales.	3,760,000 »	
16	Autres impôts et taxes	5,000,000 »	
			389,760,000 »
	CHAPITRE II.		
	Recettes domaniales et administratives.		
17	Location de terrains domaniaux, d'immeubles et de fermes	3,500,000 »	
18	Vente d'ivoire acquis à l'État en exécution des dispositions du décret du 26 juillet 1910 et des mesures d'exécution. Taxe d'enregistrement	14,500,000 »	
19	Taxe domaniale sur l'ivoire exporté	80,000 »	
20	Recettes diverses et accidentelles du Service de l'Hygiène	3,200,000 »	
21	Recettes diverses et accidentelles du Service judiciaire	4,350,000 »	
22	Recettes diverses et accidentelles des Services administratifs de la Justice	1,700,000 »	
23	Recettes diverses du Service des Travaux publics et de la T. S. F.	8,650,000 »	
24	Recettes des Services de Transports	2,550,000 »	
25	Recettes diverses et accidentelles du Service de l'Hydrographie	1,300,000 »	
26	Recettes du Service de l'Agriculture	1,800,000 »	

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

12	Vergunningen tot delfstoffenopzoekingen . . .	50,000 »	
13	Invoervergunningen en vergunningen tot het verkoopen van alcoholhoudende dranken. .	1,100,000 »	
14	Vergunningstaksen tot het aankoopen van katoen	1,225,000 »	
15	Taksen van registratie en kadastraal inkomen.	3,760,000 »	
16	Andere belastingen en taksen	5,000,000 »	
			389,760,000 »
	HOOFDSTUK II		
	Ontvangsten van Domeinen en Beheer.		
17	Verhuring van domeingronden, van onroerende goederen en van hoeven	3,500,000 »	
18	Verkoop van ivoor door den Staat aangekocht ter uitvoering van de schikkingen uit het decreet van 26 Juli 1910 en van uitvoeringsmaatregelen. Registratietaks	14,500,000 »	
19	Domeinrechten op het uitgevoerd ivoor	80,000 »	
20	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Gezondheidsdienst	3,200,000 »	
21	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Gerechtsdienst	4,350,000 »	
22	Verscheiden en toevallige inkomsten der Beheerdiensten van het Gerecht	1,700,000 »	
23	Verscheiden ontvangsten van den Dienst der Openbare Werken en der D. T.	8,650,000 »	
24	Ontvangsten der Vervoerdiensten	2,550,000 »	
25	Verscheiden en toevallige ontvangsten van den Hydrographischen Dienst	1,300,000 »	
26	Ontvangsten van den Landbouwdienst . . .	1,800,000 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO-BELGE (SUITE)

27	Recettes diverses du Service de la Trésorerie et des Finances	5,200,000 »	
28	Recettes du Service des Postes, Télégraphes et Téléphones	21,800,000 »	
29	Produits de services divers	3,000,000 »	
			71,630,000 »
	CHAPITRE III.		
	Capitaux et revenus.		
30	Produit net des stations agricoles exploitées en régie	2,229,000 »	
31	Produit net de l'exploitation de la régie du chemin de fer du Mayumbe	Mémoire	
32	Revenus nets des titres et valeurs du Portefeuille de la Colonie, des intérêts sur prêts ou avances à des Sociétés coloniales et participations financières nettes assurées par des conventions particulières entre la Colonie et des organismes coloniaux	112,000,000 »	
			114,229,000 »
	Total des recettes ordinaires	. . . . .	575,619,000 »

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

27	Verscheiden ontvangsten van den Dienst der Schatkist en der Financiën	5,200,000 »	
28	Ontvangsten van den Dienst der Posterijen, Telegrafen en Telefonen	21,800,000 »	
29	Opbrengst van verscheiden diensten	3,000,000 »	
			71,630,000 »
	HOOFDSTUK III.		
	Kapitalen en inkomsten.		
30	Netto-opbrengst der in eigen beheer uitgebate landbouwstandplaatsen	2,229,000 »	
31	Netto-opbrengst van de uitbating der regie van den Mayumbe-spoorweg	Memorie	
32	Netto-opbrengsten der titels en waarden van de Portefeuille der Kolonie, van de interesten op leeningen of voorschotten aan koloniale vennootschappen en netto-geldelijke deelnemingen door bijzondere tusschen de Kolonie en koloniale organismen gewaarborgde overeenkomsten	112,000,000 »	
			114,229,000 »
	Totaal der gewone ontvangsten	. . . . .	575,619,000 »

TABLEAU II.

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1929.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits par articles.	TOTAL par CHAPITRE.
	PREMIÈRE SECTION.		
	Institutions et services fonctionnant en Belgique.		
	CHAPITRE PREMIER.		
	Institutions.		
1	Dépenses du Conseil supérieur, du Conseil colonial et du Conseil d'hygiène	248,000 »	248,000 »
	CHAPITRE II.		
	Dépenses des établissements scientifiques.		
2	Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au Budget Métropolitain du Ministère des Colonies pour le Musée de Tervueren, le Laboratoire de recherches chimiques et onialogique, l'École coloniale, l'école de médecine tropicale et le Jardin colonial de Laeken	1,751,130 »	
3	Dépenses diverses du Musée de Tervueren : **Frais de route et de séjour du personnel des mem-**		

TABEL II.

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1929.

Artikelen.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	BEDRAG der kredieten per artikel.	TOTAAL per HOOFDSTUK.
	EERSTE SECTIE.		
	In België werkzaam zijnde instellingen en diensten.		
	EERSTE HOOFDSTUK.		
	Instellingen.		
1	Uitgaven van den Hoogeren Raad, van den Koloniale Raad en van den Raad voor Hygiëne.	248,000 »	
			248,000 »
	HOOFDSTUK II.		
	Uitgaven der wetenschappelijke instellingen		
2	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van uitgaven voor personeel op de Begrooting van het Moederland voor het Ministerie van Koloniën ingeschreven ten voordeele van het Museum van Tervueren, het Laboratorium van scheikundige en onialogische onderzoekingen, de Koloniale school, de School voor tropische geneeskunde en den Koloniale tuin te Laeken.	1,751,130 »	
3	Verscheidene uitgaven van het Museum van Tervueren : Reis- en verblijfkosten van het		

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	bres des Commissions et des savants appelés au Musée. Missions à l'étranger. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux Bibliothèques. Fournitures de bureau. frais de télégrammes et de correspondances. Achat de collections et d'oeuvres d'art. Entretien et transport des collections. Subsides pour achat de collections. Photographies. Annales et publications du Musée	435,400 »	
4	Dépenses diverses du laboratoire de recherches chimiques et onialogiques à Tervueren. Frais de route et de séjour du personnel. Indemnités au personnel pour travaux extraordinaires. Indemnités diverses. Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. fournitures de bureau, frais de télégrammes et de correspondance. Produits de laboratoire	70,000 »	
5	Dépenses diverses de l'École coloniale : Matériel en général et mobilier. Fournitures classiques de bureau. Frais de télégrammes et de correspondance. Bibliothèque. Frais de route et de séjour du personnel.	32,750 »	
6	Dépenses diverses de l'École de Médecine tropicale: Matériel en général et mobilier. Entretien des locaux. Bibliothèque. Laboratoire. Fournitures de bureau et matériel classique. Frais de télégrammes et de correspondance. Frais de route et de séjour du personnel	50,000 »	
7	Dépenses diverses du Jardin colonial de Laeken : Indemnités pour travaux extraordinaires. Salaires. Personnel temporaire. Matériel en général et mobilier. Entretien des serres, bâtiments, jardins et collections botaniques. Fournitures de bureau. Frais de télégrammes et de correspondance. Transports. Frais de route et de séjour du personnel	91,875 »	
			2,431,155 »

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	personeel, van de leden der Commissies en van de naar het Museum geroepen geleerden. Zendingen in den vreemde. Vergoedingen aan het personeel voor buitengewoon werk. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Kantoorbehoeften telegram- en briefwisselingskosten. Aankoop van verzamelingen en kunststukken. Onderhoud en vervoer der verzamelingen. Toelagen voor het aankoopen van verzamelingen. Photographieën. Annalen en bekendmakingen van het Museum	435.400 »	
4	Verscheidene uitgaven van het laboratorium voor scheikundige en onialogische onderzoekingen te Tervueren. Reis- en verblijfkosten van het personeel. Vergoedingen aan het perneel voor buitengewoon werk. Verscheidene vergoedingen. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen, kantoorbehoeften, telegram- en briefwisselingskosten. Laboratoriumproducten	70,000 »	
5	Verscheidene uitgaven van de Koloniale School: Materieel in het algemeen en meubileering. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten. Boekerij. Reis- en verblijfkosten van het personeel. .	32,750 »	
6	Verscheidene uitgaven van de School voor Tropische geneeskunde : Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud der lokalen. Boekerij. Laboratorium. Kantoorbehoeften en schoolmaterieel. Telegram- en briefwisselingskosten. Reis- en verblijfkosten van het personeel.	50,000 »	
7	Verscheidene uitgaven van den Kolonialen Tuin te Laeken : Vergoedingen voor buitengewoon werk. Dagloonen. Tijdelijk personeel. Materieel in het algemeen en meubileering. Onderhoud van broeikassen, gebouwen, tuinen en botanische verzamelingen. Kantoorbehoeften. Telegram- en briefwisselingskosten. Vervoer. Reis- en verblijfkosten van het personeel	91,875 »	
			2,431,155 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	CHAPITRE III.		
	Agence générale de la Colonie à Bruxelles.		
8	Remboursement au Trésor belge des dépenses de personnel inscrites au Budget métropolitain du Ministère des Colonies pour l'Agence générale de la Colonie, à Bruxelles. Traitements et indemnités d'agents des services d'Afrique ou autres détachés temporairement dans les bureaux du Gouvernement de la Colonie, à Bruxelles. Indemnités pour travaux extraordinaires	3,098,655 »	
9	Dépenses diverses de l'Agence générale de la Colonie, à Bruxelles : frais de route et de séjour du personnel. Missions à l'étranger. Matériel et fournitures de bureau en général, abonnements télégraphiques en vue de renseigner les Gouverneurs de province. Frais de télégrammes et de correspondance. Frais de réception et d'analyse des marchandises destinées à la Colonie, etc.	595,000 »	
10	Dépenses diverses de l'Office d'Emballages à Anvers, chargé des opérations d'expédition des colis destinés au Gouvernement de la Colonie et frais divers du service des licences d'importation	150,000 »	
			3,843,655 »
	CHAPITRE IV.		
	Service du personnel colonial.		
11	Frais de recrutement du personnel colonial et d'enseignement professionnel. Traitements des officiers et indemnités allouées aux fonctionnaires métropolitains qui suivent les cours de l'Ecole coloniale et de l'Ecole de Médecine tropicale en vue de leur admission au service de la Colonie. Participation de la		

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	HOOFDSTUK III.		
	Algemeen Agentschap der Kolonie te Brussel.		
8	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist van de uitgaven voor personeel welke ingeschreven zijn op de Moederlandsche Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het Algemeen Agentschap der Kolonie te Brussel. Wedden en vergoedingen aan beambten van de Afrikaansche diensten en andere tijdelijk in de bureelen van het beheer der Kolonie, te Brussel, afgezonden. Vergoedingen voor buitengewoon werk.	3,098,655 »	
9	Verscheiden uitgaven van het Algemeen Agentschap der Kolonie te Brussel : Reis- en verblijfkosten van het personeel. Zendingen in den vreemde. Materieel en kantoorbehoeften in het algemeen, abonnementen aan den telegraaf om de Provincie-Gouverneurs in te lichten. Telegram- en briefwisselingskosten. Ontvangst- en ontledingskosten van tot de Kolonie bestemde goederen, enz.	595,000 »	
10	Verscheiden uitgaven van het verpakkingsambt te Antwerpen dat belast is met de verrichtingen der verzending van de colli tot het Beheer der Kolonie bestemd en verscheidene onkosten van den dienst der invoervergunningen.	150,000 »	
			3,843,655 »
	HOOFDSTUK IV.		
	Dienst van het Kolonial personeel.		
11	Kosten van aanwerving van het koloniaal personeel en van het beroepsonderwijs. Wedden der officieren en vergoedingen aan de ambtenaren uit het moederland toegekend, die de lezingen volgen der Koloniale School en der School voor tropische geneeskunde met het oog op hun aanvaarden in den dienst der		

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	Colonie dans les frais de l'Ecole pratique interministérielle de T. S. F.	1,000,000 »	
12	Indemnités d'équipement du personnel colonial, autre que celui du district urbain de Léopoldville	800,000 »	
13	Frais de voyage vers la Colonie et vice-versa du personnel colonial, autre que celui du district urbain de Léopoldville.	18,242,157 »	
14	Traitements et indemnités familiales du personnel colonial en congé autre que celui du district urbain de Léopoldville. — Traitements d'attente du personnel colonial ou des agents stagiaires placés en disponibilité ou démis de leurs fonctions pour quelque cause que ce soit	18,292,753 »	
15	Frais d'hospitalisation d'agents de la Colonie en Europe. — Soins médicaux. médicaments. — Subsides aux établissements médicaux et dépenses diverses s'y rapportant. Frais de commissions médicales et honoraires à des médecins agréés en Belgique.	300,000 »	
16	Pensions, indemnités et allocations spéciales : Charges à liquider du 1er janvier au 31 décembre 1929 se rapportant à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs. Remboursement au Trésor belge des premiers termes de pensions ou pensions prenant cours en 1929 ou à dater du 1er juillet 1928, au profit de fonctionnaires et employés de l'Agence générale de la Colonie, de l'Office colonial et des Etablissements scientifiques.	15,438,000 »	
			54,072,910 »
	CHAPITRE V.		
	Service de Propagande et des informations.		
17	Traitements et indemnités du personnel tempo-		

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	Kolonie. Deelname der Kolonie in de onkosten voor de interministerieele Praktische School van D. T.	1,000,000 »	
12	Vergoedingen voor toerusting van het koloniaal personeel met uitzondering van dit der stedelijke omschrijving van Leopoldville.	800,000 »	
13	Reiskosten naar de Kolonie en terug, van het koloniaal personeel, met uitzondering van dit der stedelijke omschrijving van Leopoldville.	18,242,157 »	
14	Wedden en familievergoedingen van het met verlof zijnde personeel met uitzondering van dit der stedelijke omschrijving van Leopoldville. — Wachtgeld van het koloniaal personeel of van de stagiarissen in beschikbaarheid gesteld of uit hun ambt om welke reden ook ontheven.	18,292,753 »	
15	Hospitalisatiekosten van koloniale agenten in Europa. — Geneeskundige zorgen, geneesmiddelen. — Toelagen aan de geneeskundige inrichtingen en verscheidene uitgaven die er op betrekking hebben. Kosten van geneeskundige commissies en honoraria aan in België aanvaarde geneesheeren.	300,000 »	
16	Pensioenen, vergoedingen en bijzondere bewilligingen : Lasten te vereffenen van 1 Januari tot 31 December 1928, betrekkelijk het in gang zijnde dienstjaar of vroegere dienstjaren. Terugbetaling aan de Belgische Thesaurie van eerste termijnen van pensioenen of van pensioenen ingaande in 1929 of te rekenen van 1 Juli 1928, ten bate van ambtenaren en bedienden van het Algemeen Agentschap der Kolonie, van het Koloniaal Ambt en van de Wetenschappelijke instellingen. .	15,438,000 »	
			54,072,910 »
	HOOFDSTUK V.		
	Dienst van propaganda en inlichtingen.		
17	Wedden en vergoedingen van het tijdelijk per-		

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	raire. Contribution à la Caisse des Pensions, indemnités diverses.	86,000 »	
18	Dépenses diverses du Service de propagande et des Informations : Conférences, matériel, livres, achat de films, participation à des manifestations coloniales, organisation de stands, etc.	340,000 »	
19	Subsides divers du Service de propagande et des Informations. Propagande par Radio-Belgique.	25,000 »	
			451,000 »
	CHAPITRE VI.		
	Office colonial.		
20	Remboursement au Trésor belge ou payement des traitements, indemnités diverses, frais de déplacement et de séjour du personnel de l'Office colonial	334,000 »	
21	Dépenses diverses de l'Office colonial : matériel, fournitures de bureau, échantillons, aménagement des bureaux, abonnements aux journaux et périodiques, achat de publications, frais d'impression, de transport, quote-part dans les frais généraux de chauffage, d'éclairage, etc. Expositions et foires commerciales.	330,000 »	
			664,000 »
	CHAPITRE VII.		
	Dépenses de services divers.		
22	Missions d'études et d'inspection dans la Colonie, dans la Métropole ou à l'étranger. Frais de voyage, de déplacement et dépenses diverses.	575,000 »	
23	Frais de fonctionnement de commissions coloniales diverses siégeant à l'administration centrale non prévues aux autres chapitres. .	50,000 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	soneel. Bijdrage aan de Pensioenkas, verscheidene vergoedingen	86,000 »	
18	Verscheidene uitgaven van den dienst van propaganda en inlichtingen : voordrachten, materieel, boeken, aankoop van filmen, deelname in koloniale betoogingen, inrichting van stands, enz.	340,000 »	
19	Verscheidene toelagen van den Dienst van propaganda en inlichtingen. Propaganda door bemiddeling van « Radio-Belgique »	25,000 »	
			451,000 »
	HOOFDSTUK VI.		
	Koloniaal Ambt.		
20	Terugbetaling aan de Belgische Schatkist of betaling der wedden, verscheidene vergoedingen, verplaatsings- en reiskosten van het personeel van het Koloniaal Ambt	334,000 »	
21	Verscheidene uitgaven van het Koloniaal Ambt: materieel, kantoorbehoeften, stalen, toerusting der bureelen, inteekeningen op de dagbladen en tijdschriften, aankoop van vlugschriften, drukkosten, vervoerkosten, aandeel in de algemeene kosten voor verwarming, verlichting, enz. Tentoonstellingen en jaarbeurzen	330,000 »	
			664,000 »
	HOOFDSTUK VII.		
	Uitgaven der verscheidene diensten.		
22	Zendingen voor studie en onderzoek in de Kolonie, in het Moederland of in den vreemde. Reis- en verplaatsingskosten en verscheidene onkosten	575,000 »	
23	Onkosten voor de werking der verscheidene koloniale commissies welke op het hoofdbeheer zetelen en in de andere hoofdstukken niet voorzien zijn	50,000 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

24	Frais de publication et dépenses diverses y relatives	996,000 »	
25	Subsides, subventions et dépenses diverses . .	383,000 »	
26	Dépenses diverses de bienfaisance en faveur de noirs ou mulâtres originaires de la Colonie. .	56,000 »	
			2,060,000 »
	SECTION II.		
	Dépenses des services d'Afrique.		
	CHAPITRE VIII.		
	Gouvernement général.		
27	Traitements d'activité et indemnités diverses du Gouverneur général, du Vice-Gouverneur général attaché au Gouvernement général et des fonctionnaires et agents des services rattachés au Gouvernement général : Cabinet du Gouverneur général, Secrétariat général, Direction générale du personnel et Contentieux. Frais de voyage à l'intérieur. Frais de déplacement des particuliers, membres du Conseil du Gouvernement ou des Comités régionaux.	2,213,240 »	
28	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir du Gouvernement général, du Secrétariat général, de la Direction générale du personnel et du Contentieux	37,000 »	
29	Matériel et mobilier en général, fournitures, reliures du Gouvernement général, du Secrétariat général, de la Direction générale du personnel et du Contentieux, y compris les frais accessoires d'emballage, de transport, droits d'entrée et de transit	80,057 »	

24	Kosten van bekendmaking en verscheiden hierop betrekking hebbende onkosten . . .	996,000 »	
25	Subsidies, toelagen en verscheidene uitgaven. .	383,000 »	
26	Verscheidene uitgaven voor weldadigheid ten voordeele van negers en mulatten die uit de Kolonie herkomstig zijn	56,000 »	
			2,060,000 »
	SECTIE II.		
	Uitgaven der diensten van Afrika.		
	HOOFDSTUK VIII.		
	Algemeen Bewind.		
27	Wedde onder werkelijken dienst, evenals verscheidene vergoedingen van den Algemeen Gouverneur, van den aan het Algemeen Bewind gehechten Onderalgemeen Gouverneur en van de ambtenaren en beambten uit de diensten, bij het Algemeen Bewind gevoegd : Kabinet van den Algemeen Gouverneur. Algemeen Secretariaat. Algemeen Bestuur van het personeel en der Betwiste Zaken. Reiskosten in het binnenland. Verplaatsingskosten der bijzonderen, leden van den Regeeringsraad of van de Gewestelijke Comiteiten.	2,213,240 »	
28	Dagloonen en kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel van het Algemeen Bewind, van het Algemeen Secretariaat, van het Algemeen bestuur van het personeel en der Betwiste Zaken.	37,000 »	
29	Materieel en meubelen in het algemeen, benoodigdheden, inbindingen van het Algemeen Bewind, van het Algemeen Secretariaat, van het Algemeen bestuur van het personeel en der Betwiste Zaken, met inbegrip der bijkomende kosten voor verpakking, vervoer, in- en doorvoerrrechten.	80,057 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

30	Dépenses relatives au fonctionnement de la Commission pour la protection des indigènes.	20,000 »	
31	Dépenses diverses relatives à la chasse et à la faune du Congo	185,300 »	
32	Subsides et subventions à des organismes d'intérêt général et à des cercles d'agrément . . .	5,237,584 »	
33	Frais de procédure, déboursés, amendes et divers. Indemnités ou dommages-intérêts, intérêts moratoires compris, dus par la Colonie à raison de sa responsabilité ou de celle de ses préposés et non prévus aux autres chapitres. (*Crédit non limitatif*)	50,000 »	
34	Dépenses imprévues	50,000 »	
			7,873,181 »
	CHAPITRE IX.		
	Imprimerie de Boma.		
35	Traitements et indemnités du personnel . . .	487,433 »	
36	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir de l'imprimerie.	33,738 »	
37	Matériel et fournitures destinés à l'imprimerie, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	260,000 »	
			781,171 »
	CHAPITRE X.		
	Services judiciaires.		
	Parquets et Tribunaux :		
38	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement	9,618,864 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

30	Uitgaven betrekkelijk de werking van de Commissie voor de bescherming der inboorlingen.	20,000 »	
31	Verscheidene uitgaven betrekkelijk de jacht en de fauna van Congo	185,300 »	
32	Toelagen en tegemoetkomingen aan organismen van algemeen belang en aan vermaakkringen.	5,237,584 »	
33	Kosten van rechtspleging, uitgaven, boeten en verscheidene. Vergoedingen of schadevergoedingen, erbij begrepen moratorische interesten door de Kolonie verschuldigd uit hoofde van hare verantwoordelijkheid of van deze harer aangestelden en welke in de andere hoofdstukken niet voorzien zijn (*Onbegrensd krediet*)	50,000 »	
34	Verscheidene uitgaven	50,000 »	
			7,873,181 »
	HOOFDSTUK IX.		
	Drukkerij in Boma.		
35	Wedden en vergoedingen van het personeel. .	487,433 »	
36	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der drukkerij.	33,738 »	
37	Materieel en tot de drukkerij bestemde benoodigdheden met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene kosten	260,000 »	
			781,171 »
	HOOFDSTUK X.		
	Gerechtsdiensten.		
	Parketten en Rechtbanken :		
38	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoedingen	9,618,864 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

39	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	144,931 »	
40	Matériel et fournitures destinés aux services judiciaires. Objets de campement, y compris frais de transports, droits de douane et frais divers. Bibliothèque des services judiciaires, toges, écharpes, etc.	350,000 »	
41	Frais de justice (*Crédit non limitatif*).	1,148,676 »	
42	Frais de police : » Mesures de sureté publique ». (Ces dépenses peuvent s'effectuer au moyen d'avances de fonds ne dépassant pas 5.000 francs par agent comptable dont les états de dépenses seront approuvés par le Gouverneur général du Congo Belge ou par un délégué désigné spécialement par lui pour cet objet).	25,000 »	
			11,287,471 »
	CHAPITRE XI.		
	Instruction publique.		
43	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur .	6,168,398 »	
44	Allocations et entretien, frais de recrutement, de déplacement et de rapatriement des instituteurs et des élèves de couleur. Salaires et frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	2,082,792 »	
45	Matériel spécial au service de l'instruction publique, fournitures classiques, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Bibliothèque du service	685,395 »	
46	Enseignement subsidié	9,063,166 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

39	Dagloonen, kosten van onderhoud ,van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek der negers	144,931 »	
40	Materieel en tot de gerechtsdiensten bestemde benoodigdheden. Voorwerpen van veldlegeringen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij der gerechtsdiensten, toga's, sjerpen, enz. . .	350,000 »	
41	Gerechtskosten. (*Onbegrensd krediet*)	1,148,676 »	
42	Politiekosten : « Maatregelen van openbare veiligheid ». (Deze uitgaven zullen kunnen gedaan worden bij middel van voorschotten van fondsen welke 5,000 frank niet zullen te boven gaan per rekenplichtige wier staten van uitgaven zullen worden goedgekeurd door den algemeen Gouverneur van Belgisch-Congo of door eenen door dezen, te dien einde, bijzonderlijk aangestelden afgevaardigde). .	25,000 »	
			11,287,471 »
	HOOFDSTUK XI.		
	Openbaar Onderwijs.		
43	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland.	6,168,398 »	
44	Bewilliging en onderhoud, kosten van aanwerving, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der neger-onderwijzers en leerlingen. Dagloonen en kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel.	2,082,792 »	
45	Bijzonder materieel voor den dienst van het Openbaar Onderwijs, schoolbenoodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Boekerij van den dienst	685,395 »	
46	Gesubsidieerd onderwijs	9,063,166 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

47	Enseignement technique donné en dehors des écoles permanentes de l'Etat, régulièrement organisées, agréées ou subsidées. Formation des moniteurs agricoles. Cours professionnels dans les prisons et dans les ateliers de l'Etat.	950,130 »	
			18,949,881 »
	CHAPITRE XII.		
	Télégraphie sans fil.		
48	Traitements d'activité, indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur. . . .	3,929,008 »	
49	Salaires, frais d'entretien, de recrutement, de rapatriement et de déplacement du personnel noir	278,340 »	
50	Matériel et fournitures du service, rechanges, combustible, matières premières, réparation et consommations, objets de campement, abonnements aux publications techniques, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	695,000 »	
			4,902,348 »
	CHAPITRE XIII.		
	Cultes et Missions.		
51	Subsides aux missions et divers. Indemnités aux desservants des curés du Katanga. Frais de voyage et de nourriture des missionnaires voyageant à bord des vapeurs naviguant sur le Congo. Frais de transport de marchandises destinées aux missions	2,622,942 »	
			2,622,942 »
	CHAPITRE XIV.		
	Bienfaisance publique.		
52	Bienfaisance publique au Congo Belge	206,500 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

47	Technisch onderwijs buiten de bestendige staatscholen, regelmatig ingericht, aangenomen of gesubsidieerd, vorming van aankomende landbouwonderwijzers. Beroepsleergangen in de gevangenissen en de staatswerkhuizen . .	950,130 »	
			18,949,881 »
	HOOFDSTUK XII.		
	Draadlooze Telegrafie.		
48	Wedde onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen aan het personeel. Reiskosten in het binnenland	3,929,008 »	
49	Dagloonen, kosten van onderhoud van aanwerving, van terugzending naar de geboortestreek en van verplaatsing van het negerpersoneel .	278,340 »	
50	Materieel en benoodigdheden van den dienst, wisselstukken, brandstof, grondstoffen, herstellingen en verbruik, kampeeringsvoorwerpen, inteekening op technische tijdschriften daarbijbegrepen vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	695,000 »	
			4,902,348 »
	HOOFDSTUK XIII		
	Eerediensten en zendingen.		
51	Toelagen aan de zendingen en verscheiden. Vergoedingen aan de pastorijbedienders van Katanga. Reis- en voedingskosten der missionnarissen, die aan boord der booten reizen welke op den Congostroom varen. Vervoerkosten der tot de zendingen bestemde goederen	2,622,942 »	
			2,622,942 »
	HOOFDSTUK XIV.		
	Openbare Weldadigheid.		
52	Openbare weldadigheid in Belgisch-Congo . .	206,500 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

53	Rapatriement de personnes abandonnées sans ressources dans la Colonie et des expulsés indigents. (*Crédit non limitatif*)	200,000 »	406,500 »
	CHAPITRE XV.		
	Etat civil et successions.		
54	Matériel, registres et imprimés spéciaux du Service de l'état civil. Caisses et autres emballages, frais de transport, timbres, télégrammes assurances, etc.	68,799 »	68,799 »
	CHAPITRE XVI.		
	Services de l'agriculture.		
55	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel du Service de l'agriculture. Frais de voyage à l'intérieur.	5,780,680 »	
56	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	697,658 »	
57	Matériel et fournitures spéciaux au Service. Bibliothèque du Service, outillage, instruments de chirurgie vétérinaire, produits pharmaceutiques et antiseptiques, matériel et produits pour collections, frais d'analyse et d'expertise de produits agricoles, instruments de précision, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	723,025 »	
	Jardin d'expérimentation d'Eala.		
58	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel, frais de voyage à l'intérieur ou subvention à la Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les dépenses de cette		

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

53	Terugzending naar de geboortestreek van behoeftige in de Kolonie achtergelaten personen en van behoeftige uitgedrevenen. (*Onbegrensd krediet*)	200,000 »	
			406,500 »
	HOOFDSTUK XV		
	Burgerlijke Stand en Nalatenschappen.		
54	Materieel, bijzondere registers en druksels voor den Dienst van den burgerlijken stand. Kisten en andere verpakmiddelen, vervoerkosten, zegels, enz.	68,799 »	
			68,799 »
	HOOFDSTUK XVI		
	Landbouwdienst.		
55	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel van den Landbouwdienst. Reiskosten in het binnenland	5,780,680 »	
56	Dagloonen, kosten voor onderhoud, aanwerving en terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	697,658 »	
57	Materieel en benoodigheden voor den dienst. Boekerij van den dienst, toerusting, heelkundige toestellen voor de veeartsenij, pharmaceutische en antiseptische producten, materieel en producten voor verzamelingen ; kosten voor landbouwontleding en deskundig onderzoek, juiste waarnemingstuigen, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	723,025 »	
	Proeftuin van Eala.		
58	Activiteitswedden en verscheiden vergoedingen aan het personeel, reiskosten in het binnenland of tegemoetkoming aan de » Regie der Beplantingen van de Kolonie » tot het dekken		

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	nature dans le cas où la gestion du jardin d'Eala lui serait confiée au cours de l'année 1929	401,221 »
59	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir ou subvention à la Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les dépenses de cette nature dans le cas où la gestion du jardin d'Eala lui serait confiée au cours de l'année 1929	488.000 »
60	Matériel et fournitures, y compris frais de transdroits de douane et frais divers, ou subvention à la Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les dépenses de cette nature dans le cas où la gestion du jardin d'Eala lui serait confiée au cours de l'année 1929	119,163 »
	Stations de domestication des éléphants de l'Uele.	
61	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur . . .	266,921 »
62	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	359,507 »
63	Matériel et fournitures spéciaux aux stations de domestication des éléphants, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	100,000 »
	Stations agricoles.	
	I. — *Propagande cotonnière.*	
64	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur . . .	Mémoire

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	van de uitgaven van dezen aard, in geval het beleid van den plantentuin van Eala haar, in den loop van het jaar 1929, zou worden toevertrouwd	401,221 »
59	Dagloonen, kosten voor onderhoud, aanwerving en terugzending naar de streek van herkomst van het negerpersoneel, of tegemoetkoming aan de « Regie der beplantingen van de Kolonie » tot het dekken van de uitgaven van dezen aard, in geval het beleid van den plantentuin van Eala haar, in den loop van het jaar 1929, zou worden toevertrouwd	488,000 »
60	Materieel en benoodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, der douanenrechten en verscheiden onkosten, of tegemoetkoming aan de « Regie der Beplantingen van de Kolonie » tot het dekken van de uitgaven van dezen aard in geval het beleid van den plantentuin van Eala haar, in den loop van het jaar 1929, zou worden toevertrouwd	119,163 »
	Temmingsstandplaatsen der olifanten van Uele.	
61	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland.	266,921 »
62	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	359,507 »
63	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor de temmingsstandplaats der olifanten met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene uitgaven	100,000 »
	Landbouwstandplaatsen.	
	I. — *Katoenpropaganda.*	
64	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland	Memorie

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

65	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir. Achat de semences, y compris frais de transport . .	Mémoire
	II. — *Cultures autres que le coton.*	
66	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur . . .	3,196,140 »
67	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement des moniteurs	354,286 »
68	Achat de semences y compris frais de transport et frais divers	134,050 »
	III. — *Essais de motoculture.*	
69	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses. Frais de voyage à l'intérieur . .	115,698 »
70	Salaires, frais d'entretien ,de recrutement et de rapatriement du personnel noir	100,000 »
71	Matériel et fournitures spéciaux de ces stations y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	25,000 »
	IV. — *Station de Nioka.*	
72	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel, frais de voyage à l'intérieur ou subvention à la Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les dépenses de cette nature dans le cas où la gestion de la Station de Nioka lui serait confiée au cours de l'année 1929.	244,562 »
73	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir ou subvention à la Régie des Plantations de la Colonie	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

65	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel. Aankoop van zaden met inbegrip der vervoerkosten. .	Memorie.
	II. — *Andere teelten dan het katoen.*	
66	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland	3,196,140 »
67	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek der onderrichters	354,286 »
68	Aankoop van zaden met inbegrip der vervoerkosten en verscheidene onkosten.	134,050 »
	III. — *Proeven van Motocultuur.*	
69	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen. Reiskosten in het binnenland	115,698 »
70	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	100,000 »
71	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor deze standplaatsen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	25,000 »
	IV. — *Standplaats van Nioka.*	
72	Activiteitswedden en verscheiden vergoedingen aan het personeel, reiskosten in het binnenland of tegemoetkoming aan de « Regie der Beplantingen van de Kolonie » tot het dekken van de uitgaven van dezen aard, in geval het beleid van de standplaats van Nioka, haar, in den loop van het jaar 1929, zou worden toevertrouwd	244,562 »
73	Dagloonen, kosten voor onderhoud, aanwerving en terugzending naar de streek van herkomst van het negerpersoneel, of tegemoetkoming	

	pour couvrir les dépenses de cette nature dans le cas où la gestion de la Station de Nioka lui serait confiée au cours de l'année 1929.	113,400 »
74	Matériel et fournitures, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers, ou subvention à a Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les dépenses de cette nature dans le cas où la gestion de la Station de Nioka lui serait confiée au cours de l'année 1929 . .	121,200 »
	V. — *Fermes de Katentania, de La Munama et du Lomami.*	
75	Subvention à la Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les frais de fonctionnement de toute nature de la ferme d'élevage de Katentania	661,345 »
76	Subvention à la Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les frais de fonctionnement de toute nature de la ferme de La Munama	228,250 »
77	Subvention à la Régie des Plantations de la Colonie pour couvrir les frais de fonctionnement de toute nature des fermes expérimentales du Lomami	683,375 »
	Colonisation agricole.	
78	Achat de plantes, semences, outils, bétail, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Assistance et subsides aux colons agricoles. Frais de propagande et de vulgarisation. Augmentation du fonds de remploi destiné à consentir des prêts aux agriculteurs méritants, pour achat de matériel et de bétail. Subsides aux agriculteurs pour ristourne en matière de main-d'oeuvre . . .	1,266,000 »

	aan de « Regie der Beplantingen van de Kolonie » tot het dekken van de uitgaven van dezen aard, in geval het beleid van de standplaats van Nioka haar, in den loop van het jaar 1929, zou worden toevertrouwd.	113,400 »
74	Materieel en benoodigdheden, met inbegrip der vervoerkosten, der douanenrechten en verscheidene onkosten, of tegemoetkoming aan de « Regie der Beplantingen van de Kolonie » tot het dekken van de uitgaven van dezen aard in geval het beleid van de standplaats van Nioka haar, in den loop van het jaar 1929, zou worden toevertrouwd.	121,200 »
	V. — *Hoeven van Katentania, van de Munama en van den Lomami.*	
75	Tegemoetkoming aan de Regie der Beplantingen van de Kolonie tot het dekken der bedrijfskosten van allen aard voor de fokhoeve van Katentania	661,345 »
76	Tegemoetkoming aan de Regie der Beplantingen van de Kolonie tot het dekken der bedrijfskosten van allen aard voor de hoeve van de Munama	228,250 »
77	Tegemoetkoming aan de Regie der Beplantingen van de Kolonie tot het dekken der bedrijfskosten van allen aard voor de proefhoeven van den Lomami	683,375 »
	Landbouwkolonisatie.	
78	Aankoop van planten, zaden, werktuigen, vee, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene kosten. Onderstand en toelagen aan landbouw-kolonisten. Propaganda- en vulgarisatiekosten. Vergrooting van het wederbeleggingsfonds bestemd tot het toestaan van geldleeningen aan de verdienstelijke landbouwers, voor het aankoopen van materieel en vee. Toelagen aan de landbouwers aangaande de terugbetaling van het maakloon	1,266,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	Divers.		
79	Subsides aux organismes intéressant l'agriculture	157,000 »	
			16,336,481 »
	CHAPITRE XVII.		
	Services des Douanes.		
80	Traitements d'activité, indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur . . .	4,117,923 »	
81	Préposés du cadre indigène. Traitements et indemnités diverses. Frais de voyage et d'équipement	469,480 »	
82	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	39,860 »	
83	Matériel, fournitures, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Location d'embarcations pour surveillance douanière et frais d'entretien du bateau D. I.	145,298 »	
84	Indemnités à accorder par les Conseils d'appel aux ayants-droit. Jetons de présence à allouer aux membres des Conseils d'appel. (*Crédit non limitatif.*)	5,000 »	
85	Primes pour prises et contraventions. Rémunération spéciale pour travaux exécutés en dehors des heures de service. (*Crédit non limitatif.*)	65,000 »	
86	Office douanier colonial d'Anvers : personnel. Frais de gestion et indemnités aux membres de la Commission pour l'étude et la réorganisation des services douaniers et de la Commission mixte. Quote-part de la Colonie dans les frais du bureau international des tarifs douaniers	1,002,660 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	Verscheidene.		
79	Toelagen aan de organismen welke den landbouw aanbelangen	157,000 »	
			16,336,481 »
	HOOFDSTUK XVII.		
	Diensten van het Tolwezen.		
80	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland.	4,117,923 »	
81	Aangestelden van het kader der inboorlingen. Wedden en verscheidene vergoedingen. Reis- en uitrustingskosten	469,480 »	
82	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	39,860 »	
83	Materieel, benoodigdheden met inbegrip der vervoerkosten. Tolrechten en verscheidene onkosten. Huring van inschepingstuigen voor de tolbewaking en onderhoudskosten der boot D. I.	145,298 »	
84	Vergoedingen door de Beroepsraden aan de rechthebbenden te verleenen. Aanwezigheidspenningen aan de leden van de Beroepsraden te verleenen. (*Onbegrensd krediet.*)	5,000 »	
85	Premiën voor bezitnemingen en overtredingen. Bijzondere vergelding voor werken buiten de werkuren gedaan. (*Onbegrensd krediet*) . .	65,000 »	
86	Koloniaal tolambt van Antwerpen : personeel. Beleidkosten en vergoedingen aan de leden der Commissie voor het overwegen en de herinrichting der toldiensten en der gemengde Commissie. Aandeel der Kolonie in de kosten van het InternationaalBureel der toltarieven.	1,002,660 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

87	Subvention à l'Agence Commerciale belge de l'Est Africain pour gestion de la base de Dar-es-Salam. Ristourne au Vice-Gouvernement général du Ruanda-Urundi de 10 % des recettes effectuées par les bases de Dar-es-Salam et de Kigoma. (*Crédit non limitatif.*)	341,794 »	
88	Déficits en matière de préemption. (*Crédit non limitatif.*)	Mémoire	
			6,187,015 »
	CHAPITRE XVIII.		
	Services des Postes, Téléphone et Télégraphes.		
89	Traitements d'activité et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur. .	7,631,224 »	
90	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	975,375 »	
91	Matériel, fournitures de bureau, bibliothèque du service, impression de valeurs postales, etc., y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	832,000 »	
92	Subvention à la Compagnie belge Maritime du Congo	400,000 »	
93	Frais de transport de courriers et de colis postaux	1,620,000 »	
94	Redevance à des organismes privés pour l'entretien des postes et des lignes ou pour services divers	481,000 »	
95	Bonification aux services postaux et télégraphiques étrangers et quote-part de la Colonie dans la gestion des bureaux internationaux de Berne. Participation aux frais du bureau international de Berne et du bureau international de l'Union télégraphique et radiotélégraphique. (*Crédit non limitatif.*)	2,000,000 »	

87	Toelage aan de » Agence Commerciale belge de l'Est-Africain » voor het beleid der basis van Dar-es-Salam. Terugbetaling aan het Onderalgemeen Beheer van Ruanda-Urundi van 10 t. h. der ontvangsten geïnd door de basissen van Dar-es-Salam en van Kigoma. (*Onbegrensd krediet*)	341,794 »	
88	Tekorten in zake benaderingsrecht. (*Onbegrensd krediet.*)	Memorie.	
			6,187,015 »
	HOOFDSTUK XVIII.		
	Diensten der Posterijen, Telefonen en Telegrafen.		
89	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen voor het personeel. Reiskosten in het binnenland	7,631,224 »	
90	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	975,375 »	
91	Materieel, kantoorbehoeften, boekerij van den dienst, drukkosten van de postwaarden, enz., met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	832,000 »	
92	Tegemoetkoming aan de « Compagnie belge Maritime du Congo »	400,000 »	
93	Vervoerkosten van brievenpostverzendingen en postcolli	1,620,000 »	
94	Cijnsen aan particuliere instellingen voor het onderhoud der posten en der lijnen of voor verscheidene diensten.	481,000 »	
95	Tegemoetkoming aan vreemde post- en telegraafdiensten en aandeel der Kolonie in de gestie der wederlandsche kantoren van Berne. Deelneming in de kosten van het wederlandsch kantoor van Berne en het wederlandsch kantoor van telegraaf en draadlooze telegraafvereeniging. (*Onbegrensd krediet.*)	2,000,000 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

96	Non-valeurs et indemnités pour pertes d'envois assurés ou recommandés et de colis postaux. (*Crédit non limitatif.*)	60,000 »	
			13,999,599 »
	CHAPITRE XIX.		
	Service de l'Hydrographie.		
97	Traitements et indemnités diverses du personnel. Frais de voyage à l'intérieur.	5,277,068 »	
98	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	1,062,859 »	
99	Matériel, fournitures de bureau, bibliothèque, combustible, matières et fournitures diverses, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Frais de mise en cale sèche, location de vapeurs	4,099,107 »	
			10,439,034 »
	CHAPITRE XX.		
	Gouvernements provinciaux. — Administration des provinces.		
100	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur des Gouverneurs, des Commissaires généraux et du personnel des Secrétariats et des Gouvernements provinciaux	6,693,216 »	
101	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir des Gouvernements provinciaux et de leurs secrétariats.	82,668 »	
102	Matériel et fournitures pouvant être utilisés par tous les services dépendant des Gouvernements provinciaux et des districts, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	2,372,483 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

96	Onwaarden en vergoedingen voor het zoekgeraken van verzekerde of aangeteekende verzendingen en van postcolli. (*Onbegrensd krediet.*)	60,000 »	
			13,999,599 »
	HOOFDSTUK XIX.		
	Hydrografische Dienst.		
97	Wedden en verscheidene vergoedingen van het personeel. Reiskosten in het binnenland. . .	5,277,068 »	
98	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	1,062,859 »	
99	Materieel, kantoorbehoeften, boekerij, brandstof, stoffen en verscheidene benoodigdheden met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Droge dokkosten, verhuring van stoomschepen	4,099,107 »	
			10,439,034 »
	HOOFDSTUK XX.		
	Provinciebewinden. — Beheer der Provinciën.		
100	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland voor de Gouverneurs, de Algemeen-Commissarissen en het personeel der Secretariaten en der Provinciebewinden	6,693,216 »	
101	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel der Provinciebewinden en van hunne Secretariaten	82,668 »	
102	Materieel en benoodigdheden welke door al de van de Provinciebewinden en de districten afhangende diensten kunnen benuttigd worden, met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	2,372,483 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

103	Bibliothèques publiques : achat de livres, journaux, périodiques et frais divers	112,318 »	
104	Gratifications et indemnités spéciales	353,300 »	
			9,613,985 »
	CHAPITRE XXI.		
	Service territorial.		
105	Traitements d'activité, frais de voyage à l'intérieur, frais de représentation et indemnités du personnel	50,148,856 »	
106	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir du Service territorial	803,331 »	
107	Matériel et fournitures spéciaux au Service territorial, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	153,940 »	
			51,106,127 »
	CHAPITRE XXII.		
	Service des Affaires indigènes et de la main-d'oeuvre.		
108	Traitements d'activité, indemnités diverses du personnel, frais de voyage à l'intérieur, frais de déplacement. Traitements des chefs et sous-chefs indigènes ; salaires des messagers indigènes attachés aux chefferies. Rémunérations aux chefferies pour l'exécution de travaux d'intérêt général, soit par application des décrets, soit en vertu de conventions. Dots pour femmes de polygammes à libérer. Entretien et frais de déplacement des relégués politiques.	7,072,525	
109	Matériel et fournitures spéciaux à l'administration des Affaires indigènes : registres livrets, malles spéciales, médailles, etc.	470,142 »	
			7,542,667 »

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

103	Volksboekerijen : aankoop van boeken, dagbladen, tijdschriften en verscheidene onkosten	112,318 »	
104	Extra-toelagen en bijzondere vergoedingen. .	353,300 »	
			9,613,985
	HOOFDSTUK XXI.		
	Gewestdienst.		
105	Wedden onder werkelijken dienst, onkosten in het binnenland, kosten van vertegenwoordiging en vergoedingen aan het personeel . . .	50,148,856 »	
106	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel uit den Gewestdienst	803,331 »	
107	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor den Gewestdienst met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten.	153,940 »	
			51,106,127 »
	HOOFDSTUK XXII.		
	Dienst van de inlandsche zaken en de werkkrachten.		
108	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen aan het personeel, reiskosten in het binnenland, verplaatsingskosten. Wedden der inlandsche hoofden en der onderhoofden. Dagloonen der inlandsche boden aan de hoofdijen gehecht. Vergelding aan de hoofdijen voor het uitvoeren van werken van algemeen belang, hetzij bij toepassing der decreten, hetzij krachtens de overeenkomsten. Huwelijksgiften voor te bevrijden vrouwen van veelwijvers. Onderhoud en verplaatsingskosten der politieke ontvoerden.	7,072,525 »	
109	Materieel en benoodigdheden eigen aan den dienst der Inlandsche Zaken : registers, boekjes, bijzondere koffers, penningen, enz. . . .	470,142 »	
			7,542,667 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	CHAPITRE XXIII.		
	Service de la Police municipale et des Prisons		
110	Traitements d'activité du personnel. Indemnités diverses et frais de voyage à l'intérieur.	3,401,759 »	
111	Soldes et allocations diverses, frais d'entretien, de déplacement et de rapatriement des agents noirs de la police et des prisons. Nourriture et entretien des détenus. Rémunérations aux prisonniers pour travaux effectués dans les prisons. Constitution d'un pécule au profit des détenus libérés ayant été affectés aux travaux de chemins de fer	6,612,025 »	
112	Matériel et fournitures spéciaux du service de la police et des prisons, y compris frais de transport, droits de douane et divers	828,887 »	
			10,842,671 »
	CHAPITRE XXIV		
	Service des Finances et de Trésorerie.		
113	Traitements d'activité et indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel	11,737,948 »	
114	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	118,920 »	
115	Matériel et fournitures spéciaux au service, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	748,482 »	
116	Matériel et fournitures du service spécial de comptabilité générale	Mémoire	
117	Travaux de comptabilité générale	Mémoire	
118	Trésorerie (*Crédit non limitatif*)	650,000 »	
			13,255,350 »

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	HOOFDSTUK XXIII.		
	Dienst der Politie en der Gevangenissen.		
110	Wedden onder werkelijken dienst van het personeel. Verscheidene vergoedingen en reiskosten in het binnenland	3,401,759 »	
111	Soldijen en verscheidene bewilligingen, kosten van onderhoud, van verplaatsing en van terugzending naar de geboortestreek der negeragenten der Politie en der Gevangenissen. Voeding en onderhoud der gevangenen. Vergeldingen aan de gevangenen voor de in het gevang uitgevoerde werken. Samenstellen van een spaarfonds ten voordeele der losgelaten gevangenen welke aan spoorwerken gebezigd werden . .	6,612,025 »	
112	Materieel en bijzondere benoodigdheden voor den Dienst der Politie en der Gevangenissen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene	828,887 »	
			10,842,671 »
	HOOFDSTUK XXIV		
	Dienst der Financiën en der Schatkamer.		
113	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoedingen van het personeel.	11,737,948 »	
114	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	118,920 »	
115	Materieel, bijzondere benoodigdheden voor den dienst met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	748,482 »	
116	Materieel en benoodigdheden van den bijzonderen dienst van het algemeen boekhouding.	Memorie.	
117	Werken van de algemeene boekhouding . . .	Memorie.	
118	Schatkamer (*Onbegrensd krediet*)	650,000 »	
			13,255,350 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	CHAPITRE XXV.		
	Service des terres.		
119	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel	5,998,401 »	
120	Salaires. frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	251,724 »	
121	Matériel, fournitures et instruments spéciaux, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	275,403 »	
			6,525,528 »
	CHAPITRE XXVI.		
	Service des Affaires Economiques.		
122	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel	2,964,172 »	
123	Salaires, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir	52,872 »	
124	Matériel et fournitures spéciaux, poids et mesures, étalons, outillage et produits de laboratoire, achat d'échantillons, frais d'expertise commerciale, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers	381,092 »	
125	Indemnités et primes pour favoriser les marchés indigènes. Subsides pour favoriser les industries indigènes	69,500 »	
			3,467,636 »
	CHAPITRE XXVII.		
	Service des Travaux Publics.		
126	Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et frais de déplacement du personnel	15,568,096 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	HOOFDSTUK XXV.		
	Dienst der gronden.		
119	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het negerpersoneel	5,998,401 »	
120	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	251,724 »	
121	Materieel, bijzondere benoodigdheden en tuigen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	275,403 »	
			6,525,528 »
	HOOFDSTUK XXVI.		
	Dienst der Staathuishoudkundige zaken.		
122	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingsvergoeding van het personeel.	2,964,172 »	
123	Dagloonen, kosten van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	52,872 »	
124	Materieel, bijzondere benoodigdheden, gewichten en maten, gereedschap en laboratoriumsvoortbrengselen. Aankoop van stalen, kosten van handelsdeskundig onderzoek met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	381,092 »	
125	Vergoedingen en premiën om de inlandsche markten te bevoordeelen. Toelagen om de inlandsche nijverheidstakken te bevoordeelen. .	69,500 »	
			3,467,636 »
	HOOFDSTUK XXVII.		
	Dienst der Openbare Werken.		
126	Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel . .	15,568,096 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

127	Salaires, entretien, frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir	8,557,500 »	
128	Matériel et fournitures spéciaux du service. Ameublement des bâtiments civils. Location de bâtiments. Outillage des ateliers des Travaux publics et pièces de rechanges. Eclairage public. Frais de transport, droits de douane et frais divers	8,860,957 »	32,986,553 »
	CHAPITRE XXVIII		
	Transports.		
	A. — *Marine du Bas-Congo.*		
129	Traitements et indemnités diverses du personnel.	580,520 »	
130	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	219,355 »	
131	Matériel, fournitures de bureau. Matières et matériel d'entretien, de consommation, combustible, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. Frais d'agences et taxes diverses dans les ports étrangers . . .	2,048,175 »	
132	Indemnité du chef de la responsabilité de la Marine	2,000 »	
	B. — *Messageries indigènes de la Province Orientale.*		
133	Traitements d'activité et indemnités diverses.	64,300 »	
134	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir	409,600 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

127	Dagloonen, onderhoud, kosten voor aanwerving en terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	8,557,500 »	
128	Materieel en bijzondere benoodigdheden van den dienst, meubileering der burgerlijke gebouwen. Verhuring van gebouwen. Toerusting der werkhuizen der openbare werken en voorraadstukken. Openbare verlichting. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	8,860,957 »	
			32,986,553 »
	HOOFDSTUK XXVIII.		
	Vervoermiddelen.		
	A. — *Marine van den Beneden-Congo.*		
129	Wedden, verscheidene vergoedingen van het personeel	580,520 »	
130	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	219,355 »	
131	Materieel, kantoorbehoeften, meubelen en onderhouds-, verbruiks- en brandstoffen, met inbegrip van vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten. Agentschappen, onkosten en verscheidene taksen in de vreemde havens	2,048,175 »	
132	Vergoeding uit hoofde der verantwoordelijkheid van de Marine	2,000 »	
	B. — *Inlandsche buurten der Oostprovincie.*		
133	Wedden onder werkelijken dienst en verscheidene vergoedingen	64,300 »	
134	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel	409,600 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

135	Matériel et fournitures diverses, matières d'entretien et de consommation, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers .	100,310 »	
	C. — *Divers.*		
136	Frais de transport par porteurs et pagayeurs pour compte de particuliers	Mémoire.	
137	Subside pour couvrir le déficit éventuel de la Régie du chemin de fer du Mayumbe . . .	Mémoire.	
138	Redevance à la Société de Navigation aérienne pour transports effectués pour compte de la Colonie	7,500,000 »	
			10,924,260 »
	CHAPITRE XXIX.		
	Service de l'hygiène.		
139	Personnel européen engagé sous le régime du Statut. Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur . . .	23,191,378 »	
140	Personnel européen non engagé sous le régime du Statut. Honoraires à des médecins ou dentistes étrangers. Allocations au personnel religieux. Frais d'entretien et frais de voyage à l'intérieur	7,706,663 »	
141	Personnel noir engagé sous le régime du Statut. Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur, frais d'habillement	1,579,240 »	
142	Dépenses des écoles d'assistants médicaux indigènes	1,021,115 »	
143	Salaires, frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir engagé par contrat, sauf celui mis à la disposition d'organismes religieux comme personnel particulier, suivant clauses de convention.	5,083,219 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

135	Materieel en verscheidene benoodigdheden, onderhouds- en verbruikstoffen met inbegrip der vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	100,310 »	
	C. — *Verscheidene.*		
136	Kosten van vervoer per dragers en prauwers voor rekening van bijzonderen	Memorie.	
137	Toelage om het gebeurlijk tekort te dekken der Regie van den Mayumbespoorweg	Memorie.	
138	Vergelding aan de « Société de Navigation aérienne » voor op rekening der Kolonie gedaan vervoer	7,500,000 »	
			10,924,260 »
	HOOFDSTUK XXIX.		
	Gezondheidsdienst.		
139	Onder het stelsel van de standregelen aangeworven Europeesch personeel. Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland	23,191,378 »	
140	Niet onder het stelsel der standregelen aangeworven personeel. Honoraria aan vreemde geneesheeren of tandartsen. Tegemoetkomingen aan het geestelijk personeel. Onderhoudskosten en reiskosten in het binnenland . . .	7,706,663 »	
141	Onder het stelsel van de standregelen aangeworven negerpersoneel. Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland, kleedingskosten. .	1,579,240 »	
142	Uitgaven der scholen voor inlandsche geneeskundige helpers	1,021,115 »	
143	Dagloonen, kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het per contract aangeworven negerpersoneel, met uitzondering van dit ter beschikking van godsdienstige instellingen gesteld als bijzonder personeel luidens overeenkomsten en bepalingen.	5,083,219 »	

144	Subsides aux membres de l'Assistance médicale indigène. Indemnité de stage au laboratoire. Frais de voyage à l'intérieur	541.600 »	
145	Médical-confort pour hospitalisés européens et noirs. Frais d'entretien et d'hospitalisation. Subsides aux lazarets tenus par des missionnaires	6,085,375 »	
146	Dépenses diverses d'Etablissements d'hygiène	950,000 »	
147	Matériel quelconque non scientifique destiné au service de l'hygiène. Frais de transports, droits de douane et frais divers	4,565,725 »	
148	Matériel scientifique et médical. Produits. Frais de transport, droits de douane et frais divers	25,278,475 »	
			76,002,790 »
	CHAPITRE XXX.		
	Dette Publique.		
	Service de la Caisse d'Epargne, des Intérêts, des Emprunts et des capitaux garantis.		
149	Intérêts des capitaux de la Caisse d'Epargne. (*Crédit non limitatif*)	100,000 »	
150	Intérêts de cautionnements déposés en numéraire. (*Crédit non limitatif*)	10,000 »	
151	Intérêts et amortissements de la Dette consolidée. (*Crédit non limitatif*)	108,784,204 »	
152	Intérêts, amortissements et charges diverses de la Dette flottante. (*Crédit non limitatif*) . .	4,000,000 »	
153	Garantie de payement des intérêts et de l'amortissement d'actions et d'obligations de sociétés coloniales en conformité avec les conventions existantes. (*Crédit non limitatif*) . . .	6,571,385 »	

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

144	Toelagen aan de leden der « Assistance Médicale indigène ». Vergoedingen, proeftijd in het laboratorium. Reiskosten in het binnenland . . .	541,600 »	
145	« Médical-comfort » voor Europeesche gehospitaliseerden en negerpersoneel. Onderhouds- en hospitaalkosten. Toelagen aan de door missionarissen gehouden lazaretten	6,085,375 »	
146	Verscheidene uitgaven der gezondheidsinstellingen	950,000 »	
147	Alle niet-wetenschappelijk materieel voor den gezondheidsdienst bestemd. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	4,565,725 »	
148	Wetenschappelijk en geneeskundig materieel. Producten. Vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	25,278,475 »	
			76,002,790 »
	HOOFDSTUK XXX.		
	Openbare Schuld.		
	Dienst der Spaarkas, der interesten, der leeningen en der gewaarborgde kapitalen.		
149	Interesten der kapitalen van de Spaarkas. (*Onbegrensd krediet*)	100,000 »	
150	Interesten van in speciën neergelegde borgtochten (*Onbegrensd krediet*)	10,000 »	
151	Interesten en uitdelgingen der gedekte schuld. (*Onbegrensd krediet*)	108,784,204 »	
152	Interesten, uitdelgingen en verscheidene lasten Vlottende Schuld. (*Onbegrensd krediet*) . .	4,000,000 »	
153	Waarborg ter betaling der interesten en ter uitdelging van aandeelen en schuldbrieven van koloniale vennootschappen in overeenstemming met de bestaande overeenkomsten. (*Onbegrensd krediet*)	6,571,385 »	

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

154	Frais généraux relatifs au Service de la Dette Publique et du Portefeuille. Comité du Portefeuille de la Colonie. (*Crédit non limitatif*).	100,000 »	
			119,565,589 »
	CHAPITRE XXXI.		
	Non-valeurs et Remboursements.		
155	Restitution de droits, d'impôts et taxes indûment perçus. Remboursement d'amendes. Remboursement de sommes reconnues appartenir à des tiers. (*Crédit non limitatif*) . . .	2,500,000 »	
156	Déficits de comptables. Régularisations. Déficits des magasins. Régularisation des avances sur traitements consenties au cours de l'exercice courant et des exercices antérieurs et non remboursées par les intéressés. (*Crédit non limitatif*)	400,000 »	
			2,900,000 »
	CHAPITRE XXXII.		
	Dépenses de souveraineté.		
157	Force publique : Traitements d'activité, indemnités diverses, frais de voyage à l'intérieur et indemnités de déplacement du personnel. Frais de rappel des officiers et sous-officiers de réserve . . .	30,220,732 »	
158	Force publique : Soldes et allocations diverses, dots pour femmes de miliciens, etc. ; frais d'entretien, de recrutement et de rapatriement du personnel noir.	26,775,310 »	
159	Force publique : Matériel, fournitures de bureau, fournitures classiques; armement, munitions, équipement, mobilier des camps militaires. Publications,		

154	Algemeene onkosten betrekkelijk den Dienst der Openbare Schuld en der Portefeuille. Comiteit van de Portefeuille der Kolonie. (*Onbegrensd krediet*)	100,000 »	
			119,565,589 »
	HOOFDSTUK XXXI.		
	Onwaarden en Terugbetalingen.		
155	Terugbetaling van ten onrechte geïnde rechten, betalingen en taksen. Terugbetaling van boeten. Terugbetaling van sommen welke erkend worden aan derden toe te behooren. (*Onbegrensd krediet*)	2,500,000 »	
156	Tekorten van rekenplichtigen. Regelingen. Tekorten van magazijn. Regeling der voorschotten op wedden in den loop van dit dienstjaar en der vorige dienstjaren toegestaan en door de belanghebbenden niet terugbetaald. (*Onbegrensd krediet*)	400,000 »	
			2,900,000 »
	HOOFDSTUK XXXII.		
	Souvereiniteitsuitgaven.		
157	Landmacht : Wedden onder werkelijken dienst, verscheidene vergoedingen, reiskosten in het binnenland en verplaatsingskosten van het personeel. Kosten voor terugroeping van de reserve-officieren en -onderofficieren	30,220,732 »	
158	Landmacht : Soldijen en verscheidene tegemoetkomingen, huwelijksgiften voor vrouwen van dienstplichtigen, enz., kosten van onderhoud, van aanwerving en van terugzending naar de geboortestreek van het negerpersoneel .	26,775,310 »	
159	Landmacht : Materieel, kantoor- en schoolbehoeften : bewapening, munities, uitrusting, meubileering der militaire kampen. Bekendmakingen.		

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	documentation, service de renseignements, sépultures militaires, etc., frais de transport, droits de douane et frais divers	6,724,802 »	
160	Force publique : Dépenses diverses du Service cartographique. Crédit destiné notamment à alimenter le Fonds spécial du Service cartographique. .	7,800 »	
161	Entretien et nourriture des équidés de la Force publique	148,550 »	
162	Achat de moyens de locomotion mécaniques en général. Matières d'entretien et de réparation. Pièces de rechanges, outillage de garage. Indemnités pour usage en service de moyens de locomotion mécanique	8,575,000 »	
			72,452,194 »
	Total des dépenses ordinaires . . . fr.		574,810,492 »

TABLEAU III.

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE POUR L'EXERCICE 1929.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS des recettes et des dépenses.
	CHAPITRE PREMIER. **Fonds de Tiers.**	
1	Cautionnements en matière fiscale	50,000 »
2	Cautionnements en matière judiciaire	200,000 »

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	Documenteering inlichtingsdienst, militaire graven, enz. vervoerkosten, tolrechten en verscheidene onkosten	6,724,802 »	
160	Landmacht : Verscheidene uitgaven van den Cartographischen Dienst. Krediet namelijk bestemd tot de bevoorrading van het bijzonder Fonds van den Kaartenmakingsdienst .	7,800 »	
161	Onderhoud en voeding van den stapel der paardsoortigen van de Landmacht	148,550 »	
162	Aankoop van mechanische vervoermiddelen in het algemeen. Onderhoud en herstellingstoffen. Voorraadstukken ; tuigen voor berging. Vergoedingen voor gebruik onder dienst van mechanische voertuigen	8,575,000 »	
			72,452,194 »
	Totaal der gewone uitgaven . . fr.	. . . . .	574,810,492 »

TABEL III.

BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER VOOR HET DIENSTJAAR 1929.

Artikelen.	AANWIJZING DER DIENSTEN.	VOORZIENINGEN der ontvangsten en der uitgaven.
	EERSTE HOOFDSTUK.	
	Gelden van Derden.	
1	Borgtochten in zake fiscus	50,000 »
2	Borgtochten in zake gerecht	200,000 »

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE (SUITE).

3	Cautionnements d'adjudicataires, soumissionnaires et concessionnaires	200,000 »
4	Cautionnements des recruteurs de main-d'œuvre . . .	100,000 »
5	Cautionnements des comptables et sous-comptables . .	20,000 »
6	Sommes frappées de saisies-arrêts et oppositions	200,000 »
7	Liquidation des successions	2,000,000 »
8	Vente de marchandises non déclarées ou délaissées en douane	10,000 »
9	Sommes non touchées par les bénéficiaires	50,000 »
10	Fonds appartenant à des tiers, remboursables par les ordonnateurs-délégués à Bruxelles ou dans la Colonie . . .	5,000,000 »
11	Mandats-poste	11,000,000 »
12	Droits de douane et frais de statistique des colis-postaux (compte supprimé)	Mémoire.
13	Encaissement et paiement de quittances	500,000 »
14	Encaissement d'abonnements à des publications diverses (compte supprimé)	Mémoire.
15	Vente de colis-postaux tombés en rebut (compte supprimé).	Mémoire
16	Caisse d'Épargne de la Colonie	2,000,000 »
17	Réserves des militaires et des travailleurs	100,000 »
18	Fonds provenant des retenues opérées sur les traitements des fonctionnaires et agents au profit de la caisse coloniale d'assurance	10,000,000 »
19	Liquidation de biens allemands. (Exécution du décret du 9 juillet 1923.)	2,000,000 »
20	Prix de littérature coloniale. (Arrêtés royaux des 8 octobre 1922 et 2 avril 1923.)	5,000 »

BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER (VERVOLG).

3	Borgtochten der aannemers, inschrijvers en concessionarissen	200,000 »
4	Borgtochten der aanwervers van werkkrachten	100,000 »
5	Borgtochten van rekenplichtigen en ondergeschikte rekenplichtigen	20,000 »
6	Met beslag en verboddoeningen geslagen sommen	200,000 »
7	Vereffening der nalatenschappen	2,000,000 »
8	Verkoop van niet-verklaarde of op het tolambt verlaten goederen	10,000 »
9	Door de beneficiarissen niet geïnde sommen	50,000 »
10	Aan derden behoorende fondsen terugbetaalbaar door afgevaardigde verordenaars te Brussel, of in de Kolonie. .	5,000,000 »
11	Postmandaten	11,000,000 »
12	Tolrechten en statistiekkosten der postcolli (opgeheven rekening)	Memorie
13	Innen en betalen van kwijtbrieven	500,000 »
14	Ontvangen van inschrijvingen op verscheidene tijdschriften (opgeheven rekening)	Memorie
15	Verkoop van als onbestelbaar verklaarde postcolli (opgeheven rekening)	Memorie
16	Spaarkas der Kolonie	2,000,000 »
17	Voorbehoud der militairen en arbeiders	100,000 »
18	Fonds voortkomende uit de afhoudingen welke gedaan werden op de wedden der ambtenaren en beambten ten bate der Koloniale verzekeringskas	10,000,000 »
19	Vereffening van Duitsche goederen. (Uitvoering van het decreet van 9 Juli 1923.)	2,000,000 »
20	Prijs van Koloniale Letterkunde. (Koninklijk besluit van 8 October 1922 en 2 April 1923.)	5,000 »

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE (SUITE).

21	Fondation « Mussiri-Kanda ». (Arrêté royal du 18 octobre 1923.)	2,000 »
22	Fondation « Regina Barman », née Van Moppes. (Arrêté royal du 2 juin 1928)	1,500 »
23	Versements pour assurance des employés temporaires en vue de la vieillesse et du décès prématuré. (Loi du 10 mars 1925.)	30,000 »
	CHAPITRE II.	
	Dépenses sur ressources spéciales.	
24	Avances sur traitements	300,000 »
25	Fonds spécial de pensions de retraite créé en exécution de l'article 14 du décret du 2 mai 1910, relatif à la pension des fonctionnaires et agents de la Colonie	7,000,000 »
26	*a*) Reliquat des ristournes effectuées par le Fonds spécial du Roi pour liquider les arrérages des pensions civiques créées par le décret du 25 avril 1910	»
	b) Majoration des dites pensions civiques. (Loi du 12 mars 1923).	100,000 »
27	Arrérages de la Rente belge acquise avec le reliquat des annuités du Fonds spécial du Roi disponible au 1er janvier 1924. (Arrêté royal du 8 décembre 1924.)	300,000 »
28	Reliquat du Fonds spécial du Roi	100,000 »
29	Donations pour la lutte contre la maladie du sommeil . . .	50,000 »
30	Donations pour la lutte contre l'épidémie de meningite cérébro-spinale	50,000 »
31	Clinique Léopold II	800,000 »
32	Avances en matériel aux chefs indigènes	500,000 »
33	Avances en bétail aux chefs indigènes	20,000 »

BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER (VERVOLG).

21	Stichting « Mussiri-Kanda ». (Koninklijk besluit van 18 October 1923.)	2,000 »
22	Stichting « Regina Barman », geboren Van Moppes. (Koninklijk besluit van 2 Juni 1928.)	1,500 »
23	Storting voor verzekering der tijdelijke bedienden met het oog op den gevorderden ouderdom en het vroegtijdig overlijden. (Wet van 10 Maart 1925.)	30,000 »
	HOOFDSTUK II.	
	Uitgaven op bijzondere inkomsten.	
24	Voorschotten op wedden	300,000 »
25	Bijzonder fonds der rustgelden gesticht ter uitvoering van artikel 14 uit het decreet van 2 Mei 1910, betrekkelijk het pensioen voor de ambtenaren en beambten der Kolonie.	7,000,000 »
26	*a*) Overschot der door het Bijzondere Fonds van den Koning aangewende terugbetalingen om de achterstallen der bij het decreet van 25 April 1910 gestichte burgerlijke pensioenen te vereffenen.	»
	b) Vermeerdering van gezegde burgerlijke pensioenen. (Wet van 12 Maart 1923.)	100,000 »
27	Achterstallen der Belgische Rent aangekocht met het overschot der annuïteiten van het op 1 Januari 1924 beschikbaar Bijzonder Fonds des Konings (Koninklijk besluit van 8 December 1924).	300,000 »
28	Overschot van het Bijzonder Fonds des Konings	100,000 »
29	Begiftigingen in de bestrijding der slaapziekte	50.000 »
30	Schenking ten voordeele van het verweer tegen de epidimie van cerebrospinale hersenvliesontsteking.	50,000 »
31	Ziekenhuis Leopold II	800,000 »
32	Voorschotten in materieel aan de inlandsche hoofden . .	500,000 »
33	Voorschotten in vee aan de inlandsche hoofden	20,000 »

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE (SUITE).

34	Avances à des colons agricoles méritants	400,000 »
35	Fonds destiné à l'achat, au traitement. à la manipulation et au transport de produits indigènes divers : riz, coton, divers	50,000 »
36	Fonds de prévision monétaire et fonds spécial de réserve. .	150,000,000 »
37	Alimentation en marchandises des cantines de la troupe .	600,000 »
38	Fonds spécial du Service cartographique	230,000 »
39	Office du Travail de Léopoldville	3,000,000 »
40	Taxe cotonnière (article 10 de la loi du Budget du Congo belge pour 1924)	600,000 »
41	Achat de lait pour nourrissons	100,000 »
42	Propagande coloniale	Mémoire
43	Main-d'oeuvre militaire	50,000 »
	Total du Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre.	197,718,500 »

BEGROOTING DER INKOMSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER (VERVOLG).

34	Voorschotten aan verdienstelijke landbouw-kolonisten . .	400,000 »
35	Fonds bestemd voor het koopen, verwerken, hanteeren en vervoeren van verscheidene inlandsche voortbrengselen : rijst, katoen, verscheiden.	50,000 »
36	Fonds van muntvooruitzicht en bijzonder voorbehoudsfonds	150,000,000 »
37	Bevoorrading in goederen der troepenkantienen	600,000 »
38	Bijzonder fonds van den Kaartenmakingsdienst	230,000 »
39	Werkbeurs van Leopoldville	3,000,000 »
40	Katoentaks (artikel 10 uit de Begrooting van Belgisch-Congo voor 1924).	600,000 »
41	Aankoop van melk voor de zuigelingen	100,000 »
42	Koloniale Propaganda	Memorie
43	Militaire werkkrachten	50,000 »
	Totaal van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order . . . . . fr.	197,718,500 »

TABLEAU IV.

—

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1929.

———

RECETTES ORDINAIRES.

Articles.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	MONTANT des évaluations de recettes par article.
1	Recettes douanières	6,036,125 »
2	Recettes des Bases de Daressalam et Kigoma	141,794 »
3	Impôts sur les quatre bases	120,000 »
4	Impôt sur le revenu des professions et des sociétés commerciales	500,000 »
5	Patentes de trafiquants	125,000 »
6	Licences d'importation et de vente de boissons contenant de l'alcool	15,000 »
7	Patentes de marchands de bétail	35,000 »
8	Impôt par tête de bétail abattue sur les marchés coutumiers indigènes	60,000 »
9	Impôt sur la polygamie	21,000 »
10	Taxe sur les chiens	2,000 »
11	Impôt indigène { Impôt de capitation . . . 8,000,000 ; Impôt sus le bétail . . . 4,350,000 }	12,350,000 »
12	Recettes postales et télégraphiques	892,400 »
13	Vente et location de terres et d'immeubles	332,000 »

TABEL IV.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1929.

GEWONE INKOMSTEN.

Artikelen.	AANWIJZING DER OPBRENGSTEN.	BEDRAG der ramingen van de ontvangsten per artikel.
1	Inkomsten der douanen	6,036,125 »
2	Inkomsten der steunpunten Daressalam en Kigoma . . .	141,794 »
3	Belastingen op de vier basissen	120,000 »
4	Belasting op het inkomen der beroepen en der handelsvennootschappen	500,000 »
5	Handelaarspatenten	125,000 »
6	Vergunningen tot invoer en verkoop van alcoholhoudende dranken	15,000 »
7	Patenten der veekooplieden	35,000 »
8	Belasting bij stuks vee geslacht op de gewoontelijk inlandsche markten	60,000 »
9	Belasting op de veelwijverij	21,000 »
10	Taks op de honden	2,000 »
11	Inlandsche belast. { Hoofdelijke belasting. . 8,000,000 / Belast. op het vee . . . 4,350,000 }	12,350,000 »
12	Inkomsten der Posterijen en Telegrafen	892,400 »
13	Verkoop en verhuring van gronden en onroerende goederen	332,000 »

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

14	Permis de chasse, de port d'armes, et permis de vente d'armes à feu et de munitions	50,000 »
15	Recettes judiciaires	160,000 »
16	Droits de chancellerie, droits de succession, droits de 4 % sur les ventes publiques, permis de circulation, etc. . . .	64,000 »
17	Vente de peaux et produits de l'agriculture	20,000 »
18	Recettes du laboratoire vétérinaire de Kisenyi	150,000 »
19	Produit de l'ivoire trouvé	30,000 »
20	Produits divers et accidentels	400,000 »
21	Recettes de l'imprimerie	30,000 »
22	Quote-part du Gouvernement du Congo belge dans les dépenses du Ruanda-Urundi	121,000 »
23	Vente de matières et objets fabriqués provenant des écoles professionnelles et laiteries	351,000 »
24	Recettes diverses du service de la Trésorerie	35,000 »
25	Bonification du Budget des Dépenses extraordinaires . .	Mémoire.
26	Permis de coupe de bois	10,000 »
27	Recettes d'enregistrement et du cadastre	45,000 »
28	Taxe de licence de recherches minières	75,000 »
	Total des recettes ordinaires . . . . . fr.	22,171,319 »

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN RUANDA-URUNDI. (VERVOLG).

14	Jachtverloven, verloven tot het dragen van wapens, en verloven tot het verkoopen van vuurwapens en ammunitie.	50,000 »
15	Gerechtelijke inkomsten	160,000 »
16	Kanselarijrechten, erfenisrechten, recht van 4 t. h. op de openbare verkoopingen, verkeerbrieven, enz.	64,000 »
17	Verkoop van vellen en opbrengsten van den landbouw . .	20,000 »
18	Inkomsten van het veeartsenijlaboratorium van Kissenyi .	150,000 »
19	Opbrengst van het gevonden ivoor	30,000 »
20	Verscheiden of toevallige opbrengsten	400,000 »
21	Inkomsten van de drukkerij	30,000 »
22	Aandeel van het Beheer van Belgisch-Congo in de uitgaven van Ruanda-Urundi	121,000 »
23	Verkoop van ruwe stoffen en vervaardigde voorwerpen van de nijverheidsscholen en de melkerijen	351,000 »
24	Verscheiden inkomsten van den dienst der Schatkamer .	35,000 »
25	Tegoedkoming van de Begrooting der Buitengewone uitgaven	Memorie.
26	Verlof tot houthakking	10,000 »
27	Inkomsten van registratie en kadaster	45,000 »
28	Taks voor vergunning tot mijnopzoekingen	75.000 »
	Totaal der gewone inkomsten . . . . . fr.	22,171,319 »

TABLEAU V.

—

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1929.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES ET DE L'OBJET DES DÉPENSES.	MONTANT des crédits par article.
	Vice Gouvernement Général.	
1	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses du personnel européen, frais de voyage, de représentation, etc.	555,000 »
2	Salaires, frais d'entretien et divers des commis du cadre indigène et du personnel noir	35,000 »
3	Matériel, mobilier, fournitures, documentation et divers, frais de transport, droits d'entrée et de transit, etc. . .	165,000 »
4	Bibliothèques publiques : achat de livres, journaux, périodiques et frais divers	10,000 »
5	Subsides divers et frais de propagande commerciale . . .	63,000 »
6	Dépenses imprévues	50,000 »
	Enseignement.	
7	Traitements d'activité et de congé, indemnités diverses du personnel européen	216,814 »
8	Salaires et entretien des instituteurs noirs, des clercs et des élèves (y compris l'école de charpenterie)	80,000 »
9	Matériel et fournitures scolaires, outillage des écoles professionnelles, frais de transport, de douane. etc.	70,000 »
10	Écoles industrielles : matières et fournitures diverses . . .	89,645 »
11	École des assistants médicaux et infirmiers indigènes : salaires, matériel classique et divers	38,105 »

TABEL V.

—

BEGROOTING DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1929.

Artikelen.	AANWIJZING VAN DE DIENSTEN EN VAN HET VOORWERP DER UITGAVEN.	BEDRAG der kredieten per artikel.
	Onderalgemeen-bewind.	
1	Activiteits- en verlofwedde, verscheiden vergoedingen aan het Europeesch personeel, reis- en vertegenwoordigingskosten, enz.	555,000 »
2	Dagloonen, onderhouds- en verscheiden kosten der klerken van het inlandsch kader en van het negerpersoneel . . .	35,000 »
3	Materieel, meubelen, benoodigdheden, documentatie en verscheiden, vervoerkosten, in- en doorvoerrechten . .	165,000 »
4	Openbare bibliotheken : aankoop van boeken, dagbladen, tijdschriften en verscheiden kosten, enz.	10,000 »
5	Verscheiden hulpgelden en kosten voor handelspropaganda.	63,000 »
6	Onvoorziene uitgaven	50,000 »
	Onderwijs.	
7	Activiteits- en verlofwedden, verscheiden vergoedingen van het Europeesch personeel	216,814 »
8	Dagloonen en onderhoud der neger-onderwijzers, der klerken en der leerlingen (de timmerschool erbij begrepen).	80,000 »
9	Schoolmaterieel en benoodigdheden, toerusting der beroepscholen, kosten van vervoer, van douane, enz.	70,000 »
10	Nijverheidscholen : verscheiden benoodigdheden	89,645 »
11	School der inlandsche geneeskundige helpers en ziekenverplegers : dagloonen, schoolmaterieel en verscheiden.	38,105 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

12	Écoles professionnelles : traitements, indemnités diverses et frais de voyage des Frères de la Charité. Salaires et entretien du personnel noir. Matériel, mobilier, divers.	100,000 »
13	Subsides à l'Enseignement libre	550,000 »
	Bienfaisance publique.	
14	Rapatriement de personnes abandonnées sans ressources et des expulsés indigents, entretien des enfants abandonnés.	25,000 »
15	Crédit pour parer à la famine dans le Ruanda et l'Urundi .	100.000 »
	Service des Douanes.	
16	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage, etc.	85,359 »
17	Traitements et indemnités diverses des préposés du cadre indigène	2,400 »
18	Salaires et frais d'entretien du personnel noir	2,785 »
19	Matériel, mobilier, fournitures de bureau et divers . . .	30,000 »
20	Quote-part du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi dans les frais d'exploitation des bases de Dar-es-Salam et de Kigoma	102,635 »
21	Primes pour prises et contraventions; rémunération spéciale pour travaux supplémentaires effectués en dehors des heures réglementaires de service	15,000 »
	Service des Postes et Télégraphes.	
22	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage, etc.	172,449 »
23	Salaires et frais d'entretien du personnel noir ; frais de transport de courriers	30,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

12	Beroepscholen : wedden, verscheiden vergoedingen en reiskosten van de Broeders van Liefde ; dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel, materieel, meubelen, verscheiden	100,000 »
13	Hulpgelden aan het vrij onderwijs	550,000 »
	Openbare Weldadigheid.	
14	Terugzending naar hun vaderland van personen die zonder hulpmiddelen werden verlaten, en der noodlijdende uitgedrevenen ; onderhoud der verlaten kinderen	25,000 »
15	Krediet tot het bestrijden van den hongersnood in Ruanda en in Urundi	100,000 »
	Dienst der Douanen.	
16	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz.	85,359 »
17	Wedden en verscheiden vergoedingen van de aangestelden van het inlandsch kader	2,400 »
18	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel. .	2,785 »
19	Materieel, meubelen, kantoorbehoeften en verscheiden . .	30,000 »
20	Aandeel van het Onderalgemeen Beheer van Ruanda-Urundi in de exploitatiekosten der steunpunten van Dar-es-Salam en Kigoma	102,635 »
21	Premiën voor het vatten en de vaststelling der overtredingen ; bijzondere vergelding voor buiten de regelmatige diensturen geleverd overwerk	15,000 »
	Dienst der Posterijen en Telegrafen.	
22	Activiteits en verlofwedde van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz.	172,449 »
23	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel ; vervoerkosten van koeriers	30,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

24	Matériel, fournitures de bureau, équipement, impression de valeurs postales, frais de transport et divers	208,000 »
25	Redevance à la T. S. F.	225,000 »
26	Bonification aux services postaux et télégraphiques étrangers (*crédit non limitatif*)	145,000 »
27	Non-valeurs et indemnités pour pertes d'envois assurés ou recommandés ou de colis postaux (*crédit non limitatif*). .	300 »
	Service des Finances et de Trésorerie.	
28	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage, etc.	525,389 »
29	Salaires et entretien du personnel noir	2,700 »
30	Matériel, fournitures, frais de transport, droits de douane, indemnités de bicyclette et de machine à écrire	8,200 »
31	Trésorerie : commission de banque, frais de transfert, transport de numéraire	110,000 »
32	Intérêt et amortissement des prêts consentis par le Gouvernement belge	1,835,145 »
33	Restitution de droits, d'impôts et taxes indûment perçus. Remboursement d'amendes. Remboursement de sommes reconnues appartenir à des tiers (*crédit non limitatif*) . .	20,000 »
34	Déficits des comptables. Régularisations (*crédit non limitatif*)	3,000 »
	Service territorial.	
35	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de représentation, frais de voyage, etc	3,984,024 »
36	Salaires et frais d'entretien du personnel noir	170,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

24	Materieel, kantoorbehoeften, uitrustingen, drukken van postwaarden, vervoerkosten en verscheiden	208,000 »
25	Vergelding aan de Draadlooze Telegrafie.	225,000 »
26	Tegoedkoming aan de vreemde post- en telegraafdiensten (*onbegrensd krediet*)	145,000 »
27	Oninvorderbare schulden en vergoedingen voor verlies van verzekerde of aangeteekende verzendingen of van postcolli (*onbegrensd krediet*)	300 »
	Dienst der Financiën en der Schatkamer.	
28	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reiskosten, enz.	525,389 »
29	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	2,700 »
30	Materieel, benoodigdheden, vervoerkosten, tolrechten, vergoedingen voor fiets en schrijfmachine	8,200 »
31	Schatkamer : commissieloon aan bank, overdrachtkosten, vervoer van muntspeciën	110,000 »
32	Interest en aflossing der door het Belgisch Beheer toegestane leeningen	1,835,145 »
33	Teruggave van rechten, belastingen en taksen ten onrechte geïnd. Terugbetaling van boeten. Terugbetaling van sommen, die bleken aan derden te behooren. (*Onbegrensd krediet*).	20,000 »
34	Tekort in kassen der rekenplichtigen. Reguleering. (*Onbegrensd krediet.*)	3,000 »
	Gewestelijke dienst.	
35	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, vertegenwoordigingskosten, reiskosten, enz.	3,984,024 »
36	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel .	170,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

37	Matériel, mobilier, fournitures, frais de transports, droits d'entrée et de transit, indemnités de bicyclette, de motocyclette, de machine à écrire, etc. Achat et transport de jetons d'impôt	450,000 »
38	Ristournes accordées aux chefferies indigènes sur le produit de l'impôt de capitation et gratifications aux sultans Musinga et Mwambutsa	900,000 »
	Service de la Police et des Prisons.	
39	Soldes et allocations, frais d'entretien et divers des policiers et détenus	600,000 »
40	Matériel et fournitures spéciales, frais de transport et divers	35,000 »
	Service de l'Agriculture.	
41	Traitements d'activité et de congé, indemnités du personnel européen, frais de voyage et divers	434,473 »
	Stations agricoles et d'élevage.	
42	Traitements et indemnités du personnel européen, frais de voyage et divers	206,473 »
43	Salaires et entretien du personnel noir	200,000 »
44	Matériel, fournitures, entretien du bétail, etc	300,000 »
	Laboratoire vétérinaire.	
45	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement, etc.	208,988 »
46	Salaires et entretien du personnel noir	27,000 »
47	Matériel, mobilier, fournitures, frais de transport, etc. . .	30,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

37	Materieel, meubelen, benoodigdheden, vervoerkosten, in- en doorvoerrechten, vergoedingen voor fiets, motorfiets, schrijfmachine, enz. Aankoop en vervoer van belastingspenningen	450,000 »
38	Teruggaven aan de inlandsche hoofdijen op de opbrengst der hoofdelijke belasting en gratificaties aan de sultanen Musinga en Mwambutsa	900,000 »
	Dienst van de politie en van de Gevangenissen.	
39	Soldijen, tegemoetkomingen, onderhoudskosten en verscheiden van de politieagenten en gevangenen	600,000 »
40	Bijzonder materieel en benoodigdheden, vervoerkosten en verscheiden	35,000 »
	Landbouwdienst.	
41	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, vergoedingen, reiskosten, en verscheiden.	434,473 »
	Standplaatsen voor Landbouw en veeteelt.	
42	Wedden en vergoedingen aan het Europeesch personeel, reiskosten en verscheiden	206,473 »
43	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	200,000 »
44	Materieel, benoodigdheden, onderhoud van het vee, enz. .	300,000 »
	Veeartsenijlaboratorium.	
45	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten, enz.	208,988 »
46	Dagloonen en onderhoudskosten van het negerpersoneel.	27,000 »
47	Materieel, meubelen, benoodigdheden, vervoerkosten, enz.	30,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

	Service vétérinaire.	
48	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement, etc.	476,499 »
49	Salaires et entretien du personnel noir	21,000 »
50	Matériel, mobilier, frais de transport et de douane, etc. . .	23,000 »
	Service des Travaux publics.	
51	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur	1,095,634 »
52	Salaires et entretien du personnel noir. Rémunération aux chefferies indigènes pour travaux exécutés dans l'intérêt général	700,000 »
53	Matériel, outillage, fournitures diverses, frais de transport, de douane, indemnités de moto, etc.	400,000 »
	Service de l'Hygiène.	
54	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et divers	1,673,378 »
55	Salaires, entretien et équipement du personnel noir . . .	150,000 »
56	Matériel, fournitures, produits pharmaceutiques, appareils et divers, frais de transport, de douane, indemnités de moto, etc.	1,400,000 »
57	Honoraires à des médecins étrangers à l'administration.	12,000 »
58	Frais d'entretien des malades dans les hôpitaux et dispensaires	172,000 »
59	Brigades sanitaires	30,000 »
60	Subsides aux membres de l'assistance médicale. Formation d'accoucheuses. Rétribution des Soeurs hospitalières et divers	200,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

	Veeartsenijdienst.	
48	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten, enz.	**476,499 »**
49	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	**21,000 »**
50	Materieel, meubelen, vervoer- en tolkosten, enz.	**23,000 »**
	Dienst der Openbare Werken.	
51	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reiskosten en verplaatsingskosten in het binnenland	**1,095,634 »**
52	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel. Vergelding aan de inheemsche hoofdijen voor in het algemeen belang uitgevoerde werken	**700,000 »**
53	Materieel, uitrusting, verscheiden benoodigdheden, vervoer- en tolkosten, moto-vergoedingen, enz.	**400,000 »**
	Gezondheidsdienst.	
54	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reiskosten en verscheiden . .	**1,673,378 »**
55	Dagloonen, onderhoud en uitrusting van het negerpersoneel	**150,000 »**
56	Materieel, benoodigdheden, apotheekartikelen, toestellen en verscheiden, toerusting, kosten van vervoer, van tol, moto-vergoedingen, enz.	**1,400,000 »**
57	Eereloon aan niet tot het Beheer behoorende geneesheeren.	**12,000 »**
58	Onderhoudskosten der zieken in de gasthuizen en verpleeghuizen	**172,000 »**
59	Gezondheidsbrigaden	**30,000 »**
60	Toelagen aan de leden van de geneeskundige hulp. Opleiding van vroedvrouwen. Vergelding aan de hospitaalzusters en verscheiden.	**200,000 »**

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

	Force publique.	
61	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur	888,250 »
62	Soldes et allocations diverses, frais d'entretien et de rapatriement du personnel de couleur	807,000 »
63	Matériel, fournitures, armement, munitions, équipements, mobilier, outillage. Frais de transport, droits de douane et divers	64,500 »
64	Bonification au Gouvernement de la Colonie pour l'armement spécial des troupes détachées dans le Ruanda-Urundi.	100,000 »
	Service judiciaire.	
65	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur	167,536 »
66	Salaires et entretien du personnel noir	2,500 »
67	Matériel, fournitures diverses, frais de transport, droits de douanes, etc.	7,000 »
68	Frais de justice (*crédit non limitatif.*)	11,000 »
	Service des Terres.	
69	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur	277,307 »
70	Salaires et entretien du personnel noir	3,500 »
71	Matériel, fournitures diverses, frais de transport, droits de douane, indemnités de bicyclettes, etc.	15,000 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

	Landmacht.	
61	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheiden vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland	888,250 »
62	Soldijen en verscheiden tegemoetkomingen, kosten van onderhoud en van terugzending naar de streek van herkomst van het kleurpersoneel	807,000 »
63	Materieel, behoeften, bewapening, ammunitie, kleedij, meubelen, benoodigdheden. Vervoerkosten, tolrechten en verscheiden	64,500 »
64	Tegemoetkoming aan het Beheer van de Kolonie voor de bijzondere bewapening der naar Ruanda-Urundi uitgezonden troepen	100,000 »
	Gerechtsdienst.	
65	Activiteits- en verlofwedden voor het Europeesch personeel, verscheidene vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland	167,536 »
66	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	2,500 »
67	Materieel, verscheidene benoodigdheden, vervoerkosten, tolrechten, enz.	7,000 »
68	Gerechtskosten (*onbegrensd krediet*)	11,000 »
	Dienst der Gronden.	
69	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheidene vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland	277,307 »
70	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel	3,500 »
71	Materieel, verscheidene benoodigdheden, vervoerkosten, tolrechten, fietsvergoedingen, enz.	15,000 »

BUDGET DES DÉPENSES ORDINAIRES DU VICE-GOUVERN. GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI (SUITE).

	Service de l'Industrie et du Commerce.	
72	Traitements d'activité et de congé du personnel européen, indemnités diverses, frais de voyage et de déplacement à l'intérieur	96,000 »
73	Salaires et entretien du personnel noir.	1,500 »
74	Matériel, fournitures diverses, frais de transport et de douane	2,800 »
	Divers.	
75	Ristourne au Trésor colonial des parties de pensions ou d'allocations en capital, méritées pour les services rendus au Ruanda-Urundi par les fonctionnaires et agents de la Colonie détachés dans ce Vice-Gouvernement général et dont la charge se rapporte à l'exercice en cours ou à des exercices antérieurs (*crédit non limitatif*)	50,000 »
	Total des Dépenses ordinaires . . . . . fr.	22,064,288 »

BEGR. DER GEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI (VERVOLG).

	Dienst voor Nijverheid en Handel.	
72	Activiteits- en verlofwedden van het Europeesch personeel, verscheidene vergoedingen, reis- en verplaatsingskosten in het binnenland	96,000 »
73	Dagloonen en onderhoud van het negerpersoneel.	1,500 »
74	Materieel, verscheidene benoodigdheden, vervoer en tolkosten	2,800 »
	Verschillende.	
75	Teruggave aan de Koloniale Schatkist der gedeelten van pensioenen of tegemoetkomingen in kapitaal welke voor de in Ruanda-Urundi geleverde diensten door de ambtenaren en beambten der Kolonie werden verdiend die aan dit onderalgemeen Beheer verbonden zijn, en wier ambt betrekking heeft op het aan den gang zijnde dienstjaar of op vroegere dienstjaren (*onbegrensd krediet*)	50,000 »
	Totaal der gewone uitgaven . . . . . fr.	**22,064,288** »

TABLEAU VI

—

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXERCICE 1929.

Articles.	DÉSIGNATION DES SERVICES.		PRÉVISIONS des recettes et des dépenses.
	Fonds de Tiers.		
1	Cautionnements		5,000 »
2	Consignations :		
	A. — Sommes frappées de saisies-arrêts. cessions de traitements	20,000 »	
	B. — Reliquats de successions à la disposition des ayants-droits	100,000 »	
	C. — Produit net des marchandises non déclarées ou délaissées, à la disposition des ayants-droit	5,000 »	
	D. — Consignations diverses remboursables à Bruxelles ou dans les territoires	300,000 »	
			425,000 »
3	Fonds confiés à la Caisse d'épargne		30,000 »
4	Fonds provenant de la retenue opérée sur les traitements des fonctionnaires et agents en vue de la création d'une caisse de pensions des veuves et orphelins		200,000 »
	Dépenses sur ressources spéciales.		
5	Fonds spécial d'avances sur traitement		250,000 »
6	A. — Fonds spécial destiné à la création des cantines pour la troupe	50,000 »	
	B. — Fonds spécial de la taxe d'émigration des indigènes. Décret du 19 juillet 1926 .	350,000 »	
	C. — Fonds destiné à faire des avances en matériel aux chefs indigènes	30,000 »	
			430,000 »
	Total du Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre.		1,340,000 »

TABEL VI.

—

BEGROOTING DER ONTVANGSTEN EN UITGAVEN VOOR ORDER VAN HET ONDERALGEMEEN BEWIND RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1929.

Artikelen.	AANWIJZING DER DIENSTEN.		VOORZIENING der ontvangsten en uitgaven.
	Fondsen van derden.		
1	Borggelden		5,000 »
2	Consignaties :		
	A. — Sommen belast met beslag onder derden, afstand van wedden	20,000 »	
	B. — Overschotten van nalatenschappen ter beschikking der rechthebbenden.	100,000 »	
	C. — Netto-opbrengst van niet-verklaarde of verlaten goederen, ter beschikking der rechthebbenden	5,000 »	
	D. — Verscheiden consignaties, te Brussel of in de grondgebieden terugbetaalbaar . . .	300,000 »	
			425,000 »
3	Aan de Spaarkas toevertrouwde fondsen		30,000 »
4	Fondsen voortkomende van de afhoudingen gedaan op de wedden der ambtenaren en beambten, met het oog op het stichten eener pensioenkas voor de weduwen en weezen		200,000 »
	Uitgaven op bijzondere geldmiddelen.		
5	Bijzonder fonds van voorschotten op wedde		250,000 »
6	A. — Bijzonder fonds bestemd tot het oprichten van kantienen voor de troepen . . .	50,000 »	
	B. — Bijzonder fonds van de uitwijkingstaks der inboorlingen. Decreet van 19 Juli 1926.	350,000 »	
	C. — Fonds bestemd om voorschotten in materieel te doen aan de inlandsche hoofden.	30,000 »	
			430,000 »
	Totaal van de Begrooting der Ontvangsten en Uitgaven voor order . . . . . .fr.		1,340,000 »

Loi contenant le Budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929 (1).

ALBERT, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Les chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1929.

ARTICLE PREMIER.

Dépenses extraordinaires.

Il est ouvert, pour les Dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1929, énumérées au tableau I ci-annexé, des crédits s'élevant ensemble à la somme de : 385,546,828 francs (trois cent quatre-vingt-cinq millions cinq cent quarante-six mille huit cent vingt-huit francs).

Wet houdende de Buitengewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929. (1)

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EERSTE TITEL.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1929.

ARTIKEL ÉÉN.

Buitengewone Uitgaven.

Er worden, voor de Buitengewone Uitgaven van Belgisch-Congo, voor het dienstjaar 1929, bij hierbijhoorende tabel I opgesomd, kredieten geopend tot een gezamenlijk bedrag van 385,546,828 fr. (driehonderd vijf-en-tachtig millioen vijfhonderd zes-en veertig duizend achthonderd acht-en-twintig frank).

---

(1) Chambre des Représentants.

Session 1928-1929.

Documents parlementaires. — Projet de loi et exposé des motifs n° 94. — Rapport n° 115. — Amendement n° 117.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. — Séances des 21, 27, 28 février; 6, 7 et 13 mars 1929.

Sénat.

Session 1928-1929.

Documents parlementaires. — Rapport n° 123.

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. — Séance du 27 mars 1929.

(1) *Kamer der Volksvertegenwoordigers.*

Zittijd 1928-1929.

Kamerbescheiden. — Memorie van toelichting en wetsontwerp nr 94. — Verslag nr 115. — Amendement nr 117.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. — Zittingen van 21, 27 en 28 Februari: 6, 7 en 13 Maart 1929.

Senaat.

Zittijd 1928-1929.

Senaatbescheiden. — Verslag nr 123.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. — Zitting van 27 Maart 1929.

ART. 2.

Recettes extraordinaires.

Les Recettes extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1929 sont évaluées à la somme de : 5,807,000 francs (cinq millions huit cent sept mille francs).

ART. 3.

Ressources extraordinaires d'emprunt.

L'excédent des dépenses autorisées par la présente loi à l'article premier sur les Recettes extraordinaires, prévues à l'article 2, sera couvert au moyen d'emprunts.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer, à concurrence de l'emprunt à contracter, des Bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo Belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

TITRE II.

Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929.

ART. 5.

Dépenses extraordinaires.

Il est ouvert, pour les Dépenses extraordinaires de l'exercice 1929 du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, énumérées au tableau III ci-annexé, des crédits pour un montant de 4,000,000 de francs (quatre millions de francs).

ART. 2.

Buitengewone Ontvangsten.

De Buitengewone Ontvangsten van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1929 zijn geraamd op de som van : 5,807,000 frank (vijf millioen achthonderd zeven duizend frank).

ART. 3.

Buitengewone leenmiddelen.

Het overschot der bij artikel één dezer wet toegelaten uitgaven op de bij artikel 2 voorziene Buitengewone Ontvangsten, zal bij wijze van leeningen worden gedekt.

ART. 4.

De Minister van Koloniën is bij deze wet, gerechtigd, tot beloop der te sluiten leening. Schatkistbons of leeningstitels voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, overeenkomstig de bij koninklijk besluit bepaalde modaliteiten.

TITEL II.

Begrooting der Buitengewone Ontvangsten en Uitgaven van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929.

ART. 5.

Buitengewone Uitgaven.

Er worden, voor de Buitengewone Uitgaven voor het dienstjaar 1929, van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, bij hierbijbehoorende tabel II opgesomd ,kredieten geopend tot een bedrag van 4,000,000 frank (vier millioen frank).

ART. 6.

Recettes extraordinaires.

Les dépenses autorisées par l'article 5 de la présente loi seront couvertes, à due concurrence, au moyen du prêt du Trésor belge, prévu à l'article 134 du Budget des Dépenses extraordinaires de Belgique pour l'exercice 1929 et repris au tableau IV ci-annexé.

TITRE III.

Dispositions diverses.

ART. 7.

Le Ministre des Colonies est autorisé à consentir des prêts en numéraire aux Sociétés envers lesquelles le Gouvernement du Congo Belge s'est engagé, en vertu de contrats dûments approuvés par la Législature, soit à souscrire des obligations, soit à garantir l'intérêt et l'amortissement des actions ou obligations émises par elles.

ART. 8.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer à concurrence du montant des prêts autorisés par l'article 7 ci-dessus, des bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo Belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

ART. 9.

Le Ministre des Colonies est autorisé, conformément aux conventions en cours avec la Société des Chemins de fer vicinaux du Congo, à étendre la garantie de la Colonie au nouveau capital de 50 millions de francs d'actions privilégiées de cette Société.

ART. 6.

Buitengewone Ontvangsten.

De bij artikel 5 dezer wet toegelaten uitgaven worden, tot hun volle bedrag, gedekt bij middel van de leening der Belgische Schatkist, voorzien bij artikel 134 uit de Begrooting der Buitengewone Uitgaven van België voor het dienstjaar 1929, en in hierbijbehoorende tabel IV aangehaald.

TITEL III.

Verscheidene schikkingen.

ART. 7.

De Minister van Koloniën is gerechtigd leeningen in muntspeciën toe te staan aan de Vennootschappen jegens dewelke het Beheer van Belgisch-Congo de verbintenis heeft aangegaan, krachtens door de Wetgeving behoorlijk goedgekeurde contracten, hetzij op schuldbrieven in te schrijven, hetzij den interest en de uitdelging der door hen uitgeschreven aandeelen of schuldbrieven te waarborgen.

ART. 8.

De Minister van Koloniën is, bij tegenwoordige wet, gerechtigd, tot beloop der bij artikel 7 hierboven toegelaten leeningen, Schatkistbons of leeningstitels voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, volgens de bij koninklijk besluit vastgestelde modaliteiten.

ART. 9.

De Minister van Koloniën is gerechtigd, luidens de in voege zijnde overeenkomsten, met de « Société des Chemins de fer Vicinaux du Congo », den waarborg der Kolonie uit te breiden tot het nieuwe kapitaal van 50 millioen frank preferentaandeelen dezer Vennootschap.

Les modalités de cette garantie seront déterminées par arrêtés royaux qui pourront limiter à 2% les impôts coloniaux ou belges à prélever sur les coupons de ces titres.

ART. 10.

Il pourra être fait des imputations pendant cinq ans, à compter du 1er janvier 1929, sur les crédits ouverts par les articles 1 et 5 de la présente loi, aux tableaux I et III pour dépenses extraordinaires. Les excédents disponibles à la fin de chaque exercice seront reportés à l'année suivante.

ART. 11.

La présente loi sera exécutoire en Belgique et en Afrique le jour de sa publication au Moniteur et au Bulletin Officiel du Congo Belge. Elle sortira ses effets, en ce qui regarde l'ouverture des crédits, à la date du 1er janvier 1929.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles le 27 mars 1929.

De modaliteiten van dezen waarborg zullen worden vastgesteld door koninklijke besluiten welke op de koepons dezer titels te heffen koloniale of Belgische belastingen, op 2 t. h. zullen mogen beperken.

ART. 10.

Te rekenen vanaf 1 Januari 1929, zullen, vijf jaar lang, aanrekeningen kunnen worden gedaan op de kredieten welke bij artikelen 1 en 5 uit de tegenwoordige wet op de tabellen I en III voor de buitengewone uitgaven werden geopend. De op het einde van elk boekjaar vrij blijvende overschotten zullen op het volgend jaar overgedragen worden.

ART. 11.

De tegenwoordige wet zal, in België en in Afrika, uitvoerbaar zijn vanaf den dag harer bekendmaking in den Moniteur en in het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo. Zij zal, voor wat de kredietopeningen betreft, te rekenen van 1 Januari 1929, hare uitwerksels hebben.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 27n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. E. JANSON.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

EXERCICE 1929.

TABLEAU I.

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO BELGE.

Articles.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	Montant des crédits par article.
	CHAPITRE PREMIER	
	Dépenses extraordinaires de la Colonie autres que celles visées aux chapitres suivants.	
1	*Portefeuille de la Colonie.* — Souscription de titres et valeurs, participations, appels de fonds. — Augmentation du capital des Régies	11,210,000 »
2	*Force publique.* — Armement : fusils, carabines, fusils-mitrailleurs, mitrailleuses, munitions. — Bicyclettes et motocyclettes. — Matériel sanitaire, d'artillerie, du génie, de T. S. F. et de transport	5,085,000 »
3	*Travaux de délimitation de frontières*	1,300,000 »
4	*Remboursement ou restitution de sommes reconnues revenir à des tiers et prises antérieurement en recette aux Budgets extraordinaires*	100,000 »
5	*Frais de participation de la Colonie à l'Exposition Internationale Coloniale et Maritime d'Anvers en* 1930.	6,250,000 »
	CHAPITRE II.	
	Dépenses extraordinaires des gouvernements provinciaux de la Colonie.	
6	*Travaux publics divers des provinces*	138,478,742 »
	Construction de bâtiments destinés aux divers services ; hôpitaux, casernes, camps, habitations pour les agents	

DIENSTJAAR 1929.

TABEL I.

EGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO.

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.	Bedrag der kredieten per artikel.
	EERSTE HOOFDSTUK.	
	Buitengewone uitgaven der Kolonie, met uitzondering van deze onder volgende hoofdstukken bedoeld.	
1	*Portefeuille der Kolonie.*— Inteekening op titels en waarden, deelhebbingen, inroeping van gelden. kapitaalsvermeerdering der « Regiën »	11,210,000 »
2	*Landmacht.* — Bewapening : geweren, karabijnen, machinegeweren, mitrailleuzen, schietvoorraad. — Fietsen en motor-rijwielen. — Gezondheidsmaterieel. — Materieel voor de artillerie, de genie, de D. T. en het vervoer . .	5,085,000 »
3	*Werken tot grensbepaling*	1,300,000 »
4	*Terugbetaling en teruggave van sommen welke erkend werden aan derden te behooren en vroeger op de buitengewone begrootingen als ontvangst werden bijgeschreven,*	100,000 »
5	*Kosten van deelneming der Kolonie in de Nederlandsche Koloniale en Zeevaarttentoonstelling te Antwerpen in* 1930.	6,250,000 »
	HOOFDSTUK II.	
	Buitengewone uitgaven van de provincie-beheeren der Kolonie.	
6	*Verscheiden openbare werken der provinciën*	138,478,742 »
	Opbouw van tot de verscheiden diensten der Kolonie bestemde gebouwen : hospitalen, kazernen, kampen,	

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO BELGE (SUITE).

	blancs, habitations pour les noirs, ateliers, magasins, écoles. — Travaux de voirie. — Lignes télégraphiques et téléphoniques ; télégraphie et téléphonie sans fil. — Travaux d'assainissement ; distribution d'eau. — Mesures sanitaires. — Acquisition de matériel agricole mécanique. — Matériel de transport mécanique sur routes et sur rails. — Navigation aérienne. — Matériaux. — Matériel, mobilier et fournitures diverses destinés à l'exécution de ces travaux et à l'aménagement des constructions, y compris frais de transport, droits de douane et frais divers. — Main-d'oeuvre en général affectée à ces travaux.	
	CHAPITRE III.	
	Travaux d'utilité publique autorisés par les lois des 21 aout 1921 et 8 janvier 1926.	
7	*Continuation des grands travaux d'utilité publique*	223,123,086 »
	Construction de chemins de fer. Réseau fluvial. Programme routier. Travaux dans les centres urbains.	
	Total du Budget des Dépenses extraordinaires . . fr.	385,546,828 »

BEGR. DER BUITENG. UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO (VERVOLG).

	huisvestingen voor de blanke beambten, woningen voor de negers, werkhuizen, magazijnen, scholen. — Wegeniswerken. — Telegraaf- en telefoonlijnen ; draadlooze telegrafie en telefonie. — Saneerwerken ; waterleiding. — Gezondheidsmaatregelen. — Aanwerving van mechanisch landbouwmaterieel. — Materieel voor mecanisch vervoer op baan en op spoor. — Luchtvaart. — Materialen, materieel, meubelen en verscheidene benoodigdheden voor het uitvoeren dezer werken of het toerusten der gebouwen, erbij begrepen de vervoerkosten, douanerechten en verscheiden onkosten. — Algemeene tot deze werken bestemde werkkrachten.	
	HOOFDSTUK III.	
	Werken van openbaar nut, toegelaten door de wetten van 21 Augustus 1921 en 8 Januari 1926.	
7	*Voortzetting der groote werken van algemeen nut*	223,123,086 »
	Aanleggen van spoorwegen. Stroomnet. Baanprogramma. Werken in stedelijke centra.	
	Totaal van de Begrooting der buitengewone uitgaven .	385,546,828 »

EXERCICE 1929.

TABLEAU II

BUDGET EXTRAORDINAIRE DU CONGO BELGE.

RECETTES EXTRAORDINAIRES

Art.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations des recettes par article.	TOTAL.
1	Produit net de la vente ou du remboursement de valeurs et de créances du Portefeuille . .	1,000,000 »	
2	Vente d'autres valeurs capitales du domaine .	4,805,000 »	
3	Recettes extraordinaires diverses	2,000 »	
	Total des Recettes extraordinaires. . . .	. . . . .	5,807,000 »

DIENSTJAAR 1929.

TABEL II.

BUITENGEWONE BEGROOTING VAN BELGISCH-CONGO.

BUITENGEWONE ONTVANGSTEN

Art.	AANDUIDING DER VOORTBRENGSTEN.	Bedrag van de raming der ontvangsten per artikel.	TOTAAL.
1	Netto-opbrengst van den verkoop of van de terugbetaling van waarden en van schuldvorderingen der Portefeuille	1,000,000 »	
2	Verkoop van andere kapitale waarden van het domein	4,805,000 »	
3	Verscheidene buitengewone ontvangsten . . .	2,000 »	
	Totaal der Buitengewone ontvangsten.		5,807,000 »

EXCERCICE 1929.

TABLEAU III.

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI.

Article.	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES.	Montant des crédits par article.
Article unique.	*Travaux publics divers.* — Construction de bâtiments destinés aux divers services, habitations pour le personnel européen, camps militaires, prisons, écoles, ferme modèle, stations d'élevage, achat de bétail amélioré, voies de communication, distributions d'eau, installations techniques diverses, équipement de laboratoires, écoles et ateliers, etc	4,000,000 »
	Total du Budget des Dépenses extraordinaires	4,000,000 »

TABLEAU IV.

BUDGET DES VOIES ET MOYENS DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI.

RECETTES EXTRAORDINAIRES.

Article.	DÉSIGNATION DES PRODUITS.	Montant des évaluations de recettes.
Article unique.	Prêt du Trésor belge pour couvrir les dépenses d'outillage économique de territoires du Ruanda Urundi (cinquième tranche d'un prêt total de 20,000,000 de francs).	4,000,000 »
	Total des Recettes extraordinaires	4,000,000 »

DIENSTJAAR 1929.

TABEL III.

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI.

Artikelen.	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN.	Bedrag van de ramingen der ontvangsten
Eenig artikel.	*Verscheidene openbare werken.* — Optrekken van gebouwen tot de verscheiden diensten bestemd, huisvestingen voor het Europeesch personeel, militaire kampen, gevangenissen, scholen, model-hoeve, veekweekstandplaatsen, aankoop van verbeterd vee, verbindingswegen, waterleiding, verscheidene technische inrichtingen, toerusting der laboratoria, scholen en werkhuizen, enz.	4,000,000 »
	Totaal van de Begrooting der Buitengewone uitgaven.	4,000,000 »

TABEL IV.

BEGROOTING DER MIDDELEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI.

BUITENGEWONE ONTVANGSTEN.

Artikelen.	AANDUIDING DER VOORTBRENGSTEN.	Bedrag der kedieten per artikel.
Eenig artikel.	Leening der Belgische Schatkist teneinde de kosten te dekken voor economische toerusting der gebieden Ruanda-Urundi (vijfde indeeling van eene leening ten totale van 20,000,000 frank)	4,000,000 »
	Totaal der Buitengewone ontvangsten	4,000,000 »

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant les traitements des magistrats de la Colonie.

—

Ce projet étend aux magistrats de la Colonie le bénéfice du rajustement apporté récemment aux traitements du personnel administratif.

Il a été examiné en séance du 2 mars 1929 et approuvé sans observation, à l'unanimité des membres présents.

MM. Bertrand, Rutten et le R. P. le Grand avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 23 mars 1929.

L'Auditeur-adjoint,
M. Van Hecke.

Le Conseiller-Rapporteur,
I.-L. Grenade.

Statut des magistrats. — Traitements. — Modifications.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous ,présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 2 mars 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier.

Le tableau B dont il est fait mention à l'article 26 et le premier paragraphe de l'article 27 du décret du 7 juillet 1924, tels que ce tableau et ces dispositions ont été modifiés par les décrets du 24 novembre 1924, du 25 octobre 1926,

Standregelen voor de magistraten. — Wedden. — Wijzigingen.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 2 Maart 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Artikel één.

Tabel B, waarvan artikel 26 en de eerste paragraaf van artikel 27 uit het decreet van 7 Juli 1924 gewagen, zooals deze tabel en deze schikkingen bij de decreten van 24 November 1924, van 25 October 1926, van 16 Maart 1927, van 5 Maart

du 16 mars 1927, du 5 mars 1928 et par celui du 12 juin 1928 sont remplacés, avec effet au 1er janvier 1928, par le tableau et les dispositions suivantes :

1928 en bij dat van 12 Juni 1928 gewijzigd werden, zijn, met terugwerkende kracht op 1 Januari 1928, vervangen door de tabel en de schikkingen hierna :

TABLEAU B. — *TABEL B.*

	Initial. *Aanvangswedde.*	Maximum. *Maximum.*
Magistrats à titre provisoire. — *Magistraten te voorloopigen titel*	75.000	90.000
Juges des tribunaux de 1re instance nommés à titre définitif. — *Voor goed benoemde Rechters der Rechtbanken van eersten aanleg*	90.000	132.000
Substituts des Procureurs du Roi nommés à titre définitif. — *Voor goed benoemde Substituten van den Procureur des Konings*		
Juges-Présidents des tribunaux de 1re instance. — *Rechters-Voorzitters der rechtbanken van eersten aanleg*	120.000	162.000
Procureurs du Roi. — *Procureurs des Konings* . . .		
Conseillers suppléants des Cours d'appel. — *Plaatsvervangende Raadsheeren der Hoven van beroep* . . .	135.000	177.000
Conseillers des Cours d'appel. — *Raadsheeren der Hoven van beroep*		
Substituts des Procureurs Généraux. — *Substituten der Procureurs Generaal*	138.000	180.000
Présidents des Cours d'appel. — *Voorzitters der Hoven van beroep*	180.000	240.000
Procureurs Généraux. — *Procureurs Generaal*		

ARTICLE 27, par. 1er.

« Après chaque année de services effectifs, le traitement du magistrat nommé à titre définitif, est augmenté de 6.000 francs, sans qu'il puisse, en aucun cas, dépasser pour chaque grade, le maximum prévu au tableau B. »

ARTIKEL 27, par. 1.

« Na elk jaar werkelijke diensten, wordt de wedde van den voorgoed benoemden magistraat met 6.000 frank vermeerderd, zonder dat zij, in welk geval ook voor iederen graad, het bij tabel B voorziene maximum kunne te boven gaan. »

ART. 2.

Dispositions transitoires.

Le traitement des magistrats dans les cadres au 1er janvier 1928 sera revisé. Il sera fixé, à la date à laquelle leur traitement respectif a pris cours, au taux qu'il aurait atteint si, lors de leur nomination ou promotion au grade dont ils sont actuellement titulaires, les dispositions du présent décret avaient été en vigueur. Il leur sera liquidé sur la nouvelle base à partir du 1er janvier 1928.

Pour les magistrats à titre provisoire, il sera égal à l'initial nouveau, majoré du montant des augmentations antérieurement obtenues.

Donné à Bruxelles, le 2 avril 1929.

ART. 2.

Overgangsbepalingen.

De wedde der magistraten, in de kaders op 1 Januari 1928, zal herzien worden. Zij zal worden vastgesteld, op den datum waarop hunne onderscheidenlijke wedde aanvang heeft genomen, ten beloope van hetgeen zij zou bereikt hebben, zoo, op het oogenblik hunner benoeming of bevordering tot den graad waarvan zij thans titularissen zijn, de bepalingen van het tegenwoordig decreet in voege waren geweest. Zij zal hun op de nieuwe basis, te beginnen van 1 Januari 1928, worden uitbetaald.

Voor de magistraten te voorloopigen titel, zal zij gelijk zijn aan de nieuwe aanvangswedde vermeerderd met het bedrag der vroeger bekomene verhoogingen.

Gegeven te Brussel, den 2n April 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant les statuts de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu.

—

Par la création de cette filiale, le Comité National du Kivu montre sa volonté de diriger avant tout son activité vers le développement de l'agriculture. Cette initiative ne pouvait manquer de recevoir bon accueil au Conseil Colonial.

Toutefois un membre crut devoir exprimer certaines craintes. Il résulte, disait-il, de renseignements sûrs que dans la région du lac Kivu, les colons blancs ont déjà occupé tant de terres que celles laissées aux indigènes sont notoirement insuffisantes. La création de cette société agricole ne peut pas manquer d'accentuer encore l'occupation européenne. La société va pouvoir elle-même occuper à titre emphytéotique 24,500 hectares : où va-t-elle les prendre ? Aucune précision ne se trouve dans les conventions soumises au Conseil.

Il fut répondu tant par M. le Ministre des Colonies que par un membre que les dangers signalés ne sont nullement à craindre. Sans doute aux abords immédiats du lac Kivu, où vivent des populations indigènes assez denses, les occupations de terres par les Européens ont été excessives. Mais dès que ces excès ont été connus, le Comité National du Kivu, à la demande du Ministre des Colonies, a bloqué la région. La Société Auxiliaire n'aura donc pas à rechercher dans cette région les terres qui lui sont concédées. Mais dès qu'on s'éloigne du lac, on rencontre de vastes plateaux désertiques et c'est sans doute dans ces régions que la Société cherchera à développer son activité. Quant aux abus qui ont été signalés dans l'occupation des terres dans la plaine avoisinant le lac Kivu, le Gouvernement a pris des mesures pour les réprimer. Le Directeur général de l'Agriculture et le Gouverneur de la Province orientale qui sont actuellement au Kivu ont été chargés de procéder à une revision des concessions octroyées. D'ailleurs parmi les colons blancs qui occupent des terres, il y en a qui ne sont pas encore investis d'un titre régulier de concessions ; il y en a même qui ont marché de l'avant sans aucune autorisation ni promesse de l'autorité. Il ne sera donc pas difficile de faire restituer aux indigènes les terres qui leur sont nécessaires.

Le projet de décret a été approuvé à l'unanimité des membres présents sauf deux abstentions motivées par des raisons personnelles.

MM. Bertrand, De Lannoy, Grenade, Waleffe et le R. P. le Grand avaient motivé leur absence.

Bruxelles, le 20 avril 1929.

L'Auditeur-adjoint,
M. Van Hecke.

Le Vice-Président-Rapporteur,
L. Dupriez.

Terres. — Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S.A.A.K.). — Statuts. — Autorisation.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier.

La « Société Auxiliaire Agricole du Kivu », en abrégé « S. A. A. K. », dont les statuts sont annexés au présent décret, est autorisée. Elle constituera une individualité distincte de celle des associés.

Art. 2.

Les modifications aux statuts pourront être approuvées par arrêté royal, à l'exception de celles concernant les apports qui sont définies aux articles 4 et 5 des statuts de la société, ainsi que dans les conventions-annexes à ces statuts.

Art. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 1929.

Gronden. — Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S.A.A.K.). — Standregelen. — Machtiging.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen, en toekomenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Artikel één.

Aan de « Société Auxiliaire Agricole du Kivu », in verkorting « S. A. A. K. », waarvan de standregelen bij het tegenwoordig decreet behooren, wordt machtiging verleend. Zij zal eene persoonlijkheid uitmaken onderscheidenlijk van deze der deelgenooten.

Art. 2.

De wijzigingen aan de standregelen zullen bij koninklijk besluit kunnen goedgekeurd worden, behalve deze welke betrekking hebben op de aanbrengsten die bij artikelen 4 en 5 uit de standregelen der vennootschap, evenals in de overeenkomsten-bijlagen aan deze standregelen bepaald zijn.

Art. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig decreet.

Gegeven te Brussel, den 23 n April 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Henri Jaspar.

ANNEXE. — BIJLAGE.

Société Auxiliaire Agricole du Kivu, en abrégé S. A. A. K. (Société congolaise à responsabilité limitée).

STATUTS.

Par devant Me Roger Guillain, notaire à Bruxelles, substituant son confrère Me Edouard Van Halteren, notaire à Bruxelles.

Ont comparu :

1. Le Comité National du Kivu, association pourvue de la personnalité civile, dont le siège principal est établi à Bruxelles, rue Bréderode, 15.

Représenté par M. Martin Rutten, son président, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, 197, dont les pouvoirs résultent d'un décret du treize janvier mil neuf cent vingt-huit et de l'arrêté ministériel du vingt et un février mil neuf cent vingt-huit.

2. La Société Auxiliaire, Industrielle et Financière de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, ayant son siège à Saint-Josse-ten Noode, avenue de l'Astronomie, 24, société anonyme.

Représentée par M. le Baron Adolphe de Cuvelier, Conseiller d'Etat du Congo, son administrateur délégué, demeurant à Bruxelles, Square Marie-Louise, 16, en vertu de procuration sous seing privé du trente juillet courant.

3. La Société Foncière et Mobilière, société anonyme, établie à Bruxelles, rue Montoyer, 4.

Représentée par M. Paul de Launoit, industriel, demeurant à Liège, avenue Rogier 28, président du Conseil d'administration de cette société.

4. La Société Congolaise à responsabilité limitée : Compagnie de Linéa, ayant son siège social à Linéa, (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, 46.

Représentée par S. A. Mgr le prince Eugène de Ligne, propriétaire, demeurant à Bruxelles, rue Montoyer, 46, en vertu de procuration sous seing privé du vingt-huit juillet courant.

5. La Société Générale de Belgique, société anonyme, ayant son siège à Bruxelles, rue Montagne du Parc, 3.

Représentée par M. Firmin van Brée, directeur de la Société Générale de Belgique,

demeurant à Bruxelles, rue de l'Ecuyer, 48, en vertu de procuration sous seing privé du trente juillet courant.

6. La Banque H. Lambert, société anonyme, établie à Bruxelles, rue d'Egmont, 2.

Représentée par M. le Baron Henri Lambert, banquier, demeurant à Bruxelles, avenue Marnix, 24, président de son conseil d'administration, en vertu de procuration sous seing privé du trente juillet courant.

7. La Société Congolaise à responsabilité limitée : « Exploitations Brock au Kivu », ayant son siège social à Costermansville (Congo Belge).

Représentée par M. Raymond Brock, administrateur de sociétés, demeurant à Liége, rue Regnier Poncelet, 39, en vertu de procuration sous seing privé en date de ce jour.

Les procurations susmentionnées demeureront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont requis le notaire soussigné de dresser acte des statuts d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer comme suit, avec but commercial :

TITRE I.

Dénomination, siège, objet et durée de la société.

ARTICLE PREMIER.

Il est créé, par les présentes, sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, une société par actions à responsabilité limitée, ayant une individualité distincte de ses associés et qui sera dénommée : « Société Auxiliaire Agricole du Kivu » en abrégé « S. A. A. K. ».

Le siège social est établi au Congo Belge, le siège administratif est établi à Bruxelles ou dans toute autre localité belge ou congolaise, à désigner par le conseil d'administration.

La Société peut établir, par décision du Conseil d'administration, des succursales, agences ou comptoirs en Belgique, dans la Colonie du Congo Belge ou à l'étranger.

ART. 2.

La société a pour objet :

1° L'étude des moyens propres à développer l'agriculture des indigènes et des colons agricoles dans le domaine géré par le Comité National du Kivu, toutes créations d'ordre scientifique, éducatif ou pratique de nature à éclairer et appuyer l'effort agricole, telles que stations expérimentales de culture et d'élevage, écoles pratiques agricoles, laboratoires agricoles et vétérinaires, le tout conformément à la convention ci-annexée intervenue entre la société et le Comité National du

Kivu pour l'exécution des obligations prévues au 6° de l'article 3 du décret constitutif de cette association.

2° La création et l'exploitation de plantations agricoles ou arboricoles, d'entreprises forestières, de cultures vivrières et d'élevage, ou le soutien par voie de participation au capital, de sociétés, d'industries similaires.

3° Toutes opérations de nature commerciale ou industrielle pour le traitement et la vente des produits du sol, la création de magasins, d'entrepôts, d'usines de toute nature, l'organisation soit dans la colonie, soit à l'étranger, de comptoirs d'achat et de vente de matériel et des produits de l'agriculture coloniale, institution de crédit agricole et de prêt foncier, participations sous quelque modalité que ce soit, dans des organisations industrielles et commerciales similaires dans la Colonie ou à l'étranger, et

4° Plus généralement, toutes opérations de nature foncière, immobilière, mobilière, industrielle, commerciale, agricole ou pastorale toutes participations et conventions financières, toutes opérations sur titres propres à avancer la réalisation de l'objet social.

ART. 3.

La société expirera le trente juin mil neuf cent cinquante huit ; elle pourra être dissoute à toute époque par décision de l'assemblée générale délibérant comme il est dit à l'article 32. La durée de la société pourra être prorogée.

La société peut stipuler ou s'engager pour un terme dépassant sa durée.

TITRE II.

Avoir social, parts sociales, apports.

ART. 4.

Le capital est fixé à cinquante millions de francs et représenté par cent mille actions série A d'une valeur nominale de cent francs chacune et quatre-vingt mille actions série B d'une valeur nominale de cinq cents francs chacune. Les actions série B recevront par préférence un dividende privilégié de 6 p. c. sur leur montant libéré ainsi qu'il est dit à l'article 35 ci-après.

Le Comité National du Kivu souscrit intégralement les cent mille actions de la série A et soixante-quinze mille neuf cent quatre-vingt-quatorze des actions de la série B à charge pour lui d'offrir dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf de ces dernières par préférence aux sociétés et colons agricoles de la région assignée au Comité National du Kivu et trente-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quinze aux souscripteurs des parts de cinq cent mille francs du Comité National du Kivu, représentant les deux cents premiers millions de francs du capital de cette association, le tout aux conditions, époques, taux, modalités et dans les délais qui seront fixés par le Comité National du Kivu.

Le Comité National du Kivu déclare faire apport à la société présentement constituée du droit de délimiter deux mille hectares de terres propres à la culture et de vingt mille hectares de terres propres à l'élevage, à charge notamment par la dite société de pourvoir — aux clauses et conditions plus amplement détaillées aux termes de la convention intervenue le trente et un juillet mil neuf cent vingt-huit entre le Comité National du Kivu d'une part et la présente société d'autre part, convention que les comparants déclarent connaître et dont une copie restera ci-annexée pour être enregistrée et publiée — à l'établissement et à l'entretien de laboratoires et de plantations expérimentales à la station de Tshibinda que la société présentement constituée aura le droit d'occuper pendant une durée de soixante années entières et consécutives à dater de ce jour.

En rémunération des dits apports, il est attribué au Comité National du Kivu quatre mille actions série B entièrement libérées.

Les six actions restantes de la série B sont souscrites comme suit :

Par la Société Auxiliaire Industrielle et Financière de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, une action	1
Par la Société Foncière et Mobilière, une action	1
Par la Compagnie de Linéa, une action	1
Par la Société Générale de Belgique, une action	1
Par la Banque H. Lambert, une action	1
Par la Société : Exploitations Brock au Kivu, une action	1
Ensemble : six actions	6

ART. 5.

Les quatre mille actions série B revenant au Comité National du Kivu en rémunération de ses apports sont entièrement libérées. Chacune des autres actions composant le capital social a été libérée de vingt pour cent en numéraire, ainsi que tous les comparants le déclarent et le reconnaissent.

Les versements ultérieurs se feront aux dates fixées par le conseil d'administration. L'actionnaire qui, après un préavis de trente jours signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire à cette obligation, doit bonifier à la société les intérêts calculés à sept pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le Conseil d'administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat, pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres sans préjudice au droit de réclamer le restant dû ainsi que les dommages et intérêts éventuels.

ART. 6.

Aucune augmentation ou réduction du capital social ne pourra modifier la proportion des voix établie par les présentes entre les actions de la série A et l'ensemble des autres titres existants ou qui seraient créés par la suite.

En cas d'augmentation de capital, de même que dans l'éventualité de la création ou de la souscription totale ou partielle du capital d'un organisme nouveau, dont l'objet social coïncide en tout ou en partie avec celui de la présente société, le conseil d'administration sera tenu de réserver la souscription du nouveau capital aux actionnaires actuels au prorata du nombre de titres possédés par chacun d'eux.

En cas de réduction du capital, celle-ci portera indistinctement sur tous les titres et sera supportée proportionnellement à la valeur nominale de chacun d'eux.

ART. 7.

Les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération.

Aucun transfert d'actions nominatives non entièrement libérées ne pourra être opéré qu'en faveur d'un cessionnaire agréé par le conseil d'administration. A partir de leur libération, les actions peuvent être représentées par des titres au porteur qui seront délivrés en échange des certificats nominatifs.

Le montant des frais à supporter par les actionnaires pour les conversions ou échanges d'actions sera fixé, dans chaque cas, par le conseil d'administration.

ART. 8.

Tous les titres sont extraits de registres à souches et numérotés. Ils sont signés par deux administrateurs, l'une quelconque des signatures pouvant être remplacée par une griffe.

ART. 9.

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu à concurrence du montant nominal de leurs actions.

La possession d'une action emporte adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

ART. 10.

La société ne reconnait qu'un seul propriétaire par action. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, ils auront à s'entendre pour désigner une seule personne pour l'exercice des droits afférents à l'action.

ART. 11.

Les héritiers ou créanciers, représentants ou ayants droit d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque forme que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens ou les valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation ni s'immiscer d'aucune manière dans l'administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'assemblée générale.

TITRE III.

Administration, direction, surveillance.

ART. 12.

La société est administrée par un conseil élu par l'assemblée générale des actionnaires et composé de six membres au moins et de dix-huit au plus, dont le mandat est de six ans. Ils sont rééligibles et révocables en tout temps par l'assemblée.

ART. 13.

Le président du Comité National du Kivu est de droit président du Conseil d'administration de la présente société.

ART. 14.

Les premiers administrateurs resteront en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent trente-quatre, laquelle procédera à la réélection de ces administrateurs ou les remplacera par des candidats nouveaux.

A partir de cette époque ,le conseil se renouvelle à l'assemblée générale ordinaire suivant un ordre de sortie réglé par tirage au sort, de telle façon qu'aucun administrateur ne reste en fonctions pendant plus de six ans.

ART. 15.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants et les commissaires réunis pourront y pourvoir provisoirement ; l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

ART. 16.

En cas d'absence du président, il est remplacé par le plus âgé des vice-présidents et, à défaut de ceux-ci, le conseil choisit, pour chaque séance, un président parmi les membres présents.

Le conseil se réunit sur la convocation du président ou, à son défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué, lorsque le tiers au moins des administrateurs le demande.

Les réunions ont lieu au siège administratif.

ART. 17.

Toute décision du conseil d'administration, pour être valable, doit être prise à la majorité des voix présentes ou représentées. En cas de partage, la voix du président

ou de l'administrateur qui le remplace est prépondérante. Les administrateurs empêchés ou absents peuvent, même par simple lettre ou télégramme, déléguer un de leurs collègues pour les représenter et voter en leur lieu et place.

Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les administrateurs qui ont assisté à la délibération, les mandataires signant en outre pour leurs mandants. Ils font foi des décisions prises. Les extraits à en délivrer seront signés par le président ou par deux administrateurs.

ART. 18.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion sociales.

Tout ce qui n'est pas expressément réservé par les statuts à l'assemblée générale est de la compétence du conseil d'administration.

Il a notamment pouvoir de :

Décider, de sa propre autorité, toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social, ainsi que tous apports, cessions, souscriptions, commandites, associations, participations ou interventions financières relatives aux dites opérations ;

Effectuer tous achats, ventes, locations, échanges et aliénations de biens meubles et immeubles ou de concessions quelconques, ainsi que tous retraits, transferts, aliénations de rentes, actions et valeurs de la société ;

Contracter tous emprunts avec ou sans hypothèques ou nantissements sur les biens sociaux ; toutefois les emprunts sous forme d'émissions d'obligations quelconques doivent être autorisés par une assemblée générale des actionnaires ;

Autoriser et suivre toutes actions judiciaires ;

Autoriser et effectuer tous emprunts, transactions, acquiescements, désistements, mainlevées d'inscriptions, de saisies et oppositions avant ou après paiement et consentir à la voie parée,

Nommer, suspendre, révoquer tous agents et employés, fixer leurs traitements, remises, salaires, gratifications ou participations proportionnelles ;

Déterminer l'emploi des fonds disponibles et des réserves ;

Arrêter les bilans et les comptes à soumettre à l'assemblée générale ;

Fixer le montant des amortissements, faire rapport chaque année à celle-ci sur les opérations de la société et fixer l'époque de paiement des dividendes ;

Déléguer tout ou partie de ses pouvoirs.

Cette énumération est énonciative et non limitative.

ART. 19.

Le conseil d'administration choisit, dans son sein, un comité de direction composé de trois membres au moins et de sept au plus. Il en détermine les pouvoirs.

Le conseil peut, en outre, soit déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs-délégués chargés également de l'exécution des déci-

sions du conseil ,soit confier la direction de l'ensemble ou de telle ou telle branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs choisis dans ou hors de son sein, associés ou non, soit déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire.

Le conseil fixe les pouvoirs, les attributions, les appointements ou indemnités des personnes mentionnées aux alinéas qui précèdent. Il peut les révoquer en tout temps.

Le ou les directeurs ou mandataires ne peuvent agir ou s'engager valablement au nom de la société que dans la limite des pouvoirs que leur a conférés le conseil d'administration.

ART. 20.

Sauf exception consentie par le Comité National du Kivu, le conseil d'administration de la société choisira quatre-vingts pour cent au moins du personnel blanc parmi des personnes de nationalité belge, qu'il s'agisse du personnel dirigeant ou du personnel subalterne et, dans la mesure du possible, quatre-vingts pour cent du matériel et des approvisionnements nécessaires à son exploitation d'Afrique seront de fabrication belge.

ART. 21.

Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences soit de son président, soit de deux administrateurs, soit de son représentant en Afrique, soit enfin d'un mandataire spécialement délégué à cette fin.

ART 22.

Tous les actes engageant la société, en dehors de la gestion journalière, sont valablement signés, sauf délégation spéciale, par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du conseil d'administration.

Les actes de la gestion journalière sont signés conjointement soit par un administrateur-délégué et un agent de la société autorisé à cette fin par le conseil d'administration, soit par deux agents munis de la même autorisation.

Par décision du conseil d'administration, la signature sociale peut être déléguée, pour les opérations en Afrique, à un ou plusieurs administrateurs-délégués ou agents agissant individuellement ou collectivement dans les limites et sous les réserves que le conseil d'administration déterminera.

ART. 23.

Les opérations de la société sont surveillées par des commissaires, nommés par l'assemblée générale pour six ans et toujours révocables par elle. Leur nombre ne pourra être inférieur à deux ni supérieur à six.

Les premiers commissaires resteront en fonctions jusqu'immédiatement après l'assemblée générale ordinaire de mil neuf cent trente-quatre, laquelle procédera à leur réélection ou à leur remplacement.

A partir de cette époque, leur ordre de sortie sera déterminé comme pour les administrateurs.

ART. 24.

Les commissaires ont un droit illimité de contrôle et de surveillance sur toutes les opérations de la société ; ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement des documents, des livres, procès-verbaux, correspondance et généralement de toutes les écritures de la société. Ils doivent soumettre, à l'assemblée générale des actionnaires, le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

Le collège des commissaires peut se faire assister par un expert en vue de procéder à la vérification des livres et comptes de la société.

ART. 25.

Les administrateurs et les commissaires ne sont que les mandataires de la société ; ils n'engagent que la société et ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de la société. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

ART. 26.

L'assemblée générale des actionnaires peut allouer aux administrateurs et commissaires, indépendamment des tantièmes qui leur sont attribués par l'article 35, des émoluments imputables sur les frais généraux.

Le conseil d'administration est autorisé à accorder aux administrateurs et commissaires chargés de fonctions ou missions spéciales des indemnités imputables également sur les frais généraux.

ART. 27.

En garantie de l'exécution du mandat des administrateurs et des commissaires, il sera déposé par chaque administrateur ou par un tiers pour son compte un cautionnement de vingt-cinq mille francs nominaux et par chaque commissaire, ou par un tiers pour son compte, un cautionnement de dix mille francs nominaux.

A défaut d'avoir exécuté les conditions du cautionnement stipulées ci-dessus, dans le mois de sa nomination ou de la notification qui doit lui en être faite si elle a lieu en son absence, l'administrateur ou le commissaire sera réputé démissionnaire et il sera pourvu à son remplacement.

Les actions affectées au cautionnement seront restituées après que l'assemblée générale des actionnaires aura adopté le bilan de la dernière année pendant laquelle leurs fonctions auront été exercées.

TITRE IV.

Des assemblées générales.

ART. 28.

L'assemblée générale se compose de tous les propriétaires d'actions ; chaque action donne droit à une voix.

L'assemblée générale représente l'universalité des actionnaires et ses décisions, régulièrement prises, sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

ART. 29.

L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année au siège administratif le premier jeudi de juillet ou le premier jour ouvrable suivant, à l'heure fixée sur les convocations et pour la première fois en mil neuf cent trente.

Le conseil d'administration peut convoquer les actionnaires en assemblée générale extraordinaire chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Il devra également convoquer l'assemblée sur la demande d'actionnaires possédant un cinquième du capital social.

Pour toute assemblée générale, les convocations contiennent l'ordre du jour et sont faites par des annonces insérées deux fois à huit jours d'intervalle au moins et huit jours avant l'assemblée dans le *Bulletin Officiel du Congo Belge*, dans le *Moniteur Belge* et dans un journal de Bruxelles.

Les actionnaires en nom seront convoqués individuellement par lettre-missive, huit jours au moins avant l'assemblée, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité.

Tout actionnaire peut se faire représenter par un tiers actionnaire à l assembl ée. Le conseil d'administration pourra déterminer la forme des procurations et en exiger le dépôt au siège administratif au moins cinq jours francs avant l'assemblée.

Pour être admis à assister à une assemblée générale, les propriétaires d'actions nominatives feront connaître, au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée, le nombre et les numéros des actions possédées ou représentées par eux.

Le conseil d'administration pourra exiger qu'ils déposent leurs certificats nominatifs.

Les autres actionnaires devront, dans le même délai, déposer leurs titres au siège administratif ou dans les établissements financiers indiqués dans les avis de convocation.

ART. 30.

Aucune assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets mis à l'ordre du jour. Aucune proposition faite par les actionnaires n'est mise à l'ordre du jour que si elle est signée par des actionnaires justifiant qu'ils représentent le cinquième du capital social et que si elle a été communiquée en temps utile et par écrit au conseil d'administration pour être insérée dans l'avis de convocation.

ART. 31.

Le président du conseil d'administration, et, à son défaut, l'un de ses membres, préside l'assemblée. Le président nomme un secrétaire et l'assemblée désigne deux de ses membres pour remplir les fonctions de scrutateurs.

Le scrutin secret, obligatoire pour les nominations ou révocations, peut être réclamé, pour tout objet, par des actionnaires représentant la moitié des actions représentées.

Les procès-verbaux des assemblées générales, inscrits dans un registre spécial, sont, au nom de l'assemblée, signés par le président du conseil d'administration ou en son absence par l'administrateur qui a présidé, le secrétaire et les deux scrutateurs ainsi que par les actionnaires qui le désirent. Les copies ou extraits à en délivrer sont signés par le président ou par deux membres du conseil d'administration.

ART. 32.

L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre des actions représentées et les délibérations sont prises à la majorité des voix.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'assemblée générale n'en décide autrement, à la majorité des voix. En cas de nomination, si aucun des candidats ne réunit la majorité absolue des voix, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications à apporter aux statuts, sur les pouvoirs à donner aux liquidateurs, sur la fusion avec d'autres sociétés, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation sera nécessaire et la nouvelle assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion du capital représentée. Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

Toutefois, les délibérations ayant pour objet la dissolution de la société sous réserve de l'application de l'article 38, sa prorogation, la cession de tout l'actif ou le passif à une autre personne ou société, l'augmentation la réduction du capital

et l'émission d'obligations n'auront d'effet que si elles sont prises à la majorité des trois quarts des voix dans chaque catégorie d'actions.

TITRE V.

Bilan, répartition, réserve.

ART. 33.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre ; pour la première fois, elle comprendra la période entre la constitution de la société et le trente et un décembre mil neuf cent vingt-neuf.

A la fin de chaque année, le conseil d'administration arrête les livres et dresse l'inventaire et forme le bilan et le compte de profits et pertes.

ART. 34.

Le bilan, le compte de profits et pertes, l'inventaire général de l'actif et du passif de la société, ainsi que le rapport du conseil d'administration à l'assemblée générale, sont soumis au siège administratif, au plus tard le premier lundi de juin, aux commissaires, qui devront déposer leur rapport au moins quinze jours avant l'assemblée.

Le conseil d'administration évalue les divers postes de l'actif et du passif suivant les bases qui lui paraissent les plus propres à assurer l'avenir de la société.

Quinze jours au moins avant l'assemblée générale annuelle, les actionnaires peuvent prendre connaissance au siège administratif :

1° Du bilan et du compte de profits et pertes ;

2° De la liste des fonds publics, actions, obligations et autres titres de sociétés qui composent le portefeuille ;

3° De la liste des actionnaires qui n'ont pas libéré leurs actions avec indication du nombre de leurs actions et celle de leur domicile ;

4° Du rapport des commissaires ;

L'adoption par l'assemblée générale du bilan et du compte de profits et pertes vaut décharge de gestion pour les administrateurs et commissaires en fonctions.

ART. 35.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, des frais généraux et des amortissements de toute nature, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice, il est successivement prélevé :

1° Cinq pour cent pour former un fonds de réserve ; ce prélèvement deviendra facultatif lorsque ce fonds aura atteint dix pour cent du capital social ;

2° La somme nécessaire pour attribuer ainsi qu'il est disposé à l'article 4, un dividende de six pour cent aux actions de la série B sur le montant appelé et versé ;

3° La somme nécessaire pour attribuer un dividende de six pour cent aux actions de la série A sur le montant appelé et versé ;

4° Sur le solde, le conseil d'administration prélèvera trente pour cent dont :

a) Un premier tiers sera réparti entre les membres du conseil d'administration et du collège des commissaires, chacun de ces derniers ne pouvant se voir allouer plus du tiers du tantième attribué à un administrateur ;

b) Un autre tiers sera versé à un fonds institué en faveur du personnel tant d'Europe que d'Afrique ;

c) Le tiers restant sera attribué à des œuvres d'intérêt général ;

5° L'excédent disponible sera distribué aux actionnaires au prorata de la valeur nominale et du montant libéré de leurs actions. Toutefois, le conseil d'administration pourra proposer d'affecter tout ou partie de cet excédent à la formation de fonds spéciaux de réserve ou de prévision. Les propositions, que fait le conseil à ce sujet, sont admises, à moins qu'elle ne soient repoussées par les trois quarts des voix des actions représentées.

ART. 36.

Le bilan et le compte de profits et pertes seront dans le mois de leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires, publiés dans le Bulletin Officiel du Congo Belge et dans le Moniteur Belge.

ART. 37.

Le paiement des dividendes se fait aux lieux et époques que le conseil d'administration détermine.

Tous les dividendes qui n'ont pas été touchés dans les cinq années de leur exigibilité sont prescrits et restent acquis à la société.

TITRE VI.

Dissolution, liquidation.

ART. 38.

La société peut en tout temps être dissoute par décision de l'assemblée générale, ainsi qu'il est dit à l'article 3 des présents statuts.

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs doivent soumettre à l'assemblée générale la question de dissolution de la société.

Si la perte atteint les trois quarts du capital, la dissolution pourra être prononcée par les actionnaires possédant le quart des actions représentées à l'assemblée.

ART. 39.

A l'expiration du terme de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale a les droits les plus étendus pour choisir les liquidateurs et pour déterminer leurs pouvoirs et émoluments.

ART. 40.

La liquidation se fera comme suit :

Après paiement de toutes dettes et charges sociales, il sera procédé d'abord au remboursement du montant libéré de chaque action série B, par privilège sur les actions série A, dont le montant libéré sera ensuite remboursé ; sous déduction des allocations à déterminer par l'assemblée générale qui décidera la liquidation de la société et qui seront attribuées aux membres du conseil, aux commissaires et aux liquidateurs, l'actif restant sera réparti entre les actionnaires proportionnellement à leurs mises.

TITRE VII.

Domicile des actionnaires.

ART. 41.

Pour l'exécution des présents statuts, tout actionnaire, administrateur, commissaire et liquidateur, non domicilié à Bruxelles, est tenu d'y élire domicile, faute de quoi toutes notifications, convocations, sommations, significations et assignations quelconques pourront lui être valablement faites au siège administratif de la société.

TITRE VIII.

Disposition transitoire.

ART. 42.

Une assemblée générale tenue sans convocation ni ordre du jour préalable immédiatement après la constitution de la société désigne le nombre primitif des administrateurs et commissaires, les nomme pour la première fois, fixe éventuellement leurs émoluments et peut statuer, dans les limites des statuts, sur tous autres objets.

Déclaration quant aux frais.

Les parties déclarent que le montant approximatif des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève, en outre des timbres, enregistrement et honoraires des présentes, à la somme de cent mille francs.

Dont acte sur projet.

Fait et passé à Bruxelles, rue Bréderode, 15,

L'an mil neuf cent vingt-huit,

Le trente et un juillet.

Lecture faite, les comparants ont signé avec le notaire.

(*Signé*) M. Rutten, baron Ad. de Cuvelier, P. de Launoit, prince Eugène de Ligne, F. van Brée, H. Lambert, Ray. Brock, R. Guillain.

Enregistré à Bruxelles, 5e bureau le sept août 1928, volume 49, folio 25, case 10, douze rôles, neuf renvois. Reçu trente-sept francs cinquante centimes.

Le Receveur,
(S.) LAENEN.

TENEUR DES ANNEXES.

Convention-annexe aux statuts de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S. A. A. K.)

ARTICLE PREMIER.

Sous réserve d'approbation par les pouvoirs compétents, le Comité National du Kivu s'engage envers la Société Auxiliaire Agricole du Kivu :

1° A lui céder aux conditions générales de son règlement et notamment aux prix qui seront en vigueur au moment de la cession, les terrains nécessaires à ses exploitations commerciales et industrielles et dont la superficie n'excèdera pas cinq cents hectares ;

2° A lui céder aux conditions générales de son règlement qui ne sont pas contraires à la présente convention et au prix de cinq cents francs l'hectare, deux mille hectares de terres propres à la culture du café ; la société déterminera, avant le 1er janvier 1929, quatre cercles d'un rayon de deux kilomètres et demi et elle aura ensuite un délai de un an pour délimiter dans chaque cercle cinq cents hectares ;

3° A lui céder aux conditions générales de son règlement, vingt mille hectares de terres propres à l'élevage, au prix de cinquante francs l'hectare, à choisir avant le 1er janvier 1931 ;

4° Le prix des terrains faisant l'objet des paragraphes 2 et 3 se trouvera intégralement payé dès la constitution de la société par quatre mille actions de cinq cents francs de la série B, qui seront remises au Comité National du Kivu entièrement libérées ;

5° Le Comité National du Kivu accorde également à la société le droit de choisir dans chacun des cercles dont il est question au 2° cinq cents hectares supplémentaires aux conditions du tarif qui sera en vigueur au moment de la cession.

Ces terrains réservés seront cédés en toute propriété.

ART. 2.

Sous réserve d'approbation par les pouvoirs compétents, le Comité National du Kivu s'engage envers la Société Auxiliaire Agricole du Kivu à concéder à cette dernière, à titre d'emphytéose, aux conditions générales de son règlement, cinq cents hectares de terres propres à la culture du café, sises à Tshibinda, que la seconde nommée aura l'obligation de mettre en valeur aux conditions générales du règlement sur la vente et location des terres. Ce droit d'emphytéose est consenti pour soixante années entières et consécutives, à charge pour la Société Auxiliaire Agricole du Kivu de :

1° Payer au Comité National du Kivu la contre-valeur de cinquante pour cent des bénéfices nets réalisés par la société sur l'exploitation des terrains ains reçus en emphytéose, étant entendu que la société veillera à ce que la mise en valeur des terres reçues par elle en emphytéose soit toujours au moins aussi avancée que celle de toute autre de ses plantations ;

2° Créer et diriger pour le compte et aux frais du Comité National du Kivu et conformément au programme qu'il arrêtera les stations expérimentales de culture et d'élevage, les écoles pratiques agricoles, les laboratoires agricoles et vétérinaires prévus au 6° de l'article 3 du décret du 13 janvier 1928 ; à communiquer au Comité National du Kivu les résultats de ses recherches et à en faire bénéficier le public à des conditions qui seront déterminées par le Comité National du Kivu.

ART. 3.

La société portera au débit d'un compte spécial toutes les dépenses résultant de la mission qui lui est confiée par le 2° de l'article précédent et au crédit de ce compte figureront toutes les recettes faites par les institutions qu'il concerne ; notamment la contre-valeur nette de la vente des produits de stations expérimentales ainsi que les cinquante pour cent des bénéfices nets à réaliser sur les exploitations prévues au premier paragraphe de l'article 2. Ce compte sera balancé chaque année au 31 décembre. Si le solde en est débiteur, il sera exigible du Comité National du Kivu ou de ses ayants droits par provision, capital et intérêts calculés au taux de l'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées, dans les quinze premiers jours de l'année suivante. Si le solde en est créditeur, il sera acquis à la Société Auxiliaire Agricole du Kivu.

ART. 4.

A l'expiration de l'emphytéose, si le Comité National du Kivu et la Société Auxiliaire Agricole du Kivu ne jugent pas devoir la renouveler, les terres qui en font l'objet seront reprises par le Comité National du Kivu aux conditions prévues pour les baux emphytéotiques par le règlement sur la vente et la location de terres.

ART. 5.

Au cas où, pour une cause généralement quelconque, la totalité des terrains fixés aux 2° et 3° de l'article 1er ci-dessus ne pourrait être attribuée à la Société Auxiliaire Agricole du Kivu, il y aura lieu pour le Comité National du Kivu à réduction proportionnelle des quatre mille actions qui lui ont été remises.

Ipso facto, le Comité National du Kivu sera réputé souscripteur contre espèces des actions qu'il aura ainsi reçues en trop et devra libérer intégralement par un versement de 500 francs chacune de ces actions dans les quinze jours de la constatation de la non obtention des terres promises.

Signé ne varietur pour être annexé à l'acte constitutif de la société congolaise par actions à responsabilité limitée « Société Auxiliaire Agricole du Kivu » en abrégé « S. A. A. K. ».

Bruxelles, le 31 juillet 1928.

(Signé) M. Rutten, baron Ad. de Cuvelier, P. de Launoit, Prince Eugène de Ligne, F. van Brée, H. Lambert, Ray. Brock.

Enregistré à Bruxelles, 5e bureau, le 7 août 1928, volume 7, folio 9, case 18, deux rôles, un renvoi. Reçu cinquante francs.

Le Receveur,
(S.) LAENEN.

La Société Auxiliaire Industrielle et Financière de la Compagnie des Chemins de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains.

Donne, par les présentes, tous pouvoirs à M. le baron Adolphe de Cuvelier, administrateur, demeurant square Marie-Louise, 16, à Bruxelles :

A l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société par actions à responsabilité limitée sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie du Congo belge, sous la dénomination « Société Auxiliaire Agricole du Kivu », en abrégé « S. A. A. K. », ou toute autre ;

Fixer le siège et la durée de la société, le capital social et les autres dispositions des statuts, souscrire au nom de la société mandante une action série B de 500 francs, constater un versement de 20 p. c. en numéraire ;

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires et membres du comité de direction ;

Participer à toutes assemblées des actionnaires fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour ;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera l'apport par le Comité National du Kivu du droit de délimiter 2000 hectares de terres propres à la culture et de 20.000 hectares de

terres propres à l'élevage à charge notamment par la société à constituer de pourvoir à l'établissement et l'entretien de laboratoires et de plantations expérimentales à la station de Tshibinda que la société à constituer aura le droit d'occuper pendant une durée de soixante années entières et consécutives à dater du jour de sa constitution, le tout aux clauses et conditions plus amplement détaillées aux termes de la convention à intervenir le 31 juillet 1928 entre le Comité National du Kivu d'une part et la société à constituer d'autre part, convention que la société mandante déclare connaître — et la rémunération de cet apport par l'attribution à l'apporteur de 4.000 actions série B de 500 francs chacune entièrement libérées.

Le montant approximatif des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève en outre des timbres, enregistrement et honoraires des présentes à la somme de cent mille francs.

Fait à Bruxelles, le 30 juillet 1928.

Bon pour pouvoir,
(S.) JEAN EMPAIN.

Bon pour pouvoir,
(S.) F. VAN BRÉE.

Enregistré à Bruxelles, 5e bureau, le 7 août 1928, volume 7, folio, 9, case 17, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur,
(S.) LAENEN.

La société congolaise à responsabilité limitée Compagnie de Linéa, ayant son siège social à Linéa (Congo belge) et son siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, 46,

Représentée par S. A. Mgr Ernest-Louis-Henri Lamoral prince de Ligne, d'Ambise et d'Epinoy, propriétaire, demeurant au château de et à Belœil, président du conseil d'administration de cette société, agissant en vertu de l'article 24 des statuts,

Donne par les présentes, tous pouvoirs à S. A. le prince Eugène de Ligne :

A l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société par actions à responsabilité limitée sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie du Congo belge, sous la dénomination « Société Auxiliaire Agricole du Kivu », en abrégé « S. A. A. K. », ou toute autre ;

Fixer le siège et la durée de la société, le capital social et les autres dispositions des statuts, souscrire au nom de la société mandante une action série B de 500 francs, constater un versement de 20 p. c. en numéraire ;

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires et membres du comité de direction ;

Participer à toutes assemblées des actionnaires fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour ;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile,

substituer et, en général, faire ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera l'apport par le Comité National du Kivu du droit de délimiter 2.000 hectares de terres propres à la culture et de 20.000 hectares de terres propres à l'élevage, à charge notamment par la société à constituer de pourvoir à l'établissement et à l'entretien de laboratoires et de plantations expérimentales à la station de Tshibinda, que la société à constituer aura le droit d'occuper pendant une durée de 60 années entières et consécutives à dater du jour de sa constitution ; le tout aux clauses et conditions plus amplement détaillées aux termes de la convention à intervenir, le 31 juillet 1928 entre le Comité National du Kivu d'une part et la société à constituer d'autre part, convention que la société mandante déclare connaître — et la rémunération de cet apport par l'attribution à l'apporteur de 4.000 actions série B de 500 francs chacune entièrement libérées.

Le montant approximatif des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève, en outre des timbres, enregistrement et honoraires des présentes, à la somme de cent mille francs.

Fait à Bruxelles, le 28 juillet 1928.

(S.) Prince de Ligne.

Enregistré à Bruxelles, 5e bureau, le 7 août 1928, volume 7, folio 9, case 17, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur,
(S.) Laenen.

La Société Générale de Belgique, société anonyme, dont le siège social est à Bruxelles, 3, Montagne-du-Parc, ici représentée par :

M. Jules Bagage, directeur-délégué, demeurant à Etterbeek, avenue de l'Yser, 8,

et

M. Camille Lepêche, secrétaire, demeurant à Bruxelles, rue Royale, 36,

Donne, par les présentes, tous pouvoirs à M. Firmin van Brée, directeur de la Société Générale de Belgique, demurant à Bruxelles, rue de l'Ecuyer, 48 ;

A l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société par actions à responsabilité limitée sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie du Congo belge, sous la dénomination « Société Auxiliaire Agricole du Kivu », en abrégé « S. A. A. K. », ou toute autre ;

Fixer le siège et la durée de la société, le capital social et les autres dispositions des statuts, souscrire au nom de la société mandante une action série B de 500 francs, constater un versement de 20 p. c. numéraire ;

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires et membres du comité de direction ;

Participer à toutes assemblées des actionnaires fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera l'apport par le Comité National du Kivu du droit de délimiter 2.000 hectares de terres propres à la culture et de 20.000 hectares de terres propres à l'élevage, à charge notamment par la société à constituer de pourvoir à l'établissement et l'entretien de laboratoires et de plantations expérimentales à la station de Tshibinda que la société à constituer aura le droit d'occuper pendant une durée de soixante années entières et consécutives à dater du jour de sa constitution, le tout aux clauses et conditions plus amplement détaillées, aux termes de la convention à intervenir le 31 juillet 1928 entre le Comité National du Kivu d'une part et la société à constituer d'autre part, convention que la société mandante déclare connaître — et la rémunération de cet apport par l'attribution à l'apporteur de 4.000 actions série B de 500 francs chacune entièrement libérées.

Le montant approximatif des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève, en outre des timbres, enregistrement et honoraires des présentes, à la somme de cent mille francs.

Fait à Bruxelles, le 30 juillet 1928.

Société Générale de Belgique.

Le Secrétaire,
Bon pour pouvoir,
(S.) C. Lepèche.

Le Directeur-Délégué,
Bon pour pouvoir,
(S.) J. Bagage.

Enregistré à Bruxelles, 5e Bureau, le 7 août 1928, volume 7, folio 9, case 17, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur,
(S.) Laenen.

La Banque H. Lambert, société anonyme, 2, rue d'Egmont, Bruxelles.

Donne, par les présentes, tous pouvoirs à M. le baron Lambert, président de son conseil d'administration :

A l'effet de concourir en son nom à la formation d'une société par action à responsabilité limitée sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie du Congo belge, sous la dénomination « Société Auxiliaire Agricole du Kivu », en abrégé « S. A. A. K. », ou toute autre ;

Fixer le siège et la durée de la société, le capital social et les autres dispositions

des statuts, souscrire au nom de la Banque H. Lambert, S. A. une action série B de 500 francs, constater un versement de 20 p. c. en numéraire ;

Prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires et membres du comité de direction.

Participer à toutes assemblées des actionnaires fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux, élire domicile, substituer et, en général, faire ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constatera l'apport par le Comité National du Kivu du droit de délimiter 2.000 hectares de terres propres à la culture et de 20.000 hectares de terres propres à l'élevage à charge notamment par la société à constituer de pourvoir à l'établissement et à l'entretien de laboratoires et de plantations expérimentales à la station de Tshibinda que la société à constituer aura le droit d'occuper pendant une durée de soixante années entières et consécutives à dater du jour de sa constitution, le tout aux clauses et conditions plus amplement détaillées aux termes de la convention à intervenir le 31 juillet 1928 entre le Comité National du Kivu d'une part et la Société à constituer d'autre part, convention que la soussignée déclare connaître et la rémunération de cet apport par l'attribution à l'apporteur de 4.000 actions série B de 500 francs chacune entièrement libérées.

Le montant approximatif des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève, en outre des timbres, enregistrement et honoraires des présentes, à la somme de cent mille francs.

Fait à Bruxelles, le 30 juillet 1928.

BANQUE H. LAMBERT,
société anonyme.

(S.) P. DE BRUYN,
administrateur.

(S.) LEPÈRE.
administrateur-délégué.

Enregistré à Bruxelles, 5e bureau, le 7 août 1928, volume 7, folio 9, case 17, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur.
(S.) LAENEN.

Procuration.

Société Congolaise à responsabilité limitée « Exploitations Brock au Kivu », à Costermansville, représentée par,

M. Arsène de Launoit, administrateur,

M. R. Brock, administrateur-délégué,

donne par les présentes à M. R. Brock, pouvoirs de concourir en son nom à la formation d'une société congolaise par actions à responsabilité limitée à constituer sous le régime de la législation en vigueur à la colonie et sous la dénomination de « Société Auxiliaire Agricole du Kivu S. A. A. K. », fixer le siège et la durée de la société, son capital social et autres dispositions des statuts, souscrire au nom du mandant une action série B de 500 francs ;

Constater un versement de 20 p. c. fait en numéraires, prendre part à la nomination des administrateurs, commissaires membres du comité de direction ;

Participer à toute assemblée des actionnaires fondateurs et délibérer sur tous objets à l'ordre du jour ;

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et procès-verbaux ;

Elire domicile, substituer et en général fixer ce qui sera nécessaire ou utile pour l'exécution du présent mandat.

L'acte constitutif constate l'apport par le Comité National du Kivu du droit de délimiter deux mille hectares de terres propres à la culture et de vingt mille hectares propres à l'élevage, à charge notamment par la société à constituer d'y pourvoir à l'établissement et l'entretien de laboratoires et de plantations expérimentales à la station de Tshibinda que la société à constituer aura le droit d'occuper pendant soixante années entières et consécutives à dater du jour de sa constitution.

Le tout aux clauses et conditions plus amplement détaillées aux termes d'une convention intervenue le 31 juillet 1928 entre le Comité National du Kivu et la société à constituer, convention que le mandant déclare connaître et la rémunération de cet apport par l'attribution à l'apporteur de quatre mille actions série B de 500 francs entièrement libérées.

Le montant approximatif des dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution, s'élève outre des timbres, enregistrement et honoraires des présentes, à la somme de cent mille francs.

Fait à Bruxelles, le 31 juillet 1928.

LES EXPLOITATIONS BROCK AU KIVU.
« BROCKIVU »

Bon pour pouvoir :
Un Administrateur,
(S.) ARS. DE LAUNOIT.

Bon pour pouvoir :
Un Administrateur,
(S.) RAY. BROCK.

Enregistré à Bruxelles, 5e bureau, le 7 août 1928, volume 7, folio 9, case 17, rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur
(S.) LAENEN.

Par devant Maître Roger Guillain, notaire à Bruxelles, substituant Maître Edouard Van Halteren, notaire à la même résidence, empêché.

Ont comparu :

1. Le Comité National du Kivu, association jouissant de la personnification civile, créée par décret du treize janvier mil neuf cent vingt-huit, et dont le siège administratif principal est à Bruxelles, 15, rue Bréderode.

Représenté par M. Martin Rutten, son président, demeurant à Bruxelles, rue Belliard, 197, en vertu des pouvoirs résultant d'un décret du treize janvier mil neuf cent vingt-huit et d'un arrêté ministériel du vingt-un février mil neuf cent vingt-huit.

2. La Société Auxiliaire Industrielle et Financière de la Compagnie du Chemin de fer du Congo Supérieur aux Grands Lacs Africains, société anonyme ayant son siège à Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 24.

Représentée par M. le baron Adolphe de Cuvelier, conseiller d'Etat du Congo, demeurant à Bruxelles, square Marie-Louise, 16, son administrateur-délégué, aux termes de la procuration annexée à l'acte ci-dessous rappelé du trente et un juillet mil neuf cent vingt-huit.

3. La Foncière et Mobilière, société anonyme établie à Bruxelles, rue Montoyer, 4.

Représentée par M. Paul de Launoit, industriel, demeurant à Liége, avenue Rogier, 28, président de son conseil d'administration.

4. La Société Congolaise à responsabilité limitée Compagnie de Linéa, ayant son siège social à Linéa (Congo Belge) et son siège administratif à Bruxelles, 46, rue Montoyer.

Représentée par M. le comte Eugène de Hemricourt de Grunne, propriétaire, demeurant au château d'Ophem à Wesembeek, en vertu de procuration sous seing privé du vingt-six janvier mil neuf cent vingt-neuf.

5. La Société Générale de Belgique, société anonyme ayant son siège à Bruxelles, rue Montagne du Parc, 3.

Représentée par M. le Baron Adolphe de Cuvelier, préqualifié, en vertu de procuration sous seing privé du vingt-six janvier courant.

6. La Banque H. Lambert, société anonyme ayant son siège à Bruxelles, 2, rue d'Egmont.

Représentée par M. Gaston de Formanoir de la Cazerie, avocat honoraire, demeurant à Forest, avenue Molière, 92, en vertu de procuration sous seing privé du vingt-six janvier courant.

7. La Société Congolaise à responsabilité limitée «Les Exploitations Brock

au Kivu (Brockivu) » ayant son siège social à Costermansville et son siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, 4.

Représentée par M. Etienne Corbisier de Méaultsart, administrateur de sociétés, demeurant à Bruxelles, 72, rue d'Arlon, en vertu de procuration sous seing privé en date du vingt-huit janvier courant.

Les quatre procurations demeureront annexées aux présentes et seront enregistrées avec elles. Lesquels comparants étant les mêmes qui, aux termes d'un acte reçu par le notaire soussigné le trente et un juillet mil neuf cent vingt-huit, ont arrêté les statuts d'une société congolaise à responsabilité limitée sous la dénomination Société Auxiliaire Agricole du Kivu, en abrégé « S. A. A. K. », qu'ils ont fondée sous le régime de la législation en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, donc sous la condition suspensive d'approbation royale, — laquelle n'est pas encore réalisée — ont requis le notaire soussigné d'acter comme suit les modifications qu'ils apportent :

A la convention annexée au dit acte et visée en l'article 2 des statuts :

1° A l'article 1er, 2°, les mots « avant le premier janvier mil neuf cent vingt-neuf » sont remplacés par « endéans les douze mois qui suivront l'approbation de la présente Convention par les pouvoirs compétents ».

2° Les quatre dernières lignes de l'article deux, 2° sont supprimées à partir des mots « à communiquer au Comité National du Kivu » et ce texte est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le Comité National du Kivu sera tenu au courant de toute l'activité de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu à cet égard, dans la forme qu'il déterminera ; il fixera les conditions auxquelles le public pourra en bénéficier et veillera à ce qu'aucune distinction ne soit faite entre les particuliers. Le Gouverneur de la Province exercera par lui-même ou par son délégué spécialement commissionné, un contrôle étroit et il prendra toutes les mesures utiles à la sauvegarde du caractère d'utilité publique des institutions scientifiques et éducatives ; notamment, il pourra publier d'office les recherches intéressantes pour le public et se réserver la répartition, parmi les colons, des sujets formés dans les écoles et des produits des stations expérimentales.

Le Gouverneur de la Province désignera un délégué qui exercera un contrôle permanent sur la section scientifique expérimentale de colonisation. »

3° A l'article trois, les mots « par provision » sont supprimés et les mots « taux de l'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées, dans les quinze premiers jours de l'année suivante » sont remplacés par « taux moyen d'escompte de la Banque Nationale de Belgique pour les traites acceptées relatif à l'exercice correspondant, et dans un délai de quinze jours à dater de l'envoi de l'arrêté de compte ».

La Société Auxiliaire Agricole du Kivu ayant son siège administratif à Bruxelles, 15, rue Bréderode.

Dont acte.

Fait et passé à Bruxelles, rue Brédérode, 15.
L'an mil neuf cent vingt-neuf, le vingt-neuf janvier

Lecture faite, les comparants ont signé avec le notaire.

(Signé) M. Rutten, baron Ad. de Cuvelier, P. de Launoit, E. de Grunne, Formanoir de la Cazerie, C. Corbisier de Méaultsart, R. Guillain.

Enregistré à Bruxelles, 5e Bureau, le premier février 1929, volume 52, folio 53, case 7, deux rôles, un renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur a. i.,
(S.) Illisiblement.

La Banque H. Lambert, société anonyme ayant son siège à Bruxelles, 2, rue d'Egmont, représentée conformément à l'article 22 de ses statuts par M. le baron Henri Lambert, Président du Conseil d'administration.

Donne par les présentes pouvoirs à M. Gaston de Formanoir de la Cazerie à l'effet de la représenter à un acte de modification de la convention annexée au contrat constitutif de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu, société congolaise à responsabilité limitée, le dit contrat reçu par Me Guillain, substituant Me Van Halteren, tous deux notaires à Bruxelles, le 31 juillet 1928, mais non encore approuvé, et éventuellement de modification du dit contrat en conséquence ; aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire.

Fait à Bruxelles, 28 janvier 1929.

BANQUE H. LAMBERT,
société anonyme.

Le Président du Conseil d'administration.
(S.) H. LAMBERT.

Enregistré à Bruxelles, 5e Bureau, le premier février 1929, volume 7, folio 45, case 16, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur a. i.,
(S.) Illisiblement.

La Société Congolaise à responsabilité limitée Compagnie de Linea, ayant son siège social à Linea (Kivu) et son siège administratif à Bruxelles, 46, rue Montoyer, représentée conformément à l'article 24 de ses statuts, par MM. S. A. Mgr le prince de Ligne d'Ambise et d'Epinoy et le comte Eugène de Hemricourt de Grunne.

Donne par les présentes pouvoirs à M. le comte Eugène de Hemricourt de Grunne à l'effet de la représenter à un acte de modification de la convention annexée au contrat constitutif de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu, société congolaise à responsabilité limitée, le dit contrat reçu par Me Guillain, substituant Me Van Halteren, tous deux notaires à Bruxelles, le 31 juillet 1928, mais non encore approuvé, et éventuellement de modification du dit contrat en conséquence, aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et en général faire ce qui sera utile ou nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 26 janvier 1929.

Compagnie de Linea, Société Congolaise à responsabilité limitée.

Un Administrateur,
Bon pour pouvoir,
(S.) E. DE GRUNNE.

Un Administrateur,
Bon pour pouvoir.
(S.) PRINCE DE LIGNE.

Enregistré à Bruxelles, 5e Bureau, le premier février 1929, volume 7, folio 45, case 16, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur a. i.,
(S.) Illisiblement.

La Société Congolaise à responsabilité limitée « Les exploitations Brock au Kivu (Brockivu) » ayant son siège social à Costermansville et son siège administratif à Bruxelles, rue Montoyer, 4, représentée conformément à l'article 26 de ses statuts par MM. Henri Carton de Wiart et Arthur Bemelmans.

Donne par les présentes pouvoir à M. Etienne Corbisier de Méaultsart à l'effet de la représenter à un acte de modification de la convention annexée au contrat constitutif de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu, Société congolaise à responsabilité limitée, le dit contrat reçu par Me Guillain substituant Me Van Halteren, tous deux notaires à Bruxelles, le 31 juillet 1928, mais non encore approuvé, et éventuellement de modification du dit contrat en conséquence aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et en général faire ce qui sera utile ou nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 28 janvier 1929.

LES EXPLOITATIONS BROCK AU KIVU.
« BROCKIVU »

Un Administrateur,
(S.) A. BEMELMANS.

Le Président du Conseil d'Administration,
(S.) H. CARTON DE WIART.

Enregistré à Bruxelles, 5e Bureau, le premier février 1929, volume 7, folio 45, case 16, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur a/i,
(S.) Illisiblement.

La Société Générale de Belgique, 3, Montagne du Parc, à Bruxelles, représentée conformément à l'article 18 de ses statuts par MM. Jules Bagage, directeur, et Camille Lepêche, secrétaire.

Donne par les présentes pouvoirs à M. le baron Adolphe de Cuvelier, à l'effet de la représenter à un acte de modification de la convention annexée au contrat constitutif de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu, société congolaise à responsabilité limitée le dit contrat reçu par Me Guillain substituant Me Van Halteren, tous deux notaires à Bruxelles, le 31 juillet 1928, mais non encore approuvé et éventuellement de modification du dit contrat en conséquence.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et en général faire tout ce qui sera utile ou nécessaire.

Fait à Bruxelles, le 26 janvier 1929.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE.

Le secrétaire,
(S.) C. LEPÈCHE.

Le Directeur délégué,
(S.) J. BAGAGE.

Enregistré à Bruxelles, 5e Bureau, le 1er février 1929, volume 7, folio 45, case 16, un rôle sans renvoi. Reçu douze francs cinquante centimes.

Le Receveur a. i.,
(S.) Illisiblement.
Pour expédition conforme.

Vu et approuvé pour être annexé à Notre décret du 23 avril 1929.

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons decreet van 23n April 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Statut des agents de l'ordre judiciaire. Traitements. — Modifications.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Revu Nos arrêtés des 9 août 1916, 6 décembre 1920, 14 février 1921, 13 janvier 1924, 24 novembre 1924 ainsi que ceux des 8 octobre, 26 novembre 1926, 10 décembre 1927 et 2 juin 1928, applicables aux agents de l'ordre judiciaire de carrière ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

L'alinéa 1er de l'article 3, de Notre arrêté du 9 août 1916, modifié par Nos arrêtés des 6 décembre 1920, 24 novembre 1924, 8 octobre et 26 novembre 1926, 10 décembre 1927 et 2 juin 1928, est remplacé par les dispositions ci-après :

Les classes et les traitements des agents de l'ordre judiciaire de carrière sont fixés comme suit :

Agents de l'ordre judiciaire.

		Traitement initial
Principal	Frs	85.000
1e classe	»	75 000
2e »	»	64.000
3e »	»	60.000
4e »	»	53.000
5e »	»	47.000
6e »	»	40.000

Standregelen voor de beambten van den rechterlijken stand. — Wedde. — Wijzigingen.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Herzien Onze besluiten van 9 Augustus 1916, 6 December 1920, 14 Februari 1921, 13 Januari 1924, 24 November 1924, alsmede deze van 8 October, 26 November 1926, 10 December 1927 en 2 Juni 1928, toepasselijk op de eigenlijke beambten van den rechterlijken stand ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en wij besluiten :

Artikel één.

Lid I uit artikel 3 van Ons besluit van 9 Augustus 1916 gewijzigd door Onze besluiten van 6 December 1920, 24 November 1924, 8 October en 26 November 1926, 10 December 1927 en 2 Juni 1928, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

De klassen en de wedden der eigenlijke beambten van den rechterlijken stand worden als volgt vastgesteld :

Beambten van den rechterlijken stand.

		Aanvankelijke wedde
Eerstaanwezend . . .	Frs	85.000
1e klasse	»	75.000
2e »	»	64.000
3e »	»	60.000
4e »	»	53.000
5e »	»	47.000
6e »	»	40.000

ART. 2.

Dispositions transitoires.

Le traitement des agents de l'ordre judiciaire dans les cadres au 1er janvier 1928 ou depuis, est relevé d'office au taux initial des traitements prévus à l'article premier ci-dessus et cela à partir du premier janvier 1928 ou de la date à laquelle ces agents de l'ordre judiciaire ont droit au traitement, si cette date est postérieure au 1er janvier 1928.

Le bénéfice des augmentations de traitement obtenues dans le grade reste acquis ; toutefois, leur taux sera calculé sur la base des traitements initiaux nouveaux.

ART. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 février 1929.

ART. 2.

Overgangsbepalingen.

De wedde der beambten van den rechterlijken stand die op 1 Januari 1928, in de kaders waren of er sedertdien deel van uitmaken, is van rechtswege verhoogd op het aanvankelijk bedrag der bij artikel één hierboven voorziene wedden, en dit te rekenen van 1 Januari 1928 of vanaf den datum waarop deze beambten van den rechterlijken stand op de wedde recht hebben, zoo deze dagteekening zich na 1 Januari 1928 voordeed.

Het voordeel der bekomen weddeverhoogingen in den graad blijft verworven ; hun bedrag zal, evenwel, berekend worden op de basis der nieuwe aanvangswedden.

ART. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 18n Februari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Revu les arrêtés organiques du statut des agents de l'ordre judiciaire du Congo Belge, et spécialement celui du 9 août 1916, en son article 20, tel qu'il a été modifié par Nos arrêtés du 12 décembre 1925 et du 16 novembre 1928 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

Les dispositions formant les alinéas 2 et 3 de l'article 20 de Notre arrêté du 9 août 1916, tel qu'il a été modifié par Nos arrêtés du 12 décembre 1925 et du 16 novembre 1928, prérappelés, sont remplacés par les dispositions ci-après :

« Frs 4.000 — par an pour les agents » dont le traitement initial du grade est » inférieur à 64.000 francs ;

» Frs 6.000,—, par an pour les agents » dont le traitement initial du grade » est égal ou supérieur à 64.000 francs. »

Art. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des

Standregelen der beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen.

—

ALBERT, Koning der Belgen.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Herzien Onze besluiten tot inrichting van het statuut voor de beambten van den rechterlijken stand van Belgisch-Congo, inzonderheid dit van 9 Augustus 1916 in diens artikel 20, zooals het gewijzigd werd bij Onze besluiten van 12 December 1925 en 16 November 1928 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

De schikkingen welke lid 2 en 3 van artikel 20 uit Ons besluit van 9 Augustus 1916 uitmaken, zooals het gewijzigd werd bij Onze voormelde besluiten van 12 December 1925 en van 16 November 1928, worden vervangen door de schikkingen hierna :

« 4.000 fr. 's jaars voor de beambten » wier aanvankelijke wedde naar den » graad minder bedraagt dan 64.000 » frank ;

» 6.000 fr. 's jaars voor de beambten » wier aanvankelijke wedde naar den » graad gelijk is aan 64.000 frank of » dit te boven gaat. »

Art. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van

Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sortira ses effets à partir du 1er octobre 1928.

Donné à Bruxelles, le 16 avril 1929.

Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat op 1 October 1928 zijne uitwerksels zal hebben.

Gegeven te Brussel, den 16n April 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Organisation judiciaire. — Grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 75, 79 et 89 du décret du 9 juillet 1923 sur l'organisation judiciaire et la compétence des tribunaux de la Colonie ;

Revu Notre arrêté du 2 juin 1928 déterminant le grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont considérés comme fonctionnaires au point de vue de l'application des dispositions des articles 75, 79 et 89 du décret du 9 juillet 1923 sur l'organisa-

Gerechtelijke inrichting. — Graad van ambtenaar ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN.

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien artikelen 75, 79 en 89 uit het decreet van 9 Juli 1923 op de gerechtelijke inrichting en de bevoegdheid der rechtbanken van de Kolonie ;

Herzien Ons besluit van 2 Juni 1928 dat den graad van ambtenaar vaststelt ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden aanzien als ambtenaren onder opzicht van de toepassing der schikkingen van artikelen 75, 79 en 89 uit het decreet van 9 Juli 1923 op de

tion judiciaire et la compétence des tribunaux de la Colonie, les agents du Gouvernement dont le grade comporte un traitement initial de soixante-quatre mille francs ou plus.

ART. 2.

Notre arrêté prémentionné du 2 juin 1928 est abrogé.

ART. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1929.

gerechtelijke inrichting en de bevoegdheid der rechtbanken van de Kolonie, de beambten der Regeering wier graad eene aanvangwedde van vier en zestig duizend frank of meer behelst.

ART. 2.

Ons hierboven vermeld besluit van 2 Juni 1928 is afgeschaft.

ART. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 29n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Régie Industrielle de Stanleyville. — — Constitution.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Nijverheidsregie van Stanleyville. — Stichting.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTICLE PREMIER.

Les chantiers de production, les ateliers et les services publics de la Colonie à Stanleyville, comprenant :

la briqueterie-tuilerie,
la scierie-menuiserie,
l'exploitation de carrières et fours à chaux,
l'exploitation forestière,
la centrale électrique et le réseau de distribution,
l'atelier de réparations,
le service des transports pour l'approvisionnement des matériaux, sont groupés en un organisme spécial sous la dénomination de « Régie Industrielle de Stanleyville ».

ART. 2.

La Régie est chargée, aux clauses et conditions du cahier des charges, arrêté par le Ministre des Colonies, de tous les actes de gestion que comporte l'exploitation des installations dont question à l'article 1er.

A ce titre, elle a pour mandat d'engager le personnel aux conditions qu'elle déterminera, de commander le matériel et les approvisionnements, d'ordonner les paiements y relatifs.

ART. 3.

La Régie peut aussi, mais avec l'autorisation préalable du Ministre des Colonies :

a) transformer ses installations et éventuellement y faire toute extension ;

ARTIKEL ÉÉN.

De voortbrengst-werven, de werkplaatsen en de openbare diensten der Kolonie te Stanleyville, behelzende :

de steenbakkerij-pannenbakkerij,
de zagerij-schrijnwerkerij,
de exploitatie der steengroeven en der kalkovens,
de woudontginning,
de electrische centrale en het verdeelingsnet,
de werkplaats voor de herstellingen,
de vervoerdienst voor het bevoorraden in materialen, zijn in een bijzonder organisme gegroepeerd, onder de benaming van « Nijverheidsexploitatie van Stanleyville ».

ART. 2.

De Regie is, onder de bepalingen en voorwaarden van het door den Minister van Koloniën vastgesteld lastkohier, belast met al de daden van beleid waartoe de exploitatie der instellingen waarvan sprake bij artikel één, aanleiding geeft.

Daartoe heeft zij voor opdracht het personeel, onder de door haar vast te stellen voorwaarden, aan te werven het materieel en de bevoorradingen te bestellen, de uitbetaling te bevelen van de daarop betrekking hebbende mandaten.

ART. 3.

De Regie kan eveneens, doch mits voorafgaandelijke toestemming van den Minister van Koloniën ;

a) hare instellingen omvormen en er, gebeurlijk, alle uitbreiding aan geven ;

b) entreprendre l'exploitation de tout service public.

ART. 4.

La Régie est administrée sous la Direction du Ministre des Colonies par un Comité composé d'un Président et de quatre membres appelés administrateurs et nommés par Nous pour un terme de 5 ans.

Les mandats sont renouvelables.

Lorsque le Ministre ou le Secrétaire Général du Département des Colonies assistent aux séances du Comité, ils en prennent la présidence.

ART. 5.

Le Comité tient la comptabilité de la Régie.

La signature de deux administrateurs est requise pour les actes faits en exécution de ce mandat.

L'une des signatures peut être remplacée par celle du mandataire agréé par le Ministre et dont il est question à l'article 6.

ART. 6.

L'Administrateur-délégué est chargé de l'expédition des affaires courantes en Europe.

Celle-ci peut cependant être confiée par le Comité à un mandataire agréé par le Ministre des Colonies.

Pour les actes faits en Afrique, la signature est donnée par le Directeur en Afrique ou son suppléant, dans les

b) de exploitatie van om het even welken openbaren dienst ondernemen.

ART. 4.

De Regie wordt bestuurd, onder de leiding van den Minister van Koloniën, door een Comiteit dat uit een voorzitter en uit vier leden, beheerders genaamd, bestaat, en die door Ons voor eenen termijn van 5 jaar benoemd worden.

De mandaten zijn hernieuwbaar.

Wanneer de Minister of de Algemeen Secretaris van het Departement van Koloniën op de zittingen van het Comiteit tegenwoordig zijn nemen zij er het voorzitterschap van waar.

ART. 5.

Het Comiteit houdt de rekenplichtigheid der Regie.

De handteekening van twee beheerders is vereischt voor akten welke ter uitvoering van dit mandaat opgemaakt worden.

Een dezer handteekeningen kan worden vervangen door deze van den door den Minister aangenomen machthebber, en waarvan bij artikel 6 sprake is.

ART. 6.

De Afgevaardigde-Beheerder is belast met de behandeling der gewone zaken in Europa.

Deze kan nochtans door het Comiteit aan eenen door den Minister van Koloniën aanvaarden lasthebber, toevertrouwd worden.

Voor de akten in Afrika opgemaakt wordt de handteekening gegeven door den Bestuurder in Afrika of diens plaats-

termes des délégations spéciales arrêtées par le Comité.

La signature d'une seconde personne agréée par le Comité est requise pour tous les actes de nature à engager des dépenses ou qui sont relatifs à des maniements de fonds, des décharges, etc... en Afrique.

ART. 7.

Le Gouverneur de la Province Orientale est chargé de la haute surveillance de cet organisme en Afrique. Il transmet annuellement au Gouverneur Général et à notre Ministre des Colonies ses avis, ses vœux et suggestions relatifs aux travaux et à l'organisation de la Régie.

ART. 8.

Les droits, obligations et responsabilités des membres du Comité vis-à-vis de la Colonie sont règlés ainsi qu'il est dit dans la législation belge, pour les administrateurs de sociétés anonymes et spécialement par les articles 53 et suivants de la loi du 14 mai 1873.

ART. 9.

Le capital initial de la Régie est fixé à 7 millions dont la Colonie trouvera l'équivalent en un script dans son portefeuille.

Ces 7 millions se décomposent :

Immobilier	Frs	2.100.000
Matériel.	»	2.440.000
Capital espèces	»	2.460.000

vervanger, binnen de perken der bijzondere afvaardiging door het Comiteit vastgesteld.

De handteekening van eenen tweeden persoon door het Comiteit aangenomen wordt vereischt voor al de akten van aard om tot uitgaven te leiden of welke betrekking hebben op de behandeling van fondsen, kwijtingen, enz. in Afrika.

ART. 7.

De Gouverneur der Oost-provincie is belast met het oppertoezicht over dit organisme in Afrika. Telken jare, laat hij den Algemeen Gouverneur en Onzen Minister van Koloniën, zijne meeningen, wenschen en voorstellen kennen, welke betrekking hebben op de werkzaamheden en op de inrichting der Regie.

ART. 8.

De rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden van de leden van het Comiteit tegenover de Kolonie zijn geregeld, zooals het in de Belgische wetgeving voor de beheerders van naamlooze maatschappijen, en inzonderheid bij artikelen 53 en volgende uit de wet van 14 Mei 1873, gezegd is.

ART. 9.

Het aanvankelijk kapitaal der Regie is vastgesteld op 7 millioen, waarvan de Kolonie de tegenwaarde in haar portefeuille in een schrift zal vinden.

Deze 7 millioen worden volgenderwijze verdeeld :

Onroerende goederen . .	Frs	2.100.000
Materieel	»	2.440.000
Kapitaal in specie . . .	»	2.460.000

ART. 10.

Le Comité établit, avant le 1er janvier de chaque année un compte de prévision de dépenses.

Il établit au 31 décembre de chaque année un bilan et un compte de profits et pertes.

Le bilan et le compte de profits et pertes sont présentés le dernier mardi du mois de juin de l'exercice suivant.

Tous ces documents sont soumis à l'approbation du Ministre des Colonies.

ART. 11.

Les revenus nets de l'exploitation de la Régie sont versés au Trésor de la Colonie.

ART. 12.

Le Ministre des Colonies soumet à l'approbation des Chambres législatives, à l'appui du budget général de la Colonie et après vérification par la Cour des Comptes, le résultat des opérations de la Régie qui sont rattachées aux comptes pour ordre de la Colonie.

ART. 13.

Un arrêté Ministériel règle le fonctionnement de l'administration de la Régie, en organise le contrôle au point de vue de la Comptabilité de la Colonie, fixe notamment les bases de la répartition des bénéfices, des amortissements, des tantièmes et des indemnités attribuées au personnel d'Afrique et aux membres du Comité.

ART. 10.

Het Comiteit stelt, vóór den eerste Januari van ieder jaar, eene rekening vast van voorziening van uitgaven.

Het maakt, op 31 December van ieder jaar, eene balans en eene rekening van winsten en verliezen op.

De balans en de rekening van winsten en verliezen worden den laatsten Dinsdag der maand Juni van het daarop volgend boekjaar, voorgelegd.

Al deze stukken worden aan de goedkeuring van den Minister van Koloniën onderworpen.

ART. 11.

De zuivere opbrengsten van de exploitatie der Regie worden in de Schatkist der Kolonie gestort.

ART. 12.

De Minister van Koloniën onderwerpt aan de goedkeuring der wetgevende Kamers, ter bevestiging van de algemeene begrooting en na onderzoek door het Rekenhof, den uitslag van de verrichtingen der Regie die verworven worden door de rekeningen voor order van de Kolonie.

ART. 13.

Een ministerieel besluit regelt de werking van het beheer der Regie en richt het nazicht in met het oog op de rekenplichtigheid der Kolonie ; bepaalt voornamelijk de grondslagen van verdeeling der winsten, der aflossingen, der aandeelen en der schadeloosstellingen, toegekend aan het personeel van Afrika en aan de leden van het Comiteit.

ART. 14.

Le Directeur Général, Chef de service de la Direction Générale des travaux publics et des voies de communication du Ministère des Colonies est désigné pour suivre de façon permanente les travaux du Comité, pour assurer la liaison de celui-ci avec le Département des Colonies et pour exercer le contrôle de la comptabilité et de toutes les autres opérations de la Régie.

ART. 15.

Les fonctionnaires et employés du Ministère des Colonies faisant partie du Comité ou de l'Administration de la Régie ne pourront avoir aucune participation dans les bénéfices, ni jouir d'aucune indemnité fixe.

ART. 16.

La Régie est soumise aux lois et règlements de la Colonie et paie les impôts généraux de la Colonie.

ART. 17.

La date de l'entrée en vigueur du présent arrêté sera déterminé par arrêté ministériel.

ART. 18.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er janvier 1929.

ART. 14.

De Algemeen Bestuurder, Dienstoverste van het Algemeen Bestuur der openbare werken en der verbindingen bij het Ministerie van Koloniën, is aangeduid om op bestendige wijze de werken van het Comiteit te volgen, het verband van het Comiteit met het Departement van Koloniën te verzekeren en om het nazicht van de rekenplichtigheid en al de bewerkingen der Regie uit te oefenen.

ART. 15.

De ambtenaren en bedienden van het Ministerie van Koloniën die van het Comiteit of van het Beheer der Regie deel uitmaken, zullen geen enkel deel in de winsten mogen hebben, noch eenigerlei vaste vergoeding genieten.

ART. 16.

De Regie is onderworpen aan de wetten en reglementen der Kolonie en betaalt de algemeene belastingen der Kolonie.

ART. 17.

De datum der in voegetreding van het tegenwoordig besluit zal bij ministerieel besluit vastgesteld worden.

ART. 18.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 1en Januari 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Pour le Premier Ministre, Ministre des Colonies, absent,
Le Ministre des Finances.

Bon M. HOUTART.

Van s' Konings wege :

Voor den Eersten Minister, Minister van Koloniën, afwezig,
De Minister van Financiën,

Régie Industrielle de Stanleyville. — Nomination des membres du Comité.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu Notre arrêté du 1er janvier 1929 constituant la Régie Industrielle de Stanleyville.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

Sont nommés pour un terme de cinq ans :

Président de la « Régie *Industrielle de Stanleyville* » :

M. de Meulemeester, Adolphe, Ecuyer, Vice-Gouverneur Général honoraire, ancien Gouverneur de la Province Orientale.

Administrateur-délégué :

M. De Backer, Eudore, ingénieur, ancien ingénieur en chef adjoint de la Colonie.

Administrateurs :

M. Camus, Camille, ingénieur, Directeur Général au Ministère des Colonies ;

M. Van Leeuw, Louis, ingénieur, Directeur Général au Ministère des Colonies.

Art. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des

Nijverheidsregie van Stanleyville. — Benoeming der leden van het Komiteit.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien Ons besluit van 1n Januari 1929, houdende stichting van de Nijverheidsregie van Stanleyville.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Zijn benoemd, voor een termijn van vijf jaar tot :

Voorzitter der « Nijverheidsregie van Stanleyville » :

De heer de Meulemeester, Adolf, Jonkheer, Eere-Onderalgemeen Gouverneur, gewezen Gouverneur der Oost-Provincie.

Afgevaardigde-beheerder :

De heer De Backer, Eudore, ingénieur, gewezen toegevoegde Hoofdingenieur der Kolonie.

Beheerders :

De heer Camus, Kamiel, ingenieur, Algemeen-Bestuurder aan het Ministerie van Koloniën ;

De heer Van Leeuw, Lodewijk, ingenieur, Algemeen-Bestuurder aan het Ministerie van Koloniën.

Art. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van,

Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1er janvier 1929.

Koloniën is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel.den 1n Januari 1929.

ALBERT.

Par le Roi,

Pour le Premier Ministre, Ministre des Colonies, absent,

Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege.

Voor den Eersten Minister, Minister van Koloniën, afwezig,

De Minister van Financiën,

Bon M. HOUTART.

Régie Industrielle de Stanleyville. — Mise en exécution de l'arrêté royal du 1er janvier 1929.

—

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'Arrêté Royal du 1er Janvier 1929, constituant la Régie Industrielle de Stanleyville.

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Le Comité de la Régie Industrielle de Stanleyville prend charge des services groupés sous sa direction à partir du 1er janvier 1929 ; il établit un inventaire de tous les biens et valeurs confiés à sa gestion.

Il ne peut faire d'actes d'aliénation ou d'emprunt ni introduire des actions en justice de caractère civil ou commercial qu'avec l'autorisation préalable du Ministre.

Nijverheidsregie van Stanleyville. — Tenuitvoerlegging van het koninklijk besluit van 1en Januari 1929.

—

DE MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het koninklijk besluit van 1n Januari 1929, houdende stichting der Nijverheidsregie van Stanleyville.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Het comiteit der Nijverheidsregie van Stanleyville neemt, vanaf 1n Januari 1929, last van de onder zijn bestuur gegroepeerde diensten ; stelt een inventaris op van al de aan zijn beheer toevertrouwde goederen en waarden.

Het mag geene akte van vervreemding of leening aangaan, noch rechtsvorderingen van burgerlijken of commerciëelen aard inleiden dan met de voorafgaande toelating van den Minister.

ART. 2.

Le Comité se réunit aussi souvent que les nécessités de la Régie l'exigent, sur la convocation du Ministre, du Président ou du Membre qui le remplace, et au moins une fois par mois.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, la présence de la moitié des membres au moins est requise pour la validité de la séance.

Pour les décisions d'administration courante, l'adhésion peut être obtenue par écrit.

Il est tenu un registre des procès-verbaux des séances du Comité.

Il est remis, dans les 24 heures de la séance, copie de chaque procès-verbal au Ministre des Colonies.

ART. 3.

Le fondé de pouvoirs, en Afrique, assurera la gestion des affaires conformément aux directives arrêtées par le Comité et aux nécessités.

Le fondé de pouvoirs, en Europe, veille à l'expédition courante des affaires ; il porte devant le comité les questions de principe, celles qui ont une importance particulière ou qui dépassent les limites des affaires ordinaires.

ART. 4.

Outre les fonctionnaires et agents du service des Travaux publics, un fonctionnaire du service des finances, un du service des approvisionnements, et un du service du personnel d'Afrique,

ART. 2.

Het comiteit vereenigt zich zoo dikwerf de noodwendigheden der Regie het vereischen, op uitnoodiging van den Minister, den Voorzitter of het lid dat hem vervangt en ten minste een maal in de maand.

De beslissingen worden bij meerderheid van stemmen der aanwezige leden getroffen, de tegenwoordigheid van de helft der leden minstens, wordt, om het geldig verklaren der zitting, vereischt.

Voor de beslissingen van dagelijksch beheer kan de instemming schriftelijk bekomen worden.

Er wordt een schriftelijk verslagboek der zittingen van het Comiteit gehouden ; binnen de 24 uren na de zitting, wordt een afschrift van ieder proces-verbaal den Minister van Koloniën overhandigd.

ART. 3.

De gevolmachtigde, in Afrika, zal, overeenkomstig de door het Comiteit vastgestelde leiddraden en volgens de noodwendigheden, het beheer der zaken verzekeren.

De gevolmachtigde, in Europa, waakt over de gewone uitvoering der zaken ; hij draagt den raad de principepkwesties voor, deze welke een bijzonder belang hebben of de perken der gewone zaken overschrijden.

ART. 4.

Buiten de ambtenaren en beambten van den dienst der Openbare werken, zullen één ambtenaar van den dienst der financiën, één van den dienst der bevoorradingen en één van den dienst

seront spécialement désignés par les chefs de service respectifs pour s'occuper de la comptabilité industrielle, de l'organisation, de l'exécution des commandes et des formalités requises pour l'engagement du personnel de la Régie.

La Régie versera trimestiellement au Trésor de la Colonie une somme de cinq mille francs en compensation de l'aide que le Département lui fournit.

ART. 5.

Un règlement d'ordre intérieur sera élaboré par le Comité de la Régie et soumis à notre approbation.

ART. 6.

La Régie est constituée comptable vis-à-vis de la Colonie des biens et valeurs dont elle assure la gestion.

ART. 7.

L'exercice de la Régie comprend toutes les opérations réalisées du premier janvier au 31 décembre de chaque année.

A cette date, dans les six mois et pour la première fois le 31 décembre 1929, les livres seront arrêtés et l'exercice sera clôturé.

Il est dressé chaque année par les soins du Comité et avec tels concours que le Ministre déterminera, un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les charges actives et passives avec une annexe contenant, en résumé, les engagements en cours, le bilan et le compte de profits et pertes

van het personeel in Afrika, bijzonder door de respectievelijke dienstoversten aangesteld worden, om zich met de nijverheidsboekhouding, de organisatie en de vereischte formaliteiten tot het aanwerven van het personeel voor de Regie, bezig te houden.

De Regie zal driemaandelijks eene som van vijf duizend frank in de Schatkist der Kolonie storten ter vergoeding van de hulp welke het Departement haar verstrekt.

ART. 5.

Een reglement van inwendige orde zal door het Comiteit der Regie opgemaakt en aan onze goedkeuring onderworpen worden.

ART. 6.

De Regie is rekenplichtig, tegenover de Kolonie, voor de goederen en waarden waarvan zij het beheer waarneemt.

ART. 7.

Het boekjaar der Regie behelst al de vanaf 1n Januari tot 31n December van elk jaar, gedane verrichtingen.

Op dien datum, binnen de zes maanden en voor de eerste maal op 31 December 1929, worden de boeken afgesloten, en het boekjaar geëindigd.

Er wordt ieder jaar door de zorgen van het Comiteit en met de medewerkingen welke de Minister zal aanduiden, een inventaris opgemaakt der mobilaire en immobilaire waarden en alle actieve en passieve lasten met eene bijlage bevattende in het kort de aan den gang zijnde verbintenissen, het bilan en de rekening,

dans lesquels les amortissements nécessaires doivent être faits.

ART. 8.

L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, des amortissements et prévisions nécessaires et des charges financières constitue le bénéfice net.

Ce bénéfice sera réparti comme suit :

6 % au capital investi dès à présent par la Colonie et à celui ultérieurement vresé prorata temporis du solde.

20 % aux membres du Comité, sans pouvoir dépasser une somme de 45.000 francs.

40 % pour être distribué au personnel d'Afrique, sans pouvoir dépasser une somme de 90.000 francs.

Le solde à un fonds de prévision ou au Trésor Colonial.

ART. 9.

Une somme qui ne pourra dépasser 15.000 francs pourra être imputée sur frais généraux pour la rémunération des membres du Comité.

Cette somme vient en déduction des tantièmes prévus à l'article précédent.

ART. 10.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 janvier 1929.

winsten en verliezen waarin de gedane uitdelgingen zullen moeten aangestipt worden.

ART. 8.

Het batig soldo van het bilan met vermindering van de algemeene onkosten, de uitdelgingen, de noodige voorzieningen en de financiëele lasten, maken de nettowinst uit.

Deze winst zal verdeeld worden als volgt :

6 % aan het van heden af door de Kolonie belegd kapitaal en aan dat verder prorata temporis voor soldo gestort ;

20 % aan de leden van het Comiteit zonder een som van 45.000 frank te mogen te boven gaan ;

40 % om aan het personeel in Afrika te worden uitgedeeld, zonder eene som van 90.000 frank te mogen te boven gaan ;

het soldo aan een voorzieningsfonds of aan de Koloniale Schatkist.

ART. 9.

Eene som welke 15.000 frank niet zal mogen overtreffen zal, voor de bezoldiging der leden van het Comiteit, bij de algemeene onkosten mogen gerekend worden.

Deze som komt in vermindering der bij het voorgaande artikel voorziene aandeelen.

ART. 10.

De Algemeen-Secretaris is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Brussel den 2n Januari 1929.

HENRI JASPAR.

Régie des travaux des ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Constitution.

ALBERT, Roi des Belges.

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

En vue d'assurer l'achèvement des travaux de construction des ports d'Ango-Ango et de Matadi, faisant l'objet de l'entreprise définie par le cahier des charges n° 1079 du Ministère des Colonies, il est créé un organisme spécial dénommé « Régie des travaux des ports de Matadi et d'Ango-Ango ».

Art. 2.

La Régie est chargée de l'exécution de tous les travaux que comporte l'entreprise dont question à l'article 1er, comme aussi de tous actes de gestion y relatifs.

A ce titre elle a mandat pour engager le personnel aux conditions qu'elle déterminera, pour commander le matériel et les approvisionnements, ordonner tous paiements et prendre toutes autres mesures utiles.

Art. 3.

La Régie est administrée par un comité composé d'un président et de quatre membres appelés administrateurs et nommés par Nous.

Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Stichting.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Met het doel het voltooien der aanleggingswerken van de havens van Ango-Ango en Matadi te verzekeren welke het onderwerp uitmaken der onderneming, beschreven in het lastenkohier n° 1079 van het Ministerie van Koloniën, wordt er een bijzonder organisme gesticht onder de benaming « Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango.

Art. 2.

De Regie wordt met het uitvoeren van al de werken behoorende tot de onderneming, waarvan kwestie in artikel een en van al de daarop betrekking hebbende daden van beheer, belast.

Te dezen titel heeft zij opdracht het personeel onder de door haar te bepalen voorwaarden aan te werven, de betalingen te bevelen en al andere noodige maatregelen te treffen.

Art. 3.

De Regie wordt door een Comiteit beheerd, samengesteld uit eenen voorzitter en vier leden, die den titel van beheerder voeren en door Ons worden benoemd.

ART. 4.

Le Comité tient la comptabilité de la Régie ; il a pouvoir pour liquider toutes dépenses se rapportant à sa gestion et approuver toutes pièces comptables ou autres exigées par les règlements sur la matière de l'administration coloniale.

Il donnera délégation à cet effet à ceux de ses membres dont la signature est requise conjointement pour les actes faits en Europe en exécution de ce mandat.

L'administrateur-délégué est chargé de l'expédition des affaires courantes en Europe.

Pour les actes faits en Afrique, signature valable est donnée par le Directeur en Afrique ou son suppléant dans les limites des délégations spéciales déterminées par le Comité ; toutefois, la signature d'une deuxième personne, agréée par le Comité, est requise pour tous les actes de nature à engager des dépenses ou qui sont relatifs à des maniements de fonds, des décharges, etc.

ART. 5.

Les droits, obligations et responsabilités des membres du Comité vis-à-vis de la Colonie sont règlés ainsi qu'il est dit dans la législation belge, pour les administrateurs de sociétés anonymes et spécialement par les articles 53 et suivants de la loi du 18 mai 1873.

ART. 6.

Un arrêté Ministériel règle le fonction-

ART. 4.

Het Comiteit houdt de boekhouding der Regie, het is bemachtigd al de uitgaven welke betrekking hebben op zijn beheer te vereffenen en alle rekenstukken of alle andere door de reglementen op de zaak van koloniaal Beheer vereischte stukken, goed te keuren.

Het zal afvaardiging geven aan twee zijner leden waarvan het handteeken gezamenlijk wordt vereischt voor de in Europa ter uitvoering van dit mandaat opgemaakte akten.

De Afgevaardigde-Beheerder is belast met de uitvoering der gewone zaken in Europa.

Voor de in Afrika opgestelde akten, wordt de geldige handteekening gegeven door den Bestuurder in Afrika of door zijnen plaatsvervanger binnen de door het Comiteit vastgestelde perken der bijzondere afvaardigingen ; het handteeken van eenen door het Comiteit aanvaarden tweeden persoon wordt evenwel vereischt voor al de akten welke van aard zijn uitgaven aan te gaan of welke betrekking hebben op behandelingen van fondsen, op kwijtingen, enz.

ART. 5.

De rechten, verplichtingen en verantwoordelijkheden der leden van het Comiteit tegenover de Kolonie worden geregeld zooals in de Belgische wetgeving luidt voor de beheerders der Naamlooze Vennootschappen en inzonderheid in de artikelen 53 en volgende uit de wet van 18n Mei 1873.

ART. 6.

Een ministerieel besluit regelt de werk-

nement de l'administration de la Régie et en organise le contrôle au point de vue de la comptabilité de la Colonie.

ART. 7.

Le mandat des membres du Comité de la Régie est gratuit.

ART. 8.

Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement.

ART. 9.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1r mars 1929.

wijze van het beleid der Regie en richt haar toezicht in betrekkelijk de boekhouding der Kolonie.

ART. 7.

Het mandaat der leden van het Comiteit is onbezoldigd.

ART. 8.

Het tegenwoordig besluit zal onmiddellijk in voege treden.

ART. 9.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 1n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi,

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies.

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege.

De Eerste Minister, Minister aan Koloniën,

Régie des travaux des ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Nominations.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu notre Arrêté en date du 1r mars 1929 constituant la Régie des Travaux des ports de Matadi et Ango-Ango ;

Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Benoemingen.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien Ons besluit ter dagteekening van den 1n Maart 1929, houdende stichting van de « Regie der Havenwerken van Matadi en Ango-Ango » ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont nommés :

Président du Comité de la Régie :

M. Van Leeuw, L. C. M. J., Directeur Général des Travaux Publics et Communications, au Ministère des Colonies.

Administrateur-délégué :

M. David, M. M. J. J., ingénieur, Sous-Directeur au Ministère des Colonies.

Administrateurs :

MM. Comblin, F. J., Directeur au Service Général des Approvisionnements du Ministère des Colonies.

De Backer, E., ingénieur, ancien ingénieur en chef adjoint des Travaux Publics du Congo Belge.

Leroy, B. J. V., Sous-Directeur au Ministère des Colonies.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1929.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn benoemd :

Tot Voorzitter van het Comiteit der Regie :

De heer Van Leeuw, L.-C.-M.-J., Algemeen Bestuurder der Openbare Werken en Verbindingen, aan het Ministerie van Koloniën ;

Tot Afgevaardigd Beheerder :

De heer David, M.-M.-J.-J., ingenieur, onderbestuurder aan het Ministerie van Koloniën.

Tot Beheerders :

De heeren : Comblin, F.-J., Bestuurder bij den Algemeenen Dienst der Bevoorradingen van het Ministerie van Koloniën ;

De Backer, E., Ingenieur, gewezen toegevoegd Hoofdingenieur der Openbare Werken van Belgisch-Congo ;

Leroy, B.-J.-V., Onderbestuurder aan het Ministerie van Koloniën.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 2n Maart 1929.

ALBERT.

Par le Roi,

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Régie des travaux des Ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Fonctionnement.

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu l'Arrêté Royal du 1er mars 1929, constituant la Régie des Travaux des Ports de Matadi et d'Ango-Ango.

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Le Comité de la Régie des Travaux des Ports de Matadi et d'Ango-Ango se réunit aussi souvent que les nécessités de la Régie l'exigent, sur la convocation du Président ou du membre qui le remplace, et au moins une fois par mois.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ; la présence de la moitié des membres au moins est requise pour la validité de la séance.

En cas de partage des voix, la voix du Président est prépondérante.

Il est tenu un registre des procès-verbaux des séances du Comité ; il est remis dans les 24 heures de la séance copie de chaque procès-verbal au Ministre des Colonies.

ART. 2.

Le Directeur de la Régie en Afrique assurera la direction des travaux conformément aux directives arrêtées par le Comité et aux nécessités.

Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Werking.

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het Koninklijk Besluit van 1n Maart 1929, houdende stichting van de Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Het Comiteit van de Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango vereenigt zich, op uitnoodiging van den Voorzitter of het lid dat hem vervangt, zoo dikwerf de noodwendigheden der Regie het vereischen, en ten minsten éénmaal in de maand.

De beslissingen worden met meerderheid van stemmen der aanwezige leden getroffen ; de tegenwoordigheid van minstens de helft der leden wordt, om de zitting geldig te verklaren, vereischt.

In geval van staking der stemmen, is deze van den Voorzitter, overwegend.

Er wordt een schriftelijk verslagboek der zittingen van het Comiteit gehouden ; binnen de 24 uren na de zitting, wordt een afschrift van ieder proces-verbaal den Minister van Koloniën overhandigd.

ART. 2.

De Bestuurder der Regie in Afrika, zal, overeenkomstig de door het Comiteit vastgestelde leiddraden en volgens de noodwendigheden, het beleid der werken verzekeren.

L'administrateur-délégué en Europe, veille à l'expédition courante des affaires ; il porte devant le conseil les questions de principe, celles qui ont une importance particulière ou qui dépassent les limites des affaires ordinaires.

ART. 3.

Le service général des approvisionnements et le service général du Personnel d'Afrique prêteront leurs bons offices pour l'exécution des commandes et pour l'engagement du personnel de la Régie.

La Régie versera trimestriellement au Trésor de la Colonie une somme de 20.000 francs en compensation de l'aide que l'administration métropolitaine lui fournit.

ART. 4.

Le Comité de la Régie ne peut faire d'actes d'aliénation ou d'emprunt, ni introduire des actions en justice, de caractère civil ou commercial, qu'avec l'autorisation préalable du Ministre.

ART. 5.

Le Gouvernement de la Colonie mettra à la disposition de la Régie les moyens financiers pour la réalisation de son programme.

ART. 6.

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mars 1929.

De Afgevaardigde-Beheerder in Europa, waakt over de gewone uitvoering der zaken ; hij draagt den raad de principkwesties voor, deze welke een bijzonder belang hebben of de perken der gewone zaken overschrijden.

ART. 3.

De Algemeene dienst der bevoorrading en de Algemeene dienst van het personeel van Afrika zullen voor het uitvoeren der aanbestellingen en het aanwerven van personeel voor de Regie, hunne welwillende diensten verleenen.

De Regie zal driemaandelijks eene som van 20.000 frank in de schatkist der Kolonie storten, ter vergoeding van de hulp welke het moederlandsch beheer haar verstrekt.

ART. 4.

Het Comiteit der Regie mag geene akte van vervreemding of leening aangaan, noch rechtvorderingen van burgerlijken of commerciëelen aard inleiden, dan met de voorafgaande toelating van den Minister.

ART. 5.

Het Beheer der Kolonie zal voor het verwezenlijken van zijn programma de financieele middelen ter beschikking der Regie stellen.

ART. 6.

De Algemeene Secretaris is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Brussel, den 2n Maart 1929.

HENRI JASPAR.

Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, revisée à Bruxelles le 22 septembre 1928. — Approbation.

—

Le Règlement de service international publié au Bulletin Officiel du 15 février 1929 (page 39) a été approuvé par Arrêté Royal du 23 mars 1929.

Reglement van internationalen dienst behoorende bij de op 22 September 1928 te Brussel herziene internationale telegraphische Overeenkomst van St-Petersburg. — Goedkeuring.

—

Het op 15n Februari 1929 in het Ambtelijk Blad (bladzijde 39) verschenen Reglement van Internationalen Dienst, werd op 23n Maart 1929, bij Koninklijk Besluit goedgekeurd.

Rectification.

—

B. O. — 1re partie — page 163. Il faut lire à l'article 16, première ligne : « article 8 » au lieu de « article 7 ».

Page 199. — Il faut lire à l'article 13, dernière ligne du 1er alinéa : « minimum » au lieu de « maximum » ».

Terechtwijzing.

—

A. B. 1929. — 1ste deel — bladz. 163. Leze men in het artikel 16, 1ste lijn : « artikel 8 » in plaats van « artikel 7 ».

Bladz. 199. — Leze men in het artikel 13, laatste lijn, van de eerste alinea « minimum » in plaats van « maximum ».

22e ANNÉE, No 6
15 Juin. 1929

22e JAARGANG, Nr 6
15 Juni.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.		Pages.
Convention Postale Universelle avec Protocole final, règlement et Protocole final y relatif, signée à Stockholm le 28 août 1924. — Adhésion de la Colonie et Protectorat de Nigeria et du Cameroun britannique	. . . . .	663
29 avril 1929. — D. — Droits de sortie	. . .	664
7 mai 1929. — L. — Loi allouant des crédits supplémentaires aux budgets extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929	. . . .	647
7 mai 1929. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Gratuité des soins médicaux accordés aux fonctionnaires et agents de la Colonie ainsi qu'à leurs familles. (A. R. du 7 mai 1929).	. . . . .	676
7 mai 1929. — A. R. — Gouvernement Général. — Règlement organique..	. .	678
8 mai 1929. — D. — Régime des boissons contenant de l'alcool dans le territoire du Ruanda-Urundi.	. . . . .	667
16 mai 1929. — A. M. — Droits de sortie.		665

INHOUD

Dagteekeningen.		Bladz.
Wereldpostovereenkomst, met Slotprotocol, reglement en daar op betrekking hebbend Slotprotocol, geteekend te Stockholm den 28n Augustus 1924. — Toetreding van de Kolonie en het Protectoraat Nigeria en van Britisch Kameroen	. . . . .	663
29 April 1929. — D. — Uitgaande rechten	.	664
7 Mei 1929. — W. — Wet waarbij op de buitengewone begrootingen van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1929, aanvullende kredieten verleend worden	. . . . .	647
7 Mei 1929. — K. B. — Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Geneeskundige zorgen kosteloos verleend aan de ambtenaren en beambten der Kolonie en aan hunne familiën. (K. B. van 7 Mei 1929).	. . . . .	676
7 Mei 1929. — K. B. — Algemeen Bewind. — Reglement tot inrichting.	. . . . .	678
8 Mei 1929. — D. — Stelsel der alcoholinhoudende dranken in het Ruanda-Urundi gebied	. . . . .	667
16 Mei 1929. — M. B. — Uitgaande rechten.		665

1. 7. 29.

Dates.	Pages.
17 mai 1929. — Loi relative à la liquidation des séquestres de guerre.	654
18 mai 1929. — L. — Modification à l'article 33 de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge, relatif aux magistrats, fonctionnaires et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la Colonie et à l'article premier de la loi du 12 mars 1923, relatif à la pension de ces agents	659
21 mai 1929. — A. M. — Postes. — Franchise postale	682
21 mai 1929. — A. M. — Postes. — Tarif du transport aérien	681
24 mai 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant approbation de l'ordonnance-loi du 28 décembre 1928 relative au régime des boissons contenant de l'alcool prise par le Gouverneur du Ruand : Urundi . . .	666
24 mai 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret modifiant le règlement sur la perception des droits de sortie	663
27 mai 1929. — A. R. — Médaille Commémorative du Congo. — Dispositions complémentaires	645
Rectification.	683

Dagteekeningen.	Bladz.
17 Mei 1929. — Wet betreffende de vereffening van de *oorlogssequestraties* . .	654
18 Mei 1929. — W. — Wijziging aan artikel 33 uit de wet op het Beheer van Belgisch-Congo betreffende de Belgische magistraten, ambtenaren en militairen die gemachtigd zijn openbare ambten in de Kolonie te aanvaarden, en aan artikel één uit de Wet van 12 Maart 1923, betrekkelijk de pensioenen dezer agenten.	659
21 Mei 1929. — M. B. — Posterijen. — Postvrijdom	682
21 Mei 1929. — K. B. — Posterijen. — Tarief van het luchtvervoer	681
24 Mei 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van de verordening-wet van 28 December 1928 door den Gouverneur van Ruanda-Urundi genomen en betreffende het stelsel der alcoholinhoudende dranken	666
24 Mei 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot wijziging van het reglement op de inning der uitgaande rechten . . .	663
27 Mei 1929. — K. B. — Herinneringsmedaille van Congo. — Aanvullende schikkingen	645
Terechtwijzing	683

Médaille Commémorative du Congo. — Dispositions complémentaires.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Revu Notre Arrêté du 21 janvier 1929 instituant la Médaille Commémorative du Congo ;

Considérant qu'en accompagnant au Congo leur mari durant la période de 1879 au 18 octobre 1908, les femmes blanches ont accompli un acte de courage et de confiance qui ne pouvait être qu'heureux ;

Considérant que la plupart d'entre elles se sont, en fait, dévouées vis-à-vis des indigènes ;

Considérant que ces raisons justifient l'octroi aux intéressées, de la Médaille Commémorative du Congo ;

Considérant, d'autre part, qu'il convient de préciser les conditions d'octroi de cette distinction ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

L'article premier de Notre Arrêté du 21 janvier 1929 est remplacé par les dispositions suivantes :

Il est crée sous le nom de Médaille

Herinneringsmedaille van Congo. — Aanvullende schikkingen.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Herzien Ons Besluit van 21 Januari 1929, tot instelling der Herinneringsmedaille van Congo ;

Overwegende dat door hun echtgenoot gedurende het tijdperk van 1879 tot 18 October 1908 in Congo te vergezellen, de blanke vrouwen eene daad van moed en betrouwen stellen, welke slechts gelukkige gevolgen kon hebben ;

Overwegende dat het meerendeel onder hen zich, in feite, aan de inlanders wijdden;

Overwegende dat deze bewijsgronden de toekenning der Herinneringsmedaille van Congo aan de belanghebbenden billijkt ;

Overwegende dat er, van eenen anderen kant, aanleiding bestaat tot het nauw bepalen der toekenningsvoorwaarden dezer onderscheiding ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Artikel één uit Ons besluit van 21 Januari 1929 wordt door volgende schikkingen vervangen :

Onder den naam van « Herinnerings-

Commémorative du Congo, une distinction honorifique destinée à reconnaître les mérites et le dévouement des agents de l'Association Internationale du Congo, de l'Etat Indépendant du Congo, des Sociétés, des Missionnaires, commerçants et colons et des femmes ayant accompagné leur mari au Congo, qui, durant la période de 1879 au 18 octobre 1908, ont, avec une foi vaillante, contribué, sous l'impulsion du Fondateur de Notre Colonie, à ouvrir largement le Centre de l'Afrique à la Civilisation.

ART. 2.

L'article 2 § 2, de Notre Arrêté précité est complété comme suit :

La condition minimum de séjour n'est pas exigée pour ceux rapatriés prématurément pour raison de santé et qui en fourniront la preuve ; toutefois, ils doivent avoir eu la possibilité d'accomplir 2 années complètes de service avant le 18 octobre 1908

ART. 3.

L'article 5 de Notre Arrêté précité est complété comme suit :

Les femmes ayant accompagné leur mari en Afrique fourniront la preuve de leur séjour au Congo et de leur collaboration dévouée à l'œuvre coloniale par des attestations des autorités locales ou de personnalités coloniales, ou par des témoignages probants.

ART. 4.

Notre Premier Ministre, Ministre des

medaille van Congo », wordt een eereteeken ingesteld dat voor doel heeft de verdiensten en de opoffering te erkennen van de agenten der « Association Internationale du Congo », van den Onafhankelijken Congostaat, van de Vennootschappen, de missionarissen, handelaars en kolonisten, evenals van de vrouwen die hun echtgenoot in Congo vergezelden, welke, gedurende het tijdperk van 1879 tot 18 October 1908, met manhaftig vertrouwen, bijdroegen, onder de aandrijving van den Stichter der Kolonie, om Centraal Afrika wijd voor de beschaving te openen.

ART. 2.

Artikel 2, paragraaf 2, uit Ons voormeld besluit wordt aangevuld als volgt :

De voorwaarde van minimum-verblijf wordt niet vereischt voor hen die vroegtijdig, om gezondheidsreden, naar hunne geboortestreek werden teruggezonden en die er het bewijs zullen van leveren ; het moet hun nochtans mogelijk geweest zijn, vóór 18 October 1908, twee volledige dienstjaren te voltrekken.

ART. 3.

Artikel 5, uit Ons voormeld besluit wordt aangevuld als volgt :

De vrouwen die hun echtgenoot in Afrika vergezellen, zullen hun verblijf in Congo en hunne verkleefde medewerking aan het koloniaal werk bewijzen door stavingen vanwege de plaatselijke overheden of koloniale personaliteiten, of door afdoende getuigenissen.

ART. 4.

Onze Eerste Minister, Minister van

Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mai 1929.

Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 27n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Loi allouant des crédits supplémentaires aux Budgets extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929. (1)

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Wet waarbij op de buitengewone Begrootingen van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1929, aanvullende kredieten verleend worden. (1)

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

---

(1) *Session* 1928-1929.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et projet de loi n° 228 ; rapport n° 240.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 25 avril 1929.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport (voir Annales du Sénat : séance du 30 avril 1929).

Annales du Sénat. — Discussion et adoption. — Séances des 30 avril et 2 mai 1929.

(1) *Zittijd* 1928-1929.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Kamerbescheiden — Memorie van toelichting en wetsontwerp, nr 228 ; verslag nr 240.

Handelingen der Kamer. — Bespreking en aanneming. Zitting van 25 April 1929.

SENAAT.

Senaatsbescheiden. — Verslag (zie Handelingen van den Senaat, zitting van 30 April 1929).

Handelingen van den Senaat. — Bespreking en aanneming. Zittingen van 30 April en 2 Mei 1929.

TITRE PREMIER.

Crédit supplémentaire au Budget extraordinaire du Congo-Belge.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert, pour être rattaché au Budget des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1929 (tableau I) un crédit supplémentaire de 50 millions de francs, conformément au tableau A ci-annexé.

ART. 2.

La Colonie du Congo Belge est autorisée à prêter au Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, une somme de 50 millions de francs.

Les modalités de ce prêt seront déterminées par arrêté royal.

ART. 3.

Les dépenses autorisées par l'article premier de la présente loi seront couvertes au moyen d'emprunt.

ART. 4.

Le Ministre des Colonies est autorisé par la présente loi à créer à concurrence de l'emprunt à contracter, des bons du Trésor ou des titres d'emprunt pour compte du Congo belge, suivant les modalités déterminées par arrêté royal.

TITRE II.

Crédit supplémentaire au Budget extraordinaire du Ruanda-Urundi.

ART. 5.

Il est ouvert, pour être rattaché au Budget des dépenses extraordinaires du

TITEL ÉÉN.

Aanvullend krediet op de Buirengewone Begrooting van Belgisch-Congo.

ARTIKEL ÉÉN.

Om bij de Begrooting der buitengewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1929 (tabel I) te worden begrepen, is een aanvullend krediet van 50 millioen frank geopend, overeenkomstig hierbij behoorende tabel *A*.

ART. 2.

De Kolonie van Belgisch-Congo is gerechtigd, aan het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, eene som van 50 millioen frank te leenen.

De modaliteiten dezer leening zullen bij koninklijk besluit bepaald worden.

ART. 3.

De bij artikel één uit tegenwoordige wet toegelaten uitgaven zullen bij middel van leening gedekt worden.

ART. 4.

De Minister van Koloniën wordt, bij tegenwoordige wet, gerechtigd, tot beloop der aan te gane leening, Schatkistbons of leeningtitels voor rekening van Belgisch-Congo uit te geven, volgens de bij koninklijk besluit bepaalde modaliteiten.

TITEL II.

Aanvullend krediet op de Buitengewone Begrooting van Ruanda-Urundi.

ART. 5.

Om bij de Begrooting der buitengewone uitgaven van Ruanda-Urundi voor

Ruanda-Urundi, de l'exercice 1929, un crédit supplémentaire de 50 millions de francs, conformément au tableau *B* ci-annexé. Ce crédit formera l'article 2 du tableau III du Budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929.

ART. 6..

Les dépenses autorisées par l'article 5 de la présente loi seront couvertes au moyen du prêt à consentir par la Colonie du Congo Belge au Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi, conformément à l'article 2 ci-dessus.

ART. 7.

La charge des dix premières années d'intérêt et autres frais du présent emprunt, pourront être inscrits à compter de l'exercice 1930. au Budget extraordinaire du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1929.

het dienstjaar 1929 te worden begrepen, is een aanvullend krediet van 50 millioen frank geopend, overeenkomstig hierbij behoorende tabel *B*. Dit krediet zal artikel 2 van tabel III der Buitengewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929, uitmaken.

ART. 6.

De bij artikel 5 uit tegenwoordige wet toegelaten uitgaven zullen worden gedekt bij middel van de leening welke, overeenkomstig artikel 2 hierboven, door de Kolonie Belgisch-Congo aan het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, zal toegestaan worden.

ART. 7.

De last der eerste tien jaar interest en andere kosten der tegenwoordige leening zullen, vanaf het dienstjaar 1930, op de Buitengewone Begrooting van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi mogen gebracht worden.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 7n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. E. JANSON.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

TABLEAU A

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO BELGE POUR L'EXERCICE 1929.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

EXERCICE 1929

TABLEAU I

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU CONGO-BELGE

Article	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES	Montant des crédits par article
	CHAPITRE PREMIER.	
	Dépenses extraordinaires de la Colonie, autres que celles visées aux chapitres suivants	
	Portefeuille de la Colonie. — Souscription de titres et valeurs, participations, appels de fonds. — Augmentation du capital des Régies	50,000,000 »
	TOTAL des crédits supplémentaires . fr.	50,000,000 »

TABEL A

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO VOOR HET DIENSTJAAR 1929

AANVULLENDE KREDIETEN

DIENSTJAAR 1929

TABEL I

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN BELGISCH-CONGO

Artikel	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN	Bedrag der krédieten per artikel
	EERSTE HOOFDSTUK.	
	Buitengewone uitgaven der Kolonie met uitzondering van deze onder volgende hoofdstukken bedoeld.	
1	*Portefeuille der Kolonie.* — Inteekening op titels en waarden deelhebbingen, inroeping van gelden. — Kapitaals-vermeerdering der « Regiën »	50,000,000 »
	TOTAAL der bijkomende kredieten . . fr.	50,000,000 »

TABLEAU B

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI POUR L'EXCERCICE 1929

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

EXERCICE 1929

TABLEAU III

BUDGET DES DÉPENSES EXTRAORDINAIRES DU VICE-GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DU RUANDA-URUNDI

Articles	DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES	Montant des crédits par article
2	Réseau routier d'intérêt général	50,000,000
	TOTAL du crédit supplémentaire . . . fr.	50,000,000 »

TABEL B

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI VOOR HET DIENSTJAAR 1929

AANVULLENDE KREDIETEN

DIENSTJAAR 1929

TABEL III

BEGROOTING DER BUITENGEWONE UITGAVEN VAN HET ONDERALGEMEEN BEHEER RUANDA-URUNDI

Artikelen	AANDUIDING DER UITGAVEN EN DER DIENSTEN	Bedrag der kredieten per artikel
2	Baannet van algemeen belang	50,000,000
	TOTAAL van het bijkomend krediet. fr.	50,000,000 »

Loi relative à la liquidation des séquestres de guerre (1).

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article premier.

Sont soustraits à toutes mesures de déclaration et de mise sous séquestre les biens, droits et intérêts ex-ennemis rentrant dans les catégories visées à l'article 2 de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, auxquels un séquestre n'a pas été nommé antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 2.

Les biens, droits et intérêts de ressortissants ex-ennemis qui ont fait l'objet de mesures quelconques de gestion ou de disposition par un séquestre ou l'administration des domaines seront con-

(1) *Session* 1928-1929.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, n° 77. Séance du 22 janvier 1929. — Rapport, n° 205. Séance du 17 avril 1929. — Texte adopté au 1er vote, n° 247. Séance du 25 avril 1929.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption Séances des 25 et 26 avril 1929.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 173.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 30 avril et 2 mai 1929.

Wet betreffende de vereffening van de oorlogssequestraties (1).

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Art. 1.

Worden aan alle aangifte- en sequestratiemaatregelen onttrokken de goederen, rechten en aandeelen van gewezen vijanden welke binnen de categorieën vallen bedoeld bij artikel 2 van het besluit-wet van 10 November 1928 en waarvoor geen sequester vóór het van kracht worden van deze wet werd benoemd.

Art. 2.

De goederen, rechten en aandeelen van gewezen vijandelijke onderhoorigen welke het voorwerp hebben uitgemaakt van om 't even welke maatregel van beheer of van beschikking door den

(1) *Zittijd* 1928-1929.

Kamer der volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van het wetsontwerp, nr 77. Vergadering van 22 Januari 1929. — Verslag, nr 205. Vergadering van 17 April 1929. — Tekst in eerste lezing aangenomen, nr 247. Vergadering van 25 April 1929.

Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 25 en 26 April 1929.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr 173.

Annales parlementaires. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 30 April en 2 Mei 1929

sidérés comme régulièrement mis sous séquestre, nonobstant leur détermination générale ou l'erreur ou insuffisance éventuelle dans l'indication du propriétaire.

Sortiront leurs effets pleins et entiers les ordonnances rendues antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi nommant un séquestre :

Soit aux biens, droits et intérêts appartenant, entre le 13 novembre 1918 et la date de la mise en vigueur du traité de paix, à une personne ou à son conjoint, ou à une société désignée, qui étaient de nationalité ex-ennemie à la date du 13 novembre 1918 ;

Soit aux biens, droits et intérêts ex-ennemis existant, entre les mêmes dates, dans une universalité quelconque ou chez un tiers désigné ;

Soit à un bien, droit ou intérêt ex-ennemi déterminé, même si l'identité du propriétaire n'est pas précisée.

Il en sera de même de toutes ordonnances rendues ensuite ou en exécution de ce séquestre.

ART. 3.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 18 février 1927 :

La date de la mise en vigueur de la présente loi est substituée à celle du 31 mai 1929 fixée à l'article 1er, alinéa deuxième, de la loi du 18 février 1927.

L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition ci-après :

« Lorsque sont maintenus sous séquestre, dans les sociétés visées à l'article 1er des droits et intérêts ex-ennemis repré-

sequester of door het beheer der domeinen, worden geacht regelmatig gesequestreerd te zijn, spijts een gebrek van nauwkeurige identificatie of een vergissing bij het aanduiden van den eigenaar.

Zullen hun volle en geheele uitwerking hebben, de vóór het van kracht worden van deze wet uitgevaardigde ordonnanties waarbij een sequester benoemd werd :

Hetzij voor de goederen, rechten en aandeelen behoorende, tusschen 13 November 1918 en den datum van het van kracht worden van het vredesverdrag, aan een persoon of aan diens echtgenoot of aan een bepaalde vennootschap, van vroeger vijandelijke nationaliteit op den datum van 13 November 1918 ;

Hetzij voor de goederen, rechten en aandeelen van vroegere vijanden, bestaande in een om 't even welke universaliteit of bij een aangewezen derde ;

Hetzij voor een bepaald goed, recht of aandeel van een vroegeren vijand, zelfs indien de identiteit van den eigenaar niet met juistheid is aangeduid.

Dit geldt evenceens voor al de ordonnanties als gevolg of ten uitvoering van deze sequestratie uitgevaardigd.

ART. 3.

Volgende wijzigingen worden aan de wetten van 18 Februari 1927 en 6 Juli 1927 gebracht :

De datum van het van kracht worden van deze wet vervangt den bij artikel 1, tweede lid der wet van 18 Februari 1917 gestelden datum van 31 Mei 1929.

Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Wanneer rechten en belangen van vroegere vijanden, vertegenwoordigd door actiën of obligatiën aan toonder, welke

sentés par des actions ou obligations au porteur, dont ni le séquestre, ni l'administration des domaines ne sont détenteurs, la libre disposition de ces titres est, sous réserve de l'application de l'article 6 de la loi du 18 février 1927 et sous les restrictions ci-après, accordée au porteur qui justifie les avoir acquis depuis le 13 novembre 1918, mais antérieurement au 22 janvier 1929.

» Le bénéfice de cette disposition ne peut, toutefois, être appliqué à l'ayant cause direct ressortissant ex-ennemi que s'il administre la preuve que son acquisition s'est opérée de bonne foi. Le porteur ex-ennemi pourra obtenir la libération de son titre moyennant l'administration de la même preuve et s'il établit, en outre, que son acquisition s'est effectuée en Belgique postérieurement à l'entrée en vigueur du traité de paix. »

Sont abrogés les articles 7, 2e alinéa, 10 et 11 de la loi du 18 février 1927.

ART. 4.

Sont relevés des séquestres établis ensuite des ordonnances rendues par application de l'article 7 de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, les meubles corporels qui se trouvent à la date de la mise en vigueur de la présente loi en mains d'un possesseur de bonne foi.

ART. 5.

Sont prorogés jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivent la mise en vigueur

in handen zijn noch van den sequester, noch van het beheer der domeinen, onder sequestratie worden gehandhaafd in de onder artikel 1 bedoelde vennootschappen, wordt de vrije beschikking over die titels, onder voorbehoud van toepassing van artikel 6 der wet van 18 Februari 1927 en onder de hiernavolgende beperkingen, verleend aan den toonder. die het bewijs levert ze sedert 13 November 1918, maar vóór 2 Januari 1929 te hebben verkregen.

» Het voordeel van deze bepaling kan echter niet toegepast worden op den rechtstreekschen zaakhebbende van een vroegeren vijandelijken onderhoorige, tenzij hij het bewijs verstrekt dat zijne verkrijging te goeder trouw geschiedde. De toonder van de vroeger vijandelijke natie zal de vrijstelling van zijn titel kunnen bekomen indien hij hetzelfde bewijs verstrekt en indien hij bovendien laat blijken dat zijne verkrijging in België plaats had, na het van kracht worden van het vredesverdrag. »

Worden ingetrokken de artikelen 7, 2e lid, 10 en 11 der wet van 18 Februari 1927.

ART. 4.

Worden ontheven van de sequestratiemaatregelen getroffen bij toepassing van artikel 7 van het bsluit-wet van 10 November 1918 uitgevaardigde ordonnanties de lichamelijke roerende goederen welke, op den dag waarop deze wet van kracht wordt, in handen van een *bona fide* bezitter waren.

ART. 5.

Worden verlengd tot het verstrijken van de twaalf maanden volgende op

de la présente loi, les délais de déclaration prévus par les lois du 18 février et du 6 juillet 1927.

Si une demande de libération introduite par un porteur, pouvant se réclamer des dispositions de la présente loi, a été antérieurement refusée, celui-ci est recevable à faire, sans nouveaux frais, devant la commission qui a statué, une déclaration nouvelle conforme à l'article 4 de la loi du 18 février 1927.

ART. 6.

Le porteur, qui s'est trouvé dans l'impossibilité de faire la déclaration de propriété dans les délais impartis, peut être relevé de la déchéance par le ministre des finances, moyennant de fournir les justifications nécessaires. Si le titre se trouve annulé par suite de la délivrance du duplicata prévu à l'article 10 de la loi du 18 février 1927, l'administration des domaines remettra le duplicata à l'intéressé. Si ce duplicata a été cédé par la dite administration, celle-ci paiera au porteur du titre annulé le prix de la cession. Les fruits et avantages recueillis par l'administration des domaines du chef de la possession des duplicata lui resteront acquis.

ART. 7.

Les dispositions des articles 3, 5 et 6 s'appliquent également aux titres au porteur des sociétés constituées sous le régime de la législation en vigueur dans la colonie.

het van kracht worden van deze wet, de bij de wetten van 18 Februari en 6 Juli 1927 voorziene aangiftetermijnen.

Indien een aanvraag om vrijstelling, ingediend door een toonder welke zich op de bepalingen van deze wet kan beroepen, vroeger afgewezen werd, mag deze, zonder nieuwe kosten, een met artikel 4 der wet van 18 Februari 1927 overeenkomstige nieuwe aanvraag indienen bij de commissie, die uitspraak heeft gedaan.

ART. 6.

De toonder die de aangifte van eigendom niet binnen de gestelde termijnen heeft kunnen doen, kan door den minister van financiën van het rechtsverval ontheven worden, zoo hij de noodige bewijzen verstrekt. Indien de titel vernietigd werd ten gevolge van het uitreiken van het bij artikel 10 der wet van 18 Februari 1927 voorzien duplicaat, zal het beheer der domeinen het duplicaat aan den belanghebbende afgeven. Indien dit duplicaat door bedoeld beheer afgestaan werd, zal dit aan den toonder van den vernietigden titel den prijs van den afstand uitbetalen. De door het beheer der domeinen uit hoofde van het bezit der duplicaten verkregen baten en voordeelen vervallen aan het beheer.

ART. 7.

De bepalingen van de artikelen 3, 5 en 6 zijn mede van toepassing op de titels aan toonder van de vennootschappen die, onder het beheer van de van kracht zijnde wetten in de kolonie zijn tot stand gekomen.

ART. 8.

Le gouvernement est autorisé à étendre aux territoires rédimés, en y apportant les adaptations nécessaires, les dispositions de la présente loi, celles de l'arrêté royal du 21 septembre 1926 pris en exécution de la loi du 16 juillet 1926 et toutes autresdispositions relatives aux séquestres de guerre, de manière à réaliser dans la mesure du possible l'uniformité de la législation.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 17 mai 1929.

ART. 8.

De regeering is gemachtigd de bepalingen van deze wet, die van het koninklijk besluit van 21 September 1926 genomen ter uitvoering van de wet van 16 Juli 1926 en alle andere bepalingen omtrent de oorlogssequestraties, tot de vrijgemaakte gebieden uit te breiden, mits ze, waar het noodig is, derwijze aan te passen dat, in de mate van het mogelijke, eenvormigheid in de wetten gebracht wordt.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zetel bekleed en door den *Moniteur* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 17n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

Bon M. HOUTART.

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën,

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

P. E. JANSON.

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

Modification à l'art. 33 de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge, relatif aux magistrats, fonctionnaires et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la Colonie et à l'article premier de la loi du 12 mars 1923, relatif à la pension de ces agents. (1)

—

ALBERT. Roi des Belges,

A tous, présents et à venir. Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article premier.

L'article 33 de la loi du 17 octobre 1908, sur le Gouvernement du Congo Belge, modifié par la loi du 10 août 1921, est remplacé par les dispositions suivantes :

§ 1. — Les fonctionnaires et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la Colonie avant ou après l'annexion de celle-ci, conservent leur ancienneté et leurs droits à l'avancement dans l'administration ou l'arme qu'ils ont temporairement quittée.

Wijziging aan art. 33 uit de Wet op het Beheer van Belgisch-Congo betreffende de Belgische magistraten, ambtenaren en militairen die gemachtigd zijn openbare ambten in de Kolonie te aanvaarden en aan artikel één uit de Wet van 12 Maart 1923, op de pensioenen dezer agenten (1)

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Eerste artikel.

Artikel 33 der wet van 18 October 1928, op het beheer van Belgisch-Congo gewijzigd bij de wet van 10 Augustus 1921, wordt vervangen door onderstaande bepalingen :

§ 1. — De Belgische ambtenaren en militairen, gemachtigd een openbaar ambt aan te nemen in de Kolonie, vóór of na dat dezelve werd genaast, behouden hunne ancienneteit en hunne rechten op bevordering in het bestuur of het wapen dat zij tijdelijk verlieten.

---

(1) *Session* 1928-1929.

Chambre des Représentants.

Documents parlementaires. — Exposé des motifs et texte du projet de loi, n° 178. Rapport, n° 206.

Amendements présentés par le Gouvernement, n° 222.

Annales parlementaires. — Adoption. — Séances du 25 avril 1929.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 167.

Annales du Sénat. — Adoption. — Séance du 2 mai 1929.

(1) *Zittijd* 1928-1929.

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

Kamerbescheiden. — Memorie van toelichting en tekst van het wetsontwerp, nr 178. Verslag, nr 206.

Door de Regeering ingediende amendementen nr 222.

Handelingen der Kamer. — Aanneming. — Zittingen van 25 April 1929.

Senaat.

Senaatbescheiden. — Wetsontwerp, nr 167.

Handelingen van den Senaat. — Aanneming. — Zitting van 2 Mei 1929.

Les augmentations de traitement et les promotions de grade leur sont conférées au moment où ils les auraient obtenues s'ils étaient restés effectivement au service de la métropole.

Sont assimilés à des fonctions publiques pour l'application du présent paragraphe, les emplois dans les organismes exploitant des services reconnus d'utilité publique par une loi.

§ 2. — Les magistrats belges autorisés à accepter un poste dans la magistrature de la Colonie, conservent leur ancienneté et leurs droits à l'avancement dans la magistrature de la Métropole.

ART. 2.

L'article 1er de la loi du 12 mars 1923, permettant aux presonnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, de compter le temps de leurs services à la Colonie, est remplacé par les dispositions ci-après :

Les personnes autorisées à faire valoir des droits à l'obtention de pensions métropolitaines, à charge du Trésor public, sont admises à compter le temps de leurs services à l'Etat indépendant du Congo, à la Colonie, à l'Administration belge des anciens territoires de l'Est-Africain allemand, ainsi qu'aux organismes déterminés ci-dessous, exploitant au Congo des services d'utilité publique :

1° ceux qui assurent les transports publics par terre, par eau, par fer ou par air ;

De verhoogingen van wedde en bevorderingen van graad worden hun verleend met den datum waarop zij dezelve zouden verkregen hebben bijaldien zij wezelijk in dienst van het moederland waren gebleven.

Worden, voor de toepassing van deze paragraaf, met de openbare ambten gelijkgesteld, de betrekkingen in organismen ter exploiteering van diensten die bij de wet als zijnde van algemeen nut worden erkend.

§ 2. — De Belgische magistraten, gemachtigd een ambt in de magistratuur van de Kolonie te aanvaarden, behouden hunne ancienneteit en hunne rechten op bevordering in de magistratuur van het Moederland.

ART. 2.

Artikel 1 der wet van 12 Maart 1923, waarbij aan de personen die gerechtigd zijn hunne aanspraak op pensioenen in het Moederland te doen gelden, toegelaten wordt den tijd hunner in de Kolonie verleende diensten mede te rekenen, wordt vervangen door deze bepaling :

De personen die gemachtigd zijn hunne rechten te doen gelden op pensioenen in het Moederland, ten bezware der Openbare Schatkist, mogen hun dienst*tijd in den Onafhankelijken Congostaat*, in de Kolonie, in de Belgische administratie van de voormalige gebieden van Duitsch Oost-Afrika, alsmede in de hieronder aangeduide organismen die in Congo diensten van openbaar nut exploiteeren in berekening brengen :

1° degene die openbaar vervoer te water, per spoor of in de lucht verzekeren ;

2° ceux qui assurent la manutention des marchandises dans les ports ;

3° ceux qui assurent les communications publiques télégraphiques soit par fil, soit sans fil ;

4° La Régie des Plantations.

Il en est de même des services accomplis au Comité spécial du Katanga avant le 1er septembre 1910.

ART. 3.

Par dérogation à l'article 50 de la loi du 21 juillet 1844, les magistrats belges démissionnaires, nommés dans la magistrature de la Colonie, pourront être admis, à l'expiration de leur mission, à la pension métropolitaine sans devoir justifier les motifs d'infirmités, s'ils comptent au moins cinq années de services antérieurs en Belgique.

La pension sera établie conformément aux articles 10 et 11 de la loi du 25 juillet 1867 sur la moyenne des traitements touchés en Belgique. Les années de service à la Colonie seront admises dans la liquidation de la pension métropolitaine, suivant les règles fixées par l'article 2 de la loi du 12 mars 1923.

ART. 4.

Les pensions actuellement en cours seront revisées avec jouissance au 1er janvier 1928 ou à la date à laquelle elles

2° degene die het sjouwen, laden en lossen verzekeren van de goederen in de havens ;

3° degene die de openbare telegraphische verbindingen hetzij met hetzij zonder draad verzekeren ;

4° de Regie van de Plantages.

Hetzelfde geldt voor de diensten volbracht bij het bijzonder Comiteit van Katanga vóór 1n September 1910.

ART. 3.

In afwijking van artikel 50 der wet van 21 Juli 1844 mogen de ontslagnemende Belgische magistraten, benoemd in de magistratuur van de Kolonie, bij het verstrijken van hunne opdracht, hunne rechten doen gelden op een pensioen in het Moederland zonder dat zij van gebrekkelijkheid moeten laten blijken bijaldien zij te voren minstens vijf jaar dienst in België tellen.

Het pensioen wordt berekend overeenkomstig de artikelen 10 en 11 der wet van 25 Juli 1867 op het gemiddeld bedrag der in België ontvangen wedden. De jaren dienst in de Kolonie mogen meetellen bij de vereffening van het pensioen in het Moederland, volgens de regelen bepaald bij artikel 2 der wet van 12 Maart 1923.

ART. 4.

De thans loopende pensioenen worden herzien met ingenottreding op 1 Januari 1928 of op den datum waarop zij werden

ont été acquises si cette date est postérieure au 1er janvier 1928.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 18 mai 1929.

verkregen bijaldien deze datum na 1n Januari 1928 valt.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekend gemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 18n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Finances.

De Minister van Financiën,

Bon M. HOUTART.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

Convention Postale Universelle avec Protocole final, règlement et Protocole final y relatif, signée à Stockholm, le 28 août 1924 (1). — Adhésion de la Colonie et Protectorat de Nigeria et du Cameroun britannique.

—

Il résulte d'une communication de la légation de Suisse à Bruxelles que, par une note du 23 janvier dernier la légation de Grande Bretagne à Berne a notifié au Conseil Fédéral Suisse l'adhésion de la Colonie et Protectorat du Nigéria et du Cameroun britannique à la Convention Postale Universelle, signée à Stocholm, le 28 août 1924.

Cette adhésion déploie ses effets à partir du 1er janvier 1929.

Wereldpostovereenkomst, met Slot-Protocol, reglement en daarop betrekking hebbend Slot-Protocool, geteekend te Stockholm den 28 Augustus 1924 (1). Toetreding van de Kolonie en Protectoraat Nigeria en van Britisch Kameroen.

—

Uit eene mededeeling van het Zwitsersch Gezantschap te Brussel blijkt, dat het Gezantschap van Groot-Britannië te Bern door eene nota van 23 Januari l.l. aan den Zwitserschen Bondsraad kennis gegeven heeft van de toetreding van de Kolonië en het Protectoraat Nigeria en van Britisch Kameroen tot de Wereldpostovereenkomst, geteekend te Stockholm, den 28ñ Augustus 1924.

Deze toetreding heeft hare uitwerking te rekenen van 1 Januari 1929.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret modifiant le règlement sur la perception des droits de sortie.

—

Le projet de décret modifiant le règlement sur la perception des droits de sortie a été examiné par le conseil en sa séance du 20 avril 1929.

Il n'a donné lieu à aucune observation et a été admis à l'unanimité.

MM. Bertrand et Cabra avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 29 mai 1929.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
F. WALEFFE.

---

(1) Voir Bulletin Officiel 1925, page 482.

(1) Zie Ambtelijk Blad 1925, bladz. 482.

Droits de sortie.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 20 avril 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

Article Premier.

Le deuxième alinéa de l'article 6 du règlement sur la perception des droits de sortie annexé au décret du 22 juillet 1897, modifié par l'ordonnance du 16 février 1918, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour tous les produits qui ne sont » pas exportés en vrac et dont la valeur » est déterminée par ordonnance, la décla- » ration doit indiquer le poids brut des » colis. Dans ce cas, le receveur calculera » les droits de sortie à percevoir en déduisant de ce poids brut, à titre de tare, un » pourcentage qui sera déterminé par le » Ministre des Colonies dans les limites » de 2 à 16, d'après la nature des emballages ».

Art. 2.

Le présent décret entrera en vigueur

Uitgaande rechten.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 20 April 1929 ;

Op voorstel van onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Artikel één.

Lid twee van artikel 6 uit het reglement op de inning der uitgaande rechten, dat behoort bij het decreet van 22 Juli 1897, gewijzigd bij de verordening van 16 Februari 1918, wordt vervangen door de beschikking hierna :

« Voor al de voortbrengselen welke » niet in « vrac » worden uitgevoerd en » waarvan de waarde bij verordening is » vastgesteld, moet de verklaring het » bruto-gewicht der colli aanduiden. In » dit geval zal de ontvanger de te heffen » uitgaande rechten berekenen met, van » dit bruto-gewicht, ten titel van tara, » een ten honderd af te trekken dat door » den Minister van Koloniën zal worden » vastgesteld binnen de perken van 2 tot » 16, al naar gelang den aard der verpakkingen ».

Art. 2.

Het tegenwoordig decreet zal in voege

le jour de sa publication au Bulletin Officiel.

Donné à Bruxelles, le 29 avril 1929.

treden op den dag zijner bekendmaking in het Ambtelijk Blad.

Gegeven te Brussel, den 29n April 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Droits de sortie.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 29 avril 1929 modifiant le deuxième alinéa de l'article 6 du règlement sur la perception des droits de sortie annexé au décret du 22 juillet 1897, modifié par l'ordonnance du 16 février 1918 ;

Arrêté :

ARTICLE PREMIER.

Conformément à l'article premier du décret du 29 avril 1929, le pourcentage à déduire, à titre de tare, du poids brut des produits qui ne sont pas exportés en vrac et dont la valeur est fixée par ordonnance, est déterminée comme suit :

2% pour les emballages simples en tissu ;

4% pour les emballages en tissus cerclés de fer et les emballages en nattes ;

Uitgaande rechten.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het decreet van 29 April 1929 houdende wijziging van het tweede alinea van artikel 6 uit het reglement op het innen der uitgaande rechten, behoorend bij het decreet van 22 Juli 1897, gewijzigd bij de verordening van 16 Februari 1918 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Overeenkomstig artikel één uit het decreet van 29 April 1929, wordt, ten titel van tara, de percentage af te rekenen van het bruto-gewicht der producten welke niet onverpakt worden uitgevoerd en waarvan de waarde bij verordening is vastgesteld, aangeduid als volgt :

2% voor de eenvoudige verpakking uit weefsel ;

4% voor de verpakking uit weefsel van ijzeren banden voorzien en met verpakking in matwerk ;

8% pour les emballages formés par des caisses légères en bois plaqué ;

16% pour les emballages en bois autres que ceux ci-dessus désignés.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au Bulletin Officiel du Congo Belge.

Bruxelles, le 16 mai 1929.

8% voor de verpakking vervaardigd onder den vorm van lichte kassen uit « plaqué-hout » ;

16% voor de verpakking uit andere houtsoorten dan deze hierboven aangeduid.

ART. 2.

Het tegenwoordig besluit zal in voege treden op den dag zijner bekendmaking in het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo.

Brussel, den 16n Mei 1929.

HENRI JASPAR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant approbation de l'ordonnance-loi du 28 décembre 1928 relative au régime des boissons contenant de l'alcool prise par le Gouverneur du Ruanda-Urundi.

—

Il a été constaté au Ruanda-Urundi qu'il s'y était établi un trafic clandestin de boissons alcooliques et que les indigènes y consommaient des lotions de toilette à base d'alcool. Une intervention immédiate de l'autorité s'imposait. C'est ce qui a déterminé le Gouverneur à prendre d'urgence une ordonnance-loi qui s'inspire des dispositions édictées en cette matière au Congo Belge par l'ordonnance-loi du 18 octobre 1927, approuvée par le décret du 6 avril 1928.

Le projet examiné par le Conseil Colonial en sa séance du 20 avril 1929 a été approuvé à l'unanimité des voix sans avoir donné lieu à aucune observation.

MM. Bertrand et Cabra étaient absents et excusés.

Bruxelles, le 24 mai 1929.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
CH. DE LANNOY.

Régime des boissons contenant de l'alcool dans le territoire du Ruanda-Urundi.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial, en sa séance du 20 avril 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Article unique.

L'ordonnance-loi n° 5 du 28 décembre 1928, relative à la réglementation dans le territoire du Ruanda-Urundi du régime des liquides contenant de l'alcool, est approuvée dans le texte ci-après :

« Le Gouverneur du territoire du » Ruanda-Urundi,

» Vu la loi du 21 août 1925 sur le gou- » vernement du Ruanda-Urundi ;

» Vu l'ordonnance-loi du 1er août 1917 » réglementant l'introduction, la déten- » tion et la vente des boissons alcooliques ;

» Attendu qu'il existe de sérieuses » raisons de croire que certaines quan- » tités de boissons alcooliques sont cédées » à des gens de couleur, qu'il importe de » faciliter la recherche de ces infractions ;

Stelsel der alcoholinhoudende dranken in het Ruanda-Urundi gebied.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in zijne zitting van 20 April 1929 ;

Op voorstel van onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Eenig artikel.

De verordening-wet nr 5 op 26 December 1928, gedagteekend, aangaande de regeling in het grondgebied Ruanda-Urundi, van het stelsel der alcoolinhoudende vloeistoffen, wordt goedgekeurd onder den volgenden tekst :

« De gouverneur van het Ruanda-Urundi gebied :

» Gezien de wet van 21 Augustus 1925 » op de regeering van Ruanda-Urundi ;

» Gezien de verordening-wet van 1 » Augustus 1917 die den invoer, het » bezitten en het verkoopen van alcool- » houdende dranken regelt ;

» Aangezien er ernstige redenen bestaan » om te gelooven dat zekere hoeveelheden » alcoolische dranken aan gekleurde per- » sonen verkocht worden en dat het be- » hoort het opzoeken te vergemakkelijken » van zulke inbreuken ;

» Attendu que diverses solutions à base » d'alcool, qui ne sont pas boissons pro- » prement dites, notamment « eau de » Cologne » et autres produits similaires » plus nuisibles à la santé que l'alcool » lui-même, sont consommées par des » indigènes ou gens de couleur, qu'il est » urgent d'appliquer à ces produits une » réglementation permettant d'empêcher » ces pratiques néfastes ;

» Vu l'urgence ; »

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Toutes les dispositions de l'ordonnance-loi du 1er août 1917, relatives à la fabrication, à l'introduction, à la détention, à la vente, à la remise et au débit des boissons contenant de l'alcool, sont applicables à toutes les solutions alcooliques parfumées par macération ou distillation de plantes à l'aide d'essences naturelles et de produits chimiques synthétiques, quelle que soit la quantité d'alcool y contenue.

ART. 2.

Les commerçants qui désirent vendre des solutions à base d'alcool devront solliciter une licence spéciale qui pourra leur être délivrée conformément aux dispositions de l'article 3 de l'ordonnance-loi du 1er août 1917.

Le prix de la licence spéciale est fixé à 100 francs.

ART. 3.

Il est interdit de détenir des boissons

» Aangezien dat verscheiden met alcool » als basis hebbende oplossingen, die » geene eigenlijke gezegde dranken zijn, » voornamelijk het « eau de Cologne » en » andere gelijkaardige producten, voor de » gezondheid nadeeliger dan alcool, door » de inboorlingen of de kleurlingen ver- » bruikt worden ; dat er dringend op die » producten eene reglementatie hoeft toe- » gepast te worden ten einde die schade- » lijke handelwijze te verhinderen ;

» Gezien de dringendheid ; »

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

Al de beschikkingen van de verordening-wet van 1 Augustus 1917 betrekkelijk het vervaardigen, het invoeren, het bezit, den verkoop, het afstaan en het slijten van alcoolhoudende dranken, zijn toepasselijk op al de alcoolische oplossingen geparfumeerd door uitpersing of stoking van planten, of geparfumeerd bij behulp van natuurlijke olie en samengestelde scheikundige producten, welke ook de hoeveelheid alcool er in bevat, weze.

ART. 2.

De handelaars die oplossingen met alcool als basis verlangen te verkoopen, dienen eene bijzondere vergunning aan te vragen die hun zal kunnen afgeleverd worden krachtens de beschikkingen van artikel 3 van de verordening-wet van 1 Augustus 1917.

De prijs van de bijzondere vergunning wordt vastgesteld op 100 frank.

ART. 3.

Het is verboden alcoolische dranken

alcooliques ou des solutions à base d'alcool dans un établissement commercial ou dans un local attenant à un établissement commercial qui n'est pas bénéficiaire d'une licence autorisant la vente des produits éventuellement détenus.

ART. 4.

Les commerçants bénéficiaires d'une patente les autorisant à importer, détenir ou débiter des boissons alcooliques et ceux titulaires d'une licence spéciale, sont obligés de tenir un registre du modèle ci-joint mentionnant par date et par catégorie, d'une part les entrées des boissons alcooliques et des solutions à base d'alcool ; d'autre part, les quantités sorties et les noms, qualités et résidence des acheteurs.

Les entrées seront justifiées par les permis d'importation et les factures des fournisseurs ; les sorties seront justifiées par les commandes écrites accompagnées des décharges ou bordereaux attestant leur exécution ou par les reçus des cessionnaires ; ces documents seront datés et signés et devront mentionner les quantités à l'encre ou au crayon à l'aniline et en toutes lettres.

Toutefois, les commerçants autorisés à débiter au verre les boissons alcooliques, peuvent porter comme sorti tout récipient entamé pour la vente au détail ; mais ils sont tenus d'annexer à leur registre les relevés journaliers du débit fait au détail. Les boissons alcooliques visées par cette disposition sont celles qui titrent 8 degrés et plus d'alcool de

of oplossingen met alcool als basis te weerhouden in eene handelsinrichting of in een lokaal dat aan eene handelsinrichting grenst welke geene vergunning geniet, die den verkoop der gebeurlijke bezeten producten machtigt.

ART. 4.

De handelaars genieters eener vergunning die hun machtigt alcoolische dranken in te voeren, te bezitten of te slijten, en zij die eene bijzondere vergunning bezitten, worden verplicht een register te houden van het hier bijgevoegd model, vermeldend, van den eenen kant per datum, per soorten, den ingang der alcoolische dranken, en der met alcool als basis oplossingen, van den anderen kant de uitgegane hoeveelheden en de namen, hoedanigheden en verblijfplaats der koopers.

De ingang dient gestaafd bij wege der vergunningen van invoer en der kwijtbrieven der leveraars ; de uitgang dient bewezen bij wege der schriftelijke bestellingen te gelijk met de kwijtbrieven of lijsten tot bevestiging hunner uitvoering of der ontvangstbewijzen van de cessionnarissen ; deze bewijsstukken hoeven gedateerd en geteekend in inkt of in verfpotlood, en in letterschrift de hoeveelheden te vermelden.

Evenwel, kunnen de handelaars welke gemachtigd werden alcoolische dranken per glas te verkoopen elk voor den verkoop in 't klein begonnen vat als uitgegaan opgeven ; doch zijn zij gehouden dagelijksche uittreksels der in 't klein gedane slijting bij hun register te voegen. De bij deze bepalingen bedoelde alcoolische dranken zijn deze die 8 graden en

fermentation ou plus de 3 degrés d'alcool de distillation.

La consommation personnelle du commerçant ne sera pas acceptée comme justification des sorties des boissons alcooliques distillées pour une quantité supérieure à trois litres par mois pour lui-même et autant pour les membres de sa famille, adultes, habitant avec lui.

ART. 5.

La tenue d'un carnet du modèle ci-joint est obligatoire pour tout gérant ou employé d'un établissement bénéficiaire d'une licence ; dans ce cas, les sorties de boissons alcooliques et de solutions à base d'alcool ne pourront être justifiées que par la consommation personnelle du détenteur et celle-ci ne sera admise, pour les boissons alcooliques distillées, qu'à concurrence des quantités prévues au dernier alinéa de l'article précédent.

ART. 6.

Le résident pourra accorder l'autorisation de justifier, par la consommation personnelle, la sortie d'une quantité plus considérable que celle fixée aux articles 4 et 5 ; il la déterminera en tenant compte du genre de vie et notamment des habitudes de réception, du train de maison de l'intéressé.

Ces autorisations seront notifiées au gouverneur du territoire et au parquet local.

ART. 7.

Sauf le cas de force majeure qui devra

meer gegiste alcool of meer dan 3 graden gestookte alcool inhouden.

Het persoonlijk verbruik van den handelaar zal niet aanvaard worden tot staving van den uitgang der gestookte dranken voor eene hoeveelheid die per maand drie liters voor eigen gebruik overtreft en zooveel voor de met hem inwonende volwassen leden zijner familie.

ART. 5,

Het houden van een boekje van het hierbijgevoegd model is verplichtend voor ieder beheerder of bediende van eene inrichting, genieter eener vergunning ; in dit geval zal de uitgang van alcoolische dranken en van de met alcool als basis hebbende oplossingen slechts door het persoonlijk gebruik van den bezitter bewezen kunnen worden en dit bewijs zal slechts aangenomen worden voor de gestookte alcoolische dranken, tot op concurrentie der bij het laatste alinea van voorgaand artikel voorziene hoeveelheden.

ART. 6.

De resident zal de machtiging kunnen verleenen om voor het persoonlijk verbruik den uitgang eener aanzienlijkere hoeveelheid dan deze vastgesteld bij artikelen 4 en 5 te rechtvaardigen ; hij zal ze vaststellen mits rekening te houden der levenswijze en voornamelijk der receptiegewoonten, van den trant van het belanghebbend huis.

Deze machtigingen dienen den gouverneur van het gebied en het plaatselijk parket bekendgemaakt.

ART. 7

Uitgenomen in geval van overmacht

éventuellement être prouvé à la satisfaction complète de l'autorité, la quantité des boissons alcooliques et des solutions à base d'alcool détenues doit toujours correspondre par catégories avec les écritures du registre ou du carnet ; tout officier de police judiciaire a le droit d'exiger la production du registre, du carnet et des pièces justificatives et de vérifier les existences.

ART. 8.

Les registres et carnets seront ouverts dans les quinze jours francs à partir de la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi.

ART. 9.

Le commerçant détenteur de solutions à base d'alcool est tenu de cesser toute vente dès la mise en vigueur de la présente ordonnance-loi et de déclarer immédiatement la quantité détenue par lui au délégué du résident ; il la remettra en entrepôt ou au délégué du résident, dans les conditions prévues à l'alinéa suivant ; le résident fixera le délai endéans lequel la remise doit être effectuée.

A moins qu'il soit usé de la faculté de réexportation, les solutions à base d'alcool sont, dans les localités où le régime des entrepôts n'est pas en vigueur, remises au délégué du résident qui en a la garde ; l'administration perçoit les droits de magasin, fixés à l'article 1er, I,

dat gebeurtelijk ter volledige voldoening der overheid zal moeten bewezen worden, hoeven de weerhouden hoeveelheden alcoolische dranken en de met alcool als basis oplossingen per soorten overeen te komen met de opgaven van het register of het boekje ; ieder officier der gerechtelijke politie heeft het recht de voorlegging van het register, het boekje en de bewijsstukken te eischen en zich van den voorraad te overtuigen.

ART. 8.

De registers en de boekjes moeten begonnen worden binnen de vijftien volle dagen te rekenen van den dag waarop de tegenwoordige verordening-wet in werking treedt.

ART. 9.

De handelaar bezitter van oplossingen met alcool als basis is gehouden alle verkoop te staken vanaf het in voege treden van de tegenwoordige verordening-wet en van onmiddellijk de door hem weerhouden hoeveelheden aan den Residentsafgevaardigde te verklaren ; hij zal ze in een stapelhuis plaatsen of den Residentsafgevaardigde overhandigen onder de bij het volgend alinea opgelegde voorwaarden ; de Resident zal het tijdperk vaststellen binnen hetwelk de overhandiging moet geschieden.

Tenzij er gebruik gemaakt worde van eene vergunning van wederuitvoer, worden de oplossingen met alcool als basis in de plaatselijkheden waar het stelsel der entrepots niet in voege is, aan den Residentsafgevaardigde die met hunne bewaring belast is, overhandigd ; het beheer

1° de l'ordonnance n° 27/ Fin. du 27 mars 1926.

Le résident peut, dans un délai qui sera fixé dans chaque cas, autoriser la vente au profit de l'intéressé, des solutions à base d'alcool entreposées, à un ou plusieurs titulaires d'une licence spéciale.

Par mesure transitoire, celui qui a sollicité l'octroi d'une licence spéciale, pourra continuer la vente jusqu'à ce que la décision de refus de licence lui ait été signifiée par lettre recommandée.

Dans le délai de quinze jours, toute personne qui n'est pas de race blanche remettra, contre reçu, entre les mains du délégué du résident, les solutions à base d'alcool qu'elle a acquises avant la date de la mise en vigueur de la présente ordonnance-loi ; la valeur lui en sera payée ultérieurement.

Passé ce délai, la détention de ces solutions, même acquises avant la date de la mise en vigueur de la présente ordonnance-loi, constituera une infraction.

ART. 10.

Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 39 et suivants du Code pénal, relatifs aux faux en écritures, les infractions à la présente ordonnance-loi sont punissables de huit jours à un an de servitude pénale et d'une amende de 300 à 5.000 frs ou d'une de ces peines seulement ; la servitude pénale sera toujours prononcée quand l'infraction aura eu pour but ou pour résultat de

heft de magazijnrechten, vastgesteld bij het artikel 1, I, 1° van verordening nr 27/Fin. van 27 Maart 1926.

De Resident zal, binnen eene tijdruimte welke voor ieder geval zal vastgesteld worden, ten voordeele van den belanghebbende den verkoop toestaan van geëntreposeerde oplossingen met alcool als basis aan een of verschillende houders eener bijzondere vergunning.

Bij overgangsmaatregel, zal degene welke eene bijzondere vergunning aangevraagd heeft de verkooping kunnen voortzetten tot wanneer de weigering der toelating hem per aanbevolen brief ter kennis gebracht werd.

Binnen eene tijdruimte van vijftien dagen, zal iedere persoon niet van blank ras, tegen ontvangstbewijs, in handen van den Residentsafgevaardigde, de met alcool als basis hebbende oplossingen die zij voor den datum van het in voege treden der tegenwoordige verordening-wet gekocht hebben, overhandigen ; de waarde ervan zal hun later betaald worden.

Deze tijdruimte verloopen, maakt de weerhouding dezer oplossingen zelfs gekocht voor het in voege treden der tegenwoordige verordening-wet, eene inbreuk uit.

ART. 10.

Onverminderd de gebeurlijke toepassing van artikelen 39 en volgende van het strafwetboek, betrekkelijk de valschheid in geschriften, de inbreuken op de tegenwoordige verordening-wet zijn strafbaar met acht dagen tot één jaar dwangarbeid en van 300 tot 5.000 frank boete, of met eene dezer twee straffen enkelijk ; de dwangarbeid zal altijd uitgesproken worden wanneer de gepleegde inbreuk voor

permettre ou de faciliter le débit d'alcool à des indigènes.

Les liquides alcooliques et les appareils de distillation ayant fait l'objet de la contravention ou ayant servi à la commettre seront, en outre, saisis et confisqués. Les patrons et employeurs sont responsables pour l'amende et les frais de toute infraction à la présente ordonnance dont seraient reconnues coupables les personnes employées à leur service, à moins qu'ils puissent prouver qu'ils n'ont pu empêcher l'infraction.

ART. 11.

Seront passibles des mêmes peines, ceux qui auront facilité la fraude par des documents de complaisance ou de toute autre façon.

ART. 12.

Une ordonnance ultérieure déterminera les conditions dans lesquelles seront tenus les registres et le carnet prévus aux articles 4 et 5.

Les infractions à cette ordonnance seront punies des peines prévues à l'article 10 de la présente ordonnance-loi.

Fait à Astrida, le 28 décembre 1928.

doel of gevolg zal gehad hebben het slijten van alcool aan de inlanders toe te laten of te vergemakkelijken.

De alcoolische vloeistoffen en de distilleertoestellen die het voorwerp der inbreuk uitmaken of gediend hebben om ze te begaan, zullen daarenboven aangeslagen en verbeurd worden. De bazen en verkoopers zijn verantwoordelijk voor de boete en kosten van elke inbreuk tegen de huidige verordening-wet waarvan zullen schuldig erkend worden de personen in hunnen dienst, tenzij zij kunnen bewijzen dat zij de inbreuk niet hadden kunnen beletten.

ART. 11.

Worden aan dezelfde straffen onderworpen, deze die bij wege van valsche bewijsstukken of op alle andere wijze het bedrog zullen vergemakkelijkt hebben.

ART. 12.

Eene verdere verordening zal de regelen vaststellen overeenkomstig dewelke het bij artikelen 4 en 5 voorziene register en boekje hoeven gehouden te worden.

De inbreuken tegen die verordening zullen gestraft worden met de straffen voorzien bij het artikel 10 van tegenwoordige verordening-wet.

Gedaan te Astrida, den 28n December 1928.

MARZORATI.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 1929.

Gegeven te Brussel, den 8n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

MODÈLE DU REGISTRE.

Registre des entrées et sorties de boissons alcooliques et solutions diverses à base d'alcool.

ENTRÉES . . . . . .(*)

DATE	QUANTITÉ	LITRAGE	PIÈCE JUSTIFICATIVE

Exemples:

Janvier '14	1 c/12 bouteilles	9. L.	Fact. R. F. à .....
Mars 26	1 c/12 bouteilles	9. L.	Permis importation N°..... du..... bureau..... de.....

SORTIES

DATE	QUANTITÉ	LITRAGE	PIÈCE JUSTIFICATIVE

Exemples:

Janvier 16	3 bouteilles	2.25 L.	M. M. F., agent colonie.
Mars 19	3 bouteilles	1.50 L.	Bon de commande de M. X., agent commercial à .....

(*) Spécification : du produit (exemples) 1/ Eau de Cologne, 2/ alcool de menthe, 3/ anisette, etc.

MODEL VAN REGISTRER.

Register van den in- en uitgang van alcoolische dranken en verscheiden oplossingen met alcool als basis.

INGANG ... . (*)

DATUM	HOEVEELHEID	INHOUD	BEWIJSSTUK

Voorbeelden:

Januari 14	1 k/12 flesschen	9 L.	Factuur R. broeders te.....
Maart 26	1 k/12 flesschen	9 L.	Vergunning van invoer Nr ..... bureel.....

UITGANG

DATUM	HOEVEELHEID	INHOUD	BEWIJSSTUK

Voorbeelden:

Januari 16	3 flesschen	2 L. 25	Ontvangen Mr. F.... beambte der Kolonie te .....
Maart 19	3 flesschen	1 L. 50	Bestellingsbon M. X., handelsagent te .....

(*) Aanduiding van het product (voorbeelden) : 1/ Eau de Cologne, 2/ alcool de menthe, 3/ anisette, etc.

MODÈLE DU CARNET.

DATE	QUANTITÉ	LITRAGE	ESPÈCE	FOURNISSEUR
Exemples :				
1928 Janvier 7	3 bouteilles	2 L. 25	Cognac	Société X.... à.....
Janvier 14	1 bouteille	0 L. 75	Kummel	Maison Y.... à.....

MODEL VAN HET BOEKJE.

DATUM	HOEVEELHEID	INHOUD	SOORT	LEVERANCIER
Voorbeelden:				
1928 Januari 7	3 flesschen	2 L. 25	Cognac	Vennootschap X.... aan .....
Januari 14	1 flesch	0 L. 75	Kummel	Huis Y ..... aan .....

Statut des fonctionnaires et agents. — Gratuité des soins médicaux accordés aux fonctionnaires et agents de la Colonie, ainsi qu'à leurs familles. (A. R. du 7 mai 1929).

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Statuut voor de ambtenaren en beambten. — Geneeskundige zorgen kosteloos verleend aan de ambtenaren en beambten der Kolonie en aan hunne familiën. (K. B. van 7 Mei 1929).

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les soins médicaux et chirurgicaux et les médicaments sont accordés gratuitement, pendant leur séjour au Congo, aux femmes et aux enfants des fonctionnaires et agents qui ont été autorisés à se faire accompagner ou rejoindre par eux en Afrique. Il en est de même pour les soins dentaires, les prothèses exceptées.

Les mêmes soins et les médicaments sont accordés gratuitement en Belgique, aux fonctionnaires et agents en congé, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants ayant séjourné au Congo, lorsque ces soins sont dûs pour des maladies résultant du séjour en Afrique.

ART. 2.

Les fonctionnaires et agents en congé résidant à l'étranger et le personnel se rendant dans la Colonie ou rentrant en Europe, par une voie autre que celle de Boma, peuvent bénéficier du remboursement de tout ou partie des frais qu'ils ont dû supporter pour soins médicaux et chirurgicaux et achats de médicaments, pour eux, leurs femmes et leurs enfants. A cet effet, ils doivent produire des pièces justificatives dont le bien-fondé est déterminé par le service d'Hygiène du Département ou celui de la Colonie.

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies en Belgique

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De genees- en heelkundige zorgen, evenals de geneesmiddelen, worden kosteloos aan de vrouw en kinderen der ambtenaren en beambten, tijdens hun verblijf in Congo, verleend, in zooverre deze laatsten de toelating ontvingen zich door hen in Afrika te laten vergezellen of te doen vervoegen. Hetzelfde geldt voor het verzorgen der tanden, met uitzondering der prothesis.

Dezelfde zorgen en de geneesmiddelen worden, in België, kosteloos verleend aan de met verlof zijnde ambtenaren en beambten alsmede aan hunne kinderen die in Congo verbleven, indien deze zorgen moeten gegeven worden voor ziekten welke uit het verblijf in Afrika ontstonden.

ART. 2.

De met verlof zijnde ambtenaren en beambten die in den vreemde verblijven, en het personeel dat zich naar de Kolonie begeeft of naar Europa, langs eenen anderen weg dan over Boma, terugkeert, kunnen de terugbetaling genieten van het geheel of een deel der kosten die zij te dragen hadden voor genees- en heelkundige zorgen en voor het aankoopen van geneesmiddelen, voor hun zelf, voor hunne vrouw en kinderen. Zij moeten, te dien einde, bewijsstukken leveren, waarvan de gegrondheid door den Gezondheidsdienst van het Departement of door dezen der Kolonie bepaald wordt.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën in België,

et le Gouverneur Général au Congo, déterminent les conditions dans lesquelles les soins prévus aux articles 1 et 2 ci-dessus, sont accordés.

ART. 4.

Les dépenses faites à ce jour pour paiement des soins et médicaments dont il est question aux articles 1 et 2 ci-dessus, sont régularisées par le présent arrêté.

ART. 5.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1929.

en de Algemeen Gouverneur in Congo, bepalen de voorwaarden waarin de bij artikelen 1 en 2 hierboven voorziene zorgen verleend worden.

ART. 4.

De uitgaven welke tot op heden gedaan werden tot het betalen der zorgen en geneesmiddelen waarvan bij artikelen 1 en 2 hierboven sprake, worden bij tegenwoordig besluit geregeld.

ART. 5.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel den 7n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister. Minister van Koloniën,

Gouvernement général. — Règlement organique.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi sur le Gouvernement du Congo Belge ;

Revu Notre arrêté du 28 juillet 1914, organique de l'Administration de la Colonie, modifié par Nos arrêtés des 6 juillet 1922 et 11 novembre 1926 ;

Algemeen Bewind. — Reglement tot inrichting.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien de wet op het beheer van Belgisch-Congo ;

Herzien Ons besluit van 28 Juli 1924, houdende inrichting van het Beheer der Kolonie, gewijzigd door Onze besluiten van 6 Juli 1922 en 11 November 1926 :

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 12 et 16 de Notre arrêté du 28 juillet 1914, organique de l'administration de la Colonie, sont remplacés par les dispositions suivantes :

ART. 12. — Indépendamment des fonctionnaires supérieurs, mentionnés à l'article 9, l'administration centrale du Gouvernement Général comprend :

Le Commandement de la Force publique ;

La Direction générale des Affaires indigènes et de la Main-d'œuvre ;

La Direction générale du Personnel ;

La Direction générale des Affaires Economiques ;

La Direction générale des Finances ;

La Direction générale des Douanes ;

La Direction générale des Postes et Télégraphes.

Dans la mesure où les services l'exigent, le Gouverneur Général peut créer des directions dans les directions générales.

Les attributions des chefs de service et des fonctionnaires supérieurs qui composent son administration centrale sont réglés par le Gouverneur général dans les limites des lois et règlements.

ART. 16. — Le Gouverneur général est représenté dans chaque province par un Vice-Gouverneur Général, qui prend le titre de Gouverneur de province. Dans la limite des ordonnances d'administration générale prises par le Gouverneur

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten:

ARTIKEL ÉÉN.

Artikelen 12 en 16 uit Ons besluit van 28 Juli 1914, houdende inrichting van het Beheer der Kolonie, worden vervangen door de schikkingen hierna :

ART. 12. — Buiten de bij artikel 9 vermelde hoogere ambtenaren, behelst het Middenbeheer van het Algemeen Beheer :

Het Bevelhebberschap over de Landmacht ;

Het Algemeen Bestuur van de Inlandsche zaken en van den Arbeid ;

Het Algemeen Bestuur van het Personeel ;

Het Algemeen Bestuur der Economische zaken ;

Het Algemeen Bestuur van Financiën ;

Het Algemeen Bestuur der Douanen ;

Het Algemeen Bestuur der Posterijen en Telegrafen.

In de mate waarin de diensten zulks vereischen, kan de Algemeen Gouverneur Besturen in de Algemeene Besturen tot stand brengen.

De bevoegdheden der dienstoversten en der hoogere ambtenaren die zijn middenbeheer uitmaken, worden, binnen de perken der wetten en reglementen, door den Algemeen Gouverneur geregeld.

ART. 16. — In iedere provincie wordt de Algemeen Gouverneur door een Onderalgemeen Gouverneur vertegenwoordigd, die den titel voert van Provincie-Gouverneur. In zijne provincie, oefent deze, bij middel van verordeningen en binnen

général, il exerce, par voie d'ordonnances, le pouvoir exécutif dans sa province.

Le Gouverneur de province est assisté d'un ou de deux commissaires généraux.

Les services du Gouvernement provincial comprennent un Secrétariat, un Service administratif de la Justice, un Service des Affaires indigènes et de la Main-d'œuvre, un Service des Finances, une Conservation des Titres fonciers, un service des Travaux publics, un service de l'Enseignement, un Service de l'Hygiène, un Service de l'Agriculture et des Forêts ; si le Gouverneur général le décide, un service des Douanes et un service des Affaires Economiques.

Dans le cas où le Gouverneur Général crée des directions dans les Directions générales de son administration centrale, il peut également créer au gouvernement provincial des services correspondants.

Ces services fonctionnent suivant un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouverneur Général.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 mai 1929.

de perken der door den Algemeen Gouverneur uitgevaardigde verordeningen van Algemeen beheer, de uitvoerende macht uit.

De Provincie-Gouverneur wordt door één of twee Algemeen Commissarissen bijgestaan.

De diensten van het Provinciaal Beheer behelzen : een Secretariaat, een Beheerdienst van het Rechtswezen ; een Dienst van de Inlandsche Zaken en van den Arbeid ; een Dienst van Financiën, eene Bewaring der Grondtitels ; een Dienst der Openbare werken ; een Dienst van het Onderwijs ; een Dienst van de Volksgezondheid ; een Dienst van den Landbouw en van het Boschwezen, en, indien de Algemeen Gouverneur zulks beslist, een Dienst der Douanen en een Dienst der Economische Zaken.

In geval de Algemeen Gouverneur besturen tot stand brengt in de Algemeene besturen van zijn middenbeheer, kan hij eveneens in het provinciaal beheer overeenstemmende diensten stichten.

Deze diensten werken luidens een door den Algemeen Gouverneur goedgekeurd reglement van inwendige orde.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 7n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Postes. — Tarif du transport aérien.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret du 20 janvier 1921,

Revu les arrêtés ministériels du 30 juillet 1921, des 20 mai et 22 novembre 1927 et du 30 avril 1928.

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les objets de correspondance de toute nature déposés dans la colonie à destination de l'intérieur et de l'étranger sont passibles pour le transport aérien, au Congo Belge, des surtaxes ci-après :

a) lettres, 1 fr. 50 par 20 grammes ou fraction de 20 grammes ;

b) cartes postales et mandats poste internationaux, 1 fr. 50 par objet ;

c) journaux servis directement par les éditeurs, 50 centimes par 100 grammes ou fraction de 100 grammes ;

d) autres objets, 50 centimes par 50 grammes ou fraction de 50 grammes.

ART. 2.

Les envois déclarés à la valeur ne sont pas admis au transport aérien.

ART. 3.

Les arrêtés ministériels du 22 novembre 1927, du 30 avril 1928 sont abrogés.

Posterijen. — Tarif van het luchtververvoer.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het decreet van 20 Januari 1921,

Herzien de ministerieele besluiten van 30 Juli 1921, van 20 Mei en 22 November 1927, en van 30 April 1928.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De in de kolonie ter bestemming van het binnen- en het buitenland neergelegde briefwisselingsvoorwerpen van allen aard zijn, voor het luchtvervoer, in Belgisch-Congo, aan de hiernavolgende bijtaksen onderworpen ;

a) brieven, 1 fr. 50 per 20 gram of deel van 20 gram ;

b) postkaarten en internationale postmandaten, 1 fr. 50 per voorwerp ;

c) dagbladen rechtstreeks door den uitgever afgeleverd, 50 centiem per 100 gram of deel van 100 gram ;

d) andere voorwerpen, 50 centiem per 50 gram of deel van 50 gram.

ART. 2.

De naar de waarde verklaarde verzendingen worden tot het luchtvervoer niet toegelaten.

ART. 3.

De ministerieele besluiten van 22 November 1927, van 30 April 1928 zijn afgeschaft.

ART. 4.

Le Gouverneur Général du Congo Belge est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le 1er juillet 1929.

Bruxelles, le 21 mai 1929.

ART. 4.

De Algemeen Gouverneur van Belgisch Congo is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit dat op 1 Juli 1929, zal in voege treden.

Brussel, den 21n Mei 1929.

HENRI JASPAR.

Postes. — Franchise postale.

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES.

Vu le décret postal du 20 janvier 1921 ;

Revu l'arrêté ministériel du 20 janvier 1923.

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions de l'article 37 de l'arrêté ministériel du 20 janvier 1923 relatives à la franchise postale accordée aux particuliers pour les correspondances adressées aux fonctionnaires supérieures en mission d'inspection sont étendues aux fonctionnaires de tout rang en mission d'inspection.

ART. 2.

Le gouverneur général est chargé de

Posterijen. — Postvrijdom.

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het postdecreet van 20 Januari 1921 ;

Herzien het ministerieel besluit van 20 Januari 1923 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De schikkingen uit artikel 37 van het ministerieel besluit van 20 Januari 1923, betrekkelijk het aan particulieren te verleenen portvrijdom voor de briefwisselingen welke gericht worden tot de op toezicht zending zijnde hooge ambtenaren, worden tot alle op toezichtszending zijnde ambtenaren van allen rang uitgebreid.

ART. 2.

De Algemeen Gouverneur is belast met

l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur dès sa publication.

Bruxelles, le 21 mai 1929.

de uitvoering van het tegenwoordig besluit, dat vanaf zijne bekendmaking in voege zal treden.

Brussel, den 21 Mei 1929.

HENRI JASPAR.

Rectification.

—

A la page 190 du Bulletin Officiel, année 1929, 1re partie, no 3, du 15 mars lire à la 15e ligne de chiffres 14.244 — 12 et 18 au lieu de 14.244 — 12 à 18 ; à la 18e ligne : 20.037 — 18 et 20 au lieu de 20.037 — 18 à 20; à la 31e ligne: 61.555 — 1 à 7 — sept — 7 au lieu de 61.555 — 1 à 7, sept — 1.

A la page 192 du même Bulletin, à la 30e ligne de chiffres : lire 148.784 — 5 et 8 au lieu de 148.784 — 5 à 8.

Terechtwijzing.

—

Bladzijde 190 van het Ambtelijk Blad, jaar 1929, 1ste deel, nr 3, van 15 Maart, leze men, op de 15e lijn met cijfers : 14.244 — 12 et 18 in plaats van 14.244 — 12 à 18 ; op de 18e lijn : 20.037 — 18 et 20, in plaats van 20. 037 — 18 à 20 ; op de 31e lijn : 61.555 — 1 à 7 — sept — 7 in plaats van 61.555 — 1 à 7 — sept — 1.

Op bladzijde 192 van hetzelfde Blad, op de 30e lijn met cijfers, leze men : 148.784 — 5 et 8, in plaats van 148.784 — 5 à 8.

22e ANNÉE, No 7
15 Juillet. 1929

22e JAARGANG, Nr 7
15 Juli.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
Arrangement additionnel à l'accord commercial du 23 février 1928 entre l'Union Economique belgo-luxembourgeoise et la France	688
Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles le 1er décembre 1924. — Adhésions du Maroc et de l'Islande	690-691
Convention postale universelle, avec protocole final, Règlement et Protocole final y relatif, signée à Stockholm, le 28 août 1924. — Adhésion de l'Irak	690
8 octobre 1928. — A. R. — Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications	706
12 février 1929. — A. R. — Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications	706
11 mai 1926. — A. R. — Modification à l'arrêté royal du 7 novembre 1927 organique du Comité du portefeuille	711

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz
Aanvullende schikking bij het Handelsakkoord van 23 Februari 1928 tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Frankrijk	688
Internationale schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, getoekend te Brussel, den 1n December 1924. — Toetredingen van Marocco en van IJsland	690-691
Wereldpostovereenkomst met Slot-Protocol, Reglement en Slot-Protocol dat daarop betrekking heeft, geteekend te Stockholm, den 28n Augustus 1924. — Toetreding van Irak	690
8 October 1928. — K. B. — Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen	706
12 Februari 1929. — K. B. — Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen	706
11 Mei 1929. — K. B. — Wijziging aan het koninklijk besluit van 7 November 1927 tot inrichting van het Comiteit der Portefeuille	711

5. 8 29.

Dates.	Pages.
25 mai 1929. — L. — Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes Téléphones et éAronautique. — Loi autorisant la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne à augmenter son capital et à modifier ses statuts.	691
6 juin 1929. — D. — Droits d'entrée . .	713
7 juin 1929. — D. — Décret modifiant le taux du cautionnement prévu pour les immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou pour les personnes autorisées à entrer temporairement dans la Colonie	714
7 juin 1929. — A. R. Terres. — Modification de l'article premier de l'arrêté royal du 3 décembre 1923	721
10 juin 1929. — D. — Textes de la loi pénale du Congo Belge applicables dans le territoire sous mandat	716
10 juin 1929. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification au tableau-annexe. — Service des finances	709
18 juin 1929. — D. — Statut des magistrats. Indemnité de prolongation	707
28 juin 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi n° 1/j, du 22 janvier 1929, de M le Gouverneur du Ruanda-Urundi, déterminant les textes répressifs du Congo Belge applicables au Ruanda-Urundi	716
28 juin 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au statut des magistrats	707
28 juin 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant le taux du cautionnement prévu pour les immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou pour les personnes autorisées à entrer temporairement dans la Colonie	714

Dagteekeningen.	Bladz.
25 Mei 1929. — W. — Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart. — Wet waarbij de Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer er toe gemachtigd wordt haar kapitaal te verhoogen en haar statuten te wijzigen	691
6 Juni 1929. — D. — Inkomende rechten .	713
7 Juni 1929. — D. — Decreet houdende wijziging aan het bedrag van den borgtocht welke voorzien is voor de inwijkelingen die van geen werkcontract voorzien zijn, of voor de personen die gerechtigd werden tijdelijk op het grondgebied der Kolonie te komen.	714
7 Juni 1929. — K. B. - Gronden. - Wijziging van artikel één uit het koninklijk besluit van 3 December 1923	721
10 Juni 1929. — D. — Teksten uit de strafwet van Belgisch-Congo, welke in de onder mandaat geplaatste grondgebieden toepasselijk zijn	716
10 Juni 1929. — K. B. — Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging aan de bijbehoorende tabel. — Dienst der Financiën . . .	709
18 Juni 1929. — D. — Statuut der magistraten. — Vergoeding voor dienstverlenging	709
28 Juni 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van verordening-wet nr 1/j, van 22 Januari 1929, van den heer Gouverneur van Ruanda-Urundi tot vaststelling der beteugelende teksten van Belgisch-Congo welke in Ruanda-Urundi toepasselijk zijn . .	716
28 Juni 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betreffende het statuut der magistraten	707
28 Juni 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende wijziging aan het bedrag van den borgtocht welke voorzien is voor de inwijkelingen die van geen werkcontract voorzien zijn, of voor de personen die gerechtigd werden tijdelijk op het grondgebied der Kolonie te komen	714

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
28 juin 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant le tarif des droits d'entrée sur le sel en vrac et le soufre brut	712	28 Juni 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot wijziging van het tarief der inkomende rechten op los zout en ruw solfer	712
28 juin 1929. — A. R. — Comité National du Kivu. — Modifications au règlement général sur la vente et la concession des terres. — Approbation . .	723	28 Juni 1929. — K. B. — Nationaal Comiteit van Kivu. — Wijzigingen aan het algemeen reglement op den verkoop en de vergunning der gronden. — Goedkeuring	723
2 juillet 1929. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire. — Revision . .	729	2 Juli 1929. — K. B. — Statut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening	729

Arrangement additionnel à l'Accord commercial du 23 février 1928 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France.

Le Gouvernement Belge, agissant tant en son nom qu'au nom du Grand Duché de Luxembourg, et le Gouvernement de la République Française, ont conclu le 28 mars 1929 un arrangement additionnel à l'accord commercial entre l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et la France du 23 février 1928.

Les dispositions suivantes intéressent la colonie du Congo Belge et le territoire du Ruanda-Urundi.

ART. 18.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise seront admis dans les colonies, possessions et protectorats de la France au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du Congo Belge et du territoire du Ruanda-Urundi seront admis sur le territoire douanier français, ainsi que dans les colonies, possessions et protectorats de la France au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

ART. 19.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier français seront admis au Congo

Aanvullende Schikking bij het Handelsakkoord van 23 Februari 1928 tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Frankrijk.

De Belgische Regeering, handelend zoowel in haren eigen naam als uit naam van het Groothertogdom Luxemburg, en de Regeering van de Fransche Republiek hebben, op 28 Maart 1929, eene bijkomende schikking aan het handelsakkoord tusschen het Belgisch-Luxemburgsch Economisch Verbond en Frankrijk van 23 Februari 1928, gesloten.

Volgende bepalingen hebben betrekking op de kolonie Belgisch-Congo en het Ruanda-Urundi gebied.

ART. 18.

De natuurlijke of vervaardigde producten herkomstig uit en komende van de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie zullen in de koloniën, bezittingen en protectoraten van Frankrijk de behandeling der meest begunstigde natie genieten.

De natuurlijke of vervaardigde producten herkomstig uit en komende van Belgisch-Congo en van het grondgebied Ruanda-Urundi zullen op het Fransche tolgebied, alsmede in de koloniën, bezittingen en protectoraten van Frankrijk de behandeling der meestbegunstigde natie genieten.

ART. 19.

De natuurlijke of vervaardigde producten herkomstig uit en komende van het Fransche tolgebied, zullen in Bel-

Belge au bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des colonies, possessions, protectorats et territoires sous mandat de la France bénéficieront, sur le territoire de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise ainsi qu'au Congo Belge, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

ART. 20.

L'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas l'Union Belgo-Luxembourgeoise à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que la France accorde ou accorderait, sur son territoire douanier, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français ou que les colonies et protectorats français accordent ou accorderaient à la France, aux colonies, protectorats et pays sous mandat français.

De même, l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée n'autorise pas la France à réclamer le bénéfice des avantages préférentiels que l'Union Belgo-Luxembourgeoise accorde ou accorderait sur son territoire douanier, au Congo Belge et au territoire du Ruanda-Urundi.

gisch-Congo de behandeling der meestbegunstigde natie genieten.

De natuurlijke of vervaardigde producten herkomstig uit en komende van de koloniën, bezittingen, protectoraten en grondgebieden onder mandaat van Frankrijk, zullen op het grondgebied van de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie, alsmede van Belgisch-Congo, de aan de meestbegunstigde natie verleende behandeling genieten.

ART. 20.

De verleening der clausule van meestbegunstiging geeft aan de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie geenszins het recht het genot te eischen van de preferentieele voordeelen die Frankrijk toestaat of zou toestaan, op zijn tolgebied, aan de Fransche koloniën, protectoraten en landen onder mandaat, of die de Fransche koloniën of protectoraten toestaan of zouden toestaan aan Frankrijk, aan de Fransche koloniën, protectoraten en landen onder mandaat.

Zoo ook geeft de verleening der clausule van meestbegunstiging aan Frankrijk geenzins het recht het genot te eischen van de preferentieele voordeelen die de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie toestaat of zou toestaan, op haar tolgebied, aan Belgisch-Congo en aan het grondgebied van Ruanda-Urundi.

Convention postale universelle, avec Protocole final, Règlement et Protocole final y relatif, signée à Stockholm le 28 août 1924 (1). — Adhésion de l'Irak.

—

Par lettre du 29 avril dernier, la Légation de Suisse à Bruxelles à notifié au Ministère des Affaires étrangères l'adhésion de l'Irak, à titre d'État contractant distinct à la Convention postale universelle, signée à Stockholm le 28 août 1924.

Cette adhésion déploie ses effets à partir du 22 avril 1929.

Wereldpostovereenkomst, met Slot-Protocol. Reglement en Slot-Protocol dat daarop betrekking heeft, geteekend te Stockholm, den 28n Augustus 1924 (1). — Toetreding van Irak.

—

Door een brief van 29 April ll., heeft het Gezantschap van Zwitserland te Brussel aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken kennis gegeven van de toetreding van Irak, als onderscheiden contracteerenden Staat, tot de Wereldpostovereenkomst, geteekend te Stockholm, den 28n Augustus 1924.

Deze toetreding heeft hare uitwerking te rekenen van 22 April 1929.

Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles le 1er décembre 1924. — Adhésion du Maroc.

—

L'ambassade de France, à Bruxelles, a informé le Ministre des Affaires étrangères de ce que, à partir du 10 octobre 1927, le Gouvernement chérifien a adhéré à l'Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924.

Internationale schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1n December 1924. — Toetreding van Marokko.

—

De ambassade van Frankrijk, te Brussel, heeft aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken medegedeeld, dat de Sheriffijnsche Regeering van af 10 October 1927 toegetreden is tot de Internationale schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1n December 1924.

---

(1) Voir Bulletin Officiel, 1925, page 482.

(1) Zie Ambtelijk Blad, 1925, bladz. 482

Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924. — Adhésion de l'Islande.

—

Par une lettre, en date du 20 novembre 1928, la Légation de Danemark à Bruxelles, a notifié au Ministère des Affaires étrangères l'adhésion de l'Islande à l'Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes, signé à Bruxelles le 1er décembre 1924.

Internationale Schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1n December 1924. — Toetreding van IJsland.

—

Door eenen brief gedagteekend van 20 November 1928, heeft het Gezantschap van Denemarken te Brussel, aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken kennis gegeven van de toetreding van IJsland tot de Internationale Schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1n December 1924.

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, MARINE, POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES ET AÉRONAUTIQUE.

—

Loi autorisant la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne à augmenter son capital et à modifier ses statuts (1).

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

MINISTERIE VAN SPOORWEGEN, ZEEWEZEN, POSTERIJEN, TELEGRAFEN, TELEFONEN EN LUCHTVAART.

—

Wet waarbij de Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer er toe gemachtigd wordt haar kapitaal te verhoogen en haar statuten te wijzigen (1).

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

(1) Voir la note à la page suivante.

(1) Zie de nota op de volgende bladzijde.

ARTICLE PREMIER.

La Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne est autorisée à apporter à ses statuts, tels qu'ils ont été approuvés par la loi du 26 avril 1923 et modifiés conformément à l'arrêté royal du 13 octobre 1926 et à la loi du 16 août 1927, les nouvelles modifications énoncées dans le texte ci-annexé.

ART. 2.

La société est autorisée à porter son capital social de dix (10) à vingt (20) millions de francs par l'émission de vingt mille actions privilégiées nouvelles de cinq cents (500) francs chacune et à créer vingt mille (20,000) actions de dividende nouvelles sans désignation de valeur, attribuées titre pour titre aux souscripteurs des actions privilégiées nouvelles.

ART. 3.

L'Etat et la colonie sont autorisés à souscrire chacun le quart de l'augmentation de capital prévue à l'article 2 en

ARTIKEL ÉÉN.

De Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer is er toe gemachtigd de in bijgaanden tekst opgegeven nieuwe wijzigingen aan te brengen in haar statuten, zooals deze bij de wet van 26 April 1923, goedgekeurd en overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 Oktober 1926 en de wet van 16 Augustus 1927, gewijzigd zijn.

ART. 2.

De vennootschap is er toe gemachtigd haar maatschappelijk kapitaal, door uitgifte van twintig duizend nieuwe bevoorrechte aandeelen van vijfhonderd (500) frank elk, van tien (10) op twintig (20) millioen frank te brengen en twintig duizend (20,000) nieuwe dividendaandeelen zonder aanwijzing van waarde uit te geven ; deze laatste aandeelen zullen titel voor titel toegekend worden aan de inschrijvers van de nieuwe bevoorrechte aandeelen.

ART. 3.

De Staat en de kolonie zijn er toe gemachtigd elk voor een vierde van de bij artikel 2 voorziene kapitaalverhooging

---

(1) *Session* 1928-1929.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Projet de loi et exposé des motifs, n° 161. Séance du 19 mars 1929. — Rapport, n° 194. Séance du 17 mars 1929, déposé le 27 mars 1929.

Annales parlementaires. — Discussion et vote Séance du 18 avril 1929.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 155. Séance du 25 avril 1929.

Annales parlementaires. — Discussion et vote. Séance du 25 avril 1929.

(1) *Zittijd* 1928-1929.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Bescheiden. — Wetsontwerp en memorie van toelichting, nr 161. Zitting van 19 Maart 1929. — Verslag, nr 194. Zitting van 17 Maart 1929, neergelegd op 27 Maart 1929.

Handelingen. — Bespreking en aanneming. Zitting van 18 April 1929.

SENAAT.

Bescheiden. — Verslag, nr 155. Zitting van 25 April 1929.

Handelingen. — Bespreking en aanneming. Zitting van 25 April 1929.

usant, par application de l'article 8 des statuts de la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne, du droit de préférence attribué aux actions privilégiées anciennes possédées tant par l'Etat que par la colonie.

ART. 4.

Les crédits, qui d'après les statuts modifiés devront être mis à la disposition de la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne, seront inscrits au budget du Ministère des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et du Ministère des Colonies, chacun pour ce qui les concerne.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1929.

in te schrijven door, bij toepassing van artikel 8 van de statuten der Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer, gebruik te maken van het recht van voorkeur, toegekend aan de oude bevoorrechte aandeelen, die in het bezit zijn zoo van den Staat als van de Kolonie.

ART. 4.

De kredieten die, overeenkomstig de gewijzigde statuten, ter beschikking moeten gesteld worden van de Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer, worden ingeschreven op de begrooting van het Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart en van het Ministerie van Koloniën, elk voor zoover het hem aangaat.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 25n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,

MAURICE LIPPENS.

Le Ministre des Finances,

De Minister van Financiën,

Bon M. HOUTART.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

ANNEXE.

—

Modifications aux statuts de la Société anonyme belge d'Exploitation de la Navigation aérienne.

—

ART. 5 (ancien). Le libeller comme suit :

Lors de la constitution de la société, le 23 mai 1923, le capital social a été fixé à six (6) millions de francs représenté par douze mille actions privilégiées de cinq cents (500) francs chacune. Il existait en outre vingt-quatre mille actions de dividende sans désignation de valeur.

L'assemblée générale des actionnaires, réunie le 16 novembre 1927, a porté le capital à dix (10) millions de francs, représenté par vingt mille actions privilégiées de cinq cents (500) francs chacune. Le nombre d'actions de dividende a été porté de vingt-quatre mille à trente-deux mille.

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires, réunie le 28 juin 1929, a porté le capital à vingt (20) millions de francs, représenté par quarante mille actions privilégiées de cinq cents (500) francs chacune. Le nombre d'actions de dividende a été porté de trente-deux mille à cinquante-deux mille.

Les actions privilégiées remboursées ou amorties seront remplacées par des actions de jouissance qui auront les mêmes droits et avantages que les actions privilégiées, sauf que le premier dividende de six pour cent ne leur sera pas attribué.

BIJLAGE.

—

Wijzigingen in de statuten van de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer.

—

Vroeger artikel 5. Dient gelezen als volgt :

Bij de oprichting van de vennootschap op 23 Mei 1923 werd het maatschappelijk kapitaal bepaald op zes (6) millioen frank, vertegenwoordigd door twaalf duizend preferente aandeelen, elk van vijfhonderd (500) frank. Bovendien bestonden er vier-en- twintig duizend dividendaandeelen zonder waardebepaling.

De algemeene vergadering van de aandeelhouders, gehouden op 16 November 1927, verhoogde het kapitaal tot tien (10) millioen frank, vertegenwoordigd door twintig duizend preferente aandeelen, elk van vijfhonderd (500) frank. Het aantal dividendaandeelen werd van vier en twintig duizend gebracht op twee en dertig duizend.

De algemeene buitengewone vergadering van de aandeelhouders, gehouden op 28 Juni 1929, verhoogde het kapitaal tot twintig (20) millioen frank, vertegenwoordigd door veertig duizend preferente aandeelen, elk van vijfhonderd (500) frank. Het aantal dividendaandeelen werd van twee en dertig duizend gebracht op twee en vijftig duizend.

De terugbetaalde of afgeloste preferente aandeelen worden vervangen door genotaandeelen, waaraan, met uitzondering van het eerste dividend van zes ten honderd, dezelfde rechten en voordeelen worden toegekend als aan de preferente aandeelen.

ART. 6 (ancien), alinéa 5. Le supprimer.

ART. 7 (ancien). Le libeller comme suit :

Les douze mille actions privilégiées primitives ont été souscrites en espèces et ensuite entièrement libérées par les trois fondateurs suivants :

a) L'État belge, représenté par M. le Ministre de la Défense Nationale : cinq mille huit cents actions ;

b) La Colonie, représentée par M. le Ministre des Colonies : deux cents actions;

c) La Société nationale pour l'Etude des Transports aériens : six mille actions.

Douze mille actions de dividende ont été attribuées, titre pour titre, aux souscripteurs de ces actions privilégiées.

En 1927, quatre mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces et ensuite entièrement libérées par la Colonie qui a reçu quatre mille actions de dividende ; quatre mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces et ensuite entièrement libérées par la Société nationale pour l'Etude des Transports aériens qui a reçu quatre mille actions de dividende.

En 1929, cinq mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces par l'Etat Belge qui a reçu cinq mille actions de dividende ; cinq mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces par la Colonie qui a reçu cinq mille actions de dividende ; dix mille actions privilégiées ont été souscrites en espèces par la Société nationale pour l'Etude des Transports aériens

Vroeger artikel 6, 5e lid. Doorhalen.

Vroeger artikel 7. Dient gelezen als volgt :

Voor de twaalf duizend oorspronkelijke preferente aandeelen werd, tegen betaling in geld ingeschreven door de volgende oprichters, welke de aandeelen vervolgens hebben volgestort :

a) De Belgische Staat, vertegenwoordigd door den heer Minister van Landsverdediging : vijf duizend achthonderd aandeelen ;

b) De Kolonie, vertegenwoordigd door den heer Minister van Koloniën, tweehonderd aandeelen ;

c) De Nationale Maatschappij voor de studie van het Luchtverkeer : zes duizend aandeelen.

Aan de inschrijvers van die preferente aandeelen werden, titel voor titel, twaalf duizend dividendaandeelen toegekend.

In 1927 schreef de Kolonie, tegen betaling in geld, in voor vier duizend preferente aandeelen, stortte vervolgens dezer volledig bedrag en ontving vier duizend dividendaandeelen ; schreef de Nationale Maatschappij tegen betaling in geld, in voor vier duizend preferente aandeelen, stortte vervolgens dezer volledig bedrag en ontving vier duizend dividendaandeelen.

In 1929 schreef de Belgische Staat, tegen betaling in geld, in voor vijf duizend preferente aandeelen en ontving vijf duizend dividendaandeelen ; schreef de Kolonie, tegen betaling in geld, in voor vijf duizend preferente aandeelen en ontving vijf duizend dividendaandeelen ; schreef de Nationale Maatschappij voor de studie van het Luchtverkeer, tegen

qui a reçu dix mille actions de dividende.

Sur chacune de ces dernières vingt mille actions privilégiées, il a été fait, pour compte et au profit de la société, ce déclaré et reconnu par les comparants, un versement de quarante pour cent, soit ensemble la somme de quatre (4) millions de francs.

Les versements ultérieurs à effectuer sur ces actions seront déterminés par le conseil d'administration qui en fixera l'époque et le montant.

L'actionnaire qui, après un préavis de quinze jours, signifié par lettre recommandée, sera en retard de satisfaire à cette obligation, devra verser à la société les intérêts calculés à six pour cent l'an à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le conseil d'administration pourra, en outre, après un second avis, resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres en Bourse, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû et des dommages-intérêts éventuels.

Le conseil d'administration peut autoriser les actionnaires à libérer leurs titres par anticipation. Dans ce cas, il détermine les conditions auxquelles les versements anticipatifs sont admis.

Au cas où l'Etat belge et la colonie cesseraient d'être actionnaires par la réalisation de la totalité des actions qui leur sont attribuées, toutes les dispositions des présents statuts dérogeant au droit commun en matière de société anonyme, seront caduques.

betaling in geld, in voor tien duizend preferente aandeelen en ontving tien duizend dividendaandeelen.

Op elk van die laatste twintig duizend preferente aandeelen werd, voor rekening en ten bate van de vennootschap, als verklaard en erkend door verschijnenden, een bedrag gestort van veertig ten honderd, zijnde, voor het geheel, vier (4) millioen frank.

Over verdere stortingen op die aandeelen beslist de raad van beheer, die het tijdstip en het bedrag er van bepaalt.

De aandeelhouder die, vijftien dagen van te voren per aangeteekenden brief verwittigd, niet tijdig aan die verplichting voldoet, is, te rekenen van den dag der opvorderbaarheid van de storting, aan de vennootschap interest verschuldigd tegen zes ten honderd 's jaars.

Bovendien kan de raad van beheer, na een tweede kennisgeving, waaraan binnen een maand geen gevolg werd gegeven, den aandeelhouder van zijn rechten vervallen verklaren en zijn titels op de beurs doen verkoopen, zulks onverminderd het recht van hem het nog verschuldigde en gebeurlijk schadeloosstelling te vorderen.

De raad van beheer kan de aandeelhouders er toe machtigen op hun titels vervroegde stortingen te doen. In dit geval bepaalt hij onder welke voorwaarden de vervroegde stortingen aangenomen worden.

In geval de Belgische Staat en de Kolonie ophouden aandeelhouder te zijn, door dat zij al de hun toegekende aandeelen van de hand hebben gedaan, vervallen al de bepalingen van deze statuten, die afwijken van het gemeenrecht in zake naamlooze vennootschappen.

ART. 10 (ancien). Après le cinquième alinéa ajouter :

c) La société pourra émettre, avec l'autorisation des Ministres des Finances et des Colonies, des obligations hypothécaires ou autres, dont les services d'intérêt et de remboursement seront garantis solidairement par l'Etat et la Colonie, intervenant chacun pour la moitié du capital de ces obligations.

Le produit de l'émission des obligations faisant l'objet de cette garantie sera réservé à l'acquisition des appareils à propulsion aérienne, nécessaires à la liaison Belgique-Congo, ainsi que des approvisionnements initiaux habituels en pièces de rechange pour ces appareils.

ART. 10 (ancien). Intituler les littéras :

c), d), e) respectivement *d), e), f).*

ART. 33 (ancien). Le libeller comme suit :

A. *Exploitations au Congo.*

La société assurera par priorité sur les lignes régulières qu'elle exploitera au Congo Belge les transports du gouvernement et des diverses administrations de la colonie, à concurrence des huit dixièmes de la capacité disponible par voyage régulier d'appareil à propulsion aérienne dans chaque sens, pendant chacune des années mil neuf cent vingt-huit à mil neuf cent trente-sept inclusivement.

La société sera, d'autre part, tenue d'effectuer un nombre minimum annuel de voyages d'appareils à propulsion aérienne dans chaque sens. Ce minimum sera fixé par la colonie pour chacune des

Vroeger artikel 10. Na het vijfde lid, invoegen ;

c) De vennootschap mag, met de toelating van de Ministers van Financiën en van Koloniën, hypothecaire of andere obligatiën uitgeven, waarvan de interestuitkeering en de terugbetaling solidair gewaarborgd worden door den Staat en de Kolonie, die elk voor de helft van het kapitaal dier obligatiën tusschen beide komen.

De opbrengst van de uitgifte der obligatiën, waarvoor die waarborg wordt gegeven, wordt besteed voor den aankoop van de voor de verbinding België-Congo noodige luchtvaartuigen en van de gebruikelijke aanvangsvoorraden verwisselstukken voor die toestellen.

Vroeger artikel 10. De littera's :

c), d), e) worden onderscheidelijk littera's *d), e), f).*

Vroeger artikel 33. Dient gelezen als volgt :

A. *Diensten in Congo.*

De vennootschap verzekert bij voorrang, gedurende elk van de jaren negentienhonderd acht en twintig tot en met negentienhonderd zeven en dertig, op de regelmatige lijnen, door haar in Belgisch-Congo geëxploiteerd, het vervoer voor rekening van de regeering en van de verschillende beheeren van Congo, zulks tot het acht tiende van het bij elke regelmatige reis met een luchtvaartuig in elke richting beschikbaar laadvermogen.

Van den anderen kant is de vennootschap gehouden ieder jaar, in elke richting, een minimum aantal reizen met luchtvaartuigen af te leggen. Dit minimum wordt, voor elke van de door de vennoot-

lignes régulières exploitées par la société et la répartition de ces voyages au cours de l'année sera déterminée pour chacune des lignes exploitées d'un commun accord entre la colonie et la société. La capacité disponible des appareils à propulsion aérienne à mettre en service sur ces lignes sera fixée d'un commun accord entre la colonie et la société.

Pour chaque voyage d'appareil à propulsion aérienne imposé par la colonie à la société, par application de l'alinéa qui précède, et pour chaque voyage supplémentaire d'appareil demandé par la colonie au delà du minimum imposé par elle, la colonie garantira à la société la recette, calculée d'après les tarifs en vigueur, correspondant aux huit dixièmes de la capacité disponible par voyage d'appareil dans chaque sens. Cette recette garantie sera toutefois diminuée de la recette procurée par les tiers qui se substitueraient à la colonie en utilisant effectivement en tout ou en partie, le tonnage disponible réservé par priorité à la colonie.

La colonie paiera mensuellement à la société le prix des transports du gouvernement et des diverses administrations de la colonie, compte étant éventuellement tenu des garanties fixées par l'alinéa qui précède, sur la base des tarifs applicables aux particuliers.

Ces tarifs seront fixés et modifiés chaque fois qu'il sera nécessaire, d'un commun accord entre la société et la colonie, de telle façon que les recettes, provenant tant du gouvernement que des particuliers, couvrent au minimum toutes les

schap geëxploiteerde regelmatige lijnen, door de Kolonie bepaald en die reizen, voor elk van de geëxploiteerde lijnen, in gemeen overleg tusschen de Kolonie en de vennootschap over den duur van het jaar verdeeld. Het beschikbaar laadvermogen van de op die lijnen in dienst te brengen luchtvaartuigen wordt in gemeen overleg tusschen de Kolonie en de vennootschap bepaald.

Voor elke reis van een luchtvaartuig, door de Kolonie aan de vennootschap opgelegd bij toepassing van voorgaand lid, en voor elke bijkomende reis van een luchtvaartuig, door de Kolonie boven het door haar opgelegd minimum aangevraagd, waarborgt de Kolonie aan de vennootschap de volgens de van kracht zijnde tarieven berekende ontvangst, voor het acht tiende van het beschikbaar laadvermogen per reis van een luchtvaartuig in elke richting. Die gewaarborgde ontvangst wordt evenwel verminderd met de ontvangst aangebracht door derden die in de plaats van de Kolonie de bij voorrang voor de Kolonie voorbehouden beschikbare tonnemaat geheel of gedeeltelijk werkelijk benuttigen.

De Kolonie betaalt maandelijks aan de vennootschap op grond van de tarieven toepasselijk op particulieren, den prijs van het vervoer voor de regeering en de verschillende beheeren van de Kolonie, in voorkomend geval rekening gehouden met de bij voorgaand lid voorziene waarborgen.

Die tarieven worden in gemeen overleg tusschen de vennootschap en de Kolonie vastgesteld en gewijzigd telkens als zulks noodig is, zoodat de ontvangsten, voortkomende zóó van de regeering als van de particulieren, ten minste al de hoe ook

dépenses quelconques incombant aux exploitations de la société au Congo Belge, y compris les charges obligatoires incombant éventuellement à la Colonie par application de l'article 10 des statuts et les amortissements normaux du matériel affecté à ces exploitations, ainsi qu'une rémunération de six pour cent l'an (6 p. c.) de la partie du capital social investi dans ces exploitations.

Si la colonie imposait à la société une réduction des tarifs que celle-ci aurait proposée sur les bases indiquées ci-dessus, le déficit éventuel, compte tenu de la rémunération de six pour cent l'an (6 p. c.) de la partie du capital social investi dans les exploitations de la société au Congo Belge et résultant en fin d'exercice social de cette réduction sera couvert par la Colonie. La Colonie en versera le montant à la société dans les trente jours de la demande de celle-ci.

Le montant sera porté au bilan à titre de simple écriture d'ordre, sous la rubrique « compte statutaire Colonie ». Ce compte sera amorti au moyen des bénéfices ultérieurs, comme il est dit à l'article 34.

Les prescriptions des alinéas précédents du présent article ne s'appliquent pas aux transports effectués sur le territoire de la Colonie pour l'exploitation de la liaison aérienne Belgique-Congo.

—

genaamde uitgaven dekken welke ten laste komen van de exploitatiën van de vennootschap in Belgisch Congo, met inbegrip van de obligataire lasten, die in voorkomend geval bij toepassing van artikel 10 der statuten ten laste van de Kolonie vallen, en van de normale afschrijvingen van het voor die exploitatiën bestemd materieel, alsmede van een looning tegen zes ten honderd 's jaars (6 t. h.) van het in die exploitatiën belegd gedeelte van het maatschappelijk kapitaal.

Legt de Kolonie aan de vennootschap een vermindering op van de tarieven welke deze op voormelde grondslagen heeft voorgesteld, dan wordt het gebeurlijk tekort, ingevolge die vermindering op het einde van het maatschappelijk dienstjaar bevonden, rekening gehouden met de looning tegen zes ten honderd 's jaars (6 t h.) van het in de exploitatiën van de vennootschap in Belgisch-Congo belegd gedeelte van het maatschappelijk kapitaal door de Kolonie gedekt. De Kolonie stort het bedrag er van bij de vennootschap binnen de dertig dagen na dezer aanvraag.

Het bedrag wordt in de balans als eenvoudige orderpost geboekt, onder de rubriek : « Statutaire rekening Kolonie ». Die rekening wordt door middel van de latere winsten afgelost zooals in artikel 34 gezegd is.

De voorschriften van de voorgaande alinea's van dit artikel zijn niet van toepassing op het vervoer, over het grondgebied der Kolonie gedaan voor de exploitatie van de luchtverbinding België-Congo.

—

B. *Exploitations d'Europe.*

L'État, représenté par M. le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, alloue à la société, pour les exercices sociaux mil neuf cent vingt-neuf à mil neuf cent trente-sept inclusivement, un subside global dont le total ne pourra dépasser deux cent trente-quatre (234) millions de francs, y compris les charges obligataires incombant à l'État par application de l'article 10, littéra *a*, des présents statuts.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique fixera par arrêté, avant la fin du mois de novembre de chaque année et pour l'exercice suivant, sur la base du programme d'exploitation diurne et nocturne proposé par la société et approuvé par lui, le subside total accordé par l'État pour cet exercice en fonction du prix de revient de la tonne-kilomètre mise à la disposition des chargeurs, ce subside étant calculé en vue de couvrir, outre les charges obligataires, le déficit par tonne-kilomètre de transport, compte étant tenu des résultats des exercices précédents et du plan d'ensemble de la période de neuf années de mil neuf cent vingt-neuf à mil neuf cent trente-sept inclusivement. Pour l'exercice mil neuf cent vingt-neuf, ce subside sera exceptionnellement fixé au plus tard le 1er juillet.

Les programmes annuels et les subsides alloués par tonne-kilomètre ne pourront être modifiés au cours d'un exercice

B. *Diensten in Europa.*

De Staat, vertegenwoordigd door den heer Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, verleent aan de vennootschap, voor de maatschappelijke dienstjaren negentienhonderd negen en twintig tot en met negentienhonderd zeven en dertig, een globale toelage waarvan het gezamenlijk bedrag tweehonderd vier en dertig (234) millioen frank niet mag te boven gaan, daarin begrepen de obligataire lasten welke de Staat te dragen heeft bij toepassing van artikel 10, letter *a*, van deze statuten.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart bepaalt bij besluit, vóór het einde van de maand November van elk jaar en voor het daaropvolgend jaar, op grond van het door de vennootschap voorgesteld en door hem goedgekeurd programma van dag en nachtdiensten, de gezamenlijke toelage door den Staat voor bedoeld dienstjaar toegestaan volgens den kostprijs van de ter beschikking van de inlanders gestelde kilometerton ; die toelage wordt berekend om, benevens de obligataire lasten, het tekort per kilometerton vervoer te dekken, rekening gehouden met den uitslag van de vorige dienstjaren en met het algemeen plan voor het tijdperk van negen jaar, gaande van negentienhonderd negen en twintig tot en met negentienhonderd zeven en dertig. Voor het dienstjaar negentienhonderd negen en twintig wordt die toelage, bij uitzondering, uiterlijk op 1 Juli bepaald.

De jaarlijksche programma's en de per kilometerton verleende toelagen kunnen in den loop van een maatschappelijk

social qu'en cas de circonstances exceptionnelles et par arrêté du Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.

Par dérogation à l'article 20 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique est autorisé à payer à la société, mensuellement et par anticipation, à titre de provision, une somme représentant le douzième du subside fixé pour l'année, conformément au deuxième alinéa du littéra *B* du présent article.

On procédera, en fin d'exercice, à un redressement. Des sommes, qui auront été versées par l'État en excédent sur celles dues pour les tonnes-kilomètres réellement mises à la disposition des chargeurs, on déduira une rémunération de six (6) pour cent l'an de la partie du capital investi dans les exploitations d'Europe. Jusqu'en mil neuf cent trente-deux inclusivement, le solde sera considéré comme versé à valoir sur le subside accordé pour l'exercice suivant.

A partir de mil neuf cent trente-trois, ce solde sera partagé comme suit, entre l'État et la société :

Un tiers sera immédiatement remboursé à l'État ;

Un tiers sera conservé par la société et affecté par elle, soit au fonds d'assurance, soit à des amortissements supplémentaires du matériel volant en vue de son remplacement par du matériel plus perfectionné ;

Un tiers restera acquis à la société à

dienstjaar niet worden gewijzigd dan in geval van buitengewone omstandigheden en bij besluit van den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart.

In afwijking van artikel 20 van de wet van 15 Mei 1846 op de Staatscomptabiliteit, is de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart gemachtigd om maandelijks, en bij voorbaat, als provisie, aan de vennootschap, een som te betalen gelijk aan één twaalfde van de overeenkomstig het tweede lid van letter *B* van dit artikel voor het jaar bepaalde toelage.

Bij het einde van het dienstjaar wordt een afrekening opgemaakt. Van de sommen welke de Staat heeft gestort boven die welke verschuldigd zijn voor de wezenlijk ter beschikking van de inlanders gestelde kilometertonnen, wordt afgetrokken zes (6) ten honderd 's jaars van het gedeelte van het kapitaal in de diensten in Europa belegd. Tot en met het jaar negentienhonderd twee en dertig wordt het saldo beschouwd als gestort in mindering van de voor het daaropvolgende dienstjaar verleende toelage.

Te rekenen van negentienhonderd drie en dertig wordt dat saldo tusschen den Staat en de vennootschap verdeeld als volgt :

Een derde wordt onmiddellijk aan den Staat terugbetaald ;

Een derde blijft in bezit van de vennootschap en wordt door deze besteed hetzij voor het verzekeringsfonds, hetzij voor bijkomende afschrijvingen op het vliegmaterieel met het oog op de vervanging er van door meer geperfectionneerd materieel ;

Een derde blijft ten bate van de ven-

titre de prime de bonne exploitation.

Du montant définitif des versements faits par l'État pour chaque exercice, il sera déduit :

Les frais de renouvellement du matériel volant ;

Le déficit d'exploitation du service postal nocturne ;

Les sommes remboursées à l'État en vertu du septième alinéa du littéra *B* du présent article ;

Les frais des emprunts garantis par l'État conformément à l'article 10 (frais d'émission, d'intérêt et d'amortissement), ces frais d'emprunt étant préalablement réduits du montant des intérêts obtenus en banque sur la partie non-utilisée du produit des emprunts.

Le surplus sera porté en totalité au bilan, à titre de simple écriture d'ordre, sous la rubrique « Compte statutaire État ». Ce compte sera amorti au moyen des bénéfices ultérieurs comme il est dit à l'article 34.

Les frais de renouvellement dont la déduction est prévue à l'alinéa 11 du littéra *B* du présent article seront fixés forfaitairement, avant le commencement de chaque exercice social et pour cet exercice, par le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, après avis d'une commission comprenant deux délégués de l'État et un délégué de la société, sur la base des formules suivantes :

a) Pour les besoins du renouvellement d'avions complets pour cause d'usure normale, une quotité *a* pour cent du prix

nootschap als premie voor goede exploitatie.

Van het definitief bedrag der door den Staat voor elke dienstjaar gedane stortingen worden afgetrokken :

De kosten van vernieuwing van het vliegmaterieel ;

Het tekort van de exploitatie van den nachtpostdienst ;

De sommen aan den Staat terugbetaald krachtens het zevende lid van letter *B* van dit artikel.

De kosten van de leeningen door den Staat gewaarborgd overeenkomstig artikel 10 (kosten van uitgifte, van interest en van aflossing) ; die leeningkosten worden vooraf verminderd met het bedrag van de interesten bij de bank bekomen op het niet aangewende gedeelte van de opbrengst der leeningen.

Het overschot wordt in zijn geheel als een eenvoudige orderpost in de belans opgenomen onder de rubriek « Statutaire rekening Staat ». Die rekening wordt afgelost door middel van de latere winsten zooals bepaald in artikel 34.

Voor de vernieuwingskosten, waarvan het in mindering brengen voorzien is in lid 11 van letter *B* van dit artikel, wordt vóór den aanvang van elk maatschappelijk dienstjaar en voor dit dienstjaar, door den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, na advies van een commissie bestaande uit twee afgevaardigden van den Staat en een afgevaardigde van de vennootschap, een vast bedrag bepaald op grond van navermelde formules :

a) Voor de behoeften van het vernieuwen van volledige vliegtuigen wegens normale sleet, *a* ten honderd van den

d'achat de l'avion correspondant et de son stock initial de rechanges par année de service de l'avion ;

b) Pour les besoins des renouvellements prématurés nécessités par une cause quelconque : accident, révision, etc. une quotité *b* pour cent par heure de vol effectué de la valeur d'achat de l'ensemble du matériel volant acquis au moyen du produit des émissions d'obligations dont il est question à l'article 10, déduction faite de la valeur du stock de rechanges acquis au moyen de ce produit.

C. *Liaison aérienne Belgique-Congo.*

Chaque année, au mois de novembre, le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et le Ministre des Colonies détermineront, pour la liaison aérienne Belgique-Congo, de commun accord, le subside accordé pour l'exercice suivant en tenant compte des résultats des exercices précédents et y compris les charges obligataires. Ce subside incombera par parts égales à l'État et à la Colonie.

Par dérogation à l'article 20 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité de l'État, le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique et le Ministre des Colonies, sont autorisés à payer à la société, mensuellement et par anticipation, à titre de provision, une somme représentant le douzième du subside fixé pour l'anée, conformément à l'alinéa précédent du présent article.

Un redressement sera opéré à la fin de l'année et le déficit réel sera fixé en

aankoopprijs van het desbetreffende vliegtuig en van zijn aanvankelijken voorraad verwisselstukken per jaar dienst van het vliegtuig ;

b) Voor de behoeften van ontijdige vernieuwingen noodzakelijk geworden om de een of andere reden : ongeval, herziening, enz., *b* ten honderd, per uur vliegens, van de aankoopwaarde van al het vliegmaterieel te zamen aangekocht met de opbrengst van de in artikel 10 bedoelde uitgiften van obligaties, na aftrek van de waarde van den door middel van die opbrengst aangekochten voorraad verwisselstukken.

C. *Luchtverbinding België-Congo.*

Elk jaar in de maand November, bepalen de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart en de Minister van Koloniën in gemeen overleg de voor het volgend dienstjaar voor de luchtverbinding België-Congo te verleenen toelage, met inachtneming van de uitkomsten der vorige dienstjaren en met inbegrip van de lasten der obligatiën. Die toelage komt, bij gelijke deelen, ten laste van den Staat en van de Kolonie.

In afwijking van artikel 20 der wet van 15 Mei 1846 op de Staatscomptabiliteit zijn de Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart en de Minister van Koloniën gemachtigd om, maandelijks en bij voorbaat, aan de vennootschap, als provisie, een som te betalen gelijk aan één twaalfde van de overeenkomstig voorgaand lid van dit artikel voor gansch het jaar bepaalde toelage.

Op het einde van het jaar wordt een afrekening opgemaakt en het werkelijk

tenant compte des dépenses réellement effectuées et des recettes perçues. Les sommes reçues en trop seront restituées par parts égales à l'État et à la Colonie.

Pour les exercices sociaux où l'exploitation de la ligne laisserait un bénéfice, la moitié de celui-ci sera attribuée par parts égales à l'État et à la Colonie, jusqu'à concurrence des subsides accordés pour la liaison aérienne Belgique-Congo depuis l'origine, le restant restera acquis à la société comme prime de bonne exploitation.

D. *Dispositions générales.*

Les administrations respectives de l'État et de la Colonie pourront faire, avec la société, des conventions d'une durée pouvant atteindre dix années pour le transport les intéressant, entre autres pour le transport du courrier postal, sur toute ligne que la société exploiterait en territoire étranger ou non et notamment pour la liaison aérienne Belgique-Congo.

Les subsides annuels devant être consacrés uniquement aux exploitations correspondantes de la société (Europe, Colonie, liaison aérienne Belgique-Cogno), il sera établi par la société une comptabilité distincte pour chacune de ses diverses exploitations ; les dépenses communes, telles que les frais généraux d'administration centrale, étant réparties entre les diverses exploitations au prorata des nombres de tonnes-kilomètres mises à la disposition des chargeurs.

En mil neuf cent vingt-sept, les Chambres ont fixé les limites de l'intervention

tekort wordt bepaald met inachtneming van de werkelijk gedane uitgaven en de geïnde ontvangsten. De te veel ontvangen sommen worden, bij gelijke deelen, aan den Staat en de Kolonie terugbetaald.

Voor de maatschappelijke dienstjaren, gedurende welke de exploitatie van de lijn winstgevend is geweest, wordt de helft van die winst bij gelijke deelen aan den Staat en aan de Kolonie toegekend, tot beloop van de voor de verbinding België-Congo, sedert dezer bestaan, verleende toelagen ; het overschot blijft aan de vennootschap als premie voor goede exploitatie.

D. *Algemeene bepalingen.*

De onderscheiden beheeren van den Staat en van de Kolonie mogen met de vennootschap voor ten hoogste tien jaar overeenkomsten sluiten voor het vervoer dat voor hen van belang is, onder meer voor het vervoer van de post, en zulks over alle lijn welke de vennootschap zij het ook in den vreemde mocht exploiteeren en inzonderheid voor de luchtverbinding België-Congo.

Wijl de jaarlijksche toelagen uitsluitend voor de correspondeerende exploitatiën van de vennootschap (Europa, Kolonie, luchtverbinding België-Congo) moeten worden aangewend, dient de vennootschap een afzonderlijke boekhouding aan te leggen voor elke van haar verschillende exploitatiën ; de gemeenschappelijke uitgaven, zooals de algemeene kosten van hoofdbeheer, worden onder de verschillende exploitatiën verdeeld naar rato van het ter beschikking van de inladers gesteld getal kilometer-tonnen.

In negentienhonderd zeven-en-twintig hebben de Kamers het hoogste bedrag

financière de l'État et de la Colonie, tant en ce qui concerne les transports au Congo que la couverture du déficit annuel, pour une nouvelle période de cinq ans, en tenant compte des conditions techniques du moment, ainsi que des résultats d'exploitation officiellement connus de plusieurs sociétés de transport aérien belges ou autres.

En mil neuf cent vingt-neuf, ces bases ont été modifiées et remplacées par de nouvelles prévisions pour une période s'étendant jusqu'en mil neuf cent trente-sept inclusivement. Dans le courant du premier semestre mil neuf cent trente-sept, de nouvelles dispositions seront prises en se basant sur les résultats acquis.

Art. 34 (ancien), alinéa 4 : Supprimer la fin de l'alinéa à partir des mots :

« Ce premier dividende sera récupérable. »

Art. 36 (ancien). Alinéa premier : après « État », ajouter « et la Colonie ».

Art. 37 (ancien). Le libeller comme suit :

Dans le cas de dissolution anticipative prévu par le 1° de l'article 36, les actionnaires autres que l'État et la colonie pourront exiger que ceux-ci reprennent tout l'avoir et toutes les charges de la société, y compris les frais de la liquidation, la répartition entre l'État et la Colonie étant faite proportionnellement à leur quote-part respective dans le capital. Dans ce cas, l'État et la Colonie rembourseront le montant libéré non-amorti des actions privilégiées majoré de l'intérêt à six pour cent l'an (6 p. c.) depuis la date du dernier bilan.

van de financieele tusschenkomst van den Staat en de Kolonie, zoowel voor het vervoer in Congo als voor het dekken van het jaarlijksch tekort, voor een nieuwen termijn van vijf jaar bepaald, met inachtneming van de technische omstandigheden van het oogenblik, alsmede van de officieel gekende exploitatie-uitkomsten van verscheiden Belgische of vreemde vennootschappen voor luchtvervoer.

In negentienhonderd negen-en-twintig werden die grondslagen gewijzigd en vervangen door nieuwe voorzieningen voor een termijn gaande tot einde negentienhonderd zeven en dertig. In den loop van het eerste halfjaar negentienhonderd zeven en dertig zullen nieuwe schikkingen worden genomen op grond van de bereikte uitkomsten.

Vroeger artikel 34, vierde lid. Het laatste deel van het lid doorhalen, te beginnen met de woorden :

« Dit eerste dividend is verhaalbaar. »

Vroeger artikel 36, eerste lid : Achter « Staat », invoegen « en de Kolonie ».

Vroeger artikel 37. Dient gelezen als volgt:

In het bij 1° van artikel 36 voorzien geval van vroegere ontbinding kunnen de andere aandeelhouders dan de Staat en de Kolonie eischen dat deze gansch het tegoed en al de lasten van de vennootschap, met inbegrip van de liquidatiekosten, overnemen, de verdeeling tusschen den Staat en de Kolonie geschiedt in verhouding tot hun onderscheiden aandeel in het kapitaal. In dat geval betalen de Staat en de Kolonie het niet afgelost gestort bedrag der preferente aandeelen terug, verhoogd met den interest, tegen zes ten honderd 's jaars (6 t. h.), sedert den datum der laatste balans.

Art. 38 (ancien). Première phrase : après « État belge », ajouter chaque fois « et la Colonie ».

Vroeger artikel 38. Eerste volzin : achter « Belgische(n) Staat », telkens invoegen « en de Kolonie ».

Ministère des Colonies. Règlement organique. — Modifications.

—

Par arrêtés royaux en date des 8 octobre 1928 et 12 février 1929, les articles 2 et 15 du règlement organique du Ministère des Colonies, sont remplacés par les dispositions suivantes :

Article deux.

« Les traitements et les pensions du personnel appartenant aux cadres de l'Agence Générale de la colonie et de l'Office Colonial, quoique portés au projet de Budget Métropolitain du Ministère des Colonies, seront également inscrits au projet de Budget Colonial, aux fins de remboursement au Trésor Métropolitain.

» Les frais d'administration de l'administration centrale, de l'Agence Générale de la Colonie et de l'Office Colonial, seront répartis forfaitairement entre le Budget Métropolitain et le Budget Colonial. »

Article quinze.

« Le cadre de l'Agence Générale de la » colonie comprend :

» 8 directeurs, dont 2 ayant le rang » hiérarchique et les rémunérations d'un » inspecteur général ;

» 5 sous-directeurs dont 1 ingénieur ;

Ministerie der Koloniën Reglement tot inrichting. — Wijzigingen.

—

Bij koninklijke besluiten van 8 October 1928 en 12 Februari 1929, worden de artikelen 2 en 15 van het reglement tot inrichting van het Ministerie van Koloniën door de volgende schikkingen vervangen :

Artikel twee.

« De wedden en de pensioenen van het personeel dat tot de kaders van het Algemeen Agentschap der Kolonie en van het Koloniaal Ambt behoort, zullen alhoewel op het moederlandsch begrootingsontwerp gebracht, eveneens op het koloniaal begrootingsontwerp, voor terugbetaling aan de moederlandsche schatkist, worden ingeschreven.

» De beheerkosten van het hoofdbeheer, van het Algemeen Agentschap der kolonie en van het koloniaal Ambt, zullen op forfaitaire wijze, onder de moederlandsche begrooting en de koloniale begrooting, verdeeld worden. »

Artikel vijftien.

« Het kader van het Algemeen Agentschap der kolonie, behelst :

» 8 bestuurders, waaronder 2 met den » hiërarchieken rang en de bezoldiging » van een algemeen opzichter ;

» 5 onderbestuurders, waaronder 1 in» genieur ;

» 11 chefs de bureau, dont 1 chef de » bureau dessinateur ;

» 11 premiers rédacteurs, dont 1 des- » sinateur ;

» 11 rédacteurs de 1e classe ;

» 18 rédacteurs de 2e classe, dont 1 » dessinateur ;

» 28 commis aux écritures, dont 3 » dessinateurs ;

» 5 sténo-dactylographes ;

» 5 dactylographes. »

» 11 bureeloversten, waaronder 1 bu- » reeloverste teekenaar ;

» 11 eerste opstellers, waaronder 1 » teekenaar ;

» 11 opstellers-1e klasse ;

» 18 opstellers-2e klasse, waaronder 1 » teekenaar ;

» 28 kantoorklerken, waaronder 3 tee- » kenaars ;

» 5 steno-typisten ;

» 5 typisten. »

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au statut des magistrats.

—

Ce projet de décret a été examiné par le Conseil Colonial en sa séance du 24 mai 1929. Aucune observation n'a été présentée et le projet a été adopté à l'unanimité.

Bruxelles, le 28 juin 1929.

L'Auditeur-adjoint,
M. Van Hecke.

Le Conseiller-Rapporteur,
F. Waleffe.

Statut des magistrats. — Indemnité de prolongation.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 mai 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Statuut der magistraten. — Vergoeding voor dienstverlenging.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht, in diens vergadering van 24 Mei 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

Les deux derniers alinéas de l'article 32 du décret du 7 juillet 1924, tel que cet article a été modifié par le décret du 28 décembre 1925 et par l'article 2 de celui du 29 décembre 1928, sont remplacés par les dispositions ci-après, qui sortiront leurs effets, à partir du 1er octobre 1928 :

« La prolongation de service effectuée » dans l'intérêt du service ou à la deman- » de du magistrat lui donne droit à une » indemnité annuelle calculée sur les bases » suivantes et au prorata du nombre de » mois complets de prolongation effec- » tués :

» 6.000 francs par an pour les magistrats » dont le traitement est inférieur à 95.000 » francs.

» 9.000 francs par an pour les magis- » trats dont le traitement est égal ou » supérieur à 95.000 francs et inférieur » à 125.000 francs.

» Pour les magistrats dont le traite- » ment est égal ou supérieur à 125.000 » francs l'indemnité annuelle de prolon- » gation est équivalente à un mois de trai- » tement.

» L'indemnité est toujours calculée sur » le traitement dont le magistrat bénéfi- » cie à l'expiration de sa prolongation.

» L'indemnité de prolongation n'entre » pas en ligne de compte pour le calcul de

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

EENIG ARTIKEL.

Beide laatste alinea's van artikel 32 uit het decreet van 7 Juli 1924, zooals dit artikel gewijzigd werd bij het decreet van 28 December 1925 en bij artikel 2 uit het decreet van 29 December 1928, worden vervangen door de schikkingen hierna, welke op 1 October 1928 hunne uitwerksels zullen hebben :

« De in het belang van den dienst of » op verzoek van den magistraat gedane » dienstverlenging geeft aan dezen recht » op eene jaarlijksche vergoeding welke » op de volgende basissen en in evenre- » digheid met het getal der volledig vol- » trokken verlengingsmaanden berekend » wordt :

» 6.000 frank 's jaars voor de magistra- » ten wier wedde beneden 95.000 frank is.

» 9.000 frank 's jaars voor de magistra- » ten wier wedde 95.000 frank evenaart » of te boven gaat, doch minder dan » 125.000 frank bedraagt.

» Voor de magistraten wier wedde » 125.000 frank evenaart of overtreft, » stemt de jaarlijksche verlengingsvergoe- » ding overeen met ééne maand wedde.

« De vergoeding wordt steeds berekend » volgens de wedde welke de magis- » traat, bij het verstrijken zijner verlen- » ging, geniet.

» De verlengingsvergoeding komt niet » in rekening voor het bepalen van het

» la pension, de la réserve ni du traite-
» ment de congé. »

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1929.

» pensioen of het voorbehoud, noch voor
» de verlofwedde. »

Gegeven te Brussel, den 18n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification au tableau annexe. — Service des finances.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu Notre arrêté du 27 mars 1912, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire ;

Vu Notre arrêté du 7 mai 1929, qui modifie les articles 12 et 16 de Notre arrêté du 28 juillet 1914 organique de l'Administration de la Colonie ;

Revu Notre arrêté du 5 février 1929, fixant, suivant tableau y annexé, l'ordre hiérarchique des grades dans chaque service et le traitement initial pour chaque grade ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging aan de bijbehoorende tabel. — Dienst der Financiën.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien Ons besluit van 27 Maart 1921, houdende instelling van het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand;

Gezien Ons besluit van 7 Mei 1929, welk de artikelen 12 en 16 uit Ons besluit van 28 Juli 1914, houdende inrichting van het Beheer der Kolonie, wijzigt;

Herzien Ons besluit van 5 Februari 1929, houdende vaststelling volgens de hierbij behoorende tabel, van de rangorde der graden in elken dienst en de aanvankelijke wedde voor elken graad ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le tableau relatif au service des finances, annexé à Notre arrêté du 5 février 1929 susvisé, est abrogé et remplacé par celui ci-après :

« Service des Finances : »

Contrôleur de 1e classe	95.000
Controleur de 2e classe	85.000
Chef de divison	80.000
Vérificateur de 1e classe . . .	
Chef de bureau de 1e classe . .	70.000
Vérificateur de 2e classe . . .	
Chef de bureau de 2e classe . .	64.000
Vérificateur de 3e classe . . .	
Sous-chef de bureau	60.000
Commis-chef	53.000
Commis de 1e classe	47.000
Commis de 2e classe	40.000

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 Juin 1929.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De tabel betrekkelijk den dienst der financiën, behoorend bij Ons bovenbedoeld besluit van 5 Februari 1929, is afgeschaft en vervangen door deze hierna :

« Dienst der Financiën : »

Controleur-1e klasse	95.000
Controleur-2e klasse	85.000
Afdeelingsoverste	80.000
Verificator-1e klasse	
Bureeloverste-1e klasse . . .	70.000
Verificator-2e klasse	
Bureeloverste-2e klasse . . .	64.000
Verificator-3e klasse	
Bureelonderoverste	60.000
Hoofdklerk	53.000
Klerk-1e klasse	47.000
Klerk-2e klasse	40.000

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 10n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Modification à l'Arrêté Royal du 7 novembre 1927, organique du Comité du Portefeuille.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Revu Notre arrêté du 7 novembre 1927 organique du Comité du Portefeuille ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

L'article 3 de Notre arrêté du 7 novembre 1927 organique du Comité du Portefeuille est remplacé somme suit :

Le Comité se compose de membres désignés par le Ministre des Colonies, parmi les fonctionnaires de son Département et du Ministère des Finances.

Le Secrétaire Général et le Conseiller juridique du Ministère des Colonies en font partie de droit.

Le Comité peut s'adjoindre, à titre consultatif et avec l'agrément préalable du Ministre des Colonies, un ou plusieurs spécialistes étrangers à l'administration dont le Ministre fixe éventuellement la rétribution.

Le Comité est assisté d'un secrétaire chargé de la préparation des séances et de la tenue du registre des procès-verbaux

Wijziging aan het Koninklijk Besluit van 7 November 1927 tot inrichting van het Comiteit der Portefeuille.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Herzien Ons besluit van 7 November 1927 tot inrichting van het Comiteit der Portefeuille ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Artikel 3 uit Ons op 7 November 1927 gedagteekend besluit tot inrichting van het Comiteit van de Portefeuille, wordt vervangen als volgt :

Het Comiteit is samengesteld uit leden door den Minister van Koloniën onder de ambtenaren van zijn Departement en van het Ministerie van Financiën benoemd.

De Algemeen Secretaris en de Gerechtelijke Raadsheer van het Ministerie van Koloniën maken er, van rechtswege, deel van uit .

Het Comiteit kan zich, te beraadslagenden titel en met de voorafgaande toestemming van den Minister van Koloniën, één of meer aan het Beheer vreemde specialisten toevoegen, waarvan de Minister, gebeurlijk, de vergelding vaststelt.

Het Comiteit wordt bijgestaan door eenen secretaris belast met de voorbereiding der zittingen en met het houden van

des réunions. Ces procès-verbaux seront signés par tous les membres présents.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 mai 1929.

het register der processen-verbaal van de vergaderingen. Deze processen-verbaal worden door al de aanwezige leden onderteekend.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 11n Mei 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant le tarif des droits d'entrée sur le sel en vrac et le soufre brut.

Le Conseil Colonial a examiné ce projet de décret en séance du 24 mai 1929.

Un membre a fait observer que si le projet de décret donne entière satisfaction, aux établissements s'occupant d'industrie chimique qui s'installent au Congo, en ce qui concerne le soufre, il reste inopérant en ce qui concerne le sel (chlorure de sodium) parce que, dit-il, les transporteurs refusent de transporter le sel en vrac.

En conclusion, ce membre estime qu'il faudrait déclasser, non pas le sel en vrac, mais le sel pour usage industriel, même emballé, et établir cet usage industriel d'après les livres des sociétés exploitantes ou selon tel ou tel contrôle.

Le délégué du Ministère des Colonies a fait observer qu'il n'avait été demandé de modification au tarif existant que pour le sel en vrac. Le droit proposé de 2 francs aux cent kilogrammes correspond à 5 %, ce qui reste dans la limite des chiffres admis antérieurement. Or, il convient de remarquer que le sel est un article de grande consommation et qu'une exonération complète de droits d'entrée pour les usages chimiques entraînerait certainement des abus nombreux.

L'ensemble du projet mis aux voix est adopté à l'unanimité, moins une abstention.

Bruxelles, le 28 juin 1929.

L'Auditeur-Adjoint,
M. VAN HECKE.

Le Conseiller-Rapporteur,
G. DRYEPONDT.

Droits d'Entrée.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 mai 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies.

Nous avons décrété et décrétons :

Article premier.

La position n° 16 du tarif des droits d'entrée annexé à Notre décret du 3 décembre 1923, est modifié ainsi qu'il suit :

16. — Sel (chlorure de sodium) :

a) Sel en vrac, 100 kg. . . . 2.— fr.
b) Sel en sacs, 100 kg. . . . 6.— fr.
(poids brut)
c) Sel en touques, 100 kg. . . 12.— fr.
(poids brut)
d) Sel en tablettes, 100 kg. . 24.— fr.
(poids brut)

Art. 2.

Il est créé au tarif des droits d'entrée précité une nouvelle position conçue comme suit :

35bis — Soufre brut, exempt.

Art. 3.

Le présent décret entrera en vigueur

Inkomende Rechten.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 Mei 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Artikel één.

De rubriek nr 16 uit het tarief der inkomende rechten dat bij Ons decreet van 3 December 1923 behoort, is gewijzigd als volgt :

16. — Zout (keukenzout) :

a) Los zout, 100 kg. . . . . 2.— fr.
b) Zout in zakken, 100 kg. . 6.— fr.
(bruto-gewicht)
c) Zout in touques, 100 kg. . 12.— fr.
(bruto-gewicht)
d) Zout in tabletten, 100 kg. 24.— fr.
(bruto-gewicht)

Art. 2.

Aan vermeld tarief der inkomende rechten wordt eene nieuwe rubriek toegevoegd, deze is als volgt opgesteld :

35bis. — Ruw solfer, vrij.

Art. 3.

Het tegenwoordig decreet zal in wer-

le jour de sa publication au Bulletin Officiel du Congo Belge.

Donné à Bruxelles, le 6 juin 1929.

king treden op den dag zijner bekendmaking in het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo.

Gegeven te Brussel, den 6n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant le taux du cautionnement prévu pour les immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou pour les personnes autorisées à entrer temporairement dans la Colonie.

—

Ce projet a été examiné en séance du 24 mai 1929. Il n'a d'autre but que de mettre le cautionnement de solvabilité en rapport avec l'augmentation des frais de rapatriement. Il a été approuvé à l'unanimité.

Bruxelles, le 28 juin 1929.

L'Auditeur-Adjoint,
M. VAN HECKE.

Le Conseiller-Rapporteur,
I. GRENADE.

Décret modifiant le taux du cautionnement prévu pour les immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou pour les personnes autorisées à entrer temporairement dans la Colonie.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colo-

Decreet houdende wijziging aan het bedrag van den borgtocht welke voorzien is voor de inwijkelingen die van geen werkcontract voorzien zijn, en voor de personen die gerechtigd werden tijdelijk op het grondgebied der Kolonie te komen.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen, en toekomenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen

nial en sa séance du 24 mai 1929.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 11, alinéa 8 et l'article 13, alinéa 3 de l'ordonnance-loi du Gouverneur Général du 8 mars 1922, approuvée par décret du 8 août 1922, sont remplacés par les dispositions ci-après :

ARTICLE 11, alinéa 8 :

Le fonctionnaire préposé à l'immigration pourra, dans les conditions à déterminer par ordonnance du Gouverneur Général, subordonner l'autorisation de pénétrer sur le territoire, au dépôt d'une somme non supérieure à 10,000 francs, à effectuer à titre de cautionnement de solvabilité, lorsque l'immigrant ne sera pas engagé pour une durée d'au moins six mois et à un salaire suffisant au service d'un employeur non-indigène établi dans la colonie et honorablement connu.

ARTICLE 13, alinéa 3 :

Ils peuvent être subordonnés au versement d'un cautionnement qui ne dépassera pas 10,000 francs.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 1929.

Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 Mei 1929.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 11, lid 8 en artikel 13, lid 3, uit de verordening-wet van den Algemeen Gouverneur van 8 Maart 1922, goedgekeurd bij decreet van 8 Augustus 1922, worden vervangen door de schikkingen hierna :

ARTIKEL 11, lid 8 :

De met het toezicht over de inwijking belaste ambtenaar zal, onder de bij verordening des Algemeen Gouverneurs te bepalen voorwaarden, de machtiging om in het grondgebied te dringen, afhankelijk mogen maken van de bewaargeving eener som van hoogstens 10,000 frank te doen onder titel van borgtocht van gegoedheid, wanneer de inwijkeling niet voor minstens zes maanden en tegen voldoend loon door een in de Kolonie gevestigd en als achtbaar bekend niet-inlandsch werkgever zal in dienst genomen zijn.

ARTIKEL 13, lid 3 :

Zij mogen afhankelijk gemaakt worden van de storting een borgtochts van hoogstens 10,000 frank.

Gegeven te Brussel, den 7n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi no 1/j, du 22 janvier 1929 de M. le Gouverneur du Ruanda-Urundi, déterminant les textes répressifs du Congo belge applicables au Ruanda-Urundi.

—

Ce projet a été approuvé à l'unanimité et sans observation au cours de la séance du 24 mai 1929.

A un membre qui demandait à cette occasion pourquoi le décret du 15 avril 1926 sur les juridictions indigènes n'avait pas été rendu exécutoire au Ruanda-Urundi, il fut répondu que le régime actuellement appliqué dans ces territoires présente certains avantages d'ordre pratique ; que, notamment, comme il date de loin, les indigènes y sont faits et que, dans ces conditions, il avait, jusqu'à présent, paru inutile de les soumettre à l'application de méthodes nouvelles.

Bruxelles, le 28 juin 1929.

L'Auditeur-Adjoint,
M. Van Hecke.

Le Conseiller-Rapporteur,
I. Grenade.

Textes de la loi pénale du Congo belge applicables dans le territoire sous mandat.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 24 mai 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

Teksten uit de strafwet van Belgisch-Congo, welke in de onder mandaat geplaatste grondgebieden toepasselijk zijn.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 24 Mei 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTICLE UNIQUE.

L'ordonnance législative n° 1 J du 22 janvier 1929 émanant de M. le Gouverneur du territoire du Ruanda-Urundi et déterminant les textes législatifs et réglementaires faisant partie de la loi pénale du Congo Belge applicable aux territoires du Ruanda-Urundi en vertu de l'article 2 de l'ordonnance-loi n° 45 du 30 août 1924 est approuvée dans les termes ci-après :

Le Gouverneur du Territoire du Ruanda-Urundi :

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi :

Vu l'urgence :

Ordonne :

ARTICLE UNIQUE.

Pour l'application de l'article 2 de l'ordonnance-loi n° 45 du 30 août 1924, seront seuls considérés comme faisant partie de la loi pénale du Congo belge, outre le code pénal tel qu'il est établi par l'arrêté du secrétaire d'État du 19 décembre 1896, avec les modifications qui y ont été apportées à ce jour :

1° Les actes législatifs et réglementaires du Congo belge dont la liste est ci-annexée ;

2° Les actes législatifs et réglementaires du Congo Belge qui ont été ou seront à l'avenir mis en vigueur dans le territoire du Ruanda-Urundi par une décision spéciale du Gouverneur de ce territoire.

Usumbura, le 22 janvier 1929.

EENIG ARTIKEL.

De wetgevende verordening nr I J, van 22 Januari 1929, uitgaande van den Heer Gouverneur der Ruanda-Urundi gebieden, tot vaststelling der teksten van wetgevenden en reglementairen aard welke deel uitmaken van de strafwet van Belgisch-Congo, die krachtens artikel 2 uit de verordening-wet nr 45, van 30 Augustus 1924, toepasselijk is op de Ruanda-Urundi gebieden, wordt goedgekeurd in de volgende bewoordingen :

De Gouverneur van het Ruanda-Urundigebied ;

Gezien de wet van 21 Augustus 1925 op het Beheer van Ruanda-Urundi ;

Gezien de dringendheid :

Beveelt :

EENIG ARTIKEL.

Zullen voor de toepassing van artikel 2 uit de verordening-wet nr 45, van 30 Augustus 1924, beschouwd worden als deel uitmakend van de strafwet van Belgisch-Congo, behalve het strafwetboek zooals dit bij besluit van 19 December 1896 van den Staatssecretaris ingesteld werd, met de wijzigingen welke er tot op heden werden aan toegebracht,

1° De akten van wetgevenden en reglementairen aard uit Belgisch-Congo ; waarvan de lijst hier bijgevoegd is ;

2° De akten van wetgevenden en reglementairen aard uit Belgisch-Congo welke, krachtens een bijzondere beslissing van den Gouverneur van Ruanda-Urundi, in dit gebied in voege gebracht werden of later zullen gebracht worden.

Usumbura, den 22n Januari 1929.

MARZORATI.

Liste des actes législatifs et réglementaires du Congo Belge annexée à l'ordonnance loi n° 1/J du 22 janvier 1929.

1. Le décret du 30 avril 1887 sur les pavillons étrangers.

2. L'arrêté du Gouverneur-Général du 14 août 1890 protégeant les affiches de l'autorité.

3. L'arrêté du Gouverneur-Général du 9 février 1891 sur le refus d'assistance en cas de calamité publique.

4. Le décret du 1er juillet 1891 réprimant la traite.

5. L'arrêté du Gouverneur-Général du 28 février 1892 au sujet des latrines et ordures, ainsi que l'ordonnance du Gouverneur-Général du 22 décembre 1910 qui le complète.

6. L'arrêté du Gouverneur-Général du 24 mai 1894 sur l'emploi des armes à feu.

7. Le décret du 1er août 1897 visant les outrages aux mœurs.

8. L'arrêté du Gouverneur-Général du 6 septembre 1898 visant le désordre sur la voie publique.

9. L'arrêté du Gouverneur Général du 1er décembre 1898 visant les encombrements de la voie publique.

10. L'arrêté du Gouverneur Général du 29 juillet 1899 visant les voies de fait et les violences légères.

11. L'arrêté du Gouverneur Général du 19 janvier 1901 concernant les jeux de hasard, complété par l'ordonnance du Gouverneur Général du 8 mai 1923.

Lijst van de akten van wetgeving en regeling van Belgisch-Congo gevoegd bij de verordening-wet nr I/J van 22 Januari 1929.

1. Het decreet van 30 April 1887 op de vreemde vlaggen.

2. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 14 Augustus 1890, tot bescherming der aanplakbrieven van de overheid.

3. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 9 Februari 1891 op de weigering van hulp in geval van openbare ramp.

4. Het decreet van 1 Juli 1891 tot beteugeling van den slavenhandel.

5. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 28 Februari 1892, betreffende de gemakken en het vuilnis, alsmede de verordening van den Algemeen Gouverneur van 22 December 1910 welke dit besluit aanvult.

6. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 24 Mei 1894 op het gebruik van vuurwapenen.

7. Het decreet van 1 Augustus 1897 bedoelend het vergrijp tegen de zeden.

8. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 6 September 1898 bedoelende de openbare wanorde.

9. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 1 December 1898, betreffende de versperring van de openbare wegen.

10. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 29 Juli 1899, bedoelende de aantastelijkheden en de lichte geweldplegingen.

11. Het besluit van den Algemeen Gouverneur van 19 Januari 1901, betreffende de kansspelen, besluit aangevuld door de verordening van den Algemeen Gouverneur op datum van 8 Mei 1923.

12. L'ordonnance-loi du Gouverneur Général du 22 janvier 1903, interdisant la détention du chanvre à fumer confirmée par le décret du 1er mars 1903, ainsi que l'ordonnance du Gouverneur Général du 10 mars 1917 qui la modifie.

13. L'ordonnance du Gouverneur Général du 4 juillet 1910 sur la violation du domicile.

14. L'ordonnance du Gouverneur Général du 9 mai 1910 prescrivant la tenue de registres d'hôtel.

15. Le décret du 26 juillet 1910 réprimant la falsification des denrées alimentaires et la vente de denrées alimentaires falsifiées, ainsi que les ordonnances du Gouverneur Général des 17 octobre 1911, 20 octobre 1911, 21 octobre 1911, 22 octobre 1911, 17 juin 1913, 18 novembre 1913, 23 mars 1915 et 5 juin 1916, prises en exécution de ce décret.

16. L'ordonnance du Gouverneur Général du 10 octobre 1910 relativement aux armes prohibées.

17. L'ordonnance du Gouverneur Général du 27 mars 1911 interdisant le jet ou dépôt de bouteilles ou fragments de verre sur la voie publique.

18. Le décret du 30 avril 1912 réprimant l'emploi abusif de la Croix-Rouge.

19. L'ordonnance du Gouverneur Général du 18 septembre 1912 sur le port illégal d'uniforme, costume, etc.

20. L'ordonnance du Gouverneur Général du 28 février 1913 sur la dégradation d'arbres ou de récoltes.

21. L'ordonnance du Gouverneur Géné-

12. De verordening-wet van den Algemeen Gouverneur van 22 Januari 1903, verbiedend het bezit van rookhennep, verordening-wet bevestigd bij het decreet van 1 Maart 1903, alsmede de verordening van den Algemeen Gouverneur van 10 Maart 1917 welke die wijzigt.

13. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 4 Juli 1910 op de huisvredebreuk.

14. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 9 Mei 1910, voorschrijvend het houden van hotelboeken.

15. Het decreet van 26 Juli 1910, betreffend het vervalschen van eetwaren en het verkoopen van vervalschte eetwaren, alsmede de verordeningen van den Algemeen Gouverneur van 17 October 1911, 20 October 1911, 21 October 1911, 22 October 1911, 17 Juni 1913, 18 November 1913, 23 Maart 1915, en 5 Juni 1916, genomen tot uitvoering van dit decreet.

16. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 10 October 1910, betreffende verboden wapenen.

17. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 27 Maart 1911, verbiedend flesschen of glasscherven op de openbare wegen te werpen of neder te leggen.

18. Het decreet van 30 April 1912, betreffende het wederrechtelijk gebruik van het Rood Kruis.

19. Het decreet van den Algemeen Gouverneur van 18 September 1912 op het onwettig dragen van uniform, gewaad, enz.

20. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 28 Februari 1913 op het beschadigen van boomen of oogsten.

21. De verordening van den Algemeen

ral du 5 novembre 1913 réglementant la prostitution.

22. Le décret du 14 mars 1914 interdisant l'exportation de caoutchouc frelaté ou impur.

23. L'ordonnance du Gouverneur Général du 8 novembre 1915 visant la corruption de fonctionnaires publics, arbitres ou experts judiciaires.

24. L'ordonnance du Gouverneur Général du 24 février 1916 prescrivant l'enfouissement des animaux morts.

25. Le décret du 20 août 1916 interdisant le troc.

26. L'ordonnance du Gouverneur Général du 12 juillet 1917 interdisant les avances aux indigènes.

27. L'ordonnance du Gouverneur Général du 22 janvier 1918 réprimant le fait d'exciter ou de ne pas retenir ses chiens s'ils attaquent ou poursuivent les passants.

28. Le décret du 24 juillet 1918 réprimant les infractions à des mesures d'ordre général.

29. L'ordonnance du Gouverneur Général du 30 juin 1920 réprimant la dépréciation des monnaies et billets de la Banque du Congo Belge.

30. Le décret du 2 mars 1921 interdisant les armes empoisonnées.

31. Le décret du 22 octobre 1921 réprimant les rémunérations illicites.

32. L'ordonnance-loi du Gouverneur Général du 3 mars 1922, approuvée par décret du 6 août 1922 sur l'occupation illégale des terres.

Gouverneur van 5 November 1913, tot regeling van de ontucht.

22. Het decreet van 14 Maart 1914 den uitvoer verbiedend van vervalscht of onrein caoutchouc.

23. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 8 November 1915, betreffende het omkoopen van openbare ambtenaren, scheidsrechters of rechterlijke deskundigen.

24. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 24 Februari 1916, voorschrijvende de inkuiling van doode dieren.

25. Het decreet van 20 Augustus 1916 den ruilhandel verbiedend.

26. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 12 Juli 1917, verbiedend het toestaan van voorschotten aan de inboorlingen.

27. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 22 Januari 1918, betreffende het feit zijne honden op te hitsen of niet te weerhouden wanneer zij voorbijgangers aanvallen of achtervolgen.

28. Het decreet van 24 Juli 1918, betreffende de inbreuken aan maatregelen van algemeen belang.

29. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 30 Juni 1920, bestraffend de waardevermindering van muntstukken en biljetten van de Bank van Belgisch-Congo.

30. Het decreet van 2 Maart 1921 vergiftigde wapenen verbiedend.

31. Het decreet van 22 October 1921 betreffend de wederrechtelijke bezoldigingen.

32. De verordening-wet van den Algemeen Gouverneur van 3 Maart 1922, goedgekeurd bij decreet van 6 Augustus 1922, op het onwettig bezetten van gronden.

33. Le décret du 6 août 1922 édictant les sanctions à appliquer aux infractions à l'égard desquelles la loi ne détermine pas de peine particulières.

34. L'ordonnance-loi du Gouverneur Général du 5 mars 1922 approuvée par décret du 6 août 1922 relatif à la presse.

35. L'ordonnance du Gouverneur Général du 8 mai 1923 réprimant l'ivresse publique.

36. L'ordonnance du Gouverneur Général du 30 avril 1925 interdisant la divagation d'animaux.

37. L'ordonnance du Gouverneur Général du 16 septembre 1925 réprimant le tapage nocturne.

38. L'ordonnance du Gouverneur Général du 11 février 1926 relative aux associations indigènes formées dans les centres européens.

Donné à Bruxelles, le 10 juin 1929.

33. Het decreet van 6 Augustus 1922, straffen uitvaardigend om op de inbreuken toe te passen tegen dewelke de wet geen bijzondere straffen vaststelt.

34. De verordening-wet van den Algemeen Gouverneur van 5 Maart 1922, goedgekeurd bij decreet van 6 Augustus 1922, betreffende de pers.

35. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 8 Mei 1923, betreffend de openbare dronkenschap.

36. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 30 April 1925, het rondzwerven van dieren verbiedend.

37. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 16 September 1925, bestraffend het nachtrumoer.

38. De verordening van den Algemeen Gouverneur van 11 Februari 1926, betreffend de vereenigingen van inlanders, ontstaan in de middens van Europeanen.

Gegeven te Brussel, den 10n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Terres. — Modification de l'article premier de l'arrêté royal du 3 décembre 1923.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 8 et 15 de la loi du 18

Gronden. — Wijziging van artikel één uit het Koninklijk Besluit van 3 December 1923.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien artikelen 8 en 15 uit de wet van

octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge, modifiée par la loi du 5 mars 1912 ;

Vu l'arrêté royal du 17 août 1927 modifiant l'article 17 de l'arrêté royal du 3 décembre 1923 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de l'arrêté royal du 3 décembre 1923 est remplacé par les dispositions suivantes.

« Aux conditions du présent règle-
» ment, les Gouverneurs de Province sont
» autorisés à vendre ou à louer, dans les
» limites de l'article 15 de la loi du 18
» octobre 1908, modifié par la loi du 5
» mars 1912, les terrains du domaine
» privé de l'État non réservés par déci-
» sion du Ministre des Colonies ou du
» Gouverneur Général. »

» La délégation, en ce qui concerne les
» terres situées dans les limites des districts
» urbains, pourra être étendue par le Gou-
» verneur Général, aux Commissaires de
» district urbain, qui ne pourront agir que
» de l'avis conforme de leur Comité
» urbain.

» Toutefois les décisions du Commis-
» saire de district urbain ainsi que les
» plans parcellaires des terrains à vendre
» et à louer, en vertu de l'article 5, de-
» vront être soumis à l'approbation du
» Gouverneur de la Province. »

18 October 1908, op het Beheer van Belgisch-Congo, gewijzigd door de wet van 5 Maart 1912 ;

Gezien het koninklijk besluit van 17 Augustus 1927, houdende wijziging van artikel 17 uit het koninklijk besluit van 3 December 1923 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel één uit het koninklijk besluit van 3 December 1923 wordt vervangen door de volgende schikkingen.

« Onder de voorwaarden van dit regle-
» ment, zijn de Provincie-Gouverneurs
» gemachtigd tot het verkoopen of het
» verhuren, binnen de perken van artikel
» 15 uit de wet van 18 October 1908, ge-
» wijzigd bij de wet van 5 Maart 1912, van
» de bij beslissing van den Minister van
» Koloniën of van den Algemeen Gouver-
» neur niet voorbehouden gronden uit het
» privaat Staatsdomein. »

« Voor wat betreft de binnen de grenzen
» der stedelijke districten gelegen gronden,
» zal de afvaardiging door den Algemeen
» Gouverneur kunnen worden uitgebreid
» tot de stedelijke districtcommissarissen
» die slechts zullen mogen handelen, dan
» op het eensluidend advies van hun
» Stedelijk Comiteit. »

» De beslissing van den Stedelijken
» Districtcommissaris evenals de kave-
» lingsplannen van de krachtens artikel
» 5 te verkoopen of te verhuren gronden,
» zullen aan de goedkeuring van den
» Provincie-Gouverneur moeten onder-
» worpen worden. »

ATR. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 juin 1929.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 7n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Comité National du Kivu. — Modifications au règlement général sur la vente et la concession des terres. — Approbation.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 10 du décret du 13 janvier 1928 constitutif du Comité National du Kivu, modifié par un décret du 13 février 1928 ;

Revu Notre Arrêté du 14 décembre 1928 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Le règlement général du Comité National du Kivu sur la vente et la location

Nationaal Comiteit van Kivu. — Wijzigingen aan het algemeen reglement op den verkoop en de vergunning der gronden. — Goedkeuring.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien artikel 10 uit het decreet van 13 Januari 1928, tot inrichting van het Nationaal Comiteit van Kivu, gewijzigd door een decreet van 13 Februari 1928 ;

Herzien Ons Besluit van 14 December 1928.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het algemeen reglement van het Nationaal Comiteit van Kivu op den verkoop

des terres, annexé à Notre Arrêté du 14 décembre 1928, est modifié conformément au texte annexé au présent arrêté.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1929.

en de verhuring der gronden, behoorende bij Ons Besluit van 14 December 1928, is, overeenkomstig den bij het tegenwoordig besluit behoorenden tekst, gewijzigd.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 28n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Comité national du Kivu. — Règlement général sur les concessions et cessions de terres vacantes. — Modifications.

—

ARTICLE PREMIER. — L'article premier du Règlement Général du Comité National du Kivu est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1. — En exécution de l'art. 10 » du décret du 13 janvier 1928, constitu- » tif du Comité National du Kivu, celui- » ci cède ou concède, aux conditions du » présent règlement, des terres vacantes » situées dans le domaine confié à sa » gestion. »

ART. 2. — Au paragraphe 3 de l'article 4 les mots « une période de location ou

Nationaal Comiteit van Kivu. — Algemeen reglement op de vergunningen en afstanden van onbezette gronden. —Wijzigingen.

—

ARTIKEL ÉÉN. — Artikel één uit het Algemeen Reglement van het Nationaal Comiteit van Kivu, wordt vervangen door de volgende schikking :

« Art. 1. — Ter uitvoering van art. 10 » uit het decreet van 13 Januari 1928, tot » stichting van het Nationaal Comiteit » van Kivu, staat dit af of vergunt, aan » de voorwaarden van het tegenwoordig » reglement, onbezette gronden gelegen » in het aan haar beheer toevertrouwd » domein. »

ART. 2. — In paragraaf 3 uit artikel 4 worden de woorden « eene huurperiode

d'occupation provisoire précède la vente.. ....» sont remplacés par les mots « une période de location ou de concession précède la vente... »

ART. 3. — Le litt. *c*) de l'article 11 est remplacé par la disposition suivante :

« *c*) le Comité se réserve le droit pour » lui-même. la Colonie et les concession- » naires, d'autoriser l'établissement, sur » les terrains cédés ou concédés, de lignes » électriques aériennes ou souterraines » pour l'éclairage, la force motrice, la » téléphonie et la télégraphie, sans qu'il » soit dû, de ce chef, aucune indemnité » autre que la réparation des dommages » matériels directement causés. »

ART. 4. — L'article 33 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 33. — Les terres rurales desti- » nées à l'agriculture et à l'élevage sont » concédées par bail emphytéotique.

» Les baux emphytéotiques sont sou- » mis au règlement régissant les baux » ordinaires et aux clauses particulières » du contrat.

» Les droits et devoirs de l'emphytéote » sont ceux fixés par le décret du 20 juillet » 1920 sur la matière pour autant qu'ils » ne sont pas modifiés conformément » à l'alinéa précédent.

» Les baux emphytéotiques sont con- » clus pour un terme de 30 ans. Ils peuvent » être renouvelés. Au cas où le Comité » National du Kivu estimerait ne pas » pouvoir consentir ce renouvellement, il » reprendrait les constructions érigées » sur le terrain aux 3/4 de leur valeur

of eene voorloopige bezetting gaat den verkoop vooraf.... » vervangen, door « eene huur- of vergunningsperiode gaat den verkoop vooraf... »

ART. 3. — Lit. *c*) uit artikel 11, wordt vervangen door volgende schikking :

« *c*) Het Comiteit houdt zich het recht » voor zoowel voor de Kolonie als voor » zich zelf en voor den vergunninghouder » op de afgestane of in vergunning gege- » ven gronden, boven- of onderaardsche » electrische lijnen aan te leggen voor » de verlichting, de beweegkracht, de » telephonie en de telegraphie, zonder » dat, uit dezen hoofde welkedanige ver- » goeding ook verschuldigd weze buiten de » herstelling der rechtstreeks aangerichte » stoffelijke schade ».

ART. 4. — Artikel 33 wordt vervangen door de volgende schikking :

« Art. 33. — De tot den landbouw of » veekweek bestemde landelijke gronden, » worden met erfpacht vergund. »

» De erfpachten worden aan het regle- » ment beheerende de gewone pachtcellen » en aan de bijzondere bedingen van het » contract, onderworpen.

» De rechten en plichten van den erf- » pachter zijn deze vastgesteld door het » decreet van 20 Juli 1920 betreffende » deze zaak, voor zooveel zij niet overeen- » komstig het voorgaand alinea worden » gewijzigd.

» De erfpachten worden gesloten voor » een termijn van 30 jaar. Zij kunnen » hernieuwd worden. In geval het Natio- » naal Comiteit van Kivu acht deze her- » nieuwing niet te kunnen toestaan, zou » het al de op den grond opgerichte gebou- » wen aan de 3/4 hunner naar het zeggen

» actuelle et intrinsèque fixée à dire » d'experts.

» Cependant la reprise ne porterait » pas sur les constructions érigées pendant » les cinq dernières années, à moins que » celles-ci aient été élevées d'accord avec » le Comité National du Kivu.

» Le droit d'hypothéquer ou d'aliéner » l'emphytéose ne pourra s'exercer qu'avec » l'autorisation préalable et écrite du » Comité National du Kivu. »

» van deskundigen vastgestelde huidige » en wezenlijke waarde overnemen.

» Doch de overname zou de, gedurende » de 5 laatste jaren opgerichte gebouwen » niet aangaan, tenzij deze, in overeen- » stemming met het Nationaal Comiteit » van Kivu, werden opgetrokken.

» Het recht de erfpacht te verpanden » of te vervreemden zal niet mogen uit- » gevoerd worden dan met eene vooraf- » gaandelijke en schriftelijke toelating » van het Nationaal Comiteit van Kivu. »

Art. 5. — Le premier et le deuxième paragraphes de l'article 34 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 34. — Le Comité pourra exiger » que la mise en valeur du terrain concédé » se fasse selon un lotissement numéroté, » approuvé, au préalable et dans le délai » fixé au contrat et qui ne dépassera par » dix ans.

» Dans ce cas et à moins de convention » contraire ultérieure, chacun des lots, » du lotissement, sera mis en valeur dans » l'ordre prévu au lotissement et dans un » temps déterminé. La mise en valeur » du lot suivant ne sera autorisée que si » le précédent a été mis en valeur, dans » les conditions prévues au contrat, mais » qui ne pourront être inférieures à celles » ci-après. »

Art. 5. — De eerste en de tweede paragrafen uit artikel 34 worden vervangen door de volgende schikkingen :

« Art. 34. — Het Comiteit zal mogen » eischen dat de tewaardebrenging van den » in vergunning gegeven grond geschiede » volgens een genummerde voorafgaande- » lijk goedgekeurde kaveling en binnen » eene door het contract vastgestelden » termijn welke de tien jaar niet zal mogen » te boven gaan.

» In dat geval en behoudens latere te- » genstrijdige overeenkomst, zal elk der » kavelingsloten te waarde worden ge- » bracht in de op het kavelingsplan voor- » ziene orde en binnen een bepaalden tijd. » De tewaardebrenging van het volgend » lot zal slechts worden toegelaten indien » het voorgaande te waarde werd gebracht » in de bij het contract voorziene voor- » waarden, maar welke niet beneden de » volgende zullen mogen zijn. »

Art. 6. — L'article 35 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 35. — Le bail emphytéotique » mentionnera, outre les conditions spécia- » les que le Comité se réserve le droit de » fixer, notamment en ce qui concerne » la mise en valeur :

Art. 6. — Artikel 35 wordt vervangen door de volgende schikkingen :

« Art. 35. — De erfpacht zal buiten de » bijzondere voorwaarden welke het Comi- » teit zich het recht voorbehoudt vast » te stellen, inzonderheid voor wat de » tewaardebrenging betreft, vermelden :

» 1° la superficie, la situation, le cro-
» quis de la concession et son lotissement
» numéroté, la durée du bail ;

» 2° le numéro du premier lot à met-
» tre en valeur et sa superficie ;

» 3° la période au bout de laquelle le
» lot doit être mis en valeur ;

» 4° le montant de la redevance an-
» nuelle ;

» 5° les conditions de la vente qui
» pourrait être consentie ultérieurement ».

ART. 7. — L'article 36 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. — En aucun cas et sans pré-
» judicier aux conditions spéciales pré-
» vues au contrat, la propriété du bloc
» concédé ne sera accordée que s'il est
» mis en valeur conformément aux char-
» ges de l'article 34 portées au double.

» Si tous les lots du bloc concédé ne
» sont pas mis en valeur dans le délai
» déterminé, le Comité pourra consentir
» à prolonger ce délai ou consentir un
» nouveau bail pour les parties mises en
» valeur dans les conditions et délais pré-
» vus. »

ART. 8. — Les deux premiers paragraphes de l'article 37 sont remplacés par la disposition suivante :

« Art. 37. — La constatation de mise
» en valeur des terres sera faite contra-
» dictoirement et aux frais de l'occupant. »

ART. 9. — L'article 38 est remplacé par la disposition suivante :

» 1° de oppervlakte, de ligging, de
» schets van de vergunning en haar ge-
» nummerd kavelingsplan, den duur van
» de pachtceel ;

» 2° het nummer van het eerste te
» waarde te brengen lot en diens opper-
» vlakte ;

» 3° de periode op wier einde het lot
» te waarde moet worden gebracht ;

» 4° het bedrag der jaarlijksche cijns ;

» 5° de verkoopvoorwaarden welke la-
» ter zouden kunnen toegestaan worden. »

ART. 7. — Artikel 36 wordt vervangen door de volgende schikking :

« Art. 36. — In geen enkel geval en
» ongeminderd de door het contract voor-
» ziene bijzondere voorwaarden, zal het
» eigendom van den in vergunning gege-
» ven blok worden verleend, slecht dan
» wanneer hij overeenkomstig de tot het
» dubbel gebrachte lasten uit artikel 34, te
» waarde werd gebracht.

» Indien al de loten van den in vergun-
» ning gegeven blok niet te waarde werden
» gebracht binnen den vastgestelden ter-
» mijn, zal het Comiteit kunnen toestem-
» men dezen termijn te verlengen of voor
» de in de door de voorziene voorwaarden
» en termijnen te waarde gebrachte deelen,
» een nieuwe pachtceel te verleenen. »

ART. 8. — De twee eerste paragrafen uit artikel 37 worden vervangen door de volgende schikking :

« Art. 37. — De vaststelling van de
» tewaardebrenging der gronden zal tegen-
» sprakelijk en op kosten van den bezet-
» ter geschieden. »

ART. 9. — Artikel 38 wordt vervangen door de volgende schikking :

« Art. 38. — Le concessionnaire ou » l'acheteur ne peut abattre les arbres » que dans la mesure des nécessités de » son exploitation ; sauf autorisation écri- » te du Comité, il ne peut vendre, céder » ou donner à des tiers, à quelque titre » ou sous quelque forme que ce soit, du » bois provenant de ces terres hormis le » bois provenant des défrichements faite » en vue de plantations ou de pâturages » et au fur et à mesure de leur établisse- » ment. »

« Art. 38. — De vergunninghouder of de » aankooper mag de boomen slechts vel- » len in de mate der noodwendigheden » zijner exploitatie ; behoudens schrifte- » lijke toelating van het Comiteit kan » hij het hout dat van zijne gronden voort- » komt noch verkoopen, noch te welken » titel of onder welken vorm ook, aan » derden afstaan of geven. behalve het » hout voortkomende van ontginningen » gedaan met het oog op beplantingen of » weilanden en naar gelang hunner aan- » legging. »

ART. 10. — L'article 43 est supprimé.

Les articles 44 et 45 sont numérotés articles 43 et 44.

ART. 10. — Artikel 43 is afgeschaft.

De artikelen 44 en 45 zijn genummerd, artikelen 43 en 44.

Vu et approuvé pour être annexé à Notre Arrêté du 28 juin 1929.

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons Besluit van 28n Juni 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

(A. R. du 2 juillet 1129).

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire. — Revision.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Revu Notre arrêté du 27 mars 1912, organique du statut des fonctionnaires et agents de la colonie, autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire, et nos arrêtés divers qui y ont apporté des modifications ;

Considérant qu'il importe de reviser ce statut pour mieux l'adopter aux nécessités pratiques que l'expérience a fait constater et de coordonner les diverses modifications qui y ont été apportées depuis le 27 mars 1912 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article rremier.

Les dispositions reprises à l'annexe jointe au présent arrêté forment le statut des fonctionnaires et agents de la colonie, autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire ;

Art. 2.

Toutes les dispositions sur la matière

(K. B. van 2 Juli 1929).

Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Herzien Ons besluit van 27 Maart 1912, tot inrichting van het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand, en Onze verscheiden besluiten welke er wijzigingen hebben aan toegebracht ;

Overwegende dat dit statuut dient herzien, om het beter aan te passen bij de noodzakelijkheden van practischen aard welke de ondervinding deed uitschijnen en om tevens de verscheiden wijzigingen welke er, sedert 27 Maart 1912 werden aan toegebracht, samen te ordenen ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

De schikkingen welke vervat zijn in de bijlage die bij tegenwoordig besluit behoort, maken het statuut uit voor de ambtenaren en beambten der kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand.

Art. 2.

Al de deze zaak betreffende schikkingen

contraires au présent arrêté sont abrogées.

ART. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, fixera la date de la mise en vigueur du présent arrêté. Il est chargé de son exécution.

Donné à Bruxelles, le 2 juillet 1929.

welke met tegenwoordig besluit tegenstrijdig zijn, worden afgeschaft.

ART. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, zal den datum van het invoege treden van dit besluit vaststellen. Hij is met diens uitvoering belast.

Gegeven te Brussel, den 2n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

ANNEXE A L'ARRÊTÉ ROYAL DU 2 JUILLET 1929.

—

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie.

—

SECTION I.

Des fonctions, de la hiérarchie et des traitements.

ARTICLE PREMIER.

Le présent statut s'applique à tous les fonctionnaires et agents de la Colonie exerçant leurs attributions au Congo, à l'exception des magistrats de carrière et agents de l'ordre judiciaire.

Sauf disposition législative contraire, il s'applique aux officiers et sous-officiers de la Force Publique.

BIJLAGE AAN KONINKLIJK BESLUIT VAN 2 JULI 1929.

—

Statuut voor de ambtenaren en beambten der kolonie.

—

EERSTE SECTIE.

Ambten, rangorde en wedden.

ARTIKEL ÉÉN.

Tegenwoordig statuut is toepasselijk op al de ambtenaren en beambten der Kolonie die hunne werkzaamheden in Congo uitoefenen, met uitzondering van de eigenlijke magistraten en de beambten van den rechterlijken stand.

Behoudens tegenstrijdige wetsbepaling, is het toepasselijk op de officieren en onderofficieren der Landmacht.

Les statuts des auxiliaires de couleur sont arrêtés par ordonnance du Gouverneur Général.

ART. 2.

L'ordre hiérarchique des grades, dans chaque service et les traitements pour chaque grade sont fixés suivant le tableau annexé au présent arrêté. — L'ancienneté dans chaque grade est fixée dans l'arrêté ou l'ordonnance de nomination. — A défaut de cette décision spéciale, elle est déterminée par la date de l'arrêté ou de l'ordonnance et, pour les fonctionnaires et les agents nommés à la même date, par la place que leurs noms y occupent. — La fonction est indépendante du grade.

Il n'existe pas de subordination hiérarchique entre les chefs de service du Gouvernement Général ou des Gouvernements des provinces. — Ces fonctionnaires doivent être considérés du point de vue de la hiérarchie, comme continuant à appartenir au service dans lequel ils ont fait carrière, sauf en cas de mutation, auquel cas il en serait fait mention dans l'acte de nomination.

ART. 3.

Les fonctionnaires et agents dont le grade comporte un traitement initial égal ou supérieur à 75.000 francs et les officiers de la Force Publique de tout grade, sont nommés par le Roi ; les autres fonctionnaires et agents sont nommés par le Ministre des Colonies.

Toutefois, le Gouverneur Général peut nommer et promouvoir tous les fonction-

De statuten der helpers-kleurlingen worden bij verordening van den Algemeen Gouverneur vastgesteld.

ART. 2.

De rangorde der graden in elken dienst en de wedden voor elken graad worden vastgesteld volgens de bij tegenwoordig besluit behoorende tabel. De ambtsouderdom in elken graad wordt in het besluit of de verordening tot benoeming vastgesteld. Wanneer deze bijzondere beslissing ontbreekt, wordt zij bepaald door de dagteekening van het besluit of de verordening en, voor de ambtenaren en beambten die op denzelfden datum benoemd werden, door de plaats die zij op het besluit bekleeden. Het ambt is onafhankelijk van den graad.

Er bestaat geene hiërarchische onderhoorigheid onder de dienstoversten van het Algemeen Beheer of van de Provinciebeheeren. Deze ambtenaren moeten met betrekking tot de rangorde, aanzien worden als steeds behoorende tot den dienst waarin zij vooralsnog hunne loopbaan voltrokken, behalve in geval van dienstverandering, in welk geval er in de benoemingsakte melding zou van gemaakt worden.

ART. 3.

De ambtenaren en beambten wier graad eene aanvankelijke wedde behelst welke 75.000 frank evenaart of overtreft en de officieren der Landmacht van allen graad, worden door den Koning benoemd ; de andere ambtenaren en beambten worden door den Minister van Koloniën benoemd.

De Algemeen Gouverneur kan, evenwel, al de zich in de Kolonie bevindende

naires et agents qui se trouvent dans la Colonie.

Demeurent cependant réservées au Roi, les nominations et promotions au grade de Vice-Gouverneur Général, Secrétaire Général, Commissaire Général, Conseiller juridique en chef, Ingénieur en chef, ainsi que celles des médecins à partir des grades de médecin inspecteur, médecin directeur de 2e classe des laboratoires, médecin hygiéniste principal de 1re classe et celles des officiers de la Force Publique de tout grade.

Le Gouverneur Général donne ou accepte la démission de tous les fonctionnaires et agents se trouvant au Congo à l'exception des fonctionnaires et agents nommés par le Roi. — Dans ce dernier cas, la démission est donnée ou acceptée par arrêté royal.

Si l'intéressé est hors de la Colonie, la démission est donnée ou acceptée par le Roi ou par le Ministre des Colonies suivant la distinction établie pour la nomination.

ART. 4.

Tout candidat aux fonctions administratives dont la requête est agréée, commence par faire un stage de trois ans au sujet duquel la décision devra être prise au plus tard à l'expiration de la première période de trois ans. — Pour la durée de ce stage, il est nommé à titre provisoire, par le Roi, le Ministre des Colonies ou le Gouverneur Général suivant les distinctions établies à l'article 3.

ambtenaren en beambten benoemen en bevorderen.

Blijven nochtans aan den Koning voorbehouden, de benoemingen en bevorderingen tot den graad van Onderalgemeen Gouverneur, Algemeen Secretaris, Algemeen Commissaris, Hoofd-gerechtelijk raadsheer, hoofd-ingenieur, alsmede deze der Geneesheeren, te beginnen met de graden van Geneesheer-Opzichter, Geneesheer-bestuurder-2e klasse der laboratoria, Eerstaanwezend Geneesheer - hygiënist-1e klasse en van deze van de Officieren der Landmacht van allen graad.

De Algemeen Gouverneur geeft of aanvaardt het ontslag van al de ambtenaren en beambten die zich in Congo bevinden, met uitzondering van de door den Koning benoemde ambtenaren en beambten. In dit laatste geval, wordt het ontslag bij koninklijk besluit gegeven of aanvaard.

Indien de belanghebbende zich buiten de Kolonie bevindt, wordt het ontslag door den Koning of door den Minister van Koloniën gegeven of aanvaard volgens het voor de benoeming vastgesteld onderscheid.

ART. 4.

Ieder candidaat tot bestuurlijke ambten, wiens aanvraag aanvaard werd, maakt vooreerst eenen driejarigen proeftijd door, waarover uiterlijk bij het verstrijken van den eersten termijn van drie jaar, eene beslissing zal moeten getroffen worden. Voor den duur van dezen proeftijd, wordt hij, volgens het bij artikel 3 vastgesteld onderscheid, door den Koning, den Minister van Koloniën of den Algemeen Gouverneur, te voorloopigen titel benoemd.

Dispense du stage ou réduction de la durée du stage ne peut être consentie que par arrêté royal.

Le stagiaire jouit du traitement afférent aux fonctions auxquelles il est provisoirement nommé et il est soumis à toutes les dispositions réglant le statut du personnel.

Par dérogation aux dispositions du § 4 de l'article 3 ci-dessus, le Gouverneur Général peut, à toute époque et sans avoir recours à une procédure spéciale, s'il juge que le stagiaire n'a pas les aptitudes physiques, morales ou intellectuelles nécessaires, le démettre de ses fonctions.

Si le stagiaire qui doit être démis se trouve en Europe, la démission est prononcée par le Roi ou par le Ministre des Colonies, suivant les distinctions prévues à l'article 3 du présent statut.

Toutefois, lorsque le Gouverneur Général démet un stagiaire pour cause d'inaptitude physique, il dispose que son ordonnance n'entrera en vigueur qu'à la date fixée par le Ministre des Colonies et que, dans l'intervalle, l'intéressé se trouvera dans la position d'attente et jouira d'un traitement égal aux trois-quarts du traitement initial d'activité de son grade, dégagé de toute autre indemnité.

Les années de stage du fonctionnaire ou de l'agent définitivement nommé entrent en compte pour l'application des dispositions du 1er alinéa de l'article 7 ci-après et du décret sur les pensions.

Vrijstelling van den proeftijd of ververmindering van dezes duur kan slechts bij koninklijk besluit toegestaan worden.

De stagiaris geniet de wedde in betrekking met het ambt tot hetwelk hij voorloopig werd benoemd, en is onderworpen aan al de schikkingen welke het statuut voor het personeel regelen.

De Algemeen Gouverneur kan, bij afwijking van de schikkingen uit paragraaf 4 van artikel 3 hierboven, te allen tijde en zonder tot eene bijzondere proceduur zijne toevlucht te moeten nemen, de stagiaris uit zijn ambt ontslaan, indien hij oordeelt dat deze de noodige lichamelijke, zedelijke of verstandelijke geschiktheid niet bezit.

Bevindt de te ontslaan stagiaris zich in Europa, dan wordt het ontslag door den Koning of den Minister van Koloniën uitgesproken, volgens het bij artikel 3 uit het tegenwoordig statuut voorziene onderscheid.

Wanneer echter de Algemeen Gouverneur eenen stagiaris om reden van lichamelijke ongeschiktheid uit zijn ambt ontslaat, bepaalt hij dat zijne verordening slechts in voege zal treden op den door den Minister van Koloniën vastgestelden datum en dat de belanghebbende zich ondertusschen in den toestand van afwachting zal bevinden en eene wedde zal genieten gelijk aan de drievierden der aanvankelijke activiteitswedde van zijnen graad, ter uitsluiting van alle andere vergoeding.

Met de jaren proeftijd van den voorgoed benoemden ambtenaar of beambte wordt rekening gehouden voor de toepassing der schikkingen van lid één uit artikel 7 hierna, evenals van het decreet op de pensioenen.

ART. 5.

Avant d'entrer en fonctions, les fonctionnaires et agents prêtent le serment suivant :

« Je jure fidélité au Roi et obéissance aux lois du Congo Belge ».

Ils prêtent le serment entre les mains du Ministre des Colonies, du Gouverneur Général ou de leurs délégués respectifs.

En cas de changement de grade ou de service, les fonctionnaires et agents ne sont pas tenus à une nouvelle prestation de serment.

ART. 6.

Le Gouverneur Général détermine la province ou le Service du Gouvernement Général dans lequel les fonctionnaires et agents exercent leurs attributions.

Les Gouverneurs de province répartissent dans leurs circonscriptions territoriales respectives, les fonctionnaires et agents mis à leur disposition par le Gouverneur Général, conformément à l'alinéa précédent.

ART. 7.

Les fonctionnaires et agents définitivement nommés sont au service de la Colonie pour un terme de 18 ans de services effectifs.

Sauf exceptions spécialement prévues, celui-ci prend cours à la date de leur première arrivée sur le territoire de la Colonie et ne comprend ni les congés, ni le temps passé en disponibilité pour convenances personnelles ou par mesure disciplinaire, ni le temps pendant lequel les fonctionnaires ou agents ont été suspendus de leurs fonctions, en vertu du littera C de l'article 30 ci-après.

ART. 5.

Alvorens in bediening te treden, leggen de ambtenaren en beambten den volgenden eed af : « Ik zweer getrouwheid aan den Koning en gehoorzaamheid aan de wetten van Belgisch-Congo ».

Zij leggen den eed af in handen van den Minister van Koloniën, van den Algemeen Gouverneur of van dezer respectievelijke gemachtigden.

Bij verandering van graad of dienst, zijn de ambtenaren en beambten niet verplicht tot eene nieuwe eedaflegging.

ART. 6.

De Algemeen Gouverneur bepaalt de provincie of den dienst van het Algemeen Beheer waarin de ambtenaren en beamten hunne werkzaamheden uitoefenen.

De Provincie-Gouverneurs verdeelen, over hunne wederzijdsche gebiedsomschrijvingen, de ambtenaren en beambten die, overeenkomstig voorgaand lid, door den Algemeen Gouverneur te hunner beschikking werden gesteld.

ART. 7.

De voorgoed benoemde ambtenaren en beambten zijn in den dienst van de Kolonie voor eenen termijn van 18 jaar werkelijke diensten.

Behoudens in bijzonder voorziene uitzonderingen, vangt de diensttermijn aan op den datum van de eerste aankomst op het grondgebied der Kolonie ; hij behelst noch de verloven, noch den tijd om reden van persoonlijke welvoeglijkheid of bij tuchtmaatregel in beschikbaarheid doorgebracht, noch den tijd gedurende denwelke de ambtenaren en beambten, krachtens littera C uit artikel 30 hierna, uit hun ambt werden geschorst.

N'est pas compris non plus dans la durée du terme, le temps pendant lequel les fonctionnaires et agents ont été suspendus par mesure d'ordre en vertu de l'art. 39 ci-après, lorsque cette suspension est suivie de la mise en disponibilité par mesure disciplinaire ou de la révocation.

Sont compris dans la durée du terme et assimilés aux services effectifs :

a) les services fournis dans la Colonie, à titre provisoire, ainsi que le prévoit l'article 4 ci-dessus ;

b) les missions officielles dans les Colonies tropicales étrangères, pour compte de la Colonie.

Dans le calcul du temps requis pour le terme de service, il est tenu compte de la durée du temps pendant lequel les fonctionnaires et agents ont été détachés dans les territoires ayant constitué l'Afrique Orientale Allemande occupée par la Belgique.

Est comptée aussi dans le terme, la durée des services prestés dans la Colonie, à des organismes commerciaux exploitant au Congo Belge des services d'intérêt public, dans lesquels la Colonie est financièrement intéressée, par les agents autorisés par le Gouvernement à cesser leurs fonctions à la Colonie, pour les continuer aux dits organismes.

Cette disposition ne vise que les services rendus aux organismes dont il s'agit, postérieurement à l'autorisation prévue.

Il en est de même des services rendus en Afrique au Comité Spécial du Katanga avant le 1er septembre 1910, par les

Wordt evenmin in den duur van den termijn begrepen, de tijd gedurende denwelke de ambtenaren en beambten, krachtens artikel 39 hierna bij ordemaatregel uit hun ambt werden geschorst, indien deze schorsing gevolgd werd door de ter-beschikkingstelling bij tuchtmaatregel of door de afzetting.

Worden in den duur van den termijn begrepen en met de werkelijke diensten gelijk gesteld :

a) De diensten in de Kolonie te voorloopigen titel bewezen, zooals hierbovenstaand artikel 4 voorziet ;

b) De ambtelijke opdrachten voor rekening der Kolonie in de vreemde tropische koloniën vervuld.

Bij het berekenen van den tijd welke voor den diensttermijn vereischt is, wordt er rekening gehouden met den duur van den tijd gedurende denwelke de ambtenaren en beambten afgezonden werden naar de grondgebieden welke Duitsch-Oost-Afrika uitmaakten, en door België bezet zijn.

Wordt eveneens in den termijn medegerekend, de duur der in de Kolonie bewezen diensten aan handelsinrichtingen die in Belgisch-Congo diensten van openbaar belang exploiteeren en in dewelke de Kolonie geldelijk betrokken is, door de beambten die van het Beheer de toelating ontvingen om hun ambt bij de Kolonie te staken ten einde het bij gezegde organismen voort te zetten.

Deze schikking doelt slechts op de diensten, na de voorziene toelating bewezen aan de inrichtingen waarvan sprake.

Hetzelfde geldt voor de in Afrika, vóór 1 September 1910, aan het Bijzonder Comiteit van Katanga bewezen diensten

agents de cet organisme qui sont entrés ensuite au service de la Colonie.

Les fonctionnaires et agents démissionnés, réadmis au service de la Colonie, sont autorisés à rattacher à leurs derniers services ceux accomplis antérieurement à leur démission.

Les fonctionnaires et agents ont la faculté de réduire leur terme de service à 12 ans au moins de services effectifs et de demander, à cet effet, leur mise à la retraite à condition que celle-ci coïncide avec la fin d'une période statutaire de service en cours et sous réserve de donner avis de leur décision au moins trois mois avant l'expiration de cette période.

Cet avis doit être envoyé au Gouverneur Général par la voie hiérarchique.

S'ils sont en congé lorsqu'ils désirent mettre fin à leur carrière, ils doivent donner avis de leur décision au Ministre des Colonies. Dans ce cas, la demande est recevable sans préavis.

Le Gouvernement peut mettre à la retraite les fonctionnaires et agents comptant au moins 12 ans de services effectifs, au moment où ceux-ci quittent le territoire de la Colonie à l'expiration d'une période de service en cours.

A l'expiration du terme de 18 années, les fonctionnaires et agents peuvent, s'ils en font la demande, être autorisés par le Ministre des Colonies ou par le Gouverneur Général à continuer leurs services pour un terme dont la durée est fixée

door de beambten van dit organisme die vervolgens in den dienst der Kolonie zijn getreden.

De ambtenaren en beambten die, na ontslagen te zijn geweest, terug in den dienst der Kolonie werden opgenomen, zijn gerechtigd bij hunne laatste diensten deze te voegen welke, vóór hun ontslag werden voltrokken.

Het staat den ambtenaren en beambten vrij, hunnen diensttermijn op minstens 12 jaar werkelijke diensten te verminderen en, te dien einde, hunne op pensioenstelling te vragen, op voorwaarde dat deze samenvalle met het sluiten van eenen loopenden statutairen diensttermijn en onder voorbehoud dat zij, ten minste drie maand vóór het verstrijken van dezen termijn, van hun besluit kennis geven.

Deze kennisgeving moet, langs ambtelijken weg, tot den Algemeen Gouverneur gericht worden.

Zijn zij met verlof wanneer zij aan hunne loopbaan een einde wenschen te stellen, dan moeten zij aan den Minister van Koloniën van hun besluit kennis geven. In dit geval, is de aanvraag ontvankelijk zonder preadvies.

De ambtenaren en beambten die minstens 12 jaar werkelijke diensten tellen, kunnen door het Beheer op pensioen worden gesteld, op het oogenblik waarop zij, bij het verstrijken van eene loopende dienstperiode, het grondgebied der Kolonie verlaten.

Bij het verstrijken van den termijn van 18 jaar, kunnen de ambtenaren en beambten, zoo zij er om verzoeken, door den Minister van Koloniën of den Algemeen Gouverneur gemachtigd worden hunne diensten voort te zetten voor eenen ter-

par l'autorité appelée à donner l'autorisation.

Celle-ci peut être renouvelée.

Les fonctionnaires du grade de Commissaire de district de 2e classe ou d'un grade équivalent ou supérieur, admis à la pension de retraite, après avoir terminé honorablement une carrière de 18 ans au moins de services effectifs, ainsi que ceux qui, relevés de leurs fonctions pour motif de santé, comptent au moins douze ans de services effectifs honorables, peuvent être autorisés à porter le titre honorifique du dernier grade auquel ils ont été nommés.

Le Ministre des Colonies détermine les modalités d'application de cette disposition et confère les grades à titre honorifique.

ART. 8.

Le Gouverneur Général, les Gouverneurs de province et les Commissaires de district sont autorisés, dans les limites de leurs attributions respectives, à désigner les intérimaires à tous les emplois vacants ou dont les titulaires sont momentanément absents ou empêchés.

Les intérimaires exercent tous les pouvoirs des titulaires, mais ils n'ont pas le droit au traitement des fonctions qu'ils remplissent par intérim.

Toutefois, le Gouverneur Général, sur la proposition des Gouverneurs de province, peut accorder aux agents et fonctionnaires chargés intérimairement de fonctions supérieures à leur grade, et comportant de plus lourdes charges ou responsabilités, une indemnité annuelle,

mijn waarvan de duur vastgesteld wordt door de overheid die geroepen werd de toelating te verleenen.

Deze kan hernieuwd worden.

De ambtenaren van den graad van districtcommissaris-2e klasse of van eenen gelijkwaardigen of hoogeren graad die, na op eervolle wijze, eene loopbaan van minstens 18 jaar werkelijke diensten te hebben voleind, tot het rustpensioen werden toegelaten, evenals zij die, om gezondheidsreden uit hun ambt werden ontheven, en minstens twaalf jaar eervolle werkelijke diensten tellen, kunnen gerechtigd worden tot het voeren van den eeretitel van den laatsten graad tot denwelke zij benoemd werden.

De Minister van Koloniën bepaalt de toepassingsmodaliteiten dezer schikking en verleent de graden ten eeretitel.

ART. 8.

De Algemeen Gouverneur, de Provincie-gouverneurs en de districtcommissarissen zijn, binnen de perken hunner onderscheidelijke bevoegdheid, gemachtigd om tijdelijke waarnemers aan te stellen in al de openstaande ambten waarvan de titelvoerders tijdelijk afwezig of belet zijn.

De tijdelijke waarnemers oefenen al de machten der titelvoerders uit, maar hebben geen recht op de wedden der ambten die zij tijdelijk waarnemen.

De Algemeen Gouverneur kan echter, op voorstel der Provincie-gouverneurs, eene jaarlijksche vergoeding welke hoogstens 1/10 van de aanvankelijke wedde der belanghebbenden kan bedragen, verleenen aan de ambtenaren en beambten die tijdelijk hoogere ambten

qui peut atteindre au maximum 1/10e du traitement initial des intéressés.

Cette indemnité est acquise mensuellement.

ART. 9.

Le Gouverneur Général peut, lorsque l'intérêt du service l'exige, soit attacher provisoirement les fonctionnaires et agents à un service différent de celui qu'indique leur arrêté ou ordonnance de nomination, soit, les y nommer définitivement.

Dans ce dernier cas, l'ordonnance de nomination implique la démission du grade et des fonctions conférés antérieurement.

Le Gouverneur Général peut, de même, accessoirement au service auquel les fonctionnaires et agents appartiennent, leur confier d'autres fonctions.

L'emploi géré à titre provisoire ne donne pas lieu à une rémunération autre que celle attachée aux fonctions du service auquel le fonctionnaire ou l'agent appartient.

L'emploi géré à titre accessoire ne donne lieu à aucune rémunération supplémentaire.

Dans aucun des deux cas le grade n'est modifié.

Si le transfert d'un service dans un autre est demandé par un fonctionnaire ou agent dans son intérêt propre et est autorisé par le Gouverneur Général, cette mutation s'effectue à la date de l'ordonnance sans effet rétroactif.

dan die van hunnen graad waarnemen en waaraan zwaarder dienstverrichtingen of verantwoordelijkheden verbonden zijn.

Deze vergoeding wordt maandelijks verworven.

ART. 9.

De Algemeen Gouverneur kan, in geval het belang van den dienst zulks vereischt, hetzij de ambtenaren en beambten aan eenen dienst toevoegen, verschillend van dezen welken hun besluit of hunne verordening van benoeming aanduidt, hetzij ze in dezen dienst te bepalden titel benoemen.

In dit laatste geval, brengt de verordening tot benoeming het ontslag uit de vroeger verleende graad en ambt, mede.

De Algemeen Gouverneur kan eveneens aan de ambtenaren en beambten, als bijwerk aan den dienst tot denwelke zij behooren, andere ambten toevertrouwen.

Het te voorloopigen titel waargenomen ambt geeft geen aanleiding tot eene andere vergelding dan deze welke betrekking heeft op de ambten van den dienst tot denwelke de ambtenaar of de beambte behoort.

De ten titel van bijwerk waargenomene bediening geeft tot geen enkele bijkomende vergelding aanleiding.

In geen der beide gevallen, wordt de graad gewijzigd.

Indien de overgang van eenen dienst naar eenen anderen door eenen ambtenaar of beambte in diens eigen belang aangevraagd en door den Algemeen Gouverneur toegestaan wordt, dan geschiedt deze dienstwisseling, zonder terugwerkende kracht, op den datum der verordening.

Si le transfert d'un service dans un autre est ordonné dans l'intérêt du service les droits acquis par l'intéressé dans sa situation antérieure lui sont maintenus.

ART. 10.

Nul ne peut être promu à un grade supérieur si ce n'est après un an de service effectif dans le grade immédiatement inférieur et si l'importance des services rendus justifie l'octroi de cette faveur. — Il peut être dérogé à cette règle dans l'intérêt de la Colonie, ainsi que pour récompenser des services importants ou reconnaître des capacités et un zèle extraordinaires.

Dans ce cas, la promotion est faite par le Roi.

Les promotions se font toujours au traitement initial du grade conféré, à moins que l'intéressé ne jouisse déjà d'un traitement supérieur, auquel cas il conserve ce traitement à titre personnel.

Toutefois, une augmentation de traitement dans les limites de l'article 11 ci-après peut être accordée lors d'une promotion, à ceux des fonctionnaires et agents qui se trouvent en ordre utile pour obtenir ces deux avantages à la même date et qui seraient lésés par suite de l'octroi pur et simple du traitement initial afférent à leur nouveau grade.

Le Ministre des Colonies détermine jusqu'à quelles fonctions et d'après quelles règles les promotions doivent au moins pour la moitié, être faites à l'ancienneté.

Indien de overgang van eenen dienst naar eenen anderen in het belang van den dienst bevolen wordt, dan blijven de rechten welke de belanghebbende in zijn vroegeren toestand verworven had, gehandhaafd.

ART. 10.

Tot een hoogeren graad kan niemand bevorderd worden, tenzij hij ten minste één jaar werkelijke diensten telle in den onmiddellijk lageren graad, en voor zooverre de belangrijkheid der bewezen diensten het verleenen dezer gunst wettige. Van dezen regel kan afgeweken worden in het belang der Kolonie, zoomede wanneer het geldt gewichtige diensten te beloonen of buitengewone bekwaamheid en dienstijver te erkennen.

In dit geval, geschiedt de bevordering door den Koning.

De bevorderingen geschieden steeds aan de aanvankelijke wedde van den verleenden graad, ten ware de belanghebbende reeds eene hoogere wedde genoot, in welk geval hij deze wedde te persoonlijken titel behoudt.

Eene weddeverhooging binnen de perken van artikel 11 hierna kan, echter, bij de bevordering worden verleend aan deze der ambtenaren en beambten die in aanmerking komen voor het bekomen dezer beide voordeelen op denzelfden datum en die, door het eenvoudig verleenen der aan hunnen nieuwen graad verbonden aanvankelijke wedde, zouden benadeeld worden.

De Minister van Koloniën bepaalt met inbegrip van welke ambten en naar welke regelen, de bevorderingen ten minste voor de helft volgens ambtsouderdom moeten gedaan worden.

Les promotions ne sont effectuées que dans les limites des effectifs fixés par les cadres organiques.

Les examens à subir pour l'accession à certains grades sont déterminés par le Ministre des Colonies.

ART. 11.

Après chaque période de deux années d'ancienneté dans leur grade, dont un an et demi au moins de services effectifs dans ce grade, les fonctionnaires et agents peuvent, si l'importance des services rendus le justifie, obtenir une augmentation de traitement.

Le Roi, sur la proposition du Ministre des Colonies, accorde les augmentations de traitement au Gouverneur Général et aux Vice-Gouverneurs Généraux.

Le Gouverneur Général est autorisé à accorder dans les limites ci-après, les augmentations de traitement aux autres fonctionnaires et agents de la Colonie :

Après la première période de deux années d'ancienneté, comme il est dit au 1er paragraphe du présent article, l'augmentation normale est de 1/20e du traitement initial du grade ; elle ne peut dépasser 1/10e de ce traitement.

Le total des augmentations successives dans un grade ne peut dépasser les 2/5e du traitement initial.

Lorsqu'un fonctionnaire ou agent a conservé, lors d'une promotion, son ancien traitement et que celui-ci est égal ou supérieur au traitement initial de son nouveau grade, il peut obtenir une augmentation, sur la base de son ancien traitement, à l'époque où il aurait pu

De bevorderingen geschieden slechts binnen de perken der door de organieke kaders vastgestelde effectieven.

De, tot het bekomen van sommige graden, af te leggen examens, worden door den Minister van Koloniën bepaald.

ART. 11.

Na elke periode van twee jaar dienstouderdom in hunnen graad, waarvan minstens een jaar en half werkelijke diensten in dezen graad, kunnen de ambtenaren en beambten, bijaldien de gewichtigheid der bewezen diensten zulks rechtvaardigt, eene weddeverhooging bekomen.

De Koning verleent, op voorstel van den Minister van Koloniën, weddeverhoogingen aan den Algemeen Gouverneur en aan de Onderalgemeen Gouverneurs.

De Algemeen Gouverneur is gerechtigd, binnen volgende perken, weddeverhoogingen te verleenen aan de andere ambtenaren en beambten der Kolonie.

Na de eerste periode van twee jaar dienstouderdom, zooals bij paragraaf één uit tegenwoordig artikel gezegd wordt, bedraagt de normale verhooging 1/20e van de aanvankelijke wedde volgens den graad ; zij kan 1/10e dezer wedde niet te boven gaan.

Het totaal der achtereenvolgende verhoogingen in eenen graad mag de tweevijfden der aanvankelijke wedde niet te boven gaan.

Indien, op het oogenblik eener bevordering, een ambtenaar of beambte zijne wedde behield en deze laatste de aanvankelijke wedde van zijnen nieuwen graad evenaart of overtreft, kan hij eene verhooging bekomen, op grondslag zijner voormalige wedde, op het tijdstip waarop

recevoir normalement cette augmentation dans le grade précédent.

Le délai prévu au 1er alinéa du présent article peut être réduit, lorsqu'il y a lieu de récompenser des services importants ou de reconnaître des capacités et un zèle extraordinaires.

Dans ce cas, l'augmentation est accordée par le Roi.

Les augmentations accordées prennent cours, dans toute la mesure possible, à la date à laquelle le fonctionnaire ou l'agent compte l'ancienneté requise.

Les fonctionnaires et agents, à la fin de chaque période de service, reçoivent verbalement communication intégrale des notes appréciant leurs services. — La cote de classement peut leur être donnée par écrit.

ART. 12.

Le Ministre des Colonies règle le mode de liquidation du traitement des fonctionnaires et agents.

Il fixe également la réduction à opérer sur le traitement des fonctionnaires et agents qui, provisoirement, seraient nourris par les soins de la Colonie.

Il est alloué aux fonctionnaires et agents mariés, en activité de service ou en congé avec traitement, une indemnité familiale mensuelle fixée à :

1° 400 francs pour la femme ;

2° 400 francs par enfant à charge âgé de moins de vingt et un ans.

Si le fonctionnaire ou l'agent contracte

hij op normale wijze deze verhooging in voorgaanden graad zou kunnen bekomen hebben.

De bij lid één uit tegenwoordig artikel voorziene termijn kan verminderd worden wanneer het geldt gewichtige diensten te beloonen of buitengewone bekwaamheid en dienstijver te erkennen.

In dit geval, wordt de verhooging door den Koning toegestaan.

De toegestane verhoogingen nemen, in de mate van het mogelijke, aanvang op den datum waarop de ambtenaar of de beambte den vereischten dienstouderdom bereikt heeft.

De ambtenaren en beambten ontvangen, op het einde van elke dienstperiode mondeling kennis van den algeheelen inhoud der nota's waarbij hunne diensten gewaardeerd worden. De rangschikkingskwoteering kan hun schriftelijk worden gegeven.

ART. 12.

De Minister van Koloniën regelt de afrekeningswijze van de wedde der ambtenaren en beambten.

Hij stelt eveneens de vermindering vast welke moet geschieden op de wedde der ambtenaren en beambten die voorloopig, door de zorgen der Kolonie zouden gevoed worden.

Aan de gehuwde ambtenaren en beambten, in werkelijken dienst of in verlof met wedde, wordt eene maandelijksche familie-vergoeding toegekend ; deze is vastgesteld op :

1° 400 frank voor de vrouw ;

2° 400 frank voor ieder ten laste en minder dan een-en-twintig jaar oud zijnde kind.

Gaat de ambtenaar of de beambte een

mariage après son entrée au service de la Colonie, l'indemnité pour la femme prend cours à la date de la célébration du mariage.

L'indemnité pour l'enfant prend cours à la date de la naissance si celle-ci se produit après l'entrée du père au service de la Colonie.

L'indemnité due est acquise pour tout mois commencé. — Elle est liquidée en même temps que le traitement.

Le Ministre des Colonies est autorisé à prendre par voie de dispositions générales ou particulières, toutes mesures propres à assurer à la femme et aux enfants le bénéfice de l'indemnité familiale.

La veuve de tout fonctionnaire ou agent, décédé en activité de service sur le territoire de la Colonie, lorsqu'elle s'y trouve elle-même, dûment autorisée par le Ministre des Colonies à y séjourner avec son mari, comme il est dit à l'article 14 ci-après, a droit à une indemnité qui prend cours le lendemain du décès.

Cette indemnité est calculée au prorata du temps normalement nécessaire à la veuve pour lui permettre de quitter la Colonie et sur la base du traitement mensuel brut du mari, majoré des indemnités y afférentes dont celui-ci bénéficiait au moment de son décès.

Elle ne peut toutefois être inférieure à un mois de traitement du mari, majoré des allocations y afférentes.

huwelijk aan, nadat hij in dienst der Kolonie was getreden, dan neemt de vergoeding voor de vrouw aanvang, te rekenen van den dag waarop het huwelijk voltrokken werd.

De vergoeding voor het kind neemt aanvang vanaf den dag der geboorte, indien deze zich voordeed nadat de vader in den dienst der Kolonie was getreden.

De verschuldigde vergoeding is voor elke begonnen maand verworven. Zij wordt terzelfdertijd als de wedde uitbetaald.

De Minister van Koloniën is gemachtigd bij wege van algemeene of bijzondere schikkingen, alle maatregelen te treffen welke van aard zijn aan de vrouw en kinderen het voordeel der familie-vergoeding te verzekeren.

De weduwe van allen in werkelijken dienst en op het grondgebied der Kolonie overleden ambtenaar of beambte, heeft recht op eene vergoeding welke aanvang neemt daags na het overlijden, wanneer zij zich daar zelf bevindt, behoorlijk door den Minister van Koloniën gerechtigd zijnde aldaar met haren echtgenoot te verblijven, zooals bij artikel 14 hierna gezegd wordt.

Deze vergoeding wordt berekend in evenredigheid met den tijd welken de weduwe normaal noodig heeft om de Kolonie te verlaten, en op den grondslag van de bruto-maandelijksche wedde van den echtgenoot, vermeerderd met de daaraan verbonden vergoedingen, welke hij op het oogenblik van zijn overlijden, genoot.

Zij zal, evenwel, niet minder mogen bedragen dan ééne maand wedde van den echtgenoot, vermeerderd met de daaraan verbonden vergoedingen.

En cas de décès d'un fonctionnaire ou d'un agent au cours de sa première période statutaire de trois ans de service, seront mises à charge du Trésor Colonial toutes sommes dont il serait redevable envers la Colonie, du chef d'avances reçues sur son traitement, conformément aux dispositions sur la matière, préalablement à son embarquement pour le Congo.

Une indemnité d'équipement dont le montant est fixé à 2.500 francs est accordée aux fonctionnaires et agents se rendant pour la première fois au Congo pour le service de la Colonie.

Est tenu de rembourser l'indemnité d'équipement qu'il a touchée avant son départ, tout fonctionnaire ou agent qui, au cours de sa première période de service, obtient sa démission, est révoqué pour abandon ou refus de service ou est mis en disponibilité pour convenances personnelles, lorsque sa démission fait suite à cette mesure.

Ce remboursement n'est cependant exigé qu'au prorata du nombre de mois manquant à l'intéressé pour avoir achevé la dite période de service statutaire, tout mois commencé étant considéré comme accompli entièrement.

Une indemnité dite « de résidence » est accordée aux fonctionnaires et agents résidant dans les localités de la Colonie où les facteurs économiques affectant les conditions matérielles de l'existence motivent l'allocation d'un supplément de ressources. — Le montant de cette indemnité est fixé par arrêté royal.

Zullen, in geval van overlijden van eenen ambtenaar of van eenen beambte, in den loop zijner eerste statutaire periode van drie jaar dienst, ten laste der Koloniale Schatkist worden gelegd, al de sommen welke hij aan de Kolonie zou verschuldigd zijn, uit hoofde van, overeenkomstig de schikkingen betreffende deze zaak, vóór zijne inscheping voor Congo, op zijne wedde ontvangen voorschotten.

Eene vergoeding voor uitrusting waarvan het bedrag op 2.500 frank vastgesteld is, wordt toegekend aan de ambtenaren en beambten die zich, voor de eerste maal voor den dienst der Kolonie, naar Congo begeven.

Is gehouden tot het terugbetalen der vergoeding voor uitrusting welke hem vóór zijn vertrek werd betaald, ieder ambtenaar of beambte die, in den loop van zijn eerste dienstperiode, zijn ontslag bekomt, uit hoofde van dienstverlating of -weigering uit zijn ambt afgezet of om persoonlijke welvoeglijkheid in beschikbaarheid wordt gesteld, indien zijn ontslag het gevolg van dezen maatregel is.

Deze terugbetaling wordt nochtans slechts vereischt in evenredigheid van het getal maanden welke aan den belanghebbende nog ontbreken om bedoelde statutaire dienstperiode te voleinden, elke begonnen maand aanzien wordende als in haar geheel voltrokken.

Eene zoogezegde « verblijfsvergoeding » wordt verleend aan de ambtenaren en beambten die verblijven in de plaatsen der Kolonie waar de economische factors derwijze de stoffelijke bestaansvoorwaarden beïnvloeden, dat het toekennen van een toeslag der inkomsten gebillijkt wordt. Het bedrag dezer vergoeding wordt bij koninklijk besluit vastgesteld.

Elle est liquidée mensuellement et par anticipation.

ART. 13.

La Colonie fournit gratuitement à ses fonctionnaires et agents le logement au Congo.

Ceux d'entre eux qui ne sont pas logés dans les bâtiments de la Colonie reçoivent une indemnité à déterminer par le Gouverneur Général.

Les soins médicaux et chirurgicaux et les médicaments sont accordés gratuitement pendant leur séjour au Congo, aux fonctionnaires et agents, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants, lorsqu'ils ont été autorisés à se faire accompagner ou rejoindre par eux en Afrique. — Il en est de même pour les soins dentaires, les prothèses exceptées.

Les mêmes soins et les médicaments sont accordés gratuitement en Belgique, aux fonctionnaires et agents en congé, ainsi qu'à leurs femmes et à leurs enfants ayant séjourné au Congo, lorsque ces soins sont dûs pour des maladies résultant du séjour en Afrique.

Les fonctionnaires et agents en congé résidant à l'étranger et le personnel se rendant dans la Colonie ou rentrant en Europe, par une voie autre que celle de Boma, peuvent bénéficier du remboursement de tout ou partie des frais qu'ils ont dû supporter pour soins médicaux et chirurgicaux et achats de médicaments, pour eux, leurs femmes et leurs enfants autorisés à les accompagner ou à les rejoindre au Congo. — A cet effet, ils doivent produire des pièces justificatives dont le bien fondé est déterminé

Zij wordt maandelijks voorafbetaald.

ART. 13.

De Kolonie bezorgt kosteloos aan hare ambtenaren en beambten de huisvesting in Congo.

Deze onder hen die in de gebouwen der Kolonie niet gehuisvest worden, ontvangen eene door den Algemeen Gouverneur vast te stellen vergoeding.

De genees- en heelkundige zorgen, evenals de geneesmiddelen worden kosteloos aan de ambtenaren en beambten en aan diens vrouw en kinderen tijdens hun verblijf in Congo verleend in zooverre zij de toelating ontvingen zich door hen in Afrika te laten vergezellen of te doen vervoegen. Hetzelfde geldt voor het verzorgen der tanden met uitzondering der prothesis.

Dezelfde zorgen en de geneesmiddelen worden in België kosteloos verleend aan de met verlof zijnde ambtenaren en beambten alsmede aan hunne vrouw en kinderen die in Congo verbleven indien deze zorgen moeten gegeven worden voor ziekten welke uit het verblijf in Afrika ontstonden.

De met verlof zijnde ambtenaren en beambten die in den vreemde verblijven en het personeel dat zich naar de Kolonie begeeft of naar Europa, langs eenen anderen weg dan over Boma, terugkeert, kunnen de terugbetaling genieten van het geheel of een deel der kosten die zij te dragen hadden voor genees- en heelkundige zorgen en voor het aankoopen van geneesmiddelen, voor hun zelf evenals voor hun vrouw en kinderen die de machtiging ontvingen hen naar Congo te vergezellen of aldaar te vervoegen. Zij

par le Service d'Hygiène du Département ou celui de la Colonie.

Le Ministre des Colonies et, au Congo, le Gouverneur Général, déterminent les conditions dans lesquelles sont accordés les soins prévus ci-dessus.

ART. 14.

La Colonie prend à sa charge les frais de voyage des fonctionnaires et agents se rendant au Congo et les frais du voyage de retour, lorsque le fonctionnaire ou l'agent rentre en Europe en vertu d'un congé régulier, d'une mise en disponibilité pour réorganisation, suppression d'emploi ou dans l'intérêt du service, ou d'une démission décidée pour cause d'inaptitude au service co onial.

La Colonie prend aussi à sa charge les frais de voyage de retour, lorsque le fonctionnaire ou l'agent rentre en Europe à l'expiration de son terme de service de 18 ans ou prolongé au-delà de cette durée ou du terme réduit, comme il est dit à l'article 7 ci-dessus.

Les fonctionnaires et agents qui, au moment où ils ont quitté le service, ont droit au voyage de rentrée aux frais de la Colonie, conservent indéfiniment ce droit, avec cette réserve que l'administration ne doit pas supporter de ce chef, une dépense plus lourde que celle qui lui eût incombé, si l'intéressé avait réclamé immédiatement son rapatriement.

moeten, te dien einde, bewijsstukken leveren, waarvan de gegrondheid door den Gezondheidsdienst van het Departement of door dezen der Kolonie bepaald wordt.

De Minister van Koloniën en, in Congo, de Algemeen Gouverneur, bepalen de voorwaarden waarin de hierboven voorziene zorgen verleend worden.

ART. 14.

De Kolonie neemt te haren laste de reiskosten der ambtenaren en beambten die zich naar Congo begeven en de kosten voor de terugreis, wanneer de ambtenaar of de beambte krachtens een regelmatig verlof, door ter beschikkingstelling wegens herinrichting van den dienst, afschaffing der betrekking of in het belang van den dienst of tengevolge van een uit hoofde van ongeschiktheid tot den kolonialen dienst beslist ontslag, naar Europa terugkeert.

De Kolonie neemt eveneens de kosten der terugreis te haren laste, wanneer de ambtenaar of de beambte naar Europa terugkeert bij het verstrijken van zijnen diensttermijn van 18 jaar of boven dezen duur verlengden termijn of van den verminderden termijn, zooals bij artikel 7 hierboven gezegd is.

De ambtenaren en beambten die, op het oogenblik waarop zij den dienst verlieten, recht hadden op de terugreis op kosten der Kolonie, behouden dit recht voor een onbepaalden tijd, echter onder voorbehoud dat het Beheer uit dien hoofde geene zwaardere lasten hoeft te dragen dan deze welke haar zouden ten deele gevallen zijn, indien de belanghebbende zijne onmiddellijke rapatrieering had geëischt.

Les fonctionnaires et agents voyagent par la voie que leur indique le Ministre des Colonies ou le Gouverneur Général.

Les fonctionnaires et agents dont le grade comporte un traitement initial de 64.000 francs au moins, voyagent en 1re classe.

Les autres agents voyagent en 2e classe.

Le fonctionnaire qui a droit au voyage en 1re classe ne peut être autorisé à voyager en 2e classe pour obtenir le montant de la différence du prix du passage : toutefois, il peut être dérogé à cette disposition dans des cas exceptionnels et particulièrement intéressants, à soumettre à la décision du Ministre des Colonies ou du Gouverneur Général, suivant que les intéressés se trouvent en Europe ou en Afrique.

Les fonctionnaires et agents, actuellement au service de la Colonie, qui aux termes du présent article, doivent voyager en 2e classe, mais à qui la classification en usage avant la mise en vigueur du présent statut, a effectivement permis de voyager en 1re classe, peuvent, à titre personnel et par mesure transitoire, voyager en 1re classe.

Le bénéfice de cette disposition s'étend à leurs femmes et enfants, autorisés à voyager aux frais de la Colonie, en vertu des dispositions qui suivent :

Les fonctionnaires et agents peuvent être autorisés, sous certaines conditions par le Ministre des Colonies, à se faire accompagner ou rejoindre par leurs femmes et leurs enfants.

De ambtenaren en beambten moeten den reisweg volgen welke hun, door den Minister van Koloniën of den Algemeen Gouverneur wordt aangewezen.

De ambtenaren en beambten wier graad eene aanvankelijke wedde van minstens 64.000 frank medebrengt, reizen in eerste klasse.

De andere beambten reizen in tweede klasse.

De ambtenaar die het recht heeft op de reis in 1e klasse, kan niet gemachtigd worden in 2e klasse te reizen om het verschil van den prijs der overvaart te ontvangen : er kan nochtans van deze schikking worden afgeweken in uitzonderlijke en uiterst belangwekkende gevallen, welke ke aan den Minister van Koloniën of den Algemeen Gouverneur voor beslissing dienen onderworpen, naar gelang de belanghebbenden zich in Europa of in Afrika bevinden.

De thans in den dienst der Kolonie zijnde ambtenaren en beambten die, luidens tegenwoordig artikel, in 2e klasse moeten reizen, doch aan wie de rangschikking, in gebruik vóór het invoege brengen van het tegenwoordig statuut, werkelijk toeliet in eerste klasse te reizen, mogen, te persoonlijken titel en bij overgangsmaatregel, in eerste klasse reizen.

Het voordeel dezer schikking strekt zich uit tot hunne vrouw en kinderen die, krachtens volgende schikkingen, de toelating ontvingen op kosten der Kolonie te reizen.

De ambtenaren en beambten kunnen onder zekere voorwaarden door den Minister van Koloniën gerechtigd worden zich van hunne vrouw en kinderen te laten vergezellen of zich door hen te doen vervoegen.

En cas d'autorisation, les avantages suivants sont accordés :

a) pour la femme ;

b) pour les enfants en-dessous de 6 ans;

c) pour trois enfants au-dessus de 6 ans et jusqu'à 18 ans révolus pour les garçons et 21 ans révolus pour les filles, s'ils sont restés célibataires.

Si le fonctionnaire ou l'agent emmène plusieurs enfants âgés de 6 à 18 ans ou 21 ans, ce sont les enfants les plus âgés qui bénéficient des avantages susvisés.

1° Les frais de voyage au départ depuis Bruxelles jusqu'au lieu de destination et, au retour, depuis le lieu de résidence jusqu'à Bruxelles, par chemin de fer (transport), par bateau de mer (transport et nourriture, si celle-ci est comprise dans le prix du billet de passage), par bateaux fluviaux et tous autres moyens mécaniques (transport), sont à charge de la Colonie.

Cependant, le droit aux frais de retour n'est acquis à la femme et aux enfants, que pour autant qu'ils comptent un an au moins de séjour dans la Colonie, au cours d'un même terme de service normal du fonctionnaire ou de l'agent .

Néanmoins, si le retour de la femme ou des enfants, avant un an de séjour est motivé par des raisons graves de santé, le fonctionnaire ou l'agent peut obtenir la restitution des frais de voyage de sa femme ou de ses enfants.

Les raisons de retour pour motif de santé sont soumises au contrôle des médecins du Département à Bruxelles.

In geval van machtiging, worden volgende voordeelen toegestaan :

a) voor de vrouw ;

b) voor de kinderen beneden de 6 jaar ;

c) voor drie kinderen boven de 6 en tot ten volle 18 jaar voor wat de jongens betreft, en tot ten volle 21 jaar, voor wat de meisjes betreft, zoo zij ongehuwd bleven ;

Brengt de ambtenaar of beambte verscheidene kinderen van 6 tot 18 of tot 21 jaar oud mede, dan zijn het de oudste kinderen die bovenbedoelde voordeelen genieten.

1° De reiskosten, bij het vertrek, vanaf Brussel tot de bestemmingsplaats en, bij de terugreis, van af de verblijfplaats tot Brussel, per spoor (vervoer) per zeeboot (vervoer en voeding zoo deze in den prijs van het overvaartbiljet begrepen is), per rivierbooten en alle andere mechanische middelen (vervoer), zijn ten laste der Kolonie.

De vrouw en de kinderen, nochtans, hebben alleen recht op kosten der terugreis, in zooverre zij ten minste een verblijf van één jaar in de Kolonie tellen, in den loop van eenen zelfden normalen diensttermijn van den ambtenaar of den beambte.

Indien, nochtans, de terugreis van de vrouw of van de kinderen, vóór een verblijf van één jaar, door ernstige gezondheidsredenen gestaafd is, kan de ambtenaar of beambte de teruggave der reiskosten van zijne vrouw of kinderen bekomen.

De redenen van de terugkomst wegens gezondheidstoestand worden aan het toezicht der geneesheeren van het Beheer te Brussel, onderworpen.

En cas de retour anticipé de la femme ou des enfants, avant la fin de la période de service en cours du mari, soit pour motif de santé, soit pour toute autre cause, les intéressés perdent le bénéfice des frais de voyage depuis Bruxelles jusqu'au lieu de destination, lors du départ subséquent éventuel, qu'il ait lieu soit au cours de la même période de service, soit au cours d'une nouvelle période de service du fonctionnaire ou de l'agent, à moins que la période immédiatement précédente et au cours de laquelle le voyage de retour de la femme ou des enfants s'est accompli, n'ait eu la durée normale prévue au statut.

Si le fonctionnaire ou l'agent doit lui-même rentrer en congé anticipé pour raison de santé, sa femme et ses enfants bénéficient de la gratuité du voyage de rapatriement et conservent le droit à la gratuité du voyage de retour dans la Colonie, lors d'un voyage subséquent. — Il en est de même lorsque le fonctionnaire ou l'agent rentre en Europe dans l'intérêt du service, quelle qu'ait été la durée de sa période de service en cours.

Sous réserve des conditions qui précèdent, le Gouvernement prend aussi à sa charge les frais de voyage de retour des garçons ayant dépassé l'âge de 18 ans et des filles ayant dépassé celui de 21 ans, lorsque les intéressés ont été amenés au Congo, au frais de la Colonie, et pour autant qu'ils soient restés célibataires.

Pour chaque départ, une nouvelle autorisation ministérielle doit être accordée.

En cas de décès du fonctionnaire ou de l'agent, la veuve et les enfants célibataires quelle que soit la durée de leur séjour,

In geval van vervroegde terugkomst vanwege de vrouw of de kinderen vóór het einde der loopende dienstperiode van den man, hetzij om gezondheidsredenen, hetzij uit welke andere oorzaak ook, verliezen de belanghebbenden het voordeel der reiskosten vanaf Brussel tot de bestemmingsplaats, bij het gebeurlijk volgend vertrek, dit geschiede, hetzij in den loop van denzelfden diensttermijn, hetzij in den loop van eene nieuwe dienstperiode van den ambtenaar of den beambte, tenzij het onmiddellijk voorafgaand tijdsbestek waaronder de terugreis van vrouw en kinderen is geschied, den normalen bij het statuut voorzienen duur bedroeg.

Indien de ambtenaar of beambte zelf, om gezondheidsredenen, met vervroegd verlof moet terugkomen, genieten zijne vrouw en kinderen de kosteloosheid der terugreis en behouden zij het recht op de kosteloosheid der reis bij den terugkeer in de Kolonie tijdens eene volgende reis. Dit is eveneens het geval wanneer de ambtenaar of beambte, in het belang van den dienst, naar Europa terugkeert, welke ook de duur zijner aan den gang zijnde dienstperiode moge wezen.

Onder voorbehoud der voorafgaande voorwaarden, neemt het Beheer eveneens te zijnen laste de terugreis van de meer dan 18 jaar oud zijnde jongens en boven de 21 jaar oud zijnde meisjes, zoo de belanghebbenden naar Congo werden medegevoerd op kosten der Kolonie en voor zooveel zij ongehuwd bleven.

Voor elk vertrek, moet eene nieuwe ministerieele toelating worden verleend.

In geval van overlijden van den ambtenaar of beambte, worden de weduwe en ongehuwde kinderen op kosten der Kolo-

sont rapatriés aux frais de la Colonie et la veuve reçoit l'indemnité prévue à l'article 12 ci-dessus.

En cas de déplacement dans la Colonie du fonctionnaire ou de l'agent, pour satisfaire à un ordre de mutation ou de transfert, la femme et les enfants jouissent de la gratuité du transport par chemin de fer, par bateau et autres moyens mécaniques.

Si la femme accompagne son mari au cours d'un déplacement effectué pour l'exécution du service, elle jouit de la même gratuité.

Le Gouverneur Général de la Colonie ou les Gouverneurs de province, déterminent par voie d'ordonnance, indépendamment de toutes autres modalités, le nombre de porteurs supplémentaires à accorder aux frais de la Colonie pour les besoins de la femme et des enfants, accompagnant le fonctionnaire ou l'agent dans ses déplacements.

Les fonctionnaires et agents célibataires qui désirent contracter mariage et bénéficier des avantages ci-dessus, doivent se munir de l'autorisation préalable du Ministre.

SECTION II.

Des congés.

ART. 15.

Les périodes de service sont de trois ans ; elles ne sont plus que de deux ans pour les fonctionnaires et agents qui ont déjà accompli un terme complet de 12 ans.

Toutefois pour ceux qui commencent une nouvelle période de service alors

nie, welke ook de duur van het verblijf weze, terug naar het vaderland gevoerd, en ontvangt de weduwe de bij artikel 12 hierboven voorziene vergoeding.

In geval van verplaatsing in de Kolonie, van den ambtenaar of beambte, om aan een bevel van overgang of van overplaatsing te voldoen, genieten de vrouw en de kinderen het kosteloos vervoer per spoor, per boot of andere mechanische vervoermiddelen.

Zoo de vrouw haren echtgenoot begeleidt in den loop eener voor de uitvoering van den dienst verwezenlijkte verplaatsing, geniet zij dezelfde kosteloosheid.

De Algemeen Gouverneur der Kolonie of de Provincie-Gouverneurs bepalen, bij wege van verordening, ongeminderd alle andere modaliteiten, het getal bijkomende dragers welke, op kosten der Kolonie, zullen worden toegestaan voor de noodwendigheden der vrouw en der kinderen die den ambtenaar of beambte in zijne verplaatsingen vergezellen.

De ongehuwde ambtenaren en beambten die wenschen in huwelijk te treden en de hierboven vermelde voordeelen te genieten, moeten zich van de voorafgaandelijke toelating van den Minister voorzien.

SECTIE II.

Verloven.

ART. 15

De dienstperioden bedragen drie jaar ; zij bedragen slechts twee jaar voor de ambtenaren en beambten die reeds eenen volledigen termijn van 12 jaar hebben doorgemaakt.

Voor diegenen, evenwel, die eene nieuwe dienstperiode beginnen bijaldien

qu'ils ne sont que dans la 12e année du terme, cette même période prend normalement fin au moment où ils comptent 14 années accomplies de services effectifs.

Après chaque période de service effectif, les fonctionnaires et agents ont le droit d'interrompre leur service et de jouir d'un congé de six mois.

Les fonctionnaires et agents ne peuvent partir en congé, s'ils ne sont remplacés dans la fonction qu'ils occupent ou si l'intérêt du service s'oppose à leur départ ; le départ est différé par le Gouverneur Général ou par les Gouverneurs de province.

En aucun cas, le retard ne peut, sans l'assentiment du fonctionnaire ou de l'agent qui le subit, être d'une durée supérieure à trois mois.

Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent ni au Gouverneur Général, ni aux Vice-Gouverneurs Généraux, ni aux fonctionnaires exerçant intérimairement les fonctions de Gouverneur de province, pour lesquels il est statué par le Ministre des Colonies, dans chaque cas particulier.

Les fonctionnaires ou agents dont le départ en congé est différé soit à leur demande, soit d'office, reçoivent, sauf le cas où la durée de la prolongation est inférieure à trente jours, une indemnité calculée sur les bases suivantes et au prorata de la prolongation effectuée :

4.000 francs par an, pour les agents dont le traitement initial du grade est inférieur à 64.000 francs ;

zij slechts bij het 12e jaar van den termijn zijn, wordt, op normale wijze, deze zelfde periode gesloten op het oogenblik waarop zij 14 volledige jaren werkelijken dienst tellen.

Na elke periode werkelijken dienst, hebben de ambtenaren en beambten het recht hunnen dienst te onderbreken en eenen verloftijd van zes maand te genieten.

De ambtenaren en beambten mogen niet met verlof gaan indien zij niet vervangen zijn in het ambt dat zij bekleeden of indien het belang van den dienst zich tegen hun vertrek verzet ; het vertrek wordt door den Algemeen Gouverneur of door de Provincie-Gouverneurs uitgesteld.

In geen enkel geval mag, zonder de toestemming van den ambtenaar of den beambte die er het voorwerp van uitmaakt, het uitstel drie maand te boven gaan.

Voorgaande schikkingen zijn niet toepassellijk noch op den Algemeen Gouverneur, noch op de Onderalgemeen Gouverneurs, noch op de ambtenaren die voorloopig met het ambt van Provincie-Gouverneur zijn bekleed, voor dewelken in ieder afzonderlijk geval, de Minister van Koloniën eene beslissing zal treffen.

De ambtenaren of beambten wier vertrek met verlof, hetzij op hun eigen verzoek, hetzij van ambtswege, werd uitgesteld, ontvangen, behoudens wanneer de verlengingsduur minder dan dertig dagen bedraagt, eene vergoeding welke op de volgende basissen en in evenredigheid der gedane verlenging, berekend wordt :

4.000 frank 's jaars voor de beambten wier aanvankelijke aan den graad verbonden wedde beneden 64.000 frank is ;

6.000 francs par an, pour les fonctionnaires dont le traitement initial du grade est égal ou supérieur à 64.000 francs et inférieur à 95.000 francs ;

9.000 francs par an, pour les fonctionnaires dont le traitement initial du grade est égal ou supérieur à 95.000 francs et inférieur à 125.000 francs.

Pour les fonctionnaires revêtus d'un grade dont le traitement initial est égal ou supérieur à 125.000 francs, l'indemnité annuelle de prolongation est équivalente à un mois du traitement initial du grade.

L'indemnité est toujours celle afférente au grade dont le bénéficiaire est revêtu, à l'expiration de sa prolongation.

En ce qui concerne le Gouverneur Général et les Vice-Gouverneurs Généraux, le Ministre des Colonies détermine, dans chaque cas particulier, le montant de l'indemnité.

L'indemnité de prolongation n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la pension, de la réserve ni du traitement de congé.

ART. 16.

Sauf dans les cas particuliers où il en est autrement décidé par le Ministre des Colonies ou le Gouverneur Général, le congé prend cours le lendemain du jour où le fonctionnaire ou l'agent quitte le territoire de la Colonie ; il prend fin le lendemain du jour de son retour sur ce territoire.

6.000 frank 's jaars voor de ambtenaren wier aanvankelijke aan den graad verbonden wedde 64.000 frank evenaart of overtreft, doch minder dan 95.000 frank bedraagt ;

9.000 frank 's jaars, voor de ambtenaren wier aanvankelijke aan den graad verbonden wedde 95.000 frank evenaart of overtreft, doch minder dan 125.000 frank bedraagt.

Voor de ambtenaren die bekleed zijn met eenen graad waarvan de aanvankelijke wedde 125.000 frank evenaart of overtreft, stemt de jaarlijksche verlengingsvergoeding overeen met ééne maand aan den graad verbonden aanvangswedde.

De vergoeding is steeds deze welke verbonden is aan den graad waarmede de beneficiaris, bij het verstrijken zijner verlenging, bekleed is.

Wat den Algemeen Gouverneur en de Onderalgemeen Gouverneurs betreft, bepaalt de Minister van Koloniën, in elk afzonderlijk geval, het bedrag der vergoeding.

De verlengingsvergoeding komt niet in rekening voor het bepalen van het pensioen of het voorbehoud, noch voor de verlofwedde.

ART. 16.

Behalve in de bijzondere gevallen waarbij de Minister van Koloniën of de Algemeen Gouverneur er anders over beslist, neemt het verlof aanvang op den dag volgend op dezen waarop de ambtenaar of de beambte het grondgebied der Kolonie verlaat ; het neemt een einde op den dag volgend op dezen zijner terugkomst op dat grondgebied.

ART. 17.

Si l'intérêt du service ou la santé de l'agent l'exige, le Ministre des Colonies et le Gouverneur Général peuvent accorder le congé avant l'expiration des périodes de services effectifs prévues à l'article 15 ci-dessus.

Dans les mêmes cas, le Ministre des Colonies peut prolonger le congé au-delà du terme de six mois.

Si les médecins de la Colonie estiment que le fonctionnaire ou l'agent rentré en congé anticipé pour motif de santé, est apte à retourner en Afrique avant l'expiration d'une période de 6 mois, ils indiquent la durée du congé présumé nécessaire à son rétablissement.

L'intéressé est tenu de se rembarquer à l'expiration de ce délai, après nouvel examen médical le reconnaissant apte à reprendre son service.

Le Gouverneur Général, les Gouverneurs de province et les Commandants de groupement peuvent, exceptionnellement, et dans des cas dûment justifiés, autoriser les fonctionnaires et agents placés sous leurs ordres à s'absenter pour une période de courte durée ne dépassant pas quinze jours, sous réserve que leur service soit assuré.

Pendant ces absences les intéressés continuent à toucher leur traitement d'activité.

ART. 18.

Le Ministre des Colonies détermine dans chaque cas, la date du rembarquement pour le Congo.

ART. 17.

Indien het belang van den dienst of de gezondheid van den belanghebbende zulks vereischen, kunnen de Minister van Koloniën en de Algemeen Gouverneur het verlof verleenen, vóór het verstrijken der bij artikel 15 hierboven voorziene werkelijke dienstperioden.

In dezelfde gevallen, kan de Minister van Koloniën den verloftijd buiten den termijn van zes maand verlengen.

Indien de geneesheeren der Kolonie van oordeel zijn dat de ambtenaar of beambte die, om gezondheidsreden, met vervroegd verlof terugkwam, in staat is, vóór het verstrijken eener periode van 6 maand, naar Afrika terug te keeren, dan vermelden zij den duur van het verlof dat vermoedelijk tot zijne herstelling noodig is.

De belanghebbende is gehouden, na een nieuw geneeskundig onderzoek dat hem geschikt verklaart tot het hervatten van zijnen dienst, bij het verstrijken van dezen termijn terug in te schepen.

De Algemeen Gouverneur, de Provincie-Gouverneurs en de bevelhebbers over de groepen kunnen, bij uitzondering en in behoorlijk gebillijkte gevallen, de onder hunne bevelen geplaatste ambtenaren en beambten machtigen, voor eenen korten termijn welke vijftien dagen niet zal te boven gaan en op voorwaarde, dat de dienst verzekerd weze, afwezig te blijven.

Gedurende deze afwezigheid, houden de belanghebbenden niet op hunne activiteitswedde te trekken.

ART. 18.

De Minister van Koloniën stelt in ieder geval den datum der wederinscheping voor Congo vast.

Tout fonctionnaire ou agent est tenu, avant son rembarquement, de se soumettre, à une visite médicale devant les médecins du Département délégués à cette fin.

ART. 19.

Les fonctionnaires et agents en congé ont droit à un traitement de congé pour autant qu'à l'expiration du congé, ils reprennent du service effectif.

Les fonctionnaires et agents rentrés en congé anticipé, soit pour causes physiques, soit dans l'intérêt du service et qui, reconnus aptes à retourner dans la Colonie, ne reprennent pas le service ou qui, après l'avoir repris, n'accomplissent pas, par suite de mise en disponibilité pour convenances personnelles, de démission volontaire ou de révocation pour abandon ou refus de service, une des périodes de service prévues aux alinéas 1 et 2 de l'article 15, sont tenus de rembourser la somme touchée à titre de traitement pour leur dernier congé, ainsi que, le cas échéant, toutes indemnités statutaires allouées pendant ce congé.

Les fonctionnaires et agents rentrés en congé après avoir accompli, lors du séjour qui a précédé le congé, une des périodes de service prévues aux alinéas 1 et 2 de l'article 15, ont droit pendant les trois premiers mois du congé, au traitement de congé et, le cas échéant, aux indemnités y afférentes, même s'ils ne reprennent pas le service et si, après l'avoir repris, ils n'accomplissent pas une des périodes de service susdites.

Ieder ambtenaar of beambte is, alvorens terug in te schepen, gehouden zich te onderwerpen aan een nieuw geneeskundig onderzoek vóór de geneesheeren van het Departement, die daartoe werden afgevaardigd.

ART. 19.

De met verlof zijnde ambtenaren en beambten hebben recht op eene verlofwedde, voor zooveel zij, bij het verstrijken van het verlof, werkelijke diensten hervatten.

De ambtenaren en beambten die, hetzij om lichamelijke oorzaken, hetzij in het belang van den dienst, met vervroegd verlof zijn teruggekeerd, en die bekwaam werden erkend om naar de Kolonie terug te keeren, den dienst niet hervatten of die, na hem hervat te hebben, uit oorzaak van inbeschikbaarheidstelling om persoonlijke welvoeglijkheid, van vrijwillig ontslag of van afzetting wegens dienstverlating of -weigering, eene der bij alinea's 1 en 2 uit artikel 15 voorziene dienstperioden niet doormaken, zijn gehouden de ten titel van wedde voor hun laatste verlof getrokken som, evenals, in gebeurlijk geval, alle gedurende dit verlof getrokken statutaire vergoedingen, terug te betalen.

De ambtenaren en beambten die met verlof terugkwamen na, bij hun verblijf dat het verlof voorafging, eene der bij alinea's 1 en 2 uit artikel 15 voorziene dienstperioden te hebben voltrokken, hebben gedurende de eerste drie maanden van het verlof, recht op de verlofwedde en, in gebeurlijk geval, op de daarop betrekking hebbende vergoedingen, zelfs indien zij den dienst niet hervatten en zoo zij, na hem hervat te hebben, niet eene der bedoelde dienstperioden voltrokken.

Eventuellement, ils ne sont tenus de rembourser que les sommes représentant le traitement de congé et les indemnités qu'ils avaient touchés pour la période de congé dépassant ces trois mois.

Sont dispensés du remboursement du traitement de congé et des indemnités qu'ils avaient touchés, les fonctionnaires et agents relevés de leurs fonctions pour motif de santé.

Lorsque le remboursement dont il est question aux 2e et 3e alinéas du présent article est réclamé au fonctionnaire ou à l'agent qui, ayant repris du service effectif, n'achève pas, pour un des motifs indiqués au 2e alinéa du présent article, la période de service en cours, il ne sera exigé qu'au prorata du temps manquant à l'intéressé pour terminer cette période.

En aucun cas, le traitement de congé et les indemnités y afférentes ne peuvent se cumuler avec une pension coloniale.

Sauf décision contraire du Ministre des Colonies, toute prolongation de congé au-delà de six mois entraîne la privation de tout traitement et de toutes indemnités pour la durée de cette prolongation.

Les traitements de congé du Gouverneur Général, des Vice-Gouverneurs Généraux et des fonctionnaires et agents de la Colonie, sont fixés aux 3/4 de leurs traitements d'activité.

Lorsque le fonctionnaire ou l'agent, s'embarquant à la date fixée par le Ministre des Colonies, commence le voyage de retour au Congo avant la fin de son

Zij zijn, in voorkomend geval, slechts gehouden tot het terugbetalen der sommen welke de verlofwedde en de vergoedingen vertegenwoordigen die zij, voor de deze drie maanden te boven gaande verlofperiode getrokken hadden.

Zijn ontslagen van de terugbetaling der verlofwedde en der vergoedingen welke zij trokken, de, om gezondheidsreden, uit hun ambt ontheven ambtenaren en beambten.

Indien de bij alinea's 2 en 3 uit tegenwoordig artikel bedoelde terugbetaling geëischt wordt vanwege den ambtenaar of beambte die, alhoewel werkelijken dienst hervat hebbende, om eene der bij lid 2 uit het tegenwoordig artikel vermelde redenen, de aan den gang zijnde dienstperiode niet voleindt, zal zij slechts geëischt worden in evenredigheid met den tijd welke aan den belanghebbende ontbreekt om deze periode te volbrengen.

De verlofwedde en de daarop betrekking hebbende vergoedingen mogen, in geen enkel geval, met een koloniaal pensioen gecumuleerd worden.

Behoudens tegenstrijdige beslissing vanwege den Minister van Koloniën, brengt elke verlofverlenging boven de zes maand, de berooving mede van alle wedde en vergoedingen voor den duur dezer verlenging.

De verlofwedden van den Algemeen Gouverneur, van de Onderalgemeen Gouverneurs, evenals van de ambtenaren en beambten der Kolonie worden op de 3/4 hunner wedde onder werkelijken dienst vastgesteld.

Indien de ambtenaar of beambte, inschepende op den door den Minister van Koloniën vastgestelden datum, de terugreis in Congo aanvangt voor het einde

congé et ne peut être rendu dans la Colonie qu'après l'expiration de ce congé, le traitement de congé lui est dû jusqu'au jour y compris de l'arrivée sur le territoire de la Colonie, conformément à l'article 16 ci-dessus.

ART. 20.

Tout fonctionnaire ou agent comptant 18 ans de services effectifs ou plus et quittant définitivement le service de la Colonie a droit, lorsque sa dernière période de service effectif a été de deux ans au moins, à une indemnité dont le montant est fixé aux 3/8me du taux annuel de son dernier traitement d'activité considéré indépendamment de toute indemnité.

Si sa dernière période de service est inférieure à deux ans, parce que l'intéressé a dû rentrer prématurément en Europe, pour motif de santé, il a néanmoins droit à la dite indemnité.

Elle est aussi accordée au Gouverneur Général, aux Vice-Gouverneurs Généraux et aux fonctionnaires les remplaçant intérimairement, même si la dernière période de service a été réduite, à moins de deux ans, suivant décision prise par le Ministre des Colonies, en conformité du 6e alinéa de l'article 15 ci-dessus.

SECTION III.

Des démissions et de la mise en disponibilité.

ART. 21.

Le fonctionnaire ou l'agent qui, au cours de son terme, veut quitter le service

van zijn verlof en in de Kolonie niet kan worden teruggebracht, dan na het verstrijken van dit verlof, zoo is de verlofwedde hem verschuldigd tot en met den dag der aankomst op het grondgebied der Kolonie, overeenkomstig artikel 16 hierboven.

ART. 20.

Ieder ambtenaar of beambte die, op het oogenblik den dienst der Kolonie voor goed te verlaten, 18 jaar werkelijke diensten telt, heeft, indien deze laatste periode werkelijke diensten minstens twee jaar bedroeg, recht op eene vergoeding waarvan het bedrag vastgesteld is op de 3/8n van het jaarlijksch beloop zijner laatste wedde onder werkelijken dienst, buiten alle vergoeding beschouwd.

Indien zijne laatste dienstperiode minder dan twee jaar bedraagt, omdat belanghebbende vroegtijdig om gezondheidsreden, naar Europa moest terugkeeren, heeft hij desondanks recht op gezegde vergoeding.

Zij wordt eveneens verleend aan den Algemeen Gouverneur, aan de Onderalgemeen Gouverneurs en aan de ambtenaren die hen tijdelijk vervangen, zelfs indien de laatste dienstperiode op minder dan twee jaar werd teruggebracht, volgens door den Minister van Koloniën getroffen beslissing en overeenkomstig lid 6 uit bovenbedoeld artikel 15.

SECTIE III.

Ontslaggevingen en ter-beschikkingstelling.

ART. 21.

De ambtenaar of de beambte die, in den loop van zijnen termijn, den dienst

de la Colonie, doit adresser sa demande de démission par la voie hiérarchique au Gouverneur Général, s'il est en Afrique. S'il est en Europe, il l'adresse au Ministre des Colonies, qui prend l'avis du Gouverneur Général.

Si le fonctionnaire ou l'agent qui demande à être démis est en activité de service, il est obligé de continuer à exercer ses fonctions jusqu'à ce qu'il ait obtenu sa mise en disponibilité pour convenances personnelles ou reçu notification de l'ordonnance qui accepte sa démission.

Outre le remboursement qui est exigé de lui à l'art. 19 ci-dessus, le fonctionnaire ou l'agent qui obtient sa démission pendant qu'il est en activité de service, ou qui est révoqué pour refus ou abandon de service, est tenu, sauf dispense consentie par un arrêté ministériel motivé, de rembourser les frais de son dernier voyage à destination de la Colonie ainsi que ceux du dernier voyage de sa famille, au prorata du nombre de mois lui manquant pour avoir achevé sa période de service statutaire en cours, tout mois commencé étant considéré comme entièrement accompli.

Est révoqué le fonctionnaire ou l'agent qui abandonne ses fonctions ou refuse le service avant d'avoir obtenu sa démission ou sa mise en disponibilité.

ART. 22.

Sont considérés comme démissionnaires:

1° le fonctionnaire ou l'agent qui ne se rembarque pas pour la Colonie à la date fixée par le Ministre des Colonies ;

der Kolonie wil verlaten, moet, indien hij zich in Afrika bevindt, zijne ontslagaanvraag langs ambtelijken weg tot den Algemeen Gouverneur richten. Bevindt hij zich in Europa, dan richt hij ze tot den Minister van Koloniën, die het advies van den Algemeen Gouverneur inwint.

Is de ontslagvragende ambtenaar of beambte in werkelijken dienst, dan is hij verplicht zijn ambt te blijven waarnemen tot hij zijne ter-beschikkingstelling om redenen van persoonlijke welvoeglijkheid bekomen heeft of bericht ontvangt van de verordening die het ontslag aanvaardt.

Buiten de terugbetaling welke krachtens artikel 19 hiervoren, van hem vereischt wordt, is de ambtenaar of beambte die zijn ontslag bekomt, zijnde in werkelijken dienst, of die wordt afgezet wegens dienstverlating of -weigering, gehouden, behalve bij vrijstelling door een met redenen omkleed ministerieel besluit toegestaan, de kosten van zijne laatste reis naar de Kolonie evenals deze van de laatste reis zijner familie, terug te betalen, in evenredigheid van de hem ontbrekende maanden om zijne loopende statutaire dienstperiode te voltrekken, elke begonnen maand aanzien wordende als geheel volbracht.

Wordt afgezet, de ambtenaar of beambte die zijnen dienst verlaat of weigert dienst te doen, vooraleer zijn ontslag of zijne ter-beschikkingstelling bekomen te hebben.

ART. 22.

Worden als ontslaggevend aanzien :

1° De ambtenaar of de beambte die, op den door den Minister van Koloniën vastgestelden datum, niet terug voor de Kolonie inscheept ;

2° le fonctionnaire ou l'agent en disponibilité qui refuse de reprendre l'exercice de ses fonctions quand il en est requis ;

3° le fonctionnaire ou l'agent mis en disponibilité par mesure disciplinaire qui refuse d'accepter, s'il en est requis, des fonctions inférieures à celles de son grade.

ART. 23.

Dans les cas prévus aux articles 21 et 22, la démission est donnée ou acceptée par le Roi ou par le Gouverneur Général dans les limites prévues à l'article 3, si le fonctionnaire ou l'agent est au Congo.

S'il n'est plus en service au Congo, elle est donnée ou acceptée par arrêté royal ou par arrêté ministériel, suivant la distinction établie pour la nomination.

ART. 24.

L'inaptitude au service colonial des fonctionnaires et agents définitivement nommés est constatée, au Congo par le Gouverneur Général ; en Belgique, par le Ministre des Colonies, suivant la procédure dont ils arrêtent les règles.

Si la constatation se fait au Congo, le Gouverneur Général démet ou relève le fonctionnaire ou l'agent reconnu inapte, à moins que ce dernier n'ait été nommé par le Roi. — Dans ce dernier cas, l'intéressé est envoyé en congé en attendant qu'il ait été statué par arrêté royal.

Si la constatation se fait en Belgique, le fonctionnaire ou l'agent est relevé de ses

2° De ter-beschikkinggestelde ambtenaar of beambte die, bij opvordering daartoe, de uitoefening van zijn ambt weigert te hernemen ;

3° De bij tuchtmaatregel ter beschikkinggestelde ambtenaar of beambte die, bij opvordering daartoe, weigert een ambt, beneden dit van zijnen graad, te aanvaarden.

ART. 23.

In de bij artikelen 21 en 22 voorziene gevallen, wordt het ontslag gegeven of aanvaard door den Koning of den Algemeen Gouverneur, binnen de bij artikel 3 voorziene perken, indien de ambtenaar of de beambte zich in Congo bevindt.

Is hij niet meer in dienst in Congo, zoo wordt het ontslag bij koninklijk besluit of bij ministerieel besluit gegeven of aanvaard. volgens het voor de benoeming vastgesteld onderscheid.

ART. 24.

De ongeschiktheid voor den kolonialen dienst der voor goed benoemde ambtenaren en beambten wordt in Congo, door den Algemeen Gouverneur vastgesteld, in België door den Minister van Koloniën, volgens de proceduur waarvan zij de regelen bepalen.

Indien de vaststelling in Congo geschiedt, ontslaat of ontheft de Algemeen Gouverneur den ongeschikt bevonden ambtenaar of beambte, tenware deze laatste door den Koning werd benoemd. In dit laatste geval, wordt de belanghebbende met verlof gezonden, in afwachting dat er bij koninklijk besluit eene beslissing genomen worde.

Geschiedt de vaststelling in België, zoo wordt de ambtenaar of beambte,

fonctions par arrêté royal ou arrêté ministériel, suivant les distinctions prévues aux deux premiers alinéas de l'article 3 ci-dessus.

ART. 25.

Les fonctionnaires et agents peuvent être mis en disponibilité :

1° par suite de réorganisation, de suppression d'emploi ou dans l'intérêt du service ;

2° sur leur demande, pour convenances personnelles ;

3° d'office, pour convenances personnelles, lorsque par insouciance ou négligence ils manquent une correspondance au cours d'un voyage et sont ainsi amenés à rester inoccupés pendant un certain laps de temps, ou lorsqu'ils dépassent la durée du congé prévu au 5e alinéa de l'article 17;

4° par mesure disciplinaire ;

5° pour atteindre le moment de la retraite en leur permettant d'achever dans cette position un terme statutaire réduit conformément à l'article 27 ci-après.

Les fonctionnaires et agents qui restent dans la position de disponibilité pour motif de convenances personnelles pendant plus d'un mois, perdent en ancienneté une période de temps égale à celle pendant laquelle ils sont restés dans cette position.

Tout fonctionnaire et agent autorisé à cesser ses fonctions à la Colonie pour les continuer à des organismes commerciaux exploitant au Congo Belge des services d intérêt public dans lesquels la Colonie est financièrement intéressée, est placé d'office dans la position hors cadres. —

bij koninklijk besluit of bij ministerieel besluit, uit zijn ambt ontheven, volgens het bij lid 1 en 2 uit artikel 3 hierboven voorziene onderscheid.

ART. 25.

De ambtenaren en beambten kunnen ter beschikking gesteld worden :

1° ten gevolge van herinrichting, ambtsafschaffing of in het belang van den dienst ;

2° op eigen verzoek, om reden van persoonlijke welvoeglijkheid ;

3° van ambtswege, om reden van persoonlijke welvoeglijkheid, indien zij door onachtzaamheid of nalatigheid, in den loop eener reis eene aansluiting missen en aldus genoodzaakt worden een zekeren tijd werkeloos te blijven, of indien zij den bij lid 5 uit artikel 17 voorzienen verlofsduur overschrijden ;

4° bij tuchtmaatregel ;

5° om het oogenblik der op pensioenstelling af te wachten, en hun aldus toe te laten in dezen toestand eenen verminderden statutairen termijn te voltrekken, overeenkomstig artikel 27 hierna.

De ambtenaren en beambten die ruim ééne maand om reden van persoonlijke welvoeglijkheid in staat van ter beschikkingstelling blijven, verliezen in ambtsouderdom eene tijdperiode overeenstemmend met deze gedurende dewelke zij in dezen staat verkeerden.

Ieder ambtenaar of beambte die gerechtigd werd zijn ambt bij de Kolonie te staken om het voort te zetten bij handelsorganismen die in Belgisch-Congo diensten van openbaar belang, waarin de Kolonie financieele belangen heeft, exploiteeren, wordt van ambtswege bui-

Dans ces conditions, il n'a droit à aucun traitement ni indemnités quelconques tout en continuant à figurer au tableau d'avancement.

ART. 26.

Dans les cas prévus aux 1° et 2° de l'article 25 ci-dessus, la mise en disponibilité est prononcée par le Ministre des Colonies ou par le Gouverneur Général, suivant que le fonctionnaire ou l'agent intéressé est en Europe ou en service effectif en Afrique.

La mise en disponibilité pour convenances personnelles peut aussi être accordée par les Vice-Gouverneurs Généraux.

Dans le cas prévu au 3°, la mise en disponibilité d'office pour convenances personnelles est prononcée par le Ministre des Colonies ou par le Gouverneur Général.

Dans le cas prévu au 5°, la mise en disponibilité est accordée par le Ministre des Colonies.

ART. 27.

Le fonctionnaire ou agent, mis en disponibilité par suite de réorganisation, de suppression d'emploi ou dans l'intérêt du service, a droit à un traitement d'attente dont le taux est fixé par le Ministre des Colonies. — Ce traitement n'est ni supérieur au tiers ni inférieur au quart du traitement d'activité, considéré indépendamment de toute indemnité.

Le fonctionnaire ou agent en disponibilité pour convenances personnelles, sur sa demande, ou d'office comme il est dit

ten kaders geplaatst. Alhoewel steeds op de bevorderingstabel voorkomend, heeft hij in deze voorwaarden op geenerlei wedde noch vergoedingen recht.

ART. 26.

In de bij 1° en 2° uit artikel 25 hierboven voorziene gevallen, wordt de ter beschikkingstelling uitgesproken door den Minister van Koloniën of door den Algemeen Gouverneur, naar gelang de betrokken ambtenaar of beambte in Europa verblijft of in werkelijken dienst in Afrika is.

De ter beschikkingsstelling om reden van persoonlijke welvoeglijkheid kan eveneens door de Onderalgemeen Gouverneurs verleend worden.

In het bij 3° voorziene geval, wordt de ter beschikkingstelling van ambtswege om reden van persoonlijke welvoeglijkheid, uitgesproken door den Minister van Koloniën of door den Algemeen Gouverneur.

In het bij 5° voorziene geval, wordt de ter beschikkingstelling door den Minister van Koloniën verleend.

ART. 27.

De ambtenaar of beambte die, ten gevolge van herinrichting, ambtsafschaffing of in het belang van den dienst, ter beschikking werd gesteld, heeft recht op een wachtgeld, waarvan het bedrag door den Minister van Koloniën bepaald wordt. Dit wachtgeld is niet hooger dan het derde noch lager dan het vierde van de wedde onder werkelijken dienst, buiten alle vergoeding beschouwd.

De ambtenaar of beambte die, op eigen verzoek of van ambtswege ter beschikking werd gesteld, zooals bij 2° en 3° uit

aux 2° et 3° de l'article 25 ci-dessus, n'a droit à aucun traitement ni indemnités. S'il est mis en disponibilité, sur sa demande, au cours de sa période d'activité de service, il est tenu, sauf dispense consentie par un arrêté ministériel motivé, de rembourser les frais de son dernier voyage à destination de la Colonie, ainsi que ceux du dernier voyage de sa famille, au prorata du nombre de mois lui manquant pour avoir achevé la période de service statutaire en cours, tout mois commencé étant considéré comme entièrement accompli.

La mise en disponibilité par mesure disciplinaire prévue au 4° de l'article 25 ci-dessus, entraîne la suppression totale du traitement et de toutes indemnités sauf dans le cas ou l'autorité estime qu'il y a lieu d'accorder un traitement d'attente conformément aux modalités du 2e alinéa de l'article 37 ci-après.

Dans le cas prévu au 5° de l'article 25 ci-dessus, les fonctionnaires et agents peuvent être mis en disponibilité pour retraite si le temps leur restant à accomplir pour parfaire le terme réduit à 12 ans prévu à l'article 7 du présent statut, n'excède pas une durée de 12 mois.

La mise en disponibilité pour retraite est décidée par le Ministre des Colonies et prend cours le lendemain du jour où les intéressés ont quitté le territoire de la Colonie.

Toutefois, pour les fonctionnaires et agents qui sont en congé pour motif de santé, elle ne prend cours qu'au moment où cesse ce congé.

Pour ceux qui sont en disponibilité pour

artikel 25 hierboven gezegd is, heeft op geenerlei wedde of vergoedingen recht. Indien hij, op eigen verzoek, ter beschikking werd gesteld in den loop van zijnen werkelijken dienst, is hij gehouden behalve bij vrijstelling door een met redenen omkleed ministerieel besluit, de kosten van zijne laatste reis naar de Kolonie, alsmede deze van de laatste reis zijner familie, terug te betalen, in evenredigheid met de hem ontbrekende maanden om zijne loopende dienstperiode te voltrekken, elke begonnen maand aanzien wordende als geheel volbracht.

De bij 4° uit artikel 25 hierboven voorziene ter beschikkingstelling bij tuchtmaatregel, sluit in zich de algeheele afschaffing van de wedde en van al de vergoedingen, behalve het geval waarin de overheid oordeelt dat er aanleiding bestaat tot het verleenen van een wachtgeld, overeenkomstig de modaliteiten welke bij lid 2 uit artikel 37 hierna vastgesteld zijn.

In het bij 5° uit artikel 25 hierboven voorziene geval, kunnen de ambtenaren en beambten ter beschikking worden gesteld wegens op ruststelling, indien de nog te verloopen tijd om den bij artikel 7 uit het tegenwoordig statuut voorzienen en op 12 jaar verkorten termijn te voltrekken, eenen duur van 12 maanden niet te boven gaat.

De ter beschikkingstelling wegens op ruststelling wordt door den Minister van Koloniën beslist en neemt aanvang daags nadat de belanghebbenden het grondgebied der Kolonie verlaten hebben.

Voor de ambtenaren en beambten die, om gezondheidsreden, met verlof zijn, neemt zij echter slechts aanvang op het oogenblik waarop dit verlof een einde neemt.

Voor hen die, om reden van persoon-

convenances personnelles, la mise en disponibilité pour retraite prend cours au moment où cesse cette disponibilité pour convenances personnelles.

Les fonctionnaires et agents mis en disponibilité pour retraite, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, sauf le cas où cette mesure suit celle de la mise en disponibilité pour convenances personnelles, ont droit à un traitement d'attente pendant la durée de la mise en disponibilité ; ce traitement est fixé au quart du traitement d'activité des intéressés, à l'exclusion de toute indemnité.

Le traitement de disponibilité pour retraite n'est toutefois pas dû aux fonctionnaires et agents qui, pendant leur mise en disponibilité pour retraite, émargent à un budget de l'État ou d'une administration publique.

Le temps passé dans la position de disponibilité autrement que pour motifs de convenances personnelles ou par mesure disciplinaire, est compté dans la durée du terme de service ainsi qu'il est stipulé à l'article 7 ci-dessus.

ART. 28.

Les fonctionnaires et agents mis en disponibilité restent à la disposition du Ministre des Colonies, qui décide de leur rappel en service.

Le rappel est décidé par le Gouverneur Général ou par les Vice-Gouverneurs Généraux pour les fonctionnaires et

lijke welvoeglijkheid, ter beschikking zijn gesteld, neemt de ter beschikkingstelling wegens op ruststelling slechts aanvang op het oogenblik waarop deze ter beschikkingstelling om reden van persoonlijke welvoeglijkheid, een einde neemt.

De ambtenaren en beambten die, wegens op ruststelling, ter beschikking werden gesteld, zooals hierboven voorzien is, hebben, behalve het geval waarin deze maatregel dezen der ter beschikkingstelling om reden van persoonlijke welvoeglijkheid volgt, recht op een wachtgeld voor den duur der ter beschikkingstelling ; dit wachtgeld is vastgesteld op één vierde van de wedde onder werkelijken dienst der belanghebbenden, ter uitsluiting van alle vergoeding.

De wedde voor ter beschikkingstelling wegens op ruststelling is evenwel niet verschuldigd aan de ambtenaren en beambten die, gedurende hunne ter beschikkingstelling wegens op ruststelling, op de begrooting van den Staat of van een openbaar bestuur voorkomen.

De tijd doorgebracht in den toestand van de ter beschikkingstelling om eene andere reden dan om persoonlijke welvoeglijkheid of uit tuchtmaatregel, wordt gerekend in den duur van den diensttermijn, zooals bij artikel 7 hierboven bepaald is.

ART. 28.

De ter beschikking gestelde ambtenaren en beambten blijven ter beschikking van den Minister van Koloniën, die over hunne terug-indienstroeping beslist.

De terugroeping wordt beslist door den Algemeen Gouverneur, of door de Ondergemeen Gouverneurs, voor de ambte-

agents mis en disponibilité par eux et présents en Afrique.

SECTION IV.

DES PEINES DISCIPLINAIRES.

Des peines disciplinaires en général.

ART. 29.

Les officiers et les sous-officiers de la Force Publique sont soumis à un règlement disciplinaire spécial.

ART. 30.

Les peines disciplinaires applicables aux autres fonctionnaires et agents soumis au présent statut sont :

a) la réprimande ;

b) le blâme (entraînant un retard de six mois au plus dans l'avancement) ;

c) la suspension des fonctions pour un mois au maximum. — La suspension entraîne l'interdiction d'exercer les fonctions et la retenue de la moitié du traitement, ainsi qu'un retard d'au moins deux années dans l'avancement ;

d) la mise en disponibilité, entraînant un retard d'au moins trois années dans l'avancement ;

e) la révocation.

ART. 31.

Les peines disciplinaires sont prononcées après que le fonctionnaire ou l'agent a, au préalable, présenté ses explications.

Tout fonctionnaire qui inflige une peine disciplinaire, est tenu d'en aviser immé-

naren en beambten die door hem ter beschikking gesteld werden en in Afrika aanwezig zijn.

SECTIE IV.

DE TUCHTSTRAFFEN.

De tuchtstraffen in het algemeen.

ART. 29.

De officieren en onderofficieren der Landmacht zijn aan een bijzonder tuchtreglement onderworpen.

ART. 30.

De tuchtstraffen welke toepasselijk zijn op de andere ambtenaren en beambten die aan het tegenwoordig statuut onderworpen zijn, behelzen :

a) de vermaning ;

b) de berisping (welke eene vertraging van hoogstens zes maand medebrengt) ;

c) de schorsing uit het ambt voor hoogstens ééne maand. De schorsing behelst het verbod tot de uitoefening van het ambt, en de afhouding van de helft der wedde, alsmede eene vertraging van minstens twee jaar ;

d) de ter beschikkingstelling, welke eene vertraging van minstens drie jaar medebrengt ;

e) de afzetting.

ART. 31.

De tuchtstraffen worden uitgesproken nadat de ambtenaar of de beambte vooraf uitleg heeft gegeven.

Ieder ambtenaar die eene tuchtstraf oplegt, is gehouden dezelve onmiddellijk

diatement le Gouverneur Général. Celui-ci informe le Ministre des Colonies.

Le fonctionnaire ou l'agent qui abandonne le service peut être mis en disponibilité par mesure disciplinaire ou être révoqué sur la seule constatation du fait.

Celui qui encourt une condamnation grave peut aussi être mis en disponibilité ou être révoqué sur le seul vu du jugement, si celui-ci est définitif ou même en tout état de cause, lorsque l'intéressé a reconnu et avoué devant les juges avoir commis la ou les faites qui lui sont reprochées.

ART. 32.

Les peines disciplinaires sont mentionnées sur l'état de service.

Le pouvoir disciplinaire est exercé par le Gouverneur Général. Le Ministre intervient dans les cas dont il reste juge.

Le Gouverneur Général peut ordonner la radiation des peines disciplinaires, si la conduite ultérieure du fonctionnaire ou de l'agent justifie cette faveur.

Toutefois, la radiation des peines disciplinaires de la suspension de fonctions et de la mise en disponibilité ne peuvent avoir une répercussion sur la supputation des services effectifs telle qu'elle est prévue au 2e alinéa de l'article 7.

La radiation des punitions ne peut être prononcée que si un délai de cinq années s'est écoulé depuis l'époque où l'agent a commis les fautes qui ont été sanctionnées disciplinairement.

ter kennis van den Algemeen Gouverneur te brengen. Deze geeft er bericht van aan den Minister van Koloniën.

De ambtenaar of de beambte die den dienst in den steek laat, kan bij tuchtmaatregel in beschikbaarheid gesteld of afgezet worden, door de enkele vaststelling van het feit.

Hij die eene zware veroordeeling oploopt, kan eveneens in beschikbaarheid gesteld of afgezet worden, op het enkel zicht van het vonnis indien dit laatste onherroepelijk is, of zelfs in elken stand der zaak, zoo de belanghebbende vóór de rechters de hem ten laste gelegde fout of fouten erkend en bekend heeft.

ART. 32.

De tuchtstraffen worden op den dienststaat vermeld.

De tuchtmacht wordt door den Algemeen Gouverneur uitgeoefend. De Minister komt tusschen beide, in de gevallen waarover hij te beslissen heeft.

De Algemeen Gouverneur kan de uitschrapping der tuchtstraffen bevelen, indien naderhand het gedrag van den ambtenaar of van den beambte deze gunst rechtvaardigt.

De uitschrapping der tuchtstraffen, met name de schorsing uit het ambt en de ter beschikkingstelling, kan evenwel geen terugslag hebben voor het berekenen der werkelijke diensten, zooals bij lid 2 uit artikel 7 bedoeld wordt.

De uitschrapping der straffen kan slechts worden uitgesproken wanneer eene tijdruimte van vijf jaar verloopen is sedert het tijdstip waarop de beambte de fouten, welke bij tuchtmaatregel beteugeld werden, bedreef.

ART. 33.

Sauf en ce qui concerne les règles fixées par le présent statut, la procédure à suivre en matière disciplinaire est arrêtée par le Ministre des Colonies.

De la réprimande, du blâme et de la suspension.

ART. 34.

Le Ministre des Colonies, le Gouverneur Général, les Vice-Gouverneurs Généraux et les fonctionnaires que désigne le Gouverneur Général ont le droit d'infliger au personnel sous leurs ordres les peines reprises sous les litter. *a*, *b* et *c* de l'article 30.

Le Gouverneur Général désigne aussi les fonctionnaires et agents qui ont le droit d'infliger les peines reprises sous les litt. *a* et *b* et ceux qui n'ont qualité que pour infliger la réprimande.

ART. 35.

Sauf dans le cas où ces peines sont infligées par le Ministre des Colonies ou par le Gouverneur Général, tout fonctionnaire ou agent frappé de réprimande, de blâme ou de suspension, peut se pourvoir contre cette décision. Ce recours n'est pas suspensif.

Le recours est adressé par la voie hiérarchique au fonctionnaire supérieur en grade à celui qui a infligé la peine.

Le fonctionnaire saisi du recours peut lever, réduire, maintenir la peine ou l'aug-

ART. 33.

Behalve voor wat de regelen betreft welke bij tegenwoordig statuut worden vastgesteld, wordt de in zake tuchtstraffen na te leven proceduur door den Minister van Koloniën bepaald.

De vermaning, de berisping en de schorsing.

ART. 34.

De Minister van Koloniën, de Algemeen Gouverneur, de Onderalgemeen Gouverneurs en de door den Algemeen Gouverneur aangeduide ambtenaren, hebben het recht aan het onder hunne bevelen geplaatst personeel de straffen op te leggen, welke bij littera's *a*, *b*, *c* uit artikel 30 vermeld zijn.

De Algemeen Gouverneur duidt eveneens de ambtenaren en beambten aan die het recht hebben de onder littera's *a* en *b* vermelde straffen op te leggen, zoomede de ambtenaren en beambten die slechts de vermaning mogen opleggen.

ART. 35.

Behalve het geval waarin deze straffen door den Minister van Koloniën of door den Algemeen Gouverneur opgelegd worden, kan ieder ambtenaar of beambte, die met eene vermaning, eene berisping of eene schorsing gestraft werd, tegen deze beslissing in beroep gaan. Dit verhaal heeft geen schorsende kracht.

Het verhaal wordt, langs ambtelijken weg, gericht tot den ambtenaar die hooger in graad staat dan deze die de straf heeft opgelegd.

De ambtenaar, bij wien dit verhaal ingediend wordt, kan de straf opheffen,

menter dans les limites du pouvoir disciplinaire dont il dispose en vertu des articles 30 et 34 du présent statut.

Après cette décision, le fonctionnaire ou l'agent qui a fait l'objet de la mesure disciplinaire n'a droit à un nouveau recours que dans le cas où la peine prononcée sur le premier pourvoi serait d'un ou de plusieurs degrés supérieure à celle contre laquelle il s'est pourvu.

De la mise en disponibilité par mesure disciplinaire.

ART. 36.

La peine de la mise en disponibilité par mesure disciplinaire est infligée, sans détermination de durée, par le Ministre des Colonies, par le Gouverneur Général et par les Vice-Gouverneurs Généraux.

Le fonctionnaire ou l'agent puni de cette peine par le Gouverneur Général peut se pourvoir auprès du Ministre.

Celui qui est puni de cette peine par le Vice-Gouverneur Général, peut se pourvoir auprès du Gouverneur Général. Ces recours ne sont pas suspensifs.

ART. 37.

Dans tous les cas, les conditions de la mise en disponibilité par mesure disciplinaire sont déterminées par l'autorité qui l'a infligée.

Si cette autorité accorde un traitement d'attente, celui-ci ne peut dépasser le quart du traitement d'activité, considéré

verlichten, handhaven of dezelve verzwaren, binnen de perken der tuchtmacht waarover hij krachtens artikelen 30 en 34 uit het tegenwoordig statuut, beschikt.

Na deze beslissing, heeft de ambtenaar of de beambte die het voorwerp van den tuchtmaatregel uitmaakte, enkel recht op een nieuw verhaal, in geval de straf welke bij het eerste beroep uitgesproken werd, één of meer graden zwaarder zou zijn dan deze waartegen hij in beroep is gegaan.

De ter beschikkingstelling bij tuchtmaatregel.

ART. 36.

De ter beschikkingstelling bij tuchtmaatregel wordt door den Minister van Koloniën, door den Algemeen Gouverneur en door de Onderalgemeen Gouverneurs opgelegd, zonder dat de duur ervan bepaald wordt.

De ambtenaar of beambte aan wien deze straf door den Algemeen Gouverneur werd opgelegd, kan bij den Minister in beroep gaan.

Hij aan wien deze straf door den Onderalgemeen Gouverneur werd opgelegd, kan bij den Algemeen Gouverneur in beroep gaan. Deze verhalen hebben geene schorsende kracht.

ART. 37.

In ieder geval worden de voorwaarden van de ter beschikkingstelling bij tuchtmaatregel bepaald door de overheid die ze oplegde.

Indien deze overheid een wachtgeld verleent, mag dit laatste het vierde der werkelijke wedde, buiten alle vergoe-

indépendamment de toute indemnité, à l'exception de l'indemnité familiale.

Les dispositions de l'article 28 s'appliquent aux fonctionnaires et agents mis en disponibilité par mesure disciplinaire.

De la révocation.

ART. 38.

La révocation des fonctionnaires et des agents nommés par le Roi est prononcée par arrêté royal.

En ce qui concerne les autres fonctionnaires et agents, elle est prononcée par le Ministre des Colonies lorsqu'ils se trouvent hors de la Colonie et par le Gouverneur Général lorsqu'ils sont au Congo.

Lorsque la révocation est prononcée à la suite d'un fait déjà puni d'une mise en disponibilité par mesure disciplinaire, cette dernière peine n'est pas rapportée.

Outre le remboursement qui est exigé de lui à l'article 19 ci-dessus, le fonctionnaire ou l'agent qui est révoqué pour abandon ou pour refus de service, est tenu, sauf dispense consentie par un arrêté ministériel motivé, de rembourser les frais de son dernier voyage à destination de la Colonie, ainsi que ceux du dernier voyage de sa famille, comme il est dit à l'article 21 ci-dessus, le tout au prorata du nombre de mois lui manquant pour avoir achevé sa période de service statutaire en cours, tout mois commencé étant considéré comme entièrement accompli.

ding beschouwd met uitzondering echter van de familievergoeding, niet overtreffen.

De schikkingen uit artikel 28 zijn toepasselijk op de ambtenaren en beambten, die bij tuchtmaatregel ter beschikking gesteld worden.

De afzetting.

ART. 38.

De afzetting der door den Koning benoemde ambtenaren en beambten wordt bijkoninklijk besluit uitgesproken.

Voor wat de andere ambtenaren en beambten betreft, wordt zij, indien zij zich buiten de Kolonie bevinden, door den Minister van Koloniën, en indien zij in Congo zijn, door den Algemeen Gouverneur, uitgesproken.

Indien de afzetting uitgesproken wordt voor een feit dat reeds door eene ter beschikkingstelling bij tuchtmaatregel gestraft werd, wordt deze laatste straf niet ingetrokken.

Buiten de terugbetaling welke van hem bij artikel 19 hierboven geëischt wordt, is de ambtenaar of beambte, die voor dienstverlating of -weigering, afgezet wordt, gehouden, behalve in geval van ontslaging door een met redenen omkleed ministerieel besluit, tot het terugbetalen der kosten van zijne laatste reis naar de Kolonie alsmede deze van de laatste reis zijner familie, zooals bij artikel 21 hierboven gezegd is, dit alles in evenredigheid met de hem ontbrekende maanden om zijne loopende statutaire dienstperiode te voltrekken, elke begonnen maand aanzien wordende als geheel volbracht.

SECTION V.

De la suspension par mesure d'ordre.

ART. 39.

Les fonctionnaires et agents qui, d'après des indices suffisamment graves, sont présumés avoir commis une faute passible de la mise en disponibilité ou de la révocation, peuvent par mesure d'ordre, être suspendus de leurs fonctions, jusqu'après la clôture de l'instruction.

La mesure est prise en Europe par le Ministre des Colonies ; en Afrique, par le Gouverneur Général, les Vice-Gouverneurs Généraux, le Commandant de la Force Publique, les Commandants de Groupement et les Commissaires de district titulaires ou intérimaires.

Elle peut être levée à toute époque.

ART. 40.

La suspension par mesure d'ordre entraîne l'interdiction d'exercer les fonctions et la retenue de la moitié du traitement ; les indemnités familiales sont payées intégralement.

Si l'agent suspendu par mesure d'ordre est hors de la Colonie, il reçoit par mois une allocation égale à la moitié du traitement mensuel de congé ; les indemnités familiales sont payées intégralement.

ART. 41.

Si, après la clôture de l'instruction, la peine de la mise en disponibilité ou de la révocation n'est pas prononcée, la mesure

SECTIE V.

De schorsing bij ordemaatregel.

ART. 39.

De ambtenaren en beambten die, volgens aanduidingen welke ernstig genoeg zijn, verdacht worden eene fout bedreven te hebben, strafbaar met de ter beschikkingstelling of de afzetting, kunnen, bij ordemaatregel, uit hun ambt geschorst worden tot na de sluiting van het onderzoek.

De maatregel wordt getroffen : in Europa door den Minister van Koloniën; in Afrika, door den Algemeen Gouverneur, de Onderalgemeen Gouverneurs, de Bevelhebber der Landmacht, de Bevelhebbers over de Groepeeringen en de titelvoerende of plaatsvervangende Districtscommissarissen.

Hij kan te allen tijde opgeheven worden

ART. 40.

De schorsing bij ordemaatregel brengt het verbod mede het ambt uit te oefenen en de afhouding van de helft der wedde ; de familievergoedingen worden voluit betaald.

Bevindt de bij ordemaatregel geschorste beambte zich buiten de Kolonie, dan ontvangt hij maandelijks eene bewilliging welke overeenkomt met de helft der maandelijksche verlofwedde ; de familievergoedingen worden voluit betaald.

ART. 41.

Indien, na de sluiting van het onderzoek, de straf van ter beschikkingstelling of van afzetting niet wordt uitgespro-

d'ordre est levée et le fonctionnaire ou l'agent suspendu recouvre, sous réserve de l'application de l'article 42, la partie antérieurement retenue de son traitement.

ART. 42.

La suspension par mesure d'ordre subie pour des faits qui sont ensuite punis de la suspension par mesure disciplinaire, s'impute sur cette peine.

La retenue de traitement qu'entraîne la suspension par mesure d'ordre, s'impute dans les mêmes conditions, sur la retenue de traitement par mesure disciplinaire.

ART. 43.

La suspension par mesure d'ordre est levée par l'autorité qui l'a décidée. Elle peut l'être par les autorités auxquelles est subordonné le fonctionnaire qui l'a infligée, et, en tous cas, par le Ministre des Colonies.

SECTION VI.

Dispositions générales.

ART. 44.

Indépendamment des incompatibilités prévues par la loi du 18 octobre 1908 sur le Gouvernement du Congo Belge, il est interdit aux fonctionnaires et agents de la Colonie :

1° de faire directement ou indirectement le commerce ; de se livrer personnellement ou par personne interposée à des exploitations minières, industrielles ou agricoles ; de participer à la direction ou

ken, dan wordt de ordemaatregel opgeheven, en de geschorste ambtenaar of beambte krijgt, onder voorbehoud der toepassing van artikel 42, het vroeger afgehouden gedeelte zijner wedde terug.

ART. 42.

De schorsing bij ordemaatregel, ondergaan voor feiten welke naderhand met schorsing bij tuchtmaatregel werden gestraft, wordt van deze straf afgerekend.

De afhouding van wedde medegebracht door de schorsing bij ordemaatregel wordt, onder dezelfde voorwaarden, van de afhouding van wedde bij tuchtmaatregel afgerekend.

ART. 43.

De schorsing bij ordemaatregel wordt opgeheven door de overheid die ze heeft uitgesproken. Zij kan het eveneens zijn door de overheden waaraan de ambtenaar die ze oplegde onderhoorig is ; ook kan zij, in al de gevallen, door den Minister van Koloniën opgeheven worden.

SECTIE VI.

Algemeene schikkingen.

ART. 44.

Behalve de gevallen van onvereenbaarheid bij de wet van 18 October 1908 op het beheer van Belgisch-Congo voorzien, wordt het aan de ambtenaren en beambten der Kolonie ontzegd :

1° Rechtstreeks of zijdelings handel te drijven, zich persoonlijk of door tusschenpersonen aan mijn-, nijverheids- of landbouwexploitaties te wijden ; aan het bestuur of het beheer hetzij eener ven-

à l'administration soit d'une société, soit d'un établissement commercial ou industriel ;

2° d'accepter aucun mandat public électif ;

3° de communiquer à des personnes étrangères à l'administration ou de publier des renseignements relatifs aux affaires de la Colonie ou aux affaires des particuliers, dont ils auraient connaissance par leurs fonctions.

Les fonctionnaires et agents sont tenus de signaler à leurs supérieurs hiérarchiques toute découverte minière ou autre qu'ils auraient faite, et de fournir, le cas échéant, tous les renseignements et échantillons qu'ils auraient pu se procurer.

Le Ministre des Colonies peut, dans des cas particuliers, relever les fonctionnaires et agents des interdictions et obligations prévues par le présent article.

Le Gouverneur Général et les Vice-Gouverneurs Généraux peuvent, dans des cas particuliers, relever les fonctionnaires et agents de l'interdiction relative aux exploitations minières, industrielles ou agricoles, prévue par le 1° du présent article.

Tout fonctionnaire ou agent dont la femme ou les enfants voudraient se livrer dans la Colonie à une occupation ucrative, doit, auparavant, solliciter par la voie hiérarchique, l'autorisation du Gouverneur Général ou, en cas de délégation, du Gouverneur de province.

Le fonctionnaire ou l'agent qui ne se conformera pas à la prescription ci-dessus ou à la décision prise, cessera d'avoir

nootschap, hetzij eener handels- of nijverheidsinstelling, deel te nemen ;

2° eenig openbaar kiesmandaat waar te nemen ;

3° aan personen, die met het beheer niets te stellen hebben, inlichtingen mede te deelen betrekkelijk de zaken der Kolonie of de zaken van bijzonderen, waarvan zij, door hunne ambtsverrichtingen, kennis kregen, of dezelve bekend te maken.

De ambtenaren en beambten zijn gehouden alle ontdekking van mijnen of eenig andere welke zij zouden gedaan hebben, aan hunne oversten naar de rangorde kenbaar te maken en, in voorkomend geval, al de inlichtingen en stalen in te leveren die zij zouden verkregen hebben.

De Minister van Koloniën kan, in bijzondere gevallen, de ambtenaren en beambten ontslaan van de verbiedingen en verplichtingen, welke bij tegenwoordig artikel voorzien worden. De Algemeen Gouverneur en de Onderalgemeen Gouverneurs kunnen, in bijzondere gevallen, de ambtenaren en beambten ontslaan van de verbieding betrekkelijk de mijn-, nijverheids- en landbouwexploitaties, welke bij 1° uit tegenwoordig artikel voorzien wordt.

Ieder ambtenaar of beambte waarvan de vrouw of kinderen zich op eene winstgevende betrekking zouden willen toeleggen, moet vooraf, langs ambtelijken weg, de machtiging van den Algemeen Gouverneurof, in geval van afvaarding, van den Provincie-Gouverneur, aanvragen.

De ambtenaar of de beambte die zich niet zal gedragen naar het hierboven vermeld voorschrift of naar de getroffen

droit aux indemnités familiales ainsi qu'aux frais de voyage de retour en Europe, relatifs à tous les membres de sa famille, sans préjudice aux sanctions disciplinaires.

ART. 45.

En cas de besoins urgents, le Gouverneur Général peut compléter les dispositions du présent statut. Copie de son ordonnance est adressée, dans le mois, au Ministre des Colonies. Sous réserve du droit d'abrogation du Gouverneur Général lui-même, l'ordonnnace reste en vigueur tant qu'elle n'a pas été abrogée par le Roi.

ART. 46.

Les fonctionnaires et agents actuellement au service de la Colonie conservent leur grade et leur traitement jusqu'à décision contraire prise conformément aux dispositions du présent statut. Si leurs attributions sont modifiées à la suite de réorganisation administrative, ils reçoivent, à titre personnel, un traitement au moins équivalent à celui qui était attaché à leurs anciennes fonctions.

ART. 47.

Les fonctionnaires et agents n'ont d'autres droits et avantages que ceux faisant l'objet des textes légaux en vigueur.

beslissing, zal ophouden recht te hebben op de familievergoedingen alsmede op de kosten der terugreis naar Europa aangaande al de leden zijner familie, ongemind erd de tuchtstraffen.

ART. 45.

Bij dringende noodwendigheid, kan de Algemeen Gouverneur de schikkingen uit tegenwoordig statuut aanvullen. Afschrift van zijne verordening wordt, binnen de maand, aan den Minister van Koloniën gestuurd.

Onder voorbehoud van het recht van afschaffing van wege den Algemeen Gouverneur zelf, blijft de verordening van kracht zoolang zij door den Koning niet afgeschaft wordt.

ART. 46.

De ambtenaren en beambten die thans in den dienst der Kolonie zijn, behouden hunnen graad en hunne wedde tot bij tegenstrijdige beslissing, welke overeenkomstig de schikkingen uit dit statuut getroffen werd. Indien hunne bevoegdheden gewijzigd worden ingevolge de herinrichting van het beheer, ontvangen zij, te persoonlijken titel, eene wedde welke ten minste gelijkstaat met deze aan hunne vroegere bediening verbonden.

ART. 47.

De ambtenaren en beambten bezitten geene andere rechten en voordeelen dan deze welke het voorwerp der in voege zijnde wettelijke teksten uitmaken.

Tableau annexe. — Tabel-bijlage.

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL. — *ALGEMEEN BEHEER.*

Gouverneur général. — *Algemeen Gouverneur*	Fr.	300.000
Vice-Gouverneur général, assistant du Gouverneur général. — *Onderalgemeen Gouverneur, helper van den Algemeen Gouverneur*	»	240.000
Secrétaire général, assistant du Gouverneur général. — *Algemeen secretaris, helper van den Algemeen Gouverneur*	»	150.000
Médecin en chef, directeur du service de l'Hygiène. — *Oppergeneesheer, bestuurder van den gezondheidsdienst*	»	150.000
Ingénieur en chef. — *Hoofdingenieur*	»	150.000
Secrétaire général-adjoint. — *Toegevoegd algemeen secretaris*	»	140.000
Médecin en chef-adjoint. — *Toegevoegd oppergeneesheer*	»	140.000
Ingénieur en chef adjoint. — *Toegevoegd hoofdingenieur*	»	140.000
Directeur général. — *Algemeen bestuurder*	»	135.000
Inspecteur général. — *Algemeen opzichter*	»	135.000
Directeur d'administration. — *Bestuurder van beheer*	»	120.000
Inspecteur général-adjoint. — *Toegevoegd algemeen opzichter*	»	120.000
Directeur. — *Bestuurder*	»	110.000

CONSEILLERS JURIDIQUES. — *GERECHTELIJKE RAADSHEEREN.*

Conseiller juridique en chef. — *Hoofdgerechtelijk raadsheer*	Fr.	150.000
Conseiller juridique en chef-adjoint. — *Toegevoegd hoofdgerechtelijk raadsheer*	»	140.000
Conseiller juridique principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-1e klasse*	»	120.000
Conseiller juridique principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend gerechtelijk raadsheer-2e klasse*	»	110.000
Conseiller juridique de 1re classe. — *Gerechtelijk raadsheer-1e klasse.*	»	95.000
Conseiller juridique de 2e classe. — *Gerechtelijk raadsheer-2e klasse.*	»	80.000

GOUVERNEMENT DES PROVINCES. — *PROVINCIEBEHEEREN.*

Vice-Gouverneur général, Gouverneur de province. — *Onderalgemeen Gouverneur, Provincie-gouverneur*	Fr.	240.000
Commissaire général, assistant du Gouverneur de province. — *Algemeen commissaris, helper van den Provincie-gouverneur*	»	150.000
Médecin provincial. — *Provincie-geneesheer*	»	135.000
Ingénieur provincial. — *Provincie-ingenieur*	»	135.000
Directeur d'administration. — *Bestuurder van beheer*	»	120.000

Conservateur de 1re classe des titres fonciers. — *Bewaarder-1e klasse-der grondtitels*	Fr.	120.000
Directeur de laboratoire. — *Bestuurder van een laboratorium*	»	120.000
Directeur. — *Bestuurder*	»	110.000
Conservateur de 2e classe des titres fonciers.— *Bewaarder-2e klasse-der grondtitels*	»	110.000
Inspecteur provincial. — *Provincie-opzichter*	»	110.000

SERVICE TERRITORIAL. — *GEWESTDIENST.*

Commissaire de district de 1re classe. — *Districtcommissaris-1e klasse*	Fr.	120.000
Commissaire de district de 2e classe. — *Districtcommissaris-2e klasse*	»	110.000
Commissaire de district-adjoint. — *Toegevoegd districtcommissaris.*	»	95.000
Administrateur territorial principal. — *Eerstaanwezend gewest. beheerder*	»	85.000
Administrateur territorial de 1re classe. — *Gewestbeheerder-1e klasse*	»	75.000
Administrateur territorial de 2e classe. — *Gewestbeheerder-2e klasse*	»	64.000
Agent territorial de 1re classe. — *Gewestbeambte-1e klasse*	»	60.000
Agent territorial de 2e classe. — *Gewestbeambte-2e klasse*	»	56.000
Agent territorial de 3e classe. — *Gewestbeambte-3e klasse*	»	50.000
Agent territorial-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd gewestbeambte-1e klasse*	»	47.000
Agent territorial-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd gewestbeambte-2e klasse*	»	40.000

POLICE MUNICIPALE. — *GEMEENTELIJKE POLITIE.*

Commissaire de police en chef. — *Hoofdpolitiecommissaris*	Fr.	85.000
Commissaire de police principal. — *Eerstaanwezend politiecommissaris.*	»	75.000
Commissaire de police de 1re classe. — *Politiecommissaris-1e klasse.*	»	64.000
Commissaire de police de 2e classe. — *Politiecommissaris-2e klasse.*	»	60.000
Sous-commissaire de police de 1re classe. — *Onderpolitiecommissaris-1e klasse*	»	56.000
Sous-commissaire de police de 2e classe. — *Onderpolitiecommissaris-2e klasse*	»	50.000
Sous-commissaire de police de 3e classe. — *Onderpolitiecommissaris-3e klasse*	»	47.000

SERVICE DE L'ENSEIGNEMENT. — *DIENST VAN HET ONDERWIJS.*

Inspecteur principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend opzichter-1e klasse*	Fr.	105.000
Inspecteur principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend opzichter-2e klasse*	»	95.000
Inspecteur de 1re classe. — *Opzichter-1e klasse*	»	85.000
Inspecteur de 2e classe. — *Opzichter-2e klasse*	»	75.000

SERVICE DES SECRÉTARIATS. — *DIENST DER SECRETARIATEN.*

Sous-directeur. — *Onderbestuurder*	Fr.	95.000
Chef de division. — *Afdeelingsoverste*	»	80.000
Chef de bureau de 1re classe. — *Bureeloverste-1e klasse*	»	70.000
Chef de bureau de 2e classe. — *Burreeloverste-2e klasse*	»	64.000
Sous-chef de bureau. — *Bureelonderoverste*	»	60.000
Commis chef. — *Hoofdklerk*	»	53.000
Commis de 1re classe. — *Klerk-1e klasse*	»	47.000
Commis de 2e classe. — *Klerk-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DE L'IMPRIMERIE. — *DIENST DER DRUKKERIJ.*

Chef d'atelier de l'imprimerie. — *Werkmeester van de drukkerij.*	Fr.	64.000
Sous-chef d'atelier de 1re classe de l'imprimerie. — *Onderwerkmeester-1e klasse-van de drukkerij*	»	62.000
Sous-chef d'atelier de 2e classe de l'imprimerie. — *Onderwerkmeester-2e klasse-van de drukkerij*	»	58.000
Agent de 1re classe. — *Beambte-1e klasse*	»	53.000
Agent de 2e classe. — *Beambte-2e klasse*	»	47.000
Agent de 3e classe. — *Beambte-3e klasse*	»	40.000

SERVICE DES FINANCES. — *DIENST DER FINANCIËN.*

Contrôleur de 1re classe. — *Controleur-1e klasse*	Fr.	95.000
Controleur de 2e classe. — *Controleur-2e klasse*	»	85.000
Chef de division. — *Afdeelingsoverste*	»	80.000
Vérificateur de 1re classe. — *Verificator-1e klasse*	»	80.000
Chef de bureau de 1re classe. — *Bureeloverste-1e klasse*	»	70.000
Vérificateur de 2e classe. — *Verificator-2e klasse*	»	70.000
Chef de bureau de 2e classe. — *Bureeloverste-2e klasse*	»	64.000
Vérificateur de 3e classe. — *Verificator-3e klasse*	»	64.000
Sous-chef de bureau. — *Bureelonderoverste.*	»	60.000
Commis-chef. — *Hoofdklerk*	»	53.000

Commis de 1re classe. — *Klerk-1e klasse*	Fr.	47.000
Commis de 2e classe. — *Klerk-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DES DOUANES. — *DIENST DER DOUANEN.*

Inspecteur principal des douanes. — *Eerstaanwezend opzichter der douanen*	Fr.	105.000
Inspecteur des douanes. — *Opzichter der douanen*	»	95.000
Contrôleur principal des douanes. — *Eerstaanwezend controleur der douanen*	»	80.000
Contrôleur de 1re classe des douanes. — *Controleur-1e klasse-der duoanen*	»	75.000
Contrôleur de 2e classe des douanes. — *Controleur-2e klasse-der douanen*	»	70.000
Receveur de 1re classe des douanes. — *Ontvanger-1e klasse-der douanen*	»	75.000
Receveur de 2e classe des douanes. — *Ontvanger-2e klasse-der douanen*	»	70.000
Vérificateur de 1re classe des douanes. — *Verificator-1e klasse-der douanen*	»	64.000
Vérificateur de 2e classe des douanes. — *Verificator-2e klasse-der douanen*	»	60.000
Vérificateur-adjoint de 1re classe des douanes. — *Toegevoegd verificator-1e klasse-der douanen*	»	53.000
Vérificateur-adjoint de 2e classe des douanes. — *Toegevoegd verificator-2e klasse-der douanen*	»	47.000
Vérificateur-adjoint de 3e classe des douanes. — *Toegevoegd verificator-3e klasse-der douanen*	»	40.000

SERVICE DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES. — *DIENST DER POSTERIJEN EN TELEGRAFEN.*

Contrôleur de 1re classe des postes et télégraphes. — *Controleur-1e klasse-der posterijen en telegrafen*	Fr.	105.000
Contrôleur de 2e classe des postes et télégraphes. — *Controleur-2e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	95.000
Percepteur principal de 1re classe des postes et télégraphes. — *Eerstaanwezend ontvanger-1e klasse-der posterijen en telegrafen.*	»	80.000
Percepteur principal de 2e classe des postes et télégraphes. — *Eerstaanwezend ontvanger-2e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	75.000
Percepteur de 1re classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-1e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	70.000

Percepteur de 2e classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-2e klasse-der posterijen en telegrafen*	Fr.	64.000
Percepteur de 3e classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-3e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	60.000
Percepteur de 4e classe des postes et télégraphes. — *Ontvanger-4e klasse der posterijen en telegrafen*	»	56.000
Commis de 1re classe des postes et télégraphes. — *Klerk-1e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	47.000
Commis de 2e classe des postes et télégraphes. — *Klerk-2e klasse-der posterijen en telegrafen*	»	40.000

SERVICE DE LA FORCE PUBLIQUE. — *DIENST DER LANDMACHT.*

Général. — *Generaal*	Fr.	180.000
Colonel. — *Kolonel*	»	150.000
Lieutenant-colonel. — *Luitenant-kolonel*	»	125.000
Major. — *Majoor*	»	110.000
Capitaine-commandant. — *Kapitein-bevelhebber*	»	95.000
Capitaine. — *Kapitein*	»	85.000
Lieutenant. — *Luitenant*	»	75.000
Sous-lieutenant. — *Onderluitenant*	»	64.000
Adjudant-chef. — *Hoofdadjudant*	»	60.000
Maître-armurier. — *Meester-wapenmaker*	»	60.000
Adjudant. — *Adjudant*	»	53.000
Armurier. — *Wapenmaker*	»	53.000
Aspirant de 1re classe. — *Kadet-1e klasse*	»	47.000
Aspirant de 2e classe. — *Kadet-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DE L'AGRICULTURE. — *LANDBOUWDIENST.*

Inspecteur vétérinaire principal. — *Eerstaanwezend veearts-opzichter*	Fr.	125.000
Inspecteur vétérinaire. — *Veearts-opzichter*	»	120.000
Vétérinaire principal. — *Eerstaanwezend veearts*	»	110.000
Inspecteur principal de l'agriculture. — *Eerstaanwezend landbouw-opzichter*	»	105.000
Agronome provincial. — *Provincie-landbouwkundige*	»	95.000
Vétérinaire de 1re classe. — *Veearts-1e klasse*	»	95.000
Inspecteur de l'agriculture. — *Landbouw-opzichter*	»	85.000
Directeur de station expérimentale. — *Bestuurder eener proef-nemingstandplaats*	»	85.000
Vétérinaire de 2e classe. — *Veearts-2e klasse*	»	80.000
Agronome de 1re classe. — *Landbouwkundige-1e klasse*	»	75.000
Agronome de 2e classe. — *Landbouwkundige-2e klasse*	»	64.000

Agronome-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd landbouwkundige-1e klasse*	Fr.	60.000
Agronome-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd landbouwkundige-2e klasse*	»	56.000
Agronome-adjoint de 3e classe. — *Toegevoegd landbouwkundige-3e klasse*	»	50.000
Agronome-adjoint de 4e classe. — *Toegevoegd landbouwkudige-4e klasse*	»	47.000
Surveillant de cultures. — *Teelt-toezichter*	»	40.000
Eleveur de bétail. — *Veekweeker*	»	40.000

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS. — *DIENST DER OPENBARE WERKEN.*

A. Ponts et Chaussées. — *A. Bruggen en Wegen.*

Ingénieur principal. — *Eerstaanwezend ingenieur*	Fr.	120.000
Ingénieur de 1re classe. — *Ingenieur-1e klasse*	»	110.000
Ingénieur de 2e classe. — *Ingenieur-2e klasse*	»	95.000
Ingénieur-adjoint. — *Toegevoegd ingenieur*	»	80.000
Chef de section principal. — *Eerstaanwezend sectie-overste*	»	105.000
Chef de section. — *Sectie-overste*	»	95.000
Sous-chef de section. — *Sectie-onderoverste*	»	85.000
Conducteur principal. — *Eerstaanwezend geleider der werken*	»	75.000
Conducteur de 1re classe. — *Geleider der werken-1e klasse*	»	70.000
Conducteur de 2e classe. — *Geleider der werken-2e klasse*	»	64.000
Conducteur-adjoint. — *Toegevoegd geleider der werken*	»	60.000
Cantonnier principal. — *Eerstaanwezend baanwachter*	»	60.000
Cantonnier de 1re classe. — *Baanwachter-1e klasse*	»	56.000
Cantonnier de 2e classe. — *Baanwachter-2e klasse*	»	50.000
Cantonnier-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd baanwachter-1e klasse*	»	47.000
Cantonnier-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd baanwachter-2e klasse*	»	40.000

B. Bâtiments Civils. — *B. Burgerlijke gebouwen.*

Architecte principal. — *Eerstaanwezend bouwkundige*	»	105.000
Architecte de 1re classe. — *Bouwkundige-1e klasse*	»	95.000
Architecte de 2e classe. — *Bouwkundige-2e klasse*	»	80.000
Architecte de 3e classe. — *Bouwkundige-3e klasse*	»	70.000
Architecte-adjoint. — *Toegevoegd bouwkundige*	»	60.000
Surveillant principal. — *Eerstaanwezend toezichter*	»	64.000

Surveillant de 1re classe. — *Toezichter-1e klasse*	Fr.	60.000
Surveillant de 2e classe. — *Toezichter-2e klasse*	»	56.000
Surveillant-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd toezichter-1e klasse.*	»	50.000
Surveillant-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd toezichter-2e klasse.*	»	47.000

C. Ateliers. — *C. Werkplaatsen.*

Inspecteur-mécanicien. — *Opzichter-werktuigkundige*	Fr.	80.000
Inspecteur-mécanicien-adjoint. — *Toegevoegd opzichter-werktuigkundige*	»	70.000
Chef d'atelier. — *Werkmeester*	»	64.000
Chef poseur-appareilleur. — *Hoofdaanlegger-optuiger*	»	64.000
Sous-chef d'atelier. — *Onderwerkmeester*	»	60.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur de 1re classe. — *Werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-1e klasse*	»	60.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur de 2e classe. — *Werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-2e klasse*	»	58.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur de 3e classe. — *Werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-3e klasse*	»	53.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-1e klasse.*	»	47.000
Mécanicien, électricien, poseur-appareilleur-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd werktuigkundige, electriekwerker, aanlegger-optuiger-2e klasse*	»	40.000
Contremaître. — *Meestergast*	»	56.000
Artisan de 1re classe. — *Ambachtsman-1e klasse*	»	47.000
Artisan de 2e classe. — *Ambachtsman-2e klasse*	»	40.000

SERVICE DES TERRES. — *DIENST DER GRONDEN.*

Conservateur-adjoint des titres fonciers. — *Toegevoegd bewaarder der grondtitels*	Fr.	95.000
Géomètre principal. — *Eerstaanwezend landmeter*	»	80.000
Géomètre principal-adjoint. — *Toegevoegd eerstaanwezend landmeter*	»	75.000
Géomètre de 1re classe. — *Landmeter-1e klasse.*	»	70.000
Géomètre de 2e classe. — *Landmeter-2e klasse*	»	64.000
Géomètre de 3e classe. — *Landmeter-3e klasse*	»	60.000
Géomètre de 4e classe. — *Landmeter-4e klasse*	»	53.000
Géomètre de 5e classe. — *Landmeter-5e klasse*	»	50.000

SERVICE DE LA MARINE. — *DIENST VAN HET ZEEWEZEN.*

Inspecteur de la navigation. — *Opzichter der scheepvaart*	Fr.	110.000
Commandant de la marine. — *Bevelhebber bij het zeewezen*	»	95.000
Capitaine de la marine. — *Kapitein bij het zeewezen*	»	85.000
Premier lieutenant de la marine. — *Eerste luitenant bij het zeewezen*	»	75.000
Second lieutenant de la marine. — *Tweede luitenant bij het zeewezen*	»	64.000
Aspirant de 1re classe de la marine. — *Adelborst-1e klasse*	»	56.000
Aspirant de 2e classe de la marine. — *Adelborst-2e klasse*	»	53.000

SERVICE DE L'HYDROGRAPHIE. — *DIENST DER HYDROGRAFIE.*

Hydrographe en chef. — *Hoofd-hydrograaf*	Fr.	120.000
Hydrographe principal. — *Eerstaanwezend hydrograaf*	»	110.000
Hydrographe de 1re classe. — *Hydrograaf-1e klasse*	»	100.000
Hydrographe de 2e classe. — *Hydrograaf-2e klasse*	»	85.000
Hydrographe-adjoint. — *Toegevoegd-hydrograaf*	»	75.000
Hydrographe à l'essai. — *Hydrograaf op proef*	»	64.000

SERVICE DE L'HYGIÈNE. — *GEZONDHEIDSDIENST.*

MÉDECINS. — *Geneesheeren.*

Catégorie A. Médecins dirigeants. — *Categorie A. Besturende geneesheeren.*

Médecin-inspecteur. — *Geneesheer-opzichter*	Fr.	125.000

Catégorie B. — *Categorie B.*

Médecin-inspecteur des laboratoires. — *Geneesheer-opzichter der laboratoria*	»	140.000
Médecin hygiéniste inspecteur. — *Geneesheer-hygiënist opzichter* . .	»	140.000
Médecin-directeur de 1re classe de laboratoire. — *Geneesheer-bestuurder-1e klasse-van een laboratorium*	»	135.000
Médecin-hygiéniste-inspecteur-adjoint. — *Geneesheer-hygiënist toegevoegd-opzichter*	»	135.000
Médecin-directeur de 2e classe de laboratoire. — *Geneesheer-bestuurder-2e klasse van een laboratorium*	»	125.000
Médecin hygiéniste principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-1e klasse*	»	125.000
Médecin-directeur-adjoint de laboratoire. — *Geneesheer-toegevoegd-bestuurder van een laboratorium*	»	120.000
Médecin-hygiéniste principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-hygiënist-2e klasse*	»	120.000

Médecin de laboratoire. — *Laboratoriumsgeneesheer*	Fr.	110.000
Médecin-hygiéniste. — *Geneesheer-hygiënist*	»	110.000
Médecin-adjoint de laboratoire. — *Toegevoegd-laboratoriumsgenees-heer*	»	100.000
Médecin-hygiéniste-adjoint. — *Toegevoegd geneesheer-hygiënist* . .	»	100.000

Catégorie C. — Médecins résidants ou itinérants. — *Categorie C. — Inwonende of reizende geneesheeren.*

Médecin principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-1e kl.* .	Fr.	120.000
Médecin principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend geneesheer-2e kl.* .	»	110.000
Médecin de 1re classe. — *Geneesheer-1e klasse*	»	100.000
Médecin de 2e classe. — *Geneesheer-2e klasse*	»	84.000

PHARMACIENS. — *APOTHEKERS.*

Pharmacien en chef. — *Opper-apotheker*	Fr.	120.000
Pharmacien provincial. — *Provincie-apotheker*	»	110.000
Pharmacien principal. — *Eerstaanwezend apotheker*	»	96.000
Pharmacien de 1re classe. — *Apotheker-1e klasse*	»	85.000
Pharmacien de 2e classe. — *Apotheker-2e kla se*	»	75.000

AUXILIAIRES MÉDICAUX. — *GENEESKUNDIGE HELPERS.*

Auxiliaire principal. — *Eerstaanwezend helper*	Fr.	85.000
Auxiliaire de 1re classe. — *Helper-1e klasse*	»	75.000
Agent sanitaire de 1re classe. — *Gezondheidsbeambte-1e klasse* . .	»	64.000
Agent sanitaire de 2e classe. — *Gezondheidsbeambte-2e klasse* . . .	»	58.000
Agent sanitaire de 3e classe. — *Gezondheidsbeambte-3e klasse* . . .	»	53.000
Agent sanitaire de 4e classe. — *Gezondheidsbeambte-4e klasse* . .	»	50.000

SERVICE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. — *DIENST VAN NIJVERHEID EN HANDEL.*

Ingénieur principal. — *Eerstaanwezend ingenieur*	Fr.	120.000
Ingénieur de 1re classe. — *Ingenieur-1e klasse*	»	110.000
Inspecteur principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend opzichter-1e klasse*	»	105.000
Ingénieur de 2e classe. — *Ingénieur-2e klasse*	»	95.000
Inspecteur principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend opzichter-2e klasse*	»	95.000
Inspecteur de 1re classe. — *Opzichter-1e klasse*	»	85.000
Ingénieur-adjoint. — *Toegevoegd ingenieur*	»	80.000

Inspecteur de 2e classe. — *Opzichter-2e klasse*	Fr.	75.000
Inspecteur de 3e classe. — *Opzichter-3e klasse*	»	64.000

SERVICE DE LA TÉLÉGRAPHIE SANS FIL. — *DIENST DER DRAADLOOZE TELEGRAFIE.*

Ingénieur principal. — *Eerstaanwezend ingenieur*	Fr.	120.000
Ingénieur de 1re classe. — *Ingenieur-1e klasse*	»	110.000
Ingénieur de 2e classe. — *Ingenieur-2e klasse*	»	95.000
Ingénieur-adjoint. — *Toegevoegd ingenieur*	»	80.000
Chef de section principal. — *Eerstaanwezend sectieoverste*	»	105.000
Chef de section. — *Sectie-overste*	»	95.000
Sous-chef de section. — *Sectie-onderoverste*	»	85.000
Contrôleur. — *Controleur*	»	95.000
Sous-contrôleur. — *Ondercontroleur*	»	80.000
Opérateur principal de 1re classe. — *Eerstaanwezend operator-1e klasse*	»	75.000
Opérateur principal de 2e classe. — *Eerstaanwezend operator-2e klasse*	»	70.000
Opérateur de 1re classe. — *Operator-1e klasse*	»	64.000
Opérateur de 2e classe. — *Operator-2e klasse*	»	60.000
Opérateur-adjoint de 1re classe. — *Toegevoegd-operator-1e klasse*	»	56.000
Opérateur-adjoint de 2e classe. — *Toegevoegd-operator-2e klasse*	»	50.000
Inspecteur-mécanicien. — *Opzichter-werktuigkundige*	»	80.000
Inspecteur-mécanicien-adjoint. — *Toegevoegd-opzichter-werktuigkundige*	»	70.000
Chef monteur. — *Hoofdmonteerder*	»	64.000
Monteur de 1re classe. — *Monteerder-1e klasse*	»	60.000
Monteur de 2e classe. — *Monteerder-2e klasse*	»	58.000
Monteur de 3e classe. — *Monteerder-3e klasse*	»	53.000
Artisan de 1re classe. — *Ambachtsman-1e klasse*	»	47.000
Artisan de 2e classe. — *Ambachtsman-2e klasse*	»	40.000

Vu et approuvé pour être annexé à Notre Arrêté du 2 juillet 1929.

Gezien en goedgekeurd, behoort bij Ons besluit van den 2n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

22e ANNÉE, No 8
15 Août. 1929

22e JAARGANG, Nr 8
15 Augustus.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919. — Protocole additionnel signé à Paris le 1er mai 1920 et Protocoles relatifs à un amendement aux articles 5 et 34 de cette Convention, signés les 27 octobre 1922 et 30 juin 1923. — Royaume des Serbes-Croates-Slovènes, Roumanie, Territoire de la Sarre.	782
Convention télégraphique internationale signée à Saint-Pétersbourg, les 10-22 juillet 1875. — Adhésion de la Cité du Vatican.	783
Convention postale universelle avec protocole final, règlement et protocole final y relatif, signé à Stockholm le 28 août 1924. — Adhésion de la Cité du Vatican.	783
28 juin 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret organisant le Parc National Albert.	784
6 juillet 1929. — A. M. — Régie Industrielle de Stanleyville. — Modification . . .	798
9 juillet 1929. — D. — Parc National Albert — Création	790

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
Internationale Overeenkomst tot regeling der luchtvaart, geteekend te Parijs, den 13n October 1919. — Additionneel Protocol geteekend te Parijs den 1n Mei 1920, en Protocollen betreffende eene wijziging in artikels 5 en 34 dezer overeenkomst, geteekend den 27n October 1922 en den 30n Juni 1923. — Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, Roemenië, Saargebied.	782
Internationale Telegrafische Overeenkomst geteekend te Sint-Petersburg, de 10-22n Juli 1875. — Toetreding der Vaticaansche Stad.	783
Wereldpostovereenkomst, met Slot-Protocol, reglement en daarop betrekking hebbende Slot-Protocol, geteekend te Stockholm, den 28n Augustus 1924. — Toetreding van de Stad van het Vaticaan	783
28 Juni 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot inrichting van Nationaal Park Albert.	784
6 Juli 1929. — M. B. — Nijverheidsregie van Stanleyville. — Wijziging.	798
9 Juli 1929. — D. — Nationaal Park Albert. — Stichting.	790

9 0 90

Convention Internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919. — Protocole additionnel signé à Paris le 1er mai 1920, et Protocoles relatifs à un amendement aux articles 5 et 34 de cette Convention, signés les 27 octobre 1922 et 30 juin 1923. — Royaume des Serbes-Croates-Slovènes, Roumanie, Territoire de la Sarre (1).

—

Le Gouvernement du Royaume des Serbes-Croates et Slovènes a procédé le 14 décembre 1926, au dépôt de ses ratifications sur les Protocoles additionnels des 27 octobre 1922 et 30 juin 1923, relatifs à des amendements aux articles 5 et 34 de la Convention Internationale Aérienne signée à Paris le 13 octobre 1919.

Ces Protocoles sont entrés en vigueur à cette date, conformément à leurs clauses finales, puisqu'ils se sont alors trouvés ratifiés par tous les États qui étaient partie à la Convention au moment de leur adoption par la Commission Internationale de Navigation Aérienne.

La Roumanie a adhéré aux deux Protocoles susvisés à la date du 14 avril 1927.

La Commission du Gouvernement du Territoire de la Sarre a adhéré à la Convention et aux deux Protocoles susvisés à la date du 28 avril 1927.

Internationale Overeenkomst tot regeling der luchtvaart, geteekend te Parijs, den 13n October 1919.—Additionneel Protocol geteekend te Parijs den 1en Mei 1920, en Protocollen betreffende eene wijziging in artikels 5 en 34 dezer overeenkomst, geteekend den 27n October 1922 en den 30n Juni 1923. — Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, Roemenië, Saargebied (1).

—

De Regeering van het Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen is op 14 December 1926, overgegaan tot de nederlegging harer bekrachtigingen op de Additioneele Protocollen van 27 October 1922 en 30 Juni 1923, betreffende wijzigingen in artikels 5 en 34 der Internationale Luchtvaartovereenkomst geteekend te Parijs, den 13n December 1919.

Deze Protocollen zijn op dezen datum van kracht geworden overeenkomstig hunne slotbepalingen, vermits zij op dat tijdstip de bekrachtiging ontvangen hadden van al de Staten die partijen bij de Overeenkomst waren op het oogenblik der aannneming van gezegde Protocollen door de Internationale Luchtvaartkommissie.

Roemenië is tot de twee bovenbedoelde Protocollen, op datum van 14n April 1927, toegetreden.

De Regeeringskommissie van het Saargebied is tot de Overeenkomst en tot de twee bovenbedoelde Protocollen op datum van 28 April 1927 toegetreden.

(1) Voir Bulletin Officiel 1927, page 114.

(1) Zie Amb elijk Blad 1927, bladz. 114.

Convention Télégraphique Internationale signée à Saint-Pétersbourg, les 10-22 juillet 1875 (1). — Adhésion de la Cité du Vatican.

—

Par une lettre en date du 29 mai 1929, la Nonciature Apostolique à Bruxelles a informé le Gouvernement Belge de l'adhésion, à partir du 1er juin 1929, de la Cité du Vatican, à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg des 10-22 juillet 1875, cette cité s'inscrivant dans la sixième classe pour sa participation aux frais du Bureau International de l'Union.

Internationale Telegrafische Overeenkomst geteekend te Sint-Petersburg, de 10-22 Juli 1875 (1). — Toetreding der Vaticaansche Stad.

—

Door een brief gedagteekend van 29 Mei 1929, heeft de Pauselijke Nuntiatuur, te Brussel, aan de Belgische Regeering kennis gegeven van de toetreding, te rekenen van 1 Juni 1929, van de Vaticaansche Stad tot de Internationale Telegrafische Overeenkomst van Sint-Petersburg van 10-22 Juli 1875, deze stad laat zich inschrijven bij de zesde klasse voor zijne bijdrage in de uitgaven van het Internationaal Bureel der Unie.

Convention Postale Universelle avec Protocole final, règlement et protocole final y relatif, signée à Stockholm, le 28 août 1924 (2). — Adhésion de la Cité du Vatican.

—

Par lettre du 21 juin 1929, la Légation de Suisse, à Bruxelles, a informé le Ministère des Affaires Étrangères de ce que, par note du 25 mai 1929, la Nonciature Apostolique, à Berne, a fait part au Conseil Fédéral Suisse du désir de l'Etat de la Cité du Vatican d'adhérer aux Conventions et Arrangements de l'Union Postale Universelle, signés à

Wereldpostovereenkomst, met Slot-Protocol, reglement en daarop betrekking hebbende Slot-Protocol, geteekend te Stockholm, den 28n Augustus 1924 (2). — Toetreding van de Stad van het Vaticaan.

—

Door een brief van 21 Juni 1929, heeft het Gezantschap van Zwitserland, te Brussel, aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken laten weten, dat de Pauselijke Nunciatuur te Bern, door eene nota van 25 Mei 1929, aan den Zwitserschen Bondsraad kennis gegeven heeft van den wensch van den Staat der Vaticaansche Stad om toe te treden tot de

(1) Voir Bulletin Officiel 1914, pages 40 et 46.
(2) Voir Bulletin Officiel 1925, page 482.

(1) Zie Ambtelijk Blad 1914, bladz. 40 en 46.
(2) Zie Ambtelijk Blad 1925, bladz. 482.

Stockholm, le 28 août 1924, savoir :

1. Convention postale universelle ;
2. Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarées ;
3. Arrangement concernant les colis postaux ;
4. Arrangement concernant les mandats de poste ;
5. Arrangement concernant les virements postaux ;
6. Arrangement concernant les recouvrements ;
7. Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques.

Cette adhésion déploiera ses effets à partir du 1er juin 1929. Pour sa participation aux frais du Bureau International, l'État de la Cité du Vatican a demandé à être rangé dans la 7e classe.

L'État de la Cité du Vatican appliquera, en service international, les mêmes taxes postales que l'Italie. Par conséquent, cet État ne percevra pas une surtaxe supérieure à 25 centimes pour les colis postaux provenant ou à destination de ses bureaux de poste.

Overeenkomsten en Schikkingen der algemeene Post-Unie, geteekend te Stockholm, den 28n Augustus 1924, te weten :

1. Wereldpostovereenkomst ;
2. Schikking betreffende de brieven en de doosjes met aangegeven waarde ;
3. Schikking betreffende de postpakketten ;
4. Schikking betreffende de postwissels ;
5. Schikking betreffende de postoverschrijvingen ;
6. Schikking betreffende de invorderring ;
7. Schikking betreffende de abonnementen op nieuwsbladen en tijdschriften.

Deze toetreding zal hare uitwerking hebben te rekenen van 1en Juni 1929. Voor zijne bijdrage in de uitgaven van het internationaal Bureel, heeft de Staat van de Vaticaansche Stad gevraagd om in de 7e klasse gerangschikt te worden.

De Staat van de Vaticaansche Stad zal voor den internationalen dienst dezelfde posttaxen toepassen als Italië. Diensvolgens zal deze Staat geene bijtaxe van meer dan 25 centiemen innen voor de postpakketten komende van of met bestemming naar zijne Postbureelen.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret organisant le Parc National Albert.

—

Les vastes régions comprises entre les lacs Kivu et Edouard, situées à cheval sur les frontières du Congo belge, du Ruanda et de l'Uganda sont constituées par un imposant massif central de volcans, dont quelques-uns sont encore en activité, par des montagnes boisées et des plaines marécageuses ; elles offrent,

dans un milieu de nature vierge, un abondant réservoir de matériaux d'études géologiques, géographiques, zoologiques, botaniques et anthropologiques.

S. M. le Roi des Belges comprit l'un des premiers le puissant intérêt scientifique de ces territoires et se plut à accorder ses encouragements aux savants belges et étrangers, qui, à la suite du voyage d'exploration effectué en 1921 par M. Carl Akeley, de l'« American Museum of National History », signalaient l'opportunité de prendre des mesures pour préserver ces richesses naturelles d'une rapide et complète destruction.

Le premier résultat de ce haut patronage fut la promulgation du décret du 21 avril 1925 qui créa au Kivu, sous le nom de *Parc National Albert*, une réserve de faune et de flore englobant les monts Mikeno, Karissimbi et Vissoke. Une ordonnance du Gouverneur Général du Congo belge en date du 10 juillet 1925 délimita provisoirement cette réserve et désigna, en attendant qu'il soit pourvu à la nomination de conservateurs du Parc, le commissaire de district du Kivu et l'administrateur territorial du territoire de Rutshuru pour remplir respectivment les fonctions de conservateur et de conservateur adjoint.

Une ordonnance-loi du Gouverneur du Ruanda-Urundi en date du 3 mars 1927, approuvée par un décret du 18 août 1927 a étendu la réserve de faune et de flore constituée par le Parc National Albert aux versants Sud-Est des monts Vissoke et Karissimbi qui sont situés dans les territoires à mandat.

En 1926, une nouvelle expédition Akeley, à laquelle était adjoint cette fois un jeune naturaliste belge, M. Jean Derscheid, docteur en sciences naturelles, entreprit une étude plus complète du Parc, en vue de préciser ses limites, sa topographie et l'organisation qu'il conviendrait de lui appliquer.

A peine l'expédition avait-elle commencé l'examen de la région volcanique centrale du Parc que le chef de l'expédition vint à mourir. L'expédition s'étant disloquée, le Dr Derscheid continua seul la reconnaissance du pays avec une équipe de porteurs noirs. Il put mener à bien les levés topographiques qui permirent d'établir une carte au 50,000e, en voie de publication, et rapporta de son voyage de nombreux documents en vue de l'élaboration du statut définitif du Parc National Albert.

Lorsqu'en 1928 fut créé le Comité National du Kivu, on crut avoir trouvé la formule de ce statut en attribuant à ce Comité *l'aménagement et l'administration des réserves de chase du Parc National Albert et des habitations et laboratoires d'études nécessaires à l'utilisation scientifique de ce Parc* (décret du 13 janvier 1928, art. 3-8°).

Mais on reconnut ensuite que le Comité du Kivu, étant une association de caractère économique destinée à préparer et à assurer la mise en valeur de vastes territoires, ne semblait pas qualifié pour réaliser une œuvre d'ordre essentiellement scientifique. On jugea préférable, dès lors, de donner au Parc National Albert la forme d'une institution d'État dotée de la personnalité civile.

C'est le but principal du projet de décret du 6 mai 1929 soumis au Conseil Colonial dans sa séance du 24 mai.

***

A l'occasion de ce premier examen, le Conseil approuva les lignes générales du projet : il estima qu'il était de nature à donner un statut satisfaisant au Parc National Albert et rendit, une fois de plus, hommage au but élevé poursuivi par cette institution. Mais divers membres ayant montré que les textes proposés n'exprimaient qu'imparfaitement les principes du projet, il fut décidé de renvoyer celui-ci à l'examen d'une Commission.

Cette Commission a procédé les 6 et 20 juin à une revision attentive de la rédaction des divers articles. Le texte revu par elle est reproduit en annexe dans un tableau qui permet la comparaison avec le texte du projet. La tâche du rapporteur pourra donc se borner à rendre compte des motifs qui ont dicté la rédaction nouvelle.

***

Article premier.

La dénomination « Parc National Albert » désigne à la fois l'institution dotée de la personnalité civile et les territoires constitués en réserves naturelles soumis à un régime particulier.

Afin d'éviter toute amphibologie qui peut résulter du texte de l'article 1er du projet, la Commission a estimé qu'il était préférable de ne viser à l'article 1er que l'institution dotée de la personnalité civile et de reporter à l'article 2 ce qui concerne le territoire des réserves.

Le siège de la nouvelle personne civile est fixé à Bruxelles, sans autre spécification. En fait, ce siège pourra être établi au Ministère des Colonies, mais aussi en tout autre endroit de l'agglomération bruxelloise, selon les cas. La Commission a supprimé la mention du siège en Afrique et sa désignation par arrêté royal. Elle est d'avis qu'il convient de laisser à la Commission du Parc National Albert, qui déterminera dans son règlement organique le fonctionnement de ses services (art. 13), le soin de désigner le ou les sièges de ses établissements en Afrique.

Art. 2.

La rédaction de cet article tient compte de trois ordres d'observations.

Les termes « réserve de faune et de flore » que l'on trouve à l'article 1er du projet et dans les décrets précédents ont paru trop restrictifs. Ce n'est pas seulement en vue d'études zoologiques et botaniques, que sont constituées les réserves du Parc National Albert. Il faut envisager aussi la possibilité d'y faire des études géologiques, géographiques, ethnographiques, etc. ; dès lors, il est préférable d'user d'un terme moins restrictif et de dire *la partie des territoires... réservée à la poursuite des fins scientifiques de l'institution.*

Ces territoires comprennent des réserves naturelles intégrales et des territoires-annexes, ceux-ci servant de zones de protection aux premières et étant soumis à des restrictions moins sévères (art. 7.).

Leurs limites indiquées aux annexes du décret pourront être *rectifiées* par un arrêté royal, selon la formule proposée par la Commission tandis que le texte du projet porte qu'un « arrêté royal pourra toujours *modifier* ces limites ». La Commission est, en effet, d'avis que les limites des territoires réservés étant fixées par un décret ne peuvent être *modifiées* que par un décret. D'autre part, il doit être permis de procéder par arrêté royal à de simples modifications de détails, à des ajustements de limites. C'est le sens donné au mot *rectifier*.

ART. 3.

Afin d'éviter l'amphibologie signalée à l'article 1er, la Commission propose de rédiger comme il suit le début de l'article : « Sont exclues *des régions visées à l'article précédent...* ».

Les terres occupées par les indigènes sont définies par le décret du 3 juin 1906 et délimitées conformément à ses dispositions. Il a paru inutile de le répéter à l'alinéa 1er — 1°. La Commission a seulement émis le vœu que cette délimitation ait lieu dans le plus bref délai possible.

Un membre a fait remarquer que la législation congolaise ne reconnaît pas aux indigènes un droit de propriété sur les terres qu'ils occupent ; dès lors, il ne peut être question d'une expropriation de ces terres. En conséquence, le texte du projet (al. 3) sera remplacé par la disposition proposée par la Commission à l'alinéa 2.

Il est entendu d'ailleurs que toutes les mesures utiles seront prises pour que les indigènes ne souffrent pas de leur déplacement.

En ce qui concerne l'expropriation éventuelle pour cause d'utilité publique des terres cédées ou concédées (al. 2 du projet), un décret du 4 février 1887 règle les formalités de cette expropriation. La Commission propose de supprimer l'alinéa 2 du texte du projet de décret : elle ne laisse subsister que la disposition qui met à charge de la Colonie les dépenses de l'expropriation (al. 3).

Enfin le dernier alinéa du projet qui interdit sur les terres indigènes, les terres cédées ou concédées tout fait de chasse visant le gorille seulement est remplacé par une disposition qui permet d'interdire ou de limiter d'une manière générale l'exercice de la chasse sur les terres visées à l'alinéa 1er (al. 4).

ART. 4.

En dotant le Parc National Albert de la personnalité civile, la Colonie n'entend nullement se dessaisir au profit de celui-ci de son droit de propriété sur les terres domaniales situées dans les territoires constitués en réserves. C'est ce que constate en termes formels le premier alinéa de l'article. La Colonie s'interdit, d'autre part,

de les céder ou concéder et il est entendu qu'elles ne peuvent recevoir d'affectation contraire au but scientifique de l'Institution.

ART. 5.

Cet article consacre expressément aussi un autre principe qui n'était que sous-entendu dans le projet de décret soumis au Conseil Colonial. La personne civile « Parc National Albert » ne reçoit en effet aucun pouvoir politique ou administratif dans les territoires visés à l'article 2. Après comme avant sa constitution, l'autorité publique sera exercée dans ces territoires conformément aux lois et règlements de la Colonie et du Ruanda-Urundi.

Il en résulte que les frais d'administration sont à charge des budgets respectifs de la Colonie et du Ruanda-Urundi.

Dans le dernier alinéa, la création d'un corps spécial de conservateurs et de gardes est autorisée.

ART. 6.

Les articles 6, 7 et 8 énumèrent les restrictions et les interdictions qui seront applicables dans les réserves naturelles intégrales (art. 6 et 8) dans les territoires-annexes (art. 7) afin de permettre au Parc National Albert de réaliser son but scientifique.

Les mots introductifs de l'article 6 : « sous réserve... présent décret » sont supprimés comme inutiles. A l'alinéa 3, il est stipulé que la déclaration de légitime défense sera faite à *l'autorité compétente* au lieu de « au Conservateur du Parc, à son délégué ou à l'administrateur territorial le plus proche » comme le porte le texte du projet. L'autorité compétente sera désignée dans le règlement prévu à l'article 13.

Les autres modifications de détail ne demandent pas d'explications, sauf la formule nouvelle proposée au littéra 6, qui défend d'une manière générale de prendre ou de détruite les œufs et les nids, sans restreindre cette interdiction aux œufs et nids des seuls oiseaux sauvages.

ART. 7.

Texte du projet, sauf suppression de la formule d'introduction, comme à l'article 6.

ART. 8.

Les modifications de rédaction proposées ne demandent pas d'explications.

ART. 9.

La Commission propose de fixer les taux de l'amende prévue à 5.000 et 25.000 fr. comme à l'article 7 du décret du 21 avril 1925.

La constitution éventuelle de partie civile sera faite au nom de l' « institution » Parc National Albert.

ART. 10.

Dispose que l'« institution » Parc National Albert est administrée par une Commission et un Comité de direction. Elle est représentée envers les tiers par le président de la Commission.

ART. 11.

Détermine la composition de la Commission.

Il est proposé de composer la commission de dix-huit membres au moins, non compris le président et le secrétaire, qui sont nommés directement par le Roi pour une période indéterminée. Les dix-huit membres sont nommés comme il suit :

Un premier tiers directement par le Roi ; un deuxième tiers par le Roi sur propositions des institutions scientifiques belges ; le troisième tiers, par le Roi parmi les membres d'institutions scientifiques étrangères.

A l'alinéa 2, il faut lire au lieu de « seront invités... à *dresser en commun* une liste de candidats sur lesquels le choix du Roi s'exercera » — « seront invités à *délibérer en commun en vue de dresser une liste de candidats parmi* lesquels... »

Le dernier membre de phrase de l'alinéa 3 est reporté à la fin de l'article et fusionné avec le dernier alinéa du projet.

Le dernier alinéa du texte proposé par la Commission sera libellé comme il suit : « *les membres étrangers empêchés d'assister aux réunions de la Commission peuvent s'y faire représenter par un membre de celle-ci* ».

ART. 12.

Le président et le secrétaire de la Commission sont nommés pour une période indéterminée. Les autres membres pour six ans. Ils ne peuvent être renommés immédiatement, afin de permettre un plus fréquent renouvellement.

ART. 13.

La Commission, tout en désirant marquer qu'il appartient au Roi d'arrêter le règlement organique de la Commission du Parc National Albert, a néanmoins voulu laisser, aux membres de la Commission, conformément à l'exposé des motifs, l'initiative de l'élaboration du règlement organique.

Au 5°, il y a lieu de supprimer les mots « *pour assurer une meilleure conservation de la faune et de la flore* », cette idée étant déjà exprimée par la formule générale « *dans un intérêt scientifique* ».

ART. 14.

Sans changement, sauf le dernier alinéa qui constituera l'article 15 nouveau.

ART. 15 (nouveau).

Cette disposition remplacera en le précisant le dernier alinéa de l'article 14 du projet.

ART. 16 (ancien art. 15).

***

En séance du 28 juin 1929, le Conseil Colonial, à l'unanimité, a adopté le projet de décret, dans le texte revisé par la commission, ainsi que le rapport de celle-ci, sous réserve de certaines modifications de rédaction.

MM. De Lannoy et le Dr Dryepondt avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 28 juin 1929.

L'Auditeur-adjoint,
M. VAN HECKE.

Le Conseiller-Rapporteur,
E. DUBOIS.

Parc National Albert. — Création.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir. SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 28 juin 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé, pour des fins exclusivement scientifiques, une institution dénommée « Parc National Albert ».

Nationaal Park Albert. — Stichting.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 28 Juni 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTIKEL ÉÉN.

Voor uitsluitend wetenschappelijke doeleinden, wordt eene stichting ingericht die den naam van « Nationaal Park Albert » zal dragen.

Cette institution jouira du bénéfice de la personnalité civile. Son siège est fixé à Bruxelles.

ART. 2.

La partie des territoires du Congo belge et du Ruanda-Urundi réservée à la poursuite des fins scientifiques de l'institution, comprend des réserves naturelles intégrales et des territoires-annexes.

Leurs limites indiquées aux annexes du présent décret pourront être rectifées par un arrêté royal.

ART. 3.

Sont exclues des régions visées à l'article précédent :

1° les terres occupés par les indigènes ;

2° les terres cédées ou concédées avant la date du présent décret.

Les indigènes ne pourront être contraints de quitter les terres qu'ils occupent que moyennant une indemnité équitable et la mise à leur disposition de terres de superficie et de valeur au moins égales.

En cas d'expropriation de terres cédées ou concédées, les dépenses de l'expropriation seront à charge de la Colonie.

L'exercice de la chasse peut être interdit ou limité sur les terres visées à l'alinéa 1.

ART. 4.

Les terres domaniales situées dans les territoires visés à l'article 2 restent la propriété de la Colonie ou du Ruanda-Urundi.

Deze stichting zal het voordeel der rechtspersoonlijkheid genieten. Haar zetel is te Brussel gevestigd.

ART. 2.

Het tot het nastreven der wetenschappelijke doeleinden van de stichting voorbehouden deel der gewesten van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi, omvat de algeheelheid der natuurreserven evenals bijhoorige grondgebieden.

De in de bijlagen van dit decreet aangeduide grenzen, zullen bij Koninklijk besluit kunnen gewijzigd worden.

ART. 3.

Zijn uit de bij vorig artikel bedoelde streken gesloten :

1° de door de inboorlingen bezette gronden ;

2° de voor den datum van het tegenwoordig decreet afgestane of in vergunning gegeven gronden.

De inboorlingen zullen niet kunnen gedwongen worden de door hen bezette gronden te verlaten tenzij tegen billijke vergoeding en het te hunner beschikking stellen van gronden wier oppervlakte en waarde ten minste de vroegere evenaren.

In geval van onteigening van afgestane of in vergunning gegeven gronden zullen de kosten der onteigening ten laste der Kolonie komen.

Het jagen kan in de bij lid één bedoelde gronden, verboden of beperkt worden.

ART. 4.

De domeingronden gelegen in de bij artikel 2 bedoelde gewesten blijven het eigendom van de Kolonie of van Ruanda-Urundi.

Elles ne peuvent être ni cédées, ni concédées ; elles ne peuvent recevoir d'affectation contraire au but scientifique de l'Institution.

ART. 5.

L'autorité publique est exercée dans les territoires visés à l'article 2 conformément aux lois et règlements de la Colonie ou du Ruanda-Urundi.

Les frais de l'administration sont à charge de leurs budgets respectifs.

Il peut être créé un corps spécial de conservateurs et de gardes.

ART. 6.

Dans les réserves naturelles intégrales, il est intédit :

a) De poursuivre, chasser, capturer, détruire, effrayer ou troubler de quelque façon que ce soit, toute espèce d'animal sauvage et même, sauf le cas de légitime défense, les animaux réputés nuisibles.

Dans le cas où l'animal aurait été blessé ou tué en cas de légitime défense, la déclaration devra en être faite dans le plus bref délai à l'autorité compétente.

Il incombera à l'intéressé d'établir la preuve qu'il s'est réellement trouvé en cas de légitime défense et n'a provoqué, ni directement ni indirectement, l'agression dont il prétendrait avoir été victime. Faute de preuve satisfaisante, il sera passible des peines prévues au présent décret ;

Zij kunnen niet worden afgestaan noch in vergunning gegeven ; aan deze mag geene bestemming worden gegeven die tegenstrijdig is met het wetenschappelijk doel der stichting.

ART. 5.

In de bij artikel 2 bedoelde gewesten wordt de openbare macht luidens de wetten en reglementen van de Kolonie of van Ruanda-Urundi uitgeoefend.

De beheerskosten zijn ten laste hunner respectieve begrootingen.

Een bijzonder korps bewaarders en wachters mag worden ingericht.

ART. 6.

Het is verboden in de algeheelheid der natuurreserven :

a) om het even welk dier, en zelfs de dieren die voor schadelijk worden gehouden, te achtervolgen, te jagen, te vangen, te vernielen, te doen verschrikken of, op welke wijze ook, te storen, behalve het geval van wettige verdediging.

In geval het dier gekwetst of gedood werd, wanneer men zich in staat van wettige verdediging bevond, zal de verklaring hiervan, binnen den kortst mogelijken tijd, aan de bevoegde overheid moeten gedaan worden.

De belanghebbende moet het bewijs leveren dat hij zich werkelijk in staat van wettige verdediging bevond en noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks, den aanval waarvan hij zou beweren het slachtoffer te zijn geweest, uitgelokt heeft. Bij gebrek van voldoende bewijzen zal hij de bij tegenwoordig decreet voorziene straffen kunnen oploopen ;

b) De prendre ou détruire les œufs et les nids ;

c) D'abattre, détruire, déraciner ou enlever des plantes ou arbres non cultivés ;

d) De faire des fouilles, terrassements, sondages, prélèvements de matériaux et tous autres travaux de nature à modifier l'espect du terrain ou de la végétation.

ART. 7.

Dans les territoires-annexes, il est interdit, sous réserve des droits acquis par des tiers et des besoins normaux et coutumiers des indigènes établis dans la région :

a) de se livrer à n'importe quel fait de chasse ou de pêche ;

b) de procéder à des coupes de bois.

ART. 8.

A défaut d'une autorisation délivrée suivant les prescriptions arrêtées par le règlement organique prévu à l'article 13 du présent décret, il est interdit de pénétrer, circuler, camper et séjourner dans toute l'étendue des réserves intégrales visées à l'article 2, d'y introduire des chiens, des pièges, des armes à feu, d'y détenir, transporter ou d'en exporter des animaux sauvages vivants, les peaux ou autres dépouilles ou des produits végétaux non cultivés.

L'interdiction de circuler ne vise pas les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, les ministres des cultes et médecins appelés d'urgence auprès d'un malade ou blessé, leur caravane ou leur suite, ni les indigènes habitant les terres

b) De eieren of nesten te rooven of te vernielen ;

c) alle niet-geteelde boomen of planten te vellen, te vernielen, te ontwortelen of weg te nemen ;

d) opgravingen, aardwerken of boringen te doen, materialen te ontnemen, evenals alle werken te verrichten welke het uitzicht van den bodem of van den plantengroei zouden kunnen wijzigen.

ART. 7.

Onder voorbehoud der door derden verworven rechten en der normale en op het gebruik steunende behoeften der inboorlingen is het verboden in de bijhoorige gebieden :

a) zich aan om het even welke jacht- of vischvangstverrichting over te geven ;

b) tot houthakking over te gaan.

ART. 8.

Bij gemis aan eene toelating, afgeleverd volgens de voorschriften welke vastgesteld zijn door het bij artikel 13 uit het tegenwoordig decreet voorziene reglement tot inrichting, is het verboden in de geheele uitgestrektheid der bij artikel 2 bedoelde natuurreserven te komen, en door te trekken, te kampeeren en te verblijven, er honden, vallen, vuurwapens binnen te brengen, er levende wilde dieren, de vellen of andere overblijfsels of niet-geteelde plantaardige producten te behouden, te vervoeren of uit te voeren.

Het verkeersverbod beoogt noch de in de uitoefening van hun ambt zijnde ambtenaren, de bedienaars der eeredienst en de geneesheeren die bij dringendheid bij een zieke of gekwetste worden geroepen, hunne karavanen of

situées à l'intérieur des réserves intégrales.

L'octroi d'une autorisation de pénétrer, circuler, camper et séjourner sera subordonné, sauf décision contraire du règlement organique, au versement d'un cautionnement dont le montant sera déterminé par ce règlement.

L'inobservation des conditions mises par la Commission à l'octroi de cette autorisation, peut entraîner la confiscation totale ou partielle du cautionnement au bénéfice du fonds scientifique. Cette confiscation sera prononcée d'après les dispositions du règlement prévu par l'article 13.

ART. 9.

Les infractions aux dispositions du présent décret sont punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende de 5.000 francs à 25.000 francs ou d'une de ces peines seulement, sans préjudice aux dommages-intérêts et restitution, s'il y a lieu.

ART. 10.

L'institution « Parc National Albert », est administrée par une Commission et par un Comité de direction. Elle est représentée envers les tiers par le président de la Commission.

ART. 11.

La Commission se compose d'un président, d'un secrétaire, nommés par le

hun gevolg, noch de inboorlingen die de gronden bewonen welke binnen de algeheelheid der reserven zijn gelegen.

Het verleenen eener toelating om op bedoelde reserve te komen, er door te gaan, te kampeeren of te verblijven, zal, behoudens tegenstrijdige beslissing van het reglement tot inrichting, onderworpen zijn aan het storten van eenen borgtocht waarvan het bedrag door dit reglement zal bepaald worden.

Het niet-naleven der voorwaarden welke door de Commissie zullen gesteld worden voor het verleenen dezer toelating, kan de algeheele of gedeeltelijke inbeslagneming van den borgtocht ten bate van het wetenschappelijk fonds, voor gevolg hebben. Deze inbeslagneming zal worden uitgesproken volgens de schikkingen van het bij artikel 13 voorziene reglement.

ART. 9.

De inbreuken op de schikkingen van het tegenwoordig decreet zullen gestraft worden met eenen strafdienst van hoogstens twee maand en met eene boete van 5.000 tot 25.000 frank of met ééne slechts dezer straffen, ongeminderd de schadevergoeding en terruggave indien daartoe aanleiding bestaat.

ART. 10.

De stichting « Nationaal Park Albert », wordt beheerd door eene Commissie en door een Bestuurscomiteit. Zij wordt, ten opzichte van derden, door den voorzitter der Commissie vertegenwoordigd.

ART. 11.

De Commissie bestaat uit eenen voorzitter, eenen secretaris, door den Koning

Roi, et de dix-huit membres au moins. Le premier tiers des membres est directement nommé par le Roi. Le deuxième tiers est nommé par le Roi sur les propositions des institutions scientifiques belges désignées ci-après. A cette fin, les recteurs et présidents de ces institutions ou leurs délégués seront invités par le Ministre des Colonies à délibérer en commun en vue de dresser une liste de candidats parmi lesquels le choix du Roi s'exercera.

Le troisième tiers est désigné parmi les membres des institutions scientifiques étrangères. Ceux-ci sont proposés au choix du Roi, sur présentation d'une liste de candidats arrêtée par l'ensemble des membres de la Commission du Parc National Albert.

Le nombre des candidats présentés pour les deuxième et troisième tiers doit être égal au moins au double des sièges.

Par dérogation aux dispositions du présent article, les premières nominations sont faites par le Roi sans présentation.

Les institutions et établissements scientifiques belges, visés ci-dessus, sont les suivantes :

L'Académie Royale de Belgique ;
L'Université de Gand ;
L'Université de Liége ;
L'Université libre de Bruxelles ;
L'Université catholique de Louvain ;

L'Institut Royal Colonial.

L'admission de nouvelles institutions scientifiques ou leur exclusion, la nomination éventuelle de membres correspon-

benoemd, en ten minste achttien leden. Het eerste derde der leden wordt rechtstreeks door den Koning benoemd. Het tweede derde wordt, op voorstel der hiernavermelde Belgische wetenschappelijke instellingen, door den Koning benoemd. Te dien einde zullen de rectors en voorzitters dezer inrichtingen of hunne afgevaardigden door den Minister van Koloniën uitgenoodigd worden bij gemeen overleg te beraadslagen, ten einde eene lijst van candidaten op te stellen over dewelke zich 's Konings keus zal uitoefenen.

Het laatste derde wordt onder de leden der vreemde wetenschappelijke instellingen aangeduid. Deze worden aan 's Konings keus voorgesteld op voorlegging eener lijst candidaten welke door de algeheelheid van de leden der Commissie van het Nationaal Park Albert opgesteld wordt.

Het getal der voor het tweede en laatste derde voorgestelde candidaten moet ten minste het dubbel der zetels ovenaren.

Bij afwijking aan de schikkingen uit tegenwoordig artikel worden de eerste benoemingen, zonder voorstelling, door den Koning gedaan.

De hierboven bedoelde Belgische instellingen en inrichtingen zijn de volgende :

De Koninklijke Academie van België ;
De Hoogeschool van Gent ;
De Hoogeschool van Luik ;
De Vrije Hoogeschool van Brussel ;
De Katholieke Hoogeschool van Leuven ;
Het Koninklijk Koloniaal Instituut.

De aanvaarding van nieuwe wetenschappelijke inrichtingen of hunne uitsluiting, de gebeurlijke benoeming van

dants ou associés, ainsi que toute modification à la composition et au nombre des membres de la Commission seront proposées au Roi par celle-ci.

Le Ministre des Colonies assiste de droit aux différentes réunions de la Commission. Il en prend dans ce cas la présidence et y a voix délibérative.

Il peut se faire représenter par le secrétaire général ou un haut fonctionnaire de l'administration qui aura voix délibérative.

Les membres étrangers empêchés d'assister aux réunions de la Commission peuvent s'y faire représenter par un membre de celle-ci.

ART. 12.

Les membres de la Commission, à l'exception du président et du secrétaire, sont nommés pour six ans. Ils ne peuvent être renommés immédiatement. Ils sortent dans chaque tiers par moitié tous les trois ans. L'ordre de sortie est fixé par tirage au sort.

ART. 13.

Un règlement organique élaboré par la Commission sera arrêté par le Roi. Il déterminera :

1° Le fonctionnement et les pouvoirs de la Commission ;

2° La composition, le fonctionnement et les pouvoirs du Comité de direction.

briefwisselende of buitengewone leden, evenals elke wijziging aan de samenstelling en het ledental der Commissie, zullen door deze laatste, aan den Koning worden voorgesteld.

De Minister van Koloniën woont, van rechtswege, de verschillende vergaderingen der Commissie bij. In dat geval neemt hij er het voorzitterschap van waar en heeft er beraadslagende stem.

Hij kan zich doen vertegenwoordigen door den Algemeen Secretaris of door een hoogambtenaar van het Beheer ; deze zal beraadslagende stem hebben.

De vreemde leden die belet zijn de vergaderingen der Commissie bij te wonen, kunnen er zich door een lid van deze doen vertegenwoordigen.

ART. 12.

De leden der Commissie, met uitzondering van den voorzitter en van den secretaris, worden voor zes jaar benoemd. Zij mogen niet onmiddellijk terug benoemd worden. Om de drie jaar treden zij, voor de helft, in elk derde af. De orde van het aftreden wordt door het lot aangeduid.

ART. 13.

Een door de Commissie opgesteld reglement tot inrichting zal door den Koning worden vastgesteld. Dit zal bepalen :

1° De werking en de machten der Commissie ;

2° De samenstelling, de werking en de machten van het Bestuurscomitéit.

3° Le fonctionnement des services et la fixation des traitements et indemnités qui seront à charge de l'Institution du Parc National Albert ;

4° Le contrôle de l'emploi des fonds ;

5° Les conditions auxquelles peuvent, dans un intérêt scientifique, être levées, en partie ou en totalité, au profit de personnes déterminées, pour une période limitée, les défenses prévues aux articles précédents.

ART. 14.

La Commission est autorisée moyennant l'approbation du Roi, à accepter des dons, legs et autres libéralités qui lui seront faits pour des fins exclusivement scientifiques et en rapport avec le but poursuivi par la création du Parc National Albert.

La Commission fait rapport, chaque année, au Ministre des Colonies, sur son activité et les résultats obtenus.

ART. 15.

Les décisions qui touchent aux intérêts de la Colonie ou du Ruanda-Urundi sont soumises à l'approbation du Ministre des Colonies.

ART. 16.

Le décret du 21 avril 1925 et celui du 18 août 1927 approuvant l'ordonnance-loi du Gouverneneur du Ruanda-Urundi

3° De werking der diensten en de vaststelling der wedden en vergoedingen welke ten laste der stichting van het Nationaal Park Albert zullen vallen ;

4° Het toezicht over het gebruik der fondsen ;

5° De voorwaarden waaronder de bij voorgaande artikelen voorziene verbodsbepalingen, met een wetenschappelijk doel, geheel of ten deele, voor een bepaalden termijn, ten bate van bepaalde personen kunnen opgeheven worden.

ART. 14.

De Commissie is, met 's Konings goedkeuring, gemachtigd tot het aanvaarden van giften, vermakingen en andere schenkingen welke haar voor uitsluitend wetenschappelijke doeleinden worden gedaan en in overeenstemming met het doel dat bij de stichting van het Nationaal Park Albert werd beoogd.

De Commissie brengt, telken jare, bij den Minister van Koloniën, verslag uit over hare werkzaamheid en over de bekomen uitslagen.

ART. 15.

De beslissingen welke de belangen van de Kolonie of van Ruanda-Urundi betreffen, worden aan de goedkeuring van den Minister van Koloniën onderworpen.

ART. 16.

Het decreet van 21 April 1925 en dit van 18 Augustus 1927 houdende goedkeuring der verordening-wet van den

en date du 3 mars 1927 sont abrogés.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 1929.

Gouverneur van Ruanda-Urundi, ter dagteekening van 3 Maart 1927, zijn afgeschaft.

Gegeven te Brussel, den 9n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Régie Industrielle de Stanleyville. — Modification.

—

LE PREMIER MINISTRE,

Vu l'arrêté royal du 1er janvier 1929, constituant la Régie Industrielle de Stanleyville ;

Revu l'arrêté ministériel du 2 janvier 1929 et spécialement l'article premier.

Arrête,

ARTICLE UNIQUE.

Le Gouverneur Général du Congo peut autoriser le fondé de pouvoirs en Afrique de la Régie Industrielle de Stanleyville à faire actes d'aliénation et à introduire des actions en Justice de caractère civil ou commercial.

Bruxelles, le 6 juillet 1929.

HENRI JASPAR.

Nijverheidsregie van Stanleyville. — Wijziging.

—

DE EERSTE MINISTER,

Gezien het koninklijk besluit van 1n Januari 1929, houdende stichting der nijverheidsregie van Stanleyville ;

Herzien het Ministerieel Besluit van 2n Januari 1929, en inzonderheid artikel één.

Besluit,

EENIG ARTIKEL.

De Algemeen Gouverneur van Congo kan de gevolmachtigde in Afrika van de nijverheidsregie van Stanleyville machtigen daden van vervreemding te stellen en rechtsvorderingen van burgerlijken of commercieelen aard te leiden.

Brussel, den 6n Juli 1929.

HENRI JASPAR.

22e ANNÉE, No 9
15 Septembre. 1929

22e JAARGANG, Nr 9
15 September.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.		Pages.
Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et le protocole signés à Genève, le 3 novembre 1923	. . . . .	801
15 juin 1929. — A. R. — Musée du Congo Belge	. . . . .	811
15 juillet 1929. — A. R. — Mise à charge du budget colonial des traitements, soldes, salaires et indemnités permanentes des militaires de rang subalterne de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie	. . . . .	817
15 juillet 1929. — D. — Décret rayant, pour le Katanga, l'avortement épizootique des maladies épizootiques réputées contagieuses	. . . . .	803
15 juillet 1929. — A. R. — Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes dés officiers de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie.	. . . . .	814
15 juillet 1929. — A. R. — Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des magistrats		

INHOUD

Dagteekeningen.		Bladz.
Internationale overeenkomst voor het vereenvoudigen der tolpleegvormen en protocol, op 3 November 1923, te Genova onderteekend	. . . . .	801
15 Juni 1929. — K. B. — Museum van Belgisch-Congo.	. . . . .	811
15 Juli 1929. — K. B. — Ten laste legging der koloniale begrooting van de wedden, soldijen, loonen en bestendige vergoedingen der militairen van ondergeschikten rang uit het leger in het moederland ter beschikking der Kolonie gesteld	. . . . .	817
15 Juli 1929. — D. — Decreet waarbij voor Katanga de besmettelijke miswerping onder de epizootische ziekten wordt uitgeschrapt	. . . . .	803
15 Juli 1929. — K. B. — Ten lastelegging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der officieren uit het leger in het moederland ter beschikking der Kolonie gesteld.	. . . . .	814
15 Juli 1929. — K. B. — Ten laste legging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der		

L 10 20

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
métropolitains, fonctionnaires et agents de l'Etat détachés à la Colonie	812	magistraten uit het moederland der Staatsambtenaren en -beambten ter beschikking der Kolonie gesteld. . .	812
19 juillet 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 1er février 1929 du Gouverneur du Ruanda-Urundi qui détermine le taux de l'impôt de capitation	809	19 Juli 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot goedkeuring van verordening-wet van 1 Februari 1929 van den Gouverneur van den Ruanda-Urundi tot vaststelling van het bedrag der inlandsche belasting	809
19 juillet 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant augmentation du taux des pensions de la Colonie	806	19 Juli 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot verhooging van het bedrag der pensioenen van de Kolonie	806
19 juillet 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret modifiant l'article 68 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 relatif à l'avertement épizootique	802	19 Juli 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot wijziging van artikel 68 der verordening-wet van 20 September 1915 betreffende de besmettelijke miswerping.	802
25 juillet 1929. — A. R. — Ecole coloniale et école de médecine tropicale. — Indemnités de fréquentation	812	25 Juli 1929. — K. B. — Koloniale school en school voor tropische geneeskunde. — Vergoedingen voor het bijwonen der leergangen.	812
27 juillet. 1929. — D. — Impôt indigène dans le Ruanda-Urundi. — Taux	810	27 Juli 1929. — D. — Inlandsche belasting in Ruanda-Urundi. — Bedrag.	810
27 juillet 1929. — D. — Augmentation du taux des pensions de la Colonie . . .	807	27 Juli 1929. — D. — Verhooging van het bedrag der pensioenen van de Kolonie.	807
27 juillet 1929. — A. R. — Arrêté royal nommant les membres de la Commission du Parc National Albert. . . .	819	27 Juli 1929. — K. B. — Koninklijk besluit houdende benoeming van de leden der Commissie van het Nationaal Park Albert	819
27 juillet 1929. — A. R. — Instruments de pesage. — Taxes de vérification à domicile. — Etablissement d'une taxe de vérification première	825	27 Juli 1929. — K. B. — Weegtoestellen. — Taksen voor ten huize gedane echtkeuring. — Instelling eener taks voor eerste echtkeuring.	825
27 juillet 1929. — A. R. — Poids et mesures. — Taxes de vérification à domicile	822	27 Juli 1929. — K. B. — Gewichten en maten. Taksen voor echtkeuring ten huize. .	822
19 août 1929. — A. M. — Marque de vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage pour la période du 1er avril 1930 au 31 mars 1932.	828	19 Augustus 1929. — M. B. — Periodische echtskeuringsmerken der gewichten en maten en der weegtoestellen voor het tijdperk van 1 April 1930 tot 31 Maart 1932.	828
19 août 1929. — A. M. — Télégraphes. — Réorganisation.	829	19 Augustus 1929. — M. B. — Telegraaf. — Herinrichting.	829
Parc National Albert — Annexe du décret du 9 juillet 1929	860	Nationaal Park Albert. — Bijlage aan het decreet van 9 Juli 1929	860
Rectifications	874	Terechtwijzingen.	874

Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et le Protocole, signés à Genève le 3 novembre 1923.

—

Les instruments suivants de ratification ont été déposés aux archives du Secrétariat Général de la Société des Nations à Genève.

Celui de S. M. Britannique, pour le Conmonwealth d'Australie (à l'exclusion de la Papouasie, de l'île Norfolk et du territoire sous mandat de la Nouvelle Guinée) et pour l'Inde, le 13 mars 1925.

Celui de S. M. le Roi d'Egypte, le 23 mars 1925.

Celui de S. M. le Roi de Siam, le 19 mai 1925.

Celui de S. M. la Reine des Pays-Bas pour le Royaume en Europe et les Territoires d'Outre mer, Indes Néerlandaises, Surinam et Curaçao, le 23 mars 1925.

Celui de S. E. le Président du Reich allemand, le 1 août 1925.

Celui de S. M. le Roi de Roumanie, le 23 décembre 1925.

Celui de S. M. le Roi de Suède, le 12 février 1926.

Celui de S. A. Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie, le 23 février 1926.

Celui de S. E. le Chef exécutif de la République chinoise, le 23 février 1926.

Celui de S. M. le Roi de Norvège, le 7 septembre 1926.

Celui de Monsieur le Président de la

Internationale overeenkomst voor het vereenvoudigen der tolpleegvormen en Protocol, op 3 November 1923 te Geneva geteekend.

—

De volgende bekrachtigingsbewijsschriften werden bij de archieven van het Algemeen Secretariaat van den Volkenbond te Geneva, nedergelegd.

Deze van Zijne Britsche Majesteit, voor de Conmonwealth van Australië (met uitsluiting van Papouasië, het eiland Norfolk en het grondgebied onder mandaat van Nieuw Guiëna) en voor Indië, op 13 Maart 1925.

Deze van Zijne Majesteit den Koning van Egypte, op 23 Maart 1925.

Deze van Zijne Majesteit den Koning van Siam, op 19 Mei 1925.

Deze van Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden voor het Koninkrijk in Europa en de overzeesche grondgebieden Nederlandsch Indië, Surinam en Curaçao, op 23 Maart 1925.

Deze van Zijne Excellentie de President van het Duitsche Rijk, den 1n Augustus 1925.

Deze van Zijne Majesteit den Koning van Romanië, op 23 December 1925.

Deze van Zijne Majesteit den Koning van Zweden, op 12 Februari 1926.

Deze van Zijne Doorluchtige Hoogheid, de Regent van het Koninkrijk Hongarië, op 23 Februari 1926.

Deze van Zijne Excellentie, het Uitvoerend Hoofd der Chineesche Republiek, op 23 Februari 1926.

Deze van Zijne Majesteit den Koning van Noorwegen, op 7 September 1926.

Deze van den Heer President der Fran-

République Française, le 13 septembre 1926.

Celui de Monsieur le Président de la République Française pour le protectorat du Maroc, le 8 novembre 1926.

Celui de Monsieur le Président de la République Française pour la Régence de Tunis, le 8 novembre 1926.

Celui de S. M. le Roi des Bulgares, le 10 décembre 1926.

Celui de Monsieur le Président de la République Tchécoslovaque, le 10 février 1927.

Celui de S. A. Madame la Grande Duchesse de Luxembourg, le 10 juin 1927.

Celui de Monsieur le Président de la République Hellénique, le 6 juillet 1927.

Celui de Monsieur le Président de la République Finlandaise, le 23 mai 1927.

Celui de S. M. le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, le 2 mai 1929.

D'autre part :

Le Ministre des Affaires Etrangères compétent a notifié au Secrétariat Général de la Société des Nations, l'adhésion de la Perse, adhésion devenue opérante à partir du 8 mai 1925.

sche Republiek, op 13 September 1926.

Deze van den Heer President der Fransche Republiek voor het protectoraat van Marocco, op 8 November 1926.

Deze van den Heer President der Fransche Republiek voor het Regentschap van Tunesië, op 8 November 1926.

Deze van Zijne Majesteit den Koning der Bulgaren, op 10 December 1926.

Deze van den Heer President der Republiek van Tcheco-Slowakije, op 10 Februari 1927.

Deze van Hare Majesteit Mevrouw de Groot-Hertogin van Luxemburg op 10 Juni 1927.

Deze van den Heer President der Hellenische Republiek, op 6 Juli 1927.

Deze van den heer President der Finlandsche Republiek, op 23 Mei 1927.

Deze van Zijne Majesteit den Koning der Serviërs, Croaten en Slovenen, op 2 Mei 1928.

De bevoegde Minister van Buitenlandsche Zaken heeft anderzijds op het Algemeen Secretariaat van den Volkenbond de toetreding van Persië nedergelegd, toetreding welke vanaf 8 Mei 1925, in werking is getreden.

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret modifiant l'article 68 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 relatif à l'avortement épizootique.

—

Examiné le vendredi 28 juin, ce projet ne provoqua qu'une observation de détail. De l'ensemble des textes présentés au Conseil il résulte que la dérogation prévue à l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 ne vise que le Katanga. Or l'article 1er de l'ordonnance du 11 mars 1929 ne précise pas cette limitation qu'il est cependant utile de mettre en relief. A cet effet la proposition fut admise que le mot « Gouverneur » de l'article 1er soit complété par les suivants : « de la Province du Katanga ».

A une demande qu'à la tolérance prévue par le décret proposé soient substituées des mesures de quarantaine étudiées et appliquées sans lesquelles un élevage sérieux est impossible au Katanga et dans la Colonie, il fut répondu qu'une quarantaine concentrerait de forts troupeaux dans des endroits dépourvus de moyens d'entretien suffisants et, qu'au surplus, elle serait inopérante parce que les diagnostics sont difficiles et souvent incertains et parce que, presque tous les élevages au Katanga étant atteints, il n'y a plus d'intérêt au point de vue prophylactique à éliminer des bêtes contaminées alors que les bêtes saines sont presque fatalement condamnées à être contaminées elles-mêmes.

Le projet fut approuvé à l'unanimité moins une voix.

MM. De Lannoy et Dryepondt s'étaient fait excuser.

Bruxelles, le 19 juillet 1929.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
BERTRAND.

Décret rayant pour le Katanga l'avortement épizootique des maladies épizootiques réputées contagieuses.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 28 juin 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

L'ordonnance-loi du Gouverneur Général en date du 11 mars 1929, ci-après, modifiant celle du 20 septembre 1915

Decreet waarbij voor Katanga de besmettelijke miswerping onder de epizootische ziekten wordt uitgeschrapt.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 28 Juni 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

EENIG ARTIKEL.

De verordening-wet van den Algemeen Gouverneur, ter dagteekening van 11 Maart 1929, hierna, houdende wijziging

au point de vue de l'avortement épizootique est approuvée.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi sur le gouvernement du Congo Belge ;

Revu l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 sur la police sanitaire des animaux domestiques ;

Attendu que l'avortement épizootique, maladie contagieuse et infectieuse des animaux domestiques, d'allure chronique et insidieuse, sévit dans les élevages du Katanga ;

Attendu que l'avortement épizootique sévit dans les colonies voisines de la Rhodésie septentrionale et de la Rhodésie méridionale, ainsi que dans l'Union Sud-Africaine, et que ces pays sont les principaux fournisseurs des troupeaux d'élevage et de boucherie importés au Katanga ;

Attendu que le bétail de même origine ou provenant de reproducteurs de cette origine, et du bétail ayant été en contact avec du bétail rhodésien ont été introduits dans les provinces limitrophes de la province du Katanga ;

Attendu que les services vétérinaires des colonies précitées ne délivrent pas de certificats attestant que les animaux exportés de ces pays sont indemnes d'avortement contagieux ;

Attendu que les mesures de prophylaxie possibles contre cette maladie sont

van deze van 20 September 1915, betrekkelijk de epizootische miswerping, is goedgekeurd.

DE ALGEMEEN GOUVERNEUR,

Gezien de wet op het beheer van Belgisch-Congo :

Herzien de verordening-wet van 20 September 1915, op de gezondheidspolitie der huisdieren ;

Overwegende, dat de besmettelijke miswerping, huisdieren-infectiën, ziekte van chronischen en sluipenden aard, onder de kudden in Katanga heerscht ;

Overwegende, dat de besmettelijke miswerping heerscht, in de naburige koloniën noordelijk Rhodesia en zuidelijk Rhodesia, alsmede in de Zuid-Afrikaansche Unie, en dat deze landen de bijzonderste leveraars zijn der in Katanga ingevoerde kudden fok- en slachtvee ;

Overwegende, dat er in de provinciën welke aan de provincie Katanga grenzen, vee van voornoemde herkomst, of afkomstig van fokdieren van die herkomst, alsmede vee welk met Rhodesiaansch vee in aanraking is geweest, ingevoerd is geworden ;

Overwegende, dat de veeartsenijkundige diensten der voornoemde koloniën, geen getuigschriften uitreiken waaruit blijkt dat de uit die landen ingevoerde dieren van besmettelijke miswerping vrij zijn ;

Overwegende, dat de mogelijke voorbehoedmiddelen tegen deze ziekte in de

pratiquement inapplicables dans les stations de quarantaine ;

Attendu que par des mesures de prophylaxie, de vaccination et de sélection contrôlées par la séro-agglutination du sang, il est possible d'enrayer l'extension de cette affection aux régions présumées indemnes et de réduire très sérieusement les pertes qu'elle peut causer.

Ordonne :

ARTICLE PREMIER.

L'application de l'article 68 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 sur la police sanitaire des animaux domestiques peut être suspendue par le gouverneur de la province du Katanga, dans toute l'étendue de la province ou dans une région déterminée de celle-ci, dès qu'il est établi que l'avortement contagieux y existe à l'état enzootique.

ART. 2.

Le transfert des bovidés, équidés, ovidés, capridés et suidés d'une région reconnue infectée d'avortement épizootique dans d'autres régions de la colonie est interdit sauf autorisation des commissaires de district des lieux d'origine et de destination sur avis conforme du vétérinaire compétent ; l'autorisation indiquera éventuellement toutes les règles à suivre en cours de transport et notamment en matière d'itinéraire, de mode de transport et de désinfection du matériel de transport.

praktijk ontoepasselijk zijn in de quarantainestandplaatsen ;

Overwegende, dat het door maatregelen van voorbehoeding, inenting en teeltkeus nagegaan door sero-agglutinatie van het bloed, mogelijk is de uitbreiding dezer aandoening tot de vermoedelijke onaangetaste streken te beletten, en de verliezen, welke zij kan veroorzaken, vrijwel te verminderen.

Beveelt :

ARTIKEL ÉÉN.

De toepassing van artikel 68 uit de verordening-wet van 20 September 1915, op de gezondheidspolitie der huisdieren, kan door den gouverneur der provincie Katanga worden geschorst in de geheele uitgestrektheid der provincie of in eene bepaalde streek er van zoodra het vaststaat dat de besmettelijke miswerping aldaar enzootisch heerscht.

ART. 2.

Het overbrengen van rundachtigen, paardachtigen, schaapachtigen, geitachtigen en varkensachtigen van eene als door besmettelijke miswerping aangetast erkende streek naar andere streken der kolonie, is verboden, behoudens vergunning vanwege de districts-commissaris der plaatsen van herkomst en van bestemming naar gelijkluidend advies vanwege den bevoegden veearts ; de vergunning zal, desgevallend alle gedurende het vervoer in acht te nemen bepalingen vermelden, namelijk voor wat betreft den te volgen weg en de wijze van vervoer en van ontsmetting van het vervoermaterieel.

ART. 3.

Les infractions à la présente ordonnance-loi et aux mesures d'exécution prises par les commissaires de district seront punies des peines prévues à l'article 83 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 prérappelée.

ART. 4.

La présente ordonnance aura force de loi et entrera en vigueur dès sa publication.

Boma, le 11 mars 1929.

ART. 3.

Inbreuken op onderhavige verordening-wet en op de uitvoermaatregelen door de District-Commissarissen getroffen, worden gestraft met de straffen voorzien bij artikel 83 uit voormelde verordening-wet van 20 September 1915.

ART. 4.

Onderhavige verordening zal kracht van wet hebben en in werking treden vanaf hare bekendmaking.

Boma, den 11^en Maart 1929.

A. TILKENS.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1929.

Gegeven te Brussel, den 15^n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant augmentation du taux des pensions de la Colonie.

—

Le projet a pour objet d'accorder aux pensionnés de la Colonie une majoration qui mette leurs ressources en rapport avec le coût de l'existence. La majoration proposée est la même que celle qui a été accordée aux pensionnés de la métropole.

Il est proposé d'ajouter au décret le texte suivant :

« Les dispositions faisant l'objet de l'art. 3 du décret du 1^er février 1929, sur la » consolidation des pensions de la Colonie, sont interprétées en ce sens que l'aug- » mentation du taux de base de 10 % à 25 %, pour les services rendus avant le » 1^er juillet 1898 s'applique également à la majoration de durée prévue pour les » services accomplis avant le 1^er juillet 1885 ».

Les raisons données sont les suivantes :

Le décret du 1er février dernier, réglant la consolidation des pensions de la Colonie, dispose (art. 3) que la durée des services accomplis avant le premier juillet 1885 est majorée à raison d'une demi année, par année de service effectif, pour le calcul des pensions civiques. Il dispose également que le taux de base de la pension pour les services rendus avant le 1er juillet 1898 est augmenté de 10 % à 25 % selon la durée des services du pensionné. L'intention du gouvernement était d'augmenter dans la proportion ci-dessus le taux de la pension due pour la bonification des services comme pour les services proprement dits. Mais la Cour des Comptes s'en tenant au but strict du décret qui vise les « services rendus » n'a pas admis cette interprétation.

Les pensions des anciens intéressés (ils sont 8) sont liquidées. Les arriérés résultant de la consolidation leur ont été payés. Il ne paraît pas possible de réduire leurs pensions et encore moins de leur faire restituer la somme qui, si la manière de voir de la Cour des Comptes était admise, aurait été payée indûment, quelque minime que soit cette somme.

Le projet ainsi complété est adopté à l'unanimité des voix.

Etaient absents et excusés MM. Deladrier, Dupriez, Grenade, Louwers, Rutten et Waleffe.

Bruxelles, le 19 juillet 1929.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller Rapporteur,
DE LANNOY.

Augmentation du taux des pensions de la colonie.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 juillet 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Verhooging van het bedrag der pensioenen van de kolonie.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL,

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 Juli 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1er janvier 1929, seront majorés à concurrence de 8 p. c. les arrérages :

1° des pensions civiques ;

2° des pensions accordées par application des décrets des 2 mai 1910, 31 juillet et 20 août 1912, aux fonctionnaires et agents administratifs et militaires, aux agents de l'ordre judiciaire et aux magistrats de carrière ;

3° des pensions de retraite, des pensions d'invalidité et des allocations provisoires d'invalidité, accordées par application des décrets des 2 mars 1921, 19 décembre 1923 et 7 juillet 1924 aux fonctionnaires et agents administratifs et militaires, aux agents de l'ordre judiciaire et aux magistrats de carrière ;

4° des pensions accordées à M. Henry, Eugène-Joseph-Marie et à M. le baron Tombeur, Charles-Henri-Marie-Ernest, respectivement Gouverneur Général et Vice-Gouverneur Général honoraires du Congo belge.

ART. 2.

Les dispositions faisant l'objet de l'article 3 du décret du 1er février 1929, sur la consolidation des pensions de la Colonie, sont interprétées en ce sens que l'augmentation du taux de base de 10 p. c. à 25 p. c., pour les services rendus avant le 1er juillet 1898, s'applique également à la majoration de durée, prévue pour les

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

ARTIKEL ÉÉN.

Zullen, vanaf 1 Januari 1929, met 8 t. h. worden verhoogd, de achterstallen :

1° van de burgerlijke pensioenen ;

2° van de bij toepassing der decreten van 2 Mei 1910, 31 Juli en 20 Augustus 1912, aan de beheers- en krijgsambtenaren en beambten, aan de beambten van den rechterlijken stand en aan de eigenlijke magistraten toegekende pensioenen ;

3° van de bij toepassing der decreten van 2 Maart 1921, 19 December 1923 en 7 Juli 1924 aan de beheers- en krijgsambtenaren en beambten, aan de beambten van den rechterlijken stand en aan de eigenlijke magistraten verleende rustgelden, invaliditeitspensioenen en voorloopige invaliditeitsbewilligingen ;

4° de pensioenen toegekend aan den heer Henry, Eugène-Joseph-Marie en aan baron Tombeur, Charles-Henri-Marie-Ernest, respectievelijk Eere-Algemeen Gouverneur en Eere-Onderalgemeen Gouverneur van Belgisch-Congo.

ART. 2.

De schikkingen welke artikel 3 uit het decreet van 1 Februari 1929 op de consolidatie van de pensioenen der Kolonie uitmaken, worden derwijze uitgelegd, dat de verhooging van het basis-bedrag van 10 tot 25 t. h., voor de diensten welke vóór 1 Juli 1898 geleverd werden, eveneens toepasselijk is op de duurverhooging

services accomplis avant le 1er juillet 1885.

Donné à Bruxelles, le 27 juillet 1929.

welke voorzien is voor de diensten die vóór 1 Juli 1885 volbracht werden.

Gegeven te Brussel, den 27n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 1er février 1929 du Gouverneur du Ruanda-Urundi qui détermine le taux de l'impôt de capitation.

—

Ce projet a été examiné par le Conseil Colonial dans sa séance du 19 juillet 1929.

Un membre demande s'il ne conviendrait pas, à l'art. 1er de l'ordonnance-loi, de remplacer le mot « autochtones » par le mot « indigènes ».

Le délégué du ministre des Colonies répond que le terme « autochtone » est le terme consacré en la matière par la législation du Ruanda-Urundi.

Répondant à la question d'un autre membre, le délégué du ministre des Colonies déclare que l'expression « agglomérations conventionnelles » employée à l'article 2 signifie « agglomérations extra-coutumières ».

Le projet est adopté à l'unanimité des membres présents.

MM. Deladrier, Dupriez, Grenade, Louwers, Rutten et Waleffe, absents, s'étaient excusés.

Bruxelles, le 19 juillet 1929.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller Rapporteur,
ROLIN.

Impôt indigène dans le Ruanda-Urundi. — Taux.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 19 juillet 1929,

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons décrété et décrétons :

Article unique.

L'ordonnance-loi du Gouverneur du territoire du Ruanda-Urundi, en date du 1er février 1929, fixant le taux de l'impôt de capitation pour l'exercice 1929, est approuvée dans le texte suivant :

Le Gouverneur du territoire du Ruanda Urundi :

Vu la loi du 21 août 1925 sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi :

Vu l'urgence :

Ordonne :

Article premier.

Le taux de l'impôt de capitation pour l'exercice 1929 est fixé de la façon suivante :

1° Pour les autochtones de l'Urundi résidant dans la vallée de la Ruzizi et de

Inlandsche belasting in Ruanda-Urundi — Bedrag.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 19 Juli 1929,

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

Eenig artikel.

De op 1 Februari 1929 gedagteekende verordening-wet van den Gouverneur des grondsgebieds Ruanda-Urundi, houdende vaststelling van het bedrag der hoofdelijke belasting voor het dienstjaar 1929, is goedgekeurd onder den volgenden tekst.

De Gouverneur van het Ruanda-Urundi gebied :

Gezien de wet van 21 Augustus 1925 op de regeering van Ruanda-Urundi :

Gezien de dringendheid :

Beveelt :

Artikel één.

Het bedrag der hoofdelijke belasting voor het dienstjaar 1929 wordt vastgesteld als volgt :

1° Voor de autochtonen van Urundi verblijvend in de vallei der Ruzizi en de

la plaine du Lac Tanganika : douze francs.

2° Pour les autres autochtones du territoire : dix francs.

ART. 2.

Dans les agglomérations conventionnelles désignées par les Résidents, les indigènes et gens de couleur qui ne sont pas soumis à l'impôt personnel payeront une taxe de capitation de vingt-cinq francs.

ART. 3.

Le Chef de service des Finances et les Résidents sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente ordonnance-loi qui entrera en vigueur dès sa publication par voie d'affichage.

Usumbura, le 1er février 1929.

vlakte van het Tanganika-Meer : twaalf frank.

2° Voor de andere autochtonen van het gebied : tien frank.

ART. 2.

In de conventionneele omschrijvingen door de Residenten aangeduid zullen de inlanders en de kleurlingen, aan de persoonlijke belasting niet onderworpen, eene hoofdschatting van vijf en twintig frank betalen.

ART. 3.

De Overste van den Dienst van Geldwezen en de Residenten, worden, elk voor wat hen betreft, met de uitvoering van tegenwoordige verordening-wet gelast, dewelke in voege zal treden zoodra zij ter afkondiging zal uitgehangen worden.

Usumbura, 1n Februari 1929.

MARZORATI.

Donné à Bruxelles, le 27 juillet 1929.

Gegeven te Brussel, den 27n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Musée du Congo Belge.

—

Un arrêté royal en date du 15 juin 1929, modifie l'article 7 de l'arrêté royal du 18 mai 1928 organique du Musée du Congo belge à Tervueren. Le nombre de

Museum van Belgisch-Congo.

—

Een Koninklijk Besluit ter dagteekening van 15 Juni 1929 wijzigt artikel 7 uit het Koninklijk Besluit van 18 Mei 1928 houdende inrichting van het Mu-

veilleurs de nuit prévu dans le cadre du personnel du Musée du Congo belge, est porté à deux unités.

seum van Belgisch Congo te Tervueren. Het in het kader van het personeel bij het Museum van Belgisch Congo voorziene getal nachtwakers is op twee eenheden gebracht.

École coloniale et école de médecine tropicale.

—

Par arrêté royal du 25 juillet 1929, les indemnités de fréquentation allouées aux élèves de l'Ecole de Médecine Tropicale sont portées à quarante francs (section supérieure) et à vingt francs (section inférieure), par jour, à partir du 15 octobre 1929.

Pour l'Ecole Coloniale, les mêmes indemnités sont portées à vingt-cinq francs (section supérieure) et à vingt francs (section inférieure), par jour, à partir du 16 septembre 1929.

Koloniale school en school voor tropische geneeskunde.

—

Bij Koninklijk Besluit van 25 Juli 1929, worden, te rekenen van 15 October 1929, de vergoedingen voor het bijwonen der leergangen welke toegekend worden aan de leerlingen der School voor Tropische Geneeskunde, op veertig frank (hoogere afdeeling) en op twintig frank (lagere afdeeling) per dag gebracht.

Voor de Koloniale School worden deze vergoedingen, te rekenen van 16 September 1929, op vijf en twintig frank (hoogere afdeeling) en op twintig frank (lagere afdeeling) per dag gebracht.

Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des magistrats métropolitains, fonctionnaires et agents de l'État détachés à la Colonie.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Ten laste legging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der magistraten uit het moederland, der Staatsambtenaren en -beambten ter beschikking der Kolonie gesteld.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont mis à charge du budget colonial, les traitements et indemnités permanentes des magistrats métropolitains, fonctionnaires et agents des administrations de l'Etat, mis à la disposition du Ministère des Colonies, en vue de leur admission éventuelle au service de la Colonie, et ce à compter du jour que les intéressés cessent d'en bénéficier par les soins de l'administration à laquelle ils appartiennent jusqu'au jour où ils perçoivent le traitement colonial d'activité.

En cas de non admission au service de la Colonie, le paiement de ces traitements et indemnités permanentes prend fin la veille de la date à laquelle le candidat au service colonial est remis à la disposition de l'administration dont il relève.

ART. 2.

En ce qui concerne les magistrats, fonctionnaires et agents visés à l article premier ci-dessus, se trouvant au service de la Colonie, le budget colonial supportera la charge de leurs traitements et indemnités permanentes métropolitains à compter du jour où, leurs services prenant fin, ils cessent de percevoir un traitement prévu par les statuts des magistrats et du personnel de la Colonie jusques et y compris la veille de la date à laquelle ils sont remis à la disposition de l'Administration Métropolitaine dont ils relèvent.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden ten laste gelegd der Koloniale Begrooting : de wedden en bestendige vergoedingen der magistraten uit het Moederland, ambtenaren en beambten van de Staatsbeheeren, ter beschikking gesteld van het Ministerie van Koloniën, met het oog op hunne gebeurlijke aanneming in den dienst der Kolonie, te rekenen vanaf den dag waarop de belanghebbenden door de zorgen van het Beheer waaraan zij gehecht zijn, ophouden dezelfde te genieten, tot op den dag waarop zij de werkelijke koloniale wedde, ontvangen.

In geval zij in den dienst der Kolonie niet aangenomen worden, houdt het betalen dezer wedden en bestendige vergoedingen op, daags vóór den datum waarop de candidaat tot den Kolonialen dienst opnieuw ter beschikking wordt gesteld van het Beheer waarvan hij afhangt.

ART. 2.

Vóor wat de bij artikel één hierboven bedoelde magistraten, ambtenaren en beambten aangaat, die zich in den dienst der Kolonie bevinden, zal de Koloniale Begrooting den last dragen hunner moederlandsche wedden en bestendige vergoedingen, te rekenen van den dag waarop, terwijl hunne diensten eindigen, zij ophouden eene door de statuten voor de magistraten en het personeel in de Kolonie voorziene wedde, te ontvangen, tot en inbegrepen daags vóór den datum op denwelke zij opnieuw ter beschikking worden gesteld van het Moederlandsch Beheer, waarvan zij afhangen.

ART. 3.

La disposition constituant l'article 2 ci-dessus n'est pas applicable aux dits fonctionnaires et agents révoqués de leurs grades et fonctions à la Colonie, démis pour cause d'inaptitude morale, démissionnaires ou placés dans la position de disponibilité.

ART. 4.

Les cas non prévus dans le présent arrêté seront réglés par Notre Ministre des Colonies.

ART. 5.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1929.

ART. 3.

De schikking welke artikel 2 hierboven uitmaakt, is niet toepasselijk op gezegde ambtenaren en beambten wier graad en ambt in de Kolonie door afzetting ontnomen werden, die om reden van zedelijke ongeschiktheid werden afgezet, ontslaggevers zijn of in den toestand van beschikbaarheid werden gesteld.

ART. 4.

De gevallen niet voorzien bij tegenwoordig besluit, worden door Onzen Minister van Koloniën geregeld.

ART. 5.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 15n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des officiers de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Revu Notre arrêté du 25 août 1922

Ten laste legging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der officieren uit het leger in het moederland ter beschikking der Kolonie gesteld.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Herzien Ons besluit van 25 Augustus

relatif au paiement des traitements et des indemnités permanentes des officiers de l'armée métropolitaine qui prennent du service à la Colonie ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont mis à charge du budget colonial, les traitements et indemnités permanentes des officiers de l'armée métropolitaine, mis à la disposition du Ministère des Colonies, en vue de leur admission éventuelle au service de la Colonie, et ce à compter du premier du mois qui suit la date de leur détachement, jusqu'au jour où ils perçoivent le traitement colonial d'activité.

En cas de non admission au service de la Colonie, le paiement de ces traitements et indemnités permanentes prend fin le dernier jour inclus du mois au cours duquel le candidat au service colonial est remis à la disposition du Ministère de la Défense Nationale.

ART. 2.

En ce qui concerne ceux des officiers visés à l'article 1er ci-dessus qui quittent le service de la Colonie, le budget colonial supportera la charge de leurs traitements et indemnités permanentes métropolitains à compter du jour où ils cessent de percevoir un traitement prévu par le statut du personnel de la Colonie jusqu'au dernier jour inclus du mois au

1922, betrekkelijk de betaling der wedden en bestendige vergoedingen aan de officieren van het moederlandsch leger die in den dienst der Kolonie treden ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Worden ten laste gelegd der koloniale begrooting, de wedden en bestendige vergoedingen der officieren uit het moederlandsch leger, ter beschikking gesteld van het Ministerie van Koloniën met het oog op hunne gebeurlijke aanneming in den dienst der Kolonie, te rekenen van den eersten dag der maand volgend op den datum waarop zij ter beschikking werden gesteld, tot op den dag waarop zij de werkelijke koloniale wedde ontvangen.

In geval zij in den dienst der Kolonie niet aangenomen worden, houdt het betalen dezer wedden en bestendige vergoedingen op, tot en met den laatsten dag der maand waarop de candidaat tot den kolonialen dienst opnieuw ter beschikking van het Ministerie van Landsverdediging wordt gesteld.

ART. 2.

Wat deze onder de bij artikel 1 hierboven bedoelde officieren betreft, die den dienst der Kolonie verlaten, zal de koloniale begrooting den last dragen hunner moederlandsche wedden en bestendige vergoedingen, te rekenen van den dag waarop zij ophouden eene door de statuten voor het personeel der Kolonie voorziene wedde tot en met inbegrip

cours duquel ils sont replacés à la disposition du Ministère de la Défense Nationale.

ART. 3.

La disposition constituant l'article 2 ci-dessus n'est pas applicable aux officiers révoqués de leurs grades et de leurs fonctions à la Colonie, démis pour cause d'inaptitude morale, démissionnaires ou placés dans la position de disponibilité.

ART. 4.

Notre arrêté prérappelé du 25 août 1922 est abrogé.

ART. 5.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1929.

van den laatsten dag der maand in den loop waarvan zij terug ter beschikking van het Ministerie van Landsverdediging werden gesteld.

ART. 3.

De schikking welke artikel 2 hierboven uitmaakt, is niet toepasselijk op de officieren wier graad en ambt in de Kolonie door afzetting ontnomen werden, die om reden van zedelijke ongeschiktheid werden afgezet, ontslaggevers zijn of in den toestand van beschikbaarheid werden gesteld.

ART. 4.

Ons voormeld besluit van 25 Augustus 1922 is afgeschaft.

ART. 5.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 15n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Mise à charge du budget colonial des traitements, soldes, salaires et indemnités permanentes des militaires de rang subalterne de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

Sont mis à charge du Budget Colonial les traitements, soldes, salaires et indemnités permanentes des militaires de rang subalterne de l'Armée Métropolitaine, mis à la disposition du Département des Colonies en vue de leur admission éventuelle au service de la Colonie, et ce à compter du jour où ils cessent d'en bénéficier à l'Armée Métropolitaine, jusqu au jour où ils perçoivent le traitement colonial d'activité.

Art. 2.

Le Budget Colonial supporte, dans les conditions déterminées ci-après, la charge des traitements, soldes, salaires et indemnités permanentes des militaires de rang subalterne de l'Armée Métropolitaine visés à l'article premier, lorsqu'ils cessent d'appartenir au service de la Colonie :

a) les soldes, salaires et indemnités

Ten laste brenging der koloniale begrooting van de wedden, soldijen, loonen en bestendige vergoedingen der militairen van ondergeschikten rang uit het leger in het moederland ter beschikking der kolonie gesteld.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Worden ten laste gelegd der Koloniale Begrooting : de wedden, soldijen, loonen en bestendige vergoedingen der militairen van ondergeschikten rang van het leger in het Moederland, ter beschikking gesteld van het Departement van Koloniën met het oog op hunne gebeurlijke aanvaarding in den dienst der Kolonie, te rekenen vanaf den dag waarop zij in het Moederlandsch leger ophouden dezelfde te genieten tot op den dag waarop zij de werkelijke Koloniale wedde ontvangen.

Art. 2.

De Koloniale Begrooting draagt, in de hierna vermelde voorwaarden, den last der wedden, soldijen, loonen en bestendige vergoedingen der bij artikel één bedoelde militairen van ondergeschikten rang van het leger in het Moederland, wanneer zij ophouden tot den dienst der Kolonie te behooren :

a) de soldijen, loonen en bestendige

permanentes, à compter du jour où les intéressés cessent de percevoir un traitement prévu au statut du personnel de la Colonie, jusques et y compris la veille de la date à laquelle ils sont replacés à la disposition du Département de la Défense Nationale ;

b) les traitements et indemnités permanentes, à compter du jour où les intéressés cessent de percevoir un traitement prévu au statut du personnel de la Colonie jusques et y compris le dernier jour du mois au cours duquel les intéressés sont remis à la disposition du Département de la Défense Nationale.

ART. 3.

Les dispositions formant l'article 2 ci-dessus ne sont pas applicables aux militaires de rang subalterne, ni aux ouvriers militaires de l'Armée Métropolitaine, révoqués de leurs grades et fonctions à la Colonie, démis pour cause d'inaptitude morale, démissionnaires ou placés dans la position de disponibilité.

ART. 4.

Les cas non prévus par le présent arrêté sont réglés par Notre Ministre des Colonies.

ART. 5.

Notre Premier Ministre, Ministre des

vergoedingen, te rekenen vanaf den dag waarop de belanghebbenden ophouden de bij het statuut van het personeel der Kolonie voorziene wedde, te ontvangen, tot en inbegrepen daags vóór den datum op denwelke zij opnieuw ter beschikking van het Departement van Landsverdediging, worden gesteld ;

b) de wedden en bestendige vergoedingen te rekenen vanaf den dag waarop de belanghebbenden ophouden eene door het statuut voor het personeel der Kolonie voorziene wedde, te ontvangen, tot en met den laatsten dag der maand gedurende dewelke de belanghebbenden opnieuw ter beschikking van het Departement van Landsverdediging, worden gesteld.

ART. 3.

De schikkingen welke artikel 2 hierboven uitmaken, zijn niet toepasselijk op de militairen van ondergeschikten rang noch op de werklieden-militairen van het leger uit het moederland, wier graad en ambt in de Kolonie werden ontnomen, die om reden van zedelijke ongeschiktheid werden afgezet, ontslaggevers zijn of in den toestand van beschikbaarheid werden gesteld.

ART. 4.

De gevallen niet voorzien bij tegenwoordig besluit, worden door Onzen Minister van Koloniën, geregeld.

ART. 5.

Onze Eerste Minister, Minister van

Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1929.

Koloniën, is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 15n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van s Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Arrêté royal nommant les membres de la commission du Parc National Albert.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 9 juillet 1929 organisant le Parc National Albert, spécialement en ses articles 10 et 11 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Sont nommés respectivement Président et Secrétaire de la Commission du Parc National Albert :

Son Altesse le Prince Eugène de Ligne, et M. Jean-Marie Derscheid, docteur en sciences.

Sont nommés membres de la Commission du Parc National Albert :

Koninklijk besluit houdende benoeming van de leden der commissie van het national Park Albert.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het decreet van 9 Juli 1929, houdende inrichting van het Nationaal Park Albert, inzonderheid in diens artikelen 10 en 11 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Zijn onderscheidenlijk benoemd tot Voorzitter en Secretaris der Commissie van het Nationaal Park Albert :

Zijne Hoogheid Prins Eugeen de Ligne, en de heer Jan-Marie Derscheid, Doctor in Wetenschappen.

Zijn benoemd tot leden der Commissie van het Nationaal Park Albert :

M. Paul Pelseneer, docteur en sciences, secrétaire perpétuel de l'Académie Royale de Belgique ;

M. Raymond Bouillenne, professeur à l'Université de Liége, directeur de l'Institut botanique de cette Université ;

M. Schoep, professeur de minéralogie à l'Université de Gand ;

M. Auguste Lameere, professeur de zoologie à l'Université libre de Bruxelles, membre de l'Académie Royale de Belgique ;

M. Edmond Leplae, professeur à l'Université catholique de Louvain, Directeur général au Ministère des Colonies, membre de l'Institut Royal Colonial ;

M. H. Schouteden, docteur en sciences, professeur à l'Université coloniale de Belgique, directeur du Musée du Congo Belge, membre de l'Institut Royal Colonial ;

M. le baron E. de Cartier de Marchienne, Ambassadeur de Belgique à Londres ; qui en forment le premier tiers.

M. Van Straelen, directeur du Musée Royal d'Histoire Naturelle de Belgique, membre de l'Institut Royal Colonial ;

M. E. De Wildeman, professeur à l Université Coloniale de Belgique, directeur du Jardin Botanique de l'Etat, membre de l'Institut Royal Colonial ;

M. J. Maury, directeur du Service cartographique des Colonies, professeur à l'Ecole militaire, membre de l'Institut Royal Colonial ;

M. l'Abbé Salée, professeur de paléontologie animale et végétale et de paléontologie statigraphique à l'Université Catho-

de heer Paul Pelseneer, Doctor in Wetenschappen, bestending secretaris der Koninklijke Academie van België ;

de heer Raymond Bouillenne, leeraar aan de Hoogeschool van Luik, bestuurder van het Botanisch Instituut dezer Hoogeschool ;

de heer Schoep, leeraar van mineralogie aan de Hoogeschool van Gent ;

de heer August Lameere, leeraar van zoologie aan de Vrije Hoogeschool van Brussel, lid van de Koninklijke Academie van België ;

de heer Edmond Leplae, Leeraar van de Katholieke Hoogeschool van Leuven, Algemeen Bestuurder aan het Ministerie van Koloniën, lid van het Koninklijk Koloniaal Instituut ;

de heer H. Schouteden, Doctor in Wetenschappen, leeraar aan de Koloniale Hoogeschool van België, Bestuurder van het Museum van Belgisch-Congo, lid van het Koninklijk Koloniaal Instituut ;

de heer Baron E. de Cartier de Marchienne, Gezant van België te Londen ; die er het eerste derde van uitmaken.

De heer Van Straelen, Bestuurder van het Koninklijk Museum voor natuurlijke historie van België, lid van het Koninklijk Koloniaal Instituut ;

de heer de Wildeman, E., leeraar aan de Koloniale Hoogeschool van België, Bestuurder van 's Rijks plantentuin, lid van het Koninklijk Koloniaal Instituut ;

de heer J. Maury, Bestuurder van den Cartografischen dienst der Koloniën, leeraar aan de Krijgsschool, lid van het Koninklijk Koloniaal Instituut ;

E. H. Salée, leeraar van dieren- en plantenpaleontologie en van paleontologie der aardlagen aan de Katholieke Hoo-

lique de Louvain, membre de l'Institut Royal Colonial ;

M. Marchal, professeur à l'Institut agronomique de l'Etat, directeur de la Station de phytopathologie de Gembloux ;

M. Jean Willems, directeur du Fonds national de la Recherche scientifique et de la Fondation universitaire ;

M. le chevalier G. van Havre, membre du Conseil supérieur de la Chasse et membre du Comité international d'ornithologie;

qui en forment le deuxième tiers.

Le Très Honorable Vicomte Grey of Fallodon, vice-président de la Société Royale pour la protection des oiseaux, vice-président de la Société pour la conservation de la faune de l'Empire britannique ;

Le Très Honorable Comte of Onslow, président de la Société pour la conservation de la faune de l'Empire Britannique ;

M. le professeur L. Mangin, président de l'Académie des sciences, directeur du Musée national d'histoire naturelle, membre de l'Institut ;

M. van Tienhoven, docteur en droit, président de l'Association pour la protection de la beauté des sites, vice-président de l'Association néerlandaise pour la protection des oiseaux, président de l'Office international de documentation pour la protection de la nature ;

M. le docteur John Merriam, de l'Académie des sciences, président de l'Institut Carnegie, Washington ;

M. le professeur Henry Fairfield Osborn, président du Musée américain d'Histoire naturelle, New-York ;

geschool van Leuven, lid van het Koninklijk Koloniaal Instituut ;

de heer Marchal, leeraar aan 's Rijks Landbouwinstituut, bestuurder der Standplaats voor phytopatologie van Gembloers ;

de heer Jan Willems, Bestuurder van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijke Navorschingen en van de Universitaire Stichting ;

de heer Ridder G. van Havre, lid van den Hoogen Raad der Jacht en lid van het Internationaal Comiteit voor Vogelkunde;

die er het tweede derde van uitmaken.

De Zeer Achtbare Burggraaf Grey of Fallodon, Ondervoorzitter van het Koninklijk Genootschap voor Vogelbescherming, Ondervoorzitter van het Genootschap voor het behoud der fauna in het Britsche Rijk ;

De Zeer Achtbare Graaf of Onslow, Voorzitter van het Genootschap voor het behoud der fauna in het Britsche Rijk ;

de heer leeraar L. Mangin, Voorzitter van de Academie voor Wetenschappen, Bestuurder van het Nationaal Museum voor Natuurlijke Historie van Parijs, lid van het Instituut ;

de heer van Thienhoven, Doctor in de rechten, Voorzitter van de « Vereeniging tot behoud van natuurmonumenten », Ondervoorzitter van de « Nederlandsche Vereeniging tot bescherming van vogels », Voorzitter van het Bureau Internationaal tot Documenteering en correlatie van de Natuur ;

de heer Dokter John Merriam, van de Academie voor Wetenschappen, voorzitter van het Canergie-Instituut, Washington ;

de heer Leeraar Henry Fairfield Osborn, Voorzitter van het Amerikaansch Museum van Natuurlijke Historie, New-York ;

M. Einar Lönnberg, directeur du Rijksmuseum-Stockholm, président de la Commission Scientifique des Parcs nationaux suédois ;
pour le troisième tiers.

ART. 2.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 juillet 1929.

de heer Einar Lonnberg, Bestuurder van het Rijksmuseum, Stockholm, Voorzitter van de Wetenschappelijke Commissie der Nationale Parken in Zweden ;
voor het laatste derde.

ART. 2.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 27n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Poids et Mesures. — Taxes de vérification à domicile.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 17 août 1910 prescrivant l'emploi dans la colonie du système métrique décimal des poids et mesures, modifié par le décret du 15 février 1913 relatif au même objet ;

Revu Notre arrêté du 25 novembre 1913 complétant Notre arrêté du 4 février 1911 qui détermine les règles de la vérification et de la surveillance des poids et mesures ;

Gewichten en Maten. — Taksen voor echtkeuring ten huize.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het decreet van 17 Augustus 1910 dat in de Kolonie het gebruik van het tiendeelig metriekstelsel van maten en gewichten voorschrijft, gewijzigd bij het decreet van 15 Februari 1913, betreffende hetzelfde onderwerp ;

Herzien Ons besluit van 25 November 1913 tot aanvulling van Ons besluit van 4 Februari 1911, waarbij de regelen betrekkelijk de echtkeuring van en het toezicht over de maten en gewichten vastgesteld worden ;

Considérant que les taxes de vérification à domicile prévues par l'article 5*bis* de l'arrêté royal du 4 février 1911 ne sont plus en rapport avec les frais de déplacement des vérificateurs ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de Notre arrêté du 25 novembre 1913 prémentionné, est remplacé comme suit :

ART. PREMIER. — Notre arrêté prémentionné du 4 février 1911 est complété par les deux articles suivants, qui y sont insérés respectivement entre les articles 5 et 6, 7 et 8 ;

ART. 5*bis*. — Lorsque le transport des poids et mesures à vérifier est difficile ou dispendieux, l'assujetti peut s'entendre avec le vérificateur pour que les opérations soient effectuées à domicile. Dans ce cas avant que le vérificateur ne se déplace, l'assujetti paie au profit du Trésor, d'après la nature des objets à vérifier, les taxes suivantes :

Objets à vérifier :	Taxe par unité. Frs.
Mesures de longueur :	
Doubles mètres ou autres multiples du mètre	2.00
Mètres ou subdivisions du mètre.	1.00
Poids :	
Pièces de 20 kilogrammes . . .	3.00
Pièces de 10 ou de 5 kilogrammes.	2.00

Overwegende dat de bij artikel 5*bis* uit het koninklijk besluit van 4 Februari 1911 voorziene keurtaksen aan huis niet meer in verhouding zijn met de verblijfskosten der keurders ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel één uit Ons voormeld besluit van 25 November 1913, wordt vervangen als volgt :

ARTIKEL ÉÉN. — Ons voormeld besluit van 4 Februari 1911 wordt aangevuld door de volgende twee artikelen, die er respectievelijk tusschen artikelen 5 en 6, 7 en 8 zullen ingelascht worden :

ART. 5*bis*. — Wanneer het vervoer der te keuren maten en gewichten moeilijk is en overdreven kosten medebrengt, kan de onderhoorige met den keurder overeenkomen opdat de verrichtingen ten huize geschieden. In dit geval betaalt de onderhoorige ten voordeele van de Schatkist, alvorens de keurder zich verplaatst, de volgende taksen, naar gelang den aard der te keuren voorwerpen :

Te keuren voorwerpen :	Taks per eenheid. Fr.
Lengtematen :	
Dubbele meter of andere veelvouden van den meter	2.00
Meter of onderdeelen van den meter	1.00
Gewichten :	
Stukken van 20 kilogram	3.00
Stukken van 10 of 5 kilogram . .	2.00

Pièces de 2 kilogrammes ou de moins de 2 kilogrammes . . .	1.00
Mesures de capacité :	
Mesures en étain	2.00
Mesures en d'autres matières :	
a) d'une capacité de plus de 2 litres	2.00
b) d'une capacité de 2 litres ou d'une capacité moindre	1.00

Il est dû, par séance de vérification un minimum de taxe de 100 francs. Une même séance peut être consacré à la vérification des poids et mesures et à celle des instruments de pesage, sans que le minimum de la taxe en soit augmenté.

La taxe et le minimum de taxe sont doublés quand les opérations doivent se faire à plus de 5 kilomètres et à 15 kilomètres au maximum des locaux de la vérification générale ; triplés quand la distance est de plus de 15 Km. et de 30 Km. au maximum ; quadruplés quand la distance est de plus de 30 kilomètres et de 45 kilomètres au maximum, et ainsi de suite.

Le bénéficiaire, d'une vérification à domicile est tenu de mettre à la disposition du vérificateur le matériel nécessaire à la vérification.

ART. 7*bis*. — Les poids et mesures sur lesquels les empreintes du dernier marquage sont effacées ou devenues illisibles, doivent être soumis à une nouvelle vérification quelle que soit l'année de la vérification antérieure.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur le trentième jour après la date de sa publication au Bulletin Officiel.

Stukken van 2 kilogram of van minder dan 2 kilogram	1.00
Inhoudsmaten :	
Tinnen maten	2.00
Maten uit andere stoffen :	
a) meer dan 2 liter inhoudend . .	2.00
b) 2 liter of minder inhoudend . .	1.00

Voor iedere keurzitting is er eene minimum-taks van 100 frank verschuldigd. Een zelfde zitting kan gewijd worden aan de echtkeuring van maten en gewichten en aan deze van weegtoestellen zonder dat de minimum-taks vermeerderd worde.

De taks en de minimum-taks worden verdubbeld als de verrichtingen op meer dan 5 kilometer en op ten hoogste 15 kilometer van de lokalen der algemeene echtkeuring moeten geschieden ; verdriedubbeld als de afstand meer dan 15 kilometer en ten hoogste 30 kilometer bedraagt ; vervierdubbeld als de afstand meer dan 30 kilometer en ten hoogste 45 kilometer bedraagt, en zoo voort.

De voordeelhebber van eene echtkeuring ten huize is gehouden het materieel, noodig voor de echtkeuring, ter beschikking van den keurder te stellen.

ART. 7*bis*. — De maten en gewichten waarop de indrukken van de laatste ijking uitgewischt of onleesbaar geworden zijn, moeten aan eene nieuwe echtkeuring onderworpen worden, welk ook het jaar weze waarin de vorige echtkeuring geschiede.

ART. 2.

Tegenwoordig besluit zal in voege treden den dergtigsten dag na den datum zijner bekendmaking in het Ambtelijk Blad.

ART. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 juillet 1929.

ART. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 27n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Instruments de pesage. — Taxes de vérification à domicile. — Établissement d'une taxe de vérification première.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu le décret du 17 août 1910 prescrivant l'emploi dans la colonie du système métrique décimal des poids et mesures, modifié par le décret du 15 février 1913 relatif au même objet ;

Revu Notre arrêté du 25 novembre 1913 qui détermine les règles de la vérification et de la surveillance des instruments de pesage ;

Considérant, d'une part, que les taxes de vérification à domicile prévues par l'article 5 de l'arrêté royal du 25 novembre 1913 ne sont plus en rapport avec les frais de déplacement des vérificateurs et

Weegtoestellen. — Taksen voor ten huize gedane echtkeuring. — Instelling eener taks voor eerste echtkeuring.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het decreet van 17 Augustus 1910 dat in de Kolonie het gebruik van het tiendeelig metriekstelsel van maten en gewichten voorschrijft, gewijzigd bij het decreet van 15 Februari 1913, betreffende hetzelfde onderwerp ;

Herzien Ons besluit van 25 November 1913 waarbij de regelen betrekkelijk de echtkeuring van en het toezicht over de weegtoestellen vastgesteld worden ;

Overwegende, eenerzijds, dat de bij artikel 5 uit het koninklijk besluit van 25 November 1913 voorziene keurtaksen aan huis niet meer in verhouding zijn met de verblijfskosten der keurders en, ander-

que, d'autre part, il y a lieu d'établir une taxe pour la vérification première des instruments de pesage ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les articles 5 et 14 de Notre arrêté du 25 novembre 1913 prémentionné, sont remplacés comme suit :

Article 5. — Lorsque le transport des instruments de pesage à vérifier est difficile et dispendieux, l'assujetti peut s'entendre avec le vérificateur pour que les opérations soient effectuées à domicile. Dans ce cas, avant que le vérificateur ne se déplace, l'assujetti paie au profit du Trésor, d'après la nature des objets à vérifier, les taxes suivantes :

Objets à vérifier.	Taxe par unité. Frs.
Balances d'une portée de 500 kilogrammes au maximum. . .	5.00
Balances d'une portée de plus de 500 kilogrammes et de 1500 kilogrammes au maximum. . .	10.00
Balances d'une portée de plus de 1500 kilogrammes et de 5000 kilogrammes au maximum. . .	50.00
Balances d'une portée de plus de 5000 kilogrammes.	100.00

Il est dû, par séance de vérification un minimum de taxe de 100 francs. Une même séance peut être consacrée à la vérification des instruments de pesage et à celle des poids et mesures, sans que le minimum de la taxe en soit augmenté.

zijds, dat er aanleiding bestaat tot het instellen eener taks voor de eerste echtkeuring der weegtoestellen ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikelen 5 en 14 uit Ons voormeld besluit van 25 November 1913, worden vervangen als volgt :

Artikel 5. — Wanneer het vervoer der te keuren weegtoestellen moeilijk is of overdreven kosten medebrengt, kan de onderhoorige met den keurder overeenkomen opdat de verrichtingen ten huize geschieden. In dit geval betaalt de onderhoorige, ten voordeele der Schatkist, alvorens de keurder zich verplaatst, de volgende taksen, naar gelang den aard der te keuren voorwerpen :

Te keuren voorwerpen :	Taks per eenheid. Fr.
Weegschalen met een vermogen van ten hoogste 500 kilogram. .	5.00
Weegschalen met een vermogen van meer dan 500 kilogram en van ten hoogste 1500 kilogram. . .	10.00
Weegschalen met een vermogen van meer dan 1500 kilogram en van ten hoogste 5000 kilogram. .	50.00
Weegschalen met een vermogen van meer dan 5000 kilogram. . .	100.00

Voor iedere keurzitting is een minimum taks van 100 frank verschuldigd. Een zelfde zitting kan gewijd worden aan de echtkeuring van weegtoestellen en aan deze van maten en gewichten, zonder dat de minimum-taks vermeerderd worde.

La taxe et le minimum de taxe sont doublés quand les opérations doivent se faire à plus de 5 kilomètres et à 15 kilomètres au maximum des locaux de la vérification générale ; triplés quand la distance est de plus de 15 kilomètres et de 30 kilomètres au maximum ; quadruplés quand la distance est de plus de 30 kilomètres et de 45 kilomètres au maximum, et ainsi de suite.

Le bénéficiaire d'une vérification à domicile est tenu de mettre à la disposition du vérificateur le matériel nécessaire à la vérification.

Article 14. — La vérification et le marquage des instruments de pesage, lors de la vérification première, donnent lieu au paiement d'une taxe de 19 francs par unité.

La vérification et le marquage des instruments de pesage soumis à la vérification périodique sont gratuits.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur le trentième jour après la date de sa publication au Bulletin Officiel.

ART. 3.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 juillet 1929.

De taks en de minimum-taks worden verdubbeld als de verrichtingen op meer dan 5 kilometer en op ten hoogste 15 kilometer van de lokalen der algemeene echtkeuring moeten geschieden ; verdriedubbeld als de afstand meer dan 15 kilometer en ten hoogste 30 kilometer bedraagt ; vervierdubbeld als de afstand meer dan 30 kilometer en ten hoogste 45 kilometer bedraagt, en zoo voort.

De voordeelhebber van een echtkeuring ten huize is gehouden ket materieel, noodig voor de echtkeuring, ter beschikking van den keurder te stellen.

Artikel 14. — De echtkeuring en het ijken der weegtoestellen geven, bij de eerste echtkeuring, aanleiding tot het betalen eener taks van 19 frank per eenheid.

De echtkeuring en het ijken der aan de periodische echtkeuring onderworpen weegtoestellen, geschieden kosteloos.

ART. 2.

Tegenwoordig besluit zal in voege treden den dertigsten dag na den datum zijner bekendmaking in het Ambtelijk Blad.

ART. 3.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 27n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Marques de vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage pour la période du 1 avril 1930 au 31 mars 1932.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 17 août 1910 prescrivant l'emploi dans la colonie du système métrique décimal des poids et mesures, modifié par le décret du 15 février 1913 ;

Vu l'arrêté royal du 4 février 1911, déterminant les règles de la vérification et de la surveillance des poids et mesures, modifié par les arrêtés royaux des 25 novembre 1913 et 30 janvier 1921 ;

Revu l'arrêté royal du 25 novembre 1913 précité, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1929 ;

Vu l'arrêté royal du 25 novembre 1913 déterminant les règles de la vérification et de la surveillance des instruments de pesage, modifié par les arrêtés royaux des 30 janvier 1921 et 27 juillet 1929 ;

Revu l'arrêté ministériel du 10 février 1921 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les poids, mesures et instruments de pesage neufs, remis à neuf ou importés

Periodische echtkeuringsmerken der gewichten en maten en der weegtoestellen voor het tijdperk van 1 April 1930 tot 31 Maart 1932.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het decreet van 17 Augustus 1910, waarbij in de Kolonie het gebruik van het tiendeelig metriekstelsel der gewichten en maten wordt opgelegd, decreet gewijzigd bij dit van 15 Februari 1913 ;

Gezien het koninklijk besluit van 4 Februari 1911, tot nadere bepaling der regelen voor de echtkeuring en het nazicht der gewichten en maten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 November 1913 en 30 Januari 1921 ;

Herzien het voormeld koninklijk besluit van 25 November 1913, gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 Juli 1929 ;

Gezien het koninklijk besluit van 25 November 1913, tot bepaling der regelen betrekkelijk de echtkeuring en toezicht der weegtoestellen, gewijzigd door de koninklijke besluiten van 30 Januari 1921 en 27 Juli 1929 ;

Herzien het ministerieel besluit van 10 Februari 1921 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De nieuwe, herstelde of ingevoerde maten en weegtoestellen, van 1 April

présentés à la vérification première, du 1er avril 1930 au 31 mars 1932 — et reconnus justes, seront marqués de la couronne royale, de la lettre B. ou K. suivant que la vérification sera faite à Boma ou Elisabethville, ainsi que de la lettre φ (phi).

ART. 2.

Les poids, mesures et instruments de pesage, soumis aux vérifications périodiques, éventuellement ordonnées durant le cours du dit exercice, seront marqués de la lettre φ (phi).

Bruxelles, le 19 août 1929.

1930 tot 31 Maart 1932 ter eerste echtkeuring voorgelegd en juist bevonden, zullen gemerkt worden met de koninklijke kroon, de letter B. of K., naar gelang de echtkeuring te Boma of te Elisabethville zal geschieden alsook met de letter φ (phi).

ART. 2.

De gewichten, maten en weegtoestellen, welke aan de, in den loop van gezegd dienstjaar gebeurlijk bevolen periodische echtkeuring onderworpen worden, zullen met de letter φ (phi) gemerkt worden.

Brussel, den 19n Augustus 1929.

HENRI JASPAR.

Télégraphes. — Réorganisation.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu les décrets du 8 juillet 1895 et du 18 février 1898,

Revu l'arrêté ministériel du 27 mai 1922 ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Les télégrammes privés peuvent être déposés dans tous les bureaux des postes et des télégraphes.

Les télégrammes déposés dans un bureau de poste non relié au réseau télégraphique ou radiotélégraphique sont

Telegraaf. — Herinrichting.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien de decreten van 8 Juli 1895 en 18 Februari 1898,

Herzien het ministerieel besluit van 27 Mei 1922 ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

De private telegrammen kunnen in al de post- en telegraafkantoren neergelegd worden.

De in een niet met het telegraphisch of radiotelegraphisch net verbonden postkantoor neergelegde telegrammen worden

expédiés, par premier courrier sur le bureau apte à les faire transmettre le plus rapidement possible.

Il est perçu de ce chef une taxe égale à celle de l'affranchissement d'une lettre ordinaire, port simple du service intérieur.

ART. 2.

A la demande de l'expéditeur, et pour autant que le chef du bureau de poste dispose des moyens nécessaires, les télégrammes déposés dans un office postal non relié au réseau télégraphique ou radiotélégraphique peuvent être acheminés par courrier urgent sur le bureau télégraphique le plus proche.

Dans ce cas l'expéditeur acquitte au moment du dépôt, les frais de portage calculés d'après le salaire du porteur et la durée de la course aller et retour.

ART. 3.

Le texte des télégrammes peut être rédigé en langage clair ou langage secret, ce dernier se distinguant en langage convenu et en langage chiffré : sauf l'exception prévue à l'article 5 pour les messages en langage convenu de la catégorie B, chacun de ces langages peut être employé seul ou conjointement avec les autres dans un même télégramme.

ART. 4.

Le langage clair est celui qui offre un sens compréhensible dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique internationale, chaque mot et chaque expression ayant la

met den eersten koerier naar het kantoor verzonden, dat deze het spoedigst mogelijk kan overseinen.

Uit dien hoofde, wordt eene taks, overeenstemmend met de frankeering van een gewonen brief, gewoon port voor den binnenlandschen dienst, geïnd.

ART. 2.

Op aanvraag van den afzender, en voor zoover de overste van het postkantoor over de noodige middelen beschikt, kunnen de in een niet met het telegraphisch of radiotelegraphisch net verbonden postkantoren neergelegde telegrammen, per dringenden koerier, naar het dichtst bijgelegen telegraafkantoor doorgezonden worden.

In dit geval, kwijt de afzender, bij de neerlegging, de draagkosten, heen en terug, berekend volgens het loon van den besteller en den duur der boodschap.

ART. 3.

De tekst der telegrammen kan in duidelijke of in geheime taal opgesteld worden. Deze laatste onderscheidt zich in overeengekomen taal en cijferschrift. Behoudens de uitzondering welke bij artikel 5 voor de boodschappen in overeengekomen taal der categorie B voorzien is, kan elk dezer talen of schriften, in eenzelfde telegram, alleen of te gelijker tijd met andere gebruikt worden.

ART. 4.

De duidelijke taal is dusdanig dat zij eenen verstaanbaren zin voorstelt in eene of meerdere tot de telegraphische internationale briefwisseling toegelaten talen, ieder woord en elke uitdrukking

signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent.

Les langues Swahili et Bangala sont également admises dans le service intérieur du Congo Belge.

La présence d'adresses conventionnelles, de marques de commerce, de cours de bourse, de lettres représentant les signaux du code international, de signaux employés dans les télégrammes maritimes, d'expressions abrégées d'un usage courant dans la correspondance usuelle ou commerciale, comme fob, cif, caf, s-v-p ou toute autre analogue, d'un mot de contrôle placé en tête du texte dans les télégrammes de banque et ceux analogues, ne change pas le caractère d'un télégramme en langage clair.

ART. 5.

Le langage convenu est celui qui se compose soit de mots artificiels, soit de mots réels n'ayant pas la signification qui leur est normalement attribuée dans la langue à laquelle ils appartiennent et de ce fait, ne forment pas des phrases compréhensibles dans une ou plusieurs des langues autorisées pour la correspondance télégraphique en langage clair, soit enfin d'un mélange de mots réels ainsi définis et de mots artificiels.

On entend par télégrammes en langage convenu ceux dont le texte contient des mots appartenant à ce langage ; ils se répartissent en deux catégories :

Catégorie A. — Télégrammes dont le texte contient des mots convenus formés de 10 lettres au plus et dans lesquels figu-

de beteekenis hebbende welke hun gewoonlijk, in de taal waartoe zij behooren, worden toegekend.

De Swahili en de Bangalatalen worden eveneens in den dienst van Belgisch-Congo toegelaten.

De op de telegrammen voorkomende conventioneele adressen, handelsmerken, beurskoersen, letteren welke de seinen van het internationaal codex vertegenwoordigen en die bij de zeetelegrammen gebruikt worden, de in de gewone of handelsbriefwisseling gewoonlijk gebruikte verkorte uitdrukkingen, als fob, cif, caf, a.u.b., of alle dergelijke, zoomede een controle-woord dat voorkomt bovenaan den tekst der banktelegrammen en alle dergelijke woorden, veranderen den aard niet van een telegram in duidelijke taal.

ART. 5.

De overeengekomen taal is deze welke bestaat hetzij uit kunstmatige woorden, hetzij uit echte woorden die de beteekenis niet hebben welke hun gewoonlijk in de taal tot dewelke zij behooren wordt toegekend en daardoor geenen zin vormen die verstaanbaar is in één of meer der talen welke toegelaten zijn voor de telegraphische briefwisseling in duidelijke taal, hetzij, ten slotte, uit eene mengeling van aldus bepaalde echte woorden en van kunstmatige woorden.

Door telegrammen in overeengekomen taal verstaat men deze waarvan de tekst woorden bevat welke tot deze taal behooren : zij worden in twee categorieën verdeeld :

Categorie A. — Telegrammen waarvan de tekst overeengekomen woorden bevat welke uit hoogstens 10 letteren gevormd

rent au moins une voyelle s'ils sont de 5 lettres au plus, deux voyelles au moins s'ils sont de 6, 7 ou 8 lettres et trois voyelles au moins s'ils sont de 9 ou 10 lettres. Dans les mots de plus de 5 lettres, une voyelle au moins doit se trouver dans les cinq premières lettres et une voyelle au moins dans le reste du mot, étant entendu, que les mots de 9 ou 10 lettres doivent contenir au moins trois voyelles au total. Les réunions de deux ou plusieurs mots du langage clair contraires à l'usage de la langue à laquelle ces mots appartiennent sont interdites.

Catégorie B. — Télégrammes dont le texte contient des mots convenus ne comprenant pas plus de 5 lettres sans condition ni restriction quant à la construction de ces mots. Les chiffres et groupes de chiffres ne sont pas admis ; toutefois les marques de commerce constituées par un mélange de chiffres et de lettres sont acceptées si l'expéditeur peut démontrer qu'il s'agit réellement de marques de commerce.

Dans les deux catégories de télégrammes A et B, les mots convenus ne peuvent pas contenir de lettres accentuées ; les combinaisons ae, aa, ao, oe, ue, ch sont comptées chacune pour deux lettres.

ART. 6.

Le langage chiffré est celui qui est formé :

1° de chiffres arabes, de groupes ou de séries de chiffres arabes ayant une signification secrète ;

2° de mots, noms, expressions ou réu-

zijn en waarin minstens één klinker voorkomt indien zij uit hoogstens 5 letteren bestaat, uit minstens twee klinkers indien zij uit 6, 7 of 8 letteren zijn samengesteld, en uit minstens drie klinkers indien zij 9 of 10 letteren behelzen. In de woorden van meer dan 5 letteren, moet zich minstens één klinker in de eerste vijf letteren, en minstens één klinker in het overige van het woord bevinden, met dien verstande, dat de woorden met 9 of 10 letteren in het geheel minstens drie klinkers moeten bevatten. De vereeniging van twee of meer woorden uit de duidelijke taal welke strijdig zijn met het taalgebruik waartoe zij behooren, is verboden.

Categorie B. — Telegrammen waarvan de tekst overeengekomen woorden bevat welke uit niet meer dan 5 letteren gevormd zijn, dit zonder voorbehoud noch beperking voor wat den bouw dezer woorden betreft. De cijfers en de cijfergroepen worden niet toegelaten ; nochtans worden de handelsmerken welke uit eene mengeling van cijfers en letteren samengesteld zijn, aanvaard, indien de verzender kan bewijzen dat het werkelijk handelsmerken geldt.

In beide telegram-categorieën A en B, mogen de overeengekomen woorden geene beklemtoonde letteren bevatten, en de samenstellingen ae, aa, ao, oe, ue, ch, worden elk voor twee letteren gerekend.

ART. 6.

De cijfertaal is deze welke bestaat :

1° Uit Arabische cijfers, uit groepen of reeksen van Arabische cijfers welke eene geheime beteekenis hebben ;

2° Uit woorden, namen, uitdrukkingen

nions de lettres ne remplissant pas les conditions du langage clair ou du langage convenu.

Le mélange, dans un même groupe de chiffres et de lettres ayant une signification secrète n'est pas admis. Cette interdiction ne s'étend pas aux marques de commerce.

ART. 7.

La minute de tout télégramme doit être écrite lisiblement en caractères qui ont leur équivalent dans le tableau des signaux télégraphiques en usage au Congo Belge.

Tout renvoi, interligne, rature ou surcharge doit être approuvé par l'expéditeur ou son représentant.

Les diverses parties qu'un télégramme peut comporter doivent être libellées dans l'ordre suivant : 1° les indications de service taxées ; 2° l'adresse ; 3° le texte ; 4° la signature.

ART. 8.

L'expéditeur doit écrire sur la minute et immédiatement avant l'adresse celle des indications de service taxées (urgent, réponse payée, collationnement, etc.) qui représentent les opérations accessoires dont il désire faire usage.

Ces indications peuvent être écrites sous la forme abrégée admise par le règlement.

ART. 9.

Toute adresse doit, pour être admise, contenir au moins deux mots : le premier désignant le destinataire, le second indi-

of letterverzamelingen welke de voorwaarden van eene duidelijke of overeengekomen taal niet vervullen.

Het mengen, in eene zelfde groep van cijfers en van letteren welke eene geheime beteekenis hebben, is niet toegelaten. Deze uitsluiting strekt zich niet tot de handelsmerken uit.

ART. 7.

De minuut van ieder telegram moet leesbaar geschreven zijn in teekens welke in de voor Belgisch-Congo in gebruik zijnde tabel der telegraafseinen, gelijke waarde hebben.

Alle verzending, tusschenregel, doorhaling of overschrift moet door den afzender of diens afgevaardigde goedgekeurd zijn.

De verscheiden deelen waaruit een telegram kan bestaan moeten in de volgende orde geschreven worden : 1° de getakseerde dienstaanwijzingen; 2° het adres ; 3° de tekst ; 4° de handteekening.

ART. 8.

De afzender moet op de minuut en onmiddellijk vóór het adres, deze der getakseerde dienstaanwijzingen schrijven (dringend, betaald antwoord, collationeering, enz.) welke de bijkomende verrichtingen vertegenwoordigen, die hij wenscht te gebruiken.

Deze aanwijzingen mogen in den door het reglement aanvaarden verkorten vorm geschreven worden.

ART. 9.

Om aanvaard te worden, moet ieder adres ten minste twee woorden bevatten : het eerste voor aanduiding van den be-

quant le nom du bureau télégraphique de destination.

L'adresse doit comprendre toutes les indications nécessaires pour assurer la remise du télégramme au destinataire sans recherches ni demandes de renseignements. Pour les grandes villes, elle doit faire mention de la rue et du numéro, ou, à défaut de ces indications, spécifier la profession ou donner tous autres renseignements utiles.

Sous les conditions déterminées par l'article 38, elle peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée.

Dans tous les cas, l'expéditeur supporte les conséquences de l'insuffisance d'adresse.

ART. 10.

Les télégrammes sans texte ne sont pas admis.

La signature n'est pas obligatoire ; elle peut être libellée sous une forme abrégée ou remplacée par une adresse conventionnelle.

L'expéditeur d'un télégramme est tenu d'établir son identité lorsqu'il y est invité par le bureau d'origine.

Il a de son côté, la faculté de comprendre dans son télégramme la légalisation de sa signature, ainsi que le comporte la législation du Congo Belge.

Il peut faire transmettre cette légalisation, soit textuellement, soit par la formule « signature légalisée par .... »

L'authenticité de la légalisation est vérifiée par le bureau de dépôt.

stemmeling, het tweede ter aanduiding van het telegraafkantoor van bestemming.

Het adres moet alle aanwijzingen bevatten welke noodig zijn om het afgeven van het telegram aan den bestemmeling, zonder opzoekingen noch inwinnen van inlichtingen te verzekeren. Voor de groote steden moet het melding maken van de straat en het nummer of, bij ontstentenis van deze aanwijzingen, het beroep nauwkeurig vermelden of alle andere nuttige inlichtingen geven.

Onder de bij artikel 38 vastgestelde voorwaarden, mag het in eene overeengekomen of verkorten vorm geschreven worden.

De afzender draagt, in ieder geval, de gevolgen der ontoereikendheid van het adres.

ART. 10.

De telegrammen zonder tekst worden niet aanvaard.

De handteekening is niet verplichtend ; zij kan onder eenen verkorten vorm opgesteld of door een overeengekomen adres vervangen worden.

De afzender van een telegram is gehouden zijne eenzelvigheid te bewijzen, indien hij daartoe door het uitgangskantoor aanzocht wordt.

Van zijnentwege staat het hem vrij, in zijn telegram de echtverklaring van zijne handteekening te begrijpen, zooals de wetgeving van Belgisch-Congo het toelaat.

Hij kan deze echtverklaring, hetzij woordelijk, hetzij door de formule : « handteekening door .... echt verklaard » laten overdragen.

De trouwheid der echtverklaring wordt door het kantoor van neerlegging nagezien.

ART. 11.

Le coût de la transmission des télégrammes en service intérieur est fixé comme suit :

1° pour les télégrammes ordinaires rédigés exclusivement en langage clair :

un franc par mot avec minimum de dix francs par télégramme ;

2° pour les télégrammes ordinaires rédigés en langage secret ou en langage mixte :

un franc cinquante centimes par mot avec minimum de quinze francs par télégramme.

ART. 12.

La taxe par mot des câblogrammes est celle revenant aux compagnies et administrations étrangères qui doivent intervenir dans la transmission, augmentée de la taxe terminale du Congo Belge ; celle-ci est fixée à frs. 3.50 par mot.

Les câblogrammes de la catégorie A (article 3) sont soumis au tarif plein, ceux de la catégorie B (article 5) sont taxés aux 2/3 du tarif plein, mais il est perçu pour ces derniers un minimum de taxe de quatre mots.

ART. 13.

Indépendemment des taxes intérieures ordinaires et de celles revenant aux autres administrations intervenant dans dans la transmission, les radio-télégrammes empruntant la station radio-télégraphique de Banana sont passibles d'une taxe côtière de 3 fr. 50 par mot s'ils sont adressés à des bateaux étrangers.

ART. 11.

De kosten der overseining van de telegrammen in binnenlandschen dienst zijn vastgesteld als volgt :

1° voor de gewone telegrammen uitsluitend in duidelijke taal opgesteld :

één frank per woord met een minimum van tien frank per telegram ;

2° voor de gewone telegrammen opgesteld in geheime taal of in gemengde taal :

één frank vijftig centiem per woord met een minimum van vijftien frank per telegram.

ART. 12.

De taks per woord voor de kabeltelegrammen is die welke aan de vreemde vennootschappen en beheeren toekomt die in het overseinen moeten tusschenkomen, met de eindtaks van Belgisch-Congo vermeerderd ; deze is vastgesteld op fr. 3,50 per woord.

De kabeltelegrammen uit categorie A (artikel 5) zijn aan het volle tarief onderworpen ; deze uit categorie B (artikel 5) worden tegen de 2/3 van het volle tarief, getakseerd, maar er wordt voor deze laatste een minimumtaks van vier woorden geïnd.

ART. 13.

De radiotelegrammen welke de radiotelegraphische standplaats van Banana ontleenen, zijn, indien zij tot vreemde booten worden gericht, aan eene kusttaks van 3 fr. 50 per woord onderworpen, ongemïnderd de gewone binnenlandsche taksen welke aan de andere beheeren verschuldigd zijn, die in het overseinen tusschenkomen.

S'ils sont adressés à des bateaux belges cette taxe côtière est de 1 fr. ou 1 fr. 50 par mot selon que le message est rédigé en langage clair ou en langage secret.

La tâxe côtière de la station radiotélégraphique de Léopoldville en relations avec les bateaux belges est fixée uniformément à 3 fr. par mot.

ART. 14.

Tout ce que l'expéditeur écrit sur sa minute pour être transmis à son correspondant est taxé et en conséquence compris dans le nombre de mots, à l'exception toutefois :

a) des tirets qui ne servent qu'à séparer les différents mots ou groupes d'un télégramme ;

b) des signes de ponctuation, apostrophes et traits d'union qui ne sont taxés et transmis que sur demande formelle de l'expéditeur ;

c) de l'indication de la voie d'acheminement portée en tête du télégramme.

ART. 15.

Sont comptés pour un mot dans tous les langages :

1° chacune des indications de service taxées se rapportant aux télégrammes spéciaux (urgent, réponse payée, collationnement, etc.).

2° en adresse :

a) le nom du bureau télégraphique de destination écrit suivant sa dénomination officielle ;

b) les noms des subdivisions territo-

Indien zij tot Belgische booten worden gericht, bedraagt deze kusttaks 1 fr. of 1 fr. 50 per woord, al naar gelang de mededeeling in duidelijke taal of in geheime taal is opgesteld.

De kusttaks der radiotelegraphische standplaats van Leopoldville die in verbinding is met de Belgische booten, is eenvormig op 3 fr. per woord vastgesteld.

ART. 14.

Al hetgeen de afzender op zijne minuut schrijft om aan zijnen briefwisselaar overgemaakt te worden, wordt aangerekend en bijgevolg, in het getal woorden begrepen, met uitzondering nochtans van :

a) de koppelteekens welke slechts dienen om de verschillende woorden of groepen van een telegram te scheiden ;

b) de zinteekens, afkappingsteekens en verbindingsteekens die slechts op uitdrukkelijke aanvraag van den afzender getakseerd en overgeseind worden ;

c) de aanduiding van den te ontleenen weg, welke vooraan het telegram wordt vermeld.

ART. 15.

Tellen voor één woord in al de talen :

1° elke der getakseerde dienstaanwijzingen welke betrekking hebben op bijzondere telegrammen (dringend, betaald antwoord, collationeering, enz.) ;

2° op het adres :

a) de naam van het telegraafkantoor van bestemming geschreven volgens zijne officieele benaming ;

b) de namen der gewestelijke of land-

riales ou de pays écrits en conformité des indications officielles fournies au service télégraphique ;

3° tout caractère, toute lettre, tout chiffre isolé ainsi que tout signe de ponctuation, apostrophe ou trait d'union transmis à la demande de l'expéditeur ;

4° le souligné ;

5° la parenthèse (les deux signes servant à la former) ;

6° les guillemets (les deux signes placés au commencement et à la fin d'un seul et même passage).

ART. 16.

Dans les télégrammes dont le texte est rédigé exclusivement en langage clair, chaque mot simple et chaque groupement autorisés sont comptés pour autant de mots qu'ils contiennent de fois 15 caractères selon l'alphabet Morse, plus un mot pour l'excédent s'il y a lieu.

Dans le langage convenu, le maximum de longueur d'un mot est fixé à 10 lettres pour les télégrammes de la catégorie A et à 5 lettres pour les télégrammes de la catégorie B (article 5).

Les groupes de chiffres ou de lettres constituant du langage chiffré, les marques de commerce composées de chiffres et de lettres sont comptés comme autant de mots qu'ils comprennent de fois 5 caractères plus un mot pour l'excédent.

Sont comptés pour un chiffre ou une lettre, dans le groupe où ils figurent, les points, les virgules, les deux points, les tirets et les barres de fraction. Il en est de même des lettres ou des chiffres ajoutés à un numéro d'habitation dans une adresse,

onderverdeelingen geschreven in overeenstemming met de officieële aanduiding welke aan den telegraphischen dienst worden geleverd ;

3° Ieder teeken, iedere letter, ieder cijfer afzonderlijk genomen, evenals ieder zinteeken, afkappingsteeken of verbindingsteeken, op aanvraag van den afzender overgeseind ;

4° de onderstreping ;

5° de haakjes (beide teekens die deze uitmaken) ;

6° De aanhalingsteekens — beide teekens in het begin en op het einde eener zelfde aanhaling geplaatst).

ART. 16.

In de telegrammen waarvan de tekst uitsluitend in duidelijke taal is opgesteld, wordt elk toegelaten woord en groep, voor zooveel woorden aangerekend als zij 15 letterteekens volgens het alphabet Morse tellen, plus één woord voor het overschot, indien daartoe aanleiding bestaat.

In de overeengekomen taal, is de maximum - lengte van een woord op 10 letteren voor de telegrammen uit categorie A, en op 5 letteren voor de telegrammen uit categorie B (artikel 5), vastgesteld.

De cijfers of lettergroepen welke een cijferschrift uitmaken, de uit cijfers en letters samengestelde habdelsmerken, worden voor zooveel woorden aangerekend als zij vijf teekens tellen, plus een woord voor het overschot.

Worden voor een cijfer of voor eene letter gerekend in de groep waarin zij staan, de punten, de komma's, het dubbel punt, de streepjes en de verbindingsteekens. Hetzelfde geldt voor iedere letter bij de cijfergroepen gevoegd om de rang-

même quand il s'agit d'une adresse figurant dans le texte ou dans la signature d'un télégramme.

Les réunions ou altérations de mots contraires à l'usage de la langue à laquelle ils appartiennent ne sont pas admises dans les télégrammes en langage clair, dans les télégrammes en langage convenu de la catégorie A et dans les télégrammes mixtes clair-chiffré.

ART. 17.

Les mots en langage clair insérés dans le texte d'un télégramme mixte composé de mots en langage clair et de mots en langage convenu de la catégorie A sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de 10 caractères. Si ce télégramme mixte se range dans la catégorie B, les mots en clair sont comptés pour un mot jusqu'à concurrence de 5 caractères.

Si un télégramme mixte de la catégorie A comprend un texte en langage chiffré, les passages en ce dernier langage sont comptés comme il est dit à l'article 16 ci-dessus pour les groupes de lettres et de chiffres.

Si un télégramme mixte ne comprend que des passages en langage clair et des passages en langage chiffré, chacun de ces passages est taxé suivant la catégorie du langage auquel il appartient.

ART. 18.

Moyennant le paiement d'une taxe de 50 centimes, l'expéditeur peut obtenir un récépissé de dépôt, mentionnant le nu-

getallen aan te duiden, evenals voor de letters of cijfers bij een huisnummer in een adres gevoegd, zelfs wanneer er sprake is van een in den tekst of in de onderteekening van een telegram voorkomend adres.

De samenvoegingen of verminkingen van woorden welke tegenstrijdig zijn met het gebruik der taal waartoe zij behooren, worden niet toegelaten in de telegrammen in duidelijke taal, in de telegrammen in overeengekomen taal uit categorie A en in de gemengde telegrammen in duidelijke- en cijfertaal.

ART. 17.

De woorden, in duidelijke taal in den tekst van een gemengd telegram gelascht, dat uit woorden in duidelijke en in overeengekomen taal uit categorie A bestaat, worden tot beloop van tien teekens voor één woord gerekend. Is dit gemengd telegram in categorie B gerangschikt, zoo worden de woorden in duidelijke taal per ondeelbare reeks van vijf teekens, voor een woord gerekend.

Bevat bovendien een gemengd telegram eenen tekst in cijferschrift, uit categorie A, zoo worden de aanhalingen in deze laatste taal berekend, zooals bij artikel 16 hierboven voor de letter- en cijfergroepen, gezegd is.

Indien een gemengd telegram slechts aanhalingen in gewone taal en aanhalingen in cijfertaal bevat, dan wordt elke dezer aanhalingen geteld volgens de taalcategorie waartoe het behoort.

ART. 18.

Mits betaling eener taks van 50 centiem, kan de afzender een ontvangbewijs van nederlegging bekomen, bevattende het

méro du télégramme, l'heure de dépôt, la destination, ainsi que le montant de la taxe perçue.

Il est également perçu une taxe supplémentaire de 50 centimes pour les télégrammes acceptés en débet (article 19).

ART. 19.

Les particuliers et les firmes qui expédient en moyenne plus de 10 télégrammes par mois peuvent être autorisés à différer jusqu'au début du mois suivant le paiement des taxes y afférentes.

Les demandes doivent être introduites auprès du chef du bureau télégraphique de dépôt qui peut exiger un cautionnement d'un montant approximativement égal à la moyenne des sommes payées mensuellement par le déposant.

Les minutes des télégrammes déposées dans ces conditions doivent porter en tête et à droite de la formule la mention « en débet » ; elles doivent être remises au guichet à l'appui d'un carnet spécialement affecté à cet usage et dans lequel l'expéditeur inscrit, pour chaque message, la date de dépôt, la destination et, s'il y a lieu, la ou les indications de service taxées.

Il est donné décharge du télégramme sur le même carnet après que l'inscription correspondante a été complétée par l'indication du numéro d'enregistrement, du nombre de mots taxés et de la taxe perçue. Les carnets dont il s'agit sont vendus au prix de deux francs pièce.

Le plus tôt possible après la fin du mois, le bureau télégraphique de dépôt présente

nummer van het telegram, het uur der nederlegging, de bestemming, alsmede het bedrag der geïnde taks.

Voor de « in debet » aanvaarde telegrammen (artikel 19) wordt eveneens eene bijkomende taks van 50 centiem geïnd.

ART. 19.

De particulieren en de firma's die gemiddeld meer dan 10 telegrammen per maand verzenden, kunnen de toelating bekomen, de betaling der daarop betrekking hebbende taksen tot het begin der volgende maand uit te stellen.

De aanvragen moeten worden ingeleid bij het hoofd van het telegraphisch afgiftekantoor, dat eenen borgtocht kan eischen welke nagenoeg overeenkomt met de gemiddelde som welke maandelijks door den afgever wordt betaald.

De minuten der in deze voorwaarden nedergelegde telegrammen moeten bovenaan en rechts der formule, de melding dragen : « in debet » ; zij moeten aan het winket worden afgegeven en vergezeld zijn van een boekje dat voor dit gebruik bijzonder bestemd is en waarin de afzender, voor elke mededeeling, den datum der nederlegging, de bestemming en, indien daartoe aanleiding bestaat, de getakseerde dienstaanwijzing of aanwijzingen, opschrijft.

Van het telegram wordt, op het boekje zelf, ontlasting gegeven, nadat de overeenstemmende inschrijving aangevuld werd door de vermelding van het registratienummer, van het getal getakseerde woorden en van de geïnde taks. Bedoelde boekjes worden aan den prijs van twee frank het exemplaar verkocht.

Zoodra mogelijk na het einde der maand, biedt het telegraphisch afgifte-kantoor

à l'expéditeur une facture détaillée des taxes dues ; cette facture doit être payée à présentation ou au plus tard dans les trois jours qui suivent la date d'envoi de l'invitation à payer. Si la facture n'est pas réglée à l'expiration du délai précité, le chef du bureau télégraphique peut refuser l'acceptation des télégrammes en débet présentés par l'abonné et ce sans avertissement préalable.

ART. 20.

L'expéditeur d'un télégramme peut obtenir la priorité de transmission et de remise à domicile, dans le rayon local, en inscrivant l'indication taxée « urgent » ou « D » avant l'adresse et en payant :

a) pour les messages du service interne le double de la taxe d'un télégramme ordinaire de même nature et de même longueur, c'est-à-dire deux francs par mot, avec minimum de vingt francs, s'il s'agit d'un message rédigé entièrement en langage clair et trois francs par mot avec minimum de trente francs s'il s'agit d'un télégramme rédigé en langage secret ou en langage mixte;

b) pour les messages du service international, le triple de la taxe d'un télégramme ordinaire de même longueur et pour le même parcours.

Les télégrammes urgents du service international ne sont admis qu'à la condition que l'administration de destination participe à ce service.

aan den afzender eene nauwkeurig omschreven factuur der verschuldigde taksen aan ; deze factuur moet bij vertoon of uiterlijk binnen de drie dagen volgend op den datum der verzending van de uitnoodiging tot betaling, vereffend worden. Is de factuur bij het verstrijken van voormelden termijn niet vereffend, zoo kan het hoofd van het telegraphisch kantoor, zonder voorafgaande waarschuwing, de aanvaarding weigeren van de telegrammen « in debet » welke door den abonnent zouden aangeboden worden.

ART. 20.

De afzender van een telegram kan den voorrang van overseining en van ten huize bestelling in den plaatselijken kring verkrijgen, mits vóór het adres de aangerekende aanduiding « dringend » of = D = te schrijven en mits betaling :

a) Voor de boodschappen van den binnenlandschen dienst, van het dubbel der taks van een gewoon telegram van denzelfden aard en omvang, het is te zeggen twee frank per woord met een minimum van twintig frank, indien het een telegram geldt dat gansch in duidelijke taal is opgesteld en drie frank per woord met een minimum van dertig frank, indien er sprake is van een telegram, dat in geheime taal of in gemengde taal is opgesteld ;

b) Voor de boodschappen van den internationalen dienst, driemaal de taks van een gewoon telegram van denzelfden omvang en voor denzelfden omloop.

De dringende telegrammen van den internationalen dienst, worden slechts aangenomen op voorwaarde dat het bestemmingsbeheer in dezen dienst deelneme.

ART. 21.

L'expéditeur d'un télégramme peut affranchir la réponse qu'il demande à son correspondant en écrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « Réponse payée » ou = R. P. = complétée par l'indication du montant payé pour la réponse.

ART. 22.

L'expéditeur d'un télégramme a la faculté d'en demander le collationnement en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « collationnement » ou = T. C. =

Le collationnement consiste dans la répétition intégrale du télégramme après transmission.

La taxe du collationnement est égale à la moitié de celle d'un télégramme ordinaire de même longueur.

ART. 23.

L'expéditeur d'un télégramme peut demander que l'indication de la date et de l'heure auxquelles son télégramme aura été remis à son correspondant lui soit notifiée par télégraphe ou par poste, aussitôt aprés la remise.

Lorsque le télégramme est acheminé sur sa destination définitive par la voie postale, déposé poste restante ou remis aux soins d'un intermédiaire quelconque, la notification susvisée indique la date et l'heure de cet acheminement, dépôt ou remise.

S'il s'agit d'un télégramme à destination d'un navire en mer, la notification est expédiée par la station côtière et indi-

ART. 21.

De afzender van een telegram kan het antwoord, dat hij aan zijnen briefwisselaar vraagt, frankeeren, met vóór het adres de getakseerde dienstaanwijzing « Betaald antwoord » of = R. P. = te schrijven, aangevuld door de vermelding van het bedrag dat voor het antwoord betaald werd.

ART. 22.

Het staat den afzender van een telegram vrij de collationeering daarvan te vragen met vóór het adres de getakseerde dienstaanwijzing « collationeering » of = T. C. = te schrijven.

De collationeering bestaat in het geheel herhalen van het telegram na diens overseining.

De taks voor het collationneeren bedraagt de helft van de taks voor een gewoon telegram van denzelfden omvang.

ART. 23.

De afzender van een telegram kan vragen dat de aanduiding van de dagteekening en het uur waarop zijn telegram aan zijnen briefwisselaar werd afgegeven hem na de bestelling, per telegraaf of per post, bekendgemaakt worde.

Wanneer het telegram met de post naar zijne eindbestemming doorgezonden, blijvende post, afgegeven of aan de zorgen van welken derden ook toevertrouwd is, vermeldt bovenbedoelde bekendmaking de dagteekening en het uur dezer doorzending, aflevering of bestelling.

Geldt het een telegram met bestemming voor een in zee zijnde schip, dan geschiedt de bekendmaking door het

que la date et l'heure de transmission du télégramme à la station de bord.

L'accusé de réception est demandé par l'inscription, avant l'adresse, de l'une des indications de service taxées ci-après :

a) pour l'accusé de réception télégraphique ordinaire :

Accusé de réception ou = P. C. =

b) pour l'accusé de réception télégraphique urgent :

Accusé de réception urgent ou = P. C. D. =

c) pour l'accusé de réception postal :

Accusé de réception postal : ou = P. C. P. =

Les taxes supplémentaires à percevoir de ce chef sont fixées comme suit :

a) pour un accusé de réception télégraphique, celle d'un télégramme ordinaire ou urgent de 5 mots (sans minimum) selon le cas, pour la même destination et par la même voie;

b) pour un accusé de réception postal, la taxe d'une lettre simple pour la même destination que le télégramme.

ART. 24.

L'expéditeur d'un télégramme peut demander en inscrivant, avant l'adresse, l'indication de service taxée « Faire suivre » ou = F. S. = que le bureau d'arrivée fasse suivre le message.

S'il est demandé un accusé de réception télégraphique, l'expéditeur doit s'engager à payer les frais supplémentaires de transmission de cet avis au cas où le télégramme serait réexpédié en dehors des limites du pays de première destination ; dans

kuststation en vermeldt den datum en het uur der overseining van het telegram naar het zich aan boord bevindend station.

Het ontvangbericht wordt aangevraagd door de aanduiding, vóór het adres, van eene der volgende getakseerde dienstaanduidingen :

a) voor het gewoon telegrafisch ontvangbericht :

Ontvangbericht of = P. C. =

b) voor het dringend telegrafisch ontvangbericht :

Dringend ontvangbericht of = P.C.D. =

c) voor het post-ontvanbericht :

Post-ontvangbericht of = P. C. P. =

De uit dien hoofde te innen taksen zijn vastgesteld als volgt :

a) voor een telegraphisch ontvangbericht deze van een gewoon of dringend telegram van 5 woorden (zonder minimum) volgens het geval, voor dezelfde bestemming en langs denzelfden weg ;

b) voor een post-ontvangbericht, de taks van een gewonen brief voor dezelfde bestemming als het telegram.

ART. 24.

De afzender van een telegram kan vragen dat het kantoor van aankomst zijne mededeeling nazende, met vóór het adres de getakseerde dienstaanduiding « Na te zenden » of F. S. te schrijven.

Wordt er een telegraphisch ontvangbericht gevraagd, dan moet de afzender zich verbinden tot het betalen van de bijkomende overseiningskosten van dit bericht, in geval het telegram buiten de grenzen van het land der eerste be-

tous les cas, il doit prendre l'engagement de payer les taxes de réexpédition qui n'auraient pas été recouvrées à l'arrivée.

Si l'indication de service taxée = F. S. = est accompagnée d'adresses successives, le télégramme est transmis à chacune des destinations indiquées jusqu'à la dernière s'il y a lieu.

La taxe à percevoir au moment du dépôt pour les télégrammes à faire suivre est simplement celle afférente au premier parcours. La taxe complémentaire est perçue sur le destinataire et est calculée en tenant compte du nombre de mots transmis lors de chaque réexpédition.

ART. 25.

Toute personne peut demander en fournissant les justifications nécessaires, que les télégrammes, parvenant à son adresse à un bureau télégraphique, lui soient réexpédiés télégraphiquement à une nouvelle adresse qu'elle aura indiquée.

Les demandes de réexpédition doivent se faire par écrit, par télégramme taxé, ou par la voie postale ; celui qui formule semblable demande s'engage à acquitter les taxes qui ne pourraient être recouvrées par le bureau de distribution. Si, au domicile du destinataire d'un télégramme ne portant pas la mention = F. S. =, on fait connaître la nouvelle adresse, sans donner l'ordre de réexpédier par la voie télégraphique, l'administration fait suivre ce télégramme par la voie postale à moins qu'elle n'ait été invitée à le conserver en

stemming zou terug gezonden worden ; hij moet, in ieder geval, de verbintenis aangaan de taksen der terugzending welke bij de aankomst niet zouden geïnd worden, te betalen.

Is de getakseerde dienstaanwijzing = F. S. door achtereenvolgende adressen vergezeld, zoo wordt het telegram overgeseind aan elke der opgegeven bestemmingen tot de laatste inbegrepen, indien daartoe aanleiding bestaat.

De, op het oogenblik van de afgifte, voor de na te zenden telegrammen te heffen taks, is slechts deze welke op den eersten omloop betrekking heeft. De aanvullenden taks wordt bij den bestemmeling geïnd en wordt berekend met in achtneming van het getal woorden dat, bij elke terugzending, overgeseind werd.

ART. 25.

Ieder persoon kan, op voorwaarde de noodige bewijsstukken te leveren, vragen, dat de bij een telegraafkantoor op zijn adres aangekomen telegrammen teruggezonden woorden naar een nieuw adres, dat hij zal aanduiden.

De aanvragen tot terugzending moeten schriftelijk, per getakseerd telegram of per post geschieden, hij die dergelijke aanvraag doet, verbindt zich de taksen te kwijten welke door het bestemmingskantoor niet zouden kunnen geïnd worden. Indien men, ter verblijfplaats van den bestemmeling van een telegram dat de melding = F. S. = niet draagt, het nieuw adres doet kennen, zonder het bevel tot terugzending langs telegraphischen weg te geven, dan doet het Beheer dit telegram nazenden langs de post,

instance ou qu'elle décide d'effectuer d'office la réexpédition télégraphique.

Les télégrammes ordinaires peuvent être réexpédiés comme télégrammes urgents, sur demande du destinataire ou de son représentant, à la condition que la taxe totale de réexpédition soit acquittée avant la nouvelle transmission. D'autre part les télégrammes urgents peuvent, sur demande, être réexpédiés comme télégrammes ordinaires.

ART. 26.

Tout télégramme peut être adressé, soit à plusieurs destinataires dans une même localité ou dans des localités différentes, mais desservies par un même bureau télégraphique, soit à un même destinataire à plusieurs domiciles dans la même localité ou dans des localités différentes mais desservies par le même bureau télégraphique.

A cet effet, l'expéditeur inscrit, avant l'adresse l'indication de service taxée « X adresses » ou = T. M. X ». Le nom du bureau télégraphique de destination ne figure qu'une fois, à la fin de l'adresse.

Dans les télégrammes adressés à plusieurs destinataires, les indications concernant le lieu de la remise doivent figurer, s'il y a lieu, après le nom de chaque destinataire. Dans les télégrammes adressés à un seul et même destinataire à plusieurs domiciles, le nom du destinataire doit figurer avant chaque indication de lieu de remise.

tenware het verzocht werd het in bewaring te houden of ten ware het beslisse tot de telegraphische terugzending van ambtswege over te gaan.

De gewone telegrammen kunnen, op verzoek van den bestemmeling of diens vertegenwoordiger, als dringende telegrammen teruggezonden worden, op voorwaarde dat de algeheele taks voor de terugzending, voor de nieuwe overseining, uitbetaald worde. Van eenen anderen kant, kunnen de dringende telegrammen, op verzoek, als gewone telegrammen teruggezonden worden.

ART. 26.

Ieder telegram kan gericht worden, hetzij tot verscheidene bestemmelingen in eene zelfde plaats of in verschillende plaatsen, maar door eenzelfde telegraafkantoor bediend, hetzij tot eene zelfden bestemmeling met verschillende woonsten in dezelfde plaats of in verschillende plaatsen maar door hetzelfde telegraafkantoor bediend.

Te dien einde schrijft de afzender vóór het adres de getakseerde dienstaanduiding « X adressen » of = T. M. x. = De naam van het telegraafkantoor van bestemming komt slechts eenmaal op het einde van het adres voor.

In de tot verscheiden bestemmelingen gerichte telegrammen moeten de aanduidingen welke betrekking hebben op de plaats der bestelling, desvoorkomend, na den naam van iederen bestemmeling vermeld worden. In de telegrammen welke tot eenen en denzelfden bestemmeling met verschillende woonsten gericht worden moet de naam van den bestemmeling vóór elke aanwijzing der bestelplaats vermeld worden.

Le télégramme multiple est taxé comme un télégramme unique, toutes les adresses entrant dans le compte des mots.

Il est en outre perçu, en sus de la taxe par mot, un droit de frs 2.50 pour l'établissement de chaque copie ne comprenant pas plus de 50 mots taxés. Le nombre des copies est égal au nombre des adresses moins une.

Pour les copies comportant plus de 50 mots taxés le droit est de frs 2.50 par 50 mots ou fraction de 50 mots.

La taxe de copie est doublée pour les télégrammes urgents.

Chaque exemplaire du télégramme à remettre ne comporte que l'adresse qui lui est propre, l'indication = T Mx = n'y figure pas. Toutefois, toutes les adresses peuvent être reproduites sur les copies si l'expéditeur en a fait la demande par l'indication de service taxée = C. T. A. = portée avant les adresses.

ART. 27.

Les télégrammes adressés à des localités non desservies par le télégraphe sont acheminés sur leur destination, par la voie postale, à partir du bureau télégraphique de destination.

L'expéditeur peut aussi demander que son télégramme soit transmis par télégraphe jusqu'au bureau qu'il indique et, de là, par la poste jusqu'à destination.

Tout télégramme peut également être adressé « poste restante ».

Les télégrammes à distribuer par la poste peuvent être soumis à la recommandation.

Het veelvoudig telegram wordt als een eenig telegram getakseerd, al de adressen in het berekenen der woorden begrepen zijnde.

Buiten de taks per woord, wordt een recht geïnd van 2,50 fr. voor het opstellen van iedere kopij welke niet meer dan 50 aangerekende woorden telt. Het getal der kopijen staat gelijk met het getal adressen min eene.

Voor de kopijen, welke meer dan 50 getakseerde woorden tellen, bedraagt het recht 2,50 fr. per 50 woorden of deel van 50 woorden.

Voor de dringende telegrammen, wordt het kopijrecht verdubbeld.

Elk exemplaar van het te bestellen telegram behelst slechts het adres dat hier aan eigen is ; de aanduiding = T. M. x. = komt er niet in voor. Nochtans kunnen al de adressen op de kopijen overgebracht worden, indien de afzender er de aanvraag van deed door de getakseerde dienstaanwijzing = C. T. A. = gebracht vóór het adres.

ART. 27.

De telegrammen gericht naar plaatsen welke door den telegraaf niet bediend zijn, worden, vanaf het telegraafkantoor van aankomst, per post naar hun bestemming overgebracht.

De afzender kan eveneens vragen, dat zijn telegram per telegraaf tot aan het kantoor dat hij aanduidt en van daar per post, tot de bestemmingsplaats overgeseind worde.

Alle telegram kan eveneens « blijvende post » besteld worden. »

De per post te bestellen telegrammen kunnen aan den vorm der aanteekening onderworpen worden.

Eventuellement, l'adresse doit être précédée de l'une des indications de service taxées : « poste » ; poste recommandée, ou = P. R. = « Poste restante » ou = G. P. = « poste restante recommandée » ou = G. P. R. =

Les télégrammes qui portent la mention « G. P. R. » (poste restante recommandée) ou « P. R. » (poste recommandée) et qui sont à distribuer dans le pays de destination acquittent une taxe supplémentaire égale à celle de recommandation d'une lettre.

Les télégrammes à réexpédier par poste sur un autre pays que le pays de destination télégraphique sont passibles d'une taxe supplémentaire égale à celle d'une lettre simple ordinaire ou recommandée selon le cas, du service international.

ART. 28.

L'exprès s'entend de tout mode de remise plus rapide que la poste lorsque cette remise a lieu en dehors des limites de distribution gratuite des télégrammes.

Les personnes qui résident en dehors du rayon de 2 Km. d'un bureau télégraphique, qui désirent que les télégrammes à leur adresse leur soient remis par porteur spécial, introduisent une demande auprès du chef du bureau qui les dessert.

Celui-ci examine la possibilité de donner suite à la demande et détermine, d'accord avec l'autorité territoriale s'il y a lieu, les moyens à employer et le montant de la taxe à percevoir pour chaque course.

La remise par exprès ne peut donc être demandée que par le destinataire ; toute-

In voorkomend geval, moet het adres worden voorafgegaan door eene der getakseerde dienstaanwijzingen : « post » ; « aangeteekende post » of = P. R. = « blijvende post » of = G. P. = ; « aangeteekende blijvende post », of = G. P. R.

De telegrammen welke de melding « G. P. R. » (aangeteekende blijvende post) of P. R. (aangeteekende post) dragen en welke in het land van bestemming moeten besteld worden, betalen eene bijkomende taks, overeenstemmend met deze van de aanteekening van eene brief.

De naar een ander land dan het land van telegraafbestemming per post terug te zenden telegrammen, zijn aan eene bijkomende taks onderworpen welke gelijk staat met deze van eenen brief van den internationalen dienst, hij weze, gewoon of aangeteekend.

ART. 28.

Door spoedbestelling verstaat men alle vlugger bestelmiddel dan de post, wanneer deze bestelling buiten de grenzen der kostelooze telegrammen-uitreiking geschiedt.

De personen die buiten den kring van 2 K. m. van een telegraafkantoor wonen en die wenschen, dat de telegrammen op hun adres hun per bijzonderen bode worden besteld, dienen, bij den overste van het kantoor dat hun bedient, eene aanvraag in.

Deze onderzoekt de mogelijkheid op de aanvraag in te gaan, en stelt, desnoods in overeenstemming met de gewestelijke overheid, de aan te wenden middelen vast, en bepaalt het bedrag der voor elke boodschap te betalen taks.

De expres-bestelling kan bijgevolg slechts door den bestemmeling aange-

fois si l'expéditeur insiste, ce mode de remise est demandé par l'indication de service taxée « Exprès » inscrite avant l'adresse, mais sans garantie de remise par porteur spécial. En pareil cas, l'expéditeur s'engage à payer les frais d'exprès si ceux-ci n'avaient pu être récupérés sur le destinataire.

Les télégrammes pour l'étranger à remettre par exprès ne sont acceptés que pour les pays qui ont organisé ce service. L'expéditeur qui désire payer le taxe fixe pour le transport inscrit avant l'adresse du télégramme, l'indication de service taxée « Exprès payé » ou = X P =, il doit se renseigner au préalable au bureau de dépôt pour connaître les pays qui admettent ces télégrammes et le montant de la taxe spéciale exigée de ce chef.

ART. 29.

L'adresse des radiotélégrammes destinés à des navires en mer doit être aussi complète que possible. Elle est obligatoirement libellée comme suit :

a) nom ou qualité du destinataire, avec indication complémentaire, s'il y a lieu ;

b) nom du navire ;

c) nom de la station côtière, suivie du mot : « Radio ».

La taxe des radiotélégrammes comprend :

1° La taxe de transmission sur les lignes des réseaux télégraphiques et radiotélégraphiques calculée d'après le tarif ordinaire mais sous application du minimum ;

vraagd worden ; dringt de verzender evenwel aan, dan wordt deze bestelwijze aangevraagd door de getakseerde dienstaanwijzing « Expres » vóór het adres te schrijven, maar zonder waarborg voor wat de bestelling per bijzonderen bode betreft. In dergelijk geval, verbindt zich de afzender de expres-kosten te betalen, indien deze bij den bestemmeling niet konden geïnd worden.

De per expres te bestellen telegrammen voor het buitenland worden slechts aangenomen voor de landen welke dezen dienst hebben ingericht. De verzender die wenscht de vaste taks te betalen voor het vervoer, schrijft, vóór het adres van het telegram, de getakseerde dienstaanwijzing « Betaald expres » of = X. P. = hij moet zich op voorhand bij het kantoor waar het telegram neergelegd wordt, inlichten om de landen welke dergelijke telegrammen aannemen, en de uit dien hoofde geëischte bijzondere taks te kennen.

ART. 29.

Het adres der voor op zee zijnde schepen bestemde radiotelegrammen moet zoo volledig mogelijk zijn. Het moet op verplichte wijze opgesteld zijn als volgt :

a) Naam van den bestemmeling met, zoo noodig, bijkomende aanduiding ;

b) Naam van het schip ;

c) Naam van het kuststation, gevolgd door het woord : « Radio ».

De taks der radiotelegrammen behelst :

1° De overseiningstaks op de lijnen der telegrafische en radiotelegraphische netten, volgens het gewoon tarief berekend, echter met toepassing van het minimum-tarief ;

2° La taxe côtière ;

3° La ou les taxes de bord ;

Les radiotélégrammes peuvent être transmis à un navire en vue d'une réexpédition par la voie postale à effectuer à partir d'un port d'atterrissage du navire récepteur.

L'adresse de ces radiotélégrammes doit être libellée ainsi qu'il suit :

1° Indication de service taxée « poste » suivie du nom du port où le radiotélégramme doit être remis à la poste ;

2° nom et adresse complète du destinataire ;

3° nom de la station de bord qui doit effectuer le dépôt à la poste :

4° nom de la station côtière.

La taxe comprend outre les taxes radiotélégraphiques et télégraphiques, le port d'une lettre simple pour le parcours à effectuer par la voie postale.

Sont seuls admis comme télégrammes spéciaux :

a) les radiotélégrammes avec réponse payée ;

b) les radiotélégrammes avec collationnement ;

c) les radiotélégrammes à remettre par poste ;

d) les radiotélégrammes multiples ;

e) les radiotélégrammes avec accusé de réception, mais seulement en ce qui concerne la notification de la date et de l'heure de transmission de la station côtière à la station de bord ;

f) les radiotélégrammes urgents, mais seulement sur le parcours des voies de communication télégraphique.

2° De kusttaks ;

3° De boordtaks of -taksen.

De radiotelegrammen kunnen worden overgeseind naar een schip met het oog op eene terugzending per post, vanaf eene aanleghaven van het ontvangend schip.

Het adres dezer radiotelegrammen moet als volgt worden opgemaakt :

1° De getakseerde dienstaanwijzing « post » gevolgd door den naam der haven waar het radiotelegram aan de post moet besteld worden ;

2° Naam en volledig adres van den bestemmeling ;

3° Naam van het zich aan boord bevindend station, dat de bestelling aan de post moet verrichten.

4° Naam van het kuststation.

De taks behelst buiten de radiotelegrafische en telegrafische taksen, het port van een gewonen brief voor den per post af te leggen weg.

Worden slechts als bijzondere telegrammen aanvaard :

a) De radiotelegrammen met betaald antwoord ;

b) De radiotelegrammen met collationeering ;

c) De per post te bestellen radiotelegrammen ;

d) De veelvoudige radiotelegrammen ;

e) De radiotelegrammen met ontvangbewijs, maar slechts voor wat betreft de kennisgeving van den datum en het uur der overseining vanaf het kuststation tot aan het zich aan boord bevindend station ;

f) De dringende radiotelegrammen, maar slechts op den doorloop der telegrafische verbindingswegen.

ART. 30.

Sont admis comme télégrammes de presse à tarif réduit ceux dont le texte est constitué par des informations et nouvelles politiques, commerciales, etc., destinées à être publiées dans les journaux et autres publications périodiques. Ces télégrammes comportent obligatoirement, en tête de l'adresse, l'indication de service taxée « Presse » inscrite par l'expéditeur.

Les télégrammes de presse ne sont acceptés que si la qualité de l'expéditeur comme correspondant de journaux ou d'agences de publicité, est établie à la satisfaction du chef du bureau télégraphique de dépôt.

Les télégrammes de presse doivent être adressés à des journaux, publications périodiques ou agences et seulement au nom du journal de la publication ou de l'agence. Ils ne peuvent contenir que des matières destinées à être publiées et des instructions relatives à la publication du télégramme. Tout passage de cette dernière catégorie doit être mis entre parenthèses et écrit soit au commencement, soit à la fin du texte ; il peut s'élever jusqu'à cinq pour cent du nombre de mots taxés du texte sous la condition de ne pas dépasser dix mots. Les parenthèses sont à taxer.

Les télégrammes de presse doivent être rédigés dans la langue française ou dans une des langues désignées par le pays d'origine ou de destination.

En dehors de la mention « Presse », les télégrammes de presse ne peuvent porter d'autre indication de service taxée que

ART. 30.

Worden als perstelegrammen tegen verlaagd tarief aangenomen, deze waarvan de tekst bestaat uit nieuwstijdingen over politiek, handel, enz., bestemd om in de dagbladen en andere tijdschriften te verschijnen. Deze telegrammen moeten op verplichtende wijze, vooraan het adres, de door den afzender geschreven, getakseerde dienstaanwijzing«Pers» bevatten.

De perstelegrammen worden slechts dan aanvaard, wanneer de hoedanigheid vanwege den afzender als briefwisselaar van dagbladen of publiciteits-agentschappen ter voldoening van den overste van het telegraafkantoor van afgifte bewezen is.

De perstelegrammen moeten tot, dagbladen, tijdschriften of agentschappen, en slechts op naam van het dagblad, het tijdschrift of het agentschap gericht worden. Zij mogen enkel tot de openbaarmaking bestemde stoffen en onderrichtingen betreffende de bekendmaking van het telegram bevatten. Elke tekst uit deze laatste categorie moet tusschen haakjes geplaatst en hetzij in het begin, hetzij op het einde van den tekst, geschreven worden ; hij mag tot vijf ten honderd bedragen van het getal getakseerde woorden van den tekst, op voorwaarde tien woorden niet te overschrijden. De haakjes moeten getakseerd worden.

De perstelegrammen moeten opgesteld zijn in de Fransche taal of in eene der talen gekenmerkt door het land van herkomst of van bestemming.

De perstelegrammen mogen, buiten de melding « Pers », geene andere getakseerde dienstaanwijzing bevatten dan

celle relative aux télégrammes multiples.

En service intérieur, la taxe des télégrammes de presse est fixée à 25 centimes par mot avec minimum de 10 frs. par télégramme.

En service international, la taxe est déterminée suivant les arrangements pris avec les administrations des pays qui admettent cette catégorie de télégrammes.

ART. 31.

Dans certaines relations, l'expéditeur d'un télégramme privé pour l'étranger peut obtenir le bénéfice d'une réduction de 50 % sous les réserves suivantes :

1° que la taxe par mot des télégrammes ordinaires pour le pays de destination soit au moins de un franc-or ;

2° que le texte soit rédigé entièrement en langage clair dans une seule et même langue choisie parmi les langues suivantes :

a) français, flamand, anglais, allemand;

b) la ou les langues désignées par le pays de destination. Ces télégrammes sont dénommés « télégrammes différés »; ils ne sont transmis qu'après les télégrammes privés non urgents et les télégrammes de presse.

Tout télégramme comprenant des nombres, des noms ou des mots sans signification suivie, et d'une manière générale, tout télégramme qui n'offre pas par lui-même un sens intelligible pour le service télégraphique n'est pas admis au bénéfice de la taxe réduite. Les adresses convenues sont acceptées lorsqu'elles sont accompagnées d'un texte qui en fait ressortir nettement le caractère.

deze betrekkelijk de veelvoudige telegrammen.

In binnenlandschen dienst, is de taks der perstelegrammen vastgesteld op 25 centiem per woord, met een minimum van 10 frank per telegram.

In buitenlandschen dienst, is de taks bepaald volgens de schikkingen welke getroffen werden met de beheeren uit de landen die deze categorie telegrammen aannemen.

ART. 31.

In sommige betrekkingen, kan de afzender van een privaat telegram voor het buitenland het voordeel eener prijsvermindering van 50 t. h. bekomen, onder voorbehoud :

1° dat de taks per woord der gewone telegrammen voor het land van bestemming minstens een goud frank bedrage :

2° dat de tekst gansch opgesteld weze in duidelijk schrift in eene en dezelfde taal, gekozen onder volgende talen :

a) Fransch, Vlaamsch, Engelsch, Duitsch ;

b) de door het land van bestemming aangewezen taal of talen. Deze telegrammen worden « vertraagde telegrammen » genaamd, zij worden slechts na de niet-dringende en na de perstelegrammen overgeseind.

Alle telegram, dat cijfers, namen en woorden zonder volgorde in de beteekenis en over het algemeen, alle telegram, dat uit zich zelf geene verstaanbare beteekenis heeft voor den telegraafdienst, is niet tot het voordeel der verlaagde taks toegelaten. De overeengekomen adressen worden aanvaard, indien zij vergezeld zijn van een tekst die er den aard klaar doet van uitschijnen.

Les télégrammes différés peuvent comporter toutes les indications de service taxées, sauf celle relative à l'urgence. Les taxes applicables aux divers services spéciaux demandés sont les mêmes que pour un télégramme ordinaire (à tarif plein) ; toutefois, les télégrammes différés à faire suivre sont réexpédiés au tarif réduit lorsque la réexpédition a lieu d'un pays sur un autre et que le pays de destination admet les messages de ce genre. Dans tous les cas, les indications de service taxées sont taxées au tarif réduit.

L'expéditeur doit signer sur la minute du télégramme une déclaration spécifiant formellement que le texte du télégramme est entièrement rédigé en langage clair et ne comporte pas une signification différente de celle qui ressort de son libellé.

La déclaration doit indiquer la langue dans laquelle le télégramme est rédigé.

L'expéditeur doit inscrire avant l'adresse, l'une des indications de service taxées ci-après :

= L C F = si le télégramme est rédigé en français ;

= L C O = si le télégramme est rédigé en flamand, en anglais ou en allemand.

= L C D = si le télégramme est rédigé dans la langue du pays de destination.

ART. 32.

Il est admis dans les relations entre le Congo Belge et certains pays, des télé-

De vertraagde telegrammen mogen al de getakseerde dienstaanwijzingen, behalve deze betrekkelijk de dringendheid, vermelden. De taksen welke toepasselijk zijn op de verscheiden bijzondere aangevraagde diensten, zijn dezelfde als voor een gewoon telegram (met volle tarief) ; nochtans worden de vertraagde en na te zenden telegrammen teruggezonden tegen verlaagd tarief, wanneer de terugzending van een land naar een ander geschiedt en het land van bestemming dergelijke mededeelingen aanvaardt. De getakseerde dienstaanwijzingen worden, in al de gevallen, tegen het verlaagd tarief getakseerd.

De afzender moet, op de minuut van het telegram, eene verklaring onderteekenen, waarbij uitdrukkelijk wordt bepaald dat de tekst van het telegram gansch in duidelijke taal is opgesteld en geene beteekenis behelst welke verschilt van deze welke uit het opstel voortvloeit.

De verklaring moet de taal vermelden in dewelke het telegram opgesteld is.

De afzender moet, vóór het adres, een der volgende getakseerde dienstaanwijzingen schrijven :

= L. C. F. = indien het telegram in het Fransch is opgesteld ;

= L. C. O. = indien het telegram in het Vlaamsch, in het Engelsch of in het Duitsch is opgesteld ;

= L. C. D. = indien het telegram in de taal van het land van bestemming is opgesteld.

ART. 32.

In de betrekkingen tusschen Belgisch-Congo en sommige landen worden, tegen

grammes spéciaux, à tarif réduit dénommés « Télégrammes lettres ».

Ces messages sont soumis, au point de vue de la rédaction du texte, au même régime que les télégrammes différés. ils doivent porter avant l'adresse l'indication de service taxée = D L T =

La taxe applicable à ces messages est déterminée suivant les arrangements intervenus avec les pays qui les admettent, mais il est toujours perçu un minimum égal à la taxe de 20 mots.

Les télégrammes lettres peuvent faire l'objet de demande de réponse payée ; la taxe applicable à la réponse est la même que pour les télégrammes ordinaires (tarif plein) mais l'indication de service correspondante (= R P x =) est taxée au tarif réduit. Aucun autre service spécial (collationnement, accusé de réception etc.) ne peut être demandé pour cette catégorie de messages.

Les télégrammes lettres sont transmis après les télégrammes différés.

ART. 33.

L'expéditeur ou le destinataire de tout télégramme transmis ou en cours de transmission peut demander :

1° l'annulation du télégramme et une réponse télégraphique ou postale à cette demande ;

2° de rectifier ou de compléter l'adresse;

3° De rectifier ou de compléter le texte;

4° La répétition partielle ou totale du texte ;

5° Tous autres renseignements quel-

verlaagd tarief, bijzondere telegrammen, genaamd « Telegram-brieven », aanvaard.

Deze mededeelingen zijn, ten aanzien van het opstel van den tekst, aan hetzelde stelsel als de vertraagde telegrammen onderworpen ; zij moeten, vóór het adres, de getakseerde dienstaanwijzing = D. L. T. = vermelden.

De op deze mededeelingen toepasselijke taks is vastgesteld volgens de schikkingen welke getroffen werden met de landen die ze aanvaarden, maar er wordt steeds een minimum geïnd dat overeenstemt met de taks voor 20 woorden.

De telegram-brieven mogen het voorwerp eener aanvraag voor betaald antwoord uitmaken ; de op het antwoord toepasselijke taks is dezelfde als voor de gewone telegrammen (volle tarief) maar de overeenstemmende dienstaanwijzing (= R. P. X. =) wordt tegen verlaagd tarief getakseerd. Geen enkele bijzondere dienstverrichting (collationeering, ontvangbericht, enz.), kan, voor deze categorie mededeelingen, gevraagd worden.

De telegram-brieven worden na de vertraagde telegrammen overgeseind.

ART. 33.

De afzender of de bestemmeling van ieder telegram, het weze overseind of in overseining, kan vragen :

1° Dat het telegram vernietigd en een antwoord per telegraaf of per post aan deze vraag gegeven worde.

2° Dat het adres verbeterd of aangevuld worde ;

3° Dat de tekst verbeterd of aangevuld worde ;

4° Dat de tekst geheel of gedeeltelijk herhaald worde ;

5° Dat hem alle andere inlichtingen,

conques au sujet du télégramme envisagé. Il doit payer le télégramme qui formule la demande et le cas échéant le prix du télégramme pour la réponse. Si l'expéditeur demande que la réponse soit payée par la poste il doit acquitter la taxe d'une lettre simple pour la même destination.

Lorsqu'il s'agit d'une demande de répétition faite par le destinataire, la taxe éventuelle n'est perçue qu'au moment de la réception de la réponse et ne porte que sur les mots non altérés au cours de la première transmission.

Lorsqu'un expéditeur annule son télégramme avant que la transmission ait été commencée, la taxe est remboursée sous déduction d'un droit de deux francs.

Si le télégramme a été transmis par le bureau de dépôt, celui-ci fait suivre la demande d'annulation; si un télégramme pour l'étranger est annulé avant d'avoir atteint le bureau destinataire, l'expéditeur a droit au remboursement des taxes du télégramme primitif, du télégramme d'annulation et, éventuellement, de la réponse télégraphique en raison du parcours non effectué.

ART. 34.

L'administration se réserve la faculté d'arrêter la transmission de tout télégramme qui paraîtrait dangereux pour la sécurité de l'Etat, ou qui serait contraire aux lois du pays, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, à charge d'en avertir immédiatement l'expéditeur.

welke zij ook mogen wezen, betrekkelijk het bedoeld telegram, verstrekt worden. Hij moet het telegram dat de vraag uitdrukt en, desvoorkomend, den prijs van het telegram voor het antwoord betalen. Vraagt de afzender dat het antwoord door de post betaald worde, dan moet hij de taks van eenen gewonen brief voor dezelfde bestemming kwijten.

Geldt het eene aanvraag om herhaling door den bestemmeling gedaan, dan wordt de gebeurlijke taks slechts bij de ontvangst van het antwoord geheven en dan betreft zij enkel de woorden welke bij het eerste overseinen niet verdraaid werden.

Wanneer een afzender zijn telegram vernietigt vooraleer het overseinen begon dan wordt de taks terugbetaald onder afhouding van een recht van twee frank.

Wordt het telegram door het kantoor van neerlegging overgeseind, dan zendt dit de aanvraag om vernietiging door; wordt een telegram voor den vreemde vernietigd vooraleer dit het kantoor van bestemming bereikt, dan heeft de afzender recht op de terugbetaling der taksen van het oorspronkelijk telegram van het telegram tot vernietiging en gebeurlijk, van het telegraphisch antwoord in verhouding met den niet verwezenlijkten doorloop.

ART. 34.

Het beheer behoudt zich het recht voor, het overseinen van welk telegram ook, te staken, dat voor de veiligheid van den Staat gevaarlijk blijkt, of dat strijdig is met 's Lands wetten, met de openbare orde of de goede zeden, mits hiervan oogenblikkelijk den afzender te verwittigen.

ART. 35.

Les télégrammes sont remis, suivant leur adresse, soit à domicile, soit poste restante, soit télégraphe restant ; ceux à faire suivre par poste sont réexpédiés par première occasion.

La distribution des télégrammes est faite sans frais dans un rayon de 2 km. du bureau de destination.

Un télégramme porté à domicile peut être remis soit au destinataire, soit aux membres adultes de sa famille ; à toute personne à son service, au gérant, au propriétaire de l'hôtel, à moins que le destinataire n'ait désigné par écrit, un délégué spécial ou que l'expéditeur n'ait demandé en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « Mains propres » ou = M P = que la remise n'ait lieu qu'entre les mains du destinataire seul.

L'expéditeur peut aussi demander que le télégramme soit remis ouvert en inscrivant avant l'adresse l'indication de service taxée « ouvert ».

ART. 36.

L'original ou la copie d'un télégramme peuvent être communiqués à l'expéditeur ou au destinataire, moyennant paiement d'une taxe de deux francs. Cette communication se fait en présence du chef du bureau télégraphique ou de son délégué qui ne peut toutefois se dessaisir de la pièce communiquée.

Dans le délai de 10 mois à compter du mois qui suit celui du dépôt, l'expéditeur et le destinataire d'un télégramme, ou

ART. 35.

De telegrammen worden, volgens hun adres, besteld hetzij ten huize, hetzij blijvende post, hetzij blijvend telegraaf; deze welke per post dienen nagezonden, worden bij eerste gelegenheid teruggestuurd.

De uitreiking der telegrammen geschiedt kosteloos binnen eenen kring van 2 kilometer der bestemmingsplaats.

Een te huis besteld telegram kan afgegeven worden hetzij aan den bestemmeling, hetzij aan de volwassen leden zijner familie, aan ieder tot zijnen dienst behoorenden persoon, aan den zaakvoerder of eigenaar van het hotel, ten ware de bestemmeling schriftelijk eenen bijzonderen afgevaardigde hebbe aangeduid of ten ware de afzender, met vóór het adres, de getakseerde dienstaanwijzing « Eigenhandig » of « = M. P. =» te schrijven, dat de bestelling enkel in handen van den bestemmeling geschiede.

De afzender kan eveneens vragen dat het telegram open worde besteld, met vóór het adres, de getakseerde dienstaanwijzing « open » te schrijven.

ART. 36.

Het oorspronkelijke of de kopij van, een telegram kunnen aan den afzender of aan den bestemmeling worden medegedeeld, tegen betaling eener taks van twee frank. Deze mededeeling geschiedt in tegenwoordigheid van den overste van het telegraafkantoor of diens afgevaardigde, die nochtans het medegedeeld stuk niet mogen afstaan.

De afzender en de bestemmeling van een telegram of hunne gemachtigden hebben, gedurende den termijn van 10

leurs fondés de pouvoirs,ont le droit de se faire délivrer des copies certifiées conformes :

a) de ce télégramme ;

b) de la copie d'arrivée, si cette copie ou un double de celle-ci, a été conservé par le service télégraphique.

Pour toute copie délivrée, il est perçu un droit fixe de frs. 2.50 par télégramme ne dépassant pas 50 mots. Au delà de 50 mots, ce droit est augmenté de frs. 2.50 par série ou fraction de 50 mots.

ART. 37.

Sont remboursées à ceux qui les ont versées, à la suite d'une demande de remboursement :

a) la taxe intégrale de tout télégramme qui, par le fait du service télégraphique, n'est pas parvenu à destination ;

b) la taxe intégrale de tout télégramme, qui par la faute du service télégraphique est parvenu plus tard qu'il ne serait parvenu par la poste ou, s'il n'a été mis en distribution qu'après un délai de :

1° 24 heures s'il s'agit d'un télégramme échangé entre deux bureaux de l'intérieur de la Colonie ou à destination d'un pays limitrophe ;

2° deux fois 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme à tarif plein échangé avec un autre pays ;

3° quatre fois 24 heures, s'il s'agit d'un télégramme à tarif réduit.

La durée de fermeture des bureaux, quand elle intervient dans le retard, n'est pas comptée dans les délais indiqués ci-dessus. Il en est de même de la durée du

maand, te rekenen van de maand volgend op deze der afgifte, het recht zich echt verklaarde afschriften te doen afleveren :

a) van dit telegram ;

b) van de kopij van aankomst, indien deze kopijafschrift of een dubbel daarvan door den telegraafdienst bewaard werd.

Voor elke afgeleverde kopij, wordt eene vaste taks geïnd van 2,50 fr. per telegram, dat niet meer dan 50 woorden behelst. Boven de 50 woorden, wordt deze taks met 2,50 fr. verhoogd per reeks van 50 woorden of deel daarvan.

ART. 37.

Worden, tengevolge van eene aanvraag tot terugbetaling aan dezen terugbetaald die ze gestort hebben :

a) de geheele taks van elk telegram dat, door de schuld van den telegraafdienst, niet ter bestemming is toegekomen ;

b) de geheele taks van elk telegram dat, door de schuld van den telegraafdienst, later toegekomen is dan indien het per post zou verzonden geweest zijn of slechts werd uitgereikt na eenen termijn van :

1° 24 uren voor een telegram gewisseld tusschen twee kantoren binnen de Kolonie of ter bestemming van een aangrenzend land ;

2° twee maal 24 uren, indien er sprake is van een telegram met volle tarief gewisseld met een ander land;

3° vier maal 24 uren, wanneer het een telegram met verlaagd tarief geldt.

De sluitingsduur der kantoren wordt, wanneer hij in de vertraging tusschenkomt, in bovenstaande termijnen niet medegeteld. Hetzelfde geldt voor den

séjour des télégrammes dans une station côtière ou à bord d'un navire;

c) la taxe de toute partie d'un télégramme en langage secret *avec collationnement*, ou d'un télégramme en langage clair qui, par suite d'erreurs de transmission, n'a pu manifestement remplir son objet, à moins que les erreurs n'aient été rectifiées par avis de service taxé ;

d) la taxe accessoire à un service spécial qui n'a pas été rendu ainsi que la taxe de l'indication de service taxée correspondante ;

e) la taxe intégrale de tout avis de service taxé télégraphique ou postal, dont l'envoi a été motivé par une erreur de service ;

f) le montant intégral de toute somme versée d'avance en vue d'une réponse lorsque le destinataire n'a pu faire usage de ce bon ou l'a refusé et que ce bon se trouve entre les mains du service qui l'a délivré ou est restitué à ce service avant l'expiration d'un délai de 6 mois à partir de sa date d'émission :

g) la différence entre la valeur d'un bon de réponse et le montant de la taxe du télégramme affranchi au moyen de ce bon ;

h) la taxe intégrale de tout télégramme arrêté par l'administration ;

i) la part de taxe payée, éventuellement pour le parcours non effectué d'un télégramme pour l'étranger annulé en cours de transmission.

Dans les cas prévus sous les alinéas *a*, *b*, *c*, ci-dessus, le remboursement ne

verblijfsduur der telegrammen in een kuststation of aan boord van een schip.

c) de taks van elk deel van een telegram in geheim schrift *met collationeering* of van een telegram in duidelijke taal, dat, tengevolge van misgrepen bij de overseining, klaarblijkelijk zijn doel niet heeft kunnen bereiken, ten ware de misgrepen per betaald dienstbericht verbeterd werden ;

d) de bijkomende taks, toepasselijk op eene bijzondere verrichting welke niet werd uitgevoerd, alsmede de taks van de desbetreffende getaksserde dienstaanwijzing;

e) de geheele taks van elk getakseerd dienstbericht per telegraaf of per post, waarvan de overseining door eene misgreep in den dienst genoodzaakt werd ;

f) Het geheele bedrag van elke vooraf, tot het bekomen van een antwoord gestorte som, wanneer de bestemmeling het bewijs niet kon bezigen of geweigerd heeft, en dat het bewijs in het bezit is van de dienst die het heeft afgeleverd of aan dezen dienst is terugbezorgd vóór het verstrijken van eenen termijn van 6 maand, te rekenen van den dag zijner opmaking ;

g) Het verschil tusschen de waarde van een bewijs van antwoord en het bedrag van de taks van het door middel van dit bewijs gefrankeerd telegram ;

h) de geheele taks van elk door het beheer ingehouden telegram ;

i) het deel van de taks welk gebeurlijk betaald werd voor den niet afgelegden doorloop van een telegram voor het buitenland dat bij de overseining te niet gedaan werd.

In de bij alineas *a*, *b*, *c*, hierboven voorziene gevallen, is de terugbetaling

s'applique qu'aux télégrammes mêmes qui ne sont pas parvenus ou qui ont été retardés ou dénaturés et non aux messages qui auraient été motivés ou rendus inutiles par le non remise, le retard ou l'altération.

Aucun remboursement n'est accordé pour les télégrammes rectificatifs qui ont été échangés directement entre l'expéditeur et le destinataire.

Les remboursements de taxe de télégrammes à destination de l'étranger ne sont autorisés que pour autant que les administrations intervenues dans l'acheminement consentent à abandonner leurs quotes-parts des dites taxes.

Toute réclamation en remboursement de taxe doit, sous peine de déchéance, être introduite avant l'expiration d'un délai de 6 mois à partir de la date du dépôt du télégramme.

Toute réclamation doit être présentée au bureau d'origine et être accompagnée des pièces probantes, savoir : une déclaration écrite du bureau destinataire ou du destinataire si le télégramme a été retardé ou s'il n'est pas parvenu ; la copie remise au destinataire s'il s'agit d'altération ou d'omission.

Lors de la présentation d'une demande de remboursement, il est perçu sur le réclamant une taxe de fr. 1.75.

Si la réclamation est reconnue fondée, la taxe du télégramme est remboursée ainsi que celle de la réclamation.

ART. 38.

L'adresse des télégrammes peut être écrite sous une forme conventionnelle ou abrégée moyennant enregistrement

slechts toepasselijk op de telegrammen zelf welke niet toekwamen of vertraagd of ontaard werden, en niet op de mededeelingen die door de nietbestelling, de vertraging of de ontaarding gewettigd en of nutteloos zouden bevonden zijn.

Voor de verbetertelegrammen welke rechtstreeks tusschen den afzender en den bestemmeling werden gewisseld, wordt geenerlei terugbetaling bewilligd.

De terugbetalingen van de taks der voor het buitenland bestemde telegrammen worden slechts toegelaten, voor zoover de beheeren die aan de overseining deelnamen, er in toestemmen van hun aandeel in bedoelde taksen af te zien.

Elke navraag tot terugbetaling van de taks moet, op straf van vervallenverklaring, worden ingediend vóór het verstrijken van eenen termijn van 6 maand, te rekenen van den datum der afgifte van het telegram.

Elke navraag moet bij het kantoor van herkomst worden gedaan en door volgende bewijsstukken vergezeld zijn : eene schriftelijke verklaring van het bestemmingskantoor of van den bestemmeling indien het telegram vertraagd werd of niet aankwam ; het aan den bestemmeling afgegeven afschrift indien er sprake is van ontaarding of weglating.

Bij het indienen eener navraag tot terugbetaling, wordt vanwege den navrager eene taks van 1,75 fr. geïnd.

Wordt de klacht gegrond bevonden, dan wordt de taks van het telegram alsmede deze der navraag, terugbetaald.

ART. 38.

Het adres der telegrammen mag, mits inschrijving van dit adres op het telegraafkantoor van aankomst, onder een over-

de cette adresse au bureau télégraphique d'arrivée.

Les adresses conventionnelles doivent être déposées au bureau télégraphique d'arrivée ; elles peuvent être constituées par un mot arbitraire, réel ou artificiel.

Il est perçu du chef de l'enregistrement d'une adresse une redevance de 250 francs pour un an, de 175 francs pour six mois, de 100 francs pour trois mois, de 50 francs pour un mois.

Il n'est pas délivré d'abonnements de moins d'un mois ; tout abonnement doit expirer à la fin de l'année, du semestre, du trimestre ou du mois.

Un même destinataire peut déposer différentes adresses conventionnelles ou abrégées à condition de payer la redevance réglementaire pour chacune d'elles.

L'emploi d'une adresse conventionnelle non enregistrée donne lieu à perception à l'arrivée, d'une taxe égale au nombre des mots supplémentaires qui entrent dans la composition de l'adresse réelle avec un minimum de deux francs par mot.

En cas de résiliation d'un abonnement en cours, le déposant peut, sur sa demande, obtenir le remboursement de la différence entre la taxe perçue et celle qui aurait été exigible pour la période pendant laquelle l'adresse conventionnelle a été admise.

ART. 39.

Le coût des conversations téléphoniques entre bureaux aptes à correspondre est de 10 francs pour cinq minutes de con-

eengekomen of verkorten vorm, worden geschreven.

De overeengekomen adressen moeten op het telegraafkantoor van aankomst nedergelegd worden ; zij mogen door een willekeurig echt of kunstmatig woord worden aangewezen.

Wegens inschrijving van een adres, wordt een recht geheven van 250 frank voor een jaar, 175 frank voor zes maand, 100 frank voor drie maand, en 50 frank voor eene maand.

Voor minder dan eene maand, worden geen abonnementen afgeleverd ; elk abonnement moet verstrijken op het einde van het jaar, het semester, het trimester of de maand.

Eenzelfde bestemmeling mag verschillende overeengekomen of verkorte adressen doen inschrijven, onder voorwaarde voor ieder adres den voorgeschreven prijs te betalen.

Het gebruik van een niet-ingeschreven overeengekomen adres geeft, bij de aankomst, aanleiding tot het innen eener taks welke overeenstemt met het getal bijkomende woorden, die in de samenstelling van het echt adres komen, met een minimum van twee frank per woord.

In geval van opzegging van een aan den gang zijnde abonnement, kan de afgever, op zijn verzoek, de terugbetaling bekomen van het verschil tusschen de geïnde taks en deze welke, voor het tijdperk gedurende hetwelk het overeengekomen adres toegelaten werd, eischbaar zou geweest zijn.

ART. 39.

De prijs der telefoongesprekken tusschen twee tot verbinding geschikte kantoren, bedraagt 10 frank voor vijf minu-

versation et de 15 frs. pour celles de plus de cinq minutes jusque dix minutes.

ART. 40.

L'unité de conversation téléphonique est de cinq minutes. Aucune conversation ne peut durer davantage si, au bout des cinq premières minutes, une communication est demandée. Au bout de dix minutes, toute communication cesse d'office.

L'appel se fait gratuitement. Toutefois, si la personne demandée, n'étant pas abonnée au téléphone dans la localité de destination, ne se trouve pas au bureau téléphonique, on peut la faire demander dans un rayon de 2 kilomètres du bureau, moyennant une taxe de 2 fr. 50 payée au bureau d'origine.

La taxe d'appel est due même si la personne appelée ne se présente pas au téléphone soit qu'elle n'ait pu être trouvée, soit qu'elle ait refusé de se rendre au bureau pour prendre la communication.

ART. 41.

Le présent arrêté abroge les arrêtés ministériels du 27 mai 1922, du 31 octobre 1922, du 12 novembre 1923, du 17 avril 1926, du 8 juillet 1927.

Il entrera en vigueur le 1er octobre 1929.

Bruxelles, le 19 août 1929.

ten gesprek en 15 frank voor de gesprekken van meer den vijf minuten en tot tien minuten.

ART. 40.

De eenheid van telefoongesprek bedraagt vijf minuten. Geen enkel gesprek mag langer duren indien na de vijf eerste minuten, eene aansluiting gevraagd wordt Na tien minuten eindigt ieder gesprek ambtshalve.

Het opbellen geschiedt kosteloos. Indien evenwel de gevraagde persoon, bij de telefoon in de plaats van bestemming niet geabonneerd zijnde, in het telefoonkantoor niet aanwezig is, kan deze geroepen worden binnen eenen kring van twee kilometer van het kantoor, mits betaling eener taks van 2,50 fr. op het kantoor van herkomst.

Deze oproeptaks is verschuldigd zelfs wanneer de geroepen persoon zich aan de telefoon niet aanbiedt, hetzij omdat hij niet kon gevonden worden, hetzij omdat hij weigerde naar het kantoor te komen om de mededeeling op te nemen.

ART. 41.

De ministerieele besluiten van 27 Mei 1922, 31 October 1922, 19 November 1923, 17 April 1926 en 8 Juli 1927 worden bij het tegenwoordig besluit ingetrokken.

Het zal op 1 October 1929 in werking treden.

Brussel den 19n Augustus 1929.

HENRI JASPAR.

Parc National Albert.

ANNEXE AU DÉCRET DU 9 JUILLET 1929.

(Voir Bulletin Officiel (1e partie) n° 8 du 15 août 1929 p. 790).

ANNEXE I.

Secteur central.

ENONCÉ DES LIMITES.

a) *Partie située dans le Congo belge. District du Kivu.*

Partant du sommet le plus élevé du volcan Sebyinyo (Sabinio) vers le Nord, la limite de ce secteur est constituée par :

la frontière entre le Protectorat de l'Uganda et le Congo belge, jusqu'à son intersection avec le chemin Ruhengeri-Bunagana-Rutshuru qui passe par le col Sebyinyo-Muhahinga ;

Une ligne à aborner sur le terrain, partant de cette intersection vers l'Ouest-Nord-Ouest, et passant au pied des versants septentrionaux des collines Mugongo-ya-nzovu, Kabonero, Kamunanira, et contournant par le Nord et l'Ouest le petit volcan Rurindzarwe ;

Une ligne à aborner sur le terrain, du pied du Rurindzarwe au sommet le plus oriental du Mont Runyoni, en passant au Sud des terres cultivées du plateau du Rugobwe, et englobant dans le Parc le grand massif forestier qui entoure le Mont Nyarutembwe ;

Nationaal Park Albert.

BIJLAGE AAN DECREET VAN 9 JULI 1929.

(Zie Ambtelijk Blad (1e deel) nr 8 van 15 Augustus 1929 bladz. 790).

BIJLAGE I.

Midden-sector.

OPGAVE DER GRENZEN.

a) In Belgisch-Congo, Kivu-district, gelegen gedeelte.

Uitgaande van den hoogsten top van den vulkaan Sebyinyo (Sabinio) noordwaarts, wordt de grens van deze sector gevormd door :

De grens tusschen het Protectoraat Uganda en Belgisch-Congo tot aan het kruispunt met den weg Ruhengeri-Bunagana-Rutshuru die over den bergpas Sebyinyo-Muhahinga loopt ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn, welke uitgaat vanaf dit kruispunt naar het West-Noord-Westen, en over den voet der noordelijke hellingen der Mugongo-ya-nzovu-Kabonero, Kamunanira-heuvelen, en om het Noorden en het Westen van den kleinen vulkaan Rurindzarwe loopt ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn, vanaf den voet van den Rurindzarwe tot aan den meest noordelijken top van den Runyoniberg, lijn welke ten Zuiden, over de bebouwde gronden der Rugoluwe-hoogvlakte loopt en de groote woudmassa welke den Nyarutembwe-berg omringt, in het Park insluit.

La crête du Runyoni jusqu'à son sommet le plus occidental ;

Une ligne à aborner sur le terrain, de ce sommet vers un point à choisir sur la limite Sud-Est des terres du village Sesero (chefferie du Rugari) et sur le sentier qui va de ce village au versant Sud-Est du Mont Kugo ; cette ligne ne s'écartera pas à plus de 500 mètres de la droite qui joint ses deux extrémités ;

Le sentier défini ci-dessus, qui passe au sud des hameaux de la région du Mont Mukondo, jusqu'au versant Sud-Est du Mont Kugo ;

Le sentier allant du versant Sud-Est du Kugo à l'abeuvoir Rutonyanga (ravin Katobo), en passant par le village kitutsi dénommé Butaka, et par le versant oriental de la colline Katwa ;

Le sentier allant de l'abreuvoir Rutonyanga vers le Sud et traversant le ravin Nyabigogo à l'Est du hameau de Sebikwale, et le ravin Nyabiseka à l'Est du hameau Hakarwa et du village dit Karambi ;

Le sentier allant du ravin Nyabiseka au ravin Gihirwa, en passant sur le versant occidental des collines Nyagatshatsha et Nyangezi ;

Le sentier allant du ravin Gihirwa vers le lieu dit Buhanda (village abandonné), en passant à l'Est de la colline Kingona, jusqu'au ravin Kifurura ;

Le thalweg du ravin Kifurura vers l'aval jusqu'au chemin des caravanes Rutshuru-Ngoma (Rugari-Kibumba) ;

De kam van den Runyoniberg tot aan diens meest westelijken top ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn, vanaf dezen top naar een te kiezen punt op de Zuid-Oostelijke grens der gronden van het Sesero-dorp (hoofdij Rugari) en op het voetpad dat van dit dorp naar de Zuid-Oostelijke helling van den Kugo-berg loopt ; deze lijn zal zich niet meer dan 500 meter van de rechte lijn welke deze twee uiteinden vereenigt, verwijderen ;

Het hierboven omschreven pad dat, ten Zuiden van de gehuchten uit de streek van den Mukondo-berg, tot aan de Zuid-Oostelijken helling van den Kugo-berg, loopt ;

Het pad dat vanaf de Zuid-Oostelijke helling van den Kugo naar de drenkplaats Rutonyanga (Katobo-bergkloof) gaat, en over het kitutsi-dorp. Butaka genaamd, alsmede over de oostelijke helling van den Katwaheuvel, loopt ;

Het pad dat van de drenkplaats Rutonyanga naar het Zuiden gaat en ten Oosten van het Sebikwale-gehucht, de Nyabigogo-bergkloof, en de Nyabiseka-bergkloof ten Oosten van het Hakarwa-gehucht en van het dorp, gezegd Karambi, doortrekt ;

Het pad dat van de Nyabiseka-bergkloof naar de Gihirwabergkloof gaat, en over de Westelijke helling der Nyagatshatsha- en Nyangezi-heuvelen loopt ;

Het pad dat van de Gihirwa-bergkloof naar de plaats, Buhanda genaamd (verlaten dorp) gaat, en over het Oosten van den Kingona-heuvel, tot aan de Kifurura-bergkloof loopt ;

De thalweg van de Kifururabergkloof, stroomafwaarts, tot aan den karavanenweg Rutshuru-Ngoma (Rugari-Kibumba);

Le bord oriental de ce chemin jusqu'au sentier qui se dirige vers le lieu dit Runyinya (village abandonné) ; ce sentier se sépare du chemin des caravanes un peu au sud du ravin Bukoti ;

Le sentier mentionné ci-dessus jusqu'à la clairière Runyinya ;

Le sentier allant de cette clairière à l'abreuvoir situé à l'extrémité occidentale du marais Kikeri, en passant par le lieu dit Bulera, par la colline Nyarusambo, et au sud de la colline Nyakibumba ;

Le bord occidental du marais Kikeri, de manière à comprendre le marais, mais non l'abreuvoir, dans le Parc ;

Le sentier allant du marais Kikeri au village Burambo, jusqu'au point où il passe sur la colline Nduro ;

Le sentier allant de la colline Nduro vers le Sud-Sud-Ouest et rejoignant à l'Est du village Burambo l'ancien chemin des caravanes Rutshuru-Kisenyi (Kibumba-Rwereri).

Le bord occidental de l'ancien chemin des caravanes Kibumba-Rwereri, en passant sur le versant occidental du Mont Hehu et de la colline Kasenyi, par le sommet de la colline Kombe, puis à l'Ouest et au pied de la colline Kara, jusqu'au sommet de la colline Kabuhanga, occupé par la borne **XXI** de la frontière Ruanda-Kivu ;

La partie du secteur qui est située dans le District du Kivu, Congo belge, est séparée de la partie du même secteur située dans le territoire du Ruanda par la frontière Ruanda-Kivu depuis cette colline

De oostelijke rand van dezen weg tot aan het pad dat zich richt naar de plaats (verlaten dorp), Runyinya genaamd, dit pad scheidt zich van den karavanen-weg, een weinig zuidwaarts van de Bukoti-bergkloof ;

Het hierboven vermeld pad tot aan de opene plaats Ruyninya ;

Het pad dat van deze opene plaats naar de drenkplaats Runyinya, uiterste westelijk uiteinde van het Kikeri-moeras, gaat, en over de plaats, Bulera genaamd, over den Nyarusambo, en ten Zuiden van den Nyakibumba-heuvel, loopt ;

De westelijke oever van het Kikerimoeras, derwijze dat het moeras, doch niet de drenkplaats, in het Park begrepen weze ;

Het pad dat van het Kikerimoeras naar het Burambodorp gaat tot aan het punt waar het over den Nduro-heuvel trekt ;

Het pad dat van den Nduro-heuvel naar het Zuid-Zuid-Westen gaat en, ten Oosten van het dorp Burambo, den vroegeren karavanen-weg Rutshuru-Kisenyi (Kibumba-Rwereri), vervoegt ;

De westelijke rand van den vroegeren karavanen-weg Kibumba-Rwereri, daarbij over de westelijke helling van den Hehu-berg van den Kasenyiheuvel trekkend, door den top van den Kombeheuvel, vervolgens ten Westen en aan den voet van den Kara-heuvel, tot aan den top van den Kabuhanga-heuvel, bezet door grenssteen **XXI** van de grens Ruanda-Kivu ;

Het gedeelte van den sector dat in het Kivu-district, Belgisch-Congo gelegen is, is door de grens Ruanda Kivu gescheiden van het gedeelte van denzelfden sector dat gelegen is op het grondgebied van

(borne XXI) jusqu'au sommet le plus élevé du volcan Sebyinyo (Sabinio).

b) *Partie située dans le territoire du Ruanda.*

Cette partie du Secteur Central du Parc National est limitée par :

La frontière Ruanda-Kivu, depuis le sommet le plus élevé du volcan Sebyinyo (Sabinio) jusqu'à la borne-frontière XXI (colline Kabuhanga) ;

Une ligne, à aborner sur le terrain, joignant par le plus court chemin la borne XXI au pied du versant Ouest de la colline Bugeshi-mukuru, puis au pied du versant Ouest de la colline Bugeshi-mutoya contournant ensuite par l'Ouest et le Sud le Mont Bwundi (Iwonde) en suivant la limite des cultures (ces dernières restant en dehors du Parc), pour se diriger sur le sommet de la colline Shake ;

Une droite depuis le sommet de la colline Shake jusqu'au point culminant de la colline Ndimbo ;

Une ligne, à aborner sur le terrain, rejoignant par le chemin le plus court le pied du versant occidental du petit volcan Bihungwe, et contournant ce versant pour atteindre le sentier allant du Nyakayaga (région du Mont Rwagare) au petit lac Ngando ;

Ce sentier, vers l'Est, jusqu'à l'extrémité occidentale du lac Ngando ;

Le bord du lac Ngando vers le Sud, puis l'Est ; le lac lui-même étant compris dans le Parc, sans préjudice des droits des indigènes d'abreuver leur bétail à la rive sud du lac ;

Ruanda, vanaf dezen heuvel (grenssteen XXI tot aan den hoogsten top van den vulkaan Sebyinyo (Sabinio).

b) *In het grondgebied van Ruanda gelegen gedeelte.*

Dit gedeelte van den Middensector van het Nationaal Park is begrensd door :

De grens Ruanda-Kivu, vanaf den hoogsten top van den vulkaan Sebyinyo (Sabinio) tot aan grenssteen XXI (Kabuhanga-heuvel) ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn, welke, langs den kortsten weg, grenssteen XXI verbindt met den voet der westelijke helling van den Bugeshi-mukuru-heuvel, vervolgens met den voet der westelijke helling van den Bugeshi-Mutoya-heuvel, en daarna langs het Westen en het Zuiden den berg Bwundi (Iwonde) loopt en de grens der kweekerijen (deze buiten het Park blijvende) volgt om zich te richten naar den top van den Shake-heuvel ;

Eene rechte lijn vanaf den top van den Shake-heuvel tot aan het toppunt van den Ndimbo-heuvel ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn welke, langs den kortsten weg, den voet der westelijke helling van den kleinen vulkaan Bihungwe vervoegt, en om deze helling loopt om het pad te bereiken dat van den Nyakayaga (streek van den Rwagare-berg) naar het klein Ngando-meer gaat ;

Dit pad oostwaarts tot aan het westelijke uiteinde van het Ngando-meer ;

De boord van het Ngando-meer naar het Zuiden, vervolgens naar het Oosten, het meer zelf in het Park begrepen zijnde onverminderd de rechten der inlanders, hun vee op den linkeroever van het meer te laten drinken ;

Le sentier partant de l'extrémité orientale du lac Ngando, contournant par le Sud le marais Ngando, suivant la rivière Kasimba et se dirigeant vers le Mont Ndabagwe (Rubare) pour atteindre le chemin Kisenyi-Ruhengeri au pied Nord-Nord-Ouest de ce Mont ;

Le chemin Kisenyi-Ruhengeri jusqu'à son intersection avec la droite qui joint le point culminant du Mont Kanyambereri au point culminant du Mont Kansenze ; cette droite vers le Nord jusqu'au sommet du Mont Kansenze ;

Une ligne à aborner sur le terrain, rejoignant par le plus court chemin l'extrémité Sud-Ouest de la crête Rubaka ;

La crête Rubaka jusqu'à son extrémité Nord-Est ;

Une ligne à aborner sur le terrain, laissant en dehors du Parc les terres habitées ou cultivées des régions de Tero et de Kagano, franchissant la rivière Susa immédiatement en amont et à la limite des terres des hameaux Rutshumu et Kavumbu, et la rivière Kwebeya immédiatement en amont et à la limite des terres du hameau Rushenge et se prolongeant jusqu'au chemin Ruhengeri-Bunagana-Rutshuru, qu'elle atteint près du lieu dit Katshinyo ;

Le bord occidental du chemin Ruhengeri-Bunagana-Rutshuru, vers le Nord jusqu'à son intersection avec la frontière Uganda-Ruanda, à proximité de la borne I.

Cette frontière vers l'Ouest jusqu'au point le plus élevé du volcan Sebyinyo (Sabinio).

—

Het pad dat, uitgaande van het oostelijk uiteinde van het Ngando-meer, zuidwaarts om het Ngando-moeras, loopt de Kasimba-rivier volgt en zich naar den Ndabagwe (Rubare)-berg richt om, aan den Noord-Noord-Westelijken voet van dezen berg, den weg Kisenyi-Ruhengeri te bereiken.

De weg Kisenyi-Ruhengeri tot aan zijn kruispunt met de rechte lijn welke het toppunt van den Kanyambereriberg met het toppunt van den Kansenzeberg verbindt ; deze rechte lijn noordwaarts tot aan den top van den Kansenzeberg ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn, welke, langs den kortsten weg, het zuidwestelijke uiteinde van den Rubaka-kam vervoegt ;

De Rubaka-kam tot aan zijn Noord-Oostelijk uiteinde ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn welke de bewoonde of bebouwde gronden uit de Tero- en Kagano-gebieden buiten het Park laat, over de Susa-rivier trekt, onmiddellijk stroomopwaarts de grens der gronden uit de Rutshumu- en Kavumbu-gehuchten en de Kwebeya-rivier, onmiddellijk stroomopwaarts en bij de grens der gronden uit het Rushengehucht en zich uitstrekt tot aan den Ruhengeri-Bunagana-Rutshuru-weg, dien zij bereikt nabij de plaats gezegd Katshinyo ;

De westelijke rand van den Ruhengeri-Bunagana-Rutshuru-weg noordwaarts, tot aan zijn kruispunt met de grens Uganda-Ruanda, in de nabijheid van grenssteen I ;

Deze grens westwaarts tot aan het hoogste punt van den vulkaan Sebyinyo (Sabinio).

—

ANNEXE II.

Secteur oriental.

(Dans le territoire du Ruanda).

ENONCÉ DES LIMITES.

Partant de la borne-frontière Uganda-Ruanda N° IV, vers l'Ouest, la frontière Uganda-Ruanda jusqu'au chemin Rutshuru Bunagana-Ruhengeri, qu'elle atteint à proximité de la borne-frontière N° 1 ;

Le bord oriental de ce chemin jusqu'au lieu dit Katshinyo ;

Une ligne, à aborner sur le terrain, contournant par le Sud et l'Est le massif des volcans Mugahinga et Muhabura (Muhavura) en passant à la limite des terres cultivées et habitées, pour rejoindre la frontière Uganda-Ruanda à la borne IV.

BIJLAGE II.

Oostelijke sector.

(In het Ruanda-gebied).

OPGAVE DER GRENZEN.

Uitgaande van grenssteen Uganda-Ruanda nr IV, westwaarts, de grens Uganda-Ruanda tot aan den Rutshuru-Bunagana-Ruhengeri-weg, dien zij, in de nabijheid van grenssteen nr I, bereikt ;

De Oostelijke rand van dezen weg tot aan de plaats gezegd Katshinyo ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn welke, langs het Zuiden en het Oosten, om de bergmassa der vulkanen Mugahinga en Muhabura (Muhavura) loopt ; over de grens der bebouwde en bewoonde gronden trekt om, bij grenssteen IV, de grens Uganda-Ruanda te vervoegen.

ANNEXE III.

Secteur occidental.

ENONCÉ DES LIMITES.

La limite du Secteur Occidental du Parc National Albert est constituée comme suit :

Du point d'intersection de la route pour automobiles Rutshuru-Ngoma avec le sentier allant du Rugari au Mushari (point situé à proximité de l'endroit où le ravin Mugari se perd dans la plaine de lave), le sentier du Rugari au Mushari vers l'Ouest jusqu'à la limite des terres cultivées du Mushari (ce sentier passe au pied du versant Nord-Est du volcan Nyamulagira au lieu dit Kansenze) ;

Une ligne, à aborner sur le terrain, lon-

BIJLAGE III.

Oostelijke sector.

OPGAVE DER GRENZEN.

De grens van den westelijken sector van het Nationaal Park Albert wordt gevormd door :

Vanaf het kruispunt der auto-baan Rutshuru-Ngoma met het pad gaande van Rugari tot aan den Mushari-berg (punt gelegen nabij de plaats waar de Mugari-bergkloof zich in de lava-vlakte verliest), het pad van den Rugari tot aan den Mushari westwaarts tot aan de grens der bebouwde gronden van den Mushari (dit pad trekt over den voet der Noord-Oostelijke helling van den vulkaan Nyamulagira, op de plaats gezegd Kansenze) ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn,

geant les terres cultivées du Mushari — qu'elle laisse en dehors du Parc — jusqu'au sentier Mushari-Lac Kivu ;

Le sentier Mushari-Lac Kivu vers le Sud jusqu'au chemin Nyakabanda (Kibati)-Rushayo-Sake ;

Le bord Nord de ce dernier chemin jusqu'au bord occidental de la coulée de lave du volcan Nahimbi (éruption de 1904) ;

Le bord occidental de cette coulée de lave, jusqu'au lac Kivu ;

La rive Nord du Lac Kivu vers l'Est jusqu'au bord Est de la coulée de lave du volcan Rumoka (erronément dénommé « Kateruzi », éruption de 1912) ;

Le bord oriental de cette coulée de lave jusqu'au point le plus rapproché de la colline Butshibu ;

Une droite jusqu'au sommet de cette colline ;

Une ligne à aborner sur le terrain, passant par le plus court chemin au pied des versants Est des collines Kashaka, Nyabihele et Kakundu, au pied du versant Sud du volcan Rushayo, qu'elle contourne par l'Est et le Nord, en passant à flanc de côteau de manière à laisser hors du Parc les terres cultivées du village Rushayo, et atteignant le chemin Nyakabanda (Kibati)- Rushayo-Sake à l'Ouest et à proximité du gîte d'étape ;

De ce point, une droite jusqu'au sommet du Mont Mubati ;

Une ligne à aborner sur le terrain, joignant par le plus court chemin le sommet du Mont Mubati à celui du Mont Bubunugu ; une droite jusqu'au sommet du

loopende langsheen de bebouwde gronden van den Mushira — dien zij buiten het Park laat — tot aan het pad Mushari-Kivu-meer ;

Het pad Mushari-Kivu-meer zuidwaarts tot aan den weg Nyakabanda (Kibati)-Rushayo-Sake ;

De noordelijke rand van dezen laatsten weg tot aan den westelijken rand van de lavamassa van den vulkaan Nahimbi (uitbarsting van 1904) ;

De westelijke rand dezer lava-massa tot aan het Kivu-meer ;

De noordelijke boord van het Kivumeer oostwaarts tot aan den Oostelijken rand der lavamassa van den vulkaan Rumoka (bij vergissing « Kateruzi » genaamd) — uitbarsting van 1912 ;

De oostelijke rand dezer lava-massa tot aan het punt het dichtst nabij den Butshibuheuvel ;

Eene rechte lijn tot aan den top van dezen heuvel ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn, welke, langs den kortst mogelijken weg, gaat van den voet der oostelijke hellingen van de Kashaka-Nyabihele- en Kakunduheuvelen, tot aan den voet der zuidelijke helling van den vulkaan Rushayo, waarlangs zij, oostwaarts en noordwaarts omloopt, en over den voet der helling trekt, derwijze dat de bebouwde gronden uit het dorp Rushayo buiten het Park blijven, en den weg Nyakabanda (Kibati)-Rushayo-Sake, ten Westen en in de nabijheid der etappenhalte, bereikt ;

Vanaf dit punt, eene rechte lijn tot aan den top van den Mubati-berg ;

Eene op het terrein af te bakenen lijn welke, langs den kortst mogelijken weg, den top van den Mubati-berg met dezen van den Bubunugu-berg verbindt ; eene

Mont Bitunguru ; une droite jusqu'au sommet de la colline Kanyambuzi ; une droite jusqu au sommet du Mont Kavumu ;

Le parallèle du sommet du Mont Kavumu jusqu'à la route pour automobiles Ngoma-Rutshuru ;

Le bord occidental de cette route jusqu'au sentier Rugari-Mushari ;

De plus, l'île Tshegera sera dans son entièreté, comprise dans le Parc National Albert ;

Par contre, les terres habitées et cultivées du village de Nzuru seront exclues du Parc ; à cet effet, la limite actuelle de ces terres sera abornée définitivement.

ANNEXE IV.

Secteur septentrional.

ENONCÉ DES LIMITES.

De l'embouchure de la rivière Ishasha vers l'Ouest, le parallèle de cette embouchure jusqu'à son intersection avec une ligne courant parallèlement et à 5 kilomètres du bord du Lac Edouard ;

Cette ligne, parallèle et à 5 kilomètres des bords du Lac, jusqu'à la latitude de l'embouchure de la rivière Talya (Sud) ;

Le parallèle de l'embouchure de la Talya (Sud) jusqu'à la rive du Lac Edouard, puis cette rive, vers le Sud, jusqu'à l'embouchure de la rivière Lula ;

Le parallèle de cette embouchure jusqu'à la crête jalonnée dans l'escarpement, par les monts Kabinya, Isoborwa et Mvumbya ;

rechte lijn tot aan den top van den Bitunguruberg ; eene rechte lijn tot aan den top van den Kanyambuziheuvel ; eene rechte lijn tot aan den top van den Kavumu-berg ;

De met den top van den Kavumu-berg evenwijdige lijn tot aan de autobaan Ngoma-Rutshuru ;

De westelijke rand dezer baan tot aan het pas Rugari-Mushari ;

Het eiland Tshegera zal, daarenboven, in zijne algeheelheid, in het Nationaal Park Albert begrepen zijn ;

De bewoonde en behouwde gronden van het dorp Nzuru zullen, daarentegen, uit het Park gesloten worden ; te dien einde, zal de huidige grens dezer gronden voor goed afgebakend worden.

BIJLAGE IV.

Noordelijke sector.

OPGAVE DER GRENZEN.

Vanaf de monding der Ishasha-rivier, westwaarts, de met deze monding evenwijdige lijn tot aan haar kruispunt met eene lijne welke evenwijdig en op 5 kilometer van den boord van het Edward-meer loopt ;

Deze lijn, evenwijdig en op 5 kilometer van de boorden van het meer, tot aan de geographische breedte der monding van de rivier Talya (Zuid) ;

De met de monding der Talya (Zuid) evenwijdige lijn tot aan den boord van het Edward-meer, vervolgens deze boord zuidwaarts tot aan de monding der Lula-rivier ;

De met deze monding evenwijdige lijn tot aan den kam die door de Kabinya-, Isoborwa- en Mvumbya-bergen, op de steile helling afgebakend zijn ;

La crête mentionnée ci-dessus, jusqu'au sommet du Mont Mvumbya ;

Une droite joignant le sommet du Mont Mvumbya au sommet du Mont Ndobo, jusqu à son intersection avec la rive nord de la rivière Lula ;

La rive nord de la rivière Lula, jusqu'au sentier allant de Kanyazi (gîte d'étape dénommé « Siku-moya ») à Katsibwe (Kaniki) ;

Ce sentier, en laissant en dehors du Parc les terres du village de Kaniki, jusqu'au gîte d'étape de la Lula, dit gîte de Kaniki ;

Le bord Est du chemin allant, vers le Sud, au gîte d'étape de Mushambira, jusqu'au ravin du torrent Muwe (en laissant en dehors du Parc les terres du village Tshambi) ;

Le bord Nord du ravin Muwe, vers l'aval, jusqu'au ravin Muhaka ;

Le thalweg du ravin Muhaka, vers l'amont, jusqu'au chemin Luofu-Kabasha-Rutshuru ;

Le bord Nord de ce chemin, vers le Sud-Est, jusqu'à l'ancien gîte de la Rwindi (Ruindi) ;

Le parallèle de cet ancien gîte, vers l'Est, jusqu'à son intersection avec la rive orientale de la rivière Rutshuru ;

La rive orientale de la rivière Rutshuru, vers l'aval, jusqu'au parallèle de l'extrémité Nord du village Kalimbo (village situé sur le chemin Rutshuru-Kabare) ;

Ce parallèle jusqu'à Kalimbo, le village Kalimbo restant en dehors du Parc ;

De hierboven vermelde kam, tot aan den top van den Mvumbya-berg ;

Een rechte lijn welke den top van den Mvumbya-berg met den top van den Ndobo-berg verbindt, tot aan haar kruispunt met den noordelijken oever der Lula-rivier ;

De noordelijke oever der Lula-rivier, tot aan het pad dat van Kanyazi (etappenhalte genaamd « Siku-moya »), tot Katsibwe (Kaniki) gaat ;

Dit pad, de gronden uit het dorp Kaniki buiten het Park latende, tot aan de etappenhalte der Lula, gezegd halte van Kaniki ;

De oostelijke rand van den weg welke, zuidwaarts, tot aan de etappenhalte van Mushambira gaat tot aan de bergkloof van den stortvloed Muwe (de gronden uit het dorp Tshambi buiten het Park latende) ;

De noordelijke rand van de Muwe-bergkloof, stroomafwaarts, tot aan de Muhakabergkloof ;

De thalweg der Muhakabergkloof, stroomopwaarts, tot aan den weg Luefu-Kabasha-Rutshuru ;

De noordelijke rand van dezen weg, Zuid-oostwaarts, tot aan de vroegere halte der Rwindi (Ruindi) ;

De met deze vroegere halte evenwijdige lijn, oostwaarts, tot aan haar kruispunt met den oostenlijken oever der Rutshuru-rivier ;

De oostelijke oever der Rutshuru-rivier, stroomafwaarts, tot aan de met het noordelijke uiteinde van het dorp Kalimbo (dorp gelegen op den weg Rutshuru-Kabare) evenwijdige lijn ;

Deze evenwijdige lijn tot Kalimbo, het dorp Kalimbo buiten het Park blijvend ;

Le sentier partant de Kalimbo vers l'Est, passant par l'emplacement de l'ancien village Kihimbi et par le marais Nyamihembe, jusqu'au point le plus rapproché de la rivière Kasozo ; une droite de ce point jusqu'à la rivière Kasozo ;

Le thalweg de la rivière Kasozo jusqu'à la rivière Ishasha ;

Le thalweg de la rivière Ishasha, frontière orientale de la colonie, jusqu'à son embouchure.

ANNEXE V.

Limites des territoires-annexes servant de protection aux secteurs du Parc National Albert.

A. Territoire-annexe de Kamande.

(Dans le territoire de Lubero, District du Kibali-Ituri).

Au nord, la rivière Talya (Sud), depuis son embouchure jusqu'à la première crête montagneuse de l'escarpement ;

A l'ouest, cette crête, vers le sud, jusqu'à la limite du secteur septentrional du Parc National Albert ;

Au sud, la limite de ce secteur, jusqu'au Lac Edouard ;

A l'est, la rive du Lac Edouard jusqu'à l'embouchure de la Talya (Sud).

B. Territoire-annexe du Bwito.

(Dans le territoire de la Rutshuru, District du Kivu).

Au nord, la limite du secteur septentrional du Parc, depuis la rivière Rutshuru jusqu'au point où la première chaîne montagneuse de l'escarpement est coupée par la rivière Lula ;

A l'ouest, cette chaîne montagneuse,

Het pad dat uit Kalimbo oostwaarts uitgaat, over de ligging van het vroeger dorp Kihimbi en over het Nyamihembemoeras trekt, tot aan het punt het dichtst nabij de Kasozo-rivier ; eene rechte lijn vanaf dit punt tot aan de Kasozo-rivier ;

De thalweg der Kasozo-rivier tot aan de Ishasha-rivier ;

De thalweg der Ishasha-rivier, oostelijke grens der Kolonie, tot aan hare monding.

BIJLAGE V.

Grenzen der bijhoorige grondgebieden welke tot bescherming voor de sectors van het Nationaal Park Albert dienen.

A. — Bijhoorig grondgebied *Kamande*.

(In het Lubero-gewest, Kibali-Ituri-district).

Ten Noorden : de rivier Talya (Zuid) vanaf hare monding tot aan den eersten bergkam der steile helling ;

Ten Westen : deze kam, zuidwaarts, tot aan de grens van den noordelijken sector van het Nationaal Park Albert ;

Ten Zuiden : de grens van dezen sector, tot aan het Edward-meer ;

Ten Oosten : de oever van het Edward-meer tot aan de monding der Talya (Zuid).

B. — Bijhoorig grondgebied *Bwito*.

(In het Rutshuru-gewest, Kivu-district).

Ten Noorden : de grens van den noordelijken sector van het Park, vanaf de Rutshuru-rivier tot aan het punt waar de eerste bergketen der steile helling, door de Lula-rivier doorsneden wordt ;

Ten Westen : deze bergketen, zuid-

vers le sud, jusqu'au point situé à 2 kilomètres au sud du point où elle est franchie par le chemin Rutshuru-Luofu (près de Kabasha) ;

Au sud, par une ligne, à aborner sur le terrain, tracée parallèlement et à deux kilomètres au sud de ce dernier chemin, jusqu'à l'intersection de cette ligne avec la crête de partage Rutshuru-Rwindi ; cette crête de partage, jalonnée par les Monts Kasali, jusqu'au parallèle passant par le pont jeté sur la rivière Rutshuru, près du village Kigoto ; ce parallèle jusqu'à son intersection avec la rive orientale de la rivière Rutshuru ;

A l'est, la rive orientale de la Rutshuru jusqu'à la limite du secteur septentrional du Parc.

C. Territoire-annexe du Binza.

(Dans le territoire de la Rutshuru, district du Kivu).

Au nord, la limite du secteur septentrional du Parc, depuis le confluent des rivières Ishasha et Kasozo, jusqu'à la rivière Rutshuru ;

A l'ouest et au sud, la rivière Rutshuru vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la rivière Kwenda ; la Kwenda jusqu'au chemin Rutshuru-Kabare ; ce chemin, jusqu'à la rivière Ewi ; l'Ewi, vers l'amont, jusqu'à son confluent avec la Bahafi (Wahafi) ; la Bahafi vers l'amont, jusqu'au massif du Mont Ndeko, sur la frontière orientale de la Colonie ;

A l'est, la frontière orientale de la Colonie, jusqu'au confluent des rivières Ishasha et Kasozo.

waarts, tot aan het punt gelegen op 2 kilometer zuidwaarts van het punt waar zij door den weg Rutshuru-Luofu (nabij Kabasha), doorsneden wordt ;

Ten Zuiden : door eene op het terrein af te bakenen lijn, getrokken evenwijdig en op 2 kilometer zuidwaarts van dezen laatsten weg, tot aan het kruispunt dezer lijn met de waterscheidingslijn Rutshuru-Rwindi ; deze, door de Kasalibergen, afgebakende waterscheidingslijn tot aan de evenwijdige lijn welke de brug die over de Rutshuru-rivier, nabij het dorp Kigoto, geworpen werd, voorbijtrekt, deze evenwijdige lijn tot aan haar kruispunt met den oostelijken oever der Rutshuru-rivier ;

Ten Oosten : de oostelijke oever der Rutshuru tot aan de grens van den noordelijken sector van dit Park.

C. — Bijhoorig grondgebied *Binza*.

(In het Rutshuru-gewest, Kivu-district).

Ten Noorden : de grens van den noordelijken sector van het Park, vanaf de samenvloeiing der Ishasha- en Kasozo rivieren, tot aan de Rutshuri-rivier ;

Ten Westen: de Rutshuru-rivier, stroomopwaarts, tot aan hare toevloeiing met de Kwenda-rivier ; de Kwenda tot aan het Zuiden van den weg Rutshuru-Kabare ; deze weg tot aan de Ewi-rivier ; de Ewi stroomopwaarts, tot aan hare samenvloeiing met de Bahafi (Wahafi) ; de Bahafi, stroomopwaarts, tot aan de Ndeko-bergmassa, op de oostelijke grens der Kolonie ;

Ten Oosten : de oostelijke grens der Kolonie, tot aan de samenvloeiing der Ishasha- en Kasozo-rivieren.

D. Territoire-annexe du Kibumba.

(Dans le territoire de la Rutshuru, district du Kivu).

Au nord, le ravin Mugari vers l'aval, depuis le point où il sort du secteur central du Parc, jusqu'au point le plus proche de la route pour automobiles Rutshuru-Ngoma ; une droite jusqu'au bord occidental de cette route (limite du secteur occidental du Parc) ;

A l'ouest, la limite orientale du secteur occidental du Parc, puis sa limite sud jusqu'au gîte d'étape du Rushayo ;

Au sud, le chemin Nyakabanda (Kibati)-Rushayo-Sake, depuis le gîte d'étape du Rushayo jusqu'au gîte d'étape de Nyakabanda (généralement dénommé gîte de Kibati), une ligne brisée partant de ce gîte et reliant, par le plus court chemin, les sommets des collines Kikombe, Bukanda, Mukondo, Tshabugato (Tshabwato) et se prolongeant dans la direction du sommet de la colline Muti (Ruanda), jusqu'à la frontière Ruanda-Kivu ;

A l'est, la frontière Ruanda-Kivu jusqu'à la borne XXI (Kabuhanga) ; la limite occidentale du secteur central du Parc jusqu'au ravin Mugari.

E. Territoire-annexe du Rwereri.

(Dans le territoire de Kisenyi, Ruanda).

Au nord-ouest, la frontière Ruanda-Kivu, depuis la borne XXI (Kabuhanga) jusqu'à son intersection avec la droite joignant les sommets de la colline Tshabugato (Tshabwato) et de la colline Muti ;

Au sud-ouest, cette droite, depuis la dite intersection jusqu'au sommet de la colline Muti ; une ligne brisée rejoignant par le plus court chemin, les sommets des

D. — Bijhoorig grondgebied *Kibumba*.

(In het Rutshuru-gewest, Kivu-district).

Ten Noorden : de Mugari-bergkloof, stroomafwaarts, van af het punt waar zij uit den middensector van het Park komt, tot aan het punt het dichtst nabij de autobaan Rutshuru-Ngoma ; eene rechte lijn tot aan den westelijken rand dezer baan (grens van den westelijken sector van het Park) ;

Ten Westen : de oostelijke grens van den westelijken sector van het Park, vervolgens hare zuidelijke grens tot aan de etappenhalte van Rushayo ;

Ten Zuiden : de weg Nyakabanda (Kibati)- Rushayo-Sake, vanaf de etappenhalte van Rushayo tot aan de etappenhalte van Nyakabanda (algemeen genaamd : halte van Kibati) ; eene gebroken lijn welke van deze halte uitgaat en, langs den kortsten weg de toppen der Kibombe-, Bukanda-, Mukondo-, Tshabugato (Tshabwato)-heuvelen verbindende, zich voortzet in de richting van den top van den Muti (Ruanda)- heuvel, tot aan de grens Ruanda-Kivu ;

Ten Oosten : de grens Ruanda-Kivu tot aan grenssteen XXI (Kabuhanga) ; de westelijke grens van den middensector van het Park tot aan de Mugari-bergkloof.

E. — Bijhoorig grondgebied *Rwereri*.

(In het Kisenyi-gewest, Ruanda).

Ten Noord-Westen : de grens Ruanda-Kivu, vanaf grenssteen XXI (Kabuhanga) tot aan haar kruispunt met de rechte lijn welke de toppen van den Tsabugato (Tshabwato)-heuvel en van den Muti-heuvel verbindt ;

Ten Zuid-Westen : deze rechte lijn, vanaf gezegd kruispunt tot aan den top van den Muti-heuvel ; eene gebroken

collines Muti, Muhanda, Kirerama et Rushashu ; le parallèle de la colline Rushashu jusqu'au bord N. O. du chemin Kisenyi-Ruhengeri.

Au sud-est, le bord de ce chemin, jusqu'au point où il rejoint près du Mont Ndabagwe (Rubare), le sentier venant du Lac Ngando ;

Au nord-est, la limite du secteur central du Parc National Albert.

F. Territoire-annexe du Rwankeri-Mulera-Bugamba.

(Dans le territoire du Mulera (Ruhengeri), Ruanda).

Au nord-ouest et au nord, la limite des secteurs central et oriental du Parc National, puis la frontière Uganda-Ruanda, jusqu'à son intersection avec le sentier allant du Bugamba au Bufumbiro, et passant près du gîte d'étape de Nyagasozi ;

A l'est, ce sentier vers le sud, puis le sentier allant du Bugamba à la Mission de Rwaza, jusqu'au point où ce dernier sentier traverse la rivière Bukunda ;

Au sud, cette rivière jusqu'à sa source ; une droite joignant cette source au sommet du Mont Rubange ; une droite jusqu'au poste de Ruhengeri ; le chemin Ruhengeri-Kisenyi jusqu'à la limite du secteur central du Parc National.

G. Territoire-annexe du Bwisha-Djomba.

(Dans le territoire de la Rutshuru, district du Kivu).

Au nord, le sentier allant du Bufumbiro

lijn welke, langs den kortsten weg, de toppen der Muti-, Muhanda-, Kirerama- en Rushashu-heuvelen verbindt ; de met den Rushashu-heuvel evenwijdige lijn tot aan den rand N.-O. van den weg Kisenyi-Ruhengeri.

Ten Zuid-Oosten : de rand van dezen weg tot aan het punt waar hij, nabij den Ndabagwe (Rubare), het pad vervoegt, dat uit het Ngando-meer komt ;

Ten Noorden-Oost : de grens van den midden-sector van het Nationaal Park Albert.

F. — Bijhoorig grondgebied Rwakeri-Mulera-Bugamba.

(In het Mulera-gewest (Ruhengeri), Ruanda.

Ten Noord-Westen en ten Noorden : de grens der midden- en oostelijke sectors van het Nationaal Park, vervolgens de grens Uganda-Ruanda tot aan haar kruispunt met het pas dat van Bugamba naar Bufumbiro gaat en nabij de etappenhalte van Nyagasozi loopt.

Ten Oosten : dit pad zuidwaarts, vervolgens het pad dat van Bugamba naar de Zending van Rwaza gaat, tot aan het punt waar dit laatste pad de Bukanda-rivier doortrekt ;

Ten Zuiden : deze rivier tot aan hare bron ; eene rechte lijn welke deze bron met den top van den Rubange-berg verbindt ; eene rechte lijn tot aan den post van Ruhengeri ; de weg Ruhengeri-Kisenyi tot aan de grens van den midden-sector van het Nationaal Park.

G. — Bijhoorig grondgebied Bwisha-Djomba.

(In het Rutshuru-gewest, Kivu-district.)

Ten Noorden ; het pad dat van Bufum-

à la chapelle-école de Bunagana, en passant au pied du versant sud du Mont Katwe (sommet sud du massif du Munagana), depuis la frontière Uganda-Congo jusqu'à la chapelle-école de Bunagana ; le sentier allant de cette chapelle-école au Bweza, et passant au pied du versant septentrional du plateau du Rugobwe et du Mont Runyoni, jusqu'au gîte d'étape du Bweza dit « gîte de Gasiza » ; près du Mont Mbuzi ; le chemin allant de ce gîte d'étape à la chapelle-école de l'Inkokwe ; le sentier allant de la chapelle-école de l'Inkokwe (Kisigari) vers la chefferie du Rugari et rejoignant, près de la colline Kara (sous-chefferie Boshwenda) le chemin des caravanes Rutshuru-Ngoma ;

A l'ouest, le chemin des caravanes Rutshuru-Ngoma jusqu'au point où il traverse le ravin Kabuga, un peu au nord de la Mission de Tongres-Sainte-Marie (Rugari) ; le ravin Kabuga vers l'amont jusqu'au point où il franchit la limite du secteur central du Parc National, près des Monts Kugo et Mukondo ;

Au sud, la limite septentrionale du secteur central du Parc jusqu'à la frontière Uganda-Congo ;

A l'est, la frontière Uganda-Congo, jusqu'à son intersection avec le sentier Bufumbiro-Bunagana cité plus haut.

De plus, sera rattachée à ce territoire-annexe, une petite enclave dite *Enclave de Kikeri*, qui sera soumise au même régime et qui sera délimitée comme suit :

Au nord, une droite joignant les sommets de la colline Kikeri et du mont Kugo, une droite du sommet du Kugo au

biro tot de kapelschool van Bunagana gaat, en over den voet der zuidelijke helling van den Katwe-berg (zuidelijke top van de Munagana-bergmassa) loopt, vanaf de grens Uganda-Congo tot aan de kappel-school van Bunagana ; het pad dat van deze kapelschool naar de Bweza gaat en over den voet der noordelijke helling der hoogvlakte van Rugobwe en van den Runyoniberg, loopt tot aan de etappenhalte der Bweza, gezegd halte van Gasiza, nabij de Mbuzi-berg ; de weg welke van deze etappen-halte naar de kapel-school van de Inkokwe gaat ; het pad dat van de kapel-school van Inkokwe (Kisigari) naar de hoofdij Rugari loopt en, nabij den Kara-heuvel (onderhoofdij Boshwenda), den karavanen-weg Rutshuru-Ngoma vervoegt ;

Ten Westen : de karavanenweg Rutshuru-Ngoma tot aan het punt waar hij de Kabuga-bergkloof, een weinig noordwaarts de Zending van Sinte-Maria-Tongeren, doortrekt ; de Kabuga-bergkloof stroomopwaarts tot aan het punt waar zij de grens van den middensector van het Nationaal Park, nabij de Kugo- en Mukondo-bergen, oversteekt ;

Ten Zuiden : de noordelijke grens van den Midden-sector van het Park tot aan de grens Uganda-Congo ;

Ten Oosten : de grens Uganda-Congo, tot aan haar kruispunt met het hierboven vermeld pad Bufumbiro-Bunagana.

Zal, daarenboven, bij dit aanhoorig grondgebied worden gevoegd : eene kleine Enclave, gezegd *Enclave van Kikeri*, welke aan hetzelfde stelsel onderworpen en volgenderwijze zal afgebakend worden.

Ten Noorden : eene rechte lijn welke de toppen van den Kikeri-heuvel en van den Kugo-berg verbindt ; eene rechte lijn

point où le ravin Kabuga franchit la limite du secteur central du Parc ;

A l'est, la limite de ce secteur, jusqu'au ravin Kifurura ;

Au sud, le ravin Kifurura ;

A l'ouest, le chemin des caravanes Ngoma-Rutshuru, vers le nord, jusqu'à sa jonction avec la drève d'Eucalyptus dite drève de Kikeri ; la drève d'Eucalyptus conduisant à l'ancien emplacement de la Mission de Tongres-Sainte-Marie, jusqu'au sommet de la colline Kikeri.

vanaf den top van den Kugo-berg tot aan het punt waar de Kabuga-bergkloof de grens van den midden-sector van het Park oversteekt ;

Ten Oosten : de grens van dezen sector tot aan de Kifurura-bergkloof ;

Ten Zuiden : de Kifurura-bergkloof ;

Ten Westen : de karavanenweg Ngoma-Rutshuru, noordwaarts, tot aan zijne verbinding met de Eucalyptus-dreef, gezegd Kigeri-dreef ; de Eucalyptus-dreef welke leidt naar de plaats waar vroeger de Zending van Sinte-Maria-Tongeren stond, tot aan den top van den Kikeri-heuvel.

Rectifications.

—

B. O. 1929, N° 7, 1re partie, du 15 juillet 1929, page 729, 1re colonne, 1re ligne, lire : Arrêté royal du 2 juillet 1929 au lieu de arrêté royal du 2 juillet 1129.

B. O. 1929 — 1re partie, pages 203 et suivantes, changer la numérotation des articles qui devient articles 23 à 32 au lieu de articles 24 à 33.

Terechtwijzingen.

—

Ambtelijk Blad, Nr 7, 1e deel, van 15 Juli 1929, blz. 729, 1e kolom, 1e lijn, leze men : Koninklijk Besluit van 2 Juli 1929 in plaats van Koninklijk Besluit van 2 Juli 1129.

A. B. 1929 — 1e deel, bladz. 203 en volgende verandere, men de nummering der artikelen zoo dat men leze artikelen 23 tot 32 in plaats van artikelen 24 tot 33.

22e ANNÉE, No 10
15 Octobre. 1929

22e JAARGANG, Nr 10
15 October.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
Ministère des Affaires Etrangères. — Convention sanitaire internationale signée à Paris le 21 juin 1926	876
10 juillet 1929. — D. — Modification à l'article 4 du Code pénal Livre II . . .	1025
19 juillet 1929. — Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant l'article 4 du livre II du Code pénal	1024
28 septembre 1929. — A. M. — Extension du régime des licences aux marchandises à destination de Matadi-local	1026
30 septembre 1929. — A. M. — Postes. — Lettres et boîtes avec valeur déclarée	1026
7 octobre 1929. — A. M. — Bulletin Officiel.	1027

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
Ministerie van Buitenlandsche Zaken. — Internationale gezondheidsovereenkomst geteekend te Parijs den 21n Juni 1926.	876
10 Juli 1929. — D. — Wijziging aan artikel 4 van het Strafwetboek Boek II. . .	1025
19 Juli 1929. — Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet tot wijziging van artikel 4 van Boek II van het strafwetboek	1024
28 september 1929. — M. B. — Uitbreiding van het stelsel der vergunningen tot de goederen ter bestemming van Matadi (lokaal)	1026
30 september 1929. — M. B. — Posterijen. — Brieven en bussen met verklaarde waarde	1026
7 October 1929. — M. B. — Ambtelijk Blad.	1027

11.11.29.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Convention sanitaire internationale signée à Paris, le 21 juin 1926.

Sa Majesté le Roi d'Afghanistan, le Président de la République d'Albanie, le Président de l'Empire Allemand, le Président de la Nation Argentine, le Président fédéral de la République d'Autriche, Sa Majesté le Roi des Belges, le Président de la République des Etats-Unis du Brésil, Sa Majesté le Roi des Bulgares, le Président de la République du Chili, le Président de la République de Chine, le Président de la République de Colombie, le Président de la République de Cuba, Sa Majesté le Roi de Danemark, le Président de la République Dominicaine, Sa Majesté le Roi d'Egypte, le Président de la République de l'Equateur, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président des Etats-Unis d'Amérique, Sa Majeseé la Reine des Rois d'Ethiopie et Son Altesse Impériale et Royale le Prince Héritier et Régent de l'Empire, le Président de la République Finlandaise, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, le Président de la République de Grèce, le Président de la République de Guatémala, le Président de la République d'Haïti, Sa Majesté le Roi du Hedjaz, le Président de la République de Honduras, Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie, Sa Majesté le Roi d'Italie, Sa Majesté

MINISTERIE VAN BUITENLANDSCHE ZAKEN.

Internationale Gezondheidsovereenkomst geteekend te Parijs, den 21ⁿ Juni 1926.

Zijne Majesteit de Koning van Afghanistan, de President der Albaneesche Republiek, de President van het Duitsche Rijk, de President der Argentijnsche Natie, de Bondspresident der Oostenrijksche Republiek, Zijne Majesteit de Koning der Belgen, de President van de Republiek der Vereenigde Staten van Brazilië, Zijne Majesteit de Koning der Bulgaren, de President der Chileensche Republiek, de President der Chineesche Republiek, de President der Columbische Republiek, de President der Cubaansche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van Denemarken, de President der Republiek Domingo, Zijne Majesteit de Koning van Egypte, de President der Republiek Ecuador, Zijne Majesteit de Koning van Spanje, de President der Vereenigde Staten van Amerika, Hare Majesteit de Koningin der Koningen van Ethiopie en Zijne Keizerlijke en Koninklijke Hoogheid de Kroonprins en Regent van het Rijk, de President der Finlandsche Republiek, de President der Fransche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Ierland en van de Overzeesche Britsche Gebieden, Keizer van Indië, de President der Grieksche Republiek, de President der Republiek Guatemala, de President der Republiek Haïti, Zijne Majesteit de Koning van Hedjaz, de President der Republiek Honduras, Zijne Doorluchtige

l'Empereur du Japon, le Président de la République de Libéria, le Président de la République de Lithuanie, Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté le Sultan du Maroc, le Président de la République du Mexique, Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco, Sa Majesté le Roi de Norvège, le Président de la République du Paraguay, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Président de la République du Pérou, Sa Majesté le Chah de Perse, le Président de la République de Pologne, le Président de la République Portugaise, Sa Majesté le Roi de Roumanie, les Capitaines-Régents de Saint-Marin, Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes, le Président de la République de El Salvador, le Gouverneur général représentant l'Autorité Souveraine du Soudan, le Conseil fédéral Suisse, le Président de la République Tchéco-Slovaque, Son Altesse le Bey de Tunisie, le Président de la République Turque, le Comité central exécutif de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, le Président de la République de l'Uruguay et le Président de la République de Vénézuela.

Ayant décidé d'apporter dans les dispositions de la Convention sanitaire, signée à Paris le 17 janvier 1912, les modifications que comportent les données nouvelles de la science et de l'expérience prophylactiques, d'établir une réglementation internationale relative au typhus exanthématique et à la variole et d'étendre, autant qu'il est possible, le champ

Hoogheid de Regent van het Koninkrijk Hongarijë, Zijne Majesteit de Koning van Italië, Zijne Majesteit de Keizer van Japan, de President der Republiek Liberia, de President der Litausche Republiek, Hare Koninklijke Hoogheid Mevrouw de Groothertogin van Luxemburg, Zijne Majesteit de Sultan van Marokko, de President der Mexikaansche Republiek, Zijne Doorluchtige Hoogheid de Prins van Monaco, Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen, de President der Republiek Paraguay, Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden, de President der Peruaansche Republiek, Zijne Majesteit de Sjach van Perzië, de President der Poolsche Republiek, de President der Portugeesche Republiek, Zijne Majesteit de Koning van Roemenië, de Kapiteins-Regenten van San-Marino, Zijne Majesteit de Koning der Serviërs, Croaten en Slovenen, de President der Republiek Salvador, de Gouverneur-Generaal vertegenwoordigende het Souverein Gezag van Soedan, de Zwitsersche Bondsraad, de President der Tsjecho-Slowaksche Republiek, Zijne Hoogheid de Bey van Tunis, de President der Turksche Republiek, het Uitvoerend Centraal Komiteit van de Unie der Socialistische Soviet-Republieken, de President der Republiek Uruguay, en de President der Republiek Venezuela.

Besloten hebbende aan de beschikkingen der Gezondheidsovereenkomst, geteekend te Parijs, den 17n Januari 1912, de wijzigingen toe te brengen die gewettigd zijn door de nieuwe gegevens der prophylactische wetenschap en ondervinding, eene internationale regeling betreffende den vlektyphus en de pokken in te stellen en zooveel mogelijk het toepassingsgebied

d'application des principes qui ont inspiré la réglementation sanitaire internationale, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Afghanistan :

M. Islambek Khoudoiar Khan, Secrétaire de la Légation d'Afghanistan à Paris.

Le Président de la République d'Albanie :

M. le Dr Osman, Directeur de l'Hôpital de Tirana.

Le Président de l'Empire Allemand :

M. Franoux, Conseiller intime de Légation à l'Ambassade d'Allemagne à Paris ;

M. le Dr Hamel, Conseiller au Ministère de l'Intérieur de l'Empire.

Le Président de la Nation Argentine :

M. Fréderico Alvarez de Toledo, Ministre d'Argentine à Paris ;

M. le Dr Araoz Alfaro, Président du Département de l'Hygiène ;

M. Manuel Carbonnel, Professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine de Buenos-Ayres.

Le Président fédéral de la République d'Autriche :

M. Alfred Grünberger, Ministre d'Autriche à Paris.

Sa Majesté le Roi des Belges :

M. Velghe, Secrétaire général du Ministère de l'Intérieur et de l'Hygiène.

uit te breiden der beginselen waardoor de internationale gezondheidsregeling ingegeven werd, hebben besloten te dien einde eene overeenkomst te sluiten en hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd, te weten :

Zijne Majesteit de Koning van Afghanistan :

Den heer Islambek Khoudoiar Khan, Secretaris van het Gezantschap van Afghanistan te Parijs.

De President der Albaneesche Republiek :

Den heer Dr Osman, Bestuurder van het hospitaal te Tirana.

De President van het Duitsche Rijk :

Den heer Franoux, Gezantschapsgeheimraad bij de Ambassade van Duitschland te Parijs ;

Den heer Dr Hamel, Raad aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken van het Rijk.

De President der Argentijnsche Natie :

Den heer Frederico Alvarez de Toledo, Minister van Argentina te Parijs ;

Den heer Dr Araoz Alfaro, Voorzitter van het Departement van Volksgezondheid ;

Den heer Manuel Carbonnel, Leeraar in Gezondheidsleer aan de Faculteit van Geneeskunde te Buenos-Aires.

De Bondspresident der Oostenrijksche Republiek :

Den heer Alfred Grünberger, Minister van Oostenrijk te Parijs.

Zijne Majesteit de Koning der Belgen :

Den heer Velghe, Algemeen Secretaris van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

Le Président de la République des Etats-Unis du Brésil :

M. le Professeur Dr Carlos Chagas, Directeur général du Département National de la Santé publique, Directeur de l'Institut Oswaldo Cruz ;

M. le Dr Gilberto Moura Costa.

Sa Majesté le Roi des Bulgares :

M. Morfoff, Ministre de Bulgarie à Paris;

M. le Dr. Tochko Petroff, Professeur à la Faculté de Médecine de Sofia.

Le Président de la République du Chili :

M. Armando Quezada, Ministre du Chili à Paris ;

M. le Dr. Emilio Aldunate, Professeur à la Faculté de Médecine du Chili ;

M. le Dr. J. Rodriguez Barros, Professeur à la Faculté de Médecine du Chili.

Le Président de la République de Chine :

Le Général Yao Si-Kiou, Attaché militaire à Paris ;

M. le Dr. Scie Ton-Fa, Secrétaire spécial à la Légation de Chine à Paris.

Le Président de la République de Colombie :

M. le Dr. Miguel Jimenez Lopez, Professeur à la Faculté de Médecine de Bogota, Ministre Plénipotentiaire de Colombie à Berlin.

Le Président de la République de Cuba :

M. Ramiro Hernandez Portela, Conseil-

De President der Vereenigde Staten van Brazilië :

Den heer Professor Dr Carlos Chagas, Algemeen Bestuurder van het Nationaal Departement van Openbare Gezondheid, Bestuurder van het Institut Oswaldo Cruz ;

Den heer Dr Gilberto Moura Costa.

Zijne Majesteit de Koning der Bulgaren :

Den heer Morfoff, Minister van Bulgarijë te Parijs ;

Den heer Dr. Tochko Petroff, Leeraar aan de Faculteit van Geneeshunde te Sofia.

De President der Chileensche Republiek :

Den heer Armando Quezada, Minister van Chili te Parijs ;

Den heer Dr. Emilio Aldunate, Leeraar aan de Faculteit van Geneeskunde van Chili ;

Den heer Dr. J. Rodriguez Barros, Leeraar aan de Faculteit van Geneeskunde van Chili.

De President der Chineesche Republiek :

Den heer Yao Si Kiou, militair attaché te Parijs ;

Den heer Dr. Scie Ton-Fa, Bijzonder Secretaris van het Gezantschap van China te Parijs.

De President der Columbische Republiek :

Den heer Dr. Miguel Jimenez Lopez, leeraar aan de Faculteit van Geneeskunde te Bogota, Gevolmachtigd Minister van Columbia te Berlijn.

De President der Cubaansche Republiek :

Den heer Ramiro Hernandez Portela,

ler de la Légation de Cuba à Paris ;

M. le Dr. Mario Lebredo, Directeur de l'Hôpital « Las Animas ».

Sa Majesté le Roi de Danemark :

M. le Dr. Th. Madsen, Directeur de l'Institut des Sérums de l'État ;

M. I. A. Korbing, Directeur de la Société des Armateurs réunis.

Le Président de la République de Pologne, pour la Ville Libre de Dantzig :

M. le Dr. Witold Chodzko, ancien Ministre de la Santé ;

M. le Dr. Carl Stade, Conseiller d'État du Sénat de la Ville Libre de Dantzig.

Le Président de la République Dominicaine :

M. le Dr. Betances, Professeur à la Faculté de Médecine de Saint-Domingue.

Sa Majesté le Roi d'Égypte :

Fakhry Pacha, Ministre d'Egypte à Paris ;

M. le Major Charles P. Thomson, D. S. O., Président du Conseil Sanitaire Maritime et Quarantenaire d'Égypte ;

M. le Dr. Mohamed Abd El Salam El Guindy Bey, deuxième Secrétaire de la Légation d'Égypte à Bruxelles, Délégué du Gouvernement Egyptien au Comité de l'Office International d'Hygiène publique.

Le Président de la République de l'Équateur :

M. le Dr. J. Illingourth Ycaza.

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Raad van het Gezantschap van Cuba te Parijs ;

Den heer Dr. Mario Lebredo, Bestuurder van het Hospitaal « Las Animas ».

Zijne Majesteit de Koning van Denemarken :

Den heer Dr. Th. Madsen, Bestuurder van het Instituut der Serums van den Staat ;

Den heer I. A. Korbing, Bestuurder van de Maatschappij der Vereenigde Reeders.

De President der Poolsche Republiek, voor de Vrijstad Dantzig :

Den heer Dr. Witold Chodzko, gewezen Minister van Gezondheid ;

Den heer Dr. Carl Stade, Staatsraad van den Senaat der Vrijstad Dantzig.

De President der Republiek Domingo :

Den heer Dr. Betances, Leeraar aan de Faculteit van Geneeskunde te San Domingo.

Zijne Majesteit de Koning van Egypte :

Fakhry Pacha, Minister van Egypte te Parijs ;

Den heer Majoor Karel P. Thomson, D. S. O., Voorzitter van den Maritiemen en Quarantenairen Gezondheidsraad van Egypte ;

Den heer Dr. Mohamed Abd El Salam El Guibdy Bey, tweeden Secretaris van het Gezantschap van Egypte te Brussel, Afgevaardigde van de Egyptische Regeering bij het Komiteit van het Internationaal Bureel van Openbare Gezondheid.

De President der Republiek Ecuador:

Den heer Dr. J. Illingourth Y Caza.

Zijne Majesteit de Koning van Spanje:

M. le Marquis de Faura, Ministre, Conseiller de l'Ambassade d'Espagne à Paris ;

M. le Dr. Francisco Murillo y Palacios, Directeur général de la Santé d'Espagne.

Le Président des États-Unis d'Amérique :

M. le Dr. H. S. Cumming, Surgeon General, Public Health Service ;

M. le Dr. Taliaferro Clark, Senior Surgeon, Public Health Service ;

M. le Dr. W. W. King, Surgeon, Public Health Service.

Sa Majesté la Reine des Rois d'Éthiopie et Son Altesse Impériale et Royale le Prince Héritier et Régent de l'Empire :

M. le Comte Lagarde, Duc d'Entotto, Ministre Plénipotentiaire.

Le Président de la République Finlandaise :

M. Charles Enckell, Ministre de Finlande à Paris ;

M. le Dr. Oswald Streng, Professeur à l'Université d'Helsingfors.

Le Président de la République française :

Son Excellence M. Camille Barrère, Ambassadeur de France ;

M. Harismendy, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

M. de Navailles, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

M. le Dr. Calmette, Sous-Directeur de l'Institut Pasteur ;

M. le Dr. Léon Bernard, Professeur à la Faculté de Médecine de Paris.

Den heer Markies de Faura, Minister, Raad der Ambassade van Spanje te Parijs ;

Den heer Dr. Francisco Murillo y Palacios, Algemeen Bestuurder der Gezondheid van Spanje.

De President der Vereenigde Staten van Amerika :

Den heer Dr. H. S. Cumming, Surgeon General, Public Health Service ;

Den heer Dr. Taliaferro Clark, Senior Surgeon, Public Health Service ;

Den heer Dr. W. W. King, Surgeon, Public Health Service.

Hare Majesteit de Koningin der Koningen van Ethiopie en Zijne Keizerlijke en Koninklijke Hoogheid de Kroonprins en Regent van het Keizerrijk :

Den heer Graaf Lagarde, Hertog van Entotto, Gevolmachtigd Minister.

De President der Finlandsche Republiek :

Den heer Karel Enckell, Minister van Finland te Parijs ;

Den heer Dr. Oswald Streng, Leeraar aan de Hoogeschool te Helsingfors.

De President der Fransche Republiek

Zijne Excellentie den heer Camille Barrère, Ambassadeur van Frankrijk ;

Den heer Harismendy, Gevolmachtigd Minister, Onderbestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken ;

Den heer de Navailles, Onderbestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

Den heer Dr. Calmette, Onderbestuurder van het « Instituut Pasteur » ;

Den heer Dr. Léon Bernard, Leeraar aan de Faculteit van Geneeskunde te Parijs.

Pour l'Algérie :

M. le Dr. Lucien Raynaud, Inspecteur général des Services d'Hygiène d'Algérie.

Pour l'Afrique occidentale française :

M. le Dr. Paul Gouzien, Médecin-Inspecteur général des Troupes coloniales.

Pour l'Afrique orientale française :

M. le Dr. Thiroux, Médicin-Inspecteur des Troupes coloniales.

Pour l'Indochine française :

M. le Dr. L'Herminier, Délégué de l'Indochine au Comité consultatif du Bureau d'Orient de la Société des Nations;

M. le Dr. Noël Bernard, Directeur des Instituts Pasteur d'Indochine.

Pour les Etats de Syrie, du Grand-Liban, des Alaouïtes et du Djebel-Druse :

M. Harismendy, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

M. le Dr. Delmas.

Pour l'ensemble des autres Colonies, Protectorats, Possessions et Territoires sous mandat de la France :

M. le Dr. Audibert, Inspecteur général du Service de Santé au Ministère des Colonies.

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Sir George Seaton Buchanan, Kt., C. B., M. D., Médecin en chef au Ministère de l'Hygiène ;

M. John Murray, C. M. G., Conseiller au Foreign Office.

Voor Algerië :

Den heer Dr. Lucien Raynaud, Algemeen Opziener der Gezondheidsdiensten van Algerië.

Voor Fransch West-Afrika :

Den heer Dr. Paul Gouzien, Algemeen Geneesheer-Opziener der Koloniale Troepen.

Voor Fransch Oost-Afrika :

Den heer Dr. Thiroux, Geneesheer-Opziener der Koloniale Troepen.

Voor Fransch Indo-China :

Den heer Dr. L'Herminier, Afgevaardigde van Indo-China bij het Raadgevend Komiteit van het Bureel der Oosterlanden van den Volkenbond ;

Den heer Dr. Noël Bernard, Bestuurder der Pasteur-Instituten van Indo-China.

Voor de Staten van Syrië, den Grooten Libanon, de Alaouiten en den Djebel-Druse :

Den heer Harismendy, Gevolmachtigd Minister, Onderbestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken ;

den heer Dr. Delmas.

Voor het geheel der andere koloniën, protectoraten, bezittingen en grondgebieden onder Fransch mandaat :

Den heer Dr. Audibert, Algemeen Opziener van den Gezondheidsdienst aan het Ministerie van Koloniën.

Zijne Majesteit de Koning van het Vereenigd Koninkrijk Groot-Brittannië en Ierland en van de Overzeesche Britsche Grondgebieden, Keizer van Indië :

Sir George Seaton Buchanan, Kt., C. B., M. D., Hoofdgeneesheer aan het Ministerie van Volksgezondheid ;

Den heer John Murray, C. M. G., Raad bij het Foreign Office.

Pour le Dominion du Canada :

M. le Dr. John Andrew Amyot, C. M. G., M. B., Directeur général du Ministère d'Hygiène du Dominion du Canada.

Pour le Commonwealth d'Australie :

M. le Dr. William Campbell Sawers, D. S. O., M. B., Médecin au Ministère de l'Hygiène.

Pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande :

M. le Lieutenant-Colonel Sydney Price James, M. D.

Pour l'Inde :

M. David Thomas Chadwick, C. S. I., C. I. E., Secrétaire du Gouvernement de l'Inde au Ministère du Commerce.

Pour l'Union Sud-Africaine :

M. le Dr. Philip Stock, C. B., C. B. E., Délégué au Comité de l'Office International d'Hygiène publique.

Le Président de la République de Grèce :

M. Al. C. Carapanos, Ministre de Grèce à Paris ;

M. le Dr. Matarangas Gérassimos.

Le Président de la République de Guatemala :

M. le Dr. Francisco A. Figueroa, Chargé d'Affaires à Paris.

Le Président de la République d'Haïti :

M. le Dr. Georges Audain.

Sa Majesté le Roi du Hedjaz :

M. le Dr. Mahmoud Hamoudé, Directeur général de la Santé publique.

Le Président de la République de Honduras :

Voor het Dominion Canada :

Den heer Dr. John Andrew Amyot, C. M. G., M. B., Algemeen Bestuurder van het Ministerie van Volksgezondheid van het Dominion Canada.

Voor het Commonwealth of Australia :

Den heer Dr. William Campell Sawers, D. S. O., M. B., Geneesheer aan het Ministerie van Volksgezondheid.

Voor het Dominion Nieuw-Zeeland :

Den heer Luitenant-Kolonel Sydney Price James, M. D.

Voor Indië :

Den heer David Thomas Chadwick, C. S. I., C. I. E., Secretaris der Regeering van Indië aan het Ministerie van Handel.

Voor de Zuid-Afrikaansche Unie :

Den heer Dr. Philip Stock, C. B., C. B. E., Afgevaardigde bij het Komiteit van den Internationalen Dienst van Openbare Gerondheid.

De President der Grieksche Republiek :

Den heer Al. C. Carapanos, Minister van Griekenland te Parijs ;

Den heer Dr. Matarangas Gérassimos.

De President der Republiek Guatemala :

Den heer Dr. Francisco A. Figueroa, Zaakgelastigde te Parijs.

De President der Republiek Haïti :

Den heer Dr. Georg Audain.

Zijne Majesteit de Koning van Hedjaz :

Den heer Dr. Mahmoud Hamoudé, Algemeen Bestuurder van Openbare Gezondheid.

De President der Republiek Honduras :

M. le Dr. Ruben Audino-Aguilar, Chargé d'Affaires à Paris.

Son Altesse Sérénissime le Régent du Royaume de Hongrie :

M. le Dr. Charles Grosch, Conseiller au Ministère de la Prévoyance sociale.

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. le Dr. Albert Lutrario, Préfet de 1re classe ;

M. le Dr. Giovanni Vittorio Repetti, Général Médecin de la Marine royale italienne, Directeur sanitaire du Commissariat Général de l'Émigration ;

M. le Colonel de Port Odoardo Huetter, Commandant du Port de Venise ;

M. Guido Rocco, Premier Secrétaire de l'Ambassade d'Italie à Paris ;

M. le Dr. Cancelliere, Vice-Préfet de 1re classe ;

M. le Dr. Druetti, Délégué Sanitaire à l'étranger.

Sa Majesté l'Empereur du Japon :

M. Hajimé Matsushima, Conseiller d'Ambassade ;

M. le Dr. Mitsuzo Tsurumi, Délégué du Japon au Comité de l'Office International d'Hygiène publique.

Le Président de la République de Libéria :

M. le Baron R. A. L. Lehmann, Ministre de Libéria à Paris ;

M. N. Ooms, Premier Secrétaire de la Légation.

Le Président de la République de Lithuanie :

M. le Dr Pranas Vaiciuska, Lieutenant Général de Santé de réserve, Chargé de cours à l'Université de Kaunas, Médecin en chef de la ville de Kaunas.

Den heer Dr. Ruben Audino-Aguilar, Zaakgelastigde te Parijs.

Zijne Doorluchtige Hoogheid de Regent van het Koninkrijk Hongarijë :

Den heer Dr. Karel Grosch, Raad aan het Ministerie van Maatschappelijke Voorzorg.

Zijne Majesteit de Koning van Italië:

Den heer Dr. Albert Lutrario, Prefect 1e klasse ;

Den heer Dr. Giovanni Vittorio Repetti, Generaal Geneesheer der Koninklijke Italiaansche Marine, Sanitair Bestuurder van het Algemeen Commissariaat der Landverhuizing ;

Den heer Havenkolonel Odoardo Huetter, Comandant der Haven van Venetië ;

Den heer Guido Rocco, Eersten Secretaris der Ambassade van Italië te Parijs ;

Den heer Dr. Cancelliere, Vice-Prefect der 1e klasse ;

Den heer Dr. Druetti, Sanitair-Afgevaardigde in het buitenland.

Zijne Majesteit de Keizer van Japan :

Den heer Hajimé Matsushima, Ambassaderaad ;

Den heer Dr. Mitsuzo Tsurumi, afgevaardigde van Japan bij het Komiteit van den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid.

De President der Republiek Liberia :

Den heer baron R. A. L. Lehmann, Minister van Liberia te Parijs ;

Den heer N. Ooms, Eersten Secretaris van het Gezantschap.

De President der Republiek Litauen :

Den heer Dr Pranas Vaiciuska, Reserve Luitenant Generaal van Gezondheid, Docent aan de Hoogeschool te Kaunas, Hoofdgeneesheer der stad Kaunas.

Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse de Luxembourg :

M. le Dr Praum, Directeur du Laboratoire Bactériologique du Luxembourg.

Sa Majesté le Sultan du Maroc :

M. Harismendy, Ministre Plénipotentiaire, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

M. le Dr Lucien Raynaud, Inspecteur général des Services d'Hygiène d'Algérie.

Le Président de la République du Mexique :

M. le Dr Raphaël Cabrera, Ministre du Mexique à Bruxelles.

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco :

M. Roussel - Despierres, Secrétaire d'Etat de S. A. S. le Prince de Monaco ;

M. le Dr Marsan, Directeur du Service d'Hygiène de la Principauté.

Sa Majesté le Roi de Norvège :

M. Sigurd Bentzon, Conseiller de la Légation de Norvège à Paris ;

M. le Dr H. Mathias Gram, Directeur général de l'Administration Sanitaire.

Le Président de la République du Paraguay :

M. le Dr R. V. Caballero, Chargé d'Affaires du Paraguay en France.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

M. Doude van Troostwyk, Ministre des Pays-Bas à Berne.

Hare Koninklijke Hoogheid Mevrouw de Groothertogin van Luxemburg :

Den heer Dr Praum, Bestuurder van het Bacteriologisch Laboratorium van Luxemburg.

Zijne Majesteit de Sultan van Marokko :

Den heer Harismendy, Gevolmachtigd Minister, Onderbestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken ;

Den heer Dr Lucien Raynaud, Algemeen Opziener der Gezondheidsdiensten van Algerië.

De President der Mexikaansche Republiek :

Den heer Dr Raphaël Cabrera, Minister van Mexico te Brussel.

Zijne Doorluchtige Hoogheid de Prins van Monaco :

Den heer Roussel-Despierres, Secretaris van Staat van Z. D. H. den Prins van Monaco ;

Den heer Dr Marsan, Bestuurder van den Gezondheidsdienst van het Vorstendom.

Zijne Majesteit de Koning van Noorwegen :

Den heer Sigurd Bentzon, Raad van het Gezantschap van Noorwegen te Parijs ;

Den heer Dr H. Mathias Gram, Algemeen Bestuurder van het Beheer van Volksgezondheid.

De President der Republiek Paraguay :

Den heer Dr R. V. Caballero, Zaakgelastigde van Paraguay in Frankrijk.

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden :

Den heer Doude van Troostwijk, Minister van Nederland te Bern ;

M. le Dr N. M. Josephus Jitta, Président du Conseil d'Hygiène ;

M. le Dr de Vogel, ancien Inspecteur en chef du Service Sanitaire aux Indes Néerlandaises ;

M. van der Plas, Consul des Pays-Bas à Djeddah.

Le Président de la République du Pérou :

M. le Dr Pablo S. Mimbela, Ministre Plénipotentiaire du Pérou à Berne.

Sa Majesté le Chah de Perse :

M. le Dr Ali-Khan Partow-Aazam, ancien Sous-Secrétaire au Ministère de l'Instruction publique, Vice-Président du Conseil sanitaire et Directeur de l'Hôpital impérial ;

M. le Dr Mansour-Charif, ancien Médecin de la Famille Royale.

Le Président de la République de Pologne :

M. le Dr Witold Chodzko, ancien Ministre de la Santé ;

M. Taylor, Sous-Chef du Département des Traités.

Le Président de la République Portugaise :

M. le Professeur Ricardo Jorge, Directeur général de la Santé publique.

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. le Dr Jean Cantacuzène, Professeur à la Faculté de Médecine de Bucarest.

Les Capitaines-Régents de Saint-Marin :

M. le Dr Guelpa.

Le Président de la République de El Salvador :

M. le Professeur Lardé-Arthés.

Den heer Dr N. M. Josephus Jitta, Voorzitter van den Gezondheidsraad ;

Den heer Dr de Vogel, Gewezen Hoofdopziener van den Sanitairen Dienst in Nederlandsch Indië ;

Den heer van der Plas, Consul der Nederlanden te Djeddah.

De President der Peruaansche Republiek :

Den heer Dr Pablo S. Mimbela, Gevolmachtigd Minister van Peru te Bern.

Zijne Majesteit de Sjach van Perzië :

Den heer Dr Ali-Khan Partow-Aazam, Gewezen Ondersecretaris aan het Ministerie van Openbaar Onderwijs, Ondervoorzitter van den Gezondheidsraad en Bestuurder van het Keizerlijk Hospitaal ;

Den heer Dr Mansour-Charif, Gewezen Geneesheer der Koninklijke Familie.

De President der Poolsche Republiek :

Den heer Dr Witold Chodzko, gewezen Minister van Volksgezondheid ;

Den heer Taylor, Onderoverste van het Departement der Verdragen.

De President der Portugeesche Republiek :

Den heer Professor Ricardo Jorge, Algemeen Bestuurder der Openbare Gezondheid.

Zijne Majesteit de Koning van Roemenië :

Den heer Dr Jan Cantacuzène, Leeraar aan de Faculteit van Geneeskunde te Boekarest.

De Kapiteins-Regenten van San-Marino :

Den heer Dr Guelpa.

De President der Republiek Salvador :

Den heer Professor Lardé-Arthés.

Sa Majesté le Roi des Serbes, Croates et Slovènes :

M. Miroslav Spalaïkovitch, Ministre Plénipotentiaire à Paris.

Le Gouverneur général représentant l'Autorité Souveraine du Soudan :

M. le Dr Oliver Francis Haynes Atkey, M. B., F. R. C. S., Directeur du Service médical du Soudan.

Le Conseil fédéral Suisse :

M. Alphonse Dunant, Ministre de Suisse à Paris ;

M. le Dr Carrière, Directeur du Service fédéral de l'Hygiène publique.

Le Président de la République Tchécoslovaque :

M. le Dr Ladislav Prochazka, Chef des Services sanitaires de la Ville de Prague.

Son Altesse le Bey de Tunisie :

M. de Navailles, Sous-Directeur au Ministère des Affaires étrangères.

Le Président de la République Turque :

Son Excellence Aly Féthy Bey, Ambassadeur de Turquie à Paris.

Le Comité central exécutif de l'Union des Républiques soviétistes socialistes :

M. le Professeur Nicolas Semachko, Membre du Comité central exécutif de l'U. R. S. S., Commissaire du Peuple pour la Santé publique de la R. S. F. S. R. ;

M. Jacques Davtian, Conseiller de l'Ambassade de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à Paris ;

M. Vladimir Egoriew, Sous-Directeur

Zijne Majesteit de Koning der Serviërs, Croaten en Slovenen :

Den heer Miroslav Spalaïkovitch, Gevolmachtigd Minister te Parijs.

De Gouverneur-Generaal vertegenwoordigende het Souvereine Gezag van Soedan :

Den heer Dr Oliver Francis Haynes Atkey, M. B., F. R. C. S., Bestuurder van den Geneeskundigen Dienst van Soedan.

De Zwitsersche Bondsraad :

Den heer Alphonse Dunant, Minister van Zwitserland te Parijs ;

Den heer Dr Carrière, Bestuurder van den Federalen Dienst van Openbare Gezondheid.

De President der Tsjecho-Slowaksche Republiek :

Den heer Dr Ladislav Prochazka, Hoofd der Sanitaire Diensten der stad Praag.

Zijne Hoogheid de Bey van Tunis :

Den heer de Navailles, Onderbestuurder aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

De President der Turksche Republiek :

Zijne Excellentie Aly Féthy Bey, Ambassadeur van Turkijë te Parijs.

Het Uitvoerend Centraal Komtteit van de Unie der Socialistische Soviet-Republieken :

Den heer Professor Nicolas Semachko, Lid van het Uitvoerend Centraal Komiteit der U. S. S. R., Volkskommissaris voor Openbare Gezondheid der F. S. R. S. R. ;

Den heer Jacques Davtian, Raad der Ambassade van de Unie der Socialistische Soviet-Republieken te Parijs ;

Den heer Vladimir Egoriew, Onder-

au Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères ;

M. le Dr Ilia Mammoulia, Membre du Comité central exécutif de la République socialiste soviétiste de Géorgie ;

M. le Dr Léon Bronstein, du Commissariat du Peuple pour la Santé publique de la République soviétiste socialiste de l'Ukraine ;

M. le Dr Oganes Mebournoutoff, Membre du Collège du Commissariat du Peuple pour la Santé publique de la R. S. S. de l'Uzbékistan ;

M. le Dr Nicolas Freyberg, Conseiller au Commissariat du Peuple pour la Santé publique de la R. S. F. S. R. ;

M. le Dr Alexis Syssine, Chef du Département sanitaire et épidémiologique du Commissariat du Peuple pour la Santé publique de la R. S. F. S. R., Professeur à l'Université.

Le Président de la République de l'Uruguay :

M. A. Herosa, ancien Chargé d'Affaires de l'Uruguay à Paris.

Le Président de la République du Vénézuela :

M. José Ignacio Cardenas, Ministre du Vénézuela à Madrid et La Haye.

Lesquels ayant déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Disposition préliminaire.

Aux effets de la présente Convention, les Hautes Parties Contractantes adoptent les définitions suivantes :

1° Le mot « circonscription » désigne une partie de territoire bien déterminée, ainsi : une province, un gouvernement,

bestuurder aan het Volkskommissariaat voor Buitenlandsche Zaken ;

Den heer Dr Ilia Mammoulia, Lid van het Uitvoerend Centraal Komiteit der Socialistische Soviet-Republiek Georgië ;

Den heer Dr Leon Bronstein, van het Volkskommissariaat voor Openbare Gezondheid der Socialistische Soviet-Republiek Ukranië ;

Den heer Dr Oganes Mebournoutoff, Lid van het Kollege van het Volkskommissariaat voor Openbare Gezondheid der S. S. R. Uzbekistan ;

Den heer Dr Nicolas Freyberg, Raad van het Volkskommissariaat voor Openbare Gezondheid der F. S. R. S. R. ;

Den heer Dr Alexis Syssine, Hoofd van het Sanitair en Epidemiologisch Departement van het Volkskommissariaat voor Openbare Gezondheid der F. S. R. S. R., Leeraar aan de Hoogeschool.

De President der Republiek Uruguay :

Den heer A. Herosa, Gewezen Zaakgelastigde van Uruguay te Parijs.

De President der Republiek Venezuela :

Den heer José Ignacio Cardenas, Minister van Venezuela te Madrid en te 's Gravenhage,

Welke, na hunne in goeden en behoorlijken vorm bevonden volmachten neergelegd te hebben, omtrent de volgende beschikkingen overeengekomen zijn :

Voorafgaande beschikking.

Voor de behoeften van deze Overeenkomst nemen de Hooge Verdragsluitende Partijen de volgende bepalingen aan :

1° Onder « kring » wordt verstaan : een wel omlijnd gedeelte grondgebied, zooals : een provincie, een gouvernement, een

un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un quartier de ville, un village, un port, une agglomération, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire ;

2° Le mot « observation » signifie isolément des personnes, soit à bord d'un navire, soit dans une station sanitaire, avant qu'elles obtiennent la libre pratique.

Le mot « surveillance » signifie que les personnes ne sont pas isolées, qu'elles obtiennent tout de suite la libre pratique, mais sont signalées à l'autorité sanitaire dans les diverses localités où elles se rendent et soumises à un examen médical constatant leur état de santé ;

3° Le mot « équipage » comprend toute personne qui ne se trouve pas à bord à seule fin de se transporter d'un pays à un autre, mais qui est employée, d'une manière quelconque, au service du navire des personnes à bord ou de la cargaison ;

4° Le mot « jour » signifie un intervalle de vingt-quatre heures.

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

Chapitre Ier. — *Prescriptions à observer par les Gouvernements des pays participant à la présente Convention dès que la peste, le choléra, la fièvre jaune ou*

district, een departement, een kanton, een eiland, een gemeente, een stad, een stadswijk, een dorp, een haven, een agglomeratie, enz., welke ook de uitgestrektheid en de bevolking van deze gedeelten grondgebied zij ;

2° Onder « waarneming » wordt verstaan: afzondering der personen, hetzij aan boord van een schip, hetzij in een gezondheidsinrichting, vóór zij tot het vrije verkeer worden toegelaten.

Onder « toezicht » wordt verstaan: dat de personen niet afgezonderd worden, dat zij onmiddellijk tot het vrije verkeer worden toegelaten, doch aan de gezondheidsoverheid worden gesignaleerd in de verschillende plaatsen waarheen zij zich begeven en onderworpen worden aan een geneeskundig onderzoek tot vaststelling van hunnen gezondheidstoestand ;

3° Onder « bemanning » wordt verstaan: elke persoon die zich niet aan boord bevindt met het enkele doel zich van het eene land naar het andere te begeven, maar die op gelijk welke wijze gebruikt wordt voor den dienst van het schip, de personen aan boord of de lading ;

4° Onder « dag » wordt verstaan een tijd van vier en twintig uren.

TITEL ÉÉN.

Algemeene bepalingen.

Hoofdstuk I. — *Voorschriften, welke door de Regeeringen der aan deze Overeenkomst deelnemende landen nageleefd moeten worden, zoodra zich pest, cholera,*

certaines autres affections transmissibles apparaissent sur leur territoire.

Section I. — Notification et communications ultérieures aux autres pays.

ARTICLE PREMIER.

Chaque Gouvernement doit notifier immédiatement aux autres Gouvernements et, en même temps, à l'Office International d'Hygiène publique :

1° Le premier cas avéré de peste, de choléra ou de fièvre jaune constaté sur son territoire ;

2° Le premier cas avéré de peste, de choléra ou de fièvre jaune survenant en dehors des circonscriptions déjà atteintes ;

3° L'existence d'une épidémie de typhus exanthématique ou de variole.

ART. 2.

Les notifications prévues à l'article 1er sont accompagnées ou très promptement suivies de renseignements circonstanciés sur :

1° L'endroit où la maladie est apparue ;

2° La date de son apparition, son origine et sa forme ;

3° Le nombre des cas constatés et celui des décès ;

4° L'étendue de la ou des circonscriptions atteintes ;

5° Pour la peste, l'existence de cette infection ou d'une mortalité insolite chez les rongeurs ;

6° Pour le choléra, le nombre des porteurs de germes dans le cas où il en a été trouvé ;

gele koorts of zekere andere overdraagbare ziekten op hun grondgebied vertoonen.

Afdeeling I. — Kennisgeving en nadere mededeelingen aan de andere landen.

ARTIKEL ÉÉN.

Elke Regeering moet aan de andere Regeeringen en, terzelfdertijd, aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid onmiddellijk kennis geven van :

1° Het eerste erkend geval van pest, cholera of gele koorts op haar grondgebied vastgesteld ;

2° Het eerste erkend geval van pest, cholera of gele koorts dat zich voordoet buiten de reeds aangetaste kringen ;

3° Het bestaan van een epidemie van vlektyphus of van pokken.

ART. 2.

De in artikel 1 bedoelde kennisgevingen worden vergezeld of zeer spoedig gevolgd van omstandige inlichtingen omtrent :

1° De plaats waar de ziekte verschenen is ;

2° Den dag van hare verschijning, haren oorsprong en haren aard ;

3° Het aantal vastgestelde gevallen en het aantal sterfgevallen ;

4° De uitgestrektheid van den of de aangetaste kringen ;

5° Wat de pest aangaat, het bestaan van deze besmetting of van eene ongewone sterfte bij de knaagdieren ;

6° Wat de cholera aangaat, het aantal kiemdragers, in geval men er gevonden heeft ;

7° Pour la fièvre jaune, l'existence et l'abondance relative (index) du *Stegomyi calopus* (*Aedes Egypti*) ;

8° Les mesures prises.

ART. 3.

Les notifications prévues aux articles 1er et 2 sont adressées aux missions diplomatiques ou, à défaut, aux consulats dans la capitale du pays atteint et sont tenues à la disposition des représentants consulaires établis sur son territoire.

Ces notifications sont aussi adressées à l'Office International d'Hygiène publique, qui les communiquera immédiatement à toutes les missions diplomatiques ou, à défaut, aux consulats à Paris, ainsi qu'aux autorités supérieures d'hygiène des pays participants. Celles prévues à l'article 1er sont adressées par voie télégraphique.

Les télégrammes adressés par l'Office International d'Hygiène publique aux Gouvernements des pays participant à la présente Convention ou aux autorités supérieures d'hygiène de ces pays, et les télégrammes transmis par ces gou-Gouvernements et par ces autorités en exécution de la présente Convention, sont assimilés aux télégrammes d'État et jouissent de la priorité attribuée à ces télégrammes par l'article 5 de la Convention télégraphique internationale du 10/22 juillet 1875.

ART. 4.

La notification et les renseignements

7° Wat de gele koorts aangaat, het bestaan en de betrekkelijke menigvuldigheid (index) van den *Stegomyia calopus* (*Aedes Egypti*) ;

8° De genomen maatregelen.

ART. 3.

De in artikelen 1 en 2 voorziene kennisgevingen worden gericht tot de diplomatieke zendingen of, bij ontstentenis daarvan, tot de consulaten in de hoofdstad van het aangetaste land, en staan ter beschikking van de op zijn grondgebied gevestigde consulaire vertegenwoordigers.

Deze kennisgevingen worden eveneens gericht tot den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid, die ze onmiddellijk zal mededeelen aan al de diplomatieke zendingen of, bij ontstentenis daarvan, aan de consulaten te Parijs, alsmede aan de hoogere gezondheidsoverheden der deelnemende landen. De in artikel 1 voorziene kennisgevingen zullen telegrafisch geschieden.

De telegrammen gezonden door den Internationalen Dienst voor Openbare Gezondheid aan de Regeeringen der aan deze Overeenkomst deelnemende landen en aan de hoogere gezondheidsoverheden dezer landen, en de telegrammen verzonden door deze Regeeringen en door deze overheden ter uitvoering van deze Overeenkomst, worden met de Staatstelegrammen gelijkgesteld en genieten den voorrang toegekend aan deze telegrammen door artikel 5 der Internationale Telegrafische Overeenkomst van 10/22 Juli 1875.

ART. 4.

Op de kennisgeving en de inlichtingen

prévus aux articles 1er et 2 sont suivis de communications ultérieures données d'une façon régulière à l'Office International d'Hygiène publique, de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie.

Ces communications, qui doivent être aussi fréquentes et complètes que possible (et qui auront lieu au moins une fois par semaine, en ce qui concerne le nombre des cas et des décès), indiqueront plus particulièrement les précautions prises en vue de combattre l'extension de la maladie. Elles devront préciser les mesures exécutées au départ des navires pour empêcher l'exportation de la maladie, et spécialement celles prises en ce qui concerne les rongeurs ou les insectes.

ART. 5.

Les Gouvernements s'engagent à répondre à toute demande d'information qui leur serait adressée par l'Office International d'Hygiène publique relativement aux maladies épidémiques visées dans la Convention, survenues sur leur territoire, et aux circontsances de nature à influer sur la transmission de ces maladies d'un pays à un autre.

ART. 6.

Les rats (1) étant les principaux agents de propagation de la peste buboni-

bedoeld in artikelen 1 en 2, volgen latere mededeelingen, die geregeld aan den Internationalen Dienst voor Openbare Gezondheid gegeven worden ten einde de Regeeringen op de hoogte te houden van het verloop der epidemie.

Deze mededeelingen, die zoo veelvuldig en zoo volledig mogelijk moeten zijn (en die, wat het aantal gevallen en sterfgevallen betreft, minstens éénmaal per week zullen gegeven worden), zullen meer in het bijzonder de voorzorgen vermelden welke genomen werden ten einde de uitbreiding der ziekte tegen te gaan. Zij moeten een nauwkeurige opgave bevatten van de bij het vertrek der schepen genomen maatregelen om den uitvoer der ziekte te verhinderen en inzonderheid die genomen wat de knaagdieren en de insekten betreft.

ART. 5.

De Regeeringen verbinden zich te antwoorden op elke vraag om inlichtingen die tot hen zou gericht worden door den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid betreffende in de Overeenkomst bedoelde epidemische ziekten, die zich op hun grondgebied hebben voorgedaan, en betreffende de omstandigheden van aard om invloed uit te oefenen op het overdragen dezer ziekten van het eene land naar het andere.

ART. 6.

Daar de ratten (1) de voornaamste verspreiders zijn van de builpest, ver-

(1) Les dispositions de la présente Convention visant les rats s'appliquent éventuellement aux autres rongeurs et, en général, aux animaux connus pour être des agents de la propagation de la peste.

(1) De beschikkingen van deze Overeenkomst betreffende de ratten zijn eventueel op de andere knaagdieren van toepassing en, in het algemeen, op de dieren die bekend zijn als pestverspreiders.

que, les Gouvernements s'engagent à employer tous les moyens en leur pouvoir pour diminuer le danger et pour se tenir constamment renseignés sur la condition des rats dans les ports, quant à leur état de contamination pesteuse, au moyen d'examens fréquents et réguliers ; en particulier pour effectuer la collecte systématique et l'examen bactériologique des rats, dans toute circonscription atteinte de peste, pendant une période de six mois au moins après la découverte du dernier rat pesteux.

Les méthodes et les résultats de ces examens seront communiqués à intervalles réguliers, en temps ordinaire, et, en cas de peste, tous les mois, à l'Office International d'Hygiène publique, afin que les Gouvernements soient tenus au courant par cet Office, d'une façon ininterrompue, de l'état des ports relativement à la peste murine.

Lors de la première constatation de l'existence de la peste chez les rats, à terre, dans un port indemne depuis six mois, les communications devront être faites par les voies les plus rapides.

ART. 7.

Afin de faciliter l'accomplissement de la mission qui lui est confiée par la présente Convention, l'Office International d'Hygiène publique, en raison de l'utilité des informations qui sont fournies par le Service des renseignements épidémiologiques de la Société des Nations, y compris son Bureau d'Orient à Singapour, et d'autres bureaux analogues, ainsi que par le Bureau panaméricain sanitaire,

binden de Regeeringen zich alle in hun macht zijnde middelen te gebruiken om het gevaar te verminderen en om zich steeds op de hoogte te houden van den toestand der ratten in de havens, wat hun staat van pestachtige besmetting betreft, door een veelvuldig en regelmatig onderzoek ; in het bijzonder om het systematisch verzamelen en het bacteriologisch onderzoek der ratten te doen geschieden, in elken door pest aangetasten kring, gedurende een tijdruimte van minstens zes maanden na de ontdekking van de laatste pestachtige rat.

De methoden en de uitslagen van dit onderzoek zullen, in gewone tijden, op regelmatige tijdstippen, en, in tijden van pest, alle maanden, aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid worden medegedeeld, opdat de Regeeringen door dezen dienst op ononderbroken wijze op de hoogte worden gehouden van den staat der havens ten opzichte van de rattenpest.

Bij de eerste vaststelling van het bestaan van pest bij de ratten, aan land, in een sedert zes maanden niet-besmette haven, zullen de mededeelingen langs de snelste wegen moeten geschieden.

ART. 7.

Ten einde de vervulling van de zending, die hem door deze Overeenkomst wordt opgedragen te vergemakkelijken, wordt de Internationale Dienst van Openbare Gezondheid, met het oog op het nut der inlichtingen die verstrekt worden door den Dienst der epidemiologische inlichtingen van den Volkenbond, met inbegrip van zijn bureel van het Oosten te Singapoer, en andere gelijkaardige buree-

est autorisé à prendre les arrangements nécessaires avec le Comité d'Hygiène de la Société des Nations, ainsi qu'avec le Bureau panaméricain sanitaire et d'autres organisations similaires.

Il demeure entendu que les rapports établis par les arrangements susvisés ne comporteront aucune dérogation aux stipulations de la Convention de Rome du 9 décembre 1907, et ne pourront avoir pour effet la substitution d'aucun autre corps sanitaire à l'Office International d'Hygiène publique.

ART. 8.

Le prompt et sincère accomplissement des prescriptions qui précèdent étant d'un importance primordiale, les Gouvernements reconnaissent la nécessité de donner aux autorités qualifiées des instructions pour l'application de ces prescriptions.

Les notifications n'ayant de valeur que si chaque Gouvernement est prévenu lui-même, à temps, des cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole et des cas suspects de ces maladies survenus sur son territoire, les Gouvernements s'engagent à rendre obligatoire la déclaration de ces maladies.

ART. 9.

Il est recommandé que les pays voisins fassent des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations compétentes, en ce qui concerne

len, alsmede door het Panamerikaansch Sanitair Bureel, er toe gemachtigd de noodige schikkingen te treffen met het Gezondheidscomiteit van den Volkenbond, alsmede met het Panamerikaansch Sanitair Bureel en andere soortgelijke inrichtingen.

Het blijft verstaan dat de door bovenbedoelde schikkingen ingestelde betrekkingen geenszins afbreuk zullen doen aan de bepalingen der Overeenkomst van Rome van 9 December 1907 en niet voor gevolg zullen hebben dat eenig ander sanitair korps in de plaats van den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid worde gesteld.

ART. 8.

Daar de vlugge en stipte uitvoering der bovenstaande voorschriften van het uiterste gewicht is, erkennen de Regeeringen de noodzakelijkheid aan de bevoegde overheden onderrichtingen te geven voor de toepassing van deze voorschriften.

Daar de kennisgevingen slechts waarde hebben indien iedere Regeering zelf bijtijds verwittigd wordt van de gevallen van pest, cholera en gele koorts, vlektyphus of pokken, en van de verdachte gevallen dezer ziekten, voorgekomen op haar grondgebied, verbinden de Regeeringen zich de aangifte dezer ziekten verplichtend te maken.

ART. 9.

Het is wenschelijk dat de aangrenzende landen bijzondere schikkingen zouden treffen ten einde een dienst van rechtstreeksche berichtgeving onder de hoofden der bevoegde besturen in te richten, wat

les territoires limitrophes ou se trouvant en relations commerciales étroites.

Ces arrangements devront être communiqués à l'Office International d'Hygiène publique.

Section II. — Conditions qui permettent de considérer que les mesures prévues de par la Convention sont, ou ont cessé d'être, applicables aux provenances d'une circonscription territoriale.

ART. 10.

La notification des cas importés de peste, de choléra ou de fièvre jaune n'entraîne pas, vis-à-vis des provenances de la circonscription dans laquelle ils se sont produits, l'application des mesures prévues au chapitre II ci-après.

Mais lorsqu'un premier cas reconnu non importé de peste ou de fièvre jaune s'est manifesté, que les cas de choléra forment foyer (1), que le typhus exanthématique ou la variole existent sous forme épidémique, ces mesures peuvent être appliquées.

ART. 11.

Pour restreindre les mesures prévues au chapitre II aux seules régions effectivement atteintes, les Gouvernements doivent en limiter l'application aux provenances des circonscriptions déterminées dans

betreft de grondgebieden die aan elkander grenzen of nauwe handelsbetrekkingen met elkander onderhouden.

Deze schikkingen moeten aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid worden medegedeeld.

Afdeeling II. — Voorwaarden die toelaten te besluiten dat de door de Overeenkomst voorziene maatregelen toepasselijk zijn of opgehouden hebben toepasselijk te zijn op de herkomsten van een territorialen kring.

ART. 10.

De kennisgeving van de ingevoerde gevallen van pest, cholera of gele koorts heeft, ten opzichte van de herkomsten uit den kring waarin zij zich voordeden, de toepassing der in navolgend hoofdstuk II voorziene maatregelen niet voor gevolg.

Doch wanneer een eerste als niet-ingevoerd erkend geval van pest of gele koorts zich vertoond heeft, als de gevallen van cholera om een zelfde punt losbarsten (1), als vlektyphus of pokken op epidemische wijze heerschen, dan kunnen deze maatregelen toegepast worden.

ART. 11.

Om de in hoofdstuk II voorziene maatregelen tot de werkelijk aangetaste streken alleen te beperken, moeten de Regeeringen de toepassing ervan beperken tot de herkomsten uit de bepaalde kringen

(1) Il existe un « foyer » lorsque l'apparition de nouveaux cas au delà de l'entourage des premiers cas prouve qu'on n'est pas parvenu à limiter l'expansion de la maladie là où elle s'était manifestée à son début.

(1) Er bestaat een losbarstingspunt wanneer nieuwe gevallen van cholera zich voordoen verder dan de omgeving van de eerste gevallen en daardoor het bewijs geleverd wordt dat men er niet toe gekomen is de uitbreiding der ziekte te beperken daar waar ze zich bij haren aanvang vertoond heeft.

lesquelles les maladies visées par la présente Convention se sont manifestées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 10.

Mais cette restriction limitée à la circonscription atteinte ne doit être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays dont cette circonscription fait partie prenne les mesures nécessaires : 1° pour combattre l'extension de l'épidémie ; et 2° pour appliquer les mesures prescrites à l'article 13 ci-après.

ART. 12.

Le Gouvernement de tout pays où est située une région atteinte informera les autres Gouvernements ainsi que l'Office International d'Hygiène publique, dans les conditions spécifiées à l'article 3, lorsque le danger d'infection, provenant de cette région, aura cessé et lorsque toutes les mesures prophylactiques auront été prises. A partir de cette information, les mesures prévues au chapitre II ne pourront plus être appliquées aux provenances de la région dont il s'agit, sauf circonstances exceptionnelles dont il devra être justifié.

Section III. — Mesures dans les ports et au départ des navires.

ART. 13.

L'autorité compétente est tenue de prendre des mesures efficaces :

1° Pour empêcher l'embarquement des personnes présentant des symptômes de

waarin de door deze Overeenkomst bedoelde ziekten zich hebben voorgedaan in de omstandigheden voorzien in de tweede alinea van artikel 10.

Deze beperking tot den aangetasten kring moet echter slechts aanvaard worden onder de uitdrukkelijke voorwaarde dat de Regeering van het land waarvan deze kring deel uitmaakt de noodige maatregelen neme : 1° om de uitbreiding der epidemie tegen te gaan ; en 2° om de in navolgend artikel 13 voorgeschreven maatregelen toe te passen.

ART. 12.

De Regeering van elk land waarin een aangetaste streek is gelegen zal de andere Regeeringen, alsmede den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid in de omstandigheden voorzien in artikel 3, verwittigen wanneer het gevaar van besmetting uit deze streek voortkomend zal geweken zijn en wanneer al de voorbehoedende maatregelen zullen genomen zijn. Van het oogenblik af waarop deze verwittiging geschied is, zullen de in hoofdstuk II voorziene maatregelen niet meer toegepast mogen worden op de herkomsten uit de streek waarvan sprake, behalve in uitzonderlijke gevallen, waarvan het bewijs zal moeten geleverd worden.

Afdeeling III. — Maatregelen in de havens en bij het vertrek der schepen.

ART. 13.

De bevoegde overheid is verplicht werkzame maatregelen te nemen :

1° Om de inscheping te beletten der personen die teekenen van pest, cholera,

peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ainsi que des personnes de l'entourage des malades se trouvant dans des conditions telles qu'elles puissent transmettre la maladie ;

2° En cas de peste, pour empêcher l'introduction des rats à bord ;

3° En cas de choléra, pour veiller à ce que l'eau potable et les vivres embarqués soient sains, et que l'eau embarquée comme lest soit désinfectée s'il y a lieu ;

4° En cas de fièvre jaune, pour empêcher l'introduction des moustiques à bord ;

5° En cas de typhus exanthématique, pour assurer, avant leur embarquement, l'épouillage de toutes personnes suspectes ;

6° En cas de variole, pour soumettre à la désinfection les vieux vêtements et les chiffons avant qu'ils soient comprimés.

ART. 14.

Les Gouvernements s'engagent à entretenir dans leurs grands ports et dans les environs, et autant que possible dans les autres ports et les environs, des services sanitaires possédant une organisation et un outillage capables d'assurer l'application des mesures prophylactiques concernant les maladies visées par la présente Convention, notamment les mesures prévues aux articles 6, 8 et 13.

Lesdits Gouvernements adresseront, au moins une fois par an, à l'Office International d'Hygiène publique une communication faisant connaître, pour chacun de leurs ports, l'état de son organisation sanitaire en rapport avec les dispositions

gele koorts, vlektyphus of pokken vertoonen, alsmede der personen uit de omgeving der zieken die zich in zulke omstandigheden bevinden dat zij de ziekte kunnen overbrengen ;

2° In geval van pest, om het aan boord brengen van ratten te verhinderen.

3° In geval van cholera, om er voor te zorgen dat het ingescheepte drinkbaar water en de ingescheepte levensmiddelen gezond zijn ;

4° In geval van gele koorts, om het aan boord brengen van muggen te verhinderen ;

5° In geval van vlektyphus, om de ontluizing te verzekeren van alle verdachte personen vooraleer zij scheep gaan ;

6° In geval van pokken, om de oude kleederen en de vodden, vooraleer zij worden samengeperst, aan ontsmetting te onderwerpen.

ART. 14.

De Regeeringen verbinden zich in hunne groote havens en in de omgeving, en zooveel mogelijk in de andere havens en de omgeving, gezondheidsdiensten te onderhouden die een inrichting en de werktuigen bezitten welke in staat zijn de toepassing te verzekeren van de voorbehoedmaatregelen betreffende de door deze Overeenkomst bedoelde ziekten, inzonderheid de maatregelen voorzien in artikelen 6, 8 en 13.

Gezegde Regeeringen zullen, minstens éénmaal per jaar, aan den Internationalen Dienst voor Volksgezondheid een mededeeling zenden waarin zij, voor elk hunner havens, den staat doen kennen van hunne gezondheidsorganisatie, met betrekking

de l'alinéa précédent. L'Office transmettra ces renseignements, par les voies appropriées, aux autorités supérieures d'hygiène des pays participants, soit directement,, soit par l'intermédiaire d'un autre organisme sanitaire international, conformément aux arrangements conclus en vertu de l'article 7.

tot de beschikkingen van de vorige alinea. De dienst zal deze mededeelingen langs de geschikte wegen toezenden aan de hoogere gezondheidsoverheden der deelnemende landen, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van een ander internationaal gezondheidsorganisme, overeenkomstig de krachtens artikel 7 getroffen schikkingen.

CHAPITRE II. — *Mesures de défense contre les maladies visées au chapitre* 1er.

ART. 15.

Les autorités sanitaires peuvent procéder à la visite médicale et, si les circonstances l'exigent, à un examen approfondi de tout navire, quelle que soit sa provenance.

Les mesures ou les opérations sanitaires auxquelles peut être soumis un navire à l'arrivée sont déterminées par la constatation de l'état de fait existant à bord et des particularités sanitaires du voyage.

Il appartient à chaque Gouvernement, ayant égard aux renseignements fournis conformément aux dispositions de la section I du chapitre 1er et de l'article 14 de la présente Convention, ainsi qu'aux obligations lui incombant en vertu de la section II du chapitre 1er, de fixer le régime auquel seront soumis dans ses ports les provenances de tout port étranger, et, notamment, de décider si, au point de vue dudit régime, un port étranger doit être considéré comme atteint.

Les mesures, telles qu'elles sont prévues au présent chapitre, doivent être interprétées comme constituant un maximum, dans les limites duquel les Gouvernements

HOOFDSTUK II. — *Afweringsmaatregelen tegen de in hoofdstuk I bedoelde ziekten.*

ART. 15.

De gezondheidsoverheden mogen overgaan tot het geneeskundig onderzoek en, indien de omstandigheden het vereischen, tot een grondig onderzoek van elk schip, welke ook zijne herkomst zij.

De maatregelen of de sanitaire verrichtingen waaraan een schip bij de aankomst kan onderworpen worden, worden bepaald door de vaststelling van den feitelijken aan boord bestaanden toestand en de sanitaire bijzonderheden der reis.

Elke Regeering behoort, rekening houdend met de inlichtingen verstrekt overeenkomstig de beschikkingen van Afdeeling I van Hoofdstuk I en van artikel 14 dezer Overeenkomst, alsmede met de verplichtingen die haar opgelegd zijn krachtens Afdeeling II van Hoofdstuk I, het regime te bepalen waaraan in hare havens de herkomsten van elke vreemde haven zullen onderworpen zijn, en inzonderheid te beslissen of, uit het oogpunt van gezegd regime, een vreemde haven als aangetast moet beschouwd worden.

De maatregelen, zooals zij voorzien zijn in dit hoofdstuk, moeten beschouwd worden als zijnde een maximum, binnen de grenzen waarvan de Regeeringen de

peuvent réglementer le traitement des navires à l'arrivée.

Section I. — Communications des mesures prescrites.

ART. 16.

Tout Gouvernement est tenu de communiquer immédiatement à la mission diplomatique ou, à défaut, au consul du pays atteint, résidant dans sa capitale, ainsi qu'à l'Office International d'Hygiène publique, qui devra les porter aussitôt à la connaissance des autres Gouvernements, les mesures qu'il croit devoir prescrire à l'égard des provenances de ce pays. Ces informations seront tenues également à la disposition des autres représentants diplomatiques ou consulaires établis sur son territoire.

Il est également tenu de faire connaître, par les mêmes voies, le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

A défaut de mission diplomatique ou de consulat dans la capitale, les communications sont faites directement au Gouvernement du pays intéressé.

Section II. — Marchandises et bagages; importation et transit.

ART. 17.

Sous réserve des stipulations du dernier alinéa de l'article 50, les marchandises et bagages arrivant par terre ou par mer ne peuvent être prohibés à l'entrée ou pour le transit, ni retenus aux frontières

behandeling der schepen bij de aankomst kunnen reglementeeren.

Afdeeling I. — Mededeeling der voorgeschreven maatregelen.

ART. 16.

Elke Regeering is gehouden de maatregelen, die zij meent te moeten voorschrijven ten opzichte van de herkomsten van een aangetast land, onmiddellijk mede te deelen aan de diplomatieke zending, of bij ontstentenis, aan den consul van dit land, die in hare hoofdstad verblijft, alsmede aan den Internationalen Dienst der Openbare Gezondheid, welke gezegde maatregelen zoo spoedig mogelijk ter kennis van de andere Regeeringen zal moeten brengen. Deze inlichtingen zullen eveneens ter beschikking van de andere op zijn grondgebied gevestigde diplomatieke of consulaire vertegenwoordigers gehouden worden.

Zij is insgelijks gehouden de intrekking dier maatregelen of de wijzigingen, welke er mochten aan toegebracht worden, langs denzelfden weg bekend te maken.

Bij gebrek aan een diplomatieke zending of een consulaat in de hoofdstad, worden de mededeelingen rechtstreeks tot de Regeering van het betrokken land gericht.

Afdeeling II. — Goederen en reisgoed ; invoer en doorvoer.

ART. 17.

Onder voorbehoud der bepalingen van de laatste alinea van artikel 50, mogen de goederen en het reisgoed, over land of over zee aankomend, bij den invoer of voor den doorvoer niet verboden worden,

ou dans les ports. Les seules mesures qu'il soit permis de prescrire à leur égard sont spécifiées dans les paragraphes suivants :

a) En cas de peste, on peut soumettre à la désinsectisation et, s'il y a lieu, à la désinfection les linges de corps, hardes et vêtements récemment portés (effets à usage), les literies ayant récemment servi.

Les marchandises en provenance d'une circonscription atteinte et susceptibles de renfermer des rats pesteux ne peuvent être déchargées qu'à la condition de prendre, autant que possible, les précautions nécessaires pour empêcher que les rats ne puissent s'en échapper et pour qu'ils soient détruits.

b) En cas de choléra, on peut soumettre à la désinfection les linges de corps, hardes et vêtements récemment portés (effets à usage), les literies ayant récemment servi.

Par dérogation aux dispositions du présent article, les poissons, coquillages et légumes frais peuvent être prohibés, à moins qu'ils n'aient été l'objet d'un traitement de nature à détruire le vibrion cholérique.

c) En cas de typhus exanthématique, on peut soumettre à la désinsectisation les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi, ainsi que les chiffons non transportés comme marchandises en gros.

d) En cas de variole, on peut soumettre à la désinfection les linges de corps, hardes et vêtements récemment portés (effets à usage), les literies ayant récem-

noch aan de grenzen of in de havens worden opgehouden. De eenige maatregelen die het toegelaten is te hunnen opzichte voor te schrijven zijn in de volgende paragrafen bepaald :

a) In geval van pest, mag men lijfgoed, onlangs gedragen plunje en kleederen (lijfstoebehoor), het kort te voren gebruikte beddegoed, aan desinsectisatie en zoo noodig aan ontsmetting onderwerpen.

De goederen herkomstig uit een aangetasten kring en waarin zich pestachtige ratten kunnen bevinden, mogen slechts gelost worden op voorwaarde dat zooveel mogelijk de noodige voorzorgen genomen worden om te verhinderen dat de ratten er uit kunnen ontsnappen en om deze te vernietigen.

b) In geval van cholera mag men het lijfgoed, onlangs gedragen plunje en kleederen (lijfstoebehoor), onlangs gebruikt beddegoed aan ontsmetting onderwerpen.

In afwijking van de beschikkingen van dit artikel mogen de visschen, schelpdieren en versche groenten verboden worden, tenzij zij het voorwerp hebben uitgemaakt van een behandeling waardoor de cholera-vibrionen vernietigd worden.

c) In geval van vlektyphus mag men het lijfgoed, onlangs gedragen plunje en kleederen (lijfstoebehoor), onlangs gebruikt beddegoed, alsmede de niet als koopwaren in 't groot vervoerde vodden aan de desinsectisatie onderwerpen.

d) In geval van pokken mag men het lijfgoed, onlangs gedragen plunje en kleederen (lijfstoebehoor), onlangs gebruikt beddegoed, alsmede de niet als

ment servi, ainsi que les chiffons non transportés comme marchandises en gros.

ART. 18.

Le mode et le lieu de la désinfection, ainsi que les procédés à employer pour assurer la destruction des rats ou des insectes (puces, poux, moustiques, etc.), sont fixés par l'autorité du pays de destination. Ces opérations doivent être faites de manière à ne détériorer les objets que le moins possible. Les hardes et autres objets de peu de valeur peuvent être détruits par le feu, ainsi que les chiffons, sauf s'ils sont transportés comme marchandises en gros.

Il appartient à chaque Etat de régler la question relative au payement éventuel de dommages-intérêts résultant de la désinfection, de la dératisation ou de la désinsectisation, ainsi que de la destruction des objets ci-dessus visés.

Si, à l'occasion de ces opérations, des taxes sont perçues par l'autorité sanitaire, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société ou d'un particulier, ces taxes doivent être fixées d'après un tarif publié d'avance et établi de façon qu'il ne puisse résulter de l'ensemble de son application une source de bénéfices pour l'Etat ou pour l'administration sanitaire.

ART. 19.

Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc., ne sont soumis à aucune mesure sanitaire. Les colis postaux ne subiront de restrictions que dans le cas où ils con-

koopwaren in 't groot vervoerde vodden aan ontsmetting onderwerpen.

ART. 18.

De wijze en de plaats van ontsmetting, alsmede de aan te wenden middelen ter verdelging van de ratten of de insecten (vlooien, luizen, muggen, enz.), worden bepaald door de overheid van het land van bestemming. Deze behandeling geschiedt derwijze dat de voorwerpen zoo weinig mogelijk beschadigd worden. Plunje en andere minderwaardige voorwerpen mogen door het vuur vernietigd worden, alsmede de vodden, behalve wanneer zij vervoerd worden als koopwaren in 't groot.

Iedere Staat heeft voor zich zelf de vraag te regelen betreffende mogelijke vergoeding van schade veroorzaakt door de ontsmetting, de verdelging der ratten of der insecten, alsmede door de vernietiging van de hierboven bedoelde voorwerpen.

Wanneer, naar aanleiding van deze maatregelen, rechten geheven worden door de gezondheidsoverheid, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van eene vereeniging of van een particulier, dan moeten deze rechten worden bepaald volgens een van te voren openbaar gemaakt tarief welk zoodanig is vastgesteld dat de toepassing ervan in zijn geheel, voor den Staat of voor den openbaren Gezondheidsdienst geene winstbron kan zijn.

ART. 19.

Brieven en dergelijken, drukwerken, boeken, nieuwsbladen, handelspapieren, enz., worden aan geen sanitairen maatregel onderworpen. De postpakketten zullen slechts beperkingen ondergaan

tiendraient des objets figurant parmi ceux auxquels on peut imposer les mesures prévues à l'article 17 de la présente Convention.

ART. 20.

Lorsque les marchandises ou bagages ont été soumis aux opérations prescrites par l'article 17, toute personne intéressée a le droit de réclamer de l'autorité sanitaire la délivrance gratuite d'un certificat indiquant les mesures prises.

Section III. — Dispositions relatives aux émigrants.

ART. 21.

Dans les pays d'émigration, les autorités sanitaires doivent procéder à l'examen sanitaire des émigrants avant leur départ.

Il est recommandé que des arrangements spéciaux interviennent entre pays d'émigration, d'immigration et de transit en vue d'établir les conditions auxquelles cet examen doit satisfaire, afin que soient réduites au minimum les possibilités de refoulement à la frontière des pays de transit et de destination, pour des raisons sanitaires.

Il est également recommandé que ces arrangements fixent les mesures préventives contre les maladies infectieuses auxquelles devraient être soumis les émigrants au pays de départ.

ART. 22.

Il est recommandé que les villes ou les ports d'embarquement des émigrants

in geval zij voorwerpen bevatten vermeld onder degenen waaraan men de in artikel 17 van deze Overeenkomst voorziene maatregelen kan opleggen.

ART. 20.

Wanneer goederen of reisgoed onderworpen werden aan de door artikel 17 voorgeschreven behandelingen, heeft elke belanghebbende persoon het recht van de sanitaire overheid de kostelooze aflevering te eischen van een getuigschrift dat de genomen maatregelen vermeldt.

Afdeeling III. — Maatregelen betreffende de landverhuizers.

ART. 21.

In de landen van uitwijking moeten de sanitaire overheden tot het sanitair onderzoek der landverhuizers vóór hun vertrek overgaan.

Het is wenschelijk dat bijzondere schikkingen getroffen worden tusschen uitwijkings-, inwijkings- en doorvoerlanden, met het oog op het vaststellen der voorwaarden waaraan dit onderzoek moet voldoen, ten einde de mogelijkheid van terugzending aan de grens der landen van doorvoer en van bestemming om gezondheidsredenen, tot een minimum te herleiden.

Het verdient eveneens aanbeveling dat deze schikkingen de voorbehoedmaatregelen tegen de besmettelijke ziekten vaststellen, waaraan de landverhuizers in het land van vertrek zouden moeten onderworpen worden.

ART. 22.

Het is wenschelijk dat de steden of de havens van inscheping der landverhuizers

possèdent une organisation hygiénique et sanitaire appropriée et, en particulier : 1° un service de surveillance et d'assistance médicale, ainsi que le matériel sanitaire et prophylactique nécessaire ; 2° un établissement, surveillé par l'Etat, où les émigrants puissent subir les formalités sanitaires, être logés temporairement et être soumis à toutes les visites médicales nécessaires, ainsi qu'à l'examen de leurs boissons et de leurs aliments ; 3° un local, situé dans le port, où seront effectuées les visites médicales au moment des opérations définitives d'embarquement.

ART. 23.

Il est recommandé que les navires à émigrants soient munis d'une provision suffisante de vaccins (antivariolique, anticholérique, etc.) pour pouvoir procéder, si nécessaire, aux vaccinations en cours de route.

Section IV. — Mesures dans les ports et aux frontières de mer.

A. — *Peste.*

ART. 24.

Est considéré comme infecté le navire :

1° Qui a un cas de peste humaine à bord ;

2° Ou sur lequel un cas de peste humaine s'est déclaré plus de six jours après l'embarquement ;

3° Ou à bord duquel on a constaté la présence de rats pesteux.

een geschikte hygiënische en sanitaire inrichting bezitten en inzonderheid : 1° een dienst voor geneeskundig toezicht en geneeskundige hulp, alsmede het noodige sanitaire en prophylactisch materieel ; 2° een aan het toezicht van den Staat onderworpen instelling, waarin de landverhuizers de sanitaire formaliteiten kunnen ondergaan, tijdelijk gehuisvest kunnen worden en aan elk noodig geneeskundig onderzoek onderworpen kunnen worden, alsmede aan het onderzoek van hunne dranken en van hun voedsel ; 3° een in de haven gelegen lokaal, waarin het geneeskundig onderzoek op het oogenblik der definitieve inschepingsverrichtingen zal geschieden.

ART. 23.

Het is wenschelijk dat de landverhuizersschepen zouden voorzien zijn van een voldoenden voorraad entstoffen (tegen de pokken, de cholera, enz.) om, indien noodig, onderweg tot inentingen te kunnen overgaan.

Afdeeling IV. — Maatregelen in de havens en aan de zeegrenzen.

A. — *Pest.*

ART. 24.

Als besmet wordt beschouwd het schip :

1° Dat een geval van menschenpest aan boord heeft ;

2° Of waarop zich een geval van menschenpest heeft voorgedaan meer dan zes dagen na de inscheping ;

3° Of aan boord waarvan men de aanwezigheid van pestachtige ratten heeft vastgesteld.

Est considéré comme suspect le navire :

1° Sur lequel un cas de peste humaine s'est déclaré dans les six premiers jours après l'embarquement ;

2° Ou pour lequel les recherches concernant les rats ont mis en évidence l'existence d'une mortalité insolite dont la cause n'est pas déterminée.

Le navire suspect reste considéré comme tel jusqu'au moment où, dans un port convenablement outillé, il a été soumis à l'application des mesures prescrites par la présente Convention.

Est considéré comme indemne, bien que venant d'un port atteint, le navire qui n'a pas eu à bord dē peste humaine ou murine soit au moment du départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée, et à bord duquel les recherches concernant les rats n'ont pas fait constater l'existence d'une mortalité insolite.

Als verdacht wordt beschouwd het schip :

1° Waarop zich een geval van menschenpest heeft voorgedaan binnen de zes dagen na de inscheping ;

2° Of waaromtrent de onderzoekingen betreffende de ratten het bestaan van een ongewone sterfte, waarvan de oorzaak niet bepaald is, in 't licht gesteld hebben.

Het verdachte schip blijft als zoodanig beschouwd tot op het oogenblik waarop het, in een behoorlijk daarvoor uitgeruste haven, aan de toepassing van de door deze Overeenkomst voorgeschreven maatregel onderworpen werd.

Als onbesmet wordt beschouwd elk schip dat, alhoewel uit een aangetaste haven komend, aan boord geen menschen- of rattenpest gehad heeft, hetzij op het oogenblik van het vertrek, hetzij gedurende den overtocht, hetzij op het oogenblik der aankomst, en aan boord waarvan de onderzoekingen betreffende de ratten het bestaan van een ongewone sterfte niet hebben doen vaststellen.

ART. 25.

Les navires infectés de peste sont soumis au régime suivant :

1° Visite médicale ;

2° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;

3° Toutes les personnes qui ont été en contact avec les malades et celles que l'autorité sanitaire du port a des raisons de considérer comme suspectes sont débarquées, si possible. Elles peuvent être soumises soit à l'observation, soit à la surveillance, soit à une observation suivie de surveillance (1), sans que la

ART. 25.

Met pest besmette schepen worden aan het volgende regime onderworpen :

1° Geneeskundig onderzoek ;

2° De zieken worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd ;

3° Al de personen die in aanraking geweest zijn met de zieken en degenen die de gezondheidsoverheid der haven om zekere redenen als verdacht beschouwt worden zoo mogelijk ontscheept. Zij kunnen onderworpen worden, hetzij aan eene waarneming, hetzij aan een toezicht, hetzij aan eene waarneming gevolgd

durée totale de ces mesures puisse dépasser six jours, à dater de l'arrivée du navire.

Il appartient à l'autorité sanitaire du port d'appliquer celle de ces mesures qui lui paraît préférable selon la date du dernier cas, l'état du navire et les possibilités locales. On peut, pendant le même laps de temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire ;

4° Les literies ayant servi, le linge sale, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme contaminés, sont désinsectisés et, s'il y a lieu, désinfectés ;

5° Les parties du navire qui ont été habitées par des pesteux ou qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, sont désinsectisées et, s'il y a lieu, désinfectées ;

6° L'autorité sanitaire peut prescrire une dératisation avant le déchargement, si elle estime que, d'après la nature de la cargaison et sa disposition, et il est possible d'effectuer la destruction totale des rats sans déchargement. Dans ce cas, le navire ne pourra pas être soumis à

van toezicht (1), zonder dat de totale duur van dezen maatregel zes dagen mag te boven gaan, te rekenen van den dag der aankomst.

Het wordt aan de gezondheidsoverheid der havenplaats overgelaten van deze maatregelen dien toe te passen, welke haar het verkieslijkst voorkomt, al naar gelang van den dag van het laatste geval, den staat van het schip en de mogelijkheid van de uitvoering ter plaatse. Men mag, gedurende denzelfden tijd, de ontscheping der bemanning verhinderen, behalve om dienstredenen ter kennis van de gezondheidsoverheid gebracht ;

4° Het gebruikte beddegoed, het vuile linnen, het lijfstoebehoor en de andere voorwerpen welke, naar het oordeel van de gezondheidsoverheid, als besmet worden beschouwd, zullen gedesinsectiseerd en, zoo noodig, ontsmet worden ;

5° De gedeelten van het schip die door pestlijders bewoond werden of die, naar het oordeel der gezondheidsoverheid, als besmet beschouwd worden, moeten gedesinsectiseerd, en zoo noodig, ontsmet worden ;

6° De gezondheidsoverheid mag vóór de ontlading een ontratting voorschrijven indien zij, naar gelang van den aard der lading en hare schikking, van meening is dat het mogelijk is de totale verdelging der ratten zonder ontlading te verrichten. In dit geval mag het schip

(1) Dans tous les cas où la présente Convention prévoit la surveillance, l'autorité sanitaire peut appliquer l'observation, à titre exceptionnel, aux personnes qui ne présentent pas des garanties sanitaires suffisantes.

Les personnes soumises à l'observation ou à la surveillance doivent se prêter à toutes recherches cliniques ou bactériologiques que l'autorité sanitaire juge nécessaires.

(1) In al de gevallen waarin deze Overeenkomst het toezicht voorziet, mag de gezondheidsoverheid, bij uitzondering de waarneming toepassen op de personen die geen voldoende waarborgen van gezondheid bieden.

De aan waarneming of aan toezicht onderworpen personen moeten toestemmen in elk clinisch of bacteriologisch onderzoek, dat de gezondheidsoverheid noodig acht.

une nouvelle dératisation après déchargement.

Dans les autres cas, la destruction complète des rongeurs devra être effectuée sur le navire en cales vides. Pour les navires sur lest, cette opération sera faite le plus tôt possible avant le chargement.

La dératisation devra être effectuée de manière à éviter le plus possible des dommages au navire et, éventuellement, à la cargaison. L'opération ne devra pas durer plus de vingt-quatre heures. Tous frais afférents aux opérations de dératisation, ainsi que toutes indemnités éventuelles, seront réglés conformément aux principes établis à l'article 18.

Si le navire ne doit décharger qu'une partie de sa cargaison et si les autorités du port considèrent qu'il n'est pas possible de procéder à une dératisation complète, ledit navire pourra rester dans le port le temps nécessaire pour décharger cette partie de sa cargaison, pourvu que toutes les précautions, y compris l'isolement, soient prises à la satisfaction de l'autorité sanitaire, pour empêcher les rats de passer du navire à terre, à la faveur du déchargement des marchandises ou autrement.

Le déchargement s'effectuera sous le contrôle de l'autorité sanitaire, qui prendra toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que le personnel employé soit infecté. Ce personnel sera soumis à une observation ou à une surveillance qui ne pourront pas dépasser six jours à partir du moment où il aura cessé de travailler au déchargement.

na ontlading niet meer aan een nieuwe ontratting worden onderworpen.

In de andere gevallen zal de volledige verdelging der knaagdieren op het schip met ledige ruimen moeten verricht worden. Voor de op ballast varende schepen zal deze behandeling zoo spoedig mogelijk vóór de lading geschieden.

De ontratting zal derwijze moeten geschieden dat schade aan het schip en, eventueel, aan de lading, zooveel mogelijk vermeden wordt. De behandeling zal niet langer dan vier en twintig uren mogen duren. Alle kosten betrekking hebbend op de verrichtingen van ontratting, alsmede alle eventueele vergoedingen, zullen overeenkomstig de in artikel 18 vastgestelde beginselen geregeld worden.

Indien het schip slechts een gedeelte van zijn lading moet ontladen en indien de havensoverheden meenen dat het niet mogelijk is tot een volledige ontratting over te gaan, dan mag gezegd schip in de haven den noodigen tijd blijven om dit gedeelte van zijn lading te ontladen, op voorwaarde dat al de voorzorgen, met inbegrip der afzondering, ter voldoening der gezondheidsoverheid genomen worden om te verhinderen dat de ratten van het schip aan land gaan, begunstigd door het lossen der goederen of anderszins.

De ontlading zal geschieden onder toezicht van de gezondheidsoverheid, welke al de noodige maatregelen zal nemen ten einde te vermijden dat het gebruikte personeel besmet worde. Dit personeel zal aan een waarneming of een toezicht onderworpen worden die niet langer dan zes dagen zullen mogen duren te rekenen van het oogenblik waarop het zal opgehouden hebben aan de ontlading te werken.

ART. 26.

Les navires suspects de peste sont soumis aux mesures prévues sous les nº 1, 4, 5 et 6 de l'article 25.

En outre, l'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à dater de l'arrivée du navire. On peut, pendant le même laps de temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire.

ART. 27.

Les navires indemnes de peste sont admis à la libre pratique immédiatement, sous la réserve que l'autorité sanitaire du port d'arrivée peut prescrire à leur égard les mesures suivantes :

1º Visite médicale, pour constater si le navire se trouve dans les conditions prévues par la définition du navire indemne ;

2º Destruction des rats à bord, dans les conditions prévues au 6º de l'article 25, dans des cas exceptionnels et pour des motifs fondés, qui seront communiqués par écrit au capitaine du navire ;

3º L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à compter de la date à laquelle le navire est parti du port atteint. On peut, pendant le même laps de temps, empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire.

ART. 26.

Van pest verdachte schepen worden onderworpen aan de maatregelen voorzien onder nrs 1, 4, 5 en 6 van artikel 25.

Daarenboven, kunnen bemanning en passagiers aan een toezicht van ten hoogste zes dagen onderworpen worden, te rekenen van den dag der aankomst van het schip. Gedurende deze tijdsruimte kan belet worden dat de bemanning van boord ga, tenzij om dienstredenen, ter kennis van de gezondheidsoverheid gebracht.

ART. 27.

Pestvrije schepen worden onmiddellijk tot het vrije verkeer toegelaten, onder voorbehoud dat de gezondheidsoverheid van de haven van aankomst te hunnen opzichte de volgende maatregelen kan voorschrijven ;

1º Geneeskundig onderzoek om vast te stellen of het schip zich in de voorwaarden bevindt voorzien door de bepaling van het pestvrije schip ;

2º Verdelging der ratten aan boord, in de omstandigheden voorzien in 6º van artikel 25, in uitzonderlijke gevallen en om gegronde redenen, die schriftelijk aan den kapitein zullen medegedeeld worden ;

3º Bemanning en passagiers kunnen aan een toezicht onderworpen worden gedurende ten hoogste zes dagen, te rekenen van den dag dat het schip uit de besmette haven vertrokken is. Gedurende die zelfde tijdsruimte kan ook belet worden dat de bemanning van boord ga, tenzij om dienstredenen ter kennis van de gezondheidsoverheid gebracht.

ART. 28.

Tous les navires, sauf ceux au cabotage national, doivent être dératisés périodiquement ou être maintenus de façon permanente dans des conditions telles que la population murine y soit réduite au minimum. Ils reçoivent, dans le premier cas, des certificats de dératisation et, dans le second, des certificats d'exemption de la dératisation.

Les Gouvernements doivent faire connaître, par l'intermédiaire de l'Office International d'Hygiène publique, ceux de leurs ports possédant l'outillage et le personnel nécessaires pour effectuer la dératisation des navires.

Les certificats de dératisation ou d'exemption de la dératisation seront délivrés exclusivement par les autorités sanitaires des ports mentionnés ci-dessus. La durée de validité de ces certificats sera de six mois. Toutefois, une tolérance supplémentaire d'un mois est autorisée pour les navires rejoignant leur port d'attache.

Si aucun certificat valable ne lui est présenté, l'autorité sanitaire des ports mentionnés au deuxième alinéa du présent article pourra, après enquête et inspection :

a) Effectuer elle-même les opérations de dératisation du navire, ou faire effectuer ces opérations sous sa direction et son contrôle. Une fois ces opérations exécutées à sa satisfaction, elle devra délivrer un certificat de dératisation, daté. Elle décidera, dans chaque cas, de la technique à employer pour assurer pratiquement la destruction des rats à bord ; des renseignements détaillés sur le mode de dératisation employé, ainsi

ART. 28.

Al de schepen, behalve die der nationale kustvaart, moeten op vaste tijden ontrat worden of voortdurend in zulk een toestand worden gehouden dat de rattenbevolking tot een minimum herleid worde. Zij verkrijgen, in het eerste geval, getuigschriften van ontratting en, in het tweede, getuigschriften van vrijstelling van ontratting.

De Regeeringen moeten, door bemiddeling van den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid, diegene hunner havens doen kennen die de noodige uitrusting en het noodige personeel bezitten om de ontratting der schepen te verrichten.

De getuigschriften van ontratting of van vrijstelling van ontratting zullen uitsluitend door de gezondheidsoverheden der hierboven vermelde havens afgeleverd worden. Deze getuigschriften zullen gedurende zes maanden geldig blijven. Echter wordt een bijkomende maand toegelaten voor de schepen welke zich naar hunne thuishaven begeven.

De gezondheidsoverheid der in de tweede alinea van dit artikel vermelde havens zal, indien haar geen geldig getuigschrift wordt overgelegd, na onderzoek en inspectie :

a) Zelf tot de ontratting van het schip kunnen overgaan of daartoe kunnen doen overgaan onder haar leiding en toezicht. Zoodra deze bewerkingen tot hare voldoening verricht zijn, zal zij een gedateerd getuigschrift van ontratting moeten afleveren. Zij zal, in elk afzonderlijk geval, beslissen welke methode gebruikt moet worden om praktisch de verdelging der ratten aan boord te verzekeren ; omstandige inlichtingen over de gebruikte wijze

que sur le nombre de rats détruits seront portés sur le certificat. La dératisation devra être effectuée de manière à éviter le plus possible des dommages au navire et, éventuellement, à la cargaison. L'opération ne devra pas durer plus de vingt-quatre heures. Pour les navires sur lest, elle devra être effectuée avant le chargement. Tous frais afférents aux opérations de dératisation, ainsi que toutes indemnités éventuelles, seront réglés conformément aux principes établis à l'article 18 ;

b) Délivrer un certificat d'exemption de la dératisation, daté et motivé, si elle s'est rendu compte que le navire est maintenu dans des conditions telles que la population murine y est réduite au minimum.

Les certificats de dératisation et les certificats d'exemption de la dératisation seront rédigés, autant que possible, de façon uniforme. Des modèles pour ces certificats seront préparés par l'Office International d'Hygiène publique.

L'autorité compétente de tout pays s'engage à fournir chaque année, à l'Office International d'Hygiène publique, un état des mesures prises en application du présent article, ainsi que le nombre des navires qui ont été soumis à la dératisation ou auxquels ont été accordés des certificats d'exemption de la dératisation, dans les ports mentionnés au deuxième alinéa du présent article.

L'Office International d'Hygiène publique est invité à prendre, conformément à l'article 14, toutes dispositions pour

van ontratting, alsmede over het aantal verdelgde ratten zullen op het getuigschrift vermeld worden. De ontratting zal derwijze moeten geschieden dat zooveel mogelijk schade aan het schip en, eventueel, aan de lading vermeden wordt. De behandeling mag niet langer dan vier en twintig uren duren. Voor de schepen op ballast zal zij vóór de lading moeten verricht worden. Alle kosten betrekking hebbend op de ontratting, alsmede alle eventueele vergoedingen zullen overeenkomstig de in artikel 18 vastgestelde beginselen geregeld worden ;

b) Een getuigschrift van vrijstelling van ontratting, gedagteekend en met redenen omkleed, afleveren, wanneer zij er zich van overtuigd heeft dat het schip in zulk een toestand behouden wordt dat de rattenbevolking er tot een minimum herleid is.

De getuigschriften van ontratting en de getuigschriften van vrijstelling van ontratting zullen zooveel mogelijk op gelijkvormige wijze worden opgesteld. Modellen voor deze getuigschriften zullen door den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid worden opgemaakt.

De bevoegde overheid van elk land verbindt zich elk jaar aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid een staat te verstrekken van de maatregelen in uitvoering van dit artikel genomen, alsmede van het getal schepen die aan ontratting onderworpen werden of waaraan getuigschriften van vrijstelling van ontratting werden verleend, in de havens vermeld in de tweede alinea van dit artikel.

De Internationale Dienst van Openbare Gezondheid wordt verzocht al de beschikkingen te nemen overeenkomstig

assurer l'échange d'informations relatives aux mesures prises en application du présent article, ainsi qu'aux résultats obtenus.

Les dispositions du présent article ne portent pas atteinte aux droits reconnus aux autorités sanitaires par les articles 24 à 27 de la présente Convention.

Les Gouvernements veilleront à ce que toutes les mesures voulues et pratiquement réalisables soient prises par les autorités compétentes pour assurer la destruction des rats dans les ports, leurs dépendances et leurs environs, ainsi que sur les chalands et bâtiments caboteurs.

B. — *Choléra.*

ART. 29.

Un navire est considéré comme infecté s'il y a un cas de choléra à bord, ou s'il y a eu un cas de choléra pendant les cinq jours précédant l'arrivée du navire au port.

Un navire est considéré comme suspect s'il y a eu un cas de choléra au moment du départ ou pendant le voyage, mais aucun cas nouveau depuis cinq jours avant l'arrivée. Il reste considéré comme suspect jusqu'au moment où il a été soumis à l'application des mesures prescrites par la présente convention.

Un navire est considéré comme indemne, si bien que provenant d'un port atteint ou ayant à bord des personnes provenant d'une circonscription atteinte, il n'a pas eu de cas de choléra au moment

artikel 14, om de uitwisseling van inlichtingen betreffende de in toepassing van dit artikel genomen maatregelen, alsmede aangaande de verkregen uitslagen te verzekeren.

De beschikkingen van dit artikel doen geen afbreuk aan de rechten door artikelen 24 tot 27 van deze Overeenkomst aan de gezondheidsoverheden toegekend.

De Regeeringen zullen er voor waken dat al de gewenschte en de praktisch te verwezenlijken maatregelen genomen worden door de bevoegde overheden om de verdelging der ratten in de havens, hunne afhankelijkheden en hunne omgeving, alsmede op de lichters en de kustvaarders te verzekeren.

B. — *Cholera.*

ART. 29.

Een schip wordt als besmet beschouwd indien er een geval van cholera aan boord is of indien een geval van cholera zich heeft voorgedaan tijdens de vijf dagen voorafgaand aan de aankomst van het schip in de haven.

Een schip wordt als verdacht beschouwd wanneer er een geval van cholera geweest is op het oogenblik van het vertrek of gedurende de reis, maar geen nieuw geval sedert vijf dagen vóór de aankomst. Het blijft als verdacht beschouwd tot op het oogenblik dat het aan de toepassing der door deze overeenkomst voorgeschreven maatregelen onderworpen geworden is.

Een schip wordt als onbesmet beschouwd indien, alhoewel het van een aangetaste haven komt of personen aan boord heeft die van een aangetasten kring komen, geen geval van cholera

du départ, pendant le voyage ou à l'arrivée.

Les cas présentant les symptômes cliniques du choléra, dans lesquels on n'a pas trouvé de vibrions ou dans lesquels on a trouvé des vibrions qui ne présentent pas les caractères du vibrion cholérique, sont assujettis à toutes les mesures prescrites pour le choléra.

Les porteurs de germes découverts à l'arrivée d'un navire sont soumis, après qu'ils ont débarqué, à toutes les obligations qui sont éventuellement imposées par les lois nationales aux ressortissants du pays d'arrivée.

ART. 30.

Les navires infectés de choléra sont soumis au régime suivant :

1° Visite médicale ;

2° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;

3° L'équipage et les passagers peuvent être débarqués et être soit gardés en observation, soit soumis à la surveillance, pour un laps de temps n'excédant pas cinq jours à dater de l'arrivée du navire.

Toutefois, les personnes justifiant qu'elles sont immunisées contre le choléra par une vaccination datant de moins de six mois et de plus de six jours pourront être soumises à la surveillance, mais non à l'observation ;

4° Les literies ayant servi, le linge sale, les effets à usage et les autres objets, y compris les aliments, qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, sont considérés comme récemment contaminés, sont désinfectés ;

zich heeft voorgedaan op het oogenblik van het vertrek, gedurende de reis of bij de aankomst.

De gevallen met clinische verschijnselen van cholera, waarin men geen vibrionen gevonden heeft of waarin men vibrionen gevonden heeft die niet de kenteekens der cholera-vibrionen vertoonen, worden aan al de voor de cholera voorgeschreven maatregelen onderworpen.

De bij de aankomst van een schip ontdekte kiemdragers worden, nadat zij ontscheept zijn, aan al de verplichtingen onderworpen die eventueel door de nationale wetten aan de onderhoorigen van het land van aankomst worden opgelegd.

ART. 30.

Met cholera besmette schepen worden aan het volgende regime onderworpen :

1° Geneeskundig onderzoek ;

2° De zieken worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd ;

3° De bemanning en de passagiers mogen ontscheept worden en hetzij in waarneming worden gehouden of aan toezicht onderworpen, gedurende ten hoogste vijf dagen te rekenen van den dag van aankomst van het schip.

Echter zullen de personen die bewijzen dat zij door een inenting, dagteekenend van minder dan zes maanden en van meer dan zes dagen, voor de cholera immuun zijn, aan toezicht doch niet aan waarneming mogen onderworpen worden ;

4° Het gebruikte beddegoed, het vuile linnen, het lijftoebehoor en de andere voorwerpen, met inbegrip der levensmiddelen, welke naar het oordeel van de gezondheidsoverheid der haven als onlangs besmet worden beschouwd, worden ontsmet ;

5° Les parties du navire qui ont été habitées par les malades atteints de choléra, ou qui sont considérées par l'autorité sanitaire comme contaminées, sont désinfectées ;

6° Le déchargement s'effectue sous le contrôle de l'autorité sanitaire, qui prend toutes les mesures afin d'éviter que le personnel employé au déchargement ne soit infecté. Ce personnel sera soumis à une observation ou à une surveillance qui ne pourront pas dépasser cinq jours à partir du moment où il aura cessé de travailler au déchargement ;

7° Lorsque l'eau potable emmagasinée à bord est considérée comme suspecte, elle est déversée après désinfection et remplacée, après désinfection des réservoirs, par une eau de bonne qualité ;

8° L'autorité sanitaire peut interdire le déversement, sauf désinfection préalable, de l'eau de lest (water-ballast), si elle a été puisée dans un port contaminé ;

9° Il peut être interdit de laisser s'écouler ou de jeter dans les eaux du port des déjections humaines, ainsi que les eaux résiduaires du navire, à moins de désinfection préalable.

ART. 31.

Les navires suspects de choléra sont soumis aux mesures prescrites sous les n° 1, 4, 5, 7, 8 et 9 de l'article 30.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours, à compter de la date de l'arrivée du navire. Il est recommandé d'empêcher, pendant le

5° De gedeelten van het schip die door choleralijders werden bewoond of die door de gezondheidsoverheid als besmet worden beschouwd, worden ontsmet ;

6° De ontlading geschiedt onder toezicht van de gezondheidsoverheid, die al de noodige maatregelen neemt om te vermijden dat het bij de ontlading gebruikte personeel besmet wordt. Dit personeel zal aan een waarneming of aan een toezicht worden onderworpen die niet langer dan vijf dagen zullen mogen duren te rekenen van het oogenblik waarop het opgehouden heeft aan de ontlading te werken ;

7° Wanneer het aan boord vergaarde drinkbaar water beschouwd wordt als verdacht, wordt het na ontsmetting uitgegoten en, na ontsmetting, door water van goede hoedanigheid vervangen ;

8° De gezondheidsoverheid mag het uitgieten van het ballastwater verbieden, indien het in eene besmette haven geput werd, tenzij het vooraf ontsmet geweest zij ;

9° Er kan verboden worden menschelijke uitwerpselen evenals de afvalwateren van het schip zonder voorafgaande ontsmetting in het water van de haven te laten loopen of te werpen.

ART. 31.

Van cholera verdachte schepen worden onderworpen aan de maatregelen voorgeschreven onder n^rs 1, 4, 5, 7, 8 en 9 van artikel 30.

Bemanning en passagiers kunnen onderworpen worden aan een toezicht gedurende ten hoogste vijf dagen, te rekenen van de aankomst van het schip. Er wordt aanbevolen te beletten dat de

même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire du port.

ART. 32.

Un navire déclaré infecté ou suspect en raison seulement de l'existence, à bord, de cas présentant les symptômes cliniques du choléra, sera classé comme indemne si deux examens bactériologiques, pratiqués à vingt-quatre heures au moins d'intervalle, n'ont révélé la présence ni du vibrion cholérique, ni d'un autre vibrion suspect.

ART. 33.

Les navires indemnes de choléra sont admis à la libre pratique immédiate.

L'autorité sanitaire du port d'arrivée peut prescrire à leur sujet les mesures prévues aux n^{os} 1, 7, 8 et 9 de l'article 30.

L'équipage et les passagers peuvent être soumis à une surveillance qui ne doit pas dépasser cinq jours, à compter de la date de l'arrivée du navire. On peut empêcher, pendant le même temps, le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service portées à la connaissance de l'autorité sanitaire du port.

ART. 34.

La vaccination anticholérique constituant une méthode d'une efficacité éprouvée pour arrêter une épidémie de choléra et, par conséquent, pour atténuer les chances de diffusion de la maladie, il

bemanning, gedurende dienzelfden tijd, van boord ga, tenzij om dienstredenen ter kennis van de gezondheidsoverheid der haven gebracht.

ART. 32.

Een schip dat besmet of verdacht verklaard is alleen wegens het bestaan aan boord van gevallen die de clinische verschijnselen der cholera vertoonen, zal als onbesmet worden geklasseerd wanneer twee bacteriologische onderzoekingen, met een tusschenpoos van ten minste vier en twintig uren, toegepast, het bestaan noch van cholera-vibrionen, noch van andere verdachte vibrionen hebben verraden.

ART. 33.

Cholera vrije schepen worden onmiddellijk tot het vrije verkeer toegelaten.

De gezondheidsoverheid der haven van aankomst kan te hunnen opzichte de maatregelen, voorzien onder n^{rs} 1, 7, 8, en 9 van artikel 30, voorschrijven.

Bemanning en passagiers kunnen aan een toezicht onderworpen worden dat de vijf dagen niet te boven moet gaan, te rekenen van den datum van aankomst van het schip. Men mag gedurende dezen tijd de ontscheping der bemanning beletten, behalve om dienstredenen ter kennis van de gezondheidsoverheid der haven gebracht.

ART. 34.

Aangezien de inenting tegen de cholera een methode met een beproefde werkdadigheid uitmaakt om een cholera-epidemie tegen te houden en, diensvolgens, om de kansen van verspreiding der

est recommandé aux administrations sanitaires d'appliquer dans la plus large mesure possible, toutes les fois que la chose sera réalisable, la vaccination spécifique dans les foyers de choléra et d'accorder certains avantages, en ce qui concerne les mesures restrictives aux personnes qui auraient accepté cette vaccination.

C. — *Fièvre jaune.*

ART. 35.

Un navire est considéré comme infecté s'il a un cas de fièvre jaune à bord, ou s'il en a eu au moment du départ ou pendant la traversée.

Un navire est considéré comme suspect s'il n'a pas eu de cas de fièvre jaune, mais s'il arrive, après une traversée de moins de six jours, d'un port atteint ou d'un port non atteint en relations étroites avec des centres endémiques de fièvre jaune, ou si, arrivant après une traversée de plus de six jours, il y a lieu de croire qu'il peut transporter des *Stegomyia* (*Aedes Egypti*) ailés en provenance dudit port.

Un navire est considéré comme indemne, bien que provenant d'un port atteint de fièvre jaune, si, n'ayant pas eu de fièvre jaune à bord et arrivant après une traversée de plus de six jours, il n'y a pas lieu de croire qu'il transporte des *Stegomyia* ailés ou quand il prouve, à la satisfaction de l'autorité du port d'arrivée :

ziekte te verminderen, wordt aan de gezondheidsbeheeren aanbevolen, in de ruimste mate, telkens als het mogelijk is, de specifieke inenting toe te passen in de cholera-haarden en zekere voordeelen toe te staan, wat de beperkende maatregelen betreft, aan de personen die deze inenting zouden hebben aangenomen.

C. — *Gele koorts.*

ART. 35.

Een schip wordt als besmet beschouwd indien het een geval van gele koorts aan boord heeft, of indien het er gehad heeft op het oogenblik van het vertrek of gedurende den overtocht.

Een schip wordt als verdacht beschouwd indien het geen geval van gele koorts gehad heeft, maar indien het, na een overtocht van minder dan zes dagen, aankomt uit een aangetaste haven of uit een niet aangetaste haven die nauwe betrekkingen met endemische centra van gele koorts onderhoudt, of indien er, wanneer het na een overtocht van meer dan zes dagen aankomt, reden bestaat om te gelooven dat het gevleugelde *Stegomyia* (*Aedes Egypti*), herkomstig uit gezegde haven, kan vervoeren.

Een schip wordt als onbesmet beschouwd, alhoewel van een door gele koorts aangetaste haven komend, indien er, aangezien het geen gevallen van gele koorts aan boord heeft gehad en daar het na een overtocht van meer dan zes dagen aankomt, geen reden bestaat om te veronderstellen dat het gevleugelde *Stegomyia* vervoert of wanneer het, ten genoegen van de overheid der haven van aankomst, bewijst :

a) Que, pendant son séjour dans le port de départ, il s'est tenu à une distance d'au moins 200 mètres de la terre habitée, et à une distance des pontons telle qu'elle ait rendu peu probable l'accès des *Stegomyia* ;

b) Ou qu'au moment du départ il a subi, en vue de la destruction des moustiques, une fumigation efficace.

ART. 36.

Les navires infectés de fièvre jaune sont soumis au régime suivant :

1° Visite médicale ;

2° Les malades sont débarqués, et ceux qui se trouvent dans les cinq premiers jours de la maladie sont isolés de manière à éviter la contamination des moustiques ;

3° Les autres personnes qui débarquent sont soumises à une observation ou à une surveillance qui ne dépassera pas six jours à compter du moment du débarquement ;

4° Le navire sera tenu à 200 mètres au moins de la terre habitée, et à une distance des pontons telle qu'elle rende peu probable l'accès des *Stegomyia* ;

5° Il est procédé à bord à la destruction des moustiques dans toutes les phases de leur évolution, autant que possible avant le déchargement des marchandises. Si le déchargement est fait avant la destruction des moustiques, le personnel chargé de cette besogne sera soumis à une observation ou à une surveillance qui ne dépassera pas six jours, à partir du

a) Dat het zich, gedurende zijn verblijf in de vertrekhaven, op een afstand van ten minste 200 meter van het bewoonde land heeft gehouden, en op zulken afstand van de pontons dat het zeer onwaarschijnlijk is dat *Stegomyia* aan boord konden komen ;

b) Of dat het, op het oogenblik van het vertrek, met het oog op de vernietiging der muggen, een afdoende berooking heeft ondergaan.

ART. 36.

Met gele koorts besmette schepen worden aan het volgende regiem onderworpen :

1° Geneeskundig onderzoek ;

2° De zieken worden ontscheept en degenen die zich in de eerste vijf dagen der ziekte bevinden worden afgezonderd ten einde de besmetting der muggen te vermijden ;

3° De overige personen die ontschepen, worden aan een waarneming of een toezicht onderworpen die niet langer dan zes dagen zullen mogen duren te rekenen van den dag der ontscheping ;

4° Het schip zal op minstens 200 meter van bewoond land worden gehouden en op zulken afstand van de pontons dat het zeer onwaarschijnlijk is dat *Stegomyia* aan boord komen ;

5° Zooveel mogelijk vóór de ontlading der goederen wordt er aan boord overgegaan tot de vernietiging van de muggen in al de phasen hunner ontwikkeling. Wanneer de ontlading der goederen geschiedt vóór de vernietiging der muggen, zal het met dat werk belaste personeel worden onderworpen aan een waarneming of een toezicht van niet langer

moment où il aura cessé de travailler au déchargement.

ART. 37.

Les navires suspects de fièvre jaune peuvent être soumis aux mesures prévues sous les n° 1, 3, 4 et 5 de l'article 36.

Toutefois, si, la traversée ayant duré moins de six jours, le navire remplit les conditions spécifiées aux lettres *a* ou *b* de l'alinéa de l'article 35 relatif aux navires indemnes, il n'est soumis qu'aux mesures prévues aux n^{os} 1 et 3 de l'article 36 et à la fumigation.

Si trente jours se sont écoulés depuis le départ du navire du port atteint, et si aucun cas ne s'est produit à bord pendant le voyage, le navire peut être admis à la libre pratique, sauf fumigation préalable si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

ART. 38.

Les navires indemnes de fièvre jaune sont admis à la libre pratique après visite médicale.

ART. 39.

Les mesures prévues aux articles 36 et 37 ne concernent que les régions où il existe des *Stegomyia*, et elles doivent être appliquées en tenant compte des conditions climatiques actuelles de ces contrées ainsi que de l'index stegomyien.

dan zes dagen, te rekenen van het oogenblik waarop het zal hebben opgehouden aan de ontlading te werken.

ART. 37.

Van gele koorts verdachte schepen kunnen aan de onder n^{rs} 1, 3, 4 en 5 van artikel 36 voorziene maatregelen onderworpen worden.

Indien echter, wanneer de overtocht minder dan zes dagen geduurd heeft, het schip de voorwaarden vervult opgegeven onder letters *a* of *b* der alinea van artikel 35 betreffende de onbesmette schepen, dan wordt het slechts onderworpen aan de maatregelen voorzien onder n^{rs} 1 en 3 van artikel 36 en aan de berooking.

Indien sedert het vertrek van het schip uit de aangetaste haven dertig dagen verloopen zijn, en indien zich gedurende de reis geen enkel geval aan boord heeft voorgedaan, kan het schip tot het vrije verkeer worden toegelaten, behoudens voorafgaande berooking, zoo de gezondheidsoverheid dit noodig acht.

ART. 38.

Van gele koorts vrije schepen worden onmiddellijk na geneeskundig onderzoek tot het vrije verkeer toegelaten.

ART. 39.

De in artikelen 36 en 37 voorziene maatregelen hebben slechts betrekking op de streken waar *Stegomyia* bestaan, en zij moeten toegepast worden rekening houdend met de werkelijke omstandigheden van het klimaat dezer streken, alsmede met den index betreffende de *Stegomyia*.

Dans les autres régions elles sont appliquées dans la mesure jugée nécessaire par l'autorité sanitaire.

ART. 40.

Il est expressément recommandé aux capitaines de navires ayant fait escale dans un port atteint de fièvre jaune de faire procéder, pendant la traversée, dans toute la mesure possible, à la recherche et à la destruction méthodique des moustiques et de leurs larves dans les parties accessibles du navire, notamment dans les cambuses, les cuisines, les chaufferies, les réservoirs d'eau et tous locaux spécialement succeptibles de donner asile aux *Stegomyia*.

D. — *Typhus exanthématique.*

ART. 41.

Les navires qui ont eu, pendant la traversée, ou qui ont au moment de l'arrivée un cas de typhus à bord peuvent être soumis aux mesures suivantes :

1° Visite médicale ;

2° Les malades sont immédiatement débarqués, isolés et épouillés ;

3° Les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire être porteuses de poux, ou avoir été exposées à l'infection, sont aussi épouillées et peuvent être soumises à une surveillance dont la durée doit être spécifiée et qui ne doit jamais dépasser douze jours, à compter de la date de l'épouillage ;

4° Les literies ayant servi, le linge, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont

In de andere streken worden zij toegepast in de mate waarin zij door de gezondheidsoverheid noodig geacht worden.

ART. 40.

Aan de kapiteins van schepen die een door gele koorts aangetaste haven hebben aangedaan, wordt aanbevolen, tijdens den overtocht, in de meest mogelijke mate, te doen overgaan tot het opzoeken en het methodisch vernietigen van de muggen en de larven in de toegankelijke gedeelten van het schip, inzonderheid in de proviandkamers, de keukens, de stookruimten, de watervergaarbakken en al de plaatsen die een schuilplaats voor *Stegomyia* kunnen zijn.

D. — *Vlektyphus.*

ART. 41.

Schepen die, tijdens den overtocht, een typhusgeval aan boord hebben gehad of er een hebben op het oogenblik der aankomst, kunnen aan de volgende maatregelen onderworpen worden :

1° Geneeskundig onderzoek ;

2° De zieken worden onmiddellijk ontscheept, afgezonderd en ontluisd ;

3° De andere personen waarvan men mag veronderstellen dat zij dragers van luizen zijn of dat zij aan besmetting blootgesteld waren, worden eveneens ontluisd en kunnen aan een toezicht worden onderworpen, waarvan de duur moet bepaald worden en dat nooit de twaalf dagen mag overtreffen, te rekenen van den datum der ontluizing ;

4° Het gebruikte beddegoed, het linnen, het lijftoebehoor en de voorwerpen die, naar het oordeel der gezondheidsoverheid,

considérés comme contaminés, sont désinsectisés ;

5° Les parties du navire qui ont été habitées par des typhiques et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, sont désinsectisées.

Le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

Il appartient à chaque gouvernement de prendre, après débarquement, les mesures qu'il considère comme appropriées en vue d'assurer la surveillance des personnes qui arrivent sur un navire n'ayant pas eu de typhus exanthématique à bord, mais qui ont quitté depuis moins de douze jours une circonscription où le typhus est épidémique.

E. — *Variole.*

ART. 42.

Les navires qui, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée, ont eu un cas de variole à bord peuvent être soumis aux mesures suivantes :

1° Visite médicale ;

2° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;

3° Les autres personnes qu'il y aurait lieu de croire avoir été exposées à l'infection à bord et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, ne sont pas suffisamment protégées par une vaccination récente ou par une atteinte antérieure de variole peuvent être soumises soit à la vaccination ou à la surveillance, soit à la vaccination suivie de surveillance, la durée de la surveillance devant être spécifiée selon les circonstances, mais ne devant

als besmet beschouwd worden, worden gedesinsectiseerd ;

5° De gedeelten van het schip die door typhuslijders bewoond werden en die, naar het oordeel der gezondheidsoverheid, als besmet worden beschouwd, worden gedesinsectiseerd.

Het schip wordt onmiddellijk tot het vrije verkeer toegelaten.

Elke Regeering behoort, na de ontscheping, de maatregelen te nemen die zij geschikt acht ten einde het toezicht te verzekeren over de personen die aankomen op een schip dat geen geval van vlektyphus aan boord heeft gehad, maar die sedert minder dan twaalf dagen een kring hebben verlaten waar de typhus epidemisch heerscht.

E. — *Pokken.*

ART. 42.

De schepen die, hetzij gedurende den overtocht, hetzij op het oogenblik der aankomst, een geval van pokken aan boord hebben gehad, kunnen aan de volgende maatregelen onderworpen worden :

1° Geneeskundig onderzoek ;

2° De ziekten worden onmiddellijk ontscheept en afgezonderd ;

3° De overige personen, waarvan men zou mogen veronderstellen dat zij aan boord aan besmetting blootgesteld zijn geweest en die, naar het oordeel der gezondheidsoverheid, door een pas gebeurde inenting of door een vroegeren aanval van pokken niet voldoende beschermd zijn, mogen, hetzij aan de inenting of aan het toezicht, hetzij aan de inenting gevolgd van toezicht, mogen onderworpen worden, met dien verstande

jamais dépasser quatorze jours à compter de la date d'arrivée ;

4° Les literies ayant récemment servi, le linge sale, les effets à usage et les autres objets qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérés comme ayant été récemment contaminés, sont désinfectés ;

5° Seules les parties du navire qui ont été habitées par des varioleux et qui, de l'avis de l'autorité sanitaire, sont considérées comme contaminées, sont désinfectées.

Le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

Il appartient à chaque Gouvernement de prendre, après débarquement, les mesures qu'il considère comme appropriées en vue d'assurer la surveillance des personnes qui ne sont pas protégées par la vaccination et qui arrivent sur un navire n'ayant pas eu de variole à bord, mais qui ont quitté depuis moins de quatorze jours une circonscription où la variole est épidémique.

ART. 43.

Il est recommandé que les navires qui touchent à des pays où la variole existe à l'état épidémique prennent toutes les précautions possibles pour assurer la vaccination ou la revaccination de l'équipage.

Il est également recommandé que les Gouvernements généralisent le plus possible la vaccination et la revaccination, en particulier dans les ports et dans les régions frontières.

dat de duur van het toezicht naar gelang der omstandigheden moet bepaald worden, maar dat deze duur nooit de veertien dagen, te rekenen van den dag der aankomst, mag overtreffen ;

4° Het onlangs gebruikte beddegoed, het vuile linnen, het lijfstoebehoor en de overige voorwerpen die, naar het oordeel der gezondheidsoverheden, beschouwd worden als onlangs besmet geworden zijnde, worden ontsmet ;

5° Alleen de gedeelten van het schip die door pokkenlijders bewoond werden en die, naar het oordeel der gezondheidsoverheden, beschouwd worden als besmet zijnde, worden ontsmet.

Het schip wordt onmiddellijk tot het vrije verkeer toegelaten.

Elke Regeering behoort, na de ontscheping, de maatregelen te nemen die zij geschikt acht ten einde het toezicht te verzekeren over de personen die niet door inenting beschermd zijn en die aankomen met een schip dat geen pokken aan boord heeft gehad, maar die sedert minder dan veertien dagen een kring hebben verlaten waar de pokken epidemisch heerschen.

ART. 43.

Er wordt aanbevolen dat de schepen die landen aandoen waar de pokken epidemisch heerschen, alle mogelijke voorzorgen nemen om de inenting of de herinenting van de bemanning te verzekeren.

Er wordt eveneens aanbevolen dat de Regeeringen zooveel mogelijk de inenting en de herinenting algemeen maken, inzonderheid in de havens en in de grensstreken.

F. — *Dispositions communes.*

ART. 44.

Le capitaine et le médecin du bord sont tenus de répondre à toutes les questions qui leur sont posées par l'autorité sanitaire en ce qui concerne les conditions sanitaires du navire pendant le voyage.

Lorsque le capitaine et le médecin affirment qu'il n'y a eu à bord, depuis le départ, ni cas de peste, de choléra, de fièvre jaune, de typhus exanthématique ou de variole, ni une mortalité insolite des rats, l'autorité sanitaire peut exiger d'eux une déclaration formelle ou sous serment.

ART. 45.

L'autorité sanitaire tiendra compte, pour l'application des mesures indiquées dans les sous-sections A, B, C, D et E qui précèdent, de la présence d'un médecin à bord et des mesures effectivement prises en cours de route, notamment pour la destruction des rats.

Les autorités sanitaires des pays auxquels il conviendrait de s'entendre sur ce point pourront dispenser de la visite médicale et d'autres mesures les navires indemnes qui auraient à bord un médecin spécialement commissionné par leur pays.

ART. 46.

Il est recommandé que les Gouvernements tiennent compte, dans le traitement à appliquer aux provenances d'un pays, des mesures que ce dernier a prises pour combattre les maladies infec-

F. — *Gemeenschappelijke beschikkingen*

ART. 44.

De kapitein en de scheepsdokter zijn verplicht te antwoorden op al de vragen die hun door de gezondheidsoverheid gesteld worden betreffende den gezondheidstoestand aan boord van het schip gedurende de reis.

Wanneer de kapitein en de dokter bevestigen dat er, sedert het vertrek, aan boord geen geval van pest, cholera, gele koorts, vlektyphus of pokken geweest is, noch een ongewone sterfte onder de ratten, dan kan de gezondheidsoverheid van hen een formeele of onder eede afgelegde verklaring eischen.

ART. 45.

De gezondheidsoverheid zal, voor de toepassing der in de voorafgaande onderafdeelingen A, B, C, D en E aangegeven maatregelen, rekening houden met de aanwezigheid op het schip van een geneesheer en met de werkelijk onderweg genomen maatregelen, inzonderheid voor de verdelging der ratten.

De gezondheidsoverheden der landen die zich over dit punt zouden moeten verstaan, kunnen de onbesmette schepen die een door hun land bijzonder aangestelden dokter aan boord zouden hebben, vrijstellen van het geneeskundig onderzoek en van andere maatregelen.

ART. 46.

Er wordt aanbevolen dat de Regeeringen, bij de behandeling toe te passen op de herkomsten van een land, rekening houden met de maatregelen die dit laatste genomen heeft om de besmette-

tieuses et pour en empêcher la transmission à d'autres pays.

Les navires en provenance de ports qui satisfont aux conditions indiquées aux articles 14 et 51 n'ont pas droit, seulement par ce fait, à des avantages spéciaux au port d'arrivée ; mais les Gouvernements s'engagent à tenir le plus grand compte des mesures déjà prises dans ces ports, en sorte que, pour les navires qui en proviennent, toutes les mesures à prendre au port d'arrivée soient réduites au minimum. A cet effet et en vue de causer le moins de gêne possible à la navigation, au commerce et au trafic, il est recommandé que des arrangements spéciaux, dans le cadre prévu à l'article 57 de la présente Convention, soient conclus dans tous les cas où cela pourra paraître avantageux.

ART. 47.

Les navires en provenance d'une région atteinte qui ont été l'objet de mesures sanitaires appliquées d'une façon suffisante, à la satisfaction de l'autorité sanitaire, ne subiront pas une seconde fois ces mesures à leur arrivée dans un port nouveau, que celui-ci appartienne ou non au même pays, à la condition qu'il ne se soit produit depuis lors aucun incident entraînant l'application des mesures sanitaires prévues ci-dessus et qu'ils n'aient pas fait escale dans un port atteint, sauf pour s'approvisionner en combustible.

N'est pas considéré comme ayant fait escale dans un port le navire qui, sans avoir été en communication avec la

lijke ziekten te bestrijden en om het overbrengen daarvan naar andere landen te beletten.

De schepen herkomstig uit havens die aan de in artikelen 14 en 51 aangeduide voorwaarden voldoen, hebben, enkel door dit feit, geen recht op bijzondere voordeelen in de havens van aankomst ; maar de Regeeringen verbinden zich in de ruimste mate rekening te houden met de reeds in deze havens genomen maatregelen, derwijze dat, voor de schepen die daar vandaan komen, al de in de haven van aankomst te nemen maatregelen tot een minimum herleid worden. Te dien einde en om den minst mogelijken hinder aan de scheepvaart, den handel en het verkeer te veroorzaken, verdient het aanbeveling dat er binnen de grenzen voorzien door artikel 57 dezer Overeenkomst, bijzondere schikkingen worden gesloten in al de gevallen waarin dit nuttig zal kunnen schijnen.

ART. 47.

Uit eene besmette streek herkomstige schepen, waarop ten genoegen van de gezondheidsoverheid, afdoende gezondheidsmaatregelen werden toegepast, zullen die maatregelen niet andermaal ondergaan als zij eene andere al of niet tot hetzelfde land behoorende haven binnenloopen, op voorwaarde dat sedertdien geen enkel voorval, dat de toepassing der hierboven bedoelde gezondheidsmaatregelen medebrengt, zich voorgedaan heeft en zij geene besmette haven hebben aangedaan, behalve om zich van brandstof te voorzien.

Wordt niet beschouwd als een haven aangedaan hebbende het schip dat, zonder met het vasteland in betrekking

terre ferme, a débarqué seulement des passagers et leurs bagages, ainsi que la malle postale, ou embarqué seulement la malle postale ou des passagers, munis ou non de bagages, qui n'ont pas communiqué avec ce port ni avec une circonscription contaminée. S'il s'agit de fièvre jaune, le navire doit, en outre, s'être tenu autant que possible à au moins 200 mètres de la terre habitée et à une distance des pontons telle qu'elle rende peu probable l'accès des *Stegomyia*.

ART. 48.

L'autorité du port qui applique des mesures sanitaires délivre gratuitement au capitaine, ou à toute autre personne intéressée, toutes les fois que la demande en est faite, un certificat spécifiant la nature des mesures, les méthodes employées, les parties du navire traitées et les raisons pour lesquelles les mesures ont été appliquées.

Elle délivrera, de même, gratuitement, sur demande, aux passagers arrivés par un navire infecté, un certificat indiquant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles eux et leurs bagages ont été soumis.

Section V. — Dispositions générales.

ART. 49.

Il est recommandé :

1° Que la patente de santé soit délivrée gratuitement dans tous les ports ;

2° Que les droits de chancellerie pour visas consulaires soient réduits, à titre de réciprocité, afin de ne représenter que le coût du service rendu ;

te zijn geweest, alleenlijk passagiers en hun reisgoed evenals de brievenpost aflaadt, of slechts de brievenpost of passagiers oplaadt, die al of niet van reisgoed voorzien zijn en met deze haven of met eenen besmetten kring geene betrekking gehad hebben. Wat gele koorts betreft, moet het schip zich, bovendien, zooveel mogelijk op ten minste 200 meter van bewoond land verwijderd gehouden hebben, en op zulken afstand van de pontons dat het aan boord komen der *Stegomyia* onwaarschijnlijk is.

ART. 48.

De havenoverheid, welke gezondheidsmaatregelen toepast, overhandigt kosteloos aan den kapitein, of aan elken belanghebbenden persoon, telkenmale het gevraagd wordt, een getuigschrift dat den aard der maatregelen, de gebruikte methodes, de behandelde gedeelten van het schip en de redenen waarom de maatregelen toegepast werden, vaststelt.

Zij verstrekt eveneens, kosteloos, op verzoek, aan de met een besmet schip aangekomen passagiers, een getuigschrift, dat den datum hunner aankomst vermeldt alsmede de maatregelen waaraan zij en hun reisgoed onderwerpen werden.

Afdeeling V. — Algemeene beschikkingen.

ART. 49.

Er wordt aanbevolen :

1° Dat de gezondheidspas in al de havens kosteloos afgeleverd worde ;

2° Dat de kanselarijrechten voor consulaire visa's bij wijze van wederkeerigheid verminderd worden, ten einde slechts de kosten van den bewezen dienst te vertegenwoordigen ;

3° Que la patente de santé soit, en plus de la langue du pays où elle est délivrée, libellée au moins en une des langues connues du monde maritime ;

4° Que des accords particuliers, dans l'esprit de l'article 57 de la présente Convention, soient conclus en vue d'arriver à l'abolition progressive des visas consulaires et de la patente de santé.

ART. 50.

Il est désirable que le nombre des ports pourvus d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire, quel que soit son état sanitaire, soit, pour chaque pays, en rapport avec l'importance du trafic et de la navigation. Toutefois, sans préjudice du droit qu'ont les Gouvernements de se mettre d'accord pour organiser des stations sanitaires communes, chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers de cette organisation et de cet outillage.

En outre, il est recommandé que tous les grands ports de navigation maritime soient outillés de telle façon qu'au moins les navires indemnes puissent y subir, dès leur arrivée, les mesures sanitaires prescrites et ne soient pas envoyés, à cet effet, dans un autre port.

Tout navire infecté ou suspect qui arrive dans un port non outillé pour le recevoir doit, à ses risques et périls, se diriger vers l'un des ports ouverts aux navires de sa catégorie.

3° Dat de gezondheidspas, behalve in de taal van het land waarin hij wordt afgeleverd, ten minste ook in een der in de maritime wereld gekende talen opgesteld worde ;

4° Dat particuliere schikkingen worden gesloten, in den geest van artikel 57 dezer Overeenkomst, ten einde tot de geleidelijke afschaffing te komen van de consulaire visa's en den gezondheidspas.

ART. 50.

Het is wenschelijk dat het aantal havens van eene voldoende inrichting en van voldoende hulpmiddelen voorzien om een schip op te nemen, in welken gezondheidstoestand het zich ook bevinde, voor elk land, in overeenkomst zij met de belangrijkheid van den handel en de zeevaart. Evenwel, onverminderd het recht dat de Regeeringen bezitten zich onderling te verstaan om gemeenschappelijke gezondheidsinrichtingen tot stand te brengen, moet elk land ten minste een der havens van het kustgebied van elk zijner zeeën van deze inrichting en van deze hulpmiddelen voorzien.

Bovendien wordt aanbevolen dat alle groote zeehavens zoodanig ingericht zouden zijn dat ten minste de onbesmette schepen, dadelijk bij hunne aankomst, de voorgeschreven maatregelen kunnen ondergaan en, te dien einde, niet naar eene andere haven behoeven gezonden te worden.

Elk besmet of verdacht schip dat aankomt in een haven, die niet voorzien is van de noodige uitrusting om het op te nemen, moet zich op eigen risico begeven naar een der havens die voor schepen zijner categorie openstaan.

Les Gouvernements feront connaître à l'Office International d'Hygiène publique les ports qui sont ouverts chez eux aux provenances de ports atteints de peste, de choléra ou de fièvre jaune et, en particulier, ceux qui sont ouverts aux navires infectés ou suspects.

ART. 51.

Il est recommandé que, dans les grands ports de navigation maritime, il soit établi :

a) Un service médical régulier du port et une surveillance médicale permanente de l'état sanitaire des équipages et de la population du port ;

b) Un matériel pour le transport des malades et des locaux appropriés à leur isolement, ainsi qu'à l'observation des personnes suspectes ;

c) Les installations nécessaires à une désinfection et à une désinsectisation efficaces ; un laboratoire bactériologique et un service en état de procéder aux vaccinations d'urgence, soit contre la variole, soit contre d'autres maladies ;

d) Un service d'eau potable, non suspecte, à l'usage du port et l'application d'un système présentant toute la sécurité possible pour l'enlèvement des déchets et ordures et pour l'évacuation des eaux usées ;

e) Un personnel compétent et suffisant et l'équipement nécessaire pour la dératisation des navires, des chantiers, des docks et des magasins ;

De Regeeringen zullen aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid laten weten welke havens bij haar openstaan voor herkomsten uit met pest, cholera of gele koorts besmette havens en, in 't bijzonder, die welke openstaan voor de besmette en verdachte schepen.

ART. 51.

Er wordt aanbevolen in groote zeehavens :

a) een geregelden geneeskundigen havendienst in te richten, alsmede een bestendig geneeskundig toezicht op den gezondheidstoestand van het scheepsvolk en de havenbevolking ;

b) materieel voor het vervoer der zieken en lokalen ter afzondering dezer laatsten en tot waarneming van de verdachte personen, bereid te houden ;

c) de noodige inrichtingen tot doelmatige ontsmetting en desinsectisatie tot stand te brengen, alsmede een bacteriologisch laboratorium en een dienst die in staat is spoedinentingen te verrichten, hetzij tegen pokken, hetzij tegen andere ziekten ;

d) een dienst voor het verschaffen van onverdacht drinkwater voor het gebruik der haven in te richten en, voor het wegnemen van afval en vuilnis en, voor het loozen van gebruikt water, een stelsel toe te passen dat de meest mogelijke zekerheid oplevert ;

e) bevoegd en voldoende personeel aan te stellen en de noodige uitrusting voor de ontratting der schepen, der werven, der dokken en der magazijnen, bereid te houden ;

f) Une organisation permanente pour la recherche et l'examen des rats.

Il est également recommandé que les magasins et les docks soient, dans les limites du possible, « rat-proof »; et que le réseau des égouts du port soit séparé de celui de la ville.

ART. 52.

Les Gouvernements s'abstiendront de toute visite sanitaire des navires qui traversent leurs eaux territoriales (1) sans faire escale dans les ports ou sur les côtes de leur pays respectifs.

Dans le cas où, pour un motif quelconque, le navire ferait escale dans un port ou sur la côte, il serait soumis aux lois et règlements sanitaires du pays auquel appartient ce port ou cette côte, dans les limites des conventions internationales.

ART. 53.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard de tout navire offrant des conditions d'hygiène exceptionnellement mauvaises, de nature à faciliter la diffusion des maladies visées par la présente convention, en particulier des navires encombrés.

ART. 54.

Tout navire qui ne veut pas se soumettre aux obligations imposées par

f) Een bestendige organisatie voor het opsporen en het onderzoeken der ratten in te richten.

Er wordt eveneens aanbevolen dat de magazijnen en de dokken binnen de grenzen van het mogelijke « rat-proof » zouden zijn, en dat het riolennet der haven van dat der stad gescheiden zij.

ART. 52.

De Regeeringen zullen zich onthouden van elk gezondheidsonderzoek van de schepen die door hunne territoriale wateren (1) varen zonder in de havens of op de kusten hunner respectieve landen aan te leggen.

In geval, om gelijk welke reden, het schip zou aanleggen in een haven of op de kust, dan zou het onderworpen zijn aan de gezondheidswetten en reglementen van het land waartoe deze haven of deze kust behoort, binnen de grenzen der internationale overeenkomsten.

ART. 53.

Bijzondere maatregelen mogen voorgeschreven worden ten opzichte van elk schip dat zich in uitzonderlijke slechte gezondheidsvoorwaarden bevindt, die van aard zijn de verspreiding van de door deze overeenkomst bedoelde ziekten te vergemakkelijken, inzonderheid ten opzichte van overladen schepen.

ART. 54.

Elk schip, dat zich niet wil onderwerpen aan de door de havenoverheid

(1) L'expression « eaux territoriales » doit être entendue dans son sens strictement juridique; elle ne comprend pas les canaux de Suez, de Panama et de Kiel.

(1) De uitdrukking « territoriale wateren » moet in haren strikt juridischen zin begrepen worden; zij omvat niet de kanalen van Suez, van Panama en van Kiel.

l'autorité du port en vertu des stipulations de la présente Convention, est libre de reprendre la mer.

Toutefois, il peut être autorisé à débarquer ses marchandises, à la condition qu'il soit isolé et que les marchandises soient soumises aux mesures prévues à la Section II du Chapitre II de la présente Convention. Il peut être également autorisé à débarquer les passagers qui en font la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité sanitaire.

Le navire peut aussi embarquer du combustible, des vivres et de l'eau, tout en restant isolé.

ART. 55.

Chaque Gouvernement s'engage à n'avoir qu'un seul et même tarif sanitaire, qui devra être publié et dont les taxes devront être modérées. Ce tarif sera appliqué dans les ports à tous les navires, sans distinction entre le pavillon national et les pavillons étrangers ; et aux ressortissants étrangers dans les mêmes conditions qu'aux nationaux.

ART. 56.

Les bateaux au cabotage international feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés. Toutefois, les dispositions de l'article 28 de la présente Convention leur seront applicables dans tous les cas.

krachtens de beschikkingen van deze Overeenkomst opgelegde verplichtingen, is vrij weder zee te kiezen.

Echter kan het de toelating verkrijgen zijne goederen te ontschepen op voorwaarde dat het afgezonderd wordt en dat de koopwaren onderworpen worden aan de maatregelen voorzien in AfdeelingII van Hoofdstuk II dezer Overeenkomst. Het kan eveneens de toelating krijgen de passagiers te ontschepen die zulks vragen, op voorwaarde dat deze zich onderwerpen aan de door de gezondheidsoverheid voorgeschreven maatregelen.

Het schip mag ook brandstof, levensmiddelen en water innemen, op voorwaarde dat het afgezonderd blijft.

ART. 55.

Elke Regeering verbindt zich slechts een enkel en zelfde sanitair tarief te hebben, dat bekendgemaakt zal moeten worden en waarvan de taxen gematigd zullen moeten zijn. Dit tarief zal in de havens toegepast worden op al de schepen, zonder onderscheid tusschen de nationale en vreemde vlaggen te maken, en op de vreemde onderhoorigen in dezelfde omstandigheden als op de landgenooten.

ART. 56.

De vaartuigen van internationale kustvaart zullen het voorwerp uitmaken van een bijzonder regime dat in gemeen overleg door de daarbij betrokken landen vast te stellen is. Echter zullen de beschikkingen van artikel 28 van deze Overeenkomst op gezegde vaartuigen in alle gevallen toepasselijk zijn.

ART. 57.

Les Gouvernements peuvent, en tenant compte de leurs situations spéciales et pour rendre plus efficace et moins gênante l'application des mesures sanitaires prévues par la Convention, conclure entre eux des accords particuliers. Les textes de ces accords seront communiqués à l'Office International d'Hygiène publique.

Section VI. — Mesures aux frontières de terre ; voyageurs ; chemins de fer ; zones frontières ; voies fluviales.

ART. 58.

Il ne doit pas être établi d'observation aux frontières terrestres.

En ce qui concerne les maladies visées par la présente Convention, seules les personnes présentant les symptômes de ces maladies peuvent être retenues aux frontières.

Ce principe n'exclut pas le droit, pour chaque pays, de fermer, au besoin, une partie de ses frontières. On désignera les lieux par lesquels le trafic frontière sera exclusivement autorisé ; dans ce cas, des stations sanitaires, dûment équipées, seront établies aux lieux ainsi désignés. Ces mesures devront être notifiées immédiatement au pays voisin intéressé.

Par dérogation aux dispositions du présent article, pourront être retenues aux frontières terrestres, en observation, pendant une période qui ne dépassera pas sept jours à compter de l'arrivée, les personnes ayant été en contact avec un

ART. 57.

De Regeeringen mogen, rekening houdend met hunne bijzondere toestanden en om de toepassing der door de overeenkomst bedoelde gezondheidsvoorschriften werkdadiger en minder hinderlijk te maken, onder elkander bijzondere schikkingen sluiten, De teksten van deze schikkingen zullen aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid worden medegedeeld.

Afdeeling VI. — Maatregelen aan de landgrenzen ; reizigers ; spoorwegen ; grensstreken ; waterwegen.

ART. 58.

Aan de landgrenzen moet geen waarneming worden ingericht.

Wat de door deze overeenkomst bedoelde ziekten betreft, mogen alleen personen die de verschijnselen dezer ziekten vertoonen aan de grenzen opgehouden worden.

Dit beginsel doet geen afbreuk aan het recht, voor elk land, desnoods een gedeelte zijner grenzen te sluiten. Men zal de plaatsen aanduiden waarlangs het grensverkeer uitsluitend zal toegelaten zijn ; in dit geval zullen behoorlijk uitgeruste sanitaire stations opgericht worden in de aldus aangeduide plaatsen. Deze maatregelen zullen onmiddellijk ter kennis van het betrokken naburige land moeten gebracht worden.

In afwijking van de beschikkingen van dit artikel zullen de personen, die in aanraking zijn geweest met een lijder aan longenpest, gedurende een periode die zeven dagen te rekenen van de aankomst niet zal overtreffen, aan de land-

malade atteint de peste pneumonique.

Les personnes ayant été en contact avec un malade atteint de typhus exanthématique pourront être soumises à l'épouillage.

ART. 59.

Il importe que, dans les trains en provenance d'une circonscription atteinte, les voyageurs soient soumis, en cours de route, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

L'intervention médicale se borne à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades et, s'il y a lieu, à leur entourage. Si cette visite se fait, elle est combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de manière que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible.

ART. 60.

Les voitures de chemins de fer qui circulent dans les pays où existe la fièvre jaune doivent être aménagées de façon à se prêter aussi peu que possible au transport des *Stegomyia*.

ART. 61.

Dès que les voyageurs, venant d'une circonscription, se trouvant dans les conditions prévues à l'article 10, deuxième alinéa, de la présente Convention, seront arrivés à destination, ils pourront être soumis à une surveillance qui ne dépassera pas, à compter de la date de l'arrivée, six jours s'il s'agit de peste, cinq jours s'il s'agit de choléra, dix jours s'il

grenzen in waarneming kunnen worden gehouden.

De personen die in aanraking zijn geweest met een lijder aan vlektyphus zullen aan ontluizing onderworpen worden.

ART. 59.

Het is van belang dat, in de treinen herkomstig uit een aangetasten kring, de reizigers onderweg, wat den staat hunner gezondheid betreft, aan een toezicht van wege het spoorwegpersoneel onderworpen worden.

De geneeskundige tusschenkomst is beperkt tot een onderzoek van de reizigers en tot de zorgen te geven aan de zieken en zoo noodig aan hunne omgeving. Indien dit onderzoek geschiedt gaat het, zooveel mogelijk gepaard, met het douaneonderzoek, derwijze dat de reizigers zoo korten tijd mogelijk worden opgehouden.

ART. 60.

De spoorwegrijtuigen die rijden in landen waar gele koorts bestaat, moeten zoo ingericht worden dat zij zich zoo weinig mogelijk tot het overbrengen van *Stegomyia* leenen.

ART. 61.

Zoodra reizigers, die uit een kring komen, welke zich in de door artikel 10, 2e alinea, van deze Overeenkomst voorziene omstandigheden bevindt, ter bestemming zullen zijn aangekomen, kunnen zij aan een toezicht worden onderworpen dat, te rekenen van den dag van aankomst, niet langer zal duren dan zes dagen in geval van pest, vijf dagen

s'agit de fièvre jaune, douze jours s'il s'agit de typhus exanthématique, ou quatorze jours s'il s'agit de variole.

ART. 62.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, les Gouvernements se réservent le droit, dans des cas exceptionnels, de prendre des mesures particulières, en ce qui concerne les maladies visées par la présente Convention, vis-à-vis de certaines catégories de personnes ne présentant pas des garanties sanitaires suffisantes, spécialement des personnes voyageant ou passant la frontière par troupes. Les dispositions du présent alinéa ne sont pas applicables aux émigrants, sous réserve des dispositions de l'article 21.

Ces mesures peuvent comprendre l'établissement, aux frontières, de stations sanitaires équipées de manière à pouvoir assurer la surveillance et éventuellement l'observation des personnes dont il s'agit, ainsi que l'examen médical, la désinfection, la désinsectisation et la vaccination.

Autant que possible, ces mesures exceptionnelles devraient faire l'objet d'arrangements spéciaux entre pays limitrophes.

ART. 63.

Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages, ainsi que les wagons de marchandises, ne peuvent être retenus aux frontières.

Toutefois, s'il arrive qu'une de ces voitures soit contaminée ou ait été occupée par un malade atteint de peste, de

in geval van cholera, zes dagen in geval van gele koorts, twaalf dagen in geval van vlektyphus of veertien dagen in geval van pokken.

ART. 62.

Niettegenstaande de voorgaande beschikkingen behouden de Regeeringen zich het recht voor in uitzonderlijke gevallen bijzondere maatregelen te nemen, wat de door deze Overeenkomst bedoelde ziekten betreft, ten opzichte van zekere categorieën personen die geen voldoende sanitaire waarborgen bieden ; in het bijzonder ten opzichte van personen die in groepen reizen of de grens overtrekken. De beschikkingen van deze alinea zijn niet toepasselijk op landverhuizers, onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 21.

Deze maatregelen kunnen de oprichting aan de grenzen omvatten van sanitaire stations die zoodanig ingericht zijn dat zij het toezicht en eventueel de waarneming van de personen waarvan sprake kunnen verzekeren, alsmede het geneeskundig onderzoek, de ontsmetting, de desinsectisatie en de inenting.

Zooveel mogelijk zouden deze uitzonderlijke maatregelen het voorwerp moeten uitmaken van bijzondere schikkingen tusschen aangrenzende landen.

ART. 63.

De rijtuigen bestemd voor het vervoer van reizigers, van de post en van reisgoed, alsmede de goederenwagens mogen aan de grenzen niet worden opgehouden.

Indien echter een dezer rijtuigen besmet is of indien zich daarin pest-, cholera-, vlektyphus- of pokkenlijders

choléra, de typhus exanthématique ou de variole, elle sera retenue le temps nécessaire pour être soumise aux mesures prophylactiques indiquées dans chaque cas.

ART. 64.

Les mesures concernant le passage aux frontières du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles sont combinées de façon à ne pas entraver le service.

ART. 65.

Le règlement du trafic frontière et des questions inhérentes à ce trafic est laissé à des arrangements spéciaux entre les pays limitrophes, selon les dispositions de la présente Convention.

ART. 66.

Il appartient aux Gouvernements des pays riverains de régler par des arrangements spéciaux le régime sanitaire des lacs et des voies fluviales.

TITRE II.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AU CANAL DE SUEZ ET AUX PAYS LIMITROPHES.

Section I. — Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports du Nord atteints et se présentant à l'entrée du Canal de Suez ou dans les ports égyptiens.

ART. 67.

Les navires ordinaires indemnes qui

hebben bevonden, zal het den noodigen tijd worden teruggehouden om aan de in elk geval aangeduide voorbehoedende maatregelen onderworpen te worden.

ART. 64.

Het nemen van maatregelen, betreffende het overschrijden van de grenzen door het personeel van den spoorweg en van de posterijen, behoort tot de bevoegdheid der betrokken besturen. Zij worden zóó beraamd, dat zij den dienst niet belemmeren.

ART. 65.

De regeling van het grensverkeer en van de vragen die ermede in verband staan, wordt overgelaten aan bijzondere schikkingen tusschen aan elkander grenzende landen, volgens de bepalingen van deze Overeenkomst.

ART. 66.

Aan de Regeeringen der Oeverstaten moet worden overgelaten bij afzonderlijke overeenkomsten de gezondheidsmaatregelen voor de meren en de waterwegen vast te stellen.

TITEL II.

BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR HET SUEZKANAAL EN DE AANGRENZENDE LANDEN.

Afdeeling I. — Maatregelen met betrekking tot de gewone uit noordelijke besmette havens komende schepen, welke bij den ingang van het Suezkanaal of in Egyptische havens aankomen.

ART. 67.

Gewone onbesmette schepen, die uit

viennent d'un port, atteint de peste ou de choléra, situé en Europe ou dans le bassin de la Méditerranée ou de la Mer Noire, et qui se présentent pour passer le Canal de Suez, obtiennent le passage en quarantaine.

ART. 68.

Les navires ordinaires indemnes qui veulent aborder en Egypte peuvent s'arrêter à Alexandrie ou à Port-Saïd.

Si le port de départ est atteint de peste, l'article 27 est applicable.

Si le port de départ est atteint de choléra, l'article 33 est applicable.

L'autorité sanitaire du port pourra substituer à la surveillance l'observation, soit à bord, soit dans une station quarantenaire.

ART. 69.

Les mesures auxquelles seront soumis les navires infectés ou suspects qui viennent d'un port, atteint de peste ou de choléra, situé en Europe ou sur les rives de la Méditerranée ou de la Mer Noire, et qui désirent aborder dans un des ports d'Egypte ou passer le Canal de Suez, seront déterminées par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d Egypte, conformément aux stipulations de la présente Convention.

ART. 70.

Le règlement arrêté par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte devra être revisé dans le plus bref délai possible pour le conformer aux stipulations de la présente Convention.

eene met pest of cholera besmette haven van Europa of van het bekken der Middellandsche Zee of der Zwarte Zee komen en het Suez-kanaal wenschen door te varen, kunnen dit doen in quarantaine.

ART. 68.

Gewone onbesmette schepen, die Egypte willen aandoen, kunnen zich te Alexandrië of te Port-Saïd ophouden.

Indien de haven van vertrek met pest is besmet, is artikel 27 toepasselijk.

Indien de haven van vertrek met cholera is besmet, is artikel 33 toepasselijk.

De gezondheidsoverheid der haven kan het toezicht door waarneming vervangen, hetzij aan boord, hetzij in een quarantaine-station.

ART. 69.

De maatregelen waaraan besmette en verdachte schepen zullen onderworpen worden, die uit eene met pest of cholera besmette haven van Europa of van de kusten der Middellandsche of der Zwarte Zee komen en eene der havens van Egypte wenschen aan te doen of het Suez-kanaal door te varen, zullen door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte worden vastgesteld, in overeenstemming met de bepalingen van deze Overeenkomst.

ART. 70.

Het door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine Raad van Egypte vastgestelde reglement zal binnen den kortst mogelijken tijd herzien moeten worden om het in overeenstemming te brengen

Il devra, pour devenir exécutoire, être accepté par les diverses Puissances représentées audit Conseil. Il fixera le régime imposé aux navires, aux passagers et aux marchandises. Il déterminera le nombre minimum de médecins devant être affectés à chaque station, ainsi que le mode de recrutement, la rétribution et les attributions de ces médecins et de tous fonctionnaires chargés d'assurer, sous l'autorité du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, la surveillance et l'exécution des mesures prophylactiques.

Ces médecins et fonctionnaires sont désignés au Gouvernement Egyptien par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte par l'entremise de son président.

Section II. — Mesures dans la Mer Rouge.

A. — *Mesures à l'égard des navires ordinaires venant du Sud, se présentant dans les ports de la Mer Rouge ou allant vers la Méditerranée.*

ART. 71.

Indépendamment des dispositions générales du titre I, concernant la classification et le régime des navires infectés, suspects ou indemnes, les prescriptions spéciales contenues dans les articles ci-après sont applicables aux navires ordinaires venant du Sud et entrant dans la Mer Rouge.

met de bepalingen van deze Overeenkomst. Het zal, om uitvoerbaar te worden, door de verschillende in gezegden Raad vertegenwoordigde Mogendheden aangenomen moeten zijn. Het zal het regime opgelegd aan de schepen, de passagiers, en de koopwaren vaststellen. Het zal het minimum-aantal geneesheeren bepalen die aan elk station verbonden moeten zijn, alsmede de wijze van aanwerving, de bezoldiging en de bevoegdheden dezer geneesheeren en van alle ambtenaren die gelast zijn, onder het gezag van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte, het toezicht over en de uitvoering van de voorbehoedmaatregelen te verzekeren.

Deze geneesheeren en ambtenaren worden aan de Egyptische Regeering bekendgemaakt door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte, door bemiddeling van zijnen voorzitter.

Afdeeling II. — Maatregelen in de Roode Zee.

A. — *Maatregelen met betrekking tot de gewone schepen die uit het Zuiden komen en zich in de havens der Roode Zee vertoonen of op weg zijn naar de Middellandsche Zee.*

ART. 71.

Benevens de algemeene bepalingen van titel I, betreffende de indeeling en de behandeling van besmette, verdachte of onbesmette schepen, zijn de bijzondere voorschriften, samengevat in de hiernavolgende artikelen, toepasselijk op de gewone schepen die uit het Zuiden komen en de Roode Zee binnenvaren.

Navires indemnes.

ART. 72.

Les navires indemnes peuvent passer le Canal de Suez en quarantaine.

Si le navire doit aborder en Egypte :

a) Si le port de départ est atteint de peste, le navire doit avoir fait six jours pleins de voyage, sinon les passagers qui débarquent et les équipages sont soumis à la surveillance jusqu'à l'achèvement des six jours.

Les opérations de chargement et de déchargement seront autorisées, en tenant compte des mesures nécessaires pour empêcher les rats de débarquer ;

b) Si le port de départ est atteint de choléra, le navire peut recevoir libre pratique, mais tout passager ou membre de l'équipage qui débarque, si cinq jours pleins ne se sont pas écoulés depuis la date du départ du port atteint, sera soumis à la surveillance jusqu'à l'achèvement de ce laps de temps.

L'autorité sanitaire du port pourra toujours, si elle le croît nécessaire, substituer à la surveillance l'observation, soit à bord, soit dans une station quarantenaire. Elle pourra, dans tous les cas, procéder aux examens bactériologiques qu'elle jugera nécessaires.

Navires suspects.

ART. 73.

Les navires ayant à bord un médecin peuvent, si l'autorité sanitaire les considère comme présentant des garanties

Onbesmette schepen.

ART. 72.

De onbesmette schepen kunnen het Suez-kanaal in quarantaine doorvaren.

Indien het schip in Egypte moet aanleggen :

a) Indien de haven van vertrek door pest is aangetast, moet het schip een reis van ten volle zes dagen gedaan hebben, zoo niet worden de passagiers die ontschepen en de bemanning aan toezicht onderworpen totdat de zes dagen ten volle verstreken zijn.

Laden en lossen wordt toegelaten mits rekening wordt gehouden met de maatregelen die noodig zijn om de ratten te beletten aan land te gaan ;

b) Indien de haven van vertrek door cholera is aangetast, kan het schip tot vrij verkeer worden toegelaten, maar elke passagier of elk lid der bemanning die aan wal gaat, wanneer volle vijf dagen niet verstreken zijn sedert den datum van vertrek uit de aangetaste haven, zal aan toezicht onderworpen worden tot deze tijdruimte afgeloopen is.

De gezondheidsoverheid van de haven zal altijd, indien zij het noodig acht, het toezicht kunnen vervangen door de waarneming, hetzij aan boord, hetzij in een quarantaine-station. Zij zal in alle gevallen kunnen overgaan tot elk bacteriologisch onderzoek dat zij noodig zal achten.

Verdachte schepen.

ART. 73.

Aan de schepen met een geneesheer aan boord kan, indien de gezondheidsoverheid van meening is dat zij vol-

suffisantes, être admis à passer par le Canal de Suez en quarantaine, dans les conditions du règlement visé par l'article 70.

Si le navire doit aborder en Egypte :

a) S'il s'agit de la peste, les mesures de l'article 26 sont applicables, mais la surveillance peut être remplacée par l'observation ;

b) S'il s'agit du choléra, les mesures de l'article 31 sont applicables, avec la même réserve pour la substitution de l'observation à la surveillance.

Navires infectés.

ART. 74.

a) Peste. Les mesures édictées à l'article 25 sont applicables. Au cas où il y a danger d'infection, le navire peut être requis de mouiller aux Sources de Moïse ou à un autre emplacement indiqué par l'autorité sanitaire du port.

Le passage en quarantaine peut être accordé avant l'expiration du délai réglementaire de six jours, si l'autorité sanitaire du port le juge possible.

b) Choléra. Les mesures édictées à l'article 30 sont applicables. Le navire peut être requis de mouiller aux Sources de Moïse ou à un autre emplacement, et, en cas d'épidémie grave à bord, peut être repoussé à El-Tor, afin de permettre la vaccination et, le cas échéant, le traitement des malades.

doende waarborgen bieden, worden toegelaten het Suez-kanaal in quarantaine door te varen, onder de voorwaarden van het door artikel 70 bedoelde reglement.

Indien het schip in Egypte moet aanleggen :

a) Indien het pest betreft, zijn de maatregelen van artikel 26 toepasselijk, maar het toezicht kan door de waarneming vervangen worden ;

b) Indien het cholera betreft, zijn de maatregelen van artikel 31 toepasselijk, met hetzelfde voorbehoud voor de vervanging van het toezicht door de waarneming.

Besmette schepen.

ART. 74.

a) Pest. De in artikel 25 uitgevaardigde maatregelen zijn toepasselijk. In geval gevaar voor besmetting bestaat, kan van het schip geëischt worden dat het aan de Bronnen van Mozes of op een andere door de gezondheidsoverheid der haven aangeduide plaats voor anker zal gaan liggen.

De doorvaart in quarantaine kan vóór het verstrijken van den reglementairen tijd van zes dagen worden toegestaan, indien de gezondheidsoverheid der haven het mogelijk acht.

b) Cholera. De in artikel 30 uitgevaardigde maatregelen zijn toepasselijk. Van het schip kan geëischt worden dat het aan de Bronnen van Mozes, of op een ander plaats, voor anker gaat liggen, en in geval van ernstige epidemie aan boord kan het naar El-Tor worden teruggezonden, ten einde de inenting en, in voorkomend geval, de behandeling der zieken mogelijk te maken.

Le navire ne pourra être autorisé à passer le Canal de Suez que lorsque les autorités sanitaires se seront assurées que le navire, les passagers et l'équipage ne présentent plus de danger.

B. — *Mesures à l'égard des navires ordinaires venant de ports atteints du Hedjaz, en temps de pèlerinage.*

ART. 75.

A l'époque du pèlerinage de la Mecque, si la peste ou le choléra sévit au Hedjaz, les navires provenant du Hedjaz ou de toute autre partie de la côte arabique de la Mer Rouge, sans y avoir embarqué des pèlerins ou des groupes analogues, et qui n'ont pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Il sont soumis aux mesures préventives et au traitement imposés à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Egypte, ils peuvent être soumis, dans un établissement sanitaire désigné par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, à une observation de cinq jours pour le choléra et de six jours pour la peste, à compter de l'embarquement. Ils sont soumis, en outre, à toutes les mesures prescrites pour les navires suspects (désinfection, etc.) et ne sont admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que si les navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, l'observation pourra être imposée

Het schip kan slechts de toelating verkrijgen om het Suez-kanaal door te varen, wanneer de gezondheidsoverheden er zich van verzekerd hebben dat het schip, de passagiers en de bemanning geen gevaar meer opleveren.

B. — *Maatregelen betreffende de gewone schepen die ten tijde van bedevaarten uit besmette havens van den Hedjaz komen.*

ATR. 75.

Ten tijde der bedevaart naar Mekka, indien de pest of de cholera in den Hedjaz heerscht ; worden de schepen die van den Hedjaz of van eenig ander gedeelte der Arabische kust van de Roode Zee komen, zonder er bedevaartgangers of dergelijke bij talrijke groepen reizende menschen ingescheept te hebben en die, gedurende den overtocht, geen verdacht geval aan boord hebben gehad, onder de gewone verdachte schepen gerangschikt. Zij ondergaan de voorzorgsmaatregelen en de behandeling waaraan die schepen onderworpen zijn.

Indien zij naar Egypte varen, kunnen zij in eene door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte aangewezen inrichting, onderworpen worden aan eene waarneming van vijf dagen voor cholera en van zes dagen voor pest, te rekenen van den dag der inscheping. Daarenboven worden zij aan al de voor verdachte schepen voorgeschreven maatregelen (ontsmetting, enz.) onderworpen en worden zij niet tot het vrije verkeer toegelaten, dan na een geneeskundig onderzoek met gunstigen uitslag.

Het is verstaan dat, indien er zich op de schepen gedurende den overtocht verdachte gevallen hebben voorgedaan,

aux Sources de Moïse et sera de cinq jours pour le choléra et de six jours pour la peste.

Section III. — Organisation de la surveillance.

ART. 76.

La visite médicale prévue par les règlements pour tout navire arrivant à Suez peut avoir lieu même de nuit sur les navires qui se présentent pour passer le canal, s'ils sont éclairés à la lumière électrique, et toutes les fois que l'autorité sanitaire du port a l'assurance que les conditions d'éclairage sont suffisantes.

Un corps de gardes sanitaires est chargé d'assurer la surveillance et l'exécution des mesures de prophylaxie appliquées dans le Canal de Suez et aux établissements quarantenaires. Les gardes sont investis du caractère d'agents de la force publique, avec droit de réquisition en cas d'infraction aux règlements sanitaires.

Section IV. — Passage en quarantaine du Canal de Suez.

ART. 77.

L'autorité sanitaire du port de Suez accorde le passage en quarantaine. Le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte en est immédiatment informé. Dans les cas douteux, la décision est prise par ce Conseil.

ART. 78.

Dès que l'autorisation prévue à l'article

de waarneming aan de Bronnen van Mozes zal kunnen opgelegd worden, welke vijf dagen zal duren voor cholera en zes dagen voor pest.

Afdeeling III. — Regeling van het toezicht.

ART. 76.

Het door de reglementen voorziene geneeskundig onderzoek voor elk te Suez aankomend schip kan zelfs 's nachts plaats hebben op de schepen die zich aanbieden om het kanaal door te varen, wanneer zij electrisch verlicht zijn en telkens dat de gezondheidsoverheid der haven overtuigd is dat de verlichting voldoende is.

Een korps gezondheidsopzichters is belast met het toezicht op en de uitvoering van de in het Suez-kanaal en de quarantaine-inrichtingen toegepaste voorbehoedmaatregelen. De opzichters zijn dienaars van de openbare macht en hebben het recht de hulp der gewapende macht in te roepen in geval van inbreuk op de reglementen betreffende den gezondheidsdienst.

Afdeeling IV. — Doorvaart in quarantaine door het Suez-kanaal.

ART. 77.

De doorvaart in quarantaine wordt toegestaan door de gezondheidsoverheid te Suez. De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte wordt er dadelijk mede bekendgemaakt. In twijfelachtige gevallen beslist de Raad.

ART. 78.

Zoodra de in voorgaand artikel voor-

précédent est accordée, des télégrammes sont expédiés aux autorités du port que le capitaine indique comme sa prochaine escale, ainsi qu'au port de destination finale. L'expédition de ces télégrammes est faite aux frais du navire.

ART. 79.

Chaque pays édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de ce pays. Seront exceptés les cas de force majeure et de relâche forcée.

ART. 80.

Lors de l'arraisonnement, le capitaine est tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou de serviteurs à gages quelconques, non inscrits sur le rôle d'équipage ou le registre à cet usage.

Les questions suivantes sont, notamment, posées aux capitaines de tous les navires se présentant à Suez, venant du Sud. Ils y répondent sous serment ou par déclaration formelle :

« Avez-vous des auxiliaires : chauffeurs ou autres gens de service, non inscrits sur le rôle de l'équipage ou sur le registre spécial ?

Quelle est leur nationalité ? Où les avez-vous embarqués ? »

Les médecins sanitaires doivent s'assurer de la présence de ces auxiliaires, et, s'ils constatent qu'il y a des manquants

ziene toelating verleend is, worden telegrammen gestuurd naar de overheden der haven welke de kapitein als zijn volgende aanleghaven opgeeft. De verzending dezer telegrammen geschiedt op de kosten van het schip.

ART. 79.

Ieder land zal strafbepalingen vaststellen tegen die vaartuigen welke, met afwijking van den door den kapitein opgegeven koers, zonder geldige redenen eene der havens van het grondgebied van dat land mochten aandoen. Eene uitzondering zal gemaakt worden in gevallen van overmacht en van binnenloopen in eene noodhaven.

ART. 80.

Bij het geneeskundig onderzoek, is de gezagvoerder gehouden te verklaren of hij ploegen inlandsche stokers of loontrekkende ondergeschikten, in welke hoedanigheid ook, aan boord heeft, die niet op de monsterrol of het daartoe dienende register voorkomen.

In het bijzonder worden aan de gezagvoerders van alle schepen, die Suez aandoen en uit het Zuiden komen, de volgende vragen gesteld. Zij beantwoorden deze onder eede of door een formeele verklaring :

« Hebt gij helpers : stokers of andere manschappen, die niet op de monsterrol of in het bijzonder register zijn ingeschreven ? Van welke nationalitiet zijn zij ?

Waar hebt gij ze aan boord genomen ? »

De geneesheeren van den gezondheidsdienst moeten zich van de aanwezigheid van die helpers vergewissen en, zoo

parmi eux, chercher avec soin les causes de l'absence.

ART. 81.

Un officier sanitaire et deux gardes sanitaires au moins montent à bord. Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd. Ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du Canal.

ART. 82.

Tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers ou de marchandises sont interdits pendant le parcours du Canal de Suez.

Toutefois, les voyageurs peuvent s'embarquer à Suez ou à Port-Saïd en quarantaine.

ART. 83.

Les navires transitant en quarantaine doivent effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd ou vice-versa sans garage.

En cas d'échouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires sont effectuées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du Canal de Suez.

ART. 84.

Les transports de troupes par bateaux suspects ou infectés transitant en quarantaine sont tenus de traverser le Canal

zij bemerken dat de helpers niet voltallig aanwezig zijn, zorgvuldig de oorzaak van deze afwezigheid nagaan.

ART. 81.

Een gezondheidsambtenaar en twee gezondheidsopzichters komen aan boord. Zij moeten het schip tot Port-Saïd vergezellen. Aan hen is opgedragen elke gemeenschap met het schip, gedurende de vaart door het kanaal te beletten en te waken voor de naleving der voorgeschreven maatregelen gedurende die doorvaart.

ART. 82.

Elke in-, ont- of overscheping van passagiers en van goederen is verboden op de reis door het Kanaal van Suez.

De passagiers kunnen zich echter te Suez of te Port-Saïd in quarantaine inschepen.

ART. 83.

De schepen, die in quarantaine doorvaren, moeten de reis van Suez tot Port-Saïd, of vice versa, afleggen zonder te stoppen op de wisselplaatsen.

In geval van vastraken of wanneer het stoppen op eene wisselplaats niet te vermijden is, worden de noodige werkzaamheden door het personeel van het schip zelf verricht en wordt daarbij elke gemeenschap met het personeel der Suez-kanaalmaatschappij vermeden.

ART. 84.

Het overbrengen van troepen in verdachte of besmette schepen, welke in quarantaine doorvaren, mag door het Kanaal

seulement de jour. S'ils doivent séjourner de nuit dans le Canal, ils prennent leur mouillage au lac Timsah ou dans le Grand Lac.

ART. 85.

Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd, sauf dans les cas prévus aux articles 82 et 86.

Les opérations de ravitaillement doivent être pratiquées avec les moyens du bord.

Les personnes employées au chargement, ou toutes autres personnes qui seraient montées à bord, sont isolées sur le ponton quarantenaire. Elles subissent les mesures réglementaires.

ART. 86.

Lorsqu'il est indispensable, pour les navires transitant en quarantaine, de prendre du charbon ou du pétrole à Suez ou à Port-Saïd, ces navires doivent exécuter cette opération avec les garanties nécessaires d'isolement et de surveillance sanitaire, qui seront indiquées par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte. Pour les navires à bord desquels une surveillance efficace du charbonnage est possible et où tout contact avec les gens du bord peut être évité, le charbonnage par les ouvriers du port est autorisé. La nuit ,le lieu de l'opération doit être efficacement éclairé à la lumière électrique.

ART. 87.

Les pilotes, les électriciens, les agents de la compagnie et les gardes sanitaires

alleen bij dag geschieden. Als die schepen des nachts in het Kanaal moeten blijven, zullen zij in het meer Timsah of in het Groote Meer moeten ankeren.

ART. 85.

Het verblijven in de haven van Port-Saïd is verboden voor schepen die in quarantaine doorvaren, behalve in de gevallen voorzien bij artikelen 84 en 86.

Het innemen van levensmiddelen en scheepsbehoeften moet geschieden met de aan boord voorhanden middelen.

De sjouwerlieden of andere personen, die aan boord mochten gegaan zijn, worden op de quarantaine-schuit afgezonderd. Zij ondergaan de reglementaire maatregelen.

ART. 86.

Wanneer schepen, die in quarantaine doorvaren, noodzakelijk te Suez of te Port-Saïd kolen of petroleum moeten innemen, moeten zij dit doen met de noodige waarborgen voor afzondering en sanitair toezicht, die door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte zullen worden aangeduid. Het stuwen van kolen mag door werklieden uit de haven worden verricht, indien aan boord van het schip een afdoende toezicht op die werkzaamheden kan worden gehouden en iedere aanraking met opvarenden kan worden vermeden. Des nachts, moet de plaats der werkzaamheden op afdoende wijze electrisch verlicht worden.

ART. 87.

De loodsen, de bedienaren der electrische toestellen, de beambten der maat-

doivent quitter le navire à Port-Saïd, hors du port, entre les jetées, et sont de là conduits directement au ponton de quarantaine, où ils subissent les mesures jugées nécessaires.

ART. 88.

Les navires de guerre ci-après déterminés bénéficient, pour le passage du Canal de Suez, des dispositions suivantes :

Ils seront reconnus indemnes par l'autorité quarantenaire sur la production d'un certificat émanant des médecins du bord, contresigné par le commandant, affirmant sous serment ou par déclaration formelle :

a) Qu'il n'y a eu à bord, soit au moment du départ, soit pendant la traversée, aucun cas de peste ou de choléra ;

b) Qu'une visite minutieuse de toutes les personnes existant à bord, sans exception, a été passée moins de douze heures avant l'arrivée dans le port égyptien et qu'elle n'a révélé aucun cas de ces maladies.

Ces navires sont exempts de la visite médicale et reçoivent immédiatement libre pratique.

L'autorité quarantenaire a néanmoins le droit de faire pratiquer, par ses agents, la visite médicale à bord des navires de guerre toutes les fois qu'elle le juge nécessaire.

Les navires de guerre suspects ou infectés seront soumis aux règlements en vigueur.

schappij en de gezondheidsopzichters moeten het schip verlaten te Port-Saïd, buiten de haven, tusschen de hoofden, en worden van daar rechtstreeks naar de quarantaine-schuit overgebracht, waar zij aan de noodige maatregelen onderworpen worden.

ART. 88.

Ten voordeele van de hierna bepaalde oorlogsschepen gelden, wat hun doortocht door het Suez-kanaal betreft, de volgende bepalingen :

Zij worden door de quarantaine-overheid als onbesmet beschouwd op vertoon van eene door scheepsdokters afgegeven verklaring, medeonderteekend door den bevelvoerder, waarin onder eede verklaard of door een formeele verklaring verzekerd wordt :

a) Dat geen geval van pest of van cholera zich aan boord heeft voorgedaan, hetzij bij het vertrek, hetzij gedurende de reis ;

b) Dat al de aan boord zijnde personen, zonder uitzondering, minder dan twaalf uren vóór de aankomst in de Egyptische haven nauwkeurig werden onderzocht, en dat daarbij geen geval van die ziekten werd waargenomen.

Deze schepen zijn van het geneeskundig onderzoek vrijgesteld en worden dadelijk tot het vrije verkeer toegelaten.

De quarantaine-overheid heeft niettemin het recht aan boord der oorlogschepen door hare ambtenaren tot een geneeskundig onderzoek te laten overgaan, telkens zij het noodig acht.

Verdachte of besmette oorlogsbodems zullen aan de van kracht zijnde voorschriften onderworpen zijn.

Ne sont considérés comme navires de guerre que les unités de combat. Les bateaux-transports, les navires-hôpitaux rentrent dans la catégorie des navires ordinaires.

ART. 89.

Le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte est autorisé à organiser le transit du territoire égyptien, par voie ferrée, dans des trains quarantenaires, des malles postales et des passagers ordinaires venant de pays contaminés.

Section V. — Régime sanitaire applicable au Golfe Persique.

ART. 90.

Le régime sanitaire résultant du titre 1er de la présente Convention sera appliqué, en ce qui concerne la navigation dans le Golfe Persique, par les autorités sanitaires des ports tant au départ qu'à l'arrivée.

TITRE III.

DISPOSITIONS SPÉCIALES AUX PÈLERINAGES.

CHAPITRE Ier. — *Prescriptions générales.*

ART. 91.

Les dispositions de l'article 13 sont applicables aux personnes et aux objets à destination du Hedjaz ou du royaume de l'Irak et qui doivent être embarqués à bord d'un navire à pèlerins, alors même que le port d'embarquement est indemne.

Als oorlogsbodems worden slechts beschouwd de gevechtseenheden. Schepen voor troepenvervoer en hospitaalschepen worden als gewone schepen beschouwd.

ART. 89.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte is bevoegd den doorvoer per spoor over het Egyptisch grondgebied van de brievenmalen en het doorreizen der gewone passagiers, komende uit besmette landen, in quarantainetreinen te regelen.

Afdeeling V. — Gezondheidsregime in de Perzische Golf.

ART. 90.

Het gezondheidsregime voortvloeiend uit Titel I van deze Overeenkomst zal, wat de scheepvaart in de Perzische Golf betreft, door de gezondheidsoverheden der havens, zoowel bij het vertrek als bij de aankomst, worden toegepast.

TITEL III.

BIJZONDERE BEPALINGEN VOOR DE BEDEVAARTEN.

HOOFDSTUK I. — *Algemeene voorschriften.*

ART. 91.

De beschikkingen van artikel 13 zijn toepasselijk op personen en voorwerpen met bestemming naar den Hedjaz of het Koninkrijk Irak, en die moeten ingescheept worden aan boord van een pelgrimsschip, zelfs dan wanneer de inscheepingshaven niet zou besmet zijn.

ART. 92.

Lorsqu'il existe des cas de peste, de choléra ou d'une autre maladie épidémique dans le port, l'embarquement ne se fait à bord des navires à pèlerins qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de ces maladies.

Il est entendu que, pour exécuter cette mesure, chaque Gouvernement peut tenir compte des circonstances et possibilités locales

En cas de choléra, les personnes qui accepteront la vaccination pratiquée sur place par le médecin de l'autorité sanitaire, ne seront soumises qu'à la visite médicale au moment de la vaccination. Elles seront dispensées de l'observation prévue au présent article.

ART. 93.

Les pèlerins devront être munis d'un billet d'aller et retour ou avoir déposé une somme suffisante pour le retour et, si les circonstances le permettent, justifier des moyens nécessaires pour accomplir le pèlerinage.

ART. 94.

Les navires à moteur mécanique sont seuls admis à faire le transport des pèlerins au long cours.

ART. 95.

Les navires à pèlerins faisant le cabo-

ART. 92.

Wanneer zich in de haven gevallen van pest, cholera of een andere epidemische ziekte voordoen, geschiedt de inscheping aan boord van pelgrimsschepen slechts nadat de personen groepsgewijze onderworpen werden aan eene waarneming, waarbij de verzekering kan worden opgedaan dat geen hunner door deze ziekte is aangetast.

Het is verstaan dat, ter uitvoering van dien maatregel, elke Regeering rekening kan houden met de plaatselijke omstandigheden en wat ter plaatse mogelijk is.

In geval van cholera zullen de personen die de inenting ter plaatse door den geneesheer der gezondheidsoverheid zullen aanvaarden, slechts aan het geneeskundig onderzoek op het oogenblik der inenting worden onderworpen. Zij zullen vrijgesteld zijn van de in dit artikel voorziene waarneming.

ART. 93.

De pelgrims zullen moeten voorzien zijn van een biljet voor de heen- en de terugreis of een voldoende bedrag voor den terugkeer gestort hebben en, indien de omstandigheden het toelaten, zullen zij moeten bewijzen dat zij over de noodige middelen beschikken om de bedevaart te doen.

ART. 94.

Alleen de schepen met mechanische beweegkracht worden toegelaten voor het vervoer ter lange vaart van pelgrims.

ART. 95.

De pelgrimsschepen die de kustvaart

tage dans la Mer Rouge, destinés aux transports de courte durée dits « voyages au cabotage », sont soumis aux prescriptions contenues dans un règlement spécial publié par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte.

ART. 96.

N'est pas considéré comme navire à pèlerins celui qui, outre ses passagers ordinaires, parmi lesquels peuvent être compris des pèlerins des classes supérieures, embarque des pèlerins en proportion moindre d'un pèlerin par cent tonneaux de jauge brute.

Cette exemption se réfère seulement au navire, et les pèlerins, de quelque classe que ce soit, y embarqués restent assujettis à toutes les mesures édictées dans la présente Convention à leur égard.

ART. 97.

Le capitaine ou l'agence de la compagnie de navigation, au choix de l'autorité sanitaire, sont tenus de payer la totalité des taxes sanitaires exigibles des pèlerins. Ces taxes doivent être comprises dans le prix du billet.

ART. 98.

Autant que faire se peut, les pèlerins qui débarquent ou embarquent dans les stations sanitaires ne doivent avoir entre eux aucun contact sur les points de débarquement.

Les pèlerins débarqués doivent être répartis au campement en groupes aussi peu nombreux que possible.

uitoefenen in de Roode Zee en bestemd zijn voor vervoer van korten duur, namelijk voor zoogezegde « kustreizen », zijn onderworpen aan de voorschriften vervat in een Bijzonder Reglement uitgegeven door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte.

ART. 96.

Als pelgrimsschip wordt niet beschouwd het vaartuig dat, behalve zijn gewone passagiers, waaronder pelgrims der hoogere klassen begrepen kunnen zijn, minder pelgrims aan boord neemt dan aangegeven door de verhouding van een pelgrim per honderd ton brutto tonnenmaat.

Deze vrijstelling heeft slechts betrekking op het schip, en de daarop ingescheepte pelgrims, van welke klasse ook, blijven onderworpen aan al de in deze Overeenkomst te hunnen opzichte uitgevaardigde maatregelen.

ART. 97.

De kapitein of het agentschap der scheepvaartmaatschappij, naar keus van de gezondheidsoverheid, zijn gehouden het totale bedrag der gezondheidstaxen, die van de pelgrims gevorderd worden, te betalen. Deze taxen moeten in den prijs van het plaatsbewijs begrepen zijn.

ART. 98.

De pelgrims, die zich ont- of inschepen aan de gezondheidsinrichtingen moeten, zooveel doenlijk, geen onderlinge aanraking hebben op de plaatsen van ontscheping.

In het kamp worden de ontscheepte pelgrims verdeeld in groepen van zoo weinig man mogelijk.

Il est nécessaire de leur fournir une bonne eau potable, soit qu'on la trouve sur place, soit qu'on l'obtienne par distillation.

ART. 99.

Les vivres emportés par les pèlerins sont détruits si l'autorité sanitaire le juge nécessaire.

CHAPITRE II. — *Navires à pèlerins ; installations sanitaires.*

Section I. — Conditionnement général des navires.

ART. 100.

Le navire doit pouvoir loger les pèlerins dans l'entrepont. En dehors de l'espace réservé à l'équipage, il doit fournir à chaque individu, quel que soit son âge, une surface de 1 mq. 50, c'est-à-dire 16 pieds carrés anglais, avec une hauteur d'entrepont d'au moins 1 m. 80, c'est-à-dire environ 6 pieds anglais.

Il est défendu de loger des pèlerins sous le premier des entreponts qui se trouve sous la ligne de flottaison.

Une ventilation efficace doit être assurée, laquelle, au dessous du premier des entreponts, doit être suppléée par une ventilation mécanique.

En outre de la surface ainsi réservée aux pèlerins, le navire doit fournir sur le pont supérieur, à chaque individu, quel que soit son âge, une surface libre d'au moins 0 mq. 56, c'est-à-dire environ 6 pieds carrés anglais, en dehors de celle

Het is noodig dat hun goed drinkwater worde verstrekt, hetzij men het ter plaatse vinde, hetzij men het door distillatie bekome.

ART. 99.

De door de pelgrims medegebrachte levensmiddelen worden vernietigd indien de gezondheidsoverheid zulks noodig acht.

HOOFDSTUK II. — *Pelgrimsschepen ; gezondheidsinrichtingen.*

Afdeeling I. — Algemeene inrichting der schepen.

ART. 100.

Het schip moet de pelgrims in het tusschendek kunnen bergen. Buiten de voor de bemanning voorbehouden ruimte moet op het schip voor ieder persoon, van welken leeftijd ook, eene oppervlakte beschikbaar zijn van 1.50 vierkante meter, dus 16 vierkante Engelsche voeten, met eene tusschendekshoogte van minstens 1 m. 80, hetzij ongeveer 6 Engelsche voeten.

Het is verboden pelgrims onder te brengen onder het eerste der tusschendekken die zich onder de waterspiegellijn bevinden.

Er moet gezorgd worden voor eene behoorlijke luchtverversching welke, onder het eerste der tusschendekken, door een mechanische luchtverversching aangevuld moet worden.

Benevens de aldus aan de pelgrims voorbehouden oppervlakte moet het schip op het bovendek aan elken persoon welke ook zijn ouderdom zij, een vrije ruimte verstrekken van ten minste 0,56 vierkante meters, dat is te zeggen onge-

à réserver, sur le dit pont supérieur, aux hôpitaux démontables, à l'équipage, aux douches, aux latrines et aux endroits destinés au service.

ART. 101.

Sur le pont doivent être réservés des locaux dérobés à la vue, dont un nombre suffisant à l'usage exclusif des femmes.

Ces locaux seront pourvus de conduites d'eau sous pression, munies de robinets ou douches, de manière à fournir en permanence de l'eau de mer pour les besoins des pélerins, même si le navire est au mouillage.

Il y aura un robinet ou douche en proportion de 1 p. c. ou fraction de cent pèlerins.

ART. 102.

Le navire doit être pourvu, outre les lieux d'aisances à l'usage de l'équipage, de latrines à effet d'eau ou pourvues d'un robinet.

Des latrines doivent être affectées exclusivement aux femmes.

Les latrines doivent être en proportion de 2 p. c. ou par fraction de cent pèlerins.

Il ne peut être établi de lieux d'aisances dans la cale.

ART. 103.

Le navire doit être muni de deux locaux affectés à la cuisine personnelle des pèlerins.

ART. 104.

Des locaux d'infirmerie offrant de

veer 6 vierkante Engelsche voeten, buiten degene die op gezegd bovendek moet worden voorbehouden aan de uiteenneembare hospitalen, de bemanning, de stortbaden, de gemakken en de voor den dienst bestemde ruimten.

ART. 101.

Op het dek moeten aan het gezicht onttrokken plaatsen worden voorbehouden, waarvan een voldoende aantal uitsluitend ten gebruike der vrouwen.

Deze plaatsen zijn toegerust met waterleidingen onder druk, voorzien van kranen of stortbaden, ten einde voortdurend zeewater voor de behoeften der pelgrims te verstrekken, zelfs als het schip voor anker ligt.

Er zal een kraan of stortbad zijn in de verhouding van 1 per 100 of gedeelte van 100 pelgrims.

ART. 102.

Het schip moet, benevens de gemakken ten dienste der bemanning, voorzien zijn van watergemakken of van gemakken met eene waterkraan.

Er moeten afzonderlijke gemakken zijn voor vrouwen.

De gemakken moeten er zijn in de verhouding van 2 per 100 of gedeelte van 100 pelgrims.

In het ruim mogen geen gemakken aangebracht worden.

ART. 103.

Het schip moet voorzien zijn van twee plaatsen, bestemd voor de eigen keuken der pelgrims.

ART. 104.

Ziekenkamers, die goede waarborgen

bonnes conditions de sécurité et de salubrité doivent être réservés au logement des malades.

Ces locaux doivent être situés sur le pont supérieur, à moins que, d'après l'opinion de l'autorité sanitaire, un aménagement tout aussi hygiénique puisse être effectué autre part.

Ils doivent être disposés de manière à pouvoir isoler, selon leur maladie, les malades atteints d'affections transmissibles et les personnes ayant été en contact avec eux.

Les infirmeries, y compris celles démontables, doivent pouvoir recevoir 4 p. c. ou fraction de cent pèlerins embarqués, à raison de 3 mètres carrés, c'est-à-dire environ 31 pieds carrés anglais par tête.

Les infirmeries doivent être munies de latrines spéciales.

ART. 105.

Chaque navire doit avoir à bord les médicaments, les désinfectants et les objets nécessaires aux soins des malades. Les règlements faits pour ce genre de navires par chaque Gouvernement doivent déterminer la nature et la quantité des médicaments. Chaque navire doit être en outre, muni des agents d'immunisation nécessaires, spécialement de vaccin anticholérique et de vaccin antivarioli-que. Les soins et remèdes sont fournis gratuitement aux pèlerins.

ART. 106.

Chaque navire embarquant des pèlerins doit avoir à bord un médecin régu-

voor veiligheid en gezondheid aanbieden, moeten voor ziekenverblijf bestemd worden.

Deze lokalen moeten op het bovendek gelegen zijn, tenzij, naar het oordeel der gezondheidsoverheid, een even hygienische inrichting ergens anders geplaatst kunne worden.

Zij zullen derwijze ingericht moeten worden dat de door overdraagbare aandoeningen aangetaste zieken en de personen die met hen in aanraking zijn geweest afgezonderd kunnen worden, naar gelang van de ziekte.

De zieken kamers, met inbegrip der uiteenneembare, moeten 4 per 100 of gedeelte van 100 ingescheepte pelgrims kunnen opnemen, naar rato van 3 vierkante meters, dat is te zeggen ongeveer 31 vierkante Engelsche voeten per hoofd.

De ziekenkamers moeten van afzonderlijke gemakken voorzien zijn.

ART. 105.

Elk schip moet de genees- en ontsmettingsmiddelen, alsmede de voorwerpen noodig voor de verpleging der zieken, aan boord hebben. De reglementen door iedere Regeering voor dit soort schepen gemaakt, moeten den aard en de hoeveelheid der geneesmiddelen bepalen. Elk schip moet bovendien voorzien zijn van de voornaamste ziektewerende middelen, inzonderheid van entstof tegen de cholera en tegen de pokken. Verpleging en geneesmiddelen worden den pelgrims kosteloos verstrekt.

ART. 106.

Elk schip dat pelgrims inscheept moet aan boord hebben een geneesheer, die

lièrement diplômé, qui doit être agréé par le Gouvernement du pays du premier port où les pèlerins se sont embarqués pour le voyage d'aller. Un second médecin répondant aux mêmes conditions doit être embarqués dès que le nombre des pèlerins portés par le navire dépasse mille.

ART. 107.

Le capitaine est tenu de faire apposer à bord, dans un endroit apparent et accessible aux intéressés, des affiches rédigées dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, et indiquant :

1° La destination du navire ;

2° Le prix des billets ;

3° La ration journalière en eau et en vivres allouée à chaque pèlerin, conformément aux règlements du pays d'origine ;

4° Le tarif des vivres non compris dans la ration journalière et devant être payés à part.

ART. 108.

Les gros bagages des pèlerins sont enregistrés et numérotés. Les pèlerins ne peuvent garder avec eux que les objets strictement nécessaires. Les règlements faits pour ses navires par chaque Gouvernement déterminent la nature, la quantité et les dimensions de ces objets.

ART. 109.

Des extraits des prescriptions du chapitre Ier, du chapitre II (sections I, II

behoorlijk gediplomeerd is en aangesteld door de Regeering van het land van de eerste haven waar de pelgrims zich voor de heenreis hebben ingescheept. Een tweede geneesheer, die aan dezelfde voorwaarden beantwoordt, moet aan boord genomen worden zoodra het getal der op het schip aanwezige pelgrims de duizend te boven gaat.

ART. 107.

De kapitein is gehouden om aan boord op eene zichtbare en voor de belanghebbenden toegankelijke plaats biljetten aan te plakken, gesteld in de voornaamste talen der landen waar de in te schepen pelgrims wonen, vermeldende :

1° De bestemming van het schip ;

2° Den prijs der plaatsbewijzen ;

3° Het dagelijksch rantsoen water en levensmiddelen aan elken pelgrim toegekend, overeenkomstig de reglementen van het land van oorsprong ;

4° De prijslijst der levensmiddelen die niet onder het dagelijksch rantsoen begrepen zijn en afzonderlijk moeten betaald worden.

ART. 108.

De groote reisgoederen van de pelgrims worden ingeschreven en genummerd. De pelgrims mogen enkel de strikt noodige voorwerpen bij zich houden. De reglementen, door elke Regeering voor hare schepen gemaakt, bepalen den aard, de hoeveelheid en de afmetingen dier voorwerpen.

ART. 109.

Uittreksels der voorschriften van hoofdstuk I, hoofdstuk II (afdeelingen I, II

et III), ainsi que du chapitre III du présent titre seront affichés, sous la forme d'un règlement, dans la langue de la nationalité du navire, ainsi que dans les principales langues des pays habités par les pèlerins à embarquer, en un endroit apparent et accessible, sur chaque pont et entrepont de tout navire transportant des pèlerins.

Section II. — Mesures à prendre avant le départ.

ART. 110.

Le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de déclarer, au moins trois jours avant le départ, à l'autorité compétente du port de départ son intention d'embarquer des pèlerins. Dans les ports d'escale, le capitaine ou, à défaut du capitaine, le propriétaire ou l'agent de tout navire à pèlerins est tenu de faire cette même déclaration douze heures avant le départ du navire. Cette déclaration doit indiquer le jour projeté pour le départ et la destination du navire.

ART. 111.

A la suite de la déclaration prescrite par l'article précédent, l'autorité compétente fait procéder, aux frais du capitaine, à l'inspection et au mesurage du navire.

Il est procédé seulement à l'inspection si le capitaine est déjà pourvu d'un certificat de mesurage délivré par l'autorité compétente de son pays, à moins qu'il n'y ait soupçon que ledit document

en III), alsmede van hoofdstuk III van dezen titel zullen in den vorm van een reglement aangepakt worden op eene zichtbare en toegankelijke plaats, op ieder dek en tusschendek van elk schip dat pelgrims vervoert, in de taal van het land onder welks vlag het schip vaart, alsmede in de voornaamste talen der landen waar de in te schepen pelgrims wonen.

Afdeeling II. — Maatregelen te nemen vóór het vertrek.

ART. 110.

De kapitein of, bij ontstentenis van den kapitein, de eigenaar of de agent van een pelgrimsschip, is verplicht ten minste drie dagen vóór het vertrek aan de bevoegde overheid in de haven van vertrek kennis te geven van zijn voornemen om pelgrims in te schepen. In de aanleghavens is de kapitein, of, bij gebrek van den kapitein, de eigenaar of de agent van elk pelgrimsschip gehouden dezelfde verklaring twaalf uren vóór het vertrek van het schip af te leggen. Die verklaring moet inhouden den voorgenomen dag van vertrek en de bestemming van het schip.

ART. 111.

Nadat de in het voorafgaand artikel voorgeschreven verklaring afgelegd is, gaat de bevoegde overheid, voor rekening van den kapitein, over tot het onderzoek en de meting van het schip.

Tot het onderzoek alleen wordt overgegaan indien de kapitein reeds voorzien is van een meetbrief, afgegeven door de bevoegde overheid van zijn land, tenzij men vermoedt dat het stuk niet meer in

ne réponde plus à l'état actuel du navire.

ART. 112.

L'autorité compétente ne permet le départ d'un navire à pèlerins qu'après s'être assurée :

a) Que le navire a été mis en état de propreté parfaite et, au besoin, désinfecté ;

b) Que le navire est en état d'entreprendre le voyage sans danger, qu'il est muni des installations et appareils nécessaires pour faire face aux périls de naufrage, d'accident ou d'incendie, en particulier qu'il est muni d'un appareil de télégraphie sans fil, émetteur et récepteur, et qui pourra fonctionner indépendamment de la machine centrale, qu'il est pourvu d'un nombre d'engins de sauvetage ; en outre qu'il est bien équipé, bien aménagé, bien aéré, muni de tentes ayant une épaisseur et un développement suffisants pour abriter le pont, et qu'il n'existe rien à bord qui soit ou puisse devenir nuisible à la santé ou à la sécurité des passagers ;

c) Qu'en sus de l'approvisionnement du navire et de l'équipage, il existe à bord, dans des endroits appropriés à un arrimage convenable, des vivres ainsi que du combustible, le tout de bonne qualité et en quantité suffisante pour tous les pèlerins et pour toute la durée du voyage ;

d) Que l'eau potable embarquée est de bonne qualité ; qu'elle existe en quantité suffisante ; qu'à bord les réservoirs d'eau potable sont à l'abri de toute souillure et fermés, de sorte que la

overeenstemming is met den tegenwoordigen toestand van het schip.

ART. 112.

De bevoegde overheid staat het vertrek van een pelgrimsschip enkel toe na opgedane overtuiging :

a) Dat het schip in volkomen zindelijken staat gebracht en, zoo noodig, ontsmet is ;

b) Dat het schip in staat is de reis zonder gevaar te ondernemen, dat het voorzien is van de inrichtingen en toestellen noodig om weerstand te kunnen bieden aan de gevaren van schipbreuk, ongeval of brand, inzonderheid dat het voorzien is van een toestel voor draadlooze telegrafie, zoowel uitzender als ontvanger, en dat onafhankelijk van de centrale machine zal kunnen werken, dat het voorzien is van een voldoend aantal reddingstoestellen ; dat het bovendien goed uitgerust, ingericht en gelucht is, voorzien van tenten van een voldoende dikte en grootte om het dek te beschutten, en dat er zich niets aan boord bevindt dat schadelijk voor de gezondheid of de veiligheid der reizigers is of zou kunnen worden ;

c) Dat, behalve de voorraden voor het schip en de bemanning, er zich aan boord, in voor een behoorlijke stuwing geschikte plaatsen, levensmiddelen alsmede brandstoffen bevinden, dit alles van goede hoedanigheid en in voldoende hoeveelheid voor al de pelgrims en voor den ganschen duur der reis ;

d) Dat het ingescheepte drinkwater van goede hoedanigheid is ; dat er eene voldoende hoeveelheid van aanwezig is, dat de drinkwaterbakken aan boord tegen iedere bevuiling beschut en zoo-

distribution de l'eau ne puisse se faire que par les robinets ou les pompes. Les appareils de distribution, dits « suçoirs », sont absolument interdits ;

e) Que le navire possède un appareil distillatoire pouvant produire une quantité d'eau de 5 litres au moins, par tête et par jour, pour toute personne embarquée, y compris l'équipage ;

f) Que le navire possède une étuve à désinfection dont la sécurité et l'efficacité auront été constatées par l'autorité sanitaire du port d'embarquement des pèlerins ;

g) Que l'équipage comprend un médecin diplômé, autant que possible au courant des questions de santé maritime et de pathologie exotique, qui doit être agréé par le Gouvernement du premier port où les pèlerins se sont embarqués pour le voyage d'aller, et que le navire possède des médicaments conformément à l'article 105 ;

h) Que le pont du navire est dégagé de toutes marchandises et des objets encombrants ;

i) Que les dispositions du navire sont telles que les mesures prescrites par la section III ci-après peuvent être exécutées.

ART. 113.

Le capitaine ne peut partir qu'autant qu'il a en mains :

1° Une liste visée par l'autorité compétente, indiquant le nom et le sexe des pèlerins qui ont été embarqués et le nombre total des pèlerins qu'il est autorisé à embarquer ;

danig afgesloten zijn, dat de uitdeeling van het water enkel kan geschieden door middel van kranen of pompen. Het gebruik van uitdeelingstoestellen, gezegd « zuigers », is volstrekt verboden ;

e) Dat het schip een distilleertoestel bezit, hetwelk eene hoeveelheid van ten minste 5 liter water, per hoofd en per dag, voor ieder ingescheept persoon, de bemanning inbegrepen, kan afleveren ;

f) Dat het schip een ontsmettingsoven bezit, waarvan de veiligheid en de doelmatigheid in het gebruik door de gezondheidsoverheid der haven van inscheping der pelgrims zullen vastgesteld zijn ;

g) Dat zich onder de bemanning een gediplomeerd geneesheer bevindt, die zooveel mogelijk op de hoogte is van de vragen betreffende gezondheid op zee en vreemde pathologie en die aanvaard moet zijn door de Regeering der eerste haven waar de pelgrims zich ingescheept hebben voor de heenreis, en dat het schip geneesmiddelen aan boord heeft, overeenkomstig artikel 105 ;

h) Dat zich op het dek van het schip geen voor het verkeer hinderlijke goederen en voorwerpen bevinden ;

i) Dat het schip zoo ingericht is dat de door onderstaande Afdeeling III voorgeschreven maatregelen kunnen worden ten uitvoer gelegd.

ART. 113.

De kapitein mag niet vertrekken voor dat hij in handen heeft :

1° Eene lijst, door de bevoegde overheid voor « gezien » geteekend en aanwijzende de namen, het geslacht der pelgrims die ingescheept werden en het totaal der pelgrims die hij mag inschepen ;

2° Un document indiquant le nom, la nationalité et le tonnage du navire, le nom du capitaine, celui du médecin, le nombre exact des personnes embarquées (équipage, pèlerins et autres passagers), la nature de la cargaison, le lieu du départ.

L'autorité compétente indique sur ledit document si le chiffre réglementaire des pèlerins est atteint ou non, et dans le cas où il ne le serait pas, le nombre complémentaire des passagers que le navire est autorisé à embarquer dans les escales subséquentes.

Section III. — Mesures à prendre pendant la traversée.

ART. 114.

Le pont destiné aux pèlerins doit, pendant la traversée, rester dégagé des objets encombrants ; il doit être réservé jour et nuit aux personnes embarquées et mis gratuitement à leur disposition.

ART. 115.

Chaque jour les entreponts doivent être nettoyés avec soin et frottés au sable, pendant que les pèlerins sont sur le pont.

ART. 116.

Les latrines destinées aux passagers, aussi bien que celles de l'équipage, doivent être tenues proprement, nettoyées et désinfectées trois fois par jour, et plus souvent s'il y a nécessité.

ART. 117.

Les excrétions et déjections des per-

2° Een document, vermeldende den naam, de nationaliteit en de tonnemaat van het schip, den naam van den gezagvoerder, dien van den dokter, het juiste getal der opvarenden (bemanning, pelgrims en andere passagiers), den aard der lading, de plaats van vertrek.

De bevoegde overheid teekent op gezegd document aan of het voorgeschreven aantal pelgrims al of niet bereikt is, zoo neen, het getal passagiers dat het schip alsnog in de volgende havens waar het aanloopt mag opnemen.

Afdeeling III. — Maatregelen te nemen gedurende den overtocht.

ART. 114.

Op het voor de pelgrims bestemde dek mogen zich gedurende den overtocht geen hinderlijke voorwerpen bevinden ; het dek moet dag en nacht aan de ingescheepte personen voorbehouden blijven en kosteloos te hunner beschikking worden gesteld.

ART. 115.

Elken dag moeten, terwijl de pelgrims op het dek zijn, de tusschendekken zorgvuldig worden gereinigd en geboend met droog zand.

ART. 116.

De gemakken, zoowel die door de passagiers als voor de bemanning, moeten zindelijk gehouden, schoongemaakt en driemaal daags ontsmet worden, en vaker indien het noodig is.

ART. 117.

De afscheidingen en uitwerpselen der

sonnes présentant des symptômes de peste ou de choléra, de dysenterie ou d'une autre maladie les empêchant de faire usage des latrines d'infirmerie, doivent être recueillies dans des vases contenant une solution désinfectante. Ces vases sont vidés dans les latrines d'infirmerie, qui doivent être rigoureusement désinfectées après chaque projection de matières.

ART. 118.

Les objets de literie, les tapis, les vêtements qui ont été en contact avec les maladies visés dans l'article précédent, doivent être immédiatement désinfectés. L'observation de cette règle est spécialement recommandée pour les vêtements des personnes qui approchent lesdits malades et qui ont pu être souillés.

Ceux des objets ci-dessus qui n'ont pas de valeur doivent être, soit jetés à la mer si le navire n'est pas dans un port ni dans un canal, soit détruits par le feu. Les autres doivent être désinfectés par les soins du médecin du bord.

ART. 119.

Les locaux visés à l'article 104, occupés par les malades, doivent être rigoureusement et régulièrement nettoyés et désinfectés.

ART. 120.

La quantité d'eau potable mise chaque jour gratuitement à la disposition de chaque pèlerin, quel que soit son âge, doit être d'au moins cinq litres.

personen, die verschijnselen van pest of cholera, buikloop of een andere ziekte, die hen verhindert gebruik te maken van de gemakken der ziekenkamer, vertoonen, moeten opgevangen worden in potten, waarin zich eene ontsmettende oplossing bevindt. Die potten worden geledigd in de gemakken der ziekenkamer, welke na iedere uitstorting van stoffen zorgvuldig moeten worden ontsmet.

ART. 118.

Het beddegoed, de vloerkleeden en de kleedingstukken die met de in voorgaand artikel bedoelde zieken in aanraking geweest zijn, moeten onmiddellijk ontsmet worden. Op naleving van dit voorschrift wordt in het bijzonder aangedrongen ten opzichte van de kleederen der personen die in de nabijheid der zieken komen en bevuild kunnen zijn.

Voor zoover de bovengenoemde voorwerpen geene waarde hebben, moeten zij, of in zee geworpen worden, indien het schip zich niet in eene haven of in een kanaal bevindt, of verbrand worden. De andere moeten door den dokter van het schip ontsmet worden.

ART. 119.

De in artikel 104 bedoelde lokalen, waar de zieken verblijf houden, moeten zeer zorgvuldig en regelmatig gereinigd en ontsmet worden.

ART. 120.

De hoeveelheid drinkwater, die dagelijks kosteloos ter beschikking van iederen pelgrim, van welken leeftijd ook, moet gesteld worden, moet ten minste vijf liter bedragen.

ART. 121.

S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable ou sur la possibilité de sa contamination, soit à son origine, soit au cours du trajet, l'eau doit être bouillie ou stérilisée autrement, et le capitaine est tenu de la rejeter à la mer au premier port de relâche où il lui est possible de s'en procurer de meilleure. Il ne pourra embarquer celle-ci qu'après désinfection des réservoirs.

ART. 122.

Le médecin visite les pèlerins, soigne les malades et veille à ce que, à bord, les règles de l'hygiène soient observées. Il doit, notamment :

1° S'assurer que les vivres distribués aux pèlerins sont de bonne qualité, que leur quantité est conforme aux engagements pris, qu'ils sont convenablement préparés ;

2° S'assurer que les prescriptions de l'article 120 relatif à la distribution de l'eau sont observées ;

3° S'il y a doute sur la qualité de l'eau potable, rappeler par écrit au capitaine les prescriptions de l'article 121 ;

4° S'assurer que le navire est maintenu en état constant de propreté, et spécialement que les latrines sont nettoyées conformément aux prescriptions de l'article 116 ;

5° S'assurer que les logements des pèlerins sont maintenus salubres, et que, en cas de maladie transmissible, la dés-

ART. 121.

Indien er twijfel bestaat omtrent de hoedanigheid van het drinkwater of omtrent de mogelijkheid dat het, hetzij op de plaatsen van herkomst, hetzij tijdens de reis is besmet, moet het gekookt of op andere wijze gesteriliseerd worden en is de kapitein verplicht het in zee te werpen in de eerste haven waar hij binnenloopt en waar hij zich beter drinkwater verschaffen kan. Hij zal dit slechts mogen inschepen nadat de drinkwaterbakken ontsmet werden.

ART. 122.

De geneesheer onderzoekt de pelgrims, behandelt de zieken en waakt er voor dat aan boord de voorschriften in het belang der gezondheid worden in acht genomen. Hij moet inzonderheid :

1° Zich er van verzekeren dat de aan de pelgrims uitgereikte levensmiddelen van goede hoedanigheid zijn, dat de hoeveelheid overeenkomt met de aangegane verplichtingen en dat zij behoorlijk zijn toebereid ;

2° Zich er van verzekeren dat de voorschriften van artikel 120 betreffende de wateruitdeeling worden nageleefd ;

3° Indien er twijfel bestaat omtrent de hoedanigheid van het drinkwater, den kapitein schriftelijk de voorschriften van artikel 121 herinneren ;

4° Zich er van verzekeren dat het schip voortdurend zindelijk wordt gehouden en in het bijzonder, dat de gemakken overeenkomstig de voorschriften van artikel 116 worden gereinigd ;

5° Zich er van verzekeren dat de verblijfplaatsen der pelgrims in gezonden staat worden gehouden en dat, in geval

infection est faite conformément à l'article 119 ;

6° Tenir un journal de tous les incidents sanitaires survenus au cours du voyage et présenter, sur demande, ce journal à l'autorité compétente des ports d'escale ou d'arrivée.

ART. 123.

Les personnes chargées de soigner les malades atteints de peste ou de choléra ou d'autres maladies infectieuses peuvent seules pénétrer auprès d'eux et ne doivent avoir aucun contact avec les autres personnes embarquées.

ART. 124.

En cas de décès survenu pendant la traversée, le capitaine doit mentionner le décès en face du nom sur la liste visée par l'autorité du port de départ, et, en outre, inscrire sur son livre de bord le nom de la personne décédée, son âge, sa provenance, la cause présumée de la mort, d'après le certificat du médecin, et la date du décès.

En cas de décès par maladie transmissible, le cadavre, préalablement enveloppé d'un suaire imprégné d'une solution désinfectante, doit être jeté à la mer.

ART. 125.

Le capitaine doit veiller à ce que toutes les opérations prophylactiques exécutées pendant le voyage soient inscrites sur

van besmettelijke ziekte, de ontsmetting geschiedt op de wijze als bepaald in artikel 119 ;

6° Een dagboek houden van alle gebeurtenissen op gebied van het gezondheidswezen, die zich gedurende de reis hebben voorgedaan en dat dagboek op verzoek aan de bevoegde overheid der aanleg- of aankomsthavens toonen.

ART. 123.

Alleen de personen die belast zijn met het verzorgen der lijders aan pest, cholera of andere besmettelijke ziekten, mogen bij deze lijders komen en zij mogen geene enkele aanraking hebben met de overige personen aan boord.

ART. 124.

Indien een sterfgeval zich tijdens den overtocht voordoet, moet de kapitein daarvan aanteekening houden bij den naam op de lijst die door de overheid in de haven van vertrek voor gezien is geteekend, en bovendien den naam van den overleden persoon, diens leeftijd, de plaats van herkomst, de vermoedelijke oorzaak van den dood volgens het getuigschrift van den geneesheer, en den datum van overlijden in het scheepsboek inschrijven.

Indien de dood veroorzaakt is door eene besmettelijke ziekte, moet het lijk, na vooraf gewikkeld te zijn in een lijkkleed, gedrenkt in eene ontsmettende oplossing, in zee geworpen worden.

ART. 125.

De kapitein moet zorgen dat alle gedurende de reis aangewende voorzorgsmaatregelen en de wijze waarop zij zijn

le livre de bord. Ce livre est présenté par lui, sur demande, à l'autorité compétente d'escale ou d'arrivée.

Dans chaque port de relâche, le capitaine doit faire viser par l'autorité compétente la liste dressée en exécution de l'article 113.

Dans le cas où un pèlerin est débarqué en cours de voyage, le capitaine doit mentionner sur cette liste le débarquement en face du nom du pèlerin.

En cas d'embarquement, les personnes embarquées doivent être mentionnées sur cette liste conformément à l'article 113 précité et préalablement au visa nouveau que doit apposer l'autorité compétente.

ART. 126.

Le document sanitaire délivré au port de départ ne doit pas être changé au cours du voyage. En cas de manquement à ce règlement, le navire peut être traité comme infecté.

Ledit document est visé par l'autorité sanitaire de chaque port de relâche. Celle-ci y inscrit :

1° Le nombre des passagers débarqués ou embarqués dans ce port ;

2° Les incidents survenus en mer et touchant à la santé ou à la vie des personnes embarquées ;

3° L'état sanitaire du port de relâche.

toegepast, in het scheepsboek worden ingeschreven. Dat boek wordt door hem aan de bevoegde overheid van de aanleghaven of van de haven van aankomst vertoond.

In iedere haven die hij aandoet, moet de kapitein de lijst, ter voldoening van artikel 113 opgemaakt, door de bevoegde overheid voor gezien doen teekenen.

In geval een pelgrim tijdens de reis ontscheept wordt, moet de gezagvoerder de ontscheping op die lijst achter den naam van den pelgrim vermelden.

Bij inscheping moeten de ingescheepte personen op die lijst worden vermeld, overeenkomstig voormeld artikel 113, en vóór het nieuwe visa, dat de bevoegde overheid er moet op aanbrengen, afgeleverd wordt.

ART. 126.

Het in de haven van vertrek afgeleverd gezondheidsdocument mag tijdens de reis niet gewijzigd worden. In geval aan dit reglement afbreuk wordt gedaan, mag het schip als besmet behandeld worden.

Gezegd document wordt voor gezien geteekend door de gezondheidsoverheid in elke haven welke het schip aandoet. Deze teekent er op aan :

1° Het getal in die haven ontscheepte of ingescheepte reizigers ;

2° Hetgeen op zee is voorgevallen, voor zoover het op de gezondheid of het leven der ingescheepte personen betrekking heeft ;

3° Den gezondheidstoestand van de aangeloopen haven.

Section IV. — Mesures à prendre à l'arrivée des pèlerins dans la Mer Rouge.

A. — *Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins allant du Sud vers le Hedjaz.*

ART. 127.

Les navires à pèlerins venant du sud et se rendant au Hedjaz doivent, au préalable, faire escale à la station sanitaire de Camaran, et sont soumis au régime fixé par les articles suivants.

ART. 128.

Les navires reconnus indemnes après visite médicale, reçoivent libre pratique, lorsque les opérations suivantes sont terminées :

Les pèlerins sont débarqués ; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale et la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures. A la condition que ce délai ne soit pas dépassé, l'autorité sanitaire peut procéder aux examens bactérioloqiques qu'elle juge nécessaires.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins sont réembarqués immédiatement et le navire est dirigé sur Djeddah.

Les navires reconnus indemnes après visite médicale sont dispensés des opéra-

Afdeeling IV — Maatregelen te nemen bij de aankomst der pelgrims in de Roode Zee.

A. — *Gezondheidsbehandeling toepasselijk op van het Zuiden naar den Hedjaz gaande schepen met pelgrims.*

ART. 127.

De pelgrimsschepen die uit het Zuiden komen en zich naar den Hedjaz begeven, moeten vooraf de gezondheidsinrichting van Camaran aandoen en worden onderworpen aan de behandeling vastgesteld in de volgende artikelen.

ART. 128.

De na geneeskundig onderzoek als onbesmet erkende schepen worden tot het vrije verkeer toegelaten, nadat de volgende behandeling heeft plaats gehad :

De pelgrims worden ontscheept ; zij nemen een stort- of een zeebad ; hun vuile linnen en dat gedeelte van hun lijfstoebehoor en van hun reisgoed hetwelk volgens de meening der gezondheidsoverheid verdacht kan zijn, worden ontsmet ; de duur van deze behandeling, met inbegrip van de ont- en inscheping, mag acht en veertig uren niet te boven gaan. Op voorwaarde dat deze termijn niet overschreden wordt, mag de gezondheidsoverheid overgaan tot elk bacteriologisch onderzoek dat zij noodig acht.

Indien gedurende deze behandeling geen enkel bewezen of verdacht geval van pest of cholera wordt vastgesteld, worden de pelgrims onmiddellijk weder ingescheept en wordt het schip naar Djeddah gezonden.

De na geneeskundig onderzoek als onbesmet erkende schepen worden van

tions prescrites ci-dessus si les conditions suivantes sont remplies :

1° Que tous les pèlerins qui se trouvent à bord ont été immunisés contre le choléra et la variole ;

2° Que les prescriptions de la présente Convention ont été strictement suivies ;

3° Qu'il n'y a pas de raison de douter de la déclaration du capitaine et du médecin du navire, d'après laquelle il n'y a pas eu de cas de peste, de choléra ou de variole à bord, ni au départ, ni pendant le voyage.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 27 sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord.

ART. 129.

Les navires suspects, à bord desquels il y a eu des cas de peste dans les six premiers jours après l'embarquement, ou à bord desquels une mortalité insolite des rats a été constatée, ou qui ont eu à bord des cas de choléra au moment du départ, mais aucun cas nouveau depuis cinq jours, sont soumis au régime suivant:

Les pèlerins sont débarqués ; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale et la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés ; les parties du navire ayant été habitées par les malades sont désinfectées. La durée de ces opérations, en y comprenant le débarquement et l'embarquement, ne doit pas dépasser quarante-huit heures.

de hierboven voorgeschreven behandeling vrijgesteld, indien de volgende voorwaarden vervuld zijn ;

1° Dat al de pelgrims die zich aan boord bevinden gevrijwaard werden tegen besmetting door cholera en pokken ;

2° Dat de voorschriften van deze Overeenkomst stipt nagevolgd werden ;

3° Dat er geene reden bestaat om te twijfelen aan de verklaring van den kapitein en den geneesheer van het schip, volgens welke geen geval van pest, cholera of pokken zich aan boord heeft voorgedaan, noch bij het vertrek, noch tijdens de reis.

Voor de pest worden de voorschriften van artikel 27 toegepast, wat de ratten betreft die zich aan boord kunnen bevinden.

ART. 129.

De verdachte schepen, waarop zich gevallen van pest hebben voorgedaan binnen de zes dagen na de inscheping, of waarop een ongewone sterfte onder de ratten werd vastgesteld, of waarop zich gevallen van cholera hebben voorgedaan bij het vertrek, zonder dat sedert vijf dagen een nieuw geval werd vastgesteld, worden aan het volgende regime onderworpen :

De pelgrims worden ontscheept ; zij nemen een stort- of een zeebad ; hun vuile linnen en dat gedeelte van hun lijfstoebehoor en van hun reisgoed, hetwelk volgens de meening van de geneeskundige overheid verdacht kan zijn, worden ontsmet ; de gedeelten van het schip, welke door zieken bewoond geweest zijn, worden ontsmet. De duur dier behandeling, met inbegrip van de ont- en inscheping, mag acht en veertig uren niet te

A la condition que ce délai ne soit pas dépassé, l'autorité sanitaire peut procéder aux examens bactériologiques qu'elle juge nécessaires.

Si aucun cas avéré ou suspect de peste ou de choléra n'est constaté pendant ces opérations, les pèlerins sont réembarqués immédiatement et le navire est dirigé sur Djeddah.

Pour la peste les prescriptions de l'article 26 sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord.

ART. 130.

Les navires infectés, c'est-à-dire ayant à bord des cas de peste ou de choléra, ou bien ayant présenté des cas de peste plus de six jours après l'embarquement ou de choléra depuis cinq jours, ou à bord desquels des rats infectés de peste ont été découverts, sont soumis au régime suivant :

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si la peste ou le choléra viennent à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers sont désinfectés ainsi que le navire.

Toutefois, l'autorité sanitaire locale peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

boven gaan. Op voorwaarde dat deze termijn niet overschreden wordt, mag de gezondheidsoverheid overgaan tot elk bacteriologisch onderzoek dat zij noodig acht.

Indien geen bewezen of verdacht geval van cholera gedurende deze behandeling wordt vastgesteld, worden de pelgrims onmiddellijk weder ingescheept en wordt het schip naar Djeddah gezonden.

In geval van pest worden, met betrekking tot de ratten die zich aan boord kunnen bevinden, de voorschriften van artikel 26 toegepast.

ART. 130.

De *besmette* schepen, dat wil zeggen, schepen die pest- of choleragevallen aan boord hebben of waarop zich meer dan zes dagen na de inscheping gevallen van pest of sedert vijf dagen gevallen van cholera voorgedaan hebben, of waarop met pest besmette ratten ontdekt werden, ondergaan de volgende behandeling :

De door pest of cholera aangetaste personen worden ontscheept en in het ziekenhuis afgezonderd. De overige passagiers worden ontscheept en per groepen van zoo weinig man mogelijk afgezonderd, zoodat, indien de pest of de cholera in eene bepaalde groep mocht uitbreken, niet allen daarvan afhankelijk wezen.

Het vuile linnen, het lijfstoebehoor en kleederen van bemanning en passagiers worden, evenals het schip, ontsmet.

De plaatselijke gezondheidsoverheid kan echter beslissen, dat het onnoodig is het groote reisgoed en de goederen te lossen en dat enkel een gedeelte van het schip moet worden ontsmet.

Les passagers restent cinq ou six jours, selon qu'il s'agit de choléra ou de peste, à l'établissement de Camaran. Si de nouveaux cas se présentent après le débarquement, la période d'observation sera prolongée de cinq jours pour le choléra et de six jours pour la peste après l'isolement du dernier cas.

Pour la peste, les prescriptions de l'article 25 sont appliquées en ce qui concerne les rats pouvant se trouver à bord.

Après avoir achevé ces opérations, le navire, ayant réembarqué les pèlerins, est dirigé sur Djeddah.

ART. 131.

Les navires visés aux articles 128, 129 et 130 seront, à leur arrivée à Djeddah, soumis à la visite médicale à bord. Si le résultat est favorable, le navire recevra la libre pratique.

Si, au contraire, des cas avérés de peste ou de choléra se sont montrés à bord pendant la traversée ou au moment de l'arrivée à Djeddah, l'autorité sanitaire du Hedjaz pourra prendre toutes les mesures nécessaires, sous réserve des dispositions de l'article 54.

ART. 132.

Toute station sanitaire destinée à recevoir des pèlerins doit être pourvue d'un personnel instruit, expérimenté et suffisamment nombreux, ainsi que de toutes les constructions et installations matérielles nécessaires pour assurer l'application, dans leur intégralité, des mesures auxquelles les dits pèlerins sont assujettis.

De passagiers verblijven in de inrichting te Camaran vijf of zes dagen, volgens het cholera of pest geldt. Wanneer nieuwe gevallen zich na de ontscheping voordoen zal de waarnemingstijd verlengd worden met vijf dagen voor de cholera en met zes dagen voor de pest, na de afzondering van het laatste geval.

In geval van pest worden, met betrekking tot de ratten die zich aan boord kunnen bevinden, de voorschriften van artikel 25 toegepast.

Nadat deze behandeling geëindigd is wordt het schip, dat de pelgrims terug ingescheept heeft, naar Djeddah gezonden.

ART. 131.

De in artikelen 128, 129 en 130 bedoelde schepen zullen, bij hun aankomst te Djeddah, aan een geneeskundig onderzoek aan boord onderworpen worden. Indien de uitslag gunstig is zal het schip tot het vrije verkeer worden toegelaten.

Indien zich integendeel, tijdens den overtocht of bij de aankomst te Djeddah, bewezen gevallen van pest of cholera aan boord hebben voorgedaan, zal de gezondheidsoverheid van den Hedjaz alle noodige maatregelen mogen nemen, onder voorbehoud der beschikkingen van artikel 54.

ART. 132.

Elke gezondheidsinrichting bestemd om pelgrims op te nemen moet voorzien zijn van kundig, ervaren en talrijk genoeg personeel, alsmede van alle gebouwen en materieele inrichtingen, die noodig zijn om de volledige toepassing der maatregelen, waaraan gezegde pelgrims onderworpen zijn, te verzekeren.

B. — *Régime sanitaire applicable aux navires à pèlerins venant du nord de Port-Saïd et allant vers le Hedjaz.*

ART. 133.

Si la présence de la peste ou du choléra n'est pas constatée dans le port de départ ni dans ses environs, et qu'aucun cas de peste ou de choléra ne se soit produit pendant la traversée, le navire est immédiatement admis à la libre pratique.

ART. 134.

Si la présence de la peste ou du choléra est constatée dans le port de départ ou dans ses environs, ou si un cas de peste ou de choléra s'est produit pendant la traversée, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées pour les navires qui viennent du sud et qui arrêtent à Camaran. Les navires sont ensuite reçus en libre pratique.

Section V. — Mesures à prendre au retour des pèlerins.

A. — *Navires à pèlerins retournant vers le nord.*

ART. 135.

Tout navire à destination de Suez ou d'un port de la Méditerranée, ayant à bord des pèlerins ou des groupes analogues et provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte arabique de la Mer Rouge, est tenu de se rendre à El-Tor pour y subir l'observation et

B. — *Gezondheidsbehandeling toepasselijk op schepen met pelgrims, die uit het Noorden van Port-Saïd komen en naar den Hedjaz varen.*

ART. 133.

Indien noch in de haven van vertrek, noch in de omstreken daarvan de aanwezigheid van pest of cholera is gebleken en zich gedurende den overtocht geen geval van pest of cholera heeft voorgedaan wordt het schip terstond tot het vrije verkeer toegelaten.

ART. 134.

Indien in de haven van vertrek of omstreken de aanwezigheid van pest of cholera is gebleken of zich gedurende de reis een geval van pest of cholera heeft voorgedaan, wordt het schip te El-Tor onderworpen aan de behandeling, vastgesteld voor schepen die van het Zuiden komen en zich te Camaran ophouden. Vervolgens worden de schepen tot het vrije verkeer toegelaten.

Afdeeling V. — Maatregelen te nemen bij den terugkeer der pelgrims.

A. — *Pelgrimsschepen die terugkeeren naar het Noorden.*

ART. 135.

Elk schip, met bestemming naar Suez of naar eene haven aan de Middellandsche Zee, dat pelgrims of andere bij groepen reizende menschen aan boord heeft en uit eene haven van den Hedjaz of uit eene andere haven van de Arabische kust der Roode Zee komt, is gehouden zich naar

les mesures sanitaires indiquées dans les articles 140 à 142.

ART. 136.

En attendant la création au port d'Akaba d'une station quarantenaire répondant aux besoins, les pèlerins se rendant du Hedjaz à Akaba par voie de mer, subiront à El-Tor, avant de débarquer à Akaba, les mesures quarantenaires nécessaires.

ART. 137.

Les navires ramenant les pèlerins vers la Méditerranée ne traversent le canal qu'en quarantaine.

ART. 138.

Les agents des compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur observation à la station sanitaire d'El-Tor, les pèlerins égyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers.

Ne seront reconnus comme Egyptiens ou résidant en Egypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité égyptienne et conforme au modèle établi.

Les pèlerins non égyptiens ne peuvent, après avoir quitté El-Tor, être débarqués dans un port égyptien, excepté par permission spéciale et sous les conditions spéciales imposées par l'autorité sanitaire égytienne, d'accord avec le Conseil

El-Tor te begeven om aldaar de in artikelen 140 tot 142 omschreven waarneming en gezondheidsmaatregelen te ondergaan.

ART. 136.

In afwachting dat in de haven van Akaba een quarantaine-station wordt opgericht dat aan de behoeften beantwoordt, zullen de pelgrims, die zich van den Hedjaz over zee naar Akaba begeven, te El-Tor de noodige quarantaine-maatregelen ondergaan alvorens te Akaba te ontschepen.

ART. 137.

Schepen, die bedevaartgangers terugvoeren naar de Middellandsche Zee, varen het Kanaal slechts in quarantaine door.

ART. 138.

Aan de agenten der scheepvaartmaatschappijen en de gezagvoerders wordt kennis gegeven dat, na afloop der waarneming aan de gezondheisinrichting te El-Tor, alleen de Egyptische bedevaartgangers het schip voorgoed mogen verlaten om naar hunne haardsteden terug te keeren.

Als Egyptenaren of ingezetenen van Egypte zullen alleen die bedevaartgangers erkend worden, welke houder zijn van eene door eene Egyptische overheid afgegeven kaart van ingezetenschap, overeenkomstig het vastgestelde model.

Niet-Egyptische bedevaartgangers mogen niet, na El-Tor verlaten te hebben, in een Egyptische haven worden ontscheept, uitgezonderd met bijzondere toelating en onder de bijzondere voorwaarden door de gezondheidsoverheid van

sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte. En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Egypte soit à El-Tor, soit à Suez, à Port-Saïd ou à Alexandrie, est interdit sans autorisation spéciale pour chaque cas.

Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins de nationalité non égyptienne suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port égyptien de la Méditerranée.

ART. 139.

Les pèlerins égyptiens subissent à El-Tor, ou dans toute autre station désignée par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, une observation de trois jours et une visite médicale, et, s'il y a lieu, la désinfection et la désinsectisation.

ART. 140.

Si la présence de la peste ou du choléra est constatée au Hedjaz ou dans le port d'où provient le navire, ou l'a été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires infectés.

Les personnes atteintes de peste ou de choléra sont débarquées et isolées à l'hôpital. Les autres passagers sont débarqués et isolés par groupes composés de personnes aussi peu nombreuses que possible, de manière que l'ensemble ne soit

Egypte opgelegd, in overeenstemming met den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte. Bijgevolg worden de agenten en de gezagvoerders van schepen gewaarschuwd, dat overscheping van in Egypte niet thuis behoorende bedevaartgangers, zoowel te El-Tor als te Suez, Port-Saïd of Alexandrië, verboden is zonder bijzondere toelating voor elk geval.

Schepen, die bedevaartgangers aan boord mochten hebben die niet tot de Egyptische nationaliteit behooren, zullen dezelfde behandeling ondergaan als die bedevaartgangers en in geene Egyptische haven aan de Middellandsche Zee worden toegelaten.

ART. 139.

De Egyptische bedevaartgangers ondergaan te El-Tor of op eenige andere door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte aangewezen inrichting, eene waarneming van drie dagen en een geneeskundig onderzoek en, zoo noodig, de ontsmetting en de desinsectisatie.

ART. 140.

Indien van de aanwezigheid van pest of cholera in den Hedjaz of in de haven van waar het schip komt, of tijdens de bedevaart in den Hedjaz gebleken is, wordt het schip te El-Tor onderworpen aan de behandeling die te Camaran voor besmette schepen geldt.

De door pest of cholera aangetaste personen worden ontscheept en in het ziekenhuis afgezonderd. De overige passagiers worden ontscheept en in groepen van zoo weinig man mogelijk afgezonderd, zoodat, mocht pest of cholera onder eene

pas solidaire d'un groupe particulier, si la peste ou le choléra venait à s'y développer.

Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers, les bagages et les marchandises suspects d'être contaminés sont débarqués pour être désinfectés. Leur désinfection et celle du navire sont pratiquées d'une façon complète.

Toutefois, l'autorité sanitaire du port peut décider que le déchargement des gros bagages et des marchandises n'est pas nécessaire et qu'une partie seulement du navire doit subir la désinfection.

Le régime prévu par l'article 25 est appliqué en ce qui concerne les rats qui pourraient se trouver à bord.

Tout les pèlerins sont soumis, à partir du jour où ont été terminées les opérations de désinfection, à une observation de six jours pleins pour la peste et de cinq jours pour le choléra. Si un cas de peste ou de choléra s'est produit dans une section, la période de six ou de cinq jours ne commence pour cette section qu'à partir du jour où le dernier cas a été constaté.

ART. 141.

Dans le cas prévu par l'article précédent, les pèlerins égyptiens peuvent subir, en outre, une observation supplémentaire de trois jours.

ART. 142.

Si la présence de la peste ou du choléra n'est constatée ni au Hedjaz, ni au port

bepaalde groep uitbreken, niet allen daarvan afhankelijk wezen.

Het vuile linnen, het lijfstoebehoor, de kleederen van bemanning en passagiers, reisgoed en goederen die verdacht worden besmet te zijn, worden ontscheept om ontsmet te worden. Hunne ontsmetting en die van het schip worden op grondige wijze uitgevoerd.

Evenwel kan de gezondheidsoverheid der haven beslissen dat het lossen van het groote reisgoed en van de goederen niet noodig is, en dat slechts een gedeelte van het vaartuig de ontsmetting moet ondergaan.

De door de artikel 25 voorziene behandeling wordt toegepast met betrekking tot de ratten die zich aan boord van het schip mochten bevinden.

Alle pelgrims worden aan eene waarneming van zes volle dagen voor de pest en van vijf dagen voor de cholera onderworpen, van den dag af waarop de ontsmettingsmaatregelen geheel zijn toegepast. Indien zich in eene afdeeling een geval van pest of van cholera heeft voorgedaan, begint voor die afdeeling de termijn van zes of van vijf dagen eerst te loopen van den dag waarop het laatste geval is vastgesteld.

ART. 141.

In het bij het voorafgaande artikel voorziene geval, kunnen Egyptische pelgrims daarenboven nog eene waarneming van drie dagen ondergaan.

ART. 142.

Indien de aanwezigheid van pest of cholera niet gebleken is, noch in den

d'où provient le navire, et ne l'a pas été au Hedjaz au cours du pèlerinage, le navire est soumis, à El-Tor, aux règles instituées à Camaran pour les navires indemnes.

Les pèlerins sont débarqués ; ils prennent une douche-lavage ou un bain de mer ; leur linge sale ou la partie de leurs effets à usage et de leurs bagages qui peut être suspecte, d'après l'appréciation de l'autorité sanitaire, sont désinfectés. La durée de ces opérations ne doit pas dépasser soixante-douze heures.

Toutefois, un navire à pèlerins, s'il n'a pas eu de malades atteints de peste ou de choléra en cours de route de Djeddah à Yambo et à El-Tor, et si la visite médicale individuelle, faite à El-Tor après débarquement, permet de constater qu'il ne contient pas de tels malades, peut être autorisé par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, à passer en quarantaine le Canal de Suez, même la nuit, lorsque sont réunies les quatre conditions suivantes :

1° Le service médical est assuré à bord par un ou plusieurs médecins diplômés et agréés ;

2° Le navire est pourvu d'étuves à désinfection fonctionnant efficacement ;

3° Il est établi que le nombre des pèlerins n'est pas supérieur à celui autorisé par les règlements du pèlerinage ;

4° Le capitaine s'engage à se rendre directement dans le port qu'il indique comme sa prochaine escale.

La taxe sanitaire payée à l'administration quarantenaire est la même que celle

Hedjaz, noch in de haven vanwaar het schip komt, noch tijdens de bedevaart in den Hedjaz, wordt het schip te El-Tor onderworpen aan de behandeling die te Camaran op onbesmette schepen wordt toegepast.

De pelgrims worden ontscheept ; zij nemen een stort- of een zeebad ; hun vuile linnen of dat gedeelte van hun lijfstoebehoor en reisgoed, dat naar het oordeel van de gezondheidsoverheid verdacht kan zijn, worden ontsmet. De duur van die verrichtingen, met inbegrip van inen ontscheping, mag twee en zeventig uur niet te boven gaan.

Evenwel kan een pelgrimsschip, indien er gedurende de reis van Djeddah naar Yanbo en El-Tor geen door pest of cholera aangetaste zieken aan boord geweest zijn, en indien uit het persoonlijk geneeskundig onderzoek, gedaan te El-Tor na de ontscheping, blijkt dat er geen dergelijke zieken zijn, door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte gemachtigd worden, in quarantaine het Suez-kanaal door te varen, zelfs 's nachts, zoo aan de volgende vier voorwaarden voldaan wordt :

1° Dat in den geneeskundigen dienst aan boord wordt voorzien door een of meer gediplomeerde en aangenomen geneesheeren ;

2° Dat het schip is voorzien van behoorlijk werkende ontsmettingsovens ;

3° Dat vaststaat, dat het aantal bedevaartgangers niet grooter is dan bij de bedevaartreglementen wordt toegestaan;

4° Dat de kapitein zich verbindt om rechtstreeks te varen naar de haven, die hij als zijn volgende aanlegplaats opgeeft.

De aan het quarantaine-bestuur te betalen gezondheidsrechten zijn dezelfde

qu'auraient payée les pèlerins s'ils étaient restés trois jours en quarantaine.

ART. 143.

Le navire qui, pendant la traversée d'El-Tor à Suez, aurait eu un cas suspect à bord, peut être repoussé à El-Tor.

ART. 144.

Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans les ports égyptiens, excepté par permission spéciale et sous les conditions spéciales imposées par l'autorité sanitaire égyptienne, d'accord avec le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte.

ART. 145.

Les navires partant du Hedjaz et ayant à leur bord des pèlerins à destination d'un port de la côte africaine de la Mer Rouge se rendront directement à la station quarantenaire désignée par l'autorité territoriale dont dépend le port susmentionné, pour y subir le même régime quarantenaire qu'à El-Tor.

ART. 146.

Les navires venant du Hedjaz ou d'un port de la côte arabique de la Mer Rouge où ne sévit ni la peste, ni le choléra, n'ayant pas à leur bord des pèlerins ou des groupes analogues et qui n'ont pas eu d'accident suspect durant la traversée, sont admis en libre pratique à Suez, après visite médicale favorable.

als die welke de pelgrims zouden betaald hebben indien zij drie dagen in quarantaine waren gebleven.

ART. 143.

Het schip dat gedurende den overtocht van El-Tor naar Suez een verdacht geval aan boord mocht gehad hebben, kan naar El-Tor teruggezonden worden.

ART. 144.

Overscheping van bedevaartgangers is ten strengste verboden in de Egyptische havens, uitgezonderd met bijzondere toelating en onder de bijzondere voorwaarden door de Egyptische gezondheidsoverheid opgelegd in overeenstemming met den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte.

ART. 145.

Schepen, die uit den Hedjaz vertrekken en pelgrims aan boord hebben met bestemming naar een haven van de Afrikaansche kust van de Roode Zee, zullen zich rechtstreeks naar het quarantainestation begeven aangeduid door de territoriale overheid waarvan de bovenvermelde haven afhangt, om er hetzelfde quarantaine-regime te ondergaan als te El-Tor.

ART. 146.

Schepen die uit den Hedjaz komen of uit een haven van de Arabische kust der Roode Zee waar geen pest noch cholera heerscht, die geen pelgrims of dergelijke groepen aan boord hebben en die tijdens den overtocht geen verdacht geval gehad hebben, worden te Suez tot het vrije verkeer toegelaten, na geneeskundig onderzoek met gunstigen uitslag.

ART. 147.

Les voyageurs venant du Hedjaz et ayant accompagné le pèlerinage sont assujettis au même régime que les pèlerins. Le titre de marchand ou autre ne les exemptera pas des mesures applicables aux pèlerins.

B. — *Pèlerins en caravane retournant vers le Nord.*

ART. 148.

Les pèlerins voyageant en caravane devront, quelle que soit la situation sanitaire du Hedjaz, se rendre dans une des stations quarantenaires situées sur leur route, pour y subir suivant les circonstances, les mesures prescrites aux articles 140 ou 142 pour les pèlerins débarqués.

C. — *Pèlerins retournant vers le Sud.*

ART. 149.

En cas de pèlerinage infecté, un navire à pèlerins retournant vers des régions situées au sud du détroit de Bab-el-Mandeb peut être obligé, sur l'ordre de l'autorité consulaire des pays vers lesquels les pèlerins se dirigent, à faire escale à Camaran pour y subir l'inspection médicale.

Section VI. — Mesures applicables aux pèlerins voyageant par le chemin de fer du Hedjaz.

ART. 150.

Les Gouvernements des pays traversés

ART. 147.

De uit den Hedjaz komende reizigers die de bedevaart vergezeld hebben, worden aan hetzelfde regime als de bedevaartgangers onderworpen. De titel van koopman of een andere zal hen niet vrijstellen van de op de pelgrims toepasselijke maatregelen.

B. — *Naar het Noorden terugkeerende in karavaan reizende pelgrims.*

ART. 148.

De in karavaan reizende pelgrims zullen, welke de gezondheidstoestand van den Hedjaz ook zij, zich naar een der op hunnen weg gelegen quarantaine-stations begeven om er, naar gelang der omstandigheden, de in artikelen 140 of 142 voor ontscheepte pelgrims voorgeschreven maatregelen te ondergaan.

C. — *Naar het Zuiden terugkeerende pelgrims.*

ART. 149.

In geval van besmette bedevaart kan een pelgrimsschip, dat naar streken gelegen ten Zuiden van de Straat van Bad-el-Mandeb terugkeert, op bevel van den consulaire overheid der landen waarheen de pelgrims zich begeven, verplicht worden Camaran aan te doen om er het geneeskundig onderzoek te ondergaan.

Afdeeling VI. — Maatregelen toepasselijk op de met den spoorweg van den Hedjaz reizende pelgrims.

ART. 150.

De Regeeringen van de landen waar

par le chemin de fer du Hedjaz prendront toutes dispositions pour organiser la surveillance sanitaire des pèlerins dans leurs voyages aux lieux saints et l'application des mesures prophylactiques en vue d'empêcher la propagation des maladies contagieuses à caractère épidémique, en s'inspirant des principes de la présente Convention.

Section VII. — Informations sanitaires sur le pèlerinage.

ART. 151.

Le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Égypte transmettra périodiquement et, les cas échéant, par les voies les plus rapides, aux autorités sanitaires de tous les pays intéressés et concurremment à l'Office International d'Hygiène publique, dans les conditions prévues par la présente Convention, tous renseignements et informations sanitaires parvenus à sa connaissance, au cours du pèlerinage, sur la situation sanitaire au Hedjaz et dans les régions parcourues par les pèlerins. Il établira, en outre, un rapport annuel qui sera communiqué aux mêmes autorités et à l'Office International d'Hygiène publique.

CHAPITRE III. — *Sanctions.*

ART. 152.

Tout capitaine convaincu de ne pas s'être conformé, pour la distribution de l'eau, des vivres ou du combustible, aux engagements pris par lui ou pour lui, est passible d'une amende de 50 francs (or) au maximum pour chaque omission. Cette

de spoorweg van den Hedjaz doorgaat, zullen de noodige schikkingen nemen om het sanitair toezicht over de pelgrims tijdens hunne reizen naar de heilige plaatsen en de toepassing der voorbehoedmaatregelen in te richten ten einde de verspreiding der besmettelijke ziekten van epidemischen aard te verhinderen, zich daarbij door de beginselen dezer Overeenkomst latende leiden.

Afdeeling VII. — Gezondheidsinlichtingen over de bedevaart.

ART. 151.

De gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte zal op vaste tijden en, in voorkomend geval, langs de snelste wegen, aan de gezondheidsoverheden van alle belanghebbende landen en tegelijk aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid, in de door deze Overeenkomst voorziene voorwaarden, al de tijdens de bedevaart te zijner kennis gekomen sanitaire inlichtingen en mededeelingen over den gezondheidstoestand in den Hedjaz en in de door de pelgrims doorgetrokken streken toezenden. Hij zal bovendien een jaarverslag opmaken, dat aan dezelfde overheden en aan den Internationalen Dienst van Openbare Gezondheid zal medegedeeld worden.

HOOFDSTUK III. — *Strafbepalingen.*

ART. 152.

De kapitein, van wien bewezen is dat hij zich ten opzichte der uitdeeling van water, levensmiddelen of brandstof niet gehouden heeft aan de verplichtingen die hij op zich had genomen of die voor hem werden genomen, zal eene boete van ten

amende est perçue au profit du pèlerin qui aurait été victime du manquement et qui établirait qu'il a en vain réclamé l'exécution de l'engagement pris.

ART. 153.

Toute infraction à l'article 107 est punie d'une amende de 750 francs (or) au maximum.

ART. 154.

Tout capitaine qui a commis ou qui a laissé commettre une fraude quelconque concernant la liste des pèlerins ou le document sanitaire prévus à l'article 113 est passible d'une amende de 1,250 francs (or) au maximum.

ART. 155.

Tout capitaine de navire arrivant sans document sanitaire du port de départ ou sans visa des ports de relâche, ou non muni de la liste réglementaire et régulièrement tenue suivant l'article 113 et les articles 125 et 126 est passible, dans chaque cas, d'une amende de 300 francs (or) au maximum.

ART. 156.

Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à bord plus de cent pèlerins sans la présence d'un médecin diplômé, conformément aux prescriptions de l'article 106, est passible d'une amende de 7,500 francs (or) au maximum.

hoogste 50 frank (goud) voor elk verzuim moeten betalen. Die boete wordt geheven ten voordeele van den pelgrim die het slachtoffer van de tekortkoming geweest is en die aantoont dat hij te vergeefs nakoming van de aangegane verbintenis gevorderd heeft.

ART. 153.

Inbreuk op artikel 107 wordt gestraft met eene boete van ten hoogste 750 frank (goud).

ART. 154.

De kapitein die een bedrog gepleegd heeft of heeft laten plegen met betrekking tot de lijst der pelgrims of het gezondheidsdocument voorzien in artikel 113, wordt gestraft met een boete van ten hoogste 1,250 frank (goud).

ART. 155.

De gezagvoerder van een schip dat aankomt zonder gezondheidsdocument van de haven van vertrek of zonder visa van de havens van oponthoud, of niet voorzien is van de voorgeschreven en volgens artikel 113 en de artikelen 125 en 126 geregeld bijgehouden lijst, wordt voor elk dezer gevallen gestraft met een boete van ten hoogste 300 frank (goud).

ART. 156.

De kapitein van wien blijkt dat hij meer dan honderd pelgrims aan boord heeft of gehad heeft zonder een overeenkomstig de voorschriften van artikel 106 gediplomeerden geneesheer te voeren, wordt gestraft met eene boete van ten hoogste 7,500 frank (goud).

ART. 157.

Tout capitaine convaincu d'avoir ou d'avoir eu à son bord un nombre de pèlerins supérieur à celui qu'il est autorisé à embarquer, conformément aux prescriptions du 1° de l'article 113, est passible d'une amende de 125 francs (or) au maximum par chaque pèlerin en surplus.

Le débarquement des pèlerins dépassant le nombre régulier est effectué à la première station où réside une autorité compétente, et le capitaine est tenu de fournir aux pèlerins débarqués l'argent nécessaire pour poursuivre leur voyage jusqu'à destination.

ART. 158.

Tout capitaine convaincu d'avoir débarqué des pèlerins dans un endroit autre que celui de leur destination, sauf leur consentement ou hors le cas de force majeure, est passible d'une amende de 500 francs (or) au maximum par chaque pèlerin indûment débarqué.

ART. 159.

Toutes autres infractions aux prescriptions relatives aux navires à pèlerins sont punies d'une amende de 250 francs à 2,500 francs (or) au maximum.

ART. 160.

Toute contravention constatée en cours de voyage est annotée sur les documents du navire ainsi que sur la liste des pèlerins. L'autorité compétente en dresse procès-verbal pour le remettre à qui de droit.

ART. 157.

De kapitein van wien blijkt dat hij een grooter getal pelgrims aan boord heeft of gehad heeft dan hij krachtens de voorschriften van het 1° van artikel 113 gerechtigd is in te schepen, wordt gestraft met eene boete van ten hoogste 125 frank (goud) voor elken pelgrim boven het geoorloofd getal.

Op de eerste aanlegplaats, waar een bevoegde overheid aanwezig is, worden de pelgrims boven het regelmatig aantal ontscheept. De kapitein is verplicht aan de ontscheepte pelgrims het noodige geld tot voortzetting hunner reis naar de plaats van bestemming te verschaffen.

ART. 158.

De gezagvoerder, van wien blijkt dat hij pelgrims heeft ontscheept op eene andere plaats dan die hunner bestemming zonder hunne toestemming of buiten geval van overmacht, wordt gestraft met eene boete van ten hoogste 500 frank (goud) voor elken ten onrechte ontscheepten pelgrim.

ART. 159.

Elke andere inbreuk op de voorschriften betreffende de pelgrimsschepen wordt gestraft met eene boete van 250 tot ten hoogste 2,500 frank (goud).

ART. 160.

Elke gedurende den loop der reis vastgestelde overtreding wordt zoowel op de documenten van het schip als op de lijst der pelgrims aangeteekend. De bevoegde overheid maakt er procesverbaal van op en legt dit over waar zulks behoort.

ART. 161.

Les contraventions visées aux articles 152 à 159 inclus seront constatées par l'autorité sanitaire du port où le navire a fait relâche.

Les pénalités seront prononcées par l'autorité compétente.

ART. 162.

Tous les agents appelés à concourir à l'exécution des prescriptions de la présente Convention, en ce qui concerne les navires à pèlerins, sont passibles de punitions conformément aux lois de leurs pays respectifs, en cas de fautes commises par eux dans l'application desdites prescriptions.

TITRE IV.

SURVEILLANCE ET EXÉCUTION.

I. — *Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte.*

ART. 163.

Sont confirmées les stipulations de l'Annexe III de la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892, concernant la composition, les attributions et le fonctionnement du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, telles qu'elles résultent des décrets khédiviaux des 19 juin 1893 et 25 décembre 1894, ainsi que de l'arrêté ministériel du 19 juin 1893.

Lesdits décrets et arrêtés demeurent annexés à la présente Convention.

Nonobstant les prévisions desdits décrets et arrêtés, les Hautes Parties Con-

ART. 161.

De in artikelen 152 tot en met 159 bedoelde overtredingen worden vastgesteld door de gezondheidsoverheid der haven waar het schip binnengeloopen is.

De straffen worden uitgesproken door de bevoegde overheid.

ART. 162.

Alle ambtenaren geroepen om tot de uitvoering van de voorschriften dezer Overeenkomst mede te werken wat betreft de pelgrimsschepen, worden voor de fouten door hen bij de toepassing van genoemde voorschriften begaan, overeenkomstig de wet van hunne respectieve landen gestraft.

TITEL IV.

TOEZICHT EN UITVOERING.

I. — *Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte.*

ART. 163.

Blijft van kracht het bepaalde bij de bijlage III tot de Gezondheids-Overeenkomst van Venetië van den 30n Januari 1892, betreffende de samenstelling, de bevoegdheid en de wijze van arbeiden van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte, zooals deze vastgesteld zijn bij de khediviale decreten van 19 Juni 1893 en 25 December 1894, alsook bij het ministerieel besluit van 19 Juni 1893.

Gezegde decreten en besluiten blijven bij deze Overeenkomst gevoegd.

Niettegenstaande wat voorzien is in gezegde decreten en besluiten, zijn de

tractantes sont convenues de ce qui suit :

I. Le nombre des délégués égyptiens au sein du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire sera porté à cinq :

1° Le Président du Conseil, nommé par le Gouvernement égyptien, et qui ne votera qu'en cas de partage des voix ;

2° Un docteur en médecine européen, inspecteur général du service, sanitaire maritime et quarantenaire ;

3° Trois délégués nommés par le Gouvernement égyptien.

II. Le service vétérinaire du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire sera transféré au Gouvernement égyptien.

Les conditions suivantes seront observées :

1° Le Gouvernement égyptien percevra sur les bestiaux importés au maximum les taxes sanitaires actuellement perçues par le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire ;

2° Le Gouvernement égyptien s'engage en conséquence, à verser annuellement au Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire une somme représentant la moyenne de l'excédent des recettes sur les dépenses dudit service durant les trois dernières années budgétaires précédant la date de la mise en vigueur de la présente Convention ;

3° Les mesures à prendre pour désinfecter les bateaux à bestiaux, les peaux et débris d'animaux, seront assurées, comme dans le passé, par l'entremise dudit Conseil sanitaire maritime et quarantenaire ;

Hooge Verdragsluitende Partijen overeengekomen aangaande wat volgt :

I. Het getal Egyptische afgevaardigden in den schoot van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad zal op vijf worden gebracht :

1° De Voorzitter van den Raad, door de Egyptische Regeering benoemd, en die slechts zal stemmen in geval van staking van stemmen ;

2° Een Europeesche doctor in de geneeskunde, inspecteur-generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst ;

3° Drie afgevaardigden door de Egyptische Regeering benoemd.

II. De Veeartsenijkundige Dienst van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad zal aan de Egyptische Regeering worden overgedragen.

De volgende voorwaarden zullen worden in acht genomen :

1° De Egyptische Regeering zal op het ingevoerde vee ten hoogste de thans door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad geheven taxen innen ;

2° De Egyptische Regeering verbindt zich dientengevolge jaarlijks aan den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad eene som te storten die het gemiddelde cijfer vertegenwoordigt van het overschot der ontvangsten boven de uitgaven van gezegden dienst gedurende de drie laatste begrootingsjaren die aan de in werking stelling van deze Overeenkomst voorafgaan ;

3° De te nemen maatregelen voor het ontsmetten der veeschepen, der huiden en van het afval van dieren zullen, zooals vroeger, door tusschenkomst van gezegden Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad verzekerd worden ;

4° Le personnel étranger actuellement au service vétérinaire du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte sera admis à bénéficier des compensations accordées par la loi n° 28 de 1923, relative aux conditions de service et de mise à la retraite ou licenciement des fonctionnaires, employés ou agents de nationalités étrangères.

L'échelle de ces compensations sera celle prévue par la loi susdite. Les autres détails seront fixés par un accord entre le Gouvernement égyptien et le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire.

III. Vu la grande distance qui sépare le port de Souakim du siège du Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, à Alexandrie, et le fait que les pèlerins et passagers qui débarquent dans le port de Souakim n'intéressent au point de vue sanitaire, que le territoire du Soudan, l'administration sanitaire du port de Souakim sera détachée dudit Conseil.

ART. 164.

Les dépenses ordinaires résultant des dispositions de la présente Convention, relatives, notamment, à l'augmentation du personnel relevant du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, sont couvertes à l'aide d'un versement annuel complémentaire, par le Gouvernement égyptien, d'une somme de quatre mille livres égyptiennes, qui pourrait être prélevée sur l'excédent du service des

4° Het vreemde personeel thans verbonden aan den veeartsenijkundigen dienst van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad zal kunnen genieten van de vergoedingen verleend door de wet nr 28 van 1923, betreffende de voorwaarden van dienst, van op pensioenstelling of afdanking der ambtenaren, bedienden of agenten van vreemde nationaliteit.

De schaal dezer vergoedingen zal degene zijn die door voornoemde wet voorzien wordt. De andere bijzonderheden zullen vastgesteld worden door een overeenkomst tusschen de Egyptische Regeering en den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad.

III. Gezien den grooten afstand die de haven van Souakim van den zetel van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte, te Alexandrië, scheidt, en het feit dat de pelgrims en de reizigers die in de haven van Souakim aan land gaan, uit sanitair oogpunt slechts van belang zijn voor het grondgebied van Soedan, zal het sanitair beheer der haven van Souakim van gezegden Raad afgescheiden worden.

ART. 164.

De gewone uitgaven, voortvloeiende uit de bepalingen dezer Overeenkomst, in het bijzonder betreffende de vermeerdering van het personeel in dienst van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte, zullen gedekt worden door middel eener jaarlijksche aanvullingsstorting van vier duizend Egyptische ponden, door de Egyptische Regeering, welke som zou kunnen genomen worden

phares resté à la disposition de ce Gouvernement.

Toutefois, il sera déduit de cette somme le produit d'une taxe quarantenaire supplémentaire de 10 P. T. (piastres tarif) par pèlerin, à prélever à El-Tor.

Au cas où le Gouvernement égyptien verrait des difficultés à supporter cette part dans les dépenses, les Puissances représentées au Conseil sanitaire maritime et quarantenaire s'entendraient avec ce Gouvernement pour assurer la participation de ce dernier aux dépenses prévues.

ART. 165.

Le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte est chargé de mettre en concordance avec les dispositions de la présente Convention les règlements actuellement appliqués par lui concernant la peste, le choléra et la fièvre jaune, ainsi que le règlement relatif aux provenances des ports arabiques de la Mer Rouge, à l'époque du pèlerinage.

Il revisera, s'il y a lieu, dans le même but, le règlement général de police sanitaire maritime et quarantenaire présentement en vigueur.

Ces règlements, pour devenir exécutoires, doivent être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil.

II. — *Dispositions diverses.*

ART. 166.

Le produit des taxes et des amendes sanitaires perçues par le Conseil sanitaire

uit het ter beschikking van die Regeering gebleven overschot van den dienst der vuurtorens.

Evenwel zal van deze som worden afgetrokken de opbrengst van een buitengewoon quarantaine recht van 10 P. T. (piaster-tarief) per pelgrim te heffen te El-Tor.

Mocht de Egyptische Regeering er bezwaar tegen hebben dit deel der uitgaven te dragen, dan zouden de in den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad vertegenwoordigde Mogendheden zich met deze Regeering verstaan om de deelneming van deze laatste in de voorziene onkosten te verzekeren.

ART. 165.

Aan den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte wordt opgedragen de reglementen thans door den Raad toegepast met betrekking tot de pest, de cholera en de gele koorts, alsook het reglement in zake de herkomsten uit de Arabische havens der Roode Zee ten tijde van bedevaarten, in overeenstemming te brengen met de bepalingen dezer Overeenkomst.

Hij zal, zoo noodig, met hetzelfde doel, het thans geldende algemeene gezondheidszee- en quarantaine-politie-reglement herzien.

Om ten uitvoer gelegd te kunnen worden, moeten die reglementen aangenomen worden door de verschillende in den Raad vertegenwoordigde Mogendheden.

II. — *Verschillende bepalingen.*

ART. 166.

De opbrengst der gezondheidsrechten en -boeten geïnd door den Gezondheids

maritime et quarantenaire ne peut, en aucun cas, être employé à des objets autres que ceux relevant dudit Conseil.

ART. 167.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à faire rédiger, par leurs administrations sanitaires, une instruction destinée à mettre les capitaines des navires, surtout lorsqu'il n'y a pas de médecin à bord, en mesure d'appliquer les prescriptions contenues dans la présente Convention en ce qui concerne la peste, le choléra et la fièvre jaune.

TITRE V.

DISPOSITIONS FINALES.

ART. 168.

La présente Convention remplace, entre les Hautes Parties Contractantes, les dispositions de la Convention signée à Paris le 17 janvier 1912, ainsi que, le cas échéant, celles de la Convention signée à Paris le 3 décembre 1903. Ces deux dernières conventions resteront en vigueur entre les Hautes Parties Contractantes et tout Etat qui y serait partie et qui ne serait pas partie à la présente Convention.

ART. 169.

La présente Convention portera la date de ce jour et pourra être signée jusqu'au 1er octobre de l'année courante.

ART. 170.

La présente Convention sera ratifiée

Zee- en Quarantaine-Raad mag, in geen geval, voor andere doeleinden worden gebezigd dan tot die welke tot de bevoegdheid van gezegden Raad behooren.

ART. 167.

De Hooge Verdragsluitende Partijen verbinden zich door hunne Gezondheidsbeheeren voorschriften te doen vaststellen bestemd om de gezagvoerders van schepen, vooral in geval er geen geneesheer aan boord is, in staat te stellen de in deze Overeenkomst vervatte voorschriften met betrekking tot pest, cholera en gele koorts toe te passen.

TITEL V.

SLOTBEPALINGEN.

ART. 168.

Deze Overeenkomst vervangt, tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen, de beschikkingen der op 17 Januari 1912 te Parijs geteekende Overeenkomst, alsmede, in voorkomend geval, die der te Parijs, op 3 December 1903, geteekende Overeenkomst. Deze twee laatste overeenkomsten zullen van kracht blijven tusschen de Hooge Verdragsluitende Partijen en elken Staat die er partij bij zou zijn en die geen partij zou zijn bij onderhavige Overeenkomst.

ART. 169.

Deze Overeenkomst zal den datum van heden dragen en zal tot 1 October van het loopende jaar onderteekend kunnen worden.

ART. 170.

Deze Overeenkomst zal bekrachtigd

et les ratifications en seront déposées à Paris aussitôt que faire se pourra. Elle n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifiée par dix des Hautes Parties Contractantes. Ultérieurement elle prendra effet, en ce qui concerne chacune des hautes Parties Contractantes, dès le dépôt de sa ratification.

ART. 171.

Les États qui n'ont pas signé la présente Convention seront admis à y adhérer sur leur demande. Cette adhésion sera notifiée par la voie diplomatique au Gouvernement de la République française et, par celui-ci, aux autres Parties Contractantes.

ART. 172.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra déclarer, soit au moment de sa signature, soit au moment du dépôt de ses ratifications ou de son adhésion, que son acceptation de la présente Convention n'engage pas, soit l'ensemble, soit tel de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires sous mandat, et pourra, ultérieurement et conformément à l'article précédent, adhérer séparément au nom de l'un quelconque de ses protectorats, colonies, possessions ou territoires sous mandat, exclus, par une telle déclaration.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le vingt et un juin mil

worden en de bekrachtigingen zullen zoo spoedig mogelijk te Parijs worden nedergelegd. Zij zal slechts in werking treden nadat zij door tien der Hooge Verdragsluitende Partijen bekrachtigd is geworden. Nadien zal zij hare uitwerking hebben, wat elk der Hooge Verdragsluitende Partijen betreft, zoodra deze hare bekrachtiging heeft nedergelegd.

ART. 171.

De Staten die deze Overeenkomst niet onderteekend hebben, kunnen, op hun verzoek, tot dezelve toetreden. Deze toetreding wordt langs den diplomatieken weg aan de Regeering der Fransche Republiek medegedeeld, en, door deze, aan de andere Verdragsluitende Partijen.

ART. 172.

Elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zal, hetzij op het oogenblik harer onderteekening, hetzij op het oogenblik van de nederlegging harer bekrachtigingen of harer toetreding, kunnen verklaren dat hare aanvaarding van deze Overeenkomst niet bindend is, hetzij voor het geheel, hetzij voor een of ander harer protectoraten, koloniën, bezittingen of grondgebieden onder mandaat en zal naderhand en overeenkomstig het vorig artikel, afzonderlijk in naam van gelijk welk harer protectoraten, koloniën, bezittingen of grondgebieden onder mandaat, door een dergelijke verklaring uitgesloten, kunnen toetreden.

Ter Oorkonde waarvan de onderscheidene Gevolmachtigden deze Overeenkomst geteekend hebben.

Gedaan te Parijs, den een en twintig-

neuf cent vingt-six, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française, et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux autres Parties contractantes.

Pour l'Afghanistan :
ISLAMBEK KHOUDOIAR KHAN.

Pour l'Albanie :
DR. OSMAN.

Pour l'Empire Allemand :
FRANOUX.
HAMEL.

Pour la Nation Argentine :
F. A. DE TOLEDO.

Pour l'Autriche :
DR. Alfred GRUNBERGER.

Pour la Belgique :
VELGHE.

Pour le Brésil :
Carlos CHAGAS,
Gilberto MOURA COSTA.

Pour la Bulgarie :
B. MORFOFF,
TOCHKO PÉTROFF.

Pour le Chili :
Armando QUEZADA.

Pour la Chine :
S. K. YAO,
SCIE TON FA.

Pour la Colombie :
Miguel JIMÉNEZ LOPEZ.

sten Juni negentienhonderd zes en twintig, in een enkel exemplaar, dat nedergelegd zal blijven in het archief van de Regeering der Fransche Republiek, en waarvan gelijkvormig verklaarde afschriften langs den diplomatieken weg aan de andere Verdragsluitende Partijen overhandigd zullen worden.

Voor Afghanistan :
ISLAMBEK KHOUDOIAR KHAN.

Voor Albanië :
DR. OSMAN.

Voor het Duitsche Rijk :
FRANOUX.
HAMEL.

Voor de Argentijnsche Natie :
F. A. DE TOLEDO.

Voor Oostenrijk :
Dr Alfred GRUNBERGER.

Voor België :
VELGHE.

Voor Brazilië :
Carlos CHAGAS,
Gilberto MOURA COSTA.

Voor Bulgarije :
B. MORFOFF,
TOCHKO PÉTROFF.

Voor Chili :
Armando QUEZADA.

Voor China :
S. K. YAO,
SCIE TON FA.

Voor Columbia :
Miguel JIMÉNEZ LOPEZ.

Pour Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :

Th. MADSEN.

Pour Dantzig :

CHODZKO,
STADE.

Pour la République Dominicaine :

BETANCES.

Pour l'Egypte :

FAKHRY,
DR M. EL GUINDY.

Pour l'Equateur :

J. ILLINGOURTH.

Pour l'Espagne :

Marquis DE FAURA,
DR. F. MURILLO.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

H. S. CUMMING,
W. W. KING.

Pour l'Ethiopie :

LAGARDE, duc d'ENTOTTO.

Pour la Finlande :

ENCKELL.

Pour la France :

Camille BARRÈRE,
HARISMENDY,
NAVAILLES,
DR. A. CALMETTE,
Léon BERNARD.

Pour l'Algérie :

DR. RAYNAUD.

Voor Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

Voor Denemarken :

Th. MADSEN.

Voor Dantzig :

CHODZKO,
STADE.

Voor de Dominikaansche Republiek :

BETANCES.

Voor Egypte :

FAKHRY,
Dr M. EL GUINDY.

Voor Ecuador :

J. ILLINGOURTH.

Voor Spanje :

Markies DE FAURA.
Dr F. MURILLO.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika :

H. S. CUMMING,
W. W. KING.

Voor Ethiopië :

LAGARDE, hertog van ENTOTTO.

Voor Finland :

ENCKELL.

Voor Frankrijk :

Camille BARRÈRE,
HARISMENDY,
NAVAILLES,
Dr A. CALMETTE,
Léon BERNARD.

Voor Algerië :

Dr RAYNAUD.

Pour l'Afrique occidentale :
Dr. Paul Gouzien.

Pour l'Afrique orientale :
Thiroux.

Pour l'Indochine :
Dr L'Herminier,
Dr N. Bernard.

Pour les Etats de Syrie, du Grand-Liban, des Alaouïtes et du Djebel-Druse :

Harismendy.

Pour l'ensemble des autres colonies, protectorats, possessions et territoires sous mandat de la France :
Audibert.

Pour l'Empire Britannique :
G. S. Buchanan,
John Murray.

Pour le Canada :
J. A. Amyot.

Pour l'Australie :
W. C. Sawers.

Pour la Nouvelle-Zélande :
Sydney Price James.

Pour l'Inde :
D. T. Chadwick.

Pour l'Union Sud-Africaine :
Philip Stock.

Pour la Grèce :
Al. C. Carapanos,
D. Matarangas.

Pour le Guatémala :
Francisco A. Figueroa.

Voor West-Afrika :
Dr Paul Gouzien.

Voor Oost-Afrka :
Thiroux.

Voor Indo-China :
Dr L'Herminier,
Dr N. Bernard.

Voor de Staten van Syrië, den Grooten Libanon, de Alaouïten en den Djebel-Druse :
Harismendy.

Voor het geheel der andere koloniën, protectoraten, bezittingen en grondgebieden onder mandaat van Frankrijk :
Audibert.

Voor het Britsche Rijk :
G. S. Buchanan,
John Murray.

Voor Kanada :
J. A. Amyot.

Voor Australië :
W. C. Sawers.

Voor Nieuw-Zeeland :
Sydney Price James.

Voor Indië :
D. T. Chadwick.

Voor de Zuid-Afrikaansche Unie :
Philip Stock.

Voor Griekenland :
Al C. Carapanos,
D. Matarangas.

Voor Guatemala :
Francisco A. Figueroa.

Pour Haïti :
Georges AUDAIN.

Pour le Hedjaz :
Dr MAHMOUD HAMOUDÉ.

Pour le Honduras :
RUBÉN AUDINO AGUILAR.

Pour la Hongrie :
Dr Ch. GROSCH.

Pour la Finlande :
ENCKELL.

Pour l'Italie :
Albert LUTRARIO,
Giovanni Vittorio REPETTI,
Odoardo HUETTER,
G. ROCCO,
Giuseppe DRUETTI.

Pour le Japon :
H. MATSUSHIMA,
MITSUZO TSURUMI.

Pour la République de Libéria :
R. LEHMANN,
N. OOMS.

Pour la Lithuanie :
Dr Pr. VAICIUSKA.

Pour le Luxembourg :
Dr PRAUM.

Pour le Maroc :
HARISMENDY,
Dr RAYNAUD.

Pour le Mexique :
R. CABRERA.

Pour Monaco :
F. ROUSSEL,
Dr MARSAN.

Voor Haïti :
Georges AUDAIN.

Voor den Hedjaz :
Dr MAHMOUD HAMOUDÉ.

Voor Honduras :
RUBÉN AUDINO AGUILAR.

Voor Hongarijë :
Dr Ch. GROSCH.

Voor Finland :
ENCKELL.

Voor Italië :
Albert LUTRARIO,
Giovanni Vittorio REPETTI,
Odoardo HUETTER,
G. ROCCO,
Giuseppe DRUETTI.

Voor Japan :
H. MATSUSHIMA,
MITSUZO TSURUMI.

Voor de Republiek Liberia :
R. LEHMANN,
N. OOMS.

Voor Littauen :
Dr Pr. VAICIUSKA.

Voor Luxemburg :
Dr PRAUM.

Voor Marokko :
HARISMENDY,
Dr RAYNAUD.

Voor Mexico :
R. CABRERA.

Voor Monaco :
F. ROUSSEL,
Dr MARSAN.

Pour la Norvège :
Sigurd BENTZON.

Pour le Paraguay :
R. V. CABALLERO.

Pour les Pays-Bas :
DOUDE VAN TROOSTWYK,
N. M. Josephus JITTA,
DE VOGEL,
VAN DER PLAS.

Pour le Pérou :
P. MIMBELA.

Pour la Perse « ad referendum » :
Dr ALI KHAN PARTOW AALZAM,
MANSOUR CHARIF.

Pour la Pologne :
CHODZKO.

Pour le Portugal :
RICARDO JORGE.

Pour la Roumanie :
Dr J. CANTACUZÈNE.

Pour Saint-Marin :
Dr GUELPA.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :
M. SPALAIKOVITCH.

Pour El Salvador :
Carlos R. LARDÉ-ARTHÈS.

Pour le Soudan :
Oliver Francis HAYNES ATKEY.

Pour la Suisse :
DUNANT,
CARRIÈRE.

Voor Noorwegen :
Sigurd BENTZON.

Voor Paraguay :
R. V. CABALLERO.

Voor Nederland :
DOUDE VAN TROOSTWYK,
N. M. Josephus JITTA,
DE VOGEL,
VAN DER PLAS.

Voor Peru :
P. MIMBELA.

Voor Perzië « ad referendum » :
Dr ALI KHAN PARTOW AALZAM,
MANSOUR CHARIF.

Voor Polen :
CHODZKO.

Voor Portugal :
RICARDO JORGE.

Voor Roemenië :
Dr J. CANTACUZÈNE.

Voor San-Marino :
Dr GUELPA.

Voor het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen :
M. SPALAIKOVITCH.

Voor El Salvador :
Carlos R. LARDÉ-ARTHÈS.

Voor Soedan :
Oliver Francis HAYNES ATKEY.

Voor Zwitserland :
DUNANT,
CARRIÈRE.

Pour la Tchécoslovaquie :

Dr LADISLAV PROCHAZKA.

Pour la Tunisie :

NAVAILLES.

Pour la Turquie :

A. FÉTHY.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

J. DAVTIAN,
J. MAMMOULIA,
L. BRONSTEIN,
O. MEBOURNOUTOFF,
N. FREYBERG,
Al. SYSSINE,
V. EGORIEW.

Pour l'Uruguay :

A. HEROSA.

Pour le Vénézuéla « ad referendum » :

José Ig. CARDENAS.

ANNEXE.

Décret khédivial du 19 juin 1893.

Nous, Khédive d'Égypte,

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres :

Considérant qu'il a été nécessaire d'introduire diverses modifications dans notre décret du 3 janvier 1881 (2 Safer 1298),

Voor Tsjecho-Slowakijë :

Dr LADISLAV PROCHAZKA.

Voor Tunis :

NAVAILLES

Voor Turkijë

A. FÉTHY.

Voor de Unie der Socialistische Sovietrepublieken :

J. DAVTIAN,
J. MAMMOULIA,
L. BRONSTEIN,
O. MEBOURNOUTOFF,
N. FREYBERG,
Al. SYSSINE,
V. EGORIEW.

Voor Uruguay :

A. HEROSA.

Voor Venezuela « ad referendum » :

José Ig. CARDENAS.

BIJLAGE.

Khediviaal Decreet van 19 Juni 1893.

Wij, Khedive van Egypte,

Op voordracht van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken en op gelijkluidend advies van Onzen Ministerraad ;

Overwegende dat het noodig is geweest verscheidene wijzigingen aan te brengen in ons Decreet van 3 Januari 1881 (2 Safer 1298),

Décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire est chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction en Egypte, ou la transmission à l'étranger, des maladies épidémiques et des épizooties.

ART. 2.

Le nombre des délégués égyptiens sera réduit à quatre membres ;

1° Le Président du Conseil, nommé par le Gouvernement égyptien, et qui ne votera qu'en cas de partage des voix ;

2° Un docteur en médecine européen, inspecteur général du service sanitaire, maritime et quarantenaire ;

3° L'Inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie, ou celui qui remplit ses fonctions ;

4° L'Inspecteur vétérinaire de l'Administration des services sanitaires et de l'hygiène publique.

Tous les délégués doivent être médecins régulièrement diplômés, soit par une faculté de médecine européenne, soit par l'Etat, ou être fonctionnaires effectifs de carrière, du grade de vice-consul au moins, ou d'un grade équivalent. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires actuellement en fonctions.

ART. 3.

Le conseil sanitaire, maritime et quarantenaire exerce une surveillance permanente sur l'état sanitaire de l'Egypte et sur les provenances des pays étrangers.

Besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad is belast met het vaststellen van maatregelen ten einde het binnendringen in Egypte of het overbrengen naar het buitenland te voorkomen van besmettelijke ziekten of veeziekten.

ART. 2.

Het getal Egyptische afgevaardigden wordt tot vier leden verminderd :

1° De Voorzitter van den Raad, benoemd door de Egyptische Regeering, en die alleen zal stemmen in geval van staking van stemmen ;

2° Een Europeesche dokter in de geneeskunde, Inspecteur-géneraal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst ;

3° De Inspecteur van gezondheid der stad Alexandrië, of wie zijn ambt waarneemt ;

4° De Inspecteur-veearts van het beheer van den gezondheidsdienst en van de openbare gezondheidsverzorging.

Al de afgevaardigden moeten zijn geneesheeren, behoorlijk gediplomeerd hetzij door eene Europeesche faculteit van geneeskunde, hetzij door den Staat, ofwel werkelijke beroepsambtenaren met den graad van vice-consul, ten minste, of een daar mede gelijkgestelden graad. Deze bepaling is niet toepasselijk op de thans in dienst zijnde afgevaardigden.

ART. 3.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad oefent bestendig toezicht uit over den gezondheidstoestand van Egypte en over de herkomsten uit vreemde landen.

ART. 4.

En ce qui concerne l'Egypte, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire recevra chaque semaine, du Conseil de santé et d'hygiène publique, les bulletins sanitaires des villes du Caire et d'Alexandrie, et, chaque mois, les bulletins sanitaires des provinces. Ces bulletins devront être transmis à des intervalles plus rapprochés lorsque, à raison de circonstances spéciales, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire en fera la demande.

De son côté, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire communiquera au Conseil de santé et d'hygiène publique les décisions qu'il aura prises et les renseignements qu'il aura reçus de l'étranger.

Les Gouvernements adressent au Conseil, s'ils le jugent à propos, le bulletin sanitaire de leur pays et lui signalent, dès leur apparition, les épidémies et les épizooties.

ART. 5.

Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire s'assure de l'état sanitaire du pays et envoie des commissions d'inspection partout où il le juge nécessaire.

Le Conseil de santé et d'hygiène publique sera avisé de l'envoi de ces commissions et devra s'employer à faciliter l'accomplissement de leur mandat.

ART. 6.

Le conseil arrêté les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher l'introduction en Egypte, par les frontières

ART. 4.

Wat Egypte betreft, ontvangt de Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van den Raad van Gezondheid en Openbare Gezondheidsverzorging wekelijks de gezondheidsberichten over de steden Kaïro en Alexandrië en, maandelijks, de gezondheidsberichten over de provinciën. Die berichten worden na korter tusschentijden ingediend, wanneer wegens bijzondere omstandigheden, de Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad zulks aanvraagt.

Zijnerzijds zal de Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad aan den Raad van Gezondheid en Openbare Gezondheidsverzorging bericht geven van alle door hem genomen beslissingen en uit het buitenland ontvangen inlichtingen.

De Regeeringen sturen naar den Raad, als zij het nuttig achten, het gezondheidsbericht over hun land en verwittigen hem zoodra besmettelijke ziekten of veeziekten zich voordoen.

ART. 5.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad doet onderzoek nopens den gezondheidstoestand in het land en stuurt inspectiecommissiën overal waar hij het noodig acht.

Als dergelijke commissiën uitgezonden worden, ontvangt de Raad van Gezondheid en Openbare Gezondheidsverzorging daarvan bericht en moet hij deze in het vervullen van hunne taak bijstaan.

ART. 6.

De Raad stelt de voorzorgsmaatregelen vast die moeten genomen worden om te beletten dat besmettelijke ziekten of

maritimes ou les frontières du désert, des maladies épidémiques ou des épizooties, et détermine les points où devront être installés les campements provisoires et les établissements permanents quarantenaires.

ART. 7.

Il formule l'annotation à inscrire sur la patente délivrée par les offices sanitaires aux navires en partance.

ART. 8.

En cas d'apparition de maladies épidémiques ou d'épizooties en Egypte, il arrête les mesures préventives ayant pour objet d'empêcher la transmission de ces maladies à l'étranger.

ART. 9.

Le Conseil surveille et contrôle l'exécution des mesures sanitaires quarantenaires qu'il a arrêtées.

Il formule tous les règlements relatifs au service quarantenaire, veille à leur stricte exécution, tant en ce qui concerne la protection du pays que le maintien des garanties stipulées par les conventions sanitaires internationales.

ART. 10.

Il réglemente, au point de vue sanitaire, les conditions dans lesquelles doit s'effectuer le transport des pèlerins à l'aller et au retour du Hedjaz, et surveille leur état de santé en temps de pèlerinage.

veeziekten over de zeegrenzen of over de grenzen aan de woestijn, in Egypte binnendringen, en bepaalt de plaatsen waar de voorloopige kampementen en de bestendige quarantaine-inrichtingen zullen moeten opgericht worden.

ART. 7.

Hij stelt den tekst vast van de aanteekening, welke gesteld moet worden op den pas, door de gezondheidsbureelen aan de vertrekkende schepen af te geven.

ART. 8.

Als besmettelijke ziekten of veeziekten zich in Egypte openbaren, beslist de Raad welke voorzorgsmaatregelen dienen genomen om te beletten dat die ziekten naar het buitenland worden overgebracht.

ART. 9.

De Raad houdt het toezicht op en verzekert zich van de uitvoering der door hem voorgeschreven quarantaine-gezondheidsmaatregelen.

Hij stelt al de reglementen betreffende den quarantaine-dienst op en zorgt dat zij stipt worden uitgevoerd, zoowel waar het de bescherming van het land betreft als wanneer het er op aankomt de bij de Internationale Gezondheidsovereenkomsten verzekerde waarborgen te behouden.

ART. 10.

Hij regelt, uit een oogpunt van openbare gezondheid, de voorwaarden waaronder het vervoer der pelgrims naar en van den Hedjaz moet geschieden en houdt toezicht over hun gezondheidstoestand ten tijde van de bedevaart.

ART. 11.

Les décisions prises par le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire sont communiquées au Ministre de l'Intérieur ; il en sera également donné connaissance au Ministère des Affaires étrangères, qui les notifiera, s'il y a lieu, aux agences et consulats généraux.

Toutefois, le Président du Conseil est autorisé à correspondre directement avec les autorités consulaires des villes maritimes pour les affaires courantes du service.

ART. 12.

Le Président et, en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, l'Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, est chargé d'assurer l'exécution des décisions du Conseil.

A cet effet, il correspond directement avec tous les agents du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, et avec les diverses autorités du pays. Il dirige, d'après les avis du Conseil, la police sanitaire des ports, les établissements maritimes et quarantenaires et les stations quarantenaires du désert.

Enfin, il expédie les affaires courantes.

ART. 13.

L'inspecteur général sanitaire, les directeurs des offices sanitaires, les médecins des stations sanitaires et campements quarantenaires doivent être choisis parmi les médecins régulièrement diplômés, soit

ART. 11.

De door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad genomen besluiten worden medegedeeld aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken ; zij worden insgelijks bekend gemaakt aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, dat, zoo noodig, er kennis van geeft aan de agentschappen en generale consulaten.

De Voorzitter van den Raad is echter gemachtigd om, voor loopende dienstzaken, rechtstreeks met de Consulaire Overheden in de zeesteden briefwisseling te houden.

ART. 12.

De Voorzitter en, als deze afwezig of verhinderd is, de Inspecteur-generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst moet zorgen voor de uitvoering der Raadsbesluiten.

Te dien einde houdt hij rechtstreeks briefwisseling met al de ambtenaren van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en met de verschillende Overheden van het land. Hij leidt, naar de gevoelens van den Raad, de gezondheidspolitie der havens, de quarantaine-inrichtingen aan zee en de quarantaine-stations bij de woestijn.

Ten slotte behandelt hij de loopende zaken.

ART. 13.

De Inspecteur-generaal van den gezondheidsdienst, de bestuurders van de gezondheidsbureelen, de geneesheeren van de gezondheidsinrichtingen en quarantaine-kampementen moeten gekozen worden

par une faculté de médecine européenne soit par l'Etat.

Le Délégué du Conseil à Djeddah pourra être médecin diplômé du Caire.

ART. 14.

Pour toutes les fonctions et emplois relevant du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, le Conseil, par l'entremise de son Président, désigne ses candidats au Ministre de l'Intérieur, qui seul aura le droit de les nommer.

Il sera procédé de même pour les révocations, mutations et avancements.

Toutefois, le Président aura la nomination directe de tous les agents subalternes, hommes de peine, gens de service, etc. La nomination des gardes de santé est réservée au Conseil.

ART. 15.

Les directeurs des offices sanitaires sont au nombre de sept, ayant leur résidence à Alexandrie, Damiette, Port-Saïd, Suez, Tor, Souakim et Kosseir.

L'office sanitaire de Tor pourra ne fonctionner que pendant la durée du pèlerinage ou en temps d'épidémie.

ART. 16.

Les directeurs des offices sanitaires ont sous leurs ordres tous les employés sanitaires de leur circonscription. Ils sont responsables de la bonne exécution du service.

onder de behoorlijk — hetzij door een Europeesche faculteit van geneeskunde, hetzij door een Staat — gediplomeerde geneesheeren.

De afgevaardigde van den Raad te Djeddah mag een te Kaïro gediplomeerde geneesheer zijn.

ART. 14.

Voor alle ambten en betrekkingen behoorende tot den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst doet de Raad, door tusschenkomst van zijn Voorzitter, eene voordracht van candidaten aan den Minister van Binnenlandsche Zaken die, alleen, het recht heeft hem te benoemen.

Zoo dient ook gehandeld bij ontslag, verplaatsing en bevordering.

De Voorzitter benoemt echter zelf alle ondergeschikte bedienden, daglooners, dienstlieden, enz.

De benoeming van de gezondheidsopzichters wordt aan den Raad voorbehouden.

ART. 15.

De bestuurders van de gezondheidsbureelen zijn zeven in getal en verblijven te Alexandrië, Damiette, Port-Saïd, Suez, Tor, Seoakin en Koseir.

Het is aan het gezondheidsbureel te Tor toegestaan enkel werkzaam te zijn zoolang de bedevaart duurt of in tijd van volkziekte.

ART. 16.

De bestuurders der gezondheidsbureelen hebben onder hunne bevelen al de gezondheidsbedienden in hun gebied. Zij zijn verantwoordelijk voor de goede uitvoering van den dienst.

ART. 17.

Le chef de l'agence sanitaire d'El Ariche a les mêmes attributions que celles confiées aux directeurs par l'article qui précède.

ART. 18.

Les directeurs des stations sanitaires et campements quarantenaires ont sous leurs ordres tous les employés du service médical et du service administratif des établissements qu'ils dirigent.

ART. 19.

L'inspecteur général sanitaire est chargé de la surveillance de tous les services dépendant du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire.

ART. 20.

Le délégué du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire à Djeddah a pour mission de fournir au Conseil des informations sur l'état sanitaire du Hedjaz, spécialement en temps de pèlerinage.

ART. 21.

Un comité de discipline, composé du Président, de l'Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire et de trois délégués élus par le Conseil, est chargé d'examiner les plaintes portées contre les agents relevant du Service sanitaire, maritime et quarantenaire.

Il dresse sur chaque affaire un rapport et le soumet à l'appréciation du Conseil, réuni en assemblée générale. Les délégués

ART. 17.

Het hoofd van het gezondheids-agentschap te El Ariche heeft dezelfde bevoegdheid als die welke bij voorgaand artikel aan de bestuurders is toegekend.

ART. 18.

De bestuurders der gezondheidsinrichtingen en der quarantaine-kampementen hebben onder hunne bevelen al de bedienden van den geneeskundigen dienst en van den bestuurlijken dienst der inrichtingen, welke zij beheeren.

ART. 19.

De Inspecteur-generaal van gezondheid is belast met het toezicht op al de diensten van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad.

ART. 20.

Aan den afgevaardigde van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad te Djeddah is opgedragen den Raad inlichtingen te verstrekken over den gezondheidstoestand in den Hedjaz, in het bijzonder tijdens de bedevaarten.

ART. 21.

Een Tuchtcomiteit, bestaande uit den Voorzitter, den Inspecteur-generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en drie door den Raad gekozen afgevaardigden, is belast met het onderzoek der klachten ingebracht tegen de bedienden van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

Het Comiteit brengt over elke zaak een verslag uit en onderwerpt dit aan de beoordeeling van den Raad, in algemeene

seront renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

La décision du Conseil est, par les soins de son Président, soumise à la sanction du Ministre de l'Intérieur.

Le Comité de discipline peut infliger, sans consulter le Conseil : 1° le blâme ; 2° la suspension du traitement jusqu'à un mois.

ART. 22.

Les peines disciplinaires sont :

1° Le blâme ;

2° La suspension du traitement depuis huit jours jusqu'à trois mois ;

3° Le déplacement sans indemnité ;

4° La révocation.

Le tout sans préjudice des poursuites à exercer pour les crimes ou délits de droit commun.

ART. 23.

Les droits sanitaires et quarantenaires sont perçus par les agents qui relèvent du Service sanitaire, maritime et quarantenaire.

Ceux-ci se conforment, en ce qui concerne la comptabilité et la tenue des livres, aux règlements généraux établis par le Ministère des Finances.

Les agents comptables adressent leur comptabilité et le produit de leurs perceptions à la présidence du Conseil.

L'agent comptable, chef du bureau central de la comptabilité, leur en donne décharge sur le visa du Président du Conseil.

vergadering. De afgevaardigden treden ieder jaar af. Zij zijn herkiesbaar.

Het besluit van den Raad wordt, door de zorgen van den Voorzitter, aan de bekrachtiging van den Minister van Binnenlandsche Zaken onderworpen.

Het Tuchtcomiteit kan, zonder voorkennis van den Raad, opleggen: 1° de vermaning ; 2° opschorsing van de bezoldiging voor ten langste ééne maand.

ART. 22.

De tuchtstraffen zijn :

1° Vermaning ;

2° Opschorsing van de bezoldiging, van acht dagen tot drie maanden ;

3° Verplaatsing zonder vergoeding ;

4° Ontslag.

Dat alles onverminderd de vervolging in te stellen wegens misdrijven of overtredingen tegen het gemeene recht.

ART. 23.

De gezondheids-, en quarantaine-rechten worden geïnd door de bedienden van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

Deze houden zich wat het geldelijke beheer en de boekhouding betreft, aan de algemeene voorschriften, door het Ministerie van Financiën vastgesteld.

De rekenplichtige ambtenaren zenden hunne afrekening en de opbrengst hunner ontvangsten aan het Voorzitterschap van den Raad.

De rekenplichtige ambtenaar, hoofd van het rekenplichtig middenkantoor, ontlast hen te dier zake, nadat de Voorzitter de stukken voor gezien heeft geteekend.

ART. 24.

Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire dispose de ses finances.

L'Administration des recettes et des dépenses est confiée à un Comité composé du Président, de l'Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire et de trois délégués des Puissances, élus par le Conseil. Il prend le titre de « Comité des Finances ». Les trois délégués des Puissances sont renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

Ce Comité fixe, sauf ratification du Conseil, le traitement des employés de tout grade ; il décide les dépenses fixes et les dépenses imprévues. Tous les trois mois, dans une séance spéciale, il fait au Conseil un rapport détaillé de sa gestion. Dans les trois mois qui suivent l'expiration de l'année budgétaire, le Conseil, sur la proposition du Comité, arrête le bilan définitif et le transmet, par l'entremise de son président, au Ministère de l'Intérieur.

Le Conseil prépare le budget de ses recettes et celui de ses dépenses. Ce budget sera arrêté par le Conseil des Ministres, en même temps que le budget général de l'Etat, à titre de budget annexe. Dans le cas où le chiffre des dépenses excéderait le chiffre des recettes, le déficit sera comblé par les ressources générales de l'Etat. Toutefois, le Conseil devra étudier sans retard les moyens d'équilibrer les recettes et les dépenses. Ses propositions seront, par les soins du Président, transmises au Ministère de l'Intérieur. L'excédent des recettes, s'il

ART. 24.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad voert het beheer over zijne geldmiddelen.

Het beheer der ontvangsten en uitgaven is opgedragen aan eene Commissie die bestaat uit den Voorzitter, den Inspecteur-generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en drie door den Raad gekozen afgevaardigden der Mogendheden. Zij draagt den naam van « Commissie voor de geldmiddelen ». De drie afgevaardigden der Mogendheden treden ieder jaar af. Zij zijn herkiesbaar.

Behoudens bekrachtiging door den Raad, stelt deze Commissie de bezoldiging vast der bedienden van allen graad ; zij bepaalt de vaste en onvoorziene uitgaven. Alle drie maanden brengt zij den Raad, op een bijzondere zitting, omstandig verslag uit over haar beheer. Binnen de drie maanden die volgen op het begrootingsjaar, stelt de Raad, op het voorstel der Commissie, de eindbalans vast en zendt deze, door tusschenkomst van haren Voorzitter, aan het Ministerie van Binnenlandsche Zaken.

De Raad maakt de begrooting zijner ontvangsten en die zijner uitgaven op. Die begrooting zal door den Ministerraad, tegelijkertijd met en als aanhangsel van de algemeene Staatsbegrooting, worden vastgesteld. In geval het cijfer der uitgaven dat der ontvangsten mocht overtreffen, wordt het tekort gedekt uit de algemeene Staatsmiddelen. De Raad moet echter zonder verwijl naar middelen uitzien om de ontvangsten en de uitgaven in evenwicht te brengen. Zijne voorstellen worden, door tusschenkomst van den Voorzitter, aan den Minister

en existe, restera à la caisse du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire ; il sera, après décision du Conseil sanitaire, ratifié par le Conseil des Ministres, affecté exclusivement à la création d'un fonds de réserve destiné à faire face aux besoins imprévus.

ART. 25.

Le Président est tenu d'ordonner que le vote aura lieu au scrutin secret, toutes les fois que trois membres du Conseil en font la demande. Le vote au scrutin secret est obligatoire toutes les fois qu'il s'agit du choix des délégués des Puissances pour faire partie du Comité de discipline ou du Comité des Finances et lorsqu'il s'agit de nomination, révocation, mutation ou avancement dans le personnel.

ART. 26.

Les Gouverneurs, Préfets de police et Moudirs sont responsables, en ce qui les concerne, de l'exécution des règlements sanitaires. Ils doivent, ainsi que toutes les autorités civiles et militaires, donner leur concours lorsqu'ils en sont légalement requis par les agents du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, pour assurer la prompte exécution des mesures prises dans l'intérêt de la santé publique.

ART. 27.

Tous décrets et règlements antérieurs sont abrogés en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

van Binnenlandsche Zaken overgemaakt. Zoo er een batig slot is, zal dit in de kas blijven van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad ; na door den Gezondheidsraad genomen besluit, bekrachtigd door den Ministerraad, wordt het uitsluitend besteed tot vorming van een reservefonds voor onvoorziene uitgaven.

ART. 25.

De Voorzitter is gehouden te bevelen dat de stemming geheim zal zijn, telkenmale als drie leden van den Raad zulks vragen. Geheime stemming is verplichtend telkens als de keuze geldt van afgevaardigden van Mogendheden, om deel uit te maken van het Tuchtcomiteit of van de Commissie voor de geldmiddelen, ofwel in zake benoeming, ontslag, verplaatsing of bevordering van het personeel.

ART. 26.

De Gouverneurs, Prefecten van Politie en Moudirs zijn, ieder zooveel hem betreft, verantwoordelijk voor de uitvoering der gezondheidsvoorschriften. Zij moeten, evenals alle burgerlijke en militaire overheden, hunne hulp verleenen, wanneer zij daartoe door de ambtenaren van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst wettig worden aanzocht, om de spoedige uitvoering der in het belang van de openbare gezondheid genomen maatregelen te verzekeren.

ART. 27.

Alle vroegere decreten en voorschriften worden ingetrokken voor zoover zij in strijd zijn met de voorafgaande bepalingen.

ART. 28.

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent décret, qui ne deviendra exécutoire qu'à partir du 1er novembre 1893.

Fait au Palais de Ramleh, le 19 juin 1893.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur,

RIAZ.

Décret khédivial du 25 décembre 1894.

Nous, Khédive d'Egypte,

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Vu l'avis conforme de MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la dette publique en ce qui concerne l'article 7 ;

Avec l'assentiment des Puissances,

Décrétons :

ARTICLE PREMIER.

A partir de l'exercice financier 1894, il sera prélevé annuellement, sur les recettes actuelles des droits de phares, une somme de 400,000 L. E., qui sera employée comme il est expliqué dans les articles suivants.

ART. 28.

Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit decreet, dat maar van 1 November 1893 af uitvoerbaar worden zal.

Gedaan ten paleize te Ramleh, den 19n Juni 1893.

ABBAS HILMI.

Van wege den Khedive :

De Voorzitter van den Raad,

Minister van Binnenlandsche Zaken,

RIAZ.

Khediviaal Decreet van 25 December 1894.

Wij, Khedive van Egypte,

Op voordracht van Onzen Minister van Financiën en op het gelijkluidend advies van Onzen Ministerraad ;

Gezien het gelijkluidend advies van de Heeren Commissarissen-Bestuurders van de Kas der Openbare Schuld, wat betreft artikel 7 ;

Met de toestemming der Mogendheden,

Besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Aanvangende met het begrootingsjaar 1894, zal jaarlijks uit de werkelijke ontvangsten der vuurtorenrechten eene som van E. P. 40,000 beschikbaar worden gesteld, welke som gebruikt zal worden op de in de volgende artikelen uiteengezette wijze.

ART. 2.

La somme prélevée en 1894 sera affectée : 1° à combler le déficit éventuel de l'exercice financier 1894 du Conseil quarantenaire, au cas où ce déficit n'aurait pas pu être entièrement couvert avec les ressources provenant du fonds de réserve dudit Conseil, ainsi qu'il sera dit à l'article qui suit ; 2° à faire face aux dépenses extraordinaires nécessitées par l'aménagement des établissements sanitaires d'El-Tor, de Suez et des Sources de Moïse.

ART. 3.

Le fonds de réserve actuel du Conseil quarantenaire sera employé à combler le déficit de l'exercice 1894, sans que ce fonds puisse être réduit à une somme inférieure à 10,000 L. E.

Si le déficit ne se trouve pas entièrement couvert, il sera fait face, pour le reste, avec les ressources créées à l'article 1er.

ART. 4.

Sur la somme de 80,000 L. E., provenant des exercices 1895 et 1896, il sera prélevé : 1° une somme égale à celle qui aura été payée en 1894 sur les mêmes recettes, à valoir sur le déficit de ladite année 1894, de manière à porter à 40,000 L. E. le montant des sommes affectées aux travaux extraordinaires prévus à l'article 1er pour El-Tor, Suez et les Sources de Moïse ; 2° les sommes nécessaires pour combler le déficit du budget du Conseil quaranetnaire, pour les exercices financiers 1895 et 1896.

ART. 2.

De in 1894 beschikbaar gestelde som zal dienen : 1° om het mogelijke tekort van den geldelijken dienst over 1894 van den Quarantaine-Raad te dekken,in geval dat tekort niet geheel kan worden gedekt uit de gelden ontleend aan het reservefonds van bovengenoemden Raad, op de wijze als in het volgend artikel vermeld ; 2° ter bestrijding van de buitengewone uitgaven noodig voor het in gereedheid brengen van de gezondheidsinrichtingen te El-Tor, te Suez en aan de Bronnen van Mozes.

ART. 3.

Het tegenwoordige reservefonds van den Quarantaine-Raad zal gebruikt worden om het tekort van het dienstjaar 1894 te dekken, zonder dat dit fonds echter teruggebracht mag worden tot een lager bedrag dan E. P. 10,000.

Indien het tekort niet geheel gedekt kan worden, zal het voor het overige bedrag bestreden worden uit de bij artkel 1 verschafte middelen.

ART. 4.

Van de som van E. P. 80,000, afkomstig van de dienstjaren 1895 en 1896, zal genomen worden : 1° eene som gelijk aan die welke in 1894 betaald zal zijn uit dezelfde ontvangsten, op rekening van het tekort van genoemd jaar 1894, ten einde de sommen besteed aan de buitengewone werken bedoeld in artikel één voor El-Tor, Suez en de Bronnen van Mozes, op een bedrag van E. P. 40,000 te brengen ; 2° de bedragen noodig om het tekort te dekken van de begrooting van den Quarantaine-Raad, voor de dienstjaren 1895 en 1896.

Le surplus, après le prélèvement ci-dessus, sera affecté à la construction de nouveaux phares dans la Mer Rouge.

ART. 5.

A partir de l'exercice financier 1897, cette somme annuelle de 40,000 L. E. sera affectée à combler les déficits éventuels du Conseil quarantenaire. Le montant de la somme nécessaire à cet effet sera arrêté définitivement en prenant pour base les résultats financiers des exercices 1894 et 1895 du Conseil.

Le surplus sera affecté à une réduction des droits de phares ; il est entendu que ces droits seront réduits dans la même proportion dans la Mer Rouge et dans la Méditerranée.

ART. 6.

Moyennant les prélèvements et affectations ci-dessus, le Gouvernement est, à partir de l'année 1894, déchargé de toute obligation quelconque en ce qui concerne les dépenses, soit ordinaires, soit extraordinaires du Conseil quarantenaire.

Il est entendu, toutefois, que les dépenses supportées jusqu'à ce jour par le Gouvernement égyptien continueront à rester à sa charge.

ART. 7.

A partir de l'exercice 1894, lors du règlement de compte des excédents avec la Caisse de la dette publique, la part de ces excédents revenant au Gouvernement sera majorée d'une somme annuelle de 20,000 L. E.

Het overschot, na aftrek van de bovengenoemde bedragen, zal aangewend worden tot het bouwen van nieuwe vuurtorens in de Roode Zee.

ART. 5.

Van het begrootingsjaar 1897 af, zal deze jaarlijksche som van E. P. 40,000 aangewend worden om mogelijke tekorten te dekken van den Quarantaine-Raad. Het bedrag der tot dat doel benoodigde som zal voorgoed vastgesteld worden op den grondslag van de geldelijke uitkomsten der dienstjaren 1894 en 1895 van den Raad.

Het overschot zal strekken tot vermindering der vuurtorenrechten. Deze rechten zullen in dezelfde verhouding verminderd worden zoo in de Roode Zee als in de Middellandsche Zee.

ART. 6.

Door het afhouden en het aanwenden van deze sommen als hierboven vermeld is de Regeering, van het jaar 1894 af, ontheven van elke verplichting hoe ook genaamd ten opzichte van de gewone of buitengewone uitgaven van den Quarantaine-Raad.

Het zij echter verstaan dat de tot nog toe door de Egyptische Regeering gedragen uitgaven te haren laste blijven.

ART. 7.

Bij de verrekening van de overschotten met de Kas der Openbare Schuld zal, van het dienstjaar 1894 af, het gedeelte van die overschotten, toekomende aan de Regeering, vermeerderd worden met een jaarlijksch bedrag van E. P. 20,000.

ART. 8.

Il a été convenu entre le Gouvernement égyptien et les Gouvernements d'Allemagne, de Belgique, de Grande-Bretagne et d'Italie que la somme affectée à la réduction des droits de phare, aux termes de l'article 5 du présent décret, viendra en déduction de celle de 40,000 L. E. prévue dans les lettres annexées aux conventions commerciales intervenues entre l'Egypte et lesdits Gouvernements.

ART. 9.

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Koubbeh, le 25 décembre 1894.

ABBAS HILMI.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

N. NUBAR.

Le Ministre des Finances,

AHMER MAZLOUM.

Le Ministre des Affaires étrangères,

BOUTROS GHALI.

—

ART. 8.

Tusschen de Egyptische Regeering en de Regeeringen van Duitschland, België, Groot-Britannië en Italië is overeengekomen dat de krachtens artikel 5 van dit decreet tot de vermindering der vuurtorenrechten aan te wenden som in vermindering zal komen van het bedrag van E. P. 40,000, voorzien in de brieven, welke als aanhangsel gevoegd zijn bij de tusschen Egypte en genoemde Regeeringen gesloten handelsovereenkomsten.

ART. 9.

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit decreet.

Gedaan ten paleize van Koebbeh, den 25n December 1894.

ABBAS HILMI.

Van wege den Khedive :

De Voorzitter van den Ministerraad,

N. NUBAR.

De Minister van Financiën,

AHMER MAZLOUM.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

BOUTROS GHALI.

—

Arrêté ministériel du 19 juin 1893, concernant le fonctionnement du service sanitaire maritime et quarantenaire.

—

Le Ministre de l'Intérieur,

Vu le décret en date du 19 juin 1893,

Arrête :

TITRE Ier. — Du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire.

Article premier.

Le Président est tenu de convoquer le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire, en séance ordinaire, le premier mardi de chaque mois.

Il est également tenu de le convoquer lorsque trois membres en font la demande.

Il doit, enfin, réunir le Conseil, en séance extraordinaire, toutes les fois que les circonstances exigeront l'adoption immédiate d'une mesure grave.

Art. 2.

La lettre de convocation indique les questions portées à l'ordre du jour. A moins d'urgence, il ne pourra être pris de décisions définitives que sur les questions mentionnées dans la lettre de convocation.

Art. 3.

Le secrétaire du Conseil rédige les procès-verbaux des séances.

Ces procès-verbaux doivent être présentés à la signature de tous les membres qui assistaient à la séance.

Ministerieel besluit van 19 Juni 1893, betreffende de werking van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

—

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

Gezien het Decreet van 19 Juni 1893,

Besluit :

TITEL I. — Van den gezondsheids-, zee-, en quarantaine-raad.

Artikel één.

De Voorzitter is gehouden den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad in gewone vergadering bijeen te roepen den eersten Dinsdag van iedere maand.

Hij is tevens verplicht dezen bijeen te roepen, wanneer zulks door drie leden gevraagd wordt.

Eindelijk moet hij den Raad in buitengewone vergadering bijeenroepen telkenmale wanneer de omstandigheden het onmiddellijk nemen van een ernstigen maatregel vergen,

Art. 2.

De oproepingsbrief vermeldt de vragen die aan de orde worden gesteld. Behoudens dringende noodzakelijkheid mogen slechts geldige besluiten genomen worden ten aanzien van de punten in den oproepingsbrief vermeld.

Art. 3.

De secretaris van den Raad stelt de processen-verbaal op van de zittingen.

De processen-verbaal moeten ter onderteekening overgelegd worden aan al de leden die de vergadering bijwoonden.

Ils sont intégralement copiés sur un registre qui est conservé dans les archives concurremment avec les originaux des procès-verbaux.

Une copie provisoire des procès-verbaux sera délivrée à tout membre qui en fera la demande.

ART. 4.

Une Commission permanente composée du Président, de l'Inspecteur général du service sanitaire, maritime et quarantenaire, et de deux délégués des Puissances élus par le Conseil, est chargée de prendre les mesures urgentes.

Le délégué de la nation intéressée est toujours convoqué. Il a droit de vote.

Le Président ne vote qu'en cas de partage.

Les décisions sont immédiatement communiquées par lettre à tous les membres du Conseil.

Cette Commission sera renouvelée tous les trois mois.

ART. 5.

Le Président ou, en son absence, l'Inspecteur général du service sanitaire, maritime et quarantenaire, dirige les délibérations du Conseil. Il ne vote qu'en cas de partage.

Le Président a la direction générale du service. Il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil.

Secrétariat.

ART. 6.

Le Secrétariat, placé sous la direction

Zij worden in een geheel in een register overgeschreven, dat, evenals de oorspronkelijke processen-verbaal, in het archief bewaard wordt.

Een voorloopig afschrift van de processen-verbaal zal op aanvrage aan elk lid worden verstrekt.

ART. 4.

Een vaste Commissie, bestaande uit den Voorzitter, den Inspecteur-generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst en twee door den Raad gekozen Afgevaardigden der Mogendheden, is belast met het nemen van besluiten en maatregelen in spoedeischende gevallen.

De afgevaardigde van het betrokken land wordt steeds opgeroepen. Hij heeft recht van stemmen.

De Voorzitter stemt alleen bij staking van stemmen.

De beslissingen worden dadelijk per brief medegedeeld aan al de leden van den Raad.

Deze Commissie zal alle drie maanden opnieuw gekozen werden.

ART. 5.

De Voorzitter, of, bij zijne afwezigheid, de Inspecteur-generaal van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst, leidt de beraadslagingen van den Raad. Hij stemt alleen in geval van staking.

De Voorzitter heeft de algemeene leiding van den Dienst. Hij is belast met de uitvoering der besluiten van den Raad.

Secretariaat.

ART. 6.

Het secretariaat, geplaatst onder de

du Président, centralise la correspondance tant avec le Ministère de l'Intérieur qu'avec les agents du Service sanitaire, maritime et quarantenaire.

Il est chargé de la statistique et des archives. Il lui sera adjoint des commis et interprètes en nombre suffisant pour assurer l'expédition des affaires.

ART. 7.

Le secrétaire du Conseil, chef du secrétariat, assiste aux séances du Conseil et rédige les procès-verbaux.

Il a sous ses ordres les employés et gens du service du secrétariat.

Il dirige et surveille leur travail, sous l'autorité du Président.

Il a la garde et la responsabilité des archives.

Bureau de comptabilité.

ART. 8.

Le chef du bureau central de la comptabilité est « agent comptable ».

Il ne pourra entrer en fonctions avant d'avoir fourni un cautionnement, dont le quantum sera fixé par le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire.

Il contrôle, sous la direction du Comité des finances, les opérations des préposés à la recette des droits sanitaires et quarantenaires.

Il dresse les états et comptes qui doivent être transmis au Ministère de l'In-

leiding van den Voorzitter, voert de geheele briefwisseling zoowel met het Ministerie van Binnenlandsche Zaken als met de verschillende ambtenaren van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst.

Hij is belast met de statistiek en het archief. Klerken en tolken zullen in voldoende getale aan het secretariaat worden toegevoegd om de afdoening van zaken te verzekeren.

ART. 7.

De secretaris van den Raad, hoofd van het secretariaat, woont de zittingen van den Raad bij en stelt de processen-verbaal op.

Hij heeft onder zijne bevelen de bedienden en dienstlieden van het secretariaat.

Onder het gezag van den Voorzitter, bestuurt hij hun werk en houdt hij er toezicht op.

Hij is verantwoordelijk voor het onder zijne bewaring staande archief.

Rekenplichtig bureel.

ART. 8.

Het hoofd van het rekenplichtig hoofdbureel is « rekenplichtig ambtenaar ».

Hij kan slechts zijne betrekking aanvaarden na een borgtocht gesteld te hebben, waarvan het bedrag zal vastgesteld worden door den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad.

Onder leiding van de Commissie voor de geldmiddelen houdt hij toezicht op de verrichtingen der beambten, belast met het innen van de gezondheids- en quarantaine-rechten.

Hij maakt de staten en rekeningen op, welke overgelegd moeten worden aan het

térieur après avoir été arrêtés par le Comité des finances et approuvés par le Conseil.

De l'Inspecteur général sanitaire.

ART. 9.

L'Inspecteur général sanitaire a la surveillance de tous les services dépendant du Conseil. Il exerce cette surveillance dans les conditions prévues par l'article 19 du décret en date du 19 juin 1893.

Il inspecte, au moins une fois par an, chacun des offices, agences ou postes sanitaires.

En outre, le Président détermine, sur la proposition du Conseil et selon les besoins du service, les inspections auxquelles l'Inspecteur général devra procéder.

En cas d'empêchement de l'Inspecteur général, le Président désignera, d'accord avec le Conseil, le fonctionnaire appelé à le suppléer.

Chaque fois que l'Inspecteur général a visité un office, une agence, un poste sanitaire, une station sanitaire ou un campement quarantenaire, il doit rendre compte à la Présidence du Conseil, par un rapport spécial, du résultat de sa vérification.

Dans l'intervalle de ses tournées, l'Inspecteur général prend part, sous l'autorité du Président, à la direction du service général. Il supplée le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

Ministerie van Binnenlandsche Zaken, na vaststelling door de Commissie voor de geldmiddelen en na goedkeuring door den Raad.

Van den Inspecteur-generaal van gezondheid.

ART. 9.

De Inspecteur-generaal van Gezondheid heeft het toezicht op al de takken van dienst, waarmede de Raad belast is. Hij oefent dit toezicht uit, volgens de bepalingen van artikel 19 van het decreet van 19 Juni 1893.

Hij bezoekt minstens eenmaal 's jaars alle gezondheidsbureelen, agentschappen of posten.

Bovendien bepaalt de Voorzitter, op voorstel van den Raad en naar gelang der behoeften van den dienst, welke inspecties de Inspecteur-generaal zal moeten houden.

In geval van verhindering van den Inspecteur-generaal, zal de Voorzitter, in overeenstemming met den Raad, den ambtenaar aanwijzen die geroepen is hem te vervangen.

Telkenmale wanneer de Inspecteur-generaal een gezondheidsbureel, -agentschap of -post eene gezondheidsinrichting of een quarantaine-kampement bezocht heeft, moet hij aan het Voorzitterschap van den Raad, in een bijzonder verslag, den uitslag van zijn onderzoek mededeelen.

Tusschen zijne rondreizen in, neemt de Inspecteur-generaal, onder het gezag van den Voorzitter, deel aan de leiding van den algemeenen dienst. Hij vervangt den Voorzitter, in geval deze afwezig of verhinderd is.

TITRE II.

SERVICE DES PORTS, STATIONS QUARANTENAIRES, STATIONS SANITAIRES.

ART. 10.

La police sanitaire, maritime et quarantenaire, le long du littoral égyptien de la Méditerranée et de la Mer Rouge, aussi bien que sur les frontières de terre du côté du désert, est confiée aux directeurs des offices de santé, directeurs des stations sanitaires ou campements quarantenaires, chefs des agences sanitaires ou chefs des postes sanitaires et aux employés placés sous leurs ordres.

ART. 11.

Les directeurs des offices de santé ont la direction et la responsabilité du service tant de l'office à la tête duquel ils sont placés que des postes sanitaires qui en dépendent.

Ils doivent veiller à la stricte exécution des règlements de police sanitaire, maritime et quarantenaire. Ils se conforment aux instructions qu'ils reçoivent de la Présidence du Conseil et donnent à tous les employés de leur office, aussi bien qu'aux employés des postes sanitaires qui y sont rattachés, les ordres et les instructions nécessaires.

Ils sont chargés de la reconnaissance et de l'arraisonnement des navires, de l'application des mesures quarantenaires, et ils procèdent, dans les cas prévus par les règlements, à la visite médicale, ainsi qu'aux enquêtes sur les contraventions quarantenaires.

TITEL II.

HAVENDIENST, QUARANTAINE-INRICHTINGEN, GEZONDHEIDSINRICHTINGEN.

ART. 10.

De Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-politie langs de Egyptische kust van de Middellandsche en van de Roode Zee, alsmede op de landgrenzen aan den kant der woestijn, is toevertrouwd aan de bestuurders der gezondheidsbureelen, der gezondheidsinrichtingen of quarantaine-kampementen, aan de hoofden der gezondheids-agentschappen en gezondheidsposten en aan de onder hunne bevelen geplaatste bedienden.

ART. 11.

De bestuurders van de gezondheidsbureelen hebben de leiding van en de verantwoordelijkheid voor den dienst, zoowel van het bureel aan welks hoofd zij geplaatst zijn, als van de gezondheidsposten welke er een deel van uitmaken.

Zij moeten waken voor de stipte uitvoering van de voorschriften op de Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-politie. Zij gedragen zich naar de opdracht die zij van het Voorzitterschap van den Raad ontvangen en geven de noodige bevelen en aanwijzingen aan al de bedienden van hun bureel, alsmede aan de bedienden der gezondheidsposten, welke er aan verbonden zijn.

Zij zijn belast met het vaststellen van de identiteit en met het gezondheidsonderzoek van schepen, met de toepassing van de quarantaine-maatregelen en gaan, in de bij de voorschriften voorziene gevallen, over tot het geneeskundig onderzoek zoowel als tot het onderzoek in zake quarantaine-overtreding.

Ils correspondent seuls pour les affaires administratives avec la Présidence, à laquelle ils transmettent tous les renseignements sanitaires qu'ils ont recueillis dans l'exercice de leurs fonctions.

ART. 12.

Les directeurs des offices de santé sont, au point de vue du traitement, divisés en deux classes :

Les offices de première classe, qui sont au nombre de quatre :

Alexandrie ;

Port-Saïd ;

Bassin de Suez et campement aux Sources de Moïse ;

Tor.

Les offices de deuxième classe, qui sont au nombre de trois :

Damiette ;

Souakim ;

Kosseir.

ART. 13.

Les chefs des agences sanitaires ont les mêmes attributions, en ce qui concerne l'agence, que les directeurs en ce qui concerne leur office.

ART. 14.

Il y a une seule agence sanitaire à El Ariche.

ART. 15.

Les chefs des postes sanitaires ont sous leurs ordres les employés du poste qu'ils dirigent. Ils sont placés sous les ordres du directeur d'un des offices de santé.

Zij voeren de briefwisseling over zaken rakende het beheer alleen met het Voorzitterschap, waaraan zij mededeeling doen van alle gezondheidsinlichtingen welke zij bij de uitoefening van hun ambt hebben verkregen.

ART. 12.

De bestuurders der gezondheidsbureelen worden ten opzichte van hunne bezoldiging, in twee klassen verdeeld :

De bureelen van de eerste klasse ten getale van vier, te weten :

Alexandrië ;

Port-Saïd ;

Havenkom van Suez en kampement aan de Bronnen van Mozes ;

Tor.

De bureelen der tweede klasse, ten getale van drie, te weten :

Damiette ;

Soeakin ;

Koseir.

ART. 13.

De hoofden der gezondheids-agentschappen hebben dezelfde bevoegdheden, wat het agentschap aangaat, als de bestuurders wat hun bureel betreft.

ART. 14.

Te El-Ariche is alleen een gezondheids-agentschap.

ART. 15.

De hoofden der gezondheidsposten hebben onder hunne bevelen de bedienden van den post welke zij leiden. Zij zijn geplaatst onder de bevelen van den bestuurder van een der gezondheidsbureelen.

Ils sont chargés de l'exécution des mesures sanitaires et quarantenaires indiquées par les règlements.

Ils ne peuvent délivrer aucune patente et ne sont autorisés à viser que les patentes des bâtiments partant en libre pratique.

Ils obligent les navires qui arrivent à leur échelle avec une patente brute ou dans des conditions irrégulières à se rendre dans un port où existe un office sanitaire.

Ils ne peuvent eux-mêmes procéder aux enquêtes sanitaires, mais ils doivent appeler à cet effet le directeur de l'office dont ils relèvent.

En dehors des cas d'urgence absolue, ils ne correspondent qu'avec ce directeur pour toutes les affaires administratives. Pour les affaires sanitaires et quarantenaires urgentes, telles que les mesures à prendre au sujet d'un navire arrivant, ou l'annotation à inscrire sur la patente d'un navire en partance, ils correspondent directement avec la Présidence du Conseil ; mais ils doivent donner sans retard communication de cette correspondance au directeur dont ils dépendent.

Ils sont tenus d'aviser, par les voies les plus rapides, la Présidence du Conseil des naufrages dont ils auront connaissance.

ART. 16.

Les postes sanitaires sont au nombre de six, énumérés ci-après :

Postes du Port-Neuf, d'Aboukir, Brul-

Zij zijn belast met de uitvoering der bij de onderscheidene regelingen voorgeschreven gezondheids- en quarantainemaatregelen.

Zij mogen geen enkelen pas afgeven en zijn slechts bevoegd de passen voor « gezien » te teekenen van de schepen die in vrije verkeer vertrekken.

Zij verplichten de schepen die in hunne haven aankomen met een onvoldoenden pas of onder onregelmatige omstandigheden, zich te begeven naar eene haven waar een gezondheidsbureel gevestigd is.

Zij mogen niet zelf een gezondheidsonderzoek instellen, doch moeten zich te dien einde wenden tot den bestuurder van het bureel waarvan zij deel uitmaken.

Behoudens in geval van dringenden spoed, voeren zij de briefwisseling slechts met dien bestuurder over alle zaken van beheer. Voor spoedeischende gezondheids- en quarantaine-aangelegenheden, zooals de te nemen maatregelen ten opzichte van een aankomend schip, of de aanteekening welke gesteld moet worden op den pas van een tot vertrekken gereedliggend schip, schrijven zij rechtstreeks aan het Voorzitterschap van den Raad ; maar zij moeten zonder uitstel van deze briefwisseling mededeeling doen aan den bestuurder onder wien zij staan.

Zij zijn gehouden langs den snelsten weg het Voorzitterschap van den Raad te verwittigen van de schipbreuken, waarvan zij kennis krijgen.

ART. 16.

De gezondheidsposten, ten getale van zes, zijn de volgende :

De posten te Port-Neuf, te Aboekir,

los et Rosette, relevant de l'office d'Alexandrie ;

Postes de Kantara et du port intérieur d'Ismaïlia, relevant de l'office de Port-Saïd.

Le Conseil pourra, suivant les nécessités du service, et suivant ses ressources, créer de nouveaux postes sanitaires.

ART. 17.

Le service permanent ou provisoire des stations sanitaires et campements quarantenaires est confié à des directeurs, qui ont sous leurs ordres des employés sanitaires, des gardiens, des portefaix et des gens de service.

ART. 18.

Les directeurs sont chargés de faire subir la quarantaine aux personnes envoyées à la station sanitaire ou au campement. Ils veillent, de concert avec les médecins, à l'isolement des différents quarantenaires et empêchent toute compromission. A l'expiration du délai fixé, ils donnent la libre pratique ou la suspendent, conformément aux règlements; font pratiquer la désinfection des marchandises et des effets à usage, et appliquent la quarantaine aux gens employés à cette opération.

ART. 19.

Ils exercent une surveillance constante sur l'exécution des mesures prescrites, ainsi que sur l'état de santé des quarantenaires et du personnel de l'établissement.

te Brullos en te Rosette, staande onder het bureel te Alexandrië ;

De posten te Kantara en aan de binnenhaven van Ismaïlia, staande onder het bureel te Port-Saïd.

De Raad zal, naarmate de dienst dit vereischt en naar gelang zijner middelen, nieuwe gezondheidsposten kunnen oprichten.

ART. 17.

De vaste of voorloopige dienst der gezondheidsinrichtingen en der quarantaine-kampementen is toevertrouwd aan bestuurders die gezondheidsbedienden, opzichters, kruiers en dienstlieden onder hunne bevelen hebben.

ART. 18.

De bestuurders hebben opdracht de quarantaine toe te passen op personen die gezonden worden naar de gezondheidsinrichting of naar het kampement. Zij zorgen, in overleg met de geneesheeren, voor de afzondering der verschillende afdeelingen van onder quarantaine staande personen en beletten elke ontduiking der voorschriften. Na het verstrijken van het vastgesteld tijdsverloop, geven zij de vergunning tot het vrije verkeer of schorsen dit volgens de voorschriften, laten goederen en lijfsbenoodigdheden ontsmetten en passen de quarantaine toe op de lieden die dit werk verricht hebben.

ART. 19.

Zij oefenen een voortdurend toezicht uit op de uitvoering der voorgeschreven maatregelen, evenals op den gezondheidstoestand van de aan quarantaine onderworpen personen en van het personeel der inrichting.

ART. 20.

Ils sont responsables de la marche du service, et en rendent compte, dans un rapport journalier, à la Présidence du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire.

ART. 21.

Les médecins attachés aux stations sanitaires et aux campements quarantenaires relèvent des directeurs de ces établissements. Ils ont sous leurs ordres le pharmacien et les infirmiers.

Ils surveillent l'état de santé des quarantenaires et du personnel et dirigent l'infirmerie de la station sanitaire ou du campement.

La libre pratique ne peut être donnée aux personnes en quarantaine qu'après visite et rapport favorable du médecin.

ART. 22.

Dans chaque office sanitaire, station sanitaire ou campement quarantenaire, le directeur est aussi « agent comptable ».

Il désigne, sous sa responsabilité effective, l'employé préposé à l'encaissement des droits sanitaires et quarantenaires.

Les chefs d'agences ou postes sanitaires sont également agents comptables ; ils sont chargés personnellement d'effectuer la perception des droits.

Les agents chargés du recouvrement des droits doivent se conformer, pour les garanties à présenter, la tenue des

ART. 20.

Zij zijn verantwoordelijk voor den loop van den dienst en brengen daarover dagelijks verslag uit aan het Voorzitterschap van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad.

ART. 21.

De geneesheeren, aan de gezondheidsinrichtingen en quarantaine-kampementen verbonden, staan onder de bestuurders dezer inrichtingen. Zij hebben onder hunne bevelen den apotheker en de ziekenoppassers.

Zij waken over den gezondheidstoestand van de personen aan quarantaine onderworpen en van het personeel en hebben het beheer over het lazaret van de gezondheidsinrichting en van het kampement.

Vrij verkeer kan aan de in quarantaine zijnde personen alleen verleend worden na bezoek van den geneesheer en daarop gevolgd gunstig verslag.

ART. 22.

Aan ieder gezondheidsbureel, gezondheidsinrichting of quarantaine-kampement is de bestuurder ook « rekenplichtig ambtenaar ».

Hij wijst, onder zijne persoonlijke zakelijke verantwoordelijkheid, den ambtenaar aan voor de inning der gezondheids- en quarantaine-rechten.

De hoofden van agentschappen of gezondheidsposten zijn eveneens rekenplichtige ambetnaren ; zij zijn persoonlijk belast met het innen van de rechten.

De bedienden, belast met het innen van de rechten, moeten, wat aangaat de te stellen borgtochten, de boekhouding

écritures, l'époque des versements, et généralement tout ce qui concerne la partie financière de leur service, aux règlements émanant du Ministère des Finances.

ART. 23.

Les dépenses du Service sanitaire, maritime et quarantenaire seront acquittées par les moyens propres du Conseil, ou d'accord avec le Ministère des Finances, par le service des caisses qu'il désignera.

Le Caire, le 19 juin 1893.

RIAZ.

PROTOCOLE DE SIGNATURE.

—

Les Plénipotentiaires soussignés se sont réunis à la date de ce jour à l'effet de procéder à la signature de la Convention Sanitaire Internationale.

Les Plénipotentiaires de l'Empire allemand, se référant à l'article 25, font des des réserves expresses quant à la faculté attribuée par la Convention aux divers gouvernements d'imposer l'observation en cas de peste bubonique.

Les Plénipotentiaires du Brésil déclarent être autorisés à signer la Convention *ad referendum*, sous les réserves inscrites dans le procès-verbal de la dernière séance plénière.

Les Plénipotentiaires du Chili déclarent

het tijdstip der stortingen en, over het algemeen, alles wat betrekking heeft op de geldelijke zijde van hunnen dienst, zich houden aan de door het Ministerie van Financiën te dien aanzien uitgevaardigde voorschriften.

ART. 23.

De uitgaven van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Dienst zullen gekweten worden uit de eigen middelen van den Raad, of in overleg met het Ministerie van Financiën, voor den dienst der kassen, welken dat Ministerie daarvoor zal aanwijzen.

Kaïro, 19 Juni 1893.

RIAZ.

ONDERTEEKENINGSPROTOCOL.

—

De ondergeteekende Gevolmachtigden zijn op den datum van heden bijeengekomen ten einde over te gaan tot de onderteekening van de Internationale Gezondheidsovereenkomst.

Met verwijzing naar artikel 25 maken de Gevolmachtigden van het Duitsche Rijk uitdrukkelijk voorbehoud, wat het door de Overeenkomst aan de verschillende Regeeringen toegekende recht betreft om de waarneming op te leggen in geval van builenpest.

De Gevolmachtigden van Brazilië verklaren gemachtigd te zijn de Overeenkomst *ad referendum* te onderteekenen, onder het voorbehoud vermeld in het proces-verbaal der laatste algemeene zitting.

De Gevolmachtigden van Chili ver-

s'associer aux réserves formulées par les Plénipotentiaires du Brésil et du Portugal.

Les Plénipotentiaires de la Chine font des réserves expresses, au nom de leur Gouvernement, quant à l'engagement figurant à l'article 8, deuxième alinéa, de rendre obligatoire la déclaration des maladies visées dans la Convention.

Au nom de leur Gouvernement, les Plénipotentiaires d'Egypte renouvellent les réserves expresses qu'ils ont formulées quant à la présence à la Conférence d'un Délégué représentant le Soudan. Ils déclarent, par ailleurs, que cette présence ne saurait porter atteinte aux droits de souveraineté de l'Egypte.

Les Plénipotentiaires de l'Espagne déclarent faire, au nom de leur Gouvernement, une réserve identique à celle des Plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique relative à l'article 12.

Les Plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique déclarent formellement que la signature par eux de la Convention sanitaire internationale de ce jour ne doit pas être interprétée en ce sens que les Etats-Unis d'Amérique reconnaissent un régime ou une entité faisant fonction de Gouvernement d'une Puissance signataire ou adhérente alors que ce régime ou cette entité n'est pas reconnu par les Etats-Unis comme le Gouvernement de cette Puissance. Ils déclarent, en outre, que la participation des Etats-Unis d'Amérique à la Convention sanitaire internationale de ce jour n'entraîne aucune obligation contractuelle des Etats-Unis envers une Puissance signataire ou adhérente représentée par un régime ou une entité que les Etats-Unis ne reconnaissent

klaren dat zij zich aansluiten bij het voorbehoud gemaakt door de Gevolmachtigden van Brazilië en van Portugal.

De Gevolmachtigden van China maken, in naam hunner Regeering, uitdrukkelijk voorbehoud wat betreft de verbintenis, voorkomend in artikel 8, tweede alinea, om de aangifte der in de Overeenkomst bedoelde ziekten verplichtend te maken.

In naam hunner Regeering hernieuwen de Gevolmachtigden van Egypte het uitdrukkelijk voorbehoud dat zij gemaakt hebben wat betreft de aanwezigheid ter Conferentie van een Afgevaardigde die Soedan vertegenwoordigt. Zij verklaren bovendien dat deze aanwezigheid geen afbreuk zou kunnen doen aan de soevereiniteitsrechten van Egypte.

De Gevolmachtigden van Spanje verklaren, in naam hunner Regeering een voorbehoud te maken gelijkluidend met dat van de Gevolmachtigden der Vereenigde Staten betreffende artikel 12.

De Gevolmachtigden van de Vereenigde Staten van Amerika verklaren formeel dat de onderteekening door hen van de Internationale Gezondheidsovereenkomst van heden niet in dien zin uitgelegd moet worden dat de Vereenigde Staten van Amerika een regime of een lichaam dat dienst doet als Regeering van een onderteekenende of toetredende Mogendheid erkennen, terwijl dit regime of dit lichaam door de Vereenigde Staten van Amerika niet erkend is als Regeering van deze Mogendheid. Zij verklaren bovendien dat de deelname van de Vereenigde Staten van Amerika aan de Internationale Gezondheidsovereenkomst van heden geene contractueele verplichting der Vereenigde Staten met zich brengt ten opzichte van een onder-

pas comme correspondant au Gouvernement de cette Puissance, jusqu'au moment où elle sera représentée par un Gouvernement reconnu par les Etats-Unis.

Les Plénipotentiaires des Etats-Unis d'Amérique déclarent, d'autre part, que leur Gouvernement se réserve le droit de décider si, au point de vue des mesures à appliquer, une circonscription étrangère doit être considérée comme infectée, et de déterminer les mesures qui devront être appliquées dans des circonstances spéciales aux arrivées dans ses propres ports.

L'œuvre considérable accomplie par la Conférence sanitaire Internationale et les nombreuses dispositions nouvelles qu'elle contient n'ayant pu être soumises par le télégraphe à Sa Majesté la Reine des Rois et à Son Altesse Impériale et Royale le Prince Tafari Makonnen, Héritier et Régent de l'Empire, le Délégué de l'Empire d'Ethiopie déclare qu'il doit s'abstenir de signer la Convention avant d'avoir reçu les instructions nécessaires.

Les Plénipotentiaires britanniques déclarent que leur signature ne lie aucune des parties de l'Empire britannique, membre distinct de la Société des Nations, qui ne signerait pas séparément la Convention ou qui n'y donnerait pas son adhésion.

Ils déclarent, en outre, réserver le droit de ne pas appliquer les dispositions du deuxième alinéa de l'article 8 pour

teekenende of toetredende Mogendheid, vertegenwoordigd door een regime of een lichaam dat de Vereenigde Staten niet erkennen als overeenkomend met de Regeering van deze Mogendheid, tot op het oogenblik waarop zij vertegenwoordigd zal zijn door eene door de Vereenigde Staten erkende Regeering.

De Gevolmachtigden van de Vereenigde Staten van Amerika verklaren, van den anderen kant, dat hunne Regeering zich het recht voorbehoudt te beslissen of ten opzichte der toe te passen maatregelen, een vreemde kring als besmet moet beschouwd worden, en de maatregelen te bepalen die in bijzondere omstandigheden op de aankomsten in haar eigen havens toegepsat zullen moeten worden

Daar het aanzienlijk werk door de Internationale Gezondheidsconferentie verricht en de talrijke nieuwe beschikkingen die het bevat niet per telegraaf aan Hare Majesteit de Koningin der Koningen en aan Zijne Keizerlijke en Koninklijke Hoogheid Prins Tafari Makonnen, Troonopvolger en Regent van het Rijk konden onderworpen worden, verklaart de afgevaardigde van Ethiopië dat hij er zich van moet onthouden de Overeeukomst te onderteekenen vooraleer de noodige onderrichtingen ontvangen te hebben.

De Britische Gevolmachtigden verklaren dat hunne handteekening geen enkel der deelen van het Britsche Rijk, onderscheiden Lid van den Volkenbond, dat deze Overeenkomst niet afzonderlijk zou teekenen of dat daartoe zijne toetreding niet zou geven, bindt.

Zij verklaren bovendien het recht om de beschikkingen van het tweede lid van artikel 8 niet toe te passen, voor te

tous les Protectorats, Colonies, Possessions ou Pays sous mandat britannique qui seraient parties à la Convention et qui, pour des raisons d'ordre pratique, ne pourraient pas être en état de donner leur plein effet à ces dispositions relatives à la déclaration obligatoire des maladies visées au dit article.

Le Délégué du Canada réserve pour son gouvernement le droit de décider si, au point de vue des mesures à appliquer, une circonscription étrangère doit être considérée comme infectée et de déterminer les mesures qui devront être appliquées dans des circonstances spéciales aux arrivées dans les ports canadiens. Sous cette réserve, le Délégué du Canada déclare que son Gouvernement est prêt à prendre en considération les obligations de l'article 12 de la Convention et les renseignements officiels qu'il pourra recevoir au sujet de l'existence des maladies dans les pays étrangers.

Le Délégué de l'Inde déclare qu'il est autorisé à signer la Convention Sanitaire Internationale sous la réserve que, pour des raisons d'ordre pratique, l'Inde n'est pas actuellement en état d'accepter l'obligation résultant de l'article 8 en ce qui concerne la déclaration obligatoire des maladies visées au dit article, sauf dans les grandes villes ou en cas d'épidémie.

Les Plénipotentiaires britanniques déclarent et tiennent à faire constater que la réserve des Plénipotentiaires de la Perse sur l'article 90 ne peuvent, en aucune façon, modifier le statu quo actuel, en attendant un accord à intervenir entre

behouden voor al de Protectoraten, Koloniën, Bezittingen of Landen onder Britsch mandaat, die partijen bij de Overeenkomst zouden zijn en die, om redenen van praktischen aard, niet in staat zouden kunnen zijn aan deze beschikkingen betreffende de verplichte aangifte der in dit artikel bedoelde ziekten hunne volle uitwerking te geven.

De afgevaardigde van Canada behoudt voor zijne Regeering het recht voor te beslissen of, uit het oogpunt van de toe te passen maatregelen, een vreemde kring als besmet moet beschouwd worden en de maatregelen te bepalen die in bijzondere omstandigheden op de aankomsten in de Canadeesche havens toegepast moeten worden. Onder dit voorbehoud verklaart de Afgevaardigde van Canada dat zijne Regeering bereid is de verplichtingen van artikel 12 der Overeenkomst en de officieele inlichtingen die zij zal kunnen ontvangen aangaande het bestaan van ziekten in vreemde landen, in overweging te nemen.

De afgevaardigde van Indië verklaart dat hij gemachtigd is de Internationale Gezondheidsovereenkomst te onderteekenen onder voorbehoud dat, om redenen van praktischen aard, Indië thans niet in staat is de verplichting te aanvaarden die voortvloeit uit artikel 8 wat de verplichte aangifte betreft der in gezegd artikel bedoelde ziekten, behalve in de groote steden en in geval van epidemie.

De Britsche Gevolmachtigden verklaren en houden er aan te doen vaststellen dat het voorbehoud der Gevolmachtigden van Perzië aangaande artikel 90 in geenen deele het huidige *status quo* kan wijzigen, in afwachting dat een accoord tusschen

les Gouvernements persan et britannique.

Les Plénipotentiaires de la République finlandaise déclarent que l'immunisation contre le choléra ne constituant pas une garantie suffisante, leur Gouvernement se réserve, nonobstant les dispositions de l'article 30, de soumettre à l'observation, le cas échéant, les personnes immunisées.

D'autre part, étant donné que le trafic par la frontière finlandaise ne peut emprunter que deux voies ferrées à l'Est, très voisines l'une de l'autre, et une seule voie ferrée à l'Ouest, ce qui ne permet pas d'envisager la fermeture partielle de la frontière, la Finlande, afin d'éviter la fermeture totale en cas d'épidémie, se réserve d'établir l'observation, le cas échéant, nonobstant les dispositions de l'article 58.

Les Plénipotentiaires du Japon déclarent que leur Gouvernement se réserve la faculté : 1° de transmettre par l'entremise du bureau d'Orient de Singapour les notifications et renseignements dont l'envoi à l'Office International d'Hygiène publique est prescrit par la Convention ; 2° de prendre les mesures que les autorités sanitaires jugent nécessaires en ce qui concerne les porteurs de vibrions cholériques.

Les Plénipotentiaires de la Lithuanie déclarent que, tout en adhérant à la Convention, ils font des réserves expresses quant à sa mise en pratique entre la Lithuanie et la Pologne, tant que des

de Perzische en de Britsche Regeering gesloten wordt.

De Gevolmachtigden der Finsche Republiek verklaren dat, aangezien de immuniseering tegen cholera geen voldoenden waarborg biedt, hunne Regeering, niettegenstaande de beschikkingen van artikel 30, zich het recht voorbehoudt de immuun gemaakte personen in voorkomend geval aan waarneming te onderwerpen.

Van den anderen kant, aangezien het verkeer langs de Finsche grens ten Oosten slechts van twee dicht bij elkander gelegen spoorwegen en ten Westen slechts van eenen spoorweg kan gebruik maken, wat niet toelaat de gedeeltelijke sluiting der grens in overweging te nemen, behoudt Finland zich het recht voor, in voorkomend geval, niettegenstaande de beschikkingen van artikel 58, de waarneming in te stellen, ten einde de geheele sluiting in geval van epidemie te voorkomen.

De Gevolmachtigden van Japan verklaren dat hunne Regeering zich het recht voorbehoudt : 1° de kennisgevingen en mededeelingen, waarvan de toezending aan den Internationalen Dienst voor Openbare Gezondheid door deze Overeenkomst wordt voorgeschreven, door bemiddeling van het Bureel van het Oosten te Singapore over te zenden ; 2° de maatregelen te nemen die de gezondheidsoverheden zullen noodig achten ten opzichte van de dragers van cholera-vibrionen.

De Gevolmachtigden van Lithauen verklaren dat zij, alhoewel zij tot de Overeenkomst toetreden, uitdrukkelijk voorbehoud maken wat betreft het in praktijk brengen daarvan tusschen Lithauen

relations normales entre les deux pays n'auront pas été rétablies.

Ces réserves présentent une importance particulière en ce qui concerne les dispositions des articles 9, 16, 57 et 66.

Les Plénipotentiaires des Pays-Bas déclarent, au nom de leur Gouvernement, que celui-ci se réserve, en ce qui concerne les Indes néerlandaises, de faire appliquer les mesures prévues à l'article 10, alinéa 2, également aux provenances de circonscriptions atteintes de peste murine.

Ils déclarent, en outre, que leur Gouvernement se réserve, en ce qui concerne les Indes néerlandaises, de donner à l'article 27, 2°, une interprétation dans ce sens que la destruction des rats visée à cet article peut être appliquée aux navires qui ont une cargaison provenant d'une circonscription atteinte de peste murine, si l'autorité sanitaire juge que cette cargaison est susceptible de renfermer des rats et qu'elle est arrimée de manière à empêcher les recherches prévues au dernier alinéa de l'article 24.

Les Plénipotentiaires de la Perse déclarent que rien ne justifie le maintien dans la Convention d'une disposition spéciale visant le Golfe Persique. Le fait que la Convention contient l'article 90, constituant la Section V du Titre II, les empêche de la signer sans faire les réserves les plus expresses. Les Plénipotentiaires de la Perse déclarent, en outre, que le *statu quo* ne saurait aucunement lier leur Gouvernement. Ils réservent, d'autre part, pour leur Gouvernement le droit de ne pas appliquer les dispositions de l'article 8

en Polen, zoolang de normale betrekkingen tusschen beide landen niet hersteld zullen zijn.

Dit voorbehoud is van bijzonder belang wat de beschikkingen van artikelen 9, 16, 57 en 66 betreft.

De Gevolmachtigden van Nederland verklaren, in naam hunner Regeering, dat deze zich voorbehoudt, wat Nederlandsch Indië betreft, de in artikel 10, lid 2, voorziene maatregelen eveneens te doen toepassen op de herkomsten van door rattenpest aangetaste kringen.

Zij verklaren bovendien dat hunne Regeering zich voorbehoudt, wat Nederlandsch-Indië betreft, aan artikel 27, 2°, een uitlegging in dien zin te geven dat de in dit artikel bedoelde verdelging der ratten kan toepepast worden op schepen die een lading hebben herkomstig uit een door rattenpest aangetasten kring, indien de sanitaire overheid van meening is dat deze lading ratten zou kunnen bevatten en dat zij zoo gestuwd is dat de in het laatste lid van artikel 24 bedoelde opzoekingen er door verhinderd worden.

De Gevolmachtigden van Perzië verklaren dat de handhaving in de Overeenkomst van een bijzondere beschikking betreffende de Perzische Golf door niets gerechtvaardigd wordt. Het feit dat de Overeenkomst artikel 90 bevat, dat de Afdeeling V van Titel II uitmaakt, verhindert hen deze te onderteekenen zonder het uitdrukkelijkste voorbehoud te maken. De Gevolmachtigden van Perzië verklaren bovendien dat het *status quo* hunne Regeering geenszins zou kunnen binden. Zij behouden bovendien

relatives à la déclaration obligatoire des maladies visées au dit article.

Le Plénipotentiaire du Portugal déclare qu'il est autorisé par son Gouvernement à signer la Convention *ad referendum* sous les réserves inscrites dans le procès-verbal de la dernière séance plénière.

Le Plénipotentiaire de la Turquie déclare que la Turquie n'a renoncé par aucun traité à être représentée au Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte. D'autre part, tenant compte des stipulations de la Convention des Détroits, signée à Lausanne, et des conditions spéciales des détroits du Bosphore et des Dardanelles, il réserve le droit pour l'Administration sanitaire de la Turquie de placer une garde sanitaire à bord de tout navire de commerce passant les détroits sans médecin et provenant d'un port infecté, afin d'éviter que le navire ne touche un port turc. Il est entendu, toutefois, que les retards et les frais que pourrait entraîner cette garde seront minimes.

Les Plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes, rappelant la déclaration qu'ils ont faite, le 26 mai, à la séance de la première Commission au sujet de l'article 7 du projet de Convention, déclarent n'avoir pas d'objections à faire au sujet de la disposition relative au droit de l'Office International d'Hygiène publique de conclure des arrangements avec d'autres organismes sanitaires ; mais ils sont d'avis

voor hunne Regeering het recht voor de beschikkingen van artikel 8 betreffende de verplichte aangifte der in gezegd artikel bedoelde ziekten niet toe te passen.

De Gevolmachtigde van Portugal verklaart dat hij door zijne Regeering gemachtigd is de Overeenkomst *ad referendum* te teekenen, onder het voorbehoud opgenomen in het proces-verbaal van de laatste algemeene zitting.

De Gevolmachtigde van Turkijë verklaart dat Turkijë er door geen enkel verdrag van heeft afgezien in den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte vertegenwoordigd te zijn. Van den anderen kant, rekening houdend met de beschikkingen van de Overeenkomst der Zeeëngten, geteekend te Lausanne, en met de bijzondere omstandigheden der zeeëngten van den Bosphorus en van de Dardanellen, behoudt hij voor het Gezondheidsbeheer van Turkijë het recht voor een gezondheidswacht te plaatsen aan boord van elk koopvaardijschip dat zonder geneesheer de zeeëngten doorvaart en uit een besmette haven afkomstig is, ten einde te vermijden dat het schip een Turksche haven aandoet. Het is echter verstaan dat de vertragingen en de kosten die deze wacht zou kunnen meebrengen, gering zullen zijn.

De Gevolmachtigden van de Unie der Socialistische Sovjetrepublieken, herinnerend aan de verklaring die zij afgelegd hebben, op 26 Mei, ter zitting van de eerste Commissie, aangaande artikel 7 van het ontwerp van Overeenkomst, verklaren dat zij geen bezwaren hebben in te brengen aangaande de beschikking betreffende het recht van den Internationalen Dienst voor Openbare Gezondheid om schikkingen te treffen met andere

que ce droit résulte de l'arrangement de Rome de 1907 qui détermine les fonctions de l'Office. Ils estiment donc que la disposition ci-dessus visée, qui n'est que confirmation de ce droit, aurait dû figurer seulement dans le procès-verbal et ne pas constituer un article de la Convention elle-même.

Les Plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes rappellent que, lors de la discussion de l'article 12 de la Convention, ils ont voté contre la disposition qui prévoit le droit pour les Gouvernements de prolonger, dans des cas exceptionnels, l'application des mesures sanitaires, malgré la déclaration de l'Etat intéressé que le danger de la maladie n'existe plus.

Ils estiment que cette disposition pourrait toucher à un des principes fondamentaux des conventions antérieures et devenir la cause de malentendus pouvant surgir de son application.

Ils déclarent, en conséquence, que, dans l'esprit de la Convention, cette disposition ne peut être envisagée que dans des cas exceptionnels, quand le Gouvernement dont relève la circonscription atteinte ne remplit pas les obligations prévues par la Convention à ce sujet.

Les Plénipotentiaires de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes rappellent les réserves qu'ils ont déjà faites dans la deuxième Commission au sujet des fonctions et des attributions du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, Ils tiennent surtout à souligner qu'en particulier les articles 70 et 165

sanitaire inrichtingen, maar zij zijn van meening dat dit recht voortvloeit uit de schikking van Rome van 1907, welke de werkzaamheden van den Dienst bepaalt. Zij zijn dus van meening dat de bovenbedoelde beschikking, die slechts de bevestiging is van dit recht, alleenlijk in het procès-verbaal had moeten voorkomen en niet een artikel van de Overeenkomst zelf had moeten uitmaken.

De Gevolmachtigden van de Unie der Socialistische Sovjetrepublieken herinneren er aan dat zij, bij de bespreking van artikel 12 der Overeenkomst, gestemd hebben tegen de beschikking die voor de Regeeringen het recht voorziet, in uitzonderlijke gevallen, de toepassing van de sanitaire maatregelen te verlengen, ondanks de verklaring van den betrokken Staat dat het ziektegevaar niet meer bestaat.

Zij zijn van meening dat deze beschikking aan een der grondbeginselen van vorige overeenkomsten zou kunnen raken en de oorzaak worden van misverstanden die uit hare toepassing kunnen ontstaan.

Zij verklaren bijgevolg dat, in den geest der Overeenkomst, deze beschikking slechts in uitzonderlijke gevallen kan worden overwogen, wanneer de Regeering, waarvan de aangetaste kring afhangt, de dienaangaande door de Overeenkomst voorziene verplichtingen niet vervult.

De Gevolmachtigden van den Socialistische Sovjetrepublieken herinneren aan het voorbehoud dat zij reeds in de tweede Commissie gemaakt hebben, aangaande de ambtsbezigheden en de bevoegdheden van den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte. Zij houden er aan te doen uitkomen dat inzonderheid

donnent à ce Conseil le droit d'établir différent règlements de police sanitaire, maritime et quarantenaire sous la condition que ces règlements, pour devenir exécutoires, doivent être acceptés par les diverses Puissances représentées au Conseil. Comme l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes n'a pas encore de représentant dans le Conseil sanitaire maritime et quarantenaire d'Egypte, la Délégation de l'Union tient à réserver le droit de son Gouvernement d'accepter ou de ne pas accepter les mesures élaborées par ce Conseil.

Les soussignés donnent acte des réserves ci-dessus exprimées et déclarent que leurs pays respectifs se réservent le droit d'en invoquer le bénéfice à l'égard des pays au nom desquels elles ont été formulées.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent Protocole.

Fait à Paris, le vingt et un juin mil neuf cent vingt-six.

Pour l'Afghanistan :
ISLAMBEK KHOUDOIAR KHAN.

Pour l'Albanie :
Dr OSMAN.

Pour l'Empire Allemand :
FRANOUX.
HAMEL.

Pour la Nation Argentine :
F. A. DE TOLEDO.

de artikelen 70 en 164 aan dezen Raad het recht geven verschillende gezondsheids-, zee- en quarantaine-politiereglementen vast te stellen, op voorwaarde dat deze reglementen, om uitvoerbaar te worden, aangenomen moeten zijn door de verschillende in den Raad vertegenwoordigde Mogendheden. Daar de Unie der Socialistische Sovjetrepublieken nog geen vertegenwoordiger in den Gezondheids-, Zee- en Quarantaine-Raad van Egypte heeft, houdt de Afvaardiging der Unie er aan het recht harer Regeering voor te behouden om de door dezen Raad tot stand gebrachte maatregelen al dan niet te aanvaarden.

De ondergeteekenden geven akte van de hierboven uitgedrukte voorbehoudingen en verklaren dat hunne respectieve landen zich het recht voorbehouden er het voordeel van in te roepen tegenover de landen in welker naam zij geformuleerd werden.

Ter Oorkonde waarvan de Gevolmachtigden dit Protocol geteekend hebben.

Gedaan te Parijs, den een en twintigsten Juni negentienhonderd zes en twintig.

Voor Afghanistan :
ISLAMBEK KHOUDOIAR KHAN.

Voor Albanië :
Dr OSMAN.

Voor het Duitsche Rijk :
FRANOUX,
HAMEL.

Voor de Republiek Argentina :
F. A. DE TOLEDO.

Pour l'Autriche :

Dr Alfred GRUNBERGER.

Pour la Belgique :

VELGHE.

Pour le Brésil :

CARLOS CHAGAS,
Gilberto MOURA COSTA.

Pour la Bulgarie :

B. MORFOFF,
TOCHKO PÉTROFF.

Pour le Chili :

Armando QUEZADA.

Pour la Chine :

S. K. YAO,
SCIE TON FA.

Pour la Colombie :

Miguel JIMÉNEZ LOPEZ.

Pour Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

Pour le Danemark :

Th. MADSEN.

Pour Dantzig :

CHODZKO,
STADE.

Pour la République Dominicaine :

BETANCES.

Pour l'Egypte :

FAKHRY,
Dr M. EL GUINDY.

Pour l'Equateur :

J. ILLINGOURTH.

Voor Oostenrijk :

Dr Alfred GRUNBERGER.

Voor België :

VELGHE.

Voor Brazilië :

Carlos CHAGAS,
Gilberto MOURA COSTA.

Voor Bulgarije :

B. MORFOFF,
TOCHKO PÉTROFF.

Voor Chili :

Armando QUEZADA.

Voor China :

S. K. YAO,
SCIE TON FA.

Voor Columbia :

Miguel JIMÉNEZ LOPEZ.

Voor Cuba :

R. HERNANDEZ PORTELA.

Voor Denemarken :

Th. MADSEN.

Voor Dantzig :

CHODZKO,
STADE.

Voor de Dominikaansche Republiek :

BETANCES.

Voor Egypte :

FAKHRY,
Dr M. EL GUINDY.

Voor Ecuador :

J. ILLIN GOURTH.

Pour l'Espagne :

Marquis DE FAURA,
Dr F. MURILLO.

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

H. S. CUMMING,
W. W. KING.

Pour l'Ethiopie :

LAGARDE, duc D'ENTOTTO.

Pour la Finlande :

ENCKELL.

Pour la France :

Camille BARRÈRE,
HARISMENDY,
NAVAILLES,
Dr A. CALMETTE,
Leon BERNARD.

Pour l'Algérie :

Dr RAYNAUD.

Pour l'Afrique occidentale :

Dr PAUL GOUZIEN.

Pour l'Afrique orientale :

THIROUX.

Pour l'Indochine :

Dr L'HERMINIER,
Dr N. BERNARD.

Pour les Etats de Syrie, du Grand-Liban, des Alaouïtes et du Djebel-Druse :

HARISMENDY.

Pour l'ensemble des autres colonies, protectorats, possessions et territoires sous mandat de la France :

AUDIBERT.

Voor Spanje :

Markies DE FAURA,
Dr F. MURILLO.

Voor de Vereenigde Staten van Amerika :

H. S. CUMMING,
W. W. KING.

Voor Ethiopië :

LAGARDE, hertog van ENTOTTO.

Voor Finland :

ENCKELL.

Voor Frankrijk :

Camille BARRÈRE,
HARISMENDY,
NAVAILLES,
Dr A. CALMETTE,
Léon BERNARD.

Voor Algérië :

Dr RAYNAUD.

Voor West-Afrika :

Dr PAUL GOUZIEN.

Voor Oost-Afrika :

THIROUX.

Voor Indo-China :

Dr L'HERMINIER,
Dr N. BERNARD.

Voor de Staten van Syrië, den Grooten Libanon, de Alaouïten en den Djebel-Druse :

HARISMENDY.

Voor het geheel der andere koloniën, protectoraten, bezittingen en grondgebieden onder mandaat van Frankrijk :

AUDIBERT.

Pour l'Empire Britannique :

G. S. BUCHANAN,
John MURRAY.

Pour le Canada :

J. A. AMYOT.

Pour l'Australie :

W. C. SAWERS.

Pour la Nouvelle-Zélande :

SYDNEY PRICE JAMES.

Pour l'Inde :

D. T. CHADWICK.

Pour l'Union Sud-Africaine :

Philip STOCK.

Pour la Grèce :

Al. C. CARAPANOS,
D. MATARANGAS.

Pour le Guatémala :

Francisco A. FIGUEROA.

Pour Haïti :

Georges AUDAIN.

Pour le Hedjaz :

Dr MAHMOUD HAMOUDÉ.

Pour le Honduras :

RUBÉN AUDINO AGUILAR.

Pour la Hongrie :

Dr Ch. GROSCH.

Pour l'Italie :

Albert LUTRARIO,
Giovanni Vittorio REPETTI,
Odoardo HUETTER,
G. ROCCO,
Giuseppe DRUETTI.

Voor het Britsche Rijk :

G. S. BUCHANAN,
John MURRAY.

Voor Canada :

J. A. AMYOT.

Voor Australië :

W. C. SAWERS.

Voor Nieuw-Zeeland :

SYDNEY PRICE JAMES.

Voor Indië :

D. T. CHADWICK.

Voor de Zuid-Afrikaansche Unie :

Philip STOCK.

Voor Griekenland :

Al. C. CARAPANOS,
D. MATARANGAS.

Voor Guatemala :

Francisco A. FIGUEROA.

Voor Haïti :

Georges AUDAIN.

Voor den Hedjaz :

Dr MAHMOUD HAMOUDÉ.

Voor Honduras :

RUBÉN AUDINO AGUILAR.

Voor Hongarije :

Dr Ch. GROSCH.

Voor Italië :

Albert LUTRARIO,
Giovanni Vittorio REPETTI,
Odoardo HUETTER,
G. ROCCO,
Giuseppe DRUETTI.

Pour le Japon :

H. MATSUSHIMA,
MITSUZO TSURUMI.

Pour la République de Libéria :

R. LEHMANN,
R. OOMS.

Pour la Lithuanie :

Dr PR. VAICIUSKA.

Pour le Luxembourg :

Dr PRAUM.

Pour le Maroc :

HARISMENDY,
Dr RAYNAUD.

Pour le Mexique :

R. CABRERA.

Pour Monaco :

F. ROUSSEL,
Dr MARSAN.

Pour la Norvège :

Sigurd BENTZON.

Pour le Paraguay :

R. V. CABALLERO.

Pour les Pays-Bas :

DOUDE VAN TROOSTWYK,
N. M. Josephus JITTA,
DE VOGEL,
VAN DER PLAS.

Pour le Pérou :

P. MIMBELA.

Pour la Perse « ad referendum » :

Dr ALI KHAN PARTOW AAZAM,
MANSOUR CHARIF.

Voor Japan :

H. MATSUSHIMA,
MITSUZO TSURUMI.

Voor de Republiek Liberia :

R. LEHMANN,
R. OOMS.

Voor Littauen :

Dr PR. VAICIUSKA.

Voor Luxemburg :

Dr PRAUM.

Voor Marokko :

HARISMENDY,
Dr RAYNAUD.

Voor Mexico :

R. CABRERA.

Voor Monaco :

F. ROUSSEL,
Dr MARSAN.

Voor Noorwegen :

Sigurd BENTZON.

Voor Paraguay :

R. V. CABALLERO.

Voor Nederland :

DOUDE VAN TROOSTWYK,
N. M. Josephus JITTA,
DE VOGEL,
VAN DER PLAS.

Voor Peru :

P. MIMBELA.

Voor Perzië « ad referendum » :

Dr ALI KHAN PARTOW AAZAM,
MANSOUR CHARIF.

Pour la Pologne :

CHODZKO.

Pour le Portugal :

RICARDO JORGE.

Pour la Roumanie :

Dr J. CANTACUZÈNE.

Pour Saint-Marin :

Dr GUELPA.

Pour le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :

M. SPALAIKOVITCH.

Pour El Salvador :

Carlos R. LARDÉ-ARTHÈS.

Pour le Soudan :

Oliver Francis HAYNES ATKEY.

Pour la Suisse :

DUNANT,
CARRIÈRE.

Pour la Tchécoslovaquie :

Dr LADISLAV PROCHAZKA.

Pour la Tunisie :

NAVAILLES.

Pour la Turquie :

A. FÉTHY.

Pour l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes :

J. DAVTIAN,
J. MAMMOULIA,
K. BRONSTEIN,
O. MEBOURNOUTOFF,
N. FREYBERG,
Al. SYSSINE,
V. EGORIEW.

Voor Polen :

CHODZKO.

Voor Portugal :

RICARDO JORGE.

Voor Roemenië :

Dr J. CANTACUZÈNE.

Voor San-Marino :

Dr GUELPA.

Voor het Koninkrijk der Serviërs, Kroaten en Slovenen :

M. SPALAIKOVITCH.

Voor El Salvador :

Carlos R. LARDÉ-ARTHÈS.

Voor Soedan :

Oliver Francis HAYNES ATKEY.

Voor Zwitserland :

DUNANT,
CARRIÈRE.

Voor Tsjecho-Slowakijë :

Dr LADISLAV PROCHAZKA.

Voor Tunis :

NAVAILLES.

Voor Turkijë :

A. FÉTHY.

Voor de Unie der Socialistische Sovjet-republieken :

J. DAVTIAN,
J. MAMMOULIA,
L. BRONSTEIN,
O. MEBOURNOUTOFF,
N. FREYBERG,
Al. SYSSINE,
V. EGORIEW.

Pour l'Uruguay :

A. HEROSA.

Pour le Vénézuéla « ad referendum » :

José Ig. CARDENAS.

—

PROCÈS-VERBAL DE DÉPOT DES RATIFICATIONS.

de S. M. le Roi des Belges,

de S. M. le Roi d'Espagne,

de M. le Président de la République française,

de S. M. le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes.

de S. A. S. le Prince de Monaco,

du Gouverneur général représentant l'autorité souveraine du Soudan,

sur la Convention sanitaire internationale signée à Paris, le 21 juin 1926.

—

En exécution de l'article 170 de la Convention sanitaire internationale signée à Paris, le 21 juin 1926, les instruments de ratifications de :

S. M. le Roi des Belges ;

S. M. le Roi d Espagne ;

M. le Président de la République française ;

S. M. le Roi de Grande-Bretagne, d Irlande et des Territoires britanniques au-delà des Mers, Empereur des Indes ;

S. A. S. le Prince de Monaco ;

M. le Gouverneur général représentant l'autorité souveraine du Soudan,

sur cet Acte international, trouvés en bonne et due forme, ont été déposés dans

Voor Uruguay :

A. HEROSA.

Voor Venezuela « ad referendum » :

José Ig. CARDENAS.

—

PROCES-VERBAAL VAN NEDERLEGGING DER BEKRACHTIGINGEN

van Z. M. den Koning der Belgen,

Z. M. den Koning van Spanje,

den heer President der Fransche Republiek,

Z. M. den Koning van Groot-Brittannië, van Ierland en van de Overzeesche Britsche gebieden, Keizer van Indië,

Z. D. H. den Prins van Monaco,

den Gouverneur-Generaal vertegenwoordigend het Souvereine Gezag van Soedan,

op de Internationale Gezondheidsovereenkomst, geteekend te Parijs, den 21n Juni 1926.

—

Ter uitvoering van artikel 170 der Internationale Gezondheidsovereenkomst, geteekend te Parijs, den 21n Juni 1926, werden de bekrachtigingen van :

Z. M. den Koning der Belgen ;

Z. M. den Koning van Spanje ;

den heer President der Fransche Republiek ;

Z. M. den Koning van Groot-Brittanië, van Ierland en van de Overzeesche Britsche gebieden, Keizer van Indië ;

Z. D. H. den Prins van Monaco ;

den heer Gouverneur-Generaal vertegenwoordigend het Souvereine Gezag van Soedan,

op deze Internationale Akte, in goeden en behoorlijken vorm bevonden, in het

les archives du Gouvernement de la République française, au nom de :

Sa Majesté le Roi des Belges :

Par Son Excellence M. le baron de Gaiffier d'Hestroy, Son Ambassadeur à Paris ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

Par Son Excellence M. Quinones de Leon, Son Ambassadeur à Paris ;

M. le Président de la République française :

Par M. Briand, Ministre des Affaires étrangères de la République française ;

Sa Majesté le Roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes :

Par Son Excellence M. le marquis de Crewe, Son Ambassadeur à Paris ;

Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco ;

Par M. le comte de Maleville, Son Ministre à Paris ;

M. le Gouverneur général représentant l'Autorité Souveraine du Soudan :

Par Son Excellence M. le marquis de Crewe, Ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris.

L'instrument des ratifications de Sa Majesté le Roi d'Espagne contient les réserves suivantes :

Première réserve à l'article 12 *de la Convention.*

« Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique déclare que la ratification de

Archief van de Regeering der Fransche Republiek nedergelegd in naam van :

Zijne Majesteit den Koning der Belgen :

door Zijne Excellentie den heer baron de Gaiffier d'Hestroy, Zijn Ambassadeur te Parijs ;

Zijne Majesteit den Koning van Spanje :

door Zijne Excellentie den heer Quinones de Leon, Zijn Ambassadeur te Parijs ;

Den heer President der Fransche Republiek :

door den heer Briand, Minister van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek ;

Zijne Majesteit den Koning van Groot-Brittannië, van Ierland en van de Overzeesche Britsche gebieden, Keizer van Indië :

door Zijne Excellentie den heer Markies de Crewe, Zijn Ambassadeur te Parijs ;

Zijne Doorluchtige Hoogheid den Prins van Monaco :

door den graaf de Maleville, Zijn Minister te Parijs ;

Den heer Gouverneur-Generaal vertegenwoordigend het Souvereine Gezag van Soedan :

door Zijne Excellentie den heer markies de Crewe, Ambassadeur van Zijne Britsche Majesteit te Parijs.

Het bewijsschrift der bekrachtigingen van Zijne Majesteit den Koning van Spanje bevat de navolgende voorbehoudingen :

Eerste voorbehoud op artikel 12 *der Overeenkomst.*

« De Regeering van Zijne Katholieke Majesteit verklaart dat de bekrachtiging

la Convention sanitaire internationale ne doit pas être interprétée dans le sens que l'Espagne reconnaît un régime ou une entité qui remplit les fonctions de Gouvernement d'une Puissance signataire ou adhérente, alors que ce régime ou cette entité n'a pas été reconnu par l'Espagne comme Gouvernement de cette Puissance ; il déclare, en outre, que la participation de l'Espagne à la Convention sanitaire internationale n'entraîne aucune obligation contractuelle de l'Espagne envers une Puisance signataire ou adhérente, représentée par un régime ou une entité que l'Espagne ne reconnaît pas comme représentant du Gouvernement de cette Puissance, jusqu'au moment où elle sera représentée par un Gouvernement reconnu par l'Espagne. »

Seconde réserve.

« Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique se réserve le droit de décider si, au point de vue des mesures à appliquer, une circonscription étrangère doit être considérée comme infectée et celui de déterminer les mesures qui devront être appliquées dans des circonstances spéciales aux arrivées dans ses propres ports. »

Réserve à l'article 49 *de la Convention.*

« Le Gouvernement de Sa Majesté Catholique approuvant en principe les recommandations de l'article 49 de la Convention et se montrant désireux d'arriver à l'avenir à la délivrance gratuite des patentes de santé et à la réduction des droits consulaires pour le visa desdites patentes, à titre de réciprocité, afin qu'ils ne représentent que

der Internationale Gezondheidsovereenkomst niet moet uitgelegd worden in dien zin dat Spanje een als Regeering van eene onderteekenende of toetredende Mogendheid dienstdoende regime of entiteit erkent, terwijl dit regime of deze entiteit door Spanje niet erkend is als zijnde de Regeering dezer Mogendheid ; zij verklaart bovendien dat de deelneming van Spanje aan de Internationale Gezondheidsovereenkomst geene enkele contractueele verplichting van Spanje met zich brengt, tegenover eene onderteekende of toetredende Mogendheid, vertegenwoordigd door een regime of eene entiteit door Spanje niet erkend als vertegenwoordiger der Regeering van deze Mogendheid, tot op het oogenblik dat zij door eene door Spanje erkende Regeering zal vertegenwoordigd zijn. »

Tweede voorbehoud.

« De Regeering van Zijne Katholieke Majesteit behoudt zich het recht voor te beslissen of, ten opzichte der toe te passen maatregelen, een vreemde kring aangezien moet worden als zijnde besmet, en de maatregelen vast te stellen die in bijzondere omstandigheden op de aankomsten in hare eigene havens zullen moeten toegepast worden. »

Voorbehoud op artikel 49 *der Overeenkomst.*

« De Regeering van Zijne Katholieke Majesteit, in beginsel de aanbevelingen van atikel 49 der Overeenkomst goedkeurend en vervuld met den wensch in de toekomst te geraken tot de kostelooze aflevering der gezondheidspassen en tot de vermindering der consulaire rechten voor de visa's van bedoelde passen, bij wijze van wederkeerigheid,

le coût du service rendu, ne peut pas s'abstenir de faire remarquer que, pour le moment, la législation en vigueur en Espagne ne permet pas de telles concessions qui, en tous cas, ne pourront être consenties que d'accord avec la législation espagnole. »

Il est, en outre, déclaré que l'instrument des ratifications de S. M. Catholique ne s'applique pas aux territoires espagnols du Golfe de Guinée, qui feront l'objet d'une adhésion spéciale, conformément aux articles 171 et 172 de la Convention, quand les mesures sanitaires prévues auront été édictées pour ces territoires.

Conformément à l'article 172 de la Convention, l'instrument des ratifications de Sa Majesté le Roi de Grande Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, porte que ces ratifications s'appliquent :

« Seulement à la Grande-Bretagne et à l'Irlande septentrionale, au Dominion de la Nouvelle-Zélande (y compris le territoire sous mandat de Samoa occidental) et à l'Union de l'Afrique du Sud (mais non au territoire sous mandat de l'Afrique méridionale et occidentale), sans préjudice, toutefois, du droit de ratification subséquente en ce qui concerne le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie et l'Empire des Indes, ou du droit d'adhésion subséquente en ce qui concerne les Dominions, Colonies, Possessions ou Territoires sous mandat ainsi exclus des présentes ratifications. »

opdat zij slechts de kosten van den, bewezen dienst zouden vertegenwoordigen, kan niet nalaten te doen opmerken dat, op het huidig oogenblik, de in Spanje van kracht zijnde wetten dergelijke toegevingen niet toelaten die, in alle geval, slechts in Overeenstemming met de Spaansche wetgeving zullen kunnen verleend worden.

» Er wordt bovendien verklaard dat het bewijsschrift der bekrachtigingen van Zijne Katholieke Majesteit, niet van toepassing is op de Spaansche grondgebieden van de Golf van Guinea die het voorwerp van eene bijzondere toetreding zullen uitmaken, overeenkomstig artikels 171 en 172 der Overeenkomst, wanneer de voorziene gezondheidsmaatregelen voor deze grondgebieden zullen uitgevaardigd zijn. »

Overeenkomstig artikel 172 der Overeenkomst bepaalt het bewijsschrift der bekrachtigingen van Zijne Majesteit den Koning van Groot-Brittannië, van Ierland en van de Overzeesche Britsche Gebieden, Keizer van Indië, dat deze bekrachtigingen van toepassing zijn :

« Enkel op Groot-Brittannië en op Noord-Ierland, op het Dominion Nieuw-Zeeland (met inbegrip van het onder mandaat staande grondgebied van West-Samoa) en op de Zuid-Afrikaansche Unie (maar niet op het onder mandaat staande grondgebied van Zuid- en West-Afrika), onverminderd echter het recht van nakomende bekrachtiging, wat betreft het Dominion of Canada, het Commonwealth of Australia en het Keizerrijk Indië, of het recht van nakomende toetreding wat betreft de dominions, koloniën, onder mandaat staande bezittingen of grondgebieden die alzoo van deze bekrachtigingen uitgesloten zijn. »

Conformément à l'article 172 de la Convention, l'instrument des ratifications de M. le Président de la République française porte que celles-ci s'appliquent :

« A la France, l'Algérie, l'Afrique occidentale française, l'Afrique orientale française, aux Colonies et Protectorats français de l'Indo-Chine, à l'ensemble des autres Colonies et Possesions françaises, aux Etats sous mandat de Syrie, du Grand-Liban, des Alaouïtes et du Djebel-Druze, aux territoires sous mandat du Togo et du Cameroun. »

Une expédition authentique du présent procès-verbal sera adressée aux Puissances contractantes.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent procès-verbal, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, le 10 mars 1928.

L. S. (signé) E. DE GAIFFIER.
L. S. J. QUINONES DE LÉON.
L. S. A. BRIAND.
L. S. CREWE.
L. S. HENRI DE MALEVILL
L. S. CREWE.

D'autre part, les ratifications suivantes ont été déposées :

1. Tunisie, 1er mars 1928.
2. Tchécoslovaquie, 28 mars 1928.
3. Maroc, 30 mars 1928.
4. Etats-Unis, 22 mai 1928, avec les réserves formulées ci-après :

« 1° La ratification de cette Convention sanitaire internationale ne doit pas être interprétée en ce sens que les Etats-

Overeenkomstig artikel 172 der Overeenkomst bepaalt het bewijsschrift der bekrachtigingen van den heer President der Fransche Republiek dat deze van toepassing zijn :

« Op Frankrijk, Algérië, Fransch West-Afrika, Fransch Oost-Afrika, op de Fransche Koloniën en Protectoraten van Indo-China, op het geheel der andere Fransche Koloniën en bezittingen, op de onder mandaat staande Staten Syrië, den Grooten Libanon, de Alaoeïten en den Djebel-Druze, op de onder mandaat staande grondgebieden van Togo en Kameroun. »

Een authentiek afschrift van dit proces-verbaal zal aan de Verdragsluitende Mogendheden toegezonden worden.

Ter Oorkonde waarvan de ondergeteekenden dit proces-verbaal opgemaakt en met hunne stempels bekleed hebben.

Gedaan te Parijs, den 10n Maart 1928.

L. S. (geteekend) E. DE GAIFFIER.
L. S. J. QUINONES DE LÉON.
L. S. A. BRIAND.
L. S. CREWE.
L. S. HENRI DE MALEVILLE
L. S. CREWE.

Van den anderen kant werden de navolgende bekrachtigingen nedergelegd :

1. Tunis, 1 Maart 1928.
2. Tsjecho-Slowakijë, 28 Maart 1928.
3. Marokko, 30 Maart 1928.
4. Vereenigde Staten, 22 Mei 1928, met het navolgende voorbehoud :

« 1° De bekrachtingig van deze Internationale Gezondheidsovereenkomst moet niet uitgelegd worden in dien zin

Unis d'Amérique reconnaissent un régime ou une entité faisant fonction de gouvernement d'une Puissance signataire ou adhérente, alors que ce régime ou cette entité n'est pas reconnu par les Etats-Unis comme le Gouvernement de cette Puissance ;

» 2° La participation des Etats-Unis d'Amérique à cette Convention sanitaire internationale n'entraîne aucune obligation contractuelle des Etats-Unis envers une Puissance signataire ou adhérente représentée par un régime ou une entité que les Etats-Unis ne reconnaissent pas comme représentant le Gouvernement de cette Puissance, jusqu'au moment où elle sera représentée par un Gouvernement reconnu par les Etats-Unis ;

» 3° Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique se réserve le droit de décider si, au point de vue des mesures à appliquer, une circonscription étrangère doit être considérée comme infectée et de déterminer les mesures qui devront être appliquées dans des circonstances spéciales aux arrivées dans ses propres ports. »

5. Tchécoslovaquie, 28 mars 1928.

6. Roumanie, 23 juillet 1928.

7. Commonwealth d'Australie, 6 septembre 1928. Ces ratifications ne s'appliquent pas à la Papouasie, à l'île Norfolk ou au territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée.

ADHÉSIONS.

L'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris a notifié, le 5 octobre 1928, au

dat de Vereenigde Staten van Amerika een als Regeering van een onderteekenende of toetredende Mogendheid, dienstdoende regime of entiteit erkennen, terwijl dit regime of die entiteit door de Vereenigde Staten niet erkend is als zijnde de Regeering dezer Mogendheid ;

» 2° De deelneming der Vereenigde Staten van Amerika aan deze Internationale Gezondheidsovereenkomst brengt geen enkele contractueele verplichting der Vereenigde Staten met zich, tegenover eene onderteekenende of toetredende Mogendheid, vertegenwoordigd door een regime of eene entiteit door de Vereenigde Staten niet erkend als vertegenwoordiger der Regeering dezer Mogendheid, tot op het oogenblik dat zij door eene door de Vereenigde Staten erkende Regeering zal vertegenwoordigd zijn ;

» 3° De Regeering der Vereenigde Staten van Amerika behoudt zich het recht voor te beslissen of, ten opzichte der toe te passen maatregelen, een vreemde kring aangezien moet worden als zijnde besmet, en de maatregelen vast te stellen die in bijzondere omstandigheden op de aankomsten in hare eigen havens zullen moeten toegepast worden. »

5. Tsjecho-Slowakijë, 18 Maart 1928.

6. Roemenië, 23 Juli 1928.

7. Commonwealth of Australia, 6 September 1928. Deze bekrachtigingen zijn niet van toepassing op het Papoea-Territorium, het Eiland Norfolk of op het onder mandaat staande grondgebied van Nieuw-Guinea.

TOETREDINGEN.

De Ambassade van Groot-Brittannië te Parijs heeft op 5 October 1928 aan de

Gouvernement français l'adhésion des pays suivants :

Terre-Neuve, Basoutoland, Protectorat du Bechouanaland, Swaziland, Iles Falkland, Nigéria, Rhodésia du Nord, Seychelles, Sierra Leone.

Ces adhésions sont faites sous la réserve formulée, dans le protocole de signature, par les Plénipotentiaires britanniques, concernant l'article 8 de la Convention.

L'Ambassade a notifié à la même date l'adhésion, sans réserves, des pays suivants :

Rhodésia du Sud, Bahamas, Honduras britannique, Ceylan, Chypre, Etats confédérés Malais, Gambie, Côte d'Or, Johore, Kedah, North Borneo, Nyasaland, Palestine et Transjordanie, Sainte-Hélène, Straits Settlements, Territoire du Tanganika, Zanzibar, Kelantan, Brunei, Trengganu, Sarawak, Weihaiwei, Tonga, Fidji, Gibraltar.

Fransche Regeering kennis gegeven van de toetreding der navolgende landen :

New-Foundland, Basoutoland, het Protectoraat Bechouanaland, Swaziland, de Falkland-Eilanden, Nigeria, Noord-Rhodesia, de Seychellen, Sierra Leone.

Deze toetredingen zijn gedaan onder het voorbehoud gemaakt in het protocol van onderteekening door de Britsche Gevolmachtigden, wat betreft artikel 8 der Overeenkomst.

De Ambassade heeft op denzelfden datum kennis gegeven van de toetreding, zonder voorbehoud, der navolgende landen :

Zuid-Rhodesia, de Bahama-Eilanden, Britsch Honduras, Ceylan, Cyprus, de Maleische Verbonden Staten, Gambia, de Goudkust, Johore Kedah, North Borneo, Nyasaland, Palestina en Transjordanië, Sint-Helena, Straits Settlements, het Tanganika-Territorium, Zanzibar, Kelantan, Brunei, Trengganu, Sarawak, Weihaiwei, Tongo, de Fidji-Eilanden, Gibraltar.

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant l'article 4 du livre II du Code pénal.

—

Ce projet a été examiné au cours de la séance du 28 juin 1929. D'après l'exposé des motifs, lorsqu il répugne au Ministère public de requérir ou au tribunaux de prononcer une peine de servitude pénale, le maximum des amendes, tel qu'il est actuellement fixé dans l'article 4, Livre II, du code pénal, ne suffit pas toujours aux nécessités d'une juste répression. Il convient donc d'élever le taux de l amende, afin que le juge puisse toujours la proportionner à la gravité de l infraction.

Le projet n'a donné lieu à aucune observation. Toutefois, un membre suggéra de modifier dans le même sens l'article 6-6° du Livre II du code pénal, afin de main-

tenir la différence établie entre les deux dispositions, quant au maximum de l'amende.

Le Conseil a approuvé le projet de décret à l'unanimité.

MM. De Lannoy, Dryepondt et Rolin avaient excusé leur absence.

Bruxelles, le 19 juillet 1929.

L'Auditeur,
HALEWYCK DE HEUSCH.

Le Conseiller-Rapporteur,
I. L. GRENADE.

Modification à l'article 4 du Code Pénal Livre II.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'avis émis par le Conseil Colonial en sa séance du 28 juin 1929 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE UNIQUE.

L'article 4 du décret du 26 mai 1888 formant le livre second du code pénal de la colonie est abrogé et remplacé par la disposition suivante :

« Quiconque a volontairement fait des blessures ou porté des coups est puni de huit jours à six mois de servitude pénale et d'une amende de 25 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Wijziging aan artikel 4 van het Strafwetboek Boek II.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gezien het advies door den Kolonialen Raad uitgebracht in diens vergadering van 28 Juni 1929 ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën,

Wij hebben gedecreteerd en Wij decreteeren :

EENIG ARTIKEL.

Artikel 4 uit het decreet van 26 Mei 1888, dat boek II van het strafwetboek der kolonie uitmaakt, is afgeschaft en wordt door volgende schikking vervangen:

« Al wie opzettelijk verwondingen of slagen toebrengt, wordt met eenen strafdienst van acht dagen tot zes maand en met eene geldboete van 25 tot 200 frank of met ééne slechts dezer straffen, gestraft.

En cas de préméditation, le coupable sera condamné à une servitude pénale d'un mois à deux ans et à une amende de 50 à 500 francs. »

In geval van voorbedachten raad, wordt de schuldige tot een strafdienst van ééne maand tot twee jaar en tot eene geldboete van 50 tot 500 frank, veroordeeld. »

Donné à Bruxelles, le 10 juillet 1929.

Gegeven te Brussel, den 10n Juli 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR

Extension du régime des licences aux marchandises à destination de Matadi local.

—

Un arrêté ministériel du 28 septembre 1929 abroge celui du 14 février 1928 relatif au régime des licences appliqué aux marchandises à destination de Matadi local.

Uitbreiding van het stelsel der vergunningen tot de goederen ter bestemming van Matadi lokaal.

—

Een ministerieel besluit van 28 September 1929, schaft dit af van 14 Februari 1928, betrekkelijk het op de goederen ter bestemming van Matadi lokaal toegepast stelsel der vergunningen.

Postes. — Lettres et boîtes avec valeur déclarée.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret organique du 20 janvier 1921 sur le service postal,

Revu les arrêtés ministériels des 11 juillet 1921 et 20 avril 1926,

Posterijen. — Brieven en bussen met verklaarde waarde.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het decreet tot inrichting van 20 Januari 1921, betreffende den postdienst ;

Herzien de ministerieele besluiten van 11 Juli 1921 en 20 April 1926,

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

A partir du 1er janvier 1930 le maximum d'assurance autorisé pour les lettres et pour les boîtes avec valeur déclarée sera fixé à 10.000 francs.

ART. 2.

L'arrêté ministériel du 20 avril 1926 est abrogé.

Bruxelles, le 30 septembre 1929.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Te rekenen van 1 Januari 1930, zal het maximum der toegelaten verzekering voor de brieven en bussen met verklaarde waarde op 10.000 frank, worden vastgesteld.

ART. 2.

Het ministerieel besluit van 20 April 1926, is afgeschaft.

Brussel, den 30n September 1929.

HENRI JASPAR

Bulletin Officiel.

—

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 1908, chargeant notamment le Ministre des Colonies de fixer le prix et les conditions d'abonnement au Bulletin Officiel du Congo Belge ;

Revu les arrêtés ministériels des 6 octobre 1927 et 25 octobre 1928 ;

ARTICLE UNIQUE.

L'article 2 de l'arrêté ministériel du 6 octobre 1927 tel qu'il a été modifié par l'arrêté ministériel du 25 octobre 1928 est remplacé par les dispositions suivantes :

Ambtelijk Blad.

—

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het koninklijk besluit van 30 November 1908, waarbij, namelijk, de Minister van Koloniën wordt belast met het vaststellen van den prijs voor de inteekeningsvoorwaarden op het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo ;

Gezien de ministerieele besluiten van 6 October 1927 en 25 October 1928 ;

EENIG ARTIKEL.

Artikel 2 uit het ministerieel besluit ter dagteekening van 6 October 1927, zooals het werd gewijzigd bij ministerieel besluit van 25 October 1928, wordt vervangen door de schikkingen hierna :

« Article 2. — Le prix de l'abonnement » annuel au Bulletin est fixé :

» 1° Pour le périodique complet comprenant les 1re et 2e parties et les » annexes, à Frs. 125,— pour la Belgique » et la Colonie et à Frs 175,— pour » l'étranger ;

» 2° Pour la 1re partie et les annexes » à Frs. 100,— pour la Belgique et la » Colonie et à Frs 140,— pour l'étranger ;

» 3° Pour la 2e partie seule à Frs. » 50,— pour la Belgique et la Colonie et » à Frs. 75,— pour l'étranger.

» Le prix du numéro séparé est fixé à » Fr. 0,60 par feuille de 16 pages ou » partie de feuille. »

Le Secrétaire Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui entrera en vigueur le 1er janvier 1930.

Bruxelles, le 7 octobre 1929.

« Artikel 2. — De jaarlijksche inteekeningsprijs op het « Blad » is vast- » gesteld op :

» 1° Voor het volledig tijdschrift behelzende de 1e en 2e deelen, evenals de » bijlagen, 125 frank voor België en de » Kolonie en 175 frank voor den vreemde ;

» 2° Voor het eerste deel en de bijlagen, » 100 frank voor België en de Kolonie » en 140 frank voor den vreemde ;

» 3° Voor het tweede deel alleen, 50 » frank voor België en de Kolonie en » 75 frank voor den vreemde.

» De prijs van het afzonderlijk nummer » is vastgesteld op Fr. 0,60 per blad van 16 bladzijden of deel van blad. »

De Algemeen Secretaris is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit dat op 1 Januari 1930 in werking zal treden.

Brussel, den 7n October 1929.

HENRI JASPAR.

22e ANNÉE, No 11
15 Novembre. 1929 22e JAARGANG, Nr 11
15 November.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.		Pages.
Arrangement International de Paris du 4 mai 1910 et Convention Internationale du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. . .		1059
Convention et statut sur la liberté des voies de communication et du transit et déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signée à Barcelone le 20 avril 1921		1070
5 avril 1929. — L. — Loi approuvant la convention et les statuts établissant une Union internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927.		1037
19 octobre 1929. — A. R. — Cabinet du Premier Ministre. — Création d'un nouveau Ministère et transfert d'attributions		1031
19 octobre 1929. — A. R. — Cabinet du Premier Ministre. — Ministres. — Démissions. — Nominations . . .		1033
19 octobre 1929. — A.R. — Ruanda-Urundi. — Régime foncier. — Vérification des titres de propriété		1071

INHOUD

Dagteekeningen.		Bladz.
Internationale Schikking van Parijs van 4 Mei 1910 en Internationale Overeenkomst van 12 September 1923 voor het beteugelen van het verspreiden en van den handel in zedelooze uitgaven.		1059
Overeenkomst en statuut betrekkelijk de vrijheid van het verkeer en van den doorvoer en verklaring houdende erkenning van het recht tot het voeren van de vlag voor de Staten zonder zeekust, te Barcelona op 20 April 1921 geteekend.		1070
5 April 1929. — W. — Wet tot goedkeuring der Overeenkomst en der statuten ter oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverleening, aangenomen te Geneve den 12n Juli 1927.		1037
19 October 1929. — K. B. — Kabinet van den Eersten Minister. — Stichting van een nieuw Ministerie en overdracht van bevoegdheden		1031
19 October 1929. — K. B. — Kabinet van den Eersten Minister. — Ministers. — Ontslagnemingen. — Benoemingen.		1033
19 October 1929. — K. B. — Ruanda-Urundi. — Grondstelsel. — Nazicht der eigendomstitels.		1071

7.12.29.

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz.
19 octobre 1929. — A. M. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire. — Revision. — Entrée en vigueur.	1076	19 October 1929. — M. B. — Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening. — In voegetreding.	1076
4 novembre 1929. — A. R. — Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire. — Revision. — Modifications aux articles 12 et 20 de l'arrêté royal du 2 juillet 1929 . . .	1077	4 November 1929. — K. B. — Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening. — Wijzigingen aan artikelen 12 en 20 uit het koninklijk besluit van 2 Juli 1929.	1077

CABINET DU PREMIER MINISTRE.

—

Création d'un nouveau ministère et transfert d'attributions.

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, et de Nos Ministres de l'Agriculture, des Travaux publics et des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Il est créé un Ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Les attributions relatives aux postes, télégraphes et téléphones sont distraites du Département des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, et sont transférées au ministère créé par le paragraphe précédent.

ART. 2.

Le Ministère actuel des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique prendra la dénomination de Ministère des Transports.

Celui-ci est chargé de toutes les questions concernant l'organisation, l'utilisation et la coordination des divers moyens de transport.

ART. 3.

Le bureau ayant dans ses attributions les questions relatives aux tramways et aux services publics de transports en

KABINET VAN DEN EERSTEN MINISTER.

—

Stichting van een nieuw ministerie en overdracht van bevoegdheden.

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën, en van Onze Ministers van Landbouw, van Openbare Werken en van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Er wordt een Ministerie van Posterijen, Telegrafen en Telefonen gesticht.

De bevoegdheden betrekkelijk de posterijen, telegrafen en telefonen worden afgescheiden van het Departement van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, en worden aan het bij voorgaand paragraaf gesticht Ministerie overgedragen.

ART. 2.

Het huidig Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart neemt de benaming van Ministerie van Verkeerswezen.

Dit ministerie wordt belast met al de quaesties betreffende de inrichting, de benuttiging en de samenordening van de verscheidene vervoermiddelen.

ART. 3.

Het bureel dat de quaesties betreffende de tramwegen en de openbare gemeenschappelijke vervoerdiensten te lande

commun par terre est distrait du Ministère de l'Agriculture et est rattaché au Ministère des Transports.

ART. 4.

La section de l'hydrographie de la côte est distraite du Ministère des Travaux publics et est rattachée au Ministère des Transports.

ART. 5.

La direction générale de la voirie communale, à l'exception du bureau de l'hydraulique agricole, est distraite du Ministère de l'Agriculture et est rattachée au Ministère des Travaux publics, sauf, toutefois, le bureau ayant dans ses attributions les questions relatives aux tramways et aux services publics de transports en commun par terre, visé à l'article 3.

ART. 6.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, et Nos Ministres de l'Agriculture, des Travaux publics et des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

onder hare bevoegdheden heeft, wordt afgescheiden van het Ministerie van Landbouw en gehecht aan het Ministerie van Verkeerswezen.

ART. 4.

De afdeeling van de kusthydrografie wordt afgescheiden van het Ministerie van Openbare Werken en gehecht aan het Ministerie van Verkeerswezen.

ART. 5.

Het algemeen bestuur der gemeentewegenis, den landelijken waterdienst uitgezonderd, wordt afgescheiden van het Ministerie van Landbouw en gehecht aan het Ministerie van Openbare Werken, behalve, nochtans, het bureel dat de quaesties betreffende de tramwegen en de openbare gemeenschappelijke vervoerdiensten te lande, beoogd bij artikel 3, onder zijne bevoegdheden heeft.

ART. 6.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, en Onze Ministers van Landbouw, van Openbare Werken en van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart zijn, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit belast.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Le Ministre de l'Agriculture et Ministre des Travaux publics,

De Minister van Landbouw en Minister van Openbare Werken,

H. BAELS.

Le Ministre des Chemins de fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique.

De Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart,

MAURICE LIPPENS.

Ministres. — Démissions. — Nominations.

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

La démission offerte, le 19 octobre 1929, par M. Henri Jaspar, Premier Ministre, Ministre des Colonies, de ses fonctions de Ministre des Colonies, est acceptée.

Il conservera ses fonctions de Premier Ministre, sans portefeuille.

ART. 2.

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

Ministers. — Ontslagnemingen. — Benoemingen.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Minister van Justitie,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

Het ontslag, den 19n October 1929, aangeboden door den heer Henri Jaspar, Eersten Minister, Minister van Koloniën, uit zijn ambt van Minister van Koloniën, wordt aanvaard.

Hij behoudt zijne functies van Eersten Minister, zonder portefeuille.

ART. 2.

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van Konings wege :
De Minister van Justitie,

P. E. JANSON.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

La démission offerte, le 18 octobre 1929, par M. Albert Carnoy, de ses fonctions de Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène, est acceptée.

Art. 2.

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Het ontslag, den 18n October 1929, aangeboden door den heer Albert Carnoy, uit zijn ambt van Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid, wordt aanvaard.

Art. 2.

Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

Van Konings wege :
De Eerste Minister,

Henri Jaspar.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

M. Henri Baels, Ministre de l'Agricul-

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

De heer Henri Baels, Minister van

ture et Ministre des Travaux publics, est déchargé de ses fonctions de Ministre des Travaux publics et nommé Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

ART. 2.

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

Landbouw en Minister van Openbare Werken, wordt ontlast van zijne functies van Minister van Openbare Werken en benoemd tot Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

ART. 2.

Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

HENRI JASPAR.

Van Konings wege :
De Eerste Minister,

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

M. J.-A.-C. Van Caenegem, membre de la Chambre des représentants, est nommé Ministre des Travaux publics.

ART. 2.

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De heer J.-A.-C. Van Caenegem, lid van de Kamer der volksvertegenwoordigers, wordt tot Minister van Openbare Werken benoemd.

ART. 2.

Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

HENRI JASPAR.

Van Konings wege :
De Eerste Minister,

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

M. Paul Tschoffen, sénateur, ancien Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale, ancien Ministre de la Justice, est nommé Ministre des Colonies.

Art. 2.

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

De heer Paul Tschoffen, senator, gewezen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg, gewezen Minister van Justitie, wordt tot Minister van Koloniën benoemd.

Art. 2.

Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre,

Van Koning wege :

De Eerste Minister,

Henri Jaspar.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

M. Pierre Forthomme, membre de la

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

De heer Pierre Forthomme, lid van de

Chambre des représentants, ancien Ministre de la Défense Nationale, est nommé Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

ART. 2.

Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

Kamer der volksvertegenwoordigers, gewezen Minister van Landsverdediging, wordt tot Minister van Posterijen, Telegrafen en Telefonen benoemd.

ART. 2.

Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,

HENRI JASPAR.

Van Konings wege :
De Eerste Minister,

Loi approuvant la Convention et les statuts établissant une Union internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927 (1).

—

ALBERT, ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La Convention et les statuts établissant une Union Internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927, sortiront leur plein et entier effet.

Wet tot goedkeuring der Overeenkomst en der statuten ter oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverleening, aangenomen te Geneve, den 12n Juli 1927 (1).

—

ALBERT, KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst en de statuten ter oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverleening, den 12n Juli 1927, te Geneve aangenomen, zullen hunne volledige uitwerking hebben.

(1) Voir la note à la page suivante.

(1) Zie de nota op de volgende bladzijde.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le Moniteur.

Donné à Bruxelles, le 5 avril 1929.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den Moniteur bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 5n April 1929.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires Etrangères,

Van 's Konings wege :
De Minister van Buitenlandsche Zaken,

PAUL HYMANS.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

De Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid,

A. CARNOY.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.

---

(1) *Sessions de* 1927-1928 *et* 1928-1929.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Documents parlementaires. — Dépôt du projet de loi, exposé des motifs et texte de la Convention et des statuts. Séance du 23 mai 1928, nº 216. — Dépôt du rapport. Session de 1928-1929, nº 72.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 6 février 1929, p. 575. — Adoption. Séance du 7 février 1929, p. 608.

SÉNAT.

Documents parlementaires. — Session 1928-1929, nº 82. — Dépôt du rapport Session 1928-1929, nº 90. Séance du 26 février 1929.

Annales parlementaires. — Discussion. Séance du 14 mars 1929, p. 672. — Adoption. Séance du 19 mars 1929, p. 688.

(1) *Zittingen* 1927-1928 *en* 1928-1929.

KAMER DER VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

Parlementaire bescheiden. — Nederlegging van het wetsontwerp, memorie van toelichting en tekst der Overeenkomst en der statuten. Zitting van 23 Mei 1928, nr 216. — Nederlegging van het verslag. Zittingsjaar 1928-1929, nr 72.

Handelingen van de Kamer. — Bespreking. Zitting van 6 Februari 1929, blz. 575. — Aanneming. Zitting van 7 Februari 1929, blz. 608.

SENAAT.

Parlementaire bescheiden. — Zittingsjaar 1928-1929, nr 82. — Nederlegging van het verslag. Zittingsjaar 1928-1929, nr 90. Zitting van 26 Februari 1929.

Handelingen van den Senaat. — Bespreking. Zitting van 14 Maart 1929, blz. 672. — Aanneming. Zitting van 19 Maart 1929, bl. 688.

CONVENTION.

—

. . . . . .

Vu le préambule du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel « pour développer la coopération entre les Nations..., il importe... d'entretenir des relations internationales fondées sur la justice... » ;

Vu l'article 23 *(f)* du Pacte, aux termes duquel les Membres de la Société des Nations « s'efforceront de prendre des mesures d'ordre international pour prévenir et combattre les maladies » ;

Vu l'article 25 du Pacte, aux termes duquel « les Membres de la Société s'engagent à encourager et favoriser l'établissement et la coopération des organisations volontaires nationales de la Croix-Rouge dûment autorisées qui ont pour objet l'amélioration de la santé, la défense préventive contre la maladie et l'adoucissement de la souffrance dans le monde » ;

Considérant que ces principes rencontrent d'ailleurs l'assentiment de tous les Etats ;

Résolus à développer l'entr'aide dans les calamités, à encourager les secours internationaux par l'aménagement méthodique des ressources disponibles et à préparer tout progrès du droit international dans ce domaine.

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

. . . . . .

Lesquels après avoir communiqué leurs

OVEREENKOMST.

—

. . . . . .

Gezien de inleiding van het Pact van den Volkenbond luidens welke « om de samenwerking onder de volkeren te bevorderen ..., het van belang is ... internationale betrekkingen te onderhouden gesteund op de gerechtigheid ... » ;

Gezien artikel 23 (f.) van het Pact luidens hetwelk de Leden van den Volkenbond « zullen trachten maatregelen van internationaal belang te nemen om ziekten te voorkomen en te bestrijden » ;

Gezien artikel 25 van het Pact, luidens hetwelk « de Leden van den Bond zich verbinden de oprichting en de samenwerking te bevorderen en te begunstigen van behoorlijk gemachtigde nationale vrijwillige inrichtingen van het Rood-Kruis, die voor doel hebben den gezondheidstoestand te verbeteren, ziekten te voorkomen en het lijden in de wereld te lenigen » ;

Overwegende dat deze beginselen overigens de goedkeuring van alle Staten wegdragen ;

Wenschend den onderlingen bijstand in geval van ramp uit te breiden, de internationale hulp door de methodische samenordening der beschikbare hulpmiddelen te bevorderen en bij te dragen tot den vooruitgang van het internationaal recht op dit gebied,

Hebben tot hunne gevolmachtigden benoemd :

. . . . . .

Welke, na hunne in goeden en behoor-

pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les Hautes Parties contractantes constituent une Union internationale de secours régie par la présente Convention et les statuts ci-annexés.

Sont Membres de l'Union internationale de secours ceux des Membres de la Société des Nations et ceux des Etats non-Membres de la Société des Nations qui sont Parties à la présente Convention.

ART. 2.

L'Union internationale de secours a pour objet :

1° Dans les calamités dues à des cas de force majeure et dont la gravité exceptionnelle excède les facultés ou les ressources du peuple frappé, de fournir aux populations sinistrées des premiers secours et de réunir à cette fin les dons, ressources et concours de toute espèce ;

2° Dans toutes les calamités publiques, de coordonner, s'il y a lieu, les efforts faits par les organisations de secours, et, d'une façon générale, d'encourager les études et les mesures préventives contre les calamités et d'intervenir pour que tous les peuples pratiquent l'entr'aide internationale.

ART. 3.

L'Union internationale de secours exerce son action en faveur de toutes populations sinistrées, quelles que soient leur

lijken vorm bevonden volmachten medegedeeld te hebben, over het volgende overeengekomen zijn :

ARTIKEL ÉÉN.

De Hooge Verdragsluitende Partijen richten een Internationaal Verbond voor Hulpverleening op, in overeenstemming met de onderhavige overeenkomst en de bijgaande statuten.

Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening zijn deze onder de Leden van den Volkenbond en deze onder de Staten niet leden van den Volkenbond die Partijen zijn bij deze Overeenkomst.

ART. 2.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverleening heeft voor doel :

1° In geval van rampen die te wijten zijn aan overmacht en waarvan de uitzonderlijke ernst de mogelijkheden en de middelen van het getroffen volk te boven gaat, aan de geteisterde bevolking de eerste hulp te verleenen en te dien einde allerhande giften, middelen en bijdragen in te zamelen ;

2° In geval van openbare rampen, eventueel de pogingen aangewend door inrichtingen voor hulpverleening samen te ordenen en, over het algemeen, de studie van maatregelen ter voorkoming van rampen aan te moedigen en alle volkeren tot het verleenen van internationalen onderlingen bijstand aan te zetten.

ART. 3.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverleening oefent zijn werking uit ten voordeele van alle geteisterde volkeren,

nationalité et leur race, sans faire de distinction au point de vue social, politique ou religieux.

Toutefois, l'action de l'Union internationale de secours est limitée aux calamités survenant dans les territoires des Hautes Parties contractantes auxquels la présente Convention est applicable et à celles qui surviendraient dans d'autres pays et qui, de l'avis du Comité exécutif, mentionné à l'article 6, seraient de nature à affecter lesdits territoires des Hautes Parties contractantes.

ART. 4.

L'action de l'Union internationale de Secours dans chaque pays est subordonnée à l'agrément du Gouvernement.

ART. 5.

La constitution et le fonctionnement de l'Union comportent le libre concours :

1° Des Sociétés nationales de la Croix-Rouge, conformément à l'article 25 du Pacte de la Société des Nations, et des institutions ou organes qui constituent ou constitueraient entre celles-ci un lien juridique ou moral ;

2° De toutes autres organisations publiques ou privées qui seraient en mesure d'exercer, en faveur de la population sinistrée, les mêmes activités, si possible en collaboration avec les Sociétés de la Croix-Rouge et les institutions susmentionnées.

tot welke nationaliteit en tot welk ras zij ook mogen behooren, zonder op maatschappelijk, staatkundig of godsdienstig gebied eenig onderscheid te maken.

De werking van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening is evenwel beperkt tot de rampen die zich voordoen in de grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen waarop deze Overeenkomst van toepassing is, en tot deze die zouden gebeuren in andere landen en die, naar de meening van het in artikel 6 vermelde Uitvoerend Comiteit van aard zouden zijn gezegde grondgebieden der Hooge Verdragsluitende Partijen te treffen.

ART. 4.

De werking van het Internationaal Verbond in ieder land is onderworpen aan de toestemming der Regeering van dit land.

ART. 5.

Bij de oprichting en de werking van het Verbond is de vrije medewerking beoogd ;

1° Van de nationale Vereenigingen van het Roode Kruis, overeenkomstig artikel 25 van het Pact van den Volkenbond, en van de inrichtingen en organismen die tusschen deze vereenigingen een juridischen of zedelijken band zouden vormen ;

2° Van alle andere openbare of particuliere inrichtingen die in staat zouden zijn ten voordeele der geteisterde bevolking dezelfde werkzaamheden te verrichten, zoo mogelijk in samenwerking met de Vereenigingen van het Roode Kruis of met de bovenvermelde inrichtingen.

ART. 6.

L'action de l'Union internationale de secours s'exerce par un Conseil général, qui désigne un Comité exécutif dans les conditions prévues par la présente Convention et les statuts ci-annexés.

Le Conseil général de l'Union internationale de secours comprend les délégués de tous les Membres de l'Union internationale de secours à raison d'un délégué par Membre.

Chacun des Membres de l'Union internationale de secours peut se faire représenter par sa Société nationale de la Croix-Rouge ou par l'une des organisations nationales visées à l'article 5.

ART. 7.

L'Union internationale de secours a son siège dans la ville où est établie la Société des Nations.

Elle peut avoir tout ou partie de ses services administratifs en tout endroit désigné par le Comité exécutif.

ART. 8.

Dans les limites de son objet et conformément aux diverses législations nationales, l'Union internationale de secours a le droit, soit directement, soit par l'intermédiaire de toute personne agissant pour son compte, d'ester en justice, d'acquérir à titre gratuit ou onéreux et de posséder des biens, sous les réserves prévues à l'article 12.

ART. 6.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverleening zal geleid worden door eenen Algemeenen Raad, die een Uitvoerend Comiteit aanstelt in de voorwaarden voorzien door deze Overeenkomst en door de bijgaande Statuten.

De Algemeene Raad van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening bestaat uit de afgevaardigden van al de Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening in de verhouding van een afgevaardigde per Lid.

Ieder der Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening kan zich laten vertegenwoordigen door zijne Nationale vereeniging van het Roode Kruis of door een der in artikel 5 beoogde nationale inrichtingen.

ART. 7.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverleening heeft zijn zetel in de stad waar de Volkenbond gevestigd is.

Het kan al zijne administratieve diensten of een deel daarvan hebben in om het even welke plaats aangeduid door het Uitvoerend Comiteit.

ART. 8.

Binnen de perken van zijn doel en in overeenkomst met de voorschriften der nationale wetten van de betrokken landen, heeft het Internationaal Verbond voor Hulpverleening het recht, hetzij rechtstreeks, hetzij door tusschenkomst van elken voor zijn rekening handelenden persoon, in rechten te verschijnen, goederen ten kosteloozen of ten bezwarenden titel te verwerven en te bezitten, onder het in artikel 12 voorziene voorbehoud.

ART. 9.

Chacun des Membres de la Société des Nations et Etats non-Membres, Parties à la présente Convention, prend l'engagement de participer à la constitution d'un fonds initial de l'Union Internationale de Secours. Ce fonds est divisé en parts de 700 francs suisses chacune. Tout Membre de la Société des Nations souscrit un nombre de parts égal au nombre d'unités que comporte sa cotisation aux dépenses de la Société des Nations. La cotisation des Etats non-Membres de la Société des Nations sera fixée par le Comité exécutif, d'après les principes en vigueur pour la fixation des cotisations des Membres de la Société des Nations.

ART. 10.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'emploiera pour que, dans toute la mesure permise par sa législation, sur ceux de ses territoires auxquels s'applique la présente Convention, il soit accordé, à l'Union Internationale de Secours et aux organisations agissant pour son compte, conformément aux dispositions de l'article 5 de la présente Convention et des Statuts ci-annexés, toutes les immunités, facilités et franchises les plus favorables pour leur installation, la circulation de leur personnel et de leur matériel et leurs opérations de secours, ainsi que pour la publicité de leurs appels.

ART. 11.

Les ressources de l'Union Internatio-

ART. 9.

Ieder der leden van den Volkenbond en der Staten niet-Leden, die Partijen zijn bij deze Overeenkomst, gaat de verplichting aan bij te dragen tot het instellen van een aanvankelijke fonds van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening. Dit fonds is verdeeld in deelen van elk 700 Zwitsersche franken. Ieder Lid van den Volkenbond schrijft in voor een aantal deelen gelijk aan het aantal eenheden waaruit zijne bijdrage in de uitgaven van den Volkenbond bestaat. De bijdrage der Staten niet-Leden van den Volkenbond zal door het Uitvoerend Comiteit worden vastgesteld volgens de beginselen die worden toegepast bij het vaststellen der bijdragen der Leden van den Volkenbond.

ART. 10.

Ieder der Hooge Verdragsluitende Partijen zal zich beijveren om aan het Internationaal Verbond voor Hulpverleening en aan de inrichtingen die voor haar rekening handelen, in overeenkomst met de beschikkingen van artikel 5 dezer Overeenkomst en van de bijgaande Statuten, op deze zijner grondgebieden waarop deze Overeenkomst van toepassing is, en in zoo hooge mate als door de plaatselijke wetten wordt toegelaten, de ruimste vrijdommen, faciliteiten en vrijstellingen te doen verleenen met het oog op hunne vestiging, het verkeer van hun personeel en van hun materieel, het uitvoeren van hun hulpwerk en het bekendmaken hunner oproepen.

ART. 11.

De geldmiddelen van het Internationaal

nale de Secours se composent, en outre du fonds initial prévu à l'article 9 ;

1° Des subventions volontaires que les Gouvernements peuvent accorder ;

2° Des fonds recueillis dans le public ;

3° Des libéralités prêvues à l'article 12.

ART. 12.

L'Union Internationale de Secours peut recevoir toutes espèces de libéralités. Les libéralités peuvent être soit pures et simples, soit destinées par leurs auteurs au moyen de charges, conditions ou affectations spéciales, à tel pays, à telle catégorie de calamités ou à telle calamité particulière qu'ils indiqueraient.

Les libéralités ne seront acceptables que si elles sont conformes à l'objet de l'Union Internationale de Secours défini aux articles 2 et 3 de la présente Convention, ainsi qu'à la législation particulière des Etats intéressés.

ART. 13.

Rien dans la présente Convention ne peut être interprété comme portant atteinte en aucune manière à la liberté des sociétés, institutions ou organes visés à l'article 5, quand ils agissent pour leur propre compte.

ART. 14.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront, s'ils ne peuvent être réglés par des négociations

Verbond voor Hulpverleening bestaan, benevens het in artikel 9 voorziene aanvankelijke fonds, uit :

1° Vrijwillige subsidiën verleend door de Regeeringen ;

2° Gelden ingezameld onder het publiek ;

3° Giften voorzien in artikel 12.

ART. 12.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverleening mag allerhande giften ontvangen. Deze giften kunnen verleend worden met of zonder voorwaarden of beperkingen wat betreft hun gebruik in een bepaald land, voor een bepaalde categorie van rampen, of voor een bepaalde ramp.

De giften mogen enkel ontvangen worden indien zij in overeenstemming zijn met het doel van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening zooals het in artikels 2 en 3 dezer Overeenkomst omschreven is, en met de bijzondere wetten der betrokken Staten.

ART. 13.

Niets in deze Overeenkomst mag worden uitgelegd als eenigszins inbreuk makend op de vrijheid der in artikel 5 bedoelde vereenigingen, inrichtingen of organismen, wanneer zij voor eigen rekening handelen.

ART. 14.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen overeen dat al de geschillen die tusschen hen zouden kunnen ontstaan omtrent de uitlegging of de toepassing dezer Overeenkomst, indien zij niet door rechtstreeksche onderhandelingen of door

directes ou par toute autre voie de règlement amiable, envoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. La Cour pourra être saisie, le cas échéant, par requête émanant de l'une des Parties. Si les Etats entre lesquels surgit un différend, ou l'un d'entre eux, n'étaient pas Parties au Protocole du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend sera soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacun d'eux, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

ART. 15.

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour et pourra, jusqu'au 30 avril 1928, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non Membre représenté à la Conférence de Genève, ou à qui le Conseil de la Société des Nations aurait, à cet effet, communiqué un exemplaire de la Convention.

ART. 16.

La présente Convention est sujette à ratification. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétariat général de la Société des Nations qui en notifiera le dépôt à tous les Membres de la Société ou Etats qui auront signé la Convention.

eene andere minnelijke schikking kunnen geregeld worden, voor beschikking naar het Bestendige Hof van Internationale Justitie zullen verwezen worden. Zij zullen in voorkomend geval bij het Ho kunnen aanhangig gemaakt worden door een verzoekschrift uitgaande van eene der Partijen. Indien de Staten tusschen welke een geschil oprijst, of een van hen, geen Partij waren bij het Protocol van 16 December 1920 betreffende het Bestendige Hof van Internationale Justitie, zal dit geschil, naar hun keuze en in overeenkomst met de constitutionneele regels van ieder van hen, onderworpen worden hetzij aan het Bestendige Hof van Internationale Justitie, hetzij aan een scheidsgerecht ingesteld in overeenstemming met de Overeenkomst van 18 October 1907 voor de vreedzame regeling der internationale geschillen, hetzij aan elk ander scheidsgerecht.

ART. 15.

Deze Overeenkomst, waarvan de Fransche en Engelsche teksten beide rechtsgeldig zijn, zal den datum van heden dragen en zal tot 30 April 1928 kunnen onderteekend worden in naam van elk Lid van den Volkenbond en van elken Staat niet-Lid, die ter Conferentie te Geneve vertegenwoordigd waren, of waaraan de Raad van den Volkenbond te dien einde een exemplaar der Overeenkomst zou medegedeeld hebben.

ART. 16.

Deze Overeenkomst is aan bekrachtiging onderworpen. De akten van bekrachtiging zullen aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond overgemaakt wor-

fiera le dépôt à tout Etat signataire ou adhérent.

ART. 17.

A partir du premier mai 1928, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat mentionné à l'article 15 pourront adhérer à la présente Convention. Cette adhésion s'effectuera par une notification faite au Secrétaire général de la Société des Nations, pour être déposée dans les archives du Secrétariat. Le Secrétaire général notifiera ce dépôt immédiatement à tout Etat signataire ou adhérent.

ART. 18.

La présente Convention n'entrera en vigueur que lorsque les ratifications ou adhésions auront été déposées au nom d'au moins douze Membres de la Société des Nations ou Etats non Membres, dont les souscriptions réunies atteindraient six cents parts. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière de ces ratifications ou adhésions. Ultérieurement, la présente Convention prendra effet, en ce qui concerne chacune des Parties, quatre vingt-dix jours après la réception de l'instrument de ratification ou de la notification de l'adhésion.

Pour l'application de cet article, le Secrétaire général de la Société des Nations établira une estimation provisoire des contributions des Etats contractants non-Membres de la Société des Nations.

den, die aan elken onderteekenenden of toetredenden Staat de nederlegging er van zal bekendmaken.

ART. 17.

Te beginnen van den eersten Mei 1928, zal elk lid van den Volkenbond of elke in artikel 15 vermelde Staat tot deze Overeenkomst kunnen toetreden. Deze toetreding zal geschieden door eene kennisgeving gezonden aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, om in het archief van het Secretariaat nedergelegd te worden. De Secretaris-Generaal zal deze kennisgeving onmiddellijk aan elken onderteekenden of toetredenden Staat bekendmaken.

ART. 18.

Deze Overeenkomst zal slechts in werking treden wanneer de bekrachtigingen of toetredingen nedergelegd zullen zijn in naam van ten minste twaalf Leden van den Volkenbond of Staten niet-Leden, waarvan de inschrijvingen te zamen zeshonderd aandeelen zouden bereiken. De datum van hare inwerkingtreding zal de negentigste dag zijn na de ontvangst door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond van de laatste dezer bekrachtigingen of toetredingen. Nadien zal deze Overeenkomst van kracht worden, wat elk der Partijen betreft, negentig dagen na de ontvangst van de akte van bekrachtiging of van de kennisgeving der toetreding.

Voor de toepassing van dit artikel, zal de Secretaris-Generaal van den Volkenbond een voorloopige schatting opmaken van de bijdragen der verdragsluitende Staten die geen lid zijn van den Volkenbond.

Conformément aux dispositions de l'article 18 du Pacte de la Société des Nations, le Secrétaire général enregistrera la présente Convention le jour de l'entrée en vigueur de cette dernière.

ART. 19.

Tout Membre de l'Union Internationale de Secours peut se retirer de l'Union moyennant préavis d'un an communiqué au Secrétariat général de la Société des Nations.

Un an après la réception de ce préavis par le Secrétaire général de la Société des Nations, les stipulations de la présente Convention cesseront d'être applicables au territoire du Membre qui s'est ainsi retiré de l'Union.

Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera aux Membres de l'Union la réception du préavis de retrait.

ART. 20.

Les Hautes Parties contractantes peuvent déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par leur acceptation de la présente Convention, elles n'entendent assumer aucune obligation en ce qui concerne l'ensemble ou toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la présente Convention ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Les Hautes Parties contractantes pourront dans la suite notifier au Secrétaire

Overeenkomstig de beschikkingen van artikel 18 van het Pact van den Volkenbond, zal de Secretaris-Generaal deze Overeenkomst op den dag van hare inwerkingtreding registreeren.

ART. 19.

Elk lid van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening mag uit het Verbond treden, mits een voorafgaande opzegging van één jaar medegedeeld aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

Eén jaar na de ontvangst dezer opzegging door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond, zullen de bepalingen dezer Overeenkomst ophouden van toepassing te zijn op het grondgebied van het lid dat aldus uit het Verbond getreden is.

De Secretaris-Generaal van den Volkenbond zal aan de Leden van het Verbond kennis geven van de ontvangst van bedoelde opzegging.

ART. 20.

De Hooge Verdragsluitende Partijen kunnen, op het oogenblik van de onderteekening, bekrachtiging of toetreding, verklaren dat, door het aannemen der Overeenkomst, zij geen enkele verplichting op zich wenschen te nemen wat betreft het geheel of een gedeelte hunner koloniën, protectoraten of onder hunne suzereiniteit of mandaat geplaatste gebieden ; in dit geval, zal deze Overeenkomst niet van toepassing zijn op de grondgebieden waarop dergelijke verklaring betrekking heeft.

De Hooge Verdragsluitende Partijen zullen in het vervolg aan den Secretaris-

général de la Société des Nations qu'elles entendent rendre la présente Convention applicable à l'ensemble ou à toute partie de leurs territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, la Convention s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

De même, les Hautes Parties contractantes peuvent à tout moment déclarer qu'elles entendent que la présente Convention cesse de s'appliquer à l'ensemble ou à toute partie de leurs colonies, protectorats ou territoires placés sous leur suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, la Convention cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration un an après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

ART. 21.

La revision de la présente Convention peut être demandée à toute époque par un tiers des Membres de l'Union Internationale de Secours.

Les Statuts annexés à la présente Convention peuvent être modifiés par le Conseil Général. Dans ce cas, le Conseil général doit réunir les trois quarts de ses Membres et la modification doit être approuvée par les deux tiers des Membres présents.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé la présente Convention.

Generaal van den Volkenbond kennis kunnen geven van hun wensch deze Overeenkomst toepasselijk te maken op het geheel of een gedeelte van hunne grondgebieden die het voorwerp van de in voorafgaande alinea voorziene verklaring hebben uitgemaakt. In dit geval, zal de Overeenkomst van toepassing zijn op de in kennisgeving vermelde grondgebieden negentig dagen na de ontvangst dezer laatste door den Secretaris-Generaal van den Volkenbond.

Evenzoo kunnen de Hooge Verdragsluitende Partijen op elk oogenblik verklaren dat zij wenschen dat deze Overeenkomst ophoude van toepassing te zijn op het geheel of een gedeelte hunner koloniën, protectoraten of onder hunne suzereiniteit of mandaat geplaatste gebieden ; in dit geval zal de Overeenkomst ophouden van toepassing te zijn op de grondgebieden, die het voorwerp van dergelijke verklaring uitmaken, één jaar na de ontvangst dezer laatste door den Secretaris Generaal van den Volkenbond.

ART. 21.

De herziening dezer Overeenkomst kan te allen tijde door een derde der Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening gevraagd worden.

De bij deze Overeenkomst gevoegde Statuten kunnen door den Algemeenen Raad gewijzigd worden. In dit geval moeten de drie vierden van de Leden van den Algemeenen Raad op de vergadering aanwezig zijn en moet de wijziging door de twee derden van de aanwezige Leden goedgekeurd worden.

Ter oorkonde waarvan bovengenoemde gevolmachtigden deze Overeenkomst geteekend hebben.

Fait à Genève, le douze juillet mil neuf cent vingt-sept, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera remise à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non Membres représentés à la Conférence.

Allemagne :

DRAUDT,
RUPPERT,
Dr DÜNNER,
Dr SCHELLERT.

Belgique :

A. FRANÇOIS.

Bulgarie :

S. N. LAFTCHIEFF.

Colombie :

A. J. RESTREPO.

Cuba :

G. DE BLANCK.

Ville libre de Dantzig :

CHODZKO.
Dr FERBER.

Equateur :

F. GUARDERAS.

Espagne :

Sous réserve de ratification.
LUIS QUER BOULE.

Guatémala :

JOSÉ CASTANEDA M.

Italie :

CAVAZZONI STEFANO.

Gedaan te Genève, den twaalfden Juli negentienhonderd zeven en twintig in een enkel exemplaar dat in het archief van het Secretariaat van den Volkenbond zal nedergelegd worden ; een gelijkvormig afschrift ervan zal overhandigd worden aan al de Leden van den Volkenbond en aan de Staten niet-Leden, die ter Conferentie vertegenwoordigd waren.

Duitschland.

DRAUDT.
RUPPERT.
Dr DÜNNER.
Dr SCHELLERT.

België

A. FRANÇOIS.

Bulgarije.

S. N. LAFTCHIEFF.

Colombia.

A. J. RESTREPO.

Cuba.

G. DE BLANCK.

Vrije Stad Dantzig.

CHODZKO.
Dr FERBER.

Ecuador.

F. GUARDERAS.

Spanje.

Onder voorbehoud van bekrachtiging.
LUIS QUER BOULE.

Guatemala.

JOSÉ CASTANEDA M.

Italië.

CAVAZZONI STEFANO.

Monaco :

R. ELLÈS.

Pologne :

CHODZKO.

Uruguay :

E. E. BUERO.

Monaco.

R. ELLÈS.

Polen.

CHODZKO.

Uruguay.

E. E. BUERO.

STATUTS

DE L'UNION INTERNATIONALE DE SECOURS.

ARTICLE PREMIER.

Chaque délégué au Conseil Général peut avoir un suppléant qui assiste aux séances, mais n'a voix consultative et délibérative qu'en l'absence du titulaire.

Des représentants d'associations internationales de secours ou d'autres organisations ou institutions qualifiées peuvent être invités à assister à titre consultatif aux réunions du Conseil Général.

Le Secrétaire général de la Société des Nations peut assister ou être représenté à toutes les réunions du Conseil Général.

ART. 2.

Le Conseil Général se réunit sur convocation du Comité exécutif tous les deux ans au siège de l'Union Internationale de Secours. Dans l'intervalle des deux ans, il peut être réuni en tout lieu, fixé par le Comité. Le Comité exé-

STATUTEN.

VAN HET INTERNATIONAAL VERBOND VOOR HULPVERLEENING.

ARTIKEL ÉÉN.

Elke afgevaardigde in den Algemeenen Raad mag een plaatsvervanger hebben die de vergaderingen bijwoont, maar die slechts raadgevende stem en recht tot stemmen heeft bij afwezigheid van den titularis.

Vertegenwoordigers van internationale vereenigingen voor hulpverleening of van andere bevoegde inrichtingen of instellingen kunnen uitgenoodigd worden om de vergaderingen van den Algemeenen Raad met raadgevende stem bij te wonen.

De Secretaris-Generaal van den Volkenbond mag al de vergaderingen van den Algemeenen Raad bijwonen of er op vertegenwoordigd zijn.

ART. 2.

De Algemeene Raad vergadert om de twee jaar in den zetel van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening na oproeping door het Uitvoerend Comiteit. Tusschen de tweejaarlijksche vergaderingen in, kan hij op elke door het

cutif est tenu de convoquer le Conseil Général sur demande du quart au moins des Membres de ce dernier.

Pour sa première réunion, le Conseil Général sera convoqué par le Conseil de la Société des Nations.

ART. 3.

La convocation du Conseil Général, envoyée trois mois au moins à l'avance, doit indiquer l'ordre du jour de la réunion.

Le Conseil Général ne délibère valablement que s'il réunit les délégués de la moitié des Membres de l'Union Internationale de Secours sous réserve de l'article 21 de la Convention ; il décide à la majorité des suffrages exprimés dans tous les cas où une majorité plus forte n'est pas prévue aux présents statuts.

ART. 4.

Le Conseil Général nomme, à une majorité des deux tiers des suffrages exprimés, les membres du Comité exécutif ainsi que leurs suppléants. Il établit à la même majorité tous règlements d'administration nécessaires à l'exécution des présents statuts.

Le Conseil Général établit à la majorité son Règlement intérieur, lequel peut prévoir la majorité absolue pour l'élection des Membres du Comité exécutif dans les cas où plusieurs tours de scrutin n'auraient donné aucun résultat.

Comiteit vastgestelde plaats bijeengeroepen worden. Het Uitvoerend Comiteit is verplicht den Algemeenen Raad bijeen te roepen op verzoek van ten minste een vierde der leden van dezen laatste.

Voor zijne eerste vergadering zal de algemeene Raad, door den Raad van den Volkenbond worden bijeengeroepen.

ART. 3.

De bijeenroeping van den Algemeenen Raad, ten minste drie maanden op voorhand verzonden, moet de dagorde der vergadering vermelden.

De Algemeene Raad neemt slechts geldige besluiten indien de afgevaardigden van de helft der Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening aanwezig zijn onder voorbehoud van artikel 21 der Overeenkomst ; hij neemt besluiten bij meerderheid der uitgebrachte stemmen en in al de gevallen waarin een grootere meerderheid door deze statuten niet voorzien is.

ART. 4.

De Algemeene Raad benoemt, bij een meerderheid van de twee derden der uitgebrachte stemmen, de leden van het Uitvoerend Comiteit alsmede hunne plaatsvervangers. Bij de zelfde meerderheid stelt het al de reglementen van beheer vast die voor de uitvoering van deze statuten noodig zijn.

De Algemeene Raad stelt bij meerderheid van stemmen zijn Huishoudelijk Reglement vast, dat de volstrekte meerderheid voorzien kan voor de kiezing der Leden van het Uitvoerend Comiteit in de gevallen waarin verschillende stemmingen geen uitslag zouden gegeven hebben.

Le Conseil Général connaît de toutes les affaires de l'Union Internationale de Secours.

ART. 5.

Le Comité exécutif comprend sept Membres. Ils sont nommés pour une période de deux ans ainsi que leurs suppléants.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit, le Comité se complète par l'adjonction d'un des suppléants jusqu'à l'expiration de la période en cours.

Deux représentants des organisations internationales de la Croix-Rouge (Comité International de la Croix-Rouge et Ligue des Sociétés de Croix-Rouge) participent à titre consultatif au Comité.

Le Secrétaire général de la Société des Nations peut être représenté à toutes les réunions du Comité exécutif.

Le Comité exécutif établit son Règlement intérieur.

ART. 6.

Le Comité exécutif se réunit au moins une fois par an au siège de l'Union Internationale de Secours sur la convocation de son président. Le président fixe la date et le lieu des autres réunions.

ART. 7.

Le Comité exécutif est le mandataire de l'Union Internationale de Secours, et peut être l'administrateur fiduciaire des

De Algemeene Raad neemt kennis van al de zaken van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening.

ART. 5.

Het Uitvoerend Comiteit bestaat uit zeven leden. Zij worden zoowel als hunne plaatsvervangers, voor eene periode van twee jaar benoemd.

In geval van vacature, om welke reden ook, maakt het Comiteit zich voltallig door de toevoeging van een der plaatsvervangers tot na het verstrijken der loopende periode.

Twee vertegenwoordigers der internationale inrichtingen van het Roode Kruis (Internationaal Comiteit van het Roode Kruis en Bond der Vereenigingen van het Roode Kruis) nemen met raadgevende stem deel aan de werkzaamheden van het Comiteit.

De Secretaris-Generaal van den Volkenbond mag al de vergaderingen van het Uitvoerend Comiteit bijwonen of er op vertegenwoordigd zijn.

Het Uitvoerend Comiteit stelt zijn Huishoudelijk Reglement vast.

ART. 6.

Het Uitvoerend Comiteit komt ten minste eens per jaar bijeen in den zetel van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening na oproeping door zijnen voorzitter. De voorzitter stelt den datum en de plaats der andere bijeenkomsten vast.

ART. 7.

Het Uitvoerend Comiteit is de lasthebber van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening, en het kan de fidu-

ressources remises moyennant charges, conditions ou affectations spéciales. Le Comité exécutif a les pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes conformes à l'objet de l'Union Internationale de Secours et pour le compte de celle-ci.

Le Comité exécutif représente l'Union Internationale de Secours vis-à-vis de la Société des Nations, des Gouvernements, des organisations visées à l'article 5 de la Convention et de toutes personnes physiques et morales. Il a pouvoir pour intenter une action en justice ou y défendre au nom ou pour le compte de l'Union Internationale de Secours. Il peut transiger.

Le Comité exécutif recueille les fonds, les emploie, les investis, les gère comme trustee ou administrateur fiduciaire et traite au nom de l'Union Internationale de Secours toutes opérations de banques et d'assurances.

Le Comité exécutif passe et autorise des marchés de toute nature ; il règle les approvisionnements.

Le Comité exécutif arrête des règlements pour le placement des fonds de l'Union Internationale de Secours.

En cas de calamité, le Comité exécutif a le pouvoir d'engager l'action de l'Union Internationale de Secours et d'organiser les secours, ainsi que les appels de fonds.

ART. 8.

Sous réserve des dispositions de l'ar-

ciaire beheerder zijn van de met zekere voorwaarden of beperkingen overhandigde geldmiddelen. Het Uitvoerend Comiteit heeft de meest uitgebreide macht tot het verrichten van al de handelingen die overeenstemmen met het doel van het Internationaal Verbond voor Hulp- verleening en voor rekening van dit laatste.

Het Uitvoerend Comiteit vertegenwoordigt het Internationaal Verbond voor Hulpverleening tegenover den Volkenbond, de Regeeringen, de in artikel 5 der Overeenkomst bedoelde inrichtingen en alle physieke personen en rechtspersonen. Het heeft macht om een rechtsvordering in te stellen of om in naam of voor rekening van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening tegen een rechtsvordering te verweren. Het mag vergelijken treffen.

Het Uitvoerend Comiteit verzamelt, gebruikt, belegt en beheert de gelden als gevolmachtigde of fiduciaire beheerder en doet in naam van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening alle bank- en verzekerings-verrichtingen.

Het Uitvoerend Comiteit sluit en bewilligt contracten van elken aard ; het regelt de bevoorradingen.

Het Uitvoerend Comiteit stelt de regels vast voor de belegging der gelden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening.

In geval een ramp zich voordoet, heeft het Uitvoerend Comiteit de macht om de werking van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening in te leiden en de hulpverleening alsmede de geldinzamelingen in te richten.

ART. 8.

Onder voorbehoud der beschikkingen

ticle 9, le Comité exécutif peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à l'un ou plusieurs de ses Membres.

ART. 9.

Tous les actes accomplis par le Comité exécutif, comme trustee ou administrateur fiduciaire d'une libéralité grevée de charges, conditions ou affectations spéciales, doivent porter au moins deux signatures.

Il en est de même pour les actes de disposition.

ART. 10.

Sans préjudice des dispositions de l'article 18, le Comité exécutif dresse annuellement un rapport de son activité et de ses opérations, adressé aux membres de l'Union Internationale de Secours. Ce rapport est, en outre, communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations pour être porté à la connaissance du Conseil et de l'Assemblée de la Société des Nations. Il est également porté à la connaissance du public.

ART. 11.

Le Comité exécutif est assisté d'experts qui peuvent être consultés soit individuellement, soit collectivement.

Les experts sont nommés par le Comité exécutif, à raison d'un ou plusieurs experts par pays ou par zone géographique comprenant plusieurs pays et déterminée par le Comité exécutif d'accord avec les Membres intéressés.

van artikel 9 kan het Uitvoerend Comiteit het geheel of een gedeelte zijner macht aan een of meer harer leden opdragen.

ART. 9.

Al de akten aangaande handelingen verricht door het Uitvoerend Comiteit, als gevolmachtigde of fiduciaire beheerder eener gift, belast met zekere bijzondere voorwaarden of beperkingen, moeten minstens twee handteekeningen dragen.

Hetzelfde geldt voor akten van beschikking.

ART. 10.

Onverminderd de beschikkingen van artikel 18, stelt het Uitvoerend Comiteit elk jaar een verslag op aangaande zijne werking en zijne verrichtingen, dat aan de Leden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening wordt toegezonden. Dit verslag wordt bovendien medegedeeld aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond om ter kennis gebracht te worden van den Raad en de Vergadering van den Volkenbond. Het wordt eveneens ter kennis van het publiek gebracht.

ART. 11.

Het Uitvoerend Comiteit wordt door deskundigen bijgestaan die, hetzij afzonderlijk, hetzij te zamen geraadpleegd kunnen worden.

De deskundigen worden door het Uitvoerend Comiteit benoemd op den voet van een of meer deskundigen per land of per aardrijkskundige zone welke verschillende landen omvat en door het Uitvoerend Comiteit in overeenstemming met de belanghebbende leden bepaald wordt.

Les experts sont nommés pour trois ans ; ils doivent résider dans leur zone. Le Comité exécutif peut, dans le cas où les circonstances l'exigeraient, nommer, outre les experts ci-dessus mentionnés, des experts suppléants non astreints à la résidence.

La désignation des experts et des experts suppléants doit recevoir l'agrément pour chacun d'eux, du ou des Membres intéressés.

ART. 12.

Le Comité exécutif convoque les experts dont la colloboration paraît nécessaire ou prend leur avis par correspondance chaque fois que les circonstances l'exigent.

ART. 13.

Les frais et indemnités de déplacement et de séjour des délégués au Conseil Général sont supportés par les autorités qui les désignent.

Les frais et indemnités de déplacement et de séjour des Membres du Comité exécutif et des experts sont supportés par le budget de l'Union Internationale de Secours. Les fonctions de Membres du Comité exécutif et d'experts ne comportent aucun traitement.

ART. 14.

Les organisations internationales de la Croix-Rouge (Comité International de la Croix-Rouge et Ligue des Sociétés de Croix-Rouge) seront conviées à assurer, à leurs frais et dans la limite qu'elles estimeront compatibles avec leurs res-

De deskundigen worden voor drie jaar benoemd ; zij moeten in hunne zone verblijven. Het Uitvoerend Comiteit kan, in geval de omstandigheden zulks zouden vereischen, benevens de bovenvermelde deskundigen, plaatsvervangende deskundigen benoemen die niet aan de voorwaarde van verblijf onderworpen zijn.

De benoeming der deskundigen of der plaatsvervangende deskundigen moet voor elk hunner goedgekeurd worden door het belanghebbende Lid of door de belanghebbende Leden.

ART. 12.

Het Uitvoerend Comiteit roept de deskundigen op, wier medewerking noodig schijnt of wint schriftelijk hun advies in, telkens de omstandigheden dit vereischen.

ART. 13.

De reiskosten en de verblijfsvergoedingen der afgevaardigden bij den Algemeenen Raad zullen gedragen worden door de overheden die hen aanduiden.

De reiskosten en de verblijfsvergoedingen der Leden van het Uitvoerend Comiteit en der deskundigen worden door de begrooting van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening gedragen. De leden van het Uitvoerend Comiteit en de deskundigen zullen geene bezoldiging ontvangen.

AET. 14.

De internationale inrichtingen van het Roode Kruis (Internationaal Comiteit van het Roode Kruis en Bond der Vereenigingen van het Roode Kruis) zullen uitgenoodigd worden om op hunne kosten en binnen de grenzen die zij vereenigbaar

sources, le service central et permanent de l'Union Internationale de Secours. Ce service est placé sous la direction du Comité exécutif.

ART. 15.

L'œuvre de secours est exécutée dans chaque zone, pour le compte de l'Union Internationale de Secours, par les organisations visées à l'article 5 de la Convention et comprises dans cette zone.

Si une même zone comprend plusieurs États ou si, dans une zone, plusieurs des organisations ci-dessus visées, participent à l'action de secours, le Comité exécutif prend toutes mesures utiles pour assurer la coordination des efforts et la distribution des secours. Il peut, notamment, constituer à cette fin, avec l'assentiment de ces organisations, des comités régionaux, en tenant compte, pour le recrutement de leurs Membres, des capacités techniques, de l'expérience acquise et des convenances administratives.

En cas de calamité, le Comité exécutif est en principe avisé par les soins du ou des experts appartenant à la zone intéressée.

ART. 16.

L'Union Internationale de Secours constitue, indépendamment du fonds initial et de tous autres fonds qu'elle estimerait nécessaire de constituer :

1° Un fonds de gestion formé :

a) par le revenu du fonds initial et de la réserve prévenue ci-après ;

zullen achten met hunne inkomsten, den centralen en bestendigen dienst van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening te verzekeren. Deze dienst wordt onder de leiding van het Uitvoerend Comiteit geplaatst.

ART. 15.

Het werk van hulpverleening wordt in elke zone verricht, voor rekening van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening, door de in artikel 5 der Overeenkomst bedoelde en in deze zone begrepen inrichtingen.

Indien een zelfde zone verschillende Staten omvat of indien, in een zone verschillende der bovenbedoelde inrichtingen aan het werk van hulpverleening deelnemen, dan neemt het Uitvoerend Comiteit alle nuttige maatregelen om de samenordening der krachtsinspanningen en de verdeeling der hulp te verzekeren. Het kan inzonderheid te dien einde, met de instemming dezer inrichtingen, gewestelijke comiteiten aanstellen, mits rekening te houden, voor de aanwerving hunner leden, met de technische bekwaamheden, de opgedane ondervinding en de administratieve gebruiken.

In geval van ramp wordt het Uitvoerend Comiteit in beginsel verwittigd door de zorgen van den deskundige of de deskundigen der betrokken zone.

ART. 16.

Het Internationaal Verbond voor Hulpverleening vormt, benevens het aanvankelijk fonds en alle andere fondsen die het noodig zou achten te vormen :

1° Een beheerfonds bestaande :

a) Uit de inkomsten van het aanvankelijk fonds en van de hierna voorziene reserve ;

b) par une retenue qui ne doit pas excéder un pour cent, sur toutes les sommes mises à la disposition de l'Union Internationale de Secours.

Ce fonds de gestion couvre les frais des services ordinaires et permanents de l'Union Internationale de Secours, quand, par exception, ils ne sont pas assurés par les organisations internationales de la Croix-Rouge (Comité International de la Croix-Rouge et Ligue des Sociétés de Croix-Rouge).

2° Une réserve formée :

a) par le reliquat de toutes les ressources incomplètement utilisées pour leur destination spéciale ;

b) par un prélèvement sur le montant de toutes les sommes mises à la disposition de l'Union Internationale de Secours sans destination spéciale, lequel, joint, le cas échéant, à la retenue prévue pour le fonds de gestion, ne doit pas excéder un total de cinq pour cent.

Cette réserve sert, en premier lieu, à reconstituer le fonds initial prévu par l'article 9 de la Convention et, pour le surplus, à fournir ou compléter les secours dans les calamités pour lesquelles aucune libéralité spéciale n'existe.

ART. 17.

Les fonds de l'Union Internationale de Secours, à l'exception des sommes nécessaires pour les dépenses courantes, sont déposés, soit dans les mêmes établissements de crédit que les fonds de la Société des Nations, soit dans tels autres

b) Uit een afhouding, die een ten honderd niet mag overtreffen, op al de bedragen ter beschikking van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening gesteld.

Dit beheerfonds dekt de kosten der gewone en bestendige diensten van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening, wanneer deze, bij uitzondering niet verzekerd zijn door de internationale inrichtingen van het Rood Kruis (Internationaal Comiteit van het Roode Kruis en Bond der Vereenigingen van het Roode Kruis) ;

2° Een reserve gevormd :

a) Door het overschot van al de voor hunne bijzondere bestemming niet volledig gebruikte geldmiddelen ;

b) Door een afneming van het bedrag van alle sommen die zonder bijzondere bestemming ter beschikking van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening gesteld worden. Deze afneming, in voorkomend geval bij de voor het beheerfonds voorziene afhouding gevoegd, zal een totaal van vijf ten honderd niet overtreffen.

Deze reserve dient in de eerste plaats om het aanvankelijk fonds, voorzien in artikel 9 der Overeenkomst, opnieuw samen te stellen en voor het overige om hulp te verstrekken of aan te vullen bij rampen waarvoor geen bijzondere giften voorhanden zijn.

ART. 17.

De gelden van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening worden, met uitzondering van de voor de loopende uitgaven noodige sommen, neergelegd hetzij in dezelfde credietinstellingen als voor de gelden van den Volkenbond, hetzij in

établissements agréés par le Conseil Général.

ART. 18.

Il est dressé chaque année, par le Comité exécutif, un bilan de l'Union Internationale de Secours.

Ce bilan indique la situation active et passive de l'Union Internationale de Secours, ainsi que les comptes qui groupent les opérations relatives à chaque calamité.

ART. 19.

La Société des Nations est appelée à assurer, dans des conditions à déterminer par elle, le contrôle des comptes de l'Union Internationale de Secours, étant entendu que la Société n'assume aucune responsabilité de ce chef.

Les ratifications de la Belgique ont été déposées au Secrétariat de la Société des Nations, le 9 mai 1929.

Les Pays indiqués ci-après ont ratifié la Convention ou y ont adhéré :

—

RATIFICATIONS :

Égypte, (7 août 1928) ;
Équateur, (30 juillet 1928) ;
Finlande, (10 avril 1929) ;
Hongrie, (17 avril 1929) ;
Inde, (2 avril 1929) ;
Italie, (2 août 1928). Cette ratification s'applique également aux Colonies Italiennes ;
Monaco, (21 mai 1929) ;
Roumanie, (11 septembre 1928) ;

andere door den Algemeenen Raad aanvaarde instellingen.

ART. 18.

Elk jaar wordt er door het Uitvoerend Comiteit een balans van het Verbond voor Internationale Hulpverleening opgemaakt.

Deze balans vermeldt het actief en het passief van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening, alsmede de rekeningen die de verrichtingen betreffende elke ramp groepeeren.

ART. 19.

De Volkenbond is geroepen om, in door hem te bepalen voorwaarden, het toezicht over de rekeningen van het Internationaal Verbond voor Hulpverleening te verzekeren, met dien verstande dat de Bond uit dien hoofde geene verantwoordelijkheid op zich neemt.

De bekrachtigingen van België werden op 9 Mei 1929, op het Secretariaat van den Volkenbond nedergelegd.

De navolgende landen hebben deze Overeenkomst bekrachtigd of zijn tot dezelfde toegetreden :

—

BEKRACHTIGINGEN :

Egypte, (7 Augustus 1928) ;
Ecuador, (30 Juli 1928) ;
Finland, (10 April 1929) ;
Hongarije, (17 April 1929) ;
Indië, (2 April 1929) ;
Italië, (2 Augustus 1928). Deze bekrachtiging heeft eveneens betrekking op de Italiaansche Koloniën ;
Monaco, (21 Mei 1929) ;
Roemenië, (11 September 1928) ;

Vénézuela, (19 juin 1929) ;
Allemagne, (22 juillet 1929) ;
République de Saint-Marin, (12 août 1929).

Adhésions définitives.

Luxembourg, (27 juin 1929).

Grande-Bretagne et Irlande du Nord, (2 janvier 1929). Cette adhésion ne couvre pas les Colonies, Protectorats ou Territoires placés sous la suzeraineté ou le mandat de Sa Majesté Britannique ;

Nouvelle-Zélande, (22 décembre 1928). Cette adhésion est donnée à la condition qu'aucune contribution au fonds intitial de l'Union ne viendra à échéance pour la Nouvelle-Zélande avant le commencement de la prochaine année financière dans ce pays, soit le 1er avril 1929 ;

Soudan, (11 mai 1928).

Venezuela, (19 Juni 1929);
Duitschland, (22 Juli 1929) ;
Republiek San Marino (12 Augustus 1929).

Definitieve toetredingen.

Luxemburg, (27 Juni 1929).

Groot-Britttannië en Noord-Ierland, (2 Januari 1929). Deze toetreding strekt zich niet uit tot de Koloniën, Protectoraten of Grondgebieden geplaatst onder de suzereiniteit of het mandaat van Zijne Britsche Majesteit ;

Nieuw-Zeeland (22 December 1928). Deze toetreding wordt gegeven op voorwaarde, dat geen bijdrage tot het aanvankelijk fonds van het Verbond voor Nieuw-Zeeland betaalbaar zal worden voor het begin van het aanstaande financiejaar van bedoeld land, hetzij op 1 April 1929.

Soedan, (11 Mei 1928).

Arrangement international de Paris du 4 mai 1910 et convention internationale du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

La Belgique a le 31 juillet 1926, déposé au Secrétariat de la Société des Nations, à Genève, l'instrument des ratifications de la Convention Internationale du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. (1)

Internationale schikking van Parijs van 4 Mei 1910 en internationale overeenkomst van 12 September 1923 voor het beteugelen van het verspreiden en van den handel in zedelooze uitgaven.

België heeft op 31 Juli 1926 op het Secretariaat van den Volkenbond, te Geneve, het bewijsschrift der bekrachtigingen van de Internationale Overeenkomst van 12 September 1923 voor het beteugelen van het verspreiden en van den handel in zedelooze uitgaven, nedergelegd. (1)

(1) La Convention internationale du 12 septem-

(1) De Internationale overeenkomst van 12

Aux termes de l'art. 10 de cette convention, la ratification de la Belgique a entraîné de plein droit l'adhésion pour le Congo Belge à l'Arrangement signé à Paris, le 4 mai 1910.

Le texte de cet Arrangement est reproduit ci-dessous.

—

Arrangement de Paris du 4 mai 1910.

Les Gouvernements des Puissances désignées ci-après, également désireux de faciliter, dans la mesure de leurs législations respectives, la communication mutuelle de renseignements en vue de la recherche et de la répression des délits relatifs aux publications obscènes, ont résolu de conclure un Arrangement à cet effet et ont, en conséquence, désigné leurs Plénipotentiaires qui se sont réunis en Conférence, à Paris, du 18 avril au 4 mai 1910, et sont convenus des disposition suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une autorité chargée :

1° De centraliser tous les renseignements pouvant faciliter la recherche et la répression des actes constituant des infractions à leur législation interne en matière d'écrits, dessins, images ou objets obscènes, et dont les éléments constitutifs ont un caractère international ;

Volgens de bepalingen van artikel 10 uit deze overeenkomst heeft de bekrachtiging van België van rechtswege de toetreding voor Belgisch-Congo aan de schikking, op 4 Mei 1910 te Parijs geteekend, medegebracht.

De tekst dezer schikking is hierna vermeld :

—

Schikking van Parijs van 4 Mei 1910.

De Regeeringen van navermelde Mogendheden, evenzeer verlangende, binnen de perken van hare wederzijdsche wetgeving, de onderlinge uitwisseling te vergemakkelijken van inlichtingen tot het opsporen en beteugelen van de misdrijven omtrent zedelooze uitgaven, hebben beslist daartoe eene Schikking aan te gaan en hebben bijgevolg hunne Gevolmachtigden benoemd, dewelke zijn vergaderd in Conferentie, te Parijs, van 18 April tot 4 Mei 1910, en overeengekomen omtrent de volgende bepalingen :

ARTIKEL ÉÉN.

Elke der overeenkomende Regeeringen verbindt zich een overheid aan te stellen of aan te wijzen, die belast zal zijn met :

1° Het centraliseeren van al de inlichtingen tot het vergemakkelijken van de opsporing en de beteugeling van daden die inbreuk maken op hare inwendige wetgeving in zake van zedelooze geschriften, teekeningen, prenten of voorwerpen en waarvan de hoofdvereischten van internationalen aard zijn ;

---

bre 1923 a été publiée au Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1928, pp. 1101 et suivantes.

September 1923 is verschenen in het Ambtelijk Blad van den Belgischen-Congo van 15 Mei 1928 bladzijde 1101 en volgende.

2e De fournir tous renseignements susceptibles de mettre obstacle à l'importation des publications ou objets visés au paragraphe précédent comme aussi d'en assurer ou d'en accélérer la saisie, le tout dans les limites de la législation interne ;

3° De communiquer les lois qui auraient déjà été rendues ou qui viendraient à l'être dans leurs États, relativement à l'objet du présent Arrangement.

Les Gouvernements contractants se feront connaître mutuellement par l'entremise du Gouvernement de la République française, l'autorité établie ou désignée conformément au présent article.

ART. 2.

L'autorité désignée à l'article 1e aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres États contractants.

ART. 3.

L'autorité désignée à l'article 1er sera tenue, si la législation intérieure de son pays ne s'y oppose pas, de communiquer les bulletins des condamnations prononcées dans le dit pays aux autorités similaires de tous les autres États contractants, lorsqu'il s'agira d'infractions visées par l'article 1er.

ART. 4.

Les États non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. Ils notifieront leur intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie

2° Het leveren van alle inlichtingen kunnende den invoer verhinderen van de bij vorige paragraaf bedoelde uitgaven of voorwerpen, alsook dezer inbeslagneming verzekeren of bevorderen, alles binnen de perken van de inwendige wetgeving ;

3° Het mededeelen van de wetten die omtrent de zaak bedoeld bij deze Schikking, in hare Staten reeds mochten afgekondigd zijn of nog zouden worden.

De overeenkomende Regeeringen zullen aan elkander, door tusschenkomst van de Regeering der Fransche Republiek, de luidens dit artikel aangestelde of aangewezen overheid laten kennen.

ART. 2.

De bij artikel 1 bedoelde overheid zal bevoegd zijn, rechtstreeks, briefwisseling te voeren met den gelijkaardigen dienst, in elke der andere overeenkomende Staten gevestigd.

ART. 3.

Zoo zulks niet in strijd is met de inwendige wetten van haar land, moet de bij artikel 1 bedoelde overheid aan de gelijkaardige overheden van al de andere overeenkomende Statuten de bladen der veroordeelingen mededeelen die in haar land werden uitgesproken met betrekking tot inbreuken als beoogd bij artikel 1.

ART. 4.

De niet onderteekend hebbende Staten zullen tot deze Schikking kunnen toetreden. Daartoe zullen zij hun inzicht beteekenen door eene akte die zal blijven berusten in het archief van de Regeering der Fransche Republiek. Deze zal daar-

diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des États contractants et les avisera, en même temps, de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État adhérent, qui deviendra ainsi État contractant.

ART. 5.

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date du dépôt des ratifications.

Dans le cas où l'un des États contractants le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cet État.

La dénonciation sera notifiée par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des États contractants et les avisera en même temps de la date du dépôt.

Douze mois après cette date, l'Arrangement cessera d'être en vigueur dans l'ensemble du territoire de l'État qui l'aura dénoncé.

ART. 6.

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications en seront déposées à Paris dès que six des États contractants seront en mesure de le faire.

Il sera dressé de tout dépôt de ratifications un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise, par la

van, langs den diplomatieken weg, een eensluidend gewaarmerkt afschrift zenden aan elken der overeenkomende Staten en zal hun, te gelijkertijd, kennis geven van den datum der nederlegging.

Zes maanden na dezen datum, zal de Schikking in werking treden op het geheele grondgebied van den toegetreden Staat, die aldus overeenkomende Staat wordt.

ART. 5.

Deze Schikking zal in werking treden zes maanden na den datum van de nederlegging der akten van bekrachtiging.

In geval een der overeenkomende Staten haar mocht opzeggen, zou die opzegging slechts uitwerking hebben ten opzichte van dien Staat.

De opzegging zal beteekend worden door eene akte die zal blijven berusten in het archief van de Regeering der Fransche Republiek. Deze zal daarvan, langs den diplomatieken weg, een eensluidend gewaarmerkt afschrift zenden aan elken der overeenkomende Staten en zal hun, te gelijkertijd, kennis geven van den datum der nederlegging.

Twaalf maanden na dezen datum, zal de Schikking buiten werking treden op het geheele grondgebied van den Staat die haar zal hebben opgelegd.

ART. 6.

Deze Schikking zal worden bekrachtigd en de akten van bekrachtiging zullen, zoodra zes der overeenkomende Staten het doen kunnen, te Parijs worden nedergelegd.

Van elke nederlegging van akten van bekrachtiging zal een proces-verbaal worden opgemaakt waarvan, langs den diplo-

voie diplomatique, à chacun des États contractants.

ART. 7.

Si un État contractant désire la mise en vigueur du présent Arrangement dans une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires, il notifiera son intention à cet effet par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française. Celui-ci en enverra, par la voie diplomatique, copie certifiée conforme à chacun des États contractants et les avisera, en même temps, de la date du dépôt.

Six mois après cette date, l'Arrangement entrera en vigueur dans les colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires visées dans l'acte de notification.

La dénonciation de l'Arrangement par un des États contractants pour une ou plusieurs de ses colonies, possessions ou circonscriptions consulaires judiciaires s'effectuera dans les formes et conditions déterminées à l'alinéa 1er du présent article. Elle portera effet douze mois après la date du dépôt de l'acte de dénonciation dans les archives du Gouvernement de la République française.

ART. 8.

Le présent Arrangement, qui portera la date du 4 mai 1910, pourra être signé à Paris, jusqu'au 31 juillet suivant, par les Plénipotentiaires des Puissances repré-

matieken weg, een eensluidend gewaarmerkt afschrift zal afgegeven worden aan elken der overeenkomende Staten.

ART. 7.

Wenscht een overeenkomende Staat deze Schikking in werking te laten treden in één of meer van zijne koloniën, bezittingen of gerechtelijke consulaire omschrijvingen, dan moet hij daartoe zijn inzicht beteekenen door eene akte die zal blijven berusten in het archief van de Regeering der Fransche Republiek. Deze zal daarvan, langs den diplomatieken weg, een eensluitend gewaarmerkt afschrift zenden aan elken der overeenkomende Staten en zal hun, te gelijkertijd, kennis geven van den datum der nederlegging.

Zes maanden na dezen datum, zal de schikking in werking treden in de koloniën, bezittingen of gerechtelijke consulaire omschrijvingen, bedoeld in de akte van beteekening.

De opzegging der Schikking door een der overeenkomende Staten voor één of meer van zijne koloniën, bezittingen of gerechtelijke consulaire omschrijvingen geschiedt in de vormen en voorwaarden bepaald bij het eerste lid van dit artikel. Zij zal uitwerking hebben twaalf maanden na den datum van de nederlegging van de akte van opzegging in het archief van de Regeering der Fransche Republiek.

ART. 8.

Deze Schikking, die de dagteekening draagt van 4 Mei 1910, mag te Parijs onderteekend worden tot 31 Juli daaropvolgend, door de Gevolmachtigden der

sentées à la Conférence relative à la répression de la circulation des Publications obscènes.

Fait à Paris, le quatre mai mil neuf cent dix, en un seul exemplaire, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour l'Allemagne :

(L.S.) Signé : ALBRECHT LENTZE.
(L.S.) Signé CURT. JOËL.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

(L.S.) Signé : A. NEMES, Chargé d'affaires d'Autriche-Hongrie.

Pour l'Autriche :

(L. S.) Signé : J. EICHNOFF, Conseiller de Section Impérial Royal autrichien.

Pour la Hongrie :

(L.S.) Signé : C. LERS, Conseiller ministériel Royal hongrois.

Pour la Belgique :

(L.S.) Signé : JULES Lejeune.
(L.S.) Signé : ISIDORE MAUS.

Pour le Brésil :

(L.S.) Signé : J. C. DE SOUZA BANDEIRA.

Pour le Danemark :

(L.S.) Signé : C. E. COLD.

Pour l'Espagne :

(L.S.) Signé : OCTAVIO CUARTERO.

Pour les Etats-Unis :

(L.S.) Signé : A. BAILLY-BLANCHARD.

Mogendheden, vertegenwoordigd ter Conferentie betreffende de beteugeling van het verspreiden van zedelooze uitgaven.

Gedaan te Parijs, den vierden Mei negentienhonderd tien, in een enkel exemplaar, waarvan een eensluidend afschrift zal worden afgegeven aan elke Regeering die onderteekend heeft.

Voor Duitschland :

(L. S.) Ond. : ALBRECHT LENTZE.
(L. S.) Ond. : CURT JOËL.

Voor Oostenrijk en voor Hongarije :

(L. S.) Ond. : A. NEMES, Zaakgelastigde van Oostenrijk-Hongarije.

Voor Oostenrijk :

(L. S.) Ond. : J. EICHHOFF, Oostenrijksche Keizerlijke Koninklijke Afdeelingsraad.

Voor Hongarije :

(L. S.) Ond. : G. LERS, Hongaarsche Koninklijke Ministerieele Raadsheer.

Voor België :

(L. S.) Ond. : JULES LEJEUNE.
(L. S.) Ond. : ISIDORE MAUS.

Voor Brazilië :

(L. S.) Ond. : J. C. DE SOUZA BANDEIRA.

Voor Denemarken :

(L. S.) Ond. : C. E. COLD.

Voor Spagne :

(L. S.) Ond. : OCTAVIO CUARTERO.

Voor de Vereenigde Staten :

(L. S.) Ond. : A. BAILLY-BLANCHARD.

Pour la France :

(L.S.) Signé : R. BÉRENGER.

Pour la Grande-Bretagne :

(L.S.) Signé : E. W. FARNALL.
(L. S.) Signé : F. S. BULLOCK.
(L.S.) Signé : G. A. AITKEN.

Pour l'Italie :

(L.S.) Signé : J. C. BUZZATTI.
(L.S.) Signé : GEROLAMO CALVI.

Pour les Pays-Bas :

(L.S.) Signé : A. DE STUERS.
(L.S.) Signé : RETHAAN MACARE.

Pour le Portugal :

(L.S.) Signé : Comte DE SOUZA ROZA.

Pour la Russie :

(L.S.) Signé : ALEXIS DE BELLEGARDE.
(L.S.) Signé : WLADIMIR DÉRGINSKY.

Pour la Suisse :

(L.S.) Signé : LARDY.

L'Arrangement qui précède a été ratifié par l'Allemagne, les États-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Suisse : procès-verbal du dépôt des ratifications a été dressé à Paris, le 15 mars 1911.

Certifié par le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Etrangères.

Voor Frankrijk :

(L. S.) Ond. : R. BÉRENGER.

Voor Groot-Brittannië :

(L. S.) Ond. : E. W. FARNALL.
(L. S.) Ond. : F. S. BULLOCK.
(L. S.) Ond. : G. A. AITKEN.

Voor Italië :

(L. S.) Ond. : J. C. BUZZATTI.
(L. S.) Ond. : GEROLAMO CALVI.

Voor Nederland :

(L. S.) Ond. : A. DE STUERS.
(L. S.) Ond : RETHAAN MACARE.

Voor Portugal :

(L. S.) Ond. : Cte DE SOUZA ROZA.

Voor Rusland :

(L. S.) Ond. : ALEXIS DE BELLEGARDE.
(L. S.) Ond. : WLADIMIR DERUGINSKY.

Voor Zwitserland :

(L. S.) Ond. : LARDY.

De voorafgaande schikking werd bekrachtigd door Duitschland, de Vereenigde Staten van Amerika, België, Spanje, Frankrijk, Groot-Brittannië, Italië en Zwitserland ; proces-verbaal van de nederlegging der akten van bekrachtiging werd opgemaakt te Parijs, op 15 Maart 1911.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken,

BON VAN DER ELST.

Ont ratifié également cet arrangement, les pays suivants :

Danemark, le 7 avril 1911.
Portugal, le 6 octobre 1911.
Russie, le 15 décembre 1911.
Autriche, le 24 avril 1912.
Hongrie, le 24 avril 1912.
Pays-Bas, le 8 juin 1912.
Brésil, le 3 juin 1924.

Ont adhéré à cet arrangement les pays suivants :

Luxembourg, le 16 mai 1911.
Zanzibar, le 3 août 1911.
Canada, le 11 septembre 1911.
Norvège, le 28 octobre 1911.
Union Sud Africaine, le 8 novembre 1911.
Terre Neuve, le 11 novembre 1911.

Nouvelle Zélande, le 3 janvier 1912.
Samoa, le 3 janvier 1912.
Confédération Australienne, le 12 avril 1912.
Antilles Danoises, le 28 juillet 1912.
Islande, le 28 juillet 1912.
Protectorat de l'Afrique Orientale, le 3 janvier 1913.
Guyane anglaise, le 3 janvier 1913.
Bahamas, le 3 janvier 1913.
Barbados, le 3 janvier 1913.
Bermudes, le 3 janvier 1913.
Honduras britannique, le 3 janvier 1913.
Ceylan, le 3 janvier 1913.
Iles Falkland, le 3 janvier 1913.
États Fédérés Malay, le 3 janvier 1913.

Wei-hai-Wei, le 3 janvier 1913.
Fidji, le 3 janvier 1913.
Gambie, le 3 janvier 1913.
Côte d'or, le 3 janvier 1913.

De volgende landen hebben deze schikking insgelijks bekrachtigd :

Denemark, den 8n April 1911.
Portugal, den 6n October 1911.
Rusland, den 15n December 1911.
Oostenrijk, den 24n April 1912.
Hongarije, den 24n April 1912.
Nederland, den 8n Juni 1912.
Brazilië, den 3n Juni 1924.

De volgende landen hebben zich bij deze Schikking aangesloten :

Luxemburg, den 16n Mei 1911.
Zanzibar, den 3n Augustus 1911.
Canada, den 11n September 1911.
Noorwegen, den 28n October 1911.
Zuid Afrikaansche Unie, den 8n November 1911.
New-Foumland, den 11n November 1911.
Nieuw-Zeeland, den 3n Januari 1912.
Samoa, den 3n Januari 1912.
Confederatie van Australië, den 12n April 1912.
Deensche Antillen, den 28n Juli 1912.
IJsland, den 28n Juli 1912.
Protectoraat van Oost-Afrika, den 3n Januari 1913.
Engelsch Guinea, den 3n Januari 1913.
Bahama, den 3n Januari 1913.
Barbados, den 3n Januari 1913.
Bermuden, den 3n Januari 1913.
Britsch Honduras, den 3n Januari 1913.
Ceylon, den 3n Januari 1913.
Falkland-eilanden, den 3n Januari1913.
Maleysche Bondsstaten, den 3n Januari 1913.
Wei-hai-Wei, den 3n Januari 1913.
Fidji, den 3n Januari 1913.
Gambia, den 3n Januari 1913.
Goudkust, den 3n Januari 1913.

Hong-Kong, le 3 janvier 1913.
Malte, le 3 janvier 1913.
Maurice, le 3 janvier 1913.
Nigérie, le 3 janvier 1913.
Rhodésie du Nord, le 3 janvier 1913.
Nyasaland, le 3 janvier 1912.
Ste Hélène, le 3 janvier 1913.
Seychelles, le 3 janvier 1913.
Sierra Léone, le 3 janvier 1913.
Somaliland, le 3 janvier 1913.
Straits Settlements, le 3 janvier 1913.

Trinité, le 3 janvier 1913.
Tobago, le 3 janvier 1913.
Uganda, le 3 janvier 1913.
Grenade, le 3 janvier 1913.
Ste Lucie, le 3 janvier 1913.
St. Vincent, le 3 janvier 1913.
Basutoland, le 3 janvier 1913.
Bechuanaland, le 3 janvier 1913.
Azwoziland, le 3 janvier 1913.
Rhodésie du Sud, le 3 janvier 1913.
Antigua, le 3 janvier 1913.
Dominique, le 3 janvier, 1913.
Montserrat,, le 3 janvier 1913.
St. Christophe et Nevis, le 3 janvier 1913.
Iles de la Vierge, le 3 janvier 1913.

Gibraltar, le 3 janvier 1913.
Inde, le 1er octobre 1913.
Pologne, le 12 janvier 1921.
Tchécoslovaquie, le 16 mai 1921.
Dantzig, le 22 août 1921.
Suriname, le 18 novembre 1921.
Indes Orientales Néerlandaises, le 18 novembre 1921.
Curaçao, le 18 novembre 1921.
Bulgarie, le 24 avril 1923.
Finlande, le 15 mai 1923.
Siam, le 13 septembre 1923.
Estonie, le 10 février 1924.

Hong-Kong, den 3n Januari 1913.
Malta, den 3n Januari 1913.
Maurits, den 3n Januari 1913.
Nigeria, den 3n Januari 1913.
Noord-Rhodesia, den 3n Januari 1913.
Nyasaland, den 3n Januari 1913.
St-Helena, den 3n Januari 1913.
Seychelles, den 3n Januari 1913.
Siera-Leone, den 3n Januari 1913.
Somaliland, den 3n Januari 1913.
Straits Settlements, den 3n Januari 1913.

Trinidad, den 3n Januari 1913.
Tobago, den 3n Januari 1913.
Uganda, den 3n Januari 1913.
Grenada, den 3n Januari 1913.
St-Lucia, den 3n Januari 1913.
St-Vencentius, den 3n Januari 1913.
Basutoland, den 3n Januari 1913.
Bechuanaland, den 3n Januari 1913.
Azwoziland, den 3n Januari 1913.
Zuid-Rhodesia, den 3n Januari 1913.
Antigua, den 3n Januari 1913.
Dominica, den 3n Januari 1913.
Montserrat, den 3n Januari 1913.
St-Christoffel en Nevis, den 3n Januari 1913.
Virginische Eilanden, den 3n Januari 1913.

Gibraltar, den 3n Januari 1913.
Indië, den 1n October 1913.
Polen, den 12n Januari 1921.
Tsjecho-Slowakijë, den 16n Mei 1921.
Dantzig, den 22n Augustus 1921.
Surinam, den 18n November 1921.
Nederlandsch Oost-Indië, den 18n November 1921.
Curaçao, den 18n November 1921.
Bulgarijë, den 24n April 1923.
Finland, den 15n Mei 1923.
Siam, den 13n September 1923.
Estland, den 10n Februari 1924.

Albanie, le 13 octobre 1924.
Egypte, le 29 octobre 1924.
Monaco, le 11 mai 1925.
Territoire Sud Ouest Africain, le 11 décembre 1925.
St. Marin, le 24 janvier 1926.
Chine, le 24 février 1926.
Roumanie, le 7 juin 1926.
Chypre, le 3 novembre 1926.
Kenya, le 3 novembre 1926.
Tanganika Territories, le 3 novembre 1926.
Brunei, le 3 novembre 1926.
Johore, le 3 novembre 1926.
Kedah, le 3 novembre 1926.
Kelantan, le 3 novembre 1926.
Salomon, le 3 novembre 1926.
Trengganu, le 3 novembre 1926.
Gilbert et Ellice, le 3 novembre 1926.

Palestine, le 23 mai 1927.
Transjordanie, le 23 mai 1927,
Luxembourg, le 10 août 1927.
Jamaïque, le 27 août 1927.
Iles Turks et Caicos, le 27 août 1927.

Convention internationale du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes.

Ont ratifié cette convention les pays suivants.

Pologne, le 8 mars 1927.
Tchécoslovaquie, le 11 avril 1927.
Luxembourg, le 10 août 1927.
Curaçao, le 13 septembre 1927.
Indes Orientales Néerlandaises, le 13 septembre 1927.
Suriname, le 13 septembre 1927.
Pays-Bas, le 13 septembre 1927.
Portugal, le 4 octobre 1927.

Albanië, den 13n October 1924.
Egypte, den 29n October 1924.
Monaco, den 11n Mei 1925.
Zuid-West-Afrikaansch Grondgebied, den 11n December 1925.
San-Marino, den 24n Januari 1926.
China, den 24n Februari 1926.
Roumenië, den 7n Juni 1926.
Cyprus, den 3n November 1926.
Kenya, den 3n November 1926.
Tanganika Grondgebieden, den 3n November 1926.
Brumei, den 3n November 1926.
Johore, den 3n November 1926.
Kedah, den 3n November 1926.
Kelantan, den 3n November 1926.
Salomon, den 3n November 1926.
Trengganu, den 3n November 1926.
Gilbert en Ellice, den 3n November 1926.
Palestina, den 23n Mei 1927.
Transjordanië, den 23n Mei 1927.
Luxemburg, den 10n Augustus 1927.
Jamaïka, den 27n Augustus 1927.
Turks en Caicos Eilanden, den 27n Augustus 1927.

Internationale Overeenkomst van 12 September 1923, voor het beteugelen van het verspreiden van den handel in zedelooze uitgaven.

De volgende landen hebben deze overeenkomst bekrachtigd :

Polen, den 8n Maart 1927.
Tsjecho-Slowakijë, den 11n April 1927.
Luxemburg, den 10n Augustus 1927.
Curaçao, den 13n September 1927.
Nederlandsch Oost-Indië, den 13n September 1927.
Surinam, den 13n September 1927.
Nederland, den 13n September 1927.
Portugal, den 4n October 1927.

Hongrie, le 12 février 1929.
Serbie, le 2 mai 1929.
Turquie, le 12 septembre 1929.

Ont adhéré à cette convention les pays suivants :

Pérou, le 15 septembre 1924.
Zanzibar, le 3 novembre 1925.
Bardados, le 3 novembre 1926.
Honduras Britannique, le 3 novembre 1926.
Ceylan, le 3 novembre 1926.
Chypre, le 3 novembre 1926.
États fédérés Malay, le 3 novembre 1926.
Fidji, le 3 novembre 1926.
Gambie, le 3 novembre 1926.
Côte d'or, le 3 novembre 1926.
Hong-Kong, le 3 novembre 1926.
Turks et Caicos (îles) le 3 novembre 1926.
Kenya, le 3 novembre 1926.
Leeward (Iles), le 3 novembre 1926.

Malte, le 3 novembre 1926.
Maurice, le 3 novembre 1926.
Nigérie, le 3 novembre 1926.
Rhodésie du Nord, le 3 novembre 1926.

Nyasaland, le 3 novembre 1926.
Seychelles, le 3 novembre 1926.
Sierra Leone, le 3 novembre 1926.
Somaliland, le 3 novembre 1926.
Straits Settlements, le 3 novembre 1926.

Tanganika Territories, le 3 novembre 1926.
Trinité, le 3 novembre 1926.
Tobago, le 3 novembre 1926.
Uganda, le 3 novembre 1926.
Brunei, le 3 novembre 1926.
Johore, le 3 novembre 1926.

Hongarije, den 12n Februari 1927.
Servië, den 2n Mei 1929.
Turkije, den 12n September 1929.

De volgende landen hebben zich bij deze overeenkomst aangesloten :

Peru, den 15n September 1924.
Zanzibar, den 3n November 1925.
Barbados, den 3n November 1926.
Britsch Honduras, den 3n November 1926.
Ceylon, den 3n November 1926.
Cyprus, den 3n November 1926.
Malaysche Bondsstaten, den 3n November 1926.
Fidji, den 3n November 1926.
Gambia, den 3n November 1926.
Goudkust, den 3n November 1926.
Hong-Kong, den 3n November 1926.
Turks en Caicos (Eilanden), den 3n November 1926.
Kenya, den 3n November 1926.
Leeward, (Eilanden), den 3n November 1926.

Malta, den 3n November 1926.
Maurits, den 3n November 1926.
Nigeria, den 3n November 1926.
Noord-Rhodesia, den 3n November 1926.
Nyasaland, den 3n November 1926.
Seychelles, den 3n November 1926.
Sierra-Leone, den 3n November 1926.
Somaliland, den 3n November 1926.
Straits Settlements, den 3n November 1926.

Tanganika Grondgebieden, den 3n November 1926.
Trinidad, den 3n November 1926.
Tobago, den 3n November 1926.
Uganda, den 3n November 1926.
Brunei, den 3n November 1926.
Johore, den 3n November 1926.

Kedah, le 3 novembre 1926.
Kelantan, le 3 novembre 1926.
Trengganu, le 3 novembre 1926.
Gilbert et Ellice, le 3 novembre 1926.
Salomon, le 3 novembre 1926.
Grenade, le 3 novembre 1926.
Ste Lucie, le 3 novembre 1926.
St. Vincent, le 3 novembre 1926.
Basutoland, le 3 novembre 1926.
Bechuanaland, le 3 novembre 1926.
Azwoziland, le 3 novembre 1926.
Antigua, le 3 novembre 1926.
Dominique, le 3 novembre 1926.
Montserrat, le 3 novembre 1926.
St. Christophe et Nevis, le 3 novembre 1926.
Iles de la Vierge, le 3 novembre 1926.

Gibraltar, le 3 novembre 1926.
Behamas, le 23 mai 1927.
Bermudes, le 23 mai 1927.
Palestine, le 23 mai 1927.
Transjordanie, le 23 mai 1927.
Ste Hélène, le 23 mai 1927.
Iles Falkland, le 23 mai 1927.
Jamaïque, le 22 août 1927.
Norvège, le 8 mai 1929.
Irak, le 26 août 1929.

Kedah, den 3n November 1926.
Kelantam, den 3n November 1926.
Trengganu, den 3n November 1926.
Gilbert en Ellice, den 3n November 1926.
Salomon, den 3n November 1926.
Grenada, den 3n November 1926.
St-Lucia, den 3n November 1926.
St-Vincentius, den 3n November 1926.
Basutoland, den 3n November 1926.
Bechuanaland, den 3n November 1926.
Aswoziland, den 3n November 1926.
Antigua, den 3n November 1926.
Dominica, den 3n November 1926.
Montserrat, den 3n November 1926.
St-Christoffel en Nevis, den 3n November 1926.
Virginische Eilanden, den 3n November 1926.

Gibraltar, den 3n November 1926.
Behamas, den 23n Mei 1927.
Bermuden, den 23n Mei 1927.
Palestina, den 23n Mei 1927.
Transjordanië, den 23n Mei 1927.
St-Helena, den 23n Meî 1927.
Falkland Eilanden, den 23n Mei 1927.
Jamaïka, den 22n Augustus, 1927.
Noorwegen, den 8n Mei 1929.
Irak, den 26n Augustus 1929.

Convention et statut sur la liberté des voies de communication et du transit et déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signés à Barcelone, le 20 avril 1921 :

1° Convention et statut sur la liberté des voies de communication et du transit. (1)

Overeenkomst en statuut betrekkelijk de vrijheid van het verkeer en van den doorvoer en verklaring houdende erkenning van het recht tot het voeren van de vlag voor de Staten zonder zeekust, te Barcelona op 20 April 1921 geteekend :

1° Overeenkomst en statuut betreffende de vrijheid van het verkeer en van den doorvoer (1).

(1) Une erreur s'est glissée, au sujet de la ratification de cette convention par l'Estonie, dans le

(1) Aangaande de bekrachtiging dezer overeenkomst door Estland, werd eene vergissing begaan,

Il appert d'une communication du Secrétariat Général de la Société des Nations que les pays indiqués ci-après ont ratifié cette convention :

Chili, le 19 mars 1928.

Hongrie, le 18 mai 1928.

République Française pour la Syrie et le Liban, le 7 février 1929 :

2° Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des États dépourvus de littoral maritime.

Il appert d'une communication du Secrétariat Général de la Société que les pays indiqués ci-après ont ratifié cette déclaration ou y ont adhéré :

Ratifications :

Grèce, 3 janvier 1928.
Chili, 19 mars 1928.
Espagne, 1er juillet 1929.
Italie (2).

Adhésion :

Hongrie, 18 mai 1928.

Uit eene mededeeling van het Secretariaat generaal van den Volkenbond blijkt dat de hieronder vermelde landen deze overeenkomst bekrachtigd hebben :

Chili, op 19 Maart 1928.

Hongarije, op 18 Mei 1928.

Fransche Republiek voor Syrië en Libanon, op 7 Februari 1929.

2° Verklaring houdende erkenning van het recht tot het voeren van de vlag voor de Staten zonder Zeekust.

Uit eene mededeeling van het Secretariaat Generaal van den Volkenbond, blijkt, dat de hieronder vermelde landen deze verklaring bekrachtigd hebben of tot dezelfde toegetreden zijn.

Bekrachtigingen :

Griekenland, 3 Januari 1928.
Chili, 19 Maart 1928.
Spanje, 1 Juli 1929.
Italië (2).

Toetreding :

Hongarije, 18 Mei 1928.

Ruanda-Urundi. — Régime foncier. — Vérification des titres de propriété.

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 août 1925, sur le Gouvernement du Ruanda-Urundi ;

Ruanda-Urundi. — Grondstelsel. — Nazicht des eigendomstitels.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Gezien de wet van 21 Augustus 1925, op het Beheer van Ruanda-Urundi ;

---

numéro 5, 1re partie du Bulletin Officiel du Congo Belge du 15 mai 1928, p. 1140. Cette ratification a eu lieu le 6 juin 1925 et non le 6 juin 1923.

(2) Accepte la déclaration comme obligatoire sans ratification.

in nr 5, 1e deel van het Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo, ter dagteekening van 15 Mei 1928, bladzijde 1140. Deze bakrachtiging geschiedde den 6n Juni 1925 en niet den 6n Juni 1923.

(2) Aanvaardt de verklaring als verplichtend zonder bekrachtiging.

Vu le décret du 6 février 1920, ajoutant un nouveau titre au livre du Code Civil en vigueur dans la Colonie du Congo Belge, intitulé « Des biens et des différentes modifications de la propriété » et plus spécialement l'article 36 de ce titre ;

Vu l'ordonnance du 8 mars 1927, rendant exécutoire dans le territoire du Ruanda-Urundi le décret du 6 février 1920 ;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ARTICLE PREMIER.

Les personnes qui ont à faire valoir sur des terres situées dans le Ruanda-Urundi des droits de propriété dont le titre originaire a été établi sous l'administration allemande, introduiront une demande de reconnaissance de leur titre dans les formes prescrites par les dispositions ci-après.

Cette demande devra être remise en double expédition avant le 1er octobre 1930 au Conservateur des titres fonciers du territoire sous mandat.

Le Gouverneur du Ruanda-Urundi pourra autoriser l'admission postérieurement à cette date des demandes de reconnaissance qui n'auraient pu, pour des raisons exceptionnelles, être produites dans le délai prescrit.

ART. 2.

Une demande séparée devra être pré-

Gezien het decreet van 6 Februari 1920, waarbij aan het in Belgisch-Congo in voege zijnde burgerlijk wetboek een nieuwe titel wordt gevoegd, getiteld : « Van de goederen en de verschillende wijzigingen van den eigendom », en meer inzonderheid artikel 36 uit dezen titel ;

Gezien de verordening van 8 Maart 1927, waarbij het decreet van 6 Februari 1920 in het Ruanda-Urundi gebied uitvoerbaar wordt gemaakt ;

Op voorstel van Onzen Eersten Minister, Minister van Koloniën ;

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De personen die, op in Ruanda-Urundi gelegen gronden, eigendomsrechten te doen gelden hebben, waarvan het oorspronkelijk bewijs onder het Duitsch Beheer geleverd werd, zullen, in de door volgende schikkingen voorgeschreven vormen, een verzoekschrift tot erkenning van hun eigendomsrecht inleiden.

Dit verzoekschrift zal, vóór 1 October 1930, in dubbel afschrift, aan den Bewaarder der Grondtitels van het onder mandaat geplaatst grondgebied moeten besteld worden.

De Gouverneur van Ruanda-Urundi zal de machtiging mogen verleenen tot het aanvaarden, na dezen datum, der aanvragen tot erkenning die, om uitzonderlijke redenen, binnen den voorgeschreven termijn niet konden ingeleid worden.

ART. 2.

Voor elk afzonderlijke perceel, zal

sentée pour chaque parcelle distincte.

Sont considérées comme parcelles distinctes toutes les parcelles qui ne sont pas directement contiguës à d'autres parcelles du même requérant, ainsi que toutes les parties de terrain qui sont séparées d'un autre terrain, par une crique ou un cours d'eau, ou par une route ou sentier permanent affecté à l'usage public.

ART. 3.

La demande de reconnaissance devra donner les nom, prénoms, profession, nationalité et domicile du requérant.

Si celui-ci réclame la reconnaissance au nom d'une autre personne dont il est le mandataire, il indiquera, en outre, les nom, prénoms, profession, nationalité et domicile de cette personne.

ART. 4.

La requête expliquera d'une manière aussi précise que possible la situation de la parcelle de terre ; elle donnera une description de la ligne de délimitation avec mention des tenants et aboutissants ; elle indiquera la superficie approximative de la parcelle, les constructions qui y sont érigées ainsi que son affectation actuelle.

ART. 5.

Le requérant indiquera dans sa demande les droits qu'il possède et les titres qu'il a à faire valoir.

Il joindra l'original des actes dont il

eene bijzondere aanvraag moeten ingeleid worden.

Worden voor afzonderlijke perceelen gehouden, al deze welke niet rechtstreeks raken aan andere perceelen van denzelfden verzoeker, alsmede al de deelen gronds welke van eenen anderen grond gescheiden zijn door eene kreek of waterloop, of door eene baan of een voor het openbaar gebruik bestemd bestendig pad.

ART. 3.

Het verzoekschrift tot erkenning zal den naam, de voornamen, het beroep, de nationaliteit en de verblijfplaats van den verzoeker moeten vermelden.

Indien deze de erkenning vraagt uit naam van eenen persoon waarvan hij de lasthebber is, zal hij, daarenboven, den naam, de voornaamen, het beroep, de nationaliteit en de verblijfplaats van dezen persoon vermelden.

ART. 4.

Het verzoekschrift zal, zoo nauwkeurig mogelijk, de ligging van het perceel gronds opgeven ; het zal eene beschrijving geven van de scheidingslijn, met vermelding der belendingen ; het zal de benaderende oppervlakte van het perceel, de gebouwen welke er werden opgetrokken, alsmede diens huidige bestemming vermelden.

ART. 5.

De aanvrager zal in zijn verzoekschrift gewag maken van de door hem bezeten rechten en van de eigendomstitels waarop hij denkt zich te mogen beroepen.

Hij zal het oorspronkelijke der akten

se prévaut ainsi qu'une copie qu'il certifiera exacte.

ART. 6.

Si la propriété est grevée de charges au profit d'autres personnes ou fait l'objet d'un contrat de location pour une durée de plus de neuf ans, il devra en être fait mention détaillée dans la requête.

ART. 7.

Le conservateur des titres fonciers donnera un reçu des demandes de reconnaissance qui lui seront remises ; il restituera au requérant après y avoir apposé un visa ne varietur les actes présentés en original conformément à l'article 5.

ART. 8.

Il sera procédé à l'examen des demandes de reconnaissance des terrains par une commission composée du conservateur des titres fonciers et de deux autres membres désignés par le Gouverneur du Ruanda-Urundi.

A cet effet, le conservateur des titres fonciers soumettra à la commission les demandes de reconnaissance et les pièces justificatives y annexées.

ART. 9.

La Commission prendra auprès du requérant ainsi que de toutes autres personnes, tous renseignements qu'elle jugera utiles.

waarop hij zich beroept alsmede een door hem echt verklaard afschrift, bij zijn verzoekschrift voegen.

ART. 6.

Indien de eigendom met lasten bezwaard is ten bate van andere personen of het voorwerp uitmaakt van eene huurovereenkomst waarvan de duur negen jaar te boven gaat, zal daarvan, in het verzoekschrift, eene omstandige beschrijving moeten gegeven worden.

ART. 7.

De bewaarder der grondtitels zal een ontvangbewijs geven van de hem bestelde verzoekschriften tot erkenning ; na de akten welke, overeenkomstig artikel 5, in hunnen oorspronkelijken tekst werden aangeboden met het visa ne varietur te hebben bekleed, zal hij ze aan den verzoeker terugbestellen.

ART. 8.

Er zal tot het onderzoek der verzoekschriften tot erkenning der gronden worden overgegaan door eene Commissie welke samengesteld is uit den bewaarder der grondtitels en uit twee andere, door den Gouverneur van Ruanda-Urundi, aangeduide leden.

Te dien einde, zal de bewaarder der grondtitels aan de Commissie de verzoekschriften tot erkenning en de daarbij gevoegde bewijsstukken voorleggen.

ART. 9.

De Commissie zal bij den verzoeker, evenals bij alle andere personen, alle inlichtingen inwinnen welke zij zou noodig achten.

ART. 10.

Il sera éventuellement procédé de la manière qui sera prescrite par le Gouverneur du Ruanda-Urundi à un mesurage officiel et au bornage des terres pour lesquelles les demandes de reconnaissance auront été présentées.

Les frais de mesurage et de bornage seront à la charge des intéressés ; les premiers devront être payés d'après un tarif qu'arrêtera le Gouverneur du Ruanda-Urundi.

ART. 11.

La Commission émettra au sujet de chaque demande un avis motivé qui sera transmis au Gouverneur du Ruanda-Urundi. Ce dernier statuera par une décision motivée dont copie certifiée conforme sera remise au requérant. Le cas échéant, celui-ci joindra cette copie à la demande d'enregistrement de son droit de propriété.

ART. 12.

Notre Premier Ministre, Ministre des Colonies, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 octobre 1929.

ART. 10.

In voorkomend geval, zal er, op de wijze welke door den Gouverneur van Ruanda-Urundi zal worden voorgeschreven, overgegaan worden tot eene officicele meting en tot de afbakening der gronden voor de welke de verzoekschriften tot erkenning worden ingeleid.

De kosten voor meting en afbakening zullen ten laste der belanghebbenden vallen : de eerste zullen moeten betaald worden volgens een tarief dat door den Gouverneur van Ruanda-Urundi zal vastgesteld worden.

ART. 11.

De Commissie zal, over elk verzoek, een met reden omkleed advies uitbrengen, dat aan den Gouverneur van Ruanda-Urundi zal overgemaakt worden. Deze laatste zal uitspraak doen door eene met redenen omkleede beslissing, waarvan een echt verklaard afschrift aan den verzoeker zal overhandigd worden. In voorkomend geval, zal deze dit afschrift voegen bij de vraag tot inboeking van zijn eigendomsrecht.

ART. 12.

Onze Eerste Minister, Minister van Koloniën, is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Gegeven te Brussel, den 19n October 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

Van 's Konings wege :

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire. — Revision. — Entrée en vigueur.

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 2 juillet 1929, revisant le statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire, et plus spécialement en son art. 3, stipulant que le Premier Ministre, Ministre des Colonies, fixera la date de la mise en vigueur de l'arrêté susdit.

Arrête :

ARTICLE UNIQUE.

L'arrêté royal du 2 juillet 1929 précité entrera en vigueur le 1er janvier 1930.

Bruxelles, le 19 octobre 1929.

HENRI JASPAR.

Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening. — In voege treding.

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het koninklijk besluit van 2 Juli 1929, houdende herziening van het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand, en meer inzonderheid in diens artikel 3, waarbij bepaald wordt, dat de Eerste Minister, Minister van Koloniën, den datum van het in voege treden van bovengenoemd besluit zal vaststellen.

Besluit :

EENIG ARTIKEL.

Voormeld koninklijk besluit van 2 Juli 1929 zal op 1 Januari 1930 in voege treden.

Brussel, den 19n October 1929.

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire. — Revision. — Modifications aux art. 12 et 20 de l'arrêté royal du 2 juillet 1929.

—

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Revu Notre arrêté du 2 juillet 1929, organique du statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Colonies.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article premier.

Le 10e alinéa de l'art. 12 de Notre arrêté précité est remplacé par la disposition suivante :

« Il est alloué, en outre, à la veuve une » indemnité égale aux 3/4 du traitement » brut mensuel d'activité du mari, majo- » rée de l'entièreté du montant mensuel » des indemnités dont il aurait bénéficié » étant en congé. »

Art. 2.

L'article 20 de Notre arrêté du 2 juillet 1929 précité est remplacé par les dispositions suivantes :

Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening. Wijzigingen aan art. 12 en 20 uit het koninklijk besluit van 2 Juli 1929.

—

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, Heil.

Herzien Ons besluit van 2 Juli 1929, tot inrichting van het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie, met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand ;

Op voorstel van Onzen Minister van Koloniën,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel één.

Het 10e lid van artikel 12 uit Ons voormeld besluit wordt door volgende schikking vervangen :

« Er wordt, daarenboven, aan de we- » duwe eene vergoeding toegekend, welke » overeenstemt met de 3/4 van de » maandelijksche bruto-wedde van den » echtgenoot, vermeerderd met de alge- » heelheid van het maandelijksch bedrag » der vergoedingen welke hij zou genoten » hebben, indien hij met verlof ware » geweest. »

Art. 2.

Artikel 20 uit Ons voormeld besluit van 2 Juli 1929, wordt door volgende schikkingen vervangen :

« Tout fonctionnaire ou agent qui, » après avoir accompli, lors de son dernier » séjour à la Colonie, une des périodes de » service prévues aux alinéas 1 et 2 de » l'art. 15, obtient sa démission lorsque » se termine cette période de service ou » bien obtient, à sa demande, qu'il soit » mis fin, à ce même moment, à sa car- » rière coloniale avant l'expiration du » terme statutaire de 18 ans, a droit à » une indemnité dont le montant est fixé » aux 3/16 du taux annuel de son dernier » traitement d'activité majorée du quart » de la somme représentant le montant » annuel des indemnités statutaires qui » lui auraient été allouées s'il avait été » en congé.

« Ieder ambtenaar of beambte die, na, » bij zijn laatste verblijf in de Kolonie, » eene der bij alinea's 1 en 2 uit artikel » 15 voorziene dienstperioden doorge- » maakt te hebben, zijn ontslag ontvangt » wanneer deze dienstperiode verstreken » is, of die, op eigen verzoek, bekomt dat, » op bedoeld oogenblik, aan zijne kolo- » niale loopbaan een einde worde gesteld » vóór het verstrijken van den statu- » tairen termijn van 18 jaar, heeft recht » op eene vergoeding waarvan het bedrag » vastgesteld is op de 3/16n van het jaar- » lijksch beloop zijner laatste activiteits- » wedde, vermeerderd met het vierde » der som welke het jaarlijksch bedrag » vertegenwoordigt der statutaire ver- » goedingen die hem zouden toegekend » zijn, indien hij met verlof ware geweest.

» Tout fonctionnaire ou agent comp- » tant 18 ans de services effectifs ou plus » et quittant définitivement le service de » la Colonie, a droit, lorsque sa dernière » période de service affectif a été de deux » ans au moins, à une indemnité dont le » montant est fixé aux 3/8 du taux » annuel de son dernier traitement d'ac- » tivité, majorée de la moitié de la somme » représentant le montant annuel des » indemnités statutaires qui lui auraient » été allouées s'il avait été en congé ; » toutefois, si sa dernière période de ser- » vice est inférieure à deux ans, parce que » l'intéressé a dû rentrer prématurément » en Europe pour motif de santé, il a, » néanmoins, droit à la dite indemnité.

» Ieder ambtenaar of beambte die, op het » oogenblik den dienst der Kolonie voor » goed te verlaten, 18 jaar of meer werke- » lijke diensten telt, heeft, indien deze » laatste periode werkelijke diensten min- » stens twee jaar bedroeg, recht op eene » vergoeding waarvan het bedrag vast- » gesteld is op de 3/8n van het jaarlijksch » beloop zijner laatste wedde onder wer- » kelijken dienst, vermeerderd met de » helft der som welke het jaarlijksch » bedrag vertegenwoordigt der statutaire » vergoedingen die hem zouden toege- » kend zijn, indien hij met verlof ware » geweest ; nochtans, indien zijne laatste » dienstperiode minder dan twee jaar » bedraagt, omdat belanghebbende vroeg- » tijdig om gezondheidsreden, naar » Europa moest terugkeeren, heeft hij, » desondanks recht op gezegde vergoeding.

» Les indemnités dont il est question » ci-dessus sont aussi accordées au Gou- » verneur Général, aux Vice-Gouverneurs

» De vergoedingen waarvan hierboven » sprake, worden eveneens verleend aan » den Algemeen Gouverneur, aan de

» Généraux et aux fonctionnaires les » remplaçant intérimairement, même si » leur dernière période de service a été » réduite, suivant décision prise par le » Ministre des Colonies, en conformité du » 6e alinéa de l'art. 15 ci-dessus. »

» Onderalgemeen Gouverneurs en aan » de ambtenaren die hen tijdelijk ver- » vangen, zelfs indien hun laatste dienst- » periode verkort werd, volgens door den » Minister van Koloniën getroffen besli- » sing en overeenkomstig lid 6 uit boven- » bedoeld artikel 15 ».

ART. 3.

Notre Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ART. 3.

Onze Minister van Koloniën is belast met de uitvoering van het tegenwoordig besluit.

Donné à Bruxelles, le 4 novembre 1929.

Gegeven te Brussel, den 4n November 1929.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Colonies,

Van 's Konings wege :

De Minister van Koloniën,

TSCHOFFEN.

22e ANNÉE, No 12
15 Decembre. 1929 22e JAARGANG, Nr 12
15 December.

BULLETIN OFFICIEL DU CONGO BELGE

AMBTELIJK BLAD VAN DEN BELGISCHEN CONGO

1ère PARTIE = 1e DEEL

SOMMAIRE

Dates.	Pages.
Convention radiotélégraphique Internationale de Washington. — Ratifications. . .	1083
Convention internationale concernant le régime des spiritueux en Afrique signée à Saint Germain en Laye le 10 septembre 1919. Ratifications par les Etats-Unis d'Amérique	1084
Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signée à Barcelone, le 20 avril 1921. — Ratification par l'Espagne.	1085
Convention internationale du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. — Adhésion de la Guyane britannique.	1086
Arrangement additionnel à l'accord commercial du 23 février 1928 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. — Ratification. .	1086
mai 1929. — A. R. — Ministère des Colonies. — Administration Centrale. — Direction Générale de l'Hygiène. — Création.	1087

INHOUD

Dagteekeningen.	Bladz.
Internationale Radiotelegraafovereenkomst van Washington. — Bekrachtigingen.	1083
Internationale Overeenkomst betreffende het regime der sterke dranken in Afrika, geteekend te Saint-Germain en Laye den 10n September 1919. Bekrachtigingen door de Vereenigde Staten van Amerika	1084
Verklaring tot erkenning van het recht om eene vlag te voeren aan Staten welke over geene zeekust beschikken, geteekend te Barcelona, den 20n April 1921. — Bekrachtiging door Spanje	1085
Internationale Overeenkomst van 12 September 1923 voor de beteugeling van het verspreiden van den handel in zedelooze uitgaven. — Toetreding van Britisch Guyana.	1086
Aanvullende schikking bij het Handelsakkoord van 23 Februari 1928 tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Frankrijk. — Bekrachtiging.	1086
27 Mei 1929. — K. B. — Ministerie van Koloniën. — Hoofdbeheer. — Algemeen Bestuur der Hygiëne. — Inrichting	1087

7.1.30.

Dates.	Pages.	Dagteekeningen.	Bladz
5 septembre 1929. — A. R. — Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications.	1087	5 September 1929. — K. B. — Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen	1087
10 octobre 1929. — A. M. — Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications.	1089	10 October 1929. — M. B. — Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen	1089
19 octobre 1929. — A. M. — Loi de Milice. — Article 49. — Application aux élèves missionnaires	1092	19 October 1929. — M. B. — Militiewet. — Artikel 49. — Toepassing op de leerlingen-missionarissen	1092
12 novembre 1929. — A. M. — Droits d'entrée	1091	12 November 1929. — M. B. — Inkomende rechten	1091

Convention radiotélégraphique Internationale de Washington (1).

—

RATIFICATIONS.

En procédant le 15 décembre 1928, au dépôt des ratifications de la Belgique sur la convention radiotélégraphique internationale de Washington, l'Ambassadeur de Belgique à Washington a formulé la déclaration suivante :

« Ces ratifications valent également pour la Colonie du Congo Belge, étant entendu que les ratifications données, au nom de celle-ci, étendront leurs effets au territoire sous mandat du Ruanda-Urundi, uni administrativement au Congo Belge ».

D'autre part, d'après une communication de l'Ambassade des Etats-Unis à Bruxelles du 7 janvier 1929, les pays indiqués ci-après avaient ratifié la Convention : Etats-Unis (8 octobre 1928), Canada (29 octobre 1928), Autriche (29 décembre 1928), Danemark (15 novembre 1928), Grande-Bretagne (29 décembre 1928), Inde britannique (29 décembre 1928), Pays-Bas, Indes néerlandaises, y compris Surinan et Curaçao (29 octobre 1928), et Norvège (29 octobre 1928).

L'ambassade des Etats-Unis a également fait part, par lettres des 5 mars 1929 et 23 avril 1929, des ratifications suivantes :

(1) B. O. 1re partie 1929 page 219.

Internationale radiotelegraafovereenkomst van Washington (1).

—

BEKRACHTIGINGEN.

Bij het overgaan, op 15 December 1928 tot de nederlegging der bekrachtigingen van België op de internationale radiotelegraafovereenkomst van Washington, heeft de Ambassadeur van België te Washington de volgende verklaring afgelegd :

« Deze bekrachtigingen zijn eveneens geldig voor de Belgische Congo-Kolonie, met dien verstande dat de in naam van deze laatste gegeven bekrachtigingen hunne uitwerking zullen uitstrekken tot het grondgebied onder mandaat Ruanda-Urundi, administratief met Belgisch-Congo vereenigd ».

Van den anderen kant hadden, volgens eene mededeeling van de Ambassade der Vereenigde Staten te Brussel, van 7 Januari 1929, de navolgende landen de overeenkomst bekrachtigd : Vereenigde Staten (8 October 1928), Canada (29 October 1928), Oostenrijk (29 December 1928), Denemarken (15 November 1928), Groot-Brittanië (29 December 1928, Britisch-Indië (29 December 1928), Nederland, Nederlandsch Indië, met inbegrip van Suriname en Curaçao (29 October 1928), en Noorwegen (29 October 1928).

De Ambassade der Vereenigde Staten, heeft eveneens, door brieven van 5 Maart 1929 en 23 April 1929, bericht gegeven van de volgende bekrachtigingen :

(1) A. B. 1ste deel, 1929 bladz. 219.

Date du dépôt.	*Datum der nederlegging.*
Etat Libre d'Irlande, 14 janvier 1929.	Vrijstaat Ierland, 14 Januari 1929.
Italie, 18 janvier 1929.	Italië, 18 Januari 1928.
Finlande, 24 janvier 1929.	Finland, 24 Januari 1929.
Japon, 31 janvier 1929.	Japan, 31 Januari 1929.
Espagne, y compris la Colonie du Golfe de Guinée, 31 janvier 1929.	Spanje, de Kolonie van de Golf van Guinea inbegrepen, 31 Januari 1929.
Union Sud-Africaine, 31 janvier 1929.	Zuid-Afrikaansche Unie, 31 Januari 1929.
Maroc (excepté la zone espagnole), 4 février 1929.	Marokko (de Spaansche zone uitgezonderd), 4 Februari 1929.
Nouvelle Zélande, 7 février 1929.	Nieuw-Zeeland, 7 Februari 1929.
Hongrie, 20 février 1929.	Hongarije, 20 Februari 1929.
Tchécoslovaquie, 1er mars 1929.	Tsjechoslowakije, 1 Maart 1929.
Suède, 1er mars 1929.	Zweden, 1 Maart 1929.
Territoires syro-libanais, 12 mars 1929.	Syrisch-Libanonsche Grondgebieden, 12 Maart 1929.
Estonie, 22 mars 1929.	Estonie, 22 Maart 1929.
Mexique, 28 mars 1929.	Mexico, 28 Maart 1929.
Australie, 3 avril 1929.	Australia, 3 April 1929.

Convention internationale concernant le régime des spiritueux en Afrique signée à St-Germain en Laye, le 10 septembre 1919 (1). — Ratifications par les Etats-Unis d'Amérique.

—

Il appert d'une communication adressée par le Ministre des Affaires Etrangères de la République Française à l'Ambassadeur de Belgique à Paris, qu'il a été procédé, le 2 mai 1929, par le chargé d'affaires des Etats-Unis d'Amérique à Paris, au dépôt des instruments de ratification de son Gouvernement sur

(1) Le texte de cette convention a été publié au B. O. 1920, p. 1174 et suivantes.

Internationale Overeenkomst betreffende het regiem der sterke dranken in Afrika, geteekend te Saint-Germain-en-Laye den 10n September 1919 (1). — Bekrachtiging door de Vereenigde Staten van Amerika.

—

Uit eene mededeeling gericht door den Minister van Buitenlandsche Zaken der Fransche Republiek aan den Ambassadeur van België te Parijs, blijkt dat er op 2 Mei 1929, door den zaakgelastigde der Vereenigde Staten te Parijs, overgegaan werd tot de nederlegging der bewijsschriften van bekrachtiging van

(1) De tekst dezer overeenkomst werd bekendgemaakt in het « Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo », jaar 1920, blz. 1174 en volgende.

la Convention internationale concernant le régime des spiritueux en Afrique, signée à Saint-Germain-en-Laye, le 10 septembre 1919.

En accomplissant cette formalité, M. Norman Armour a formulé la réserve suivante : « Si un différend quelconque vient à s'élever entre l'une des Hautes Parties contractantes et les Etats-Unis au sujet de l'application de la présente Convention, qui ne puisse être réglé par négociation, ce différend sera soumis à la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye instituée par la Convention du 18 octobre 1907, ou à tel autre tribunal d'arbitrage dont les parties au différend pourront convenir ».

zijne Regeering op de Internationale Overeenkomst betreffende het regime der sterke dranken in Afrika, geteekend te Saint-Germain-en-Laye, den 10n September 1919.

Bij het vervullen dezer formaliteit, heeft de heer Norman Armour het volgende voorbehoud gemaakt : « Indien er tusschen eene der Hooge Verdragsluitende Partijen en de Vereenigde Staten eenig geschil omtrent de toepassing dezer Overeenkomst oprijst dat niet door onderhandelingen zou kunnen geregeld worden, zal dit geschil onderworpen worden aan het Bestendige Hof van Arbitrage te 's Gravenhage, ingesteld door de overeenkomst van 18 October 1907, of aan een ander scheidsgerecht waar omtrent de geschilhebbende partijen zullen kunnen overeenkomen ».

Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signée à Barcelone, le 20 avril 1921 (1). — **Ratification par l'Espagne.**

—

Par lettre du 16 juillet 1929, le Secrétariat général de la Société des Nations a informé le Ministère des Affaires Etrangères que, le 1er juillet 1929, le Gouvernement Espagnol a ratifié la Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signée à Barcelone, le 20 avril 1921.

Verklaring tot erkenning van het recht om eene vlag te voeren aan Staten welke over geene zeekust beschikken, geteekend te Barcelona, den 20n April 1921 (1).— **Bekrachtiging door Spanje.**

—

Door een brief van 16 Juli 1929, heeft het Secretariaat Generaal van den volkenbond aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken laten weten dat de Spaansche Regeering op 1 Juli 1929, de verklaring tot erkenning van het recht om eene vlag te voeren aan Staten welke over geene zeekust beschikken, geteekend te Barcelona, den 20n April 1921, bekrachtigd heeft.

(1) Le texte de cette déclaration a été publié au B. O. de 1927, p. 2135-2161.

(1) De tekst dezer verklaring verscheen in het A. B. van 1927, blz. 2135-2161.

Convention internationale du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes (1). — Adhésion de la Guyane britannique.

—

L'adhésion de la Guyane britannique à la dite convention a été enregistrée par le Secrétariat de la Société des Nations le 23 septembre 1929.

Internationale Overeenkomst van 12 September 1923 voor de beteugeling van het verspreiden van en den handel in zedelooze uitgaven (1). — Toetreding van Britsch Guyana.

—

De toetreding van Britsch Guyana, tot bedoelde overeenkomst, werd door het Secretariaat van den Volkenbond op 23 September 1929, geregistreerd.

Arrangement additionnel à l'accord commercial du 23 février 1928 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France. — Ratification.

—

L'échange des instruments de ratification de l'Arrangement additionnel à l'Accord commercial du 23 février 1928 entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la France, signé à Paris, le 28 mars 1929 (2) a eu lieu à Bruxelles, le 18 octobre 1929.

Aanvullende schikking bij het Handelsakkoord van 23 Februari 1928, tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Frankrijk. — Bekrachtiging.

—

De uitwisseling der bekrachtingsoorkonden van de aanvullende schikking bij het handelsakkoord van 23 Februari 1928, tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Frankrijk, geteekend te Parijs, den 28n Maart 1929 (2) heeft plaats gehad te Brussel, den 18n October 1929.

---

(1) Le texte de cette convention a été publié dans le Bulletin Officiel du Congo Belge, année 1928, 15 mai, p. 1101 et suivantes.

(2) Le texte des dispositions de cet Arrangement qui intéressent la Colonie a été publié au B. O. du 15 juillet 1929, p. 688 et suivante.

(1) De tekst dezer overeenkomst werd bekendgemaakt in het « Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo », jaar 1928, 15 Mei, blz. 1101 en volgende.

(2) De tekst der schikkingen uit dit Akkoord welke de Kolonie aanbelangen, werden bekendgemaakt in het Ambtelijk Blad van 15 Juli 1929, blz. 688 en volgende.

Ministère des Colonies. — Administration Centrale. — Direction Générale de l'Hygiène. — Création.

—

Par arrêté royal en date du 27 mai 1929, contresigné par tous les Ministres :

1° Il est créé à l'administration centrale du Ministère des Colonies, une septième direction générale.

Son cadre comprend :

1 Directeur général (docteur en médecine).
1 Directeur (docteur en médecine).
1 Sous-directeur (pharmacien).
1 Chef de bureau.

2° Le cadre de l'administration centrale figurant au tableau annexé à l'arrêté royal du 8 février 1929, est modifié comme suit :

2e *Direction Générale.*

1 Directeur général.
2 Directeurs.
1 Sous-directeur (bibliothécaire).
2 Chefs de bureau.

L'effectif des commis aux écritures indiqué dans ce tableau, est porté à 23. Celui des Sténo-dactylographes est porté à 16.

Ministerie van Koloniën. — Hoofdbeheer. — Algemeen Bestuur der Hygiëne. — Inrichting.

—

Bij koninklijk besluit van 27 Mei 1929, medeondergeteekend door al de Ministers :

1° Wordt bij het hoofdbeheer van het Ministerie van Koloniën een zevende algemeen bestuur ingericht, waarvan het kader behelst :

1 Algemeen bestuurder (doctor in geneeskunde).
1 Bestuurder (doctor in geneeskunde).
1 Onderbestuurder (apotheker).
1 Bureeloverste.

2° Is het kader van het hoofdbeheer behoorende bij de tabel, gevoegd aan het koninklijk besluit van 8 Februari 1929 als volgt gewijzigd :

2e *Algemeen Bestuur.*

1 Algemeen bestuurder.
2 Bestuurders.
1 Onderbestuurder (bibliothecaris).
2 Bureeloversten.

Het getal der in deze tabel opgegeven kantoorklerken wordt op 23 gebracht. Dit der steno-typisten wordt op 16 gebracht.

Règlement organique. — Modifications.

—

Par arrêté royal en date du 5 septembre 1929, les articles 3 et 4 du règlement

Reglement tot inrichting. — Wijzigingen.

—

Bij koninklijk besluit van 5 September 1929, worden de artikelen 3 en 4 van het

organique du Ministère des Colonies sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 3. — L'administration centrale comprend :

Le cabinet du Ministre ;

Le secrétariat général ;

La direction générale des affaires politiques, administratives et judiciaires ;

La direction générale des affaires indigènes, des cultes et de l'enseignement ;

La direction générale des finances ;

La direction générale des affaires économiques ;

La direction générale des travaux publics et des communications ;

La direction générale de l'agriculture et de l'élevage ;

La direction générale de l'hygiène.

Un conseiller juridique est rattaché à l'administration centrale.

Art. 4. — Le cadre de l'administration centrale comprend :

1 Secrétaire Général ;

7 Directeurs généraux ;

1 Conseiller juridique ;

14 Directeurs ;

10 Sous-directeurs, dont 1 bibliothécaire ;

20 Chefs de bureau, dont 1 chef de bureau traducteur ;

16 Premiers rédacteurs, dont 1 traducteur ;

17 Rédacteurs de 1e classe ;

18 Rédacteurs de 2e classe, dont 1 traducteur ;

23 Commis aux écritures, dont 1 dessinateur et 1 traducteur ;

16 Sténo-dactylographes ;

6 Dactylographes.

regelement tot inrichting van het Ministerie van Koloniën door de volgende schikkingen vervangen :

Art. 3. — Het hoofdbeheer behelst :

Het kabinet van den Minister ;

Het algemeen secretariaat ;

Het algemeen bestuur der politieke, bestuurlijke en gerechtelijke zaken ;

Het algemeen bestuur der inlandsche zaken, der eerediensten en van het onderwijs ;

Het algemeen bestuur der financiën ;

Het algemeen bestuur der economische zaken ;

Het algemeen bestuur der openbare werken en der verkeerswegen ;

Het algemeen bestuur van den landbouw en den veekweek ;

Het algemeen bestuur der hygiëne ;

Een gerechtelijk raadsheer wordt aan het hoofdbeheer toegevoegd.

Art. 4. — Het kader van het hoofdbeheer behelst :

1 Algemeen secretaris ;

7 Algemeen bestuurders ;

1 Gerechtelijk raadsheer ;

14 Bestuurders ;

10 Onderbestuurders, waaronder 1 Bibliothecaris ;

20 Bureeloversten, waaronder 1 bureeloverste-vertaler ;

16 Eerste opstellers, waaronder 1 vertaler ;

17 Opstellers-1e klasse ;

18 Opstellers-2e klasse, waaronder 1 vertaler ;

23 Kantoorklerken, waaronder 1 teekenaar en 1 vertaler ;

16 Steno-typisten ;

6 typisten.

LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu l'arrêté royal du 27 mai 1929, créant une direction générale de l'Hygiène ;

Vu l'arrêté royal du 5 septembre 1929, modifiant les articles 3 et 4 du règlement organique du Ministère des Colonies ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

L'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 1928 est modifié comme suit :

« Les attributions des directions générales sont déterminées comme suit :

. . . . . .

2me *DIRECTION GÉNÉRALE.*

Affaires indigènes. — Cultes et Enseignement.

1re DIRECTION.

Politique indigène. — Cultes et Enseignement.

1er *Bureau* : Organisation et administration des groupements indigènes. — Impôt indigène. — Politique de la main-d'œuvre.

2e *Bureau* : Cultes. — Missions. — Enseignement. — Bienfaisance.

Le 1er bureau est géré par le directeur.

2me DIRECTION.

Etablissements scientifiques et Propagande.

1er *Bureau* : Bibliothèque. — Musée. —

DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIËN,

Gezien het koninklijk besluit van 27 Mei 1929, tot inrichting van een algemeen bestuur der hygiëne ;

Gezien het koninklijk besluit van 5 September 1929, houdende wijziging aan artikelen 3 en 4 van het reglement tot inrichting van het Ministerie van Koloniën.

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Artikel 2 uit het ministerieel besluit van 31 Mei 1928 is gewijzigd zooals volgt :

« De bevoegdheden van de algemeene besturen zijn vastgesteld zooals volgt :

. . . . . .

2e *ALGEMEEN BESTUUR.*

Inlandsche zaken. — Eerediensten en Onderwijs.

1te BESTUUR.

Inlandsche politiek. — Eerediensten en Onderwijs.

1e *Bureel* : Inrichting en beheer der inlandsche groepeeringen. — Inlandsche belasting. — Politiek der werkkrachten.

2e *Bureel* : Eerediensten. — Zendingen. — Onderwijs. — Weldadigheid.

Het eerste bureel staat onder het beleid van den bestuurder.

2e BESTUUR.

Wetenschappelijke instellingen en Propaganda.

1e *Bureel* : Boekerij. — Museum. —

Laboratoire. — Université Coloniale. — Ecole Coloniale. — Institut Royal Colonial Belge.

2e *Bureau* : Propagande. — Informations. — Conférences.

Le 1er bureau est géré par le bibliothécaire.

. . . . . .

7me *DIRECTION GÉNÉRALE.*

Hygiène.

DIRECTION UNIQUE.

1er *Bureau* : Commissions médicales. — Rapports avec l'Ecole de Médecine tropicale, le Conseil Supérieur d'Hygiène Coloniale et avec les organismes coloniaux, au point de vue de l'hygiène, les rapports avec les Missions ne se faisant toutefois que par l'intermédiaire de la direction des cultes. — Tenue des dossiers sanitaires du personnel colonial.

2e *Bureau* : Services médicaux d'Afrique, Hygiène publique, Hôpitaux, Laboratoires. — Assistance médicale indigène. — Examen des réquisitions médicales et pharmaceutiques d'Afrique.

Le 2me bureau est géré par un sous-directeur.

ART. 2.

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 octobre 1929.

Laboratorium. — Koloniale Hoogeschool. — Belgisch Koninklijk Koloniaal Instituut.

2e *Bureel* : Propaganda. — Inlichtingen. — Voordrachten.

Het 1e bureel staat onder het beleid van den bibliothecaris.

. . . . . .

7e *ALGEMEEN BESTUUR.*

Hygiëne.

EENIG BESTUUR.

1e *Bureel* : Geneeskundige Commissies. — Betrekkingen met de School voor Tropische Geneeskunde, den Hoogeren Raad van Koloniale Hygiëne, en met de Koloniale organismen, voor wat de hygiëne betreft ; de betrekkingen met de Zendingen geschieden slechts door bemiddeling van het bestuur der Eerediensten.

Houden der sanitaire bundels van het koloniaal personeel.

2e *Bureel* : Geneeskundige diensten in Afrika, Openbare Gezondheid, Hospitalen, Laboratoria. — Inlandsche geneeskundige hulp. — Onderzoek van geneeskundige en pharmaceutische opvorderingen in Afrika.

Het 2e bureel staat onder het beleid van een onderbestuurder.

ART. 2.

De algemeen secretaris is belast met de uitvoering van tegenwoordig besluit.

Brussel, den 10n October 1929.

HENRI JASPAR.

Droits d'entrée.

—

LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 16 mars 1929 portant modification de la position n° 85 du tarif des droits d'entrée relative aux « Produits chimiques de toute espèce » ;

Revu l'arrêté ministériel de la même date ;

Arrête :

ARTICLE PREMIER.

Est admis au régime des « Produits chimiques, etc., spécialement dénommés », le phosphate de chaux pour l'alimentation du bétail.

ART. 2.

Le présent arrêté entrera en vigueur immédiatement.

Bruxelles, le 12 novembre 1929.

Inkomende rechten

—

DE MINISTER VAN KOLONIËN.

Gezien het decreet van 16 Maart 1929, houdende wijziging aan de stelling n° 85 uit het tarief der inkomende rechten, betreffende de « Scheikundige voortbrengselen van allen aard » ;

Herzien het ministeriëel besluit van denzelfden datum ;

Besluit :

ARTIKEL ÉÉN.

Is aanvaard onder het stelsel der « Scheikundige voortbrengselen, enz., bijzonder vermeld » : de kalkphosphoor voor de voeding van het vee.

ART. 2.

Tegenwoordig besluit zal onmiddellijk in voege treden.

Brussel, den 12n November 1929.

P. TSCHOFFEN.

Loi de milice. — Article 49. — Application aux élèves missionnaires.

—

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
et
LE PREMIER MINISTRE, MINISTRE DES COLONIES,

Vu la loi coordonnée de milice du 5 mars 1929 et spécialement son article 49 ;

Vu l'Arrêté Royal du 9 août 1919, fixant les règles d'accès et le mode d'avancement dans le cadre européen de la Force Publique et spécialement les articles 10 et 14 ;

Revu l'Arrêté du 16 août 1923.

Arrêtent :

ARTICLE PREMIER.

Les élèves missionnaires ayant exprimé le désir de bénéficier des dispositions des deux derniers alinéas du 4° du littera A de l article 49 de la loi de milice, seront astreints aux obligations du présent Arrêté.

ART. 2.

Les élèves missionnaires désignés pour le service doivent contracter, au moment de leur désignation, un engagement volontaire dans la Force Publique du Congo Belge.

ART. 3.

Ils doivent pendant une année scolaire suivre les cours d'un centre universitaire pour la formation d'infirmiers mission-

Militiewet. — Artikel 49. — Toepassing op de leerlingen-missionarissen.

—

DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING
en
DE EERSTE MINISTER, MINISTER VAN KOLONIEN.

Gezien de samengeordende militiewet van 5 Maart 1929 en inzonderheid in haar artikel 49 ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 9 Augustus 1919, houdende vaststelling van den toegang tot en de bevorderingswijze in het Europeesch kader der Landmacht en inzonderheid in diens artikelen 10 en 14 ;

Herzien het Besluit van 16 Augustus 1923.

Besluiten :

ARTIKEL ÉÉN.

De leerlingen-missionarissen hebbende den wensch uitgedrukt het voordeel te genieten van de schikkingen der twee laatste alinea's van het 4e littera A van artikel 49 uit de militiewet, zullen gehouden zijn aan de verplichtingen van het tegenwoordig Besluit te voldoen.

ART. 2.

De voor den dienst aangeduide leerlingen-missionarissen moeten op het oogenblik hunner aanduiding eene vrijwillige verbintenis bij de Landmacht van Belgisch-Congo aangaan.

ART. 3.

Zij moeten gedurende één schooljaar de leergangen volgen van een hoogeschoolcentrum tot opleiding van zieken-

naires agréé par le Ministre des Colonies et dont le programme d'études aura reçu son approbation. Ils ont à subir l'examen sur les matières prévues au programme.

ART. 4.

L'instruction donnée aux infirmiers missionnaires au centre universitaire comprendra en plus des cours prévus pour leur formation médicale, un cours de préparation militaire.

Un officier désigné par le Ministre de la Défense Nationale sur la proposition nominative qui lui sera faite par le Ministre des Colonies, sera détaché au centre universitaire précité pendant la durée du cours de préparation militaire qui sera placé sous la direction de cet officier.

Celui-ci pourra cumuler d'autres fonctions.

Si l'officier en cause est choisi parmi ceux mis à la disposition du Ministre des Colonies, il pourra être désigné par ce dernier.

ART. 5.

Outre la préparation théorique dans le centre universitaire agréé spécifiée aux articles 3 et 4, les infirmiers missionnaires participeront pendant 50 heures en dehors de l'horaire des cours, aux exercices organisés à Louvain à l'intention des troupes du service de santé, dans les conditions qui seront réglées par le Ministre de la Défense Nationale.

verplegers-missionarissen, dat door den Minister van Koloniën aangenomen is en wiens leerprogramma zijne goedkeuring verworven heeft. Zij moeten een examen op de bij het programma voorziene vakken, afleggen.

ART. 4.

Het in het hoogeschoolcentrum aan de ziekenverplegers-missionarissen gegeven onderwijs zal, buiten den tot hunne geneeskundige opleiding voorzienen leergang, eenen leergang tot militaire voorbereiding bevatten.

Een op het nominatief voorstel van wege den Minister van Koloniën door den Minister van Landsverdediging aangeduide officier zal aan voormeld hoogeschoolcentrum worden toegevoegd, tijdens den duur van den leergang tot militaire voorbereiding, dewelke onder de leiding van dezen officier zal staan.

Deze zal tevens andere ambtsbedieningen mogen waarnemen.

Zoo bedoelde officier onder hen gekozen wordt die ter beschikking van den Minister van Koloniën worden geplaatst, zal hij door dezen laatste worden aangesteld.

ART. 5.

Buiten de bij artikelen 3 en 4 in het aangenomen hoogeschoolcentrum voorziene theoretische voorbereiding, zullen de ziekenverplegers-missionarissen gedurende 50 uren, buiten de uurtabel der leergangen, deel nemen aan de oefeningen welke te Leuven worden ingericht voor de troepen van den gezondheidsdienst, waarvan de voorwaarden door den Minister van Landsverdediging zullen bepaald worden.

ART. 6.

A la fin de l'année scolaire, les miliciens-missionnaires subiront un examen sur les règlements militaires, sous le contrôle d'un délégué du Ministre des Colonies. Ceux qui auront satisfait à cette épreuve seront nommés adjudants infirmiers de réserve de la Force Publique, les autres seront nommés aspirants-infirmiers de réserve.

ART. 7.

Les infirmiers-missionnaires qui ont effectué leur période de service actif sont versés dans les cadres de réserve de la Force Publique jusqu'au moment du congédiement à l'armée métropolitaine de la classe de milice à laquelle ils appartiennent.

ART. 8.

En cas de mobilisation de la Force Publique, les missionnaires résidant à l'étranger et liés encore par leur engagement seront tenus de rejoindre leur unité conformément aux instructions en vigueur pour les militaires résidant en dehors du pays.

Bruxelles, le 19 octobre 1929.

Le Ministre de la Défense Nationale,

BROQUEVILLE.

Le Premier Ministre, Ministre des Colonies,

HENRI JASPAR.

ART. 6.

Op het einde van het schooljaar, zullen de militianen-missionarissen, onder het toezicht van eenen afgevaardigde van den Minister van Koloniën, een examen over de militaire reglementen ondergaan. Zij die aan deze proef zullen hebben voldaan, zullen tot reserve-adjudanten-ziekenverplegers der Landmacht benoemd worden, de andere zullen tot reserve-aspiranten-ziekenverplegers worden benoemd.

ART. 7.

De ziekenverplegers-missionarissen die hunne termijnen werkelijke diensten voleind hebben, worden in de reserve-kaders der Landmacht gestort tot op het oogenblik waarop in het moederlandsch leger de militie-klas tot dewelke zij behooren, wordt teruggezonden.

ART. 8.

In geval van mobilisatie der Landmacht, zullen de missionarissen die in den vreemde verblijven en waarvan de verbintenis nog niet verstreken is, gehouden zijn hunne eenheid te vervoegen, overeenkomstig de voorschriften welke in voege zijn voor de buiten het land verblijvende militairen.

Brussel, den 19n October 1929.

De Minister van Landsverdediging,

BROQUEVILLE.

De Eerste Minister, Minister van Koloniën,

HENRI JASPAR.

Bulletin Officiel du Congo Belge

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES

1929

1ère PARTIE

A

Pages.

Administration centrale (voir Ministère des Colonies).

Administration de la Colonie :

Gouvernement général. — Règlement organique 678

Administration locale :

Pensions des fonctionnaires et agents de la Colonie (voir Pensions).

Personnel :

Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie :

Gratuité des soins médicaux accordés aux fonctionnaires et agents de la Colonie, ainsi qu'à leurs familles. (A. R. du 7 mai 1929) 676

Indemnités de prolongation 375

Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des magistrats métropolitains, fonctionnaires et agents de l'Etat détachés à la Colonie 812

Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des officiers de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie 814

Mise à charge du budget colonial des traitements, soldes, salaires et indemnités permanentes des militaires de rang subalterne de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie 817

Modifications. — Barème des traitements au 1er janvier 1928. (Arrêté royal du 5 février 1929) 169

Modification. — Classe de voyage et pouvoirs de nomination. (Arrêté royal du 5 février 1929.) 180

Modification au tableau-annexe. — Service des finances 709

Revision. (A. R. du 2 juillet 1929.) 729

Entrée en vigueur 1076

Modifications aux articles 12 et 20 de l'A. R. du 2 juillet 1929 1077

Statut du Service de l'Hygiène. — Modification à l'article 11 187

Alcool (voir Boissons et spiritueux).

Armes et munitions (Déclarations pour le transit des) :

Délégation 24

Pages.

Arrangement additionnel à l'Accord commercial du 23 février 1928 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la France 688
Ratification 1086
Arrangement commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne . . . 150
Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée (Union postale universelle) . 300
Arrangement international de Paris du 4 mai 1910 et convention internationale du 12 septembre 1923 pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes 1059
Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924 :
Adhésion du Commonwealth d'Australie 17
Adhésion du Maroc 690
Adhésion de l'Islande 691
Ratification par l'Italie 17
Avortement épizootique (décret rayant pour le Katanga l') des maladies épizootiques réputées contagieuses 803

B

Boissons :
Régime des boissons contenant de l'alcool dans le territoire du Ruanda-Urundi 667
Brevets. — Délégation de signature 370
Budgets :
Budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929 :
Crédits provisoires 25
Loi approuvant un arrêté royal du 12 juillet 1927 ouvrant des crédits supplémentaires au Budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927 et ordonnant un transfert de crédit 301
Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927 310
Loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927 324
Loi contenant le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1929. 393
Loi contenant le budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo Belge et du vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928 402
Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928 478
Loi contenant le budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929 492
Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda Urundi pour l'exercice 1929 576
Loi allouant des crédits supplémentaires aux budgets extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929 647
Bulletin Officiel 1027

C

Caisse d'épargne :
Intérêt à bonifier pour l'année 1929. 158
Casier judiciaire (*Délivrance d'extraits du*). — *Délégation* 24
Certificats de vie (Délivrance de) :
Délégation 24
Code pénal (voir Justice).

Pages.

Comité du Portefeuille :

Modification à l'arrêté royal du 7 novembre 1927 711

Comité National du Kivu :

Modifications au règlement général sur la vente et la concession des terres.— Approbation. 723

Règlement général sur les concessions et cessions de terres vacantes. — Modifications . . . 724

Commerce (voir aussi Union économique Belgo-Luxembourgeoise) :

Extension du régime des licences aux marchandises à destination de Matadi-Local 1026

Conseil Colonial :

Rapport du Conseil Colonial sur un décret pris d'urgence modifiant l'article 2 du décret du 17 juillet 1914 sur l'impôt indigène 18

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au statut des magistrats 167

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au rajustement des pensions de la Colonie 207

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au droit à payer pour le dépôt des actes de société au Congo 212

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant les droits d'entrée sur les produits chimiques 386

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret concernant les traitements des magistrats de la Colonie 588

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant les statuts de la Société Auxiliaire Agricole du Kivu 591

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret modifiant le règlement sur la perception des droits de sortie 663

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant approbation de l'ordonnance-loi du 28 décembre 1928 relative au régime des boissons contenant de l'alcool prise par le Gouverneur du Ruanda-Urundi 666

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret relatif au statut des magistrats 707

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant le tarif des droits d'entrée sur le sel en vrac et le soufre brut 712

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant le taux du cautionnement prévu pour les immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou pour les personnes autorisées à entrer temporairement dans la Colonie 714

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi n° 1/j, du 22 janvier 1929 de M. le Gouverneur du Ruanda-Urundi, déterminant les textes répressifs du Congo Belge applicables au Ruanda-Urundi 716

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret organisant le Parc National Albert . . 784

Rapport du Conseil Colonial sur le projet de décret modifiant l'article 68 de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 relatif à l'avortement épizootique 802

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret portant augmentation du taux des pensions de la Colonie 806

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret approuvant l'ordonnance-loi du 1er février 1929 du Gouverneur du Ruanda-Urundi qui détermine le taux de l'impôt de capitation . 809

Rapport du Conseil Colonial sur un projet de décret modifiant l'article 4 du Livre II du Code pénal 1024

Consulats étrangers au Congo Belge 149-186

Conventions :

Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg (Règlement de service international annexé à la) 39

Convention télégraphique internationale, signée à Saint-Pétersbourg, le 10-22 juillet 1875 :

Adhésion de l'Irak 149

Adhésion de la Cité du Vatican 783

Convention radiotélégraphique internationale ainsi que règlement général et règlement additionnel y annexés. — Washington, 1927 219

Pages.

Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, revisée à Bruxelles le 22 septembre 1928 (Règlement de service international annexé à la). — Approbation . . . 641

Convention Postale Universelle avec Protocole final, règlement et Protocole final y relatif, signée à Stockholm, le 28 août 1924. — Adhésion de la Colonie et Protectorat de Nigeria et du Cameroun britannique 663

Adhésion de l'Irak 690

Adhésion de la Cité du Vatican 783

Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris, le 13 octobre 1919. — Protocole additionnel signé à Paris, le 1er mai 1920, et Protocoles relatifs à un amendement aux articles 5 et 34 de cette convention, signés les 27 octobre 1922 et 30 juin 1923. — Royaume des Serbes-Croates Slovènes, Roumanie, Territoire de la Sarre 782

Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et le Protocole, signés à Genève le 3 novembre 1923 801

Convention sanitaire internationale signée à Paris, le 21 juin 1926 876

Convention et statuts établissant une Union internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927 1037

Convention internationale (Arrangement international de Paris du 4 mai 1910 et, du 12 septembre 1923,pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. 1059

Convention radiotélégraphique Internationale de Washington 1083

Convention internationale concernant le régime des spiritueux en Afrique signée à St-Germain en Laye, le 10 septembre 1929 1084

Convention internationale du 12 septembre 1923, pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes. — Adhésion de la Guyane britannique 1086

D

Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signée à Barcelone, le 20 avril 1921. — Ratification par l'Espagne 1085

Décorations (voir Ordres et distinctions honorifiques).

Délégation de signature 370

Dessins et modèles industriels. — Délégation de signature 370

Donation Simon Daniel Barman 189

Douanes (voir aussi 2e partie du B. O., p. 299: Travaux extraordinaires de chargement et de déchargement. — Indemnité de surveillance) :

Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et le Protocole, signés à Genève le 3 novembre 1923 801

Droits d'entrée 713-1091

Droits d'entrée sur les produits chimiques. — Modifications 387, 388

Droits de sortie. . . . . 23, 388, 664, 665 .

E

Ecole coloniale 812

Ecole de médecine tropicale 207-812

Equateur (Limites de la province de l') 371

Etat civil :

Délivrance d'expéditions et extraits des actes de l'état civil :

Délégation 24

G

Gouvernement du Congo Belge :

Gouvernement général. — Règlement organique 678

Modification à l'article 33 de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge 659

Pages.

H

Hygiène :
Arrangement international relatif aux facilités à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes signé à Bruxelles, le 1er décembre 1924 :
Adhésion du Commonwealth d'Australie 17
Adhésion du Maroc 690
Adhésion de l'Islande 691
Ratification par l'Italie 17
Convention sanitaire internationale signée, à Paris, le 21 juin 1926 876
Loi approuvant la Convention et les statuts établissant une Union internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927 1037

I

Immigration :
Décret modifiant le taux du cautionnement prévu pour les immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou pour les personnes autorisées à entrer temporairement dans la Colonie 714
Impôts :
Impôt indigène dans le Ruanda-Urundi :
Taux 810
Impôt indigène :
Modifications à l'article 2 du décret du 17 juillet 1914 20

J

Justice :
Code pénal :
Modification à l'article 4 du Code pénal Livre II 1025
Donation Simon Daniel Barman 189
Organisation judiciaire :
Grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux 623
Personnel judiciaire :
Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des magistrats métropolitains, fonctionnaires et agents de l'Etat détachés à la Colonie. 812
Statut des magistrats 167
Frais de représentation 152
Indemnité de prolongation 707
Traitements. — Modifications 588
Statut des agents de l'ordre judiciaire :
Gratuité des soins médicaux 676
Modifications 622
Traitements. — Modifications 620
Statut des agents auxiliaires attachés au service des greffes et des parquets. — Modifications 377
Textes de la loi pénale du Congo Belge applicables dans le territoire sous mandat 716

K

Katanga (Province du) :
Décret rayant pour le Katanga l'avortement épizootique des maladies épidémiques réputées contagieuses 803

Pages.

L

Légalisation :
Délégation 24
Licences :
Extension du régime des licences aux marchandises à destination de Matadi-Local 1026
Lois (voir aussi Budgets et Ministères) :
Loi approuvant la Convention et les statuts établissant une Union internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927 1037
Loi de milice. — Article 49. — Application aux élèves missionnaires 1092
Loi relative à la liquidation des séquestres de guerre 654
Loi sur le Gouvernement du Congo Belge :
Modification à l'article 33 de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge, relatif aux magistrats, fonctionnaires et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la Colonie et à l'article premier de la loi du 12 mars 1923, relatif à la pension de ces agents 659

M

Marques de fabrique ou de commerce. — Délégation de signature 370
Médaille Commémorative du Congo. — Création 184-645
Mesures (voir) Poids.
Milice :
Loi de Milice. — Article 49. — Application aux élèves missionnaires 1092
Ministères :
Cabinet du Premier Ministre :
Création d'un nouveau Ministère et transfert d'attributions 1031
Ministère des Affaires Etrangères :
Arrangement commercial entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Espagne 150
Convention sanitaire internationale, signée à Paris, le 21 juin 1926 876
Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, Ministère de la Défense Nationale et Ministères des Finances et des Colonies :
Modifications aux statuts de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne 3
Loi autorisant la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena), à augmenter son capital et à modifier ses statuts 5
Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique :
Loi autorisant la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne à augmenter son capital et à modifier ses statuts 691
Ministère des Colonies :
Administration Centrale. — Direction Générale de l'Hygiène — Création 1087
Délégations de signature 24, 370
Règlement organique. — Modifications 706, 1087, 1089
Ministère des Colonies et Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique :
Petits paquets postaux pour le Congo Belge 21
Ministres :
Démissions. — Nominations 1033
Missions religieuses :
Loi de milice. — Article 49. — Application aux élèves missionnaires 1092

Pages.

Monnaies 158
Musée du Congo Belge 811

N

Navigation aérienne :
Convention internationale portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris le 13 octobre 1919. — Protocole additionnel signé à Paris le 1er mai 1920, et Protocoles relatifs à un amendement aux articles 5 et 34 de cette convention, signés les 27 octobre 1922 et 30 juin 1923. — Royaume des Serbes-Croates-Slovènes, Roumanie, Territoire de la Sarre 782
Modifications aux statuts de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne 3
Loi autorisant la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena) à augmenter son capital et à modifier ses statuts 5-691

O

Ordres et distinctions honorifiques (voir aussi la 2e partie du Bulletin Officiel) :
Médaille commémorative du Congo. — Création. 184
Dispositions complémentaires 645
Organisation judiciaire (voir Justice).
Organisation territoriale :
Limites de la province de l'Equateur 371

P

Parc National Albert :
Arrêté royal nommant les membres de la commission 819
Création 790, 860
Passeports (Délivrance de) :
Délégation 24
Pensions :
Augmentation du taux des pensions de la Colonie 807
Consolidation des pensions de la Colonie. 208
Commission médicale 153
Poids et mesures :
Instruments de pesage. — Taxes de vérification à domicile. — Etablissement d'une taxe de vérification première 825
Marques de vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage pour la période du 1er avril 1930 au 31 mars 1932 828
Taxes de vérification à domicile 822
Ports :
Régie des travaux des ports de Matadi et d'Ango Ango. 635, 637, 639
Postes :
Convention Postale Universelle avec Protocole final, règlement et Protocole final y relatif, signée à Stockholm, le 28 août 1924. — Adhésion de la Colonie et Protectorat de Nigeria et du Cameroun britannique. 663
Adhésion de l'Irak 690
Adhésion de la Cité du Vatican. 783
Création du service des petits paquets postaux en service intérieur. 378
Dépôt d'imprimés sans adresse ni figurines d'affranchissement 165

Pages.

Franchise postale 682
Lettres et boîtes avec valeur déclarée 1026
Machines à affranchir les correspondances 159
Petits paquets postaux pour le Congo Belge 21
Service des chèques et virements postaux 195
Tarif du transport aérien 681
Union Postale Universelle. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, signé à Stockholm le 28 août 1924 :
Dénonciation par la Rhodésie du Sud 300
Publications obscènes (Répression de la circulation et du trafic des) 1059, 1086

R

Radiotélégraphie (voir Télégraphes).
Rectifications 215, 641, 683, 874
Régie des Plantations de la Colonie 380
Régie des travaux des ports de Matadi et d'Ango Ango :
Constitution 635
Fonctionnement 639
Nominations 637
Régie Industrielle de Stanleyville :
Constitution 624
Mise en exécution de l'arrêté royal du 1er janvier 1929 631
Nomination des membres du Comité 630
Modification 798
Régime foncier :
Comité National du Kivu :
Modifications au règlement général sur la vente et la concession des terres. — Approbation 723
Règlement général sur les concessions et cessions de terres vacantes. — Modifications . 724
Ruanda-Urundi :
Vérification des titres de propriété 1071
Terres :
Modification de l'article premier de l'arrêté royal du 3 décembre 1923. 721
Société Auxiliaire Agricole du Kivu (S. A. A. K.).
Statuts. — Autorisation 592
Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg. (Article 13 de la Convention). Revision de Bruxelles (1928) . . 39
Ruanda-Urundi (voir aussi Budgets).
Impôt indigène dans le Ruanda-Urundi. — Taux 810
Régime des boissons contenant de l'alcool dans le territoire du Ruanda-Urundi. 667
Régime foncier :
Vérification des titres de propriété 1071
Textes de la loi pénale du Congo Belge applicables dans le territoire sous mandat. 716

S

Sabena (voir Navigation aérienne).
Séquestres de guerre (Loi relative à la liquidation des) 654
Sociétés :
Législation :
Droit à payer pour le dépôt des actes de société 213

Pages.

Sociétés civiles et commerciales :

Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne :

Augmentation de capital. — Modifications aux statuts 3, 5, 691

Société Auxiliaire Agricole du Kivu, en abrégé S. A. A. K. — Société congolaise à responsabilité limitée :

Statuts. — Autorisation 592

Société des Nations :

Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et le protocole, signés à Genève le 3 novembre 1923. 801

Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime, signée à Barcelone, le 20 avril 1921. — Ratification par l'Espagne. 1085

Spiritueux :

Convention internationale concernant le régime des spiritueux en Afrique signée à St-Germain en Laye, le 10 septembre 1919. — Ratifications par les Etats-Unis d'Amérique. 1084

Successions :

Liquidation des successions des marins autres que les marins congolais 22

T

Télégraphes :

Convention radiotélégraphique internationale ainsi que règlement général et règlement additionnel y annexés. — Washington, 1927 219

Ratifications 1083

Convention télégraphique internationale, signée à Saint-Pétersbourg, les 10-22 juillet 1875 :

Adhésion de l'Irak 149

Adhésion de la Cité du Vatican 783

Règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg (Art. 13 de la Convention). Revision de Bruxelles (1928) 39

Approbation 641

Réorganisation 829

Territoire :

Limites de la province de l'Equateur 371

Titres au porteur sous séquestre (Loi relative à la liquidation des séquestres de guerre). . 654

Transit des armes et munitions (Déclarations pour le) :

Délégation 24

U

Union économique belgo-luxembourgeoise (Arrangement commercial entre l') et l'Espagne . . . 150

Union économique belgo-luxembourgeoise et la France (Arrangement additionnel à l'Accord commercial du 23 février 1928 entre l') 688-1086

Urundi (voir Ruanda).

Ambtelijk blad van den Belgischen Congo

ALPHABETISCHE INHOUDSTAFEL

1929

1 ste DEEL

A

Bladz.

Aanvullende Schikking bij het Handelsakkoord van 23 Februari 1928, tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Frankrijk 688

Bekrachtiging 1086

Alcohol (zie Dranken en sterke dranken).

Ambtelijk Blad 1027

B

Begrootingen :

Gewone begrootingen van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929 : Voorloopige kredieten 25

Wet houdende goedkeuring van een op 12 Juli 1927 gedagteekend Koninklijk Besluit, waarbij bijkomende kredieten worden geopend op de Begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927 en een kredietoverdracht bevolen wordt . . 301

Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927 310

Wet houdende toelating tot inregelstellingen en toekenning van aanvullende kredieten aan de Gewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927. 324

Wet houdende de begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het dienstjaar 1929 . . 393

Wet houdende de begrooting der ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanad-Urundi voor het dienstjaar 1928 402

Wet houdende de buitengewone Begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928 478

Wet houdende de begrooting der gewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929 492

Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929 576

Wet waarbij op de buitengewone begrootingen van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1929, aanvullende kredieten verleend worden 647

Bladz.

Beheer der kolonie":
Algemeen bewind. — Reglement tot inrichting 678
Beheer van Belgisch-Congo :
Algemeen beheer. — Reglement tot inrichting 678
Wijziging aan het artikel 33 uit de wet op het Beheer van Belgisch-Congo 659
Belastingen:
Inlandsche belasting in Ruanda-Urundi :
Bedrag 810
Inlandsche belasting :
Wijzigingen aan artikel 2 uit het decreet van 17 Juli 1914 20
Belgisch-Luxemburgische Economische Unie (Commercieele schikking tusschen de) en Spanje . 150
Belgisch-Luxemburgische Economische Unie en Frankrijk (Aanvullende Schikking bij het Handelsakkoord van 23 Februari 1928 tusschen de) 688, 1086
Besmettelijke miswerping (decreet waarbij deze voor Katanga wordt uitgeschrapt onder de epizootische ziekten 803
Brevetten. — Afvaardiging van handteekening 370
Burgelijke Stand:
Aflevering van uitgiften en uittreksels der akten van den burgerlijken stand. — Afvaardiging 24
Burgerlijke- en handelsvennootschappen :
Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer :
Verhooging van kapitaal. — Wijzigingen aan de standregelen 3, 5, 691
« Société Auxiliaire Agricole du Kivu », in verkorting S. A. A. K. — Congoleesche vennootschap met beperkte verantwoordelijkheid :
Standregel, machtiging 592

C

Comiteit der Portefeuille :
Wijziging aan het koninklijk besluit van 7 November 1927 711
Commercieele schikking tusschen de Beglisch-Luxemburgsche Economische Unie en Spanje . . 150

D

Doorvoer van wapens en schietvoorraad (Verklaring voor) :
Afvaardiging 24
Douanen (zie ook 2e deel van het A. B., bl. 299 : Buitengewone ladings- en lossingswerken. — Toezichtsvergoeding) :
Internationale overeenkomst voor het vereenvoudigen der tolpleegvormen en het protocol, op 3 November 1923 te Geneva onderteekend 801
Inkomende rechten 713, 1091
Inkomende rechten op de scheikundige voortbrengselen :
Wijzigingen 387, 388
Uitgaande rechten 23, 388, 664, 665
Dranken:
Stelsel der alcoholinhoudende dranken in het Ruanda-Urundi gebied 667

E

Echtverklaring :
Afvaardiging 24
Eereteekens (zie Orden en eerevolle onderscheidingen) :
Afvaardiging van handteekening 370

Bladz.

Evenaar (Grenzen der provincie) 371

F

Fabrieks- en handelsmerken. — Afvaardiging van handteekening 370

G

Gerecht :
Strafwetboek :
Wijziging aan artikel 4 uit boek II van het strafwetboek 1025
Begiftiging Simon Daniel Barman 189
Gerechtelijke inrichting :
Graad van ambtenaar ten aanzien der bevoegdheid der rechtbanken 623
Gerechtelijk peroneel :
Ten lastelegging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoeding der magistraten uit het moederland, der Staatsambtenaren en beambten ter beschikking der Kolonie gesteld 812
Statuut der magistraten 167
Kosten voor vertegenwoordiging 152
Vergoeding voor dienstverlenging 707
Wedden. — Wijzigingen 588
Statuten der beambten van den rechterlijken stand
Kosteloosheid der geneeskundige zorgen 676
Wijzigingen 622
Wedden. — Wijzigingen 620
Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten — Wijzigingen 377
Tekster uit de strafwet van Belgisch-Congo, welke in de onder mandaat geplaatste grondgebieden toepasselijk zijn 716
Gerechtelijke inrichting (zie Gerecht).
Gewichten en maten :
Weegtoestellen. — Taksen voor ten huize gedane echtkeuring. — Instelling eener taks voor eerste echtkeuring 825
Periodische echtkeuringswerken der gewichten en maten en der weegtoestellen voor het tijdperk van 1 April 1930 tot 31 Maart 1932 828
Taksen voor echtkeuring ten huize 822
Gezondheid :
Internationale schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, den 1en December 1924 :
Toetreding van het Commonwealth of Australia 17
Toetreding van Marokko 690
Toetreding van Ysland 691
Bekrachtiging door Italië 17
Internationale Gezondheidsovereenkomst, geteekend te Parijs den 21n Juni 1926 876
Wet tot goedkeuring der overeenkomst en der statuten ter oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverleening, aangenomen te Geneve, den 12n Juli 1927. 1037
Godsdienstige zendingen :
Militiewet. — Artikel 49. — Toepassing op de leerlingen. — Missionnarissen 1092
Grondgebied :
Grenzen der Evenaarsprovincie 371

Bladz.

Grondstelsel :

Nationaal Comiteit van Kivu :

Wijzigingen aan het algemeen reglement op den verkoop en de vergunning der gronden. Goedkeuring 723

Algemeen reglement op de vergunningen en afstanden van onbezette gronden. — Wijzigingen 724

H

Handel (zie ook Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie) :

Uitbreiding van het stelsel der vergunningen tot de goederen ter bestemming van Matadi-lokaal 1026

Havens :

Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango 635, 637, 639

Herinneringsmedaille van Congo :

Instelling 184, 645

Hoofdbeheer (zie Ministerie van Koloniën).

I

Internationale schikking van Parijs van 4 Mei 1910 en internationale overeenkomst van 12 September 1923, voor het beteugelen van het verspreiden en van den handel in zedelooze uitgaven 1059

Internationale Schikking betreffende de faciliteiten te verleenen aan de zeelieden van den handel voor de behandeling der geslachtsziekten, geteekend te Brussel, en 1n December 1924 :

Toetreding van het Commonwealth of Australia 17

Toetreding van Marokko 690

Toetreding van IJsland 691

Bekrachtiging door Italië 17

Inwijking :

Decreet houdende wijziging aan het bedrag van den borgtocht welke voorzien is voor de inwijkelingen die van geen werkcontract voorzien zijn of voor de personen die gerechtigd werden tijdelijk op het grondgebied der Kolonie te komen 714

K

Katanga (Provincie) :

Decreet waarbij voor Katanga de besmettelijke miswerping onder de epizootische ziekten wordt uitgeschrapt 803

Koloniale Raad :

Verslag van den Kolonialen Raad over een bij dringendheid genomen decreet houdende wijziging aan artikel 2 uit het decreet van 17 Juli 1914 op de inlandsche belasting 18

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betrekkelijk het statuut der magistraten 167

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betrekkelijk de heraanpassing der pensioenen van de Kolonie 207

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betrekkelijk het te betalen recht voor het neerleggen van akten der vennootschappen in Congo 212

Verslag van den kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende wijziging van de inkomende rechten op de scheikundige voortbrengselen 386

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betrekkelijk de wedden van de magistraten der Kolonie 588

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring der standregelen van de « Société Auxiliaire Agricole du Kivu » 591

Bladz.

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende wijziging aan het reglement op het innen der uitgaande rechten 663

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring der door den Gouverneur van Ruanda-Urundi getroffen verordening-wet van 28 December 1928, betrekkelijk het stelsel der alcoholinhoudende dranken 666

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet betrekkelijk het statuut der magistraten 707

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende wijziging aan het tarief der inkomende rechten op het los zout en het ruw solfer 712

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende wijziging aan het bedrag van den borgtocht welke voorzien is voor de inwijkelingen die van geen werkcontract voorzien zijn, en voor de personen die gerechtigd werden tijdelijk op het grondgebied der Kolonie te komen 714

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring der verordening-wet nr 1j, van 22 Januari 1929 van den heer Gouverneur van Ruanda-Urundi, welke de op Ruanda-Urundi van toepassing zijnde beteugelende teksten, vaststelt 716

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende inrichting van het Nationaal Park Albert 784

Verslag van den Kolonialen Raad over het ontwerp van decreet houdende wijziging aan artikel 68 uit de verordening-wet van 20 September 1915, betrekkelijk de epizootische miswerping 802

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende verhooging van het bedrag der pensioenen van de Kolonie 806

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende goedkeuring de verordening-wet van 1en Februari 1929 van den Gouverneur van Ruanda-Urundi welke het bedrag der hoofdelijke belasting vaststelt 809

Verslag van den Kolonialen Raad over een ontwerp van decreet houdende wijziging aan artikel 4 uit boek II van het Strafwetboek 1024

Koloniale School 207, 812

L.

Levensgetuigschriften (Aflevering van) :

Afvaardiging 24

Luchtvaart :

Internationale overeenkomst tot regeling der luchtvaart, geteekend te Parijs, den 13n October 1919. — Additioneel protocol geteekend te Parijs den 1n Mei 1920, en Protocollen betreffende eene wijziging in artikelen 5 en 34 dezer overeenkomst, geteekend den 27n October 1922 en den 30n Juni 1923. — Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, Roemenië, Saargebied 782

Wijzigingen aan de statuten der Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het Luchtverkeer 3

Wet houdende machtiging voor de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (Sabena) om haar maatschappelijk kapitaal te verhoogen en hare statuten te wijzigen 5, 691

M

Maten (zie Gewichten).

Militie:

Militiewet. — Artikel 49. — Toepassing op de leerlingen. — Missionarissen 1092

Ministeries :

Kabinet van den Eersten Minister :

Stichting van een nieuw ministerie en overdracht van bevoegdheden 1031

Bladz.

Ministerie van Buitenlandsche Zaken :
Commercieele schikking tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Spanje 150
Internationale gezondheidovereenkomst geteekend te Parijs, den 21n Juli 1926. 876
Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, Ministerie van Landsverdediging en Ministerie van Financiën en van Koloniën :
Wijzigingen aan de statuten der Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het Luchtverkeer 3
Wet houdende machtiging voor de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (Sabena) om haar maatschappelijk kapitaal te verhoogen en hare statuten te wijzigen 5
Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart :
Wet waarbij de Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer er toe gemachtigd wordt haar kapitaal te verhoogen en haar statuten te wijzigen . . 691
Ministerie van Koloniën :
Hoofdbeheer. — Algemeen Bestuur der Hygiëne. — Inrichting 1087
Afvaardiging van handteekening 24, 370
Reglement tot inrichting. — Wijzigingen 706, 1087, 1089
Ministerie van Koloniën en Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart :
Kleine postpakketten voor Belgisch-Congo 21
Ministers :
Ontslagneмingen. — Benoemingen 1033
Museum van Belgisch-Congo 811
Munten 158

N

Nalatenschappen :
Vereffening der nalatenschappen van zeelieden andere dan de Congoleesche zeelieden. . . 22
Nationaal Comiteit van Kivu :
Wijzigingen aan het algemeen reglement op den verkoop en de vergunning der gronden. — Goedkeuring 723
Algemeen reglement op de vergunningen en afstanden van onbezette gronden. — Wijzigingen 724
Nationaal Park Albert :
Koninklijk besluit houdende benoeming van de leden der commissie van het Nationaal Park Albert 819
Instelling. 790, 860
Nijverheidsregie van Stanleyville :
Stichting. 624
Ten uitvoerlegging van het koninklijk besluit van 1 Januari 1929. 631
Benoeming der leden van het Komiteit. 630
Wijziging. 798
Nijverheidsteekeningen en modellen. — Afvaardiging van handteekening. 370

O

Oorlogssequestraties (Wet betreffende de vereffening van) 654
Orden en eervolle onderscheidingen (zie ook het 2e deel van het Ambtelijk Blad) :
Herinneringsmedaille van Congo. — Instelling 184
Aanvullende schikking 645

Bladz.

Overeenkomsten :

Internationale telegraphische overeenkomst van Sint-Petersburg (Reglement voor internationalen dienst behoorend bij het) 39

Internationale telegraphische overeenkomst, geteekend te Sint-Petersburg, den 10-22n Juli 1875 :

Toetreding van Irak. 149

Toetreding der Vaticaansche Stad 783

Internationale radiotelegraphische overeenkomst alsmede daarbij behoorende algemeen reglement en aanvullend reglement. — Washington, 1927. 219

Te Brussel op 22 September 1928 herziene internationale telegraphische overeenkomst van Sint-Petersburg (Reglement van internationalen dienst behoorend bij de). — Goedkeuring 641

Wereldpostovereenkomst, met Slotprotocol, reglement en daar op betrekking hebbend Slotprotocol, geteekend te Stockholm den 28n Augustus 1924.—Toetreding van de Kolonie en het Protectoraat Nigeria en van Britisch Kameroen. 663

Toetreding van Irak 690

Toetreding der Vaticaansche Stad. 783

Internationale overeenkomst tot regeling der luchtvaart, geteekend te Parijs, den 13n October 1919. — Additioneel Protocol geteekend te Parijs den 1n Mei 1920, en Protocollen betreffende eene wijziging in artikels 5 en 34 dezer overeenkomst, geteekend den 27n October 1922 en den 30n Juni 1923. — Koninkrijk der Serviërs, Croaten en Slovenen, Roemenië en Saargebied. 782

Internationale overeenkomst voor het vereenvoudigen der tolpleegvormen en het protocol, op 3 November 1923, te Geneva onderteekend 801

Internationale gezondheidsovereenkomst geteekend te Parijs den 21n Juni 1926 876

Overeenkomst en statuten tot oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverleening, aangenomen te Geneve den 12n Juli 1927 1037

Internationale overeenkomst (Internationale schikking van Parijs van 4 Mei 1910 en) van 12 September 1923 voor het beteugelen van het verspreiden en van den handel in zedelooze uitgaven 1059

Internationale radio-telegraphische overeenkomst van Washington 1083

Internationale overeenkomst betreffende het regiem der sterke dranken in Afrika, geteekend te Saint-Germain en Laye den 10n September 1919 1084

Internationale overeenkomst van 12 September 1923 voor de beteugeling van het verspreiden van den handel in zedelooze uitgaven. — Toetreding van Britisch Guyana. 1086

P

Pasporten (Aflevering van) :

Afvaardiging 24

Pensioenen :

Verhooging van het bedrag der pensioenen van de Kolonie 807

Consolideering der pensioenen van de Kolonie 208

Geneeskundige Commissie 153

Plaatselijk beheer :

Pensioenen der ambtenaren en beambten der kolonie (zie Pensioenen).

Personeel:

Statuut voor de ambtenaren en beambten der kolonie :

Geneeskundige zorgen kosteloos verleend aan de ambtenaren en beambten der kolonie en aan hunne familiën (K. B. van 7 Mei 1929) 676

Verlengingsvergoeding 375

Ten laste legging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der magistraten uit het moederland, der Staatsambtenaren en -beambten ter beschikking der Kolonie gesteld : 812

Bladz:

Ten laste legging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der officieren uit het leger in het moederland ter beschikking der kolonie gesteld. . .

Ten laste brenging der koloniale begrooting van de wedden, soldijen, loonen en bestendige vergoedingen der militairen van ondergeschikten rang uit het leger in het moederland ter beschikking der kolonie gesteld. . . . . .

Wijzigingen. — Barema der wedden op 1 Januari 1928. (Koninklijk besluit van 5 Februari 1929) 169

Wijziging. — Reisklas en benoemingsmacht. (Koninklijk besluit van 5 Februari 1929). 180

Wijziging aan de bijbehoorende tabel. — Dienst der Financiën 709

Herziening (K. B. van 2 Juli 1929). 729

In voege treding 1076

Wijziging aan art. 12 en 20 uit het koninklijk besluit van 2 Juli 1929. 1077

Statuut van den Gezondheidsdienst. — Wijziging aan artikel 11. 187

Posterijen :

Wereldpostovereenkomst, met Slot-Protocol, reglement en daarop betrekking hebbend Slot-Protocol, geteekend te Stockholm den 28n Augustus 1924. Toetreding van de kolonie en Protectoraat Nigeria en van Britsch Kameroen. 663

Toetreding van Irak 690

Toetreding van de Vaticaansche Stad 783

Inrichting van den dienst van kleine postpaketten in binnenlandsch verkeer. 378

Neerlegging van drukwerken zonder adres noch frankeerteekens. 165

Postvrijdom 682

Brieven en bussen met verklaarde waarden. 1026

Machines voor het frankeeren der poststukken 159

Kleine postpaketten voor Belgisch-Congo 21

Dienst voor postcheks- en -overschrijvingen 195

Tarief van het luchtvervoer 681

Wereldpostvereeniging. — Schikking betreffende de brieven en bussen met aangegeven waarde, geteekend te Stockholm den 28n Augustus 1924. — Opzegging door Zuid-Rhodesia. 300

R

Radio-telegrafie (zie Telegrafen) :

Regie der Beplantingen van de Kolonie 380

Regie der havenwerken van Matadi en van Ango-Ango :

Stichting 635

Werking 639

Benoemingen 637

Reglement van internationalen dienst behoorend bij de internationale telegraphische overeenkomst van Sint-Petersburg (Artikel 13 uit de overeenkomst). Herziening van Brussel (1928) 39

Ruanda-Urundi :

Nazicht der eigendomtitels 1071

Gronden :

Wijziging van artikel één uit het koninklijk besluit van 3 December 1923 721

« Société Auxiliaire Agricole du Kivu » (S. A. A. K.) :

Standregelen. — Machtiging. 592

Ruanda-Urundi (zie ook Begrootingen).

Inlandsche belasting in Ruanda-Urundi. — Bedrag 810

Stelsel der alcoholinhoudende dranken in het Ruanda-Urundi gebied. 667

Bladz.

Nazicht der eigendomtitels. — Grondstelsel :

Teksten uit de strafwet van Belgisch-Congo, welke in de onder mandaat geplaatste grondgebieden toepasselijk zijn 716

S

Sabena (zie Luchtvaart).

Schenking Simon Daniel Barman. 189

Schikking betreffende de brieven en doosjes met aangegeven waarde (Wereldpostvereeniging) . . 300

School voor tropische geneeskunde 812

Spaarkas :

Ten goede te komen interest voor het jaar 1929. 158

Sterke dranken :

Internationale overeenkomst betreffende het regime der sterke dranken in Afrika, geteekend te Saint-Germain-en-Laye, den 10n September 1919. — Bekrachtiging door de Vereenigde Staten van Amerika. 1084

Strafregister (Aflevering van uittreksels van) :

Afvaardiging 24

Strafwetboek (zie Gerecht).

T

Telegrafen :

Internationale radiotelegrafische overeenkomst alsmede er bijbehoorende algemeen reglement en aanvullend reglement. — Washington, 1927 219

Bekrachtigingen 1083

Internationale telegrafische overeenkomst van 10-22 Juli 1875, te Sint-Petersburg geteekend :

Toetreding van Irak. 149

Toetreding der Vaticaansche Stad. 783

Reglement van internationalen dienst behoorende bij de internationale telegraphische overeenkomst van Sint-Petersburg (Art. 13 uit de overeenkomst). Herziening van Brussel (1928). 39

Goedkeuring 641

Herinrichting 829

Terechtwijzingen 215, 641, 683, 874

Territoriale inrichting :

Grenzen der Evenaarsprovincie 371

Titels aan drager onder sequestre (Wet betreffende de vereffening van de oorlogssequestraties) 654

U

Urundi (zie Ruanda).

V

Vennootschappen :

Wetgeving :

Recht te bepalen voor het neerleggen der vennootschapsakten. 213

Vergunningen :

Uitbreiding van het stelsel der vergunningen tot de goederen ter bestemming van Matadi lokaal 1026

Blads.

Verklaring tot erkenning van het recht om eene vlag te voeren aan Staten welke over geene zeekust beschikken, geteekend te Barcelona, den 20n April 1921. — Bekrachtiging door Spanje 1085

Vreemde Consulaten in Belgisch-Congo 149, 186

Volkenbond :

Internationale overeenkomst voor het vereenvoudigen der tolpleegvormen en het protocol, op 3 November 1923 te Geneve geteekend 801

Verklaring tot erkenning van het recht om eene vlag te voeren aan Staten welke over geene zeekust beschikken, geteekend te Barcelona, den 20n April 1921 :

Bekrachtiging door Spanje 1085

W

Wapens en Schietvoorraad (Verklaring voor den doorvoer van) :

Afvaardiging 24

Wetten (zie ook Begrootingen en Ministeries) :

Wet tot goedkeuring der overeenkomst en der statuten ter oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverleening, aangenomen te Geneve, den 12n Juli 1927 1037

Militiewet. — Artikel 49. — Toepassing op de leerlingen-missionarissen 1092

Wet betreffende de vereffening van de oorlogssequestraties 654

Wet op het Beheer van Belgisch-Congo :

Wijziging aan art. 33 uit de Wet op het Beheer van Belgisch-Congo betreffende de Belgische magistraten, ambtenaren en militairen die gemachtigd zijn openbare ambten in de Kolonie te aanvaarden en aan artikel één uit de Wet van 12 Maart 1923, op de pensioenen dezer agenten 659

Z

Zedelooze uitgaven (Beteugeling van het verspreiden en van den handel in) 1059, 1086

TABLE CHRONOLOGIQUE

des lois, décrets et arrêtés contenus dans le « Bulletin Officiel du Congo Belge », pour l'année 1929.

1ère PARTIE.

Abréviations : L. (Loi). — D. (Décret). — A. R. (Arrêté Royal). — A. M. (Arrêté Ministériel). — Ord. (Ordonnance).

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages
	1926		
A. R.	13 octobre	Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique, Ministère de la Défense Nationale et Ministères des Finances et des Colonies. — Modifications aux statuts de la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.	3
	1927		
L.	16 août	Loi autorisant la Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne (Sabena) à augmenter son capital et à modifier ses statuts	5
	1928		
A. R.	8 octobre	Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications . .	706
Ord.	8 novembre	Droits de sortie	23
D.	21 id.	Impôt indigène. — Modification à l'article 2 du décret du 17 juillet 1914	20
A. M.	18 décembre	Successions. — Liquidation des successions des marins autres que les marins congolais	22
id.	21 id.	Délivrance d'expéditions et extraits des actes de l'état civil, de certificats de vie, de passeports, de déclarations pour le transit des armes et munitions, d'extraits du casier judiciaire. — Légalisation. — Délégation	24
A. R.	22 id.	Statut des magistrats. — Frais de représentation	152
Id.	27 id.	Budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929. — Crédits provisoires	25
Id.	28 id.	Ministère des Colonies et Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique. — Petits paquets postaux pour le Congo Belge	21
D.	29 id.	Statut des magistrats	167
	1929		
A. R.	1er janvier.	Régie Industrielle de Stanleyville. — Constitution	624
Id.	1er id.	Régie Industrielle de Stanleyville. — Nomination des membres du Comité	630

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages
A. M.	2 janvier	Régie Industrielle de Stanleyville. — Mise en exécution de l'arrêté royal du 1er janvier 1929	631
Id.	19 id.	Postes. — Machines à affranchir les correspondances	159
Id.	19 id.	Postes. — Dépôt d'imprimés sans adresse ni figurines d'affranchissement	165
A. R.	21 id.	Médaille Commémorative du Congo. — Création	184
Id.	21 id.	Pensions coloniales. — Commission médicale	153
Id.	21 id.	Caisse d'Epargne. — Intérêt à bonifier pour l'année 1929	158
Id.	23 id.	Monnaies	158
A. M.	25 id.	Ecole Coloniale	207
D.	1er février	Consolidation des pensions de la Colonie	208
A. R.	4 id.	Donation Simon Daniel Barman	189
Id.	5 id.	Modifications au statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Barème des traitements au 1er janvier 1928. (Arrêté royal du 5 février 1929)	169
Id.	5 id.	Modification au statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Classe de voyage et pouvoirs de nomination. — (Arrêté royal du 5 février 1929)	180
Id.	8 id.	Statut du Service de l'Hygiène. — Modification à l'article 11	187
A. M.	12 id.	Postes. — Service des chèques et virements postaux	195
A. R.	12 id.	Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications	706
Ord.	18 id.	Droits de sortie	388
A. R.	18 id.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Traitements. — Modifications	620
Id.	1er mars	Régie des Travaux des Ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Constitution	635
Id.	2 id.	Régie des Travaux des Ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Nominations	637
A. M.	2 id.	Régie des Travaux des ports de Matadi et d'Ango-Ango. — Fonctionnement	639
Id.	8 id.	Délégation de signature	370
Id.	9 id.	Statut des agents auxiliaires attachés au service des Greffes et des Parquets. — Modifications	377
A. R.	11 id.	Limites de la Province de l'Equateur	371
D.	14 id.	Droit à payer pour le dépôt des actes de société	213
A. M.	16 id.	Postes. — Création du service des petits paquets postaux en service intérieur	378
A. R.	16 id.	Régie des Plantations de la Colonie	380
D.	16 id.	Droits d'entrée sur les produits chimiques. — Modifications	387
A. M.	16 id.	Droits d'entrée sur les produits chimiques. — Modifications	388

Loi. Décret. Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages
L.	18 mars	Loi approuvant un arrêté royal du 12 juillet 1927 ouvrant des crédits supplémentaires au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1927 et ordonnant un transfert de crédit	301
Id.	18 id.	Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927	310
Id.	18 id.	Loi autorisant des régularisations et allouant des crédits supplémentaires au budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1927	324
A. R.	23 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Indemnités de prolongation	375
Id.	23 id.	Règlement de service international annexé à la convention télégraphique internationale de Saint-Petersbourg revisée à Bruxelles, le 22 septembre 1928. — Approbation	641
L.	27 id.	Loi contenant le budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1929.	393
Id.	27 id.	Loi contenant le budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928	402
Id.	27 id.	Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1928	478
Id.	27 id.	Loi contenant le budget des recettes et des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929	492
Id.	27 id.	Loi contenant le budget extraordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929	576
A. R.	29 id.	Organisation judiciaire. — Grade de fonctionnaire au regard de la compétence des tribunaux	623
D.	2 avril	Statut des magistrats. — Traitements. — Modifications	588
L.	5 id.	Loi approuvant la convention et les statuts établissant une Union internationale de secours, adoptés à Genève, le 12 juillet 1927 . .	1037
A. R.	16 id.	Statut des agents de l'ordre judiciaire. — Modifications	622
D.	23 id.	Terres. — Société Auxiliaire Agricole du Kivu (Saak). — Statuts. — Autorisation	592
Id.	29 id.	Droits de sortie	664
L.	7 mai	Loi allouant des crédits supplémentaires aux budgets extraordinaires du Congo Belge et du Vice-Gouvernement Général du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1929	647
A. R.	7 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Gratuité des soins médicaux accordés aux fonctionnaires et agents de la Colonie ainsi qu'à leurs familles. (A. R. du 7 mai 1929)	676
Id.	7 id.	Gouvernement Général. — Règlement organique	678
D.	8 id.	Régime des boissons contenant de l'alcool dans le territoire du Ruanda Urundi	667
A. R.	11 id.	Modification à l'arrêté royal du 7 novembre 1927 organique du Comité du portefeuille	711
A. M.	16 id.	Droits de sortie	665
L.	17 id.	Loi relative à la liquidation des séquestres de guerre	654

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages
L.	18 mai.	Modification à l'article 33 de la loi sur le Gouvernement du Congo Belge, relatif aux magistrats, fonctionnaires et militaires belges autorisés à accepter des fonctions publiques dans la Colonie et à l'article premier de la loi du 12 mars 1923, relatif à la pension de ces agents.	659
A. M.	21 id.	Postes. — Franchise postale	682
Id.	21 id.	Postes. — Tarif du transport aérien	681
L.	25 id.	Ministère des Chemins de Fer, Marine, Postes, Télégraphes, Téléphones et Aéronautique. — Loi autorisant la Société anonyme belge d'exploitation de la navigation aérienne à augmenter son capital et à modifier ses statuts	691
A. R.	27 id	Médaille Commémorative du Congo. — Dispositions complémentaires.	645
Id	27 id.	Ministère des Colonies. — Administration Centrale. — Direction Générale de l'Hygiène. — Création	1087
D.	6 juin	Droits d'entrée	713
Id.	7 id.	Décret modifiant le taux du cautionnement prévu pour les immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou pour les personnes autorisées à entrer temporairement dans la Colonie	714
A. R.	7 id.	Terres. — Modification de l'article premier de l'arrêté royal du 3 décembre 1923	721
D.	10 id.	Textes de la loi pénale du Congo Belge applicables dans le territoire sous mandat	716
A. R.	10 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie. — Modification au tableau-annexe. — Service des finances	709
Id.	15 id.	Musée du Congo Belge	811
D.	18 id.	Statut des magistrats. — Indemnités de prolongation	707
A. R.	28 id.	Comité National du Kivu. — Modifications au règlement général sur la vente et la concession des terres. — Approbation.	723
Id.	2 juillet	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire. — Revision	729
A. M.	6 id.	Régie Industrielle de Stanleyville. — Modification	798
D.	9 id.	Parc National Albert. — Création.	790, 860
Id.	10 id.	Modification à l'article 4 du Code pénal, Livre II	1025
A. R.	15 id.	Mise à charge du budget colonial des traitements, soldes, salaires et indemnités permanentes des militaires de rang subalterne de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie	817
D.	15 id.	Décret rayant, pour le Katanga, l'avortement épizootique des maladies épizootiques réputées contagieuses	803
A. R.	15 id.	Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des officiers de l'armée métropolitaine détachés à la Colonie	814
Id.	15 id.	Mise à charge du budget colonial des traitements et indemnités permanentes des magistrats métropolitains, fonctionnaires et agents de l'Etat détachés à la Colonie	812
Id.	25 id.	Ecole coloniale et école de médecine tropicale. — Indemnités de fréquentation	812
D.	27 id.	Impôt indigène dans le Ruanda-Urundi. — Taux	810

Loi, Décret, Arrêté ou Ordonnance	DATE	OBJET	Pages
D.	27 juillet	Augmentation du taux des pensions de la Colonie.	807
A. R.	27 id.	Arrêté royal nommant les membres de la Commission du Parc National Albert	819
Id.	27 id.	Instruments de pesage. — Taxes de vérification à domicile. — Etablissement d'une taxe de vérification première	825
Id.	27 id.	Poids et mesures. — Taxes de vérification à domicile	822
A. M.	19 août	Marque de vérification périodique des poids, mesures et instruments de pesage pour la période du 1er avril 1930 au 31 mars 1932	828
Id.	19 id.	Télégraphes. — Réorganisation	829
A. R.	5 septembre	Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications	1087
A. M.	28 id.	Extension du régime des licences aux marchandises à destination de Matadi-local	1026
Id.	30 id.	Postes. — Lettres et boîtes avec valeur déclarée	1026
Id.	7 octobre	Bulletin Officiel	1027
Id.	10 id.	Ministère des Colonies. — Règlement organique. — Modifications .	1089
A. R.	19 id.	Cabinet du Premier Ministre. — Création d'un nouveau Ministère et transfert d'attributions	1031
Id	19 id	Cabinet du Premier Ministre — Ministres — Démissions. — Nominations	1033
Id.	19 id.	Ruanda-Urundi. — Régime foncier. — Vérification des titres de propriété	1071
A. M.	19 id.	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et les agents de l'ordre judiciaire. — Revision. — Entrée en vigueur	1076
Id.	19 id.	Loi de Milice. — Article 49. — Application aux élèves missionnaires.	1092
A. R.	4 novembre	Statut des fonctionnaires et agents de la Colonie autres que les magistrats et agents de l'ordre judiciaire. — Revision. — Modifications aux articles 12 et 20 de l'arrêté royal du 2 juillet 1929	1077
A. M.	12 id.	Droits d'entrée	1091

TIJDTAFEL

der wetten, decreten en besluiten in het « Ambtelijk Blad van den Belgischen Congo » van het jaar 1929 bevat.

1ste DEEL.

Verkortingen : W. (Wet). — D. (Decreet). — K. B. (Koninklijk Besluit). — M. B. (Ministerieel Besluit). — V. Verordering).

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
	1926		
K. B.	13 October	Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart, Ministerie van Landsverdediging en Ministeriën van Financiën en van Koloniën. — Wijzigingen aan de statuten der Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer	3
	1927		
Id.	16 Augustus	Wet houdende machtiging voor de Belgische Naamlooze Vennootschap ter Exploitatie van het Luchtverkeer (Sabena) om haar maatschappelijk kapitaal te verhoogen en hare statuten te wijzigen.	5
	1928		
Id.	8 October	Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen	706
Id.	8 November	Uitgaande rechten	23
Id.	21 id.	Inlandsche belasting. — Wijziging aan artikel 2 uit het decreet van 17 Juli 1914.	20
M. B.	18 December	Nalatenschappen. — Vereffening der nalatenschappen van zeelieden andere dan de Congoleesche zeelieden	22
Id.	21 id.	Aflevering van uitgiften en uittreksels der akten van den burgerlijken stand, van levensgetuigschriften, pasporten, verklaringen voor den doorvoer van wapens en schietvoorraad, van uittreksels uit het strafregister. — Echtverklaring. — Afvaardiging	24
K. B.	22 id.	Standregelen der magistraten. — Kosten voor vertegenwoordiging. .	152
Id.	27 id.	Gewone begrootingen van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929. — Voorloopige kredieten.	25
Id.	28 id.	Ministerie van Koloniën en Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart. — Kleine postpakketten voor Belgisch-Congo	21
D.	29 id.	Statuut der magistraten	167

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
	1929		
K. B.	1 Januari	Nijverheidsregie van Stanleyville. — Stichting	624
Id.	1 id.	Nijverheidsregie van Stanleyville. — Benoeming der leden van het Comiteit	630
Id.	2 id.	Nijverheidsregie van Stanleyville. — Tenuitvoerlegging van het koninklijk besluit van 1 Januari 1929	631
M. B.	19 id.	Posterijen. — Machines voor het frankeeren der poststukken	159
Id.	19 id.	Posterijen. — Nederlegging van drukwerken zonder adres noch frankeerteekens	165
K. B.	21 id.	Herinneringsmedaille van Congo. — Instelling	184
Id.	21 id.	Koloniale Pensioenen. — Geneeskundige Commissie	153
Id.	21 id.	Spaarkas. — Ten goede te komen interest voor het jaar 1929	158
Id.	23 id.	Munten	158
M. B.	25 id.	Koloniale School	207
D.	1 Februari	Consolideering der pensioenen van de Kolonie	208
K. B.	4 id.	Schenking Simon Daniel Barman	189
Id.	5 id.	Wijzigingen aan het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Barema der wedden op 1 Januari 1928. (Koninklijk besluit van 5 Februari 1928)	169
Id.	5 id.	Wijzigingen aan het statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Reisklas en benoemingsmacht. — (Koninklijk besluit van 5 Februari 1929	180
Id.	8 id.	Statuut van den Gezondheidsdienst. — Wijziging aan artikel 11	187
M. B.	12 id.	Posterijen. — Dienst voor postcheks en overschrijvingen	195
K. B.	12 id.	Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen.	706
Id.	18 id.	Uitgaande rechten	388
Id.	18 id.	Standregelen voor de beambten van den rechterlijken stand. — Wedden. — Wijzigingen	620
Id.	1 Maart	Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Stichting	635
Id.	2 id.	Regie der Havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Benoemingen.	637
M. B.	2 id.	Regie der havenwerken van Matadi en Ango-Ango. — Werking	639
Id.	8 id.	Afvaardiging van handteekening	370
Id.	9 id.	Standregelen der hulpbeambten toegevoegd aan den dienst der Griffies en der Parketten. — Wijzigingen	377
K. B.	11 id.	Grenzen der Evenaars-provincie	371
D.	14 id.	Recht te betalen voor het neerleggen der Vennootschapsakten	213
M. B.	16 id.	Posterijen. — Inrichting van den dienst van kleine postpaketten in binnenlandsch verkeer	378
K. B.	16 id.	Regie van de Beplantingen der Kolonie	380
D.	16 id.	Inkomende rechten op de scheikundige producten. — Wijzigingen	387

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
M. B.	16 Maart	Inkomende rechten op de scheikundige producten. — Wijzigingen . .	388
Id.	18 id.	Wet houdende goedkeuring van een op 12 Juli 1927 gedagteekend koninklijk besluit, waarbij bijkomende kredieten op de begrooting der gewone uitgaven van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1927 geopend en een kredietoverdracht bevolen wordt	301
Id.	18 id.	Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927	310
Id.	18 id.	Wet houdende toelating tot inregelstellingen en toekenning van aanvullende kredieten aan de gewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1927	324
K. B.	23 id.	Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Verlengingsvergoedingen	375
Id.	23 id.	Reglement van internationalen dienst behoorende bij de op 22 September 1928 te Brussel herziene internationale telegrafische overeenkomst van St-Petersburg. — Goedkeuring	641
Id.	27 id.	Wet inhoudende de begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het dienstjaar 1929.	393
Id.	27 id.	Wet houdende de begrooting der ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928	402
Id.	27 id.	Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1928.	478
Id.	27 id.	Wet houdende de begrooting der gewone ontvangsten en uitgaven van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929.	492
Id.	27 id.	Wet houdende de buitengewone begrooting van Belgisch-Congo en van Ruanda-Urundi voor het dienstjaar 1929	576
Id.	29 id.	Gerechtelijke inrichting. — Graad van ambtenaar ten aanzien van de bevoegdheid der rechtbanken	623
D.	2 April	Standregelen voor de magistraten. — Wedden. — Wijzigingen . . .	588
id.	5 id.	Wet tot goedkeuring der Overeenkomst en der statuten ter oprichting van een Internationaal Verbond voor Hulpverleening, aangenomen te Geneve den 12n Juli 1927	1037
K. B.	16 id.	Standregelen voor de beambten van den rechterlijken stand. — Wijzigingen	622
D.	23 id.	Gronden. — « Société Auxiliaire Agricole du Kivu (Saak). — Standregelen. — Machtiging	592
Id.	29 id.	Uitgaande rechten	664
Id.	7 Mei	Wet waarbij op de buitengewone begrootingen van Belgisch-Congo en van het Onderalgemeen Beheer Ruanda-Urundi, voor het dienstjaar 1929, aanvullende kredieten verleend worden	647
K. B.	7 id.	Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Geneeskundige zorgen kosteloos verleend aan de ambtenaren en beambten der Kolonie en aan hunne familiën. (K. B. van 7 Mei 1929)	676
Id.	7 id.	Algemeen Bewind. — Reglement tot inrichting.	678
D.	8 id.	Stelsel der alcoholinhoudende dranken in het Ruanda-Urundi gebied .	667
K. B.	11 id.	Wijziging aan het koninklijk besluit van 7 November 1927 tot inrichting van het Comiteit der Portefeuille.	711

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
M. B.	16 - Mei.	Uitgaande rechten	665
id.	17 id.	Wet betreffende de vereffening van de oorlogssequestraties	654
Id.	18 id.	*Wijziging aan artikel 33 uit de wet op het Beheer van Belgisch-Congo* betreffende de Belgische magistraten, ambtenaren en militairen die gemachtigd zijn openbare ambten in de Kolonie te aanvaarden, en aan artikel één uit de Wet van 12 Maart 1923, betrekkelijk de pensioenen dezer agenten	659
id.	21 id.	Posterijen. — Postvrijdom	682
K. B.	21 id.	Posterijen. — Tarief van het luchtvervoer	681
W.	25 id.	Ministerie van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen, Telegrafen, Telefonen en Luchtvaart. — Wet waarbij de Belgische naamlooze vennootschap ter exploitatie van het luchtverkeer er toe gemachtigd wordt haar kapitaal te verhoogen en haar statuten te wijzigen	691
K. B.	27 id.	Herinneringsmedaille van Congo. — Aanvullende schikkingen	645
Id.	27 id.	Ministerie van Koloniën. — Hoofdbeheer. — Algemeen Bestuur der Hygiëne. — Inrichting	1087
D.	6 Juni	Inkomende rechten	713
Id.	7 id.	Decreet houdende wijziging aan het bedrag van den borgtocht welke voorzien is voor de inwijkelingen die van geen werkcontract voorzien zijn, of voor de personen die gerechtigd werden tijdelijk op het grondgebied der Kolonie te komen	714
K. B.	7 id.	Gronden. — Wijziging van artikel één uit het koninklijk besluit van 3 December 1923	721
D.	10 id.	Teksten uit de strafwet van Belgisch-Congo, welke in de onder mandaat geplaatste grondgebieden toepasselijk zijn	716
K. B.	10 id.	Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie. — Wijziging aan de bijbehoorende tabel. — Dienst der Financiën	709
Id.	15 id.	Museum van Belgisch-Congo	811
D.	18 id.	Statuut der magistraten. — Vergoeding voor dienstverlenging	709
K. B.	28 id.	*Nationaal Comiteit van Kivu.* — *Wijzigingen aan het algemeen reglement* op den verkoop en de vergunning der gronden. — Goedkeuring	723
Id.	2 Juli	Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening	729
M. B.	6 id.	Nijverheidsregie van Stanleyville. — Wijziging	798
D.	9 id.	Nationaal Park Albert. — Stichting	790-860
Id.	10 id.	Wijziging aan artikel 4 van het strafwetboek Boek II	1025
K. B.	15 id.	Ten lastelegging der koloniale begrooting van de wedden, soldijen, loonen en bestendige vergoedingen der militairen van ondergeschikten rang uit het leger in het moederland ter beschikking der Kolonie gesteld	817
D.	15 id.	Decreet waarbij voor Katanga de besmettelijke miswerping onder de epizootische ziekten wordt uitgeschrapt	803
K. B.	15 id.	Ten lastelegging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der officieren uit het leger in het moederland ter beschikking der Kolonie gesteld	814

Wet, Decreet, Besluit of Verordening	Dagteekening	VOORWERP	Bladz.
K. B.	15 Juli	Ten lastelegging der koloniale begrooting van de wedden en bestendige vergoedingen der magistraten uit het moederland der Staatsambtenaren en -beambten ter beschikking der Kolonie gesteld . .	812
Id.	25 id.	Koloniale school en school voor tropische geneeskunde. — Vergoedingen voor het bijwonen der leergangen	812
D.	27 id.	Inlandsche belasting in Ruanda-Urundi. — Bedrag	810
Id.	27 id.	Verhooging van het bedrag der pensioenen van de Kolonie	807
K. B.	27 id.	Koninklijk besluit houdende benoeming van de leden der Commissie van het Nationaal Park Albert	819
Id.	27 id.	Weegtoestellen. — Taksen voor ten huize gedane echtkeuring. — Instelling eener taks voor eerste echtkeuring	825
Id.	27 id.	Gewichten en maten. — Taksen voor echtkeuring ten huize	822
M. B.	19 Augustus	Periodische echtskeuringsmerken der gewichten en maten en der weegtoestellen voor het tijdperk van 1 April 1930 tot 31 Maart 1932	828
Id.	19 id.	Telegraaf. — Herinrichting	829
K. B.	5 September	Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen.	1087
M. B.	28 id.	Uitbreiding van het stelsel der vergunningen tot de goederen ter bestemming van Matadi (lokaal)	1026
Id.	30 id.	Posterijen. — Brieven en bussen met verklaarde waarde	1026
Id.	7 October	Ambtelijk Blad	1027
Id.	10 id.	Ministerie van Koloniën. — Reglement tot inrichting. — Wijzigingen	1089
K. B.	19 id.	Kabinet van den Eersten Minister. — Stichting van een nieuw Ministerie en overdracht van bevoegdheden	1031
Id.	19 id.	Kabinet van den Eersten Minister. — Ministers. — Ontslagnemingen. — Benoemingen	1033
Id.	19 id.	Ruanda-Urundi. — Grondstelsel. — Nazicht der eigendomstitels . .	1071
M. B.	19 id.	Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening. — In voegetreding	1076
Id.	19 id.	Militiewet. — Artikel 49. — Toepassing op de leerlingen-missionarissen	1092
K. B.	4 November	Statuut voor de ambtenaren en beambten der Kolonie met uitzondering van de magistraten en beambten van den rechterlijken stand. — Herziening. — Wijzigingen aan artikelen 12 en 20 uit het koninklijk besluit van 2 Juli 1929	1077
M. B.	12 id.	Inkomende rechten	1091